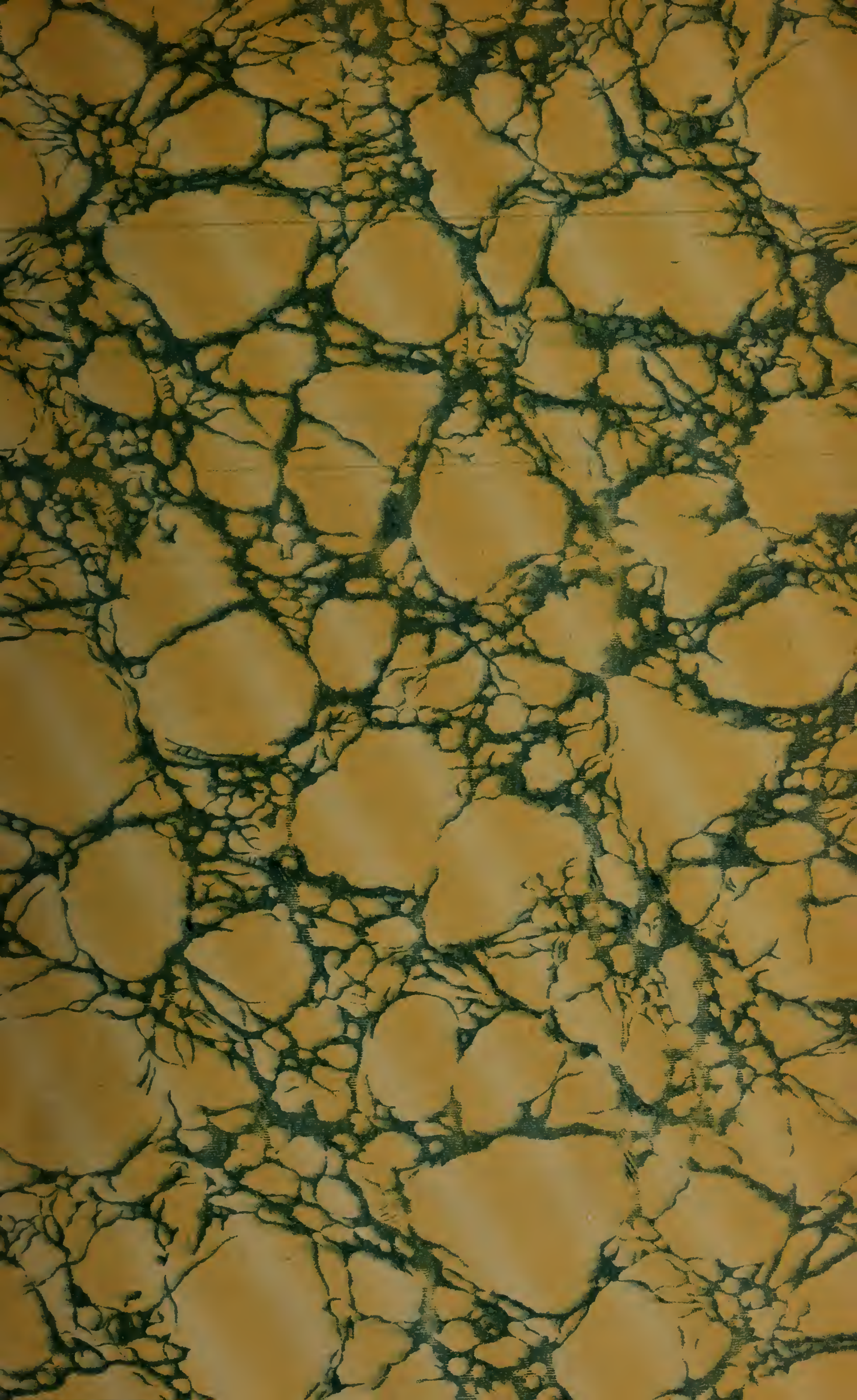


LE CORRESPONDANT

RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE
HISTOIRE — SCIENCES — ÉCONOMIE SOCIALE
VOYAGES — LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS

QUATRE-VINGT-SEPTIÈME ANNÉE

TOME DEUX CENT SOIXANTIÈME
DE LA COLLECTION
NOUVELLE SÉRIE. — TOME DEUX CENT VINGT-QUATRIÈME

PARIS
BUREAUX DU *CORRESPONDANT*
31, RUE SAINT-GUILLAUME, 31

1915

LE

CORRESPONDANT

LA SITUATION FINANCIÈRE

DE LA GRANDE-BRETAGNE
DE L'ALLEMAGNE ET DE L'AUTRICHE-HONGRIE

La guerre est entrée dans son douzième mois; il va y avoir, dans quelques jours, un an qu'elle fait rage, donnant des démentis lugubres à toutes les prévisions, aux militaires qui la plupart annonçaient qu'elle serait courte et que les premières batailles en décideraient, aux économistes et aux financiers convaincus que les peuples ne pourraient supporter longtemps le bouleversement économique et social qu'elle entraînerait avec elle, aux philosophes naïvement persuadés qu'il ne se trouverait pas de chefs d'Etat ou de politiciens capables de ne pas reculer au moment de déchaîner sur le monde tant de misères, de douleurs et de souffrances. Trois semaines encore et l'Europe va entrer dans la deuxième année de cet effroyable cauchemar, dont il lui est impossible de prévoir avec certitude la fin prochaine.

Dans cette lutte où, pour la première fois dans l'histoire des temps modernes, des peuples entiers se ruent les uns contre les autres, guidés par des hommes qui ont juré dès la première heure non seulement de vaincre, mais d'anéantir l'adversaire, la victoire, a dit le Chancelier de l'Echiquier britannique, appartiendra finalement au parti qui disposera des derniers cent millions. C'est à coups de « silver bullets », de balles d'argent, disent les Anglais, qu'il faut et que nous devons triompher. Le rôle que joue

dans cette guerre la Grande-Bretagne, par son industrie, son commerce, ses finances et par l'appui et le concours financiers qu'elle apporte à ses alliés, est d'une extrême importance. Un examen de sa situation actuelle mise en parallèle, avec celle des deux Empires du Centre, offrira peut-être quelque intérêt au lecteur.

*
* *

Le fait le plus frappant de cette guerre est l'énormité des sommes qu'elle coûte et la gravité des conséquences qu'entraîneront ces dépenses pour l'avenir, plus tard, lorsque la paix sera revenue. La guerre, par exemple, coûte aujourd'hui à l'Angleterre, d'après la déclaration même de Mr Asquith, trois millions de livres par jour (75 millions de francs). Si elle se prolonge jusqu'au printemps prochain, les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'exercice financier courant s'élèveront, au 1er avril 1916, à 1 132 654 000 livres (plus de 28 milliards de francs), dont, il est vrai, 200 000 000 livres (5 milliards) sont employées en avances aux nations alliées. Ces avances seront, on doit l'espérer, — sans toutefois y trop compter pour la totalité, les précédents des guerres de la Révolution et de l'Empire sont à cet égard des indications qu'il convient de ne pas négliger, — remboursées un jour ou l'autre. Mais, en attendant, elles comptent dans le budget et il faut trouver l'argent pour y faire face. On n'avait pas au début de la guerre estimé assez haut, — comment l'aurait-on pu? — des frais hors de proportion avec le coût de toutes les guerres antérieures. Dans son discours du 4 mai dernier, en présentant son budget aux Communes, Mr Lloyd George, alors encore Chancelier de l'Echiquier, a laissé percer les traces de cette « non prévision », lorsqu'il a montré au Parlement ce qu'on a appelé « l'océan » des dépenses qui pourraient lui être soumises, pour lesquelles il pourrait être appelé à fournir les fonds nécessaires, dans un avenir prochain.

Tout en tenant compte naturellement des différences résultant des époques, des ressources nationales, des effectifs engagés, les frais de la guerre actuelle dépassent, en effet, toutes les prévisions possibles. La guerre de l'Angleterre contre la France, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, a duré vingt-deux ans, elle a coûté à la Grande-Bretagne 831 000 000 livres, dont 440 000 000 ont été obtenues par l'emprunt. Aujourd'hui, l'Angleterre dépense en moins d'un an bien plus qu'elle n'a dépensé en vingt-deux ans, et le résultat net des opérations de l'année écoulée se chiffre par un accroissement de la Dette Nationale s'élevant à 458 148 000 livres, soit 18 148 000 livres de plus que

l'accroissement résultant de toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire. La Guerre de la Succession d'Espagne, qui avait duré onze ans, avait coûté 50 000 000 livres dont 29 000 000 livres avaient été ajoutées à la Dette Nationale. La Guerre de Sept ans avait coûté 82 000 000 livres et la Dette s'était accrue de 52 000 000 livres; la Guerre de l'Indépendance Américaine, qui avait également duré sept ans, avait coûté 97 000 000 livres; les frais de la Guerre de Crimée, qui avait duré deux ans, s'étaient élevés à 67 500 000 livres et, pour en finir avec le prix que l'Angleterre a dû payer pour ses guerres, celle de l'Afrique du Sud, qui a duré deux ans et demi, a coûté 211 000 000 livres et a augmenté la Dette Nationale de 150 000 000 livres.

L'Angleterre des XVII[e], XVIII[e] siècles et du commencement du XIX[e] était certainement bien moins riche que celle d'aujourd'hui. Cependant, si l'on veut prendre la peine de comparer ses ressources et ses dépenses d'alors avec ses ressources et ses dépenses d'aujourd'hui, on verra que les dépenses actuelles sont hors de toute proportion avec celles de jadis. Les chiffres ci-dessous donneront succinctement une idée assez exacte des effets de la guerre en Angleterre par une comparaison des dépenses pour les cinq derniers exercices :

Dépenses (en livres sterling) :

1912-13	1913-14	1914-15 (mai)	1914-15 (nov.)	1915-16
188 600 000	197 493 000	207 000 000	532 600 000 (prévisions budgétaires). 560 474 000 (dépenses réelles).	1 132 654 000 (prévisions budgétaires).

Revenus (en livres sterling) :

1912-13	1913-14	1914-15 (mai)	1914-15 (nov.)	1915-16
188 800 000	198 243 000	209 400 000	209 200 000 (prévisions budgétaires). 226 694 000 (revenus réels). 333 700 000 (déficit.)	270 332 000 (prévisions budgétaires). 978 000 000 (votes de crédit.)

Pour apprécier la situation financière de la Grande-Bretagne, il est avant tout nécessaire d'examiner les effets de la guerre sur son industrie. Je voudrais donner aussi peu de chiffres que possible, parce que, sans doute, le lecteur les trouve ennuyeux; il faut pourtant en citer quelques-uns.

Les exportations du Royaume-Uni à l'étranger ont naturellement

baissé dans des proportions considérables depuis le mois d'août dernier. Sans remonter jusque-là, voici les chiffres pour les quatre premiers mois de 1915, comparés avec les mois correspondants des deux années précédentes :

Exportations pour les quatre mois janvier-avril (en livres sterling).

1913	1914	1915
170 361 000	173 533 000	116 770 000

Les quatre premiers mois de 1915 accusent donc une diminution de 33 pour 100 sur les quatre premiers mois de 1914 et de 31 pour 100 sur la période correspondante de 1913. Si les exportations ont ainsi baissé de près d'un tiers, les importations, en revanche, ont augmenté dans des proportions extrêmement considérables et, d'après les prévisions, elles dépasseront cette année les exportations de 448 000 000 livres contre 130 000 000, chiffre moyen des années ordinaires, (11 200 000 000 francs contre 3 250 000 000 francs), ce qui revient à dire que l'Angleterre devra payer 318 000 000 livres (7 950 000 000 francs) de plus que d'habitude pour équilibrer ses comptes commerciaux. N'entrent pas, bien entendu, dans ces chiffres les achats considérables faits par le gouvernement à l'étranger, ni les achats faits par les Alliés à l'étranger, achats que, pour la plupart, la Grande-Bretagne a eu et a à régler.

Cet accroissement de la consommation est déjà économiquement un facteur très sérieux, mais, quand il s'accompagne d'une diminution importante dans la production, la question devient grave. Et quand ce problème s'applique au Royaume Uni, il est d'autant plus grave que les exportations y sont plus considérables qu'ailleurs. On calcule que les exportations des Etats-Unis représentent approximativement un quinzième de leur production totale; pour l'Allemagne, elles représentent le septième; pour le Royaume-Uni, la proportion s'est accrue au point de représenter près d'un quart de la production totale. On peut en déduire l'importance de la dépendance relative dans laquelle le commerce britannique se trouve vis-à-vis du commerce étranger et des capacités qu'il possède pour commercer avec lui. Une nation produit et consomme ses produits, mais le progrès matériel consiste en ce qu'elle consomme, d'une manière générale, moins qu'elle ne produit et qu'elle utilise le surplus en le mettant sous une forme qui facilite progressivement sa production future. Il s'ensuit que, dans l'avenir, elle peut ou produire les mêmes objets avec un moindre effort, ou en produire davantage, ou les produire meilleurs avec le même effort.

Une nation consomme la plus grande partie de sa production, mais non la totalité. Elle en échange une partie par son commerce avec l'étranger et la proportion de cet échange diffère suivant les nations. Chaque nation, en temps normal, produit continuellement plus qu'elle ne consomme et économise le surplus dont elle tire profit de diverses manières. C'est ainsi que les économies du Royaume-Uni sont placées non seulement dans le Royaume-Uni, mais dans le monde entier et, en particulier, dans des pays jeunes et offrant plus de chances d'avenir, comme les Etats-Unis, les Dominions britanniques, les Républiques sud-américaines. Le Chancelier de l'Echiquier, dans son discours du 4 mai, a exposé cette situation en détail et donné des chiffres précis. Disons en résumé que, pour l'année 1913, les échanges du commerce britannique se sont élevés à 535 000 000 livres (13 375 000 000 fr.). En outre, l'Angleterre encaissait pendant cette année entre 120 000 000 et 150 000 000 livres comme prix des transports faits pour le compte étranger par sa flotte commerciale, et environ 200 000 000 livres en chiffres ronds, comme intérêts de ses placements à l'étranger, soit 350 000 000 livres, dont elle ne prenait que 134 000 000 livres, ajoutant la différence à ses placements antérieurs. En 1913, l'Angleterre produisait une grande quantité de marchandises qu'elle consommait. Elle en produisait encore davantage qu'elle mettait de côté. Et ce n'est pas tout. Elle était encore créditrice de pays étrangers pour des sommes très considérables.

Les intérêts dus sur ces sommes signifient que, en outre des produits qu'elle échangeait avec ces nations, elles étaient obligées de lui fournir des sommes si importantes qu'elle ne les absorbait pas toutes, mais en employait une grande partie à des replacements à l'étranger. Elle se trouvait donc dans cette situation fortunée de consommer largement et cependant de mettre de côté. Si l'on compare cette situation en 1913 avec celle en 1915, tout change. La guerre a eu pour conséquence inévitable de faire augmenter énormément la consommation et aussi inévitablement de faire énormément décroître la production. De plus, si la guerre doit se prolonger et doit être menée à bien, l'accroissement de consommation doit continuer et même augmenter encore, tandis que, d'autre part, la diminution de la production doit se maintenir et probablement même devenir encore plus marquée [1].

Le budget de 1914-1915, tel que l'avait adopté le Parlement, prévoyait une dépense totale de 207 146 000 livres et les prévisions budgétaires estimaient les revenus à un total légèrement plus

[1] Cf. *The Economic Strain on England and Germany*, par A. Steel Maitland, M. P. (*XIXth. Century*, juin 1915.)

élevé. La guerre vint tout bouleverser et il fallut calculer sur de nouvelles bases. Lorsque Mr Lloyd George présenta en novembre son budget supplémentaire 1914-15, il dit que probablement quelques-unes des prévisions faites en mai se trouveraient devenues trop optimistes. Il était tout naturel, au début de la guerre, de penser que les douanes et les contributions indirectes (Excise) seraient en déficit et que le revenu de l'Income Tax serait fâcheusement affecté par l'action de la guerre sur de nombreuses branches de commerce et sur diverses professions. D'une manière générale, ces craintes ne se sont pas réalisées.

Si l'on prend même les prévisions du budget modifié en novembre dernier, on constate des améliorations presque générales; Mr Lloyd George a passé en revue la situation à cet égard à la date du 31 mars 1915. Le revenu était estimé en novembre à 209 200 000 livres; à la fin de mars il s'était élevé à 226 700 000 livres. Les Douanes et Excise, dont le revenu avait été estimé à 73 900 000 livres, en avaient produit 80 975 000. L'Income Tax et la Super Income Tax, estimées à 61 480 000 livres, donnèrent 69 399 000 (pour l'exercice 1915-1916 le produit de l'Income Tax et de la Super Income Tax est estimé à 103 000 000 livres, 2 515 000 000 francs). La classe des divers revenus non taxés rapportait 5 900 000 livres au lieu de 2 300 000 qu'elle avait seulement produites en 1913-1914. Cette augmentation était due principalement aux très grandes demandes d'argent monnayé causées par la guerre. En somme, une comparaison avec les chiffres réels pour l'exercice 1913-1914 montre qu'il y a progrès dans toutes les branches de revenus à l'exception du Timbre et des Postes : le premier a été très affecté par la clôture prolongée du Stock Exchange et l'énorme diminution des opérations de la « Bankers'Clearing House » (Chambre de Compensation des Banquiers), et les dernières par la grande diminution des communications avec le Continent. Le fait est que, dans une année d'exercice dont huit mois avaient été passés en pleine guerre, le revenu net, réel, dépassait celui de l'exercice précédent de 28 451 183 livres.

L'augmentation dans le revenu provenant des taxes doit être appréciée en tenant compte des nouvelles taxes imposées dans le budget supplémentaire qui a été appliqué aux quatre derniers mois de l'exercice 1914-1915. En doublant l'Income Tax, en ajoutant 3 pence par livre à la taxe sur le thé, et 17 shillings 3 pence par baril au droit sur la bière, le Chancelier estimait obtenir 12 500 000 livres en plus des taxes et des surtaxes sur le revenu, 2 050 000 livres par l'augmentation du droit sur la bière, et 950 000 livres par l'augmentation de celui sur le thé,

ces chiffres étant le calcul au prorata pour les quatre mois de décembre 1914 à mars 1915 inclusivement. Certaines concessions furent faites ultérieurement aux brasseurs par voie de réduction et aux militaires et marins servant hors d'Angleterre pour l'Income Tax. Les mesures à l'égard des brasseurs équivalaient à une réduction à 15 shillings 3 pence pour l'année et, en ce qui concerne les militaires et marins, la perte de revenu était estimée à 190 000 livres pour 1914-1915 et, pour une année entière, à 282 500 livres. Le montant des droits perçus pour les successions des personnes tuées à la guerre en vertu du « Death Duties (killed in war) Act » s'élevait, à la fin de l'exercice financier, à 102 426 livres.

Quand tous ces facteurs ont été pesés et considérés, on constate que le revenu anglais a fait preuve d'une remarquable élasticité. L'augmentation considérable des importations de marchandises soumises aux droits a sans nul doute une part dans ce résultat, mais le fait le plus remarquable, le plus intéressant est le produit de la taxe et de la surtaxe sur le revenu, de l'Income Tax et de la Super Income Tax. En novembre, le Chancelier avait prévu que le doublement de l'Income Tax produirait 53 000 000 livres, il s'est élevé à 59 279 000 livres. Il avait estimé le produit de la Super Income Tax à 8 460 000 livres, en réalité il a été de 10 120 000 livres. Les revenus des Douanes et Excise ont dépassé de 7 075 000 livres les prévisions revisées, qui avaient été établies naturellement en tenant compte des nouveaux droits sur le thé et la bière. Cet accroissement provient pour 3 000 000 livres de paiements anticipés, pour 2 182 000 livres d'une augmentation dans la consommation de l'alcool, pour 530 000 livres de la consommation de la bière, et pour 1 000 000 livres de l'augmentation de la consommation du tabac, due en grande partie à des cadeaux faits aux troupes. En décembre, le décroissement dans la production de la bière dû au triplement du droit s'éleva à 38 pour 100; toutefois, en mars, il était tombé à 17 pour 100; d'autre part, l'augmentation dans la consommation des alcools, du whisky, pour la plus grande partie, était passée de 3 pour 100 en décembre à 25 pour 100 en mars.

Dans le dernier discours qu'il prononçait comme Chancelier de l'Echiquier, Mr Lloyd George montrait les difficultés financières auxquelles l'Angleterre aurait à faire face si la guerre se prolongeait et insistait sur la nécessité d' « économiser ». L'Angleterre est extrêmement riche. Ses richesses ne sont pourtant pas inépuisables et il y a eu, personne de l'autre côté du Canal ne le conteste,

un grand gaspillage d'argent depuis dix mois. Il ne faut pas perdre de vue que, malgré la maîtrise des mers, les exportations de l'Angleterre ont, ainsi qu'il est montré plus haut, sensiblement diminué. Tandis qu'elle obtient, par des emprunts d'Etat, des sommes énormes qu'elle dépense sur le taux de huit cent millions de livres sterling par an, elle augmente considérablement ses dettes étrangères à un moment où les moyens de les rembourser sont fort réduits et continueront à diminuer tant que durera la guerre. En temps ordinaire, ce sont les exportations qui fournissent les moyens de payer les dettes contractées par les importations. Les exportations ont diminué et continueront à diminuer.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie étaient de grands clients de l'Angleterre et leurs marchés sont fermés; d'autres parmi les neutres ont, pour des raisons diverses, considérablement réduit leurs achats et, dans un pays où la très grande majorité des classes ouvrières est employée dans l'industrie ou le commerce[1], la capacité de production diminue avec chaque homme enrôlé dans l'armée ou la marine ou quittant son métier habituel pour fabriquer des munitions de guerre. Comme, malgré cela, l'industrie anglaise ne peut suffire à produire tout ce qui est nécessaire en matériel de guerre, il faut en importer pour des sommes considérables, et il est impossible de réduire les importations nécessitées par la consommation. Si cette situation se prolonge longtemps, l'Angleterre se transformera dans un sens déjà perceptible. De nation créditrice elle deviendra peu à peu nation débitrice.

Cet état de choses attire l'attention des financiers et des économistes, et une excellente étude, parue récemment, signalait, avec bien d'autres, son importance. « Le temps doit forcément venir, y lit-on, où le seul moyen de remplir nos engagements étrangers croissants sera d'exporter de l'or ou des valeurs. Les deux expédients n'ont qu'une efficacité limitée et temporaire et, à la fin, elles aggravent le désastre financier. Qu'il s'agisse de nations ou de particuliers, le seul moyen efficace de faire face à un excès de dépenses sur le revenu, quand le revenu diminue et ne peut être augmenté, est de réduire les dépenses. Nous vivons sur notre capital, et si ce système est continué assez longtemps nous devons finir par être hors d'état de faire face à nos engagements. Nous pouvons être fort loin de là à présent, mais tout dépend

[1] D'après le recensement de 1911, la population des deux sexes au-dessus de dix ans comprenait 9 468 138 personnes occupées dans l'industrie, 2 214 031 dans le commerce et seulement 1 260 476 dans l'agriculture et la pêche.

du temps que durera la guerre[1]. — En conséquence, poursuit l'auteur, tant que l'Angleterre peut empêcher l'ennemi de mettre le pied sur le sol national, cette question financière est de plus grande et plus pressante importance nationale que l'enrôlement de soldats et la fabrication d'explosifs. Et elle n'est pas moins importante pour les alliés de l'Angleterre que pour l'Angleterre elle-même, parce que cette guerre est une épreuve d'endurance économique autant que de puissance purement militaire, et que, à la longue, les ressources financières de la Grande-Bretagne sont pour ses alliés un facteur de plus grande valeur que ne peut l'être son armée. » Déjà elle doit leur apporter son concours financier, les aider de son crédit, de son argent. Son rôle le plus important dans cette guerre est donc, avant tout, de bien administrer ses ressources et, dans cet ordre d'idées, l'économie individuelle, qui n'est pas, on doit l'avouer, la qualité dominante du peuple anglais en temps ordinaire, est indispensable. Chaque citoyen doit apporter à l'Etat le produit des économies, même minimes, qu'il peut faire. C'est l'idée qui a inspiré les conditions auxquelles le second emprunt de guerre, émis actuellement en Angleterre, est offert au public.

En plus des 168 000 000 livres dépensées sur le budget de 1914-1915, au début de la guerre, le 6 août, un Crédit de 100 000 000 livres (2 500 000 000 francs) avait été voté par les Communes. Le 15 novembre, un autre vote de crédit donnait 225 000 000 livres (5 625 000 000 francs) et le 1er mars 1915 un autre vote supplémentaire donnait 37 000 000 livres, de sorte que, dans l'année fiscale, 367 000 000 livres avaient été mises à la disposition du Gouvernement (9 175 000 000 francs), sommes énormes auxquelles il faut ajouter les 226 694 000 livres provenant du revenu normal. Ces 367 000 000 livres représentaient les dépenses supplémentaires s'ajoutant aux sommes prévues pour le temps de paix dans le budget de 1914-1915. Il faut ajouter que, le 1er mars 1915, avait été voté également un crédit de 250 000 000 livres (6 250 000 000 francs) pour les dépenses en 1915-1916. Pour faire face à ces dépenses, le Gouvernement émettait le premier emprunt de guerre, de 350 000 000 livres (8 750 000 000 francs) remboursable en 1925-28, émis à 95 avec intérêt à 3 1/2 pour 100. Au début du nouvel exercice financier (1915-16), l'Echiquier pouvait disposer de 83 450 952 livres et il allait encaisser presque immédiatement 36 000 000 livres à recevoir pour les derniers versements dus avant la fin d'avril sur le

[1] *Our Economic Peril*, par Scrutator (*Truth*, 16 juin 1915).

premier emprunt de guerre. En outre, la Trésorerie avait émis et continuait à émettre une grande quantité de Bons du Trésor (*Treasury Bills*). Au 8 mai, il y en avait en circulation pour une somme de 154 174 000 livres. Mais si c'est une manière bon marché et facile d'emprunter, elle ne peut entièrement suffire, et il est nécessaire d'avoir recours à d'autres moyens, impôts nouveaux ou emprunts.

Dans son exposé du mois de mai, Mr Lloyd George avait estimé le revenu pour l'exercice 1915-1916 à 270 332 000 livres. Dans cette estimation étaient comprises les surtaxes sur le vin et la bière, montant ensemble à 3 100 000 livres, proposées en grande partie sous l'influence et la pression des éléments non conformistes qui mènent depuis de longues années une campagne en faveur du « Teetotalism » (abstinence des boissons alcooliques), campagne où la politique tient une place non moins grande que la tempérance.

Mais l'opinion publique, en Angleterre, d'une façon générale, n'aime pas beaucoup les exagérations des puritains et elle manifesta sa réprobation presque unanime de ces surtaxes, en particulier de celles sur les vins qui, si le projet du Chancelier de l'Echiquier avait été adopté, eussent simplement ruiné le commerce d'exportation des vins de France en Angleterre et causé le plus grand préjudice au Bordelais et à la Champagne viticoles, sans parler du dommage qui en fût résulté pour l'industrie des vins établie à grands frais en Australie. Devant le mécontentement général, il fallut modifier le Bill et renoncer aux surtaxes sur les boissons et, par suite, aux 3 100 000 livres de revenu que, d'après les prévisions, elles devaient rapporter.

Cette déduction réduisait le revenu prévu à 267 232 000 livres pour faire face à des dépenses de 1 132 654 000 livres, soit un déficit de 865 422 000 livres. Déduisant de ce chiffre les 119 450 952 livres que l'Echiquier avait en mains, il restait encore à trouver 745 971 048 livres pour lesquelles un crédit de 250 000 000 livres avait déjà été voté. Dans le même discours sur le Budget, Mr Lloyd George avait annoncé que les dettes totales du pays s'élevaient au chiffre énorme de 1 165 802 000 livres. L'emprunt de guerre de 350 000 000 livres, émis l'an dernier à 95, avait donné 332 000 000 livres, à rembourser au pair dans une période comprise entre onze et quatorze ans à partir de la date de l'émission. C'est donc une dette dans le sens exact du mot, ce qui n'était pas le cas pour les Consolidés, et une lourde dette, car l'Etat n'a encaissé que 332 000 000 livres par l'émission de cet emprunt de guerre et il est débiteur de 350 000 000 qu'il lui faudra rembourser intégralement en 1929 au plus tard.

Le cas était différent avec les Consolidés, je dis « était », car on va voir que les conditions d'émission du second emprunt de guerre ont complètement changé la situation. Mais, jusqu'à ces derniers jours, les Consolidés ne comportaient, pour le Gouvernement, d'autre obligation que de payer une annuité déterminée à perpétuité. L'extinction d'une partie quelconque de cette obligation par voie d'achats du Gouvernement sur le marché est une opération entièrement volontaire parce que le Gouvernement, c'est-à-dire l'Etat, n'a conclu aucun accord et n'a fait aucune promesse de rembourser, en totalité ou en partie, le capital nominal [1].

Lors de la discussion du budget, le 12 mai, le Chancelier de l'Echiquier, Mr Snowden, Sir Thomas Whittaker et d'autres prononcèrent des discours fort intéressants; le ministère de Coalition n'avait pas encore été formé et les leaders des deux partis se prodiguèrent les compliments. Toutefois, si le problème fut exposé au Parlement, aucune solution immédiate ne lui fut proposée. Aurait-on recours à de nouveaux impôts? ferait-on un nouvel emprunt? ou userait-on des deux moyens? Il n'en fut rien dit. L'Income Tax venait d'être doublée. Il était assez difficile de lui imposer immédiatement de nouvelles charges, bien qu'il soit d'ores et déjà sous-entendu que d'autres taxes seront prochainement édictées. Pour l'instant, il fut finalement décidé de commencer par un second emprunt de guerre, offrant au public des conditions entièrement nouvelles et extrêmement avantageuses. Comme, d'après les déclarations mêmes du Gouvernement, cet emprunt sera le type des emprunts futurs à émettre pendant la guerre, j'en dirai quelques mots.

Lorsque, le 1er mars dernier, Mr Asquith demanda aux Communes le premier vote de crédit pour l'exercice 1915-1916, il estimait les dépenses pour la guerre à 2 millions de livres (50 millions de francs) par jour. En réalité, ces dépenses ont dépassé quotidiennement ce chiffre de 660 000 livres. En demandant et en obtenant, il y a un mois, un second vote de 250 000 000 livres (6 250 000 francs) le Premier Ministre a dit que pour les mois prochains ces dépenses seront encore plus élevées et atteindront 3 millions de livres (75 millions de francs) par jour.

Ce qui signifiait que le déficit de 862 millions de livres que Mr Lloyd George prévoyait dans son discours sur le budget, si la guerre continuait, serait considérablement plus grand. Depuis quelques semaines, il était évident que le Gouvernement ne pouvait plus songer à se procurer l'argent par la vente de Bons du

[1] *How the War is financed*, par H. J. Jennings (*Fortnightly Review*, juin 1915).

Trésor. Ce moyen avait réussi et il est probable qu'on y aura encore recours, mais il était nécessaire de ne pas augmenter pour l'instant, au-delà de certaines limites, la dette flottante.

D'autre part, depuis quelques semaines, les demandes pour les Bons du Trésor s'étaient fort ralenties. Le Gouvernement ne voulant point demander tout de suite de nouvelles ressources à l'impôt, — la nouvelle augmentation de l'Income Tax n'est pas encore entièrement versée, — un second emprunt de guerre était la seule mesure à prendre et les conditions auxquelles cet emprunt est offert, et que le nouveau Chancelier de l'Echiquier, Mr McKenna a exposées au Parlement le 21 juin dans un discours d'une netteté, d'une clarté remarquables, ont été approuvées généralement. Pour la première fois dans l'histoire financière de l'Angleterre, on émet un fonds d'Etat à la portée des plus petites bourses. Des titres de 5 shillings et de multiples de 5 shillings rapportant 5 pour 100 seront vendus par les Bureaux de Poste, les Trade-Unions, les sociétés coopératives et de secours mutuels[1]. Pour les souscripteurs plus fortunés, les titres de 100 livres (2500 francs) et multiples de 100 livres rapportant 4 1/2 pour 100 sont émis au pair et remboursables au pair en trente ans.

Une autre disposition nouvelle est l'option donnée aux porteurs actuels de fonds de l'Etat, Consolidés, Annuités ou Premier Emprunt de guerre, de convertir leurs titres en titres du nouvel emprunt à la condition de souscrire en même temps à ce dernier pour une somme équivalente. Comme les Consolidés, qui ont déjà énormément baissé, baisseront certainement encore, tous les porteurs à qui cela sera possible feront naturellement la conversion et par suite souscriront au nouvel emprunt, ce qui est une façon élégante de s'assurer des souscripteurs. Si le premier emprunt de guerre n'a pas eu un succès étourdissant, la raison en est que les gens d'affaires savaient le Gouvernement obligé de faire de nouveaux emprunts à brève échéance et forcé de les faire à des conditions plus avantageuses. Tout le monde sait fort bien que ce second emprunt ne sera pas le dernier, mais personne n'aura plus besoin d'attendre, car le Gouvernement s'engage, en cas de futures émissions à des conditions plus avantageuses, à donner aux porteurs du présent emprunt le bénéfice des nouvelles conditions qu'il pourrait offrir. Cet engagement enlève tout motif de ne pas

[1] Le premier emprunt de guerre émis en novembre 1914 s'élevait à 350 000 000 livres. Les conditions d'émission étaient bien différentes. Elles convenaient particulièrement aux banques, aux compagnies d'assurances, aux grandes firmes disposant de gros capitaux, mais ne s'adressaient pas aux petits souscripteurs.

souscrire maintenant dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions dans l'avenir. Une autre particularité du nouvel emprunt est qu'il n'est pas fait pour procurer à l'Etat une somme déterminée, il est émis pour un chiffre illimité, de sorte qu'il n'y aura pas à discuter s'il a été couvert tant ou tant de fois, ou s'il ne l'a pas été[1].

Que les classes ouvrières doivent répondre à ces invitations ne semble pas douteux. Quand on songe que le seul placement comparable qui leur était offert jusqu'à présent était les dépôts dans le Post Office Savings Bank (Caisses d'épargne) ne rapportant que 2 1/2 pour 100 payables seulement une fois l'an, et dont l'intérêt n'était payé que pour livres sterling complètes, c'est-à-dire que les fractions au-dessous de 20 shillings ne rapportaient rien, — les avantages offerts actuellement sont fort importants.

Le plan adopté par Mr McKenna, remarquablement habile, sera extrêmement populaire et les souscriptions seront très considérables. Il est permis toutefois de signaler quelques points faibles. Il y a environ 570 000 000 livres sterling de Consolidés et d'Annuités (14 250 000 000 francs) : il sera intéressant de savoir combien seront convertis. La conversion, quelle qu'elle soit, augmentera considérablement les charges de la dette en intérêts.

D'autre part, comme le nouvel emprunt doit être remboursé en 1945, il faudra un fonds d'amortissement considérable qui viendra accroître encore le fardeau de la nation après la guerre. Que le gouvernement britannique convertisse soudainement la totalité de sa dette et la place sur le pied de 4 1/2 pour 100, alors qu'il n'y a pas de si longues années Goschen voulait la fixer à 2 1/2 pour 100, c'est un fait qui prête à réflexions. Subitement, dans le monde entier, la valeur de l'argent a monté d'un demi pour 100. Les obligations qui rapportent aujourd'hui de 4 1/2 à 4 3/4 pour 100 seront invendables. Les chemins de fer anglais, les valeurs coloniales,

[1] Lorsque le Bill fut lu pour la première fois aux Communes, Sir F. Banbury, le membre pour la Cité de Londres, demanda au Chancelier de l'Echiquier s'il avait bien compris et si l'emprunt devait être illimité. Sur une réponse affirmative, Sir F. Banbury remarqua que « le résultat de cette « non limitation » sera que le marché ne saura jamais à quoi s'en tenir sur les sommes émises, qu'il sera impossible pour ce nouveau fonds d'avoir un premium, que le marché ne saura jamais où il en sera, qu'il n'abordait pas pour le présent la question de savoir si un gouvernement quelconque avait le droit de demander un emprunt illimité ». De la discussion qui suivit il ressort que, bien que l'emprunt soit illimité en principe, il est toutefois en fait limité, pour commencer, à un peu plus de 900 000 000 livres sterling. (Voir Hansard, *Parliamentary Debates, House of Commons*, Vol. LXXII, N° 65).

les obligations municipales subiront de lourdes dépréciations. Le contribuable va avoir à payer, avant la fin de la guerre, des sommes énormes. Emprunter successivement à 2 1/2, puis à 2 3/4, puis à 3 1/2, pour emprunter encore, peu après, à 4 1/2, est une progression un peu bien rapide et, au Stock Exchange, tout en se montrant enchanté des conditions offertes et assuré d'un succès considérable, on fait observer que s'il faut payer 4 1/2 pour 100 après dix mois de guerre, il faudra payer bien plus cher si la guerre se prolonge encore quelques mois. Ceci, d'ailleurs, est l'évidence même.

D'autre part, le maintien des prix minima — et fictifs — sur les valeurs cotées au Stock Exchange ne permet pas de se rendre encore bien compte de l'énorme dépréciation, se chiffrant par des centaines de millions sterling, qu'elles subiront le jour où il faudra bien se décider à rendre au Marché son libre jeu. Il est inévitable qu'avec le nouvel emprunt de guerre, qui va être la première valeur du monde, à 4 1/2 pour 100, toutes les autres valeurs, même celles de premier ordre, doivent tomber, sauf si elles rapportent plus que cet intérêt. Ceux qui comptent sur un relèvement sérieux et durable après la guerre se trompent, c'est aujourd'hui une des rares affirmations qu'on puisse faire sans crainte. La hausse sur la grande majorité des bonnes valeurs antérieurement à la guerre était due au développement rapide et fabuleux du commerce et de l'industrie dans le monde entier et à l'accroissement phénoménal du capital. La baisse actuelle et celle bien plus formidable encore qui se produira quand les marchés seront libres sont la conséquence forcée de la destruction du capital.

*
* *

J'en viens maintenant à l'examen des conditions où se trouve l'ennemi. L'Allemagne jusqu'à présent s'est, on doit le reconnaître, tirée de ses difficultés économiques d'une manière qui a autant surpris ses adversaires que sa puissance de résistance militaire. Mais le très remarquable système de crédit sur lequel s'appuie sa résistance économique ne tient debout, ainsi que le démontrait récemment un neutre informé[1], que « parce qu'il repose, en

[1] Le *Times* a publié une série d'articles extrêmement remarquables dus à un haut personnage, sujet d'une puissance neutre, sur la situation intérieure de l'Allemagne. L'article cité ici est le 15e de la série, intitulée *In Germany to day*. L'exactitude en est confirmée et vérifiée par des renseignements provenant de sources très diverses, Hollande, Suisse, Danemark et Suède.

réalité, uniquement sur la confiance absolue de la nation tout entière dans le succès des armes allemandes ». Que cette confiance disparaisse ou seulement diminue, et le système s'effondre. Il n'y a jusqu'à présent aucun signe de diminution de cette confiance, tous les neutres instruits et sérieux, même les mieux disposés à l'égard des Alliés, estiment, avec celui que je viens de citer, que l'Allemagne entière est pleine de confiance dans le succès final. Il convient donc de ne pas ajouter trop grande foi aux informations nous montrant la situation en Allemagne comme déjà désespérée et de ne pas tirer des conclusions trop optimistes de lettres plus ou moins authentiques trouvées dans les poches de soldats de l'Ersatz ou du Landsturm. La vie économique allemande peut continuer ainsi longtemps, mais tout le système se brisera le jour où les victoires des Alliés viendront tirer l'Allemagne de ses illusions.

Les Allemands, dit le neutre correspondant du *Times*, ont bâti un édifice financier remarquable qui est certainement unique dans l'histoire économique du monde. Le ministre des Finances actuel, le Dr Helfferich, jadis Directeur de la Deutsche Bank, est un financier des plus habiles, et il est arrivé à persuader à ses compatriotes que la situation financière de l'Allemagne est bien supérieure à celle de l'Angleterre. Quant aux alliés de la Grande-Bretagne, même des gens instruits, haut placés, les considèrent comme près de la faillite. Il y a actuellement en circulation en Allemagne une quantité énorme de billets de banque, de coupures de tous les prix, et il y a également grande abondance de monnaies d'argent et de nickel. On ne voit pas d'or, mais les Allemands ne s'en étonnent pas; quiconque a vécu en Allemagne sait que l'or n'y circule guère en temps ordinaire, et d'ailleurs en Grande-Bretagne, même aujourd'hui, l'or est rare. A première vue donc il semble que la situation financière en Allemagne soit excellente. Ces apparences sont décevantes.

Les hommes d'Etat et les financiers allemands ont, aussitôt la guerre déclarée, compris qu'ils seraient très rapidement coupés des marchés mondiaux et qu'ils seraient contraints de payer en or la grande masse des marchandises qu'ils pourraient importer. La Banque Impériale se mit aussitôt à l'œuvre pour ramasser toute la monnaie d'or dans le pays. D'après les documents officiels émanant de la Banque Impériale elle-même, l'Allemagne avait, à la fin de juillet 1914, frappé de la monnaie d'or pour une valeur totale de 6 412 500 000 francs. Une partie considérable de cet or avait été fondue pour les besoins industriels. Une autre partie était passée à l'étranger. La Banque Impériale estimait, en tenant compte de ces manquements, le montant total

de l'or monnayé existant dans le pays, lorsque la guerre a éclaté, à un peu moins de 5 000 000 000 francs. Elle-même avait à cette époque dans ses caisses 1 910 000 000 francs en or et en argent. La circulation monétaire totale, comprenant les métaux monnayés, les billets de banque et les Notes du Trésor, était estimée à environ 8 125 000 000 francs. Ce fut d'abord, en grande partie, par l'intermédiaire des banques particulières et des grandes firmes industrielles que la Banque Impériale s'occupa de recueillir l'or. Quand ces sources furent épuisées, une propagande générale pour la collecte de l'or fut organisée dans tout l'Empire. Les enfants des écoles furent chargés d'obtenir les pièces d'or que leurs parents pouvaient avoir en leur possession. En faisant appel au patriotisme et en rappelant les précédents analogues de 1813, on obtint aussi des sommes considérables en bagues, bijoux et objets divers en or. Les femmes de toutes les classes sociales donnèrent tout ce qu'elles possédaient.

Tandis que la Banque Impériale recueillait ainsi tout l'or, elle était d'autre part relevée de ses obligations de rembourser en or ses billets de banque. L'impérieuse urgence de cette mesure avait été démontrée par l'irruption qui s'était produite sur toutes les banques dans la période comprise entre l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie et la déclaration de guerre par l'Allemagne. Le même fait s'est produit un peu partout, mais dans ce court intervalle la Banque Impériale a perdu près de 250 000 000 francs d'or, et sa circulation billets a augmenté en une seule semaine de près de 1 275 000 000 francs. De nombreuses banques secondaires firent faillite. Les choses, toutefois, s'améliorèrent très rapidement. A la fin de la première semaine d'août, l'encaisse or de la Banque Impériale, qui était de 1 565 250 000 francs au 31 juillet, s'élevait à 1 745 000 000 francs, et le 15 août elle atteignait le chiffre de 1 886 250 000 francs. Le transfert du Trésor de Guerre de la Tour Julius à Spandau à la Banque Impériale (255 000 000 francs en or) explique en partie cette augmentation. La Banque avait, en outre, dans ses caisses à ce moment 2 450 000 francs en monnaie d'argent et 43 750 000 francs en billets de banque. Chaque semaine, jusqu'à la fin de novembre, la Banque reçut en moyenne près de 50 millions en or. La plus grande partie provenait de l'or monnayé en circulation. Il est inexact qu'à un moment quelconque, bien qu'on en ait dit, des sommes importantes soient venues de la réserve d'or de la Banque d'Etat Austro-Hongroise. J'en reparlerai plus loin. L'or sorti de la Banque allait, pour la plus grande partie, dans les pays neutres en paiement de marchandises. Le montant de ces sorties pendant

les premiers temps de la guerre variait entre 12 500 000 francs et 25 millions par semaine.

Depuis le commencement de la présente année, les entrées d'or ont considérablement baissé. Pour la semaine du 8 au 15 mai dernier, elles ne se sont élevées qu'à 3 510 000 francs ; du 15 au 22 mai, elles n'ont été que de 2 755 000 francs et du 22 au 31 mai, elles sont tombées à 1 368 750 francs. Au 31 mai, l'encaisse or de la Banque était à peu près le double de ce qu'elle était au 31 juillet 1914. Il ressort de tout cela que, en dehors de la Banque, il n'y a plus que très peu d'or en Allemagne.

D'autre part, il est probable que, l'isolement progressif de l'Allemagne augmentant continuellement, les sorties d'or vont diminuer considérablement ; il faut toutefois noter que beaucoup de paiements ont été faits à l'étranger en exportant des valeurs américaines et autres qui étaient possédées en Allemagne. Il n'y a pour l'instant aucun moyen d'estimer les sommes qu'ont pu représenter ces exportations de valeurs.

Depuis 40 ans, et surtout depuis l'avènement de Guillaume II, l'Allemagne s'est développée d'une manière remarquable et a atteint une prospérité commerciale et industrielle extraordinaire, par l'emploi constant de deux moyens, tous deux fort dangereux à la longue, un système de crédit universel poussé aux dernières limites par suite des facilités données à l'industrie par les banques, — et des emprunts constants de l'Etat pour faire face aux dépenses continuellement croissantes dans tous les départements, et en particulier dans l'armée et la marine. Il faudrait un volume pour étudier avec quelques détails ce système et les méthodes, souvent fort habiles, grâce auxquelles il fonctionnait. Quelque habiles que soient ces méthodes, elles ne sont qu'un expédient et elles peuvent d'autant moins être employées indéfiniment que la situation financière de l'Allemagne était en réalité assez médiocre avant la guerre.

Parmi les causes multiples qui ont contribué à la prospérité des finances britanniques, il en est une de la plus haute importance. Jusqu'à ces tout derniers temps, ce fut un devoir élémentaire et impérieux pour tous les Chanceliers de l'Echiquier qui se succédèrent de réduire la dette publique en temps de paix. Aucune autre grande nation, — à part les Etats-Unis qui n'ont à proprement parler pas d'armée et qui n'ont jamais eu à faire de grandes dépenses pour la guerre, — n'a suivi cette méthode ; et, complètement différentes en cela de la Grande-Bretagne, c'est en temps de paix que les grandes puissances européennes ont accru leurs dettes. Le cas est encore plus remarquable avec les nations germaniques, toute la

dette impériale allemande et la majeure partie de la dette Austro-Hongroise ayant été contractées pour la préparation de la guerre.

Tant que l'accroissement de la population et du commerce suffit à assurer chaque année dans le rendement des impôts une augmentation adéquate permettant de payer l'augmentation des nouveaux emprunts, et que les épargnes annuellement réalisées par les industries nationales s'accumulent assez rapidement pour assurer un nouveau surplus de richesses cherchant des placements dans les fonds de l'Etat, la machine paraît pouvoir fonctionner indéfiniment. C'est indiscutablement une déplorable manière de diriger les finances d'un pays, mais il est étonnant de voir la somme de mauvaises finances que peut supporter une nation riche à moins que quelque grande secousse ne vienne précipiter une crise [1]. C'est le cas actuel de l'Allemagne. Elle a abusé de son crédit et elle semble en avoir atteint la limite.

Aucun des impôts actuellement existants ne peut guère produire davantage et, d'autre part, certaines des sources de revenu sont très affectées par la guerre. Les contributions indirectes rapportent sûrement moins qu'en temps de paix, le revenu provenant des Chemins de fer de l'Etat est forcément très diminué, résultat fatal du double fait que les industries et le commerce sont gravement atteints et que les voies ferrées sont mises entièrement à la disposition des autorités militaires. Pour le revenu des Douanes, avec le blocus imposé à l'Allemagne, le cas est encore plus grave. Si la situation est fort peu satisfaisante en temps de guerre, il n'est pas probable que le retour de la paix y puisse apporter une

[1] Brougham Villiers, *The War and Austro-German Finance (Contemporary*, mai 1915), donne l'intéressant tableau ci-dessous, montrant les étapes des dettes anglaise et allemande en temps de paix :

	Réductions de la Dette anglaise depuis la guerre Sud-Africaine. (En livres sterling.)	Accroissements de la Dette allemande pendant les mêmes années. (En livres sterling.)
1903	798 349 190	144 365 000
1904	794 498 100	158 625 000
1905	796 736 491	163 552 000
1906	788 990 187	180 263 000
1907	779 164 704	193 044 000
1908	762 326 051	202 260 000
1909	754 121 309	215 171 000
1910	762 463 625	246 831 000
1911	733 072 610	243 674 000
1912	724 806 428	242 743 000

Depuis 1912, la dette anglaise a été encore réduite, les chiffres allemands manquent pour continuer la comparaison.

grande amélioration immédiate. Lorsque la guerre éclata, les tarifs protecteurs sur les produits agricoles en Europe ne purent être maintenus. Les belligérants qui avaient besoin d'importer des vivres suspendirent leurs tarifs, et l'Italie, bien que se tenant alors en dehors de la guerre, fut elle-même contrainte de suivre cet exemple. Après la guerre, il sera probablement bien difficile de rétablir les droits sur les vivres et certainement, pour de longues années, leurs prix resteront fort élevés. Dans le système allemand, à part les droits de succession, qui apparurent pour la première fois dans le Budget de 1906, et les impôts extraordinaires sur la propriété, de 1913, rien ne se prête à des mesures permettant de faire face aux besoins énormes de l'Etat après la cessation des hostilités.

Si l'on admet, et c'est une hypothèse fort au-dessous de la réalité, que la dette allemande soit accrue, du fait de la guerre, de 12 500 000 000 francs, entraînant le paiement d'intérêts inférieurs de peu à 625 000 000 francs; si l'on admet également que, dans les conditions où se trouvera le marché de l'argent et en raison de la pauvreté causée par la guerre, le Gouvernement allemand ne puisse continuer son système de dépasser en moyenne ses recettes annuelles par 250 000 000 francs environ en parant à cette situation par des emprunts, il se trouvera en présence d'un déficit que, dès à présent, il est permis d'évaluer à 875 000 000 francs au minimum et que chaque semaine de guerre vient accroître. La guerre cessât-elle demain et l'Allemagne n'eût-elle à payer aucune indemnité de guerre que son ministre des Finances se trouverait en face d'un déficit énorme auquel il n'aurait guère de moyen de pourvoir sauf par une réduction totale des dépenses publiques et par l'établissement d'un énorme impôt direct sous une forme quelconque.

*
* *

La situation financière en Autriche-Hongrie est absolument déplorable, il n'y a pas d'autre mot. Elle était déjà très mauvaise avant la guerre, et elle n'était guère soutenue que par les artifices des grands établissements de crédit et des grandes banques. Il est bien difficile de voir comment la Monarchie pourra éviter la faillite. En 1912, les revenus des deux Etats se sont élevés à 5 341 850 000 francs (3 305 525 000 francs pour l'Autriche et 2 036 325 000 francs pour la Hongrie).

Les dettes de l'Empire n'ont cessé de s'accroître pendant le temps de paix dans des proportions inquiétantes, ainsi que le prouvent les chiffres suivants.

La dette Austro-Hongroise est passée de 9 444 250 000 francs en 1901 à 12 990 775 000 francs en 1912; pendant le même temps la dette hongroise spéciale, qui était de 5 332 475 000 francs en 1901, s'élevait à 6 867 550 000 francs en 1912. En 1901, la dette de la Double Monarchie s'élevait à 14 776 725 000 francs, elle atteignait, en 1912, 19 858 325 000 francs, s'augmentant ainsi, en douze ans de paix, de plus de 5 milliards[1].

Dans le désarroi financier qui suivra immédiatement la guerre, et dont les vainqueurs subiront, eux aussi, les conséquences, la situation de l'Autriche-Hongrie sera particulièrement difficile. Avec un marché de l'argent épuisé, un crédit profondément compromis, il paraît évident que le déficit chronique existant antérieurement et les intérêts des dettes nouvelles créées au cours de la guerre devront être payés soit par l'établissement de nouveaux impôts, soit par des diminutions considérables dans les dépenses. Il existe tant d'impôts divers dans la Monarchie qu'il est difficile de voir pour le moment ceux qui seraient susceptibles de supporter un accroissement permettant de leur faire rendre un peu plus. En tous cas, un quart environ des revenus des deux Etats provient des Chemins de Fer. Il est impossible de songer à en tirer davantage dans la période de dépression économique qui suivra la guerre. Les Contributions indirectes et les monopoles de l'Etat produisent un peu plus d'un autre quart; il est douteux qu'avec la misère générale il soit possible de faire rendre aux boissons alcooliques et au tabac, par exemple, ce qu'ils ont produit en 1912, à plus forte raison d'en tirer un surplus. La moyenne du déficit austro-hongrois au cours des dernières années a été de 425 000 000 francs. Aucune mesure sérieuse n'a jamais été prise pour le remboursement de cette énorme dette; il n'est pas exagéré et il est très probablement au-dessous de la vérité de compter que 450 000 000 francs seront nécessaires pour payer les intérêts des emprunts faits pendant la guerre; il faudra donc demander à l'impôt direct annuellement plus de 875 000 000 francs, à moins qu'on ne réduise les dépenses dans des proportions extraordinaires.

Les Douanes Austro-Hongroises, en 1912, ont rapporté 218 750 000 francs, les importations s'étant élevées à 3 705 000 000 francs. Près de la moitié de cette somme représentait des matières premières, mais elle comprenait aussi des vivres pour 350 000 000 et des marchandises en partie manufacturées pour

[1] Il faut faire entrer en ligne de compte les mobilisations partielles, considérables et fréquentes, qui semblaient faire partie du système politique déplorable du Comte d'Aerenthal, telles que celle qui eut lieu en 1908.

une valeur de 600 000 000 francs et en totalité manufacturées pour une valeur de 1 000 000 000. Il est impossible d'imposer les matières premières à moins de ruiner et de détruire complètement les industries de l'Autriche. Quant aux impôts sur les vivres et denrées alimentaires, il serait difficile de leur faire rendre beaucoup plus et, d'autre part, l'opposition, déjà très vive avant la guerre, que rencontraient ces impôts serait encore bien plus forte si, après la guerre, on voulait rétablir les droits sur les vivres.

A l'exception du Ministre du Commerce Hongrois, qui dépense annuellement 500 000 000 francs dans son département, il ne semble pas y avoir de dépenses intérieures sur lesquelles il puisse être réalisé de grandes économies. La complication des comptes budgétaires, — provenant du fait que, en même temps que les dépenses pour l'Armée et la Marine sont supportées par un fonds commun, 100 000 000 francs figurent dans le budget autrichien au titre du Ministère de la Défense Nationale, — rend assez difficile de savoir au juste à combien s'élèvent les dépenses pour la défense de la Monarchie. On peut toutefois les estimer à environ 500 000 000, sans courir le risque d'être très loin de la vérité, de sorte que même le licenciement total de l'Armée et de la Fotte n'éviterait pas aux populations de l'Empire une énorme augmentation des impôts.

Il faut encore tenir compte que tout ceci suppose, aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Autriche-Hongrie, que la population imposable sera la même après qu'avant la guerre. Négligeant même les pertes provenant de faits de guerre, il est évident qu'il n'en sera pas ainsi. La victoire finale et définitive des Alliés ne semble plus douteuse; ce qui l'est davantage, c'est la possibilité d'obtenir des indemnités de guerre. Je sais des hommes dont la compétence et l'influence en ces matières sont très grandes et qui en doutent fort. En tous cas, ils n'assumeront certainement aucune part proportionnelle de la dette des pays vaincus, même pour les parties de territoires que ces pays seront contraints de céder. Si les populations latines et slaves de l'Autriche lui échappent; si l'Allemagne perd les Alsaciens-Lorrains et les Polonais, la population totale des deux empires centraux qui est de 110 millions sera réduite à moins de 80 millions. En admettant même que toutes les autres dépenses puissent être diminuées dans les mêmes proportions, la situation économique sera intolérable pour les populations réduites qui auront à faire face aux énormes déficits causés par la guerre[1].

Le manque d'argent ne se fait pas encore sentir en Autriche,

[1] Brougham Villiers, *The War and Austro-German Finance.* (*Contemporary*, mai 1915.)

c'est-à-dire que le papier-monnaie et les monnaies d'argent et de nickel abondent. Plus de 750 000 000 francs de papier-monnaie ont été émis dans la Monarchie depuis le début de la guerre. L'or en garantie du papier a diminué dans le même temps dans des proportions considérables; d'environ 1 750 000 000 francs il est tombé à 750 000 000. Mais pour l'Autriche comme pour l'Allemagne, de plus en plus étroitement bloquées, l'or n'est nécessaire que pour payer les achats de vivres et de matériel de guerre faits à l'étranger, et les dépenses sont aujourd'hui réduites au minimum. Au moment où les Russes étaient presque maîtres des passes des Carpathes, où ils menaçaient d'envahir la plaine hongroise, l'escompte du papier autrichien dans certains pays neutres, en Suisse, en Roumanie, etc., était monté jusqu'à plus de 40 pour 100. Les progrès des armées autrichiennes, la reprise de Przemysl et de Lemberg ont amélioré la situation et l'escompte est tombé et se maintient, au moment où ceci est écrit, aux environs de 20 pour 100. On avait, à diverses reprises, répandu le bruit que la Banque d'Etat d'Autriche-Hongrie avait prêté de l'or à la Banque Impériale d'Allemagne. Cette information était inexacte, ainsi qu'il est dit plus haut; au contraire, c'est la Banque Impériale d'Allemagne qui a prêté à l'Autriche-Hongrie 200 000 000 francs en or avant la déclaration de guerre italienne. La plus grande partie de cette somme a été employée à l'achat de vivres en Italie.

Cette situation est parfaitement connue. Un grand banquier, très bien informé, d'un pays neutre, revenant récemment de Vienne, déclarait que si les hostilités cessaient subitement et si la paix était signée demain, l'Autriche-Hongrie serait immédiatement en faillite. Elle pourrait payer à ses créanciers un dividende de 11 pour 100 environ, mais pas davantage. L'Allemagne serait également, d'après le même financier, confirmant ainsi tous les renseignements provenant d'autres sources, réduite à la faillite, mais dans son cas le dividende pourrait s'élever à 15 ou 16 pour 100. Il faut songer que, pour le seul service de ses emprunts à l'étranger, l'Autriche-Hongrie a besoin annuellement de plus de 500 000 000 francs et que toutes les grandes banques austro-hongroises ont, à l'étranger, des dettes en or pour des sommes considérables. Mais les financiers autrichiens sont, comme les financiers allemands, soutenus par l'idée que l'ennemi devra payer une énorme contribution de guerre et rembourser toutes les dépenses ! [1]

[1] Voir à ce sujet le *Times* du 26 juin.

*
* *

Aux Etats-Unis, à New-York en particulier, on est persuadé que l'Allemagne commence à être épuisée financièrement et qu'elle arrivera à la fin de ses ressources avant l'hiver prochain.

Ce serait exact si l'Allemagne était dans la situation des Alliés et obligée de payer en or toutes ses acquisitions. Mais bien que ceci semble un paradoxe, grâce au blocus qui l'isole presque entièrement du monde entier, elle peut prolonger longtemps, plus longtemps que ne le croit Wall Street, sa résistance financière. Elle peut la prolonger aussi longtemps que ses peuples croiront à la victoire finale. Persuadés que les énormes contributions de guerre qui seront imposées aux Alliés après la victoire serviront à racheter tout le papier émis, ils accepteront ce papier et permettront ainsi au gouvernement de faire de l'argent, tant qu'ils auront cette conviction. Le jour où ils commenceront à comprendre que la victoire finale leur a échappé, tout ce système de crédit s'effondrera et le gouvernement sera incapable de trouver l'argent nécessaire pour continuer la guerre. Ce moment viendra sans nul doute, mais il n'est pas encore venu, et à cet égard la reprise de Przemysl et de Lemberg a produit un effet peut-être plus à regretter au point de vue financier qu'au point de vue militaire, en confirmant les peuples allemands dans la croyance que la guerre finira par se terminer à leur avantage.

Dans le grand meeting tenu au Guildhall le 29 juin, pour exposer à la nation la nécessité de souscrire au nouvel emprunt de guerre et le devoir impérieux incombant à chacun de faire toutes les économies possibles afin de pouvoir en consacrer le produit aux besoins du gouvernement pour continuer la guerre, Mr Asquith a prononcé un discours qui mérite une sérieuse attention. Le revenu total de l'Angleterre, a-t-il dit, varie entre 2 250 000 000 et 2 400 000 000 livres sterling (revenu du pays et non du Gouvernement); la dépense moyenne de toutes les classes de la société s'élève annuellement à environ 2 000 000 000 livres. Il en résulte que la différence économisée, ou placée soit en Angleterre, soit à l'étranger, varie, en temps normal, entre 300 000 000 et 400 000 000 livres. Aujourd'hui, par suite de la guerre, au lieu de pouvoir faire ces économies, le pays doit payer annuellement, si l'on ajoute à ses propres dépenses celles qui résultent de l'appui financier donné aux Alliés, l'énorme somme de 1 000 000 000 livres. Après cet exposé très lucide, — auquel je ne me permettrai de faire qu'une objection : cette insistance non seulement dans la presse, mais dans tous les dis-

cours des politiciens à répéter à tout propos que l'Angleterre « finances the Allies », leur donne l'argent pour faire la guerre, ce qui finit par fausser l'esprit public anglais sur le rôle et la part des Alliés, — Mr Asquith a envisagé les moyens de faire face à cette énorme dépense. Nous ne pouvons, a-t-il dit, trouver l'argent nécessaire que de quatre manières : en vendant des valeurs et des titres étrangers ou en réalisant des placements faits à l'étranger, — en empruntant à l'étranger, — en faisant usage de nos réserves d'or, — en économisant « at home ». Les deux premiers moyens, il les déclare impraticables, parce que l'argent disponible à l'étranger est limité et que, d'autre part, leur emploi aurait comme résultat d'imposer au pays de nouvelles et lourdes charges dans l'avenir. L'emploi des réserves d'or ne doit même pas être envisagé. Reste le quatrième moyen, des quatre celui qui sera le moins nuisible à la solidité financière permanente du pays.

Le Premier Ministre a insisté également sur la situation commerciale à l'égard de l'étranger. Pendant les cinq premiers mois de l'année, c'est-à-dire jusqu'à la fin de mai, a-t-il dit, « nos importations ont augmenté de 35 500 000 livres, et nos exportations ont diminué de 73 750 000 livres, ce qui signifie que si les choses continuaient ainsi jusqu'à la fin de l'année, notre dette vis-à-vis de l'étranger se monterait à 260 000 000 livres. Une pareille situation est de nature à donner motif, non à de l'inquiétude, mais à de sérieuses réflexions ». Le Premier concluait, et Mr Bonar Law l'appuyait vivement quelques minutes plus tard, à la nécessité impérieuse de trouver l'argent dans le pays et de produire davantage, afin de pouvoir sinon réduire, du moins ne pas augmenter outre mesure les dettes contractées à l'étranger[1].

De cet exposé il est permis de tirer des conclusions. La situation de l'Allemagne est entièrement différente de celle de l'Angleterre. Une nation qui peut se suffire à elle-même temporairement

[1] Discours de Mr Asquith, Premier Ministre, et de Mr Bonar Law, Ministre des Colonies, au Guildhall, le 29 juin 1915.

L'*American Review of Reviews*, dans son dernier numéro, a publié un aperçu des marchés colossaux passés par les Alliés aux Etats-Unis. Les commandes pour munitions de guerre s'élevaient, au mois de mai, à 400 millions de dollars. Une seule compagnie, l'United Cartridge C°, a reçu une commande de 600 millions de cartouches; une commande pour 5 millions de shrapnells a été faite en mars et avril; il a été acheté 200 000 chevaux, des armes à feu pour 6 millions de dollars, des explosifs pour 15 millions, des machines à fabriquer des armes pour 15 millions, des vivres, vêtements, automobiles, etc., pour 400 millions de dollars; 30 000 automobiles sont fabriqués pour la Russie qui a reçu d'énormes quantités de matériel de toutes sortes des Etats-Unis et du Japon.

ou d'une façon permanente ne peut être comparée à une autre qui dépend en grande partie pour son existence du commerce avec l'étranger. Une nation pouvant se suffire indéfiniment à elle-même et faire face avec ses propres ressources à tous les besoins de la guerre pourrait continuer la guerre indéfiniment, c'est-à-dire tant que ses peuples seraient résolus à lutter. Les difficultés financières, quelque embarras qu'elles pourraient causer, seraient insuffisantes pour la forcer à mettre bas les armes. Ce serait une question purement intérieure que la nation pourrait toujours patriotiquement régler avec elle-même. Mais si une nation ne peut se suffire entièrement à elle-même que temporairement et si elle est, d'une manière quelconque, empêchée de trouver à l'étranger les matières dont elle a besoin et qu'elle ne peut plus produire ou dont elle a épuisé les approvisionnements qu'elle en avait faits par avance, si elle est dans l'impossibilité de se les procurer et de les payer par ses exportations, elle ne peut plus continuer la guerre après un certain temps, plus ou moins long suivant les ressources qu'elle trouve en elle-même ou qu'elle a accumulées précédemment.

C'est le cas de l'Allemagne. Son commerce avec l'étranger a été sinon complètement détruit, du moins si réduit qu'il ne peut plus lui permettre d'entretenir suffisamment le stock de matières nécessaires pour continuer longtemps la guerre dans des conditions utiles. Elle peut avoir fait, et elle a fait en réalité, des accumulations considérables d'approvisionnements de toute sorte, elle se procure encore quantités de certaines matières par l'intermédiaire des pays neutres; mais ses ressources diminuent chaque jour, tandis que celles des Alliés augmentent quotidiennement. Enfin ses ressources en hommes s'épuisent, ainsi que le démontre l'incapacité où elle se trouve désormais de faire face sur tous les fronts où elle est attaquée. La victoire est au côté qui pourra durer le plus longtemps, à celui qui pourra mettre en ligne les derniers corps d'armée et dépenser les derniers cent millions.

De ce qui précède il résulte sans aucun doute possible que c'est le cas de l'Angleterre, le cas des Alliés, et que les « silver bullets » auront le dernier mot.

***

SILHOUETTES DE GUERRE

LE BARON DE BROQUEVILLE

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE BELGIQUE

Parmi les hommes politiques qui jouissent à l'étranger d'un prestige incontestable, il faut compter aujourd'hui M. le baron de Broqueville, chef du cabinet belge et ministre de la guerre. La renommée des ministres belges ne dépassait généralement pas, jusqu'ici, les frontières de leur pays : il n'y eut guère que feu M. Beernaert dont le nom fût devenu familier au monde international à la suite de la revision constitutionnelle de 1893 et surtout en raison de sa participation au mouvement pacifiste de ces dernières années. Mais il n'en est plus de même maintenant. La Belgique a joué un rôle de premier plan dans la crise européenne, et ceux qui se sont trouvés à la barre, au moment de la tempête, sont devenus malgré eux des acteurs sur la grande scène du monde.

Si les circonstances ont donné du relief à la personnalité du baron de Broqueville, on doit reconnaître que l'homme lui-même, par les qualités éminentes dont il a fait preuve, méritait d'être connu en dehors de la sphère restreinte qui semblait réservée à son activité et qu'il s'est révélé en tous points digne de collaborer avec les dirigeants des grands Etats. « Il n'y a pas de petites nations, il n'y a que de petites idées » a écrit Emile Banning, penseur politique profond, qui fut un collaborateur intime du roi Léopold II. La part prise par la Belgique dans les événements actuels, l'influence qu'un de ses ministres a pu acquérir justifient cette phrase

que le vieux souverain aimait à répéter. M. Asquith a, dans un merveilleux langage, glorifié, au mois d'août dernier, le rôle des Etats faibles dans la civilisation du monde. L'histoire ratifie ses paroles et montre qu'il nous vient des exemples politiques de Bruxelles comme d'Athènes.

Dans la Belgique opprimée et sanglante, ainsi que dans l'indomptable armée qui lutte aux confins de la Flandre, deux noms sont répétés avec confiance et fierté : le nom du roi Albert, qui incarne le sentiment national avec le prestige du chef héréditaire et l'éclat du soldat valeureux, — le nom du ministre qui a été à ses côtés l'organisateur de la défense nationale. Les Belges, comme les autres, sont fort dégoûtés des politiciens dont les querelles stériles ont voilé les vrais dangers menaçant la patrie. Leur intelligence et leur cœur vont à la monarchie, car trois générations de rois ont montré que la Couronne savait parler haut et clair chaque fois que l'intérêt national le commandait; leur intelligence et leur cœur vont aussi aux hommes comme le baron de Broqueville dont le courage politique a été à la hauteur de la clairvoyance. Il a prévu le péril, il a su convaincre l'opinion incrédule, il a tout fait pour parer aux dangers entrevus.

Cette ligne de conduite ferme, nette, loyale, cette rectitude de jugement à l'heure où tant de chefs en quête de popularité s'adonnaient à un pacifisme bêlant, sont appréciés à leur valeur par l'opinion. Le peuple est reconnaissant de se sentir guidé par un homme n'ayant rien à renier de son passé ministériel et dédaigneux de s'imposer aux masses par la flagornerie électorale. A l'heure du danger, le peuple reconnaît le mérite et rend bonne justice.

*
* *

Le baron de Broqueville fut appelé au pouvoir en 1910. Ministre des chemins de fer dans le cabinet Schollaert, il y avait joué un rôle honorable, se révélant comme le directeur actif et entreprenant d'un vaste département. Lorsque la question scolaire eut amené la chute du gouvernement, le roi, après plusieurs tentatives infructueuses, fit appel à lui pour constituer un nouveau ministère. Il y eut, chez ceux qui ne connaissaient pas intimement M. de Broqueville, un moment d'étonnement assez vif à l'annonce de la décision du souverain. Le nouveau président du Conseil n'avait pas, en effet, joué un rôle de premier plan dans la politique belge. Personnalité connue du monde parlementaire, il n'était cependant pas un des leaders de la majorité et n'avait jamais ambitionné le rôle de chef de groupe : M. de Broqueville apparaissait à

ses collègues comme un député actif, ne recherchant ni le pouvoir ni les occasions de briller, désireux avant tout d'apporter au gouvernement catholique un dévouement à toute épreuve. Il prenait le gouvernail dans des circonstances très difficiles, avec une majorité réduite à quelques voix, divisée et mécontente. Le pays était travaillé par une véritable fièvre et la coalition du parti libéral et du parti socialiste semblait annoncer une crise violente. Mais, au bout de peu de temps, tout le monde se rendit compte que le chef du gouvernement était de taille à dominer les événements.

La situation de sa famille dans la province d'Anvers lui avait facilité l'entrée dans la vie publique. A vingt-cinq ans, M. de Broqueville était conseiller provincial et s'entourait de sympathies profondes qui devaient le suivre dans toute sa carrière.

Il avait fait des études privées et, dans l'isolement de la campagne, avait habitué son esprit aux efforts tenaces qui s'imposent aux autodidactes. Son entrée précoce dans la carrière politique lui donna des facilités exceptionnelles pour acquérir, par le maniement journalier des affaires, par le contact des hommes et des choses, une vision très nette des réalités sociales. Une intelligence ouverte, prête à saisir les idées générales, un sens pratique aiguisé qui soumet immédiatement celles-ci au contrôle souverain des faits, tels sont les traits dominants de sa personnalité.

Ajoutez à cela une volonté très ferme, capable de choisir une ligne de conduite et de s'y tenir énergiquement, un grand charme dans les relations et une bienveillance naturelle adoucissant tous les heurts. Cet ensemble de qualités précieuses, mises en pleine valeur à l'âge où l'homme est en entière possession de sa force et profite de toute l'expérience de la vie, devait donner au baron de Broqueville les moyens de mener à bien la tâche redoutable qui allait lui échoir. Elles le rendaient particulièrement apte à diriger les affaires du pays dans des circonstances critiques. Quand l'horizon était sans nuages, des amis ont pu lui reprocher parfois d'user trop facilement de son art incomparable d'arrondir les angles et de réduire à des nuances les divergences réelles; mais tous s'accordent pour reconnaître la maîtrise dont il fait preuve dès qu'une situation difficile excite son instinct d'homme d'Etat et de chef. La lutte, le danger l'ont toujours trouvé calme, clairvoyant, rapide dans la décision et ferme dans l'exécution.

Les dispositions naturelles les plus heureuses ne valent que si elles sont au service d'une âme laborieuse qui ne ménage ni les efforts ni la peine. Doué d'une rare facilité d'assimilation, qui lui a permis de diriger avec talent les départements pourtant si techniques des chemins de fer et de la guerre, M. de Broqueville a tou-

jours été un travailleur acharné, cherchant à pénétrer le nœud des problèmes, écoutant les avis les plus divers et ne se prononçant qu'après un examen minutieux. Durant son ministère, il s'est rarement accordé un repos pourtant bien nécessaire à une constitution déjà éprouvée par la maladie. C'est ainsi qu'il a pu acquérir une compétence remarquée en matière d'artillerie. C'est à son intervention personnelle notamment que l'armée belge doit d'être dotée de l'artillerie lourde dont la guerre actuelle a montré toute l'efficacité, car plus d'un technicien se faisait en cette matière d'étranges illusions.

Le baron de Broqueville a toujours été un ministre réformateur. Il a su s'imposer et imposer autour de lui une méthode d'activité bien réglée. Laissant à un état-major ayant sa pleine confiance le soin de régler les détails d'application journalière, il s'est attaché à donner à son administration des directions élevées, sous un contrôle rendu permanent par des conférences multiples et par l'examen attentif des dossiers importants. Avec ses principaux collaborateurs, le major Collon d'abord et le général Wielemans ensuite, il a jeté les bases de la réorganisation de l'armée, ne craignant pas de débuter par une réaction violente contre un passé essentiellement bureaucratique et adoucissant ensuite son action à mesure que l'esprit nouveau se répandait dans les différents degrés de la hiérarchie. Cet homme aux dehors si aimables, à l'accueil si bienveillant, a su être un chef sévère, ne reculant devant aucune « exécution ». On l'a vu sacrifier des amis intimes et des « tabous » redoutés de l'administration, briser avec les vieux errements qui favorisaient l'ancienneté au détriment du mérite et déchargeaient ainsi les chefs de lourdes et ennuyeuses responsabilités. Personne assurément n'a abordé avec une conscience plus haute de ses devoirs la redoutable tâche que la confiance royale lui avait dévolue; personne ne s'en est acquitté avec une bienveillance plus souriante et une meilleure volonté de bien faire.

L'heure n'est pas venue de décrire par le menu l'œuvre du baron de Broqueville au ministère de la guerre. Elle fut considérable. Il prit en effet ce portefeuille, singulièrement périlleux, à en juger d'après l'histoire parlementaire belge, quand il se fut rendu compte, comme chef du gouvernement, de la nécessité de précipiter les réformes militaires en cours depuis 1909.

L'organisation militaire s'était en quelque sorte empâtée sous l'influence ininterrompue de quatre-vingts ans de paix; perfectionner l'armée, lui faire donner son maximum de rendement n'avait pas été le souci primordial des divers gouvernements qui

s'étaient succédé. L'armée avait été en quelque sorte la Cendrillon de la nation; si, depuis 1909, cette situation avait notablement changé, grâce aux efforts courageux de M. Schollaert et du lieutenant général Hellebaut, ministre de la guerre, les effets des vieilles erreurs se faisaient encore lourdement sentir. En 1912, il s'agissait de faire triompher dans l'opinion l'idée de doubler les effectifs, afin de doter immédiatement le pays d'une bonne armée de campagne, et il fallait, dans l'armée elle-même, accomplir une œuvre sérieuse de rajeunissement, de façon à la rendre capable de fournir le formidable effort de croissance qu'on allait exiger d'elle. Inculquer à tous les degrés de la hiérarchie militaire l'idée de la préparation à la guerre, qui doit être l'idée maîtresse de l'instruction du temps de paix, adapter l'organisation de tous les services et la marche de toutes les réformes à l'impérieuse nécessité d'une mobilisation quasi immédiate en vue de l'attaque brusquée dont la Belgique était menacée, telle devait être l'œuvre à laquelle M. de Broqueville allait donner toute son énergie.

L'opinion et le Parlement furent conquis de haute lutte, dans des circonstances difficiles. Après avoir assuré à la majorité ébranlée le triomphe électoral que furent pour le parti catholique les élections du 2 juin 1912, M. de Broqueville n'hésita pas à user de tout le prestige ainsi acquis pour pousser la droite à aborder de nouveau le problème militaire et proposer au pays des charges nouvelles. Après des péripéties multiples, le projet, — élaboré par tout le ministère et défendu avec talent par le premier ministre, par MM. Davignon, ministre des Affaires étrangères, Berryer, ministre de l'Intérieur, et Van de Vyvere, ministre des Finances, — fut voté par la majorité avec le concours d'une petite fraction de la gauche libérale conduite par M. Paul Hymans, actuellement ministre de Belgique à Londres.

Le courage politique que déploya en cette circonstance M. de Broqueville, soutenu par ses collègues du gouvernement, restera l'éternel honneur de sa carrière. Ayant constaté la gravité de la situation européenne et les dangers que la tension diplomatique faisait courir à un petit Etat neutre comme la Belgique, il sacrifia hardiment au devoir patriotique tous les avantages qu'un cœur moins haut placé aurait pu tirer d'une victoire électorale sans précédent. Il résista aux supplications d'amis timorés, tint tête à l'extrême-gauche qui, avec une souveraine inconscience, ne voyait dans les précautions défensives qu'un progrès du militarisme, poursuivit sa route à travers l'obstruction parlementaire et sut obtenir, à force de ténacité et d'adresse, les voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Ce fut pour le ministère un succès considérable, dû en grande partie à l'action personnelle de son chef. Un membre du cabinet a pu dire qu'en cette circonstance M. de Broqueville avait fait mentir le vieux proverbe : il n'y a pas d'homme vraiment nécessaire.

*
* *

Par une radieuse matinée de mai de l'année dernière, tout Bruxelles se pressait à l'avenue de Tervueren. A l'occasion de la visite du roi Christian de Danemark, la sixième division d'armée et une division de cavalerie devaient défiler devant la population toujours friande des spectacles militaires. Mais ce qui faisait l'intérêt et la beauté de cette fête, c'était l'idée qu'elle représentait pour les Belges quelque chose de plus qu'une parade protocolaire; dans le prestigieux décor du soleil printanier, le défilé des régiments de l'armée nouvelle était la manifestation éclatante de l'effort et des progrès accomplis depuis peu. Les troupes se présentaient en effectifs serrés dont l'aspect contrastait avec celui des unités squelettiques d'autrefois. La division d'armée et les brigades mixtes de formation récente se montraient au complet avec leurs cyclistes, mitrailleurs, pontonniers, pionniers, télégraphistes, cavaliers et gendarmes. Les parents reconnaissaient leurs enfants parmi les guides, les grenadiers, les carabiniers et les alertes pioupious de la ligne. L'armée devenue vraiment nationale depuis la généralisation du service en 1909 et en 1913 apparaissait comme l'incarnation de la patrie désireuse de vivre et de s'épanouir. Aussi quand se profila la haute silhouette du roi, monté sur un cheval noir tout caparaçonné d'or, cette foule bruxelloise jadis si froide parut sentir la signification profonde de la journée. Une tempête de : Vive le roi! de : Vive l'armée! — cri jusqu'alors inconnu — éclata dans l'air et suivit le pompeux cortège le long de l'avenue fleurie; l'attaché militaire allemand qui suivait l'état-major royal dut en tressaillir; elle accompagna chaque régiment qui passait d'un pas martial au son des marches traditionnelles. L'opinion comprit devant cette leçon de choses ce qu'avait produit le travail inlassable du département de la guerre et de l'état-major; adversaires et amis ne ménagèrent pas les éloges au ministre. Les manœuvres du camp de Beverloo accentuèrent l'impression favorable ainsi créée. L'on pouvait dire que le vieil esprit antimilitariste qui avait dominé si longtemps en Belgique était frappé à mort.

Le chef du gouvernement avait réglé la transformation de l'armée de façon à ne pas nuire à sa valeur durant la période

transitoire : depuis le 15 décembre, les unités nouvelles étaient constituées; les instructions sur la mobilisation étaient reprises et complétées; la dernière circulaire relative à cet objet remonte seulement à la première quinzaine de juillet, quelques jours avant la catastrophe. On se souvient de la merveilleuse rapidité avec laquelle l'armée belge fut mise sur le pied de guerre, en cinq jours. Ce fut un triomphe de méthode et d'ingéniosité et il est permis de dire que, si la Providence avait donné à la Belgique deux années de répit, l'envahisseur se serait heurté, sur la Meuse, à une force qui lui aurait résolument barré le passage. Ce dut être pour le baron de Broqueville une amère douleur de voir l'ouragan se déchaîner, avant d'avoir pu mener à terme son œuvre de patriotique et prévoyante énergie !

*
* *

Depuis la sinistre nuit de l'ultimatum allemand, le premier ministre du roi Albert partage avec le noble prince le poids écrasant des destinées du royaume. Aux heures les plus tragiques, à Bruxelles, à Anvers, à Ostende, on l'a vu calme et maître de lui, souriant même; aucune éventualité ne l'a trouvé désarmé; il a toujours répandu autour de lui la confiance sereine qu'inspire un cœur résolu. Il n'a jamais reculé devant une responsabilité, si lourde fût-elle. Ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher dans cette ville de Dunkerque où il résidait volontiers pour être plus près de l'armée ont tous été frappés de la liberté d'esprit avec laquelle, en véritable homme d'Etat, il ne cessait d'envisager les problèmes politiques et sociaux de l'avenir. Le bruit du canon qui détruisait les dernières villes de son pays ne l'a jamais empêché de poser les bases de la reconstruction qui sera l'œuvre de demain. Chef d'un gouvernement résolument catholique, il a montré en toutes circonstances quelle large signification la droite entend donner à l'union des partis qui s'est manifestée dès la première heure du danger et il s'est attaché à utiliser au mieux des intérêts du pays toutes les bonnes volontés qui se sont offertes à lui.

Le baron de Broqueville a été, avant tout, le pourvoyeur de l'armée. Le ministère de la guerre belge a dû réaliser le tour de force de ravitailler l'armée en retraite vers la frontière, de constituer des bases nouvelles, de monter en pays étrangers des ateliers de fabrication indispensables, d'assurer le recrutement et l'instruction des volontaires et des classes nouvellement appelées. Les problèmes les plus difficiles furent résolus; dans tous les domaines où son activité a dû se déployer, le ministre a conquis l'estime et

l'admiration des Alliés, et il s'est créé, au cours de ses rapides visites à Paris et à Londres, des amitiés précieuses dans les sphères dirigeantes de la politique et de l'armée.

La destinée de la Belgique en ces heures cruelles est un des spectacles les plus pathétiques de l'histoire. Obligée de choisir entre son honneur et la servitude, entre le repos et la lutte immédiate et sanglante, elle s'est noblement engagée dans la voie du sacrifice qui, seule, pouvait lui assurer un avenir digne d'un peuple libre.

Lorsque la nation belge a relevé l'insolent défi de l'empereur Guillaume, elle ne s'est pas dissimulé les malheurs qui allaient fondre sur elle; sans doute escomptait-elle chez l'adversaire moins de féroce barbarie, mais nul d'entre ses chefs n'ignorait la haute valeur des armées allemandes et les défauts de préparation des Alliés. Le discours du premier ministre, lors de la déclaration de guerre, révèle nettement ses appréhensions. Devant le Parlement il n'a pas craint d'évoquer l'image de la souffrance : « La Belgique peut être vaincue, s'est-il écrié, elle ne sera jamais soumise. » C'est cette constance, cette calme et ferme volonté qui anime le peuple entier. « *Il n'est point besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer* », a dit un jour l'indomptable Taciturne. Pour avoir pratiqué cette maxime amère mais si forte, la Belgique revivra. Si elle en a eu la patiente énergie, elle le doit aux qualités profondes de la race auxquelles des chefs comme le roi Albert et le baron de Broqueville ont su faire appel. Le nom du jeune souverain et celui du ministre qu'il a choisi resteront liés à ce tragique effort. Le matérialisme historique a vainement cherché à éliminer dans l'explication des événements le rôle des individualités : dans les sociétés humaines, c'est l'homme qui est le facteur vivant et agissant et les actes qui honorent la créature trouvent toujours leur source dans l'action résolue de quelques cœurs d'élite.

Miles.

DIX FRÈRES AU FRONT

UNE FAMILLE FRANÇAISE

PENDANT LA GUERRE

Il n'aura sans doute pas été donné à beaucoup de Françaises de voir, comme l'a vu Mme de L., se lever autour d'elle, à l'appel de la mobilisation, dix fils combattants. Ces dix frères en pleine santé, en pleine jeunesse, — de dix-neuf à trente-cinq ans, — volent au danger dès les premiers jours.

Ils partent riches d'un beau trésor à dépenser pour la patrie. La force de toute une hérédité d'honneur et de vaillance, jointe à leur valeur personnelle, les dressera en face de l'ennemi. Le champ de bataille révèle et exalte tout l'inconscient renfermé en chaque être. Ces jeunes Français trouveront en eux, aux heures dures, les grands courages et les patientes endurances qu'on admirait autrefois chez leurs lointains aïeux. L'âme de leur père, surtout, viendra doubler leurs âmes, ce père dont la voix, — éteinte, hélas ! — a toujours porté si haut, devant ses fils, le culte de la France et de son armée.

A celle qui demeure souveraine du foyer, à la mère qui, dans le secret de son âme, se prépare, elle aussi, aux suprêmes combats, vont les adieux et les promesses. Parmi les tendres et ardentes lettres écrites par ses fils durant les jours fiévreux de la mobilisation, je choisis quelques pages, au hasard. Elles ont été tracées par l'un des plus jeunes et donnent une impression à la fois de tendresse vibrante, presque enfantine encore, et de viril courage, de forte résignation. Elles sont toutes pleines du souci permanent de la vie surnaturelle, qui domine les préoccupations les plus poignantes. Ces lettres-là, d'autres mères, fièrement, penseront : « J'en ai reçu de semblables... »

« *Belfort*, 30 *juillet* 1914. — Ma chère maman, nous allons nous ébranler au premier coup de canon annonçant la mobilisation. Hier la ville avait une animation que l'on voit rarement ici. Toutes les femmes d'officiers sont parties.

« Pour moi, je suis prêt, corps et âme, et avec la grâce de Dieu et la protection de la sainte Vierge, en qui je place toute ma confiance, je saurai faire mon devoir. Avant-hier, j'ai été me confesser. Maintenant, je suis prêt, et soyez sûre, ma chère maman, que si une balle me frappe, elle ne m'aura pas pris en traître. J'ai fait le sacrifice de ma vie et, puisqu'il le faut, celui de ne plus vous revoir peut-être. J'espère, malgré tout, que le bon Dieu me protégera à cause des prières que vous ferez à cette intention ; mais s'il faut mourir, je mourrai en chrétien et en homme d'honneur... Ce matin, le régiment a été réveillé à deux heures. Nous avons reçu nos premières cartouches. Personne ici ne se fait plus d'illusions et nous n'attendons qu'un ordre pour endosser nos effets de guerre. J'attends votre lettre avec une impatience fébrile. Je vais faire partir la mienne, bien que ne l'ayant pas reçue encore. »

« 12 *heures* 30. — On vient de me donner votre lettre, ma chère maman, et je vous en remercie de tout cœur. Je l'attendais avec tant d'impatience, ne sachant pas quand sonnerait l'heure du départ. Vous voyez que je n'ai pas oublié mes devoirs de chrétien et que, depuis deux jours, je suis complètement prêt. Advienne que pourra maintenant ! ou, plutôt, ce que Dieu voudra. Embrassez bien Guite, Nonnette, Madeleine et Huguette (toutes les petites sœurs) de ma part, ainsi que tous à B. Et, maintenant, n'ayez plus de crainte pour moi. Je partirai content. Du moins, si vous pouvez m'écrire encore, ma petite maman, faites-le. Vous ne savez pas combien vos lettres sont pour moi réconfortantes, et dans ces moments-ci je vous assure qu'elles sont souvent utiles. Adieu, ma petite maman chérie ; je vous écrirai toutes les fois que je le pourrai. Je vous embrasse de tout mon cœur. Votre fils qui vous aime plus que jamais. — MAURICE. »

« *Belfort*, 31 *juillet*, 5 *heures du matin*. — Ma chère maman. A minuit a retenti la sonnerie que nous attendions. Nous sommes mobilisés. Nous voilà complètement prêts à partir. Un bataillon du 35e nous a devancés à deux heures. Le nôtre attend dans la cour. Les faisceaux sont formés, les chevaux sellés, et maintenant, qu'ils viennent ! Le 47e d'artillerie est ici depuis ce matin. On achète tous les chevaux. Cette fois, ce n'est plus un exercice.

« Je ne demande qu'une chose, maintenant, je vous l'avoue, c'est que l'on parte le plus tôt possible. Vous ne devineriez jamais

dans quelle atmosphère d'inquiétude et d'anxiété nous vivons depuis quelques jours... »

Le jeune sergent Maurice de L... ne tardera pas, hélas! à voir venir les mauvais moments. Mais, comme il l'écrivait à sa mère, « il est prêt ». Ses nouveaux devoirs, quelque terribles qu'ils se révèlent, ne semblent pas le surprendre et, cependant, combien son cœur reste compatissant!

« 1er *août*, 5 *heures du matin.* — Nous sommes partis hier, à neuf heures du soir. Nous avons cantonné à Menoncourt, à huit kilomètres de la frontière, au cantonnement d'alerte. Nous sommes arrivés sans avoir encore reçu le baptême du feu. Ici tous les réservistes ont été mobilisés à minuit, jusqu'aux réservistes de la classe 1886. C'était vraiment triste de voir ces pauvres paysannes pleurer, qui leur mari, qui leur fils, et quelquefois les deux. Tout le corps d'armée se trouve aujourd'hui massé sur les frontières, attendant que l'heure de la déclaration de guerre sonne pour les franchir. Si le bon Dieu me garde, ce sera avec une joie indicible que j'irai revoir Strasbourg. Si vous voyiez les hommes, quel sentiment de haine contre l'Allemand ils éprouvent. Cela fait plaisir à voir et fait beaucoup espérer aussi pour le succès futur. Nous entendons sans cesse gronder le canon ennemi. On pense qu'ils font des manœuvres pour concentrer un corps d'armée. Priez bien pour nous. Je vous embrasse de tout mon cœur.

« Votre fils qui n'oubliera pas ses devoirs de chrétien et de Français. — MAURICE »

« *Menoncourt*, 3 *août* 1914. — Nous sommes en couverture depuis deux jours et nous attendons la déclaration de guerre qui, certes, ne va pas tarder. Tout est mobilisé. Nous avons quatre corps d'armée derrière nous. Nous sommes aux avant-postes. Ce soir, nous irons plus près encore de la frontière, à Bethevilliers, et si la guerre est déclarée, nous serons baptisés demain.

« Hier, on a fait prisonnier un dragon allemand qui s'était avancé en territoire français et, pour l'empêcher de rentrer en Allemagne, les douaniers lui ont barré la route avec des fils de fer. Le pauvre vieux avait la figure complètement en sang. De même à M. deux officiers allemands ont été tués. Pourvu que cela continue! Tout le monde veut marcher en avant, et je vous garantis que ce n'est pas à la frontière qu'on s'arrêtera. Il y a ici un enthousiasme complet... Hier, nous avons fait des tranchées tout le long de la frontière. Encore une fois, adieu. Je vous aime plus que jamais. Votre fils qui saura faire son devoir. — MAURICE. »

« Si vous voyiez les pauvres paysans d'ici! On leur prend tout, on réquisitionne tout. Ils n'ont plus rien chez eux. C'est bien triste à voir! »

« *Vauthiermont*, 13 *août* 1914. — Ma chère maman. Je suis encore en vie, grâce à la protection de la sainte Vierge qui me gardera, je l'espère, jusqu'à la fin. Une grande bataille a eu lieu à Mulhouse. Les Allemands ont éprouvé beaucoup plus de pertes que nous, mais nous avons été obligés de reculer, car ils ont reçu un corps d'armée de renfort. Ma pauvre petite maman, je vous assure que j'ai bien pensé à vous. Je demandais souvent à la sainte Vierge de me préserver des balles qui sifflaient de toutes parts. En tous cas, j'ai fait le sacrifice de ma vie, et je la lui offre. J'ai vu les horreurs d'une bataille, et quiconque n'a pas été au feu ne peut se douter de ce que c'est. En deux jours, nous avions été jusqu'à Mulhouse sans coup férir. A Mulhouse, nous avons été reçus avec un enthousiasme extraordinaire. A la sortie, nous avons essuyé les premiers coups de feu. Et dimanche a eu lieu une bataille terrible où beaucoup de mes camarades sont tombés à côté de moi. Depuis cette bataille, nous avons dû reculer, n'ayant aucune troupe pour nous renforcer. Quand on a vu que nous étions tournés, le sauve-qui-peut général a été ordonné. Pour ma part, j'ai réuni ma section sous les balles qui pleuvaient et je suis parti avec elle, pendant que les Prussiens nous tiraient dans le dos, presque à bout portant. Pas un des hommes qui étaient avec moi n'a été tué, et je remercie Dieu de m'avoir sauvé de cette passe difficile.

« Nous avons marché un jour et une nuit sans nous arrêter. Il y a trois jours qu'on n'avait pas pu faire la soupe. Aujourd'hui, au contraire, ils ont pu dormir un peu et manger...

« Ma pauvre maman, je ne sais comment je suis sorti vivant de cette tuerie. J'aurai beaucoup à vous raconter, si je reviens de la campagne... »

Et la lettre se termine par un souhait que l'on devine ému, ardent, quoiqu'il soit exprimé avec une sorte de douce résignation.

« Comme nous serions heureux et vous aussi, si un jour venait où nous puissions encore nous retrouver tous autour de vous! Je n'oublie pas mon cher papa, et je lui demande de me protéger du haut du ciel. — Maurice. »

Les dix frères combattants écrivent à leur mère, au début de la campagne, des lettres analogues à celles que je viens de citer. Je ne résiste pas au plaisir de copier encore une page d'un autre de ses fils :

« *Paris, ce dimanche matin*, 31 *juillet*. — Ma bien chère maman. Je descends de Montmartre où j'ai accompli mon dernier pèlerinage avant le départ. Je viens de faire une bonne confession. J'ai communié et j'ai remis ma destinée entre les mains de Dieu et de la Sainte Vierge. Soyez donc entièrement rassurée sur le sort de votre Jean. J'ai l'âme en paix, donc j'attends sans crainte tout ce qui peut arriver. Que la volonté de Dieu soit faite. Je suis tranquille sous sa protection.

« La France et Paris nous donnent un grand exemple de courage et de résignation. Pas un cri discordant ici. C'est bien « Français », notre nom de famille à tous. Bien des femmes en pleurs, partout, et qui cachent leurs larmes, ce qui malgré moi me fend le cœur, à cause de votre pensée à toutes. Mais moi aussi, je refoule les larmes qui voudraient venir, je les refoule en sifflant la *Marseillaise*.

« Nous avons pour nous le droit, et nous vaincrons. France, d'abord, n'est-ce pas, chère maman? Vous ne serez pas jalouse, ni vous, Guite, Nonnette, Manon, Huguette ma filleule chérie?

« La France est notre mère. La Patrie n'est pas un mot, on le sent bien aujourd'hui où tous nos cœurs battent à l'unisson pour notre sol.

« Je pars demain lundi, à 15 heures. Toutes mes affaires sont en ordre et, depuis ce matin, le bon Dieu est avec moi. Ce vous est une douce consolation, n'est-ce pas, ma bien chère maman? A bientôt, peut-être! Courage et confiance. Je vous embrasse toutes, comme je vous aime, du fond du cœur. Ma vie appartient à la France, mais mon cœur reste près de vous. Votre Jean. »

M[me] de L... passe désormais chaque jour de longues heures à son bureau. C'est là, maintenant, que ses fils la réclament et là qu'elle se trouve encore le plus près d'eux. Elle n'est jamais lasse de leur prodiguer les encouragements, les conseils, les fortes et profondes tendresses qu'ils attendent là-bas, on ne sait où... Le mot tant cité d'une Française à son fils, au moment du départ : « Fais ton devoir, tout ton devoir », combien de fois cette mère l'a-t-elle prononcé, l'a-t-elle écrit? Et jamais aucune expression de son amour maternel, si tendre cependant et soumis à tant d'épreuves, n'a dû faire passer le moindre nuage sur la belle vaillance de ses enfants. Dieu seul aura connu les larmes secrètes versées par elle dans la demeure familiale où ces dix soldats de France ont vécu, petits enfants. Souvenirs d'une indicible possession qui gardent toujours une place à part dans le trésor de joies maternelles. Plus tard, certaines heures exceptionnelles en

rendent quelquefois les intimes douceurs... Mais aujourd'hui « nos enfants ne sont plus *nôtres*... » ainsi que le disait une brave paysanne. « Je les ai donnés à la France de grand cœur, écrivait Mme de L... Combien voudra-t-elle m'en rendre?... » Elle semblait deviner le sacrifice tout prochain. Il fut terrible.

Parmi ces dix enfants si chers, l'un des aînés avait su acquérir le titre mérité d'enfant de prédilection. *Notre officier*, disent en parlant de lui certaines lettres de ses frères. Et, véritablement, il se montrait « leur officier », non seulement par le prestige de son uniforme, mais par l'exceptionnelle beauté de sa vie morale et son enthousiaste amour pour cette carrière militaire à laquelle il avait, au sens absolu du mot, dévoué sa vie et toutes ses forces. Les longues années d'une paix équivoque pesaient lourdement à son jeune et sincère patriotisme. Aussi comme il salua les premiers bruits de guerre!

« Ne vous inquiétez pas, chère maman, écrit-il le 29 juillet, ne seriez-vous pas fière d'avoir dix fils à la guerre, quand même vous en donneriez quelques-uns? Quelle consolation pour vous et ceux qui resteraient de penser que ceux qui ne sont pas revenus sont morts glorieux, en faisant tout leur devoir! La guerre se présente dans d'excellentes conditions pour nous et, au point de vue national, il serait bien à souhaiter qu'elle eût lieu. Nous ne retrouverons jamais pareilles circonstances, ni semblable occasion. Ici, on accueille les événements avec un peu d'émotion, mais avec sang-froid, calme et sympathie. Cela est très réconfortant... »

« 2 *août* 1914. — Ma section de mitrailleuses est au complet. J'attends mes réservistes et mes chevaux de réquisition. Mes hommes ont un excellent esprit. Ça va et nous allons faire une campagne merveilleuse, si Dieu le veut. Nous vivons comme dans un rêve. Vraiment, malgré la peine que j'éprouve en songeant à vos inquiétudes, ma chère petite maman, n'est-ce pas le plus beau jour de la vie d'un officier que le jour de l'entrée en campagne? Enfin, enfin, nous allons faire œuvre de nos dix doigts et donner de la vie à cet élément, à cette force qui semblaient dormir. Nous allons *diriger notre armée*, la commander pour le salut de la patrie. Songez que c'est pour votre défense que nous sommes là et que nous allons *nous battre*, c'est-à-dire faire notre métier d'hommes de guerre, enfin! Souvenez-vous que vous êtes mère de soldats, de dix à la fois. Bravo et courage, maman chérie! C'est à vous, à notre cher papa, qui aurait été si heureux de partir, que vont toutes mes pensées. Priez pour nous et nous serons forts et

courageux. Si le bon Dieu veut de nous, il peut nous prendre : on sera prêts. »

« 4 *août* 1914. — Notre voyage s'est accompli jusqu'ici au milieu du grand enthousiasme des populations traversées. On nous acclame, on nous jette des bouquets. Dans les gares, des vieillards et des femmes pleurent. C'est très impressionnant. Mais on sent que tout le monde est d'avis que la farce a assez duré et qu'il faut faire cesser ces provocations allemandes continuelles. Soyez bien tranquille. Je me suis confessé avant de partir; on se sent plus léger et plus courageux. Mes hommes ont tous des Sacré-Cœur. Si l'on meurt, ce sera paisiblement, en faisant tout son devoir. »

« 7 *août* 1914. — Nous ne sommes plus qu'à quelques kilomètres de la frontière et nous grillons d'impatience de la franchir. Dans la direction de l'Est, on entend le grondement sourd du canon. Des aéroplanes passent sans cesse au-dessus de nos têtes. Je compatis bien à vos inquiétudes, ma chère maman, mais je suis si heureux de faire mon métier de soldat, enfin. »

« *Aux avant-postes, près de R.*, 12 *août* 1914. — Cette fois, j'ai une grande nouvelle à vous donner : j'ai reçu le baptême du feu, et quel feu! Pour un premier engagement, ça n'a pas été trop mal. Mes mitrailleuses ont fait merveille. Quant à moi, je m'en suis tiré avec une égratignure à la main gauche. Une balle m'a passé entre les doigts, en me contusionnant légèrement. Je suis bien heureux d'avoir eu pour mes débuts une si belle bataille. Mais ç'a été rude et j'ai bien cru ma dernière heure arrivée. Le colonel vient de m'appeler et de me dire qu'il me proposait pour une citation à l'ordre de l'armée. Mon cher papa serait content de moi, je pense, s'il vivait encore, et j'en suis très fier. Priez toujours. Courage et bon espoir... »

Son père serait content de lui, c'est de cela qu'il est fier, et non pas de ses actes personnels, sur lesquels il ne donne aucun détail. On apprendra plus tard que, l'un des pointeurs ayant été blessé, le jeune lieutenant emporta cet homme sous la mitraille et, atteint lui-même à la main, prit cependant la place du soldat, afin que le tir ne fût pas interrompu.

Le bref et magnifique éloge venu du régiment cita à toutes nos armées « la belle conduite au feu du lieutenant Joseph de L..., pendant le combat du 14 août à Amervillers. Sous des rafales

d'artillerie et de mousqueterie, extrêmement violentes, a continué le tir de la section de mitrailleuses qu'il commandait. A contribué ainsi à maintenir le moral d'un bataillon fortement éprouvé. »

De quel noble et terrible effort, de quelles heures tragiques ces lignes renferment le sobre récit!

« 18 *août* 1914. — L'état moral de nos troupes est excellent. Priez bien pour que nous fassions tout notre devoir. Priez aussi pour que le bon Dieu nous protège... » — Ces derniers mots seuls permettent une fois de deviner chez le jeune homme le désir de vivre, la soif de l'avenir. Il a trente ans, ce lieutenant qui, sans le savoir, touche à son éternité, et une vie si belle, riche de tant de promesses, s'ouvre devant lui! Déjà, il a échappé à bien des dangers : « Ce matin encore, un obus est tombé au milieu de ma section, entre les hommes et les chevaux. Il s'est enfoncé dans le sol, sans éclater, ni blesser personne. C'est miraculeux. Que d'aventures intéressantes à vous raconter plus tard! »

Mais, brusquement, les nouvelles cessent, et voilà le martyre des angoissantes incertitudes. Que se passe-t-il? On écrit, on interroge de tous côtés. On finit par apprendre que le lieutenant de L... a été blessé. Mais pas de détails, rien de précis, et des lettres de condoléances cruelles, trop hâtives, qui parlent d'un plus grand malheur, commencent à arriver. La pensée de la mère et des sœurs se torture vainement, pendant de longs jours, à chercher la vérité dans le chaos sanglant, impénétrable... Enfin, les premiers renseignements certains sont donnés par la lettre suivante du colonel D... :

« Madame, je m'empresse de vous communiquer tous les détails que je connais sur la blessure de votre fils, lieutenant chargé des mitrailleuses au 38e d'artillerie. Vous voudrez bien m'excuser si ces détails ne sont pas complets. J'ai été atteint moi-même par l'obus qui a frappé votre fils et je suis en traitement à l'hôpital de Saint-Etienne.

« Le 29 août, dans la soirée, ayant constaté la position extrêmement périlleuse de l'un de mes bataillons, je fis appeler votre fils. Je savais par expérience pouvoir compter sur son énergie et sur son dévouement. J'appelai en même temps à moi une batterie d'artillerie et je l'établis à 2000 mètres de l'ennemi qui menaçait de très près mon bataillon. Le lieutenant me suit, escorté par ses mitrailleurs. Pendant que je dirige le tir de la batterie, il se porte à mon côté, près de moi à me toucher, cherchant un emplacement

favorable pour sa section. A ce moment, éclate sur notre tête un obus (notre tir nous avait valu une véritable pluie d'obus et de balles, venant de tous les coins de l'horizon). Tous deux, ainsi qu'un autre officier voisin, nous sommes jetés brutalement à terre. En me relevant, je vois votre fils ayant de la peine à se redresser et se plaignant. J'appelle les mitrailleurs. Ils accourent et nous emportent tous deux à travers bois, malgré les obus. Je prescris en même temps à la batterie de changer de place. Les mitrailleurs ont fait preuve du plus beau dévouement pour nous enlever ainsi, sur un espace découvert, pendant plus de deux kilomètres. Ils montraient le plus grand chagrin de voir leur lieutenant blessé et l'on pouvait ainsi apprécier combien ils l'aimaient. Ils purent l'emporter très rapidement jusqu'aux alentours du village de Roville-aux-Chênes (au nord de Rambervillers). Le capitaine G..., qui avait marché tout le temps près de votre fils, me dit que sa blessure était très grave et qu'il le faisait arrêter, ne voulant pas entrer dans le village bombardé, ni passer par la grande route également bombardée. Il cherchait un moyen de se rendre, par un chemin détourné, à l'ambulance où étaient les médecins.

« Comme le mouvement des Allemands était assez vif et que je devais voir le général dans le village bombardé, afin de remettre le commandement que mes blessures ne me permettaient pas de conserver, le capitaine G... me remit la bague que votre fils portait au doigt. Il ne voulait pas la lui laisser, pour le cas où il n'aurait pu la mettre en sûreté, parmi nos ambulances.

« Ce sont les dernières nouvelles que j'aie du lieutenant. Je l'ai vu au passage, évanoui, atteint à la poitrine. Ses blessures étaient certainement graves, mais sa jeunesse, sa vigueur, les soins qu'aura pu lui donner le docteur qu'on recherchait l'auront, je l'espère, conservé à votre affection et à la nôtre.

« Je souffre, Madame, de vous laisser dans cette anxiété et d'y rester moi même. J'ai écrit le même soir au commandant du régiment et au capitaine G... pour être renseigné. Je n'ai encore rien reçu; mais les communications avec les troupes en mouvement sont si lentes. Il faut, Madame, conserver quelque espoir de revoir votre fils, si gravement qu'il ait pu être atteint près de Rambervillers.

« Je ne saurais trop vous dire combien il nous a donné de preuves de son énergie et de son courage. Après l'affaire du 14 août, je l'avais proposé pour une citation à l'ordre des armées, et je me réservais de parler de lui pour des récompenses plus hautes encore.

« Veuillez croire, Madame, combien mes officiers et moi com-

patissons à votre douleur et à votre inquiétude, combien nous voudrions les voir cesser, et recevez, je vous prie, l'expression de ma profonde sympathie et de mes hommages les plus respectueux. — G. D..., colonel au 38e régiment d'artillerie. »

Il faut donc demeurer des jours et des jours sans rien savoir de plus, avec l'obsédante vision de la douloureuse civière arrêtée au coin d'un bois, menacée de toutes parts, cherchant sa route parmi les balles et les obus. D'autres ont vu son fils, d'autres l'ont secouru — et qu'ils en soient bénis ! Mais elle n'aura pas pu se pencher une fois sur le brancard ensanglanté où coulait, goutte à goutte, la vie de son enfant. Il se meurt en un endroit qu'elle ignore, il est mort peut-être, et dans la maison de famille où il a tant vécu, où on l'a tant aimé, il n'y a même pas une chambre dans laquelle il repose, la chambre sacrée où l'on pleure et où l'on parle bas.

Des neuf autres fils dispersés, chacun est retenu à son poste par l'implacable discipline du temps de guerre et aucun ne songe à se plaindre de ce grand sacrifice. Mais à travers les distances, la vie de famille se poursuit, plus intime encore en ces jours d'anxiété. Les uns avec les autres, on souffre, on tremble, on veut espérer.

« *Dimanche*, 13 *septembre* 1914. — Chère Guite. J'attends toujours en tremblant une lettre et je n'ose pas croire qu'elle m'apportera un peu d'espoir. J'ai sans cesse devant les yeux cette image de Joseph étendu sur la civière, frappé en pleine poitrine, alors que tant d'autres s'en tirent avec des blessures légères et en reviennent.

« Quel malheur ce serait pour nous tous, pour notre pauvre maman qui était si fière de Joseph, et à tant de titres ! Entourez-la, consolez-la, assurez-la bien que tous les autres feront leur devoir et que nous vengerons notre pauvre frère. — ROBERT. »

L'un des fils de Mme de L... peut enfin se rapprocher du 38e régiment d'artillerie et, croyant sa mère déjà prévenue, il lui apprend par le billet suivant le malheur dont elle est frappée :

« *Dimanche* 6 *septembre* 1914. — Pauvre maman chérie, quelle nouvelle et cruelle épreuve pour vous, pour nous tous ! J'ai appris hier, par un de ceux qui l'ont vu tomber, la fin de notre pauvre Joseph. Je l'ai bien pleuré cette nuit, et j'ai eu des heures de profond découragement. Mais j'ai le devoir aujourd'hui

d'écarter mon chagrin pour continuer à remplir ma tâche. Courage, pauvre mère! Pour chacun de nous, j'en suis sûr, vous avez fait à la France le sacrifice de notre vie. Haut les cœurs! France d'abord et quand même, n'est-ce pas? Soyez sans crainte, notre Joseph sera vengé. Notre douleur est grande, mais nous, soldats, nous n'avons pas le droit de nous y abandonner. Il est mort sans souffrir, en brave, face à l'ennemi. Il a déjà retrouvé, j'en suis certain, notre cher papa. Son corps repose en paix dans le cimetière de Roville-aux-Chênes. Courage, pauvre maman, et que la volonté du Bon Dieu soit faite. Je vous embrasse tendrement. — Votre JEAN. »

Je veux transcrire ici la simple et magnifique lettre de faire-part qui apprit aux amis de la famille de L... la mort du jeune lieutenant. Cette lettre fut reproduite alors par le *Gaulois* et l'*Echo de Paris*. J'ajoute au nom de chaque frère le grade ou les distinctions qu'il a obtenus depuis lors :

Madame G. DE L., Madame HENRY DE L. et sa fille, Monsieur ROBERT DE L., soldat (aujourd'hui lieutenant) au 75ᵉ d'infanterie, Monsieur LOUIS DE L., sergent (devenu sous-lieutenant, décoré de la Légion d'honneur, tombé plus tard au champ d'honneur), Madame LOUIS DE L. et leur fils, Monsieur JEAN DE L., maréchal des logis (aujourd'hui sous-lieutenant) au 54ᵉ régiment d'artillerie, Messieurs ALBERT et ANTOINE DE L., caporaux au 75ᵉ régiment d'infanterie (deux jumeaux dont l'un sera appelé à donner sa vie pour la France, dont l'autre, devenu sergent-major, est proposé pour le grade de sous-lieutenant), Monsieur ANDRÉ DE L., caporal au 6ᵉ colonial (blessé le jour même où paraissait cette lettre et proposé pour le grade de sous-lieutenant), Monsieur MAURICE DE L., sergent au 35ᵉ d'infanterie (devenu sergent-major, proposé pour le grade de sous-lieutenant), Monsieur GUÉRIN DE L., soldat au 48ᵉ régiment d'artillerie (actuellement maréchal des logis, proposé pour le grade de sous-lieutenant), Monsieur GUY DE L., admis à l'Ecole spéciale militaire, engagé au 99ᵉ d'infanterie (actuellement sous-lieutenant au 3ᵉ zouaves, cité deux fois à l'ordre de sa division), Mesdemoiselles MARGUERITE, MARIE, MADELEINE et HUGUETTE DE L., ont la douleur de vous faire part de la mort de

Monsieur **Joseph F. de L.**
Lieutenant au 38ᵉ régiment d'artillerie,
Instructeur à l'Ecole des Mines de Saint-Etienne,

tombé au champ d'honneur le 27 août, près de Rambervillers, à l'âge de 32 ans.

Le patriotisme, si ardent soit-il, peut disparaître à certaines heures, anéanti par la brutale et terrible réalisation des sacrifices qu'il impose. Mᵐᵉ de L... était trop chrétienne pour que son cœur

faiblît. Les mères qui savent méditer sur la passion du Sauveur et les suprêmes acceptations possèdent de mystérieuses forces pour les heures d'holocaustes. Sur les lèvres de celle-ci, le *Fiat* monta sans retard. « J'offre à Dieu pour la France, écrit-elle, mon immense douleur et toutes mes larmes. » Ses fils, qui la connaissent bien, n'hésitent pas à compter sur son courage. Aussi avec quelle fierté vont-ils lui parler de la funèbre nouvelle. Et de quelle manière touchante ils célébreront autour d'elle l'admirable nature de leur frère mort, promettant timidement « d'essayer d'arriver à sa hauteur », s'excusant presque de vivre, alors qu'il a été frappé.

« 19 *septembre* 1914. — Ma pauvre maman chérie, je reçois votre lettre du 13 qui me fait bien regretter de vous avoir appris aussi brutalement la mort de notre cher Joseph. Je croyais, d'après les officiers du 38e, que vous étiez prévenue, et il est inadmissible qu'on vous ait laissé apprendre par les journaux cette cruelle nouvelle. Enfin, je vous sais si courageuse et résignée à la volonté de Dieu. Courage, maman! Comme vous le dites, vous pouvez être fière d'avoir donné un tel enfant à la France. Tous nous le pleurerons toujours, et du fond du cœur. Auquel de nous n'a-t-il pas rendu service? Hélas! nous, soldats, nous devons momentanément écarter notre douleur, et c'est bien dur. Il ne nous est permis de songer à nos peines que le matin et le soir, au moment de la prière, et soyez sûre que je joins alors mes prières aux vôtres. Pauvre petite maman, pauvres sœurettes! Courage quand même. L'épreuve est terrible et votre douleur bien cruelle, mais au moins vous pouvez lui donner un libre cours, parler ensemble de notre Joseph. Ici, pour ne pas pleurer — car un soldat ne le peut pas — on est obligé de rire, et c'est affreux! Combien de fois, tous ces soirs-ci, ai-je été, dans la nuit noire et sous une pluie tenace qui ne veut pas nous quitter, songer, à l'écart, à vous et à tous les nôtres. C'est triste, je vous assure! siffler pour ne pas éclater en sanglots. Enfin, à la grâce de Dieu, et que sa volonté soit faite. Je suis prêt à aller à Lui. Ma vie est entre ses mains et, si elle est utile à la victoire, j'en fais le sacrifice du fond de mon cœur. Pourquoi Joseph, au lieu de l'un de nous, de moi qui vous étais bien moins utile? Enfin, nous essaierons de le remplacer auprès de vous. Mais pourrons-nous arriver à sa hauteur? J'en doute... »

« *Ce mardi* 8 *septembre*. — Pauvre maman chérie. J'ai quelques instants de repos; je puis bien, n'est-ce pas, venir les passer

avec vous et pleurer un peu notre pauvre Joseph. Ce que j'ai à vous dire sera pour vous un réconfort. On m'avait signalé tout près d'ici le 38e d'artillerie. Dès que j'ai été libre, je me suis rendu au cantonnement et j'ai fait passer ma carte au capitaine G... que je savais être un ami de Joseph. Les officiers étaient en train de déjeuner; mais, sans me faire attendre une minute, le capitaine G... est venu, accompagné du commandant chef du régiment. Les larmes aux yeux et me serrant la main avec effusion, ils m'ont exprimé leurs condoléances, et le commandant m'a dit textuellement : « Madame votre mère peut être fière, Monsieur, d'avoir eu « comme fils notre cher camarade. Il a écrit une page glorieuse « dans l'histoire de votre famille, car il n'est pas seulement mort « en brave, il est mort en héros. Ne pleurez pas, Monsieur. Une « telle mort doit être enviée. Dites bien à Madame votre mère « qu'il n'est pas un homme du régiment qui n'ait fait pour lui une « prière et qui ne le regrette du plus profond de son cœur. »

« Tous les officiers présents, anciens camarades de Joseph, sont venus, les larmes aux yeux, me serrer la main aussi. J'étais profondément ému et, en même temps, ces témoignages de sympathie m'ont rendu courage et confiance. Oui, ma pauvre maman, haut les cœurs quand même. Nous ne devons pas nous laisser abattre.

« Le capitaine G..., avec qui j'ai longuement causé, m'a raconté les derniers moments de notre cher grand. Le matin même, Joseph lui avait dit : « Je viens de faire mon acte de contrition « comme chaque matin. Ma dernière heure approche peut-être [1]. » Quelques instants avant d'être frappé, il lui parlait de vous toutes, pauvres petites sœurs. C'est un éclat d'obus, gros comme une bille, qui l'a blessé au cœur. Il est tombé et, quelques minutes après, il avait rejoint notre cher papa. Quelle joie pour eux de se retrouver là-haut! Il n'avait aucune autre blessure. Il n'était pas défiguré. Son visage était calme et empreint de sérénité, comme celui d'un soldat qui a fait tout son devoir de chrétien et de Français. Ce sont ses mitrailleurs et les officiers, ses camarades, qui l'ont transporté jusqu'au cimetière de Roville-aux-Chênes, où nous le retrouverons après la victoire. Suprême consolation, il a eu toutes les prières des morts. Le curé du village et une bonne sœur de l'endroit sont restés auprès de lui longtemps et chacun de ses hommes est venu réciter sur sa tombe tout ce qu'il savait

[1] « Comme l'idée de la mort est peu effrayante, quand on y songe, si toute sa vie on a eu le souci de son perfectionnement..., si l'on meurt après une vie *utile*... » (Extrait des notes intimes du lieutenant Joseph de L..., 26 février 1910.)

de prières. J'ai pu me rendre compte à quel point il était adoré de tous, officiers et soldats. Le capitaine G... m'a remis sa citation à l'ordre du jour général des armées. Le médecin-major du régiment m'a donné un plan du cimetière de Roville-aux-Chênes, qui nous permettra de retrouver plus facilement sa tombe. Je vous envoie ces deux documents qui sont précieux.

« Et maintenant, courage, pauvre maman si éprouvée, soyez fière de notre Joseph. Nous ferons chacun tous nos efforts pour nous montrer dignes de lui et, s'il le faut, nous saurons mourir comme lui. Je pense pouvoir, un de ces jours, aller lui dire en votre nom un suprême adieu. Je ferai célébrer, pour le repos de son âme, une messe par le bon curé qui a prié auprès de lui, et ce jour-là, chère maman, pauvres petites sœurs, nos prières se joindront, mêlées à nos profonds regrets.

« Pour nous, soldats, le venger d'abord, imiter notre officier et vaincre, voilà ce qui doit absorber maintenant toutes nos pensées, toute notre activité. Regardons plus haut, et en avant toujours, jusqu'à la victoire finale. Je vous embrasse toutes bien tendrement. — Votre Jean. »

La mère devine son fils transformé par ses nobles souffrances, épuré, détaché. Elle éprouve, en songeant à lui et aux autres, un mélange de joies supérieures et de profondes angoisses. Eh! quoi? cette jeunesse, si avide de l'existence, qui se pressait autour d'elle, il y a quelques semaines encore, lui confiant des projets multiples pour un avenir prochain, voulant tout connaître, espérant tout posséder, c'est elle — ce sont eux — qui lui écrivent ainsi des divers points du front!

La guerre les a trouvés dociles, non seulement aux appels de la France, mais aux grandes leçons d'oubli de soi-même, de sacrifice total, écoutées si souvent autrefois, et dont la voix secrète s'élève en eux maintenant avec une force nouvelle. Et quelle noble émulation vient se joindre à ces causes profondes, lorsque neuf frères retrouvent constamment le grand exemple de leur aîné, dans des éloges qui célèbrent à la fois la vaillance extérieure de cette jeune vie et l'intime beauté de sa valeur morale :

« *Vichy. Hôpital militaire*, 10 *octobre* 1914. — ..... Sa bravoure touchait à la témérité. Il était toujours debout sous le feu, voulant servir d'exemple à ceux qu'il commandait. Il meurt ainsi de la plus belle mort, celle des braves et des preux, et ce doit être pour vous, Madame, une douce consolation de penser que votre fils avait, dans tout le régiment, la réputation d'un officier sans peur et sans reproches..... — Capitaine A... »

« 14 *septembre* 1914. — Je l'avais vu en maintes circonstances indulgent et bon pour les autres, dur et sévère, au contraire, envers lui-même. Je me le rappelle à Langres. Il vivait en ascète militaire, ne cherchant de distractions que dans ce qui se rapportait à sa carrière d'officier, un type d'un autre âge, dont la qualité trop haute nous effrayait un peu... »

« 19 *septembre* 1914. — On me raconte les plus touchants détails sur la conduite du lieutenant de L... Des blessés de sa compagnie disent avec quelle sollicitude il s'inquiétait de ses hommes, allant jusqu'à se dépouiller de ses vêtements pour les couvrir la nuit. Il est tombé, hélas! victime innocente pour la rançon de la France... » (Extraits de lettres diverses.)

Certes, ces éloges sont beaux! Mais plus doux encore pour le cœur de la mère doivent être ceux qui viennent des neuf fils demeurés sous les armes quand ils parlent de « leur officier ». Ils s'expriment plus spontanément, plus tendrement peut-être qu'ils n'auraient osé le faire, si ce deuil était survenu dans les circonstances ordinaires de la vie. Le danger de mort, prochain pour tous, brise l'indéfinissable timidité qui empêche trop souvent de livrer en famille ses sentiments profonds.

J'ai vu la mère goûter de vraies joies, au sein de son immense peine, à sentir battre si près d'elle ces cœurs virils et jeunes qui la soutiennent, tandis qu'elle les protège. Je l'aurais crue momentanément indifférente à ce qui lui venait de ses autres enfants, tout absorbée par sa douleur. Mais son deuil cruel possède de grandes lumières et de merveilleuses consolations. « La Providence réservait mon Joseph à de plus hautes récompenses qu'aux distinctions terrestres », dit-elle. Dans sa foi vive, elle fait confiance à Dieu des raisons, toutes de miséricorde, pour lesquelles il a permis cette mort, et quand elle souffre trop vivement, dans sa chair, pour ainsi dire, elle réconforte son cœur par ce même amour maternel d'où lui viennent à la fois tant de douleurs et des joies si profondes. Elle se ranime en lisant des lettres telles que celles-ci :

14 *septembre*. — « Ma bien chère maman. Ma pensée est constamment auprès de vous. Quelle belle mort que celle de Joseph pour un soldat! Une balle en plein cœur, lui évitant toutes les horreurs des hôpitaux et l'angoisse des agonies douloureuses. Il est mort comme il a vécu, en chrétien et en Français.

« Les paroles de ses chefs sont bien celles que devaient inspirer son caractère si franc, sa belle âme si loyale... Mais comme

je comprends la sensation de vide que notre cher Joseph va produire parmi nous. Et en même temps, quel honneur pour nous d'avoir eu un tel caractère dans notre famille! Que vous dire, hélas! Cette perte est irréparable, Joseph est irremplaçable. Mais tous nous vous entourerons davantage de notre affection, s'il plaît à Dieu de nous conserver en vie, épargnant la moindre peine à votre cœur de mère. Maintenant, comptez que, tous les neuf, nous accomplirons jusqu'au bout notre devoir de chrétiens et de Français [1]. C'est si facile avec une maman comme vous, avec des sœurs si aimantes et si courageuses, c'est si facile de faire son devoir que ce n'est même pas méritoire.

« Nous irons chercher après la guerre notre pauvre cher Joseph, et nous le pleurerons ensemble. Mais ce n'est pas le moment aujourd'hui de se désoler, de se laisser abattre, quand, enfin! la victoire paraît certaine. Quelle belle perspective pour nous : achever la libération du territoire et la chute du militarisme allemand, l'œuvre que Joseph a commencée et payée de son sang... »

Le temps passe, et la vie de famille, plus intime que jamais, s'établit, s'organise à travers les distances; dans cette atmosphère de deuil, d'angoisse, de périls, de fières consolations, Mme de L... et ses filles, — les quatre sœurs si aimées de leurs vaillants frères, — mettent au front toutes leurs sollicitudes. C'est l'honneur du nom qui grandit; ce sont les âmes qui se transforment mystérieusement, les liens des profondes affections qui se resserrent et s'exaltent; ce sont les enfants qui souffrent, et c'est, en même temps, le sang de la race qui s'offre, prêt à couler.

Tout cela donne une envergure nouvelle aux lettres maintenant datées du champ d'honneur. Ce n'est pas l'odeur vénérable d'une poussière d'archives séculaires que je respire dans ces pages : c'est l'enivrante odeur, toute fraîche, de la poudre, du sang, de la gloire, qui monte du combat violent où la jeunesse épuise ses forces. C'est la chaude senteur de la terre de France. Ce sont aussi, — mélange émouvant, — les doux parfums du toit familial et de l'enfance, dont ils gardent tous le cœur embaumé.

[1] Il est à remarquer combien cette expression se retrouve fréquente, identique, sous la plume de ces jeunes gens qui sont pourtant d'âge et de caractère divers, qui poursuivent, dans l'habitude de la vie, des carrières différentes et qui écrivent aujourd'hui à la hâte, spontanément, de tous les points du front. J'ai respecté à dessein de telles répétitions. Elles révèlent éloquemment l'union profonde des sentiments, la force et l'élévation de « l'esprit de famille ».

« Ma chère maman. J'ai bien failli ne plus jamais vous écrire, cette fois-ci. Je me suis trouvé dans des circonstances telles que j'aurais dû être tué plutôt vingt fois qu'une. J'y ai échappé par miracle. J'ai passé une heure terrible; j'ai pensé à vous toutes, j'ai prié aussi beaucoup et je m'en suis tiré sans une égratignure. Mais, encore une fois, c'est un miracle... Je n'ai pas pu voir encore Jean, ni Guérin, quoiqu'ils ne doivent pas se trouver bien loin. J'espère les rencontrer un de ces jours... Je vous embrasse toutes plus fort que jamais. — Antoine. »

« Chère maman. Toujours dans les forêts et bien vivant, malgré de vifs engagements où bon nombre de Prussiens sont restés sur le carreau. Je vous garantis que cela ronflait, canons et balles. Repoussés, les Prussiens ont pris leurs jambes à leur cou et nous avons couché sur les positions conquises, mais malheureusement avec la pluie et nous sommes en train de nous sécher avant le recommencement du bal. Ecrivez-moi, s'il vous plait, au plus tôt. Les lettres arrivent avec du retard, mais enfin arrivent. — Antoine. »

« 2 *novembre* 1914. — Nous passons notre vie, nuit et jour, dans les tranchées. Voilà sept jours de suite que nous sommes à trois cents mètres des Boches et on se canarde tout le temps. Je suis chef de section, c'est-à-dire que je commande comme un lieutenant, grade pour lequel je suis proposé. Je suis sous les ordres d'un camarade de Joseph passé capitaine. Il nous a sauvé la vie à tous, il y trois semaines, à la Bassée. Nous nous sommes sauvés, sous une pluie de balles, des lignes allemandes où nous étions déjà prisonniers. On en voit de dures, ma pauvre maman, et, si nous revenons, quel beau cierge nous devrons à la Sainte Vierge !... »

« 6 *novembre* 1914. — Ma chère maman. Le jour de la Toussaint et le jour des Morts, ma pensée était tout le temps portée vers vous que je voyais dans notre petite église des C... J'ai uni mes prières aux vôtres et j'espère que le bon Dieu les écoutera. Puisse-t-il nous ramener tous auprès de vous. Quelle joie ce jour-là !

« Pendant les loisirs des tranchées on rêve souvent, et toujours la même image se présente à mes yeux. Je me figure revenir de la guerre; je me vois auprès de vous, vous embrassant et, bien que l'on devienne peu sensible (quel vieux grognard, en effet !) c'est avec des larmes de joie que je me représente ce moment, après les mille et mille périls par lesquels j'aurai passé.

« La semaine dernière encore, ces traîtres boches ont tenté vainement une attaque de nuit sur nos tranchées. Ils ont rampé

jusqu'à trois cents mètres de nous, et l'un de ces affreux barbares a mâchonné dans son jargon : « Frantsais, ne direz-« vous pas, nous boulons nous rendre? » Habitués à ce genre de ruse auquel nous nous laissions prendre au début de la guerre, nous avons ouvert un feu qui les a fait reculer. Eux-mêmes nous ont répondu par une grêle de balles et d'obus; mais le bon Dieu nous protégeait et pas un de nous n'a été blessé ce jour-là.

« Dimanche prochain nous devons être au repos. J'irai à la messe et je communierai à l'intention de nos chers disparus et pour que nous nous retrouvions tous auprès de vous. Je vous embrasse comme je vous aime, ma petite maman chérie. Votre fils qui pense à vous et n'oublie pas qu'il a toujours son devoir de chrétien et de Français à accomplir. — Maurice. »

« 20 *octobre* 1914. — Ma chère maman. J'ai été promu hier aux fonctions de chef des éclaireurs pour le régiment. Dans chaque corps, on crée une section d'élite composée de trente volontaires et de trois sergents à qui on demandera de faire des reconnaissances, des patrouilles, etc. Le colonel m'en a confié le commandement. Je m'installe avec ma nouvelle section dans une sorte de palais d'hiver que nous venons d'édifier. Il est construit en troncs d'arbres et recouvert de branchages, de paille, etc., le tout enfoncé à 80 centimètres dans le sol, ce qui nous met à l'abri des intempéries, comme des pluies de balles et d'obus. C'est dans ce réduit que nous attendons les ordres du colonel.

« Nous nous chauffons autour d'un poêle en fonte et nous possédons une ample provision de charbon. On ne prend pas garde au bruit de la fusillade, et nous aurions plutôt l'air de faire du « camping » que de faire la guerre, si ce n'était les douloureuses nouvelles qui nous arrivent quelquefois de la mort de l'un ou de l'autre de nos camarades. — Robert. »

« 20 *octobre* 1914. — Votre jeune sous-lieutenant vous présente ses hommages ainsi qu'à ses chères sœurettes. Nommé hier, je pars demain pour m'équiper un peu et je viendrai aussitôt reprendre mon poste au feu. Cette nouvelle vous fera plaisir, je le sais. Elle m'a comblé de joie. Je vais pouvoir enfin contribuer efficacement à venger notre Joseph. Sans peur, l'âme tranquille, en avant, n'est-ce pas? Vive la France, et à la gloire de Dieu. Ce petit mot au galop pour ne pas vous faire attendre la bonne nouvelle. A bientôt une plus longue lettre. — Votre Jean. »

« 30 *octobre* 1914. — Suis heureux au possible et vais bien. Voici le tableau : un bois, un gros bois de terre, couvert de feuillage. Là-dessous votre sous-lieutenant. Entrez en vous baissant un peu : un bon feu qui brûle, un lit de paille, un bonhomme sale avec une barbe de huit jours et tout crotté, qui vous écrit : votre Jean. Une petite lucarne pour observer le tir, et un porte-voix pour le commander. Un téléphone qui me relie à mon capitaine, bon type et officier charmant. Ces sales Boches nous ont tué hier quatre chevaux. Le soir, nous leur avons démoli deux pièces. C'est la réponse : un cheval tué, vingt Boches par terre. Vie de bohémien très drôle. Je fume des pipes et deviens homme des bois. Pense bien à vous. Toujours prêt avec le bon Dieu. Ai fait le sacrifice de ma vie, si elle est nécessaire. Musique exquise : Zim! Boum! Psitt! Suis ravi d'être enfin bon à quelque chose. Comptez sur moi. Ecrivez-moi; lettres seule joie. — JEAN.

« 21 *décembre*. — Depuis le 16, nous avons fait pas mal de travail. Notre régiment, que nous étions allés précipitamment renforcer, a pu attaquer une tranchée allemande et s'en rendre maître. Tous les Boches dormaient à poings fermés. La compagnie d'attaque les a tous faits prisonniers, 35 environ.

« Mais le mal a été pour se maintenir en position! Nous sommes restés la nuit et le jour les pieds dans l'eau, par un froid de canard, pendant trois jours gardant jalousement ce que nous avions conquis.

« Les prisonniers ne faisaient pas pitié, ravis d'avoir fini de souffrir. Ils avaient tous de dix-sept à dix-huit ans.

« Je vous envoie aujourd'hui un souvenir précieux de cette attaque. Gardez-le bien; on n'en verra pas beaucoup de la sorte après la guerre. C'est la Croix de fer allemande.

« Demain nous réintégrons nos tranchées en vue d'une attaque. Nous y passerons probablement Noël et le Jour de l'An. Comme en ces jours nous penserons à vous!... — ANTOINE. »

« ... Décidément la Sainte Vierge me protège, ma petite maman chérie, et toutes les fois ma confiance en elle augmente. Hier un adjudant a été tué à la porte de mon gourbi, où je me trouvais moi-même la veille. J'ai changé de gourbi aujourd'hui, ne pouvant supporter de voir le sang de mon malheureux camarade foulé par moi-même. J'ai été nommé de suite sergent-major. Le capitaine m'a dit qu'il me proposait au grade de sous-lieutenant. — MAURICE. »

« ... Rien de bien neuf ici. Je viens de passer la nuit à mon poste d'observation de la division, au sommet d'un fort. La nuit, c'est féerique, ces lueurs dans le noir; mais on n'a pas une minute à perdre! Ce poste est relié par téléphone à toutes les batteries qu'il faut aussitôt prévenir, chacune en ce qui la concerne. C'est intéressant, mais c'est dur, et je suis descendu littéralement vanné et les nerfs à fleur de peau. C'est *énervant* au possible, juché sur ce perchoir, d'entendre incessamment siffler les obus autour de soi. Tous les villages des environs ne sont plus que ruines. C'est lugubre. »

« 26 *décembre* 1914. — Voici Noël passée et le premier jour de l'an qui approche. Que cette lettre vous apporte, chère maman, à vous et à mes si gentilles petites sœurs, les vœux de bonheur et de prochaine réunion d'un vieux soldat enfoui au fond des bois, dans cette plaine de Woëvre marécageuse. Bien loin de vous, pauvre maman, en ces circonstances si joyeuses d'ordinaire, vos enfants font tout leur devoir et ne se plaignent pas — mais combien près de vous à tout instant, par la pensée, par le cœur! Chaque matin, lorsque je fais mon tour d'horizon, mon regard qui cherche l'ennemi s'arrête longuement sur notre drapeau. Il flotte fièrement sur le fort de Lionville détruit mais toujours français et au pied duquel nous nous sommes battus. Chaque jour, je sens mieux qu'il n'est pas de sacrifice trop grand pour ce lambeau d'étoffe qui nous représente la France. Depuis deux mois, tous les matins, c'est face à ce pavillon français criblé de balles que je dis : « Mon Dieu, ma vie est entre vos mains pour la France. « Que votre volonté soit faite. Protégez ceux que j'aime et don- « nez-nous la victoire », et que je récite mon acte de contrition. 1915 verra la victoire, espérons-le, mais notre vie est à la Patrie jusqu'au bout, jusqu'au jour où l'Allemand viendra crier grâce et se traînera à genoux à nos pieds. Si cette guerre est terrible, monstrueuse, elle nous aura rendus meilleurs. Dieu l'a permise et Jeanne d'Arc nous conduit. Si vous en avez le temps, lisez la *Guerre de forteresse*, de Danrit. Vous y trouverez la description de la Woëvre où nous piétinons depuis deux mois. Vous suivrez l'agonie du fort de Lionville. Pauvre fort! Il s'est tu pour toujours, après avoir subi le bombardement le plus intense. Mais il est encore à nous et sur l'amas de ruines qu'il est devenu flotte encore le glorieux drapeau qui est un défi à la brute tudesque... Avez-vous reçu la lettre où je vous demandais de donner vingt francs de ma part à la Propagation de la Foi?... Votre JEAN. »

« *Décembre* 1914. — Chère maman, j'ai reçu votre lettre de Noël dont je vous remercie beaucoup. Ici, nous avons depuis quelques jours un aumônier militaire affecté au régiment. C'est une grande consolation de penser qu'on peut recevoir les secours de sa religion en cas d'accident... J'attends la photographie de Guy avec impatience; mais c'est la vôtre surtout que je voudrais. Si vous pouviez vous faire photographier, vous ne savez pas ce que cette photo me ferait plaisir. Ce serait mon cadeau du Jour de l'an.

« Ma chère petite maman, je dois aussi vous souhaiter une bonne année. Comme je voudrais pouvoir le faire en vous embrassant bien fort! Enfin, ma petite maman chérie, puisque le bon Dieu le veut, je le fais de loin, en vous envoyant les vœux les plus chers pour que vous revoyiez vos enfants qui vous aiment plus que jamais et qui ont appris à mieux vous aimer. Adieu, chère petite maman, je prierai beaucoup pour vous le Jour de l'an. Je demanderai à Dieu et à la bonne sainte Vierge de vous conserver longtemps auprès de nous et de ne plus vous laisser jamais pleurer. A bientôt une longue lettre; encore bonne année. — Votre MAURICE.

« ... Je vous écris à la lumière d'une magnifique lampe, dans la pièce principale de ma « cagna » (c'est l'expression consacrée), pièce qui fait fonction de salle à manger pour les sous-officiers et pour moi, de bureau pour la section et de salle de correspondance pour les hommes.

« Nous sommes à la lisière d'un bois dont les feuillages jaunis commencent à tomber. Verrons-nous notre hutte recouverte de neige? Je le crains. Nous n'avançons pas, mais nous empêchons les Allemands d'avancer. Combien de temps cela durera-t-il? Les Jumeaux vont bien. Je les ai laissés tous deux à la 10e compagnie. — ROBERT. »

Les « Jumeaux » possédaient l'un pour l'autre la coutumière affection qui unit deux frères entrés au même moment dans la vie. Ils avaient obtenu de combattre côte à côte. Or, un matin, le courrier du front apporta à Mme de L... une carte hâtive, de couleur rose, écrite au crayon. Elle contenait les lignes suivantes :

« Ma pauvre, pauvre maman. Hier, à quatre heures de l'après-midi, j'ai vu tomber à mes côtés mon pauvre Jumeau, une balle dans la tête. Il avait trop bien fait son devoir, en s'exposant toujours. Il est mort dans mes bras, sans souffrir, heureusement. Il avait perdu connaissance et ne m'a même pas reconnu, le pauvre! Je l'ai

fait transporter en arrière des lignes. Robert se chargera de tout. Priez pour lui. Il était prêt à paraître devant Dieu, je le sais. En tous cas, nous l'avons vengé! Aucun Allemand n'a pu nous approcher et une centaine sont restés sur place. Je vous embrasse tristement et de tout cœur. — ANTOINE. »

La France a choisi une seconde victime parmi les dix frères. Le cœur de la mère se brise une seconde fois. Mais elle est chrétienne et, comme elle a mis au monde un fils, elle met au ciel une âme. Le jumeau qui demeure n'est pas abandonné dans sa peine. Un militaire de cette famille n'a jamais à aller bien loin sur la ligne de feu pour rencontrer un de ses frères prêt à l'aider. Si l'on faisait l'appel d'un bout à l'autre des champs de bataille, combien de fois ce nom retentirait-il? sans parler des deux tombes fraîches qui demeureront là jusqu'à la fin de la guerre, prêchant aux combattants les suprêmes bravoures. Le fils aîné de Mme de L... ne tarde pas à rassurer sa mère au sujet du pauvre jumeau demeuré seul.

« *Novembre* 1914. — Ma chère maman. Vous avez su par Antoine la mort de notre pauvre Albert. J'ai appris moi-même cette douloureuse nouvelle en même temps que ma nomination à l'emploi de commandant de compagnie. Mes nouvelles fonctions m'ont tellement absorbé depuis que je n'ai pas eu encore le temps de vous écrire pour vous parler de notre cher jumeau disparu.

« Nous n'avons pu l'inhumer que le surlendemain de sa mort, ayant été empêchés de le faire plus tôt par un terrible bombardement qui nous a chassés du cimetière où le malheureux Albert n'aurait pu trouver le repos. Il est maintenant dans un cercueil que j'ai fait confectionner en bois et en zinc, et repose avec ses camarades dans un endroit précis que nous retrouverons facilement après la guerre. Le colonel, les officiers du régiment l'ont accompagné et ont prié sur sa tombe.

« Le soir même, je rejoignais mon nouveau poste avec Antoine qui est devenu mon sergent-major, de sorte que nous voilà réunis. Nous ne nous quittons pas. Antoine est un sergent-major modèle, comme il a été un chef de section tout à fait remarquable. Le commandant de son ancienne compagnie m'en a fait, ainsi que d'Albert, les plus grands éloges.

« Je vous envoie quelques notes que je trouve dans ma cartouchière et qui seront des souvenirs de ces journées tragiques : un compte-rendu de l'attaque où Albert a été tué, ma nomination à l'emploi de commandant de compagnie, arrivée par le même homme qui m'apportait la nouvelle de la mort de mon pauvre frère.

« Depuis cinq jours, Antoine et moi, nous nous mettons au courant de nos nouvelles fonctions. Nous sommes installés en pleins champs, absolument isolés du reste du monde pendant tout le jour. Les allées et venues qui nous rattachent au régiment n'ont lieu que la nuit, et, encore, le clair de lune et la fusillade les gênent souvent.

« Notre mission est de tenir sur place, quoi qu'il arrive, et nous attendons les Allemands de pied ferme. Je viens d'en faire enterrer dix qui étaient venus se jeter sur nos tranchées et qui ont été tués à bout portant.

« A la tête de mes deux cents hommes, je suis occupé toute la journée à les faire manger, boire, se laver et surtout à leur faire creuser des trous.

« Nous sommes sans cesse sur le qui-vive, ce qui n'empêche pas le brave Antoine de ronfler à côté de moi comme un soufflet de forge. Mais c'est encore lui qui est debout à la moindre alerte et qui fait mettre tous les hommes à leurs postes. Rafale de balles des deux côtés, pendant quelques minutes, après quoi nous retournons finir notre dîner interrompu ou prendre notre thé qui chauffe sur une gamelle pleine de saindoux, lequel nous sert de combustible.

« Nous pensons souvent à notre pauvre Albert qui était si gai à côté de nous, il y a quelques jours à peine; mais nous sommes tout à notre devoir, acceptant la destinée, quelle qu'elle soit, et réservant notre douleur... Adieu, ma bien chère maman, je vous embrasse de tout cœur, ainsi que mes chères petites sœurs. Votre fils dévoué. — Robert. »

Au milieu des larmes, des deuils, de la gloire, la vie de famille, que rien n'entame, se poursuit toujours dans une union profonde. Comme elle s'est élevée, ennoblie, depuis l'entrée en campagne! Elle est tissée maintenant, au jour le jour, d'un mélange d'héroïsmes divers : brillant héroïsme des huit frères sur les champs de bataille, héroïsme secret de la mère dans l'ombre du foyer, où Mme de L... attend « ceux de ses fils que la France voudra bien lui rendre ». Il serait banal de répéter, si ce n'était pas toujours aussi beau, que l'amour maternel porte en lui des ressources véritablement inépuisables, infinies. On le constate une fois de plus devant la vivacité des moindres sollicitudes de Mme de L... pour ses fils combattants. Les plus petites nouvelles venues du front : le repas de celui-ci, les vêtements de celui-là, l'intéressent, la préoccupent, malgré ses grandes douleurs. Elle ne vit plus pour elle; elle vit pour

eux et par eux. Quand je l'ai vue, il y a quelques semaines, son temps se partageait entre l'hôpital où se trouvait alors l'un de ses fils blessé, l'église où elle va longuement prier pour tous, le travail manuel qui leur est destiné, la table à écrire d'où elle envoie journellement, à quelques-uns, la tendresse et le réconfort nécessaires à l'enfant et au soldat.

Pénétrer en ce moment dans l'intimité d'un pareil foyer, c'est recevoir la plus vivante et la plus noble leçon de patriotisme. Jamais une plainte, malgré les sanglants sacrifices. On s'est resserré pour faire place, pendant la guerre, à la jeune femme de l'un des soldats et à ses deux petits enfants. Toute la vitalité française, présente et à venir, se groupe, s'épanouit autour de Mme de L... Au reste, on sent bien que tout, chez elle, appartient à la Patrie. Tous les actes qu'elle accomplit ou qu'elle inspire ont pour but suprême le salut du pays. Elle a donné, par ses enfants morts, sa chair et son sang, le meilleur d'elle-même ; que pourrait-elle donc réserver ? Sans compter, elle donne encore son temps, sa prière, ses fatigues, son grand exemple et ses profondes souffrances surtout, dont Dieu seul mesure les pouvoirs mystérieux.

J'ai assisté à l'une des soirées de famille du temps de la guerre, dans l'appartement de la rue de X. Cinq robes noires, la mère et ses quatre filles, même cette rieuse Huguette, benjamine de tous, dont les quinze ans prennent contact avec de terribles événements et dont le cœur, presque enfantin, a su se montrer déjà si pitoyable, si dévoué.

Au milieu des vêtements de deuil, un éclatant uniforme. Il est porté par un jeune cousin fraîchement engagé : Maurice de L... Le nouveau cuirassier déclare n'avoir jamais mieux dormi que sur la paille de la caserne. Il a un jeune frère qui a tenu à ses parents le langage suivant : « Pour partir, il suffit d'avoir un an de plus que moi. *Je ne veux pas être resté*. Je pense que vous me comprendrez ? » On l'a compris et le nom de cet enfant de dix-sept ans est aujourd'hui le nom d'un soldat.

Toutes ces choses, si simplement exécutées, flottent dans l'atmosphère du salon de Mme de L... et, de cette soirée de famille, font, en quelque sorte, une veillée d'armes. Dans un coin, une jeune femme berce sur ses genoux le robuste petit Français dont le père se bat. Mme de L... est assise à sa place ordinaire, près de la cheminée, entre la table toujours voisine qui supporte un buvard et une boîte de papier à lettres et la travailleuse chargée de vêtements de laine. Que n'a-t-elle pas confectionné pour nos soldats ! Elle envoie les œuvres de ses mains, tour à tour, à

chacun de ses fils qui ont ainsi le plaisir de distribuer eux-mêmes à leurs hommes des cadeaux fort appréciés.

Les jeunes filles travaillent activement autour de leur mère; les unes tricotent, les autres roulent des cigarettes pour les blessés. Ah! les petites sœurs, auxquelles on pense tant sur la ligne de feu, que n'y aurait-il pas à dire sur leur rôle charmant, pendant ces jour cruels! Leur courage, leurs secrets sacrifices, leur sensibilité nouvelle, creusée par le rude assaut de tant d'imprévues souffrances, tout cela rentre quelque peu dans l'ombre devant les sentiments et les douleurs des mères et des épouses, qui occupent le premier plan. Mais tout cela n'en existe pas moins. Si je ne craignais de blesser d'ombrageuses modesties, je parlerais de la journée de dévouement qui précède pour les quatre sœurs la soirée laborieuse encore. Je dirais les longues heures, les nuits parfois passées dans les ambulances, les travaux répugnants accomplis pour nos soldats, le sourire aux lèvres, l'incessante lutte contre la fatigue toujours dominée, le lever plus matinal afin de ne jamais sacrifier la longue et fervente prière. Toute cette jeunesse, si bien faite pour goûter les douceurs de la vie, enserre volontairement, depuis de longs mois, ses forces et son activité dans une discipline morale qui offre vraiment de grandes rigueurs. Et, de la sorte, elle participe, dans toute la mesure où elle le peut, aux actuelles souffrances de la discipline militaire. C'est pourquoi l'intimité devient plus grande, plus réelle, entre les jeunes sœurs et leurs frères combattants. Chacun pour sa part travaille, lutte et souffre au service du pays. Les occupations ne sont plus divergentes comme autrefois; et, de se sentir mutuellement inspirés par de si hauts motifs, par un tel esprit de renoncement, ces jeunes gens éprouvent les uns envers les autres des respects nouveaux et une confiance plus absolue.

On devine les nuances exquises de ces divers sentiments dans les lettres que reçoivent du front M[lles] de L... A la mère sont adressées les grandes nouvelles, les promesses sacrées; aux petites sœurs, les récits de chaque jour, les mille détails, épiques ou amusants, de la vie des tranchées et tout de même, çà et là, la confidence émue d'une heure de tristesse. N'avait-on pas, jadis, la très douce habitude de jouer et de pleurer ensemble?

M. Eydoux-Démians.

La fin prochainement.

SAINTE THÉRÈSE

POUR SON QUATRIÈME CENTENAIRE

Dieu qui pour illuminer l'argile et la rendre capable du paradis et de l'enfer
Y a joint, hors du temps et du lieu par elle-même, mais dans un rapport substantiel avec notre chair,
Cette âme connaissante en nous qui fait le corps ainsi qu'un appareil de désir
Continuellement occupé à respirer pour ne pas mourir,
Permit, à cause du péché antique dans l'Eden, que ce feu inextinguible
Restât, pendant que nous rongeons la vieille pomme, lui-même sans aucun aliment accessible.
Et la plupart ont su si bien rétrécir et luter toutes les fissures
Que leur âme n'est en eux prudemment que le foyer de leur température.
Certains, parce que dans des yeux humains ils ont vu comme un passage de la lumière éternelle
Et comme la suavité sur quelque visage réel
De cette chose que nous pressentons au delà des frontières de la vie
Qui fait que notre mal ici-bas est grand et que nous nous mourons de peine et d'ennui,
Parce qu'ils ont entendu ce mot hors du temps dont leur cœur avait besoin,
Parce que l'Eden est on ne sait pas où et que la femme est à portée de leur main,
Si lentement le sacrement avec le mystère de l'enfant qui naît ne vient pas fondre en une profonde unité

Ces deux personnes pour s'atteindre enfin en armes contre ce qui les tient limitées

Et qui pour être une seule tâchent à se détruire l'une l'autre,

C'est alors que nous voyons dans la fente fulgurante et l'éclair d'une poudrière qui saute

Notre âme faite pour être en nous patiemment le salut et non pas notre honte et notre mort

Se déchirer par le milieu et jaillir horriblement au dehors!

Ce que la lumière devait révéler, c'est le feu qui en fait l'anatomie.

Le besoin supérieur à son objet, le désir plus nécessaire que la vie,

Se retourne, inhabile à recevoir comme il est impuissant à donner,

Contre ce misérable cœur qu'il n'arrive pas à déraciner!

Celui-là seul, et ça lui est bien égal qu'on le nomme un saint, avec un ardent bon sens et l'instinct qui ne prend pas le change,

Distinguant la chose nécessaire à travers tout l'inutile et l'étrange,

S'achemine par ces chaumes ouverts à tous mais que la zône éternelle circonscrit avec sa raie

Vers ces glaciers flamboyants qui sont naturels au-dessus des forêts!

Qui s'intéresse à beaucoup de choses, beaucoup de choses lui sont données.

Qui n'en désire qu'une seule, c'est celle-là qui lui est accordée.

Il sent son âme à demi-morte respirer et peu à peu se développer dans l'azur,

Le morne tison intérieur s'enflamme dans le grand vent pur!

Telle, vapeur odorante jadis et soleil maintenant de notre nuit,

Thérèse resplendissante dans le souffle du Saint-Esprit!

Quand nous lisons la vie des Saints, telle qu'eux-mêmes rarement ont pris la peine de la raconter,

Ce n'est pas que ce soit sans intérêt et que çà et là nous ne soyons sincèrement touchés,

Mais avouons que l'effet général est irritant et plus ou moins désagréable.

Tout cela est tellement exagéré, incompréhensible et parfaitement inimitable!

Si je n'ai pas régulièrement mon dîner, on me voit plus farouche qu'un Incirconcis.

Qu'est-ce que c'est que ces trois olives par jour que mange Sainte Angèle de Merici,

Accompagnées de trois figues et de trois noix en l'honneur de la Sainte Trinité?

Si je n'ai pas eu mes sept heures de sommeil, malheur à qui viendra me réveiller!

Qu'est-ce que c'est que ces ermites pour qui c'est une délicatesse très grande

De dormir quelques minutes contre un mur, tout debout comme les animaux sans jointures de la légende?

Encore si l'on savait où l'on s'arrête, le plancher et le pain sec une fois pour toutes.

Mais sans cesse une exigence nouvelle et jamais aucune fin à la route

Sans rien à regarder que par devant la tombe et le triste combat pied à pied

Contre la nature inventive en tout minutieusement contrariée!

Et ce monde hermétiquement muré dont ces austérités impraticables sont le pont

Nous est décrit avec des mots repris et repressés par un milliard de sermons,

Entrecoupés d'exaltations à froid et de castigations orales,

(Et certes nous aimons Jésus-Christ, mais rien au monde ne nous fera aimer la morale),

Des mots dont le sens à la lettre, pour nous autres rustiques, savoureux quoique humble et court,

Maintenant séparé chastement de la grossière terre tout autour,

Est converti en la plate allusion d'une perpétuelle figure

Pour le délice des spirituels et pour la satisfaisante déconfiture

Des braves gens qui sans aucune disposition n'apportent que leur bonne volonté.

C'est pourquoi nous reprenons l'évangile ou notre vieux paroissien, humiliés.

Et cependant, s'il y a une porte, nous savons que ceux-là l'ont trouvée.

Une porte, une porte, ô mon âme, une porte pour sortir de l'éternelle vanité!

Une porte, n'importe par où, mais dites que dès maintenant il y a une porte pour échapper

A cette vie qui n'est qu'un rêve lourd, un cauchemar entre les deux digestions!

Une issue pour ôter notre esprit à ce moulin sans aucune rémission
Des choses arrivant sur nous en une descente inépuisable,
Tout un monde en poudre sur nous pour faire tourner notre roue avec du sable !
Seigneur, qui m'avez fait pour proférer la parole et connaître la vérité,
Délivrez ma pauvre âme un jour de ces choses qui n'ont pas de nécessité !
Vous qui de tout homme vivant êtes le créancier attentif et implacable,
Délivrez de sa dette amassée quelque jour votre créature insolvable,
Le fardeau énorme sur moi de ces choses que je ne puis arriver à donner,
Et dont la plus nécessaire précisément est celle qui fait notre incompatibilité,
Parmi les conditions pénales de notre séjour,
Avec soi-même tel que c'est être sans Vous et que nous appelons l'Amour !

C'est pourquoi considérons de bonne grâce et sans pétulance enfantine
Ces gens qui, dans l'aventure immédiate et l'urgence de la vocation divine,
N'ont pas fait, que cela nous plaise ou non, autre chose que ce qu'ils ont pu,
Et qui, prenant au mot Dieu lui-même qui donne sa Parole, ils y ont cru.
Si l'amour nous fait peine parfois, rien que d'en entendre parler,
Que pourra faire celui qui se trouve personnellement invité ?
Si l'illusion a tant de charmes, que sera-ce de ce qui est vrai ?
Si ce qui a l'air d'exister est beau, grand Dieu, que sera-ce de ce qui existe en effet ?
Si nous nous réjouissons tellement du rossignol une seconde et de la rose,
Que dirons-nous de Celui qui en est la provocation et la cause
Et dans le sein de qui la terre adorante tout entière se fond en ces pauvres expressions naïves ?
S'il donne une goutte de vin à la rose, que sera-ce de sa créature attentive ?
S'il prend le papillon au sérieux, que sera-ce de l'homme, son premier-né,

Comme un fils près de son père, capable de comprendre ses pensées?

Quand au delà de ces fleurs dans le brouillard et de ces fruits qui fondent comme de la cire,

La voie vers l'Auteur lui-même pour le voir et pour le tenir

Nous est ouverte, pour lui parler enfin tout notre être, et pour savoir, et pour l'entendre référer

Toutes choses à cette union pour toujours qu'il fit de lui-même avec l'humanité

Et à cette entente particulière qu'il a renouvelée avec nous

Par tant de fibres sans cesse recassées, nôtre faute! et sans cesse patiemment reprises bout à bout,

Je demande si nous avons un autre ennemi et si rien contre nous est capable d'une autre offense

Que de nous retirer un moment au rayon de l'éternelle bienveillance?

Quand on est en péril de mort toutes les armes sont bonnes pour se défendre.

Et quel péril plus mortel que ce sans cesse renaissant épaississement sur nous de la matière et de la cendre,

Que ce masque salement sur la face de l'âme qui aspire à respirer

Et qui, dans le tourment et l'interrogation de l'esprit et l'insurrection de notre virilité

Eperonnée jusqu'au plus sensible de sa chair contre les puissances de la chute et du sommeil,

Donnant tout, demande tout, et ne réclamant rien qu'elle ne paye,

S'ajoute Dieu pour l'aimer et pour le voir se dispose à revêtir le soleil!

Thérèse, qui pour autant que le Secret du Roi est offert à notre faible jugement,

Fut entre toutes les filles d'Avila choisie à cause de son courage et de son bon sens

Pour déchausser ses pieds virginaux la première et pour gravir le Carmel,

Promontoire au sein de la mer et demeure foramineuse dans le ciel

De ces âmes qui ont choisi d'être pures et de faire silence,

A laissé tout son chemin dans un livre pour nous et chaque pas retracé à notre intelligence.

Vingt fois le grenadier dans la cour intérieure a fleuri, et vingt fois le mois d'août a reconstitué cette espèce de paradis

Principalement composé de cailloux comme des braises sous un horizon de lames de scie,

Avec la terre dépouillée de sa peau à grands cris dans le feu qui approuve et qui en demande encore plus,

Cependant que Thérèse dans son couvent à deux genoux entre les murs de son vœu use

Cette heure coup à coup dans l'horloge qui la supplicie,

Mais qui si Dieu ne l'emplit pas encore est vide au moins de toute autre chose que Lui :

Avant que comme l'aride aloès qui après la longue saison de sécheresse et de rigueur

Monte et fait sortir de lui-même d'un seul coup pour mourir cette chose qu'on ne peut plus appeler une fleur, —

Empruntée à cette source en Lui dont Il choisit de ne plus être le seul maître,

La violence pour le salut de toute la terre de la prière qui doit être,

Je dis la nécessité d'aimer Dieu, vivante ne mette devant Lui comme un arbre,

Sa fille pour l'éternité, Sainte Thérèse, ruisselante de flammes et de larmes!

Pas de vin sans le pressoir, on le sait, et pas de farine sans la meule :

Les Saints pour s'arracher à la gaîne et à ce mortel enfournement de leur âme par la Gueule,

Ce que la prière est à l'âme pour la nourrir, la souffrance l'est à leur corps pour le décortiquer.

Mais l'Amour pour Thérèse suffit à tout, Dieu en face dès cette vie directement révélé.

L'âme est au Ciel et ce corps de mort en même temps ici-bas lui demeure horriblement attaché.

Entre le ciel et la terre, si tendue que ses os sont séparés,

Entre l'obéissance et l'amour elle est comme une écartelée,

L'exigence immédiate de l'amour et la chose bonne ici qui lui est donnée à faire,

Dieu lui-même des deux côtés qui l'appelle, à la fois dans le ciel et sur la terre!

« Martyre et bénédiction de celui qui vit par un autre principe que lui-même!

« Et qui a donné son cœur à quelqu'un, encore faut-il qu'il le prenne!

« Maintenant qu'il est avec moi, comment faire pour qu'on ne soit plus séparés,

« Et pour qu'il ait toute la place, que faire pour s'anéantir assez?

« Ce n'est pas moi seule! c'est lui, qui m'a donné les droits sacrés sur sa personne de l'épouse et de celle-là qui est sienne,

« Non pas moi, mais lui-même encore tout en esprit comme un grand coup de flamme qui brûle quand j'ose lui dire : Je vous aime!

« Que faire de cet absurde corps quand c'est vous, mon bien-aimé, que je désire?

« Quand j'entends votre voix, ô mon Dieu, comment faire pour ne point mourir?

« A cette place où la côte fut retirée d'Adam, Fils de l'Homme, il y a une faiblesse à votre armure,

« Et moi-même, puisqu'il faut vous aimer, Seigneur! Seigneur, comment vous aimer sans blessure?

« Cette chair sera-t-elle à jamais puissante à nous tenir séparés?

« Ce n'est pas assez que de vous voir et de vous entendre, Jésus, et que de vous adorer!

« Entre votre être et le mien n'est-il pas un chemin plus court?

« Et puisque votre cœur m'est ouvert, ah, frayez-vous le mien à mon tour!

« Quand vous étiez sur la croix, n'ayant plus à donner que votre profondeur,

« Il y a un homme dans l'évangile qui se lève pour vous percer le cœur.

« Ainsi sur cette croix où vous me maintenez entre la mort et la vie,

« Que le fer pour venir à bout de moi ne manque pas à mon agonie,

« Pour vous porter comme le feu dans ce vase de larmes et de pénitence,

« Indigne, mais fournaise et rose dans le rayon de votre présence! »

Elle dit, et cependant les chemins de l'Estramadure et des Deux Castilles

La voient en marche jour et nuit pour planter une prieure et quatre filles

Où Dieu le veut, entre deux pierres du désert, le Carmel comme un rayon de miel fauve et comme une rude touffe de rue :

Voici pour notre prière fade assez de cœurs purs comme du feu pour en venir à bout et l'encens qui la continue!

Jusqu'à ce qu'enfin sur la couche suprême, qui n'est autre qu'un lit d'auberge,

S'étende pour ne plus se lever Thérèse, comme on nous représente la Vierge,
Et que cédant enfin à cette chose inconcevable en elle hors d'elle-même qui ordonne ineffablement et qui supplie,
Non point d'une autre défaillance et d'une autre maladie,
Elle meure, dans le déchirement et la transe de l'amour définitivement vainqueur,
Couchée sur le côté gauche, après une agonie de quatorze heures!

Petite Carmélite rencontrée jadis et qui précisément vous appeliez Thérèse,
Vous rappelez-vous, où vous êtes, ces paroles que vous me dites sur le « Yarra », dans la fournaise
Bouchée de ce jour de juin fumant, pendant qu'on remontait ce fleuve épais comme du plomb
Et qu'au dessus des palétuviers là-bas pointait le double clocher de Saïgon?
Et plus tard, votre sainte prison réintégrée, cet entretien encore que j'eus avec vous, voilée, derrière la grille de fer
Dans le petit parloir obscurci par la pluie de typhon et ce déluge de feuilles qu'est le Boulevard de l'Amiral-Charner?
Ah, non moins étrange que l'Asie, non moins profond, et non moins amer, et non moins désiré,
Ce pays entre la mer et la mort où vous étiez déjà, ma sœur, et où vous m'appeliez!
Mais du moins puisque le bateau qui fait corps avec moi et le papier de l'armateur
Ne m'ont pas permis de mettre mon coffre à terre, alors, et de débarquer plus qu'ailleurs
Sur cette rive une seule fois touchée dont là-bas déjà diminuent les palmes mélancoliques,
Puisque la lampe de la Chambre des Cartes m'attend et de nouveau le bruit monotone et mystique
De la machine qui me rapproche à travers l'espace fondu en une seule nappe identique
De quelque estuaire banal dans la brume, précisé par des feux rouges et blancs,
Dont demain je verrai les bords à rebours défiler vers le large que je reprends,
Tant que la terre uniquement connue par sa comparaison avec la carte ne sera que la présence devant moi comme un mirage
De cette chose éternellement partout qui me barre le passage,

Puisque je cale trop pour serrer la côte où il faut et franchir le seuil,

Et pour, cette fois qui est la dernière! dans le vrai port atteint, entendre le sifflement de l'amarre et le bruit du treuil,

Vous, Thérèse, qui, votre pèlerinage à peine commencé, tout de suite en avez trouvé le terme,

Priez pour l'homme dans la mer qui ne sait ce que c'est sous ses pieds que la terre ferme!

Mais surtout plus que de la baisse barométrique et de la mortelle langueur de l'après-dînée,

Préservez-moi de la relâche trop longue et de l'illusion n'importe où de croire que l'on est arrivé.

Que de nouveau après chaque obscurcissement dans mon cœur se réveille le sens divin de l'orientation!

Mon âme dit : Mourir plutôt que de vivre sans aiguillon!

Plus loin que la Palestine et plus loin que les pays de l'émeraude et de la rose,

Plus loin que la Nouvelle-Zélande et l'anneau là-bas de la lune australe dans l'eau rose,

Heureux qui dans la recherche du Paradis dont il est écrit et dans la découverte de Dieu,

Chaque jour plus jeune, et chaque jour plus fort, et chaque jour plus sûr dans la foi, et chaque jour plus ardent, et chaque jour moins satisfait et plus joyeux,

Comme Crusoé pour une grande aventure jadis quand il se défit de son héritage et de sa maison,

Embarque sans rien réserver toutes les ressources de son intelligence et de son imagination,

Et là où le corps hébété fléchit et où la volonté s'embarrasse et se retire,

Coule tout avec son navire sous lui et passe outre par la passion et par le désir!

Paul Claudel.

Juin 1915.

LA CAMPAGNE AUSTRO-SERBE

I. — LA PREMIÈRE INVASION DE LA SERBIE.
LA BATAILLE DU JADAR.
L'OFFENSIVE SERBE EN SYRMIE.

Tandis que le *Times* nous donne des détails circonstanciés sur les premières grandes batailles françaises de 1914, les lecteurs aimeront sans doute connaître avec les précisions nécessaires [1] le rôle considérable rempli par l'armée serbe pendant les mois d'août à décembre de l'année dernière. Des indications, petit à petit, nous arrivent. Certaines parties du tableau restées dans l'ombre se détachent dans la lumière qui se fait.

Après onze mois et demi de guerre et depuis le 15 décembre dernier, la Serbie, qu'avant tout veulent abattre les Austro-Hongrois, n'est plus souillée par la présence d'aucun ennemi. Elle y a un mérite particulier, car sa situation géographique la met sous le coup de la menace albanaise et de l'incertitude bulgare. L'angle droit formé par sa frontière autrichienne lui donne, d'un côté comme de l'autre, une position dangereuse.

Depuis la déclaration de guerre faite par l'Autriche à la Serbie le 26 juillet dernier, Belgrade n'a plus rien de son ancienne animation. De toutes les capitales dont l'existence fut menacée, depuis bientôt un an, c'est elle qui a le plus souffert. Cependant, avec sa vieille citadelle en ruines, elle reste fièrement campée sur cette pointe de rocher limitée par le Danube et la Save. Oubliant dans la victoire ses terribles épreuves, elle regarde toujours les terres peuplées de ses fils asservis à l'Autriche.

Aussitôt la guerre déclarée, l'état-major serbe ordonne la concentration autour de Belgrade de 20 000 hommes, dont 10 000, soutenus par 24 canons, étaient réunis dès le 25 juillet. Le 28,

[1] Cet article utilise des données militaires exactes auxquelles se joignent les renseignements fournis par M. R.-A. Reiss, de l'Université de Lausanne, et la connaissance personnelle du pays.


" LE CORRESPONDANT "
Versecz
Oravicza
Weisskirchen
Danube Fl.
Golubatz
Kuchevo
Pek
Petrovatz
Pocharevatz
Mlava
Svilajnatz
Okno
Paracin
Soko-Bania
Aleksinatz
Nich
Kruchevatz
Morava r.
Temes Kubin
Ilancsa
Neudorf
Pancsova
Belgrade
Semendria
Vlaska
Kosmai
Lazarevatz
Aranguelovatz
Roudnik
Kutlovo
Kraguievatz
Trstenik
Ibar r.
Kralievo
Goljska
Tchatchak
Jelitza
Pojega
Moravitza
Slankamen
Opova
Danube Fl.
Semlin
Obrenovatz
Ub r.
Kalubara
Lig r.
Valievo
Malien
Povljen
Bania Bachta
Oujitze
Mokragora
Vichegrad
Uvatz
Lim
Fruska Gora
Vrdnik
Indjija
Mitrowitz
Klenak
Chabatz
Rumska
Tekerich
Zavlaka
Osetchina
Kruppani
Lioubovia
Prohic
Bosut
Drina r.
Lechnitza
Tser
Jarebitze
Loznitza
Jagodnja
Srebrenica
Ratcha
Morovic
Bjelina
Janja
Zwornik
Vlasenica
Drinjatza
Kusatze
Rogatica
Pratsa
Gorazda
Drina
Save r.
Brtzka
Orasje
Tuzla
Majevitza
Kladanj
Sarajevo
Ravna
Modritz
Gratzanitza
Spratza
Brod
Bosnich-Brod
Derven
Bosna r.
Doboj
Maglaj
Kivaldja r.
Vijaka
Boranitza
Vares
Tesani
Zepce
Zenica
Visoko
Bosna
Kresevo
Tarcin
Konjitza
0 10 20 30 40 50K^m.

les Autrichiens n'avaient encore qu'une division entre Semlin et Pancsova. Semlin est la dernière ville hongroise de la rive droite du Danube. Du haut du « mont des Tsiganes », on aperçoit très bien la rencontre sauvage des eaux de la Save venant se jeter dans celles du Danube. Quant à Pancsova, elle se trouve à 5 kilomètres en amont de l'embouchure du Temes.

Le Danube, en cet endroit, s'étale sur une largeur de 2 kilomètres et demi. A la saison des crues, les montagnes lui rendent en flots pressés la parure neigeuse dont l'hiver les avait vêtues.

Considérons en passant la situation géographique des frontières en jeu. Elles sont représentées par trois fleuves dont chacun a un type caractéristique différent : le Danube, la Save, la Drina.

Le Danube, excellent exemple du fleuve à métamorphoses, emprunte à son passage à travers la plaine hongroise un caractère nouveau. Il s'étale, cesse d'être un fleuve *alpin* pour devenir un fleuve *séquanien*. C'est à l'automne que le soleil dore de ses reflets pâlis le sable apparu sous les eaux moins profondes. C'est au printemps que les monitors craignent le moins les bas-fonds. Pour douter de l'importance de ces détails, il faudrait ignorer le nombre des soldats dont ce fleuve a causé la mort.

Si les colères du Danube sont lentes à se produire et d'autant plus terribles, la Save moins importante change souvent de niveau à l'époque où nous sommes. Soumise au « régime fluvial », les pluies commandent ses variations. Dès septembre, et surtout à l'occasion de la campagne de Syrmie, elles furent la cause de graves difficultés dans l'exécution des plans stratégiques. Au mois de mai dernier les inondations de cette rivière provoquèrent encore de nouveaux mécomptes.

Enfin, la Drina, coulant dans une région très montagneuse, dans la proximité immédiate des versants, est d'un régime excessivement variable. Un gros orage suffit à modifier son étiage dans de grandes proportions. Elle s'est creusée des lits nombreux formant des deltas. Ses îles ont été maintes fois utilisées pour la traversée du fleuve.

Au surplus, aucun de ces fleuves n'est canalisé. Au-dessus d'un certain niveau, les eaux s'étalent au loin. Elles sont souvent à peine visibles, mais les abords du fleuve en sont imprégnés. Le sol y perd toute consistance. C'est l'enlisement de toutes les roues qui s'engagent sur ce terrain. Canons, convois, automobiles, parfois même les roues légères d'un avion qui se « plaque » un peu brusquement y restent retenus par la terre gluante.

Ainsi ces trois grandes artères mouvantes dessinent, d'abord, un angle aigu, ouvert vers le nord-ouest, formé par la Save et le

Danube, tandis que la Drina marquerait la ligne montante d'un T immense dont la Save serait le trait horizontal.

*
* *

Examinons maintenant la situation respective des belligérants. La Serbie et le Monténégro réunis comptaient 5 millions d'habitants. L'Autriche-Hongrie 55 millions. — 1 homme contre 11 ! — Les effectifs des armées étaient proportionnés. Mais la valeur des uns différait de celle des autres. En France, nous ne savons pas encore assez dans quelle mesure. Plus heureux que les Belges, les Serbes purent infliger à leurs ennemis des défaites aussi retentissantes que disproportionnées.

Dès la première sommation brutale du gouvernement dualiste, M. Patchich comprit la gravité de la situation. Aussi le 1er ban (hommes de 21 à 30 ans) — le 2e ban (de 30 à 38 ans) — le 3e ban (38 à 45 ans), les volontaires, les corps francs (comitadjis), les gardes-voies, le personnel des convois furent-ils mobilisés : en tout environ 310 000 hommes.

C'était la 3e guerre que la Serbie avait à soutenir depuis 3 ans. Les dernières acquisitions territoriales n'étaient pas sans y créer une situation intérieure délicate. Aussi, dès juillet 1914, dans le but d'y remédier, un échange de garnisons avait placé les nouveaux régiments macédoniens dans l'Ancienne Serbie et inversement les hommes appartenant aux territoires récemment acquis avaient été encadrés de Vieux Serbes. Un loyalisme égal anima tous les sujets du roi Pierre.

L'armée de 1re ligne comptait 125 000 officiers et soldats; 5200 sabres; 330 canons. — Le 2e ban réunissait 60 000 hommes dont un régiment de cavalerie, 3 batteries d'artillerie par régiment et une compagnie du génie. — Enfin, le 3e ban était formé de 50 000 hommes.

L'artillerie légère était composée de canons français de 75. L'artillerie lourde de 24 howitzers de 150 et de mortiers de 240. Depuis la guerre, les Serbes se sont renforcés d'aviateurs français et d'artillerie lourde franco-anglaise.

La situation de nos alliés sera suffisamment connue quand nous aurons ajouté que le contingent fourni par le Monténégro était de 45 000 hommes avec 104 canons et 44 mitrailleuses.

* *
*

Parallèlement au front Bosnie-Herzégovine-Serbie dessiné par le cours de la Drina au nombreux méandres, les Autrichiens avaient construit des voies stratégiques. La base de toutes ces

lignes ferrées est celle de Bosnich-Brod, sur la Save, à Sarajevo. Le rail se glisse dans la vallée de la Bosna dont il suit le cours, déroulant son étroite et sinueuse ligne d'acier sur 270 kilomètres de longueur. Dès Sarajevo, sortant de la vallée étroite de la Miljacka, la voie passant au pied de hauts versants boisés semble quitter à regret cette cité au charme étrange. Les nombreux minarets de Sarajevo pointant leurs doigts effilés ont laissé dans mon âme la vision d'un bond vers un ciel qui se refuse. Ses petites maisons entourées chacune de son jardin font au loin comme un dispersement de moutons couchés sur une prairie. Le Trebevic, la Bjelamica, la Treskavica, la Vratinca, la Romania, autant de belles et fastueuses montagnes, pas très élevées, mais longues, larges, pleines de mystère. Les aspects lointains, l'obscurité des sous-bois, certaines brèches brusquement taillées par la nature dans les hautes croupes, la beauté de certaines forêts évoquent les hauts plateaux de la Bukovine.

Les principaux embranchements de cette ligne principale, dont la valeur est grande au point de vue des opérations militaires que nous relatons ici, sont les suivants. Vers Cevljanovic, d'abord, un chemin de fer industriel, puis dans la direction de Vares, et dans celles de Boranitza et de Kusatze. Une autre voie latérale se dirige vers le mont Ozrem, une autre encore s'engage dans la vallée de l'Usora. Enfin, vers Tuzla, un dernier embranchement. Sur ces différents trajets, tant principal que latéraux, il y a des réserves nombreuses et variées. Mines de charbon, tanneries importantes, forges considérables, fabriques de produits chimiques. Tout cela est à pied d'œuvre. Par delà la Drina, les Serbes sont menacés.

Des embranchements de construction récente, et sur lesquels des renseignements détaillés manquent encore, sont venus accroître l'importance stratégique de ces rails multiples. Tous tendent à une mobilisation rapide de l'ouest vers l'est.

Tandis que la Hongrie et la Slavonie sont formées de vastes plaines ouvertes, la Bosnie-Herzégovine, surtout dans le voisinage de la Drina, est très montueuse et fortement boisée. Ces conditions orographiques sont favorables au mystère des concentrations secrètes.

Aussi, au mois d'août dernier, l'état-major serbe se trouvait-il en face de problèmes angoissants. De nombreux points de son territoire se prêtaient à l'invasion. D'autre part, disséminer ses forces le long de toute la frontière, c'était se livrer aux mains de l'ennemi. L'état-major serbe comprit alors que pour battre les Autrichiens il fallait les attendre sur son propre territoire. Cepen-

dant, tout en se résignant à subir l'invasion, il fallait éviter les feintes ennemies, ramener toutes les troupes en temps voulu au point menacé.

Ce fut ainsi qu'opéra Napoléon pendant la campagne de France. Il remplaça le nombre par la mobilité de ses effectifs. Faute de troupes en nombre suffisant, le commandement serbe ne pouvait appliquer vigoureusement ce principe napoléonien : « engager partout et voir venir ». Le feld-maréchal Putnik ordonna de placer des grand'gardes sur tous les points d'invasion probable.

Elles avaient mission de tenir jusqu'à de nouveaux ordres. Il fallait, en effet, se rendre compte des intentions de l'ennemi.

Deux éventualités se présentaient aux Autrichiens. La première s'engager à fond suivant la ligne Obrenovatz-Belgrade-Semendria. C'était le front d'invasion le plus rapproché du centre du pays. Mais il fallait passer le Danube. Et voici, déjà, l'intervention d'un des grands facteurs fluviaux signalés plus haut. Pendant que l'ennemi effectuerait la traversée de ce fleuve, les Serbes renseignés concentreraient rapidement leurs troupes. Pour cela, en effet, ils disposent de routes et de voies ferrées en nombre suffisant.

Une seconde alternative restait à l'état-major ennemi : choisir la ligne d'attaque Obrenovatz-Ratcha-Loznitza-Lioubovia. Elle présentait un inconvénient. Le trajet à parcourir pour toucher au but était beaucoup plus long. Par contre, ce tracé présentait un avantage. Valievo, but de l'attaque, une fois occupé, les ennemis possédaient une base excellente. Cette ville est, en effet, la tête de ligne d'un chemin de fer vers Belgrade. Il monte au nord par la vallée de la grande Kalubara.

Entre ces deux plans de campagne, lequel va choisir l'état-major austro-hongrois? L'invasion de la Serbie était un retour de l'Autriche vers son ancienne politique du *Drang nach osten*. Le succès assurait à nos ennemis leur liaison avec l'Albanie et la Bulgarie. C'était à la fois la mer d'une part et un allié nouveau de l'autre!

Quant aux Serbes, ils concentrent leur armée sur la ligne Palanka[1]-Aranguelovatz-Lasarevatz. De faibles forces sont échelonnées à Valievo et Oujitze; des grand'gardes à Loznitza, Chabatz, Obrenovatz, Belgrade, Semendria.

Les Autrichiens tentèrent de nombreuses traversées du Danube. Leur but était de cacher le mouvement principal. Le danger, en effet, était ailleurs. Cependant, soutenue par de petits groupes d'infanterie, la cavalerie serbe opère, le long de la Save et de la Drina, de nombreuses reconnaissances. En bas, le galop

[1] Palanka en Serbie à ne pas confondre avec Palanka en Hongrie, sur le Danube au nord de Fruska-Gora.

des chevaux, le crépitement des feux de mousqueterie. Là-haut, le ronflement des moteurs. Les rapports arrivent au quartier général serbe. L'état-major est renseigné.

Autour de la plaine de la Matchva, située au nord-ouest de Chabatz, et le long de la Drina, les troupes autrichiennes se concentrent. Les projets de l'ennemi sont éventés. Voici quelle est la concentration : 1 division 1/2 du VIIe corps d'armée se trouve entre Weiss-Kirchen, au pied des monts transylvains, et Pancsova, petite ville située à 4 kilomètres 1/2 de l'embouchure du Temes. Une brigade du XIIIe corps se trouve à Semlin. Le IVe corps est placé entre Kupinovo et Klenak, dans le voisinage immédiat de la Save, sur la rive gauche du fleuve. D'autre part, 5 divisions 1/2 appartenant aux IXe, VIIIe et XIIIe corps sont échelonnées de Ruma à Drin-Janja-Zwornik, sur la rive gauche de la Drina. De Srebrenica à Focha, il y a 9 brigades des XVe et XVIe corps, tandis qu'à Sarajevo se trouvent 3 brigades du XVIe corps destinées, celles-ci, à combattre le Monténégro.

Le 12 août, l'invasion autrichienne commence vers Loznitza. L'île de Kuriachista sert de base à la traversée de la Drina. Toutes les voies ferrées que nous avons décrites, s'embranchant sur la ligne de Sarajevo à Bosnich-Brod, amènent les derniers renforts suivis par les convois de munitions. Le XIIIe corps et 2 divisions du VIIIe corps passent le fleuve. Leur but est de suivre la vallée du Jadar [1].

Au nord, le IVe corps s'est emparé de Chabatz. Toute la plaine fertile de la Matchva [2] est occupée. Au sud, Zwornik est conquise par la 42e division. Plus au sud encore, là où la Drina est moins large, Lioubovia, sur la rive droite du fleuve, est attaquée par 2 brigades du XVe corps. En tout, six colonnes couvrant un front de 170 kilomètres environ marchent sur Valievo. La situation des Serbes était incertaine. Chabatz, ville très prospère, d'environ 16 000 habitants, constituait pour l'ennemi une base stratégique importante. La région est plate, à part au sud, sud-est. Là un ensemble de collines se prêtent à la défensive. Par delà, ces escarpements, les monts du Tser dressent leur masse imposante. Leurs premiers contreforts sont baignés par les eaux du Jadar. Cette rivière, qui a donné son nom à la bataille, descend entre

[1] Le Jadar, affluent de la rive droite de la Drina, coule de l'est au nord, ouest-ouest. Il prend sa source près de Kamenica, au sud-est de Zavlaka, qu'il arrose.

[2] La plaine de la Matchva est au nord-ouest de Chabatz et circonscrite par la Save, au nord, et la Drina, à l'ouest.

des versants formés par les monts d'Iverak[1]. Après le Jadar, c'est la plaine, puis, bientôt, les giboyeuses montagnes Guchevo[2] dont la sauvagerie est remarquable.

D'autre part, les Serbes avaient pris leurs dispositions pour contrarier cette offensive. Une partie de la 2e armée, la totalité de la 3e étaient postées sur le Jadar. Au reste de la 2e armée incombe la lourde tâche d'arrêter l'ennemi devant Chabatz. Le vrai principe stratégique applicable ici fut énoncé par Napoléon. Il fallait « engager partout et voir venir ». Cela fut réalisé, autant que la prévoyance, la sagesse du généralissime, secondées par l'héroïsme de l'armée, pouvaient suppléer à la grande infériorité numérique de nos alliés.

Durant la journée et la nuit du 13 août, les Serbes tiennent leurs positions. Mais, dès le lendemain, il fallait céder du terrain. L'ennemi s'empare de plusieurs collines derrière Loznitza, dans le voisinage de la Drina. Sur ces entrefaites, nos alliés sont renforcés. Ils se retranchent dans la vallée du Jadar. Le gros de la 3e armée serbe vient se joindre à eux.

A partir de ce moment, les intentions de l'ennemi sont déclarées. Au sud de Chabatz et à Slepchevitch, ses troupes ont été aperçues. A Bela Reka, au pied des premiers escarpements du Tser, on découvre un parti ennemi très important.

Les Serbes, après avoir repris Chabatz, doivent l'abandonner. Leur extrême droite et une division de cavalerie reçoivent l'ordre d'empêcher à tout prix la jonction entre les forces ennemies maîtresses de Chabatz au nord, celles qui sont sur la Save et les troupes autrichiennes qui se déploient sur les bords de la rivière de Loznitza. La tâche était rude. Mais le généralissime Putnik avait ordonné. Ses soldats obéirent. Sans doute, malgré leurs efforts, les Autrichiens n'ont pas été arrêtés. Cependant les Serbes se sont concentrés, et de façon remarquable, tandis que devant eux les troupes se déploient en éventail sur la Save au nord, vers la haute Drina au sud.

Quant au terrain, il est montagneux, couvert de futaies cachant des sous-bois enchevêtrés de ronces. Entre Chabatz et Slatina seules s'étendent des régions plates, d'accès facile. Vers Tekerich, déjà, le terrain ondule et les vallons se pressent. Mais, au delà de Tekerich et jusqu'à Lioubovia, en passant à l'est de Yarebitze entre les

[1] Les monts d'Iverak se trouvent sur la rive droite du Jadar, à l'extrémité méridionale du massif du Tser.

[2] Les monts Guchevo correspondent à la région indiquée sur la carte par le nom Yagodnja.

monts d'Iverak, au nord, et ceux de Guchevo, au sud, ce ne sont que gorges boisées, croupes aux bords escarpés, rivières assez importantes, comme le Jadar, plus modestes, telle la charmante Lechnitza et des centaines de ruisseaux au lit souvent très encaissé. Ils donnent à l'ensemble une poésie sauvage très prenante.

*
* *

Dès ce moment-là, au sud, quelle est la situation?

Chabatz est occupée par le IV[e] corps d'armée qui y a laissé 2 divisions plus la 29[e] division du IX[e] corps. Ensuite, une colonne de flanc vient de la Drina vers Slepchevitch. Le VIII[e] corps se trouve à gauche, dans la direction de Belareka, là où la plaine est suivie des premiers escarpements de la montagne proche. Entre ces deux ailes, le centre se trouve sur les crêtes du Tser appuyé sur sa droite le long de la vallée de la Lechnitza. Dans les monts d'Iverak, continuant vers le sud les escarpements du Tser, se trouve la 36[e] division du XIII[e] corps gauche. Elle se développe dans la vallée du Jadar. Beaucoup plus au sud, à Kruppani, dans les monts Guchevo, il y a la 42[e] division du XIII[e] corps renforcée de deux brigades du XV[e] corps. Ces troupes se dirigent vers le nord. Elles viennent de Lioubovia, sur les bords de la Drina. Telles sont les dispositions des Autrichiens. Incontestablement, ils ont pour eux la supériorité du nombre et des positions occupées. Cependant la défaite les attend.

Face à ce développement de l'invasion ennemie, quelles dispositions prennent nos alliés? A la droite serbe, la 2[e] armée et une division de cavalerie indépendante réalisaient leur mission. Elles devaient couper les Autrichiens du nord de ceux opérant dans le Tser. Quant au centre et à la gauche de la 2[e] armée, ils marchaient sur le Tser et les monts d'Iverak en liaison avec l'aile droite de la 3[e] armée au nord de Yarebitze. Enfin, le centre de la 3[e] armée opérait au sud de Yarebitze, sa gauche couverte par plusieurs détachements répartis entre Kruppani et Lioubovia.

Ce fut le matin du 16 août que se produisit le premier choc. A l'extrême droite serbe, une division investit Chabatz. Le flanc gauche rencontre le long des premières collines du Tser une colonne autrichienne dont le but était de préparer la descente du IV[e] corps.

Le développement de cette opération dérangeait les projets serbes. Ce fut alors que surgit un homme audacieux. Le major Djukitch du 4[e] régiment d'artillerie informa l'état-major qu'il se faisait fort avec une seule pièce d'artillerie d'arrêter le mouvement offensif de l'ennemi. Le risque était de perdre la pièce. Mais,

s'il réussissait, il arrêtait momentanément les Autrichiens pensant se trouver en présence de forces considérables. Il arrive que le vaillant officier se trouve en face d'une difficulté imprévue. De partout, des colonnes ennemies surgissaient. Ne sachant plus par où commencer, il résolut de bombarder successivement chaque colonne ennemie. Les divers groupes autrichiens reçoivent chacun une volée bien pointée de mitraille. Résultat incroyable! La panique se propage parmi eux.

A 9 h. 25 du matin, le major Djukitch reçoit l'ordre de se retirer. Il revient, ramenant sa pièce. Il remet aussi un rapport détaillé sur cette reconnaissance hardie. En conséquence, on lui confie une batterie de 75 et un détachement d'infanterie appuyé d'une division de cavalerie. Il porte tous ses hommes en avant. Cependant l'armée se déployait sur le front Slatina-Cholkovitch passant par Metkovich, c'est-à-dire suivant une direction est-ouest vers Lechnitza. Les Serbes dessinaient ainsi un angle très ouvert dont le sommet était dirigé au nord-nord-ouest.

A 6 heures du soir, la position devient critique, mais des renforts serbes permettent l'offensive. Le 102e d'infanterie autrichien est anéanti. Le 94e est presque réduit au dixième de son effectif d'attaque. Conséquence immédiate, l'ennemi occupant la plaine de la Matchva est coupé du théâtre principal des opérations.

Cependant que faisait le gros de l'armée serbe? Le 15 août au matin, il est devant Tekerich. C'est un essaim de maisons claires qui semble s'être posé sur les contreforts nord-est du Tser. L'armée se déploie sur le front Bornopolye-Parlog-Lisena. L'artillerie est à Kik, sur les bords du Jadar, à mi-chemin entre Yarebitze au nord-ouest et Zavlaka au sud-est.

Le 16 août, l'artillerie autrichienne fait reculer le flanc gauche serbe qui se reforme sur une nouvelle ligne passant à Krivaiska Kosa, Ragonicabrdo, Kik, le long de la route qui relie Zavlaka à Slatina. Les Serbes avaient perdu 1000 hommes. Les Autrichiens, en plus de leurs tués et blessés, laissaient aux mains de leurs adversaires 300 prisonniers et plusieurs mitrailleuses.

Pendant ce temps, l'aile gauche de la 2e armée serbe arrive devant les monts d'Iverak, sur la rive droite du Jadar. C'était le résultat d'une marche forcée de 85 kilomètres dont l'objectif était Poporparloc à l'est, suivant une ligne droite tracée entre Iverak et Tekerich. Quand, tout à coup, des estafettes viennent annoncer la prise de Poporparloc par les Autrichiens.

Nouvelle situation difficile pour nos alliés. Et de Chabatz le commandement serbe ne reçoit pas de nouvelle.

La division opérant dans les montagnes du Tser a été bousculée

pendant la nuit du 16 au 17 août. Et la 3e armée serbe opérant entre le Jadar, au sud, et la Lechnitza, au nord, a perdu Popor-parloc! Les Autrichiens avancent! Que faire?

Au prix des sacrifices les plus grands, le commandement serbe veut arrêter l'offensive ennemie dans les monts Iverak. Pour cela, choix est fait de la ligne Beglok à Kik, soit une rectiligne sud au nord. C'est là que les Serbes se retranchent. Les pelles creusent, la terre vole, les pieux sont enfoncés, les fils tendus, les ronces artificielles dressent leurs pointes traîtresses. Pour assurer cette nouvelle disposition, une pointe est poussée vers le nord-est partant de Beglok, tête de la nouvelle ligne. C'est là qu'est située Hugovitchi, à la jonction de deux routes venant de Tekerich, l'une allant à Yarebitze, l'autre allant à Zavlaka. L'infanterie l'emporte d'assaut.

A 3 heures du soir, l'aile gauche qui couvre Beglok est abordée par l'infanterie ennemie. Une première attaque se développe de 1 h. 1/2 à 7 heures du soir. Une seconde à minuit. Mais le sang-froid de nos alliés est digne de leur courage. Les Autrichiens avancent. Ils vont mettre pied sur le premier parapet des tranchées. Rien ne bouge; quand, tout d'un coup, à bout portant, les fusils crépitent. Ceux des assaillants qui ont échappé à la rafale de fer sont refoulés à la baïonnette.

Cependant, au sud des monts d'Iverak, la 3e armée serbe est en danger. L'ennemi cherche évidemment à tourner le flanc gauche serbe. S'il réussit, il tiendra la route qui mène à Valievo. Or c'est là, à la tête de la vallée de la Grande Kalubara, que se trouve l'objectif immédiat de l'offensive autrichienne. Dans ce but, Yarebitze est attaqué par les ennemis. Dès l'aurore, le centre et la gauche serbe reçoivent le choc d'une colonne ennemie débouchant par la vallée de Jadar, tandis que, plus au sud et dans la direction ouest, Zavlaka est menacée par l'avance d'autres troupes ennemies.

Conséquence immédiate du mouvement tournant autrichien, la forte position des Serbes sur Yarebitze devient sans utilité. La rage au cœur, nos alliés doivent encore reculer. Ils choisissent une nouvelle ligne. Elle passe à Maryanovitche Vis, sur le Jadar, et, descendant vers le sud, couvre Groblje, Racievski-Kamen et Schumer, c'est-à-dire suivant une direction nord au sud. Un affluent de la rive gauche du Jadar s'est creusé là une petite vallée dont les versants serviront de point d'appui à la résistance et de fossé devant l'attaque ennemie. Si bien que dès 8 heures du matin, le 17 août, cette nouvelle ligne était occupée. Son extrême pointe orientale était à Soldatovitcha Gaive, à une altitude de 500 mètres environ, dans un pays très vallonné. Cette pointe extrême du nouveau front serbe était défendue par le déta-

chement occupant la ville de Kruppani. Elle est située dans les montagnes de Guchevo-Boranja.

Remontons maintenant à l'extrémité septentrionale de cette longue ligne fractionnée. Entre Chabatz et la Drina, il y a de nombreux détachements d'infanterie. Appuyés par quelques batteries d'artillerie, ils avaient la mission de pénétrer comme autant de pointes entre les forces ennemies. Ainsi ces partis serbes arrivent jusqu'à Dublie et Prnjavor. C'est une aide puissante pour la colonne attaquant les Autrichiens qui tiennent les montagnes du Tser. A l'est de celles-ci, le village de Trojan est enlevé. Ce fut une attaque merveilleuse d'ardeur dans ce repli de la montagne, tout près de la route qui, du sud au nord, monte de Zavlaka par Tekerich à Slatina.

Le 17, au matin, l'extrême droite serbe reprend son mouvement vers Chabatz. Nos alliés recouvrent la ligne Jevremovatz-Prichinovitz-Zelentza.

Cependant les Autrichiens s'acharnaient à la défense de Chabatz conquise. Ils y avaient accumulé tous les moyens de défense. Tranchées casematées, fils barbelés soutenus par des fer en T, mines souterraines défendant les avances, fougasses semées aux endroits moins bien battus par les feux de mousqueterie. Par-dessus tout, l'artillerie lourde tonne de sa voix puissante. Ce fut alors que l'état-major serbe décida l'investissement de Chabatz.

La 2e armée serbe évolue. Son centre et sa gauche dessinent un mouvement vers les montagnes Iverak et du Tser. Sur le versant nord des escarpements, Kasaningrad, Trojan, Popor-parloc sont emportés d'assaut dès le 17 août. Cela fait, il était nécessaire de laisser souffler les troupes.

De leur côté, les Autrichiens prononcent leur avance basée sur les monts d'Iverak qu'ils tiennent. Conséquence : l'aile gauche de la 2e armée serbe est menacée. En effet, son flanc gauche a été découvert par la retraite de la 3e armée. Les Autrichiens attaquent vigoureusement sur la ligne Beglok-Hugovitchi, soit une direction sud-ouest à nord-est suivant une ligne qui relie Yarebitze à Tekerich. Dès onze heures du matin, l'engagement s'étendit à toute l'aile gauche. Ce fut alors que commença pour l'aile droite serbe la retraite vers les hauteurs de Kalem, localité cachée dans la montagne au N.-E.-E.-E. de Yarebitze, de l'autre côté de la route qui va de Zavlaka à Tekerich.

Les Autrichiens tentent de tourner l'aile gauche de la 3e armée. Leur 42e division se lance sur la route de Petska à Osetchina, vers la vallée du Jadar, dans la région montagneuse qui couvre Valievo. Ils revenaient ainsi pour la deuxième fois à la poursuite

du but de tout leur mouvement offensif. Pendant toute une longue journée les Serbes résistent. Cependant grande est la supériorité numérique de leurs ennemis. Mais ils escomptaient l'arrivée de renforts. Cet espoir soutenait leur courage.

A la suite des événements du 17 août, le triomphe des Autrichiens, supérieurs par le nombre et la valeur des positions en leur pouvoir, semblait certain. Mais le courage des Serbes allait donner aux alliés leur première grande victoire.

L'état-major se disposait à attaquer sur les deux ailes. Cela paraissait évident. A l'aile droite, les Serbes reçoivent l'ordre, même au prix de leur anéantissement final, d'empêcher les Autrichiens de sortir de Chabatz. Dès le 18 août, à 7 heures du matin, les Serbes furent attaqués une fois de plus par des forces supérieures en nombre. Les Autrichiens avancent derrière le bouclier vivant que leur constituent des femmes serbes de Chabatz. Pied à pied, les Serbes doivent céder du terrain. Cependant ils parviennent à rompre l'offensive et passent la nuit sur le front Leskovitz-Mihana. Une division de cavalerie serbe tente de poursuivre les ennemis vers Lechnitza. Mais elle doit se retirer derrière la ligne Metkovitch-Brestovatz, couvrant ainsi Slatina vers l'ouest. Les cavaliers serbes trouvent devant eux la 28e division de la landwehr avec 2 groupes d'artillerie et 2 batteries de howitzers. Mais ce succès local ne grise pas les Autrichiens. Ils commencent à apprécier la cavalerie serbe à sa vraie valeur. Aussi ne s'avancent-ils qu'avec de grandes précautions.

De part et d'autres, allées et venues nombreuses et sans grande cohésion entre elles. Les Autrichiens poussent des renforts considérables au sommet de Kasaningrad, dans les monts du Tser. Cet endroit se trouve dans la montagne sur une ligne droite réunissant Lechnitza, à l'ouest, à Tekerich, à l'est. Ainsi ils espèrent arrêter l'attaque serbe qui est imminente.

D'autre part, l'insuccès de la division de nos alliés opérant contre les monts d'Iverak avait arrêté leur marche victorieuse contre le Tser. Néanmoins, après un vigoureux bombardement, les Serbes s'emparaient du sommet de Kasaningrad. La possession de ce piton leur permettait une offensive contre Rashulatcha, située à l'ouest de Tekerich. Après avoir laissé une forte occupation à Trojan, le chef serbe marche sur Rashulatcha. Dès le début, le mouvement fut très réservé. Les Serbes n'escomptaient l'appui par une attaque de leur division d'Iverak que pour le lendemain. Les troupes d'Iverak s'emparent de Hugovitchi, au sud de Tekerich. Cependant des batteries ennemies sont postées à Reingrob et commandent par leurs feux croisés la route qui mène de Yarebitze à Te-

kerish. Les Serbes sont arrosés d'obus, puis attaqués par les Autrichiens. Mais, fidèles à leurs habitudes de sang-froid, nos alliés les laissent venir et les foudroient de leurs décharges à bout portant.

Le même jour, 18 août, les Autrichiens renouvellent leur pression contre la 3e armée sur le front Proslop-Rozani, c'est-à-dire au sud-ouest de Petska. C'était là qu'était concentré le détachement du 3e ban de Lioubovia. L'objectif de cette attaque était Soldatovitcha-Gaive, qui se trouve entre Kruppani, à l'ouest, et Osetchina, à l'est. Les Serbes se retranchent sur un sommet avoisinant. Le général ennemi lance contre eux la totalité de sa 42e division.

Pendant cette journée, des renforts sont venus du nord et sont dirigés vers le sud. Le commandement serbe décide une contre-offensive de l'aile gauche. Et, à la tombée du soir, Soldatovitcha-Gaive retombe au pouvoir de nos alliés. Chaque soldat de la vaillante petite armée sentit alors que le grand moment approchait.

Les événements se précipitent. Le 19 août, les Autrichiens de Chabatz, comprenant que le centre de leur armée avait été repoussé, recommencèrent leur attaque, dans l'espoir d'attirer à eux le poids de l'offensive serbe, s'exerçant sur leur centre. Les Serbes sont refoulés sur la rive gauche de la Dobrava, affluent de la rive droite du Danube. Conséquence, la cavalerie serbe opérant contre le Tser doit reculer. Elle est assaillie à Lipolist, dans la plaine qui avoisine immédiatement les premiers contreforts montagneux vers le nord. Les ennemis occupant le Tser ont été renforcés par des troupes envoyées de Kasaningrad. Tous se lancent sur les Serbes. Leur division montée doit s'établir sur la ligne Béléga-Suwatcha-Vitingrob. C'est une direction ouest-est coupant la route de Slatina à Tekerich.

Mais les Serbes poussent de l'avant, ils conquièrent la base des crêtes du Tser. Vers midi, ils s'emparent de Rashulacha, à l'ouest de Tekerich. Les Autrichiens sont refoulés dans la vallée de la Lechnitza. L'artillerie serbe jette le désordre dans cette masse qui s'énerve.

L'attaque contre les monts d'Iverak a commencé le matin avec une grande énergie. Les Autrichiens contre-attaquent Hugovitchi au nord de Tekerich, à l'intersection de deux routes divergeant l'une vers Yarebitze, à l'ouest, l'autre vers Zavlaka, au sud. Velika-Glava, à l'ouest de Tekerich, tombe au pouvoir des Serbes, malgré une violente action d'artillerie qui les arrête un moment. A midi, la bataille bat son plein.

A quatre heures de l'après-midi, Reingrob pris, les Serbes sont enfin maîtres de la situation. Vers Poporparloc et Voutchiplast, les Autrichiens essayent vainement de les arrêter.

Cependant la 3e armée de nos alliés mène une dure bataille. Elle s'empare de Maryanovitche-Vis, au nord de Zavlaka. Un commandant autrichien et 500 hommes sont faits prisonniers.

Le 19 août fut le grand jour décisif. Les Serbes traversent la Dobrava. Dès le 20 août, ils sont établis sur la rive gauche de la rivière.

Dans les monts du Tser, ils s'emparent de Viddieovitza. C'est un sommet qui domine l'extrémité d'un massif montagneux et commande Lechnitza. De cet endroit, ils arrosent d'obus la colonne autrichienne, qui est refoulée sur les bords de la Lechnitza qui, de l'est, coule à l'ouest vers la Drina. Les Autrichiens, dans une attaque désespérée, veulent déloger de là nos vaillants alliés. Peine perdue ! Quoique cernée un moment, la troupe serbe qui l'occupe s'élance et les ennemis bousculés sont bientôt submergés sous le flot de leurs propres fuyards.

La division qui opère à Iverak se déploie dans la vallée du Jadar, se sectionnant en trois parties qui harcèlent l'ennemi en pleine retraite. De son côté, la 3e armée, elle aussi, commence sa poursuite.

Restait à s'occuper des forces autrichiennes de Kik, retranchées là-bas à mi-chemin de Yarebitze et de Zavlaka. Le 20 août, les Serbes les attaquent, formés en deux colonnes. Au nord-est, ils prennent Osoyé. Dès neuf heures du matin, ils mettent huit canons en batteries. Sous ce bombardement, qui passe devant eux en rafale et les protège, les Serbes prennent l'offensive. A dix heures du matin, les Autrichiens s'enfuient. Ils abandonnent 600 cadavres et 50 prisonniers. Les Serbes payaient ce succès de 7 tués et 16 blessés ! Yarebitze tombe en leur pouvoir.

Les Autrichiens repassent en hâte la Drina et sur un parcours très long. Les Serbes avaient gagné la bataille du Jadar.

*
* *

Cependant une tâche restait à accomplir. Il fallait nettoyer la région de Chabatz. Aussi, dès le 20 août, une rude bataille s'engageait-elle dans les plaines de la Matchva. Ayant négligé de se fortifier, les Autrichiens furent attaqués dans la région gauche de la ville. Les Serbes s'avancent, sans trouver de résistance, jusqu'aux murailles mêmes. Le 23 août, contre-attaque des Autrichiens. Il s'en faut de peu que les Serbes ne soient percés. Des renforts arrivent à point et leur évitent ce danger.

Le 24 août, 98 canons de tous calibres tonnent contre l'ennemi. Mais cette dépense de munitions était superflue. Déjà la ville était évacuée. Profitant de la nuit, les Autrichiens avaient fui. Dès le

24 août, à quatre heures après midi, la Serbie était débarrassée du dernier de ses « conquérants ».

Il importe de rappeler ici comment le gouvernement austro-hongrois expliqua cette notoire défaite. Voici la traduction textuelle du « communiqué » :

Etant donné que, depuis l'intervention de la Russie dans notre querelle avec la Serbie, nous trouvâmes nécessaire de concentrer toutes nos forces pour la grande bataille du Nord, la guerre contre la Serbie ne dut plus être considérée que comme une expédition de châtiment, pour ces mêmes raisons, devenue d'un intérêt secondaire. En dépit de cela, dans l'intérêt de notre situation générale et à cause des fausses nouvelles répandues par l'ennemi, une action offensive avait été jugée opportune. Cependant, pour la raison mentionnée plus haut, cette opération fut limitée à une courte incursion en territoire ennemi, incursion dont le succès devait être suivi d'une attitude expectante ajournant toute offensive à une occasion plus favorable. L'offensive exécutée par une partie de nos troupes fut une action pleine de bravoure et d'héroïsme. Son effet fut d'attirer contre nous la totalité de l'armée serbe, dont les attaques, malgré une grande supériorité numérique (!), n'eurent aucun effet, grâce au courage de nos troupes. Le fait que nos troupes ont subi des pertes sévères ne doit étonner personne, étant donné que l'ennemi était numériquement très supérieur (!) et que, de plus, il luttait pour sa propre existence. Ainsi, quand nos effectifs, qui s'étaient enfoncés profondément en territoire serbe, reçurent l'ordre de regagner leurs positions sur la Drina et sur la Save, elles laissèrent derrière elles, sur le champ de bataille, un ennemi complètement affaibli.

Or les résultats de cette « expédition de châtiment » se chiffraient ainsi : les pertes autrichiennes se montaient à 8000 tués et 30 000 blessés, soit 38 000 hommes mis hors de combat. — Les Serbes, au contraire, eurent 18 000 hommes hors de combat, dont 3000 tués. — De plus, nos alliés firent 4000 prisonniers, s'emparèrent de 46 canons, de 30 mitrailleuses, de 140 wagons de ravitaillement et d'une grande quantité de fusils. Enfin, plusieurs hôpitaux ennemis et des magasins appartenant au génie tombèrent en leur pouvoir.

Après un tel effort, l'armée serbe avait besoin de repos. Les hommes étaient exténués, la cavalerie sur ses boulets, les formations désarticulées, l'intendance incertaine quant aux réserves. De leur côté, les Autrichiens devaient renoncer à toute nouvelle offensive jusqu'à meilleure occasion. Ils étaient, vers le même temps, battus à Lemberg.

Cependant le généralissime serbe, le voivode Putnik, voyant l'ennemi complètement battu, voulait à son tour châtier les ennemis de son pays, mais non pas à la manière mensongère des communiqués autrichiens.

Les Autrichiens avaient, en effet, employé tous les moyens que leur suggérait une haine irréductible : bombardement de Belgrade, ville ouverte, produisant la destruction de 58 bâtiments d'Etat et de 667 maisons privées, 28 civils tués et 126 blessés.

De même Chabatz, une des cités les plus riches de la Serbie, fut l'objet d'une destruction systématique de la part de l'artillerie ennemie. Près de 500 maisons y furent détruites. Cependant, c'était aussi une ville ouverte. Loznitza subit le même sort et sans plus de raison. Dans la campagne environnante, aussi bien que dans la ville, près de 1700 maisons furent incendiées, à la suite d'emploi de pastilles incendiaires. Les blessés furent achevés, les prisonniers égorgés au couteau, noyés volontairement. Dans une seule ferme, située près de Chabatz, on avait trouvé des entassements de cadavres de soldats torturés avant leur mort.

Mais ce fut surtout lors de la seconde invasion de la malheureuse Serbie, après l'arrêt de l'offensive de nos alliés en Syrmie, que la cruauté sanguinaire des Hongrois dépassa tout ce que pourrait inventer une imagination désordonnée.

*
* *

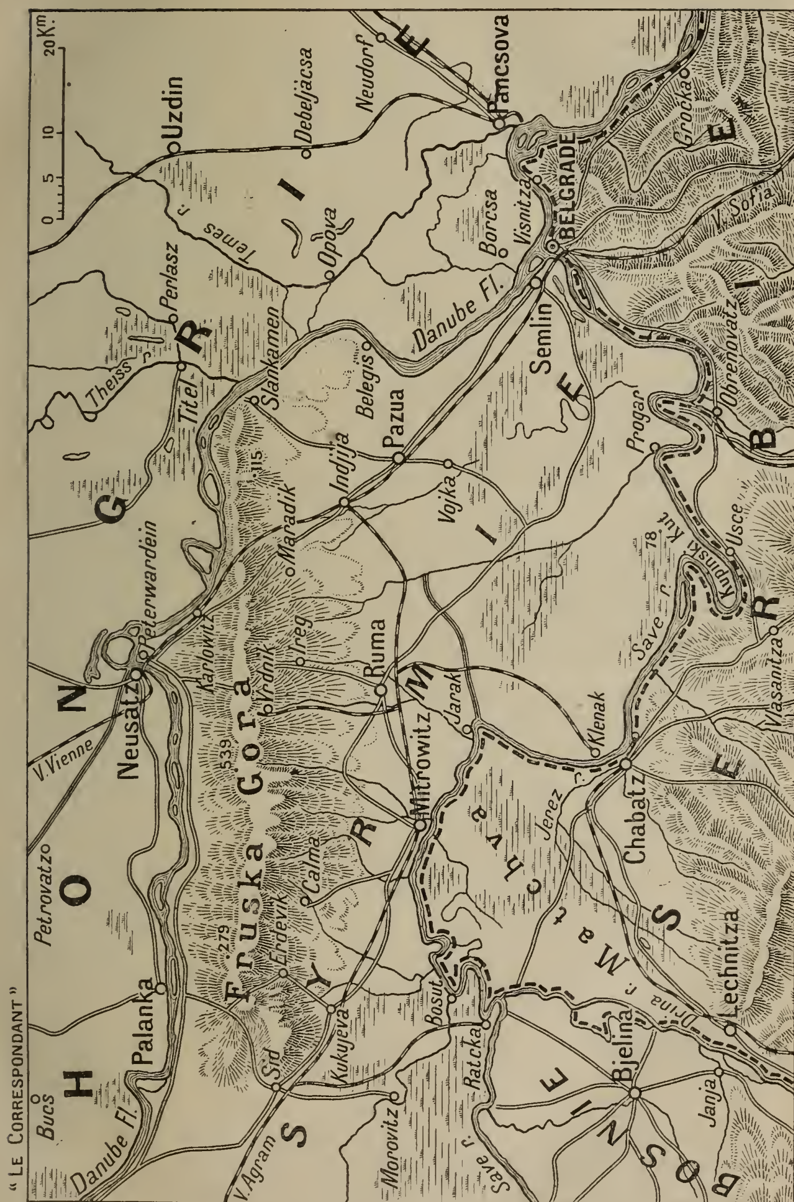
L'armée serbe, à peine remise de ses fatigues, après douze jours de repos, se préparait à prendre l'offensive, voulant profiter des désastres subis par les Autrichiens en Galicie. La Save, venant de l'est, et le Danube, descendant du nord, esquissent un triangle dont Semlin éoccupe le sommet. Le long de la Save, Obrenovatz et Chabatz, sur la rive droite ; Mitrowitz, sur la rive gauche, jalonnent la ligne la plus orientale de la région qui porte le nom de Syrmie.

Au fond de cette étendue plate, qu'aucun relief d'importance ne signale, s'estompent dans le lointain les collines de Fruska-Gora. Voilà quel fut, pendant cinq jours de la première quinzaine de septembre, le théâtre de l'héroïsme serbe. Cette expédition ne devait, d'ailleurs, être que le premier pas d'une invasion de la Bosnie. C'est comme telle qu'il faut la considérer.

Cependant il était difficile au général Potiorek de renforcer les troupes autrichiennes en Bosnie en prélevant des forces dans le nord. Au contraire, les voies de communications qui sillonnent la Syrmie permettaient à l'Autriche une concentration rapide entre la Drina et Belgrade.

L'objectif de Putnik était donc de préserver la moitié est de sa frontière du nord. C'était, en cas de succès, empêcher le renforcement des armées occupant la Bosnie-Herzégovine.

L'ennemi occupait la Syrmie avec la 29e division du IXe corps ;



« LE CORRESPONDANT »

les 38e et 68e régiments d'infanterie, le 21e bataillon de chasseurs; les 12, 13e, 27e et 28e régiments du landsturm et 6 ou 8 bataillons de marche.

Victorieux sur le Jadar, les Serbes voulaient pousser plus loin — passer la Save, prendre à la gorge l'ennemi abhorré et le battre sur ce territoire, là même où souffrent tant de Serbes, exilés par l'injustice des appétits de l'Autriche. Cette perspective enflamme les cœurs des dirigeants serbes. Quand cette décision aura été portée à la connaissance de l'armée, elle en galvanisera les énergies. Tous se tendront dans un effort magnifique, du plus élevé au plus humble. Le voivode Putnik, dont la silhouette énergique frappe tous ceux qui l'approchent, décida donc l'invasion de la Syrmie.

Si l'on excepte le front de la Drina, la Bosnie possède peu de lignes ferrées à grandes communications. D'où, pour les Autrichiens, dans la région bosniaque, une concentration difficile et nécessairement lente. Le danger qui, de ce côté, menace les Serbes est au moins sans imprévu possible. Au contraire, la Syrmie, dont plus haut nous tracions à grands traits les limites fluviales et orographiques, est sillonnée de rails et de routes qui dessinent dans la campagne comme les premières lignes d'une immense toile d'araignée. Cette région, face à Belgrade, est pour la capitale serbe une menace perpétuelle. Aussi occuper ce pays après s'en être rendu maître, c'était couvrir la capitale d'un avant-poste formidable.

Putnik, dans cet angle mouvant et vers les collines de Fruska-Gora, veut surprendre l'ennemi. Puis, ce but atteint, la Bosnie-Herzégovine devait tomber aux mains de ses maîtres naturels comme un fruit mûr reste dans les doigts qui le touchent.

En Syrmie, les Autrichiens avaient des troupes nombreuses. Nous en avons donné plus haut la composition.

Les Serbes, de leur côté, confient le succès de leur entreprise à leur 1re armée qui compte 2 divisions d'infanterie et d'artillerie et 1 division montée indépendante. Voilà ce qui constitue leur aile marchante. La division habituellement stationnée dans la Matchva devra s'ébranler la première. Enfin, à Obrenovatz, sur la rive droite de la Save, il y a une division du second ban.

Quel est le point de départ choisi par Putnik? C'est un secteur entre la Matchva et Belgrade, là où la Save forme un coude en Serbie et qui s'appelle « Kupinski Kut ». Cet isthme était commandé par l'artillerie stationnée à Podgorichka Ada. C'est là que veillent les canons de 75 bien défilés dans leurs abris.

Quand le quartier général eut décidé cette offensive, il la tint secrète. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, au moment même de l'ébranlement, les officiers de troupe reçoivent seulement leurs

ordres de marche. Ainsi l'espionnage autrichien était mis en échec. De plus, la concentration fut opérée de nuit. Les patrouilles aériennes des Autrichiens restaient donc sans effet sur la surprise méditée par Putnik.

Aussitôt une division serbe passe la Save à Ada. C'était par une nuit sombre. Pleins d'un impénétrable rêve, tous ces hommes en silence se glissent dans les barques qui les transportent vers la rive gauche du fleuve. Bientôt, l'attaque commence, tandis que jusqu'à Obrez, point de jonction de deux routes, les canons labourent le sol de leurs projectiles.

Sous la rafale d'obus, l'ennemi surpris se replie. La gauche de la 1re armée serbe s'empare d'Obrez. Déjà le cœur de tous ces hommes s'ouvre à l'espérance d'une victoire nouvelle. La division de cavalerie indépendante se fortifie sur l'isthme limité par Ada en amont et Skela en aval. La droite serbe prend d'assaut Kupinovo et Progar, deux grands villages riverains de la Save. Tout va bien. Les officiers de liaison volent. Les rapports arrivent. L'idée du généralissime se réalise. Déjà Putnik voit le succès complétant l'éclat du Jadar.

Mais, à l'extrême-gauche, vers l'est, Mitrowitz, centre ferroviaire important, voit les efforts serbes échouer. Terrible angoisse que celle dont est rempli le cœur des chefs. Dans la guerre moderne tout se tient. Victorieux partout, sur un front sans fin, un gros échec local suffit parfois et c'est, peut-être, par la brèche ouverte, le flot ennemi qui déborde. La bataille de la Marne! Loin de l'action, ceux-là aussi que le canon semble épargner doivent se redire cette phrase du grand Turenne : « Tu trembles, carcasse! » et continuer, dans le calme de leurs nerfs dominés, à dépenser sur une carte le silencieux héroïsme des graves responsabilités.

Les Serbes ont choisi pour tenter la traversée de la Save un point entre Mitrowitz au nord-est et Jarak plus en aval sur le fleuve. Mais, là, l'artillerie autrichienne veille. Des barques nombreuses sont coulées. Le fleuve entr'ouvre ses eaux rougies de sang et reçoit des centaines de cadavres. Cependant les fantassins qui sont bons nageurs et ceux qui n'ont coulé que près de la berge presqu'atteinte traversent l'eau. Puis ils attaquent. Les Autrichiens sont délogés des retranchements qui gardaient Jarak et Shashinshi.

Déjà ici, comme à l'ouest, la victoire se déclare. Malheureusement le pont construit sous le feu ennemi n'est pas terminé. Un régiment serbe se voit cerné faute d'un appui qui n'arrive pas à temps. Toute retraite lui est coupée. Pendant deux longues heures d'un combat sans merci, les Serbes font des prodiges. Le terrain

qui les sépare de la Save n'est abandonné que mètre par mètre. Cependant ces vaillants sont acculés au flot qui les guette en arrière, tandis que devant la mitraille fait rage. Les blessés se jettent dans des barques, mais, trop chargées, elles coulent. De nombreux cadavres s'en vont au fil de l'eau. Le 13e régiment a brûlé toutes ses cartouches. Il est sans liaison avec l'arrière. Il va se rendre, quand tout à coup il songe à son drapeau. Cette pensée ranime les blessés eux-mêmes. Tous ces hommes font tête aux masses qui les pressent, tandis qu'un major se jette à la nage et au milieu d'une pluie de balles qui lui font escorte de nombreuses gerbes d'eau il sauve, la tenant dans une main, nageant de l'autre, la soie glorieuse que l'Autrichien n'aura pas.

L'état-major serbe a reconnu lui-même l'imprudence avec laquelle fut menée son aile extrême gauche. Cependant le centre s'était fait mieux éclairer. Des patrouilles de cavalerie nombreuses et fortes de vingt hommes chacune fouillent le terrain. Les fantassins suivent. Vivement les pelles remuent la terre. L'avance s'attache à autant d'échelons qui sillonnent sa marche.

Obrez, Progar, qui sont deux têtes de routes et Ashanja, au centre, tracent une ligne courbe dont l'arc est sur la Save. Un appui est pris sur Podgorichka Ada. Des ouvrages de terre sont élevés. Ainsi, de Kupinovo, rayonnent des appuis artificiels. Les communications sont assurées. C'est alors que le général Boyovitch fait avancer sa division de cavalerie. Celle-ci se déploie en éventail. Derrière les chevaux, une division sur l'aile droite, une autre à l'aile gauche vers le nord-est s'avancent.

Le 7 septembre, dans la soirée, les patrouilles serbes jalonnent la ligne Karlovchitch-Subotishte et Grabovtsi. Les premiers Serbes échangent un feu de mousqueterie sur un front qui va de Detch à Mihaljevtsi, Brésach et Platichevo. Le lendemain, dans le secteur nord-est, nos alliés poussent des pointes de cavalerie jusqu'à Mihaljevtsi, Subotishte, Brésach et Nikintzi. Malheureusement, à Voichini et à Vitoyefchki, l'infanterie se butte à des forces supérieures en nombre. Les Autrichiens sont concentrés en force à Detch et à Surchin. Ce retard sera fatal à nos amis.

Le 9 septembre, la droite serbe attaque sur toute la ligne Detch-Surchin. Detch tombe en leur pouvoir. Mais les Autrichiens conservent Surchin et immobilisent les Serbes qui cherchent en vain à trouver le chemin de Bechmen.

Le 10 septembre, Surchin est enlevé d'assaut par les Serbes qui se surpassent. Dobranovtsi est perdu pour les Autrichiens. Cependant un détachement quitte Belgrade, s'élance dans plusieurs bacs qui passent le Danube et s'empare de Semlin. Cette ville de

17 000 habitants sert de hampe au drapeau serbe qui est hissé sur le Gardos, surnommé le « mont des Tsiganes », au bord du fleuve.

Le 11 septembre, le général Boyovitch balaye les forces ennemies vers Frushka Gora. Ce jour se lève sur une ligne mouvante de Serbes qui ondule de Hrtkovtsi-Budjanovtsi, Subotishte, Mihaljevtsi jusqu'à Pazova Nova, tandis que, leur faisant face, la ligne de Jarak à Passovastara est occupée par les Autrichiens.

Le 12 septembre, Pechintsi tombe au pouvoir des Serbes. Mais, là, ils trouvent un obstacle qui va leur être fatal, le canal romain, qui s'amorce sur la Save à Jarak et monte vers le nord-est. Jarak est occupée par les Serbes qui s'y retranchent. Le fruit de cette bataille semblait près d'être cueilli, quand la Drina, formant frontière entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, est subitement traversée par une forte armée ennemie qui fait irruption par des ponts nombreux jetés sur la rivière.

Le but de l'offensive de nos alliés était le massif de Fruska-Gora. Si l'avance serbe avait pu continuer, elle aurait certainement été couronnée de succès. La Bosnie-Herzégovine tombait indirectement au pouvoir de nos alliés. Mais devant le passage de la Drina par les forces ennemies, le généralissime se plia à la nécessité devenue évidente d'abandonner la Syrmie pour défendre le territoire national. C'est alors que s'effectua la retraite. Elle fut digne des plus beaux faits de guerre. La cavalerie la protégea avec un véritable héroïsme. Derrière le rideau mouvant de ses sabres et du poitrail de ses chevaux, l'infanterie et ses batteries d'appui se replient et la Save est traversée en bon ordre par toutes les troupes serbes. Déjà elles avaient évacué la Syrmie que les Autrichiens ne s'en doutaient pas encore et se leurraient de l'espoir de les écraser. Ils avaient cru saisir la main de l'ennemi. Seul, le gant resta dans leurs doigts crispés!

Ils s'en vengèrent sur les populations qui avaient fait bon accueil aux Serbes. Des documents photographiques irrécusables font foi de leurs cruautés, et l'on sait que, dans un village syrmien, elles furent si atroces qu'un régiment croate se révolta contre ses officiers autrichiens. Les troupes ennemies s'y massacrèrent entre elles. La Syrmie qui, au début de la campagne, dut être évacuée, comme l'Alsace, sera reprise comme elle; et, au moment où l'on parle d'une nouvelle offensive serbe, peut-être n'était-il pas sans utilité de voir où et comment se produisit la première.

Charles Stiénon.

La suite prochainement.

NOTES D'UN EXILÉ

L'ÉVOLUTION DES NEUTRES

Eloigné de ma patrie aux premières convulsions de la guerre, il y a peu de vraisemblance que mes devoirs actuels m'y reconduisent avant la paix. Quelle que soit la durée de la tourmente, mon destin aura été de la contempler à distance, de ne pas subir, au jour le jour, les variations d'âme des Français, d'entendre sur eux et nos ennemis bien des opinions contradictoires, de lire enfin dans les publications neutres, amies ou adverses, mille nouvelles que mes compatriotes, reclus en leur pays, n'auront pas soupçonnées. Spectateur attentif, acteur aussi du grand drame de notre époque, mon éloignement m'a conservé une manière de sang-froid, un peu de ce sens critique placé à égale distance des illusions et du pessimisme. Les notes qui suivront ne sont rien de plus que la pensée sincère d'un exilé, convaincu de notre victoire, mais auquel les circonstances ont souvent ouvert les oreilles et dessillé les yeux.

*
* *

Généreuse, prompte à donner sa tendresse aux nations qui souffrent pour une cause juste, la France, au début de cette guerre, ne douta point de l'approbation des Neutres. Elle leur attribua les enthousiasmes où se complaît son grand cœur, crut entendre leurs vœux, leurs encouragements, et s'imagina qu'ils partageaient sa foi dans le succès de ses armes. Dressée pour défendre sa vie, elle voyait dans l'angoisse et l'épouvante des batailles prochaines la rançon nécessaire à la libération de l'humanité. Champion d'une cause universelle, elle en acceptait d'avance les blessures affreuses; ce prix ne lui paraissait pas

excessif, s'il lui achetait la gratitude des Neutres, et, reportant après la victoire l'expression de cette gratitude, elle escomptait dès lors leur sympathie passionnée.

Il n'est pas douteux que le stade actuel de la guerre ait conduit les Neutres à ce désir de notre triomphe, à cette détestation de nos ennemis où la France à l'origine les supposait déjà parvenus. Mais il serait vain de prétendre que l'assemblée des nations neutres, quand elle contempla les deux équipes hostiles qui croisaient le premier fer dans le Colisée de l'Europe, ait salué d'une voix unanime et favorable la triple phalange où la Russie apportait sa massue, l'Angleterre son trident et la France son épée. Placés sur les gradins de l'histoire en face d'une grandiose passe d'armes, les spectateurs du cirque universel mêlaient à leur attention des espoirs secrets, des craintes et des haines; peut-être les meilleurs de ces sentiments se dirigeaient-ils vers nous, mais les spectateurs n'étaient pas de ces simples curieux qui, la tragédie terminée, retournent à leurs affaires en commentant un chef-d'œuvre incomparable. Ils savaient que, selon la victoire de tel ou tel gladiateur, leurs foyers, leurs ambitions, leur avenir ne demeureraient plus ce qu'ils avaient été auparavant. Le conflit gigantesque bouleversait déjà leurs intérêts, leurs plans et leurs politiques; avant les premiers coups, ils nourrissaient à l'égard des divers combattants des admirations ou des préjugés. Dans ce chassé-croisé sentimental, on ne voudrait point croire, à moins de naïveté présomptueuse, que toute faveur revînt à la France, et toute défaveur à l'Allemagne : la diversité des esprits exclut de telles rencontres et le mois d'août ne s'est pas ouvert sur une semblable unité.

Beaucoup de Neutres enfin, contre leur cœur peut-être, découvraient dans leurs raisonnements des motifs de prévoir le succès germanique. Si, depuis lors, les péripéties du drame rapprochent de nous, irrésistiblement, tous ceux que la guerre avait trouvés sceptiques, soupçonneux ou hostiles, cette évolution permet à la France, par le chemin parcouru, de mesurer la partie morale qu'elle a su gagner en dix mois de guerre.

La grandeur des tâches accomplies nous invite à la clairvoyance, dût celle-ci nous obliger à des retours quelquefois mal plaisants. Parcourons les journaux, les revues neutres depuis l'aurore de la ou rmente, ne nous laissons pas leurrer par je ne sais quel amour-propre illusoire et tâchons de désigner de quel bord la presque unanimité des Neutres pariait pour la victoire. Aucune alternative n'est permise : au début d'août, on jouait à dix contre un en faveur des Germains contre la France. Je résume ici ce

qui se pariait brutalement, argent sur table, à Madrid, Buenos-Aires ou New-York. Les plus optimistes concédaient peut-être à nos alliances le privilège de nous rendre moins dures les conditions de la paix, mais ces optimistes, dans le secret de leur âme, eussent juré que la France, livrée seule à l'Allemagne, était vouée à l'écrasement et que son indépendance ne trouverait de sauvegarde qu'en ses compagnes de bataille.

Pour pénible que soit cette constatation, pour étrange que nous paraisse un tel dédain de notre énergie, il importe, avant de s'indigner, d'en connaître les raisons profondes. Vue du dehors, notre patrie a pu subir l'injure de ce manque de foi; n'accusons point trop vite les Neutres. Aveuglés par l'extérieur des choses, ils péchèrent par ignorance de notre âme, mais leur méprise trouvait ses causes dans des conclusions éternellement humaines.

Une première certitude rabaissait notre pays aux regards de l'univers. La France était la grande vaincue de 1815 et de 1870, de Waterloo et de Sedan. Ces deux dates, ces deux noms, retentissants et durables, résumaient pour nos contemporains notre histoire récente. Libre aux Français de se souvenir — et combien ne se le rappelaient guère — que la France des siècles révolus avait été l'héroïne de triomphales épopées... Au delà d'un certain recul, la mémoire humaine fait fi du passé. Le savoir d'une génération ne dépasse guère un siècle; or, en moins d'un siècle, la France avait subi les deux plus formidables désastres dont les temps modernes aient enregistré la légende. Parmi les nations dont l'existence et la mémoire excèdent la durée d'un siècle, presque toutes, engagées dans la lutte à nos côtés ou contre nous, n'avaient garde de nous dédaigner; mais les autres nations, les Neutres, n'ont précisément pas vécu la période d'un centenaire. Elles sont nées, elles se sont formées, elles ont grandi depuis cent, cent cinquante ans au plus : les exceptions viennent immédiatement à l'esprit. Leur adolescence ignore tout ce qui précéda leur venue au monde. De même les jeunes gens refusent de croire aux mérites de ceux qui préparent leur existence heureuse : le présent compte seul; du passé immédiat, ils daignent retenir quelques traits éclatants; le reste, vieille chanson, n'est que mythologie.

Demandez à un Chilien, à un négociant de Philadelphie, à un docteur bulgare — je choisis des exemples parmi les Neutres, mais je pourrais, sans grand risque, les supposer belligérants — demandez, dis-je, ce que signifient Tolbiac, Poitiers, Bouvines, Denain ou Jemmapes, et je gage qu'aucun ne connaîtra bien ces fastes héroïques de la France. Mais le moindre écolier, sous toutes les latitudes, ânonnera sans erreur Sedan et Waterloo, nos deux

disgrâces. Il les a vues écrites en gros caractères, au milieu de son manuel; ces mots sont dans ses yeux pour le reste de sa vie, et ils émergeront seuls peut-être du chaos où sa cervelle mélange tous les âges et toutes les nations.

Ainsi, à l'aube de cette guerre, deux noms sinistres résumaient pour des millions d'humains l'héritage glorieux de la France. Nos adversaires avaient soin de ne pas atténuer cette image; leurs philosophes, leurs généraux empruntaient à nos humiliations la parure des invincibles; dès qu'un peuple avait besoin de se forger une armure ou d'apprendre la science militaire, l'Allemagne arrogante l'interpellait : « Je suis la maîtresse de la guerre. Voici mes titres : Waterloo et Sedan. » Et quand la France aux longues annales offrait aux nouveaux venus son expérience des batailles, presque tous lui préféraient les triomphateurs d'hier. Les nations qui acceptaient notre tutelle ne le faisaient souvent que pour choisir d'autres mentors que leurs ennemis du lendemain, et elles écartaient de poignants scrupules pour ne pas succomber au prestige de l'Allemagne.

Ce prestige s'était accru de tout celui que la France avait égaré. A chaque époque historique, une race s'adjuge la couronne militaire : Alexandre, César, Charlemagne, Louis XIV, Napoléon représentent quelques-uns des dieux temporaires, successeurs de Mars. Le dix-neuvième siècle aura connu, dans ce domaine, la royauté de l'Allemagne : après le fléchissement d'Iéna, ses armes n'avaient plus fréquenté que la chance; chacune de ses campagnes l'arrondissait d'une province; elle s'était ornée d'un Empereur dont le titre le plus chéri est celui de « Seigneur de guerre ». Au-dessus des nations, elle se juchait en haut d'un socle de victoires, et l'hallucination collective de ces victoires était si profonde que depuis quarante années, à quiconque se regimbait devant ses boutades les plus irritantes, la Germanie fermait la bouche par le seul fracas de son sabre.

On réservait à la France un accessit d'honneur dans cette distribution de prix : l'ombre de ses deux échecs obscurcissait l'éclat de ses valeureux efforts. Depuis trente ans, pour ainsi dire, ses fils gaspillaient leur sang et leur bravoure dans des guerres coloniales, toutes héroïques, toutes victorieuses; sur ces chansons de geste d'Indo-Chine, de Madagascar, du Soudan et du Maroc, notre patrie observait une réserve tellement scrupuleuse que le monde les tenait pour jeux de poudre et embuscades sans conséquences. Combien de fois les bons Français, voyageant au dehors, n'ont-ils pas étouffé leur orgueil légitime de nos réussites coloniales : un certain sourire, sur toutes les lèvres, raillait notre

fierté : « Oui, semblait-on dire, ce sont là querelles de sauvages et de nègres; les couronnes en sont faciles à tresser. Mais vous ne vous risquez point aux revanches de Waterloo ni de Sedan..., et vous savez bien pourquoi. »

Ce léger sarcasme n'était que trop compréhensible. Rappelons-nous, Français, la teneur de notre verdict vis-à-vis des nations vaincues. Quelles que fussent nos sympathies ou nos haines, nous pensions : « Celles-là n'étaient pas de taille. » L'Autriche vaincue par la Prusse : pas de taille! La Turquie vaincue par la Russie : pas de taille! La Russie vaincue par le Japon : pas de taille! L'Espagne vaincue par les Etats-Unis : pas de taille! La Bulgarie vaincue par le bloc balkanique : pas de taille! Combien d'autres!

Dans le classement subtil des nations, on oublie volontiers les obstacles surmontés, le courage inutile, la malechancé, en face de cette indiscutable certitude : la défaite. On peut ergoter sur tout, sauf sur cela. Un résultat se grave dans la mémoire : tel peuple est plus faible que tel autre, puisque telle défaite et telle rançon l'ont mis au rang des vaincus. Notre esprit vagabond adopte cette vue facile et passe outre.

Au moment où le monde a reconnu son erreur, tolérons donc qu'il nous ait jugé aussi légèrement que nous en avons jugé tant d'autres. On n'allait pas jusqu'à nier notre excellence guerrière; on voulait bien nous placer avant la plupart des peuples, mais en face de l'Allemagne, la position de la France était réglée par les mêmes mots : « Pas de taille. »

Le tournoi s'ouvrit devant l'assemblée des Neutres ainsi prévenus. Anxieux, ils aperçurent la noble France qui acceptait le défi et recevait le choc du bélier germanique. Ils frémirent. Ils savaient qu'en ces trois premiers mois le corps-à-corps de la France toute seule et de l'énorme Allemagne consacrerait le destin de notre patrie. Leurs calculs appréciaient la longue et douloureuse période pendant laquelle ni la Russie ni l'Angleterre ne nous offriraient de secours efficaces : celle-ci n'apportait que des forces embryonnaires; celle-là, gigantesque et paresseuse, n'entrerait point en lice avant le règlement franco-germanique. A la France toute seule, poitrine ouverte, épée haute, incombait l'étreinte mortelle du colosse armé de fer... Plus tard, bien plus tard, quand le génie des historiens ressuscitera les transes des Neutres en ce trimestre fatidique, nous apprendrons combien l'univers aura eu peur pour la France.

L'émotion jaillit, directe, à suivre le drame parallèle de ces batailles et des palpitations du monde. Jamais, depuis la naissance des nations, la terre entière, emportée par le délire, n'aura

connu de si prodigieuses alternatives. Dans les cinq parties du monde, aux îles les plus reculées, à toute heure, en tous lieux, l'avalanche des télégrammes assaillait des centaines de millions d'êtres humains. De toutes couleurs et de tous langages, le doigt sur la carte, enfants et vieillards, hommes et femmes accompagnaient le galop des cohortes allemandes; le hourrah frénétique des agences teutonnes étourdissait la presse, assourdissait les oreilles. Emprisonnés par l'ouragan des premières batailles, les Français n'ont pas soupçonné cet autre ouragan. A l'heure où, contractée, pâle et posant sur son visage sublime le divin sourire du sacrifice, notre France reculait pied à pied, sa poitrine déjà couverte de sang, sa gorge déjà souillée et ses yeux agrandis par l'horreur, les Neutres n'entendaient que la trompe germanique sonnant à perdre haleine un hallali féroce. Son timbre rauque célébrait chaque étape. Au matin, ouvrant son journal, l'Asiatique ou l'Américain, l'Oriental ou l'Insulaire apprenaient que pendant leur sommeil les bandes prussiennes avaient balayé cinq ou dix lieues. Tracée par l'agence Wolff, la ligne noire du flux allemand bondissait sous leurs yeux : la Belgique supprimée, les cités merveilleuses empanachées de flamme, la Flandre, l'Artois, la Champagne déjà séparées de leurs sœurs; les fleuves franchis, les vallées, les coteaux et les bois raflés au pas de course, la Seine atteinte et là, presque touché par le trait dévorateur, tel un soleil que vont recouvrir des nuées d'orage, Paris, cœur de la France et fleur du monde.

La menace qu'ils avaient criée naguère, les Allemands la hurlaient alors à tue-tête : « Nous avons eu leur Paris en 1815 et en 1871. Nous y rentrerons en 1914, et ce sera la dernière fois ! » Comment les Neutres n'auraient-ils pas cru? La France se taisait, ses alliés ne pouvaient rien dire et chaque jour engloutissait un département, chaque semaine, une province. Le monde assistait à un galop sur une plaine libre : ainsi du moins l'affirmaient les Teutons. Prenant leurs gazettes, les amis de la France redoutaient d'y lire, en lettres majuscules, qu'elle était poignardée à mort.

Français, vous n'avez pas connu cette angoisse du monde penché sur l'apparence de votre agonie. Une fois encore, notre race a eu le privilège de créer les grandes rafales auxquelles n'échappe aucun des hommes; dans les siècles de jadis, elle avait tour à tour arraché leur admiration, leur mépris, leur haine ou leur tendresse. Au mois d'août, ils ont tremblé pour elle. A cette émotion, l'on a pu reconnaître la place que la France occupe dans la famille des peuples.

Vous ne connaîtrez jamais, non plus, les chuchotements de deuil, la stupeur mécontente de ceux qui avaient eu foi en vous, les rictus aux dents serrées de vos envieux. Vous viviez dans le recueillement suprême de la lutte la plus odieuse, celle qu'il faut mener contre un adversaire sans foi ni morale; vos ministres étouffaient les vociférations germaniques et vous entretenaient, avec raison, dans l'espérance que les Neutres pariaient encore pour vous : ces Neutres, plaçant déjà sur Paris un drapeau qui n'était plus tricolore, n'attendaient même pas le miracle qui ranimât notre patrie.

Alors, ce miracle eut lieu. Agenouillée, arc-boutée sur la vallée de la Marne, dans ces mêmes régions prédestinées où, quatorze siècles auparavant, les fiers Gallo-Romains avaient soustrait l'Europe aux hordes d'Attila, la France repoussa de la tête, des épaules et de tout son corps tendu les hordes de Guillaume déchaînées contre le monde futur. Français, le silence régnait alors au plus profond de vos cœurs, vous renforciez notre patrie du faisceau de vos espoirs contractés; et vous ne vous doutiez pas que ce mois de septembre élaborait pour votre race une gloire immortelle. Aujourd'hui seulement vous entrevoyez ce prodige. Mais les spectateurs du duel sans merci, qui à vos épaules courbées prévoyaient votre écrasement, se dressèrent soudain, éperdus d'admiration, quand ils comprirent que la France venait de détourner, pour toujours, les impassibles balanciers de l'histoire. Penché sur le champ de votre bataille comme le peuple infini des étoiles qui surveillait ces nuits tragiques, l'innombrable essaim des regards des hommes aperçut tout à coup notre patrie bondissante répondre à la curée par un pas de charge. L'effarement du monde applaudit, non point parce que c'était la France qui accomplissait ce miracle, mais par cette gratitude de l'arbitre qui, préparant son verdict contre un lutteur chancelant, le voit surgir, asséner une terrible riposte et prolonger, avec des forces toutes neuves, une bataille merveilleuse.

Car, personne ne s'y méprit, cette victoire est nôtre. C'est bien nous qui avons planté sur le front du taureau le coup de poing dont il chancela et ne se relèvera plus. Juge impartial, l'univers nous attribua, dès le mois d'octobre, cette palme d'avoir sauvé ses libertés. Ensuite, nos alliés accomplirent de grandes œuvres et préparèrent en commun le bâillonnement du monstre, mais ils seraient venus trop tard si la France avait défailli; leur épée n'était pas encore prête que la nôtre avait plongé dans le poitrail de l'ennemi et, quelle qu'eût été la fortune de leurs efforts, ils n'auraient sans doute pas protégé le monde.

A qui vit hors de France, cette constatation est lumineuse. Les Neutres y voient un grand mystère, car notre patrie, énigme pour ses propres enfants, est un sphinx pour ceux qu'elle n'a pas nourris : elle n'accomplit jamais ce que l'on attend d'elle; ses faiblesses étonnent et ses bondissements stupéfient. A la surprise universelle, sa victoire ne l'a point versée dans cette fatuité qu'on eût attendu d'une nation réputée frivole : elle conserva cette modestie du lutteur élégant qui ne fait point la roue sur un triomphe durement acheté. Mais l'éclatement des bravos a crépité par delà les mers et seul le fracas des obus en a retenu l'écho sur nos frontières; quand aux bourrasques de la poudre auront succédé les brises pacifiques, les Français entendront l'hymne délicieux des louanges qu'on leur décerne.

Dès octobre, les Neutres retiraient à l'Allemagne ce championnat d'invincibilité dont elle se chamarrait avec arrogance. Ses explications, ses rodomontades, ses farouches tentatives pour atteindre Calais parèrent d'un lustre plus vif nos succès de l'Yser et de la Flandre. La France avait gagné sa cause militaire. Se développant, couvrant la Pologne, la Galicie, les pays levantins, le Caucase, la Chine et toutes les mers du globe, la furie sanguinaire attira sur d'autres régions les clins d'œil passagers des Neutres, mais ces mouvantes péripéties ne bouleversèrent plus leur cœur; nulle ne créa d'aussi violentes acclamations que le court et majestueux duel où la France, sauvée par ses muscles et sa tête lucide, avait contraint l'Allemagne à s'accroupir sur les terres qu'elle avait conquises et à y cramponner ses pattes désormais incapables de courir.

*
* *

Le procès de réhabilitation gagné, les Neutres avaient bien du chemin à parcourir pour nous donner leur tendresse. La France chérissait une autre illusion : à son sens, les juges universels, forcément écœurés par les barbaries germaniques, ne pouvaient lui refuser le bénéfice de la loyauté dans la bataille. Contraires aux lois de la guerre, tant de crimes devaient faire pâlir les millions de spectateurs et leur suggérer une sentence d'infamie contre les Teutons.

Duperie de notre désir. Les Neutres ne se doutaient pas des souffrances de notre chair. Que de mois ont passé avant qu'ils ne vissent une image pâlie des atrocités germaniques! Si, à l'heure présente, notre courroux les a gagnés, il a fallu que l'Allemagne, outrepassant les bornes de la folie, s'oubliât jusqu'à porter sur d'assistance ses mains lâches et meurtrières.

C'est une des vertus des hommes, en effet, de savoir prendre en patience les malheurs supportés par autrui. Pourvu qu'on les régale, ils s'accommodent des horions les plus rudes et, si le spectacle est bien mené, ils se consolent aisément de quelques tricheries. Ont-ils tort? Souvenons-nous derechef de quelques guerres récentes : Mandchourie, Transvaal, Balkans et Tripolitaine, où la France ne prit point de part. Assis dans nos fauteuils, que pensions-nous des infamies dont chaque adversaire accusait l'autre? Nous les détestions d'abord et nous apitoyions sur qui se plaignait le plus haut. Le lendemain, un réquisitoire inverse rendait notre sympathie au honni de la veille. Après quelques-uns de ces voyages, notre pitié ne savait plus reconnaître ni victime ni bourreau. « Bah! murmurions-nous, c'est le jeu des batailles et ils se rendent leur monnaie! » Sans plus nous arrêter aux jérémiades, nous ne retenions que les faits solides : victoires, retraites ou capitulations... La paix signée, les adversaires réconciliés, nous ne gardions point de rancune à l'un plutôt qu'à l'autre : ne se serraient-ils pas les mains? n'avaient-ils pas eux-mêmes fait litière de toute haine? La gloire du vainqueur étouffait ses cruautés, la commisération pour le vaincu pardonnait ses traîtrises, et nous n'avions plus en réserve aucun mauvais sentiment.

Semblables à ce que nous avions été, les Neutres, au début de la guerre, ne levèrent point les bras au ciel. Pendant des mois, d'ailleurs, ils ne connurent de l'envers des batailles que la version germanique. Tandis que, appuyés sur la droiture de notre cause et la noblesse de nos gestes, nous fermions rigoureusement l'accès de l'information étrangère, l'empereur Guillaume, ses fils, ses généraux, ses états-majors appelaient à grand tapage des témoins de leur magnanimité. Chaque jour, en des colonnes denses, des journalistes transportés d'orgueil narraient ce qu'un général, un ministre, un prince du sang leur avaient montré dans les lignes allemandes. Comptez bien que les Teutons, docteurs en hypocrisie, s'attribuaient toutes vertus et classaient à notre inventaire leurs plus épouvantables forfaits.

Si froid que soit un informateur, il ne résiste pas à des paroles d'honneur proférées pour lui par un prince du Saint Empire et chancelle quand un feld-maréchal daigne lui chuchoter les mystères de la bataille. Ne faut-il pas, en outre, que ce reporter justifie sa mission? Journal et revue l'ont dépêché pour écrire coûte que coûte : il raconte parfois ce qu'il a vu, et souvent ce qu'on lui a dit qu'il aurait pu voir; il répète ce qu'il a entendu et d'une phrase fait vingt lignes. Sans doute ne s'aventure-t-il pas jusqu'à garantir l'honnêteté de ses interlocuteurs : scrupuleux

malgré tout, il laisse entendre que de l'autre côté la chanson pourrait bien avoir un autre timbre. Mais il est imprégné de la thèse allemande et ce n'est pas sa faute si elle suinte de son texte. Au demeurant, ses euphémismes, ses conditionnels échappent au lecteur qui vit à mille lieues du front. Dévorant tous les jours, aux mêmes heures, les mensonges germaniques, les plaidoyers germaniques, les colères germaniques, les anathèmes germaniques, cette bouffée délétère finit par l'empoisonner de germanisme.

Ainsi, pendant de longs mois, j'ai lu et tous les Neutres ont lu le roman germanique des atrocités guerrières. Les Belges pillaient, volaient et incendiaient — quoi? je me le demande — les Français assassinaient les traînards, bombardaient les églises, dynamitaient les trains-hôpitaux; aux Anglais et aux Russes incombait l'honneur des plus venimeuses calomnies. Anecdotes, photographies, bandes truquées de cinématographe, interviews et conférences semées à tous les vents et selon la réclame éhontée de ces agioteurs de la guerre ont hypnotisé le monde. La voix calme de la France s'enrouait dans ce cyclone : ses énonciations officielles, ses plaidoyers diplomatiques semblaient incolores auprès du tourbillon déclamatoire que les Teutons déversaient sur le lecteur parfois rétif, à la longue emporté.

Ce temps est révolu. Heure par heure, pour ainsi dire, le mirage allemand se décompose et s'évapore. Les Neutres lisent une autre strophe, depuis que les Alliés permettent de décrire ce côté-ci de la barricade, depuis que l'Allemagne, écumant de colère, a voué à toutes nations cette inexpiable haine dont nous avions eu la primeur.

Quand la France dénonçait au monde l'outrage du temple de Reims, elle disait simplement : « Aujourd'hui, nos adversaires ont lancé deux cents projectiles sur la cathédrale. » Quand l'Angleterre signalait un meurtre hideux, elle disait simplement : « Dans les tranchées reconquises, on a trouvé cinq de nos blessés : nos adversaires leur avaient scié les poings et crevé les yeux. » Quand la Belgique étalait son martyre quotidien, elle disait simplement : « Devant leurs mères ligottées, trois jeunes filles ont servi de jeu à une compagnie de uhlans. » Ces sentences justes, poignantes et concises seront gravées au bilan de l'histoire, mais elles semblent inanimées devant le jury des Neutres. Submergées naguère dans l'océan des calomnies allemandes, elles se raniment désormais sous l'encre des reporters enfin reçus. Les notes que nos légations, nos ambassades publiaient en termes austères, chaque journaliste les illumine de commentaires flamboyants. Grâce à eux, le monde pleure ces pierres meurtries,

ces basiliques déchiquetées par l'obus; ses doigts trempent dans le sang pur épanché par caprice; il se révolte à cette monomanie de l'assassinat que l'autre camp appelait, en se frappant la poitrine, l'inévitable rançon de la guerre. Des témoins sont venus, qui ne parlent plus par ouï-dire. De nos lignes, ils voient les décombres des villages innocents; dans nos tranchées, ils respirent les gaz mortels que nos chimistes plus humains que ceux d'Iéna avaient hermétiquement enclos dans les cornues de leurs laboratoires; partout ils dépeignent la stupide destruction qui marque le sillage allemand. Plus de doute! Plus de réticences! Ces témoins impartiaux ne rapportent point les piperies d'un cambrioleur princier, ni les onctueux radotages d'un métaphysicien d'Erfurt, ils disent en termes impératifs la désolation que leurs prunelles ont contemplée.

Ces mots directs, jaillis du cœur, trouvent le cœur de ceux que l'on avait trompés. Nos ministres par un peu de complaisance, nos états-majors par quelques instants de courtoisie ont achevé le revirement du monde. Il leur a suffi de conduire les informateurs étrangers, d'étendre la main et de dire : « Regardez. » Du pôle à l'équateur, partout, le télégraphe et les courriers ont transmis des pages lumineuses où bouillonnait comme un fleuve d'or la générosité de la France. Un tel langage emporte cent plaintes officielles, mille exposés diplomatiques : il chavire la balance de l'opinion universelle. Désormais cette victoire nous est acquise : le monde adjuge à l'Allemagne le championnat de la barbarie et ses dénégations les plus suraiguës ne la découronneront pas de ce piteux laurier. L'univers a de nouveau compris les fortes, les harmonieuses vertus de notre France : le courage sans forfanterie, l'horreur des maux évitables, l'amour de la beauté et le sacrifice pour le droit. Ces vertus, et bien d'autres, nous sont restituées : il a suffi que notre race se laissât voir d'un peu plus près et son silence a donné au monde le dégoût de l'Allemagne.

*
* *

Ce n'était rien encore. On peut détester sans haïr; l'Allemagne a pris soin d'accaparer la haine. A nous seuls nous n'aurions point mené les Neutres aussi loin; il fallait que nos ennemis nous aidassent d'un furieux coup d'épaules : ils nous ont aidé.

La haine résulte de l'action; elle jaillit du duel, des coups reçus, du désir de vengeance; elle constitue le fond de l'âme du lutteur; sa rudesse est étrangère à l'arbitre qui ne doit rien perdre de sa lucidité. Le Castillan ne hait ni le taureau ni le toréador. Les Neutres applaudissaient la France; la sauvagerie teutonne

leur soulevait le cœur, mais la haine ne leur pouvait point survenir avant que le taureau ne se jetât sur eux. Aussi longtemps que, dans l'arène circonscrite, l'Allemagne nous portait des coups permis ou défendus, l'assistance s'en tenait aux hourras ou aux sifflets : à tout prendre, ce n'était pas son affaire. Pour malséants qu'elle estimât certains crocs-en-jambe, ils n'exigeaient point que le coupable lui en devînt odieux : la véhémence du drame excusait les canailleries mineures.

Mais un beau jour, sans crier gare, l'Allemagne se prit à torpiller des bateaux qui portaient pavillon d'innocence. Sans raison, sans besoin, elle dépêcha dans l'abîme des mers de paisibles paquebots et d'inoffensifs citoyens du monde. Bien plus, elle osa prétendre que son droit l'y autorisait, que son salut le requérait, que sa culture enfin posait un nouvel aphorisme : tout être sublunaire, s'il n'est pas sujet de Guillaume, doit s'attendre à la noyade d'une torpille forgée par Krupp.

A cet extravagant évangile, les Neutres ont dédaigné de souscrire. Il leur a bien fallu tracer une troisième frontière entre notre cause et celle des pirates. C'est fait. La rage les prend. Traînés dans la bagarre par ces malfaiteurs qui prétendaient les circonvenir, ils ont joint sur le champ leurs haines à la nôtre. On les assassine, et l'on veut leur prouver qu'ils en doivent être bien aises : c'est trop. Ce que notre bravoure et la sainteté de notre œuvre n'eussent jamais obtenu, les Allemands l'ont accompli avec quelques livres de coton-poudre. Tous les coups portés par nos armes, les Neutres les applaudiront par derrière, car ces coups sont leur sauvegarde. Ceux-ci ne veulent point, ceux-là ne peuvent point se battre, mais ils nous ont tous désignés comme leurs gendarmes contre des bandits de grand chemin. Où ils croyaient voir des lions, leur stupeur a découvert des vautours, et le relent de ces animaux leur a fait détourner la tête. Ils appellent, ils acclament l'apothéose prochaine de nos étendards. Le doigt tendu vers Guillaume, ils le mettent au pilori des Attila et des Hérode : que la France le poignarde, et ils salueront en elle la Jeanne d'Arc des nations.

*
* *

Voilà ce que j'ai lu ces temps derniers dans les regards des Neutres. Voilà ce que j'ai entendu dans la voix de l'univers.

René Milan.

VERS CONSTANTINOPLE

UNE TRADITION FRANÇAISE

(1495-1687)

Des forces nécessaires pour brûler Constantinople, suivant les instructions de Sa Majesté : ces mots, placés en tête de l'un des chapitres d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale où je cherchais, il y a un an à peine, des documents sur une pacifique inspection des Consulats accomplie en 1685 par ordre du secrétaire d'Etat[1], me frappèrent d'étonnement. Quelques pages plus loin, je trouvai un autre mémoire intitulé : *Réflexions sur le mauvais état de l'Empire ottoman, avec les moyens d'en profiter et de rétablir l'Empire d'Orient en faveur d'un des enfants de France, en détruisant celui des Turcs.*

A première vue, je crus avoir affaire à l'une de ces rêveries où tant de publicistes et même de diplomates se sont complus, trop enclins à refaire la carte du monde au gré de leurs fantaisies. Mais je lus attentivement le volume que j'avais en main[2], je constatai le caractère sérieux du projet exposé par l'auteur, Gravier d'Ortières, et la précision des indications qu'il donnait sur les chances d'exécution d'une expédition contre Constantinople; je lus sa correspondance conservée aux archives des affaires étrangères et, dans le même dépôt, celle de nos ambassadeurs auprès de la Porte, M. de Guilleragues, M. de Girardin[3]; à la Bibliothèque nationale, le journal tenu par Girardin durant sa mission[4]; aux archives de la marine, les instructions données à plusieurs

[1] Les consulats étaient, sous l'ancien régime, dans le département de la marine.

[2] Bibliothèque Nationale, ms. français 7176.

[3] *Correspondance de Turquie*, vol. XV et suiv., et supplément, vol. VI; et le carton intitulé : *Levant, visites des Echelles*, 1685-1707.

[4] Ms. fr. 7162-7175.

officiers envoyés dans le Levant; j'étudiai d'autres documents encore. Je dus arriver à la conclusion que Louis XIV et ses ministres avaient, en 1685, formé le projet de profiter de la faiblesse de « l'homme malade », jugée déjà irrémédiable, pour faire occuper Constantinople, à titre provisoire tout au moins, et qu'ils avaient fait établir le plan de l'expédition avec la méthode qui était dans les habitudes d'une administration particulièrement laborieuse et ordonnée[1].

A ces recherches, qui n'avaient qu'un intérêt de curiosité historique et que des obligations plus impérieuses avaient interrompues, des événements inattendus ont donné peut-être un peu d'actualité. Au souvenir des Français qui, depuis les croisades, ont précédé notre armée d'Orient sur la route de Constantinople, ne convient-il pas de joindre celui des projets du grand Roi et celui d'autres desseins plus anciens? C'était, à vrai dire, une tradition que Louis XIV suivait et non pas une politique nouvelle qu'il inaugurait. Tradition qui s'est maintenue longtemps, en dépit et à côté de celle qui faisait de la monarchie française l'alliée séculaire de l'Empire ottoman. C'est ce que je voudrais démontrer et expliquer.

*
* *

A peine la croix avait-elle été renversée de Sainte-Sophie que les rois de France avaient rêvé de l'y faire briller de nouveau. Un neveu du dernier empereur d'Orient, André Paléologue, qui parcourut l'Europe pendant quarante ans pour intéresser toutes les cours à sa cause, ne trouva nulle part de meilleur accueil qu'en France. Il avait été jusqu'en Russie, où régnait son beau-frère, Ivan III, grand prince de Moscou, marié en 1472 à Sophie Paléologue; mais le tsar, qui avait mis dans ses armes l'aigle bicéphale de Byzance, laissait dormir des prétentions que ses successeurs réveillèrent; il pensait à des acquisitions moins lointaines. Le roi

[1] Les amateurs de documents inédits doivent s'attendre à découvrir quelquefois ce que d'autres avaient déjà trouvé avant eux! Au cours de mes recherches, j'ai constaté que plusieurs chapitres du mémoire de Gravier d'Ortières avaient été imprimés, il y a plus de vingt ans, par M. Henri Omont, qui a accompagné ce texte d'autres pièces importantes et d'un savant commentaire (*Projets de prise de Constantinople et de fondation d'un empire français d'Orient sous Louis XIV*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1893). Longtemps auparavant, Ludovic Drapeyron avait publié une partie de ce mémoire de M. d'Ortières (*le grand dessein secret de Louis XIV contre l'empire ottoman*, dans la *Revue de géographie*, juin 1877); l'étude de ce consciencieux chercheur semble avoir passé presque inaperçue et être restée ignorée des historiens et des bibliographes.

de France, Charles VIII, se fit moins prier : en 1495, il acheta à l'héritier de Constantin XII ses droits sur « Constantinople, Trébizonde et la Serbie ». La conquête de Milan et celle de Naples, succès sans lendemain, n'étaient, dans son esprit chimérique, que le prélude d'une autre expédition; il se voyait déjà dans Byzance délivrée, son front victorieux ceint de la couronne des empereurs d'Orient.

Ce mirage n'a pas cessé d'enchanter nos rois, pendant qu'ils poursuivaient une politique plus pratique. Engagés dans une lutte mortelle contre les prétentions de la maison d'Autriche à la monarchie universelle et combattant le même ennemi que les Turcs, ils durent se concerter avec les sultans. Ce ne fut pas sans hésitation ni sans regrets que François I[er] adopta cette politique dont il n'était pas très fier, mais qui a eu, pourtant, les plus heureuses conséquences. Car les sultans n'ont pas seulement contribué à défendre l'équilibre européen contre l'hégémonie autrichienne : ils ont payé l'alliance française en faveurs accordées aux chrétiens d'Orient, dont nous nous fîmes les protecteurs dans l'Empire ottoman. C'est sous l'égide de la France, alliée de la Turquie, que les nationalités soumises au Sultan ont pu vivre et se développer jusqu'aux jours où chacune d'elles a atteint à la pleine indépendance. L'alliance franco-turque a sauvegardé la civilisation chrétienne dans le Levant. On comprend néanmoins combien et pourquoi elle choquait l'opinion. « Contre son ennemi, on peut de tout bois faire flèche », telle est la seule excuse qu'invoqua en faveur de cette politique le brave maréchal de Montluc, comme s'il éprouvait lui-même quelques scrupules à avoir de tels amis. Les publicistes, soudoyés par le gouvernement de l'Empereur, faisaient les dégoûtés : c'est un langage que nous connaissons. « Tous les princes chrétiens qui soutenaient le parti de l'Empereur faisaient grand cas de ce que le Roi, notre maître, avait employé les Turcs à son service. » Charles-Quint en aurait bien fait autant si cela avait été possible; il aurait trouvé, pour se justifier, autant d'arguments que les héritiers de ses ambitions en ont trouvé pour s'allier aux massacreurs d'Orient! Eux aussi, comme le vieux Montluc, mais sans réserves ni scrupules, ils ont pensé et dit : « Contre son ennemi, on peut de tout bois faire flèche. »

Les rois de France donnaient satisfaction à leurs propres scrupules, non seulement en assurant aux chrétiens d'Orient et aux pèlerins des Lieux Saints une protection efficace reconnue par les « capitulations », mais en se berçant de l'idée que leur alliance avec la Porte n'était qu'un expédient momentané et qu'un jour ils « chasseraient » les Turcs d'Europe, suivant une expression

que les publicistes les moins accessibles à l'idée des croisades n'ont guère cessé d'employer. De sorte que la France était à la fois, comme l'a écrit, il y a près de quarante ans, l'érudit ingénieux et modeste que nous avons cité plus haut, mon regretté ami L. Drapeyron, dans une étude bien documentée [1], « l'alliée officielle et intéressée et aussi l'ennemie secrète des Turcs ». Tous les rois de France, jusqu'au dix-huitième siècle, « ont eu deux projets, l'un qui réclamait sa solution immédiate, l'autre le projet séculaire ». Celui-ci, pourtant, est presque constamment resté à l'état d'idéal et, pour mieux dire, de rêve : je crois qu'il convient d'amender en ce sens la thèse de Drapeyron. Mais on ne peut méconnaître, nous le constatons mieux que jamais en ces temps, l'influence que sur la politique pratique peut avoir un idéal longtemps irréalisé et traité de chimérique.

Durant tout le seizième siècle, d'innombrables pamphlets recommandèrent la destruction de l'empire ottoman. En 1526, dans un opuscule adressé à François I[er], Barthélemy de Salignac conseillait au roi d'aller conquérir Jérusalem. En 1559, dans sa *République des Turcs*, Postel « met en quelque sorte à l'ordre du jour la destruction des Turcs », comme on l'a dit. La bataille de Lépante provoqua l'enthousiasme des adversaires même de la maison d'Autriche ; des publications faites en France indiquent la curiosité sympathique du public pour la victoire de Don Juan d'Autriche.

Un grand seigneur, le duc de Mayenne, et quelques braves chevaliers crurent le moment venu de travailler à la délivrance de la Grèce. Avec quatre navires et trois cents volontaires, ils rejoignirent la flotte chrétienne de Don Juan d'Autriche, au mois d'août 1572 ; mais l'expédition se réduisit à quelques escarmouches dans l'Adriatique. Les nouveaux croisés avaient passé outre à des défenses formelles du roi, plus politique. Charles IX songeait bien, il est vrai, à profiter de la défaite des Turcs pour racheter une des terres conquises par l'Islam, mais il espérait obtenir le consentement du Sultan. Il avait accueilli de soi-disant envoyés des Algériens qui se prétendaient prêts à reconnaître comme souverain le duc d'Anjou (le futur Henri III). L'ambassadeur du roi à Constantinople, François de Noailles, évêque de Dax, crut l'occasion opportune « pour faire avaler aux Turcs cette tiriaque » ; ayant bien soin de recommander d'avance au roi de stipuler le respect absolu de la propriété et de la religion musulmanes, il fit au Divan des ouvertures qui, naturellement, furent accueillies avec une courtoisie dilatoire [2].

[1] *Un projet français de conquête de l'empire ottoman au XVI*[e] *et au XVII*[e] *siècles* (*Revue des Deux-Mondes*, 1[er] novembre 1876).

[2] Ch. de la Roncière, *Histoire de la marine française*, t. IV, pp. 133-134.

Ce sage prélat, — qui maintenait l'alliance turque, nécessaire aux intérêts de l'Etat qu'il servait en même temps que l'Eglise, et qui était politique au point de ne pas désirer que la « Ligue chrétienne » portât à l'Empire ottoman un coup fatal plus avantageux à la maison d'Autriche qu'à la chrétienté, — n'était pourtant pas trop mécontent de la défaite des Turcs. « Par là, disait-il, ils auront pu connaître combien les forces des chrétiens leur seraient formidables lorsque Votre Majesté se voudrait mettre de la partie. » Dans cette politique, il n'y avait ni duplicité ni contradiction : la tradition de la diplomatie française, c'était de tenir la balance entre des intérêts aussi précieux les uns que les autres, de ne méconnaître ni les uns ni les autres.

Des publicistes et des hommes d'action penchaient vers une autre politique, sans doute parce qu'ils croyaient les Turcs déjà en décadence. Ainsi, en 1588, René de Lucinge, dans son livre : *De la naissance, durée et chute des empires*, qui, dans une nouvelle édition, reçut le titre de : *Histoire de l'origine, progrès et déclin de l'empire des Turcs*, déclare que l'empire turc s'écroulera prochainement et recommande aux princes chrétiens d'en profiter et de l'attaquer de tous les côtés à la fois. Dans un de ses *Discours*, François de Lanoue, toujours préoccupé de mettre fin aux discordes entre les chrétiens de nationalité et de foi différentes, leur propose comme diversion une croisade. Pour conquérir l'empire ottoman, il eût fallu quatre ans à l'en croire. L'invasion de la Hongrie et de la Roumélie aurait coïncidé avec le débarquement d'une armée chrétienne en Grèce et en Macédoine; la campagne eût été couronnée par le siège de Constantinople.

Des chevaliers de Malte de nationalité française combattaient, sous la bannière de France et d'accord avec les Turcs, nos ennemis espagnols; d'autres cependant continuaient la tradition des croisades, faisant la chasse, non seulement aux corsaires barbaresques, mais aux Turcs.

Henri IV lui-même n'a-t-il pas compris dans ses projets d'avenir, avec d'autres entreprises coloniales, la délivrance des chrétiens d'Orient? Des contemporains y ont fait allusion, mais ils manquent d'autorité. Quant au « grand dessein » comportant la reconstruction de l'Europe et l'établissement d'une république chrétienne dont les Turcs auraient été exclus, c'est un rêve qui a été toujours étranger à l'esprit du Béarnais : Sully l'a imaginé avec un souci bien plus grand de sa propre gloire que de la vérité historique[1]. Henri IV avait eu des préoccupations plus pressantes,

[1] M. Pfister l'a prouvé surabondamment dans son admirable étude sur *les Œconomies royales de Sully et le grand dessein de Henri IV*, publiée dans la *Revue historique* (tomes LIV, LV et LVI, 1894). Sur les motifs

et quand il s'occupa des affaires d'Orient, c'était au profit de notre commerce et de nos clients chrétiens[1].

Le comte de Brèves, qui fut son ambassadeur à Constantinople de 1592 à 1606 et qui visita les Lieux Saints, préconisait une politique plus audacieuse. Dans son *Discours abrégé des assurés moyens de ruiner la monarchie des princes ottomans*, écrit sous le règne de Louis XIII, il constate les maux intérieurs qui minent l'empire des Turcs et conseille de profiter d'une ruine irrémédiable. A partir du jour où la chute de l'empire ottoman a paru possible, probable, sinon inévitable, ç'a été la pensée naturelle de notre diplomatie d'en tirer parti : mais lente a été l'agonie; il eût été inopportun d'en précipiter l'issue tant qu'il y avait des chances de salut pour « l'homme malade » qui semble devoir périr d'un suicide.

Dès 1609, le monde hellénique parut se soulever depuis la Bulgarie et la Macédoine jusqu'à la Dalmatie et à la Morée. Le réveil de l'indépendance avait sonné dans les montagnes du Magne; un prince français, Charles de Gonzague, duc de Nevers, petit-fils de Marguerite Paléologue, marquise de Montferrat, y était appelé comme l'héritier des empereurs d'Orient. Comment l'expédition fut organisée, comment elle aboutit à de vaines tentatives poursuivies durant douze ans, un récit aussi vivant que documenté nous l'a appris[2]. Elle avait eu des chances sérieuses de succès.

Cette croisade avait surtout rencontré son Pierre l'Hermite en un homme qui unissait l'enthousiasme d'un apôtre au clair esprit du politique, le P. Joseph. Suivant les expressions de l'historien éminent qui a jeté la lumière sur la figure énigmatique du confident de Richelieu[3], « la vie religieuse et politique du P. Joseph a été dominée par un sentiment et par une idée : la douleur de voir les Lieux Saints aux mains des infidèles, la préoccupation de les leur arracher. En même temps qu'il fonde une congrégation dont les mérites spirituels doivent obtenir leur délivrance, il entreprend d'unir dans le même but les nations chrétiennes. Le sentiment public était mieux préparé qu'on ne saurait le croire à

qui ont amené Richelieu à donner du crédit à quelques-unes des inventions de Sully, me permettra-t-on de renvoyer à un mémoire sur *Quelques collaborateurs de Richelieu* que la Société de l'Histoire de France vient de publier (*Rapports et notices sur l'édition des Mémoires de Richelieu*, t. II, p. 151).

[1] Des Grecs et des Macédoniens sollicitèrent à plusieurs reprises son appui en faveur des projets d'insurrection qu'ils formaient; mais il ne trouva pas opportun de les écouter.

[2] Ch. de la Roncière, *op. cit.*, t. IV, pp. 412-423.

[3] G. Fagniez, *le Père Joseph et Richelieu*, t. Ier, p. 120.

le comprendre et à le seconder ». Si des visions et des révélations inspiraient le P. Joseph, si son enthousiasme s'épanchait dans un poème [1], il n'oublia aucune des conditions pratiques de la préparation à la victoire. Mais « pour faire aboutir ces préparatifs, il aurait fallu que la crainte des Turcs arrachât l'Europe à ses divisions... La maison d'Autriche força la France à reprendre la lutte traditionnelle et, en défendant sa sécurité, à songer à sa grandeur ».

*
* *

L'échec du P. Joseph laissa subsister, comme on l'a remarqué, « l'idée d'une réconciliation des ambitions et des croyances aux dépens des Turcs. Impuissante à arrêter le cours des événements, elle ne fut pour cela ni moins sincère, ni moins répandue. Elle est familière aux personnages les plus opposés; elle fait presque partie du style des chancelleries [2] ».

La tradition se continua donc; comme un de ces fleuves qui ont un cours parfois souterrain, elle n'a jamais été longtemps oubliée. L'idée de la conquête de l'Empire ottoman a été familière à Louis XIV dès son enfance; ses éducateurs l'avaient, comme l'eurent ceux de son fils.

En fait, Louis XIV, tout en maintenant un ambassadeur à la Porte, en échangeant des lettres amicales avec le Sultan, en obtenant de lui des concessions pour les religieux latins et pour nos commerçants [3], a fait plusieurs fois la guerre aux Turcs, mais une guerre en quelque sorte occasionnelle, « semi-officielle ». Il n'a pas seulement laissé des volontaires participer aux campagnes des Vénitiens et de l'Empereur contre la Turquie; il leur a envoyé des corps expéditionnaires organisés. En 1664, les troupes commandées par Coligny ont pris une part glorieuse à la victoire des Impériaux en Hongrie; ce sont les troupes de Navailles qui ont retardé la chute de Candie en 1669.

Des desseins d'une portée plus générale se faisaient jour non seulement dans le public, mais dans le conseil même du Roi. En 1692, Leibniz lui soumettait le projet de la conquête de l'Egypte qui devait assurer à la France « la domination des mers, le commerce de l'Orient et de l'Inde, la prépondérance dans la chrétienté et même l'Empire d'Orient sur les ruines de l'Empire ottoman ».

[1] La *Turciade*, découverte dans la bibliothèque Barberine, à Rome, par M. l'abbé Dedouvres.
[2] G. Fagniez, *op. cit.*, p. 180.
[3] Voir le bel ouvrage de Paul Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII*e *siècle* (1896).

En 1675, un capucin français, Michel Febvre [1], connu sous le nom de Père Justinien, et qui avait séjourné dix-huit ans à Alep, publiait un livre sur *l'état présent de la Turquie*; sept ans plus tard, un *théâtre de la Turquie*; il dédia l'un au Roi, l'autre à Louvois. Scrutant les vices du gouvernement ottoman et en prédisant la ruine prochaine, il conjurait le Roi d'en hâter la chute dans l'intérêt de la France et de l'Eglise et lui conseillait de relever l'Empire d'Orient au profit d'un prince de la maison de France.

Un autre religieux, qui avait aussi vécu en Orient et avait géré le consulat de Damiette, le P. Jean Coppin, publiant, en 1686, *le Bouclier de l'Europe ou la guerre sainte*, y faisait un plan détaillé de partage de l'Empire; il appelait à en bénéficier tous les princes chrétiens, même les plus modestes. La France aurait eu pour sa part Constantinople, Andrinople et Brousse, Trébizonde, Alexandrie, Tunis, Bône, avec les territoires en dépendant; l'Empereur, la Serbie et la Bulgarie; Venise, l'Albanie et l'Epire; le Pape, Jérusalem; le duc de Savoie, Chypre; l'ordre de Malte, Rhodes. La Grèce aurait été partagée entre la France, l'Espagne, les Vénitiens et l'Angleterre qui, en outre, aurait annexé Tanger.

Les Turcs, après avoir une dernière fois menacé la chrétienté, semblaient à bout de souffle. La levée du siège de Vienne marqua le début de leur décadence militaire (1683). On devait constater, comme cela a eu lieu bien des fois depuis lors, que l'Empire était absolument incapable de se réformer lui-même, autant que d'écouter les bons conseils. Pressées par les Impériaux, les Polonais et les Vénitiens, les armées ottomanes éprouvèrent une série ininterrompue de défaites. En Hongrie, elles laissaient prendre ville après ville; le duc de Lorraine, qui commandait les troupes de l'Empereur, conquit Bude en septembre 1686 et infligea au grand vizir, en 1687, une défaite décisive à Mohacz. En vain le Sultan chercha-t-il à détacher de l'alliance autrichienne le roi de Pologne : Jean Sobieski continua de prêter le concours de ses vaillants cavaliers à l'Empereur qui ne le payait pourtant que d'ingratitude. A la tête des Vénitiens, le vieux général Morosini, l'illustre défenseur de Candie, conquit, en quatre ans, de 1684 à 1688, toute la Morée. Les Vénitiens menaçaient aussi l'Epire et les îles.

Ces revers avaient été d'abord attribués à l'incapacité du grand vizir, Ibrahim-Pacha; destitué le 24 décembre 1685, il fut remplacé par Suleyman-Pacha, qui, au témoignage de notre ambas-

[1] Il était né à Neuvy-le-Roi (en Touraine), en 1630. (Carré de Busserolles, *Dictionnaire géographique et historique d'Indre-et-Loire*, 1879, t. III, p. 51.)

sadeur, était « homme d'esprit », mais qui fut aussi malheureux à la guerre que son prédécesseur. « Le désordre où sont les Turcs ne se peut exprimer, écrivait l'un de nos consuls. La perte de tant de batailles et de provinces les a mis dans une consternation générale. On peut dire qu'ils sont sans ressources, n'ayant ni généraux, ni ministres, ni troupes, ni argent, ni alliés. » « Le Grand Seigneur, disait l'ambassadeur M. de Guilleragues (le 9 septembre 1684), trouve toutes sortes d'inventions pour la guerre, excepté celle de donner de l'argent. »

Plaie d'argent a failli être mortelle pour les Turcs : à cette époque, ils en trouvaient moins facilement qu'ils ne l'ont fait à l'époque bénie des banques cosmopolites. Sauf quelques grands personnages enrichis par les malversations, tout le monde était misérable. A Constantinople, en 1685, on fit fondre les ouvrages d'argenterie pour en fabriquer monnaie. N'étant pas payés, soldats et marins pillaient. Leurs agressions enlevaient toute sécurité aux rues de la capitale même. On peut comprendre ce que valaient une armée et une marine ainsi entretenues! Les janissaires prenaient à Constantinople leur revanche de leurs défaites : en novembre 1687, ils détrônèrent le Sultan Mohammed IV; en mars 1688, ils massacrèrent le grand-vizir.

Sur l'anarchie turque, les détails abondent dans la correspondance de nos ambassadeurs et de nos consuls et dans les livres d'un personnage assez singulier, un peu aventureux et même intrigant, La Croix [1], qui, après avoir été le secrétaire de M. de Nointel, ambassadeur de 1671 à 1678, cherchait vainement un emploi et travaillait pour les libraires [2]; ses nombreux et copieux ouvrages et les lettres qu'il adressait aux ministres doivent n'être lus qu'avec un peu de défiance, mais, somme toute, concordent avec les autres témoignages contemporains. « Si la guerre continue, écrivait-il (le 7 avril 1685), cet empire sans hommes et sans argent est à la discrétion de ses ennemis. » C'est l'impression que ses livres donnaient au public.

L'attention des lecteurs français était, en effet, très attirée par les événements d'Orient. Le nombre des ouvrages publiés sur l'empire ottoman au dix-septième siècle suffirait à prouver que ces régions, parées d'un charme romanesque, étaient à la mode. C'est en 1672 que Racine avait mis à la scène les aventures de

[1] Il ne faut pas le confondre avec les célèbres interprètes, MM. Pétis de la Croix, à la famille desquels il était étranger; biographes et bibliographes ont fait souvent cette confusion.

[2] Le plus connu de ses ouvrages est intitulé : *Mémoires du sieur de La Croix, contenant diverses relations très curieuses de l'empire ottoman* (1684); il a tiré de cet ouvrage « plusieurs moutures ».

Bajazet, assassiné en 1635. Mme de Sévigné avait lu, en 1676, aussitôt après son apparition, un livre de Guillet de Saint-Georges, l'*Histoire des grands vizirs, Mahomet Coprogli pacha et Achmet Coprogli pacha*, qui avait l'attrait d'un récit contemporain, puisque l'auteur le poursuivait jusqu'à des faits accomplis depuis quelques mois seulement. « Je lis dans le carrosse, écrivait la marquise, une petite histoire des vizirs et des intrigues des sultanes du sérail qui se laisse lire assez agréablement; c'est une mode que ce livre. » Du même auteur, elle gouta aussi l'*Histoire de Mahomet II*, le conquérant de Constantinople, publiée en 1682. « Cet événement, dit-elle, est grand, et si singulier, si brillant, si extraordinaire qu'on en est enlevé; il n'y a que deux cent trente-six ans. » Quand elle parlait ainsi, Louis XIV était sollicité de reprendre Constantinople aux Turcs. L'opinion était préparée à l'idée que nos armées avaient en Orient à cueillir de nouveaux lauriers. Ce que l'on savait de l'état de l'empire ottoman paraissait rendre la tâche facile. En tête d'un almanach de 1686 et d'un autre de 1687, deux curieuses vignettes[1] montrent, l'une *le Polonais, l'Impérialiste, le Vénitien* et leurs rivaux se partageant un gâteau, le « croissant turc »; la seconde, *le Grand Turc désespéré des médecins* : chacun d'eux, Vénitien, Allemand, Espagnol, Moscovite, semble proposer un remède à l'homme malade dont ils entourent le lit.

La France n'aurait-elle point sa part de l'héritage ottoman, à un moment où notre ambassadeur écrivait : « Les gens les plus sensés croient l'empire perdu; il est accablé de tous les fléaux de Dieu. » La tentation était forte. Si rien ne pouvait sauver la Turquie, n'était-ce pas une œuvre vaine que de continuer à lui témoigner une amitié qui n'avait plus comme compensation l'appui éventuel des armées ottomanes, devenues une tourbe sans discipline et sans valeur? Le gouvernement français pouvait hésiter entre deux politiques : arracher de nouveaux privilèges à l'empire affaibli, ou lui donner le coup de grâce en conquérant les plus belles provinces du Levant. Par les procédés qu'elle avait eus envers nos nationaux établis dans les Echelles, la Turquie semblait méconnaître le danger de mécontenter le roi. La Porte avait aggravé son cas, en imposant, en 1677, à notre ambassadeur, M. de Nointel, un cérémonial nouveau, qui fut jugé indigne de la majesté du roi, et en prolongeant durant sept ans, de 1677 à 1684, cette discussion d'étiquette. Elle avait refusé à notre représentant les « honneurs du *sopha* », c'est-à-dire le droit de prendre, les jours de réception chez le grand-vizir, un siège absolument pareil

[1] Albert Vandal les a fait reproduire dans son beau livre : *l'Odyssée d'un ambassadeur, les voyages du marquis de Nointel.*

à celui de ce ministre, les deux sièges étant placés sur une même estrade, recouverte d'un tapis et dressée contre la muraille. Après avoir protesté contre l'obligation de prendre place en dehors de cette estrade, c'est-à-dire d'occuper une situation le forçant de s'adresser au vizir comme à un supérieur le regardant de haut, Nointel avait fini par subir ce nouveau cérémonial. C'est le 26 octobre 1684 seulement que son successeur, M. de Guilleragues, obtint les honneurs du sopha. Entre temps, Duquesne avait poursuivi les corsaires tripolitains jusque dans le port de Chio, où les autorités ottomanes leur avaient donné asile; il avait bombardé la ville. Moins effrayé qu'irrité, le grand-vizir avait imposé à nos commerçants de Constantinople une amende ou *avanie* de 250 000 livres [1].

L'attitude insolente des Turcs ne changea qu'après leurs revers. Ils souhaitaient passionnément qu'une guerre entre la France et l'Empereur créât une diversion en leur faveur. Un des drogmans de l'ambassade, après avoir décrit les honneurs rendus par les Turcs à Guilleragues, écrivait au ministre Seignelay. « Votre Grandeur peut connaître de tout le contenu de cette lettre quelle est la réputation des Français dans l'empire ottoman. Je peux l'assurer qu'il est incroyable combien elle est grande. » L'un de nos consuls, ayant reçu une relation de la réception de Guilleragues, s'écriait : « Il ne se peut rien voir de plus glorieux pour le Roi, ce qui fait connaître à un chacun la différence qu'on doit faire de notre auguste maître et de tous autres princes »; il fit faire de cette relation plusieurs copies « pour en envoyer partout ».

Guilleragues mourut sans avoir pu jouir des fruits de son succès, le 6 mars 1685. Sa veuve fit l'intérim de l'ambassade : cas qui est probablement unique dans l'histoire de la diplomatie et qui donna lieu à bien des commentaires. Ses lettres révèlent son énergie et son intelligence et justifient le jugement qu'un contemporain, après l'avoir vue à l'œuvre, a porté sur elle : « Une héroïne et un cœur mâle dans une femme fort faible. »

Le nouvel ambassadeur, M. de Girardin, n'arriva qu'au mois de janvier 1686. Il fut accueilli avec la plus haute distinction et obtint sans difficulté les « honneurs du sopha ». Comme son prédécesseur, il profita des nouvelles dispositions des Turcs pour stipuler des avantages considérables en faveur de nos commerçants et de nos religieux. « Jamais tel peuple ne nous a témoigné tant d'amitié », constatait un consul. Dans les Echelles, les pachas consentaient même à restituer les sommes dont ils avaient, depuis des années, imposé le paiement, en guise d'*avanie*, à nos

[1] Paul Masson, *op. cit.*, p. 217 et 227.

compatriotes. Les mémorialistes, comme Dangeau, Sourches, ont noté bien des faits parvenus aux oreilles des courtisans de Versailles et qui dénotaient « toute la considération que l'on avait pour le Roi en ces pays éloignés ».

*
* *

C'est dans ces circonstances que le gouvernement du roi envisagea pratiquement la possibilité d'une expédition dans le Levant. Les documents qui ont révélé la préparation de cette expédition indiquent que l'occupation de Constantinople avait été prévue. S'agissait-il d'une conquête définitive? L. Drapeyron, qui a parlé le premier du *grand dessein secret de Louis XIV*, n'en doutait pas; M. Omont dit seulement, avec une réserve qui semble justifiée : « Il semble que Louis XIV ait songé en 1685 que le moment était venu de mettre à exécution les projets de conquête en Orient qui depuis longtemps déjà, et pour des motifs divers, avaient séduit son esprit. » Peut-être est-ce déjà trop dire; peut-être ne s'agissait-il que de nous assurer une situation privilégiée dans l'empire, en frappant les Turcs de terreur par une expédition analogue à celles qui étaient dirigées fréquemment contre les pirates barbaresques et en procédant au bombardement des ports de Turquie et de Constantinople même, en allant jusqu'à l'occupation temporaire de quelques points. C'était déjà un bien grand dessein que d'imposer aux Turcs, dans leur capitale menacée ou prise, un traité humiliant. Les instructions officielles données à ceux qui durent en préparer l'exécution ne parlent de rien de plus.

Le projet une fois conçu fut minutieusement étudié; tous les détails en furent examinés par ordre du ministre Seignelay, à qui son père Colbert avait enseigné la nécessité d'une préparation méthodique de toute entreprise. Les administrateurs formés à l'école d'un maître comme Colbert étaient remarquables à la fois par la grandeur et la suite de leurs desseins et par le soin minutieux qu'ils mettaient à en prévoir, à en assurer et à en surveiller l'exécution, ne voulant rien laisser au hasard de ce que le travail, la prudence et l'ordre peuvent lui enlever. De telles traditions étaient en honneur à la fois chez les ministres et chez leurs collaborateurs, ces commis dont on ne louera jamais trop l'effort désintéressé et qui ont eu une part anonyme, mais glorieuse, à toutes les grandes œuvres de nos anciens ministres.

Le départ de Girardin pour Constantinople sur une escadre commandée par le chevalier Du Méné fournit l'occasion d'une enquête sur les difficultés que pourrait rencontrer l'entreprise de forcer les Dardanelles, ainsi que sur les conditions d'une expédition éventuelle dans l'Archipel et dans les Echelles. L'ingénieur

Plantier et deux officiers de marine, MM. de Combes, embarqués sur l'escadre, avaient ordre « d'examiner le passage des Dardanelles, la force des châteaux qui y sont et d'observer quels vents doivent régner pour y passer, à quelle distance l'on en est éloigné en passant et s'il est facile de tenter ce passage avec plusieurs vaisseaux et galères, quelles conjonctures de temps il faudrait prendre pour cela, s'il y a des batteries considérables qui regardent la mer, quel nombre de pièces de canon il y a dans les batteries et quelles garnisons il y a dans les châteaux ».

Plantier profita de l'arrêt de l'escadre à Ténédos, du 20 au 23 décembre 1685, pour prendre un plan et une vue du mouillage; puis, sous un prétexte bien choisi, il put entrer dans les deux châteaux des Dardanelles et reconnaître « la disposition des batteries, la quantité des canons, la manière de les mettre en batterie, leur calibre »; il fit aussi le tour des châteaux par dehors et, en ayant l'air de se promener, prit toutes les distances, de sorte qu'il put dresser une carte du détroit et y marquer les sondes et les mouillages pour les galiotes et les galères.

MM. de Combes trouvèrent aussi le moyen d'aller « plusieurs fois aux châteaux vieux, sous prétexte d'acheter des rafraîchissements, et des deux côtés du canal en allant à la chasse ». L'ambassadeur, en rendant compte au ministre de ces circonstances, ajoutait :

Le passage des châteaux neufs étant de plus de 1800 toises, ils ne doutent point qu'on ne le puisse tenter sans beaucoup de risque de canon en tenant le milieu et ce avec d'autant plus de facilité qu'il y a bon mouillage hors la portée du canon avant que d'y entrer et que, le passage ayant été reconnu de jour, on peut mettre à la voile la nuit; et, d'ailleurs, on peut poster des galiotes à couvert de tous côtés pour bombarder, soit de jour ou de nuit, et mettre le désordre dans les batteries qui seraient aisément embarrassées par la chute des murailles voisines, qui sont d'une fort méchante construction.

MM. de Combes visitèrent aussi Gallipoli; ayant poursuivi leur enquête, ils purent reconnaître les environs de Constantinople et les rives du Bosphore. Ils remirent au ministre, le 15 avril 1686, un mémoire riche de détails techniques [1].

Plantier ne remit qu'au mois d'août 1686 le sien qui comprenait, outre la description des Dardanelles, celle de plusieurs ports de l'Archipel et de la côte de Syrie. Il avait pu faire la visite des Echelles avec Du Méné qui, après avoir amené l'ambassadeur à Constantinople, avait eu ordre de conduire à Chypre et en Syrie

[1] M. H. Omont, dans l'article cité, analyse ce mémoire qui remplit 81 feuillets in-folio et qui est conservé dans les archives du dépôt du service hydrographique de la marine. Il a publié aussi le texte des instructions données à Plantier et à Du Méné.

M. Gravier d'Ortières [1], chargé d'inspecter les consulats du Levant.

Pareille mission a été plusieurs fois remplie au dix-septième siècle et depuis lors, et l'utilité n'en saurait être contestée. D'Ortières devait examiner dans chaque port la situation du commerce, les abus dont il souffrait, et proposer les moyens propres à développer notre trafic. Mais sa mission officielle se doublait d'une mission secrète. Il devait examiner dans quelles conditions pourrait être exécutée l'expédition que l'on prévoyait et faciliter aux officiers qui étaient avec lui et à Plantier le moyen de faire des observations techniques. Parti de Toulon avec l'ambassadeur, il demeura quelques jours à Constantinople, poussa une pointe jusqu'à Andrinople, puis s'embarqua le 23 février pour les Echelles. De retour à Toulon le 12 août (1686), il reprit la mer le 3 avril 1687 pour achever de remplir sa mission : c'était encore Du Méné qui l'emmenait.

L'ingénieur Razaut fit partie de cette seconde expédition : il eut ordre de lever les plans de tous les ports où il toucherait et d'examiner minutieusement « tous les endroits des côtes propres à faire des descentes..., l'entrée des villes, comment elles ferment..., quelle en est la fortification..., si la place est commandée ou non..., s'il y a de l'eau ou du fourrage, s'il n'y a point de fonds ou rideaux qui puissent favoriser les approches, si la circonvallation sera de grande étendue..., quel temps il fait ordinairement à chaque saison, quelles sont les plus propres aux entreprises qu'on y pourrait faire avec des armées de terre et de mer... » Ce questionnaire, prévoyant tout, occuperait deux pages, et je dois me contenter d'en indiquer le caractère minutieux. Le mémoire de Razaut ne nous est pas parvenu.

Ceux de d'Ortières nous ont été heureusement conservés, mais pas dans leur intégralité. Nous possédons le rapport qu'il fit sur la situation des Echelles et qui eut des sanctions pratiques. Il avait en outre composé un long mémoire intitulé : *Estat des places que les princes mahométans possèdent sur les costes de la mer Méditerranée et dont les plans ont estés levez par ordre du Roi à la faveur de la visite des Eschelles du Levant que Sa Majesté a fait faire les années 1685, 1686 et 1687, avec les projets pour y faire descente et s'en rendre maistres*. Ce document, accompagné de cartes, de plans et de vues du plus haut intérêt, remplissait trois gros volumes ; il ne nous en reste que deux ; et malheureusement, si la collection des cartes et des vues y est complète, le texte n'a pas été transcrit intégralement. De beaucoup de chapitres, le titre seul a été indiqué.

[1] Léonor Gravier d'Ortières, fils d'un échevin de Tours, était commissaire général de la marine à Marseille.

Ce qui nous a été transmis suffit à montrer avec quel soin d'Ortières avait travaillé à réunir les informations de nature à faciliter l'expédition projetée. La description qu'il fait de Constantinople est très longue, mais très intéressante à plusieurs égards. Il s'étend particulièrement sur les fortifications, dont il note le fort et le faible, et indique les points « les plus propres à faire la descente ». Il recommande les officiers et les pilotes français ayant la connaissance de l'Archipel et des Dardanelles; quelques-uns de ces pilotes avaient servi, comme esclaves, sur les galères du Grand-Seigneur. « On ne doit pas manquer, ajoute-t-il, de prendre des pilotes au Mil (Milo); ce sont les meilleurs de tout l'Archipel. »

Examinant quelles forces seraient « nécessaires pour brûler Constantinople », il conclut : « Je suis persuadé que 20 vaisseaux et 15 galères suffiront, avec 8 galiotes à bombes et 6 brûlots; si, par la suite, on avait besoin d'un plus grand nombre de brûlots, on pourrait prendre des bâtiments de charge pour cela. Il faudrait embarquer 40 000 bombes afin de n'en pas manquer. Il faudrait 4 petites galiotes, tirant 7 à 8 pieds d'eau seulement, afin d'approcher plus près aux endroits où il y a peu de profondeur...

« Je ne crois pas qu'il faille moins de huit mille hommes pour faire les descentes dans les lieux que j'ai marqués et moins de cinquante à soixante vaisseaux marchands pour porter le biscuit qui doit suivre avec toutes les munitions de guerre. »

Dans deux autres chapitres, d'Ortières traite les questions politiques. Il envisage tout d'abord le cas où, après avoir fait bombarder Constantinople, le roi voudrait traiter avec la Porte, se contentant « d'avoir rabaissé par une action d'éclat la fierté de cette cour ». Tel était probablement l'objet restreint du projet officiel.

Les conditions de la paix devraient être la concession d'un traitement de faveur pour les marchands français, l'ouverture des ports de la mer Noire et de la mer Rouge, la suppression de l'obligation des présents payés par les consuls aux officiers de la Porte et des Echelles, la démolition des fortifications de Ténédos, de Chio et de Mytilène, « en dernier lieu que les Lieux-Saints seraient ôtés aux Grecs et remis en la garde des religiéux latins, comme ils étaient par le passé [avant 1635], et que les Français qui iraient les visiter ne seraient sujets à aucun tribut ». Il conseille aussi d'imposer des contributions aux grandes villes : « Smyrne et Salonique pourraient fournir chacune pour le moins deux cent mille écus »; les îles de l'Archipel quatre cent mille. Pour assurer l'exécution du traité, il « paraîtrait à propos de laisser toujours une escadre de douze vaisseaux de second et de troisième rang, avec les galiotes à bombes et autant de frégates légères, qui

navigueraient séparément dans tout le Levant, deux ou trois ensemble, et ne s'assembleraient qu'en cas de nécessité ».

Exprimant ensuite ses idées personnelles, d'Ortières déclare que « Sa Majesté est en état de penser à un plus grand dessein et de l'exécuter, et que l'occasion n'en peut être plus favorable ». Le mauvais état de l'empire est arrivé à un point

tel qu'il sera facile aux Impériaux de venir la prochaine campagne à Constantinople et de s'en rendre maîtres... On n'estime pas qu'il soit à propos de les laisser aller plus loin et qu'il soit de l'intérêt de la France de regarder l'agrandissement de l'Empereur et des Vénitiens avec tranquillité et sans se remuer. Le parti le plus assuré et le plus convenable à la grandeur de Sa Majesté est de penser à la destruction entière des Ottomans et de partager leur empire avec les princes chrétiens; mais il faut devancer l'Empereur et ne pas donner le temps à son armée d'arriver à Constantinople avant la nôtre, étant tout à fait important de nous saisir de cette capitale pour prévenir les brouilleries qui arriveraient si les Impériaux s'en rendaient maîtres; outre que la conquête de cette ville, qui a toujours été le siège de l'empire d'Orient et, depuis, de celui des Turcs, fortifierait les droits et les prétentions de Sa Majesté sur cet empire.

Après avoir suggéré le choix des prétextes qu'il conviendrait, d'après lui, de prendre pour attaquer les Turcs et des précautions qu'il faudrait adopter pour dissimuler les préparatifs de ce dessein, l'auteur propose d'aller droit à Constantinople avec 40 000 hommes de bonnes troupes.

Si une puissante armée navale paraissait aux Dardanelles, la ville de Constantinople serait bientôt abandonnée. Les vieux châteaux des Dardanelles seraient pris en moins de trois jours... Les armées du Grand-Seigneur qui sont en Europe seraient bientôt débandées quand elles sauraient que l'Empereur leur maître serait repassé en Asie... Tous les peuples seraient pour nous; les Grecs et autres chrétiens ne manqueraient pas de se soulever et, ayant des chefs et des armes, ils suffiraient seuls pour tailler tous les Turcs en pièces, auxquels ils ne feraient aucun quartier pour se venger des cruautés qu'ils souffrent...

Il faut faire état de 40 vaisseaux de guerre, 30 galères, 10 galiotes à bombes, 12 brûlots et 200 bâtiments de charge; il faudrait embarquer quantité de biscuit, du blé et de la farine, avec des légumes, 300 milliers de poudre et 50 000 bombes, 60 000 mousquets pour armer les Grecs et autres chrétiens du pays, 30 000 paires de pistolets et 50 000 sabres, avec divers instruments à remuer la terre pour faire des sièges.

Après avoir fortifié Constantinople, il conviendrait d'occuper Smyrne et « la côte de Natolie qui est un très bon pays »; puis, l'Archipel, la Syrie, la Palestine, l'Egypte. « Ces provinces ne demeureraient point dans l'obéissance du Grand-Seigneur, la domination de ce prince n'y étant pas moins en aversion que parmi les peuples d'Europe. » La Thessalie, la Macédoine, la Serbie, la Bulgarie et la Roumélie seraient dévolues aussi au roi. L'Empereur, pour sa part, garderait

les conquêtes qu'il a déjà faites sur les Turcs, et on lui céderait toutes les autres villes et places de Hongrie qui restent encore sous la domination du Turc. La république de Venise aurait en partage l'Esclavonie, la Croatie, le royaume de Bosnie, la Dalmatie, l'Albanie et l'Epire, et céderait au Roi la Morée et l'Achaie. Le partage du roi de Pologne sera de la Moldavie et de la Valachie. On doit ménager quelque chose pour le comte de Tekely (prince de Transylvanie), qui sera toujours en état, par ce moyen, de faire tête à l'Empereur : la principauté de Temesvar lui conviendrait bien, non seulement pour ses intérêts, mais aussi pour les nôtres. On pourrait rétablir la religion (l'ordre) de Malte dans l'île de Rhodes en lui donnant encore quelques îles voisines.

L'empire d'Orient ainsi reconstitué serait donné à un enfant de France. C'était sans doute à un fils du Dauphin que l'auteur du mémoire destinait la couronne de Constantinople.

Tel était le rêve de Gravier d'Ortières, plus ambitieux que le projet officiel dont il avait été chargé de préparer l'exécution. Des préoccupations plus proches s'imposèrent à Louis XIV et le détournèrent de toute entreprise en Orient. La guerre de la Ligue d'Augsbourg lui rendit même précieux un rapprochement avec la Porte. C'en était fait, pour longtemps, de tout espoir d'établissement français dans le Levant. Les desseins de Louis XIV n'auraient pourtant pas été, sans doute, irréalisables à cette époque, ni peut-être même la conquête d'une partie de l'empire ottoman.

Boileau aurait-il pu croire que son inspiration fût si proche de la réalité, lorsqu'en 1672 il écrivait au roi. (Epitre IV.)

Oh! que le ciel soigneux de notre poésie,
Grand Roi, ne te fit-il plus voisin de l'Asie!
. . . .
Là plus d'un bourg fameux par son antique nom
Vient offrir à l'oreille un agréable son.
Quel plaisir de te suivre aux rives de Scamandre,
D'y trouver d'Ilion la poétique cendre,
De juger si les Grecs qui brisèrent ses tours
Firent plus en dix ans que Louis en dix jours!
Mais pourquoi sans raison désespérer ma veine?
Est-il dans l'univers de plage si lointaine
Où ta valeur, grand Roi, ne te puisse porter
Et ne m'offre bientôt des exploits à chanter?
. . . .
Je t'attends dans deux ans au bord de l'Hellespont.

Plus de deux siècles se sont écoulés : les rives du Scamandre et les bords de l'Hellespont voient passer les armées de la civilisation, et bientôt, dans Byzance, les bannières françaises flotteront victorieuses comme l'a rêvé le Grand Roi.

L. Delavaud.

LA BATAILLE DE L'YSER[1]

Un récit individuel de la bataille de l'Yser ne peut se faire au jour le jour. C'est un long événement, avec de temps à autre des événements aigus. C'est un crépitement de fusils et une canonnade permanente, avec de temps en temps des rages de mitraille et des élans d'hommes. C'est une pièce de théâtre vivante, avec quelques scènes violentes qui bondissent au-dessus des autres.

Depuis la victoire de la Marne, la gauche française a remonté la droite allemande. Le mouvement s'est prolongé jusqu'aux environs de Lille, quand la capitulation d'Anvers libère les forces allemandes qui faisaient le siège de la ville et permet de les envoyer brusquement entre Lille et la mer. Il y a là un trou vers Dunkerque et Calais, et une menace de tourner l'aile gauche des Alliés. Nous battons en retraite de ce côté-là et, quand nous faisons volte-face, nous bouchons le trou et barrons la menace.

Le jour où nous avons séjourné à Yeveringhoven, le canon a déjà tonné toute la journée dans le lointain. Un vieux cabaretier de l'endroit, qui connaît ses quatre points cardinaux, m'a dit que ça cognait du côté d'Armentières... J'ai appris, en effet, quelques jours plus tard, que toute la cavalerie qui formait couverture de l'aile droite allemande s'était fait couper les jarrets de ce côté-là par les Français qu'elle voulait tourner...

Toute notre brigade quitte donc Yeveringhoven dans l'après-midi. Nos fantassins traînent la patte et jurent qu'ils ne pourront tenir jusqu'au bout de l'étape. Pauvres vieux ! s'ils avaient su pour combien de temps ils allaient tenir jusqu'au bout... Nous repassons à Loo et, à l'entrée du soir, nous traversons l'Yser pour aller nous établir sur la rive droite, au petit village de Bixschooten. Toute la nuit, malgré la fatigue, nos petits carabiniers manient la pelle et vont creuser des tranchées par là, dans l'ombre et dans les champs... Dans les habitations, les gens de l'endroit sont comme en révolution. Songez donc : c'est la première fois, depuis le com-

[1] J'ai écrit ce récit, sans fioritures et sans prétentions, à l'emporte-pièce et à la diable, comme un soldat — en attendant.

mencement de la guerre, qu'ils voient des uniformes belges! Et c'est une fête! Ils ne se doutent point, vraiment, que nous apportons avec nous les batailles où les villages sombrent sous la flagellation rouge des obus... Nous nous trouvons quelque part au sud de la forêt d'Othulst. Nous en préparons la défense pendant tout le jour qui suit. La bataille semble proche. Nous logeons en cantonnement d'alarme. Le lendemain, au matin, arrive l'ordre de repasser l'Yser et d'organiser la résistance avec l'appui de la rivière. Nous allons donc nous établir à Zuidschooten, petit village assis sur la rive gauche de l'Yser. Les ponts de la rivière sont barrés, des meurtrières sont percées dans toutes les façades des maisons qui regardent la rive droite. Les carabiniers creusent des trous dans les champs proches.

Sur la grand'place de Zuidschooten (dix mètres sur dix), le Roi vient d'arriver et se promène, les mains croisées sur les reins, tête baissée. Il a l'air soucieux et décidé : il sait ce qui se passe et il consent à un sacrifice dont il ne connaît point les bornes. Il lui reste une bribe de pays à défendre, et il se fait providentiellement que c'est une terre où la mort et la gloire poussent à foison...

A l'entrée du soir, quelques couleurs claires qui cheminent vers nous..., du bleu de ciel, du rouge pourpre et des reflets d'argent... Je les vois s'approcher du grand cabaret où siège l'état-major de notre brigade. Des voix courent, comme réchauffées : « Les Français, les Français! » Oui, les Français : une délégation d'état-major, venue d'Ypres, à sept kilomètres d'ici... Des cuirassiers, des hussards, des artilleurs, les beaux costumes de France qui sont tous beaux, parce qu'ils ne peuvent être portés que par des preux aux visages clairs, qui n'ont point peur d'arborer panache et de se montrer dans les batailles! Soldats d'allure merveilleuse, parce qu'ils sont tous flambants, comme des drapeaux!

Ce nous est une ivresse de les sentir près de nous. Un long cortège de cavaliers, de cyclistes, d'auto-canons traverse maintenant le petit village, dans la direction du nord : tous, ils nous interpellent et nous avons un mot pour chacun. Toutes les phrases commencent par un mot, le même, qui vient d'instinct : « Frère... » C'est aujourd'hui, pour la première fois, que beaucoup d'entre nous et d'entre eux sentent combien vraiment nous sommes frères! Moi, depuis que j'ai ouvert les yeux, tendu l'oreille, compris les choses, je n'ai jamais eu que ce mot-là dans la gorge et ce sentiment-là dans les veines : Frères! Sur cette petite place qui nous réunit, nous sommes les enfants, nous les Wallons surtout, d'une même race en guerre contre une autre race... Et quand sortent de l'ombre, passent en souriant devant nous et rentrent dans le soir proche, dans ces vingt mètres de

chemin qu'éclairent quelques lanternes, les vestes bleu de ciel, les vestes bleu de mer, les pantalons rouges, les képis aux deux couleurs et les cuirasses, hussards, chasseurs, cuirassiers, artilleurs, c'est, dans le soir de rêve, comme l'Histoire de France qui défile devant nous... Frères! Comme l'Histoire de France glorieuse d'un présent magnifiquement inattendu et qui représente, pour nous et avec nous, toute la dignité, toute la fierté de ce Présent et tout le signe de cette époque... Frères!

Le lendemain, nous opérons un léger glissement vers le nord et nous passons la journée à creuser de puissantes tranchées pour canons. Le jour suivant, nouveau glissement dans la même direction et nouvelles tranchées. Nous nous sommes installés le long d'une route et nous voyons passer, durant toute la journée, des escadrons français, à cheval et... en bécane, ainsi qu'un groupe d'artillerie de 90. J'ai l'occasion de blaguer un quart d'heure avec le fourrier d'une de ces batteries et, comme je lui envoie toujours les petits 75 dans le nez, — façon de parler, — il me réplique :

— Ah! mais! nos 90 n'ont rien à envier... Je vous assure qu'ils en ont déjà fait du boulot... Vous en jugerez, si nous sommes appelés à travailler ensemble de ce côté-ci...

Malheureusement je n'en jugerai point, car, le lendemain encore, nouveau déplacement... Je crois d'ailleurs le brave fourrier sur parole... Sur la route que nous suivons, les diverses fermes que nous rencontrons sont occupées tantôt par des Belges, tantôt par des Français... Ça fait un mélange ou plutôt une harmonie d'uniformes qui me charme. Je ne me demande point si l'harmonie n'existe pas plutôt dans mon esprit et dans les esprits : elle existe, c'est tout ce que je veux et c'est tout ce qu'il faut. Le canon commence à tonner assez près de nous : ça va soutenir l'harmonie et provoquer la fusion complète. La bataille, c'est un baptême qui fait des égaux et des semblables. Mais elle n'est point encore pour nous aujourd'hui : le soir est tombé quand nous arrivons au bivouac. Au loin s'allume la ligne rouge et mouvante des canons et les horizons détonnent au bout de la plaine flamande. Les carabiniers sont envoyés en hâte de ce côté-là... Demain, nous jaillirons du matin profond et nous secouerons subitement l'air avec nos petits obus! Nous marquerons notre présence et inscrirons une page sur ce bout de plaine-ci.

En attendant, bivouac en plein champ, sur de la paille et sous de la pluie fine. Je m'arrange avec mon ami Charlier qui, en sa qualité de paysan luxembourgeois, connaît, sur toutes les coutures, les façons d'apporter, en un seul voyage, des meules qui les fournissent, quantité de bottes de paille qu'il enfile comme des perles, par les cordes, le long de ses bras, et qui prépare en un

clin d'œil la couche la mieux agencée dans l'endroit le plus favorable... Nous avons choisi un fossé étroit et assez profond, nous avons tapissé le fond et les parois de paille, nous avons plié chacun une botte comme oreiller et nous nous sommes couchés, semelles à semelles, en tirant un monceau de paille sur nous.

— Comme ça, me dit Charlier qui me touche, et dont la tête se trouve à plus de trois mètres de la mienne, comme ça, il peut pleuvoir, il peut venter, il peut tomber des cailloux et même des obus, on ne sentira rien...

Mon ami Charlier est fier de son ouvrage, et je lui répète mon admiration pour qu'il s'endorme bien. Et je pars dans les rêves, moi aussi... Dans la nuit, je me réveille... J'attrape un coup de pied à la cheville, qui n'est sans doute pas le premier... Mon ami Charlier, qui m'entend gémir, me pousse un peu plus fort de la semelle et me fait :

— T'entends? Les obus qui arrivent sur nous!...

Je me dis que Charlier rêve et je m'enfonce en souriant la tête dans la paille, pour me rendormir...

...Glou-glou-glou-glou-glou... baoum! baoum!

Il n'y a pas d'erreur : on tire sur nous... Les obus allemands n'éclatent pas à cinquante mètres... D'ailleurs, toute la batterie est dressée en sursaut... On attend un ordre pour partir. Comme je n'ai à m'occuper que de mon vélo, je suis resté dans mon fossé et dans ma paille, et si Charlier ne s'acharnait à m'en faire sortir, je crois que je raterais le départ de la batterie... C'eût d'ailleurs été moins dangereux pour moi de rester ici : par le mauvais chemin peu frayé qui s'enfonce dans les champs et que nous suivons de préférence aux deux routes confortables qui s'offrent à nous, les obus nous poursuivent comme en plein jour, en direction et en longueur, comme si ces maudits Allemands avaient des yeux de chats ou des yeux de hiboux pour percer les ténèbres denses et tâter nos mouvements... Je crois plutôt qu'il y avait — comme ça s'est vu — des lumières autour de nous qui parlaient un vilain langage d'espionnes à des fureteurs d'horizons noir qu'il y avait là-bas...

Nous nous déplaçons de la sorte de quatre ou cinq kilomètres vers le nord, croyant d'ailleurs venir reprendre nos positions à la pointe du jour. Mais les brouillards bleus rampent et s'enflent encore sur la plaine, qu'une estafette nous apporte l'ordre de nous diriger vers Ramscapelle où la 1re division réclame un renfort d'artillerie... Pour la première fois, nous allons nous battre sans nos vaillants petits carabiniers, et pendant toute la bataille de l'Yser, d'ailleurs, nous marchons directement sous des ordres

supérieurs sans que soit coordonnée spécialement notre action à la présence de telle infanterie déterminée.

Sur la route de Furnes, nous traversons un coin de village empli par des hommes bronzés, chargés de couleurs, et par des chevaux minces, bâtis comme pour couper l'air... le tout — hommes et chevaux — étriqué et sec, anguleux et nerveux, luisant d'yeux et immobile : ce sont les goumiers marocains, — les « goum's », comme on dit au front, — qui semblent toujours apporter un hectare de désert ou d'oasis autour d'eux et qui, sous les cieux les plus gris de nos septentrions, avec leur aisance et leur ampleur de gestes, avec surtout le choix inouï des couleurs dont ils s'affublent pour elles-mêmes, avec leur teint chaud, leurs lèvres rouges et leurs poils lustrés, semblent imposer l'Afrique où ils se trouvent, déroulée autour d'eux comme un immense tapis d'Orient; et ils nous étonnent, comme d'eux-mêmes, quand le soleil pétille sur un coin de plaine de chez nous et qu'ils sont dedans... Guerriers qui attaquent comme de jeunes panthères, ondoyants et sinueux, qui, cependant, ne flairent guère le danger et qui ne sont jamais fauchés ou battus que pour avoir mal calculé une distance ou plutôt pour ne l'avoir point calculée du tout et pour avoir ainsi, dans des charges à portée insensée que leurs chefs n'avaient pu retenir, dépassé la limite de la hardiesse et les bornes du possible.

... Mais nous les quittons avec un peu de soleil au cœur et de neuf aux yeux et bifurquons sur la route de Perwyze à Furnes par un chemin qui conduit dans la région de Ramscapelle où, d'ici, nous voyons déjà éclater des shrapnells blancs...

Cependant nous n'entrons pas en action aujourd'hui même. Nous nous arrêtons le long de la route et nous assistons — en réserve — au prélude de la bataille terrible de demain. A l'entrée du soir, notre commandant, qui s'était porté en avant pour reconnaître la position, revient tout en nage et il nous explique qu'on a tiré au sort entre les trois batteries pour aller occuper un endroit fort dangereux et que c'est la nôtre qui a obtenu l'honneur de se porter en avant, dans un terrain labouré par les obus lourds où, aujourd'hui même, une batterie a été aux trois quarts anéantie, avec trois canons culbutés et hors de combat...

Vers la fin de cette nuit-là, nous nous mettons donc en mouvement, sans bruit. Nous suivons les accotements en terre le long des routes pavées. Fumer serait un crime. Il ne faut point transpercer le silence ni l'ombre. Nous traversons Ramscapelle, que nous avons vu hier pris sous les obus, et nous poussons au delà. Il y a un canal un peu plus loin, qui doit être une branche de l'Yser, ou peut-être l'Yser lui-même. Nous poussons au delà. Il

y a ensuite un chemin de terre qui monte légèrement dans les champs, et nous allons par là. Il y a un champ vert avec des trous énormes dedans. Il est bordé d'un côté par des saules bas, dont plusieurs sont éventrés, déracinés, abattus. Entre la haie des saules, il y a quatre murs en terre, fortement ébréchés, avec derrière des places pour canons. C'est là que nous allons placer nos pièces. Entre les tranchées pour canons, il y a trois abris. Dans chacun, dix hommes peuvent se tenir couchés. Ce sont des cases assez longues, qui ont cinquante centimètres de hauteur. Il y a quelques planches au-dessus, avec un pied de terre. Ce sont des abris suffisants contre des shrapnells. Contre des gros obus, ça n'existe pas plus qu'un parapluie. Contre ces derniers, il n'y a d'ailleurs pas grand chose de sérieux... Peut-être les talus de chemin de fer et les grosses meules de paille. Les autres abris ajoutent au danger des obus le danger de leur propre écroulement.

Au matin levant, le commandant prépare le tir : « A huit cents mètres, contre de l'infanterie, à shrapnells! »

Nos quatre coups de canon cassent la trêve de nuit. Ce sont les premières notes de la journée. Immédiatement, comme s'il n'avait attendu que notre signal, un roulement lointain, qui s'approche et siffle comme un train, puis un obus qui a l'air de nous raser les poils et qui vient ravager un coin de plaine à vingt mètres en arrière de nous. Puis un deuxième qui vient se fracasser à la même place, puis un troisième et un quatrième, plus près.

Nous comptons plus de vingt secondes entre le coup de départ et la chute violente. Il est inutile de riposter à des pièces semblables! Nous sommes repérés aux premières secondes, comme si elles étaient braquées depuis la nuit sur notre champ. Elles y sont vraisemblablement braquées depuis hier et n'ont pas bougé après avoir démoli, la veille, la batterie que nous remplaçons.

Nous précipitons notre tir, toujours à huit cents mètres, toujours sur de l'infanterie! Les « trains-block » roulent sans discontinuer et s'engouffrent dans la terre tout autour de nous... Nous tirons vite, vite, vite, comme si nous voulions profiter de notre dernière minute... Avons-nous encore une minute, avant que la mort hurleuse s'abatte sur nous?... Nous avons l'air de chasseurs qui tirent sur des lapins, avec des lions dans le dos!

« Contre de l'infanterie, à shrapnells, à huit cents mètres! » et les grondements des 210 et des 280 qui secouent l'atmosphère qui nous enveloppe et qui se terminent en éclatements formidables et en fosses à enterrer 6 chevaux!...

A un moment, nous sommes obligés de cesser le tir, tant la rafale nous assaille et nous sautons dans nos légers abris. Ils ne sont guère que l'aile du cygne qui cache le danger. Et cependant

à peine nos petits canons ont-ils cessé d'aboyer que le bombardement qui les assiège s'éteint subitement. Dix minutes plus tard, nous bondissons vers nos pièces et recommençons notre tir à huit cents mètres, à shrapnells... Immédiatement les gros noirs hurlent vers nous et leurs éclatements nous rejettent au fond de nos abris. Tout à coup, les hommes du deuxième abri, situé à dix mètres du nôtre, accourent à quatre pattes et s'entassent sur nous. Un obus vient de tomber à un mètre de leur trou et il a secoué tellement la terre qu'ils en ont eu pleins les yeux et plein la bouche et qu'ils sont accourus se réfugier ici. Il était temps : baoum! baoum! deux explosions formidables, comme des coups monstrueux de massue, défoncent l'abri qu'ils viennent de quitter. S'ils y étaient restés, ils y eussent été déchiquetés et enterrés à tout jamais. Il y a un grand trou à la place de leur abri. On ne pourrait point dire qu'il y a eu un refuge en cet endroit-là.

Cependant nous ne tirons plus : nouvelle accalmie... Les Allemands doivent penser qu'ils nous ont cloués sur place, avec leurs pesants morceaux de fer. Le commandant en profite pour penser à nous faire casser la croûte. Rien à se mettre sous la dent. Personne n'a faim, mais ça changerait les idées, de déjeuner... Le commandant m'envoie chercher le fourrier avec des provisions, à Ramscapelle. Je pars d'abord à travers les champs boueux, la bécane sur le dos, les reins pliés. Les Allemands ont aperçu ma silhouette et, pendant les deux ou trois cents mètres que je dois faire complètement à découvert, ils me suivent à shrapnells... Ils me devancent même, comme s'ils voulaient m'indiquer la route. Mais je sais le chemin qu'ils veulent me faire prendre, et qu'il va loin!... Tout le long de la route, jusqu'à Ramscapelle, des shrapnells piquent la plaine. A Ramscapelle même, ils couronnent de temps à autre les maisons basses.

J'aperçois Meyer, notre fourrier, dans l'encoignure d'une porte.

— Ça chauffe par ici, me lance-t-il.

Je lui dis le désir du commandant qui le réclame avec des vivres.

— Tu verras que nous sommes autrement servis par là, dis-je...

Nous nous mettons en route, avec un homme chargé de sardines et de biscuits. Je fais le chemin à pied avec eux. Ils n'ont pas encore l'habitude et essaient de se garer à chaque shrapnell. Je leur dis :

— C'est pas la peine, il faut tout de même passer...

Je pars en avant et ils me suivent à trente mètres. Comme j'arrive près de la batterie, j'entends le roulement connu qui vient vers nous. Il approche... et ce n'est ni à gauche, ni à droite qu'il se dirige... Un vieux soldat flaire la direction d'un obus, à dix mètres près... Je bondis pour échapper de quelques mètres à la

trajectoire... Quatre baoum! presque simultanés, à six mètres de moi. Je disparais dans leur tourbillon de terre et de fumée... Je cours quelques mètres et je crie à notre commandant, enfoui dans son trou, près du premier canon :

— Commandant, voici les sardines qui arrivent.

— Pour l'amour de Dieu, cachez-vous! m'ordonne sa voix qui sort de terre.

Je plonge dans notre abri, écrasant les jambes de mes camarades... Les obus lourds détonnent autour de nous. J'entends Dieltjens, d'ordinaire peu révolutionnaire, qui dit :

— Il faut faire les morts! Si le commandant ordonne un nouveau tir, il faut protester que c'est de la folie... Quand nous restons un moment sans bouger, le tir des Allemands s'éteint...

— Il n'y a rien à faire, dit Charlier, dans l'ombre, d'une voix sépulcrale, nous ne verrons jamais le soir d'aujourd'hui tomber...

Personne ne répond. Tous les hommes ont les dents serrées, comme s'ils avaient un gros caillou dans la bouche.

— Moi, j'ai surtout peur d'être enterré vivant, fait quelqu'un...

Franchement, je crois que je me rends mieux compte du danger exact que la plupart des camarades. Je leur fais mon petit calcul, interrompu plusieurs fois par les hurlements qui cassent la voix :

— Un obus fait un trou de cinq mètres sur cinq, à peu près... Ça fait vingt-cinq mètres carrés..., la superficie de notre abri... Les Allemands, d'un autre côté, battent un champ de presque un hectare... En divisant la superficie du champ par celle du trou, ça fait trois ou quatre cents chances contre une d'échapper à l'obus qu'on entend venir... Il n'y a pas de quoi baisser la tête...

Si je poursuivais mon petit calcul, mes camarades pourraient observer qu'un tir de trois ou quatre cents obus du matin jusqu'au soir ne nous laisserait guère de chances d'avoir la vie sauve. Mais j'ai tenu seulement à nous réconforter et je ne pousse pas plus loin. Le chiffre, qui devait être presque mathématiquement fatal, de trois ou quatre cents obus dans ce jour-là, sera d'ailleurs frisé de tout près, sinon atteint...

— Hors des abris, aux pièces! crie le commandant... A huit cents mètres, à shrapnells!

Décidément, il y a une attaque d'infanterie à faucher, pas loin d'ici... On entend les coups de feu secs des fantassins, des nôtres et des leurs, mais ça ne prend pas l'esprit... Les « marmites » recommencent aussitôt leur vacarme... Tyst, chef de la troisième pièce, et un de ses hommes pleurent comme des enfants. C'est une détente morale qu'il faut pardonner. Comme ils ne sont pas assez rapides dans leur tir, le commandant sort de son trou pour les gourmander... Il n'a pas fait vingt mètres, qu'un obus vient

rouler jusque dans nos reins, et éclate juste dans le trou que le commandant vient de quitter, à trois mètres de notre pièce. J'ai la moitié du corps, jusqu'au ventre, qui roule dans l'excavation. J'ai eu un choc formidable dans le dos, et j'ai piqué le nez sur la terre. Quand je me retrouve, je n'ose point mettre la main dans le dos... J'ai une sueur à craindre de sentir une déchirure dans ma capote et du sang chaud à mes doigts. Heureusement, rien du tout. Ce n'est pas un éclat d'obus qui m'a touché, mais un gros bloc de terre dure, arraché par l'explosion. Je mets tout un moment à me remettre de la commotion... Ça m'a fait mal dans le dos comme un coup de poing formidable, et je saigne du nez... Le commandant a eu de la veine d'avoir eu un maréchal des logis à gourmander à ce moment-là... Sinon, il ne serait pas resté une miette de lui... Et ça continue... Baoum! baoum! baoum! à cinq mètres en avant, à six mètres en arrière... Baoum!

— Cessez le feu, tout le monde dans les abris!

Tout d'un coup, sans raison apparente, le tir des Allemands s'allonge... Qu'est-ce qui leur prend? Les obus roulent au-dessus de nos têtes et vont s'aplatir à deux cents mètres derrière nous... Ah! elle est bien bonne! Les trois canons démolis hier dressent là-bas leurs squelettes tordus... C'est sur eux que les Allemands s'acharnent... Ils viennent de les découvrir à l'instant même et, les prenant pour nous, ils jettent leurs obus sur leurs ferrailles noires!

« Aux pièces! » Nous profitons de leur méprise et paf! paf! paf! paf! sur de l'infanterie! En un quart de minute, leurs gros obus rappliquent sur nous... Ça chasse dans notre bout de plaine comme une tempête de mitraille et ça s'acharne, et ça n'en démord plus... Il faut s'incliner : le commandant nous crie de nous traîner à plat ventre jusqu'à un fossé à 15 mètres sur notre droite. Nous nous y blottissons et nous y ratatinons, comme des oiseaux frileux aux jours de bise. Injure et malheur à celui qui montrerait le bout de l'oreille, le bout du nez, ou la floche rouge du bonnet de police! Les obus râclent et hersent le coin que nous venons de quitter, et nous restons tapis dans notre fossé, comme à la porte de l'enfer.

— Encore deux heures et il fera sombre, et nous serons peut-être sauvés, dit Dieltjens, qui reprend vie, vaguement...

Deux heures qui furent deux siècles, comme on dit dans les romans populaires, mais qui néanmoins se tirèrent fort péniblement pour nous. Nous scrutons l'horizon en espérant le voir enfin vaciller dans une première ombre douce et s'effacer bientôt...

Il semble bien cependant que les quelques arbres qui barraient le ciel, là-bas, ont pris des contours flous et qu'ils ont l'air d'aller se perdre dans les nuages plus sombres... Il semble bien

que les horizons de champs verts se rétrécissent autour de nous et qu'un fin brouillard s'y déroule, mollement... Il semble bien aussi que les lourds obus s'espacent...

— Cycliste, me dit le commandant, vous pouvez aller chercher les avant-trains.

Je rampe vers ma bicyclette.

— Vous pouvez vous tenir debout, on ne peut plus rien voir...

Je file à travers champs, vers la route de Ramscapelle, où attendent les avant-trains. A cent mètres de la batterie, je me retourne vers elle, et c'est à peine, en effet, si d'ici j'en puis voir l'emplacement qui semble sombrer dans le soir bleu et le brouillard. Le tir des Allemands a cessé tout à fait et, quand je reviens une bonne demi-heure plus tard en guidant les attelages, le plus grand danger est de culbuter les chevaux et les pièces dans les trous énormes où l'ombre stagne comme une eau noire. Nous les contournons, comme des fantômes dans un cimetière, qui éviteraient les tombes ouvertes et qui se promèneraient en claquant des dents, de toute l'horreur qui les a saisis. Mais les fantômes ici sont de chair et d'os et, s'ils claquent des dents, c'est du froid des brouillards qui les agrippe et qui les pousse vers un désir de paille tiède dans la grange méritée...

Nous allons prendre position, le lendemain, immédiatement derrière le talus du chemin de fer qui va de Dixmude à Nieuport, à hauteur ou mieux légèrement à droite de Ramscapelle. Il y a cent mètres de champs entre ce talus et la route parallèle : c'est dans ce soubassement que nous nous établissons, assez bien défilés. La petite maison blanche et rose de l'arrêt du chemin de fer borne notre position sur la gauche et en avant, et une grosse ferme est tapie entre les deux élévations de la route et du chemin de fer, sur notre droite.

Avant-hier légèrement, et hier par masses, les Allemands ont traversé l'Yser et se sont établis dans la boucle centrale. C'est là qu'ils vont faire leur pression formidable et essayer de nous défoncer, par le milieu. Nous nous agrippons au talus du chemin de fer et nous en faisons le bastion infranchissable que l'on sait. Toute la bataille de l'Yser est dorénavant ce talus haut de quatre mètres que les Allemands veulent casser et déborder et que nous voulons défendre.

Cette fois encore nous ouvrons le feu les premiers. Nous soutenons la résistance de nos fantassins, qu'une violente attaque d'infanterie assaille à la première heure. Mais l'artillerie allemande ne prépare point et ne soutient pas la marche de son infanterie. On dirait qu'elle guette nos petits canons.

Nous avons à peine lâché deux salves que les « glou-glou »

recommencent. Ils tirent d'abord trop à droite, mais ils visent certainement le talus du chemin de fer. A chaque coup, à chaque salve que nous lançons, leurs gros noirs sont réglés en direction et se rapprochent... La bataille est commencée depuis un quart d'heure que leurs béliers viennent se fracasser la tête contre le talus du chemin de fer, juste en face de nous. Leur tir est réglé et ils ne démordent plus de cette place. La moitié de leurs obus rasent la crête du talus et éclatent autour de nous. C'est la danse d'hier qui recommence, aussi méthodique, plus inlassable encore, avec, en plus, chez nous, le désespoir farouche de nous ancrer là et la nécessité et la volonté de briser l'attaque d'infanterie qui veut mordre et culbuter nos braves fantassins et apparaître en hurlant dans la plaine du Pas-de-Calais, ouverte sur la France...

Ils tirent à dix kilomètres sur nous et nous tirons à dix-huit cents mètres. Nous usons d'un stratagème pour nous préserver et pour continuer. Le talus du chemin de fer, épais de sept à huit mètres, est un abri solide que leurs gros obus entament à peine de l'autre côté. Quand leurs « marmites » arrivent dessus, on dirait que c'est leur acier qui se brise contre la pierre tassée. Alors, après chaque salve que nous lâchons, nous courons nous coller contre le talus. Les marmites viennent se fracasser sur le talus ou s'engouffrer dans notre champ et nous rebondissons à nos pièces et paf! paf! paf! paf! nouvelle bordée et nouveau saut vers le talus. Ça dure des heures ainsi, à courir tirer entre les éclatements. Nous devons contourner des trous qu'ils ont creusés entre le talus et les canons. Il y en a qui prétendent aller plus vite en passant dedans. Nous en envoyons plein les dents de leur infanterie et leur artillerie ne parvient pas à nous atteindre. A un moment cependant, nous sommes surpris : le roulement arrive sur nous tandis que nous sommes encore aux pièces. Ça déchire l'air etnous sentons que ça « vient »... Quatre gros noirs foncent au milieu de nous..., l'un d'eux en plein sur la première pièce. Nous sommes aveuglés par la fumée noire. J'entends des cris... et je vois soudain Pirotte courir à quatre pattes, en hurlant, pendant une dizaine de mètres... Je pense, et plusieurs ont pensé comme moi, que notre Liégeois farceur fait la nique à l'obus et chine le danger... J'ai déjà le sourire, mais je vois sa figure... Il est touché! Il gratte la terre en sifflant de douleur... Un autre cri : je me retourne et, derrière le canon au bouclier percé, je vois Desmet culbuté, avec la cuisse presque arrachée, qui, dans le restant de fumée qui tourbillonne, dresse son poignet et son bras décharnés, et qui hurle...

On les emporte. Je vois Dieltjens embrasser Pirotte en pleurant. Ils vont mourir dans un poste proche. Pirotte a été touché

à l'épine dorsale. Les obus des Prussiens redoublent. Nous reprenons nos places; nous continuons la bataille; c'est la guerre...

Dans l'après-midi, comme nous attendons un ravitaillement en obus, le commandant envoie Jeffroy jusqu'à la ferme tapie sur notre droite, pour voir si le convoi arrive. Un gros noir écorne la maison et écrase Jeffroy avec quelques fantassins qui se trouvaient là. Il a été touché à dix-huit places. Ça dure ainsi jusqu'au soir. Les Allemands ne font pas un pas dans le secteur que nous défendons. Ailleurs non plus. D'un bout à l'autre de l'horizon, la plaine hurle et détone. On n'invente pas un enfer pareil. Nous sommes à la lisière de cet enfer. Ils veulent l'étendre de ce côté, au delà de nous. Ils veulent le faire déferler sur le bout de pays qui reste. Mais il ne passera que quand nous serons jetés tout rouges sur nos canons tordus. Ils ont beau faire, nous sommes plantés comme des rochers dans la terre de chez nous.

Au soir, le vacarme s'éteint. La lutte n'est pas finie : il n'y a point de repos, point de nuit pour nous. Hardi! tous à la pioche et à la bêche, pour des tranchées... Nous allons enfouir nos petits canons, et les terrer là, et les visser là. Il n'y a pas de retraite à prévoir; il n'y a qu'à s'arc-bouter sur place, et tenir, ou crouler.

La question se pose à nouveau cette nuit : pourrons-nous contenir la masse? ou la digue va-t-elle s'ouvrir et sombrer toute? Un motocycliste a apporté, à l'entrée du soir, la nouvelle que des renforts français étaient arrivés aux extrémités des deux ailes, les fusiliers marins à Dixmude, et une division à Lombaerdzyde. Le lieutenant Nonnon m'apprend que les fusiliers se sont battus de concert avec de l'artillerie belge, à Melle, et qu'ils s'y sont conduits en héros. Sous le nombre, ils se sont repliés par ici et ils ont fait volte-face en même temps que nous, à Dixmude qu'ils tiennent. Mais il est visible que si les Allemands essaient de battre en brèche nos deux flancs, la violence de leur attaque se concentre néanmoins vers le centre de nos lignes. Ils emploient la manière brutale : ils veulent moins nous tourner que nous enfoncer, nous disloquer et nous abattre. Les renforts français arriveront-ils à temps par ici?

La nuit s'est à peine éclaircie que leurs gros canons recommencent. Nous recommençons aussi. Ils n'ont point tâté, ils n'ont pas cherché où nous étions. Ils savent que nous ne voulons pas broncher. Ils continuent leur tir d'hier : ils ont raison, ils peuvent continuer ce tir-là. Nous ne bougerons pas d'une semelle. Ils ne peuvent se tromper. Nous ne voulons pas qu'ils avancent, et c'est bien simple : il suffit de ne point vouloir reculer. Dès la première heure, la bataille donne aussi violemment que la veille. Dans la matinée, quelques hommes de chaque batterie sont

atteints. Atteints, pour les artilleurs en butte constante à des canons semblables, c'est souvent morts. C'est l'arme où la proportion des blessés pour les morts est la plus faible.

Nous aspergeons sans cesse l'infanterie allemande, mais nous n'envisageons guère le danger qu'elle présente pour nous... Erreur : un de nos caissons de ravitaillement, en venant vers nous, est pris sous le feu d'une mitrailleuse et six hommes, sur les sept qui le montaient, sont descendus en quinze secondes.

Deux canons de la 102e batterie, sous le commandement du lieutenant Boels, se sont avancés pendant la nuit jusqu'aux lignes d'infanterie et crachent de la mitraille dans le nez des Allemands, presque à bout portant.

Au commencement de l'après-midi, le commandant m'envoie chercher un convoi de ravitaillement. Mon pneu de devant est crevé, et j'ai encore mal dans le dos : comme je ne roule guère plus vite qu'à pied sur la grand'route parallèle au talus et qui surplombe comme lui, des fantassins qui sont accrochés derrière m'accusent d'attirer des obus de leur côté. Il siffle des balles aussi, mais ça paraît de la grèvette... Un peu plus loin, dans la plaine qui s'enfonce de l'autre côté de la route que je viens de quitter, et sur le chemin qui va de celle-ci à la route de Perwyze à Furne, je me trouve à côté de nos avant-trains et de notre convoi de ravitaillement, quand nous voyons arriver des espèces d'énormes rouleaux à vapeur, qui avancent lentement les cent grosses pattes carrées de leurs palettes, en faisant craquer le sol. « Bravo! bravo! » crions-nous tous, « ce sont les 120 français! »

Ah! maintenant, nous allons pouvoir y répondre, à vos gros obusiers qui se cachent derrière des kilomètres et des kilomètres! Nous allons pouvoir les prendre à la gueule, vos monstres, et leur battre les flancs, et les forcer à regarder autre chose que nos petits canons inoffensifs pour eux... Nos petits canons, ils vont pouvoir la charcuter à leur aise, votre infanterie grouillante qui prétend s'abattre irrésistiblement sur la nôtre...

Les 120 français se sont mis en position et tonnent... Et puis voici encore qu'arrivent au galop, à travers la plaine, plusieurs batteries de 75 français... Vous savez bien, les inimitables, les inimités 75 qui vous ont mordu à la bataille de la Marne, et qui depuis ont lapidé et déchiqueté vos plus belles troupes... Ils sont du même calibre, ils tirent les mêmes obus, ils portent encore plus loin que les nôtres... Ils ont derrière eux des canonniers aussi ardents, aussi braves que les nôtres... Les avez-vous assez tâtés, depuis trois jours, les nôtres?...

Ah! ils aboient encore, comme joyeusement, et ils trépignent d'aise de sentir leurs nouveaux compagnons... Et ceux-ci leur

répondent déjà, comme s'ils étaient impatients de montrer comment ils happent des grappes d'hommes, comment ils éventrent des bataillons, comment ils nettoient de la vermine...

Mais les obusiers de 120, qui écrasent la route avec leurs pattes, écrasent aussi la voix de tous les petits canons réunis là, avec leur voix formidable qui nous rend sourds et qui nous fait palpiter d'allégresse de pouvoir égaliser un peu les chances, enfin!

Toute la journée, c'est le vacarme dans la plaine. Nous ne menons pas encore la danse, mais nous ripostons vigoureusement. Une supériorité écrasante d'infanterie subsiste pour les Allemands. L'infanterie est la reine des attaques, et nous ne pouvons songer qu'à briser les jambes à celle-ci. Le soir tombe, et je vais passer la nuit dans une ferme, près du convoi de ravitaillement. Vers la mi-nuit, des pas alertes battent la route, devant la maison. A deux ou trois, nous allons mettre le nez dehors, pour voir ce qu'il y a de nouveau... Bonheur! C'est de l'infanterie française qui arrive. Nous la reconnaissons dans l'ombre, à plusieurs mètres, au martèlement nerveux de sa marche. La nôtre est un peu plus traînarde, avec de plus grands pas. Quand les pioupious nous aperçoivent, ils n'ont qu'une petite phrase courte, qui scande leur marche et que tous répètent en défilant devant nous :

— Où qu'ils sont, les Boches? Où qu'ils sont, les Boches?

— Vous ne marcherez pas un quart d'heure à cette allure-là sans tomber dessus, fait l'un de nous.

Je leur glisse rapidement :

— Vous êtes nombreux?

— . Nous rappliquons de Lombaerdzyde à marche forcée!

Ah! les braves petits gars... Sortir d'un enfer pour venir dans un autre, et tricoter de ce train-là entre les deux!

Le jour suivant n'a rien de particulier — c'est-à-dire que ça roule et que ça casse du matin jusqu'au soir, aussi effroyablement que les jours précédents. Un pékin aurait à en raconter pour le restant de sa vie, mais les pékins ne savent point juger de ces choses, et je puis affirmer que pour nous ce jour est calme et monotone, sans un événement saillant. Je l'ai déjà dit, la bataille de l'Yser est un grand événement, avec des petits événements caractérisés qui en sortent, comme des sommets. Les jours où il n'y a pas quelque chose de spécial, on peut dire qu'il n'y a rien. Ce n'est qu'un roulement intermittent de marmites, avec des tas d'explosions identiques par ci par là. Ça tue du monde, mais ça ne marque pas. Aujourd'hui on peut dire qu'il n'y a rien. L'infanterie française s'est développée en trois bataillons sur la droite de la nôtre. Nos pauvres fantassins sont complètement fourbus, et ça les soulage un peu. Ça fait une jolie pétarade de ce côté-là,

et l'attaque allemande s'y fait culbuter, plus que jamais. Nos deux artilleries légères l'ont d'ailleurs si violemment aspergée que c'est à se demander comment il y en a toujours autant.

Pendant la nuit suivante, branle-bas dans la batterie. Appel au rang pour les hommes de la première section. Comme cycliste, je n'appartiens à aucune section déterminée. Je me rends à l'appel.

Le lieutenant Nonnon, d'une voix un peu tragique, nous explique ce qu'on attend de nous. Nous allons profiter des ténèbres pour nous glisser avec deux canons, en toute première ligne d'infanterie, sous le nez des Allemands. Au matin, quand leur grouillement commencera à se mouvoir vers nos braves fantassins, nous leur lâcherons notre mitraille dans les dents. Ça fera une belle fête et un beau carnage, mais il y aura du danger et, sans doute, de la casse. C'est un honneur qu'on nous fait de nous attribuer cette mission délicate et le lieutenant est certain que nous y apporterons tout notre tact et tout notre courage. Nous avons l'idée de dire : « Pas de boniments..., on fera le discours après, si nous travaillons bien » ; mais tout de même les derniers mots du lieutenant nous font plaisir. On verra à mériter ça...

Et nous partons dans la nuit, silencieux et rapides comme des panthères, avec dans les jarrets un désir de bondir. Et dans le cœur, nous avons déjà le frémissement de la surprise que nous allons être, avec nos deux petits canons, à l'impromptu.

Nous nous tenons accroupis, derrière nos pièces, dans l'ombre. Le matin tarde, tant nous sommes impatients. Nous sommes vingt paires d'yeux luisants, immobiles dans le silence. Après des heures, un petit cercle gris fauve s'élargit autour de nous et recule sur le champ d'herbe noire, puis jusqu'aux buissons proches où la clarté s'élargit. Mais le matin n'a pas encore mis toute sa poudre blanche dans la poudre noire de la nuit que des coups de feu partent, d'abord espacés et distincts, puis crépitent bientôt sur un front de deux ou trois cents mètres, en face de nous. Notre infanterie, des grenadiers, répond immédiatement. La mort commence à tisser son grand linceul pour aujourd'hui.

Je me porte à cinquante mètres sur la droite, auprès des premiers grenadiers, et j'installe avec Lorphèvre, le téléphoniste de la batterie, notre petit transmetteur de campagne. Ici, il n'y a guère de buissons pour gêner la vue. Nous avons le corps dans une tranchée et les yeux au ras de la plaine. Je distingue, assez vaguement encore, le fourmillement gris qui fait bouger les champs et les haies. Nous désignons la distance estimée au lieutenant : six cents mètres. Nos petits canons partent, subitement. Leur paf! paf! inattendu secoue nos fantassins, dont les fusils s'excitent d'allégresse. Les shrapnells font leurs flocons blancs à la bonne

place. Les deux canons rebiffent et le grouillement mouvant de l'ennemi se couvre de petits nuages, qui doivent être une belle tempête là-bas. Les grenadiers, à nos côtés, lâchent un délire de coups de fusils. Toute la ligne que nous tenons vomit son fer mortel sur le mouvement qui s'accentue dans le matin plus clair. Dans le matin plus clair, le mouvement ennemi s'accentue et se déplace. On dirait que des plis entiers de la plaine se soulèvent, puis se posent, se soulèvent et de nouveau s'approchent vers nous. On dirait que toute la plaine, devenue vivante comme une mer, s'approche avec des vagues de dix mètres... Elle ondoie d'un bout à l'autre, en largeur et en profondeur, et nos shrapnells qui la cravachent ne l'arrêtent, par ci par là, où ils claquent, que pour des secondes... C'est l'attaque en masses serrées, chère aux ennemis, avec ses milliers de poitrines offertes, qu'il est presque impossible de broyer toutes... Tant pis! ou plutôt, tant mieux! Allez, petits canons! allez, grenadiers! Voici le carnage qui s'offre... Voici du massacre tant que vous voulez, en voici peut-être plus que vous ne voudriez, voici des Prussiens à discrétion, voici des Prussiens à profusion... C'est jour d'abondance et c'est jour de fête... Et si, pour vous, c'est jour de mort, sautez de joie en pensant qu'ils ne pourront jamais vous tuer autant d'hommes que vous leur en tuez, que vous leur en tuerez, puisqu'ils sont vingt cibles contre une et qu'ils deviendront toujours plus grands et plus nombreux, en s'approchant...

Les premiers rangs, les premières vagues des Allemands viennent s'abattre comme sur un mur de plomb... Les deuxièmes rangs, les deuxièmes vagues aussi, un peu plus près de nous : le terme populaire de vagues, qui fait à peine encore image à nos esprits, est bien le mot propre pour désigner l'afflux de la masse énorme qui nous assaille.

Nous avons commencé à tirer à six cents mètres, maintenant nous tirons à quatre cents. Les Allemands ont pavé ces deux cents mètres avec des cadavres. Ceux qui se dressent à la première ligne ont dû écraser des morts et des blessés avec leurs bottes. Ça bourdonne et ça éclate dans la plaine. Les ennemis tombent par gerbes, les ennemis culbutent par brassées! « A trois cent cinquante mètres! » Plus on en dégringole, plus il en vient, plus ils avancent... On les voit ramper avec leurs fusils sur la hanche... Ça ne fait rien, ils ont encore du chemin à faire et ils seront rudement réduits quand ils viendront frotter leurs baïonnettes à celles de nos fantassins. « A trois cents mètres! » Ils tirent en courant, sans viser, puis ils se terrent quinze secondes et recommencent...

Maintenant, ils sont à cent mètres de nous. Je vois distinctement des casques à pointe et, dans le tas, beaucoup de figures

barbues. Nous lâchons deux coups de canon, à cent mètres. C'est comme si on jetait deux rochers dans la mer. Dans vingt secondes, ils seront sur nous.

— Sauve qui peut, les braves! crie le lieutenant Nonnon. Dégarnissez les pièces!

Quelques-uns arrachent les lunettes et les appareils de fermeture. Et c'est la fuite, chacun pour soi, l'éparpillement et les culbutes, la dégringolade dans les fossés, l'engouffrement dans les buissons. Quelques-uns tombent, que les autres attrapent sur leur dos. Nous rejoignons nos batteries attelées à quelques centaines de mètres à l'arrière. Nous sommes une bonne douzaine en tout. On jette les blessés sur les caissons. Les Allemands nous suivent à cent mètres. Nous apportons la grêle des balles sur les trois batteries. Tout le groupe se met au trot, puis au galop. Des pièces quittent le groupe et se jettent dans la plaine, à toute allure. Les chevaux de devant de notre premier caisson s'abattent sous les balles. On coupe les traits, et on les laisse là. Il y a vingt centimètres de boue gluante sur la route, et je cours avec ma bécane sur le dos. Il y a un bout de chemin qui surplombe un peu : des mitrailleuses attendent notre passage et fauchent. Dieltjens reçoit une balle dans le bras et son cheval prend le mors aux dents. Deux ou trois soldats sont blessés autour de moi. Je tombe plus de dix fois à genoux, dans la boue, et plusieurs fois les canons manquent de me passer sur les reins. On met trente secondes à traverser le passage dangereux. Nous perdons, en blessés surtout, le quart de l'échelon de combat. Le commandant Van Maldeghem, qui a remplacé le commandant Bruynheel, malade, à la tête de la 100e, et qui a conduit sa batterie en dehors des chemins, à travers champs, n'a presque pas de pertes. Nous le rattrapons sur la route qui va vers celle de Perwyze-Furnes. Le trot dans la boue continue. C'est la trouée faite et notre centre enfoncé. Un caisson d'artillerie français suit notre mouvement : comme, à la différence des nôtres, il est plat, je grimpe dessus et j'y installe mon vélo lourd de boue et dont un pneu vient de sauter. Cinq minutes après, il s'arrête et se range au bord d'un champ. Je demande aux conducteurs s'ils vont bientôt partir et ils me répondent qu'ils ne partent pas, mais qu'au contraire ils vont retourner ravitailler en avant dans quelques instants. Je crois qu'ils ne se rendent pas bien compte de la situation, mais comme il me faut, en tout cas, suivre ma batterie qui s'éloigne, je saute du caisson, sans discuter, et je me mets à la poursuite de notre groupe. Je le rattrape et je parviens à me hisser, moi et ma bicyclette, sur un canon. Un quart d'heure après, ruisselants de boue de la tête aux pieds, nous nous arrêtons sur la grand'place de Furnes.

Nous n'y restons guère. Au premier étage de l'hôtel de ville, nous voyons le Roi, dont la figure a l'air toute blanche dans les vitres noires. Il passe plusieurs fois lentement derrière les fenêtres et par deux ou trois fois il vient nous regarder, longuement. Un cortège de prisonniers allemands, conduits par des goumiers, traverse la grand'place et s'arrête près de l'hôtel de ville. Ils sont aussi harassés que nous et ils ont l'air d'être habillés de boue. Des officiers d'état-major, français et belges, entrent sans discontinuer par le porche de l'hôtel de ville. Plusieurs en sortent en pressant le pas. L'un d'eux se dirige vers notre major et lui dit quatre mots. Aussitôt, l'ordre retentit : « A cheval ! »

Nous ne savons pas encore où nous allons. Notre major prend la tête de la colonne, qu'il fait pivoter sur la grand'place, et nous nous réengageons sur la route de Perwyze. Nous suivons absolument, en sens inverse, le chemin que nous venons de faire une heure auparavant, et qui pourtant doit conduire vers la trouée, vers les masses débordantes des Allemands...

Eh! bien, non. Comme le commandant nous l'explique, en fait de trouée, il n'y en a pas! et en fait de masses, elles sont encore à peu près où nous les avons laissées... L'infanterie française, le [e], pour lui rendre hommage, s'est développée immédiatement sur la gauche et a tendu un ruban de fantassins qui résiste encore. L'artillerie française, de son côté, défilée et disséminée dans la plaine, un peu en arrière de notre position, est restée en place et a dressé son barrage d'obus devant l'attaque presque victorieuse. Les Français nous ont conservé nos positions, mais il est temps que nous venions à la rescousse, car ça « barde » ferme, comme ils disent, et il faut du tonnant dans l'air.

Pendant les huit jours qui suivent, nous allons d'ailleurs leur bien montrer que ce n'est pas la faute de l'artillerie si ça a flanché un moment et qu'on peut compter sur nous jusqu'à la gauche pour viser juste, pour tirer ferme et cogner dur!

Nous prenons position sur la ligne d'artillerie française et nous commençons immédiatement notre petit raffut. L'attaque allemande mugit encore, là-bas, comme un monstre enchaîné. Mais il a l'air de secouer vainement ses chaînes, malgré sa rage et son vacarme. Jusqu'au soir, nous fouettons l'infanterie ennemie à coups de shrapnells, et nous devons faire de belles traînées et de belles balafres rouges dans son coin de plaine!

Le lendemain, même chanson sur le même air. Je vais jusqu'à Furnes faire remettre une chambre à air à ma bécane. Pendant l'opération, je sifflote en grillant une cigarette et je me sens tout guilleret de pouvoir souffler à l'aise et regarder autour de moi sans voir, à une place ou l'autre, proche ou lointaine, éclater une

de ces éternelles marmites... Quand, tout à coup, un sifflement strident, et boum! un obus qui s'abat dans les environs... Ça, c'est vraiment trop fort! Quand on est sur le front et qu'on se bat, c'est naturel et logique, les obus...; mais pour une heure qu'on vient en villégiature à Furnes, sur l'arrière, c'est tout de même un peu exagéré... Et puis c'est incompréhensible : l'obus qui vient de siffler et d'éclater est de petit calibre... Il n'y a pas besoin d'être vieil artilleur pour faire ce diagnostic... Alors, les Allemands qui sont au delà de Ramscapelle, au delà de la voie ferrée, ne peuvent tirer jusqu'ici avec des pièces légères...

Je développe ma théorie devant quelques artilleurs français.

— C'est pourtant pas nous qui bombardons Furnes! blaguent-ils.

En effet; mais ce n'est pas clair..., peut-être un auto-canon?

Un deuxième obus arrive, puis un troisième, puis ainsi toutes les demi-heures, jusqu'à l'entrée du soir.

Je veux aller me faire raser, mais le coiffeur en laisse tomber les bras et me prend visiblement pour un fou. Le bombardement n'est cependant guère terrible, et on en a vu qui y ressemblaient à peu près comme la mer du Nord ressemble à l'Yser. Pour moi, je n'y penserais déjà plus si je n'étais turlupiné par la bizarrerie incompréhensible du fait. Ce n'est que plusieurs jours plus tard que j'en aurai l'explication, que je donne dans sa cruelle vérité :

Les autorités supérieures frappées de cette anomalie avaient fait organiser plusieurs reconnaissances en aéroplanes et un observateur avait enfin découvert une pièce isolée, qui tirait de l'intérieur de la cour d'une grande ferme. On avait immédiatement envoyé les « goums » pour éclaircir l'histoire et trancher la question. Ils avaient bel et bien déniché un canon allemand avec des artilleurs qui faisaient leur besogne tout à leur aise. Ils avaient zigouillé les canonniers-fantômes en trois quarts de seconde et pendant l'autre quart, — façon de parler, — ils avaient achevé de trancher la question en coupant le cou au fermier. Des gens des environs m'ont d'ailleurs dit que c'était un importé dans la région. Sans doute un Allemand qui jouait enfin son rôle, après une longue préparation. Il vaut mieux ainsi, et il faut le souligner. C'est une saleté qui ne nous touche pas.

Je quitte Furnes, où ce léger bombardement m'a suivi, et une demi-heure après je rentre dans la plaine, balayée au moins par des obus francs. C'est comme un jour de pluie pendant l'hiver, on ne s'en aperçoit qu'à peine. Des soldats du génie jettent des passerelles en bois sur les petits canaux minces qui sillonnent tout le pays, comme des veines. L'eau est le sang de la terre, et ces multiples canaux sont les veines d'un pays riche. Mais en guerre ils gênent terriblement les mouvements. Ils mordent aux

jambes les offensives. Ils les prennent comme dans des toiles d'araignées. Et on serait tenté de les maudire s'ils ne s'étaient noués fameusement sur l'élan des Allemands et n'avaient contribué à les lier sur place. Des fantassins français et belges, et parmi ceux-ci je distingue un bataillon du 9e de ligne qui cueillit son premier laurier au pays de Liège, occupent toute la plaine qu'ils ont tailladée de balafres parallèles, dans lesquelles ils se sont terrés, par files. C'est la guerre de tranchées qui se précise, avec le front presque rigide de ses alignements. Une nouvelle aussi, aujourd'hui : un vieil habitant de Nieuport s'est souvenu d'une ancienne écluse dont on a, en effet, retrouvé le plan de l'emplacement dans des archives du pays. On va l'ouvrir et lâcher la mer contre les Allemands. C'est un allié digne de nous, comme on verra. Il procède par masses, comme les Prussiens, mais on ne l'arrête pas avec des coups de canon. On s'enfuit ou on barbote.

Le lendemain, au petit matin, le lieutenant Servais me fait appeler pour partir en éclaireur avec lui. Le commandant voudrait me faire remplacer, à cause du mal dans le dos qui me tient toujours, et m'offre même une exemption de service de deux ou trois jours. Cette sollicitude, qui me touche, m'enverrait au bout du monde. Je pars donc immédiatement avec le lieutenant; mais, quand nous arrivons à la route parallèle au chemin de fer et qui, comme lui, surplombe notre plaine et celle occupée par les Allemands, le panorama que nous avons à fouiller disparaît encore dans le brouillard matinal. Il faut une bonne heure avant qu'on puisse y dénicher quelque chose. Comme le matin frais pique la peau, je quitte le lieutenant de cent mètres pour aller m'abriter dans une petite baraque à trois façades qui se trouve dans les champs. Je m'étends sur la terre battue, las d'une mauvaise nuit et de jours durs. Quand j'ouvre les yeux, il me semble qu'ils sont tout gonflés de sommeil... C'est ça : voici de grandes bandes jaunes sur la plaine, avec les taches des ombres dedans..., voici des alouettes qui ont l'air de grimper en chantant jusqu'au soleil... Bon sang de bon sort! j'ai dormi comme un pacha! Où est le lieutenant? Ah! le voilà... contre le talus de la route... Qu'est-ce qu'il va dire? Je cours le rejoindre en me frottant les yeux...

— Eh! bien, d'où sortez-vous? Je croyais que vous aviez déserté...

— Excusez-moi... J'étais éreinté... Je me suis endormi là, dans cette baraque...

— Et pourquoi ne pas venir quand vous vous êtes éveillé?

— Mais je m'éveille à l'instant, et j'accours...

Le lieutenant part d'un bon rire et me dit :

— Alors quoi? Vous n'avez rien entendu?

— Entendu quoi, lieutenant?

Sans me répondre, il me prend par le bras et me conduit vers l'endroit que je viens de quitter... Il me désigne de grands trous plein le champ.

— Et ça..., ça... et ça... Pendant une heure, elle a été comme le point de mire des marmites, votre cahute... Vous n'avez rien entendu : c'est beau, la jeunesse!

Le lieutenant n'est pas beaucoup plus vieux que moi... Il ferait mieux de dire : c'est bizarre, la fatigue. Tous les soldats ont été, un jour ou l'autre, aplatis par la grande lassitude et tous ont dormi sous les obus. Tous ont eu ces moments d'engourdissement où les yeux ne veulent plus voir, où les oreilles ne veulent plus entendre. Il y a un phénomène inverse qui caractérise bien aussi la part de l'habitude dans ces moments-là : quand, après une bataille aussi longue et aussi violente que celle de l'Yser, on s'éloigne enfin du front, les premières nuits donnent une impression de malaise et d'énervement, comme s'il manquait quelque chose... C'est comme un bourgeois qui n'aurait pas sa brique ou son bonnet de coton et qui ne saurait ce qui l'empêche de s'endormir comme à l'ordinaire... Le bruit des obus fait partie de l'acoustique de notre vie : ça ne gêne guère, et il en faut. Heureusement c'est une habitude qu'on perd comme on la prend...

Mais nous sommes revenus, le lieutenant Servais et moi, à notre poste d'observation et, malgré que ce soit surtout un jour d'artillerie, nous parvenons à repérer un petit rassemblement allemand derrière la ferme Oosthof. Cette ferme, comme beaucoup d'autres dans cette guerre de piétinement et de piaffement sur place, prendra une grande importance stratégique, à en juger par le nombre des obus dont, tour à tour, les Allemands et nous la gratifions. Je me suis fait traduire son nom par un camarade flamand : Jardin d'Occident. C'est une appellation qui fleure doux et bon, même ici... et les obus qui abattront ces murailles ne pourront rien contre le souvenir attendri que je garderai de ce nom clair et mélodieux, choisi par les terriens de cette plaine, au temps heureux : Jardin d'Occident...

Je file cependant en bécane jusqu'à nos batteries et j'indique à notre major l'emplacement exact du rassemblement ennemi. Je suis à peine sur la route du retour que nos dix petits canons, alignés dans un champ proche, retentissent. Les grosses marmites allemandes continuent à battre la plaine, avec furie. Cependant elles n'aspergent plus au hasard, comme auparavant. L'ennemi ne tire plus que sur objectif certain, ou du moins possible. De même, il ne commence son chambard qu'au matin clair sur les horizons nets, et il cesse tout bombardement au soir chu. Je suis certain — mieux que par des renseignements journalistiques —

qu'à partir de ce moment les Allemands ont dû compter et ménager leurs munitions. Pour ceux qui les ont vus à l'œuvre au cours des mois précédents, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation.

Je rejoins le lieutenant, à cent mètres de là. Je le trouve en conversation avec un officier d'infanterie français. Celui-ci est en train d'expliquer au lieutenant Servais le point de vue magnifique qu'il a sur le front allemand, du lieu avancé où il se tient presque en permanence, et l'avantage qu'il y aurait de placer un observateur d'artillerie à ses côtés. Le lieutenant Servais tourne les yeux vers moi, et il faut croire que mon désir pétille bien vivement dans mes regards, car il sourit et, soudainement, il me présente à l'officier français comme délégué. Celui-ci m'examine des pieds à la tête, et j'en fais autant pour lui. Quand nos yeux se sont rencontrés et soutenus une bonne fois, nous sommes des frères. Je puis employer ce mot-là, car dans la vie que nous allons mener, tous les galons en or ne pèsent pas une balle en plomb.

L'officier français auquel le sort m'adjoint, c'est le commandant de Bontin, du . Je ne suis pas certain de bien orthographier son nom, car nous ne nous sommes point passé notre carte de visite... Un homme nerveux, l'air jeune, portant la mouche. L'air confiant et hardi. Quand on l'a eu deux secondes dans les yeux, on est fixé. Je me croyais déjà fort en avant, et il m'emmène encore en avant. Avec le lieutenant Servais, nous nous trouvions à cinq cents mètres de la première ligne allemande. Avec le commandant de Bontin, nous allons nous installer à cent mètres de cette ligne. Les Allemands nous saluent avant notre arrivée. Leurs balles n'interrompent même pas une blague que le commandant de Bontin lâchait à leur adresse à ce moment-là, ni la réplique qu'il me plaît de lui donner gaillardement.

L'observatoire que vantait si chaudement le commandant, c'est le coin de mur qui reste d'une bicoque fauchée là. Deux mètres de haut, trois mètres de large, un demi-mètre d'épaisseur. Il y a des pierres disjointes, par où on peut voir. Pour y arriver et pour en sortir, il y a trente ou quarante mètres de sentier à découvert. D'ici, le commandant a déjà prévenu ses troupes de plusieurs attaques. Le moindre mouvement dans la plaine ne peut échapper à l'œil vigilant. Quand c'est pour une action en masse, qui nécessite des renforts, on fixe l'apparition de ceux-ci, à deux kilomètres, même à trois. Je suis au ciel de me sentir ici, d'où l'on peut tâter les Allemands et comme palper leurs intentions...

Pendant cette première journée même, nous parvenons à découvrir plusieurs rassemblements ennemis, dont nous identifions le lieu sur la carte du commandant. A chaque renseignement, je saute lestement sur ma bécane et, avant que les Allemands de la

première tranchée aient pensé à m'envoyer leurs pruneaux, je traverse à fond de train le dangereux espace découvert et je file porter mes indications à notre major. Celui-ci règle merveilleusement son tir d'après les distances et les angles mêmes de sa carte, et chaque fois que je rentre auprès du commandant de Bontin et que je viens piquer la tête au pied de son mur en attirant la brève fusillade des Boches d'en face, sa bonne figure s'éclaire, et il me dit :

— Epatant! Ça leur tombe comme des tuiles sur la tête...

Parfois, il fait régler notre tir avec des précisions terribles. Quand je viens les transmettre à notre major, celui-ci ne peut s'empêcher de sourire de fierté devant les corrections à peine sensibles que réclame le commandant : « Dix mètres sur la gauche ». « Six mètres sur la droite ». « Huit mètres plus long ». « Dix mètres plus court ». Il n'emploie pas les termes techniques des artilleurs, le brave commandant, mais le résultat n'en est pas moins « soixante-quinzesque »...

— C'est pour leur envoyer ça dans le thorax, au lieu de les atteindre au bout des doigts ou dans les orteils, blague-t-il.

Ou bien :

— En faisant cette petite correction, on en tue quatre au lieu de deux... Il y en aura pour moins longtemps...

Brave commandant! Comme il m'emballe avec son ardeur et son optimisme... Il me semble que j'écrase mes pédaliers et que je crève ma bécane, comme un cheval, en portant nos renseignements au major qui en fait un profit dont je suis fier. Je suis comme un lien vivant, et dévoué aussi, entre deux volontés nettes, entre deux coups d'œil savants, entre les deux armes sœurs de l'infanterie et de l'artillerie, et par-dessus tout, entre les deux armées sœurs, de la France et de la Belgique!...

Le soir, le commandant de Bontin rejoint sa tranchée et m'envoie prendre un peu de sommeil dans le poste français où se tient le commandant Mouphons, faisant fonction de colonel au   . J'orthographie bien son nom, car je l'ai lu dans un journal qui annonçait sa promotion dans l'ordre de Léopold, distinction que lui a accordée le roi Albert.

Un brave à tous crins, et ce n'est pas peu dire si l'on en juge par sa moustache épaisse et sa longue mouche d'un noir ardent. Une tête de capitan et de pourfendeur, avec des yeux de papa. Les quelques soldats qui l'entourent me tracent son portrait et son histoire d'un trait : « C'est un poilu! » Il m'a vu passer et repasser, à belle allure, devant sa cahute, et il connaît ma mission. Il me serre la main et veut bien me dire des phrases fort aimables, — sans flagornerie, — au sujet de notre armée... Il apprécie aussi les effets de notre artillerie, avec des mots chauds. Enfin, il

m'invite à la table de ses subordonnés, téléphonistes, plantons, qui s'empressent autour de moi et mettent une assiette de plus... Je suis bouleversé de reconnaissance en voyant tout ce qui défile dans cette assiette : bifteck, pommes frites, poule au pot, porc rôti.

— La poule et le cochon, c'est moi..., dit un de mes nouveaux camarades qui, avec ses cheveux roux-folâtre et son unique dent sur le devant, a l'air de sortir tout vif du répertoire de Dranem...

Et il m'explique, avec des mots et des gestes drôles, comment, ordonnance du commandant Mouphons, il n'a pas grand'chose à faire et qu'il passe son temps à zigouiller les poules et à descendre à coups de fusil « les cochons qui battent en retraite... »

Ces cochons-là mirent une note bien amusante dans cette partie de la bataille de l'Yser. Si on avait pu seulement fusiller tout le bétail qui foisonnait dans le beau pays de Dixmude et qu'on a, hélas! laissé en grande partie à ces gloutons de Boches!

— Comme ça, dit l'ennemi des cochons, — si c'est assez le déterminer ainsi, — comme ça, je ravitaille l'armée de France et spécialement le bas état-major du . N'empêche que je suis un tire-au-flanc et que les *craquenelles* ne m'auront pas...

Jamais il ne prononcera *shrapnells*, mais je ne sais si c'est une difficulté de prononciation ou s'il veut simplement, néologiste qui a d'ailleurs le sens de l'eurythmie, franciser le mot... Quant à tire-au-flanc, mon pauvre gars, dans ta cahute où éclatent journellement des gros-noirs à moins de cent mètres, et parfois à moins de dix, j'en verrai plus tard des milliers qui ont l'uniforme, et qui sont d'ailleurs très crânes de le porter — dans des cités assez lointaines...

Après une bonne nuit sur la paille chaude, au coin du feu, je retourne auprès du commandant de Bontin, que je trouve dans sa tranchée, prêt à partir. On ne voit pas à cinquante mètres autour de soi. En attendant qu'il fasse suffisamment clair, je quitte le commandant pour aller faire un petit tour sur la droite de notre abri où se trouvent encore, paraît-il, les deux canons que nous avons dû abandonner l'autre jour. Les Allemands n'ont pu les emporter et le commandant de Bontin m'avait dit son espoir et la possibilité qu'il y avait de les reprendre. Je vais donc essayer de situer leur position entre les lignes nouvelles. A un moment donné, par hasard, et non à l'endroit où je cherche les nôtres, je tombe sur un petit canon isolé qui a l'air d'être naturellement en position, avec son caisson aux trois quarts rempli d'obus, et qui semble n'attendre que son pointeur, son tireur et ses servants, pour entrer dans la danse et jouer son rôle... Je m'en approche, j'en fais le tour, j'examine un obus du caisson, je tâte tout le petit canon comme un médecin ferait d'un homme

qu'il croirait malade, puis je file éclairer le commandant de Bontin sur ma trouvaille et sur la facilité qu'il y aurait de ramener ce canon en arrière et de le rendre à sa batterie et à la bataille.

— S'il est solide sur pattes et prêt à mordre, dit le commandant, et si on l'approche aussi aisément que vous venez de le faire, il faut en effet le tirer de là et le renvoyer chez ses frères...

Nous retournons à la tranchée du commandant, et celui-ci commande une section qui doit aller chercher le canon et le tirer à bras vers l'arrière. Je fournis tous les renseignements sur le lieu exact où il attend sa délivrance, et nous repartons définitivement, le commandant et moi, vers notre abri de la veille.

Or voici ce qui attendait la section quand elle voulut toucher au canon : le ta-ta-ta d'une mitrailleuse sortit des buissons proches, à quarante mètres de mes lignards, et en culbuta une demi-douzaine, — blessés seulement, — pendant le bond surpris qu'ils firent en arrière, d'instinct.

Le commandant Mouphons, quand il fut mis au courant de l'aventure, jura ses grands dieux que, lui, il aurait flairé le piège et que les Allemands n'avaient pas voulu éventer leur présence pour descendre un homme. J'avais donc échappé aux mitrailleurs ennemis par le peu d'importance qu'ils m'accordaient et, malgré le chagrin que j'eus des malheureux fantassins blessés, ma foi un peu égoïste dans ma bonne étoile grandit encore ce jour-là.

Toute la journée, nous restons à notre observatoire, la figure collée au mur, les yeux dans les interstices des pierres. Parfois la fusillade des premiers Allemands, furieux de se savoir épiés, s'abat sur notre abri. Mais c'est surtout lorsque je file avec un renseignement, ou quand je reviens à mon poste, qu'éclate la rage crépitante de leurs fusils. Il y a trente mètres à faire dans leur plein champ de tir : il ne faut pas leur laisser le temps de respirer entre mon apparition et ma disparition... A la fin, ça nous devient un jeu de les surprendre de deux secondes en défaut dans leur surveillance... Et puis il faut voir comme ce démon de commandant m'excite :

— Allez encore une fois... Vous êtes déjà bien passé dix fois aujourd'hui, vous passerez encore cette fois-ci...

Je mets le pied sur la pédale, prêt à sauter en bécane.

« Une..., deux..., trois! » Et tout grimpé sur mon vélo je sors de mon abri, comme un diable de sa boîte, et en avant la musique! Zii-ip..., zii-ip... Et je porte un bon petit renseignement au major Didier, qui décidément vous nettoie un coin de plaine en deux temps trois mouvements... Il me semble que parfois les yeux aigus du major s'adoucissent quand j'arrive, et je surprends parfois un sourire caché dans sa grosse moustache. Une fois il

m'invite à prendre un verre de vin à sa table et, outre le luxe inouï que cette pétillante boisson représente pour le Zoulou que je suis devenu, je me sens fort ému de cette distinction qui, chez nous, est plus rare et bien plus difficile à obtenir que de quelconques palmes académiques, par exemple.

C'est le meilleur verre que j'aie bu de ma vie.

Une fois que j'arrive vers notre groupe avec un renseignement assez développé, je trouve notre major debout, qui sourit, en me voyant venir au milieu des shrapnells allemands qui tombent dru. Je vois, à cinquante mètres de lui, nos canonniers collés aux pièces, qui se terrent à l'abri de la rafale. Plusieurs projectiles éclatent juste au-dessus des avant-trains proches et blessent plusieurs chevaux. A ce moment, j'avoue que, pour diminuer la longueur du danger, j'arrivais à pleine vitesse, tête baissée, à travers les éclatements nombreux. Mais quand j'aperçois le major Didier, debout et souriant, et qui a l'air de m'attendre, je me compose une petite nonchalance assez bien venue, je crois... et quand je m'arrête auprès de lui, je me fais un point d'honneur de lui parler sagement et calmement, avec un sourire comme le sien. Les shrapnells balayent les alentours, et je donne mes explications, et le major les écoute en consultant sa carte, comme si nous nous trouvions dans quelque bureau de ministère au temps monotone de la bonne paix. Quand je le quitte pour retourner là-bas, cependant, nous nous lisons une bonne fois dans les yeux, et je crois que nos pensées se ressemblent fort.

Là-bas, chaque fois que j'y rapplique, c'est la même chose. Le commandant de Bontin n'a pas besoin de tourner son nez de son trou entre deux pierres pour connaître mon arrivée. La pétarade qui m'accueille, — souvent trop tard, d'ailleurs, — l'avertit suffisamment. Il exulte du résultat de notre tir, le brave commandant, et il en oublie presque son bataillon qui, dans la ligne de tranchées proches, fait cependant de jolis vacarmes chaque fois que les Boches d'en face veulent montrer la tête ou avancer la jambe.

L'offensive allemande, d'ailleurs, ne démord pas. C'est encore le flux montant, avec des violences inégales comme les vagues elles-mêmes. Il y aura encore des éclaboussements sur toute la digue et des ruées sur tous les points. Aujourd'hui, il n'y a pas une minute où les « trains-block » ne sillonnent l'atmosphère de leurs passages stridents, pas une minute où les shrapnells n'éclosent mortellement dans la plaine, derrière nous; pas une seconde où le roulement d'une fusillade ne semble glisser et courir sur le front des premières tranchées; il n'y a pas une heure où le commandant de Bontin et moi ne découvrions des mouvements et des infiltrations de l'ennemi, et où nos petits canons n'aillent tasser et

écraser ces mouvements et barrer et écrabouiller ces infiltrations. L'attaque déferlante des Allemands s'accentue par des masses toujours augmentées, et l'endiablement rageur des premiers jours se continue par une pression violente et par la volonté têtue de nous enfoncer et de passer par là! Leurs premiers bataillons, ravagés et anéantis, n'ont pas plus compté, dans cette volonté têtue, que les premières vagues ne comptent dans l'assaut que depuis toujours l'Océan donne aux rivages de pierre. Le deuxième et le troisième afflux de leurs masses ne comptent point non plus, ni ceux qui suivent. Les derniers bataillons seuls comptent, et la trouée. J'ai connu plus tard des personnes sceptiques qui qualifiaient de boniments les articles de journaux sur l'énormité des pertes ennemies. Mais j'assure, moi qui ai vu, que nous avons fauché et détruit complètement des masses humaines, à faire horreur à un cœur humain! Nous avons couvert des étendues avec des morts et des râlants. Nous avons barré, nous avons rayé, avec notre griffe d'acier, des compagnies entières, des bataillons entiers de l'armée teutonne.

Voici un épisode de ces boucheries-là, pendant mon séjour auprès du commandant de Bontin :

Nous sentions bien une impatience et une envie de mordre chez les Allemands qui nous faisaient face et cela nous incitait à surveiller la plaine et à la scruter jusqu'au bout. A un moment, je distingue comme un ondulement à l'horizon. (Je m'attribue cette découverte, sans modestie : mais j'y tiens, car ça m'emplit de bonheur de penser et de dire que des Prussiens sont morts par moi et que ce sont mes yeux qui, les premiers, les ont dénoncés aux juges et bourreaux, nos petits canons qui les attendent).

Le mouvement bientôt se dessine mieux et le commandant de Bontin l'identifie : c'est un bataillon de renfort arrivant sur la route de Schoorback. Il me demande dans combien de temps nos batteries pourront tirer dessus, et nous fixons, montre en main, à une demi-heure plus tard le commencement du bombardement. Le commandant situe scrupuleusement le ruban de route que le bataillon allemand occupera à peu près à ce moment-là, et je trace pour notre major un croquis avec tous les lieux et toutes les distances pouvant déterminer exactement l'endroit. Une demi-heure plus tard, — trente minutes juste, — nos dix canons, et d'autres batteries françaises et belges que j'ai pu prévenir, commencent un tir en profondeur qui prend tout le bataillon sous ses shrapnells, depuis le premier rang jusqu'au dernier, qui le culbute et le bouleverse, et finalement le disloque en quelques restes épars qui se jettent à travers champs dans la direction de Perwyze, — maigres groupes de rescapés qui ont l'air de sortir des rangs

de cadavres abattus sur la route et dont nous poursuivons les tentatives de rassemblements derrière les haies ou les meules et que, les uns après les autres, nous écrasons de notre tir mathématique et tenace. Nous avons atteint, je crois, jusqu'au dernier fuyard et l'on peut affirmer que les ennemis peuvent effacer le numéro de ce bataillon de la liste de leurs armées.

Ceci n'est qu'un épisode qui se répéta et se multiplia diversement au cours de cette grande bataille où l'on compte par centaines de mille les Allemands boutés hors combat vers la mort ou d'obscurs hôpitaux.

Tous les jours, pendant huit jours, avec le commandant de Bontin, et à presque toutes les heures claires de la journée, nous avons désigné à nos petits canons précis des mouvements à briser. Nous avons cueilli à cœur-en-veux-tu les grappes humaines qu'il y avait là. Jamais telle trombe ne s'offrit à telle hécatombe, et jamais une armée ne saigna tant de sang pour si inutile sacrifice!

J'ai conservé le carnet où j'inscrivais alors les seuls renseignements dont la complexité méritait rédaction. Il y a plus de cent pages pleines de ces dénonciations documentées dont la justice de nos petits canons fit un merveilleux profit. Notre tir fut si terriblement réglé et si efficace que le général Grossetti,

qui opérait donc à nos côtés, soldat tout d'une pièce et peu flagorneur s'il en fut, félicita chaudement notre major et tout notre groupe d'artillerie.

C'est un hommage, sur le vif, qui pèse tout son poids. Il eut le couronnement de sa raison d'être au cours des deux derniers jours que nous avons travaillé là. Les Allemands avaient lancé une grande attaque en masses touffues contre notre secteur. Dès le commencement de cette action presque unique, qui vint battre nos lignes pendant quarante-huit heures continues, je me trouve à notre poste d'observation avec le commandant de Bontin. A l'inverse des jours précédents, où je vais manger et dormir au poste du commandant Mouphons, je reste en permanence auprès du commandant de Bontin et suis ravitaillé sur place avec les fantassins français. J'assiste d'un bout à l'autre à l'orgie insensée de vies humaines et, — jour et nuit, — au massacre le plus affolant qu'on puisse rêver. On dirait que les Allemands pressentent l'inondation où ils vont s'embourber pour toujours et le mur, de jour en jour plus rigide et plus robuste, où ils vont se buter et se casser le nez, et qu'ils veulent tenter leur dernière chance et jeter leur dernier atout dans la partie dont leur existence est l'enjeu.

Au premier moment, nous avons l'impression que tout l'arrière-plan de la plaine se met en mouvement comme un monstre qui

s'étire et se soulève. Puis le monstre se met à avancer et à s'approcher. Il a des grondements lointains, qui ébranlent l'air, et les obus commencent à tomber comme une grêle énorme. Au même moment, les lignes d'infanterie proches crépitent comme si un grand frisson les saisissait. Les trois bataillons du répliquent ardemment, tandis que nos batteries, vers lesquelles je vais cent fois dans la journée, tirent et tirent, sans discontinuer, sur les objectifs renouvelés que je désigne au major Didier. L'infanterie allemande, réduite de moitié, mais toujours innombrable, avance sans cesse, et sans cesse agrandit le cimetière bourré en quoi nous changeons la plaine qu'elle couvre. La nuit n'arrête pas son mouvement furieux et, pendant les heures d'ombre, la grande convulsion de la terre ne cesse de frémir sous les étoiles. En plusieurs endroits, les tranchées du sont attaquées à la baïonnette. Je cours toute la nuit prévenir nos batteries, qui suivent ainsi la violence de l'attaque et la poursuivent où elle donne.

Toute la nuit, le major Didier et les commandants restent debout, dans la petite cuisine fumeuse où ils m'attendent. Ils sont impatients et pâles, et mieux que moi alors apprécient le danger de l'heure. Le tir raccourci de nos batteries rase les tranchées françaises et s'accroche à l'attaque allemande et la brise aux endroits successifs où elle s'acharne. Sur la route qui va des tranchées aux batteries, et spécialement à l'endroit où elle est parallèle au front, la nuit est percée de balles, comme une écumoire. Ça fait une chanson sinistre, comme si la mort sifflait. J'aurais bien pu être atteint sans malchance.

Toute la ligne française se défend avec furie. Avec le commandant, nous nous sommes repliés dans une tranchée où il y a des râles, où il y a aussi des fusils ardents et des milliers de bruits mats, comme des petites guillotines qui tombent. Ça dure toute la nuit. On ne s'aperçoit du matin paru que parce qu'on peut viser, et qu'on voit les morts. Il y a des corps gris culbutés à dix mètres des tranchées. Toute la plaine — quand on jette un rapide coup d'œil dessus — en est pleine, comme les champs, chez nous, quand on arrache les pommes de terre. On continue à faire des morts, sans que l'attaque allemande faiblisse! Les masses écrasées sont remplacées par des masses nouvelles. Les renforts et les réserves grouillent derrière les bâtiments. La ferme Oosthof! Et cette maison au nom inconnu que je désignais ainsi dans mes renseignements au major : la ferme au toit rouge et aux nombreuses fenêtres!... L'appellation subsistait, que la pauvre ferme n'avait plus ni toit, ni fenêtres... Un petit épisode de notre tir, à ce propos. La ferme était encore debout; derrière elle, il y avait une haie et, derrière la haie, une grosse meule. Nous découvrons

à la fois un fort rassemblement d'infanterie derrière la maison, un autre derrière la haie, et une batterie en action derrière la meule. Je porte l'indication au major qui s'accorde avec des batteries proches, et nous prenons les trois objectifs sous notre tir. A la même seconde, les deux groupes d'infanterie et la batterie ennemie sautent censément en l'air! Ce n'est qu'un épisode, comme il y en eut mille, et qui me vient à la mémoire, pour l'instant.

Toute la journée du lendemain, ça continue, sans que les Allemands se ralentissent un instant et sans aussi qu'ils puissent prendre un pouce de terrain ou crever un mètre de la digue. Il m'est donné de vérifier l'intensité ininterrompue du tir pour le bataillon du commandant de Bontin : le ravitaillement en cartouches se fait toutes les deux heures, au maximum, et toutes les deux heures on apporte 80 000 cartouches nouvelles pour remplacer les 80 000 cartouches vidées pendant les deux heures précédentes. Ce chiffre, que je constate pour un bataillon seul, peut donner une idée du nombre des petits insectes mortels qui percent l'air sur toute la ligne et vont porter la mort ici et là, au bout de leurs chassés-croisés vertigineux. L'artillerie, de son côté, donne à coups redoublés, et les petits canons de notre groupe, en particulier, doivent à plusieurs reprises cesser le feu, pour se laisser refroidir. Et par-dessus ces vrombissements et ce vacarme, gronde pesamment la voix des lourds obusiers lointains qui lancent à travers des lieues leurs tonnes d'acier. Ça continue. Balles, shrapnells, obus lourds, toutes les secousses de l'atmosphère, et dans la plaine la même attaque obstinée, renouvelée, et de notre côté l'arc-boutement tendu, acharné, incassable, — violence contre violence, rage contre rage, vie contre vie.

Ça continue. La nuit qui suit ressemble à l'autre. Pas de répit et pas de trêve. Les Allemands se font un escalier de cadavres pour grimper jusqu'à nous. Nous les y culbutons par rangées, et ils reviennent. Comme pendant les deux jours et la nuit qui précèdent, je parcours sans discontinuer le chemin des batteries. Nos petits canons sont merveilleux pour viser juste et cogner sec. Il y a deux jours que nos officiers et nos hommes n'ont clos la paupière. Il y a deux jours que nos officiers calculent, que nos pointeurs visent, que nos tireurs tirent. Il y a deux jours que je vais regarder et que je roule. Il y a deux jours que la ligne d'infanterie fusille les premiers Allemands. Il y a deux jours que l'ennemi a lancé ses masses sauvages, deux jours que nous les anéantissons, deux jours qu'il les renouvelle. Il y a deux jours que se contrecarrent violemment ces volontés farouches : pour eux, celle d'avancer, et pour nous, celle de rester là.

Vers les 8 heures du matin qui suit cette dernière nuit, une grave

nouvelle se précipite. La ligne vient d'être ébréchée à hauteur de Ramscapelle, et le village lui-même vient d'être surpris par les Allemands. C'est un bataillon de chasseurs belges, — du 3e chasseurs, je crois, — qui, soutenant le choc depuis longtemps, a cédé enfin sous le nombre. Les Allemands ont débordé la voie ferrée et se sont engouffrés dans le village. Le bataillon de chasseurs qui a cédé prolongeait immédiatement sur la gauche la ligne d'infanterie française, et spécialement le , commandé par le commandant Pascal. De Ramscapelle, les Allemands fusillaient et mitraillaient les tranchées françaises qu'ils prenaient d'enfilade. La brèche menaçait de s'élargir et le succès de se transformer en victoire. Il y fut paré promptement. La facilité de correspondre entre les unités françaises est merveilleuse. Les trois bataillons du sont reliés téléphoniquement entre eux, puis reliés à l'état-major du régiment, qui lui-même communique avec les états-majors de la brigade et de la division. Les Allemands n'occupaient pas Ramscapelle depuis deux minutes que le général Grossetti en était prévenu et qu'il lâchait, avec un juron, cet ordre laconique et tranchant :

— Je donne l'ordre de reprendre Ramscapelle aujourd'hui.

Le commandant Mouphons l'interprète par cet autre :

— Immédiatement deux sections dans la plaine, pour tirer sans distinction contre tous les soldats qui tenteraient de se replier.

Ces sections n'eurent d'ailleurs rien à faire, car, malgré le tir d'enfilade des Allemands et les pertes sensibles qui s'augmentaient dans les tranchées, pas un homme du ne quitta son poste. Le commandant Pascal tomba grièvement blessé, et le commandant Mouphons, faisant fonctions de colonel et auteur de l'ordre énergique et rigide rapporté plus haut, vint immédiatement le remplacer au poste de courage et de péril.

Voici comment se déroulent les opérations contre Ramscapelle :

Un bataillon du chasseurs français, mandé d'urgence, parvient à s'approcher et à s'établir à deux cents mètres en avant du village. Il empêche les Allemands d'en sortir et de déboucher par ici. Pendant ce temps, et dès la première minute, notre artillerie envoie sans discontinuer ses shrapnells et ses brisants sur Ramscapelle. Ça dure des heures. Des troupes, venant je ne sais d'où, par divers chemins, se rejoignent par ici et s'apprêtent.

C'est d'abord un bataillon de zouaves, de la garnison de Paris, dont les diverses compagnies et sections viennent se tasser à côté du chasseurs. Après eux s'approchent, ondulants et rampants comme dans la brousse, les tirailleurs algériens et sénégalais. Ces renforts s'amassent activement, sans hâte et sans effort. Ils convergent presque mathématiquement vers le village à prendre

et l'assaut à donner. A l'entrée du soir, l'ordre de cet assaut arrive. Les zouaves chargeront les premiers; puis, si besoin est, les tirailleurs bondiront à la rescousse. Si ça ne suffit pas, les petits vitriers entreront dans la danse.

Je viens de porter à notre major l'ordre de cesser le feu pour un quart d'heure plus tard. C'est à ce moment précis que les zouaves vont sauter sur le village. Moins par service que par curiosité pure, je « m'infiltre » de ce côté-là, pour aller voir... Tout à coup, une sonnerie ardente retentit : « En avant! » Les larges culottes rouges partent, comme une longue flamme qui lécherait la plaine et courrait incendier le village. Tout ça crie, tout ça hurle comme un torrent fatal. Le clairon sonne, comme s'il voulait souffler sur les maisons à les abattre... « En avant! » La flamme rouge s'approche avec une vitesse inouïe. Parfois elle laisse derrière elle de petits feux flambants qui se dressent et retombent. Tous les fusils, toutes les mitrailleuses des ennemis sont en action contre la ligne enflammée qui rase la plaine. On ne combat pas les éléments. Les zouaves s'engouffrent dans le village. La fusillade allemande s'arrête presque instantanément. Derrière ces maisons, dans ces maisons, les longues dents d'acier des baïonnettes sont à l'œuvre. Le village hurle de joie et de douleur, il râle et retentit. Au-dessus de tout cela, le clairon endiablé, debout comme un coq, jette ses notes passionnées, comme une mitraille de sons et de menaces dans le moral de l'adversaire : « En avant! » Et soudain, je vois les zouaves dépasser le village, comme s'ils l'avaient réduit à rien en le traversant de part en part, et porter au delà, jusqu'à la voie ferrée, de l'autre côté de la voie ferrée, l'élan de leur flamme rouge et de leurs baïonnettes sanglantes. Leur clairon sonna alors un air magique, un air de fantaisie, que je ne connais point et qui voulait dire, sans doute, que les zouaves avaient bouché la brèche avec du roc et continué le ruban de la résistance avec du pourpre!

Il ne leur avait pas fallu un quart d'heure pour reprendre le village et rétablir la position. Tous les Allemands qui s'étaient établis là furent tués ou pris vivants. Pas une des mitrailleuses qu'ils avaient embusquées en grand nombre dans les greniers n'eut le temps d'être descendue. Les tirailleurs et les vitriers, qui avaient suivi les zouaves de près, dénichaient les derniers Allemands, tapis dans les caves, accroupis derrière les murs, cassés d'épouvante. Ils ramenèrent en petits groupes les prisonniers et les mitrailleuses...

... Le major Didier m'a prévenu que notre groupe allait se déplacer dans la direction de Perwyze et que j'avais à le rejoindre à l'entrée de la nuit. Je vais donc saluer le commandant de

Bontin et le commandant Mouphons et je me mets en chemin. Quel voyage! La pluie qui s'est mise à tomber sur les routes de terre les a changées en un mastic gluant qui se colle aux pneus et dans les fourches et qui les charge de kilos de boue en deux tours de roue. Il est absolument impossible de faire dix mètres en bécane. Il est même impossible de conduire la machine à la main. Il n'y a qu'un moyen : je me la colle sur le dos et je marche dans la nuit et dans la terre épaisse qui s'emboîte en lourdes galoches à mes pieds, par des chemins dont je ne suis pas sûr et vers un lieu fort vaguement déterminé. C'est dans cet état que je quitte ces lieux où nous eûmes des jours de dure, mais des jours de gloire aussi, et que j'aime à peu près comme tous les hommes aiment le cimetière de leur village.

Comme je suis éreinté vraiment par l'effort des derniers jours, je change le vélo d'épaule tous les vingt mètres. Parfois je tombe sur les genoux et je pleure d'impuissance et de rage. A un moment, je me laisse rouler dans un fossé et je me repose, et je m'endors des heures dans la boue. Je ne reprends mon calvaire, — de pieds collants et de ferraille au dos, — qu'à la pointe du jour. Quand enfin je parviens à rejoindre nos batteries à proximité de Perwyze, je laisse tomber ma bicyclette et je m'affaisse, vaincu, au bord d'un champ. A mon réveil, notre premier maréchal des logis et un camarade de la batterie, qui m'ont en pitié, me préparent un bifteck de deux livres, coupé sur une vache tuée la veille, dans ce champ même, d'un éclat d'obus.

Nos petits canons recommencent à aboyer par ici, mais ce n'est plus le vacarme enfiévré des derniers jours. Nous sortons de l'enfer et nous entrons censément dans le purgatoire. Ça chauffe encore, mais c'est moins terrible. On dit que l'inondation fait des progrès et que les Allemands s'embourbent... Il y a encore de furieux raffuts par ci par là... Le lieutenant Nonnon, qui revient d'observation, affirme qu'il a vu cinq cents Allemands fauchés sur cinq cents mètres.

Le lendemain, je me trouve sur la grand'route, qui va vers le danger et vers la mort. Je vois le major d'Oultremont qui s'avance à cheval dans la bonne direction. Il est à la tête de son bataillon de grenadiers. Je le reconnais, malgré la barbe blanche qui lui a poussé dans la figure. Quand il me voit, il me lance joyeusement :

— Vous, je vous reconnais, vous étiez à Werchter...

— Je vous reconnais aussi, major... Celui qui vous a vu cette fois-là ne peut jamais vous oublier...

Il sourit... et va se faire tuer, le lendemain ou le surlendemain, en entraînant ses grenadiers à douze cents mètres de trouée dans les lignes allemandes. On m'a conté qu'aucun homme de son

bataillon ne revint de cet holocauste. Ces grenadiers sont bien morts, et je les salue. Et je garde aussi mon respect profond et mon souvenir fervent à l'officier, major d'Oultremont, qui les a conduits à ce sacrifice et à cette gloire.

Nous restons deux ou trois jours du côté de Perwyse; puis, au cours de la période qui suit, nous glissons lentement vers Oostkerk, Oudecapelle et finalement Nieucapelle. La bataille s'est alanguie, comme une grande flamme rentrée dans les braises. Les enthousiasmes se sont terrés et le feu couve.

D'après les rapports généraux sur la situation, qu'en ma qualité d'intermédiaire entre l'état-major et notre groupe je puis feuilleter, les Allemands se sont trouvés chassés ou enlizés par l'inondation. Beaucoup d'entre eux, des premières lignes, ont été chassés en avant, vers nous, avec de la boue jusqu'au fond de la culotte. De longues files de prisonniers se traînent péniblement le long des routes. Toute la rive gauche de l'Yser est à peu près évacuée par l'ennemi. Les Allemands ont été remplacés par de la boue et de la fange. Il y a des milliers de cadavres là-dedans.

J'ai connu, par la suite, bien des personnes pour lesquelles le terme « inondation » évoquait une chevauchée vertigineuse de vagues lâchées dans la plaine, quelque chose comme une irruption d'Océan sur un pays. Ce n'est pas ça. Notre alliée à crinière blanche usa de ruse. Combien de fois, depuis le premier moment où on en parla, ai-je entendu des officiers supérieurs s'informer de la réussite et des progrès de l'inondation! Au début, on répondait d'abord qu'on ne voyait trace de rien; puis il sembla que la terre s'amollissait légèrement; au bout d'une semaine, il y avait un pied de boue, puis il y en eut deux, et trois, et plus. Ça faisait une glue aux pieds de l'invasion. Le pays la tirait par les pieds, semblait la sucer à lui, sous un linceul mouvant de boue. Le pays pesait de tout son poids aux bottes de l'envahisseur. Les Allemands qui purent échapper à cette étreinte reculèrent ou se rendirent. La mer du Nord avait aidé le pays de Flandre, comme une bonne sœur de la même race. Il leur avait suffi de s'ouvrir les bras pour que la Prusse, venue pour les souiller, reculât d'épouvante devant leur grand baiser mortel.

La bataille de l'Yser était finie.

Fernand Hubert.

NOTES ET APERÇUS

LE PAYS DE « JEAN SBOGAR »

C'est le pays qui a été l'enjeu de la partie diplomatique engagée avec le gouvernement italien par M. de Bülow au nom de l'Austro-Allemagne et dont la possession aura déterminé l'entrée en campagne de l'Italie. Et c'est le pays d'où Charles Nodier a rapporté son roman, *Jean Sbogar*, dont la première vogue a bien diminué, mais que la grande conflagration européenne du moment ramène à l'actualité.

Tous les territoires adriatiques revendiqués par l'Italie, en leur qualité de terres *irredente*, parce que leur littoral a été soumis, pendant plusieurs siècles et jusqu'en 1797, à la république de Venise, plus la Dalmatie jusqu'aux bouches du Cattaro, furent rattachés à l'empire français, de 1806 à 1814, sous le nom de Provinces Illyriennes. Elles formèrent un gouvernement général (sous la dépendance du vice-royaume d'Italie), exercé successivement par le maréchal Marmont, le général Bertrand, le maréchal Junot et Fouché, duc d'Otrante.

Cette acquisition sur l'Autriche fut la conséquence logique de celle de la Vénétie, procurée à Napoléon par le traité de Presbourg, en vertu de l'ancienne autorité de Venise sur les territoires qui en étaient l'objet. Le principal intérêt de cette annexion était d'offrir à l'Empereur une base éventuelle d'opérations contre la Russie, à travers les Balkans, de rétablir la prépondérance de son action sur la Turquie, de balancer la puissance navale de l'Angleterre à Malte et de le mettre en état de participer largement aux dépouilles de l'empire ottoman, si l'heure de son morcellement venait à sonner. Un moment même, Napoléon eut le projet de créer un royaume slave en ajoutant, à ces territoires adriatiques, la Bosnie qui leur était voisine, la Serbie que Karageorge venait d'insurger pour son indépendance. Et voilà donc plus d'un siècle que la Serbie est le noyau du slavisme dans la péninsule balkanique.

En juillet 1809, Marmont venait d'être nommé maréchal. Napoléon eut une longue conversation avec lui et lui fit connaître ses projets sur les territoires dont il lui avait confié le gouvernement. « Entre l'Italie et les pays autrichiens », dit M. le chanoine Pisani, dans son *Histoire de la Dalmatie*, « il comptait former avec toutes les provinces slaves de son empire une principauté jouissant d'une certaine autonomie : ce serait une position avancée contre l'ennemi, une frontière toute militaire, comme l'étaient au moyen âge les margraviats, et il ajouta, en riant : « C'est vous qui serez le margrave. » — Mais quelque

temps après l'Empereur se ravisa. Il ne fit des Provinces Illyriennes qu'une série de départements. Le margraviat promis à Marmont se transforma en un simple gouvernement général subordonné aux ministres de l'empire. Déçu, il demanda à être relevé de ses fonctions et alla commander l'armée de Portugal.

Marmont avait montré cependant de réelles capacités politiques dans l'exercice du gouvernement. Tout était à faire dans un pays pastoral, peu agricole, sans industrie et presque sans commerce, et notamment les routes. Son activité pour la création de bonnes voies de communication est bien caractérisée par ce propos qu'ont répété longtemps les Dalmates : « Les Autrichiens, pendant huit ans, ont fait et discuté des plans de routes, sans les exécuter; Marmont est monté à cheval pour les faire faire, et quand il en est descendu, elles étaient terminées. »

L'occupation française ne fut pas précisément tranquille. La Russie et l'Angleterre entretenaient de leur mieux l'esprit de révolte parmi les populations, même durant les accalmies qui alternaient avec les guerres. Et nos troupes eurent presque constamment à réprimer des mouvements armés. L'introduction du Code civil gêna les habitudes de populations indolentes et de mœurs encore bien primitives. Les restrictions du Concordat aux privilèges ecclésiastiques indisposèrent le clergé séculier et les nombreux Franciscains de ces provinces dont l'autorité sur les esprits était prépondérante. Le maréchal Marmont, cependant, réussit à désarmer l'hostilité au moins de la majeure partie des Franciscains. Il discerna vite que ces religieux « fort éclairés », dit-il dans ses *Mémoires*, « et infiniment supérieurs sous tous les rapports au reste du clergé » de ces contrées devaient lui être de précieux auxiliaires. Il avait pour principe que « découvrir dans un pays où est la force et la séduire » est, « pour des conquérants, ce qui constitue l'art de gouverner sans tyrannie. »

« Je fis donc », ajoute-t-il, « ma cour aux Franciscains; je ne voyageais pas sans aller loger de préférence chez eux, quand un de leurs couvents était à portée. Du temps du gouvernement vénitien, les moines étaient dans l'usage de choisir un protecteur parmi les nobles vénitiens. Devenu leur patron, c'était lui qui faisait valoir leurs réclamations et, pour prix de cette protection, ils priaient pour lui. Me trouvant si bienveillant pour eux, ils m'offrirent cette dignité. Je l'acceptai avec empressement; je donnai à chacun de leurs couvents un portrait de l'Empereur; mon nom fut prononcé chaque jour dans leurs prières et ils me délivrèrent une pancarte qui, en consacrant cette dignité en ma personne, me donna le droit de mourir dans l'habit de l'Ordre de Saint-François... Du jour que je fus protecteur des Franciscains, j'eus par cela même plus d'autorité sur l'esprit des paysans dalmates que par le commandement dont j'étais investi et par le nombre de mes soldats. »

Laybach, capitale de la Carniole, fut le chef-lieu du gouvernement des Provinces Illyriennes. Quoique Marmont n'en fût pas devenu vice-roi, par le manquement de l'Empereur à la promesse que nous avons citée, il fit, du siège de son gouvernement, une sorte de cour. Il donna de grandes fêtes dans son palais et des chasses magnifiques dans le parc et les terres qui dépendaient de sa maison de campagne. Il avait cent chevaux dans ses écuries et des meutes de premier ordre. Son

entourage imitait sa magnificence. Il vit accourir l'aristocratie à ses fêtes et rallia ainsi à la domination française ceux qui s'y étaient montrés le plus réfractaires.

Toute notre administration fut implantée dans le pays par ses soins. L'instruction publique, naturellement, n'y fut pas négligée. Il y eut de nombreux lycées dans lesquels les jeunes Illyriens, comme les jeunes Bataves et comme tous les adolescents de l'Empire, s'escrimèrent, aux mêmes heures, sur les mêmes sujets de composition française et sur les mêmes éloges en latin du grand Napoléon. Il y eut des distributions de prix où les proviseurs haranguant les jeunes élèves leur prédisaient que la Grèce antique allait revivre en eux et leur assuraient, contre toute réalité géographique, qu'ils avaient vue, du haut de leurs montagnes, sur le Pinde et les Thermopyles. Et les idées de régénération germaient si bien dans les âmes que, dans une ode à Napoléon, le poète slovène Vodnik s'écriait : « Napoléon a dit : « Réveille-toi, Illyrie, « quatorze siècles durant la mousse t'a recouverte. » Aujourd'hui, Napoléon lui ordonne de secouer sa poussière. Elle sera glorifiée, j'ose l'espérer. Chez les Slovènes, pénètre Napoléon. Une génération tout entière s'élance de la terre. Appuyé d'une main sur la Gaule, je donne l'autre à la Grèce pour la sauver.

Il y eut même un journal pour former l'opinion, le *Télégraphe officiel des Provinces illyriennes*. Et c'est ce journal qui motiva en partie le séjour de Charles Nodier à Laybach, au pays de *Jean Sbogar*.

*
* *

L'emploi officiel dont venait d'être pourvu Charles Nodier, par arrêté du nouveau gouverneur le comte Bertrand, le 20 septembre 1812, était celui de bibliothécaire de Laybach. Celui de rédacteur au *Télégraphe* ne vint qu'ensuite. Le journal était rédigé en quatre langues; Charles Nodier était chargé de tous les articles en langue française. Il arriva à Laybach à la fin de décembre, ayant risqué de perdre sa femme en traversant le Mont-Cenis. Les jeunes époux amenaient avec eux leur petite-fille Marie, âgée de dix-huit mois, que les familiers de l'écrivain, par la suite, surnommèrent « Notre-Dame de l'Arsenal ».

« J'ai enfin vu l'Illyrie », lit-on dans sa *Correspondance*, « et à travers deux pieds de neige j'ai gagné les rigoureux sommets de la Carniole. A peine avais-je cessé de rencontrer l'heureux habitant de l'Adriatique légèrement vêtu d'un frac de toile lilas et la tête couverte de son grand chapeau où flottent des rubans de toutes couleurs, que j'ai aperçu l'Istrien frileux qui grelotte sous sa mante de poils de chèvre et son bonnet de laine à trois pièces. »

Sans égaler le faste de Marmont, la vie, à Laybach, sous le gouvernement du général Bertrand, était encore fort luxueuse. La somptuosité des parures y éclipsait celle de plus d'une cour d'Europe. Et, à un dîner de l'intendant général comte de Chabrol, Nodier se trouva le seul à y paraître sans dentelles, sans diamants et sans épée. Dans sa mortification, il s'aperçut alors « qu'il était encore à Paris ». Il dut se faire dispenser de l'habit de cour. Et comment en aurait-il fait les frais, étant sans fortune, puisqu'à l'en croire on lui faisait attendre deux mois ses appointements de bibliothécaire et six mois ceux de journaliste? Encore le journal en vint-il à l'absorber au point qu'il dut renoncer à la

bibliothèque. D'ailleurs il ignorait complètement la langue de la plupart des ouvrages qu'elle contenait. Il ignorait l'allemand tout autant que le serbo-croate et le slovène. Il confondait ces deux dernières langues, assez différentes l'une de l'autre, en une seule langue inexistante : la langue illyrienne. Et il a eu, néanmoins, à Paris, de son vivant, une réputation de compétence en littérature et langue de ces populations qui faisait recourir à lui, comme à un spécialiste, quiconque avait besoin d'un renseignement à ce sujet.

Nodier, assurément, n'était pas sans avoir entendu parler de littérature slovène et serbo-croate. Durant les neuf mois de son séjour à Laybach, il en avait acquis quelques notions par ouï-dire. Cela lui avait suffi pour en traiter dans quelques *variétés* au *Télégraphe* et de telle manière que le serbe Tomo Matiç, dans ses *Archives de philologie slave*, les juge « des études fort curieuses sur les peuples slaves, leurs mœurs, leur langue, leur littérature ». Et Nodier a repris ces *variétés* pour divers feuilletons au *Journal des Débats*. En réalité, il a eu des conversations sur ces matières avec « ces hommes studieux et zélés pour la science », déclare-t-il, « qui sont partout l'élite des peuples et que l'Illyrie compte par centaines ». Il a lu le *Voyage en Dalmatie* du chanoine Fortis et les travaux du chevalier Appendini. Ces conversations et ces lectures lui découvrirent suffisamment les richesses de la littérature slave pour qu'il proposât au comte Bertrand la création d'une Académie illyrienne, afin de stimuler l'étude de son passé et sa culture dans l'avenir. Mais l'évacuation des Provinces Illyriennes coupa court à ce projet.

Il avait entendu parler, avant que Mérimée les eût présentés dans sa *Guzla* apocryphe, de ces récitants de *pismé* ou chansons héroïques qui accompagnaient leurs récitatifs sur la guzla, sorte de lyre à une seule corde formée de crins de cheval entrelacés, et qui ont été les conservateurs successifs de la littérature serbo-croate, jusqu'à ce que le texte en ait été fixé par l'imprimerie. Il prétend même avoir eu par hasard une audition d'un de ces poèmes populaires. Durant une promenade au clair de lune, aux bords de l'Adriatique, il somnolait dans sa voiture, quand, dit-il, « ce bruit étrange d'un chant morlaque [1] frappa mon oreille et me transporta en imagination au milieu des concerts nocturnes de Puck, d'Ariel et de tous les lutins de Shakespeare, lorsque, nouvellement sortis des fleurs et encore humides de rosée, ils forment des chants que les hommes n'ont jamais entendus. Je devais cette illusion à un postillon dalmate ». Il veut dire au voiturier qui le conduisait. Et, dénué tout de même un peu de mesure, — après avoir assimilé les poèmes morlaques aux poèmes ossianiques, parce qu'ils ne devaient rien, ni les uns ni les autres, à une culture littéraire, selon la version d'alors que Macpherson n'avait été qu'un collecteur de textes et non un contrefacteur, — Charles Nodier rapproche leurs auteurs inconnus des plus grands classiques. « Ces bardes obscurs », dit-il, « dont le nom sera tout à fait ignoré de l'avenir, font le charme d'une nation vive, spirituelle, sensible, qui confine, d'un côté, à la patrie de Virgile, de l'autre, à celle d'Homère, et qui ne cède ni à l'Italie, ni à la Grèce antiques, dans les beautés du territoire, dans la variété

[1] Ce mot a servi longtemps à désigner tout ce qui concernait le slavisme danubien.

des sites, dans l'originalité des mœurs et des inspirations. »

Mais si Nodier a eu quelques aperçus personnels des mœurs et de la littérature des Slaves du Sud, on doit reconnaître que son imagination a suppléé avec excès à la médiocrité de son érudition, toutes les fois qu'il en a fait la matière de ses écrits. C'est surtout remarquable dans *Jean Sbogar.*

*
* *

Tout le slavisme de ce roman, ou plutôt tout son illyrisme, comme on disait du temps de Nodier, consiste dans le lieu de son action. Il aurait pu se passer dans n'importe quel endroit du globe où il y a des révoltés contre l'ordre social, et qui se font de leur révolte une vertu. Mais Nodier avait la mémoire saturée de paysages illyriens et il avait comme un besoin de les déployer sur le papier.

La psychologie de Jean Sbogar serait difficilement admise, aujourd'hui, même par les lecteurs les plus candides, et il en est peu qui se prêteraient aux effets de terreur que l'auteur se promet des aventures énigmatiques de son héros, conditionnées par un sombre merveilleux tout arbitraire. Jean Sbogar est un bandit qui opère en Illyrie, durant l'occupation française, non pas par patriotisme, encore moins par passion de la rapine, mais par amour unique de la révolte. Tout ordre social, toute autorité, tout organisme légal l'irritent et excitent sa fureur. Tout jeune, il a senti les maux de la société avec aigreur; il en a été indigné jusqu'à haïr les hommes. Il a fui les villes et leurs habitants, sous l'action de cette haine. Les montagnes de la Carniole, les forêts de la Croatie, les grèves sauvages des pauvres Dalmates n'ont même guère retenu sa course inquiète, parce que l'empire de la société s'y est étendu. La civilisation, selon lui, ne produit que la corruption et l'esclavage, et la présence de l'homme social lui paraît mortelle à un peuple libre qui jouit de ses sentiments naturels.

Une noire mélancolie se mêle à son humeur farouche. Il a le sentiment qu'il est « né sous une étoile fatale », que « Dieu n'a rien fait pour lui ». Il est de ces maudits romantiques voués au malheur par quelque décision mystérieuse de la destinée et dont la pâleur est l'indice d'une âme ravagée, tels qu'on en voit notamment dans les poèmes de Byron. Pour assouvir sa haine de toute agglomération humaine soumise à des lois, et sous l'empire de la malédiction qui le pousse aux plus audacieux forfaits, à la tête de sa bande des *Frères du bien commun,* il s'élance, de son château de Duino, à travers l'Istrie et promène le pillage, l'incendie, le meurtre à travers la contrée. Une pure jeune fille, Antonia, enfant d'un émigré français, confinée dans la solitude et la tristesse d'un château voisin de Trieste, s'éprend de lui, précisément à cause du sombre désespoir dont elle le sait dévoré. Touché de cet amour, mais lui résistant, parce qu'il ne veut pas associer Antonia aux maléfices de sa destinée, il se dérobe mystérieusement à la pitié amoureuse de la jeune fille.

Mais, quelque temps après, Antonia, de passage à Venise, apprend qu'il n'y est bruit que d'un certain Lothario, de ses prodigalités, de son ascendant qui va jusqu'à arracher, d'un mot, les criminels de la main des sbires, et qui pourrait atteindre jusqu'à déchaîner la guerre civile et renverser les gouvernements. Elle l'aperçoit dans un concert. Elle ne reconnaît pas Jean Sbogar en ce Lothario. Jean Sbogar ne se

montre jamais en public que le visage recouvert d'un masque noir. Mais la vue de Lothario détermine en elle les mêmes profonds tressaillements d'amour dont la seule pensée de Jean Sbogar l'a déjà agitée. La conversation de Lothario avec elle ne lui révèle rien du mystérieux inconnu, sinon qu'il est condamné au supplice de la solitude de l'âme parmi les hommes et à l'œuvre de la dévastation de la société.

En rentrant à son château d'Istrie, Antonia est attaquée en route par la troupe de Jean Sbogar. Evanouie, elle est transportée au château de Duino. Elle y devient folle. Le repaire de Jean Sbogar est envahi par les troupes françaises qui capturent le chef et sa troupe. Antonia recouvre la raison et se fait religieuse. Au moment de prononcer ses vœux surviennent deux sbires qui l'emmènent dans la prison où Jean Sbogar attend le dernier supplice, dans l'espoir qu'elle reconnaîtra le bandit, car il y a doute sur son identité. Délivré de son masque, Jean Sbogar ne lui rappelle que Lothario. Et ce nom jaillit de sa bouche. Mais l'autre proteste qu'il est Jean Sbogar. « Jean Sbogar! s'écrie la jeune fille. O mon Dieu! » Et elle tombe morte. » « Morte! reprend Jean Sbogar en la considérant fixement; marchons! »

Le plus surprenant n'est pas l'extravagance romanesque de cette œuvre de Nodier, ni le singulier appétit de littérature ténébreuse qu'on éprouvait sous la Restauration, ni, par conséquent, tout le bruit qui accompagna la publication de *Jean Sbogar;* on reprocha alors à Nodier d'avoir modelé son personnage sur le *Corsaire* de Lord Byron. Ce fut que Nodier soutint que le personnage était réel, que les archives judiciaires de Laybach le lui avaient fourni. Accusé d'avoir plagié Lord Byron, Nodier protesta qu'il avait ébauché *Jean Sbogar* en 1812, sur les lieux mêmes qui le lui avaient inspiré; il était donc antérieur au *Corsaire* de quatre ou cinq ans. Il ajoutait que personne au monde n'avait à l'accuser de plagiat, hormis peut-être « le greffier des assises de Laybach en Carniole, l'honnête M. Repisitch, qui voulut bien me donner, dans le temps, les pièces de la procédure en communication, pour y corriger quelques germanismes esclavonisés dont il craignait de s'être quelquefois rendu coupable dans la chaleur de la rédaction ». Bien mieux. Si l'on en croyait ses *Souvenirs de la Révolution et de l'Empire*, Nodier se serait entretenu de son héros avec Fouché, successeur de Junot au gouvernement général de l'Illyrie. Fouché avait sur son bureau le dossier de Jean Sbogar dont il avait à ratifier la sentence de mort.

— Quel est cet homme? me dit le gouverneur.

— Un bandit systématique, répondis-je; un homme à opinions exaltées, à idées excentriques et bizarres, qui s'est acquis, au fond de la Dalmatie, une réputation d'énergie et d'éloquence accréditée par des manières distinguées et une figure imposante.

— A-t-il tué?

— Peut-être, mais à son corps défendant. Au reste, je n'en répondrais pas. Tout ce que je sais de lui, c'est que c'est un brigand fort intelligent et fort résolu, dont le nom revient souvent dans la conversation du peuple.

— Assez! reprit le duc d'Otrante, en jetant le dossier dans la corbeille.

Fut-ce défiance du mérite de son ouvrage ou stratagème en vue d'intriguer le public? Toujours est-il que Nodier lui livra d'abord son œuvre sans nom d'auteur, au mois de mai 1818. Il s'était simplement offert le

plaisir de tendre l'hameçon aux hypothèses, en faisant déclarer par son éditeur que le manuscrit de *Jean Sbogar* lui avait été adressé par un inconnu « au moment où il se proposait de franchir l'espace qui le séparait encore de la Russie ». Le *Journal de Paris* mordit aussitôt à l'appât; il se fit l'écho de la rumeur qui attribuait le roman à Mme de Krudener, tout en protestant qu'il ne pouvait y avoir là qu'une grossière duperie; il y avait incompatibilité trop flagrante entre la suavité d'imagination de la célèbre théosophe et les horreurs de *Jean Sbogar.*

L'art de la réclame n'était point alors aussi rudimentaire que nous pourrions le croire. Le libraire Gide, l'éditeur de *Jean Sbogar*, y était déjà passé maître. Il ranima le courant de la vente qui languissait, quatorze mois plus tard, par une note dans la *Renommée*, selon laquelle, d'après les journaux anglais, le prisonnier de Sainte-Hélène s'était occupé du livre durant deux jours : une nuit à le lire et quelques heures à l'annoter. C'était là une pure invention; elle n'en porta pas moins ses fruits. Et le libraire lança une seconde édition du roman dont Charles Nodier s'avouait enfin l'auteur.

Adopté par l'opinion pour un spécialiste en littérature illyrienne ou morlaque, grâce à *Jean Sbogar* et à ses études critiques, si l'on peut dire, sur la poésie de ces contrées, Charles Nodier tenait un filon qu'en ce temps-là il pouvait exploiter en toute sécurité. La fertilité de son imagination le mettait à même de donner le change sur la modicité de ses connaissances réelles. C'est pourquoi il publia, en 1821, *Smarra ou les Démons de la nuit, songes romantiques.* Afin d'inspirer plus de crédit dans la couleur locale de son ouvrage, qui en était, espérait-il, la séduction particulière, il eut la modestie de le donner pour une traduction de l'esclavon, dont le texte original était d'un poète ragusain qui dissimulait sa personnalité sous le pseudonyme du comte Maxime Odin.

Or, sous ce double masque, Nodier avait tiré *Smarra* de son propre cru. Comment aurait-il traduit quoi que ce soit de l'esclavon qu'il ne savait pas? Il n'en définit pas moins imperturbablement *smarra* « le nom primitif du mauvais esprit auquel les anciens rapportaient le triste phénomène du *cauchemar* ». Et il affirmait bravement, en homme qui s'était trouvé en situation de constater sur place ce phénomène morbide, qu' « il y a peu de familles morlaques où quelqu'un n'en soit tourmenté ». *Smarra* est donc une histoire de cauchemars toute grouillante de scènes de vampirisme. Et le vampirisme n'est autre chose que le fait de spectres échappés, la nuit, de leur tombe pour sucer le sang des vivants endormis qui finissent par en mourir. C'est du moins une superstition qui s'est établie dans l'antiquité et qui a régné, sans en avoir peut-être entièrement disparu, principalement dans les pays slaves, même en Pologne et jusqu'en Allemagne.

Il n'y a pas lieu d'analyser ici, même sommairement, le *Smarra* de Charles Nodier. On n'en fait mention qu'au seul point de vue de l'apport qu'a fourni l'occupation des Provinces Illyriennes à notre littérature. Et à ce point de vue l'influence de *Smarra* paraîtrait presque incroyable si l'on relevait, dans Victor Hugo, dans Théophile Gautier, dans Balzac *(Œuvres de jeunesse)*, dans les romantiques macabres de second ordre et dans le répertoire des mélodrames de la période de la Restauration, les traces de cette importation de Charles Nodier.

Le mythe de l'origine esclavonne de *Smarra* s'accrédita si bien que Mérimée, et peut-être sans rire sous cape, l'a défini « le rêve d'un Scythe raconté par un poète de la Grèce ». Et Emile Montégut, dans *Nos morts contemporains*, affirme sérieusement qu' « en Illyrie, Nodier avait trouvé une population dont les sommeils étaient troublés habituellement par le cauchemar et dont les veilles étaient assombries par la plus monstrueuse et la plus noire superstition qui existe : la croyance au vampirisme ».

En réalité, onze ans après la publication de *Smarra*, Nodier a déclaré que ses vraies sources avaient été ses réminiscences de *l'Ane d'or* d'Apulée, augmentées de celles d'Homère, de Théocrite, de Virgile, de Catulle, de Stace, de Lucien, de Dante, de Shakespeare et de Milton, de tous les poètes qui ont prêté de la réalité au domaine des songes, au monde des esprits invisibles et aux épouvantements qui hantent le royaume des morts. Il n'a situé dans les pays esclavons son récit d'hallucinations dans le sommeil que pour maintenir simplement sa réputation, pourtant si peu fondée, de connaisseur en littérature illyrienne et parce que cet exotisme slovène et serbo-croate avait alors la vogue.

Tout factice que fût cet exotisme, il n'en a pas moins eu la valeur, pendant plus de dix ans, d'une spécialité de notre littérature, puisque nos plus grands écrivains et la foule de nos écrivains moindres se le sont assimilé. Et la pensée française est donc redevable de quelque chose à notre domination de neuf années sur les territoires adriatiques.

*
* *

Le gouvernement de Fouché dans les Provinces Illyriennes ne dura pas deux mois. Il est la matière peut-être de la plus belle page de son histoire, qui en a de sinistres. Nous n'avions là qu'une faible armée; les contingents locaux qui grossissaient ses effectifs étaient peu sûrs. Des débarquements anglais étaient à redouter. Les Autrichiens cernaient le pays sur toutes ses frontières. L'Empereur était engagé, en Allemagne, dans la lutte inégale qui devait aboutir aux journées de Leipzig. Et Fouché, toujours clairvoyant, rapportait de sa dernière entrevue avec Napoléon, avant de se mettre en route pour Laybach, la conviction de l'inévitable désastre. Il savait donc qu'il ne venait prendre possession de son gouvernement que pour présider à l'évacuation de ses territoires. Il voulut au moins que cette opération s'accomplît en bon ordre. Il affecta pour cela la plus belle assurance et il la garda jusqu'au bout.

Le 29 juillet 1813, il fit son entrée à Laybach, avec tout l'apparat de la plus grande solennité. Le soir, il donna un bal et se répandit en affirmations sur sa certitude du prochain triomphe de nos armes. Il y rencontra la comtesse de Saint-Elme, la fameuse aventurière qu'autrefois, vraisemblablement, il avait employée dans sa police. Assuré qu'elle se ferait l'écho, dans les milieux où elle fréquentait, de la confiance qu'il simulait, il l'entretint longuement de l'excellent état de nos affaires.

Le même jour, il avait appelé Nodier qu'il connaissait de longue date. Et il lui traça, pour qu'il les exposât dans le *Télégraphe*, les grandes lignes de la politique qu'il se proposait de pratiquer envers

les populations des provinces soumises. Elle consistait à détendre la rigueur de la législation française, principalement en ce qui concernait la conscription, qui était supportée malaisément, à modérer les exigences du fisc et surtout à propager une forte impression de sécurité. Et Nodier, docile exécuteur des instructions secrètes de Fouché, multipliait, dans son journal, les articles propres à donner le change sur le danger qui allait grossissant.

Le 15 août, les Autrichiens en masse étaient à une assez faible distance de Laybach. Fouché n'en fit pas moins célébrer la saint Napoléon avec le plus grand éclat. Il se montrait en promeneur à travers la ville, donnant la main à sa petite fille Joséphine, simple et affable jusqu'à lier conversation avec les désœuvrés sur les bancs des places publiques. Il multipliait les lettres, les circulaires aux fonctionnaires, les proclamations, manifestait un tel sang-froid que subalternes et administrés croyaient encore à l'impuissance des Autrichiens, alors que leur armée n'avait qu'à se mouvoir pour venir aisément à bout des quelques poignées de troupes que Fouché avait à leur opposer. Il joua en maître des fausses nouvelles, grossit démesurément nos avantages en Allemagne, affirma une marche forcée d'une armée italienne de 70 000 hommes, sous les ordres du prince Eugène de Beauharnais qui s'en trouvait bien empêché. Et il ne quitta Laybach pour Trieste que sous le couvert d'un voyage d'inspection qu'il prétendait entreprendre, et non sans annoncer fermement son prochain retour.

Il va sans dire que, pour masquer entièrement le désarroi de sa position, il obviait par les plus adroites combinaisons à la pénurie de troupes qui faisait sa réelle faiblesse. Sous son impulsion, le peu qu'il en avait décuplait sa maigre apparence par sa mobilité. Il n'admit pas de panique parmi les plus petits corps disséminés dans tout le pays. Il prit ses mesures pour qu'ils ne se repliassent qu'en bon ordre, quand il y avait lieu. Et il continuait à donner ses soins aux mesures administratives propres à satisfaire les populations et à nous concilier leur fidélité, comme si notre domination eût dû être inébranlable.

Nodier, pour sa part, ne demeura pas inactif. Resté à Laybach, après le départ de Fouché pour Trieste, il prodigua dans son journal les bonnes nouvelles, les forgea au besoin. Il maintint la tranquillité dans la ville, à force de répéter qu'il n'y avait rien à craindre. A l'en croire, les Autrichiens éprouvaient échec sur échec; aux 70 000 hommes du prince Eugène s'ajoutaient, dans les colonnes de son journal, les 80 000 hommes d'Augereau, 50 000 Bavarois; 200 000 hommes de la Grande Armée allaient envelopper l'Autriche. Nodier tirait argument de tout. Le prince Eugène venait de reprendre aux Autrichiens Villach, qu'ils avaient brûlé en se retirant. C'était la preuve qu'ils n'espéraient plus y revenir. « On ne brûle pas », écrivait Nodier, « un pays dont on espère être le maître. » De Trieste où, pour bien montrer qu'il ne s'avouait pas vaincu, Fouché avait fait son entrée au son des cloches et des fanfares, il avait ordonné que, le 4 septembre, Laybach illuminât, en l'honneur des victoires du grand Napoléon. Et il préparait en même temps, sous le couvert de ces réjouissances triomphales, le départ de tout le personnel administratif de la capitale.

A Trieste, Fouché se mit fiévreusement à organiser la défense du pays. Il forma des corps de garde nationale qui prirent part, honorablement du reste, à un engagement contre les Autrichiens, sous les

ordres du général Fresia; il passa des revues, lança des proclamations où il promettait que les gardes nationaux qui se distingueraient seraient signalés à l'Empereur. Cependant il se voyait cerné de plus près, de jour en jour, par les Autrichiens. « Depuis que je suis en Illyrie, écrivait-il à son ami Gaillard, je me trouve toujours aux avant-postes. Si l'ennemi était plus hardi, il y a longtemps que je serais pris; heureusement que partout où je suis il croit qu'il y a une armée. »

Bientôt Trieste devint aussi peu tenable que Laybach. Fouché se retira à Goritz, mais avec le même sang-froid et la même sérénité. Il y rassembla les fonctionnaires de tous les points du territoire où ils avaient attendu ses instructions. Jusqu'au dernier moment, il tint tout en bon ordre. Archives administratives, caisses du Trésor, hôpitaux et leurs malades, il ne laissa rien à l'ennemi. Tous les produits des mines, les tabacs furent vendus. Il voulut même frapper les villes de Trieste et de Fiume d'une contribution de 1 million gagée sur les mines de sel qu'il abandonnait. Lorsque son recul, pied à pied, l'eut enfin amené à Venise, il put légitimement se rendre ce témoignage : « Il a fallu se garder à la fois de cette imprévoyance qui eût tout abandonné et de cette précipitation ou de ces mesures irréfléchies qui, sacrifiant à l'intérêt du moment les ressources de l'avenir, eussent laissé douter qu'on eût l'intention ou l'espérance de rentrer dans ces provinces. »

D'après M. le chanoine Pisani, dans son grand ouvrage la Dalmatie, la domination française de 1806 à 1813, dans les territoires riverains de l'Adriatique, n'a pour ainsi dire pas laissé de traces; notre empreinte s'y est effacée progressivement sous l'action de la domination autrichienne. Le fruit que nous en avons retiré nous-mêmes n'est pas considérable. C'est peu de chose, au goût de nos contemporains, que l'infusion dans notre littérature de cette sève de la littérature slovène ou serbo-croate, et encore altérée dans son essence, par *Jean Sbogar* ou *Smarra*, et toute la floraison de poèmes, de romans et de drames de cauchemar qui en est résultée. Telle en fut pourtant la source. Et il n'était peut-être pas absolument oiseux de le rappeler, au moment où ces terres adriatiques entrent dans l'enjeu du formidable conflit dont nous attendons l'issue avec confiance.

Félicien Pascal.

LES DEUX « PARIGOTS »

Un ouragan de flamme et de fer a passé...
Ils sont tombés tous deux dans le même fossé :
Un lignard, un dragon, inconnus l'un à l'autre...
Car, dans cette défense ardente qu'est la nôtre,
On a, pour maintenir les Boches assassins,
Mêlé les cavaliers avec les fantassins.
Pendant l'interminable et féroce journée,
Avec un fier courage, une fougue obstinée,
Nos soldats, nos héros, — ce nom leur convient mieux, —
Se sont battus et sont enfin victorieux.
Mais à quel prix, hélas! quelle affreuse tuerie!

La nuit vient, une nuit calme, toute fleurie
D'étoiles, pleurs d'argent dans le firmament noir.
Les deux pauvres blessés ne peuvent plus se voir;
Mais voisins de souffrance et rivés à leur place,
Ils se parlent dans l'ombre, à voix basse, très basse :

*
* *

— Y n'viendront donc jamais, ces brancardiers maudits?
« Nous allons crever là tous les deux, com' j'te dis... »
Murmure le lignard, un gars rude et superbe,
Dont la jambe en lambeaux rougit le vert de l'herbe.

— Non!... Espérons encore... Ils viendront à la fin... »
Affirme le dragon, un tout petit blondin,
Frêle, élégant, mignon, quelque fils de famille
Au profil délicat, aux mains de jeune fille...
Un éclat de shrapnell a labouré ses reins.
— Non! non! y n'viendront pas, pour sûr... C'est pas que j'crains
« De mourir... On a fait son paquet, ma parole...
« Mais c'est d'souffrir com'ça de ma pauvre guibolle!...

« Puis, s'il faut qu'on m'la coupe... Hein?... tu vois ça d'ici?...
— Moi... moi... Je vais mourir... et souffre bien aussi!...
— Pauv'petit! T'es d'la classe?...
— Engagé volontaire...
« J'ai devancé l'appel... Oh! que j'ai mal!...
— Misère!
« T'as vingt ans, hein?... pas plus?...
— Dix-neuf...
— Ça fait pitié!...
— J'ai soif...
— V'là mon bidon... Il est plein à moitié...
— Merci...
— Va! bois encore un coup... Ça ravigotte!
— Non, assez...
— Com'tu veux... Cette jambe en compote
« Faudra qu'on m'la remplace avec une autre, en bois...
« La têt' qu'ell f'ra, ma femme, ah! sapristi! j'la vois,
« Quand je lui reviendrai bancal... Et ma gossette!...
— Une femme... un enfant... Je te plains...
— C'est pas chouette,
« Pour sûr... Mais fallait ben s'défend' cont' ces gueux-là...
« Nous n'voulions pas la guerre... Y nous la font!... Voilà!
« Ah! Quand je reviendrai, comme ce sera triste!...
— Qu'es-tu de ton métier?
— Tapissier ébéniste.
— A Paris?
— A Paris, ben sûr... J'suis Parigot...
— Je suis Parisien aussi...
— T'es mon frérot!
« T'habites?...
— Quai d'Orsay...
— Tiens! Vois com' c'est cocasse!...
« On est voisins, tout près... Moi, j'travaill' rue d'Bell'chasse,
« Au coin du boulevard Saint-Germain... Mon patron
« C'est Monsieur Tricotel... Un' grand'boutique marron...
« Tu vois ça?...
— Non...
— Et toi, qué qu'tu fais?...
— J'étudie...
— Tu veux rentrer quéqu'part?
— Dans la diplomatie.
— Mazette!... Ambassadeur!... Tu t'mets bien, mon fiston...
« Faut pas beaucoup d'travail, hein? mais rud'ment d'piston?

— Un peu des deux, je crois... Mais à présent, qu'importe?
« Puisque je vais...
— Tais-toi!...
— Ma douleur est trop forte...
« Je ne peux plus parler... J'étouffe...
— Jour de Dieu!
« Y n'viendront donc jamais, ces fainéants?
— Au lieu
« De jurer comme ça, de te mettre en colère,
« Fais comme moi...
— Quoi c'est qu'tu fais donc?
— Ma prière!
— Ah! j'aurais ben trop peur de rester en chemin...
— Tu l'as sue autrefois?...
— Oui! quand j'étais gamin...
« Ma premièr' communion, j'l'ai faite à Saint-Sulpice...
« Des fois mêm', j'ai servi M'sieu l'curé pour l'office...
« Mais dam! voilà longtemps... J'ai trent'-deux ans bientôt...
« Tant qu'j'ai gardé maman, sans êt' pour ça bigot,
« J'ai rempli mes devoirs gentiment, à la douce...
« Mais quand je l'ai perdue... Alors, va com'j'te pousse!...
« On grandit, on travaille, on s'amuse, et, ma foi,
« Vous comprenez...
— Pourquoi ne me dis-tu plus toi?
— C'est vrai... j'te d'mand' pardon...
— Mais tu crois tout de même
« Au bon Dieu?...
— Ça, pour sûr, que j'y crois... Et que j'l'aime!
« Faut pas qu'on l'blague de trop devant moi, j'te l'promets...
« Mais j'y pens' pas souvent... pour ainsi dir', jamais!
— Pourtant, si tu devais mourir de ta blessure?...
— Oh! j'demand'rais un prêtre aussitôt... Ça, j'te l'jure!
« J'voudrais pas ficher l'camp comme un chien, salement...
— Si tu n'as pas de prêtre à ton dernier moment?
— Quand on est le bon Dieu, que diable! l'on pardonne!...
— Oui... Mais il ne faut être impoli pour personne,
« Et, quand on a besoin du bon Dieu pour appui,
« Sans attendre qu'il vienne, il faut aller à lui!
— C'est juste, au fond, tout ça... Tu parles comme un livre...
— Non!... Mais comme un chrétien qui va cesser de vivre
« Et qui, te voyant bon, — c'est là l'essentiel, —
« Voudrait te ramener sur la route du Ciel!
— J'm'y plairais ben au Ciel... mais le plus tard possible...

« J'ai ma femm'..., ma p'tit' gosse... On a le cœur sensible...
« Pourtant, l'moment venu, j's'rais tout à fait content
« D't'y r'trouver... Car, pour sûr, t'es un type épatant...
« J'ai ben compris tout d'suite que t'étais de la haute,
« Mais bon garçon tout plein... Vois-tu, c'est pas not' faute,
« Mais on se connaît mal à Paris... comme ailleurs.
« Ceux qu'on s'figur' mauvais sont parfois les meilleurs.
« Ent' les bourgeois et nous, ya toujours comm' une crête...
« Qui grimpera l'premier?... On hésite, on s'arrête...
« On reste bêtement chacun de son côté,
« Par orgueil quelquefois... ou par timidité...
« Faudrait s'fréquenter plus, se causer davantage...
« Mais sûr que j'te fatigue avec mon bavardage...
« Tu disais?...
— Je disais... je... je n'en sais plus rien...
« Ah! si! si!... Je disais : ça me ferait du bien...
« Je mourrais plus tranquille... enfin... c'est une idée...
— Dis-la donc...
— ... Si c'était chose bien décidée...
« Bien promise par toi...
— Parle...
— Eh! bien, je voudrais
« Que, quand tu seras mieux, — plutôt avant qu'après, —
« T'ailles trouver un prêtre... et que tu communies...
« En temps de guerre, il faut peu de cérémonies :
« Le premier aumônier venu, ce sera fait!...
— Que j'aille... moi? Tu sais... Ça m'f'rait un drôle d'effet...
— Peut-être... Mais très bon, aussi; très doux, très tendre...
« Ecoute... je sens bien... que la mort va me prendre...
« C'est... mon dernier souhait; c'est mon plus cher désir...
— Eh! ben, oui! je l'ferai..., puisque c'est ton plaisir...
« Et sérieusement, mon p'tit, sur ma parole...
« Les choses du bon Dieu, faut pas qu'on en rigole!
— Merci... Je vais mourir... très content...
— Toi!... mourir!...
« On va venir pour sûr... On va nous secourir...
— Non!... personne ne vient..., il est trop tard... Approche...
« Un peu plus près de moi, si tu peux... Dans ma poche,
« Prends un petit carnet...
— Je le sens... le voici...
— Quand tu retourneras, dans quelque temps d'ici,
« A Paris, je voudrais, vois-tu, que tu t'en ailles
« Chez ma mère..., chez la comtesse de Navailles...

— Au neuf du quai d'Orsay?
— Comment sais-tu?
— Comment?...
« Mais c'est une cliente à nous, que ta maman!
« J'ai souvent travaillé chez elle, à des bricoles...
« Dans le grand vestibule, à deux belles consoles...
« Dans la salle à manger à... je n'sais plus trop quoi...
« Ah! pour sûr, mon fiston, ya du beau meubl', chez toi!
« Et ta maman!... En v'là z'un' dam' rud'ment jolie!...
« Et douce avec le monde... et pas fière... et polie!...
« J'crois bien que j'y portr'ai ton p'tit carnet, sitôt
« Que je pourrai le faire... Eh! ben, qué qu't'as, mon p'tiot?
« T'es tout blanc..., t'es tout froid... Réponds-moi donc, tonnerre!
— Je... je... Viens près de moi..., plus près... Fais ta prière...
« Dis avec moi : *Je crois en Dieu...*
— *Je crois en Dieu...*
— *Le Père tout-puissant...*
— *Le Père...* Ah! vois... ce feu...
« Il vient vers nous... Holà!... Par ici, l'ambulance!...
« Au secours... les amis... »

*
* *

On entend... On s'élance...
Deux brancardiers, avec un jeune aide-major.
— Occupez-vous de lui... Moi, j'peux attendre encor...

Un grand, un long soupir : « Mon Dieu!... maman chérie!... »
Et le joli dragon est mort... pour la Patrie...

— Enlevez le blessé, dit le major... Allons!...
Sur le brancard... Les Boches viennent... Détalons!...
— Dites! A l'ambulance, on peut trouver un prêtre?...
— Il n'en a plus besoin... Je m'y connais, peut-être?...
— C'est pour moi...
— Nous avons un abbé, très gentil...
Filons, morbleu!... Filons!
— Adieu, mon pauv'petit! »

Jacques Normand.

Juin 1915.

REVUE DES SCIENCES

JAMBES ET BRAS ARTIFICIELS

Les mutilations consécutives aux blessures de guerre. — L'amputation : son mécanisme. — Le moignon : sa sensibilité parfois anormale. — Le problème de la prothèse chirurgicale. Principe de construction des divers appareils. — L'industrie française des membres prothétiques. — La concurrence industrielle des Allemands.

Les progrès de l'antisepsie d'abord, de l'asepsie ensuite, ont permis à la chirurgie moderne de devenir, selon le mot classique d'Ollier, « résolument conservatrice ». Dans une foule de circonstances accidentelles où, naguère, l'amputation s'imposait, des soins appropriés permettent aujourd'hui d'éviter l'ablation des membres atteints et, sauf dans les cas de vastes écrasements, de délabrements étendus ou d'infections secondaires qui mettent la vie des patients en danger immédiat, on peut affirmer que les mutilations opératoires sont tout à fait exceptionnelles. En cet ordre d'idées, les chirurgiens réalisent tous les jours des merveilles, si bien que, dans la vie courante du temps de paix, le nombre des amputés apparaît comme infime, quand on le compare à celui des opérés.

Malheureusement la guerre, en bouleversant ce qu'on pourrait appeler « les conditions normales de l'acte opératoire », place trop souvent les praticiens attachés aux formations sanitaires de l'armée en présence d'effroyables cas d'espèce qui exigent impérieusement des solutions radicales et promptes. Les éclats des projectiles d'artillerie et ceux des grenades à main, dont on lance, d'une tranchée à l'autre, des quantités énormes et dont on fait constamment usage au cours des assauts d'infanterie, déterminent de terribles blessures par choc, par broiement ou par arrachement. Quelle que puisse être alors la volonté du chirurgien d'opérer le moins possible, il est souvent dans l'obligation de s'y résoudre. Tantôt, en effet, l'explosion a complètement arraché un

membre ou une partie de membre, tantôt elle a déterminé un traumatisme si grave que le blessé ne saurait, sans danger pour sa vie, supporter l'épuisement organique profond auquel le condamnerait à coup sûr une intervention différée; tantôt, enfin, — et c'est, hélas! un cas trop fréquent — des infections secondaires rapidement mortelles, tétanos, gangrène, septicémie gazeuse, interdisent toute solution temporisatrice.

L'amputation s'impose alors. Elle est faite avec le souci constant de laisser au patient, toutes les fois que la chose est possible, un moignon de longueur suffisante pour permettre ultérieurement la mise en place d'un appareil prothétique, c'est-à-dire d'un membre artificiel.

L'amputation.

On distingue les amputations en deux grandes classes, suivant qu'elles portent sur la *continuité* des os des membres ou sur leur *contiguïté*. Les premières ont pour résultat de trancher les parties osseuses en dehors des régions articulaires; les secondes, au contraire, sont, à proprement parler, des désarticulations.

Dans toute amputation, le chirurgien se propose de réserver une étendue de parties molles et de téguments assez grande pour recouvrir entièrement la partie d'os sectionnée, de façon à en empêcher dans tous les cas la saillie. Il est assuré d'obtenir ainsi une cicatrice solide et de former un moignon suffisamment garni de chairs pour qu'il ne soit pas exposé à s'excorier sous l'influence du moindre frottement; ces excoriations sont, d'ailleurs, d'autant plus à craindre que l'os une fois scié ne perd jamais de sa longueur, tandis que la peau et surtout les muscles subissent toujours, pour des raisons diverses, une rétraction plus ou moins considérable.

Que l'amputation soit faite « dans la continuité » ou « dans la contiguïté », l'opérateur a le choix entre divers procédés pour effectuer la section des parties molles.

Le plus simple est celui de l'amputation circulaire, qui consiste à couper les chairs d'un seul trait, perpendiculairement à l'os. Ce mode de division a ses avantages, celui, entre autres, de réduire à son minimum la durée de l'acte opératoire et, par suite, de diminuer autant qu'il se peut l'influence de l'anesthésique sur les centres nerveux; mais il présente des inconvénients sérieux à d'autres points de vue, parce qu'il provoque presque toujours la dénudation de l'os et produit un moignon défectueux, si bien qu'une opération régulatrice est souvent nécessaire, à une

époque plus ou moins éloignée. Aussi « la circulaire » a-t-elle été modifiée dans sa technique par l'adoption de méthodes qui prescrivent de couper les parties molles en deux ou trois temps, en se guidant sur le degré de contractilité des tissus incisés : la plaie représente alors un cône creux au fond duquel se trouve l'extrémité de l'os sectionné [1].

L'amputation « à un seul lambeau » [2], pratiquée d'abord par Lowdham, d'Oxford (1679), puis par Verduin, d'Amsterdam (1696) et Sabourin, de Genève (1702), fut modifiée successivement par Garangeot, Lafaye, O'Halloran, etc.; elle est à peu près complètement abandonnée aujourd'hui et remplacée par la méthode à deux lambeaux, proposée en 1739 par Vermalle et par Ravaton. La technique de cette amputation est restée, à peu de chose près, telle que Vermalle l'avait fixée. L'instrument tranchant est enfoncé dans les chairs à proximité du point où l'os doit être scié et qui est la base des lambeaux par lesquels on formera le moignon. Le membre une fois traversé de part en part, on taille de haut en bas, sans retirer le couteau, un lambeau conique à son extrémité, puis on répète la manœuvre de l'autre côté de l'os.

L'amputation oblique, ou ovalaire, imaginée par Scoutteten, constitue, pour ainsi dire, une transition entre la circulaire et l'opération à deux lambeaux : elle se caractérise essentiellement par la section des parties molles sur un plan oblique par rapport à l'axe du membre [3].

Enfin, dans l'amputation elliptique, proposée par Soupart, de

[1] Le procédé le plus généralement adopté en France pour pratiquer l'amputation circulaire est celui de Desault, plus ou moins modifié selon les circonstances et selon les opérateurs. Il consiste à inciser d'abord les téguments jusqu'aux muscles, à quelques centimètres en-dessous de l'endroit où on se propose de scier l'os. Cela fait, on tire en haut les téguments, on incise les muscles superficiels et on les laisse se rétracter, en aidant même à leur rétraction au moyen d'un instrument approprié qui permet de les relever; enfin, on incise les muscles profonds et ceux qui adhèrent à l'os, puis on scie un peu au-dessus du niveau de la dernière incision.

[2] Dans la méthode à un lambeau, on saisit de la main gauche toutes les parties molles dont on veut former le lambeau destiné à recouvrir l'os; puis, de la main droite, on traverse les chairs de part en part avec un couteau à double tranchant, en rasant l'os le plus possible, puis on taille le lambeau de haut en bas et de dedans en dehors. Cela fait, on relève le lambeau ainsi ménagé, et on divise, au moyen d'une incision semi-circulaire, tout ce qui reste de parties molles au côté opposé du membre; enfin on isole les chairs de l'os et on scie à la façon ordinaire.

[3] En somme, la méthode oblique ou ovalaire diffère de la méthode circulaire en ceci seulement que l'on fait remonter l'incision des téguments plus haut d'un côté que l'autre.

Gand, on ménage un lambeau qui, au lieu d'être conique, présente une surface formant, avec le reste de la plaie, une sorte de figure à peu près régulièrement elliptique.

Quelle que soit, du reste, la méthode adoptée pour la division des parties molles, il reste, une fois que cette division a été effectuée, à scier l'os ou les os; lorsque l'amputation proprement dite est ainsi terminée, les artères sont liées les unes après les autres, pour arrêter les hémorragies primitives et prévenir les hémorragies ultérieures. On procède enfin au pansement, qui diffère selon que le chirurgien a en vue d'obtenir la réunion immédiate ou seulement la réunion secondaire des bords de la plaie.

Quand cette réunion est définitive et quand les téguments, séparés au cours de l'acte opératoire, se trouvent pour ainsi dire complétés grâce à la formation d'une quantité suffisante de tissu cicatriciel, la guérison peut être considérée comme réalisée : le moignon[1] est désormais formé.

Le moignon.

Toutefois les choses ne se passent toujours d'une façon parfaite : il arrive parfois que la rétraction prévue des masses musculaires recouvrant l'os sectionné est accrue, soit par suite des contractions nerveuses du moignon lui-même, soit en raison d'une inflammation violente ou d'une suppuration prolongée. L'os soulève alors la peau et la cicatrice, alors même qu'il avait été conservé, lors de l'intervention, une quantité suffisante de parties molles. Cette « conicité » du moignon est fréquemment consécutive à une cicatrisation par seconde intention, généralement très lente et compliquée par des rédicives d'ulcération. On a alors un tissu cicatriciel très mince, adhérant aux os et s'ulcérant avec la plus grande facilité : en même temps surviennent des douleurs vives qui s'exacerbent à la moindre pression exercée sur l'extrémité terminale du moignon et qui, quelquefois, sont absolument intolérables, si bien qu'une nouvelle amputation s'impose pour rogner l'os trop saillant et refaire, en l'épaississant, le lambeau qui le recouvre.

Dans les cas les plus défavorables, il arrive souvent que les amputés éprouvent, après l'opération, des sensations identiques à celles qu'ils éprouveraient s'ils possédaient encore le membre

[1] Le même mot « moignon » désigne à la fois l'extrémité amputée d'un membre recouverte d'une cicatrice et la partie non retranchée de ce membre comprise depuis la cicatrice jusqu'à l'articulation qui la précède.

dont ils sont privés. Ce phénomène singulier ne persiste pas seulement quelque temps après la guérison : chez certains, il se manifeste avec la même intensité pendant toute la vie. C'est ainsi que Müller a rapporté le fait d'un homme amputé de la cuisse au premier tiers, à la suite d'une carie osseuse et qui, douze ans après l'intervention, n'avait pas cessé de se plaindre de douleurs vives dans l'orteil qu'il n'avait plus. Un autre patient, auquel on avait coupé le poignet, ressentait encore sept ans plus tard, dans les doigts, des douleurs qui ne cessèrent qu'à sa mort. Mais le fait le plus curieux dans cet ordre d'idées est celui que relatent tous les traités de chirurgie : un soldat, qui avait eu le bras droit écrasé par un boulet et qui avait dû être amputé à la suite de sa blessure, éprouvait encore, vingt ans plus tard, des douleurs rhumatismales violentes dans le membre disparu, toutes les fois que le temps devenait humide : pendant les accès, le bras qu'il avait perdu lui paraissait sensible à l'impression du moindre courant d'air froid.

Les physiologistes ont proposé diverses explications pour ce phénomène curieux : la plus généralement admise le rapporte à ce fait que la partie supérieure du tronc nerveux ramifié dans les différentes parties du membre amputé renferme l'ensemble de toutes les fibres primitives dont se composaient les ramifications nerveuses : or ces fibres ressentent toujours à leur extrémité périphérique les impressions qui agissent sur un point quelconque de leur trajet.

Mais il ne faut s'exagérer ni la gravité, ni la fréquence de ces divers accidents consécutifs à certaines amputations. Les progrès de l'asepie ont réduit à leur minimun les chances de suppuration et d'inflammation secondaire; d'autre part, les traitements électriques rationnellement conduits atténuent dans une large mesure l'intensité des phénomènes nerveux; enfin, l'héliothérapie et la photothérapie, qui sont couramment mises en œuvre aujourd'hui dans les hôpitaux permanents comme dans les formations sanitaires provisoires, donnent des résultats merveilleux, en ce qui a trait à la guérison rapide et définitive des mutilés.

Aussi peut-on dire qu'en thèse générale l'amputation est toujours faite, à l'heure actuelle, dans les meilleures conditions qui puissent être souhaitées : il est, en tout cas, exceptionnel qu'elle laisse à sa suite des douleurs persistantes.

Aussi les amputés sont-ils unanimes à réclamer les appareils prothétiques qui remplacent pour eux le membre perdu et leur permettent de reprendre, dans la plus large mesure possible, leurs occupations normales.

Le problème de la prothèse.

Sauf, bien entendu, dans les cas d'arrachement complet ou de broiement irrémédiable d'un membre à sa racine, il est de règle d'amputer toujours en des points déterminés comme étant ceux qui rendent l'opération à peu près acceptable pour les patients. C'est ainsi que, pour le bras et pour la cuisse, on intervient, en principe, aussi loin que possible du tronc, afin de laisser un segment de membre dont le mutilé puisse encore faire usage, et pour que la plaie opératoire se trouve très éloignée des organes essentiels à la vie. Pour la jambe, on intervient de préférence à l'union du quart supérieur avec les trois quarts inférieurs, de manière à ne laisser qu'un segment court, facile à garantir des chocs et pouvant être commodément adapté à une jambe de bois. Le but essentiel à poursuivre est, en effet, de placer l'amputé dans les meilleures conditions possibles au point de vue des multiples besognes de la vie.

Si on s'en réfère à l'opinion communément admise, il semble qu'être privé d'un des membres inférieurs soit une disgrâce beaucoup plus cruelle qu'être privé d'un bras. Cette opinion serait peut-être exacte si, pratiquement, toute mutilation était irréparable; mais quand on s'attache à étudier avec attention ce que deviennent les amputés une fois munis de leurs appareils prothétiques, on s'aperçoit qu'il est à coup sûr infiniment moins fâcheux d'être privé d'une jambe que privé d'un bras. Pourvu qu'il ait un bon appareil et qu'il ait appris à s'en servir de façon convenable, l'amputé de jambe peut aller et venir sans gêne, sans fatigue, souvent même sans claudication trop apparente. Au contraire, l'amputé de bras est un quasi infirme toutes les fois qu'il ne lui reste pas un moignon de longueur très appréciable, 20 à 25 centimètres au moins, et, même dans ce cas, il est rare qu'il parvienne à se rééduquer suffisamment pour que tous les travaux lui redeviennent possibles.

Toutefois la perfection avec laquelle sont actuellement conçus et construits les membres artificiels permet de réaliser à tous égards de véritables prodiges [1].

[1] Une des principales maisons parisiennes d'appareils prothétiques a, depuis plusieurs années, parmi ses garçons livreurs, un amputé auquel sa jambe articulée permet de conduire un tri-porteur.

Tout récemment, dans un wagon du métro, une dame se permit une réflexion désobligeante sur le compte d'un jeune soldat de vingt-cinq ans environ qui, murmurait-elle, serait mieux au front qu'à Paris. Le soldat n'en fut pas ému, mais relevant légèrement le bas de son pantalon rouge

Le bras, l'avant-bras et la main. — Laissant de côté les ablations d'un ou de deux doigts, pour lesquels l'appareil de prothèse ne saurait posséder, à proprement parler, qu'une valeur de pure esthétique et sert à peu près exclusivement à « remplir le gant », il faut distinguer en trois classes les appareils destinés à obvier aux inconvénients d'une amputation portant sur le membre supérieur.

Si le bras est enlevé tout entier, à la suite d'une désarticulation de l'épaule, par exemple, l'appareil se composera d'une gaine moulée emboîtant exactement l'épaule, l'omoplate et toute une partie du thorax. Sur cette gaine s'adapte le bras artificiel proprement dit, qui est muni d'une articulation permettant des mouvements étendus de flexion, d'extension, d'adduction, d'abduction, et des mouvements limités de rotation en avant et en arrière. L'appareil est, en outre, articulé de la même manière au coude et au poignet. La main, recouverte d'un gant, a tous ses doigts articulés à chacune de leurs phalanges. L'amputé peut donc, à l'aide du membre sain, se servir des articulations du membre artificiel; avec de l'exercice, de l'habitude et beaucoup d'ingéniosité, il arrive à en obtenir, en maintes circonstances, une aide vraiment inattendue. Cependant il ne faut rien exagérer, à cet égard, dans le sens de l'optimisme et il faut bien se dire que, malheureusement, le mutilé ne peut jamais employer son bras artificiel qu'à certaines manœuvres d'adresse, les manœuvres de force lui demeurant toujours interdites. Tout au plus lui est-il possible, s'il a besoin, malgré tout, de porter accidentellement quelques fardeaux légers, d'adopter un appareil moins complexe et plus robuste : une gaine, emboîtant l'épaule avec une partie du thorax, est maintenue en place par une large bande qui passe sous l'aisselle du côté sain et vient se boucler en avant; à cette gaine, dont la bande de fixation forme un solide point d'appui et de résistance, s'attache un bras muni d'articulations à genouillère et terminé, soit par une main, soit par un crochet. Les mouvements permis sont moins complexes et moins nombreux, mais l'effort possible de soulèvement ou d'arrachement est beaucoup plus grand.

Si le bras a été coupé à son tiers inférieur ou désarticulé au coude, deux cas sont à envisager, suivant la situation sociale de l'amputé. Quand il s'agit d'un citadin et surtout d'un citadin élégant, les considérations d'esthétique et de menue commodité personnelle sont primordiales. On établit un appareil en deux parties, prenant son point d'appui sur l'épaule mutilée qu'il recouvre et

il montra les deux jambes artificielles dont il était muni : puis, respectueusement salué de tous, il sortit à la station suivante, *sans aucune espèce de claudication.*

sur l'aisselle du côté sain où passe une bande capitonnée, à laquelle il se fixe par une ou deux courroies. A cette partie fixe s'attache une partie mobile qui, en haut, affecte la forme d'un manchon emboîtant, à la manière d'une gaine, le segment de membre restant. Cette partie mobile se divise en deux parties réunies au niveau du coude par une articulation permettant de fixer le bras dans une position plus ou moins fléchie : dans certains modèles, l'articulation du coude comporte un verrou pénétrant dans une rondelle dentée et donnant à l'amputé la facilité de fixer son bras dans les divers mouvements de flexion. Il lui est possible ainsi d'effectuer les mouvements spontanés de l'avant-bras, ainsi que les mouvements de pronation et de supination. Le poignet et la main sont également mobiles à toutes leurs articulations.

Ce membre ne saurait convenir à un ouvrier de l'industrie ou à un cultivateur, pour lesquels l'élégance et l'esthétique sont également dénuées d'intérêt. A ces artisans, il faut un membre artificiel robuste, solide, permettant des mouvements limités, mais rendant possibles des manœuvres de force, — en un mot, un bras tout à fait pratique. On termine alors l'avant-bras par un couvre-moignon en acier, susceptible de recevoir divers instruments de travail, marteau, pince de préhension ou crochet permettant de soulever un objet relativement pesant. Quand l'ouvrier quitte son travail, il peut dévisser l'outil attaché à son couvre-moignon et le remplacer soit par une fourchette, une cuiller, un couteau, soit encore par une main artificielle formant pince et qui lui permet de présenter une lettre, de tenir un porte-plume, un cigare, un paquet pesant environ 200 à 250 grammes.

Si, au lieu d'avoir perdu le bras au-dessus du coude, le mutilé a été seulement privé d'une partie de son avant-bras, l'appareil dont il a besoin est beaucoup plus simple : l'articulation de l'épaule et celle du coude continuent à remplir intégralement leur rôle et l'utile levier que forme l'avant-bras sur le bras est maintenu dans son intégralité normale. L'appareil ne comporte alors qu'une double gaine librement articulée au coude, et emboîtant d'une part le bras, de l'autre le segment restant de l'avant-bras. Les mêmes considérations utilitaires qui ont été exposées tout à l'heure interviennent, tout naturellement, pour fixer le choix entre la main articulée à demeure ou la terminaison par un couvre-moignon destiné à supporter un crochet, un anneau ou des outils.

Dans les cas d'amputation partielle ou totale de la main, deux buts peuvent être poursuivis : ou bien donner au mutilé un véritable outil de travail; c'est alors le couvre-moignon porte-outils qui s'impose; — ou bien lui donner une main artificielle aussi voi-

sine que possible de la main naturelle. L'appareil gaine l'avant-bras et comporte au poignet une articulation permettant les mouvements de flexion et de rotation. Tantôt les doigts sont rigides, et le pouce articule seul, pour former pince en s'appuyant sur l'index. Il est alors pourvu d'un ressort suffisamment puissant pour permettre à l'amputé de saisir une lettre, un crayon, un cigare, ou tout autre objet dont le poids ne dépasse pas sensiblement 4 à 500 grammes. Tantôt, au contraire, toutes les phalanges sont articulées : une traction élastique se fixant au bras permet alors les mouvements simultanés d'extension du pouce et de l'index. Les doigts articulés permettent de donner toutes les positions et offrent une grande facilité pour l'adaptation du gant.

La cuisse, la jambe et le pied. — Le plus simple de tous les appareils artificiels destinés à suppléer aux services normaux d'un membre inférieur amputé est le classique pilon, dans lequel la jambe et le pied sont remplacés par une tige rigide, garnie à son extrémité inférieure d'une rondelle de caoutchouc épais, empêchant les glissades accidentelles pendant la marche.

Inesthétique, incommode et relativement lourd, le pilon tend, de plus en plus, à être remplacé par la jambe articulée; toutefois il a l'avantage de coûter bon marché et, d'autre part, il reste l'appareil de choix dans toutes les circonstances où l'amputé a besoin d'effectuer des travaux de force pour gagner sa vie et où, par suite, toute considération d'élégance se trouve primée par la nécessité de fournir à son corps une assiette et un équilibre solides au cours de la station debout.

Il s'applique à peu près exclusivement aux amputations ne dépassant pas, en hauteur, le tiers supérieur de la cuisse : en d'autres termes, il est, sinon inutilisable, du moins difficilement utilisable [1] dans les cas de désarticulation de la hanche. Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre compte du principe très simple suivant lequel il est construit : une tige rigide, fixée à la ceinture par une courroie et prenant son appui, directement sur la hanche du côté mutilé, indirectement sur le squelette tout entier du bassin, par l'intermédiaire de la courroie d'attache. Cette tige, garnie de caoutchouc en sa partie qui repose sur le sol, porte une

[1] Dans les cas d'amputation à la partie tout à fait supérieure de la cuisse, quand le moignon n'a pas une longueur suffisante pour être maintenue dans l'appareil, il est indispensable d'appliquer « un faux moignon ». C'est une sorte de caleçon en peau de chamois terminé par une courroie qui se boucle à un point d'arrêt fixé au fond du cuissard. L'appareil fait ainsi corps avec le moignon lui-même et n'est sujet à aucun déplacement pendant la marche ou pendant la station assise.

espèce de gouttière conique, dans laquelle vient se loger le moignon et qui le coiffe entièrement, sans toutefois venir au contact de son extrémité terminale qui doit demeurer libre, sous peine d'être excoriée rapidement.

Quand il s'agit, non plus de remédier à une amputation de cuisse, mais à une amputation de jambe au mollet, la gouttière servant à loger le moignon est échancrée en arrière pour livrer passage au segment de membre et porte une espèce de plateforme ouatée sur laquelle repose l'articulation pliée. La marche se fait alors à la fois « sur le genou » et « sur la hanche » par l'intermédiaire de la courroie de fixation.

Une modification très intéressante a été apportée à la construction du pilon classique, en l'articulant au genou, afin de supprimer les multiples inconvénients pratiques qui accompagnent la raideur de toute la jambe. L'appareil comporte alors un cuissard, c'est-à-dire une gouttière conique pour le moignon, reliée à deux montants latéraux par deux embasses placées, l'une à la partie supérieure, l'autre à la partie inférieure de la cuisse. Un fort bourrelet situé sur la partie interne du cône constitue un solide point d'appui pour la tubérosité de l'ischion, ou, pour parler un langage moins anatomique, pour la partie osseuse saillante de la hanche. Le montant externe est mobile au niveau de l'articulation de la hanche et maintenu par une ceinture entourant le bassin. Un pilon, fixé à l'extrémité inférieure du cuissard, termine l'appareil. Dans un modèle plus perfectionné, la possibilité est donnée au mutilé de fléchir le genou à l'aide d'un verrou disposé au niveau de l'articulation. La ceinture est mobile au niveau de l'articulation de la hanche, tandis qu'une seconde articulation facilite les mouvements d'avant en arrière.

D'une façon générale, toutes les jambes artificielles procèdent du mécanisme d'ensemble qui vient d'être décrit.

On conçoit qu'*a priori* elles doivent posséder au plus haut point tout un ensemble de qualités qui peuvent se résumer en quelques mots : solidité, légèreté, stabilité d'équilibre, facilité et sûreté d'adaptation, construction rationnelle, aspect aussi semblable que possible à celui d'une jambe naturelle.

Ces qualités sont, d'ailleurs, assez malaisément conciliables et, fréquemment, quand une jambe artificielle est légère, elle est peu solide; quand elle est lourde, elle rend la marche difficile.

L'essentiel est d'établir le membre artificiel de telle sorte qu'il n'ait pas seulement pour effet de dissimuler une mutilation, mais surtout de remplacer, d' « équilibrer » autant qu'il est possible le travail que le membre sain fournissait naguère.

Quand une amputation a été pratiquée au tiers inférieur de la cuisse, l'articulation de la hanche peut jouer normalement. L'appareil à construire se compose alors d'une partie moulée qui embrasse le moignon et se fixe à la taille par une ceinture. Deux tuteurs latéraux, fixés par des embasses métalliques, maintiennent l'ensemble de l'appareil. Dans certains modèles, une forte bande élastique fixée sur la paroi antérieure du genou permet la marche en flexion libre, tandis que la flexion nécessaire du pied à chaque pas est assurée par un ressort fixé d'une part au niveau du tendon d'Achille, c'est-à-dire au-dessus du talon, de l'autre dans le pied lui-même. Dans d'autres modèles, le cuissard et la molletière d'une part, la jambe et le pied de l'autre, ont leur cohésion assurée par un dispositif automatique d'extension qui permet la flexion dans tous les mouvements. Les articulations sont alors assez souples pour que le genou et le pied se plient automatiquement quand le mutilé veut marcher, se baisser ou s'asseoir.

Lorsque l'amputation a été pratiquée au tiers supérieur de la cuisse, l'amputé ne peut pas profiter de son articulation du genou, en raison de l'insuffisance du moignon qui ne pénètre pas assez dans le cuissard. On adapte alors un appareil conçu à peu près sur le même principe que celui du pilon pliant, et l'articulation comporte, suivant les modèles, soit une bande élastique, soit un verrou, soit un dispositif automatique de flexion et d'extension.

Enfin, quand il a été pratiqué une désarticulation totale de la cuisse, l'appareil comporte, en haut, une partie moulée qui embrasse tout le bassin et prend sur lui un point d'appui solide.

L'industrie française des appareils prothétiques.

On ne saurait tenter ici une description, même sommaire, des principaux modèles de jambes et de bras artificiels. Aussi bien les principes généraux sur lesquels ces appareils sont construits sont plus intéressants à connaître que des détails techniques de construction. *Ce qu'il importe de dire, et ce qu'il faut bien faire savoir au grand public français, c'est que l'industrie des membres prophétiques est, à tous égards, une industrie essentiellement française*, à la tête de laquelle nos compatriotes ont toujours su se maintenir. Quand on consulte, dans les documents officiels du Conservatoire des Arts et Métiers, la liste des Brevets pris, dans tous les pays civilisés, pour des perfectionnements aux appareils de prothèse, on constate que tous ceux dont l'importance pratique est réelle appartiennent à des Français.

C'est dire que nos industriels sont parfaitement capables de *faire mieux* que leurs concurrents.

Avant la guerre, leur industrie n'aurait eu qu'une importance économique restreinte, s'ils ne lui avaient adjoint celle des divers appareils orthopédiques, des corsets chirurgicaux, des ceintures et des appareils de contension. On ne fabriquait guère alors, chez nous, plus de 50 à 60 appareils par mois, 100 au maximum, et leur construction était entre les mains d'un petit nombre d'ouvriers spécialisés. La mobilisation a enlevé presque tous ces ouvriers aux ateliers pour en faire des soldats et, du jour au lendemain, ce fut un véritable désarroi dans une industrie à laquelle, malheureusement, les circonstances allaient apporter une clientèle considérable.

Les fabricants ont aussitôt imité l'exemple admirable donné dans toutes les usines de notre pays. Ils se sont ingéniés. Les spécialistes auxquels leur âge ou leur état de santé interdisait l'honneur de porter l'uniforme se sont transformés en professeurs : ils ont dressé des ajusteurs, des mécaniciens, des horlogers, des formiers, des selliers sans ouvrage, pour en faire rapidement des ouvriers habiles. Pendant des mois et des mois, les chefs d'industrie ont réclamé de l'autorité militaire la mise en sursis d'appel ou le renvoi du front de leurs ouvriers qui seraient plus utiles l'outil à la main que la cartouchière au flanc. Ils ont fini par obtenir tout récemment un semblant de satisfaction et, dans le courant de mai, quelques bons praticiens sont revenus de l'avant pour travailler à réparer les misères terribles des mutilés de guerre. Mais, dans cet ordre d'idées, il reste encore beaucoup à faire, puisqu'on pourrait citer les noms d'ouvriers adonnés à la construction d'appareils de prothèse dont l'un est cuisinier dans un régiment d'infanterie, l'autre téléphoniste dans une batterie lourde, d'autres encore dragons, automobilistes, secrétaires d'état-major. Peut-être, avant la fin des hostilités, le ministre de la guerre et le sous-secrétaire d'Etat du service de santé auront-ils trouvé le temps de donner les ordres nécessaires pour que ces hommes utiles soient renvoyés à l'atelier où leurs services auraient un prix incalculable.

Il est impossible de donner des chiffres en ce qui concerne le nombre actuel des mutilés militaires. Disons seulement que ce nombre est important, et qu'il est plutôt « de l'ordre des milliers que de l'ordre des centaines ». Quatre mois, en moyenne, après l'amputation, le port d'un appareil de prothèse devient possible. A l'heure actuelle, nous pouvons produire en France de 1000 à 1500 de ces appareils chaque mois.

C'est peu...

C'est peu, parce que nous avons toute une clientèle possible en dehors de celle de nos formations sanitaires : c'est la clientèle des armées russe, serbe, anglaise, italienne, — une clientèle qui, la guerre finie, n'abandonnera pas les fournisseurs français si elle a pu, une première fois, s'adresser à eux. Cette clientèle, l'Etat a le devoir de donner à nos industriels les moyens de la conquérir.

C'est peu, parce qu'un appareil prothétique s'use toujours après quelques années d'usage; par conséquent, il ne s'agit pas d'une clientèle éphémère, mais bien d'une clientèle durable qui, pendant très longtemps, viendra apporter en France des sommes considérables, si l'Etat a la sagesse de donner à nos industriels la possibilité de l'attacher à eux et d'assurer sa fidélité.

A cet égard, l'intelligente initiative que viennent de prendre nos alliés les Belges mérite de retenir l'attention de nos pouvoirs publics. Leur service de santé a créé à Rouen, dans des locaux dépendant de l'hôpital Albert Ier, tout un centre complet de fabrication pour les membres artificiels. Un jeune ingénieur, déclaré inapte au service de guerre, conduit les travaux et, sous la direction compétente de chirurgiens civils ou militaires, il a constitué une équipe d'ouvriers incapables, comme lui, de combattre. Un jeune patron modeleur en bois façonne les modèles des membres à remplacer; un ancien ouvrier sellier en fait des moulages en cuir; un autre a appris à établir les armatures métalliques. Le ministre de la guerre a pris sous sa protection cette usine improvisée et d'accord avec M. le lieutenant-général Mélis, inspecteur général du service de santé, il a décidé que tous les amputés de l'armée belge seront pourvus gratuitement des appareils de prothèse dont ils ont besoin [1].

Les Belges ont ainsi résolu un problème dont nous n'avons pas encore eu la sagesse d'étudier l'exacte solution.

La concurrence des Allemands.

Les fabricants français étant dans l'impossibilité momentanée de leur fournir les appareils de prothèse dont ils avaient besoin, ils se sont adressés d'abord à des fournisseurs neutres. Mais ils n'ont pas tardé à s'apercevoir que ceux-ci étaient, pour la plupart, les prête-nom complaisants d'industriels allemands et, dès lors, ils ont arrêté leurs commandes.

Il n'est pas certain que nous ayons en France la même volonté intransigeante de ne pas faire gagner de l'argent à nos ennemis. Il

[1] *Le XXe siècle*, 2 juillet 1915.

y a de cela quelques semaines, l'auteur de ces lignes a reçu la visite d'un certain Heidbring, qui se disait docteur de l'Université de Berne et représentant d'une fabrique suisse d'appareils orthopédiques, installée dans les environs de Bâle sous la firme « Perfecta ». Cet individu, en faisant ses offres de service, montrait une liste importante de commandes qui lui avaient été passées par diverses formations sanitaires françaises. Il fut, bien entendu, mis à la porte sans aucune espèce de courtoisie, ce qui s'explique, puisque le Heidbring en question ne figure pas sur la liste des médecins suisses et puisque la firme « Perfecta » est une firme allemande n'ayant dans la banlieue de Bâle qu'un entrepôt de réexpédition.

A Paris même, et sur toute l'étendue du territoire, librement, cyniquement, au grand jour, des représentants français, qui feraient mieux de se livrer à une autre opération, ou des Suisses et des Américains sans doute naturalisés à la façon de Delbrück offrent aux hôpitaux et aux ambulances, parfois aux mutilés eux-mêmes ou à leurs familles, des appareils qui s'appellent, par exemple, la jambe Fischer-Dorflinger, ou la jambe Franz Haas. Or les appareils Fischer sont fabriqués à Fribourg-en-Brisgau et ceux de Franz Haas proviennent d'une usine de Prague.

Il est, du reste, facile de s'en convaincre, en consultant tout simplement les tomes du Bottin publiés dans les années qui ont précédé la guerre, à une époque où les Allemands ne dissimulaient pas leurs firmes, où les Français qui étaient leurs agents ne mettaient pas un masque pour se livrer à leur trafic et où bon nombre de compatriotes considéraient encore les Allemands comme des fournisseurs acceptables.

Dans cette industrie tout à fait française des membres artificiels, il faut savoir faire le départ entre les représentants occultes des fabriques allemandes et ceux qui vendent exclusivement des appareils français.

Les chirurgiens, les administrateurs d'hôpitaux permanents et temporaires agiront donc avec sagesse et prudence en se renseignant sur l'exacte provenance des appareils qui leur sont offerts actuellement pour leurs amputés. C'est le devoir commun de tous les Français que faire la guerre aux appareils allemands, à leurs fabricants et à leurs vendeurs : c'est leur devoir surtout de ne jamais perdre de vue que, en matière d'appareils de prothèse chirugicale, nos fabricants français sont *actuellement* en mesure d'exécuter toutes les commandes.

Francis MARRE.

CHRONIQUE POLITIQUE

Notre dernière chronique était sous presse quand parut, dans la *Liberté*, le récit de l'entrevue qu'un de ses principaux rédacteurs, M. Latapie, avait eue avec le Pape. Ce récit, qui fourmillait d'invraisemblances et de contradictions, a fort ému un certain nombre de catholiques, tandis que beaucoup de gens qui ne sont pas catholiques feignaient de s'en émouvoir plus bruyamment encore. Cette rencontre d'émotions aurait dû, à elle seule, indiquer où se trouvait la voie droite. Mais il faut tenir compte que nous avons les nerfs à vif; et, tout naturellement, nous sommes très sensibles à une dissonance avec ce que nous estimons la note juste. Or rarement journaliste avait chanté plus faux! Ce qui, peut-être, put paraître plus regrettable encore que l'importance qu'on donna, de ce côté-ci des Alpes, à sa chanson, c'est l'imprécision, le flottement des premières rectifications qu'elle reçut. Le récit portait en soi de nombreuses preuves d'inexactitude et d'incompréhension. Quiconque a suivi d'un peu près la politique contemporaine et en connaît, même incomplètement, les dessous ne pouvait avoir l'ombre d'une hésitation. A l'insu du reporter, — cela aussi est évident, — il était impossible de ne pas voir là un « coup monté ». De dire comment, par qui et dans quel but, ne serait guère laborieux, d'après le texte même; mais, d'abord, il ne nous serait certainement pas permis de mettre les points sur les i et, ensuite, nous avons des besognes plus urgentes que de discuter un reportage comme on ferait un texte de loi ou une déclaration protocolaire.

Sur ce sujet, nous sommes heureux de faire écho à la déclaration très calme, nette et décisive que S. E. le Cardinal-Archevêque de Paris a signée le 29 juin dernier et qu'il a fait paraître dans sa *Semaine religieuse*. La voici, en entier. Elle apporte à la fois la clarté et la justice :

« L'opinion publique s'est vivement émue des paroles attribuées à Notre Saint-Père le Pape par un journaliste parisien, dans le compte-rendu d'une audience obtenue de Sa Sainteté.

« Il ressort des déclarations formelles faites par le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, que ce compte-rendu, qui n'a pas été, au préalable, soumis au Saint-Siège comme il aurait dû l'être, contient des assertions erronées, « qu'il n'a pas « reproduit exactement la pensée du Pape et qu'en beaucoup de « points, il l'a défigurée complètement. »

« C'est dans les discours, les lettres et les actes authentiques du Souverain Pontife qu'il faut chercher ses vraies pensées et ses vrais sentiments. Or il a clairement réprouvé, dans son allocution consistoriale du 22 janvier, « toutes les injustices commises » dans la guerre actuelle; il a spécialement condamné les attentats dirigés contre les « temples sacrés, les ministres du culte, les droits de la « religion et de la foi ».

« Tout récemment encore, après le torpillage de la *Lusitania* et l'emploi des gaz asphyxiants, dans une lettre au Cardinal Doyen du Sacré Collège, il déplorait « le recours, sur terre et sur mer, à des « moyens d'attaques contraires aux lois de l'humanité et au droit « international ».

« En outre, Benoît XV a multiplié, depuis son avènement, les témoignages de son affection paternelle envers la France et la Belgique.

« Nul ne saurait oublier, notamment, la belle et touchante Lettre écrite en son nom par le Cardinal Secrétaire d'Etat au Cardinal Archevêque de Paris et l'offrande magnifique envoyée par Sa Sainteté au Comité du Secours National pour les départements envahis.

« Dans sa dernière Lettre pastorale, le cardinal Mercier, archevêque de Malines, rappelait aux Belges les nombreuses marques données par le Saint-Père de « sa toute spéciale prédilection pour la Belgique. »

« Les catholiques français ne voudront donc pas faire le jeu des ennemis de l'Eglise et de la France en laissant ébranler, par de perfides manœuvres, leur confiance filiale envers le Pontife suprême. »

Je me permets d'attirer spécialement l'attention sur la dernière phrase. Puissions-nous profiter de cet avis! Qu'il se trouve par le vaste monde, — et même dans un monde plus restreint! — des esprits qui aient le plus grand intérêt à alourdir, dès maintenant, d'hypothèques hargneuses les rapports d'après la guerre entre les catholiques français et la papauté, cela ne me paraît pas niable. Que, sous le régime, — je ne le discute pas, j'en constate simplement l'existence, — de bâillonnement intermittent où nous vivons, il soit loisible de discuter ces hypothèques : personne ne pourrait le soutenir. Or, en ces matières, une question qui

n'est pas traitée à fond est une question faussée; et il faut se garder de tomber dans ce piège-là, malgré les plus engageantes tentations! Il n'y a, dans ces considérations, que la volonté très ferme de rester fidèles à notre religion et la volonté non moins ferme de n'être pas dupes des indignations ou des apitoiements pharisaïques, d'où qu'ils viennent.

Quant aux questions sur lesquelles les inexactitudes du trop fameux reportage avaient jeté pour certains esprits quelques doutes, je ne saurais mieux faire que de citer le résumé publié par le *Semeur*, de Versailles, en date du 4 juillet. Je ne pense pas être indiscret en voyant, dans ce tableau récapitulatif, la réponse indirecte, et en tout cas approuvée de Mgr Gibier, dont ce journal a l'évidente protection. Ainsi que le dit le titre, c'est aux amis et aux adversaires que s'adressent ces précisions sans embarras :

« Des amis, pour s'éclairer, des adversaires, pour nous embarrasser, nous ont posé des questions auxquelles notre loyauté nous fait un devoir de répondre :

« *Que pensez-vous :* — 1° De la violation de la neutralité belge?

« — C'est un crime abominable, un attentat contre le droit des gens et les conventions internationales.

« 2° Des atrocités allemandes en Belgique : enlèvement d'otages, fusillades de non-belligérants, outrages immondes à des femmes, à des jeunes filles, à des religieuses?

« — Ce sont des faits certains, indéniables, établis par des enquêtes officielles, authentiquement constatés, et ces faits sont une honte pour qui les a commandés, ou tolérés ou commis.

« 3° De l'arrestation du Cardinal Mercier? A-t-il, du reste, été arrêté?

« — Le Cardinal a été consigné dans son palais, gardé à vue, entravé dans son ministère. C'est lui-même qui l'affirme et sa parole a plus de poids que toutes les dénégations intéressées du gouverneur prussien. Cela constitue bel et bien une arrestation, arbitraire au premier chef et injurieuse pour l'Eglise Catholique.

« 4° Du bombardement de la cathédrale de Reims?

« — C'est un acte de vandalisme sacrilège, inutile au point de vue militaire et que rien n'explique ni ne justifie. Car il est faux qu'il y ait eu dans les tours un poste d'observation. Nous en avons pour garant la solennelle affirmation du vénérable Cardinal Luçon.

« 5° Du torpillage du *Lusitania?*

« — C'est un acte de piraterie, formellement interdit par les conventions de La Haye, une violation de la foi jurée, un crime de lèse-humanité.

« 6° Du blocus de l'Allemagne par les Alliés?

« — Rien de plus légitime, de plus normal, de plus conforme au droit international et aux usages des peuples civilisés que cette mesure de guerre.

« Voilà ce que nous pensons.

« Voilà ce que peuvent et doivent penser les catholiques de France. »

Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié les nombreuses et irréfutables preuves documentaires que nous avons publiées à

l'appui de ces affirmations. Aussi les protestations des catholiques allemands nous paraissent-elles rester jusqu'ici à côté de la question. Dans un manifeste signé par un certain nombre parmi les plus connus d'entre eux, ils se bornent à des généralités sans précisions. Ils annoncent une réfutation documentaire. Attendons-la. Nous ne pouvons en juger avant de la connaître. Mais il faudrait, pour lui valoir quelque considération, qu'elle fût d'une autre trempe que celle de M. Aloys Schulte, professeur d'histoire à Bonn. Cet homme terrible ne trouve rien de plus convaincant que de reprocher à Mgr Baudrillart... le massacre des Carmes! Dans le *Tijd*, M. Bachem ne remonte pas jusque-là; mais il estime que notre catholicisme est trop nationaliste. C'est aussi, en somme, le reproche fait aux catholiques belges par les cardinaux de Cologne et de Munich. Toujours la paille et la poutre. Car si nous avons la patrie dans l'œil, il nous est bien permis de voir le Kaiser dans le leur! Et où tout cela mène-t-il? Que font, que prouvent ces diatribes ou ces exhortations? Il ne s'agit pas ici de palabrer dans le bleu, — ou dans le rouge, hélas! Il s'agit de savoir si, oui ou non, les faits, les forfaits dont les Allemands sont accusés par des personnes dignes de foi sont authentiques. En faveur de leur authenticité, nous avons, encore une fois, les témoignages nominatifs et formels du cardinal Mercier, de Mgr Heylen, de M. Grondys le protestant hollandais, de M. Füglister l'ingénieur suisse témoin oculaire des événements de Louvain, de M. Somville dont nous avons donné ici même le défi au général von Bissing, et nous en citerions vingt autres, et davantage encore!

Qu'ont répondu les Allemands à ces accusations accumulées? Des mots, des protestations, et *rien* d'autre. Ils n'ont accepté *aucune* des propositions d'enquête à eux offertes par les personnes déjà citées; et, à notre connaissance, ils en sont encore à justifier d'une enquête et d'un jugement même embryonnaires au sujet des fameux civils qui auraient tiré d'abord sur eux avant toute agression de leur part. Sérieusement, croit-on que, s'ils pouvaient affronter une critique loyale, ils n'auraient pas déjà publié à son de trompe et à coups de Wolff les noms des « criminels », au lieu de ne laisser consulter par les Suisses leur second Livre blanc que chez les consuls allemands [1]! Cette précaution excessive est un exemple de la sécurité qu'ils éprouvent devant une confrontation possible. Il n'y a pas là de professeurs,

[1] Voir, à ce propos, *la Légende des francs-tireurs en Belgique*, d'après un pamphlet allemand et le *Livre blanc* du 10 mai 1915. — Brochure de 42 pages in-8°. — Edition des *Cahiers documentaires*, 28ter, rue de la Bourse, le Havre. — Prix : 0 fr. 60.

docteurs, ni même de cardinaux qui tiennent : il y suffit d'un cerveau qui abrite une pensée juste. Les titres sont ici tout à fait inopérants. C'est à l'enquête contradictoire qu'il faut sans cesse les acculer. Les accusations ont été documentaires et précises. Ils sont à la barre de l'opinion, et l'opinion, malgré toutes les apparences contraires, ne prendra pas longtemps encore le change. C'est même contre un danger qui les menace de plus près que se cabrent aujourd'hui les catholiques « majeurs » de Germanie. C'est une erreur de manœuvre de leur part. Se cabrer ne sert à rien; ni vitupérer, ni menacer. Tout cela est vain et un peu puéril. Il faut démolir, par des faits, les montagnes de responsabilités que les faits ont construites. Jusqu'ici, ils ne semblent même pas l'avoir sérieusement essayé. Or cela seul pourrait compter...

De même il est difficile de faire état des manifestations plus ou moins spontanées des socialistes allemands sur tel ou tel point de politique générale d'aujourd'hui ou de demain. L'événement ultérieur les montre tour à tour en fonction d'une volonté centrale et unique dont elles servent les tentatives. Pour donner l'apparence de la sincérité à ces appels à la modération dans la victoire ou à ces vues sur la paix nécessaire, des mesures sont prises qui paraissent à première vue traiter avec sévérité des imprudences déplaisantes. Mais on ne tarde pas à s'apercevoir que, comme il y a au théâtre de « fausses sorties », ces punitions-là sont de « fausses punitions ». Ces arrangements participent à l'universelle Comédie-Tragédie dont l'Allemagne contemporaine nous impose le sanglant spectacle. Tout cela doit demeurer non avenu pour quiconque place avant tout le salut de son pays.

Une seule chose peut et doit compter pour nous : c'est la destruction de l'hégémonie prussienne. Ce sera dur, mais il faut y arriver. Quand? Personne ne le sait. La question est dans tous les cœurs, sinon sur toutes les lèvres : y aura-t-il une campagne d'hiver? Je n'ai aucune sécurité à ce sujet. Mais ce que je sais bien, c'est qu'il faut agir comme s'il devait y en avoir une. Si elle n'est pas nécessaire, nous ne perdrons rien à l'avoir préparée. Et si elle est indispensable, nous perdrions tout à ne l'avoir pas prévue. Que la partielle et trop grave incurie qui précéda la guerre nous soit une leçon suffisante. Ce ne sont ni les arguties de cabaret ni les sentimentalités pacifistes, ni pis encore qui ont éloigné d'une heure l'échéance fatale. L'on se rend compte, j'aime à le croire, que si, des années durant, nous avions vaqué « normalement » à préparer, — comme on le faisait de l'autre côté de la frontière au su de l'univers, — notre « en cas de guerre », la campagne d'abord aurait été moins dure, et de plus elle serait terminée. Le jeu déplorable qu'on joua malgré nous et où se mé-

langèrent la sénilité et la présomption nous a conduits où nous en sommes. Ne recommençons pas une expérience qui serait plus brève, certainement, mais qui pourrait devenir encore plus tragique. Préparons notre campagne d'hiver. Ce n'est pas cela qui la rendra nécessaire. Et il vaut mieux, — pour une fois! — faire preuve d'un excès de prudence.

Donc, des munitions, des armes, des hommes et... des actes. Cela vaudra infiniment mieux que des discours et des chicanes à n'en plus finir. En parlant des actes, j'entends les actes des fournisseurs plus ou moins directs de l'armée. Quant aux actes de l'armée, on sait, depuis onze mois, que je me fais un scrupule d'en dire autre chose que ce qu'on nous en murmure officiellement. La seule conclusion qu'on puisse tirer de ce qu'on nous explique est que, en effet, non seulement il n'est pas impossible de « percer », mais qu'on « perce » assez souvent. De cette constatation et de la constatation qu'on réclame toujours à cor et à cri des munitions, il ressort que, si l'on ne maintient pas ou si l'on ne poursuit pas ces « percées », c'est que ce ne sont pas les hommes qui manquent, mais leurs instruments, de quelque nature qu'ils soient. Cela se lit à l'œil nu entre les lignes de nos Communiqués, et c'est pourquoi je me permets de le lire à haute voix. La conclusion s'impose : fabriquons toujours avec une intensité croissante et fabriquons « bien ». On nous dit que les spécialistes, officiers et soldats, reviennent du front et réintègrent les ateliers d'où on eut l'imprudence de les laisser partir : ils y feront d'excellente besogne; il nous reste à souhaiter que ceux qu'ils remplaceront et qui, je pense, iront au front combler les vides ainsi produits y fassent aussi besogne pareille!

Le même élan renouvelé qui nous pousse à l'intensité de production tient désormais, à ce qu'on nous assure, nos alliés d'Angleterre et de Russie. Cela nous promet, pour la fin de l'été sans doute, un déluge de projectiles comme il n'en sera probablement jamais tombé sur nos ennemis. En attendant, les armées russes, sans cesser d'inquiéter leurs adversaires, refont en arrière leur concentration et leur cohésion. Nous avons conclu, il y a un mois, que c'était à prévoir. Le Kaiser semble vouloir profiter de son entraînement pour arriver à Varsovie. On peut se demander pourquoi l'empereur allemand s'acharne à la conquête de cette capitale. Ce n'est pas un mystère, et il est bon de le dire sans ambages pour parer à l'effet. Donc, si Guillaume II le pouvait, il ferait à Varsovie une entrée triomphale et y édicterait, avec l'emphase où il est maître, une sorte d'autonomie polonaise, promettant — cela coûte si peu — de plus grandes libertés que n'en fit entrevoir le grand-duc Nicolas. Mais surtout il affecterait envers le

catholicisme cette révérence ostentatoire où il excelle et qu'il ne manquerait pas d'opposer à la « manière forte » employée en Galicie, pendant l'occupation russe, par le comte Bobrinski. On voit facilement la mise en scène, l'art souverain avec lequel tout serait combiné pour l'impression à produire sur les catholiques polonais d'abord, neutres ensuite, et jusqu'à Rome même. Il n'est pas invraisemblable que les Russes s'en rendent compte et que, lorsqu'ils reprendront leur progression offensive, ils procèdent avec un sens plus averti de leurs intérêts — et de nos propres sympathies. Mais ce qu'il y a d'abord de plus urgent, c'est d'empêcher les Allemands d'entrer à Varsovie. Et, même au point de vue exclusif de la Russie, il n'y a pas d'objectif plus important à envisager pour le moment. J'ai quelque idée qu'au quartier-général du grand-duc Nicolas on en a pleine conscience.

Dans les Balkans, la situation n'a guère changé. En Roumanie, la mort subite de M. Lahovary, — juste au moment où il venait de réaliser l'union de ses amis du parti conservateur avec ceux de M. Take Jonesco : il y a de ces coïncidences dramatiques! — n'atteint pas fondamentalement son œuvre parce que cette œuvre, qui nous est favorable, est l'éclosion, si l'on peut ainsi dire, de longs mois d'efforts persévérants. Mais cette œuvre se heurte encore aux intérêts de certains grands propriétaires dont le blé est destiné à l'Allemagne et qui tiennent à parfaire leurs marchés. Pour le moment, et tant que la récolte ne sera pas terminée et son produit réalisé, il ne faut guère compter, je crois, sur un mouvement quelconque. Après, l'on verra. Mais, dès maintenant, on peut du moins se rendre compte que l'Allemagne sera facilement ravitaillée en blé de ce côté-là. Et il n'est pas mauvais qu'on le sache chez nous pour éviter des illusions sur la « famine »!

En Bulgarie, la récolte réclame aussi les soins d'une grande partie de la population. Mais les négociations n'en suivent pas moins leur cours. Et l'on a dû connaître ces jours-ci, de façon qu'on assure précise, l'étendue des revendications territoriales formulées par le gouvernement de Sofia. A parler net, et après l'incontestable avortement de toutes les autres combinaisons auxquelles ces revendications pouvaient antérieurement s'opposer, on se demande, en fin de compte, pourquoi elles ne seraient pas accueillies dans leurs parties essentielles. Les faits et les hommes étant ce qu'ils sont, — et il est bien entendu que nous ne raisonnons pas dans la lune, — la Bulgarie est, parmi les puissances encore neutres de ce côté-là, celle qui, nous ayant le moins laissé escompter de son bon vouloir, nous a causé relativement le moins de désillusions! Qui n'en conclurait, en conséquence, qu'ayant moins varié, elle offre un plus ferme terrain d'entente? Gardons-nous surtout de

bouder, *a priori*, sur les exigences de ce qu'elle nomme son « intérêt national » ; et songeons que ces deux mots sont devenus désormais, de quelque rutilance qu'on les colore, le seul motif, l'exclusive raison de chaque peuple à prendre parti pour l'un ou pour l'autre des camps en lutte. Il est fatal que tant d'intérêts nationaux empiètent les uns sur les autres et je ne nie pas que la difficulté soit réelle d'arriver à un arrangement : je m'étais permis de le faire prévoir dès le premier instant où la Turquie laissa percer ses mauvaises intentions. Mais enfin il n'y a pas de question insoluble quand ce sont des hommes qui la traitent au point de vue de l'intérêt; car il est de l'intérêt de « l'intérêt national » de n'être pas intraitable! Et dans le jeu diplomatique, l'essentiel est de voir venir l'atout. Il n'est pas possible que la Bulgarie ne le voie pas venir et il nous paraîtrait maladroit de « n'en pas donner » !

Si ce jeu-là me semble clair, faut-il avouer que je ne me rends pas encore très bien compte de la « partie » italienne? Le jeu a été lancé sur la conquête des terres « irredente » : c'est un fait. Un autre fait, c'est que le mouvement populaire, qui a un moment soulevé la péninsule et déclenché l'acte de guerre, était à portée plus vaste et nettement antiallemand. Alors, comment expliquer la convention de protection réciproque des sujets allemands et italiens dont se plaint le *Resto del Carlino* en ces termes reproduits par le *Gaulois* du 23 juin :

On a prétendu, dit-il, que les intérêts italiens en Allemagne étaient considérables. En réalité, une vingtaine de mille Italiens, pas davantage, résident dans l'empire, tandis que cent quarante mille Allemands vivent à Rome, quatre-vingt mille à Milan, etc.

Les Italiens qui résident en Allemagne sont en grand nombre des déserteurs ou des réfractaires; ils sont obligés de travailler pour l'Allemagne à des travaux militaires; ils sont donc en quelque sorte prisonniers. Et, pendant ce temps, l'Italie veille à la conservation d'énormes capitaux allemands! Cette convention est une formidable duperie et un danger.

Cette convention a été le dernier effort de M. de Bülow avant de quitter l'Italie. Il semble y avoir là des cartes en réserve. Lesquelles? Et pour quelle combinaison? Il ne s'agit pas ici d'intentions plus ou moins avérées, d'hésitations, d'atermoiements, d'anxiétés : il s'agit d'un fait signalé par un journal important d'Italie. Il sera curieux d'en suivre l'évolution.

INTÉRIM.

6 juillet 1915.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

En campagne. *Impressions d'un officier de légère*, par Marcel Dupont. 1 vol. in-12. (Plon.)

Voici réunis en volumes, avec quelques chapitres de plus, les articles que nos lecteurs ont savourés avec tant d'intérêt dans nos livraisons. Nous sommes heureux du succès que ces pages, « vécues » avant d'être si littérairement présentées, obtiennent près d'un public de plus en plus nombreux. De quelle plume ardente Marcel Dupont nous fera encore parcourir les chemins qui le mèneront à la victoire!

La conversion d'un catholique germanophile, par René Johannet. 1 vol. in-12. (Bibl. des ouvr. docum.).

Nos lecteurs se souviennent de l'article très remarqué, dans lequel l'auteur a fait connaître la lettre du leader catholique luxembourgeois, M. Prüm, au fameux député du Centre allemand, Erzberger. On trouvera, dans cette brochure très intéressante et utile à répandre, une traduction complète de la lettre (interdite en Allemagne), avec des notes du traducteur; une histoire des poursuites intentées contre M. Prüm (y compris les réponses de celui-ci), dont nous avons parlé dans une récente chronique politique; enfin une étude sur l'évolution du Centre allemand.

Dixmude : un chapitre de l'histoire des fusiliers marins (7 octobre-10 novembre 1914), par Charles Le Goffic. XIII-253 pages in-16, avec 1 carte et 12 gravures. (Plon.)

Ce petit volume, vrai fragment de chanson de geste ou chapitre des *Victoires et conquêtes*, devrait être entre toutes les mains. Avec une précision de détails bien exceptionnelle jusqu'ici dans les récits de la guerre actuelle, avec la généreuse émotion qu'on peut attendre d'un poète devenu historien, il retrace l'héroïque part de notre brigade de fusiliers marins dans la défense de l'Yser contre des forces ennemies plusieurs fois supérieures en nombre. Rarement lecture fut plus émouvante et bienfaisante.

La Serbie, par Victor Bérard. Avant-propos de M. Mil. Vesnitch. 1 broch. in-12. (Colin)

On trouvera ici la belle conférence que le ministre de l'Instruction publique avait demandée à M. Bérard (dont on connaît les remarquables travaux de politique étrangère, particulièrement sur les questions turco-balkaniques) à l'occasion de la *Journée Serbe*. Notons que le Cardinal-Archevêque de Paris en avait recommandé la lecture dans les écoles libres de son diocèse.

L'âme de nos soldats d'après leurs actes et leurs lettres, par Xavier Roux 1 vol. in-12. (Le Soudier.)

L'auteur a su utiliser avec bonheur les récits de combattants et les épisodes héroïques de la campagne Tous ces traits de courage, d'endurance, d'ingéniosité et de spirituel sang-froid, groupés habilement et vivement contés, animés par un patriotisme alerte, forment la plus émouvante et la plus réconfortante galerie de guerre.

Pourquoi l'Allemagne devait faire la guerre, par Charles Baillod. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Dans ce petit volume, l'auteur, qui est un économiste distingué, attribue aux causes économiques une influence prépondérante dans la genèse de la guerre. L'Allemagne est « un industriel à la veille de la banqueroute mettant le feu à son usine », — et c'est nous qui étions destinés à en payer les frais. Ce point de vue qu'on a rarement envisagé est de nature à retenir l'attention.

Nos raisons d'espérer. Exposé de six mois de guerre. In-16. (Plon.)

On trouvera ici, sous un format commode, le rapport semi-officiel communiqué à la presse anglaise, — mais non pas à la presse française, — par l'agence Reuter en mars dernier. C'est un historique très clair, montrant des préoccupations techniques, des six premiers mois de la guerre sur le front occidental, suivi d'évaluations et de statistiques rassurantes sur la suite de la campagne.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

L'ALLEMAGNE ET LE FER[1]

LA FRANCE ET LE BASSIN HOUILLER DE LA SARRE

Le travail, qu'on présente au lecteur, apporte une importante contribution à l'histoire de ce bassin houiller de la Sarre, à laquelle les Allemands ont consacré de gros et lourds volumes et qui mérite plus que jamais de retenir notre attention. Les houillères fiscales de la Prusse et de la Bavière dans ce bassin de la Sarre furent mises en œuvre par nos ingénieurs français; le canal des houillères, qui facilite leurs débouchés, fut construit avec l'argent français : la preuve en est aux Archives nationales, dans les séries F^{14} 1073-1087 (matériel et comptabilité des mines du département de la Sarre), $F^{14\ bis}$ 7052-7055 (canal des houillères de la Sarre).

Cette étude est pour une bonne partie constituée par des pièces d'archives, encore inconnues : c'est assurément une documentation de premier ordre, mais longue à acquérir et qu'il conviendrait de compléter par d'autres recherches.

En effet, des documents importants nous font défaut. Les dossiers départementaux des ponts et chaussées relatifs à la construction du canal des houillères sous le premier Empire ne sont pas aux Archives Nationales; ils furent donnés à la Prusse lors du détachement de ces départements en 1815. D'autres ministères, et vraisemblablement celui des affaires étrangères, doivent posséder également, sur cette question, des archives curieuses. On trouverait encore des choses intéressantes dans les dossiers des Archives nationales relatifs aux mines des départements du Mont Tonnerre (F^{14} 1056-1057), de Rhin et Moselle (F^{14} 1065) et de la Roër (F^{14} 1066-1067). La consultation des budgets français de 1795

[1] Voy. le *Correspondant* des 25 mars et 10 mai 1915.

à 1815 et du budget spécial de l'école de Geislautern (F^{14} 1083-1086) permettrait enfin de faire le compte d'une partie des sommes investies par l'Etat français pour la mise en valeur de ce bassin houiller de la Sarre. Mais pour mener à terme une pareille œuvre, il eût fallu à un travailleur isolé au moins une année. Le temps pressait. Ayant ces preuves, il ne m'a pas paru possible de les garder pour moi.

Des innombrables pièces d'archives que j'ai dû dépouiller, je n'ai pris que l'essentiel, mais je n'ai pas cru pouvoir toujours analyser les documents choisis, il a fallu en reproduire un certain nombre. Le lecteur excusera ce que leur lecture peut avoir d'aride en songeant qu'ils constituent parfois, sinon des titres de propriété, au moins la preuve des droits éventuels pour la France, et que peut-être, sur cette question, nous aurons *fait le dossier* des avocats de la France aux congrès qui clôtureront cette longue guerre.

I. — La limite naturelle de la France.

Les principes diplomatiques comme les doctrines économiques n'ont rien du dogme, leur vérité n'est que provisoire et conditionnelle.

Ainsi jusqu'aux récentes guerres d'indépendance balkanique, le principe des nationalités était tenu pour la plus périlleuse des utopies, le rêve de fous. Les politiques et les historiens français s'accordaient à condamner Napoléon III pour avoir donné comme base à sa politique extérieure cette chimère, qui n'était d'ailleurs que la pure doctrine de la Révolution; le pauvre empereur fut honni pour avoir laissé se déranger l'équilibre de l'Europe et fausser l'œuvre des congrès de Vienne en ne s'opposant pas par la force, en aidant même à l'unification des Etats morcelés que la diplomatie compliquée de 1815 avait posés aux côtés de la France pour atténuer le danger de l'arrêt à Spire et Landau de sa frontière naturelle du Rhin.

Le monde aujourd'hui est en armes et la moitié de l'Europe croisée pour la défense du droit des nationalités; on s'aperçoit que le système d'équilibre des congrès de Vienne était peut-être un paradoxe, et certainement une œuvre factice, instable parce qu'arbitraire et immorale. La question des limites naturelles de la France se pose à nouveau et domine la politique du monde.

Au regard de la science politique, cette théorie des frontières naturelles eut contre elle cette double tare, d'avoir été formulée par Rousseau, et, par sa simplicité, d'avoir conquis l'assentiment

populaire. De ce qui n'était qu'une tendance instinctive des peuples, Rousseau fit une doctrine, et, comme il avait fondé sur le droit naturel les principes du droit public de la France républicaine, il donna comme base au droit des gens le principe des limites naturelles.

La situation des montagnes de l'Europe, des mers et des fleuves qui servent de bornes aux nations qui l'habitent, — écrivait-il en marge du projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, — semble avoir décidé du nombre et de la grandeur de ces Etats, et l'on peut dire que l'ordre politique de cette partie du monde est, à certains égards, l'ouvrage de la nature... Ce n'est pas à dire que les Alpes, le Rhin, la mer, les Pyrénées soient des obstacles insurmontables à l'ambition, mais ces obstacles sont soutenus par d'autres qui les fortifient ou ramènent les Etats aux mêmes limites quand des efforts passagers les en ont écartés.

C'était de la science politique à l'usage de la nation : elle fut d'autant mieux accueillie qu'elle répondait à une aspiration historique constante de la France; c'est sur le Rhin que se disputa toujours la prépondérance européenne.

Assurément Rousseau fut trop souvent un utopiste et de graves réserves doivent être faites sur la rectitude de son jugement; trop souvent aussi le sens de la réalité lui échappa; il n'empêche qu'il exprimait là une vérité évidente et de bon sens. Rien ne vaut un fleuve, une montagne pour borner un pays; c'est la frontière préférable parce que la plus sûre, désirable parce que la plus facile à défendre; et plus qu'à toute autre et plus que jamais il faut à la France ce que Chateaubriand appelait « des frontières préservatrices » pour la séparer d'un voisin pour qui la neutralité est un vain mot et « un chiffon de papier » les traités qui la garantissent.

Aussi cette vue de Rousseau devint-elle vite celle du peuple français; mais précisément cet assentiment public lui valut l'hostilité dédaigneuse des diplomates qui souvent prennent par genre sur tout le contre-pied de l'opinion et se croiraient diminués pour avoir les idées du commun.

A cette théorie des limites naturelles, qui lui apparaissait trop simpliste, la diplomatie opposait celle plus compliquée de l'équilibre, et qui n'était, en réalité, que l'application de la maxime de Bacon, devenue la règle de la politique anglaise : « Ayez sans cesse les yeux ouverts sur vos voisins et n'épargnez « aucun moyen pour les empêcher de s'agrandir, de devenir plus « puissants et de se mettre ainsi plus en état de vous nuire, soit « en étendant leur territoire surtout de votre côté, soit en attirant à « eux le commerce. » Autrement dit, ne pas grandir, mais par

compensation empêcher les autres de grandir autour de soi [1], — la politique du chien du jardinier, négative et anarchique, en opposition au progrès, l'immobilisation et la stagnation proposées comme idéal aux sociétés, paradoxe et illusion car, si des lisières peuvent être mises aux peuples, l'esprit humain n'en subit pas.

C'est sous ce régime que l'Europe a vécu depuis 1815, c'est en réaction contre le principe des frontières naturelles, garantie essentielle de la France, que le système d'équilibre prévalut aux congrès de Vienne. D'un mot bref et saisissant, Albert Sorel l'a défini : « Ce qui importe, c'est moins la frontière en soi que la constitution des pays qu'elle délimite. »

Comment ne pas voir pourtant que la sécurité est une nécessité pour un pays et que la frontière surtout la lui doit donner : subordonner son état intérieur à celui des autres, n'est-ce pas faire le personnage qui refuserait de se clore, s'en remettant pour reconnaître son bien à l'humeur du voisin? Quoi qu'en aient voulu croire et faire croire les diplomates, le système de l'équilibre fut, en 1815, dirigé en réalité contre la France; son principal objet était de détourner son regard de la rive gauche du Rhin et de la consoler de sa diminution : ce fut la politique de la plus petite France.

Sous l'ancienne monarchie, cette théorie était défendable, avec une Europe morcelée et une France pour ainsi dire seule centralisée : l'équilibre se faisait à son avantage et le pays pouvait accepter qu'à ses confins, et spécialement au point le plus exposé de l'Est, une suite de petits Etats désarmés et sympathiques, soumis à son influence et vivant sous sa protection, fussent substitués à sa frontière normale du Rhin : un système de places fortes suffisait à corriger cet inconvénient. Mais déjà en 1815, après le développement et avec les ambitions de la Prusse, il n'en allait plus ainsi.

En abandonnant *sa frontière naturelle du Rhin — et par là j'entends et je prie le lecteur d'entendre la partie de ce fleuve depuis sa sortie du territoire helvétique jusqu'au confluent de la Moselle* — la France donnait un gage forcé de la sincérité de sa renonciation à la politique de conquêtes continentales à l'heure même où les autres s'agrandissaient par la conquête et jetaient les amorces d'annexions prochaines et inévitables.

La justification, ou plutôt l'explication et l'excuse données à cette renonciation à la région d'entre Rhin et Moselle, reposait sur la dissociation de l'Allemagne, l'immobilisation de la Prusse et le

[1] Emile Ollivier, *l'Empire libéral*, t. I, p. 175.

maintien de la double confédération germanique : avec son organisation plus développée, la France conservait encore l'avantage. Pour couvrir l'humiliation de ces traités, ses politiques firent trop bon cœur à cette détestable fortune; ils eurent le tort de redire ce que Mirabeau déjà avait dit trop haut que « la constitution de l'Allemagne était le principal élément de cet équilibre qui fait la prépondérance de la France ». Et Talleyrand allait jusqu'à écrire dans ses instructions pour le congrès de Vienne :

En Allemagne, la domination à combattre est celle de la Prusse : la constitution physique de sa monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité; tout prétexte lui est bon, nul scrupule ne l'arrête, la convenance est son droit : il est donc nécessaire de mettre un frein à son ambition en restreignant d'abord autant qu'il est possible son état de possession en Allemagne par la conservation de tous les petits Etats et par l'agrandissement des Etats moyens et en paralysant son influence par l'organisation fédérale.

Avec le Rhin dans tout son cours la France était trop forte; une partie de sa rive gauche neutralisée — et c'était sa frontière de 1790 et de 1815 — permettait encore d'accommoder une politique convenable; la Prusse, prenant avec l'hégémonie de l'Allemagne toute la ligne du Rhin, déplaçait l'équilibre et le mettait de son côté. C'est le Rhin, frontière de l'Allemagne, qui peut fixer l'équilibre de l'Europe : autrement la France, avec une frontière ouverte, est dans la plus périlleuse des postures. « Sans la limite du Rhin, a écrit de Bonald, la France n'est pas finie et ne saurait être stable. »

Nécessaire pour ces raisons de défense et d'équilibre, la possession du secteur d'entre Rhin et Moselle l'était encore pour des causes économiques et géologiques : la région de la Sarre complétait économiquement la France et assurait l'individualité géographique de la Lorraine. Mais de ces raisons-là on n'avait cure en 1815, on ne les soupçonnait même pas.

On vivait alors diplomatiquement sur la fameuse déclaration de Vergennes, tenue pour un dogme : « La France constituée comme « elle l'est doit craindre les agrandissements bien plus que les « ambitionner : plus d'étendue serait un poids placé aux extrémités « qui affaiblirait le centre. *Elle a en elle même tout ce qui constitue « la puissance réelle* : *un sol fertile*, des denrées précieuses dont « les autres nations ne peuvent se passer, des sujets zélés et soumis, « passionnés pour leur maître et pour leur patrie. » C'était la vue même de Sully : « Les rois de France ne doivent jamais aspirer à « faire des conquêtes sur les princes, leurs voisins, et se contenter

« d'un si grand, splendide et populeux royaume que le leur »; elle avait été reprise par le ministre de Louis XV en réaction contre la politique conquérante de Louis XIV; elle fut confirmée expressément en 1815 par Talleyrand : « La richesse réelle consiste non « à envahir les domaines d'autrui, mais à bien faire valoir les siens; « ceux que possède la France suffisent à sa grandeur et ne sau- « raient être étendus davantage sans danger pour elle et pour la « paix de l'Europe[1]. »

Il faut voir dans ces propos moins un acte d'humilité prudente que de foi dans la puissance d'une patrie d'élection : c'était le tranquille orgueil que donne, avec la confiance en une supériorité gouvernementale incontestée, la possession d'une terre privilégiée, la prépondérance des avantages naturels, des dons de Dieu. Ces conseils venaient à une époque de prééminence de l'agriculture comme forme de travail et de richesse[2]; la terre était le grand et, pour ainsi dire, le seul élément de cette « puissance réelle » que Vergennes réclamait pour un pays. Mais de la terre on ne voyait que la surface; le sous-sol n'entrait pas en compte, on respectait son mystère, peut-être parce qu'on appréhendait qu'à le pénétrer il en résulterait plus de maux que d'avantages; heureux comme on était, on écartait des nouveautés troublantes et qui eussent pu modifier une aussi favorable condition.

Ainsi l'adhésion de l'ancienne monarchie à ce système d'équilibre s'explique par ce que, dans les limites de ses frontières naturelles réduites du côté du Rhin, la France avait encore « tout ce qui constitue la puissance réelle », qu'elle était économiquement indépendante.

Ce n'était déjà plus tout à fait vrai au moment de la Révolution; ce l'était encore moins en 1815 et une diplomatie avertie et prévoyante aurait pu soupçonner la révolution que commençait à causer l'application de la vapeur à l'industrie et le bouleversement des rapports entre la force humaine et les obstacles de pesanteur et de distance. La houille devenait un des *éléments essentiels* de la puissance d'un pays; il n'y avait qu'à regarder l'Angleterre, même la Prusse, pour s'en convaincre, mais en France on ne voulait pas voir.

La France était un pays agricole; l'agriculture avait fait sa

[1] Sur ce point comme sur bien d'autres, nous renvoyons à la 1re partie de l'*Europe et la Révolution française* d'Albert Sorel.

[2] « La vie de la très grande majorité de la population se composait d'une trame continue d'occupations revenant périodiquement et qui, directement ou indirectement, qu'il s'agît de travail agricole ou d'industries domestiques, se rapportaient toujours à un même objet : la terre. » (Vidal de la Blache, *la France*.)

puissance, c'était le travail le plus commode, et on ne voulait pas y renoncer. Le principal effort du pays était de mettre en valeur un sol incomparable et de « recueillir les dons d'une terre propice ». Et il manifestait une aversion profonde pour le travail collectif, pour les recherches souterraines; il préférait prendre son combustible des arbres des forêts plutôt que de le tirer des arcanes de la terre; les usines apparaissaient comme des enfers, la France appréhendait que leur noire fumée ne gâtât son ciel et n'obscurcît son génie. Cette aversion était très spécialement éprouvée par l'aristocratie, par la haute noblesse : celle-ci vivait sous l'empire du préjugé, mis en forme de loi par Montesquieu, que ce serait détruire la noblesse que l'engager à faire le commerce. Cette incompatibilité ne l'éloignait pas seulement de l'industrie, mais l'y rendait hostile et opposée à son développement. Et la diplomatie, quintessence d'aristocratie, n'était pas plus préparée à soupçonner en 1815 la grande révolution économique qui était en marche qu'en 1789 la grande révolution politique, qui allait lui retirer le pouvoir.

L'industrie pourtant avait commencé sa conquête et l'on savait que la houille était son pain. La France en avait, dans ses limites naturelles, une quantité suffisante pour un développement industriel normal, mais la nature avait mis à l'extrême point de son territoire, entre le Rhin et la Moselle, dans la région de la Sarre, une de ses principales réserves houillères, dont la possession était la condition même de son équilibre économique puisqu'il assurait l'indépendance du travail national. Il est frappant de constater, — et ce chiffre vaut toute explication, — qu'aujourd'hui la production assez modérée des mines fiscales de la Sarre équivaut exactement au déficit annuel de la consommation houillère de la France. Faute de ce gîte, l'industrie française dépendait de l'étranger pour ce produit essentiel à son industrie et à celle de ses industries qui est l'âme de sa défense nationale : la métallurgie.

Notons donc et soulignons que l'évolution et le développement de l'industrie faisaient perdre à la France les avantages d'ailleurs caducs que ses diplomates affirmaient résulter pour elle des traités de Vienne et du système d'équilibre, puisque ces traités la dépouillaient d'un élément essentiel de sa puissance et la rendaient, pour la houille, tributaire de la Prusse.

Economiquement et politiquement nécessaire à la France, ce pays d'entre Rhin et Moselle était essentiel à l'autonomie et à l'existence même de la Lorraine : la Moselle, jusqu'à sa réunion avec la Sarre, puis jusqu'à son confluent avec le Rhin, donne à la Lorraine son individualité géographique.

Géologiquement, l'autonomie de la Lorraine fut assurée par la ceinture que lui fait la longue zone de forêts, assise sur les roches de grès rouge, qui, se détachant du flanc des Vosges, à la source même de la Sarre, se prolonge par les bois de la Haart et enveloppe de ses replis le bassin houiller de Sarrebruck : « c'est, a écrit le géographe éminent Vidal de la Blache, comme une réapparition du pays vosgien que ce massif de Forbach à Saint-Avold, où d'étroites vallées, servant d'asile aux villages et aux cultures, entaillent les tranches rouges des roches boisées; un vaste croissant de forêts enveloppe presque ainsi la Lorraine, contribuant à l'isoler et en faisant une sorte de marche frontière. »

Plus encore la Moselle, rivière maîtresse et dont le cours enchanté est devenu dramatique par les luttes éternelles que sa possession, comme celle d'Hélène, alluma, cette Moselle, malgré les morcellements féodaux, princiers et ecclésiastiques, dont son cours inférieur fut le théâtre, maintint l'autonomie et est restée le lien de toute la région où elle porte ses eaux [1].

Cette individualité géographique, si fortement exprimée par la

[1] Vidal de la Blache, *la France*, 1908. — Il convient de rapporter ici sa démonstration du rôle frontière de la Moselle :

« Sur le plan incliné qui se déroule à l'Ouest des Vosges, toutes les rivières ont été entraînées vers un sillon qui s'est creusé de bonne heure par affouillement au pied des roches calcaires de la bande oolithique. Les couches marneuses, qui en constituent la base, offraient à l'érosion une proie facile. Des environs de Mirecourt à ceux de Thionville, sur plus de 120 kilomètres, cette zone de moindre consistance traçait le lit prédestiné d'une rivière maîtresse, apte à recueillir toutes les eaux du versant occidental des Vosges. La Moselle, non sans tâtonnements, finit par s'installer, à Frouard, dans cette dépression. La pente qui l'attirait vers le Bassin de Paris fut en concurrence avec celle qui sollicite vers le Nord les eaux de la région rhénane; c'est celle-ci qui l'emporte, maintenant la Moselle sur la bordure jurassique. Elle devint ainsi l'artère principale d'un réseau, presque unilatéral, il est vrai, mais riche et puissamment ramifié Une grande rivière vosgienne semblait pourtant vouloir échapper à l'attraction de la Moselle et esquisser un cours indépendant. La Sarre, née au pied du Donon, pénètre au Nord dans le bassin houiller et ne rejoint qu'après un long détour la grande rivière lorraine. Elle vient cependant se confondre avec elle au moment où les deux courants réunis s'apprêtent à accomplir, entre le Hundsruck et l'Eiffel, une percée analogue à celle du Rhin à travers le massif schisteux. La Moselle n'aura plus désormais qu'à achever romantiquement son cours en méandres sinueux dans un pays accidenté et solitaire. Son confluent avec la Sarre, comme celui du Main et du Rhin, marque l'achèvement d'un faisceau fluvial autonome à l'extrémité de la riante vallée, chantée par Ausone, entre des coteaux de vignes. Trèves, la ville romaine, occupe une position qu'on peut comparer à celle de Mayence. Si celle-ci fut la métropole de la province de Première Germanie, Trèves fut celle de la Première Belgique. »

conformation du sol, devait être plus encore accusée par le travail de l'homme. Une contrée est un réservoir où dorment des énergies, déposées par la nature, mais dont l'homme doit tirer l'emploi; la répartition des masses minérales permet le mieux à l'effort industrieux d'en préciser et d'en différencier le caractère. A ce point de vue, la Lorraine était privilégiée et, pour la métallurgie, une terre d'élection : la Moselle sur sa rive gauche a le gîte ferrifère de Longwy-Briey, sur sa rive droite, le gîte houiller de la Sarre; posés l'un et l'autre en vis-à-vis et à 18 kilomètres de distance, réserves inestimables et se complétant.

La formation ferrugineuse de ce bassin de la Moselle se développe du nord au sud. Ses affleurements septentrionaux sont entre Longwy et Petange dans le Luxembourg, mi-partie sur les deux pays et traversés par la Chiers, affluent de la Meurthe. Le gîte se développe alors en longueur, sous le nom de bassin de Briey, jusqu'au rupt de Mad traversé dans toute sa largeur par un affluent de la Moselle, la rivière d'Orne, — un nom prédestiné puisqu'il est pareillement celui du fleuve qui traverse le bassin ferrugineux du Calvados. Le développement nord-sud du bassin Longwy-Briey est d'une vingtaine de kilomètres, partagé par moitié dans toute son étendue par la frontière de 1871. Ses réserves sont des plus abondantes, cinq milliards de tonnes. Répétons une fois encore que c'est lui qui donne à la métallurgie allemande la presque totalité de son fer indigène, puisque, en 1912, sur 27 199 000 tonnes de minerai, extraites du sol allemand, 20 083 000 le furent de la Lorraine annexée. Après une interruption dans la région de Pont-à-Mousson, le fer se retrouve à Nancy, dans la boucle formée par le confluent de la Meurthe et de la Moselle.

Le bassin houiller de la Sarre est sur la rive droite de la Moselle, entre ce fleuve et le Rhin, orienté du nord-est au sud-ouest; il occupe au sud de la chaîne du Hundsruck un espace de forme à peu près rectangulaire, dont la grande base, entre la Sarre et Kreuznach, à quelques lieues du Rhin, a une centaine de kilomètres, tandis que sa largeur, varie entre 30 et 35 : superficie seule encore certainement reconnue, car géologiquement le bassin continue à travers la Lorraine jusqu'en France, où il fut repéré près de Pont-à Mousson [1], mais le mouvement de la houille se faisant en profondeur, son exploitation y devient assez malaisée. « On peut difficilement, déclarait récemment M. Aguillon, préciser la superficie utile de ce très vaste bassin, un des moins connus

[1] Gabriel Sepulchre, *le Bassin houiller de la Lorraine*, dans la *Technique moderne* de mars 1910.

" LE CORRESPONDANT "

Bassin du Fer
Bassin de la Houille
Frontière de 1790
d° ... de 1795
d° ... de 1815
d° ... de 1871

0 5 10 15 20 25K.

peut-être sur près de la moitié de sa longueur [1]. » Sur les cent kilomètres de son développement actuel, 45 sont dans la Prusse rhénane et le Palatinat bavarois, 45 dans l'Alsace-Lorraine, 10 dans Meurthe-et-Moselle.

Le terrain houiller jusqu'à la Sarre est à peu de profondeur, souvent à fleur de sol : à Sarrebruck notamment, au dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècles, l'extraction se faisait parfois à la brouette [2]. C'est dans cette région de Sarrebruck, sur la rive droite de la Sarre, et entre ce fleuve et la Blies, dans la vallée de Sulzbach, au nord de la route de Paris à Mayence, que la houille est surtout concentrée et facilement exploitable, et c'est là que se trouvent les plus notables exploitations : Duttweiler, Sulzbach, Saint-Ingbert, Neunkirchen, Wellesweiler, Mittel-Bexbach, Querschied, Merschweiler, Landsweiler. Après, la formation semble devenir irrégulière, mais de très riches mines se trouvent cependant sur la rive gauche de la Sarre : Rosselle, Louisenthal, Gersweiler, Geislautern, Hostenbach. Administrativement, ce bassin de la Sarre comprend les anciens cantons français de Saint-Wendel, Ottweiler, Lebach, et une partie de l'arrondissement de Sarrebruck.

Des géologues affirment que la richesse de la houille n'est pas égale à son abondance : c'est assurément en comparaison avec les houilles exceptionnelles de Westphalie. Celles de la Sarre sont des houilles flambantes et grasses, propres à tous usages domestiques et industriels. Le coke y est surtout donné par les mines de la rive droite de la Sarre. Inférieurs peut-être à ceux de Westphalie, ces charbons n'en alimentent pas moins en coke passable la métallurgie de cette région [3].

Les ressources du bassin sont considérables : l'épaisseur de la houille exploitable a été estimée à près de 90 mètres, mais elle

[1] *Le bassin houiller de Sarrebruck*, par Louis Aguillon, inspecteur général des mines, dans la *Nature* du 26 décembre 1914.

[2] On lit ainsi dans l'exposé des motifs, par le ministre de l'intérieur de Montalivet, du projet d'organisation des mines de la Sarre en 1812 :

« Ces mines de la Sarre, exploitées depuis environ cent ans, doivent être regardées comme à peine effleurées. On n'a attaqué jusqu'à présent qu'un petit nombre de couches et les travaux sont en général situés au-dessus du niveau des vallées : ainsi, tandis que, dans presque tous les autres pays houillers, l'exploitation exige aujourd'hui des puits profonds, des machines dispendieuses pour l'extraction des combustibles et l'épuisement des eaux intérieures, à Sarrebruck cette extraction s'opère avec de simples brouettes et les eaux s'écoulent naturellement par les mêmes galeries qui servent au roulage. » (*Archives nationales*, F[14] 1077).

[3] Gabriel Sepulchre, déjà cité.

diminue à mesure qu'on va vers le sud[1]. Au congrès géologique du Canada, en 1913, on a chiffré à 16 milliards et demi de tonnes les réserves réputées certaines du bassin de la Sarre, dont près de dix au dessus de 1200 mètres : au même congrès les réserves houillères totales de la France étaient évaluées à 17 milliards et demi, dont 8 dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais[2]. Ce bassin peut donc être appelé à un grand avenir, s'il arrive en des mains qui en veuillent tirer tout le parti possible : ce n'est pas le cas actuel, car sa mise en valeur ne pourait se faire qu'au détriment des riches mines de Westphalie, et il est, au surplus, exploité par l'Etat prussien, qui borne son rôle à celle de régulateur du marché.

Le bassin de la Sarre est ainsi partagé : à l'extrémité nord-est une pointe de 5500 hectares en trois exploitations, dont deux au fisc bavarois, et qui produisaient, en 1913, 800 000 tonnes; — 100 000 hectares en Prusse rhénane, en douze divisions, appartenant, sauf une petite concession, au fisc prussien et ayant produit, cette même année 1913, près de 13 millions de tonnes[3]; — 50 000 hectares en Lorraine annexée, concédés par nous d'abord avant 1870, par le gouvernement d'Alsace-Lorraine ensuite à des entreprises privées et où l'extraction a été, toujours en 1913, de 3 800 000 tonnes; — entre cette zone concédée et la frontière de 1871, une région encore inexploitée et dont M. Aiguillon évalue à 50 000 le nombre d'hectares utilisables; — et 15 000 hectares seulement exploitables en Meurthe-et-Moselle.

En faisant le compte, on arrive au chiffre de 16 800 000 tonnes pour la production houillère du bassin de la Sarre, chiffre minimum étant donnée la modération de l'exploitation et qui équivaut presque au déficit officiel de la production houillère française, lequel était, en 1912, de 18 752 000 tonnes[4].

[1] Louis Aguillon, déjà cité : « Le bassin houiller de Sarrebruck exploité avec toute l'intensité qu'il comporte, avec l'apport des capitaux relativement considérables qu'il pourrait exiger dans sa partie méridionale difficile, pourrait sensiblement compenser, en faisant retour à la France, l'insuffisance actuelle de notre pays en houille, en quantité du moins sinon en qualité, et cela tout en continuant à assurer, dans les conditions actuelles, la consommation de ce qui constitue encore l'Alsace-Lorraine et celle des industries locales de la région immédiate de Sarrebruck. »

[2] Comité des Forges de France, circulaire n° 587, 5 mai 1914.

[3] *Ibid.* Exactement 12 996 775 tonnes.

[4] Assurément cette production est actuellement en grande partie consommée par les établissements industriels de la région, mais il est acquis que l'Etat prussien pousse très peu ces mines, et telles quelles, en 1912, les houilles fiscales de la Sarre donnaient au budget un bénéfice net de 17 millions.

Le bassin houiller de la Sarre complète donc économiquement la Lorraine; il fut de tout temps le réservoir naturel, le grand centre d'approvisionnement de son industrie et de sa métallurgie. La France de l'Est fut le principal client de la Sarre et le développement de sa métallurgie ne fit qu'accroître cette dépendance. Les échanges fer-charbon furent l'une des bases de l'activité commerciale avec la Prusse.

Les forges et fonderies de fer marchaient d'abord au bois, et elles s'établirent naturellement en Lorraine, pays des forêts : sous la Révolution, le Luxembourg annexé n'était-il pas nommé « département des Forêts »? Les inconvénients d'une méthode aussi primitive ne tardèrent pas à apparaître; dès l'an VI, l'ingénieur Lefebvre d'Hellencourt[1], dénonçait le péril de déboisement qui en résultait et recommandait énergiquement l'emploi de la houille, courant en Angleterre. Napoléon fut frappé par ces vues, et après la paix continentale, quelques établissements de fer à la houille furent créés en France, et notamment dans la Moselle. Ces fers, qu'on appelait métis, parce que préparés au bois et raffinés à la houille, laissèrent longtemps à désirer; on parvint à les améliorer, et les chemins de fer, la construction, le développement de l'industrie accrurent les besoins du fer, dont l'Angleterre avait le quasi monopole.

La métallurgie française, et surtout celle de l'Est, se mirent en devoir de le lui disputer, mais celle-ci se trouva dans une situation difficile, avec le fer sans doute, mais sans la houille, devenue la plus importante des matières premières, « le pain de l'industrie ». Cette houille, elle l'avait dans ce bassin de la Sarre, et dans les mines de la rive droite du Rhin, mais elle était alors tributaire de la Prusse.

Il en résulta, pour ces houillères de Sarrebruck, un vrai monopole : en 1857, sur 1 190 660 tonnes de houille consommées dans les départements du Nord-Est, 1 055 390 provenaient des bassins de Sarrebruck et de Saint-Imbert[2]. Ce charbon, par suite des difficultés de transport, coûtait d'autant plus cher qu'un droit de douane très contestable en haussait le prix. Les houillères françaises, garanties contre une concurrence intérieure, basèrent leurs prix sur ce charbon étranger; elles n'avaient pas intérêt à

[1] *Aperçu général des mines de houille exploitées en France*, de leurs produits et des moyens de circulation de ces produits, par le commandant Lefebvre. Paris, an VI.

[2] Exposé des motifs du projet de loi relatif au canal des houillères de la Sarre. Corps législatif. Session 1859, n° 13.

accroître l'extraction, à développer l'offre et à la mettre au niveau de la demande; elles étaient, par suite, maîtresses des cours, et l'industrie de l'Est plus qu'aucune autre devait subir le préjudice de cette situation : « Du combustible à bon marché est ce qui a manqué jusqu'ici aux régions de l'Est de la France, écrivait en 1853 l'ingénieur Jacquot[1]; elles sont admirablement dotées sous le rapport de certaines matières premières et en particulier du minerai de fer et on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que, cette condition obtenue, leur industrie si variée n'aurait rien à redouter de la concurrence étrangère. »

Les traités de 1815, en donnant à la Prusse ce bassin de la Sarre, lui avaient conféré un avantage signalé; la France était vraiment dépossédée d'un des « éléments essentiels de sa puissance » et par le charbon la Prusse la dominait.

II. — La rive gauche du Rhin conquise.

Jusqu'à la Révolution, cette région d'entre Rhin et Moselle, que tout attirait vers la France, ne fut pourtant jamais réunie à notre pays.

Foyer de civilisation latine et de catholicisme, tout ce coin ne cessa d'être tourné vers Rome et vers la France : Cologne, grand centre universitaire et catholique; Aix-la-Chapelle; Mayence, patrie de saint Boniface, le convertisseur des Saxons; et surtout Trèves, l'Arles du Nord, la Rome des Gaules, dont les archevêques-électeurs appuyèrent toujours le roi de France contre les prétentions impériales de l'autre rive. Le Rhin était une limite morale autant que naturelle et le protectorat de la France sur ces régions dans l'ordre des choses, dans le vœu des peuples. Ces électorats ecclésiastiques, ces duchés constituaient des annexes militaires de la France, qui avait le droit d'y lever des troupes et, en cas de guerre, de disposer de leurs forteresses. Louis XV eut ainsi à sa solde jusqu'à vingt-cinq régiments allemands; ces peuples, fiers de cet honneur, s'appelaient eux-mêmes les Allemands de France.

Aussi fut-ce une inconséquence que la frontière n'ait pas eu là le tracé qu'indiquait la nature. C'est qu'alors les préocupations stratégiques prévalaient pour l'établissement des limites nationales; sous Louis XIV notamment, on n'attachait pas aux

[1] *Etudes géologiques sur le bassin houiller de la Sarre*, par E. Jacquot, ingénieur au corps impérial des mines. Paris. Imprimerie impériale. 1853.

défenses naturelles l'importance qu'elles ont, on y suppléait par un vaste système de défenses artificielles; les places fortes étaient tenues pour les vrais jalons des frontières. C'est cette considération qui donna à la frontière ce tracé anormal que la carte jointe à cette étude fait apparaître de façon si impressionnante. Et c'est ainsi qu'en 1678 le traité de Westphalie nous donna Sarrebruck, Deux-Ponts, Montbéliard, Strasbourg et Luxembourg pour finir le plan de fortifications de Vauban. La frontière d'avant la Révolution, en dépit d'une aspiration nationale séculaire, ne fut donc qu'un tracé stratégique, dont la ligne allait de places fortes en places fortes, de Landau à Luxembourg, sans tenir compte des régions traversées, de leur caractère, de leurs richesses.

La Révolution, d'un coup, réalisa la théorie de Rousseau sur les frontières naturelles et, comme par enchantement, donna à la France, en quelques semaines, ces limites qu'elle réclamait depuis des siècles. Il n'est pas d'histoire plus prodigieuse, de plus étonnante aventure. Jamais, comme à cette époque étrange, il n'y eut moins de gouvernement, non seulement en France, mais dans le monde entier; jamais on ne dirigea moins les événements et jamais on ne laissa plus à la fortune de ce qu'on eût pu lui ôter par conseil et par prévoyance. La politique était une série d'impulsions, d'improvisations; les programmes les plus audacieux trouvaient une réalisation foudroyante, les événements dépassaient les plus folles surenchères... Ainsi en fut-il pour la frontière du Rhin.

En juillet 1792, la Prusse et l'Autriche s'alliaient et envahissaient la France pour restituer à Louis XVI sa souveraineté, ce qui était le plus sûr moyen de le perdre. L'insultant manifeste de Brunswick souleva la France et la jeta aux frontières. Le 20 septembre, le jour même de la prise des pouvoirs de la Convention, les armées de la Nation et celles des Alliés étaient face à face à Valmy : « de ce jour, de ce lieu date une nouvelle époque de l'histoire du monde », a dit Gœthe.

Aujourd'hui, cette bataille de géants fait l'effet d'une miniature. Les troupes aguerries de la Prusse comptaient 34 000 hommes et 58 canons; les armées de la Nation en avaient 36 000 et 40 pièces d'artillerie : c'étaient des volontaires, des enfants, bien encadrés sans doute, mais qui voulaient chasser l'envahisseur à une époque où on pouvait avoir la victoire par la force avec laquelle on la voulait. Les troupes françaises, d'un coup, imposèrent leur volonté et les armées de la Nation triomphèrent des Alliés aussi aisément que la nation elle-même avait triomphé de l'aristocratie. Ce fut un vrai miracle que cette bataille de Valmy, qui,

suivant le mot d'Albert Sorel, « fit passer toutes les forces morales du côté des Français[1] » et donna à la Révolution comme une sanction suprême : elle coûta aux Français 300 hommes, aux Prussiens 200. « Vous allez voir, disait l'un des vaincus, comme ces petits coqs-là vont se dresser sur leurs ergots ; nous avons perdu plus qu'une bataille. »

Le lendemain fut aussi extraordinaire. Dumouriez entreprit de détacher, pour ainsi dire sur le champ de bataille, la Prusse de l'alliance de l'Autriche : à cet effet, il résolut de fatiguer l'armée ennemie par les bivouacs, de « miner Brunswick » ; il tint garnison dans les forêts, il se « retrancha », forçant les autres à faire de même. De retranchements à retranchements des relations s'établirent : les soldats républicains, et surtout les Alsaciens, vantaient aux Prussiens les avantages de la liberté et leur jetaient des libelles contre les Autrichiens. Les généraux rivaux dînaient ensemble, et Westermann s'assit même au camp prussien à la table du roi. On causait ; les Français donnaient aux Prussiens des suggestions politiques et même des leçons de psychologie dont ils avaient déjà grand besoin : « Dites à votre roi, déclarait ainsi le royaliste Dillon à Massenbach, que la vie de Louis XVI ne peut être sauvée que si la coalition reconnaît la République et fait la paix avec elle ; cette paix la ruinera, car les partis se déchireront, mais la guerre les exaspérera, et la monarchie et la noblesse seront anéanties. »

Dans le même temps que s'accomplissait le miracle de Valmy, la Convention proclamait la République. Dumouriez en eut la nouvelle dans ses tranchées ; il s'en réjouit : la République, c'était le grand avancement. Et le désir lui vint de se faire valoir par un coup extraordinaire. Il combine un plan d'invasion des Pays-Bas autrichiens pour donner la liberté à la Belgique. Pour le mener à bien, il faudrait détacher la Prusse de l'Autriche et lui permettre de se replier. Précisément, il apprend qu'après sept jours de tranchées l'armée prussienne est presque à court de vivres ; le sucre et le café auraient même manqué sur la table du roi, et Dumouriez d'envoyer au général Manstein, « au vertueux Manstein », comme porte la lettre d'envoi, ce sucre et ce café... avec un mémoire sur les dangers que l'alliance autrichienne fait courir à la Prusse, le tout terminé par cette formule : « Je vous embrasse cordialement. » Cette familiarité déplut ; le roi fit renvoyer le présent avec prière à l'envoyeur de ne plus se donner de telles peines.

[1] *L'Europe et la Révolution française*, t. I. — Nos références, pour cette partie, sont prises à l'œuvre de ce grand historien.

Furieux, Dumouriez jette un appel enflammé à ses troupes et réveille leur enthousiasme; le manifeste est jeté dans les lignes prussiennes. Huit jours de cette vie « retranchée » avaient fait plus de mal à ces troupes, habituées à la guerre de mouvement, que plusieurs batailles perdues : les convois s'étaient embourbés, avec la pluie était venue la dysentrie, l'armée avait perdu 6000 hommes, les chefs s'ennuyaient. La proclamation de Dumouriez leur fit croire qu'il lui arrivait des renforts : le 30 septembre, subitement, l'armée prussienne levait le camp et se mettait en retraite.

Au lieu de la poursuivre, Dumouriez, tout à son idée de rompre la coalition, la laisse se retirer : il partage son armée, donne à Kellermann l'ordre de pousser les Prussiens par Verdun et Longwy, et à Custine de s'avancer jusqu'au Rhin; lui se rend à Paris pour amener la Convention à son plan de conquête des Pays-Bas autrichiens. Kellermann ne trouve devant lui que des troupes démoralisées, embarrassées dans leur retraite, pressées de mettre fin à une guerre mal engagée. Et Custine ne rencontre personne. La France, alors, comme un torrent, déborde de ses frontières et s'étend jusqu'au Rhin.

Custine, comme point de direction, avait pris Mayence et s'était donné comme objet l'occupation de toute la région d'entre Rhin et Moselle : il avait 13 000 fantassins, 4000 cavaliers et 40 canons. « Ces peuples, comme flottants sur les flancs de l'Empire, n'étaient unis à l'Allemagne ni par un patriotisme national ni par un patriotisme local; leur condition sociale leur rendait désirables les réformes que la Révolution avait accomplies tout près d'eux. » Ils étaient donc naturellement tournés vers les idées françaises et d'autant plus disposés à se donner que les Prussiens, dont ils avaient la terreur, étaient en fuite.

Cette conquête fut un sport joyeux. Custine fit de la stratégie démagogique : guerre aux châteaux, paix aux chaumières. Il ménagea les laïques et les moins riches et fit porter le poids de la guerre sur les privilégiés. L'effet fut extraordinaire : les Français s'avançaient au milieu de l'allégresse populaire et se montraient les plus doux des envahisseurs; les villes furent prises sans coup férir, « la Déclaration des droits de l'homme, rapporte un témoin, produisait l'effet de la trompette de Josué. » Rappelons le fameux témoignage de Gœthe :

Les Français arrivaient et ne semblaient apporter que l'amitié et, réellement, ils l'apportaient; ils avaient tous l'âme exaltée; ils plantaient allégrement les gais arbres de la liberté. Ils promettaient à chacun son droit et son gouvernement propres. Ils gagnèrent bientôt, ces Français

prépondérants, d'abord l'esprit des hommes par leur ardente et vaillante entreprise, puis le cœur des femmes par leur irrésistible aménité. Le poids même de la guerre et toutes ses exigences nous paraissaient légers. L'espérance flottait devant nos yeux autour de l'avenir et attirait nos regards vers les voies nouvellement ouvertes [1].

Le 30 septembre, quelques coups de canon, et Spire se livre avec 2700 prisonniers et 5 canons; le temps d'y planter l'arbre de la liberté et Custine marche sur Worms, qui tombe aussi vite. Mayence, acquise aux idées nouvelles et sous l'influence intellectuelle de Forster, appelle les libérateurs et est prête à capituler avant que d'être attaquée, et pourtant elle a 2000 soldats et 190 canons : le 19 octobre, Custine paraît sous ses murs et, le 21, l'armée française fait son entrée aux acclamations d'un peuple décoré de la cocarde tricolore. Elle y trouve des délégués de Coblentz venant supplier qu'on prenne la ville et la forteresse. Et c'est ainsi qu'en quelques jours cette partie de la rive gauche du Rhin, à laquelle la France peut prétendre, est conquise comme par enchantement, et heureuse de sa condition nouvelle.

Mais alors, emportées par leur élan et peut-être aussi par le désir de réquisitions fructueuses, les armées républicaines s'en vont battre la rive droite du Rhin; elles font capituler Francfort à la première sommation. Lourde faute : cette incursion inconsidérée alarme l'Allemagne et provoque une reprise d'armes et un retour offensif des Prussiens qui les remet à Coblentz.

[1] *Hermann et Dorothée*, Klio. — Les préoccupations actuelles de l'opinion et, si l'on peut dire, le cheminement de la pensée publique sur ces mêmes voies autorisent à rappeler aussi le beau portrait qu'Albert Sorel a tracé de ces conquérants ingénus de l'an II de la République :

« Les armées étaient alors dans leur âge héroïque et dans cette époque de jeunesse où l'enthousiasme se tourne en vertu; où la force, en sa plénitude, ne se connaît point encore et s'effraie de l'abus de soi-même; où la victoire, encore nouvelle, suffit à ravir les âmes et demeure à la fois joyeuse et pitoyable. Nulle avidité, nul mépris des faibles, des pauvres, des désarmés, mais le sentiment expansif de la délivrance qu'on porte avec soi. Ces armées semblaient se lever dans l'aurore d'un beau jour. La fraîcheur de l'air, la certitude d'un repos prochain et d'un bonheur qui ne finirait plus donnaient à leur allure je ne sais quoi d'allègre et d'exalté, qui les faisait marcher sans souci des épreuves et sans tentations. Commandées par de jeunes hommes au génie chevaleresque, au cœur magnanime, les peuples les voyaient avec étonnement, déguenillées, hâves, amaigries, mais fières, gaies, martiales et disciplinées, s'avançant dans leur conquête avec la poussière et les haillons de la déroute. Les peuples s'inclinaient devant je ne sais quoi d'inattendu et d'auguste qu'ils devinaient en ces troupes, et les soldats gagnaient les cœurs de leurs hôtes dont ils partageaient la misère. » (*L'Europe et la Révolution française*, t. IV, p. 100).

Pendant ce temps, Dumouriez, à Paris, exposait à Danton et à la Convention son plan de conquête de la Belgique. Les civils, depuis Valmy moins préoccupés du péril extérieur, redoutaient l'intervention des militaires dans la politique intérieure, et précisément les volontaires de 1791 ayant rejeté l'ennemi hors des frontières et au delà tenaient leur engagement pour terminé et demandaient à revenir. Il semblait opportun de les tenir en haleine : les propositions de Dumouriez venaient à point, et la Belgique fut conquise, — assez difficilement, car les Belges, épris d'indépendance, réclamaient un gouvernement national, — pour occuper l'armée.

Cette plus grande France devenait une trop grande France...

Restait à organiser la conquête et la tâche était délicate. Pour la région d'entre Rhin et Moselle, on s'en remit à Custine, qui y montra peu d'adresse. Il porta dans l'administration les moyens démagogiques qui avaient facilité sa conquête, créa des clubs, remit la propagande à des politiciens. L'erreur était lourde, dans ces pays très catholiques, de confier la direction à des luthériens et à des prêtres renégats; on indisposa le clergé. On écarta aussi les nobles et les riches en mettant sur eux seuls le poids des réquisitions : « le petit peuple avait applaudi au départ des nobles, mais depuis que les nobles étaient partis, le travail manquait aux artisans et les secours aux misérables; les bourgeois s'étaient plu à abaisser les aristocrates, mais l'égalité démocratique froissait leur vieille vanité de caste. » Bref on avait surtout organisé la misère et atténué des sympathies dont la manifestation était un peu subordonnée au plus ou moins grand éloignement des Prussiens.

L'adhésion avait été enthousiaste au lendemain de la conquête : Forster déclare que de Spire à Bingen tous les suffrages se prononçaient pour la République et pour la réunion à la France : les Prussiens étaient loin. Leur retour à Coblentz provoqua des indécisions, et précisément la Convention choisit ce moment pour prescrire que cette réunion à la France ferait l'objet d'un vote libre. Les conditions de liberté du vote n'existaient pas, puisque ce vote était public et se faisait par l'apposition de la signature personnelle sur des feuilles spéciales : c'était une véritable pétition et l'adhésion ainsi donnée était particulièrement réfléchie et voulue. On vota le 23 février 1793, dans les églises, après le chant du *Veni, Creator :* nombre de citoyens résolus réclamèrent leur réunion à la France, sous leur signature et sur ces listes qui demain pouvaient devenir des listes de proscription et de mort. On

les peut consulter à nos Archives nationales, où elles figurent dans la série F[1c] III; elles sont significatives et assez copieuses pour la région de la Sarre.

L'une des plus intéressantes est assurément celle de la commune de Saint-Jean, près de Sarrebruck; la voici :

Que notre réunion aussi pure qu'inviolable soit connue de la nation qui aujourd'hui nous adopte et nous associe à ses grandes destinées; faisant, de ce moment, avec elle une seule et même famille, réunis de cœur et d'affection à la France, notre mère patrie, nous n'aurons plus, à l'avenir, qu'un même esprit, une seule volonté et un seul intérêt. Nous vivrons ainsi unis dans les principes de la liberté et de l'égalité [1].

Et, en tête de cette pétition, on peut voir, résolument apposée, nettement tracée, majestueusement paraphée, la signature : *J.-J. Roechling*, — celle du fondateur des grandes forges de Volkingen et de Thionville.

L'adhésion enthousiaste de la rive gauche du Rhin à l'œuvre de libération française tenait assurément à la parfaite tenue morale des armées conquérantes, mais aussi à la grandeur des causes pour lesquelles elles marchaient, à cette sorte d'apostolat cosmopolite qu'elles s'étaient donné. Ces pays du Rhin en étaient les premiers bénéficiaires; ils aspiraient à la possession de ces droits de l'homme, dont on leur apportait la révélation; ils avaient le désir de la liberté et l'attendaient du gouvernement annonciateur. L'attente fut un peu longue...

A la révolution girondine et idéaliste avait succédé la révolution terroriste et niveleuse. La Convention envoya dans ces pays, comme représentants en mission, de vrais bandits qui, sous cou-

[1] *Archives Nationales*. F[1c] III. Sarre, 3.

Voici également l'acte d'adhésion des habitants de Gross Rosseln et Lauterbach :

« L'Etre suprême créa l'homme pour être libre, pour régner sur la terre, pour jouir de toutes les prérogatives de l'âme sensible. De cette heureuse destination devaient résulter le bonheur des individus et celui des familles. Mais qu'ont fait les hommes pervers et les tyrans de tous les siècles? Des siècles s'étaient écoulés et on n'osait faire entendre la voix de la raison et de la vérité. Des générations avaient succédé à des générations et on ignorait le droit de l'homme et du citoyen. Enfin, la vérité a remporté la victoire et l'humanité trop longtemps foulée a levé l'étendard de la liberté. C'était aux Français qu'elle avait parlé d'abord. C'était à cette nation entreprenante de crier aux autres nations : « Reconnaissez vos « droits et soyez libres. » Nous avons entendu ces cris, nous les répétons. Nous désirons jouir du bonheur qui est fait pour tout être pensant. Nous réclamons votre secours. Unissez-nous à la République mère. Qu'elle nous fasse oublier les maux de la guerre, qu'elle nous gouverne par ses lois sages et nous serons heureux. »

leur de réquisitions, organisèrent le pillage, « évacuèrent les biens », firent une révolution fiscale, dévalisant les riches et les payant en assignats, foulant « les cléricaux », comme on disait déjà. Ces dragonnades laïques rappelèrent les pires souvenirs de la conquête du Palatinat et sont une des pages les plus pénibles de l'histoire de la Révolution. Le mal ainsi fait fut grand : l'état intérieur du pays auquel elles s'étaient données amena chez ces populations un sursaut d'effroi; on ne trouvait plus le même son au mot de liberté; « le sentiment de la joie était perdu », affirme Gœthe. Les civils, par leur politique atroce et leurs exactions, détruisaient l'œuvre d'assimilation des militaires.

La crise, heureusement, fut courte, elle finit avec Thermidor. Le 25 prairial an III, le représentant Becker dénonçait énergiquement à la Convention les pillages et les dévastations des commissaires de la Terreur dans le Palatinat, et spécialement dans la région de Sarrebruck : la Convention décida, séance tenante, leur arrestation et leur mise en jugement[1]. On répara les méfaits

[1] *Moniteur*, 27 prairial an III, p. 1078-1081. — Peu après, en fructidor de l'an III, le représentant Roberjot, qui avait été envoyé en mission dans les pays conquis du Rhin, signalait dans son rapport (*Bibliothèque nationale* Le39 316), que la prise de possession française, « par le fait de l'incohérence des mesures prises, de l'infériorité des commissaires français, du discrédit des assignats », avait causé l'arrêt de l'industrie et la misère générale, et il donnait de l'état d'esprit des populations cette description, dont la finale est à retenir :

« ... Il règne une grande erreur sur ces pays. On croit communément que les lumières y sont moins avancées qu'en France; on se persuade que les mœurs et le climat sont tellement disparates, que nos principes, notre révolution ne pourront jamais s'acclimater, que leur réunion va devenir un sujet de troubles, dont les effets pourront s'étendre jusque dans l'intérieur de nos départements. On les croit entièrement étrangers à notre cause : cependant on y suit les progrès de la révolution avec une activité qui étonne; on exécute une grande partie des lois françaises; on a créé, dès le moment de l'invasion, des administrations à l'instar des départements et districts; on a établi des tribunaux, des juges de paix, des municipalités. Les grandes époques de la révolution sont célébrées, comme en France, par des fêtes civiques.

« ... On y parle assez ordinairement la langue française; elle y est devenue plus connue depuis l'entrée des troupes de la République. *Il n'y a pas plus de différence entre ces provinces et notre nation qu'il y en a des départements du Midi à ceux du Nord;* les usages et les mœurs diffèrent, il est vrai, mais ils sont plus convenables à la nature du gouvernement républicain que nos mœurs mêmes...

« ... *L'abolition du culte aurait fait, il est vrai, un obstacle insurmontable à la réunion;* mais comme le peuple aura la faculté de l'exercer et que les réformes qui pourraient se faire dans le clergé ne leur enlèveront pas cette consolation, rien à cet égard ne pourra s'opposer à la réunion... *Laissez donc à ce peuple son culte et ses ministres, ses céré-*

commis et on nomma Becker lui-même administrateur de ces pays ; il fut bon, humain, modéré et parvint à atténuer la détestable impression causée par le régime terroriste : la paix allait faire le reste.

Cette question des limites naturelles de la rive gauche du Rhin domine toutes les négociations du traité de Bâle, comme celles des traités subséquents de Campo-Formio et de Lunéville, comme elle domine, au reste, toute la politique de la Révolution et de l'Empire.

Barthélemy, le négociateur français, avait reçu de la Convention cette simple et énergique direction : « La République regarde le Rhin comme sa limite naturelle qu'elle est résolue de conserver. » Il fallait pourtant l'acquiescement des autres, et notamment de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre.

Avec la Prusse on put causer, non qu'elle vît sans déplaisir un tel agrandissement, mais c'était matière à compensation. Barthélemy s'aperçut vite qu'en la payant on pouvait avoir sa signature : « Renonçons à l'idée de faire jouer au roi de Prusse « un rôle de grandeur, écrivait-il au Comité de Salut public, il « n'entendra jamais ce langage : il se dédommagera volontiers aux « dépens de la Pologne et des princes allemands ses voisins, de ce « qu'il perdra à la rive gauche du Rhin. » Précisément l'armée russe venait de prendre Varsovie et d'anéantir les derniers éléments de la résistance polonaise, et la Russie s'était entendue avec l'Autriche pour un troisième partage dont la Prusse était écartée : il était d'une politique habile plus que morale de détourner vers cette Pologne démembrée les regards de Frédéric-Guillaume. On finit par s'entendre à peu près sous promesse d'indemnisation et de neutralité des Etats de l'Allemagne du Nord : la Prusse était arrivée à se faire admettre au partage; il lui fut donné 2 076 000 têtes de Polonais contre 1 037 000 à l'Autriche et 4 500 000 à la Russie. Toutefois, comme elle tenait aux biens autant et plus qu'aux hommes, elle eut l'adresse, par un précédent dont nous avons trouvé et trouverons d'autres répliques, de faire passer la ligne de sa frontière à travers la région de Kattowitz, où l'on avait reconnu une zone houillère importante, où elle put ainsi se faire un beau lot [1]. Son roi, satisfait, quitta la coalition.

L'Autriche restait intransigeante. Pour avoir une monnaie

monies et sa croyance, et vous l'attacherez à vos principes, à votre sort, à la liberté. »

[1] C. Cavallier, *la France exportatrice et l'Allemagne exportatrice*. Paris, 1915, p. 14. — Ces houillères de Kattowitz produisent annuellement 50 millions de tonnes.

d'échange, le Directoire fit conquérir la Lombardie par Bonaparte, et, en 1798, celui-ci obtenait d'elle, à Leoben et à Campo-Formio, la reconnaissance de la rive gauche du Rhin comme frontière de la France en retour de la prise par l'Empereur de l'Istrie, de la Dalmatie et de Venise.

Mais l'Angleterre resta irréductible et ne se résigna jamais sincèrement à une telle extension de la France, qui ne fut consacrée qu'en 1802 par le traité de Lunéville.

III. — La mise en état du bassin de la Sarre.

Le vœu des pays cisrhénans, ainsi réunis à la France, était de conserver leur indépendance et de constituer une sorte de marche républicaine, sous la protection de la France. Ce désir ne fut pas exaucé et dès l'an VI, quand leur sort parut fixé, on les forma en quatre départements : le Mont Tonnerre, avec Mayence pour chef-lieu, Spire, Kaiserlautern et Deux-Ponts pour arrondissements ; — le Rhin-et-Moselle, avec Coblence, Bonn et Sinmern ; — la Roër avec Aix-la-Chapelle, Cologne, Clèves et Creveld ; — la Sarre avec Trèves, Sarrebruck, Prum et Birkenfeld. On y établit les autorités administratives et judiciaires à l'instar de celles de l'intérieur : Rudler, un ancien administrateur du Haut-Rhin, fut choisi comme commissaire général.

Des représentants avaient déjà été envoyés en reconnaissance dans ces pays ; la vue qu'ils y jetèrent fut forcément superficielle et plutôt celle de touristes politiques que d'économistes. Pourtant ils ne purent pas ne pas être frappés de l'extrême richesse minérale :

Ces pays, rapportait en floréal an III le député Karcher, sont remplis de mines de fer, de cinabre, de vif-argent, de charbon de terre, de forges, de marteaux, de platineries, verreries, manufactures de porcelaines, etc. Le fer y est abondant et excellent ainsi que l'acier qui en provient. Les mines de charbon de terre sont inépuisables, de la meilleure qualité et de l'exploitation la plus facile ; ces houillères approvisionnent la ci-devant Lorraine, l'Alsace, les pays circonvoisins et jusqu'à Francfort [1].

Mêmes remarques à la même date, de Roberjot, qui avait été spécialement chargé d'activer et de surveiller l'exploitation des mines et qui fut émerveillé de leur abondance : les houilles de la Sarre étaient la grande richesse du pays, on les exportait en France, en Hollande, où elles étaient préférées à celles d'Angle-

[1] Observations pour le Comité de Salut public, par Karcher, député à la Convention. *(Archives nationales*, F[14] 1073.)

terre; le pays de Blankeim[1] fournit une prodigieuse quantité de fer excellent; le Palatinat a de très riches mines de cinabre; près d'Aix-la-Chapelle, une mine d'oxyde de zinc envoie ses produits en Prusse, en Allemagne, en Danemark et jusqu'en Suède et en Angleterre, etc.

Des ingénieurs eurent mission d'étudier cette richesse, et un membre du conseil des mines, Lefebvre d'Hellencourt, s'occupa spécialement des houillères et consigna ses observations dans deux rapports qu'on lit encore avec intérêt et qui posent, pour la première fois sans doute, le problème du charbon en France[2].

Le bois était le combustible presque unique de l'industrie française, ce qui mettait la métallurgie en état d'infériorité vis-à-vis de l'Angleterre, tout en constituant pour notre sol une sérieuse me-

[1] Assurément Blankenheim, dans l'arrondissement de Prum. (Roberjot, déjà cité.)

[2] Considérations sur les avantages que le gouvernement pourrait assurer, tant au commerce qu'aux diverses parties du service public, par l'exploitation de quelques mines dont la République se trouve en possession, tant dans les pays conquis et réunis que dans son ancien territoire (Paris, an VI). — Aperçu général des mines de houille exploitées en France (Paris, an XI).

— A l'article du département de la Sarre, la description topographique et statistique de la France, par Peuchez et Chanlaire (1807-1811), signalant les exploitations houillères déjà énumérées par Lefebvre, ajoute qu' « on trouve encore de la houille à Weldentz, canton de Berncastel; à Blumenthal, canton de Reifferschied; à Buhlenberg, canton de Birkenfeld; à Deisberg, Huffer, Liebsthal, Quirnbach et Ulmett, canton de Cousel; à Altenkirchen et Steinbach, canton de Waldemahr ».

« Ce département offre les plus belles mines de houille de l'Empire et même qui soient connues en Europe, y lit-on, les plus faciles à exploiter et aussi les mieux exploitées pour la régularité et l'ordre de ses travaux. L'on pourrait dire que la nature a été prodigue de cette substance précieuse envers ce département, pour réparer le tort infini qu'a causé la cognée destructive dans ses antiques et majestueuses forêts. Le nombre des houillères du département est de 14 à 15 et il pourrait y en avoir 50, 100 et même un plus grand nombre. Il est probable que la consommation ira toujours croissant, peu de contrées étant aussi favorables pour l'établissement des manufactures et usines de tout genre, par l'avantage inappréciable d'offrir de la houille sèche en gros quartiers, propre aux grilles, et celui de posséder des houilles grasses et bitumineuses, les seules susceptibles d'être réduites en *coaks* ou d'être employées pures dans une infinité de circonstances. En général, les diverses mines de ce département offrent des houilles de toute sorte de qualités. On y en trouve de très bonnes pour la forge et les diverses fabrications de ferronnerie et de quincaillerie; d'autres qu'on emploie avec avantage et sans aucune incommodité, pour le chauffage et les divers besoins domestiques. On se sert de ce combustible à Sarrebruck, même pour la cuisson du pain, ce qui ne nuit point à sa bonté ni à sa blancheur. »

nace de déboisement : il faut ménager nos forêts et leur donner le temps de recroître; la houille-charbon et le « coak » sont là. Abondantes relativement en France, ces mines de houille, « plus précieuses que celles d'or pour un peuple ingénieux et actif », sont restées improductives, et les nouveaux pays du Rhin apportent une fortune minérale, qui doit entraîner une révolution industrielle. C'est, dans le département du Mont-Tonnerre, plus de trente mines de houille dans les cantons de Lautereck, Wolfstein, Obersnoschel; dans celui de la Roër les mines exceptionnelles d'Eschweiler, de Cornelius-Munster, de Weisweiler, de Bardenberg et de Heyden; par dessus tous, celui de la Sarre offre « les plus belles mines de houille qui soient connues, les plus faciles à exploiter » à Saint-Ingbert, Dutweiler, Sulzbach, Illing, Walscheidt, Gersweiler, Busbach, Schwalbach, Wellesweiler; Schiffweiler, Breitenbach, Godelhausen.

Ce bassin de la Sarre fournit de houilles les pays voisins, mais sa production est entravée par la concurrence de celles de la rive droite du Rhin, qui sont jetées sur le marché à bas prix et qui bénéficient de l'excellente organisation, du sens commercial et aussi de l'absence de scrupules de leurs exploitants : ainsi les houillères allemandes n'hésitaient pas à envoyer chez les acheteurs étrangers des placiers pour discréditer les mines et produits concurrents, présenter les houilles de la Sarre « comme extrêmement fétides et dangereuses pour les personnes qui s'en servent ». Et par cette propagande elles étaient arrivées à avancer les houilles de Westphalie dans ces régions de Lorraine et d'Alsace et à y arrêter le développement de celles de la Sarre.

Pour mettre ces houillères de la Sarre en état de lutter avantageusement, Lefebvre proposait d'établir, à l'importation des houilles de la rive droite, un droit proportionnel à la différence de prix, et d'abaisser le prix de celles de la Sarre par des facilités de transport comme aussi par l'exploitation de ces mines par l'Etat : il réclamait leur mise en régie [1].

[1] Il est curieux de voir les arguments qu'invoquait alors Lefebvre en faveur de la régie des mines par l'Etat; ils n'ont pas changé depuis : « On ne manquera pas d'objecter que ces établissemens seraient des régies et que les régies sont reconnues plus onéreuses que profitables au gouvernement. C'est là un des grands moyens que mettront en avant ceux qui voudront, en prétextant économie pour la République, se faire adjuger des établissemens dont les produits sont faciles et importans dans l'état actuel et ne paraissent pas être exposés de sitôt à des variations qui puissent les diminuer d'une manière fâcheuse. Les régies peuvent être onéreuses au gouvernement quand les régisseurs sont ignorans, infidèles ou insoucians. Toutes les fois donc que le gouvernement mettra à la tête des établissemens des hommes d'une probité reconnue, des hommes éclairés et actifs, intéressés par leur amour-propre à la prospérité des établissemens qu'ils

Cette suggestion était trop dans les idées du temps pour ne pas trouver un accueil empressé; et cependant l'exemple de l'exploitation affermée, qui avait eu lieu sous l'ancien gouvernement de Nassau, n'était pas très encourageante.

Ces houillères avaient été reconnues au début du dix-huitième siècle; leur usage fut d'abord domestique, chaque particulier piochait sa terre pour y prendre son charbon, le sol fut bouleversé et les gisements gâtés. Pour arrêter le dommage, le prince Guillaume de Nassau, d'accord avec les autres détenteurs des mines, le duc de Deux-Ponts et le comte de La Layen, s'attribua, en vertu du droit régalien, la seule exploitation des mines[1] et, en 1776, les afferma « au juif Zacharias Cerf[2] », qui en commit la direction à un homme de Dutweiler, Guillaume Knverzer. Ce Knverzer faisait connaître le caractère de cette exploitation quand il écrivait le 8 nivôse an IV à l'agence des Mines de la République : « Vous « scavez aussi bien que je pourrais vous le dire que la fonction « que j'occupe demande un exercice assidu, *de la routine* et de l'étude[3]. » De fait le prince de Nassau, au moment de la Révolution, ne tirait de ces magnifiques mines qu'un revenu de 107 000 livres[4]; l'extraction n'en était que de 550 456 quintaux[5]. Indépendamment de leur usage domestique, elles approvisionnaient les quelques forges de la contrée, les fours à chaux et les salines de Dieuze.

Le Directoire donna à bail ces mines et forges[6] du comte de

dirigent, excités par le désir d'être distingués dans la carrière qu'ils se seront choisie et pour laquelle ils ont constamment préféré un traitement très modique à toute autre existence et à des moyens de fortune aussi faciles pour eux que pour tant d'autres, toutes les fois que les opérations de ces directeurs seront soumises à l'autorité du ministre et à la surveillance d'un conseil composé de gens de l'art, jaloux de mériter la confiance du gouvernement par les améliorations qu'ils reconnaissent important et urgent d'apporter à l'art des mines en France, de telles régies ne seraient pas onéreuses, mais elles conserveraient et perfectionneraient des exploitations de mines que l'avidité d'entrepreneurs particuliers ou leur ignorance auraient bientôt encombrées et perdues pour l'industrie. »

[1] *Arch. Nat*, F[14] 1073. Rapport de l'ingénieur de Bonnard. — En dédommagement, on constitua en faveur des habitants dépossédés le privilège d'affouage, qui leur laissait le charbon à des prix exceptionnels de bon marché.

[2] *Arch. Nat.*, F[14] 1073. Rapport de l'ingénieur des mines Guillot-Duhamel, fils (an VI).

[3] *Arch. Nat.*, F[14] 1073.

[4] Rapport de Bonnard, déjà cité.

[5] *Arch. Nat*, F[14] 1073. — Produit et versement des houilles du ci-devant comte de Nassau pendant l'an III de la République.

[6] Ces forges qu'Equer régissait pour la nation étaient celles de Halbert,

Nassau à J.-B. Equer, qui les régit pour la République comme son prédécesseur les régissait pour le prince.

Les conditions de ce bail semblent avoir été quelque peu scandaleuses; quand le prince de Nassau, comme on l'a vu, tirait de ces mines, sans grande exploitation, un revenu de plus de 100 000 livres, le prix de la régie républicaine, le « canon », comme on disait, ne fut que de 70 000 francs, et le Directoire constituait au bailleur un vrai monopole, comme le prouve cet article premier du bail, consenti pour neuf ans, à dater du 5 thermidor an V :

La République ne pourra ouvrir aucune houillère pour son compte, les fermiers auront seuls le droit de fouille, d'extraction et de vente de houille tant en France qu'en Allemagne par terre comme par eau et l'exploitation sera toutefois soumise à la surveillance d'un inspecteur préposé par le Gouvernement. Les fermiers pourront porter cette exploitation et la vente à la possibilité et entreprendre à cet égard tout ce qui pourra les favoriser [1].

La régie d'Equer donna lieu aux plus vives critiques de l'administration des mines, qui dénonça la multiplicité dans cette région des exploitations illicites [2] : de fait, l'extraction de 550 456 quintaux était passée en 1807 à 1 200 000 sans qu'il y faille voir un progrès mais seulement l'extension de la consommation domes-

Fisbach, Kennekerk, la Filière, Saint-Ingbert (*Arch. Nat.*, F^{14} 1073) : le bail en était de 104 500 livres. (Zegowitz, *Annuaire historique et statistique du département de la Sarre*, Trèves, an XI.) Le même auteur cite que la forge de Jœgersfreud, à Scheid, prise au prince de Nassau, était exploitée, sans doute pour son compte et bien que « le sol en appartînt à la République », par les frères Gouvy, qui étaient les associés de Zacharias Cerf, l'ancien régisseur des princes de Nassau. (*Arch. Nat.*, F^{14} 1073, rapport de Guillot-Duhamel.)

[1] *Arch. Nat.*, F^{14} 1073. — Voici les noms des treize mines du bassin de la Sarre, qui tombèrent en la possession de la République : Dutweiler et Sulzbach, Exweiler, Geislautern, Gersweiler, Grossevald, Illingen, Kohlwald, Reinsweiler, Ruschutt, Schwalbach, Walschied, Wellesweiler. Ces treize mines occupaient en tout 360 ouvriers.

[2] « Le produit des houillères de l'arrondissement de Sarrebruck — écrivait, le 29 ventôse an XIII, le préfet de la Sarre — est énorme, et le canon de 71 000 francs que les fermiers en payent au Trésor public est bien au-dessous de la valeur des dites mines. Sans le monopole qui résulte de ce bail et qui est un obstacle à l'ouverture de nouvelles mines, il serait possible de porter ces exploitations à un très haut degré d'intérêt. Le bail de ces fermiers expire en l'an XIV. L'intérêt des habitants du département, du commerce et du Trésor public fait désirer qu'à l'avenir ces houillères soient données par concessions divisées et particulières : ce mode établirait une concurrence utile et empêcherait le retour de toute espèce de monopole. » (*Arch. Nat.*, F^{14} 1073.)

tique. L'exploitation était empirique et de nature à compromettre l'avenir.

Une mesure fâcheuse du Directoire vint, dans le même temps, porter un coup à l'industrie de ces régions. Préoccupé que le principal commerce d'exportation, celui des grains, ne bénéficiât pas à l'Angleterre qu'on projetait déjà de réduire par le blocus, le gouvernement, sans préparation ni précaution, avait, en l'an VI, transporté les réglements des douanes de l'ancien territoire sur la rive du Rhin : les transactions furent arrêtées, le commerce qui se faisait sur le Rhin d'une rive sur l'autre par 1300 bateaux fut entravé, les exportations devinrent presque impossibles, et la production des houillères en subit le contrecoup.

La France, par bonheur, retrouvait peu après avec Bonaparte ce bienfait d'un gouvernement qu'elle avait depuis si longtemps perdu. En vendémiaire de l'an IX, les représentants des quatre départements du Rhin s'entretinrent de cette situation avec le premier Consul. Celui-ci comprit vite la contribution qu'une telle région apporterait à la grandeur et à la prospérité de la France; peut-être même, par une de ces divinations qui lui étaient propres, entrevit-il que l'établissement d'une métallurgie puissante serait une arme contre l'Angleterre et que dans ces régions élues la suprématie métallurgique pouvait et devait lui être disputée. Aussi est-ce avec une sincérité absolue qu'il affirma au maire de la ville de Bonn, Eichoff, qui lui présentait la délégation, que « le bonheur des quatre nouveaux départements formait l'objet de sa sollicitude et que le gouvernement prendrait après la paix toutes les mesures pour rendre l'activité et l'aisance à ces contrées[1] ». Et de fait, le traité de Lunéville signé, la promesse commença d'être tenue.

D'abord, par arrêté du 23 pluviôse an X, fut instituée à Geislautern, entre Sarrebruck et Forbach, l'une des deux écoles pratiques de mines de la République[2] : celle-ci avait spécialement pour objet le perfectionnement du traitement du fer et de l'exploitation de la houille. Le choix était heureux : seule des départements français, la Sarre possédait à Goffontaine des forges d'acier naturel, dont la fabrication était spéciale à Solingen[3]. On dota la nouvelle école d'une forge et de mines de fer et de houille; un budget de 60 000 francs lui fut attribué[4]. Elle eut une grande acti-

[1] Eichoff, *Mémoire sur les quatre départements réunis de la rive gauche du Rhin, sur le commerce et les douanes de ce fleuve.* (Paris, an X, *Bibliothèque nationale*, L K 4 3.)

[2] L'autre était Pesey, dans le département du Mont Blanc.

[3] Zegowitz, déjà cité.

[4] *Arch. Nat.*, F14 1078. — Lettre de l'ingénieur Beaunier du 26 août 1816. La construction des bâtiments de l'école avait coûté 260 000 francs.

vité et une réelle action sur le développement métallurgique de la région : à ce titre et à d'autres son histoire mériterait d'être écrite.

Cette école de Geislautern fut véritablement le conservatoire minier de la région; elle eut à sa tête des ingénieurs éminents, Duhamel, Beaunier, Calmelet; elle forma des élèves, dont le nom fut marquant, et pour n'en citer qu'un, M. de Gargan, l'un des chefs des forges des Wendel. C'est aux ingénieurs de cette école que sont dus, notamment, ces travaux de prospection et de nivellement, qui eurent une telle importance et déterminèrent peut-être en 1815 la convoitise de la Prusse.

La vue qui avait présidé à cet établissement, et celle qui devait inspirer la politique consulaire et impériale, fut de reconnaître la richesse du bassin, d'y développer la production, d'y stimuler l'industrie. La métallurgie eut en Napoléon un protecteur attentionné et souvent un collaborateur. En 1812, le ministre de l'intérieur Montalivet signalait « les dépenses considérables que le « gouvernement a faites à plusieurs époques dans les mines de « Sarrebruck, où il a exécuté des travaux d'art dispendieux qui, « non seulement ont facilité l'exploitation jusqu'à ce jour, mais « qui seront encore longtemps utiles aux concessionnaires à « venir[1]. »

L'un de ces services fut d'assurer aux houillères des débouchés à l'intérieur, et de permettre à l'industrie de l'Est d'avoir la houille à meilleur compte. L'insuffisance et la difficulté des moyens de communication grevaient singulièrement les prix[2]. La voie d'eau était la plus avantageuse, mais les houilles de la Sarre n'avaient pas de fleuve pour atteindre l'Alsace; la Sarre n'était navigable que jusqu'à Sarrebruck. On pouvait facilement étendre cette navigabilité en amont. Déjà, en 1776, des études avaient été faites; en messidor de l'an III, après l'enquête du représentant Karcher, des projets en ce sens avaient été présentés et adoptés par la Convention[3]. Le 15 avril 1806, Napoléon, en édictant l'amodiation des salines de l'Est, décidait de prolonger en amont de Sarrebruck la navigabilité de la Sarre et d'établir un canal artificiel de Harskirchen à Metz, par Dieuze et Château-Salins. Ainsi on permettait aux salines de l'Est d'avoir leur combustible à meilleur prix, mais, en retour, on mettait à leur charge la moitié des frais

[1] *Arch. Nat.*, F^{14} 1077.

[2] Dans une note manuscrite mise au rapport de Montalivet il est dit que « le prix d'extraction d'un quintal métrique de houille dans les mines de la Sarre est de 35 centimes et que le prix marchand est de 75 centimes. » (*Arch. Nat.*, F^{14} 1077.

[3] *Arch Nat*, F^{14} *bis* 7055 et Projet de loi sur l'établissement du canal des houillères de la Sarre (Corps législatif, 1859, nº 13).

d'établissement. Des projets furent dressés, des plans établis; la construction du canal commença en 1809 : en 1814, la dépense s'était élevée à 1 200 000 francs, et les travaux s'étendaient sur une longueur de 13 kilomètres.

Napoléon avait donné des instructions formelles sur l'exploitation des mines; leur législation fut une de ses grandes préoccupations. « Le principe, déclarait-il le 13 frimaire an XIII, doit être que la « houille demeure toujours au meilleur marché possible, parce que « c'est une matière première nécessaire à l'exploitation et à la mise « en valeur des richesses du sol; ce principe vivifiera l'industrie. » Et, à cette date, le Conseil des mines se rendait le témoignage d'avoir toujours été fidèle à ces vues : « Le Conseil des mines, « lit-on dans un de ses rapports, a toujours été mû par ce prin- « cipe; il a fait constamment ses efforts pour déterminer des « exploitations régulières et l'emploi dans les mines de grands « travaux économiques, tels que galeries d'écoulement, machines « puissantes, etc.; il n'a cessé de chercher à assurer ces avan- « tages aux exploitations tant par les moyens que les extracteurs « pouvaient employer particulièrement qu'en mettant le gouver- « nement à même d'accorder des encouragements qui pussent « assurer l'exécution de ces divers travaux[1]. »

Malgré ces encouragements, les choses ne marchaient pas à souhait; les initiatives privées demeuraient hésitantes et l'administration des mines, prenant prétexte des déboires causés par la régie, réclamait l'exploitation directe par l'Etat. L'ingénieur de Bonnard, en 1807, quand se posa la question d'organisation du bassin de la Sarre, proposa ce mode d'exploitation dans un curieux « rapport sur les mines de houille du pays de Sarrebruck[2] » et Héron de Villefosse rapporta cette même opinion d'une enquête en Westphalie : l'organisation prussienne les avait vivement impressionnés.

L'exploitation des mines en Prusse datait de 1769; elles étaient objet de droit régalien et toutes sous le contrôle et souvent sous la direction effective de délégués du souverain. Frédéric II y avait dépensé des sommes considérables et racheté nombre de concessions; ses successeurs avaient suivi son exemple et le domaine industriel de l'Etat prussien était devenu important et profitable. Les ingénieurs français avaient été frappés de cette prospérité industrielle comparée à la situation inférieure de leur pays et ils pensaient qu'en France seul l'Etat serait capable de mener à bien une telle entreprise et de mettre en valeur ces richesses inemployées.

[1] *Arch. Nat.*, F^{14} 1073.
[2] *Ibid.*

Les mines ne peuvent être regardées comme la propriété des possesseurs du sol, déclarait l'ingénieur de Bonnard, mais c'est un bien qui doit rester indivis entre tous les citoyens, et par conséquent sous la main du souverain qui les représente tous. Les grandes dépenses qu'il est toujours nécessaire de faire au commencement d'une exploitation pour l'asseoir d'une manière régulière et avantageuse à l'Etat, et qui sont ordinairement au-dessus des moyens pécuniaires des propriétaires du sol et en général d'un seul particulier, viennent encore à l'appui de cette opinion qu'on peut appeler principe, qui est reconnue partout en Allemagne et dans tous les pays où l'on s'est beaucoup occupé de mines.

La sanction formelle du droit régalien, la confection d'un nouveau code des mines dont il soit la base, la considération des mines sous leur véritable point de vue, c'est-à-dire comme une source précieuse et délicate de richesse publique dont on doit prolonger la durée, et non comme un moyen de revenus immédiats considérables pour le fisc, la force et les moyens donnés à l'administration des mines pour exercer, non pas une surveillance éloignée, mais une direction immédiate sur toutes les exploitations, l'instruction répandue dans toutes les classes d'hommes qui s'occupent de mines, enfin l'administration et l'exploitation par le gouvernement lui-même et pour son propre compte de grands et nombreux établissements, paraissent être les moyens principaux de porter la France, sous le point de vue de l'industrie et de la richesse minérale, à l'état florissant auquel elle semble destinée par la nature. Chacun de ces points paraît déjà avoir été senti par S. M. l'Empereur ...

L'ingénieur Bonnard préjugeait mal le sentiment impérial. Napoléon, au contraire, s'opposa vivement à l'exploitation par l'Etat[1] : il assignait comme rôle à l'Etat de faire, pour la mise en exploitation, les frais que les initiatives privées seraient hors d'état de supporter; mais, loin de concentrer dans les mains de l'Etat la propriété et l'exploitation du sous-sol, il voulait, au contraire, comme la Révolution avait réparti la propriété foncière, permettre au plus grand nombre l'accession à la propriété minière.

L'ancien régime avait contrarié le développement des mines par l'octroi de concessions trop vastes, portant parfois sur des provinces entières; la loi du 28 juillet 1791 avait redressé un peu l'abus en fixant à 6 lieues carrées, 120 kilomètres, le maximum d'étendue des concessions, maximum trop fort, car chacun cherchait à l'obtenir et il en résultait une exploitation superficielle[2]. Napoléon pensa qu'en morcelant les concessions, on développerait l'extraction : le bassin de la Sarre fut le premier champ d'application de cette vue. Un décret du 13 septembre 1808 disposa que les houillères de la Sarre seraient partagées en 60 arrondissements de concessions. Le ministre de l'intérieur Monta-

[1] *Arch. Nat.*, F[4] 1077. Rapport de Chastellux.
[2] *Arch. Nat.*, F[14] 1073, rapport Duhamel.

livet signalait les motifs de cette décision « dans le but de « prévenir à jamais le monopole sur les houilles extraites des « mines de la Sarre, de faire baisser, autant que possible, le prix « de ce combustible précieux, d'en multiplier l'emploi, d'offrir à un « grand nombre de particuliers, même dans la classe non fortunée, « la faculté de prendre part à la propriété souterraine et de favoriser « l'agriculture, le commerce et l'industrie, non seulement de la « région de Sarrebruck, mais encore des nombreuses contrées « dans lesquelles ce pays peut envoyer le produit de ses mines [1]. »

Cette mesure fut accueillie avec le plus grand enthousiasme par ces populations qui recueillaient ainsi le plus grand bienfait de cette Révolution, qui les avait amenés à la France. Le 14 janvier 1 809, le conseil général du département de la Sarre se faisait en ces termes l'interprète de la reconnaissance publique [2] :

Le Conseil général supplie Son Excellence de mettre aux pieds de Sa Majesté les expressions respectueuses de la gratitude dont tous ses membres ont été pénétrés à la lecture du décret impérial du 13 septembre dernier, qui prescrit la division en 60 arrondissements de concessions au moins des terrains houillers du département de la Sarre. Une mesure aussi libérale était digne du grand cœur de notre Monarque qui préfère le bien-être de ses fidèles sujets à un avantage transitoire, et qui sait établir la richesse du trésor public sur la base la plus certaine, sur celle de la prospérité de son peuple.

De temps immémorial l'extraction de la houille était limitée, malgré l'inépuisable richesse des mines que renferme l'arrondissement de Sarrebruck : il est vrai que l'ancien gouvernement, pour ne pas trop faire peser sur ses sujets les inconvénients de la défense d'exploiter, leur accordait la houille aux prix modique de 3 et 4 kreutzers (9 et 12 centimes) par quintal. Mais cette faveur avait cessé pour les communes usagères depuis le bail passé en thermidor an V à la Compagnie Equer et, malgré les besoins toujours croissants de ce combustible, son prix augmentait de jour en jour. Il était réservé à Sa Majesté Impériale de voir d'un coup d'œil qu'en favorisant l'extraction et en établissant la concurrence pour la vente des houilles, cette mesure donnerait un nouvel essor à l'industrie des habitants, non seulement de l'arrondissement de Sarrebruck, mais de tous les départements voisins, dans lesquels les houilles peuvent être transportées facilement par la navigation sur la Sarre, la Moselle et le Rhin : l'accroissement donné à l'industrie fera rentrer au quintuple le déficit résultant de la concession des houillères, et Sa Majesté aura la satisfaction d'avoir augmenté les revenus du trésor public en assignant de nouvelles sources de prospérité à ses sujets.

Avant de concéder ce sous-sol et pour le pouvoir exploiter, il fallait le reconnaître et, sur ce point, tout était à faire; on était devant une terre inconnue et presque intacte. Une explo-

[1] *Arch. Nat.*, F[14] 1077.
[2] *Arch. Nat.*, F[14] 1077.

ration, une prospection méthodiques du bassin étaient nécessaires, recherches longues, dispendieuses, au-dessus des moyens de simples particuliers. Napoléon décida que cet important travail serait fait par l'Etat, et la tâche en fut confiée aux ingénieurs de l'école de Geislautern Beaunier et Calmelet, sous la direction de l'ingénieur en chef Duhamel[1].

Ces ingénieurs s'en acquittèrent avec zèle et succès. En trois ans ils explorèrent minutieusement les 367 kilomètres carrés du bassin, nivelant avec soin le cours de la Sarre dans toute son étendue à travers le terrain minier, et le cours de toutes les vallées et des vallons latéraux. Tous les travaux des mines en activité, tous les indices ou affleurements reconnus des couches non exploitées furent liés à cet ensemble d'opérations, et leur élévation déterminée par rapport à des points de repère, de hauteur connue, laissés dans les diverses vallées.

Les résultats graphiques de ce travail furent consignés dans un atlas de soixante-six cartes et les cotes de nivellement inscrites dans un registre divisé en autant de séries que le terrain houiller offrait de vallées. Ce document inestimable, véritable vade-mecum de l'exploitation, fut pris en 1815 par le gouvernement prussien, dans des circonstances que nous exposerons, et c'est d'après lui que furent mises en exploitation les mines fiscales prussiennes.

Le ministre de l'intérieur, Montalivet, signalait, en 1812, l'extrême importance de ce travail[2] :

[1] Déjà en 1806 et en 1807, l'ingénieur Duhamel avait relevé la carte du pays de Sarrebruck en vue d'y constituer 16 arrondissements de concessions. (*Arch. nat.* F[14] 1077).

[2] *Arch. nat.*, F[14] 1077.

Dans notre prochain article, sera apportée la preuve de la remise officielle en 1816 de ce nivellement aux autorités prussiennes; l'administration des travaux publics, depuis lors, la soupçonnait seulement. En 1852, l'ingénieur Jacquot, chargé par le gouvernement français de refaire dans ce bassin le travail des ingénieurs Beaunier et Calmelet, écrivait à ce propos : « Malheureusement on n'a retrouvé, dans les archives du ministère des travaux publics, que quelques pièces sans suite de ce grand travail, qui paraît avoir été remis à l'administration prussienne lors de sa prise de possession du bassin de Sarrebruck. »

Les recherches occasionnées par cette étude nous ont fait retrouver, aux Archives nationales, en F[14] 1077, la table des matières de cet atlas : elle indique la liste des arrondissements de concessions de la Sarre; les plans, coupes et travaux à exécuter dans les mines en exploitation et le tableau des principaux résultats sur la division du terrain houiller de la Sarre.

L'importance de ce document impose la publication de la liste des arrondissements de concessions de la Sarre :

« Concessions : 1. D'Uhrexweiler. — 2. Humimelwald. — 3. Huttigsweiler. — 4. Lahbach. — 5. Reisweiler. — 6. Wiesbach. — 7. Uchtel-

Il suit de cet ensemble d'opérations qu'on connaît avec précision la hauteur de chaque indice et de chaque galerie aujourd'hui existante au-dessus des vallées environnantes, comme au-dessus du point le plus bas de la contrée, et qu'en combinant cette donnée avec celles que fournissent la direction et l'inclinaison des couches de houille, on peut déterminer facilement, pour chacune d'elles, les points les plus avantageux au percement des galeries propres à l'assécher, tracer tous les écoulements naturels que la forme du sol comporte, tant pour les exploitations qui existent déjà que pour celles à venir. *Ce travail géographique est l'opération de ce genre la plus considérable qui ait encore été exécutée en France et peut-être dans plusieurs contrées d'Europe.* Le directeur général des mines a fait examiner par le conseil général les cartes, registres et mémoires envoyés par les ingénieurs, et sur l'avis unanime de ce conseil il me les a présentés comme dignes d'éloges et faisant honneur à leurs auteurs.

L'Etat français avait ainsi fait exécuter toutes les recherches et tout le travail de prospection de ce bassin houiller de la Sarre, déchargeant les exploitants éventuels de cette lourde et aléatoire obligation. Napoléon tint à se rendre compte personnellement de l'œuvre de ses ingénieurs, qu'il suivait avec un particulier intérêt. En mars 1812, passant par Sarrebruck pour rejoindre son armée en Russie, il convoqua ses ingénieurs à l'hôtel du Rhin [1], se fit montrer les plans exécutés, discuta sur la façon dont il conviendrait d'exploiter le bassin par entreprises fiscales ou concessions

fangen. — 8. Illingen. — 9. Landsweiler. — 10. Kohlwald. — 11. Wiebelskirchen. — 12. Le Blies. — 13. Wellesweiler. — 14. Kirschhof. — 15. Holz. — 16. Walschin. — 17. La Kohlbach. — 18. Erkershoe. — 19. Grubenwald. — 20. Sinnerbach. — 21. Weilersbach. — 22. Neunkirchen. — 23. Walpershofen. — 24. Bitschied. — 25. Guichenbach. — 26. Netzbach. — 27. Gumbert. — 28. Le Laasbach. — 29. Huhnherfelderhof. — 30. Sanwasen. — 31. Seitersgraben. — 32. Ruhbach. — 33. Waldbach. — 34. Griesborn. — 35. Schwalbach. — 36. Knaufholz. — 37. Rittenhofen. — 38. Engelfangen. — 39. Jaegerkreutz. — 40. Neuhaus. — 41. Wolfsgarten. — 42. Lahirschbach. — 43. Kreutzgraben. — 44. Doutweiler. — 45. Soulzbach. — 46. Saint-Imbert. — 47. Boux. — 48. Hostenbach. — 49. Bauernwald. — 50. Grosswald. — 51. Pfaffenkopf. — 52. La Steinbach. — 53. Jaegersfreud. — 54. Katzenheck. — 55. Vœlkingen. — 56. Dickenberg. 57. Bourbach. — 58. Raschpfuhl. — 59. La Rushutte. — 60. Hombourg. — 61. Geislautern. — 62. Fursteinhausen. — 63. Clarenthal. — 64. Gerschweiler.

« Plan et coupe et travaux à exécuter des mines actuellement exploitées de Doutweiler. — Soulzbach. — Saint-Imbert. — Schwalbach. — Gerschweiler — Geislautern. — Walschied. — Grosswald. — Bauernwald. — Wellesweiler. — Kohlwald. — Rushutte. — Raschpfuhl. — Friedrichsthal. — Illingen. — Mergweiler. — Quierschied. — Jaegersfreud. »

[1] M. C. Cavallier, le distingué maître de forges de Pont-à-Mousson, de qui je tiens cette indication, ajoute qu'il y a quelques années, à cet hôtel du Rhin (Rheinischer-Hof) de Sarrebruck, on montrait la pièce où Napoléon avait séjourné et le guéridon sur lequel avaient été étendus les plans du nivellement du bassin de la Sarre.

privées et pressa son administration de faire aboutir cette affaire, qui pouvait et devait être pour le budget une source de recettes abondante.

Ses ordres furent reçus et suivis avec diligence : le Conseil d'Etat et le conseil des mines se mirent aussitôt à l'étude et, en mai 1812, le « rapport et le projet de décret relatifs à la division des mines de houille du bassin de la Sarre » étaient prêts pour la signature impériale.

Ce projet s'éloigne des intentions marquées par Napoléon en 1808 sur la liberté de l'exploitation ; il semble bien que les difficultés financières que traversait en ce moment l'Empire aient fait prévaloir le point de vue fiscal. C'était, en effet, l'application au bassin de la Sarre du mode de concession par actions des mines d'Essen, idée chère au corps des mines et à Héron de Villefosse, lequel dut être l'inspirateur et peut-être même le rédacteur de l'exposé des motifs.

Le système des mines du pays d'Essen y est décrit avec la plus évidente sympathie :

On y voit (à Essen) un grand nombre de concessions contiguës, bornées chacune à un petit espace superficiel et cependant peu de terrain bouleversé par les ouvrages au jour ; de vastes travaux intérieurs occupent un nombre considérable d'ouvriers, travaux coordonnés entre eux, exécutés avec la même régularité que si le tout formait une seule exploitation, et cependant ce produit de chaque mine y est partagé entre plus de cent actionnaires, véritables propriétaires, qui disposent à leur gré du domaine utile de leur action. Les officiers des mines du Gouvernement dirigent le tout, tant pour le compte du souverain que pour celui des actionnaires et le dirigent invariablement suivant les règles de l'art. Chaque actionnaire d'une mine en gain reçoit, avec exactitude, tous les trimestres, la portion du bénéfice qui lui revient, après qu'on a fait face aux dépenses de l'exploitation et que, par des retenues modiques et sagement ménagées, on s'est préparé des ressources pour le cas d'accidents imprévus et des moyens de secours pour les mineurs infirmes, leurs veuves ou leurs enfants orphelins. Pour les mines en perte, au contraire, chaque actionnaire, conservant l'espérance d'un bénéfice prochain, fournit avec constance un modique appel de fonds qui lui est fait tous les trois mois et qui ne peut déranger sa fortune. Le Gouvernement consacre une portion du produit de ses droits ainsi que des sommes mises en réserve sur les bénéfices des mines en gain à soutenir, par des prêts aux différentes compagnies, les mines en perte qui peuvent redevenir productives et dont l'activité est toujours une source de richesse pour l'Etat. Le souverain ne retire donc un produit pécuniaire de l'ensemble que lorsque cet ensemble prospère tandis que le sort de chaque action dépend de la seule mine à laquelle il est attaché. Les chances de l'actionnaire varient entre une perte modique et un gain raisonnable ; mais les chances de perte sont affaiblies autant que possible par la sagesse du mode d'administration et d'exploitation : de sorte que les mines, indépendamment des moyens de travail et d'aisance qu'elles procurent à la nombreuse population journel-

lement occupée à les exploiter, entretiennent encore, au profit de l'industrie, du commerce et du fisc, une circulation intérieure et des exportations au dehors qui ne tarissent jamais...

Le directeur général des mines, continue le rapport, ainsi que tout le corps des mines, paraît persuadé qu'il est facile d'appliquer ce mode de concession par actions aux mines de la Sarre et qu'il y produirait les plus heureux résultats [1].

L'idée maîtresse du projet est que les mines de la Sarre sont propriété nationale et que l'Etat qui a fait les travaux de premier établissement a droit à récompense et doit être intéressé dans leur exploitation.

Le décret divise donc le bassin en 64 arrondissements de concessions et 7 réserves de moindre étendue. Les concessions de Neunkirchen, Rittenhofen, Sulzbach et Gerschweiler seront exploitées pour le compte du gouvernement par l'administration des mines; celles de Dutweiler et Geislautern affectées au service de l'Ecole des mines de Geislautern; celles de Schwalbach, Bauernwald, Grosswald, Furstenhausen et Clarenthal aux salines de l'Est; les 7 réserves aux verreries de Mergweiler, Quierschied, Friedrichstahl, Marianenthal, Gerschweiler et aux aluneries de Rothwell et Dutweiler.

Sur les arrondissements qui restent à concéder, 18 le seront immédiatement [2], les autres seront préparés successivement à l'exploitation par des travaux préliminaires exécutés par l'administration des mines.

Sur le produit des mines qu'il affecte aux établissements industriels, « le gouvernement, en aliénant sa propriété, se réserve, pour indemnité des travaux qu'il a exécutés et du revenu qu'il abandonne, une redevance spéciale égale à la moitié du produit net des exploitations » : à cet effet « tout concessionnaire ou titulaire de réserve sera tenu d'avoir deux registres, cotés et paraphés par le sous-préfet, où seront inscrites journellement toutes les dépenses de son exploitation, les quantités de houilles extraites et vendues ainsi que le prix de la vente, et ces registres seront visés et vérifiés tous les mois par l'administration. » C'est, en somme, l'exploitation à bénéfices partagés par l'Etat, apporteur du capital social.

[1] *Arch. Nat*, F^{14} 1077. —Ce dossier, très riche, comprend également tous les rapports du Conseil d'Etat et du Conseil des Mines.

[2] Voici les noms de ces 18 concessions, *toutes prêtes à être exploitées*, grâce au travail des ingénieurs français : Uhrexweiler, Himmelswald, Wiesbach, Illingen, Kohlwald, Wellesweiler, Walschied, Weitersbach, Sauwasen, Seitersgraben, Ruhbach, Waldbach, Griesborn, Kreutzgraben, Pfaffenkopf, Jaegersfreud, Raschpfuhlt, la Rushutte.

Pour les autres concessions, la propriété est divisée en 100 actions, dont le gouvernement se réserve 40 : les 60 autres seront réparties par moitié entre les habitants du pays et des particuliers et le prix réglé « de manière que la somme de ces prix représente la valeur réelle de dix actions seulement, estimée d'après le bénéfice présumé de chaque arrondissement et tel qu'il a été calculé par les ingénieurs des mines ». Les actionnaires disposeront à leur gré des houilles extraites et se partageront les bénéfices ou les charges de l'exploitation. La direction des travaux appartient au gouvernement. Le comptable (verwalter) de chaque concession recevra, chaque jour, du maître mineur les quantités de houille extraites et lui en donnera reçu; ces reçus seront remis chaque semaine par le maître mineur à l'administration. L'Etat pour ses 40 actions n'aura part qu'aux bénéfices et non aux appels de fonds. Sur le produit des mines, il sera opéré un prélèvement proportionnel au produit brut de l'exploitation pour établir deux caisses de secours, l'une, caisse des exploitants (bergbaucasse), destinée à faire face aux accidents et à fournir des secours aux mines en perte; l'autre, caisse des mineurs (knappschaftscasse), destinée à assurer aux ouvriers des secours de maladie et des pensions en cas de retraite forcée, comme aussi des moyens de subsister aux veuves et aux orphelins.

Ce projet de décret resta-t-il à l'état de projet? fut-il suivi et corroboré par la signature impériale? il ne nous a pas été donné de le savoir.

En résumé, les résultats de l'administration napoléonienne pour ce bassin de la Sarre furent les suivants.

L'extraction de la houille, de 550 456 quintaux en l'an III, au moment de la prise de possession des mines du comte de Nassau, était montée à 1 500 000 quintaux pour le seul département de la Sarre[1]. Au lieu de 13 concessions en activité, il y en avait 18; 18 autres étaient prêtes à être mises immédiatement en exploitation, 33 repérées et prospectées : tout le bassin avait été méthodiquement et scientifiquement exploré et organisé.

Fernand Engerand,
Député du Calvados.

La suite prochainement.

[1] Héron de Villefosse, *De la richesse minérale* (Paris, 1819). — A la même date (1810 environ), la production houillère du département de la Roër était de 4 millions de quintaux; celui du Nord (avec Anzin) faisait 6 millions.

SILHOUETTES DE GUERRE

LE GÉNÉRAL CADORNA

Il y a dix mois, au début de la guerre, la situation militaire de l'Italie vis-à-vis de l'Autriche n'était pas très différente de celle du mois de juin 1907, lorsqu'un député de la frontière, M. Rota, en parla à Montecitorio, dans un discours qui fit sensation :

La préparation militaire que l'Autriche est en train d'accomplir sur notre frontière avec des soins minutieux et inlassables — disait M. Rota — lui assure une supériorité si manifeste que, dans le cas d'un conflit, nos troupes se trouveraient dans une situation bien difficile.

Un délai de 24 heures suffirait à l'empire voisin pour transporter sur la ligne de notre frontière plus de 100 000 hommes : son système de mobilisation le permet parfaitement.

Le ministère de la guerre autrichien a très bien travaillé : le gouvernement *allié* a fait son devoir. Nous, qui nous sommes bornés jusqu'à présent tout simplement à l'admirer, nous devrions commencer par l'imiter. Il est malheureusement trop vrai que, jusqu'à présent, on n'a rien fait. Depuis la mort du général Pianell, nous avons presque oublié que nous avions une frontière orientale; les forts sont en nombre insuffisant et armés selon des méthodes anciennes; les lignes de chemins de fer sont insuffisantes elles aussi; les garnisons, très réduites.

Dans la province d'Udine, la plus grande de la Vénétie, placée à l'extrême frontière, il y a quatre escadrons de cavalerie et trois bataillons d'infanterie et, pendant l'été seulement, un bataillon d'alpins. C'est tout. Et nous avons là-bas une partie de notre frontière qui traverse la plaine et qui est délimitée d'une façon bizarre, à travers les champs, par des poteaux.

L'Isonzo se trouve dans le territoire autrichien... Et c'est de ce côté-là, c'est par cette porte grande ouverte, que les barbares et les envahisseurs sont descendus plusieurs fois chez nous. La troisième Italie n'a pas su, jusqu'à présent, faire autre chose qu'enlever à Udine le siège du district militaire pour le transporter à Sacile. Si un conflit éclate, toute une noble

province est condamnée à être abandonnée sans remède, quelle que soit la répercussion morale que cet abandon puisse avoir sur l'esprit du pays.

Tel était l'état des choses en 1907, tel il était à peu près au milieu de 1914. Une préparation fébrile de neuf mois de travail intense a permis à l'Italie de réparer tout un passé d'oubli. La guerre à l'Autriche déclarée, une muraille de poitrines s'est avancée du côté du Trentin, du côté du Frioul et de la Carnie. La menace de l'offensive autrichienne a été en 24 heures éventée; et la porte ouverte entre Udine et la mer, par laquelle les bataillons de la double monarchie — selon le plan du général Conrad von Hoetzendorf — devaient se précipiter, a été solidement barrée par une armée, outillée de tous points, très bien encadrée, et ayant derrière elle pour la soutenir une artillerie qui avait tiré parti, pour ses nouvelles épreuves, de tous les enseignements fournis par les batailles de la guerre gigantesque dont l'Europe est le théâtre.

*
* *

Le général Cadorna est un modeste; simple de formes, sobre de mots, austère et poli à la fois. Il a le regard ferme de celui qui voit et suit de loin un grand projet et qui, cependant, ne se laisse pas distraire des détails. Il est adoré par ceux qui l'approchent. On devine en lui, dès le premier abord, dans ses gestes et dans sa démarche, une volonté décidée, servie par la vigueur du corps.

Ses soixante ans n'ont pas encore blanchi ses cheveux et n'ont nullement fait fléchir sa taille. Rien en lui du masque conventionnel et traditionnel du général de parade; il n'a ni les lignes, ni l'expression de dureté qui passaient autrefois comme indispensables pour le génie du commandement. Cela ne l'a pas empêché de montrer, dans des cas difficiles, toute la ténacité nécessaire. Cette ténacité, il l'a déployée, surtout, pour permettre aux armées italiennes de passer de l'état de chaos, dans lequel il les avait trouvées, à celui dans lequel nous les avons vues aborder leurs tâches [1].

[1] On ne sait pas assez, en France, que la mobilisation de l'armée italienne a été faite silencieusement d'après une nouvelle méthode : l'appel des hommes a eu lieu par des billets individuels, l'état-major s'étant réservé la convocation non pas de l'ensemble d'une classe, mais des éléments qui, dans chaque catégorie, lui apparaissaient comme pouvant faire partie d'une armée de choix, capable de donner par son élan l'exemple à ceux qui suivraient. Ce fut une armée d'élite que celle qui put ainsi se ranger le premier jour le long des Alpes Orientales et dans le bassin de l'Isonzo.

Lorsque, au mois d'avril, dans une entrevue décisive, à la veille de prendre des engagements diplomatiques d'une importance capitale, M. Salandra demanda au chef de l'état-major son avis suprême, il reçut cette réponse : « Fixez votre date... »

La date fut arrêtée. Elle fut, peut-être, même enregistrée dans un protocole diplomatique. Le général Cadorna avait promis : il fut exact au rendez-vous.

Il est le fils d'une famille de soldats, sortis de cette terre du Piémont, qui a précédé toutes les autres de la péninsule dans le culte des armes. C'est dans le Piémont, en effet, qu'Emmanuel-Philibert, brisant la tradition des armées de métier, institua les douze premiers régiments provinciaux qui permirent au royaume de Savoie de s'enorgueillir, le premier en Italie, du titre de puissance militaire. L'armée piémontaise, qui montra pour ses débuts, vingt ans après sa constitution, sa bravoure au delà des limites étroites de l'Etat d'où elle était originaire, et qui sut faire peser sa valeur dans la balance, tour à tour en faveur de l'Autriche et en faveur du roi de France, et qui a dans ses annales des pages glorieuses, comme celles de Ceresole, Staffarda, Bassignana, Madonna-dell'Olmo, a bien mérité les éloges que lui décerna Napoléon.

Tout le secret de la fortune de la maison de Savoie et de l'ascension de ses princes du rôle de chefs d'un petit Etat à celui de souverains de l'Italie unifiée se trouve dans la fidélité avec laquelle le Piémont, à travers les révolutions des pays voisins, sut garder intacte son organisation militaire.

Le mérite de l'avoir conservée doit être surtout attribué à un groupe de familles aristocratiques, chez lesquelles le rude métier des armes était devenu un devoir traditionnel[1].

Au mois de décembre encore, l'artillerie italienne était dépourvue de ses pièces essentielles de tout calibre : les magasins, vidés, lors de la guerre de Libye, n'avaient pas été remplis; la cavalerie était insuffisante. Passons sous silence les constatations qu'une commission d'enquête, nommée spécialement au mois d'octobre pour les munitions, eut à relever.

Le jour fixé, les canons Deport, perfectionnés dans certaines parties, se trouvaient à leurs places en nombre plus que suffisant : des pièces de 300 et plus les encadraient. Des masses de chevaux étaient venus, en grande partie, des prairies de l'Amérique du Sud.

Enfin, la mobilisation industrielle avait permis aux usines, qui semblaient les moins préparées à ce rôle (comme, par exemple, dans le Piémont, les grandes fabriques de chapeaux), de fournir, en abondance, des munitions.

[1] On attribue au Piémont la gloire d'avoir eu l'initiative audacieuse des guerres de l'indépendance italienne : on oublie, généralement, que cette œuvre n'aurait pu être conçue sans le travail tenace et la longue éduca-

L'une de ces familles est celle des Cadorna. Ses derniers rejetons avaient transporté leur maison à Pallanza, sur le lac Majeur, à la limite du Piémont et de la Lombardie. Pallanza est une ville qui parait allier les sentiments loyalistes des sujets de l'ancienne monarchie de Savoie aux rancunes violentes qu'inspirent encore aux Lombards les souvenirs exécrés des Croates de Radetzky.

Le grand-père du généralissime actuel s'était battu contre les armées françaises, lorsqu'à la fin du dix-huitième siècle les bataillons de la Révolution envahirent le Piémont. Fidèle à ses lois, il refusa de servir le gouvernement instauré sur les ruines du trône. Son oncle Charles, ami intime de Gioberti, partageait les idées catholiques et libérales qui caractérisent la première phase de l'activité intellectuelle du célèbre patriote. Ministre de Charles-Albert, de qui il avait reçu l'acte d'abdication le soir de la bataille de Novara, en 1849, président de la Chambre piémontaise avec le premier cabinet Cavour, Charles Cadorna se signala plus tard, lorsque l'unité de l'Italie fut constituée, par son ardeur à défendre, dans toutes les occasions, la thèse de « l'Eglise libre dans l'Etat libre ».

Le père du généralissime, le général Raphaël, avant de commander la petite armée à laquelle on confia la tâche de marcher, en 1870, sur Rome, avait été ministre de la guerre en Toscane et il avait réprimé plus tard les deux soulèvements les plus sanglants enregistrés dans l'histoire du jeune royaume, en Sicile et dans l'Emilie. On peut réserver son jugement sur l'entreprise qui l'a rendu célèbre, — entreprise politique plus que militaire, — mais on doit lui rendre cette justice que, si la prise de Rome avait été confiée à d'autres qu'à lui, l'opération ne se serait certainement pas déroulée dans les conditions où elle fut accomplie. Il s'en est expliqué dans un livre, où son souci principal a été de montrer que pas un acte, pas un geste irrespectueux, en dehors de ceux qui lui étaient strictement imposés par son rôle, ne fut exécuté à l'égard du Souverain Pontife.

Mais il avait dans son passé une autre page : en qualité de major de l'armée piémontaise, Raphaël Cadorna avait combattu à la tête de ses hommes dans la guerre de Crimée, à côté des Français ; l'on serait tenté aujourd'hui de dire qu'il y avait dans ce rapprochement, que nous montre l'histoire du père, une sorte de présage du destin du fils.

tion militaire que les princes de la maison de Savoie ont su imposer à leurs peuples en un siècle et demi de luttes, dirigées, presque complètement, vers le but d'assurer à leur Etat la frontière naturelle des Alpes du côté occidental.

Le général Luigi Cadorna est entré à dix ans au Collège militaire de Milan. Il était d'un caractère très vif, trop vif même, car les natures trop exubérantes, dans les collèges militaires, visitent souvent les cellules de rigueur. Cette vivacité de caractère s'accordait, du reste, très bien avec une grande bonne volonté pour l'étude et un grand désir de se distinguer. En 1865, à peine âgé de quinze ans, il entra à l'Académie militaire de Turin. Il n'avait pas encore dix-huit ans, lorsqu'il fut admis aux examens de lieutenant. Il sortit le premier de la grande école qui a donné à l'Italie nouvelle ses meilleurs chefs militaires. Il passa dans le corps de l'état-major, et il fréquenta, ensuite, les cours supérieurs de l'Ecole de guerre. Une grande ardeur dans l'étude marqua l'existence du jeune officier : il consacrait ses loisirs à lire des livres d'histoire et de philosophie et à étendre, au delà des limites fixées à l'érudition militaire, sa propre culture.

Sa préparation achevée, il fut attaché au commandement de la division militaire de Florence, dont son père était le chef. Le général Raphaël Cadorna était choisi peu après pour l'expédition de Rome. C'était une bonne occasion pour son fils de se familiariser un peu avec la voix du canon; mais son père ne lui permit pas de le suivre. C'était, — affirma-t-on, — pour ne pas se laisser accuser de favoritisme. C'étaient, — prétendent d'autres, — des scrupules d'une autre nature.

En 1875, Luigi Cadorna était capitaine. C'est de cette époque que date une série de monographies qu'il publia sur les différentes zones de la frontière italienne; monographies intéressantes, non seulement par les considérations militaires qui s'y trouvent, mais encore par la clarté avec laquelle il y développe les conceptions de la défensive et de l'offensive, dans les hypothèses des batailles à venir.

C'est à ce temps-là que remonte aussi une étude, publiée dans la *Rivista militare*, sur la guerre franco-allemande de 1870.

*
* *

Cette culture, large et profonde, lui inspira une ardeur de réforme, le jour où il eut la liberté de la manifester. Les anciens se souviennent de la stupeur que Cadorna provoqua parmi les chefs d'un régiment d'infanterie où il fut nommé major, en 1883. Il introduisit une véritable révolution dans l'enseignement de la tactique. Les vieilles méthodes étaient condamnées. Cadorna les abattait par des critiques qu'inspirait la plus grande modernité. Ses principes réformateurs s'appuyaient sur les enseigne-

ments des guerres passées, qu'il avait étudiées à fond. Le succès ne lui manqua pas. Les jeunes officiers du régiment s'intéressaient extraordinairement à son enseignement. Chaque fois qu'après un exercice de tactique il développait ses nouvelles conceptions, les jeunes se pressaient autour de lui pour l'écouter. Il n'y avait jamais eu dans aucun régiment une telle ardeur. Le colonel, un vieux Savoyard, attaché aux règles anciennes, bougonnait, mais il finissait par laisser faire le jeune major.

En 1886, Cadorna fut attaché au commandement d'un corps d'armée, dont le général Pianell était le chef.

Pianell, qui fut commandant militaire de la Vénétie pendant vingt-six ans, de 1867 jusqu'à 1898, est célèbre dans l'histoire récente de l'armée italienne, comme le dernier et le plus actif des chefs qui aient pourvu à la préparation de la défense de la frontière du côté de l'Autriche. C'était un général de premier ordre, sorti de l'école militaire de la Nunziatella de Naples; le meilleur, sinon le seul, des chefs véritables de cette armée des Bourbons qui, après de longs déboires, sut néanmoins clore par une page héroïque, — le siège de Gaëte, — sa propre histoire.

Ceux qui l'ont connu ont gardé le souvenir d'un caractère très difficile, raide, sévère, méfiant; il n'accordait pas volontiers sa confiance. Luigi Cadorna réussit à la gagner dès leur première entrevue. Pianell lui confia des études et des travaux de grande importance au sujet de la défense de la frontière. Il le prenait toujours avec lui dans ses excursions fréquentes sur les Alpes et il tenait compte, en toute circonstance, de ses jugements, de ses appréciations. Même, lorsqu'arriva pour Cadorna l'époque de sa promotion à l'état-major divisionnaire, le général Pianell voulut le garder près de lui, et il resta à Vérone.

Pendant six ans, de 1886 à 1892, Vérone fut le centre des plus importantes manœuvres militaires. On y envoyait de tous les points de l'Italie des jeunes divisionnaires, pour lesquels manœuvrer sous les yeux du terrible Pianell valait l'épreuve du feu.

La présence de Luigi Cadorna à côté du chef sévère en sauva beaucoup; pour tous, il se transformait en habile collaborateur.

Nommé colonel en 1892, Cadorna, qui avait alors quarante-deux ans, reçut le commandement d'un régiment de bersaglieri, le dixième, où son passage a laissé des traces assez profondes. On s'y souvient encore de la discipline inflexible qu'il y faisait régner. Elle était acceptée par tous avec joie, car elle était caractérisée par un souci constant d'être juste envers tous et de reconnaître le mérite et la bravoure, partout où ils se manifestaient. Pendant les grandes manœuvres, auxquelles le régiment participa sous sa direction,

dans les Abruzzes, il se signala par une action d'enveloppement accomplie dans des conditions qui, pour tout autre, auraient rendu ce résultat impossible.

Nommé major général, six ans plus tard, Cadorna publia un manuel de règlement, qui, pour les officiers de l'infanterie, est un modèle du genre. Il se trouvait à la tête du corps d'armée de Naples lorsque le général Saletta, chef d'état-major, ayant atteint la limite d'âge, se retira.

Le nom du général Saletta est attaché à l'une des phases les plus brillantes de la pénétration italienne en Ethiopie; mais il reste fameux, aussi, dans les annales de l'armée italienne, en raison d'un épisode fâcheux, qui indique jusqu'à quel point l'alliance avec les Empires du centre empêchait les chefs militaires de songer aux éventualités qui sont aujourd'hui une réalité.

Une dame Siemens avait réussi à acquérir sur l'esprit du chef d'état-major une grande influence. Elle était la sœur des propriétaires d'une des plus importantes entreprises de constructions électriques de l'Allemagne. Pendant longtemps, son intimité avec le général Saletta avait paru étrange, mais personne ne soupçonnait qu'elle pouvait avoir d'autre motif que ceux de la simple sympathie. Ce fut seulement lorsque, le général étant mort, Mme Siemens, son héritière universelle, prétendit s'emparer des volumineux papiers laissés par lui, ce fut seulement alors que le soupçon des moyens employés par les empires alliés pour surprendre les secrets les plus délicats de l'organisation militaire de l'Italie entra dans les esprits. Pendant longtemps, le cas de Mme Siemens fut le thème des conversations des cercles romains; il y eut une instruction judiciaire et des polémiques de journaux. Puis tout rentra dans le silence; Mme Siemens put tranquillement mener son existence entre la capitale et les stations climatériques de l'Italie.

D'autres polémiques avaient éclaté le jour de la retraite du général Saletta pour le choix de son successeur. Un conseil consultatif de généraux avait désigné, comme le plus apte à lui succéder, le général Cadorna. Ce fut un autre, le général Pollio, qu'on nomma. On jasa longtemps sur les causes qui avaient empêché le fils du chef de l'expédition de Rome d'être mis à la tête de l'armée italienne. Ces causes étaient, dit-on, différentes de celles que le commun des mortels aurait pu supposer.

On parla d'influence maçonnique. La maçonnerie tentait justement, à ce moment-là, dans l'armée italienne, une œuvre de pénétration qui lui avait réussi dans d'autres pays. Le général Pollio, qui était, par ailleurs, un tacticien de valeur et un écrivain apprécié (on lui doit une monographie originale sur la bataille de

Waterloo), se défendit publiquement d'appartenir à la maçonnerie, ainsi que le firent d'autres parmi ses collègues, objets du même soupçon. Le général Cadorna resta en dehors de ces polémiques; il continua à suivre son chemin et lorsque, en 1910, il fut nommé commandant du corps d'armée de Gênes, son premier geste fut de se rendre chez le général Pollio pour le remercier et pour lui offrir, avec un absolu désintéressement, sa collaboration.

L'année suivante, aux grandes manœuvres de l'armée italienne, il était à la tête d'une des deux armées d'opérations. Le thème qui lui fut offert ne manque pas d'intérêt et mérite d'être connu aujourd'hui. Il s'agissait de résoudre une situation stratégique extrêmement difficile et qui avait été compliquée par un ordre arrivé trop tard. Des circonstances malheureuses étaient survenues, mettant le parti, dont le général Cadorna avait le commandement, dans un état d'infériorité. Il avait à sa disposition un corps d'armée en formation, loin du terrain principal. Il fallait rejoindre ce corps pour se lancer, avec des renforts, à l'attaque.

Pour le public qui ne connaissait pas l'existence de ce corps de réserve, la retraite signifiait une défaite. Mais le général Cadorna ne se laissa pas arrêter par cette crainte de jugement hâtif. Il accomplit sa retraite qui fut aussitôt jugée publiquement comme un échec, mais qui, à la reprise de l'offensive, se révéla comme l'opération la plus importante de ces manœuvres.

Plus tard, la nouvelle d'une démission probable du général Cadorna se répandit. C'était à cause d'un conflit, éclaté entre lui et le ministère de la guerre. Des réformes, qu'il avait rêvées, étaient rendues impossibles par un refus de crédits. La menace de sa retraite lui permit d'obtenir gain de cause.

De toute sa carrière, la période sur laquelle reviennent en ce moment le plus volontiers ceux qui le connaissent, c'est l'époque qu'il a passée à côté du général Pianell à Vérone. Ce fut alors qu'il put connaître et étudier, pas à pas, tous les coins de la frontière autrichienne. Et lorsque la préparation de la campagne actuelle a commencé, dans les conseils de généraux, chargés d'en établir les lignes définitives, il a étonné ses interlocuteurs par la promptitude avec laquelle il indiquait les différentes positions créées ou à créer, énumérant avec une sûreté impeccable les difficultés et les avantages naturels du moindre passage. Cette promptitude d'esprit est aidée par une mémoire prodigieuse. Un jour, à Rome, on discutait, dans un conseil des ministres, la question délicate de la défense du port de Gênes. Le général Cadorna fut prié de prendre part à la réunion. M. Giolitti présidait : l'ex-président rappelait récemment la stupéfaction

qu'il éprouva, lorsqu'il entendit le général Cadorna citer des détails et des chiffres sur le port sans le moindre secours de notes et exposer la question avec une telle clarté qu'il la rendit accessible même à ceux des ministres les plus étrangers aux choses militaires. La question de la défense de Gênes, qui traînait depuis des années, put être résolue en deux heures.

Un des premiers jours de la mobilisation, le général Cadorna passait en automobile tout près d'une gare de chemins de fer. Un train militaire, un long train chargé de matériel, arrivait en sens opposé. Il y jeta un regard, il lut le numéro inscrit sur le wagon et il fit arrêter son automobile. Ce numéro lui avait suffi pour reconnaître et identifier le matériel, dont le train était chargé et pour s'apercevoir qu'il avait été, par erreur, acheminé dans cette direction. Il y avait, ce jour-là, des centaines de trains qui couraient dans toutes les directions, mais le général Cadorna ne s'était pas trompé. Il pénétra dans la gare, fit procéder à une vérification et, peu après, le train repartait dans la direction opposée.

*
* *

La doctrine du général Cadorna se trouve résumée dans l'ouvrage *Attacco frontale e ammaestramento tattico*, dans lequel il a réuni les « Règles pour l'emploi des grandes unités et règles pour les combattants ».

L'ouvrage a été réimprimé au mois de février 1915, mais son auteur l'avait dicté en 1898. Le petit volume, au titre doré, relié en toile couleur pourpre, se trouve aujourd'hui dans les mains de tous les officiers sur le front italien. Son auteur y a mis comme préface les paroles suivantes : « Je désire fermement que le contenu de ce manuel soit assimilé rapidement et mis en œuvre par tous les officiers. » Nous ne pouvons ici donner une analyse de l'ouvrage. Il n'est pas inutile cependant de reproduire ici les idées fondamentales formulées par son auteur et développées dans le volume :

Il n'est pas possible, dit le général Cadorna, d'obtenir un vrai succès dans la guerre si on n'associe pas la ferme discipline des cœurs avec la discipline bien harmonisée des intelligences. La première rend la masse docile et obéissante dans les mains des chefs; la seconde rend ces chefs capables de guider l'action avec l'unité de vues et avec les méthodes indispensables pour atteindre les résultats utiles.

Insistant, d'autre part, sur l'importance d'une doctrine de tactique pour les chefs italiens, l'auteur écrit :

Puisqu'il est établi dans l'ordre naturel que les choses les plus simples ne réussissent pas à triompher de certaines habitudes, ni à être assimilées vite et complètement sans une volonté ferme, agissant de haut et incitant avec constance à les adopter dans tous les degrés de la hiérarchie, je rends responsables tous les commandants de l'application constante et intelligente du contenu de cette brochure.

Elle doit devenir le plus tôt possible le patrimoine intellectuel commun à tous nos cadres; toutes les manœuvres devront être développées, dès aujourd'hui, selon les préceptes qui sont contenus dans ce manuel; et tout ce que les différents règlements de tactique peuvent contenir en opposition avec ce qui se trouve indiqué dans ce manuel doit être considéré comme abrogé.

Les officiers commandants, à tous les degrés, doivent inspirer à leurs subordonnés le plus vif intérêt et la plus grande énergie d'exécution. Je m'assurerai moi-même personnellement que tout se fasse selon les règles que j'ai indiquées.

Une note, que le général Cadorna a dictée en février 1915 et à laquelle la forme prise dès ses débuts par la guerre en Italie donne aujourd'hui une valeur particulière, termine les instructions du généralissime. Il y prescrit les règles à suivre pour l'attaque contre des positions fortifiées : celles contre lesquelles nos alliés se heurtent, en ce moment même, sur la route de Goritz et de Trieste.

L'attaque contre les positions « préparées », dit en substance le général Cadorna, doit se dérouler dans ses lignes générales comme le « combat de rencontre », mais avec plus de lenteur. Cette lenteur sera proportionnée à l'importance de la force de résistance que la position présente, soit par sa valeur naturelle, soit par son organisation de défense. Il faut donc procéder d'une façon systématique, avec méthode et sans impatience. Une attaque peut durer plusieurs jours. Une attaque de front, si elle est dirigée et menée selon les règles qui ont été ici établies, présente toutes les probabilités d'aboutir, comme pour le passé, à une issue heureuse.

Les troupes devront éviter, par tous les moyens, de se découvrir. Partout où le terrain et sa couverture n'offrent pas un abri suffisant, on avancera la nuit. Là où l'avance est possible, elle devra être protégée par des travaux de sape : il faudra préparer, entre une position et l'autre, des couloirs couverts. Et chaque position devra être consolidée par des tranchées.

Et il conclut en affirmant que les moyens pour obtenir la victoire sont au nombre de deux : la supériorité du feu de l'artillerie et la marche en avant irrésistible, à savoir l'attaque à la baïonnette. Ainsi, dans ces lignes, tous les enseignements de la guerre européenne étaient proposés nets et précis comme un ordre aux chefs et aux soldats de l'armée qui devait bientôt venir joindre ses énergies à celles qui combattent le bon combat pour la justice et pour la liberté de l'Europe.

Le plus ancien des journaux militaires d'Italie, l'*Esercito Italiano*, publiait récemment une circulaire que le général Cadorna avait adressée, à la veille de l'entrée en campagne, aux commandants de l'armée. Le généralissime s'y applique à tirer le plus grand rendement de l'initiative individuelle, sans l'exposer à des dangers. Il écrit : « Dans la manœuvre, seule la liberté d'action, qui se développe dans la limite des ordres supérieurs, en les secondant, est utile. Dépasser ces ordres-là, c'est désobéir, et l'obéissance, — qui est la base ferme de la discipline militaire, — ne tolère pas de restrictions ou de diminutions d'aucun genre. » Le journal, qui publiait ce document, commentait ainsi ces paroles :

Après un demi-siècle, pendant lequel nous avons entendu exalter, dans notre armée, l'initiative individuelle, ce langage peut sembler un retour au passé, un retour même dangereux, car il menace apparemment d'étouffer tout sentiment d'individualisme; mais, en réalité, il constitue un *criterium* excellent pour mettre un frein aux impulsions contraires à la discipline qui, souvent, amènent des désastres. Nous avions besoin de ce frein, car, par notre nature, nous avons la tendance à une initiative trop libre. Les commandants de l'armée, à tous les degrés de la hiérarchie, ont reçu certainement avec un grand soulagement cette affirmation vigoureuse du principe d'autorité qui n'exclut nullement l'initiative et qui ne supprime pas la responsabilité.

C'est dans le même esprit qu'aussitôt déclarée la guerre à l'Autriche, une circulaire nouvelle du généralissime fut adressée à tous les chefs des corps. L'*Esercito Italiano*, en la signalant, annonçait qu'elle avait été accueillie avec enthousiasme à tous les degrés de la hiérarchie et avec un véritable sentiment de discipline :

Elle a, ajoutait-il, donné un ciment solide à notre vigoureux organisme de guerre, qui a déjà commencé à frapper fort et bien sur toute l'étendue du front. Dans cette circulaire, le commandant suprême exprime ces instructions essentielles : il veut qu'en tout lieu et qu'en tout temps, une discipline de fer règne souverainement dans toute l'armée, car celle-ci est la condition indispensable pour atteindre la victoire que le pays attend avec confiance et que son armée doit lui donner. Aucune tolérance, jamais, pour n'importe quel motif, ne doit rester impunie; il faut la frapper avec une rigueur exemplaire, dans sa racine, quel que soit le degré et quelle que soit la situation de celui qui a toléré une manifestation quelconque contre la discipline même. Tous les officiers ont compris la parole sévère, sage et patriotique du maître.

On peut apprécier, par les citations données plus haut, les qualités littéraires du commandant suprême de l'armée italienne. Ce n'est pas un écrivain, et il ne prétend pas l'être; soit qu'il

parle, soit qu'il écrive, son style a toujours la même qualité : la concision et la précision efficace.

Ces qualités se retrouvent dans les bulletins qui nous apportent, presque tous les jours, le récit officiel des opérations de l'armée italienne.

Ainsi qu'on l'a signalé de plusieurs côtés, ces bulletins passeront à l'histoire comme des types du genre. Le style y est clair et dépouillé de toute superfluité. Pas d'adjectifs : des substantifs, qui respirent un air de réalisme et de franchise. C'est le général lui-même qui les dicte, au moins depuis le second jour de la guerre : ce n'est plus un secret pour personne que, pour alléger le travail du généralissime, on avait annexé, au commencement, au quartier général un journaliste qui est un fin lettré et qui faisait partie auparavant de la rédaction d'un grand journal romain. Celui-ci s'était cru naturellement en devoir d'orner, avec les ressources de sa plume, la synthèse des premières informations arrivées du front. Cadorna n'est pas un ami des journalistes ; pour une fois, il se montra indulgent et il accueillit, ce jour-là, la prose qui lui était soumise. Mais le soir suivant il ne put pas la digérer. Il y avait trop d'adjectifs et il changea de méthode.

Peut-être le ferment secret de tant de qualités se trouve-t-il dans l'harmonie de sa vie privée et le bonheur de son foyer [1].

[1] Le trait suivant montrera un côté charmant de son esprit :

Le 21 juin dernier, jour de la Saint-Louis, une sœur, institutrice de l'école communale de Monticello-Villa, près d'Alba (Piémont), donnait comme sujet de composition à ses élèves une lettre de souhaits au général Cadorna, dont c'était la fête. Les lettres écrites par les enfants et confiées à l'abbé Raballo, desservant la localité, furent toutes, sans corrections, envoyées au quartier général. Le général trouva le temps de les décacheter et de les lire. Il répondit personnellement à l'abbé Raballo :

« Monsieur l'abbé, J'ai remercié, par la voie des journaux, les très nombreuses et aimables personnes qui m'ont fait parvenir des vœux pour ma fête. Mais je désire adresser un remerciement particulier à vous et à la sœur Lamberti, institutrice, qui m'avez transmis des petites lettres de souhaits si jolies, écrites par les enfants et les petites filles confiées à vos soins intelligents et affectueux, dont la bonté est prouvée clairement par la noblesse des sentiments exprimés naïvement et simplement dans ces lettres. J'envoie, en échange, aux enfants, mes meilleurs souhaits. Qu'ils vivent heureux en accomplissant leurs devoirs envers Dieu, la patrie, envers leurs familles. A vous et à la sœur Lamberti je répète mes remerciements et je me déclare avec la plus vive considération,

« Votre très dévoué, Général L. Cadorna. »

Voici, d'autre part, une lettre que publiait, le 24 juin, la *Tribuna*. Elle vient du front :

« Je vous écris étant encore sous l'impression intense éprouvée il y a

Marié, en 1881, à la marquise Jeanne Balbi de Gênes, il en eut quatre enfants, dont deux filles : l'une qui est un écrivain distingué, et l'autre qui est entrée dans la vie religieuse.

Le jour où la guerre à l'Autriche a été décidée, les journaux ont enregistré un épisode charmant. Des femmes de l'aristocratie florentine frappaient à la porte du couvent des religieuses de Sainte Marie Auxiliatrice de Florence : elles demandaient à voir sœur Maria Cadorna, la fille aînée du général, qui dépense son énergie dans les œuvres de bienfaisance. Elles portaient à sœur Maria, avec les fleurs cueillies dans leurs jardins, les vœux pour le succès de l'œuvre de son père et pour la victoire de la nation.

MILES.

quelques heures. Je suis allé à la messe qu'on a célébrée aujourd'hui dans la grande église de ..... Il n'y avait là que des soldats et des officiers, l'entrée étant défendue aux civils L'église était pleine de soldats de toutes armes, ainsi que d'officiers.

« Avant la célébration de la messe, le père Semeria, le fameux prédicateur de Caldirovi, monta en chaire et il nous adressa un sermon de circonstance, dont la note prédominante était l'amour pour notre Italie, pour notre terre sacrée, qui, plus que les autres, a le droit d'invoquer la protection du Dieu des armées. Les paroles vibrantes du P. Semeria enflammèrent le cœur de tous les soldats qui, à la fin du sermon, éclatèrent en vivats retentissants. Plus que des applaudissements, ce semblait un hurlement de guerre.

« On célébra ensuite une messe très courte. Ceux qui servaient, c'étaient des soldats en uniforme. La messe achevée, la foule, de l'autel jusqu'à la porte, se rangea des deux côtés pour laisser ouvert un passage étroit, à travers lequel défila tout l'état-major. Le premier qui descendit les degrés de l'autel, ce fut Cadorna; le sous-chef d'état-major Porro le suivait à un mètre de distance; puis ce fut toute une foule de généraux et d'attachés militaires étrangers.

« Cadorna traversa lentement l'église, en fixant dans les yeux tous les soldats qui se trouvaient sur son passage. Il était pâle et son regard était fier et sévère, mais il avait des éclairs de bonté; c'était comme le regard d'un père qui se pose, orgueilleux et confiant, sur ses enfants. Lorsque l'état-major quitta l'église, l'orgue entonna avec un mouvement large et solennel l'hymne de Mameli, que les soldats reprirent en chœur. Moi aussi je le chantais. Je vous affirme que j'ai éprouvé une des plus belles joies de mon existence... »

CONSÉQUENCES DE GUERRE

L'EMPLOI EN INDUSTRIE ET EN AGRICULTURE

DES BLESSÉS ET MUTILÉS DE GUERRE

ET LA LOI SUR LES ACCIDENTS

En croisant dans les rues et les jardins publics des hommes, tout jeunes encore, presque des enfants, que la guerre a pris pleins de vitalité et qu'elle nous rend affreusement mutilés, nous éprouvons d'abord une poignante émotion.

Et d'autres pensées nous assaillent. Quel sera leur sort demain, lorsque, la paix rétablie, les émotions calmées, les préoccupations de la vie économique nationale prédomineront à nouveau?

Comment, au lendemain de la cessation des hostilités, au milieu des difficultés de tous ordres, des bouleversements profonds qui en résulteront, l'industrie et l'agriculture résoudront-elles le problème de la main-d'œuvre et combleront-elles les vides causés dans les rangs de leur personnel par les pertes de nos armées?

Et, tout naturellement, l'idée vient, pour contribuer au retour à la vie normale, de chercher à concilier les besoins de tous et de rendre à nos blessés et mutilés de guerre la place qu'ils occupaient dans nos usines et nos ateliers.

Cette solution paraît d'autant plus attrayante que nous manquions déjà, avant la guerre, de main-d'œuvre, et que, lors du rétablissement de la paix, nous serons, sans aucun doute, privés des contingents ouvriers de Belgique et d'Italie, naguère si nombreux dans nos régions industrielles du Nord et de l'Est, et que ce déficit s'ajoutera pour le même motif à celui dont le conflit européen est cause pour nous.

Industriels et agriculteurs, à la porte desquels frappent dès maintenant des blessés et des mutilés dégagés de leurs obligations militaires, sont non seulement disposés, mais très désireux de les reprendre et de leur donner les emplois qu'ils sont aptes à remplir. Mais il ne faut pas que leur embauchage soit un simple acte de solidarité, ayant la charité, la pitié ou le devoir social pour mobile, — car de tels sentiments n'ont qu'un temps, — mais qu'il résulte de causes plus profondes et permanentes; en un mot, que blessés et mutilés de guerre occupent à l'atelier ou à la ferme, dans la plus large mesure possible, leur place d'autrefois.

C'est le but vers lequel il faut tendre pour hâter le retour aux conditions normales de la production, puis son accroissement, car s'il est relativement possible de recruter, dans d'autres pays ou dans nos colonies, des manœuvres, il est loin d'en être de même pour une main-d'œuvre dont on exige une habileté professionnelle et une valeur technique qui ne sauraient s'improviser.

Les problèmes soulevés par l'introduction, dans nos usines et ateliers, de blessés et de mutilés de guerre sont multiples et l'emploi de ces hommes exigera, dans bien des cas, des adaptations et des transformations coûteuses d'outillage, des sacrifices que les industriels sont tout prêts à assumer. Ce serait leur faire injure que d'en douter et dès à présent l'on peut être assuré que des initiatives se produisent, ayant précisément pour objet de résoudre les problèmes techniques auxquels il vient d'être fait allusion.

Mais si grands que soient les efforts faits dans ce sens, ils risquent d'être vains parce que toute la question de l'emploi en industrie et en agriculture des blessés et mutilés de guerre est dominée par les conséquences de l'application de la loi du 9 avril 1898 sur la réparation des accidents du travail, qui risque de constituer un obstacle insurmontable.

C'est la situation qu'elle crée et la solution à laquelle on peut arriver qu'il importe d'étudier.

On sait que, renversant le système du Code civil, la loi de 1898 met, dans tous les cas, à la charge des employeurs la réparation des accidents survenus au cours ou à l'occasion du travail. La contre-partie du risque professionnel est la détermination forfaitaire de la réparation due à la victime d'un accident du travail : elle aboutit, au cas d'incapacité permanente et partielle, au payement d'une rente égale à la demi-différence des salaires antérieur et postérieur à l'accident. Dans le cas d'incapacité totale et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale aux 2/3 du salaire.

L'emploi des blessés et mutilés de guerre aggravera considérablement les charges incombant aux chefs d'entreprises du fait de

la loi de 1898, parce qu'il aura pour conséquence des risques nouveaux. Ils sont de natures très diverses; mais on peut néanmoins, pour la commodité de l'exposé, les classer en quatre grandes catégories :

1° Risques dus à la fréquence beaucoup plus grande des accidents : un ouvrier mutilé peut, plus aisément qu'un ouvrier valide, être victime d'un nouvel accident parce que sa force, son adresse, ses moyens de défense sont incontestablement diminués;

2° Risques dus à ce qu'un même accident aura des conséquences beaucoup plus graves pour un mutilé que pour un homme valide et provoquera, en règle générale, l'incapacité totale et permanente;

3° Risques des accidents, que l'état d'infériorité physique des blessés et mutilés peut occasionner à des tiers, qu'ils soient employés habituellement dans le même atelier ou qu'ils y soient fortuitement;

4° Risques résultant de ce que l'incapacité permanente et totale d'un blessé de guerre entraînera au payement d'une rente des 2/3 du salaire, tandis que le même accident survenu à un ouvrier valide aurait eu pour conséquence une incapacité permanente et partielle, et partant l'attribution à la victime d'une rente égale à la demi-différence des salaires antérieur et postérieur à l'accident.

De ces diverses aggravations de risques, seule la dernière peut se déterminer, sinon d'une manière absolument précise, du moins en importance relative. Envisagée isolément, elle ne paraît pas devoir être très considérable.

Il n'en est pas de même des trois autres : fréquence plus grande et aggravation des accidents. La seule chose que l'on puisse dire, c'est qu'elles seront fort importantes, encore qu'elles soient indéterminées.

C'est là une première conséquence redoutable pour les industriels, mais ce n'est pas la seule.

Il faut, en effet, tenir compte de ce que la répartition des blessés et mutilés de guerre se fera d'une manière très irrégulière entre les diverses industries : elle dépendra d'abord des pertes subies tant en tués que blessés pour chacune d'elles. Elle dépendra également de ce qu'il y a des professions, celles exécutant les travaux extérieurs du bâtiment, par exemple, dans lesquelles il ne sera pas plus possible d'occuper les blessés et mutilés de guerre qu'il ne l'était d'employer ceux du temps de paix. Enfin, dans une même profession, la répartition des victimes de guerre s'opérera souvent, pour des raisons d'ordre technique, d'une manière très différente entre les divers établissements.

La fréquence et la gravité des accidents seront évidemment en relation avec la nature des blessures et mutilations et aussi avec le genre du travail exécuté.

Dans certaines professions, les amputations d'un membre inférieur n'augmentent les risques que dans une assez faible mesure, surtout si l'ouvrier peut demeurer assis ou immobile, tandis qu'elles les accroissent très notablement s'il est appelé à se déplacer ou à manier des pièces ou des outils quelque peu pesants. Par contre, la perte d'un œil, ou des ankyloses, encore qu'elles ne réduisent que plus faiblement les facultés professionnelles de la victime, sont une grave cause de multiplication des accidents et les précautions les plus minutieuses ne peuvent qu'imparfaitement y parer.

A toutes ces inconnues, dont chacune implique un risque, impossible à évaluer actuellement, faute de données, il s'en ajoute une autre : le nombre des blessés et mutilés à employer.

Tels sont, brièvement indiqués, les éléments du problème que pose, pour l'industrie et l'agriculture, l'application de la loi sur les accidents du travail, dans le cas qui nous occupe.

Quelle que soit la modalité à laquelle recourt le chef d'entreprise pour satisfaire aux obligations que cette loi lui crée, qu'il soit son propre assureur ou qu'il se substitue l'un des organismes autorisés, il aura à résoudre un problème d'assurances impliquant des données et des solutions mathématiques.

En temps de paix, la peréquation s'obtenait par deux éléments : le salaire et le risque inhérent à la profession, tous deux susceptibles d'une évaluation exacte. Dans la situation nouvelle, seul le premier élément demeure certain. Le second sera variable, dans des proportions que l'on peut dire considérables, mais que l'on ne saurait calculer, quant à présent.

C'est donc pour l'employeur la substitution d'un risque indéterminé à un risque connu et, par suite, quant aux répercussions, l'introduction d'une incertitude. Elle est d'autant plus redoutable qu'il y aura, après la guerre, une aggravation générale de toutes les charges industrielles (coût des matières premières, main-d'œuvre, impôts, etc.) et que, d'autre part, plus que jamais, l'industrie devra s'attacher à réduire son prix de revient et pour cela à en éliminer toutes les causes d'incertitude. En d'autres termes, quel que soit le désir des chefs d'entreprises d'ouvrir largement leurs ateliers aux blessés et mutilés de guerre, ils se verraient contraints, dans l'état actuel de la législation, à les écarter et à chercher dans des directions tout à fait différentes la solution des questions multiples qui se posent.

*
* *

Des systèmes très divers peuvent être envisagés pour chercher à concilier les intérêts en présence.

L'un consiste à ajourner toute solution jusqu'au moment où les données certaines seront établies. Il admet implicitement que l'industrie et l'agriculture peuvent supporter toutes les charges résultant de l'emploi des blessés et mutilés de guerre. En dépit de l'ajournement, le problème se pose dans toute son ampleur par le fait même que des ouvriers de cette catégorie auront été embauchés et que leur emploi emporte des conséquences. C'est, en outre, dans l'espoir que l'application de la loi de 1898 ne déterminera pas les augmentations de charges que l'on prévoit, créer des situations de fait, qui ajouteront encore aux difficultés du problème.

Comment les industriels se résoudraient-ils aux modifications nécessaires de leur outillage, aux frais qu'elles entraînent, s'ils courent le risque que la réparation des accidents survenant aux blessés et mutilés de guerre constitue pour eux une charge que leur intérêt leur commande d'éviter?

Les partisans de ce système ajoutent qu'il est très probable que les Compagnies d'assurances, qui, dans la pratique, en règle générale, se substituent aux assujettis à la loi du 9 avril 1898, se borneront à relever très légèrement le taux des primes et que l'accroissement de charges sera peu sensible.

C'est, d'une part, admettre que les blessés et mutilés de guerre ne seront occupés qu'à des besognes en marge, en quelque sorte, de l'industrie, par exemple de surveillance, de gardiennage, etc., pour lesquelles leur état physique n'augmentera pas sensiblement les risques. C'est écarter tous les cas, si importants au point de vue de la vie économique, où, avec des facultés de travail réduites, ils pourront reprendre leurs occupations antérieures.

C'est, d'autre part, négliger complètement le fait que l'industrie des assurances étant mathématique au premier chef, les primes ne sont pas arbitrairement fixées, mais dépendent essentiellement de la peréquation des risques. C'est ignorer aussi que les Compagnies d'assurances ont la faculté de dénoncer les polices après chaque accident et que, dès lors, les conditions d'origine qu'elles pourront consentir ne sauraient préjuger de leurs conditions normales nouvelles qui devront tenir compte de tous les risques spéciaux dont nous avons parlé.

*
* *

Un second système consiste à modifier la loi de 1898.

Ses protagonistes estiment que la jurisprudence de la Cour de cassation, en prenant toujours le salaire pour base de la rente à allouer en cas d'incapacité totale et permanente, est en contradiction avec les intentions du législateur. Celui-ci aurait voulu accorder une réparation forfaitaire maxima, fixée aux 2/3 du salaire, tandis que la jurisprudence accorde à l'ouvrier atteint successivement d'incapacité partielle et d'incapacité totale, d'abord la moitié, *puis* les 2/3 du salaire, c'est-à-dire au total les 5/6; tandis que s'il avait été atteint d'incapacité totale du fait d'un seul accident, la rente n'aurait été que des 2/3 du salaire. Ils demandent donc qu'un amendement à la loi de 1898 décide qu'au lieu de s'ajouter à la rente du deuxième accident, la rente du premier en soit retranchée.

Il a été envisagé des modalités très diverses, dont quelques-unes extrêmement compliquées, puisqu'elles font entrer en ligne de compte, au lieu du salaire *certain* de la victime au moment de l'accident, tantôt des données difficiles à obtenir, par exemple le salaire le plus élevé que l'ouvrier a pu gagner; — tantôt un salaire virtuel, c'est-à-dire la somme du salaire effectivement touché et de la rente allouée pour le premier accident.

Ce n'est pas le lieu d'engager une controverse juridique sur les mérites comparés des deux systèmes, ni de rechercher lequel est plus conforme aux intentions du législateur de 1898. Il est des arguments de fait, assez probants, pour écarter celui dont nous nous occupons maintenant.

Sous une apparence de mesure d'ordre général, il atteindrait presque uniquement les blessés et mutilés de guerre et aboutirait à créer à leur préjudice un régime infiniment moins favorable que celui dont, avant la guerre, bénéficiaient les ouvriers civils, victimes d'accidents du travail. Cela seul suffirait à le faire écarter.

La raison de cette proposition est l'hypothèse, assez souvent vérifiée, que l'ouvrier, atteint d'incapacité partielle et permanente, ne subit pas de réduction de salaire.

Mais, alors même qu'il en serait ainsi, le maintien du salaire n'est pas une obligation pour l'employeur et, encore moins, un droit pour l'ouvrier. C'est seulement un cas d'espèces, résultant le plus fréquemment de ce que l'ouvrier blessé est affecté à une besogne différente de celle qu'il accomplissait primitivement et pour laquelle il a les mêmes facultés que ses camarades valides. Son salaire, dans les termes mêmes de la jurisprudence invariable

de la Cour de cassation, donne la mesure légale de sa valeur professionnelle.

Dès lors, le préjudice que lui cause un nouvel accident, le frappant d'incapacité totale, est le même que s'il avait été valide. La réparation qui lui est due doit donc, équitablement, être la même, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, dans son calcul, des rentes antérieures.

Dans tous les cas où, après le premier accident, la rente a été correctement évaluée par le Tribunal, l'application de la loi de 1898, telle qu'elle résulte de la jurisprudence, aboutit pour l'ouvrier atteint d'incapacité totale en plusieurs fois à une rente globale *toujours inférieure* à celle qu'il aurait obtenue si l'incapacité totale était résultée d'un accident unique.

Suivant que le premier accident a déterminé une diminution de salaire comprise entre 5 et 80 0/0 du salaire primitif, la différence au détriment de l'ouvrier, ultérieurement atteint d'incapacité totale, varie de 0,78 à 13,33 0/0 de la rente qu'il aurait obtenue si cette même incapacité totale était survenue en une fois.

Dès lors, le système de la « déduction des rentes » ne saurait être avantageux à l'industrie que pour l'emploi des seuls mutilés de guerre. Il aboutirait au résultat paradoxal de rendre plus légère pour l'industrie la charge d'incapacité totale du blessé ou mutilé de guerre que celle afférente à l'incapacité partielle que le même accident occasionnerait à un ouvrier valide[1].

Ce serait modifier l'esprit de la loi du 9 avril 1898, qui a voulu, pour éviter contestations et procès, donner à la réparation une base certaine et forfaitaire. On introduirait ainsi des éléments de discussion tels que la recherche du salaire le plus élevé obtenu par la victime et des éléments d'incertitude puisque, pour les blessés et mutilés de guerre, la déduction à opérer serait variable : les pensions de réforme tiennent compte du grade, de l'ancienneté, etc. La même blessure de guerre peut, en effet, valoir à la victime de 560 à 1200 francs, suivant qu'il s'agit d'un soldat de 2e classe ou d'un sergent.

On peut noter également qu'il y aurait contradiction entre ce système et le principe adopté par le Parlement de la réparation

[1] Admettons, à titre d'exemple, le cas d'un ouvrier ayant un salaire de 1500 francs. L'incapacité totale donne droit à une rente de 1000 francs. Si elle atteint un mutilé de guerre, soldat de 2e classe, recevant une pension de réforme de 560 francs, la charge de l'industriel serait réduite à 440 francs. La perte du bras droit pour un ouvrier civil victime du même accident lui vaudrait une rente de 525 francs, supérieure de 85 francs, soit 19 0/0 à la charge d'incapacité totale dans le cas précédent.

intégrale des dommages de guerre et l'on comprendrait mal qu'elle pût être revendiquée si, en même temps, on la contestait aux victimes les plus intéressantes : les blessés et mutilés de guerre.

Ce ne serait d'ailleurs pour l'industrie et l'agriculture qu'une solution très imparfaite, puisque, sur les quatre causes de risques nouveaux que détermine l'emploi de cette catégorie nouvelle d'ouvriers, elle ne porterait que sur la dernière, c'est-à-dire la moins importante.

Il n'est pas besoin d'insister et de signaler les problèmes d'ordre social, les conflits ouvriers que ne pourraient manquer de provoquer des mesures qui, en dehors des caractères que nous avons montrés, donneraient à l'industrie une prime pour l'emploi des mutilés de guerre, contraire à leurs intérêts, comme aussi à ceux des ouvriers valides.

*
* *

Doit-on conclure de ce qui précède qu'il n'y ait rien à faire et qu'il faille s'en remettre au temps ou aux œuvres d'initiative privée que la guerre a fait éclore, pour résoudre ces problèmes qui intéressent au plus haut point la vie même de la France?

En aucune façon : il est une manière de concilier les intérêts en présence sans imposer, ni aux chefs d'entreprises ni aux invalides de la guerre, des sacrifices trop lourds. C'est de faire participer l'Etat aux charges résultant, pour l'emploi en industrie et en agriculture des seuls blessés et mutilés de guerre, de l'application de la loi de 1898. — C'est une solution que nous croyons équitable, logique et nécessaire.

Equitable parce que c'est pour la Défense nationale, c'est-à-dire dans l'intérêt de la collectivité que nos blessés et mutilés de guerre ont été frappés et que c'est à la collectivité, c'est-à-dire à l'Etat, qu'il incombe de réparer intégralement le préjudice qu'ils ont subi. C'est beaucoup plus encore dans l'intérêt national que dans les intérêts particuliers qu'il importe que les blessés de guerre trouvent à s'employer. Il n'est pas admissible que leur présence dans les ateliers entraîne pour eux ou pour les patrons des sacrifices très importants. Ce serait aller à l'encontre du but à atteindre : la reconstitution rapide et le développement de notre industrie et de notre agriculture, qui sont les deux bases fondamentales de la prospérité économique de la France.

Cette solution est également logique et nécessaire.

Imposer à l'industrie et à l'agriculture des charges extrêmement lourdes et incertaines si elles occupent des blessés et mutilés de guerre, c'est écarter ceux-ci des emplois industriels et les réduire au chômage.

L'on a parfois une tendance à écarter les difficultés en disant que le déchet de main-d'œuvre obligera les employeurs à embaucher tous ceux qui se présenteront.

Ce n'est que partiellement vrai, car la nécessité d'accueillir blessés et mutilés de guerre ne s'imposera aux industriels que « toutes choses égales d'ailleurs », c'est-à-dire si les conditions économiques d'emploi de cette catégorie ouvrière nouvelle ne sont pas plus onéreuses que celles résultant de l'embauchage d'ouvriers valides, si difficiles qu'ils soient à recruter. En d'autres termes, il ne faut pas que le prix de revient de la main-d'œuvre des blessés et mutilés de guerre, calculé d'après les salaires, les risques spéciaux d'accidents et les charges corrélatives, ainsi que leur productivité qui, elle, est fonction de leur état physique, dépasse les mêmes frais pour des ouvriers valides.

Or c'est là un problème qu'il faut résoudre, dans chaque cas, de façon précise. Les éléments d'incertitude introduits par l'emploi, sous le régime de la loi de 1898, des blessés de guerre seraient autant de causes qui les feraient écarter et orienteraient les industriels dans d'autres directions.

Si les blessés et mutilés ne trouvent pas à s'employer, ils seront réduits au chômage. Les conséquences, aussi bien du point de vue social que du point de vue financier, en seraient redoutables pour l'Etat, car du chômage forcé et endémique de plusieurs centaines de milliers d'hommes, jeunes encore, naîtraient les plus redoutables problèmes.

La nécessité de la participation de l'Etat aux charges que la loi de 1898 imposerait à l'industrie et à l'agriculture se justifie aisément en droit : elle découle à la fois de la loi du 11 avril 1831, modifiée et complétée à diverses reprises, sur les pensions de l'armée de terre et de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Elles reposent toutes deux, en effet, sur le même principe : celui du risque professionnel et de sa réparation forfaitaire. Mais si le principe a été posé depuis longtemps pour le cas qui fait l'objet de cette étude, les conséquences logiques n'en sont point encore inscrites dans notre droit.

Qu'a voulu le législateur de 1831, comme celui de 1898? Assurer la réparation des dommages qui résultent de l'exercice d'un métier déterminé et qui, pour l'employeur, constituent un risque professionnel dont la réparation fait partie de l'ensemble des charges d'exploitation. Son but est d'accorder à la victime une compensation pour l'accident et ses conséquences. C'est dire que cette compensation doit s'étendre aux risques spéciaux inhérents à la blessure ou à la mutilation de guerre.

Cette extension aux risques spéciaux ne se trouve pas mentionnée dans la loi de 1831 et ne pouvait pas l'être. Nous avions seulement, à cette époque, une armée de métier. Les armes constituaient la carrière permanente des soldats qui, une fois libérés, n'exerçaient pas de profession industrielle. D'autre part, il n'existait aucune législation spéciale pour les accidents du travail : ils étaient régis par le droit commun (art. 1382 et 1384, C. C.).

La loi du 9 avril 1898, elle, a précisément eu pour objet d'accorder, au moyen des rentes forfaitaires, une réparation aux victimes des accidents du travail, et de couvrir le dommage actuel et ses conséquences ultérieures, notamment les risques spéciaux qu'ils font naître. Lors de son vote, l'éventualité d'une conflagration semblait si peu probable au législateur qu'il n'a pas songé aux blessés et mutilés de guerre. Et cependant les obligations militaires prolongées jusqu'à quarante-cinq, puis jusqu'à quarante-huit ans, soumettaient, aux risques professionnels de guerre, de beaucoup la plus grande partie des générations de travailleurs.

L'analogie est frappante entre le caractère de la pension de la loi de 1831 et celui de la rente de la loi de 1898. Toutes deux sont forfaitaires, toutes deux tiennent compte de la valeur professionnelle de la victime : la pension militaire, au moyen des majorations pour ancienneté, des différenciations de grades, seuls critères possibles pour le métier militaire; la rente de la loi de 1898, en se fondant sur le salaire, qui donne la mesure légale de la valeur professionnelle de l'ouvrier.

La notion du risque professionnel, commune aux deux textes, doit conduire à en faire faire l'assimilation complète au cas des blessés et mutilés de guerre. En serait-il autrement, d'ailleurs, que la loi du 9 avril 1898 se suffit à elle-même à cet égard. Il n'y a qu'à dégager, pour le voir, ses deux principes fondamentaux.

L'un est celui du risque professionnel. Il apparaît avec tant d'évidence que d'aucuns le considèrent comme étant le caractère unique de cette loi. Certaines conséquences fort importantes en découlent : telle la mise à la charge de l'employeur de la réparation de tous les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail, sans que, par un renversement du système du Code civil, la victime soit tenue de faire la preuve de la faute de son patron. La matérialité seule suffit. Aucune dérogation n'est admise à la règle, puisque même la faute inexcusable de l'ouvrier ne fait pas obstacle à ce qu'il bénéficie de la loi. Elle peut simplement influer sur le quantum de la rente.

Le corollaire de cette disposition réside dans le caractère for-

faitaire de la réparation, toujours inférieure au salaire qui sert de base à son évaluation. Et cette donnée certaine écarte les risques de contestations et de procès.

Le second principe, implicitement contenu dans la loi, est la solidarité et la continuité établies entre les employeurs successifs du même ouvrier. Elles sont indispensables pour assurer, en tout état de cause, à la victime, la réparation totale qui lui est accordée.

Ce principe, le législateur en a fait directement l'application dans le titre IV, article 24, en substituant la responsabilité de l'Etat à celle de l'employeur défaillant. Mais comme il s'agit, dans cet article, de charges découlant du seul risque professionnel normal, des modalités sont prévues pour que l'Etat puisse se récupérer sur l'ensemble de l'industrie à laquelle cette charge incombe.

La solidarité entre les chefs d'entreprises, dont l'article 24 constitue seulement une application particulière, est établie non pas eu égard à la profession exercée, mais comme la conséquence de l'emploi du même ouvrier. C'est lui qui en est la cause, car le lien de droit qu'il établit entre ses employeurs successifs n'existe que par lui et disparaît avec lui.

Dans le cas des blessés et mutilés de guerre, cette solidarité existe entre l'Etat, au service de qui l'incapacité permanente et partielle a été contractée, et l'employeur qui les embauche lors de leur libération des obligations militaires.

Elle s'impose d'autant plus que l'Etat, pendant la guerre, a été l'unique employeur de main-d'œuvre et que si, en droit, il est, en temps normal, loisible à un ouvrier d'accepter ou de refuser une occupation, la mobilisation générale ne lui permettait, en aucun cas, de se soustraire à l'occupation que l'Etat lui assignait pour la Défense nationale.

Examinons maintenant comment se traduit cette solidarité entre les employeurs successifs. Elle répartit entre eux, en temps de paix, la charge totale de la réparation des accidents du travail.

Celui au service duquel survient l'accident est tenu d'en réparer les conséquences immédiates et apparentes qui influent, visiblement, sur la valeur et les facultés professionnelles de l'ouvrier. La mesure légale, forfaitairement établie, en est une rente égale à la demi-différence des salaires antérieur et postérieur à l'accident.

Mais c'est à la charge de l'employeur ou des employeurs ultérieurs que sont mises les conséquences plus lointaines en résultant, notamment les risques d'une fréquence et d'une gravité plus grandes des accidents qui atteindront cet ouvrier. Or ces risques sont, pour la même occupation, indépendants de la nature de

l'industrie et résultent seulement de l'état physique de la victime et de la diminution de ses moyens de défense.

Pour les blessés et mutilés du temps de paix ce rejet de la charge d'un premier accident sur les employeurs successifs ne présentait pas grande importance. Les accidents graves sont heureusement rares : le nombre de leurs victimes était faible et elles se noyaient dans la masse. L'accroissement de charges que leur emploi occasionnait était négligeable et, d'ailleurs, les Compagnies d'assurances ne tenaient pas compte, dans l'établissement de leurs primes, de la présence de quelques blessés dans un atelier. Le plus souvent, d'ailleurs, elles l'ignoraient. En outre, il s'établissait entre les chefs d'industrie une compensation, parce qu'ils étaient amenés à occuper tour à tour et réciproquement les ouvriers victimes d'accidents.

Or cette compensation ne peut pas s'établir entre l'Etat et les employeurs qui embaucheront les blessés et mutilés de guerre.

L'Etat, qui, du jour de la mobilisation, a été l'unique employeur de main-d'œuvre, cesse de l'être dès que les blessures et mutilations rendent les hommes impropres à accomplir leurs obligations militaires. Et, dès lors, seuls les employeurs ultérieurs, à l'exclusion de celui au service duquel les accidents sont survenus, seraient tenus de supporter les risques spéciaux dus, uniquement pour eux, à la présence à l'atelier des blessés et mutilés de guerre.

Les risques considérables inhérents à leur emploi en grand nombre, bien que professionnels en apparence, sont, en réalité, fonction d'un état pathologique dont la guerre est la seule cause.

L'impossibilité d'établir la compensation entre l'Etat et les employeurs ultérieurs doit donc, en vertu de leur solidarité légale, faire renverser, dans son application, le système de la loi de 1898. C'est dire que l'Etat doit être tenu de toutes les conséquences tant immédiates que plus lointaines des blessures et mutilations de guerre survenues dans son emploi.

Comment, au point de vue pratique, ces principes doivent-ils se construire? En décidant que, pour les seuls blessés et mutilés de guerre, en cas de nouvel accident entraînant l'incapacité absolue et permanente ou la mort, la réparation sera assurée conjointement par l'employeur et par l'Etat : le chef d'entreprise sera tenu seulement des conséquences que le même accident aurait eues pour un ouvrier valide, et c'est à l'Etat qu'incombera la différence entre la rente des deux tiers du salaire attribuée à la victime et celle mise à la charge de l'employeur.

Il importe de bien marquer qu'il s'agit d'une simple *participation* de l'Etat, représentant la collectivité pour la réparation de

dommages subis dans le seul intérêt national, — participation dont le principe est posé dans l'article 24 de la loi de 1898, — et non d'une *intervention* de l'Etat, représentant la puissance publique.

La différence est d'importance capitale pour les modalités de réalisation. Elles doivent, en effet, laisser entière, dans l'usine ou dans la ferme, la liberté du chef d'entreprise et ne sauraient, en aucune manière, permettre l'ingérence de l'Etat puissance publique dans les questions de salaires, de durée de travail de ces blessés de guerre rentrés dans la vie industrielle, non plus que dans le choix des moyens de l'employeur pour satisfaire aux obligations auxquelles l'assujettit la loi de 1898. Il doit conserver la faculté que lui confère cette loi d'être son propre assureur ou de se substituer tels organismes qu'elle admet.

Le contrôle de l'Etat se trouve effectivement réalisé parce que le salaire, base des rentes, peut être déterminé avec certitude.

Il en résulte un mécanisme assez simple : il suffit, en effet, d'étendre les attributions spéciales que la loi du 9 avril 1898 a assignées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. C'est à elle que le chef d'entreprise, qui voudra user de la faculté nouvelle qu'il tiendra de la loi, devra déclarer les mutilés qu'il emploie et la nature de leurs blessures telle qu'elle résultera des pièces officielles, par exemple de certificats de réforme.

En cas d'accident provoquant l'incapacité totale ou la mort, le chef d'entreprise versera la part lui incombant, fixée suivant le mode précédemment indiqué, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui se trouvera substituée à lui vis-à-vis de la victime ou de ses ayants-droit et payera à ceux-ci le montant total de la rente des 2/3 du salaire à laquelle ils ont droit.

*
* *

Il sera nécessaire de prévoir une couverture financière spéciale. La solution la plus simple, du point de vue théorique, serait, sans doute, l'inscription au budget général de l'annuité nécessaire. Mais cela ne constituerait pas, à vrai dire, une couverture financière. Il faut, s'inspirant de la loi de 1898 et du fonds de garantie qu'elle a créé, constituer un fonds spécial dont la gestion sera confiée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ce fonds spécial devra être alimenté par des ressources fournies, non par telle ou telle catégorie de contribuables, mais par la collectivité tout entière. Elles pourraient provenir de 1 ou 2 centimes additionnels au principal des contributions directes. Le nombre de ces centimes serait fixé annuellement par la loi de finances, suivant les besoins de la Caisse.

Une objection peut être faite à ce système; c'est qu'actuellement, faute de données certaines, la charge de l'Etat est indéterminée. — Cette objection est, en réalité, plus de forme que de fond, car il s'agit, au premier chef, d'une mesure spéciale, temporaire, puisque sa durée sera limitée par la survie des blessés de guerre et que cette mesure est corrélative à la guerre et aux bouleversements qu'elle cause. Elle rentre donc dans la réparation indéterminée des dommages de guerre à laquelle le droit des sinistrés a été affirmé solennellement par le gouvernement et admis par le Parlement.

D'autre part, il y a lieu de noter que la charge incombant à l'Etat sera moindre que la somme des risques et charges qu'aurait à subir l'industrie, à cause de la répartition très inégale des blessés et mutilés de guerre entre les diverses professions et dans chacune d'elles entre les établissements industriels. Les risques se fondront pour l'Etat à cause de la multiplicité et de la variété de ceux qu'il assume, ce qui déterminera une réduction de la réparation moyenne.

Cela revient, en dernière analyse, à examiner le problème de l'incidence de ces charges sur la collectivité. A la vérité, c'est une question secondaire. Que la loi de 1898 soit complétée dans le sens que nous indiquons, ou qu'elle soit appliquée sans modification (ce sont les deux seules solutions possibles), c'est toujours sur la collectivité que portera en fin de compte l'intégralité de la charge résultant, en cas de nouveaux accidents, de l'emploi industriel ou agricole des blessés et mutilés de guerre.

Dans le premier cas, c'est directement par l'impôt, parce que formée de contribuables, que la collectivité devra faire face à cette charge qui sera répartie conformément à ses facultés; dans le second, c'est parce que constituée de l'ensemble des consommateurs, qu'elle subira la même charge, car l'accroissement des frais imposés de ce chef à l'industrie et à l'agriculture se trouvera incorporé au prix des marchandises.

Dans l'hypothèse où les blessés et mutilés de guerre seraient réduits au chômage, les conséquences pour l'Etat, donc pour le contribuable, seraient, nous l'avons vu, beaucoup plus onéreuses qu'avec le système que nous avons exposé.

C'est pourquoi il faut souhaiter le voir adopter, non pour favoriser soit industriels et agriculteurs, soit nos blessés et mutilés de guerre, mais dans l'intérêt de la France. C'est l'un des moyens de reconstituer ses forces économiques si éprouvées par la guerre, et surtout de développer la richesse nationale.

Maurice Alfassa.

DIX FRÈRES AU FRONT

UNE FAMILLE FRANÇAISE

PENDANT LA GUERRE[1]

« 7 *décembre* 1914. — Chère petite sœur. Excuse-moi de commencer si haut cette page. J'ai l'intention de t'en écrire très long. Je sais alors que l'excuse est bonne et que je suis pardonné.

« Tu ne peux croire comme, à certains moments, la tristesse nous prend. Se sentir pour un temps indéterminé au même endroit, dans cette plaine immense et morne, avec un grand vent qui glace, le ciel tout couvert de nuages gris, sans un rayon de soleil pour nous réchauffer le cœur, tout cela n'est pas fait pour nous donner des idées gaies. Et puis c'est la solitude! Cette solitude des champs de bataille actuels, où des centaines et des centaines d'hommes sont en présence et où l'on dirait qu'il n'y a personne. C'est cette désolation, ce sont ces ruines partout, les maisons détruites, les habitants enfuis, les récoltes qui pourrissent sur place. Voilà quatre mois que je vois cela, rien que cela, sans parler de nos frères tués, des amis disparus, des morts que l'on rencontre partout. Ah! c'est triste, vois-tu!

« Mais je suis bien lugubre moi aussi. Pardon. On ne peut à volonté changer ses idées et, depuis quelque temps, je broie du noir, je te l'avoue. C'est que c'est si monotone en ce moment. De nouvelles, point. Nous allons invariablement, la nuit, d'un emplacement à l'autre, et nous voyons chaque jour, à toute heure, les mêmes choses, les mêmes tristesses, le même horizon. Quel changement avec l'existence des Vosges! Moins dur est le travail ici, car là-bas c'étaient les marches, les contre-marches,

[1] Voy. le *Correspondant* du 10 juillet 1915.

les combats de jour, les combats de nuit, cachés derrière un sapin ou un rocher. Mais comme on était plus gai! On se battait, mais on voyait du pays. Il y avait bien aussi les jours de pluie, les jours sombres où, trempés jusqu'aux os, il fallait marcher quand même. Mais un rayon de soleil nous séchait vite et l'on avait le cœur content.

« Ah! petites sœurs, quand vous reverra-t-on? »

« 8 *décembre*. — Je vais finir ma lettre aujourd'hui et ces pages seront moins tristes que les précédentes. C'est un beau jour d'abord le 8 décembre, la fête de la sainte Vierge, et il fait du soleil, un beau soleil qui égaie. Je pense à la nuit qui va venir, aux illuminations que nous étions allés voir ensemble l'année passée. Illuminera-t-on cette année? Je pense aussi au réveillon prochain!... Ayant de l'argent à la disposition de la compagnie, nous avons l'intention de faire faire un excellent déjeuner à nos troupiers. Nous commanderons à un grand magasin d'alimentation une quantité de châtaignes, de jambons, de saucissons qui amélioreront l'ordinaire. Tout cela n'est encore qu'à l'état de projet. Pourrons-nous le réaliser? Je viens de parier une bouteille de champagne avec un de mes hommes que la guerre ne serait pas finie le 15 janvier comme il me l'affirmait. Je perdrais bien volontiers et je la boirais avec lui de grand cœur en pensant à toi, à vous toutes, que nous serions alors tout prêts de retrouver. Mais si tu pouvais voir nos fortifications, imprenables d'un côté comme de l'autre, tu serais sans doute de mon avis. Enfin, nous attendons avec patience. Je te quitte, Nonette chérie. Pardonne-moi si ma lettre n'est pas très intéressante. — Je t'embrasse de tout cœur. — ANTOINE. »

« 10 *décembre* 1914. — Ma chère petite Guite. Merci de ta longue lettre. Elle a occupé agréablement mes loisirs de tranchées où l'on s'ennuie et où l'on gèle habituellement surtout. Nous recevons quantité de tricots de toutes sortes de donateurs. Je viens d'en enfiler un envoyé par la maison Peugeot. Voilà dix jours que nous vivons sous terre sans bouger. Les obus et les balles sifflent constamment au-dessus de nos têtes. Enfin, malgré l'isolement dans lequel nous nous trouvons, nous recevons de temps à autre les journaux qui sont lus et relus avec une avidité sans pareille. Le croquis que je viens de dessiner te montrera que nous sommes relativement à l'abri, quand le terrain est dur. Mais il arrive souvent qu'il soit sablonneux. Alors, au moindre obus qui tombe à cinquante mètres en avant, la terre s'ébranle et l'on reste dessous, comme il est arrivé hier à un sergent qu'on a

été obligé de dégager avec des pelles. Si je te dis que ces tranchées sont à cent mètres de celles des Boches, tu pourras juger de la difficulté qu'il y a à travailler et à surveiller en même temps. Quiconque montre un peu trop souvent la tête est salué d'une salve de balles qui chantent aux oreilles un cantique nouveau, cantique que j'ai appris à connaître, depuis le début de la campagne. Si vous m'envoyez des paquets, mettez, je vous prie, dans les poches des vêtements, une paire de bretelles, une paire de gants et un passe-montagne. Si pouvez y joindre un petit fromage de chez la mère Chaye, la fête sera complète. Adieu, ma chère petite Guite... Ton frère qui t'aime. — Maurice. »

« 11 *décembre* 1914. — Ma chère Madeleine. « Tout vient à « point... » Cette lettre est une réponse à la tienne du 29 septembre qui vient de m'arriver. Tu te rappelles peut-être que je me suis plaint de ne pas voir assez souvent ta bonne écriture. C'est que tes lettres étaient en route, et je viens de lire les pages dans lesqelles tu me dis tant de si gentilles choses.

« La réponse t'arrivera pour Noël. Tu iras à la messe de minuit, tu prieras pour nous, et je t'en remercie d'avance. Comment allons-nous passer cette veillée de Noël ici? Pas très gaiement, sans doute, mais, du moins, nous aurons l'air de nous amuser beaucoup. Il y aura de la mangeaille en quantité, tu as pu t'en rendre compte par les détails de la lettre d'Antoine le chef à maman. Au fond, ce sera bien triste, cette Noël dans nos tranchées solitaires, alors que nous avions tant espéré nous retrouver enfin à ce moment-là. De plus en plus il nous faut de la patience!

« Nous continuons notre vie monotone dans nos abris qui deviennent très confortables. J'ai eu ce matin la visite du colonel qui a voulu absolument voir mon home. Il en a été émerveillé. Nous recevons demain à déjeuner deux officiers de sa suite, qui ont reniflé ce matin l'odeur des pommes de terre frites et que j'ai invités. Ils viendront..., s'ils ne craignent pas de se crotter jusqu'à la tête! Mais j'en doute, car ce soir tombe une petite pluie fine qui va vraisemblablement durer toute la nuit. Nos « boyaux » et nos tranchées sont déjà transformés en marécage, que sera-ce demain? Et de chez le colonel jusqu'ici, il y a au moins trois ou quatre kilomètres de boyaux.

« Ils auraient tort cependant de ne pas venir, car je leur préparerai une sauce mayonnaise de tout premier ordre pour la salade de homard. Te rappelles-tu mon habileté pour la confection de cette sauce?

« Antoine, lui, s'est réservé la crème au chocolat. Nous sommes

arrivés, par des prodiges d'ingéniosité, à nous procurer quatre œufs frais. Mais Antoine ne sait plus si ce sont les jaunes ou les blancs qu'il faut employer pour la crème. Il veut absolument ne mettre que les blancs. Moi je lui conseillais plutôt les jaunes. Notre commandant n'ayant pas d'avis, nous avons décidé de mettre les deux. De cette façon, tout le monde sera content.

« Nous avons demandé un officier du génie pour écouter des bruits insolites que les hommes nous signalent dans la terre, et que j'ai parfaitement entendus. Les Boches nous réservent-ils une surprise pour la Noël? Veulent-ils nous faire sauter à la dynamite, ou creusent-ils un tunnel par-dessous nos tranchées? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on entend distinctement des coups de pioche en collant son oreille à la terre. Mais les officiers du génie nous certifient que nous n'avons rien à craindre. Nous sommes donc pleinement rassurés et nous pouvons dormir tranquilles, — d'un œil et d'une oreille, bien entendu.

« Je n'ai jamais vu de nuits aussi noires que celles que nous avons en ce moment. On y voit littéralement comme dans un four. Je viens de faire cent mètres de « boyaux » pour rentrer chez moi de la salle à manger où nous avons dîné. J'étais obligé de battre les murs avec ma canne, comme un aveugle, pour ne pas butter constamment. Je t'assure qu'il n'est pas facile de retrouver son chemin, car il y a quantité de bifurcations toutes aussi enchevêtrées les unes que les autres, un véritable labyrinthe.

« Ce soir, je suis rentré de bonne heure pour t'écrire, laissant Antoine en tête à tête avec le lieutenant, pour régler sa comptabilité. J'ai l'air en ce moment d'être le point de mire des Boches. J'entends, avec régularité, toutes les trois secondes, taper contre le mur de « mon appartement » le coup sec de la balle qui s'enfonce dans la terre. Je suis même sorti tout à l'heure, pour voir s'il n'y avait pas quelque chose qui m'attirait cet honneur : lueur de lampe, ou fumée de cheminée. Mais non, on n'y voit pas à cinq centimètres, et on patauge à vingt de profondeur.

C'est très curieux. Inutile de te dire que ce petit jeu auquel ils se livrent est absolument inoffensif. Adieu, chère Madelon, embrasse pour moi notre chère maman et tous. — Robert. »

« 22 *décembre*. — Ma chère Huguette, je viens enfin causer avec toi du cadeau que tu veux m'offrir. Vraiment, entre toutes les belles choses dont tu me parles, mon cœur balance et je ne sais que choisir. Fais-moi une surprise, veux-tu? Je te laisse le choix, et je suis sûr que, quoi que tu m'envoies, « mon Jour de l'an de guerre » sera tout à fait gentil. Cependant, comme je viens

d'acheter une lampe électrique (bien nécessaire dans nos tranchées) ne m'en donne pas une seconde. A part cela, tout le reste est bien tentant !

« Nous venons aujourd'hui de préparer un petit emplacement destiné à recevoir demain matin une de ces fameuses pièces de canon « 75 » qui va essayer de nettoyer la tranchée que nous avons prise de quelques Boches qui l'encombrent encore. Les artilleurs ont été très contents de notre travail. Nous verrons demain si nous sommes satisfaits du leur.

« Nous sommes si près les uns des autres, dans nos tranchées, que pour nous voir par-dessus le parapet nous sommes obligés d'user d'astuce. Nous employons un petit appareil nommé périscope. Il se compose de deux miroirs, dont le jeu permet de voir ce qui se passe en face de soi, sans montrer la tête, ce qui serait très malsain, quand on se trouve à quelques mètres les uns des autres. Aujourd'hui, nous sommes allés prendre position avec l'artillerie, à cinq ou six cents mètres de distance du boyau allemand, que l'on va essayer de prendre d'enfilade. Tu demanderas à André [le fils blessé de Mme de L..., alors en traitement à X...] de t'expliquer tout cela. Ça va être évidemment très curieux. Je donnerai à mon filleul des détails sur le résultat.

« En attendant, bonsoir, ma chère Hugon. Embrasse tout le monde pour moi et allons nous coucher. — Robert. »

« 26 *décembre* 1914. — Ma chère Guiguite. La voilà passée cette nuit de Noël pendant laquelle nous étions réunis l'année dernière, autour de notre chère maman. A un an d'intervalle, les deux nuits ne se ressemblent pas ! Pendant que vous écoutiez sonner les cloches et les carillons, nous entendions, nous, le son du canon. C'était curieux et comme un fait exprès. Une pièce de 75, placée non loin de notre taupinière, lançait toutes les trois secondes un coup métallique, avec une précision singulière. Pendant une heure, elle n'a pas cessé de tirer. Puis les Boches se sont mis de la partie, et enfin nos batteries ont fait un vacarme infernal. Tout est retombé ensuite dans la paix et le silence. Quand nous nous sommes *réveillés* le lendemain, la terre était couverte de givre et il faisait un temps superbe. Les Allemands chantaient dans leurs tranchées. L'un d'eux a même entonné, dit-on, dans la langue de son pays, le *Noël* d'Adam. De notre côté, on chantait aussi, et tous les soldats étaient gais. Avec Robert et un autre officier, nous avons fait un excellent dîner où rien ne manquait. Le jour même de Noël nous avons débouché du champagne, mangé des gaufres énormes et, pour la première

fois de ma vie, j'ai goûté des « huîtres au Chablis », délicieuses. Ces dernières m'ont rappelé celles que Nonette a mangées à Marseille, et qui l'avaient tant dégoûtée, lorsqu'elle avait su qu'elles étaient vivantes. Les gaufres étaient faites dans un gaufrier tout tordu par la mitraille et trouvé près d'ici, dans la ferme de Lihu, dont il ne reste pas, d'ailleurs, pierre sur pierre.

« Tu vois que nous n'avons pas été trop à plaindre. La seule chose qui nous manquait — et combien! — c'était votre compagnie. A part quelques fusillades, de temps en temps, tout est bien calme ici. Dès que le feu commence, notre canon de 75 n'a qu'à tirer un coup, le calme se rétablit aussitôt. Les Boches ont une peur bleue de nos obus et, pour cette raison, les hommes appelent notre petit canon le « Juge de paix ». Le nom est admirablement bien donné. Il fait taire même les grosses pièces allemandes, car, lorsqu'il se fâche, il devient terrible... Je pense à vous sans cesse et vous embrasse bien tendrement. — Antoine ».

« *Décembre* 1914. — Ma chère petite Madelon. C'est encore du fond de mon gourbi que je t'écris. Si tu voyais comme je suis installé, tu voudrais sûrement venir à la guerre. Je me suis fait faire une véritable chambre souterraine, avec portes et armoires, pendoirs, sans oublier le tapis étendu sur la paille, mon sac comme oreiller, ma musette comme accoudoir. Une croix de bois faite par moi-même orne ma cheminée taillée dans la terre, et où brûle pour le moment... une bougie! Si ce n'étaient les obus et les balles qui sifflent un peu trop souvent, le tout serait presque amusant!

« Tous les hommes deviennent architectes. C'est à qui aura le plus beau logement et trouvera la plus significative appellation. C'est ainsi que de vrais artistes ont fait des poteaux indicateurs, genre Touring-Club, et ont donné des noms aux différentes rangées de tranchées. J'habite, pour ma part, l'avenue de Belgique. A côté se trouve la Kaiserstrasse (rue de l'Empereur). Ma cabane s'appelle la cabane Bambou. Il y a la villa du Sans-Souci, la villa du Chat-qui-fume, le tout avec dessins à l'appui. Le général, qui est venu nous visiter hier, a trouvé tout cela épatant. Si je reviens de la guerre, il faudra que je vous le montre, ça vaut le voyage. A côté de nos chambres à coucher (si chambres à coucher il y a) se trouvent des logements superbes pour les officiers, un surtout « colossalement chic ». Il a environ quinze mètres carrés. L'intérieur est tout à fait comme une vraie maison. Rien n'y manque, pas même des objets d'art, que les hommes s'amusent à sculpter. Dimanche dernier, nous étions au repos. J'ai pu me confesser et assister à la grand'messe. L'après-midi, j'ai été aux

vêpres et, à huit heures, nous étions de retour dans nos tranchées. Si le bon Dieu veut me prendre, j'attends tout avec résignation. Mais j'ai confiance dans le Sacré-Cœur et la Sainte Vierge qui me protègent. Adieu, ma chère petite Madelon. Je t'embrasse de tout cœur. Embrasse bien fort maman de ma part. Ton grand frère qui t'aime. — MAURICE. »

« *Décembre* 1914. — Ma bonne Gaite. Reçu ta lettre qui m'a trouvé en excellente santé. Mais quel temps affreux! Une boue dont tu n'as pas idée! Imagine-toi un bois avec des sentiers à peine tracés, où patauge, depuis deux mois, toute une brigade : infanterie, cavalerie, artillerie. Je ne mens pas en disant qu'il nous faut une demi-heure pour faire un kilomètre à pied, car à cheval c'est impraticable, on enfonce jusqu'aux genoux. Mon brave Richelieu, qui va fort bien, ne s'en tirerait pas. Il est toujours aussi bon et noble animal; il a reçu déjà une blessure de guerre, heureusement peu grave : un éclat d'obus au jarret. Quant à moi, je suis bien inquiet de ce temps de dégel et de pluie. Je tremble à chaque instant sur le sort de mes deux canons, section dont j'ai le commandement. Si, par malheur, une attaque allemande prenait momentanément le dessus, je serais obligé de faire sortir tout mon matériel plutôt que de l'abandonner à l'ennemi, et comment y arriverais-je? Il nous est impossible d'amener les avant-trains avec leurs six chevaux chacun, ils n'en sortiraient plus. Et pense que nous avons plus de deux kilomètres à faire dans ce marécage, avant de retrouver une route, quelle qu'elle soit! Mes batteries avaient été amenées là par un beau temps sec, il y a deux mois. J'ai fait part de mes craintes au commandant. Il m'a répondu que ces batteries étaient sacrifiées et m'a laissé libre d'agir pour le mieux en cas d'attaque. En attendant, je prie Dieu, chaque jour, qu'il gèle à pierre fendre. Ce serait la seule solution pour ne pas perdre deux bons caissons. — Ce temps est éreintant; on ne sait où se fourrer. Au haut des arbres seulement il n'y a pas de boue, et si l'on y grimpe pour l'observation, on ne peut guère y coucher! Nos huttes deviennent de véritables puits et suintent l'eau, malgré un feu d'enfer qui, d'ailleurs, l'autre jour, a enflammé notre toiture reconstituée maintenant. Je voudrais bien qu'André puisse venir me rejoindre. Cela m'aiderait à chasser le cafard qui vous envahit parfois, dans ces solitudes boisées, moins gaies qu'en été. Enfin! c'est pour la France et pour la victoire! Nous sommes toujours au même endroit et nous nous canardons avec les Boches, jour et nuit, sans arrêt. J'ai hâte de marcher en avant!... — JEAN. »

Ils ont tous la même hâte et combien vive! C'est même la grande merveille de cette guerre qu'ils sachent se dominer, se sacrifier ainsi complètement, jusque dans leurs généreux élans. Ce genre d'effort reste toujours, on le devine, leur suprême souffrance, celle dont on n'ose même pas beaucoup parler!...

« *Samedi* 23 *janvier*. — Merci, ma chère Manon, de ta lettre reçue ce matin et qui me donne de bonnes nouvelles de tous. Ici, rien de bien nouveau. Le gel et le froid sont venus et la mer de boue s'est transformée en mer de glace. Le moment critique est arrivé; j'ai reçu l'ordre de retirer mes pièces du bois où elles sont enlisées, pour les mener sur une autre position. J'ai commencé aujourd'hui pour un caisson. Hélas! après avoir crié, tempêté, ajouté attelage sur attelage, mon caisson, tiré par dix chevaux, a fait péniblement cinq cents mètres, et... il gît, lamentable, dans cette mer de boue glacée, où j'ai dû l'abandonner de six heures à minuit, par une nuit noire. Les pauvres chevaux faisaient peine à voir, affalés et couchés dans cette boue, dont la surface seule est glacée. J'ai passé toute ma journée en quête d'un autre chemin pour faire sortir ce malheureux caisson. N'en ayant trouvé aucun qui ne soit en vue de l'ennemi, je vais être obligé d'en faire faire un sous bois, abattre des branches, boucher des trous, etc. Tout cela va me demander combien de temps! Je donnerais je ne sais quoi pour en être sorti. Enfin, à la grâce de Dieu! — Si vous ne m'avez pas envoyé le paquet annoncé, joignez-y un imperméable. Pas grande nouvelle dans notre région. Les Allemands semblent reprendre quelque activité et nous bombardent sans répit. Nous le leur rendons bien... — Jean. »

« *Janvier* 1915. — Ma chère Nonette. Nous avons eu, ces jours-ci, un peu d'accalmie dans la pluie, et les Boches nous laissent bien tranquilles. Quand donc allons-nous nous mettre à leur travailler un peu les côtes? Il ne semble pas que nous nous disposions à avancer. On nous alourdit de plus en plus. On distribue toutes sortes d'impedimenta : peaux de mouton, sacs de couchage, galoches, etc. Il est vrai que lorsqu'on dira de marcher de l'avant, galoches et peaux de mouton seront balancées. Il y aura bien toujours quelqu'un pour en profiter! Je viens de me faire confectionner un lit de camp qui me met les reins à l'abri de l'humidité : un simple cadre de bois sur lequel est tendue une toile de tente. Tu peux en donner l'idée aux autres. Elle a déjà fait autour de moi des adeptes nombreux et je ne réclamerai pas de brevet d'invention. On isole ensuite ledit cadre du sol, en le

posant sur quatre briques, ou quatre pierres, ou quatre morceaux de bois. Ici, où nous sommes *très bien installés*, je pose mon lit de camp sur quatre chaises. Tu vois que tu peux réserver ta pitié pour de plus malheureux que moi! Les plus à plaindre sont ces braves soldats qui montrent vraiment une bonne volonté et une endurance admirables. Ils n'hésitent pas à se plonger dans l'eau et la boue, et, cependant, ils ont toutes les peines du monde à se sécher. Jamais une plainte ni une récrimination.

« Je compte aller demain déjeuner avec Albert de B... qui est dans la tranchée, à moins de quatre kilomètres d'ici, et que j'irai voir, en me défilant sous terre devant les Boches. Je pourrai peut-être aller voir ainsi Louis à Ypres, ou Guérin vers Saint-Mihiel, car toutes nos tranchées communiquent. — Voilà un officier d'artillerie qui vient se chauffer à notre feu. Il faut le recevoir. Je te quitte en t'embrassant tendrement, ainsi que maman et toutes nos petites sœurs. — Robert. »

« *Janvier* 1915. — Rien de bien nouveau dans notre secteur, si ce n'est un bombardement un peu plus violent, en l'honneur de l'anniversaire de leur empereur. Depuis quelques jours, il fait un froid de canard et la neige tient. Je suis bien soulagé, ayant pu sortir mes pièces de leurs fondrières, non sans peine! Il m'a fallu trois nuits, et vingt chevaux pour chaque voiture. Enfin, maintenant, elles sont à leur nouvelle position et ont déjà fait du bon travail... J'élève un petit chien qui s'appelle Kaiser. Il porte bien son nom, car il me fait toutes les misères possibles. Je dois dire que Richelieu lui-même m'en a fait voir de toutes les couleurs, l'autre nuit, quand j'allais chercher mes pièces. Lui qui ne hennit jamais s'est mis à faire la musique la plus bruyante, à l'endroit le plus dangereux. J'étais furieux. Plus je le battais, plus il beuglait. Pour le faire taire, je lui mordais les oreilles, mais sans résultat. Ah! je n'ai pas été content de lui!

« Hier, j'ai été « en France ». C'est l'arrière que nous appelons la France. J'étais chargé d'aller chercher des canons à quinze kilomètres du front. J'y ai passé la journée, de quatre heures du matin à onze heures du soir, et j'ai revu un tas de choses que je ne soupçonnais même plus : des chemins de fer, des civils, des gens qui patinaient près de Commercy, etc. C'était très drôle. Me voilà de nouveau rentré au bois, face aux brutes. — L'autre jour, nous nous sommes bien amusés. Nous avions installé en arrière de nous, pendant la nuit, une fausse batterie bien en vue. Dès qu'ils l'ont aperçue, les Boches l'ont bombardée. C'était une joie! Ils y ont lancé plus de trois cents obus. Tu penses si nous

avons fêté leur erreur : ration supplémentaire, une pipe en plus et leur feu d'artifice pour finir. Quand ils auront assez dépensé de munitions, nous changerons la batterie de place, et ce sera à recommencer. Hier, en France, j'ai rencontré plusieurs visages connus, que j'ai été heureux de revoir... Je vous embrasse toutes tendrement. — Votre Jean. »

« *Janvier* 1915. — Je vois, chère Guite, que tu es très occupée, ainsi que Nonette et Manon, avec tes malades. C'est très bien, çà ! Ne te font-ils pas trop de misères ?... Ici, à tous moments, il faut interrompre nos travaux pour laisser passer une rafale d'obus. J'ai vécu, l'autre jour, mon plus mauvais quart d'heure depuis le commencement de la guerre. J'allais voir mes hommes qui coupaient du bois dans un taillis voisin, et pour cela j'étais obligé de passer à découvert pendant mille deux cents mètres environ. A peine étais-je en vue, les Boches se sont mis à me mitrailler avec une pièce d'artillerie. Ma foi, avancer ou reculer, c'était le même prix ! J'ai continué mon chemin, comptant un peu sur leur maladresse et beaucoup sur la Providence. Les deux m'ont sauvé, et après avoir essuyé une vingtaine de leurs obus, dont un seul m'a couvert de terre en éclatant, sans me faire la moindre égratignure, j'ai pu gagner mon taillis et me mettre à l'abri. Mais avant d'entrer dans le bois, je n'ai pu m'empêcher de leur lever mon képi. Réellement, ils m'ont fait trop d'honneur ! Songe donc, ma Guite, dépenser pour moi, en une demi-heure, vingt obus à 50 francs, je ne croyais pas que ma vieille peau valût si cher. Ils ont dû penser que j'étais blindé, car lorsque je suis revenu, ils ont gardé tous leurs pruneaux. On n'a pas idée d'être aussi maladroits. Il faut avouer que c'est très impressionnant d'entendre éclater les obus au-dessus de soi, et surtout de sentir qu'on est visé. Mais on s'habitue à tout ! Je vois souvent le P. R..., aumônier ici. Il va partout à cheval, il est charmant. Adieu, ma chère Guite. Toutes mes tendresses pour maman. Je t'embrasse du fond du cœur. — Ton vieux Jean. »

« *Mardi*, 2 *février* 1915. — Ma chère Madeleine, je viens de recevoir ta gentille lettre et, comme je suis libre pour l'instant, je vais te donner beaucoup de détails sur la vie que je mène. Je suis au repos depuis hier au soir, et je repars demain pour les tranchées. Depuis que nous sommes dans ce nouveau secteur si terrible, dont je vous ai parlé, nous ne passons que quarante-huit heures en première ligne et ensuite quarante-huit heures au repos, près d'A... C'est là que je me trouve. On entend encore le canon,

mais on n'entend plus la fusillade, et c'est l'essentiel, car, vois-tu, c'est énervant au possible cette pétarade continue et ce sifflement de balles au-dessus de la tête. Ici, je suis très bien, chez une bonne vieille qui a mis à la disposition de la compagnie sa maison, sa cour, etc. Les soldats habitent les granges et je t'assure qu'ils s'y trouvent à merveille, malgré qu'ils couchent tout habillés, le fusil au côté et la baïonnette à la ceinture. J'ai habité un lit hier au soir, pour la première fois depuis trois semaines, et je l'ai apprécié! Tout le monde n'a pas le même luxe; je connais des capitaines qui couchent sur la paille.

« Je vais te décrire un peu notre vie au front. Nous arrivons vers sept heures du soir, par le boyau qui, de la route de L..., conduit aux tranchées. Une barricade obstrue la route; c'est là que commence vraiment le boyau. Il passe au fond d'un chemin creux et fait mille et mille détours, avant de nous amener aux lignes de tranchées. Il y a plusieurs de ces lignes. Les premières sont parfois à dix mètres des Boches, parfois à trois cents mètres. Les hommes se trouvent maintenant à quinze mètres les uns des autres et surveillent toute la journée, en tirant sans cesse sur les quelques bérets qu'on aperçoit — car ce sont les Bavarois à bérets que nous avons devant nous. En arrière de la première ligne, il y en a une seconde, à vingt mètres environ, et qui communique avec la première, par des boyaux en zigzags. Puis il y en a une troisième, quelquefois une quatrième, habitées par des sections de réserve qui nettoient les boyaux, entretiennent les tranchées et se tiennent prêtes, en cas d'attaque, à se porter au secours de la première ligne. — La nuit, on surveille à l'aide de fusées, comme celles du 14 juillet, qui font beaucoup de lumière et empêchent les Boches de s'avancer en rampant, jusqu'à nos tranchées, car, tu sais, on a vite fait de parcourir cinq mètres sur le ventre, et, dans la nuit noire, on n'y voit pas à un mètre devant soi. Avec ces fusées et celles que les Boches lancent aussi, de peur d'être attaqués, on évite toute surprise. Les nôtres durent souvent jusqu'à trois minutes. Ce sont des espèces de fusées éponges qui se promènent dans le ciel en éclairant beaucoup.

« Quand le jour vient, on se tient encore plus sur ses gardes, car c'est à la pointe du jour, ou à la tombée de la nuit, que les Boches attaquent généralement. Jusqu'ici, c'est toujours nous qui les avons attaqués...

« Dans l'attaque, les choses se passent très simplement. A un signal donné, tout le monde saute hors des tranchées et on fait, le plus rapidement possible, au pas de charge, les quelques mètres qui séparent de l'ennemi. Alors, les mitrailleuses crachent,

les hommes tombent. Ceux qui arrivent aux tranchées allemandes sautent dans les boyaux, tuent les Boches et s'emparent de la tranchée... quand l'attaque a réussi. D'autres fois personne n'arrive jusqu'aux tranchées qu'il faudrait prendre. Beaucoup sont tués, les autres se couchent et, sous un feu violent, essaient de regagner leur ligne de tranchées... Ceux qui restent, les heureux, racontent l'affaire. D'ailleurs, ils n'ont rien vu du tout, sinon qu'on leur a lancé des pétards et des bombes à la figure et qu'ils ont été obligés de reculer. Souvent, il y en a qui, malgré tout, sautent dans la tranchée ennemie. Alors, quand ils ne sont pas assez nombreux pour tuer les Boches, ils sont faits prisonniers. Au régiment, on les porte *disparus*, et leurs familles restent sans nouvelles, jusqu'à ce qu'ils puissent écrire. En général, quand on attaque, on ne se rend pas compte du tout de ce qui se passe autour de soi. Voilà pourquoi il y a tant de disparus et de gens dont on ignore le sort...

« Ceci dit, nos journées sont assez calmes. On se bombarde, cependant, de part et d'autre. Le 75 tonne, et, souvent même, sur les lignes allemandes qui sont à dix mètres des nôtres. Dans ces cas-là, on prévient, par téléphone, que le 75 va tirer, et nous évacuons nos tranchées pour un instant. Alors, c'est une canonnade qui nous réjouit le cœur...

« On passe ainsi deux jours et deux nuits. On est relevé vers les huit heures du soir et l'on arrive au cantonnement vers dix heures. Les relèves sont très difficiles dans les boyaux étroits où nous devons circuler. Quand on se rencontre, c'est le diable pour en sortir, surtout quand 250 hommes se croisent dans les deux sens, comme cela arrive souvent...

« Et songe que tous nos « boyaux » ont plus de quatre à cinq kilomètres de longueur, et qu'il y en a ainsi, sans discontinuer, de Dunkerque à Belfort. Je pourrais, si j'en avais le temps, aller voir tous mes frères, sans sortir des tranchées. Ce serait un voyage intéressant. Voilà notre vie... Je t'embrasse, chère Madelon, ainsi que maman et vous toutes, du fond du cœur. — Guy. »

« 9 *février* 1915. — Ma chère Guite. Voilà encore la pluie et le mauvais temps. Ma cheminée fume. Le vent siffle dans les derniers pauvres arbres, tout déchiquetés par les obus, du grand bois de Lihu, qui n'est plus qu'un souvenir. Nous avions eu quelques journées passables, durant notre dernier séjour dans la tranchée. Je crains bien maintenant que cela ne devienne « un peu humide ». Heureusement j'ai tout prévu, comme tu pourras t'en rendre compte d'après le petit topo que je t'envoie. Ce « palace » est au moins le dixième que je construis et, depuis que je suis séparé

d'Antoine, je m'y enferme dans un « splendide isolement ». Croirais-tu que l'intérieur de la cagna est entièrement tendu d'un magnifique rideau rouge, qui donne à mon intérieur un aspect d'une richesse cossue? J'en suis presque à regretter de quitter mon home pour la chambre banale du cantonnement.

« J'ai profité de ces huit jours solitaires dans la tranchée pour vivre davantage avec mes hommes, et j'ai apprécié mieux encore leur bon esprit, leur dévouement. Nous sommes à quatre-vingts mètres des Boches qui nous arrosent copieusement, se vengeant sur nous de tout ce qui leur arrive de désagréable par ailleurs. C'est ainsi que, lorsqu'on leur envoie, au moyen de pompes, l'eau de nos tranchées, ou que notre 75 devient trop insistant, ils ripostent par quelques coups de 77, adressés à nous, spécialement, car ils nous ont assez bien repérés. Parmi les blessés qu'ils nous ont faits, se trouve un petit soldat, élève caporal, engagé pour deux ans. Il est de X. Son père est l'épicier de notre cousin Henry de L. J'ai écrit à ce brave homme pour le rassurer, le féliciter de son fils, auquel j'ai promis les galons pour la prochaine nomination. Un frère aîné de ce petit soldat a déjà disparu depuis le début de la campagne, et, probablement, a été tué. Il y a vraiment des familles spécialement éprouvées! J'espère que ma lettre aura fait du bien à celle-là.

« Je n'ai pas à me plaindre de ma santé. Jamais je ne me suis mieux porté, et je me sens tout à fait « d'attaque ». Depuis quelques jours, nous avons tous les soirs un véritable feu d'artifice : fusées éclairantes, pétarades, canonnades. Nos fusées sont splendides, très supérieures à celles des Boches. Envoyées à l'aide d'un fusil spécial, elles éclatent à une centaine de mètres et planent, donnant une clarté merveilleuse qui illumine un secteur très étendu. Malheur, alors, aux patrouilles surprises par ce clair de lune soudain! Elles sont fusillées comme en plein jour. Je sortais hier de ma cagna, attiré par ces clartés étranges, quand un obus de 77 est tombé à quelques pas de moi. Il est d'ailleurs assez facile de se garantir des obus ennemis, surtout la nuit, car de l'endroit où nous sommes, nous *voyons* le départ du coup, et trois secondes après nous recevons la marmite. En trois secondes on peut faire bien des choses! Ainsi que le disait un de mes hommes hier au soir : « Pour vivre heureux, vivons cachés. » C'est ce que nous faisons.

« ... Au moment où je finis ma lettre, je reçois le courrier de maman, contenant des copies d'extraits de lettres de Joseph. Je les avais déjà lues en entier à X... Mais à les relire ainsi, au milieu de notre inaction, à sentir quelle foi et quelle ardeur

animaient notre héroïque frère, on est accablé par la torpeur et la passivité actuelles qui contrastent si étrangement avec la fougue et la joie de Joseph.

« Ce que n'a pu obtenir l'héroïsme de nos aînés, sera-ce notre patiente ténacité qui l'obtiendra? Peut-être! sûrement même. Il n'est pas possible que nos frères soient tombés en vain. Nous avons changé la guerre, ou, du moins, les Allemands nous ont forcés à la changer. Joseph reconnaîtrait-il, dans ces trous boueux, les soldats et les mitrailleurs qu'il menait si allègrement à la victoire! Pauvre Joseph, quelle désillusion c'eût été pour lui! Allons, adieu! chère Guite!... — ROBERT. »

Je feuillette encore. Je relis. Je sens à regret le moment bientôt venu de clore ces extraits d'une correspondance, dans laquelle on sent palpiter, depuis le début de la guerre jusqu'à ces dernières semaines, toute la vie héroïque d'une belle famille française... Sans doute lira-t-on encore avec plaisir, comme je viens de le faire moi-même, ces quelques pages.

« *Novembre* 1914. — Ma chère petite maman. Voilà quatre ou cinq jours que je n'ai rien reçu de vous et j'attends avec impatience une longue lettre... J'ai reçu un mot de Robert daté d'un jour avant la mort de notre pauvre Albert. Il se trouve, en ce moment, à l'endroit précis où j'ai débarqué quand je suis arrivé dans le Nord. Je crois bien être le seul à n'avoir pas rencontré un de mes frères, depuis le début de la guerre; cela m'aurait fait cependant tant de plaisir d'en voir un! Ce pauvre Albert a eu au moins la joie d'être secouru par son frère à ses derniers moments.

« Que de choses à vous raconter après la guerre. Je vous assure qu'on ne sera plus difficile pour rien. Je donnerais bien tout pour vous revoir, ma petite maman. J'accepterais bien en perspective la vie la plus pauvre toujours, pour embrasser de nouveau ceux que j'aime. Mais c'est mal à moi de me laisser aller à la tristesse. Je veux rester digne de ma tâche de catholique et de Français. Ecrivez-moi souvent; vous ne devinez pas combien une lettre de vous est reçue avec joie et quelle consolation elle me procure. Je n'ai *qu'une crainte*, c'est de ne pouvoir en terminer la lecture quand les obus et les balles sifflent au-dessus de moi. Alors je la lis et la relis plusieurs fois, dès que le calme est rétabli[1]. Adieu, ma petite

[1] « Ils ont repris le ton des soldats qui promenèrent, il y a cent ans, le drapeau tricolore d'un bout de l'Europe à l'autre, mais ils y ont ajouté quelque chose qui est de notre temps : la tendresse dans le courage. » (Albert de Mun.)

maman chérie, je vous embrasse comme je vous aime, c'est-à-dire de tout mon cœur. Priez toujours beaucoup. Vos prières sont en union avec les miennes pour demander à la Sainte Vierge de conserver tous ceux qui restent et de nous donner la joie de nous retrouver tous après le succès de notre France. Je vous envoie une lettre charmante de la fiancée d'un de mes pauvres camarades tué à mes côtés et qui était le plus brave cœur que j'aie connu. La lettre de sa pauvre fiancée est, à mon avis, si simple, et, en même temps, si touchante, que je veux la garder toujours en souvenir de lui. Je vous embrasse encore, ainsi que mes gentilles sœurs. Votre fils qui n'oublie pas son devoir. — MAURICE. »

Voici l'humble et fière lettre de cette fiancée, dont l'amour veut si loyalement, on le devine, s'effacer devant l'amour de la France, dans le cœur du soldat. La force de sa tendresse doit même, elle y compte bien, enflammer davantage l'âme du combattant pour sa Patrie, lui donner toutes les vaillances. Et cependant comme elle tremble involontairement, la pauvre petite Française! Avec quel désir contenu, tout vibrant, elle parle de l'heure du retour... qui ne sonnera jamais :

« 17 *août* 1914. — Quoi dire, dis, chéri? Je ne sais plus! Dire que je voudrais bien être auprès de toi, je n'ose te le dire... Mais j'espère, et peut-être le jour n'est pas si loin qu'on le croit. Les nouvelles sont bien rares, elles sont retenues dans les postes. Si tu voyais, chaque jour, comme le facteur est attendu et que de fois on rentre avec rien. Je voudrais que tu puisses m'écrire souvent. Oh! quel plaisir tu me ferais, après chaque bataille, de m'envoyer un mot, une carte, deux lignes, je serais contente. Tu veux bien, n'est-ce pas? Tu seras aussi courageux, au contraire. En traçant cette ligne, tu croiras parler avec ta Madeleine et *tu repartiras vaillant comme un grand guerrier!*

« Je continue à prier, va, chéri. Chaque jour, je te recommande à ton bon patron saint Joseph. Qu'il me ramène mon petit sergent, car il sait que, pour moi, je ne connaîtrai jamais qu'un nom.

« Ici la vie n'est pas gaie. J'envie les jeunes filles qui peuvent soigner nos soldats. Je le ferais avec courage. Allons, espérons! Un jour viendra où nous pourrons nous retrouver comme jadis. Ce sera un beau jour, un jour désiré. Au revoir, mon chéri, mon petit pioupiou. — Ta MADELEINE qui t'aime à la folie. »

« 13 *janvier* 1915. — Ma chère maman. Je reçois votre lettre du 6, la première de cette année qui nous apportera la victoire avec la paix. Pour nous, l'année commence dans la pluie et dans la boue. C'est une lutte incessante contre l'eau qui ruisselle de

toutes parts. Les boyaux de communication et les tranchées forment des canaux par où s'écoulent toutes les eaux des terrains environnants. La nuit dernière nous avons été réveillés, Antoine et moi, par un petit bruit de cascade tout à fait pittoresque. C'était l'eau, toujours l'eau, d'un canal obstrué, qui venait se déverser le long de notre tanière, en cascadant le long des marches.

« Il a fallu mobiliser, en pleine obscurité, ordonnances et cuisiniers pour établir des barrages et vider notre trou, dans lequel il y avait dix centimètres d'eau. Enfin, ce matin, tout est réparé. Un tapis de buis répandu sur le sol détrempé absorbe l'humidité et donne à notre cahute un air de Dimanche des Rameaux.

« Nous assistons en ce moment aux préparatifs de notre cuisinier qui est d'une saleté repoussante, tripotant avec ses mains pleines de terre et de charbon la viande, le sel, le café. Mais nous avons bon appétit et nous ne faisons pas les dégoûtés.

« Je suis surpris de la manière dont nous résistons les uns et les autres à toutes les incommodités : pieds mouillés, rhumes non soignés, etc. C'est à notre bonne santé naturelle et à la protection de notre cher papa et de nos frères que nous devons cela.

« Nos journées se passent lentement et sont bien monotones. De temps en temps, une canonnade d'un côté ou de l'autre pour se rappeler réciproquement que nous sommes en guerre. La nuit, une fusillade presque ininterrompue, à cause de la proximité de nos deux tranchées et de l'obscurité qui empêche de rien distinguer. On tire comme on chante, et cela va durer jusqu'à quand?... Adieu, ma chère maman, je vous embrasse, ainsi que mes chères petites sœurs. — Robert. »

« Ma chère petite maman. Je vous écris de mon gourbi, pendant une nuit aux avant-postes, à quelques pas des Allemands. Je ne savais même pas si je pourrais commencer ma lettre, car, il y a un instant, la fusillade avait l'air de se déclencher; mais tout cela s'arrête. Les Boches nous envoient maintenant un genre de projectiles que nous appelons « saucisses », et qui font un chambard épouvantable — mais qui n'ont, heureusement, qu'un effet moral, pas bien grand encore! Quand le coup part, on voit la fumée qui sillonne l'air. Les hommes crient alors : « Gare la saucisse ». Tous se sauvent, et pas un n'est « mouché », comme ils disent.

« Mon sergent-major vient de recevoir un appareil de photographies. Dès que j'en aurai une de moi à peu près présentable, je vous l'enverrai, et vous verrez que la sainte Vierge, si elle protège jusqu'au bout votre Maurice, vous ramènera un homme bien portant, plein de vie et d'entrain.

« Figurez-vous qu'en ce moment, il est impossible de stationner dans un boyau de circulation sans s'enliser. Mes hommes qui veillent à l'affût du moindre bruit, les pieds dans l'eau, sont bien à plaindre. Enfin, ce sont des braves, et ils font leur devoir!

« Il y a là, devant la tranchée que je défends, un Boche étendu depuis longtemps déjà, je crois. Il a de superbes bottes. Tous les soirs, les soldats meurent d'envie d'aller les lui retirer. On doit donner des ordres formels, afin de les empêcher d'aller se faire casser la figure pour une malheureuse paire de bottes.

« ..... C'est avec la tristesse dans l'âme que je continue ma lettre. Mon pauvre capitaine, M. M., vient d'être tué, presque sur le coup, il y a quelques heures, par un éclat d'obus. Voilà le troisième capitaine qui passe à la compagnie! Deux ont été tués, un blessé. C'est avec un triste plaisir que j'irai passer ma nuit ce soir à lui faire sa veillée funèbre. Je croirai veiller notre pauvre Joseph et je prierai pour lui et pour tous nos chers disparus. J'ai un mal à la tête formidable. Cette mort de mon pauvre capitaine m'a tellement secoué. Je ne comprends pas comment les pauvres diables qui ne croient pas en Dieu peuvent supporter les horreurs, les chagrins et les fatigues de cette guerre. Enfin, merci à vous, petite maman chérie, qui m'avez appris à tout faire avec l'aide du bon Dieu. — Votre MAURICE. »

« *Février* 1915. — Ma chère maman. Voilà fini mon cinquième mois de campagne et rien ne fait prévoir un changement prochain. Nous nous renforçons plus que jamais..., de sorte que, s'il prend aux Boches l'envie de sortir de leurs tranchées, ils doivent s'attendre à être bien reçus...

« Je viens de voir Albert de B. que j'ai cherché pendant deux jours, dans tous les cantonnements et que j'ai trouvé... en première ligne, dans la tranchée, faisant son service comme un jeune homme malgré ses soixante et un ans, et ayant demandé à son colonel de n'être l'objet d'aucune faveur. Il est optimiste autant que vaillant. Il a été l'objet d'un ordre du jour très flatteur de son chef de corps. On le cite en exemple. Son chef de bataillon m'a fait de lui les plus grands éloges.

« C'est dimanche, aujourd'hui, et nous avons eu la messe célébrée par un adjudant, dans l'église dévastée par les obus. Tout était en ruines autour de nous : la chaire démolie, les vitraux en miettes; le spectacle était impressionnant. Je ne cesse de penser à vous, chère maman, et à toutes mes chères petites sœurs. — ROBERT. »

En regard de tant de lettres militaires, j'aurais voulu pouvoir citer quelques-unes de celles qui ont été écrites par Mme de L. Mais celles-là je n'ai pu les lire. Elles sont au front, comme il convient, dans les musettes souillées de boue, dans les poches les plus profondes et les plus sûres des capotes, sur le cœur peut-être de certains combattants. On les déplie avec précaution, aux jours de tristesse, dans les heures où le découragement menace. Chaque fois qu'on les relit le battement du cœur de la mère communique une force plus généreuse aux battements du cœur des enfants. Comment oser demander l'envoi de pareilles lettres, si chères, si nécessaires à ceux qui les reçoivent? Déjà il a été bien difficile d'obtenir celles des dix soldats. C'est à leur insu que Mme de L. a consenti à me les prêter. Quand je lui ai demandé timidement à lire quelques-unes de ses propres lettres, elle m'a répondu par un refus. Et cependant la brillante conduite des fils est bien souvent inspirée par la secrète vaillance des mères! Ces deux courages, en réalité, n'en font qu'un. Je transcris donc les dernières lettres que j'ai pu lire :

« *Février* 1915. — Ma chère maman. Nous venons de retourner sur le front, après trois jours seulement de repos, passés dans le petit village d'où je vous ai envoyé des fleurs. Nous comptions y rester douze à quinze jours, et nous avons dû, au contraire, reprendre subitement notre poste, rappelés par le brusque départ du régiment qui nous avait remplacés.

« Cela m'a valu d'attraper une balle au bras. Elle n'a, d'ailleurs, fait qu'entrer et sortir, elle était pressée et ne m'a causé aucun mal. J'ai seulement le bras un peu endolori chaque fois qu'on renouvelle mon pansement. J'ai été parfaitement visé, et à peu près manqué, pendant que je faisais un jalonnement avec des piquets, pour établir une nouvelle tranchée de seconde ligne. Si Loulou s'en est tiré avec « un bleu », moi c'est « un rouge » que j'ai au bras. Mais j'ai grand peur que, d'ici à quinze jours, il n'y paraisse plus. Cela n'a même pas été suffisant pour interrompre mon service. Je couche, tout habillé naturellement, sur un sommier qui a été traversé par un obus entré par un angle de la chambre, qui a ricoché sur les dalles, brisé le poêle et qui est allé se ficher dans un placard sans éclater. Il y est encore. On se garde bien de toucher au placard!

« Voilà le printemps et avec lui la fin de nos tribulations, car la pluie et la boue étaient, jusqu'à présent, nos plus terribles ennemis. Il ne nous reste donc que les Boches. Ils paraissent bien nerveux. C'est bon signe. — ROBERT. »

« 18 *février* 1915. — Ma chère maman. Il s'est passé ici bien des choses depuis ma dernière lettre. Je m'en suis tiré sans une égratignure, ou plutôt avec beaucoup d'égratignures, mais sans rien de sérieux. Avant-hier soir, nous dînions, quand on nous a fait rentrer subitement à R., et, à trois heures quarante-cinq du matin, en avant! J'ai pensé à vous toutes... J'ai vu bien des choses épouvantables, mais je m'en suis tiré avec honneur.

« C'est nous qui attaquions les Boches. Nous leur avons pris une grande tranchée et nous en avons massacré un joli nombre. Si vous aviez entendu cette canonnade et cette fusillade quand nous avons chargé! Notre capitaine a été tué à mes côtés. C'était un homme charmant! Ce n'est pas dans la charge qu'il a été tué, mais quand, une fois entrés dans les tranchées, il a fallu se défendre. Hier, mercredi des cendres, ils nous ont attaqués, à deux heures, pour reprendre leur tranchée perdue. Le capitaine ayant succombé, c'est moi qui ai eu le commandement de la compagnie, et je vous assure que je me sentais une terrible responsabilité. Pendant quelques instants, tout a dépendu de la conduite de mes hommes. Heureusement, ils ne se sont pas affolés et les Boches ont été tués avant d'arriver jusqu'à nous. Ma première ligne ayant été enfoncée, j'ai cru un moment que la position allait être perdue. Mais ma seconde ligne a tenu et les Allemands ont dû renoncer. Le commandant a félicité ma compagnie. Le fait est qu'il y a là des hommes épatants. Ils vont à la mort avec *un chic*, un entrain admirables. C'est un plaisir de marcher avec des types comme ceux-là!

« Malheureusement, nous avons eu beaucoup de pertes et combien nous regrettons notre capitaine! Arrivé de Paris la veille, il portait la culotte rouge, un superbe képi et il ne se cachait pas. Il était toujours au premier rang, organisant tout admirablement. Il a reçu une balle dans la tête et a été tué sur le coup. Il est mort une ombrelle à la main; il avait trouvé cela chez les Boches et, comme il neigeait un peu, il l'avait ouverte. Ça peint l'homme, n'est-ce pas, ce capitaine français qui s'abrite des balles sous une ombrelle?

« On voit des choses épouvantables qui, sur le moment même, ne font presque pas d'impression. C'est ensuite, quand la fièvre est tombée, qu'on pleure, je vous l'avoue, toutes les larmes de ses yeux. Il est si triste de songer à tous les camarades qu'on a vus mourir! Maintenant je suis éreinté. Le plus dur n'a pas été l'attaque, mais la fatigue que nous avons éprouvée toute la journée ensuite. On sent qu'on va être contre-attaqué et perdre, peut-être, les positions conquises, et, quand on est responsable, tout n'est pas rose. Nous sommes restés dans cette tranchée de six heures

du matin à onze heures et demie du soir, heure à laquelle nous avons été remplacés. Enfin, c'est un joli succès, et nous avons fait du bon travail. Pour l'instant, je garde le commandement de la compagnie. C'est un honneur, mais une grande responsabilité, quand on a vingt ans et qu'on se trouve dans des circonstances comme celles d'hier...

« Je reprends ma lettre, ma chère maman, afin de vous apprendre que je suis cité à l'ordre de la division « pour avoir, restant seul « officier, maintenu ma compagnie, le 17 février, sous un feu vio- « lent de mitrailleuses et d'artillerie. » C'est officiel, puisque je viens de le lire dans la décision du jour. Je suis content de vous dire cela, ma petite maman. Vous verrez ainsi que tous vos enfants ont bien placé le cœur que vous leur avez fait et qu'ils ont gardé les leçons de leur père. Je vous embrasse de tout cœur. — Guy. »

La lettre suivante est adressée par M. Louis de L. à sa jeune femme :

« 18 *mars* 1915. — Ma chère Fernande. Je reviens de loin, de très loin, et j'ai bien cru ne jamais te revoir. Tu as dû sentir comme j'étais préoccupé avant le 15. C'est qu'on nous avait avertis que nous allions attaquer l'éperon de Notre-Dame de Lorette. Mon bataillon et ma compagnie furent désignés pour l'attaque de front. Nous sommes allés visiter deux fois l'emplacement d'où nous opérerions, et, le 15, à une heure du matin, nous sommes partis pour nous y rendre. Nous sommes arrivés vers six heures. Là, nous avons attendu. Quelle attente! L'artillerie donnait sur les Boches de chaque côté des collines qui formaient comme un grand cirque. Le spectacle était évidemment très beau, mais quelle angoisse! A deux heures, le capitaine me dit : « C'est pour deux « heures un quart. » Certes, j'étais résolu à faire mon devoir, mais quel sacrifice j'accomplissais en me résignant à mourir ainsi, loin de vous, sans te revoir, et combien je remercie la Sainte Vierge qui m'a protégé! J'avais pu me confesser et communier le matin même; j'étais prêt.

« A deux heures un quart, un coup de sifflet retentit. Tout le monde sort des tranchées. Moment terrible! Nous avions mis des échelles pour sortir. L'artillerie tonnait toujours. Le commandant dirigeait, debout sur la tranchée, revolver au poing. Au coup de sifflet, l'artillerie allonge son tir, et nous partons en criant. J'ai fait le signe de la croix, me confiant à Dieu, et t'envoyant une dernière pensée; puis j'ai marché en avant à la tête de mes hommes.

« Pendant dix minutes, ç'a été horrible. Une mitrailleuse nous

a tué beaucoup de monde. Mais l'attaque a été des plus brillantes. Nous avons pris quatre ou cinq tranchées, deux mitrailleuses et fait plus de deux mille prisonniers. Je n'ai pas eu une égratignure. La compagnie a été superbe. Un général anglais, qui assistait de loin à l'attaque, a laissé tomber ses jumelles, m'a-t-on raconté, et s'est mis à applaudir tout seul. Et, vraiment, c'était grand. Pas un homme n'a reculé. C'était magnifique. Toute ma vie, je m'en souviendrai. — Mais, hélas! nous avons eu de lourdes pertes! Mon pauvre capitaine a été tué d'une balle au ventre. Il est mort comme un soldat et comme un saint. Le matin même, il avait communié avec moi et m'avait dit : « Remettons-nous entre « les mains de Dieu ». Ses dernières paroles ont été : « Je meurs « pour Dieu et pour la patrie. Donnez-moi mon chapelet ». Je l'aimais beaucoup. C'était un homme charmant et une âme d'élite.

« Imagine-toi qu'à un moment donné, je me suis trouvé seul en face de douze Boches, dont six armés et un officier me tiraient dessus. Une balle a traversé mon képi. J'avais mon revolver. J'ai tiré et blessé l'officier. C'est alors que ton cher sifflet m'a sauvé la vie. J'ai sifflé; mes hommes ont entendu et sont accourus. Tous les Boches ont été faits prisonniers, et nous nous sommes emparé encore de deux mitrailleuses.

« La nuit a été dure, car nous nous attendions à une contre-attaque. Elle s'est d'ailleurs produite sans résultat. Mais alors, le 16, quelle terrible journée! Nous avons été bombardés six fois, d'une manière formidable, et nous n'avions presque pas d'abri! C'était effrayant; mais nous avons tenu bon. Enfin, vers huit heures du soir, on est venu nous relever.

« En arrivant au cantonnement, j'ai trouvé ta lettre, la chère photographie et jamais photo n'a fait tant de plaisir. Nous nous reverrons, ma chérie, j'en ai la confiance, car je ne peux rien voir de plus terrible que ce qu'il m'a été donné de voir en ces quelques jours. La secousse a été telle que je suis incapable de penser, de réfléchir. Je ne sais plus que dire, ni que faire. C'est comme si j'étais un peu fou et on le deviendrait à moins, je t'assure! Au revoir, chère Fernande. Demain je m'isolerai pour t'écrire. Ce n'est que lorsque je suis seul que je me sens vraiment un peu avec toi. Remercie le Sacré-Cœur et la Sainte Vierge, nous leur devons tout et nos sacrifices nous vaudront des bénédictions pour l'avenir... Louis. — »

« P.-S. — Nous venons de passer une revue. Le général de la 2e armée m'a serré la main et m'a félicité. Le général de C. a embrassé l'officier qui est allé lui présenter les mitrailleuses prises à l'ennemi et lui a dit : « J'embrasse en vous tous les officiers du

« e bataillon. » Ce matin, nous avons enterré mon pauvre capitaine que j'aimais comme un ami et comme un frère et avec lui quatre officiers tués! On leur a rendu les honneurs militaires; c'était très impressionnant. Les généraux de brigade et de division sont venus. Ils ont pris la parole et tous pleuraient en parlant. Le général de C. n'a dit que quelques mots, profondément sentis. C'est un vrai chouan celui-là! La compagnie est citée spécialement à l'ordre du jour, le bataillon aussi et moi seul également. »

La jeune femme qui a eu la fierté de lire de telles pages a pu ajouter encore, au bas de la dernière :

« Je viens d'apprendre que Louis a été décoré de la Légion d'honneur, le 1er avril, par le général Joffre en personne, qui lui a donné l'accolade sur le champ de bataille. »

Un mois s'écoule, et, le 6 mai, le sous-lieutenant Louis de L. écrit à sa mère les lignes suivantes, — les dernières :

« ... Nous allons encore une fois sortir de nos tranchées, et mon bataillon marchera encore en première ligne. A la grâce de Dieu! Je me confie une fois de plus en Lui qui est tout-puissant, et je sais que pas un cheveu de ma tête ne tombera sans sa permission. Je suis prêt, mais c'est dur quand on laisse derrière soi des êtres si chers! Je porte le Sacré-Cœur à mon képi, mon chapelet sur moi. Pauvre maman, priez bien pour vos enfants... »

Puis c'est le témoignage de ceux qui ont vu :

« 31 *mai* 1915. — C'était le 14 mai. Le 1er et le 2e bataillons devaient attaquer à 17 heures 15 les tranchées ennemies aux pentes de Notre-Dame de Lorette, à droite et à gauche d'Aix-Noulette. A 16 heures, la e compagnie dont faisait partie le sous-lieutenant Louis de L., prenait ses emplacements qui se trouvaient être au bois surnommé « le Bois des Boches », à droite de la route d'Arras. Pour cela, il fallait traverser la route à l'abri d'un garage de sacs de terre. Mais je crois bien que les hommes furent aperçus par les ballons captifs ennemis dans la direction de Lens, car aussitôt les obus tombèrent dru. Les hommes étaient tassés autant que possible dans le boyau. Il devait être 17 heures. Nul doute que votre fils ait été touché à ce moment-là par un obus qui venait d'éclater à trois mètres environ. C'est là, en effet, que le soldat V. fut blessé par le même obus à côté de votre fils. C'est là que voyant son lieutenant touché à la tête, il le secoua par l'épaule, en lui demandant : « Mon lieutenant, vous êtes blessé? »

Il renouvela sa demande. Rien... Ce sont là tous les renseignements que je puis vous donner. A 17 heures 15, je partis à l'attaque, et c'est dans la 2e tranchée ennemie que je fus blessé. La mort a dû être instantanée; votre fils n'aura pas souffert. C'était un brave et un grand chrétien. Il est mort portant fièrement son chapelet à son cou et l'image du Sacré-Cœur à son képi... » — Adjudant J., du 158e.

« ... J'ai réuni ses papiers, sa montre, son portefeuille, avec les photographies de sa femme et de ses enfants. Il nous les montrait souvent, et sans cesse nous parlait d'eux, de vous, Madame, de ses frères, tous au front, et il en était fier. Sa cantine a été envoyée au dépôt. Elle vous sera remise. Je n'ai pas osé écrire à sa femme, car une lettre est plutôt brutale. Je vous serai reconnaissant de lui dire combien je compatis à sa douleur, étant moi-même marié et père de deux enfants. Dites-lui aussi combien nous regrettons le brave et loyal Français qu'était son mari... — Capitaine A. »

Au foyer, sur les champs de bataille, les cœurs se redressent encore une fois devant l'épreuve, « plus forts que la mort » :

« Ma chère petite Maman. Ce pauvre Loulou, que nous aimions tant, qui avait une si grande confiance! Quelle douleur pour notre pauvre famille de voir s'en aller, les uns après les autres, ceux qui étaient indispensables! Toute notre affection pour vous, tout ce que nous pourrons faire pour ceux qu'ils laissent après eux, ne compensera jamais leur perte... Mais, malgré toutes ces tristesses, nous n'avons pas encore le droit de courber la tête et de pleurer. Toutes ces morts cruelles ne doivent servir qu'à nous entraîner davantage à les venger sur nos ennemis. Je sais que vous êtes courageuse, que vous surmonterez votre douleur si légitime pour mieux remplir les lourds devoirs qui sont les vôtres. Souvenez-vous de ce qu'écrivait notre Joseph à la veille de son départ, — c'est vous-même qui me l'avez rappelé : « Ne seriez-vous pas fière « d'avoir dix fils à la guerre, quand même il en resterait quelques- « uns? Quelle consolation pour vous et ceux qui reviendraient de « penser que ceux qui ne sont pas revenus sont morts glorieuse- « ment, en faisant tout leur devoir. » Oui, ma petite maman, soyez fière, très fière, de vos fils, ayez confiance en ceux qui restent. Ils valent les autres et sont décidés à les imiter, s'il le faut, s'ils ne parviennent pas à les venger de la seule vengeance qu'ils veulent : la ruine complète de l'Allemagne haïe!

« Tous ces sacrifices qui vous brisent le cœur sont peut-être nécessaires. En tous cas, Dieu les a jugés utiles. C'est de la gloire pour la famille, comme le disait Joseph, que tous nos morts nous ont conquise...

« Je suis bien content que vous soyez à B. Tâchez d'y emmener Fernande et ses petits enfants. Ils vous rappelleront leur papa, et il ne faudra pas pleurer, puisque Gaby sera la continuation de Loulou. Vous l'aimerez deux fois plus seulement... En venant ici, nous avons défilé devant le général commandant l'armée de Belgique. Le colonel qui était à côté de lui m'a présenté, quand je passais à cheval en tête de ma compagnie. J'ai le plus beau cheval du régiment... Je commande la 11e compagnie, citée deux fois à l'ordre de la division et citée il y a quinze jours à l'ordre de l'armée pour sa brillante conduite dans la dernière attaque. Tout le monde m'envie, car c'est la plus belle compagnie du régiment, comme le e zouaves est le plus beau régiment de France! Je commande à 200 hommes. J'en suis très fier, vous savez; jamais je n'aurais espéré pareil honneur. Adieu, ma chère petite maman adorée, je vous aime beaucoup plus encore depuis que vous êtes si malheureuse. Mais il faut que vous surmontiez votre douleur, car nous ne pourrions pas nous passer de notre maman, nous qui sommes si loin de vous et dont vous êtes le bien le plus précieux et le plus chéri. Soyez fière, très fière, et que votre orgueil soit encore plus grand que votre chagrin. — Votre Guy qui vous aime. »

« 4 *juin* 1915. — Ma chère Guite. C'est au milieu de nos préparatifs d'attaque que je reçois la nouvelle de la mort de notre pauvre Loulou! Et c'est mieux ainsi! car j'ai moins le temps de penser à la douleur de cette nouvelle épreuve, pour notre chère maman, pour la malheureuse petite veuve et les deux orphelins. Je suis infiniment triste à la pensée de ne plus revoir ce bon Loulou, si gai, si gentil... Il faut continuer à entourer notre pauvre maman de votre tendresse encore plus vive, si c'est possible, et la supplier de penser à tous ceux et celles qui restent et qui auront tant besoin d'elle quand la terrible épreuve sera finie... Je t'embrasse de tout mon cœur, chère Guite, et te charge de dire à maman tout ce que te suggérera ton cœur si vaillant à l'exemple du sien. Embrasse pour moi Madeleine, Nonette et encore une fois maman qui ne doit pas se désespérer tant qu'il en restera un! — Robert. »

« ... Quelle douleur encore pour nous, ma chère maman, que la mort de notre pauvre Loulou, quel déchirement pour vous après

Joseph, Albert! Je tremble en pensant à cet acharnement de la Providence sur votre cœur maternel. Mais, encore une fois, j'ai confiance dans votre héroïsme. Soyez fière, chère maman, nous pleurerons après!... Quand vous recevrez cette lettre, nous aurons probablement déjà attaqué. Depuis plusieurs jours, l'arme au pied, nous n'attendons qu'un signal pour sauter sur les Boches. Moi non plus, je ne crains pas la mort. Je ferai tout mon devoir... — ROBERT. »

« *Dimanche*, 13 *juin*. — Ma chère maman. Après cinq jours de bataille, nous voici revenus dans un cantonnement de l'arrière, pour nous brosser, nous laver et, hélas! nous compter... Les pertes du régiment ont été lourdes; mais nous avons obtenu un succès qui a été, paraît-il, relaté par le communiqué officiel. Vous avez dû lire le récit de nos exploits à la ferme Touvent près d'Hébuterne et le compliment qui nous a été fait par cet officier boche qui *nous a pris pour une troupe d'élite.*

« La bataille continue d'ailleurs. Quelle hécatombe et quelle triste manière de faire la guerre! Pour ceux qui ne l'ont pas vue, c'est inimaginable et indescriptible. Ma compagnie a été particulièrement heureuse, soit dans l'exécution de sa mission, soit dans le petit nombre de pertes. Nous avons atteint l'objectif qui nous avait été assigné au milieu d'un brouillard épais sans tirer un coup de fusil et sous une fusillade et une canonnade terribles cependant. Nous avons dû à la rapidité de notre marche d'échapper au feu des mitrailleuses qui ont fait beaucoup de mal aux unités voisines. Je pensais sans cesse à notre pauvre Loulou pendant ce tête-à-tête avec les Boches. Je viens d'être mis à la tête d'une compagnie et mon chef de bataillon me propose pour le grade supérieur. Quelle que soit la suite donnée à cette proposition, j'en retiens le motif avec fierté. — ROBERT. »

La *suite* vint quelques jours après. Pendant ce même mois de juin, Mme de L. apprit encore la nomination de son fils Maurice au grade de sous-lieutenant. « Je suis heureux de vous annoncer que la famille compte aujourd'hui un officier de plus... Dès que je le pourrai, j'irai consacrer mes galons au Sacré-Cœur » —; celle de son fils Guy au grade de lieutenant avec une nouvelle citation à l'ordre du corps d'armée pour les affaires des 24, 25 et 26 avril : « ... Cette citation me donne droit à une petite étoile en vermeil qui fera pendant à celle en argent que j'ai déjà. On va nous distribuer bientôt nos croix de guerre. Je vous enverrai la mienne comme souvenir, en attendant de la porter ensuite, si le

bon Dieu le veut. — Guy. »; enfin, la citation à l'ordre de la 2e armée du sergent de réserve de L., Marie-Albert, du 75e régiment d'infanterie, tombé au champ d'honneur, le 31 octobre : « Sous-officier d'une extrême bravoure. Lors de l'attaque de Lihons-Lihu, le 31 octobre 1914, a, pour exalter le moral de ses hommes et les encourager à se dresser, afin de tirer plus rapidement sur les Allemands qui avançaient, fait le coup de feu à découvert, au-dessus du parapet, et a été tué d'une balle dans la tête. — Le général commandant la 2e armée : de Castelnau. »

« J'attends les croix de guerre de mes héroïques enfants », peut écrire Mme de L. en parlant de tous, les morts et les vivants.

Hélas! la guerre n'est pas achevée. Fidèles à leur poste d'honneur, les sept frères demeurent au danger, sur les champs de bataille, d'où l'aîné de tous, il y a quelques semaines, écrivait avec un fier mélange de clairvoyance et de stoïque résolution : « Je ne crois pas que les munitions manquent encore en Allemagne, si j'en juge par la magnifique ogive de cuivre qui vient de tomber sur ma cagna et qui me servira de presse-papier... Inutile de vous dire d'ailleurs que cette nouvelle constatation ne m'empêche pas d'être parfaitement en forme et mes camarades comme moi. Nous tiendrons et nous durerons *ce qu'il faudra. Ceci ne fait pas l'ombre d'un doute.* — Robert. »

C'est ainsi que nos soldats donnent l'exemple. La France le suivra, tiendra comme eux et, par eux, vaincra.

M. Eydoux-Démians.

P.-S. — Je dois, en terminant, m'excuser auprès de Mme de L. et de ses enfants. Pensant que je me contenterais d'en prendre quelques extraits, Mme de L. avait bien voulu me prêter toute cette intéressante correspondance, sans même en parler à ses fils. Or j'ai été entraînée par mon « sujet », par la beauté de ces lettres si pleines de vie française supérieure, et... le premier article paru m'a attiré déjà bien des reproches! Cependant faut-il regretter cette publication? Ces lettres, en traduisant des sentiments que, du général au troupier, tant de nos soldats éprouvent, ne deviennent-elles pas presque impersonnelles? Et les sentiments d'une seule famille ne traduisent-ils pas aujourd'hui ceux qui font battre, dans tous les foyers de France, les cœurs des mères et des enfants? — M. E.-D.

LES NÉOCARLISTES

ET L'ALLEMAGNE [1]

Les carlistes étaient assez oubliés en France depuis leur dernière levée de boucliers en 1872, et le nom de ce parti, réduit, croyait-on, à une quasi impuissance, représentait à nos yeux quelque chose d'un peu fané, d'un peu désuet. Chez certains vieillards subsistent peut-être quelques souvenirs des temps héroïques du premier carlisme, de la guerre de 1834 à 1839, et je ne serais point surpris que l'on trouvât, dans les châteaux de quelques-unes de nos familles légitimistes, des lithographies, entourées d'un cadre très romantique, du beau, brave, sévère et désintéressé Zumalacárregui, ce magnifique spécimen de la race basque, dont tant de nos grand-mères ont raffolé. Mais, en général, en France, le carlisme passait pour mort et enterré.

Nous nous trompions : le carlisme n'est point mort, il continue de vivre et même, depuis la guerre déchaînée par l'Allemagne, il s'agite, il s'exalte et se livre à un très grand vacarme. Seulement ce parti ne ressemble plus du tout à l'ancien : on nous a complètement changé nos vieux carlistes, dont on pouvait à la vérité ne pas épouser toutes les idées, mais dont les fortes convictions et l'esprit de sacrifice imposaient le respect. Loin de haïr la France comme ceux de maintenant, plusieurs versèrent leur sang pour elle. Sait-on qu'un de ces carlistes de la première heure, Antonio Rodriguez y Martinez, passé en 1840 dans notre légion étrangère, et devenu plus tard général, combattit en 1870-71 sous les étendards de la République le militarisme prussien, et prit part à la bataille de Coulmiers, ainsi qu'à la campagne de notre malheureuse armée de

[1] J'emploie à dessein cette expression de néocarlistes, car le carliste d'aujourd'hui se distingue aussi bien de l'ancien carliste que du jaimiste attaché à son prince et qui n'entend pas être gouverné par des *caciques* d'occasion.

l'Est? Voilà un souvenir un peu gênant pour nos germanolâtres d'assez fraîche date. — Le carliste d'aujourd'hui reste, si l'on veut, comme ses devanciers, absolutiste et rétrograde, mais il est en outre haineux et tout à fait chimérique. Pour comprendre cette évolution, quelques explications préalables paraîtront nécessaires. Et d'abord, puisqu'il s'agit d'un parti politique, il convient de distinguer le chef de ses adhérents, d'autant mieux que dans l'espèce les adhérents ont pris une telle importance qu'ils se trouvent, sur beaucoup de points essentiels, en contradiction avec ce chef et se substituent entièrement à lui : « Je leur commande, donc je les suis. » Cette parole fameuse reste toujours vraie.

Très connu à Paris, Don Jaime de Bourbon, duc de Madrid, est un homme de quarante-cinq ans, à la figure ouverte et sympathique. Bourbon par son père Don Carlos et Bourbon par sa mère Marguerite, princesse de Bourbon-Parme, Don Jaime, né en Suisse, appartient à la nationalité espagnole, quoiqu'il ait passé la plus grande partie de sa vie en Autriche : il habite communément le château de Frohsdorf, qu'il tient de sa grand-tante la comtesse de Chambord, quand il ne voyage pas ou qu'il ne séjourne pas au milieu de nous dans son pied à terre de l'avenue Hoche. On sait que le duc de Madrid a servi pendant quatorze ans dans l'armée russe, qu'il s'est valeureusement conduit au cours des guerres contre les Boxers et contre le Japon [1], et qu'en témoignage de ses brillants services le tsar Nicolas II lui a conféré le grade de colonel honoraire du régiment des hussards de Grodno. Parmi ses parents les plus proches et qui éventuellement pourraient être appelés à jouer un rôle politique, nous trouvons : d'abord son oncle paternel, le prince Don Alphonse de Bourbon — *y de Austria Este*, ajoutent les purs — connu par sa participation à la dernière guerre carliste, et qui se montre en ce moment très Allemand, surtout très ennemi de la France; sa tante, femme de Don Alphonse, l'intrépide quoique très frêle amazone Marie des Neiges de Bragance, dont les prouesses aux côtés de son mari vivent dans la mémoire de tous les carlistes et alimentent encore l'imagerie populaire; puis son beau-frère l'archiduc Léopold Salvator, marié à la princesse Blanche de Castille, fille aîné de Don Carlos. Rappelons enfin que, par suite de certains incidents sur lesquels il n'y a pas lieu d'insister ici, Don Jaime et sa famille ont rompu toutes relations avec la seconde femme de Don Carlos, la princesse Berthe de Rohan-Guemenée,

[1] Nos lecteurs n'ont pas oublié les très vivantes et curieuses lettres de Don Jaime sur la campagne de Mandchourie que nous avons publiées dans nos livraisons du 10 juin et du 25 août 1904. — N. D. L. R.

qui vit à Venise, dans le palais Loredan dont son mari lui a laissé la propriété : il est même interdit à tout chambellan des princes de Bourbon de franchir le seuil de ce palais. Rien ne fait supposer, d'ailleurs, que cette très noble dame s'occupe jamais de politique : elle a d'autres soucis.

Ces renseignements biographiques et de famille, qu'on me passera, étaient indispensables pour expliquer l'attitude du duc de Madrid au moment du conflit qui mit sens dessus dessous toute l'Europe. Bourbon de naissance et, nous croyons pouvoir le dire, Bourbon de cœur, Don Jaime répugnait à l'idée de se joindre aux ennemis de la France, même de la France républicaine dont il est souvent l'hôte et qui ne lui a jamais causé le moindre préjudice. D'autre part, sa condition d'Espagnol lui imposait la neutralité adoptée par le gouvernement de son pays, qu'il ne songe pas en ce moment à combattre, tandis que ses relations étroites de parenté avec la maison d'Autriche et son établissement à Frohsdorf l'obligeaient à certains égards envers le vieil empereur François-Joseph. Enfin, autre complication, du moins en apparence, Don Jaime est colonel russe. Oui, il est colonel russe, mais colonel *honoraire*, et non pas colonel *en congé*, comme le dit le Gotha. Si, au début des hostilités, le duc de Madrid avait dû rejoindre son régiment, on peut bien croire qu'il l'eût fait avec plaisir et entrain. Un Bourbon colonel de hussards et qui garde son sabre au fourreau pendant que ses hommes se battent, cela n'a pas dû se voir souvent : seulement, n'étant pas en service actif, Don Jaime ne pouvait pas, sous peine de porter atteinte au principe de la neutralité, demander à reprendre un commandement dans l'armée russe. C'est cependant de quoi l'on eut peur à la cour de Vienne, pour avoir sans doute accordé trop de crédit à l'Almanach de Gotha.

Ici se place un incident qui s'est passé à Frohsdorf vers la mi-août 1914. On me permettra de le rapporter d'après un témoin oculaire, parce que cet incident a vraiment déterminé la conduite du prince et qu'il a été à dessein dénaturé par les carlistes militants d'Espagne.

Vers la mi-août donc, un fonctionnaire impérial, au chapeau très ombragé de plumes, se présenta à Frohsdorf avec un pli qu'il présenta à Don Jaime de Bourbon. Ce dernier, un peu étonné de cette démarche solennelle, ouvrit le pli et fut encore plus étonné, suffoqué même, d'y trouver une déclaration à signer. La déclaration portait que le prince, non seulement devait s'engager à observer une stricte neutralité pendant toute la durée de la guerre, mais qu'il devait en outre — clause assez contradictoire — favoriser

autant que possible la cause austro-allemande. Naturellement Don Jaime refusa de signer, estimant qu'en le faisant il manquerait à l'honneur et à ses sentiments intimes. On dit que sa tante Marie des Neiges, présente à la scène et qui n'a aucun motif d'être favorable aux Alliés, mais qui est Bragance et assez chatouilleuse sur le point d'honneur, fut non moins suffoquée que son neveu et ne se priva pas de le faire connaître au fonctionnaire empanaché, qui se retira assez penaud de l'insuccès de sa mission. L'affaire n'en demeura pas là, car le lendemain un colonel, suivi de vingt-cinq hommes et de deux automobiles de guerre, vint, toujours par ordre supérieur, cerner le château de Frohsdorf et signifier au prince qu'il eût à ne point sortir de ses appartements. Cette mesure militaire et brutale ne changea rien du tout, comme bien l'on pense, à la volonté formelle de Don Jaime, mais causa un grand émoi dans son entourage. Le litige fut porté à Vienne et, après quelques pourparlers, tranché à l'entière satisfaction du prince qui reçut des excuses et l'avis qu'il pouvait ou bien rester à Frohsdorf sans garde ou quitter le territoire autrichien. Après avoir passé quelques jours dans sa résidence pour affirmer son droit d'y vivre librement, Don Jaime prit le chemin de la Suisse. Voilà en gros ce qui s'est passé à Frohsdorf au mois d'août 1914. Il importe peu que les carlistes de la faction allemande aient présenté les faits sous un tout autre jour, en disant que Don Jaime n'a jamais eu à se plaindre du gouvernement impérial et que ses relations avec la maison d'Autriche restent aussi cordiales que par le passé. Nous connaissons les procédés du *Correo español* et autres feuilles non moins inféodées à l'Allemagne; mais les faits subsistent et personne ne pourra les démentir.

Sur la conduite du duc de Madrid depuis le mois d'août dernier et ses déplacements, beaucoup de nouvelles fausses ont été répandues, et journellement encore on lui prête dans la presse traditionaliste d'Espagne des propos qu'il n'a jamais tenus. Les informations que je dois à mon garant me permettent de dire qu'après un séjour à Wartegg (canton de Saint-Gall), propriété de la duchesse de Parme, Don Jaime a passé une quinzaine de jours à Lyon, donnant ses soins à nos blessés, qu'il s'est ensuite rendu en Italie, auprès de deux de ses sœurs, qui habitent l'une Rome, l'autre Viareggio (province de Lucques), qu'il a entre temps fait deux courts séjours à Paris et qu'après l'entrée en campagne de l'armée italienne contre l'Autriche, il s'est retiré à Frohsdorf où il réside actuellement. Le duc de Madrid a trop le sentiment des convenances pour livrer ses pensées intimes en pâture aux journalistes : aussi toutes les conversations que ceux-ci lui prêtent ne

méritent-elles, jusqu'à preuve du contraire, aucune créance. Si Don Jaime a le souci de l'honneur et a donné, comme on sait, de nombreuses preuves de courage personnel, peut-être ne possède-t-il pas la même application que son père à ses devoirs de chef de parti ni l'autorité morale qui sait soumettre à une règle inflexible des fidèles assez indisciplinés, éteindre de mesquines rivalités entre les divers agents qui se partagent l'organisation de la propagande et réduire certaines vélléités d'indépendance, certaines poussées dans un sens ou un autre parfois fort dangereuses et compromettantes. Le métier de « roi en exil » a ses dangers et il est rare qu'un prince, qui ne demeure pas en contact direct et continu avec ses fidèles, réussisse à les bien diriger. Visiblement Don Jaime se décharge volontiers sur d'autres d'une partie de sa tâche et l'on peut croire qu'il éprouve parfois une certaine lassitude et même un certain dégoût, quand ses principaux lieutenants l'initient à toutes les compromissions ou manèges louches qui forment l'histoire secrète de beaucoup de partis politiques.

*
* *

Quels motifs ont porté au moins quelques fortes têtes du parti à se jeter dans la lutte et à combattre très ostensiblement pour l'Allemagne, à la grande surprise de beaucoup de Français qui ne connaissent guère l'Espagne ni son histoire, c'est ce que je voudrais maintenant tirer, si possible, au clair. Le grand instigateur-directeur de la campagne des néocarlistes en faveur de l'Allemagne est l'Excellentissime Seigneur Don Juan Vazquez de Mella y Fanjul, homme politique ou plutôt orateur parlementaire très renommé parmi les siens et même chez ses adversaires qui le tiennent pour une gloire nationale. Une première question se pose à son endroit. M. Mella a-t-il obéi simplement à des tendances de son esprit et à ce qu'il pouvait estimer être l'intérêt politique du carlisme dans les circonstances actuelles, ou bien l'attitude qu'il a cru devoir prendre répond-elle, en une certaine mesure au moins, à des traditions du parti et à son histoire au dix-neuvième siècle?

Je ne pense pas que le gros de l'armée carliste soit très instruit de l'histoire diplomatique du carlisme au temps du premier prétendant Charles V; mais quelques chefs ont certainement gardé le souvenir de la ligne de conduite adoptée par la Prusse après la mort de Ferdinand VII et pendant une partie du règne d'Isabelle II et qui consista à favoriser autant que possible le prétendant au trône, lequel invoquait des principes chers à l'ancienne Sainte-Alliance, et à s'abstenir de reconnaître le gou-

vernement constitutionnel de l' « innocente Isabelle ». La Prusse ne reconnut officiellement ce dernier gouvernement qu'en 1848, neuf ans après la convention de Vergara qui mit fin à la première guerre carliste. Mais, non content de prêter ainsi un appui détourné au légitimisme espagnol, le gouvernement prussien lui en prêta un plus efficace en permettant à des officiers de prendre du service dans l' « armée factieuse », à partir surtout de 1836. Tous n'appartenaient pas à la catégorie de ceux dont une armée se sent très particulièrement fière, mais il en est plusieurs de réputation intacte qui passèrent les Pyrénées, poussés à la fois par l'esprit d'aventures et par un dévouement très sincère à la cause de la légitimité, — ce que firent aussi un certain nombre de légitimistes français, — et, parmi ces officiers prussiens, quelques-uns rendirent à la cause carliste d'assez bons services que les historiens espagnols du parti mettent une indéniable complaisance à rappeler. Nous possédons de plusieurs d'entre eux des mémoires qu'il n'est pas sans intérêt de feuilleter.

Les plus vivants et les mieux informés sur les questions politiques sont les *Souvenirs des années 1837, 1838 et 1839* du prince Félix de Lichnowsky, publiés à Francfort, en 1841. Ce personnage d'assez haute naissance, qui joua un rôle politique dans son pays et fut assassiné par des émeutiers en 1848, possédait un aimable talent de narrateur et savait noter, non sans malice, les côtés ridicules des principaux défenseurs du roi légitime, de tous ces inutiles et de toutes ces mouches du coche qui encombraient les résidences royales, s'étirant et levant les bras au ciel, et que les combattants agacés désignaient plaisamment sous le nom d'*ojalateros*, du mot espagnol d'origine arabe *ojalá*, qui signifie : plaise à Dieu que... Quoique plus royaliste que le roi et fort bien pensant, Lichnowsky trouvait Charles V un peu borné et un peu trop enclin à s'en remettre toujours à l'intervention de Notre-Dame des Douleurs, généralissime de son armée, dont l'étendard brodé par la princesse de Beira, sa belle-sœur et plus tard sa femme, était confié à l'Escadron de la Légitimité. Lichnowsky demeura surtout attaché aux états-majors, assez près de la personne du souverain, quand celui-ci consentait à prendre part aux opérations; il écrit pour le plaisir de raconter ce qu'il a vu, en homme du monde assez cosmopolite, en tout cas plein d'admiration et de sympathie pour les légitimistes français qu'il rencontra en France et en Espagne, mais sans oublier, bien entendu, de célébrer, quand l'occasion s'en présente, les actions glorieuses de son roi Frédéric-Guillaume III : il se plaint même en un passage de son livre d'avoir eu beaucoup de peine à se procurer une outre de

mauvais vin pour trinquer à la santé de ce monarque, le jour de sa naissance, avec les officiers allemands de l'armée du prétendant. Quoique traduits en français dès 1844 par la comtesse de Bocarmé, les *Souvenirs* du prince de Lichnowsky ne paraissent pas avoir été très lus en Espagne, mais ils le furent sans doute par le général carliste Montenegro, qui, se croyant offensé par une allusion du prince allemand, se battit avec lui et le blessa grièvement.

D'autres mémoires publiés la même année que ceux de Lichnowsky ont pour auteur Auguste von Gœben qui, par la suite, devint général et que nous connaissons en France comme adversaire de notre glorieux Faidherbe. Ce Hanovrien nous apprend lui-même, dans des notes autobiographiques, que les motifs de son engagement dans l'armée carliste furent à la fois ses convictions royalistes et la haine qu'il avait vouée à l'Angleterre (déjà cette haine et, ce qui est plus inexplicable, chez un Hanovrien!) Son départ, dit-il, lui fut très facilité par le gouvernement prussien, qui accordait toute sa sympathie à l'héroïque entreprise de Don Carlos. Selon son historien, M. Gebhard Zernin, la raison principale de la fugue d'Auguste von Gœben aurait été différente : lieutenant au 24e d'infanterie prussienne en 1836, le jeune officier, très joueur, inspirait de grandes inquiétudes à son père, et celui-ci l'aurait poussé à démissionner. Toutefois un de ses camarades, dont on rapporte le témoignage, déclare que cette passion du jeu ne valut à Gœben aucune mesure disciplinaire et qu'il estime qu'elle n'a pas déterminé sa sortie momentanée de l'armée prussienne. Quoi qu'il en soit, le futur général et commandant du huitième corps de la nouvelle armée allemande vint rejoindre Don Carlos dans le cours de l'année 1836. Ses Mémoires, beaucoup moins agréablement écrits que ceux de Lichnowsky, nous renseignent assez bien sur les opérations militaires auxquelles il participa et ne sont point négligeables. Après quatre ans de séjour auprès des carlistes, il partit écœuré, maudissant les traîtres et souhaitant presque le triomphe d'Espartero. De Gœben on ne parle guère en Espagne et pour cause : il n'a pas été traduit en français.

Les *Souvenirs de la guerre civile d'Espagne* du baron Guillaume von Rahden (1840), qui commandait le génie dans l'armée de Cabrera, ne l'ont pas été non plus; mais la *Bibliothèque traditionaliste* de Barcelone, dite du *Drapeau national*, a consacré à cet ouvrage quelques pages très louangeuses qu'accompagne un portrait de cet officier supérieur. Je crains un peu que l'homme politique qui, sous le pseudonyme de baron d'Artagan, a écrit cette notice n'ait pas lu des *Souvenirs* de Rahden autre chose

que le titre. Qualifier d'« élégant » et d' « agréable » le s yle de ces mémoires militaires passe un peu la mesure : la vérité est que l'on trouve chez Rahden de précieux renseignements sur la personne de Cabrera, le Cabrera de la première manière, et aussi beaucoup de petits détails précis et curieux sur la *camarilla* civile et militaire du premier prétendant.

Un trait commun à ces trois officiers est l'admiration que leur a inspirée notre terrible compatriote, le fameux comte Charles d'Espagne, ce type d'Ariégeois, de beaucoup moins haute noblesse qu'on ne l'a dit et qui n'a jamais rien eu de commun avec les comtes de Foix, mais superbe militaire et royaliste jusqu'au bout des ongles. « Vivent les rois quand même », dit-il un jour à Lichnowsky, lorsqu'il vit la cause du premier Don Carlos perdue. Ce comte d'Espagne, qui par haine de la Révolution passa au service de la nation voisine et qui, à la mort de Ferdinand VII, devint tout naturellement partisan et défenseur du parti absolutiste, plut infiniment à nos Allemands; aussi s'indignèrent-ils tous trois du hideux guet-apens que lui tendirent quelques trabucaires catalans et où il succomba le 7 novembre 1839. La réputation de dureté inflexible que certains incidents de sa vie politique avaient créée au comte d'Espagne ne les gêne pas beaucoup, car ils étaient habitués aux rigueurs du code militaire prussien ; mais je dois dire qu'aucun d'eux n'approuve les actes de cruauté commis, soit par les carlistes, soit par les constitutionnels, envers des femmes et des non-combattants; ils n'approuvent pas davantage les dévastations inutiles et uniquement motivées par la vengeance. Ce sont pourtant les petits-fils de ces Lichnowsky, de ces Gœben, de ces Rahden et aussi de ces Plessen, de ces Keltsch et de ces Rappard, compagnons d'armes des premiers et dont il est souvent parlé dans nos mémoires, qui président aujourd'hui à toutes les atrocités *disciplinées* commises par les soldats allemands en Belgique, en France et en Pologne contre les hommes et contre les choses! Quel changement dans l'état d'esprit de cette noblesse militaire prussienne! Et ne peut-on pas se demander avec stupeur ce qu'aurait ressenti le fervent légitimiste et même ami de la France, Félix de Lichnowsky, s'il avait pu voir un général allemand s'exercer à détruire à coups d'obus, par pure sauvagerie, les plus belles statues de la cathédrale de Reims?

Sur les relations entre Don Carlos et la Prusse, les mémoires de ces officiers ne nous apprennent presque rien, pour la bonne raison qu'ils n'avaient été mis au courant d'aucun secret. Seul Lichnowsky, beaucoup plus mêlé par sa condition au monde diplomatique, paraît avoir su quelques petites choses; mais il

observe intentionnellement une très grande discrétion. Il nous dit seulement que vers le milieu de l'année 1837 le marquis de Monasterio fut envoyé par Charles V à La Haye, à Vienne et à Berlin, pour informer ces cours, « qui lui avaient témoigné quelques sympathies », du passage de l'Èbre par ses troupes. On n'est pas plus prudent. J'ignore si les historiens allemands ont éclairci la question et le moment n'est pas très propice pour s'en assurer. En tout cas, je n'ai rien trouvé de précis à ce sujet dans l'*Histoire de l'Espagne au XIX*e *siècle* par Hermann Baumgarten, qui s'est cependant servi de papiers diplomatiques prussiens. Peut-être les archives de quelques grands d'Espagne affiliés au parti carliste, celles des comtes d'Orgaz et des marquis de Monasterio, par exemple, contiennent-elles des preuves de ces négociations secrètes, et peut-être les descendants de ces diplomates improvisés ont-ils conservé le souvenir des voyages entrepris pour quêter des soutiens à la cause. La diplomatie allemande, elle, doit être renseignée. Quand il s'est agi, au début de la guerre, de travailler l'Espagne, d'établir sur certains points du territoire, en Galice et dans les Asturies, des postes plus ou moins clandestins de télégraphie sans fil, ou de s'assurer par la voie de l'Italie certains ravitaillements, les agents allemands eurent besoin de complices sur place et ils n'avaient que l'embarras du choix. Ils comptaient de nombreux amis dans le clergé, dans l'armée et dans presque tous les partis politiques. Le clergé et l'armée sont un peu trop hiérarchisés et surveillés pour pouvoir se mettre facilement au service d'une puissance étrangère et certains groupements politiques, même ceux qui n'ont guère de scrupules, comme les anarchistes, n'offraient pas de garanties suffisantes... ou se montraient trop exigeants. Ne voulant ou ne pouvant traiter avec la *Mano negra*, les diplomates du Kaiser s'adressèrent au parti que d'anciens liens unissaient à la monarchie prussienne et qui avait à leurs yeux l'avantage d'être assez bien organisé : à plusieurs égards, les carlistes répondaient au programme.

*
* *

Voyons donc, avant de décrire la campagne menée en faveur du militarisme allemand par M. Mella, quelle est cette organisation carliste. Rien de plus simple que de s'en rendre compte : il suffit de parcourir quelques volumes de la *Bibliothèque traditionaliste* dont il a été parlé, quelques almanachs et quelques brochures de propagande, car, chose qui surprend un peu au premier abord, ce parti antidynastique et qui, au besoin, aurait recours à la force des armes, vit et s'organise au grand jour; il a ses journaux, souvent

très violents, ses comités, ses clubs, ses « jeunesses », etc. Mieux encore, beaucoup de carlistes avérés sont militaires, magistrats, professeurs, fonctionnaires de tout ordre, et il arrive que dans une même famille un des fils soit dynastique et l'autre *factieux* : à la vérité, tous les deux se tirent très bien d'affaire et parent à tous événements en se disant *traditionalistes*. Je n'entends ni blâmer ni approuver cette façon d'agir ; je constate et je dis : *Cosas de España.*

Le représentant officiel en Espagne de Don Jaime de Bourbon est actuellement Don Enrique de Aguilera y Gamboa, marquis de Cerralbo, grand d'Espagne de première classe (de l'*ancienne* grandesse) et, ce qui vaut mieux encore, fort galant homme et érudit de grand mérite, que notre Académie des Inscriptions et Belles-Lettres s'est fait un plaisir d'inscrire au nombre de ses correspondants étrangers en 1913, pour reconnaître la valeur exceptionnelle de ses travaux d'archéologie ou d'histoire et aussi pour répondre à l'excellent accueil que plusieurs de nos compatriotes ont trouvé auprès de lui. Dès le commencement de la guerre, le marquis de Cerralbo semble avoir gardé une grande réserve et joué un rôle assez effacé. J'en juge d'après une lettre qu'il a fait adresser au mois d'avril dernier au journal *Germania*, organe de la faction allemande qui l'avait questionné ; le marquis se borne à renvoyer le journal pour plus ample information à « notre incomparable Mella ». Sans abdiquer, il est vrai, la délégation qui lui a été conférée par le « prince proscrit », mais peut-être trop absorbé par ses travaux d'érudition, le marquis de Cerralbo estime donc que le grand orateur du parti peut le suppléer très avantageusement.

Après le délégué général, il y a des délégués provinciaux. Certains d'entre eux nous sont assez connus, puisqu'ils habitent sur notre sol. Par exemple, M. Tirso de Olozabal, domicilié à Saint-Jean de Luz, ainsi que son gendre M. de Urquijo, directeur de la *Revue des études basques*, qui s'imprime en Allemagne, mais à laquelle collaborent divers basquisants français et espagnols. Ces deux carlistes de marque, — le premier gouverne tout le carlisme des provinces basques, — combinent agréablement leurs sympathies allemandes avec des sentiments d'aimable condescendance à l'égard du gouvernement de la République qui leur offre l'hospitalité. Je ne sache pas d'ailleurs qu'il y ait rien de grave à leur reprocher et nous ne saurions vraiment exiger d'eux autre chose qu'une attitude correcte.

Le principe d'association est très cultivé par le carlisme, qui a compris aussi et de très bonne heure combien il importe de former la jeunesse aux idées qui devront lui servir de norme toute la vie. Zumalacárregui, en grand organisateur qu'il était, avait créé des

compagnies d'enfants, auxquelles on dònna le nom de *requeté*, d'un mot catalan d'origine inconnue. Ces *requetés* ont pris une grande extension depuis lors et surtout depuis qu'ils ont suscité chez les républicains des associations rivales qualifiées de *barbares*. A côté des *requetés*, fonctionnent des *jeunesses* de garçons déjà plus âgés et qui, à certains égards, rappellent un peu les *Camelots du Roi*. Ces deux formes d'association ont obtenu sur certaines parties du territoire un assez grand succès et attirent de nombreux prosélytes, dont s'enrichit la *Communion*, car il faut savoir que tel est le nom que se donne le parti, nom qui, par son allure semi-religieuse, nous choque un peu, mais dont aucun carliste ne se permettrait de sourire : le prince lui-même parle toujours dans ses lettres à ses fidèles de « notre *Communion* ».

J'ai déjà dit quelques mots de la littérature carliste de propagande qui se compose essentiellement de recueils de courtes biographies militaires et politiques, de brochures tendancieuses où l'on fait le procès dans le passé et dans le présent à toutes les institutions libérales, de revues hebdomadaires ou mensuelles, la *Bannière nationale* et le *Vade mecum du jaimiste*, et enfin d'almanachs. Parmi ces derniers, l'*Année jaimiste* paraît le plus notable. Celui de 1915 nous offre les portraits des principaux chefs d'État qui sont en guerre actuellement, avec des scènes guerrières empruntées de préférence aux illustrés allemands, et une autre série de portraits des généraux carlistes et des généraux constitutionnels ou républicains des deux guerres civiles en regard l'un de l'autre : le général carliste toujours vainqueur et celui de l'autre bord toujours vaincu, ce qui est une façon un peu sommaire d'enseigner aux jeunes générations l'histoire nationale. N'oublions pas qu'à ces divers moyens de propagande la *Bannière nationale* a ajouté aussi la démocratique carte postale illustrée et même les timbres-poste. Pour une peseta, quiconque s'adresse à la librairie carliste de Barcelone reçoit cent timbres bleus avec l'effigie de Don Jaime ornée de deux fleurs de lys et de la devise : *Dieu*, *Patrie*, *Roi*. Ces timbres, dont le gouvernement d'Alphonse XIII ne reconnaît pas la validité et dont il serait imprudent de se servir en Espagne pour affranchir une lettre, n'ont qu'une valeur pour ainsi dire symbolique : aucune loi n'empêche, par exemple, de les coller sur l'enveloppe à côté du timbre du roi régnant, ce qui est une façon anodine d'opposer un Bourbon à un autre.

Je ne sais rien des arrangements secrets qui lient les néocarlistes au gouvernement de l'empire d'Allemagne. Sans doute, la presse du parti a dû être assez copieusement « arrosée », mais peut-

être moins qu'on ne serait porté à le croire. Les Allemands sont des gens pratiques : ils ont payé sans compter l'établissement d'un poste de télégraphie sans fil sur la côte de l'Océan ou un chargement de cuivre dans un port d'Andalousie ; mais la littérature néocarliste, vu son extrême insignifiance, ne doit pas leur faire l'effet d'une denrée de très grand prix. Au nombre des *tracts* répandus à profusion par la propagande, on peut en citer un qui a pour auteur M. Cirici Ventalló, rédacteur de première page du *Correo español*, et qu'il a intitulé : *le Secret de Lord Kitchener*. Il serait difficile de trouver dans la littérature politique du jour quelque chose de plus lourdement écrit, de plus plat et, par instants, de plus inconvenant à l'adresse même de la famille régnante d'Espagne. Le fait que le livre a été tiré à plusieurs milliers d'exemplaires ne témoigne pas d'un goût bien délicat dans les sphères liseuses, — je ne dis pas lettrées, — du pays. Un autre factum, qui a au moins sur le premier l'avantage d'être court, se pare du titre : *Espagne, grande puissance*. L'auteur, après constatation de ce que représente l'Espagne d'aujourd'hui, c'est-à-dire fort peu de chose eu égard à son extension géographique, nous annonce ce qu'elle représentera demain. Une campagne énergiquement menée par une armée espagnole, sous le commandement de Don Jaime, passe les Pyrénées, bouscule nos territoriaux, chasse le gouvernement de Bordeaux, — il s'y trouvait au moment où l'auteur aiguisait sa plume, — et l'oblige à se réfugier à Brest. Je passe beaucoup d'autres incidents. A la conclusion de la paix, l'Espagne obtient le Portugal, Gibraltar, Tanger et la moitié au moins des colonies françaises d'Afrique ; mais la même Espagne généreuse consent à nous laisser le Roussillon, « pour ne pas semer le germe de futures discordes ». Cette fantasmagorie, après tout assez drôle et qui est peut-être l'œuvre d'un humoriste, se recommande d'une préface de l' « incomparable Mella », où l'on ne voit pas clairement s'il prend ou non l'auteur au sérieux, car il ne le nomme pas une seule fois. Enfin, nous avons la *Germania*, revue bimensuelle de confraternité hispano-allemande, dont il a été question tout à l'heure. Le numéro 1, daté du 3 avril 1915, contient un avertissement ainsi conçu : « Ce périodique ne reçoit de subvention d'aucune ambassade. Tout ce que nous disons est l'expression sincère de ce que nous pensons et sentons. » De telles déclarations préventives font toujours l'effet contraire de celui qu'on voudrait produire ; mais, pour ma part, je suis tout disposé à ajouter foi à cette note de la rédaction, car, comme il a été dit, les Allemands n'ont pas coutume de jeter leur argent par les fenêtres. Subventionner une feuille remplie de

quelques enfantillages découpés au hasard dans la presse du jour ne doit pas les tenter beaucoup. Mais les illustrations? Ne relèvent-elles pas la valeur du texte imprimé? Le numéro 6, que j'ai sous les yeux, nous offre la reproduction d'une statue de l'impératrice d'Allemagne, un portrait de M. Jacinto Benavente, « le plus grand écrivain d'Espagne », une vue de Louvain, pour montrer que cette ville est bien plus belle depuis les destructions et les incendies perpétrés par les armées allemandes et, pour finir, un autre portrait de M. Rœntgen, l'inventeur des rayons X. Si, après cela, les Espagnols ne tiennent pas pour démontré que l'Allemagne mérite de dominer le monde, c'est qu'ils sont bien difficiles à convaincre. En somme, cette littérature de circonstance ne révèle aucune qualité sérieuse de fond ni de forme; aucun des journalistes qui mènent la campagne en faveur de l'Allemagne ne possède ni vigueur de pensée ni style. Le seul écrivain du parti carliste dont on peut dire qu'il a le respect de sa plume et qu'il sait conduire un raisonnement est M. le comte de Melgar, ancien secrétaire de Don Carlos et conseiller intime de son fils, qui vit à Paris depuis bien des années, où il jouit de l'estime de nos milieux catholiques. Or il se trouve que M. de Melgar aime la France, lui est très sincèrement attaché et désapprouve la nouvelle orientation du parti : les néocarlistes n'ont vraiment pas de chance.

*
* *

Il faut maintenant en venir à ce fameux leader dont la parole exerce une si grande séduction sur ses compatriotes qu'il leur fait croire tout ce qu'il veut. M. Mella, quoique né dans une bourgade des Asturies, a été élevé en Galice, cette contrée de l'extrême ouest de l'Espagne où l'on parle un dialecte étroitement apparenté au portugais. Les Galiciens comme les Asturiens possèdent certains défauts qui tiennent aux métiers assez humbles qu'exercent dans la capitale ces Espagnols occidentaux; traiter quelqu'un de *gallego* ou d'*asturiano*, en Espagne, ce n'est pas précisément lui faire un compliment. Mais les habitants de ces deux provinces ont certes leurs qualités! Les Galiciens, d'origine celtique, ressemblent beaucoup, ceux surtout de la partie maritime, à nos Bretons; très attachés, comme ces derniers, à leurs croyances et à leurs traditions, ils témoignent dans leurs rapports d'une certaine douceur mélancolique et langoureuse qui repose de la dureté et de l'âpreté castillane.

Je ne connais pas assez les écrits de M. Mella pour pouvoir apprécier ce qu'il doit à sa naissance asturienne et à son éducation galicienne; je n'ai pas non plus d'idée bien arrêtée sur le

degré de son instruction. Le grand public le tient pour un puits de science, mais ceux qui le connaissent d'un peu près prétendent que cette science se réclame assez des encyclopédies genre « Larousse » et qu'il ne possède aucune langue étrangère, pas même le français, dont nul Espagnol, même à demi-lettré, n'oserait se dire complètement ignorant : M. Mella n'en occupe pas moins un fauteuil à l'Académie espagnole et un autre à l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid. M. Mella a beaucoup péroré depuis le commencement de la guerre, mais son grand morceau de bravoure, il l'a prononcé le 31 mai dernier au théâtre de la Zarzuela, à Madrid, devant un auditoire extrêmement nombreux et choisi : entre autres, beaucoup de belles dames très titrées, qui vinrent là s'abreuver d'éloquence et de science politique avant de prendre part à une bataille de fleurs; cent cinquante Allemands et Autrichiens conduits par le docteur Pardimann, chargé de la traduction du discours, et un pauvre jaimiste valencien, venu à pied de Valence pour voir le grand homme, et qu'on eut beaucoup de peine à faire descendre de l'estrade où il s'était juché, car, ne parlant pas castillan, il ne savait ce qu'on lui voulait et se mit à pleurer.

Avant d'entreprendre l'examen de ce manifeste retentissant du néocarlisme, il faut signaler chez M. Mella un procédé ou une manœuvre fort étrange. Ce député, que ses électeurs jaimistes ont choisi pour les représenter au Parlement et qui s'est toujours reconnu fidèle sujet de son roi Jaime III, n'a jamais prononcé le nom de ce dernier au cours de sa harangue et n'a pas consacré une ligne à rappeler qu'il existait. Que se passe-t-il donc? M. Mella a-t-il rompu avec son maître, ou bien a-t-il jugé plus prudent, plus politique de se contenter du masque du *traditionalisme?* On voudrait bien être renseigné à cet égard et peut-être le serait-on si l'on pouvait prendre connaissance d'une brochure mystérieuse qui circule, dit-on, à Madrid, mais dont, malgré tous mes efforts, il m'a été impossible de me procurer un exemplaire. Cette brochure, qui a pour auteur le gérant même du *Correo español*, M. Gustave Sánchez Marqués, porte ce titre inquiétant : *Sauvons le Roi! La crise du parti carliste. Confidences et documents d'intérêt exceptionnel pour les jaimistes, que l'auteur publie pour sa propre défense.* Aux dernières nouvelles, le plaidoyer de M. Sánchez Marqués aurait été supprimé; certains carlistes même, qu'on a fait interroger, déclarent qu'il n'a jamais existé, ce que je ne puis admettre, vu que l'Association de la librairie espagnole l'a annoncé dans son bulletin du 1er mars 1915 en indiquant avec précision le nom de l'imprimeur et le nombre de pages. N'essayons

pas de percer ce mystère, mais soyons au moins persuadés que la bonne harmonie ne règne pas dans le parti depuis l'avènement de M. Mella et qu'il s'y passe des choses assez vilaines.

La conférence du théâtre de la Zarzuela se compose d'un certain nombre de points ou mieux de couplets qui finissent tous par un mot à effet destiné à provoquer les applaudissements. Assez bien distribuée, on y suit facilement le développement de la pensée de l'auteur, mais il ne faut pas s'arrêter au détail. Soit négligence ou précipitation de sa part, soit maladresse des sténographes espagnols, beaucoup de passages sont inintelligibles ou contiennent des lapsus énormes, comme celui qui consiste à nous parler des « ondes magnifiques de la poésie de Louis de Grenade », lequel, de sa vie, n'a écrit un vers [1] : cela rappelle « les grands protestants espagnols du quinzième siècle » d'un célèbre discours de Castelar sur la liberté religieuse. En Espagne, de petits accidents de ce genre ne tirent pas à conséquence. Comme de juste, M. Mella a commencé par la politique intérieure et la ligne de conduite des principaux groupes parlementaires : ces questions n'offrant pour nous qu'un médiocre intérêt, je les passe et j'en viens tout de suite au point capital, le seul qui nous importe, c'est-à-dire la guerre. Comment le traditionalisme, puisqu'il ne s'agit plus que de ce parti en quelque sorte acéphale, se comportera-t-il en présence de la conflagration générale de presque toutes les puissances européennes? M. Mella entend que son pays participe à la conférence de la paix, quand il n'y aura plus de coups à recevoir; mais jusque-là, neutralité, neutralité absolue du gouvernement actuellement au pouvoir. L'attitude témoigne évidemment d'un profond esprit politique. Il ne faut pas que l'Espagne se compromette devant l'incertitude de demain. Dans son for intérieur, M. Mella souhaite ardemment le triomphe de l'Allemagne et l'escompte, mais il n'en est tout de même pas très sûr et il se garde contre toute éventualité. L'essentiel est d'abord de bien définir quelles sont les aspirations légitimes de l'Espagne, les droits que lui confèrent l'histoire et sa situation géographique.

Les trois « idéals » espagnols sont, d'après notre leader, la possession exclusive du détroit de Gibraltar « le point central de la planète », une union fédérative avec le Portugal et une alliance « tacite » avec les républiques américaines. La place de Gibraltar, dit-il, n'est rien : avec un canon de 420 on la mettrait en miettes en quelques heures; ce qui importe est de s'emparer du détroit

[1] Dans l'édition définitive du discours, Louis de Grenade a été maintenu, mais les ondes poétiques ont été remplacées par des « périodes ».

et de s'en assurer définitivement la maîtrise. M. Mella ne nous dit pas s'il compte aussi réédifier les colonnes d'Hercule et tendre des chaînes de Tarifa à Tanger, ce qui serait à coup sûr un moyen très pratique de fermer le détroit aux bateaux anglais. — La fédération avec le Portugal est un sujet beaucoup plus complexe. Pour « se confédérer », il faut être deux; or les Portugais n'ont aucune envie aujourd'hui de s'unir politiquement à l'Espagne. Il y a des ibéristes en Espagne; il y en a aussi au Portugal, mais si peu qu'il ne vaut guère la peine d'en parler. Quels avantages apporterait aux Portugais une fédération avec le pays voisin? La culture espagnole est-elle donc si supérieure à celle du petit pays de l'Ouest? M. Mella le croit probablement, mais nous savons bien le contraire. Il en veut particulièrement à la classe moyenne portugaise, hostile à toute tentative d'union avec l'Espagne; il ne compte que sur la noblesse et le peuple où s'est maintenue la pureté de la race. Cette classe moyenne cependant, quels que soient les croisements qui lui ont infusé du sang d'autres races, accapare à peu près l'intelligence et l'activité du pays. Dans presque tous les domaines des sciences et de l'érudition, le Portugal a des représentants de valeur et, proportionnellement à sa population, en plus grand nombre que l'Espagne. Pour ne citer qu'un seul exemple, le Portugal possède, depuis un demi-siècle, une école de linguistique très remarquable, alors que cette science ne s'est acclimatée qu'assez récemment en Espagne. D'ailleurs cette fameuse fédération, en admettant qu'elle puisse s'opérer, devrait affecter la forme républicaine; jamais les Portugais ne consentiraient à être gouvernés par un roi espagnol, comme ils y furent contraints par la force au temps de Philippe II, ce souverain si borné, qui annula tous les effets de sa conquête en ne comprenant pas que, pour gagner les Portugais, il fallait au moins transporter la capitale de l'Espagne à Lisbonne, chose impossible aujourd'hui. Une république fédérative! M. Mella serait-il assez détaché du credo monarchique pour y consentir? Je suppose que non, sans en être sûr, car tout est possible! Ainsi, de quelque côté qu'on l'envisage, le second « idéal » esquissé par M. Mella appartient, au moins pour fort longtemps, au monde des chimères. — Reste l'alliance « tacite » avec les républiques américaines. M. Mella ne s'explique pas sur le sens du mot tacite; apparemment, il veut parler d'une sorte d'entente morale, sans traités en due forme, mais que fortifieraient peut-être des arrangements commerciaux. Encore ici notre tribun se leurre complètement. Les Américains, à la vérité quoique très fiers d'avoir secoué, il y a un siècle, le joug

de l'Espagne, ne gardent pas de rancune à leurs anciens maîtres; mais de là à prendre les Espagnols pour mentors et pour modèles, à leur consentir des avantages qu'ils refuseraient à d'autres peuples, il y a de la marge. Comme toutes les nations jeunes, les Américains d'origine espagnole sont très cosmopolites; ils vont de préférence à ceux qui marchent à l'avant-garde de la civilisation, et la question de langue, le seul lien, en fait, qui les rattache encore à l'Espagne, leur apparaît comme très secondaire. Toutes les républiques américaines, Chili, Pérou, Argentine, etc., entretiennent depuis longtemps infiniment plus de relations avec la France, l'Angleterre et l'Allemagne qu'avec l'ancienne mère patrie. M. Mella s'imagine qu'une Espagne plus forte et plus respectée dans le monde s'imposerait à l'estime des Américains. Il faudrait surtout qu'elle s'imposât à eux par des progrès matériels et moraux, une culture intellectuelle beaucoup plus intense et plus large.

Quels adversaires, se demande ensuite l'orateur, l'Espagne a-t-elle rencontrés sur sa route, qui l'ont combattue au temps de sa splendeur, qui l'ont réduite à l'état de puissance de second ordre et qui s'opposent maintenant à sa régénération? La France et l'Angleterre. M. Mella a d'abord un couplet sur la France, qui répond à une nouvelle attitude du parti carliste et peut-être à certaines suggestions allemandes. Dans les premiers mois de la guerre, les journaux du parti injuriaient vigoureusement notre pays et son gouvernement; maintenant la consigne est de ménager la France et même d'admirer son courage et son patriotisme. Ce revirement inattendu ne nous paraissant avoir rien de très spontané, M. Mella voudra bien nous permettre de ne pas priser davantage ses compliments que ses invectives. Avec la France, dit M. Mella, nous pourrions à la rigueur nous entendre, avec l'Angleterre jamais! Et alors se précipite comme une avalanche l'interminable série de griefs que l'Espagne peut avoir contre la perfide Albion. Il y a de tout dans cette fougueuse énumération : des faits exacts et d'autres contestables ou mal interprétés. Peu importe, l'effet est produit et, quand même l'orateur se tromperait sur certains points, il sait qu'il a un argument sans réplique : Gibraltar. Tant que cette parcelle de la péninsule appartiendra à l'Angleterre, il lui sera toujours facile de persuader à un auditoire comme le sien que l'Anglais humilie l'Espagne, qu'il abuse de sa force, qu'il s'oppose injustement à la réalisation de tout ce qui anime le patriotisme espagnol. Je n'ai pas à discuter ici ce point de vue, d'ailleurs admissible si l'on veut.

Mais l'Espagne n'étant pas en ce moment assez forte pour régler seule ses comptes avec l'Angleterre, à quelle puissance deman-

dera-t-elle de lui venir en aide? Le choix s'impose : à l'Allemagne. De là, dans la harangue de M. Mella, un autre couplet sur la grandeur allemande, le pacifisme allemand qui, sans jamais recourir à la force, a su cependant travailler pour le compte des intérêts germaniques en achetant des colonies : allusion à l'affaire des Carolines; mais ici M. Mella oublie qu'avant l'achat le gouvernement impérial avait pensé recourir à d'autres procédés. Après la nation, son chef. Pour traiter dignement un si auguste sujet, M. Mella a estimé que l'espagnol ne suffisait pas; il a eu recours au latin de cuisine et, voulant nous donner une image vivante de l'agitation fébrile du Kaiser et de sa capacité de déplacement, il l'a décoré du surnom de *monstrum activitatis!* J'ai bien peur que cette flatterie un peu lourde et à laquelle son auteur attache évidemment un certain prix n'excite de gros rires chez les philologues d'outre-Rhin. Ils apprécieront davantage la comparaison de Guillaume II avec César et Napoléon, mais ils fronceront le sourcil en lisant, dans la traduction allemande du discours, que M. Mella considère le Kaiser comme l'héritier direct et le continuateur de Philippe II; ils se demanderont si l'on s'est moqué d'eux, car, pour les trois quarts des Allemands, ceux qui ont appris l'histoire dans Schiller, Philippe II passe surtout pour le « bourreau des Flandres[1] ». L'Allemagne, après son triomphe, aura besoin dans la Méditerranée d'un allié sûr, d'un point d'appui. Où le trouver sinon en Espagne? L'Espagne, en possession des clefs du détroit, ouvrira la porte aux escadres allemandes et l'Angleterre sera bien attrapée! Sans doute; mais M. Mella, qui, ainsi que le disait naguères un de ses compatriotes, « attend le triomphe du Kaiser comme les petits enfants attendent la venue des Rois Mages », néglige totalement les théories allemandes sur les nations faibles ou dénuées de *Kultur*. Si l'Espagne se met au service de l'Allemagne, elle sera traitée en conséquence : un jour la diplomatie impériale lui demandera de lui céder à prix d'argent un morceau du Maroc ou bien les îles Canaries, ou encore le port de la Corogne. Que M. Mella ne se récrie pas; il doit cependant savoir ce que pense de ses compatriotes un savant allemand, explorateur des ruines de Numance, du nom de Schulten, qui a été en relations suivies avec M. le

[1] A propos de Guillaume II et de son béat admirateur, on conte à Madrid que l'ambassadeur d'Allemagne aurait affirmé à M. Mella qu'après la victoire l'empereur irait à Rome abjurer le protestantisme, et l'on ajoute que M. Mella aurait accueilli sans broncher cette stupéfiante communication. Il est fâcheux qu'il n'en ait pas parlé dans sa conférence : l'auditoire y eût certainement ajouté foi.

marquis de Cerralbo. Ce Schulten, dans un article de la *Deutsche Rundschau*, traite les habitants de la Castille d'Esquimaux et souhaite que « notre époque contemple ce que n'ont pas réussi à voir les Carthaginois, les Romains, les Goths et les Arabes : la colonisation de la plaine castillane, sa séparation de l'Afrique et son annexion à l'Europe ». Si un archéologue inoffensif, reçu et choyé par ses collègues d'Espagne, a pu penser et écrire de telles choses, à quoi les Espagnols peuvent-ils s'attendre de la part des directeurs de la politique d'agression et de domination allemande, des diplomates, des militaires et des marins?

Dans l'ample et majestueuse harangue du chef néocarliste, il y a une omission surprenante, — si quelque chose pouvait encore surprendre chez M. Mella. Tous les aspects de l'immense drame qui se joue actuellement dans le monde ont été examinés par lui; de tous les peuples qui y occupent une place il a abondamment parlé : d'un seul il n'a rien dit. Ai-je besoin d'indiquer qu'il s'agit de la Belgique? Voilà un petit pays qui pendant deux siècles a été intimement associé à la vie de la monarchie espagnole, qui est en quelque sorte à l'origine de sa grandeur, — Charles-Quint, faut-il le rappeler, naquit à Gand, — un pays encore aujourd'hui plein de souvenirs espagnols, de noms espagnols et, pour finir, un pays catholique, gouverné depuis de longues années par des ministres catholiques et qu'une grande puissance protestante a envahi traîtreusement et qu'elle dépouille, massacre et anéantit lâchement. De ce pays-là, M. Mella, défenseur du trône et de l'autel, catholique fervent et soi-disant historien, n'a, semble-t-il, aucune notion. Il n'a rien appris ni de la destruction de l'université de Louvain, cette *alma mater* de la science catholique, ni des prêtres belges fusillés sur l'ordre des généraux du Kaiser, ni de l'admirable pastorale de l'archevêque de Malines prêchant à la nation martyre l'attachement au souverain légitime et la loyauté dans le malheur. De quel nom qualifier cette ignorance voulue?... Passe encore que M. Mella grossisse les torts de la France et de l'Angleterre envers son pays : ni nos alliés ni nous n'y attachons grande importance; mais qu'il n'ait pas trouvé pour la malheureuse Belgique, si abominablement meurtrie et dévastée, une seule parole de protestation et de compassion, c'est ce qu'aucun honnête homme ne lui pardonnera. Ah! pauvre Don Quichotte, défenseur du faible et de l'opprimé, avec quel sourire de mépris ne dois-tu pas contempler ces descendants dégénérés!

*
* *

Je pense avoir exprimé très franchement les sentiments que m'inspire le fameux discours du 31 mai, qui nous dispense de discuter toute autre manifestation du parti néocarliste, ce discours étant en quelque sorte la quintessence de sa doctrine; je n'ai pas caché que je condamne ses tendances. Mais je m'en voudrais beaucoup si l'on me prêtait la pensée de contester les droits de l'Espagne à un avenir meilleur, à une situation mondiale plus en rapport avec ses ressources et l'étendue de son territoire. Toutes les nations ont leur place au soleil, et toutes peuvent rêver de devenir plus heureuses, plus grandes et plus fortes, si elles en trouvent le moyen, sans nuire à d'autres : c'est précisément pour cela que la moitié de l'Europe se bat aujourd'hui contre le militarisme allemand. Seulement, il ne faut pas que ces rêves très recommandables, — que serait une nation sans un idéal? — que ces aspirations tout à fait légitimes prennent la forme d'utopies irréalisables. Surtout il faut qu'une nation mérite en quelque sorte sa destinée! Quand l'Espagne aura exploité comme elles doivent l'être les richesses de son territoire, qu'elle aura creusé des canaux, construit des chemins de fer, amélioré ses méthodes encore assez primitives de culture, fomenté, et non pas seulement par des droits de douane, son industrie nationale; quand elle aura réformé de fond en comble son administration très routinière, comme aussi ses trois ordres d'enseignement, dont l'état assez lamentable n'est un secret pour personne, et qu'elle aura enfin renoncé à un système de recrutement qui ne lui fournit que des forces militaires tout à fait insuffisantes, — alors elle pourra regarder de temps à autre par-dessus ses frontières, contracter des alliances et s'efforcer de reprendre le rang qu'elle occupa jadis parmi les nations.

Tout le monde en France désire vivre en parfaite intelligence avec l'Espagne, dont rien ne nous sépare, et personne chez nous ne songe à entraver l'expansion du pays voisin dans ce qu'elle a de raisonnable et de réalisable; voilà pourquoi ceux qui ont semé la haine et dirigé contre les Alliés tant de manœuvres perfides doivent en porter devant l'histoire l'entière responsabilité.

A. Morel-Fatio.

LA POÉSIE BELGE

ET LA GUERRE

Il semble paradoxal d'associer les mots de guerre et de poésie, et comment la Belgique pourrait-elle leur servir de trait d'union? Le noble élan qui suivit l'énergique propos de résister à l'infamante sollicitation allemande servira sans doute de thème, dans l'avenir, à d'innombrables célébrations, en vers et en prose, et il faut s'attendre, après la victoire, à l'efflorescence d'une littérature héroïque autour des faits d'armes de l'armée belge. En dépit de l'intention, ce ne sera point là la vraie poésie nationale. Celle-ci, elle gonfle, dès aujourd'hui, les sillons de la terre meurtrie, elle fleurit les ruines encore fumantes, elle soulève le cœur endolori et lourd de gloire du soldat, de l'exilé ou du citoyen sous le joug de l'occupation. La traduire est une tâche ingrate et redoutable; pour l'oser, un art ennemi des mots est nécessaire et ce goût de la transposition directe des vibrations intérieures en rythme, en couleur, en mouvement, par lequel se marque la tradition des peintres belges. Emile Verhaeren est né pour chanter l'heure que nous vivons. Il a déjà, dans son poème : *Ceux de Liège*, indiqué de quelle force synthétique et profonde il dispose pour évoquer, en les mettant à l'échelle des grands ancêtres chantés par lui sous ce titre : *Toute la Flandre*, les défenseurs immortels de la Meuse.

Sans doute, depuis lors, a-t-il rapporté de ses visites au front des impressions dont le bouillonnement même nous réserve, quelque jour, une large coulée de poésie rudimentaire et définitive.

En attendant, je voudrais signaler l'effort d'un artiste admirablement sincère, interprète adéquat des orgueils, des souffrances, des colères et des espoirs de ses compatriotes. Toute littérature serait insupportable en ce moment, et je ne sais pas de vers plus exempts de littérature que ceux qu'il écrit de Londres, en portant en lui tout son pays.

Emile Cammaerts, journaliste belge, fixé en Angleterre depuis

quelques années, après son mariage avec la fille de la grande tragédienne lyrique, Marie Brema, a subi indubitablement l'influence du christianisme britannique, et sa vision de la vie intérieure est évangélique. Ce n'est donc pas seulement le goût des peintres préraphaélites qui l'a conduit naguère en Ombrie et qui a accentué en lui l'association intime du paysage et de l'âme. Du « poverello » à un modeste curé de Flandre, le chemin de retour est naturel. En traduisant les poèmes de l'abbé Guido Gezelle, Cammaerts s'est rapproché de son art à lui, simple, uni et direct comme celui du chantre patoisant de la West-Flandre.

On le connaissait à Londres pour des œuvres scéniques représentées sur divers théâtres, légendes et contes, mystères pour grands enfants, imprégnés de l'amour des champs, de l'odeur des sous-bois et du folklore où se traduit l'attachement ingénu du Belge à sa terre, à ses eaux et à ses bois.

Comme beaucoup d'autres, les deux premiers mois de la guerre l'ont laissé sans voix, tout à l'effort humble et passionnément obscur de n'être qu'une unité dans la tâche commune de tenir jusqu'à bout de forces contre l'envahisseur, prêt à tous les sacrifices dans l'espoir de donner aux puissants alliés l'occasion, le loisir d'opposer à l'ennemi une barrière définitive.

Mais quand tout fut consommé, quand la Belgique, traversée et meurtrie, n'a plus été qu'un coin de sable au bord de la mer, à l'extrémité de la ligne infranchissable des armées de la civilisation, le poète a senti l'âme de son pays lui remonter à la gorge dans un sursaut d'amour et d'orgueil. Et, après Anvers, voici qu'il s'écrie[1] :

Chantons, Belges, chantons,
Même si les blessures saignent, même si la voix se brise,
Plus haut que la tourmente, plus fort que les canons,
Chantons l'orgueil de nos défaites,
Par ce beau soleil d'automne,
Et la joie de rester honnête,
Quand la lâcheté nous serait si bonne.

Il ne faut pas que le lecteur se rebute de la liberté du rythme et de la succession approximative des assonances. Cammaerts dit dans un poème préliminaire : « Ma lyre tinte d'une corde, mon vers cloche d'un pied. » Mais nous savons qu'il s'est, une fois pour toutes, affranchi des règles de la prosodie classique; moins que jamais il serait tenté d'y revenir aujourd'hui pour obéir à l'inspiration qui le domine. Car l'horreur des mots inutiles et de

[1] *Belgian poems.* Chants patriotiques et autres poèmes, par Emile Cammaerts, un volume en français et en anglais, John Lane, éditeur, 17 Grappe Street, Londres.

la phrase purement musicale dont il a toujours fait montre se double cette fois d'une pudeur particulière à ne rien tenter contre l'expression rigoureuse de la pensée. Il pallie même d'un prétexte de charité la publication de ces vers, vendus pour « l'œuvre de la pipe du soldat ».

J'ai mis ici mon cœur tout nu
Sans écran et sans voile,
Afin qu'ils fument une pipe de plus,
Sous les étoiles.

En réalité, il écrit pour obéir à un instinct secret, impossible à refréner, mais inapte à se traduire autrement qu'en transposition directe, exempte de parure ou d'afféterie. Par une juste récompense, l'artiste se retrouve plus pittoresque et plus harmonieux dans cette apparente sécheresse. La couleur, la musique même de ces vers irréguliers, on y devient sensible si on perçoit tout le relief et tout le rythme que donne aux mots et à leur agencement une vision profondément sentie de la plus magnifique des réalités.

Au drapeau, au drapeau
La patrie vous appelle,
Il n'a jamais flotté si haut,
Elle n'a jamais été si belle.

Rouge pour la rage des flammes,
— Noir, jaune et rouge —
Noir pour la cendre des deuils,
— Noir, jaune et rouge —
Et jaune pour le salut de l'âme
Et l'or fauve de notre orgueil.

Cette traduction toute immédiate du sentiment patriotique, on la retrouve encore dans l'hommage du poète au Roi, inspiré bien plus par l'ivresse de l'abnégation et du strict devoir que par une admiration pompeuse et platonique.

Nous vous suivrons, Sire, où vous nous conduirez,
Par le gel et par la pluie,
Par les bois et par les prés,
Et nous vous donnerons notre vie
Quand vous voudrez.

La figure royale est ici identifiée à la cause sacrée, à l'espoir invincible, à la force de la nation immortelle. Et c'est bien ainsi qu'elle apparaît aux Belges, qu'elle est désormais incorporée à la vie du peuple au point que la séparer des souffrances, des orgueils, des ambitions et des certitudes collectives serait altérer le visage même de la patrie.

Que Dieu vous garde, Sire, comme vous nous gardez,
Qu'Il vous protège comme vous nous protégez,

Roi de Furnes, roi du « Petit Soldat »,
Roi de l'honneur et de la parole donnée,
Roi de cent prairies et de vingt clochers,
Orgueil de la Patrie,
Champion de l'Humanité...

Et pour la première fois ces grands mots ont un retentissement équivalent à leur sonorité, revêtent une couleur de vie familière bien qu'héroïque et donnent au rythme secret de la pensée une allure de réalité quotidienne.

*
* *

Les poètes demeurés au pays occupé nous offriront sans doute, plus tard, un écho tragique de l'âme nationale aux écoutes, attentive au glorieux frémissement de la victoire remportée par elle à chaque heure, à chaque minute par le dédain profond, l'indifférence absolue et la constance incoercible témoignés à l'ennemi au cours de ces longs mois de solitude et de sacrifice. Déjà la Belgique exilée ressent quelque chose d'analogue et, malgré la sécurité assurée, rejoint les souffrances et les fiertés du pays abandonné. Les poètes peuvent beaucoup pour rapprocher les fractions distinctes du cœur de la patrie dans une communauté de douleur et de réconfort. Emile Cammaerts traduit le sentiment de regret, d'amour et de certitude du réfugié sur le sol anglais. Ce dialogue de *l'Aveugle et son fils* décrit les alternatives de mélancolie et de joie par lesquelles nous passons tous :

Je me sens loin, bien loin de la patrie...
D'où vient que ces voix
Me semblent familières?

. . . .

Je sens, dans l'air que je respire,
Un parfum de liberté,
Je sens frémir les cordes de ma lyre
Sous un souffle inspiré,
Les oiseaux, les arbres, les rivières
Me parlent de chez nous,
Pourquoi ma peine me devient-elle moins amère?
Pourquoi le repos m'est-il si doux?

A quoi le fils répond comme un écho :

Mon père nous sommes en Angleterre.

Et l'aveugle de conclure :

Incline-toi, mon fils, agenouille-toi
A côté de moi,
Prenons, entre nos doigts meurtris,
Un peu de cette terre hospitalière

Et baisons ensemble, en pensant au pays,
Le sol de l'Angleterre.

Ainsi le poète s'oriente insensiblement vers un commentaire plus attendri et plus soutenu d'émotion picturale de la réalité nationale. Un peintre de chez nous, un peintre ardennais, Auguste Donnay, a atteint naguère le sommet de son art en situant sur une des collines de la vallée de l'Ourthe une fuite en Egypte. Ce petit tableau du musée de Liège, où la Vierge, l'Enfant et l'âne émergent d'une aube encore bleue, parmi des rochers gris, des arbres bruns, devant une maison de larges moellons et de tuiles et où, sur le bord du chemin, un saint Joseph, en vieux paletot, interroge un paysan issu du sol même, s'évoque naturellement quand on lit ce *Noël de 1914*, dans lequel Cammaerts fait parler ainsi le Nourricier et l'homme :

Que cherchez-vous si vite, vieux,
Avec cette jeune femme?
D'autres hommes et d'autres cieux,
D'autres cœurs et d'autres âmes,
Pour abriter le fils de Dieu.

Donnay avait peint dans une note analogue un tableau destiné à devenir célèbre. Il venait d'être placé avant la guerre, en Ardenne aussi, dans la vieille église d'Hastières-sur-Meuse. Large triptyque, tout baigné de lumière wallonne, cette lumière diffuse, désespérante à noter, si différente de l'éclat et de la précision des ciels flamands, mais si favorable à l'âme mystérieuse et profonde des choses et des gens. On y voyait dans le cadre d'une courbe de la Meuse, celle même qui se découvre du seuil de l'église, flotter le corps de saint Walhère, patron de la région, martyrisé aux premiers temps par un mauvais prêtre auquel il était venu reprocher ses crimes.

L'église a été profanée par l'armée allemande, le curé du village martyrisé et mis à mort par la soldatesque, les petites maisons à gros moellons sont en ruines et sur tout le paysage, âpre et délicieux, flotte une atmosphère de crime.

Comprend-on pourquoi la Sainte-Famille, située par le peintre en Ardenne, a dû fuir ces lieux ravagés et pourquoi le poète, la voyant passer dans son rêve, ce soir de Noël anglais parmi les exilés de Belgique, murmure :

Ils ont passé dans la nuit bleue,
Ils ont passé par là,
Joseph marchait devant,
Tirant l'âne par la bride
Et la mère serrait l'enfant
Contre son sein vide.

Ils ont trotté par là,
Ils ont trotté dans la nuit bleue
Plus de six lieues,
Fuyant les soldats,
Les bourreaux,
Les cités et les hameaux,
Et les cris déchirants
Des saints innocents.

Cependant le jour où il a été donné au poète lui-même de rejoindre les soldats sur le front de l'Yser, il n'en a rapporté que des visions de tendresse et d'espoir. Dans ce coin de West-Flandre, qui vit l'arrêt des hordes barbares par la valeur tenace d'une armée épuisée, secondée par la terre et les eaux, l'aspect de la guerre prend soudain un sens pathétique qui dépasse l'horreur coutumière et atteint l'image de la nature plus forte que tout. Un village ruiné, une cité détruite, un clocher, une maison chante à travers la plaine basse sous le ciel mouvant une victoire invisible, mais partout ressentie. Le courage des hommes participe à la certitude qu'affirme l'humble et glorieux pays entre une rivière héroïque, la mer majestueuse et le sable mouvant.

On n'aperçoit pas l'ennemi, tassé derrière l'inondation; l'air suffit à peupler la solitude et la moindre maison qu'on regarde est « une voix dans le désert » :

C'était sur le front,
A cent pas des tranchées,
Une petite maison
Morne et désolée.
Pas un homme, pas une poule, pas un chien, pas un chat,
Rien qu'un vol de corbeaux le long du chemin de fer,
Le bruit de nos bottes sur le pavé gras
Et la ligne des feux clignotant sur l'Yser.

. . . .

Puis, tout à coup, chaude, grave et douce
Comme le soleil sur la mousse,
Tendre et fière, forte et claire
Comme une prière,
Une voix de femme sortit du toit
Et la maison chanta.

Or ce chant ne sera point une lamentation, ni un appel de vengeance. Sous les pierres meurtries de la maison morte, une sève nouvelle déjà monte. Où trouve-t-elle sa source dans ce pays humide et visité par le fléau?... C'est un mystère admirable, mais elle s'épanouit et devance même le printemps.

Quand nos bourgeons se rouvriront
— Saules rouges et gris chatons —
Quand nos bourgeons se rouvriront,
Nos vaches beugleront.

. . . .
Frapperont nos marteaux
— Bras nus et torses chauds —
Et ronfleront nos scies
Autour de nos prairies.

S'ouvriront nos églises
— Nieuport, Ypres et Pervyse —
Et sonneront nos cloches,
Le dur tocsin des Boches.

Tinteront nos truelles,
— Dixmude et Ramscapelle —
Et reluiront nos pelles,
Et cogneront nos pioches.

Glisseront nos bateaux,
— Goudron noir et mouettes —
Chantera l'alouette
Le long de nos canaux.

Et fleuriront nos tombes
— Mésanges et pigeons bleus —
Et fleuriront nos tombes
Sous le soleil de Dieu.

Et ce n'est point une fantaisie de poète. Cammaerts, ici, est bien dans la tradition de notre art. On l'a vu, longtemps avant la grande guerre, dans *la Guirlande des dunes*, de Verhaeren, dans les petits poèmes de Maeterlinck et dans des romans lyriques comme *le Vent dans les moulins*, de Lemonnier, la poésie belge ne peut se séparer de la terre et son idéalisme, même mystique, est intimement lié à l'aspect des choses sous le soleil.

Le patriote, l'ami des soldats, l'homme lourd de haine contre l'ennemi est allé au front et, dans les images qu'il en rapporte, il y a surtout des coins de terre et de ciel, une chapelle naïve au coin d'une route, dont la statue de porcelaine a été prise pour orner une tombe. La chapelle au coin de la route, la tombe à peine indiquée par un carré de briques et quelques brins d'osier associent à la mort du soldat la vie traditionnelle du pays.

Cette alliance de la mort et de la vie apparaît encore dans la réminiscence du martyre de la Belgique, et c'est toujours pour donner une leçon de certitude :

Il est une armée mystérieuse,
   Qui ne saurait périr,
Et dont les ombres silencieuses
   Hantent notre souvenir.

Elle compte parmi ses soldats,
Des femmes, des vieillards, des enfants.
Ses généraux n'ont pas trois mois
Et ses sergents ont des cheveux blancs.

Nos souffrances sont ses conquêtes,
Nos défaites sont ses victoires.
C'est la grande force muette
Qui forge l'or de notre gloire.

C'est l'armée de ceux qui sont morts,
En maudissant les Allemands
Et dont les invincibles renforts
Vengeront le sang innocent.

Ainsi, dans le cœur du poète où se reflète le cœur du pays, la Belgique n'a rien perdu puisqu'elle a gardé son âme sereine et croyante. Pour qu'elle la perdît, il faudrait que son ciel changeât, ne versât plus à ses enfants des leçons de constance et d'énergie, n'embellît plus, au lendemain des tempêtes, l'eau du canal, le toit rouge et le volet vert; il faudrait que la terre, sous le schiste ardennais ou le sable flamand, sentît mourir en ses entrailles profondes l'âme des héros obscurs qui l'ont fait fleurir à travers les temps. Et cela n'est pas au pouvoir de l'Allemand. Il ne connaît rien, n'a rien deviné, rien pressenti de la force de notre peuple. A sa face épaisse et obstinée, l'enfant belge peut jeter comme un défi une poignée de la terre inconquérable. Sur ses lèvres, Charles Decoster avait déjà placé la réplique vengeresse en faisant dire à son Ulenspiegel, se dressant du tombeau où on le croyait déjà couché pour toujours : « Est-ce qu'on enterre Ulenspiegel, l'esprit, Nele, le cœur de la mère Flandre? Elle aussi peut dormir, mais mourir, non. » Et Cammaerts, meilleur interprète encore de la confiance invincible du peuple religieux, célèbre le jour de Pâques de cette année par cette prière :

Toi, qui, cette nuit, surgis du tombeau
Malgré les prêtres, malgré les soldats,
Toi qui brisas la pierre et qui rompis les sceaux
Que Pilate t'imposa,
Fais que ma Patrie surgisse
Du sépulcre allemand
Et que la victoire bénisse
Les armes de nos enfants.

La poésie belge n'a pas besoin, on le voit, de hausser le ton pour s'égaler à la gloire nouvelle. Il lui suffit de cueillir sur le sol ravagé — et sur l'âme meurtrie — les simples fleurs de l'invincible printemps.

Henri Davignon.

LA QUESTION DES LOYERS

EN 1871

Si la guerre actuelle, par ses proportions gigantesques, par l'immensité des effectifs qu'elle exige, par la multiplicité des intérêts qu'elle atteint, défie toute comparaison avec le passé, et s'il est tout à fait vain, par conséquent, de chercher des précédents historiques à une situation telle que jamais n'en a été vue de semblable, sur un point cependant, — et ce n'est pas un des moins graves, — une frappante ressemblance se fait remarquer entre 1915 et 1871. Aujourd'hui, mobilisation de plus de vingt-cinq classes, interruption du travail, arrêt d'une grande partie de la vie économique; il y a quarante-quatre ans, à Paris du moins, armement général de la population, suppression brusque des communications, cessation du travail, misères d'un siège prolongé : comme conséquence, aujourd'hui comme alors, cessation des payements, et, en particulier, accumulation d'une grosse dette locative qui fut un des principaux soucis du gouvernement après le siège, et qui pourrait bien être aussi un terrible embarras lorsque, la guerre actuelle terminée, il faudra bien retourner au travail dont on aura perdu l'habitude et revivre d'une vie normale. Au moment où ces lignes sont écrites, quatre termes, octobre, janvier, avril et juillet sont déjà en retard pour l'immense majorité des petits loyers parisiens, à l'abri des différents décrets qui ont organisé le moratorium des loyers, et nul ne peut prévoir encore combien d'autres viendront s'y ajouter par la suite : trois termes étaient impayés ou sur le point de l'être au moment du triomphe de la Commune, triomphe auquel ne contribua pas pour peu de chose la crainte de beaucoup de petits locataires de se voir réclamer une dette hors de proportion avec leurs moyens. Le problème était exactement le même : impossibilité d'espérer l'acquittement de l'arriéré par les débiteurs, soit faute de ressources, soit persuasion assez générale qu'une dette ajournée est une dette remise; impossibilité aussi de la supprimer sans se rendre coupable d'une confiscation si honteuse que même les

propositions les plus socialistes que nous voyons actuellement se produire s'ingénient à la restreindre, ou tout au moins à la pallier; nécessité de trouver entre les différents intérêts en présence un mode de conciliation aussi équitable, ou, pour parler plus exactement, le moins injuste qu'il se pourra, car il est chimérique de compter arriver à une exacte justice lorsque des cas de force majeure contraignent le législateur à s'écarter du seul terrain où elle se trouve, le maintien des engagements librement contractés et le respect de la foi promise. Aussi n'est-il pas sans intérêt de rappeler de quelle manière, au milieu de quelles difficultés, de quelles exigences, de quelles outrecuidantes prétentions, le législateur de 1871 s'efforça de résoudre cet insoluble problème.

Quand, dans Paris assiégé depuis le 19 septembre, approcha le terme d'octobre, le gouvernement de la Défense nationale, parant au plus pressé, accorda par décret du 30 septembre trois mois de délai pour le payement de ce terme, ainsi que de tous les termes précédemment échus et non acquittés, à tous les locataires, dans le département de la Seine, qui déclareraient en avoir besoin : dans la pensée louable qu'une certaine solennité attachée à cette déclaration préviendrait peut-être des abus et empêcherait des locataires en état de payer de profiter d'une mesure qui n'était pas prise à leur intention, un décret supplémentaire du 9 octobre exigea qu'elle fût faite devant le juge de paix et transcrite sur un registre spécial. Un nouveau délai semblable fut accordé le 3 janvier 1871, et les propriétaires furent admis à contester le bien-fondé des déclarations de leurs locataires. Ces mesures, évidemment, s'imposaient. Mais, quelque nécessaires qu'elles puissent être, des interventions de ce genre entraînent toujours des répercussions très fâcheuses, même pour les intérêts en faveur desquels elles sont faites, et une preuve frappante ne tarda pas à en être fournie. Il ne fut pas rare que le même logement appartînt à deux personnes, celle qui l'occupait avant octobre et qui, par la grâce du décret, put continuer à l'occuper sans payer, et une autre qui l'avait loué précédemment et comptait pouvoir y emménager au moment du terme. Pour les cas, certainement nombreux, où ces deux prétendants ne purent se concilier à l'amiable, force fut de donner aux maires le pouvoir de requérir les locaux vacants, même sans le consentement des propriétaires, même, au besoin, dans un autre arrondissement; et tel, payeur exact et consciencieux peut-être, privé du local sur lequel il avait droit de compter, l'eût-il payé d'avance, se vit forcé ou de rester là où il ne voulait plus être, ou de se faire loger administrativement, au hasard des vacances et de la bonne volonté des

employés de mairie, là où il n'aurait pas été devancé par les nombreux réfugiés de la banlieue, afin qu'un autre ne fût pas troublé dans la jouissance du logement qu'il occupait, depuis longtemps peut-être aussi, sans bourse délier.

Ainsi se passa la durée du siège. La guerre finie, il fut vite évident que cette question des loyers allait devenir un des gros dangers de la situation et que la presse révolutionnaire allait exploiter à outrance un terrain aussi propice au développement des haines sociales. Elle n'avait pas d'ailleurs attendu pour cela la fin du siège : on se battait encore qu'il ne manquait pas de clubs et de journaux pour faire entendre à la populace que le propriétaire était un ennemi aussi redoutable et aussi implacable que le Prussien, avec lequel d'ailleurs il s'entendait. « N'est-ce pas assez, — s'écriait Félix Pyat[1] reprochant aux décrets gouvernementaux de réserver le droit des propriétaires et de n'accorder qu'un délai là où il aurait fallu, à son gré, une complète exonération, — n'est-ce pas assez des uhlans sans les huissiers? du siège sans la saisie? des bombes sans le papier timbré? du Prussien sans le propriétaire?... Tous les ennemis à nos trousses en même temps : un juin en décembre : toutes les horreurs d'un assaut au dehors et en dedans! » A plus forte raison, quelques semaines après, ne perdit-elle pas une occasion d'accuser l'Assemblée nationale et le gouvernement de M. Thiers des plus noirs desseins envers la plèbe de la grande cité révolutionnaire et d'un complet asservissement aux intérêts de la propriété. Elle recueillit soigneusement — à moins qu'elle ne les inventât — tous les faits de réclamations, sommations, menaces d'expulsion, etc., qui lui étaient signalés de la part des propriétaires, et les servit, vrais ou faux, exacts ou exagérés, à la crédulité de ses lecteurs, avec force commentaires propres à exciter les colères populaires et à préparer à la guerre sociale.

« Le Prussien, disait le journal la *Commune*[2], n'avait pas encore emballé notre dernière pendule, qu'on déchaînait déjà, contre les victimes de la guerre, la démence furieuse des plébiscitaires, des fournisseurs et des agioteurs de l'empire, l'insolence de tous les portefeuilles. »

Le *Mot d'ordre*[3] : « Tant que la paix n'a pas été certaine, tant que ces bonnes âmes ont pu craindre, à défaut de l'obus ennemi, le décret de la Révolution, les choses se sont bien passées. Aujourd'hui que le Prussien s'engage à ne plus brûler Paris et que

[1] *Combat* du 6 janvier.
[2] 21 mars.
[3] 3 mars.

l'arrivée de M. Thiers au pouvoir éloigne tout péril de socialisme, MM. les propriétaires s'en donnent à cœur joie. Ils veulent être les seuls à n'avoir pas souffert du siège... »

Le *Cri du peuple* [1] insérait cette sommation menaçante à l'Assemblée :

En septembre dernier, les habitants de la capitale coururent aux armes, abandonnant les uns la plume, les autres l'outil, pour prendre le fusil. Pendant cinq mois, nous nous sommes exercés au maniement des armes et *pliés à la discipline militaire*... Aujourd'hui, Paris et la France sont vaincus. On a préféré économiser notre sang que nous conduire à la victoire... (Mais nous sommes sans ressources) et c'est à vous qu'il incombe de définir au plus tôt les relations entre les propriétaires et les locataires nécessiteux de Paris et de déclarer que la Ville de Paris se charge de régler, au mieux des intérêts de tous, la dette locative, pendant la guerre, des défenseurs de la capitale. Si vous laissez les choses en arriver aux expulsions, ventes de meubles, etc., gare la guerre sociale! une guerre comme vous n'en aurez jamais vu, qui déracinera la propriété et emportera les propriétaires.

Trois jours après, le même journal publiait avec éloge ce programme d'une certaine *Ligue des locataires*, œuvre d'un citoyen nommé Boche :

Considérant que les calamités de la guerre n'ont pesé et ne pèsent encore que sur ceux qui vivent de leur commerce, de leur industrie, de leur travail et de leur emploi, c'est-à-dire sur la masse des locataires; qu'en général les propriétaires, dont les décrets ont réservé les droits, ont su se soustraire aux charges et aux obligations de la défense; que leur influence a pesé d'un poids fatal sur les résolutions des hommes du gounement du 4 septembre; que ce sont les propriétaires qui ont le plus contribué à la honteuse capitulation de Paris; que ces propriétaires, dans l'espoir chimérique de perpétuer les abus et les privilèges par l'exploitation du travail et de l'industrie, rêvent une restauration monarchique, restauration qui, si elle pouvait se réaliser, plongerait la patrie dans la guerre civile..... les soussignés, commerçants, industriels, ouvriers et employés jurent de ne jamais donner à leurs propriétaires ni un centime, ni une promesse de paiement, soit écrite, soit verbale, aussi longtemps que la France ne sera pas rentrée dans l'intégrité de son territoire. Le même engagement est pris pour le cas où un gouvernement monarchique serait substitué au régime républicain démocratique.

Le *Père Duchêne*, revenant à la vie après trois quarts de siècle d'interruption, inaugura cette nouvelle carrière (16 ventôse, an 79, 6 mars 1871) par une grande colère à propos des pauvres b...... de patriotes que les j... f... de propriétaires veulent jeter dehors. Ce fut dans ce monde article de foi qu'en combattant

[1] 21 février.

l'envahisseur, c'était uniquement dans l'intérêt des possédants qu'on avait combattu et que le prolétariat était désintéressé dans la question, n'ayant rien à perdre. L'argument avait beaucoup servi, pendant la Révolution, pour légitimer les taxes extraordinaires frappées sur les « riches » au profit des sans-culottes courant aux armes pour défendre, soi-disant, leurs biens : et on n'ignore pas que de nos jours encore il n'est pas sans être invoqué quelquefois. La conséquence s'aperçoit du premier coup d'œil : à la propriété seule de payer les frais de la guerre :

> Les propriétaires devraient savoir, écrivait un correspondant du *Cri du Peuple*, que tout en défendant la patrie et la République, les ouvriers défendaient les biens de leurs ennemis en révolution; ils défendaient avec tout leur courage la propriété de ceux qui veulent les mettre à la porte aujourd'hui que tout est fini... S'il était fait comme les propriétaires le veulent, le malheureux ouvrier, qui s'est enrhumé aux fortifications, fait tuer à Montretout et ailleurs pour garder et conserver leurs propriétés, perdrait tout et ce serait la plus grande injustice.

Cette propriété cependant, de quoi provenait-elle, sinon du vol? De quoi était-elle faite, sinon de la spoliation du travailleur? N'est-ce pas lui qui l'a constituée et bâtie pour que d'autres en jouissent[1]?

Partant de ce principe incontestable qu'au milieu des pertes incalculables du siège, dont tout le monde avait plus ou moins subi le contre-coup, il serait inadmissible que la propriété bâtie fût seule à ne pas perdre et que son « privilège, déjà si énorme, » fût le seul à n'être pas atteint dans le désastre général, on aboutissait parfois à d'étranges conséquences : exonération complète, pendant la guerre, à tous les loyers au-dessous de 1000 francs : pour tous les autres, réduction à moitié, et paiement de la moitié subsistante non aux propriétaires, mais à la Caisse des dépôts et consignations, pour être allouée aux blessés frappés d'une incapacité de travail et aux veuves et orphelins des citoyens morts en combattant pour la défense de Paris. Certes, les propriétaires seraient en droit de faire entendre quelques plaintes : mais tout le mal venait de la faute initiale qui avait été commise au début de l'investissement en n'établissant pas le rationnement et la distribution obligatoires pour tous, sans aucune considération de situation sociale, en ne supprimant pas les rentes, les loyers, comme se trouvaient supprimés les salaires, et en n'allouant pas à tous les mêmes secours[2]. Si, par hasard, des loyers avaient été payés d'avance, il conviendrait de forcer les propriétaires à en reverser

[1] *Cri du Peuple*, 10 mars.
[2] Lettre de Beslay au *Combat*, 19 décembre 1870.

le montant dans les caisses de l'Etat pour le paiement de l'indemnité de guerre [1].

La justice ne serait même tout à fait satisfaite que si les locataires non seulement étaient dispensés de payer, mais encore étaient indemnisés par leurs propriétaires des fatigues et des dangers qu'ils avaient courus en protégeant leurs propriétés et de la privation où ils s'étaient trouvés des avantages sur lesquels ils avaient compté et dû compter en louant. N'avaient-ils pas été trompés sur la qualité et la valeur de la chose louée, du jour où cette chose s'était trouvée dans une ville cernée, affamée, bombardée, sans éclairage, sans combustible? Il y avait donc eu, évidemment, non exécution du contrat de louage [2] et le propriétaire devait en être responsable : à lui de payer des dommages et intérêts à son locataire pour non jouissance de la chose louée. Il le pouvait, sans se gêner : c'était un richard, un fainéant, un lâche, qui avait fui la capitale assiégée et vécu grassement, tandis que les autres étaient en proie à toutes les misères; était-il admissible que ce parasite vînt, au bout de neuf mois, réclamer son dû à des malheureux qui s'étaient sacrifiés pour défendre ses biens contre l'envahisseur? Car il n'entrait pas dans ces esprits simplistes que le propriétaire fût un citoyen comme un autre, ayant pu faire son devoir tout comme un autre, ayant ses charges tout comme un autre, réduit peut-être tout comme les autres à la gêne par la suppression brusque d'un revenu sur lequel il avait le droit de compter, et même plus éprouvé que n'importe quel autre, si son immeuble avait été incendié, détruit, ruiné.

Quelques-uns, cependant, daignant s'en souvenir, admettaient l'idée d'un dédommagement pour les propriétaires et préconisaient la solution suivante : exonération de tous les locataires ayant été privés de la jouissance de la chose louée; indemnité aux propriétaires ainsi privés de leurs revenus aux dépens de ceux qui avaient, précédemment, dissimulé le véritable chiffre de leurs locations pour éviter des augmentations d'impôts et qui seraient frappés d'une amende égale à dix années de la différence entre les contributions qu'ils avaient réellement payées et celles qu'ils auraient dû payer en raison de leurs valeurs locatives. Il y aurait lieu aussi de diminuer tous les baux passés depuis douze ans dans une proportion correspondante à l'augmentation factice de valeur qui s'était produite du fait de l'Empire. Car, au milieu de toutes ces violences et de tous ces appels à la spoliation plus ou moins brutale, se glissaient parfois des idées dignes de la plus sérieuse considération :

[1] *Cri du Peuple*, 11 mars.
[2] *Ibid*, 31 mars.

celle de la réduction de certains baux à longue durée était de ce nombre; personne non plus ne pouvait contester que les locataires de la banlieue, chassés de chez eux par la guerre, souvent même contraints de fuir par l'autorité militaire, ne fussent dans une situation toute spéciale. Et jusque dans les journaux les plus avancés, les droits des propriétaires trouvaient quelquefois des défenseurs. Le *Mot d'ordre*, par exemple, insérait des articles où était mise en relief la criante iniquité qu'il y aurait à retrancher à la propriété moitié ou trois quarts de son revenu annuel sans diminuer dans la même proportion ses impôts et ses charges hypothécaires. Le même journal soulignait (et l'observation, comme on sait, n'a rien perdu de son actualité) l'injustice d'une exonération accordée en bloc à tous locataires, même à ceux dont la situation n'avait subi du fait de la guerre aucun changement, même à ceux pour qui la guerre avait été une source d'abondants profits :

Quant aux locataires riches, plus riches souvent que leurs propriétaires, quant aux commerçants et industriels ayant durant le siège réalisé d'énormes bénéfices, quant aux employés de l'Etat qui ont continué de toucher leurs traitements, pourquoi ce royal cadeau de la remise de 9 mois de loyer? Quoi! le boulanger, le boucher, tous les marchands de comestibles et de denrées coloniales qui ont battu monnaie avec notre misère, tous les fournisseurs d'équipements militaires, tous les déserteurs qui n'ont partagé ni nos souffrances ni nos dangers bénéficieraient de près d'une année de loyer à la barbe de leurs propriétaires, qui peut-être auront souffert et rempli bravement leurs devoirs de citoyen? Non, cela n'est pas possible.

Oui, sans doute, il était inique de mettre sur le même pied les gens appauvris et les gens enrichis par le siège, et cependant, au moment où le *Mot d'Ordre* tenait ce langage, cette injustice était déjà chose faite. A peine constituée, la Commune s'était empressée de faire à la populace parisienne, par son décret du 29 mars, ce royal cadeau de la suppression des trois termes, sans aucune distinction, sans faire entrer aucunement en ligne de compte ni la situation du locataire, ni, bien entendu, celle du propriétaire. Toutes sommes qui auraient été payées sur ces trois termes devaient être imputées sur les termes à venir; tous les baux, pendant une durée de six ans, devaient être résiliables à la volonté des locataires. Après avoir rédigé ce décret, elle daigna toutefois se rappeler qu'il existait sur la propriété parisienne une lourde dette hypothécaire et elle rajouta, dans une sorte de dédaigneux *post-scriptum*, qu'un décret spécial (lequel ne fut jamais rendu) réglerait la question des intérêts hypothécaires. Jusque-là les propriétaires eurent à s'arranger comme ils pourraient avec percepteurs, créanciers, etc. Beaucoup de locataires profitèrent

de la bonne aubaine pour déménager au plus vite. Tous n'étaient pas de pauvres gens : s'il faut en croire les journaux du temps, un locataire de la rue Tronchet, redevable de 10 000 francs à son propriétaire, profita de la circonstance et de l'appui que la garde nationale ne manquait jamais d'accorder aux victimes de l'exploitation capitaliste pour déguerpir sans régler la petite note.

A peine est-il besoin d'ajouter que la presse démagogique applaudit de toutes ses forces à cette manière simpliste de trancher la difficulté. Le *Père Duchêne* avoua que ses espérances étaient dépassées : il n'avait pas osé compter sur autre chose qu'une remise de moitié. Dans sa grande joie de voir que les bons b... de patriotes ne pourraient pas être f... à la porte par les propriétaires j... f..., il vida douze fois son verre à la santé de la nation, « sans compter le verre de file en quatre qui ce soir-là filait bien en une », combla de félicitations les citoyens membres de la Commune, et mêla toutefois à ses compliments une légère critique : il regrettait que les mauvais j... f... d'épiciers bénéficiassent d'un décret qui n'aurait dû profiter qu'aux patriotes : « Comment, ces gredins-là, qui ont fait crever le peuple de faim pendant quatre mois et qui ont maintenant un sac comme des mylords anglais, seraient encore dispensés par-dessus le marché de payer leurs trois termes ! » Vite, donc, un nouveau décret pour faire payer tous ces j... f... là ; bien entendu, pas à leurs propriétaires : non, mais à la Commune elle-même, pour subvenir aux besoins « des braves b... de soldats qui viennent en levant la crosse au lieu de rester parmi les factieux de Versailles qui voudraient les faire tirer sur le peuple. » (11 germinal, 3 mars.)

Le *Vengeur*, (du 7 avril), aurait été encore plus satisfait si l'on avait profité de la bonne occasion pour atteindre, par delà l'intérêt, le capital lui-même et pour inaugurer un système de « mobilisation » de la propriété en vertu duquel les locataires qui paieraient acquerraient la propriété de l'immeuble dans une proportion correspondante aux quatre cinquièmes du loyer payé par eux : car s'il était légitime que le capital touchât 1 pour 100, chiffre représentant soit le travail de banque nécessaire pour la circulation de l'argent, soit les frais et soins de ceux qui mettaient leurs maisons, leurs terres, au service des autres, il était abusif qu'il prélevât davantage ; avec un bon impôt sur le capital et une bonne augmentation des droits de succession qui pourraient être portés jusqu'à 50 pour 100 dans certains cas, cette légitime restitution « mènerait à l'établissement d'un ordre social définitif dans lequel, au lieu d'être abandonné, comme aujourd'hui, au hasard des événements, tout serait conçu et médité de manière à

satisfaire non plus l'égoïsme et la rapacité de quelques-uns, mais bien les intérêts de tous ». — Des clubs, comme le club Eustache, le club Nicolas des Champs, trouvèrent insuffisant le décret de la Commune : ils auraient voulu obligation pour les propriétaires de donner quittance anticipée des termes de juillet et d'octobre, au moins pour les loyers de moins de 500 francs, et remise d'un tiers pour les loyers snpérieurs.

*
* *

Tandis que se déversait ainsi sur Paris le torrent des insanités, Versailles s'efforçait, non sans peine, de donner une solution raisonnable à cette question hérissée de difficultés. Le 28 mars, le gouvernement déposa un projet de loi sur les loyers dans le département de la Seine, qui instituait des commissions arbitrales, mi-partie de propriétaires et mi-partie de locataires, présidées par le juge de paix ou par un de ses suppléants, pourvues du droit d'accorder, pour le paiement des loyers personnels, des délais pouvant aller jusqu'à deux ans, et pour les locaux ayant un caractère industriel ou commercial des réductions de prix pouvant aller jusqu'au quart. L'accueil fait à ce projet fut très froid, et son insuffisance était en effet trop évidente : il était vain de n'accorder que des délais à quantité de pauvres gens qui, de toute évidence, seraient hors d'état de payer, même en deux ans, un aussi fort arriéré, injuste de n'admettre pas la possibilité de réductions pour les loyers, même personnels, lorsque les preneurs avaient pu être matériellement privés de la jouissance des locaux, cas ordinaire pour les locataires de la banlieue et invoqué même, dans la ville, pour les locataires qui avaient fui les quartiers bombardés. La commission le modifia donc sur certains points essentiels; elle admit pour tous les loyers, quand il y aurait eu suppression de jouissance, possibilité de réduction de prix, et surtout elle proposa, pour les logements de 600 francs et au-dessous, paiement par le département, aux propriétaires, d'une partie de leur créance, à condition qu'ils fissent abandon de l'autre partie à leurs locataires reconnus insolvables : seule manière, en effet, de sortir de cette redoutable impasse.

L'insolvabilité des locataires, disait très bien le rapporteur de la commission, M. Léon Say, est un fait devant lequel les propriétaires, s'ils ne perdent pas leurs droits, peuvent au moins perdre le montant de leurs créances, et votre commission reconnaissait que cette insolvabilité, en s'étendant sur un nombre considérable de locataires, prenait un tel caractère de généralité qu'elle autorisait une intervention de la loi, tant au point de vue de la création d'une juridiction spéciale qu'au point de vue

de l'arrangement qu'il était utile d'amener propriétaires et locataires à conclure, dans une idée politique de bonne entente entre les diverses classes de citoyens.

La discussion, qui occupa toutes les séances du 17 au 21 avril, fut longue et minutieuse. Le projet de la commission fut soumis à une critique des plus approfondies. La loi trouva un certain nombre d'adversaires de principe, répugnant à l'idée que le législateur ait jamais le droit de déchirer des contrats régulièrement passés et convaincus qu'en le faisant, qu'en modifiant à sa guise la situation des parties contractantes, il ne pouvait que porter un coup fatal à la confiance et au crédit et rendre d'autant plus difficile cette reprise des affaires que tout le monde désirait. Mais la nécessité d'une grande mesure de liquidation et de pacification sociale était si évidente que la portée de ces critiques, quelque fondées qu'elles fussent, en était singulièrement affaiblie. Quant aux différents articles, il n'en est pas un qui n'ait été soumis à la discussion la plus serrée et n'ait fait l'objet de nombreux amendements dans le détail desquels il serait trop long d'entrer. Un des points les plus attaqués fut la manière insolite dont l'Etat, fait pour autoriser les dépenses départementales et communales, semblait ici prendre les devants pour en provoquer une, disposer comme de chose sienne des finances du département de la Seine, autoriser d'avance une délibération non encore prise et même, par surcroît d'anomalie, n'ayant pas pu, ne pouvant pas encore, être prise, puisqu'il n'existait pas en ce moment de représentation de ce département, pas plus que de conseil municipal de Paris [1]. La commission ne contestait pas que cette manière de faire fût sans précédents : mais c'était parce que la situation était sans précédents, elle aussi; et d'ailleurs, précisément parce que ce département était inexistant, on ne violait aucunement ses droits, on ne portait atteinte ni à la loi municipale que l'Assemblée venait de voter, ni aux principes de décentralisation sur lesquels devait reposer la loi départementale qu'elle se préparait à voter ultérieurement. Si l'on avait parlé du département de la Seine, et non de l'Etat, c'était pour ne pas engager dans une question spéciale le redoutable problème de la responsabilité nationale en matière de dommages de guerre et ne pas créer un précédent qui semblerait préjuger la question lorsque viendrait l'heure de la discuter.

390 voix contre 127 votèrent, le 21 avril, le texte définitif, qui s'écarta sur quelques points du projet de la commission. Sur l'établissement de jurys spéciaux, mi-partie, chargés du rôle d'amiables compositeurs entre propriétaires et locataires, et armés

[1] Les élections municipales de Paris n'eurent lieu que le 23 juillet.

du droit de statuer souverainement sur toutes contestations relatives aux loyers restant dus pour les trois derniers termes, point de modification sensible au projet de la commission, pas plus qu'à celui du gouvernement : il est à remarquer, toutefois, que ce dernier, quoique fort peu favorable aux locataires, avait cru devoir viser quatre termes, dont celui à échoir en juillet, tandis que la loi ne statua que pour les trois termes échus. Faculté fut donnée aux jurys d'accorder des réductions, pour tous les loyers, proportionnelles au temps de la non-jouissance, et pour les loyers ayant un caractère industriel et commercial, au temps pendant lequel ils auraient subi, par suite des événements du siège, privation ou diminution de la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties : dans les autres cas, faculté d'accorder des délais pouvant aller jusqu'à deux ans, avec paiements échelonnés et billets à ordre correspondant aux diverses échéances; en cas de départ avant complet paiement, sans caution jugée suffisante par le juge de paix, droit pour le propriétaire de réaliser le gage affecté à sa créance. Les contestations relatives à la résiliation des baux par l'effet de la force majeure devaient être portées devant les tribunaux ordinaires; néanmoins, si les deux parties y consentaient, elles pouvaient porter la question devant les jurys spéciaux, dont la compétence était alors étendue jusqu'à statuer sur la résiliation du contrat de louage. L'article 8, le plus important de tous, était celui qui avait subi le plus de changements : la participation de l'Etat à l'indemnité des propriétaires non payés avait été décidée et le texte définitif était ainsi rédigé : « Dans le cas où le département de la Seine, qui y est d'avance autorisé, consentirait à payer à tous les propriétaires de logements de 600 francs ou moins le tiers de ce qui leur restera dû par les locataires sur les termes échus en octobre 1870, janvier et avril 1871, sous la double condition que les propriétaires donneront quittance définitive du surplus et maintiendront leurs locataires en possession pour le terme d'avril à juillet prochain, l'Etat participera pour un tiers à ces paiements, sans que cette participation puisse dépasser 10 millions de francs. » Rédaction peu claire, et visiblement embarrassée : il n'est pas jusqu'aux termes, 600 francs *ou moins*, qui, transformés par des fautes d'impression trop nombreuses en 600 francs *au moins*, ou encore en 600 francs, *au moins le tiers de ce qui leur restera dû*, etc., n'aient contribué sur le moment à répandre sur toute l'affaire une regrettable obscurité. Il est incontestable que la gestation de cette loi avait été pénible, la parturition longue et difficile, et que la rédaction en conserva les traces. On regretta aussi le silence gardé

sur un point particulièrement délicat, celui des principaux locataires dont la situation, vis-à-vis de leurs sous-locataires, resta indéterminée. L'essentiel, néanmoins, y était. La justice recevait satisfaction par l'exonération promise en cas de privation de jouissance; les jurys spéciaux pouvaient concilier les parties dans les cas infiniment nombreux qui se présenteraient et qu'une loi ne saurait prévoir; les petits locataires insolvables étaient débarrassés, au plus grand avantage de la paix sociale, d'une dette insupportable pour eux, sans que leurs propriétaires pussent se dire spoliés, car leur droit restait intact, et ils pouvaient, s'ils le préféraient, traduire leurs débiteurs devant les commissions arbitrales; mais il était trop évident que dans les cas, trop nombreux, hélas! d'impuissance réelle, ils avaient tout intérêt à abandonner une créance mauvaise contre une indemnité certaine, et à ne perdre que les deux tiers au lieu de perdre le tout. En outre, la loi n'engagea point de façon très sensible les finances alors si embarrassées de l'Etat et du département. Les calculs de la commission avaient établi qu'il y avait environ 500 000 locations, dont 360 000 personnelles, 140 000 industrielles ou commerciales; sur les 360 000 locations personnelles, 284 000 étaient égales ou inférieures à 600 francs et représentaient un total réel d'environ 95 millions; 76 000 étaient au-dessus et atteignaient une valeur de 131 millions[1]. On pouvait craindre que la loi n'eût son effet pour les trois quarts de ces 95 millions, soit environ 72, et c'est en prévision d'un chiffre fort élevé que le maximum de la part de l'Etat, bien qu'il ne s'engageât que pour 1/9 de la dette totale, avait été fixé à 10 millions; mais une surprise agréable se produisit lorsque la loi entra en application : le montant des sommes restant dues aux propriétaires dans les conditions où le département et l'Etat devaient entrer en partage des frais se trouva être fort inférieur aux prévisions; il ne fut que de 38 millions. L'indemnité à allouer aux propriétaires n'était donc que 12 700 000 francs, dont 8 467 000 à la charge de la Seine, 4 233 000 à celle de l'Etat. Le 10 novembre, le conseil général de la Seine vota les fonds nécessaires pour le paiement de cette somme en sept annuités, mode adopté aussi pour le paiement de la part de l'Etat.

On put également se féliciter de voir tomber bien au-dessous des prévisions le nombre des affaires sur lesquelles les jurys spéciaux étaient appelés à rendre leurs sentences arbitrales. Environ

[1] La commission n'avait pu se procurer l'état exact de la dette hypothécaire; elle avait la certitude, toutefois, que les avances du Crédit foncier s'élevaient à 600 millions, et les annuités dues à cet établissement à 40.

3 à 400 000 déclarations furent faites avant le 1er juillet 1871, terme fixé pour l'enregistrement des demandes soit des locataires, soit des propriétaires, et ce chiffre était considérable : mais il fut bientôt certain que beaucoup de propriétaires ne s'étaient fait inscrire qu'à tout événement, pour le cas où le département n'accepterait point la charge à laquelle il était invité, sans intention de persister si les fonds pour l'indemnité étaient votés. En outre, ce qui était encore préférable, considérable fut le nombre des arrangements à l'amiable que la loi elle-même eut pour effet de faire conclure entre les parties, et par conséquent des instances auxquelles il ne fut donné aucune suite. Dès le 23 août, un rapport de M. Vavasseur sur l'application de la loi sur les loyers, publié à l'*Officiel*, constatait quel accueil favorable elle avait trouvé dans l'opinion publique et quels heureux résultats elle avait produits. Les litiges disparaissaient d'eux-mêmes : dans tel canton, comme celui de Villejuif, sur 73 affaires appelées dans le cours d'une session, il n'y avait eu qu'un seul jugement à rendre. Les réductions accordées étaient en moyenne d'un terme et demi, ce qui partageait également la perte entre propriétaires et locataires ; pour les logeurs en garni dont l'industrie, de l'aveu général, avait été la plus éprouvée de toutes pendant le siège, elles étaient en moyenne de deux termes. Les dispositions étaient, dans l'immense majorité des cas, des plus conciliantes des deux côtés. On remarquait que les décisions des jurys, quoique ceux-ci composés comme on sait des deux éléments en présence, étaient presque toujours rendues à l'unanimité.

> Cette libérale et facile application d'une loi qui fut si laborieuse à rédiger et qui souleva tant de récriminations, concluait M. Vavasseur, doit inspirer une grande et patriotique satisfaction. La liquidation des loyers était une opération douloureuse et délicate. Elle pouvait mettre en jeu le principe même de la propriété, qui vient d'être si audacieusement attaqué; elle courait le risque de réveiller des passions mal éteintes et de creuser plus profondément la division des classes. Tous ces périls ont été conjurés; l'apaisement s'est produit, les rapports habituels de propriétaire à locataire reprennent leur cours... et bientôt, si nous voulons nous livrer au travail, si l'esprit de parti ne vient pas susciter de nouvelles discordes, nous serons assez forts pour réparer nos désastres.

Telle fut la solution donnée à la fin de la précédente guerre à la brûlante question des loyers : telle pouvons-nous souhaiter que soit celle qui sera adoptée à la fin de la guerre actuelle. Les circonstances sont, et nous pouvons légitimement l'espérer, seront infiniment moins tragiques, la misère beaucoup moins cruelle, les chances d'une rapide reprise des affaires plus grandes. D'autre part, il est inutile de chercher à se dissimuler que la dette loca-

tive arriérée sera sensiblement plus élevée, que l'habitude du travail se sera perdue davantage, par suite même du nombre plus considérable d'hommes appelés sous les drapeaux et de la plus longue durée de la guerre. Difficile à passer sera le moment, — il faudra bien qu'il vienne tôt ou tard, — où une notable partie du peuple français cessera de vivre de ces allocations, de ces secours de chômage qu'il fallait accorder avec générosité, mais qui l'ont été quelquefois au-delà de la juste mesure, et dont la distribution a été trop souvent accompagnée d'abus, de simulations et de fraudes presque incroyables, comiques si elles n'étaient surtout attristantes, dont M. Daniel Bellet faisait naguère, dans un article du *Journal des Economistes*, la longue énumération. La question des loyers apparaît déjà à l'horizon comme une des grosses difficultés de ce redoutable inconnu que sera le lendemain de la guerre, de ce moment critique où l'on cessera de recevoir et où il faudra recommencer à payer. Une loi comme celle de 1871, empreinte d'un grand désir d'équité, exempte de tout esprit de parti et de préoccupation électorale, d'application facile et surtout d'application prompte, visant principalement à provoquer le plus grand nombre possible d'arrangements à l'amiable, non coûteuse enfin, serait infiniment désirable, non seulement pour régler les rapports entre propriétaires et locataires, quelque importante que soit cette affaire, mais surtout, à un point de vue plus élevé, dans l'intérêt de la paix sociale et de la prolongation après la guerre de cet esprit de concorde et d'union auquel la France aura dû ses succès.

Ces avantages se trouvent-ils dans le projet de loi qui a été déposé le 8 juillet? On peut en douter et s'étonner surtout que ce projet, — à en juger du moins par les analyses qui en ont été publiées, — ne parle que des réductions pouvant être obtenues par certaines catégories de locataires, et pas du tout des indemnités que peuvent légitimement réclamer des propriétaires, victimes peut-être, eux aussi, des événements. En tout cas, comme ce projet ne serait d'ailleurs applicable qu'après la fin des hostilités, il semble qu'il eût mieux valu attendre, pour légiférer sur cette question délicate, le moment où pourront être exactement connus et la lourdeur de la dette locative restée impayée et les charges énormes que l'Etat aura à supporter du fait de la guerre et les sacrifices auxquels il pourrait consentir afin que les loyers impayés fussent mis, pour partie au moins, à la charge de la collectivité et non pas uniquement à celle des propriétaires.

M. Marion,
Professeur au Collège de France.

LE SECOND ÉCHANGE DES « GRANDS BLESSÉS »

UN VOYAGE AVEC LES BLESSÉS FRANÇAIS

DE ZURICH A GENÈVE

Après une interruption de plus de quatre mois, l'échange des « grands blessés » français et allemands vient d'être repris.

C'est à Constance que l'on rassemble et choisit ceux de nos compatriotes qui, en raison de leur état physique, doivent être rendus à leur pays; à Lyon, s'opèrent la même concentration et la même sélection pour ceux des prisonniers allemands que nous remettons à leur gouvernement. Le samedi 10 juillet a été inauguré le passage des glorieux mutilés à travers le territoire helvétique — passage quasi triomphal, vraiment digne des soldats qui en étaient l'objet.

Dans une délicate pensée, des membres de l'ambassade de France vont, chaque soir, à Zurich saluer officiellement, au nom de la mère-patrie, ceux de ses enfants qui ont versé leur sang pour sa défense et ils restent avec eux jusqu'à Berne. Le premier jour, le 10 juillet, l'ambassadeur, M. Beau, avait voulu accueillir en personne ces fils de notre pays qui échappaient à l'étreinte germanique : il tenait à leur exprimer les vœux de la nation reconnaissante. Mme Pageot, femme du Colonel Pageot notre attaché militaire et qui préside très activement à Berne le *Bureau de secours aux prisonniers*, avait désiré également se rendre à Zurich. Il y a des paroles de consolation et d'encouragement auxquelles la douceur d'une voix féminine donne une force et un charme particuliers. Mme Pageot l'a senti; elle l'a d'ailleurs certainement lu dans les regards reconnaissants de nos mutilés — et voilà pourquoi, depuis lors, sans compter avec la fatigue, elle

a pris part, souriante et bonne, à tous les voyages de nos grands blessés.

Grâce à une aimable autorisation, deux Français eurent l'honneur, le premier jour, d'accompagner M. l'Ambassadeur et Mme Pageot : sans aucun caractère officiel, ils représentaient, en quelque sorte, le bon peuple de France et, à ce titre, ils pouvaient figurer dans le cortège. L'un d'eux voudrait noter ici quelques-unes de ses impressions, douloureuses assurément, réconfortantes cependant encore plus : ce sont, en effet, des heures poignantes, vibrantes, qu'il a vécues durant le trajet qu'il fit, de Zurich à Genève, avec tous ces braves « gars » de chez nous, cruellement atteints dans leur chair, mais dont la vigueur morale avait résisté à dix mois de souffrances et de captivité — car beaucoup étaient tombés aux mains de l'ennemi à la fin d'août ou en septembre : la certitude, longtemps espérée, de revoir, au soleil levant, la bien-aimée terre natale décuplait leurs forces physiques et intellectuelles.

Le train sanitaire suisse, qui amène nos compatriotes de la ville allemande de Constance, devait arriver à Zurich à dix heures du soir. Longtemps auparavant, un très nombreux public se pressait à l'intérieur de la gare, bien qu'il fût impossible d'approcher des wagons et même de simplement apercevoir les pauvres voyageurs. Près du buffet, on achève les préparatifs de réception : le comité de la Croix-Rouge suisse fait charger sur des chariots petits pains, tasses de café au lait, ainsi que tous les menus cadeaux qui vont être offerts et proviennent de la générosité zurichoise.

Lentement, très lentement, le train entre en gare, tandis que le public, retenu au loin par un piquet de soldats, pousse une longue acclamation. Présentations officielles des autorités suisses et françaises. Du compartiment de la direction, descendent M. le colonel Bohny, médecin-chef de la Croix-Rouge suisse, — qui, ainsi que nous l'avons dit dans le *Correspondant* [1], préside avec beaucoup d'autorité et de dévouement au transport des grands blessés français et allemands, — et Mme Bohny. La gravité triste des circonstances enlève toute banalité aux propos que l'on tient. Peu de phrases d'ailleurs : entre gens de cœur qui vont escorter ce convoi de mutilés, on n'a guère besoin de parler pour sentir que, malgré les différences de nationalité, les âmes, pleines de pitié, sont à l'unisson.

Durant ce temps, les « Samaritains », — nom éminemment

[1] Cf. *Correspondant* du 25 juin 1915, p. 1080 et 1081.

évangélique, que portent en Suisse ceux qui font partie de sociétés de secours, — parcourent les wagons, distribuant lait chaud et pain tendre, ce bon pain blanc dont nos compatriotes étaient privés depuis si longtemps ! La distribution largement faite, les Samaritains, — les « bons Samaritains », a-t-on envie de dire lorsqu'on les a vus à la besogne, — descendent avec les tasses et les corbeilles vides. Quelques-uns d'entre eux cependant accompagneront nos gens jusqu'à Lyon et, de là, le jour même, dans l'après-midi, ils repartiront avec les blessés allemands : ils passeront ainsi, sans interruption, plus de deux jours à soigner les soldats malheureux des deux nations voisines. Même dévouement, avec en plus la douceur féminine, chez les dames de la Croix-Rouge, — les « sœurs », — dont chacune a la responsabilité d'un wagon de malades. A l'une d'elles, j'exprimais ma respectueuse gratitude : « Il faut bien, me répondit-elle en toute simplicité, que nous fassions quelque chose pour mériter à notre peuple, aux yeux de Dieu, le grand bienfait d'avoir échappé aux horreurs de la guerre européenne... »

Les derniers préparatifs terminés, le train s'ébranle. Juste à la sortie de la gare, le long de la voie, se sont massées des centaines de personnes qui poussent, perçants, dans le silence de la nuit, des cris de : *Vive la France!* Et notre petit groupe de Français, entourant le représentant de notre patrie, se met alors à parcourir lentement les wagons, — j'allais dire les salles d'hôpital tellement on a bien organisé les choses pour le transport et le soin des blessés[1]. L'ambassadeur s'arrête auprès de chacun de nos compatriotes, lui serre la main, l'interroge avec sympathie sur sa blessure, son état de santé, sa famille, sur la façon dont il a été traité,

[1] Il y a plusieurs années que la Confédération possède des wagons aménagés pour le transport des blessés. Ce ne sont pas des voitures construites spécialement pour cet usage, mais de simples wagons de 3e classe, munis de dispositifs particuliers, permettant de les transformer rapidement en voitures sanitaires. Ces différences, peu visibles, consistent principalement en ceci : deux larges portes sont pratiquées dans les parois latérales, une de chaque côté du wagon, assez vastes pour permettre d'introduire commodément à l'intérieur une civière avec un blessé et de l'y faire pénétrer d'un côté ou de l'autre du wagon. La paroi intérieure qui sépare le compartiment des fumeurs de celui des non-fumeurs est mobile et peut s'enlever en un tour de main; il en est de même des bancs et des filets à bagages. Les parois intérieures sont munies entre les fenêtres de fortes consoles en fer, dans lesquelles viennent se fixer des poutres munies de crochets, permettant de suspendre, au moyen de bretelles, les civières qui supportent les blessés. Les chemins de fer fédéraux possèdent 200 wagons de cette sorte depuis 1909; jusqu'au mois d'août 1914, ils roulaient, comme les autres wagons, dans les trains ordinaires. Au moment de la mobilisation, ils

tandis que M[me] Pageot offre paquets de cigarettes et de cigares, cartes postales, chocolat, journaux du jour, que sais-je... Pour ces hommes qui ont, tous, souffert pour la patrie, c'est un vrai réconfort, — nous l'avons vu dans leurs yeux, — que cette visite cordiale des Français qui, en Suisse, personnifient la France.

Et ces pauvres gens méritent qu'on s'intéresse affectueusement à eux, car le moins grièvement blessé l'est encore terriblement. Voici, en effet, quelles sont, aux termes de l'arrangement intervenu, les catégories de blessés qui, de part et d'autre, seront libérés de plein droit[1] :

A. Les soldats atteints de l'une des lésions, infirmités ou maladies ci-après :

1° Perte totale ou partielle d'un ou plusieurs membres (au moins le pied ou la main);
2° Perte de l'usage d'un membre par ankylose, paralysie définitive, atrophie ou rétraction musculaire, pseudarthrose, lésions de la colonne vertébrale produisant une grande gêne des mouvements;
3° Paralysie définitive et importante par son siège ou son étendue;
4° Lésions cérébrales avec suites graves (hémiplégie ou altération des fonctions cérébrales);
5° Lésions médullaires avec suites graves (paraplégie ou paralysies diverses);
6° Perte de la vue des deux yeux;
7° Mutilation importante de la face et lésions graves de la cavité buccale;
8° Etat cachectique durable, consécutif à des blessures;
9° Tuberculose pulmonaire avancée;
10° Etat cachectique produit par d'autres affections internes;
11° Maladies mentales incurables.

B. Les officiers et sous-officiers atteints de l'une des lésions, infirmités ou maladies ci-après :

1° Perte totale ou partielle de *plusieurs* membres;

---

furent envoyés dans les ateliers des C. F. F. et, en moins d'une semaine, complètement transformés.

Chaque voiture peut recevoir 16 blessés; la composition ordinaire d'un train sanitaire est de 10 wagons-ambulances, 4 ou 5 voitures de 2[e] classe pour les blessés pouvant voyager assis et un fourgon avec du matériel sanitaire et des auto-cuiseurs. On peut seulement regretter que ces wagons ne soient pas reliés par des soufflets, suivant le système adopté dans les grands express; lorsque le train est à une vitesse un peu rapide ou qu'il fait mauvais temps, le passage d'une voiture à l'autre n'est pas sans présenter quelque difficulté. Le principal organisateur de ce matériel est le colonel Murset, ancien médecin en chef de l'armée, qui agit en collaboration avec l'Etat-major et la Direction des Chemins de fer fédéraux.

[1] Les blessés et malades à rapatrier, tant en France qu'en Allemagne, sont examinés par des commissions médicales de rapatriement; deux médecins suisses assistent à l'examen de ces commissions.

2° Lésions cérébrales avec suites graves (hémiplégie ou altération des fonctions cérébrales);
3° Lésions médullaires avec suites graves (paraplégie ou paralysies diverses);
4° Perte de la vue des deux yeux;
5° Etat cachectique durable, consécutif à des blessures;
6° Tuberculose pulmonaire avancée;
7° Etat cachectique produit par d'autres affections internes;
8° Maladies mentales incurables;
9° Mutilation importante de la face et lésions graves de la cavité buccale.

C'est un spectacle émouvant que celui de tous ces hommes jeunes, étendus sur des civières ou plus ou moins péniblement assis sur les banquettes, et auxquels il manque un bras, une jambe, dont quelques-uns sont paralysés ou complètement aveugles. Plusieurs souffrent visiblement; toutefois aucun n'est vraiment abattu par la douleur physique ou la pensée de ses infirmités[1]. On éprouve, je l'assure, un secret orgueil à se sentir les frères, bien indignes il est vrai, mais très aimants, de ces braves en qui se vérifie la parole de Bossuet : « Une âme forte est maîtresse du corps qu'elle anime. » Je n'en ai rencontré qu'un seul qui pleurât — et ce n'était pas sur lui : au moment de quitter Constance, il venait d'apprendre la mort de son aîné...

Si pâle qu'elle soit, leur figure s'éclaire d'un rayon de joie lorsqu'on leur parle, non pas d'eux-mêmes, mais des êtres qui leur sont chers et de leur petite patrie dans la grande. Et si, par bonheur, vous êtes de leur région, alors vous leur procurez un double réconfort. Ils ne se lassent pas de vous interroger sur la situation militaire, mais jamais — c'est un trait que j'ai noté chez tous, sans exception, — ils ne se racontent eux-mêmes; ils évitent de se mettre complaisamment en scène, et cependant combien parmi eux se sont conduits héroïquement!

Dans les conversations que j'ai eues avec beaucoup de blessés, il est un propos qui, avec de légères variantes, est revenu maintes et maintes fois; il m'a été tenu dans presque tous les wagons et par des soldats appartenant aux régions et aux catégories sociales

[1] Et cependant quelques-unes de ces infirmités sont particulièrement cruelles : je vois encore devant moi un jeune fantassin à la mine éveillée et aimable, auquel je demandais d'où il était originaire. Pour toute réponse, il me regarda avec tristesse, tandis que ses camarades m'expliquaient que, blessé à la tête, il avait perdu l'usage de la parole. Le spectacle le plus douloureux est peut-être celui qu'offrent les malheureux atteints de folie ou tout au moins de maladies mentales incurables : dans le convoi du 10 juillet, il y en avait une dizaine qu'une « sœur » surveillait avec infiniment de bonté, d'habileté et de courage.

les plus diverses : il semble donc exprimer un fait quasi général que je ne puis passer sous silence. Or voici ce dont il s'agit. Nos compatriotes m'ont affirmé que les Allemands leur répétaient sans cesse que, s'ils étaient jamais « échangés », ils ne seraient pas bien reçus en France[1] et que, dès leur arrivée, le gouvernement les expédierait secrètement en Corse ou en Algérie, comme il l'avait déjà fait pour les grands blessés rapatriés au mois de mars. J'eusse voulu ne pas le croire, mais comment ne pas ajouter foi à des déclarations nombreuses et concordantes? Cependant j'essayais de douter presque contre l'évidence.

— Tenez, lisez, me dit brusquement un Breton, jusque-là silencieux dans son coin, et il sortit de sa poche, avec de grandes précautions, un journal jauni qu'il gardait comme souvenir de sa captivité.

C'était un exemplaire de la fameuse *Gazette des Ardennes*, en date du 2 avril, qui avait été répandu parmi les prisonniers et dont la première page contenait, en gros caractères, l'article suivant que j'ai copié et que je reproduis textuellement :

A la population française.

Le gouvernement français continue ses efforts pour illusionner le peuple, le monde entier et peut-être lui-même sur l'état réel des choses; il invente des victoires qui ne furent jamais remportées; il dissimule les pertes incontestablement subies.

Cette tendance s'est manifestée d'une manière éclatante lors du premier échange des prisonniers invalides.

Tandis qu'en Allemagne on recevait les compatriotes revenant de France avec tous les honneurs et les égards dus à ces héros, le gouvernement français faisait conduire secrètement ses grands blessés à travers les grandes villes. Il cachait les convois de ces victimes, dignes du plus haut respect, dans les gares de triage et dans des hôpitaux éloignés. Ce n'est que trop naturel! La population aurait pu être informée sur maints événements dissimulés et dénaturés jusqu'ici.

Le même jeu est pratiqué vis-à-vis des parents des prisonniers de guerre. Combien y en a-t-il qui sont informés d'une manière certaine sur le sort de ceux des leurs qui ont suivi les drapeaux et qui se trouvent actuellement internés en Allemagne comme prisonniers de guerre? Les uns sont maintenus dans l'illusion que ceux qui leur sont chers se trouvent au front, sains et saufs, et que seulement pour des raisons stratégiques ou par suite du mauvais fonctionnement de la poste militaire leurs nouvelles se font attendre. A d'autres, on conte que leur fils, leur père, leur ami a trouvé la mort pour la patrie.

---

[1] Nos lecteurs savent quel accueil enthousiaste Lyon vient de faire aux « grands blessés », revenant d'Allemagne. Nous citons plus loin une lettre d'un grand blessé, échangé déjà au mois de mars, qui relate de quelle façon cordiale on les a reçus en France.

Tout cela, poursuit la *Gazette des Ardennes*, parce que la vanité du gouvernement français ne lui permet pas de reconnaître les pertes subies. Elle ajoute sans rire :

Cette négligence du gouvernement français, qui n'ose avouer la vérité au peuple qui sacrifie ses fils à la politique officielle, eh ! bien, nous tâcherons de la réparer.

Et, pour cela faire, cette feuille vertueuse s'est mise à publier des listes de prisonniers français.

La *Gazette des Ardennes* est, (avec le *Bruxellois*), le journal, rédigé en français sous l'inspiration des autorités allemandes, que l'on répand parmi les prisonniers, mais en le leur faisant payer 5 ou 10 pfennigs. Inutile d'ajouter que, de la première à la dernière ligne, elle chante la gloire impériale. A vrai dire, la diffusion de cette « bonne presse » germanique ne produit pas les effets déprimants que l'on pourrait craindre : il se trouve presque toujours quelque loustic pour tourner en ridicule les affirmations par trop « colossales » ; il suffit d'un boute-en-train pour mettre les choses au point et relever les courages un tantinet défaillants.

— Et puis, voyez-vous, me déclarait un Parisien, le moral a toujours été excellent parmi nous... Rien qu'en écoutant ce que nous rapportaient nos compatriotes récemment faits prisonniers, au mois de mai, par exemple, nous nous convainquions que les choses n'allaient pas comme nos gardiens nous le racontaient. Une autre raison d'espérer que nous avions également, c'était la constatation de l'état physique des recrues qui s'apprêtaient à partir pour le front. L'autre jour, la sentinelle qui nous surveillait n'avait pas dix-sept ans. Et, hier, la veille de notre départ de Constance, nous avons assisté, de loin, à la cérémonie de la prestation du serment au drapeau par des troupes récemment levées : rien que des tout jeunes ou des tout vieux, et, parmi eux, j'ai vu, de mes yeux vu, des bossus et des borgnes.

Ce dernier fait, sur lequel j'ai mené une rapide enquête dans le train, m'a été confirmé par de nombreux blessés qui ne se trouvaient pas dans le même wagon et n'auraient pu se donner le mot : il tendrait à prouver que nos ennemis touchent à leurs ultimes réserves en hommes. Je ne puis ni ne veux discuter : mon rôle de témoin se borne à rapporter fidèlement ce qui me fut déclaré sans hésitation, spontanément.

Du traitement qui fut imposé à nos compatriotes blessés, je ne dirai rien, pour la simple raison que j'ai entendu quantité de récits divergents et que naturellement il me fut impossible d'entreprendre une critique sûre des affirmations plus ou moins oppo-

sées. Par probité scientifique, je préfère donc m'abstenir. Deux points, cependant, m'ont paru acquis : c'est, d'une part, l'extrême diversité du sort fait aux prisonniers suivant leur lieu de détention; c'est, d'autre part, une petite supériorité des conditions de vie assurées aux Français sur celles faites aux Belges, et surtout aux Anglais ou bien aux Russes.

Mais si je reste sur la réserve pour tout ce qui touche à cette question douloureuse, ne voulant ni être injustement accusateur, ni naïvement louangeur, je n'ai aucune raison de taire tout le bien que nombre de blessés m'ont dit de nos religieuses françaises restées en pays occupé, — notamment à Sedan, — ainsi que de la population civile dans les départements envahis, aussi bien qu'en Belgique et au Luxembourg. Et c'était une douce chose que d'entendre ces braves cruellement éprouvés louer la charité ingénieuse de tant de gens de cœur.

De temps à autre, la conversation est brusquement interrompue : nous traversons, sans nous y arrêter, une gare de la Suisse allemande — Baden, Aarau, Olten — et, sur les quais, des centaines de gens, agitant chapeaux et mouchoirs, acclament les soldats français... A mesure que se répètent ces manifestations, l'émotion joyeuse de nos blessés augmente, s'exalte.

— Mais regarde donc ce « populo »! dit à un voisin, les yeux pleins de joie, un « poilu » qui avait perdu une jambe en Alsace.

— Il est rien chic! riposte le camarade.

Lorsque je fais remarquer à ces deux interlocuteurs que ces manifestants sont, tous, de langue allemande, ils croient, pour me servir de leur expression, que je veux leur « monter le coup ».

A Berne, arrêt de quelques instants. Cadeaux offerts et remis par le comité de la Croix-Rouge. Comme le public ne peut circuler sur les quais, il se rattrape en se groupant, à la sortie de la gare, sur les talus où des grappes humaines, accrochées au sol, lancent de vigoureux vivats.

A Fribourg, où nous arrivons à une heure vingt du matin, nouvel arrêt; mais ici trois à quatre mille personnes couvrent le quai. Au moment où nous entrons en gare, ce ne sont que cris mille fois répétés de *Vive la France!* auxquels, du train, les blessés, aux fenêtres, répondent par des acclamations non moins enthousiastes de *Vive la Suisse!* On stoppe. Alors, avalanche de bouquets et de paquets aux rubans tricolores, distribution de cartes postales, de petits drapeaux et d'objets de toute sorte. Quand la foule a comblé de dons nos chers blessés, elle demande, à son tour, à ceux ci, quelques souvenirs de minime valeur matérielle, mais

auxquels elle attache un grand prix : « Un bouton, s'il vous plaît, Monsieur. » On n'entend que cette sollicitation proférée surtout par de jeunes voix féminines. Et les soldats, un instant surpris par l'expression de ce désir inattendu pour eux, mais vite amusés par la supplication si gentiment adressée, s'arment de canifs et, en un clin d'œil, arrachent à leur capote quantité de ces petits morceaux de cuivre que, demain, dames et jeunes filles feront monter en broche ou en épingle comme reliques de la grande guerre. Quelques-uns poussent plus loin leur générosité et abandonnent galamment képi ou bonnet de police dans les mains menues qui, précédemment, leur avaient offert un bouquet de roses. Et puis ce sont de brèves conversations sur les blessures reçues et sur les batailles affrontées. Mais les cinq minutes sont passées, il faut se quitter et nous repartons dans une dernière et formidable ovation...

Un peu plus loin, à Romont, mêmes acclamations d'une foule qui, à deux heures du matin, a tenu à saluer les blessés français dont le train passe cependant sans s'arrêter :

— Ah! quel « patelin »! s'écrie, à côté de moi, un Bordelais rouge d'émotion, tandis que les camarades célèbrent le courage et l'entrain des recrues de 1914 et de 1915. « Ils vont bien, les gosses! » C'est là une phrase qui revient sans cesse dans les propos de ces « ancêtres » qui ont à peine doublé la trentaine!

Il est deux heures quarante quand nous arrivons à Lausanne. Aux abords de la gare, toutes les maisons sont éclairées.

— Tiens, des petiots en « liquette », remarque, avec une joie toute paternelle, un « poilu » des environs de Lyon, tandis que, de son unique bras, il nous montre, à une fenêtre, deux enfants, en chemise de nuit, qui agitent leurs petites mains. Pour le coup, la pensée de notre homme s'en va trouver, au loin, d'autres êtres chéris qui attendent le retour espéré du jeune chef de famille...

Huit à dix mille personnes se pressent sur les quais. Nous assistons au renouvellement des scènes de Fribourg : heureusement qu'il reste encore aux capotes quelques boutons de cuivre et sur les banquettes quelques képis! Même générosité d'une part, même reconnaissance de l'autre, mêmes acclamations enthousiastes, même élan de chaude et vibrante sympathie... Et c'est aux accents de la *Marseillaise*, entonnée par nos soldats auxquels répondent les ardents vivats du public, que nous quittons la belle cité vaudoise. Dans les wagons, l'émotion est intense. J'aperçois plus d'une larme aux coins de ces yeux qui, impassibles peut-être, ont contemplé jadis de terribles spectacles, mais qui ne pouvaient, il y a un instant, se rassasier de la vue si douce de cette foule étrangère

et amie qui, en leurs personnes, saluait leur patrie. J'eusse voulu que chacun des manifestants suisses eût la joie de contempler, comme moi, le bonheur que sa présence auprès du train et ses cris chaleureux avaient jeté dans l'âme de nos mutilés; j'eusse désiré aussi que chacun des donateurs eût pu assister au déballage, fait en commun, de tous les cadeaux reçus et qu'il eût entendu les gaies exclamations de ces hommes qui, pour un moment, ressemblaient à de grands enfants découvrant leurs sabots de Noël...

Pour traduire ce qu'ils éprouvaient, je ne saurais mieux faire que de leur laisser la parole et de reproduire textuellement la lettre suivante qu'au mois de mars dernier, après le premier échange, un « grand blessé » rapatrié adressait à ses parentes hors de France :

Paris, le 13 mars 1915.

Mes très chères,

Enfin, je suis arrivé à Paris bien fatigué, vous devez le supposer : deux jours et deux nuits de voyage presque sans dormir. Partout, nous avons reçu un très bon accueil, mais aucun pays ne peut égaler la Suisse. Ce n'est pas une réception, ni un triomphe, c'est du délire que la population avait pour nous. Je vais vous faire un petit résumé de ce voyage. Départ de Constance à huit heures du soir; passé la frontière vers neuf heures : nous sommes enfin dans la libre Suisse! A Zurich, nous sommes bien reçus, ainsi qu'à Berne, mais la police ne laisse pas approcher de nos wagons. A Fribourg, à Lausanne et à Genève, bien qu'il fût une heure, deux heures ou quatre heures du matin, des milliers de personnes en joie nous acclament et nous donnent toutes sortes de choses par les portières (cigares, cigarettes, tabac, chocolat, fruits de toute sorte, fleurs, cartes postales, etc). Rien que dans mon wagon, après avoir bu, mangé et pris tout ce qui nous plaisait, il restait quatre grands sacs d'un mètre de haut; il nous était presque impossible de marcher et de nous étendre dans notre compartiment; vous ne pouvez vous faire une idée de cette réception aux mutilés de la campagne 1914-1915. Lyon, ainsi que Paris, nous ont acclamés et nous ont donné les égards que nous étions en droit d'attendre. En ce moment, le peuple français est calme et confiant, il ne ressemble plus aux turbulents d'autrefois. Enfin, mes très chères, ayez aussi confiance de revoir votre cher blessé qui vous aime de tout son cœur.

Votre Albert qui vous envoie un million de baisers.

Cette épître populaire, sous sa forme un peu fruste, laisse entrevoir la chaleur de l'accueil réservé au mois de mars aux premiers grands blessés. L'accueil présent est peut-être encore plus chaud.

Comme il y a cinq mois, les rapatriés actuels sont comblés de cadeaux de toute sorte et, à leur arrivée à Genève, ils ne savent plus où mettre les fleurs et les objets qu'on leur offre. Mais, dans cette dernière ville, la foule est retenue un peu loin du

train, sur le quai de la Suisse, la place de Montbrillant et le pont Saint-Jean. Néanmoins, par sa présence, par ses offrandes et par ses vivats, elle témoigne, malgré l'heure matinale, qu'elle égale ses sœurs des cités romandes en générosité et en chaleureuse sympathie. Sur le quai, les Dames du Comité genevois, toujours d'une active charité, s'inquiètent de faire distribuer aux malades quelques boissons réconfortantes. M. le Consul de France vient saluer nos compatriotes et les accompagnera jusqu'à la station douanière de Bellegarde.

Bien à regret, je dois quitter tous ces chers blessés dont une trop rapide fréquentation de quelques heures m'a révélé le courage souriant et le profond patriotisme. Une dernière poignée de main — et le train s'ébranle emportant vers la patrie ces 280 sous-officiers et soldats dont la joie est immense et se traduit, au départ, par une joyeuse acclamation.

Et tandis que le dernier wagon disparaît au tournant de la voie, je songe avec tristesse à ceux d'entre les prisonniers français blessés qui, amenés à Constance pour être rapatriés, se sont vu refuser la libération par la Commission médicale allemande. Mais je me souviens aussi de la vigueur morale dont, paraît-il, ils firent preuve lors des adieux à leurs camarades admis au bénéfice de l'échange : « Dites bien aux miens, déclara un Provençal à un « pays » plus favorisé que lui, dites-leur bien que je saurai ne pas « languir » et qu'il faut aller jusqu'au bout, quelque long que cela soit. » Parole de vaillance qui forme le digne pendant d'un propos, plaisant de forme, mais de sens profond, que me tint un courageux mutilé : « Si, par cas, les civils flanchent, eh! bien, nous serons là pour remonter le moral, car nous ne voulons pas avoir perdu bras ou jambe... seulement pour le roi de Prusse. »

Max Turmann,
Correspondant de l'Institut.

P. S. — Le *Bureau international féministe de renseignements en faveur des victimes de la guerre*, dont nous avons dit en un précédent article[1] toute la charitable et efficace activité, nous prie de prévenir les intéressés que, pour le moment, il a le vif regret de ne pouvoir faire passer de lettres dans les territoires occupés : il est donc inutile de lui en envoyer. — M. T.

[1] Cf. *Correspondant* du 25 juin 1915.

LA CAMPAGNE AUSTRO-SERBE[1]

LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME INVASION DE LA SERBIE
LA VICTOIRE DE SUVOBOR. — LA REPRISE DE BELGRADE

Nous avons vu que l'armée serbe fut obligée d'abandonner les opérations entreprises en Syrmie pour faire face à une offensive autrichienne et à une deuxième invasion du territoire national.

Les nombreuses îles qui parsèment la Drina facilitèrent grandement le passage de ce fleuve aux Austro-Hongrois. Ils furent, en outre, puissamment aidés par les moulins flottants dont ils se servirent comme de pontons.

Pour simplifier notre exposé, nous partageons le front serbe en deux secteurs, dont la localité de Loznitza formera le point de suture.

Les effectifs ennemis vaincus à la bataille du Jadar avaient été envoyés en Galicie et remplacés par des régiments frais et pleins d'ardeur. Notamment, un corps d'armée prélevé sur la frontière du Trentin arriva en Bosnie-Herzégovine. Enfin, des unités nouvelles ayant relevé, face au Monténégro, le XVI[e] et le XV[e] corps, ceux-ci furent dirigés vers le Nord-Ouest et renforcèrent l'armée de la Drina.

Entre Bjelina, sur la Drina, au Sud, et Mitrowitz, sur la Save, au Nord, l'ennemi, avec ses IX[e] et VIII[e] corps, exécuta une attaque énergique, mais qui n'avait pour but qu'une vigoureuse démonstration. Cependant, les XV[e] et XVI[e] corps s'engagent à fond entre Zwornik et Lioubovia, en prenant Kruppani et Petzka comme objectifs immédiats. Le XIII[e] corps relie les deux ailes. Le but du général Potiorek était de tourner l'aile gauche serbe, ensuite, de marcher, avec toutes ses troupes, à travers monts, sur Valievo et, une fois là, de couper la retraite de l'armée serbe en se rabattant sur elle.

Le 7 septembre, depuis Lioubovia, au Sud, jusqu'à l'embou-

[1] Voir le *Correspondant* du 10 juillet 1915.


Brod
Bosnich-Brod
Derven
Modritz
Orasje
H
Morovic
Ravje
O
Fruska Gora
Vrdnik
N
Indjija
Mitrowitz
G
Slankamen
Opova
R
Ilancsa
I
Versecz
E
Oravicza
Weisskirchen
Danube Fl.
Golubatz
Ratcha
Bosut
Jarak
Save r.
Brtzka
Tinja r.
Bosna r.
Doboj
Gratzanitza
Bjelina
Janja
Drina r.
Matchva
Jerez
Klenak
Chabatz
Semlin
Banovo
BELGRADE
Pancsova
Neudorf
Temes Kubin
Topchider
Emekluk
Lipa
Koviana
Semendria
Pocharevatz
Kuchevo
Pek r.
Petrovatz
Mlava r.
Morava r.
Obrenovatz
Lechnitza
Tseverak
Beljanitza
Rumska
Majevitza
Tesanj
Maglaj
Spratza
Tuzla
Yarebitze
Tser
Loznitza
Tekerich
Ub
Sibinitza
Kosmai
Volujak
Vlaska
Vorgonitza
Mladenovatz
Palanka
Barochevatz
Vechani
Smrdan
Jadar r.
Zavlaka
Kremnitza
Vagal
Lazarevatz
Zepce
Guchevo
Osetchina
Kalubara r.
Barzilovitza
Kivaldja r.
Boranja
Kruppani
Petzka
Zwornik
Yagodnja
Sokolska
Bochnyanovitch
Aranguelovatz
Svilajnatz
Vijaka
Driniatza
Rejani
Valievo
Mednik
Kalja
Straghara
Zenica
Kladanj
Vlasenica
Lioubovia
Povljen
Ruda
Rajatz
Lipet
Roudnik
Boranitza
Vares
Srebrenica
Bukovi
Maljen
Suvobor
Silopaj
Kutlovo
Dkno
Doboj
Yavor
Zeleniberg
Kostunichi
Galitz
Kosjerichi
Kita
Kusatze
Prohic
Kraguievatz
Visoko
Bania Bachta
Kublar
Tchatchak
Markavitza
Paracin
Kresevo
Sarajevo
Oujitze
Pojega
Jelitza
Goljska
Vichegrad
Leska Gora
Mokragora
Rogatica
Tarcin
Ravna
Kralievo
Soko-Bania
Pratsa
Moravitza
Ibar r.
Konjitza
Gorazda
Drina
Slatina
Lim
Uvatz
Trstenik
Kruchevatz
Aleksinatz
Nich
0 10 20 30 40 50 K^m.

chure du Jarak, au Nord, l'attaque des Autrichiens bat son plein. Dans le secteur occidental, entre Loznitza, au Sud, et l'embouchure du Jarak, au Nord, les troupes livrent des combats sanglants. Une fois de plus, les Serbes prennent l'avantage. La Drina charriait des cadavres que les longs roseaux du rivage retenaient accrochés.

Au Nord-Est de la Matchva, dans le sommet de l'angle dessiné par les deux fleuves, l'ennemi parvint à s'établir sur le front Ravnje[1] Tolich[2] et Jarak, profitant ainsi de la boucle dessinée par la rivière en amont de Bosut. Mais les Serbes revinrent à la charge, culbutant les Autrichiens entre Ravnje et Tolich. Cependant le combat allait changer d'allure. Se retranchant dans des ouvrages de campagne, l'ennemi se reprend et arrête la poussée. Dans la nuit du 8 au 9, une division entière du VIIIe corps s'établit près d'un étang de la Matchva, le lac noir, et y résiste toute la journée aux colonnes serbes. Finalement, elle bat en retraite par l'unique pont qu'elle avait pu jeter et voit son arrière-garde anéantie.

Malgré tout, ce combat de tranchées devait être fatal à nos alliés, car il fut l'occasion d'une dépense désastreuse de leurs munitions. L'importante concentration serbe qui suivit la retraite de Syrmie avait été la cause principale de l'échec autrichien. Vers le Sud, au contraire, se fiant à leurs montagnes, les Serbes avaient laissé trop peu d'hommes et, conséquence de ce manque de prévoyance, des milliers de vies furent sacrifiées pour la possession de ces sommets.

Le petit nombre de cavaliers et sa faible artillerie montée ne permet point à l'armée serbe de combattre efficacement en rase campagne. Par contre, la montagne est son terrain de combat préféré. Les Serbes se retirèrent donc, au Sud, sur la ligne des monts Guchevo, Boranja, Yagodnja, Sokolska, Proslop, Rejani. — S'étant creusé des tranchées qu'ils protégèrent avec des fils barbelés, ils attendirent avec confiance, malgré leur infériorité numérique, le choc de l'ennemi.

Il est à noter que les deux partis n'avaient pas compris, dès l'abord, la valeur stratégique des sommets de Guchevo, Boranja et Yagodnja. Les monts Guchevo, pourtant, commandent la plaine du Jadar jusqu'à Yarebitze. Pendant le premier envahissement suivi de la victoire du Jadar, les Autrichiens avaient négligé de fortifier les monts Guchevo. Ils le firent à la deuxième invasion

[1] Ravnje se trouve à peu de distance de la Save, sur la rive droite et en aval de Bosut.

[2] Tolich, au nord de Chabatz, sur le bord d'un petit cours d'eau.

et il fallut, par la suite, des efforts héroïques pour les reconquérir.

Cependant, vers l'Est, à Kruppani, la bataille faisait rage. Les Serbes occupaient la crête de Kostaünik et s'y maintenaient malgré les assauts. Plus bas, ils furent repoussés et, le 11 septembre, les Autrichiens tenaient la ligne Chabatz-Sokolska-Planina-Petzka. Ils s'installèrent ainsi sur les escarpements de la rive droite de la Drina. La chaîne des monts Guchevo et les plateaux de Kruppani et de Petzka formèrent la ligne de combat.

Ce fut à ce moment critique qu'une division serbe, venant de Syrmie, fut chargée d'une attaque immédiate contre les hauteurs de Sokolska-Planina, sur la ligne de Ravno à Goritza [1]. Cette région est très montueuse et boisée, et il s'y livra des combats qui durent rappeler ceux de l'Argonne. Aussi la division chargée d'en déloger l'ennemi ne fit-elle que des progrès lents. Mais, soutenue par l'espoir des renforts annoncés, se reprenant, renouvelant sans cesse des contre-attaques, elle maintint une offensive violente qui, une fois de plus, eut raison des Autrichiens.

Ayant repris les sommets, les Serbes gagnent la ligne Shanatz [2] à Glavitza. Ils lancent des patrouilles de cavalerie vers le Sud. Certaines d'entre elles atteignent même Lioubovia. A ce moment, les combattants concentrent leur attention sur le sommet Matcko-Kamen, autrement dit la « Jambe de Chat ». C'est, au Sud-Ouest de Kruppani, un massif montagneux dominant une région dans laquelle naissent de nombreux cours d'eau tous très encaissés. Ce fut le théâtre de combats inouïs. Les Serbes prirent ces hauteurs, les perdirent pour les reprendre et les reperdre encore. Ainsi, trois fois de suite. Les éclats de l'artillerie dominaient le combat. Mais, une fois de plus, le dernier mot appartint à l'arme blanche. Matcko-Kamen, finalement, resta au pouvoir de nos alliés.

Alors le généralissime Putnik ordonna un mouvement de grande envergure. Il voulait balayer tout le terrain occupé par l'envahisseur, le refouler vers le Nord et le contraindre à repasser la rivière. Pour cela, nos alliés, après s'être emparés de Matcko-Kamen, devaient occuper la ligne des crêtes Kriva à Brdo. Si ce but était atteint, ils pouvaient se retrancher derrière une frontière naturelle permettant une solide défensive, avec un minimum d'hommes et de munitions.

Cependant les efforts nécessités par les combats du mont

[1] Goritza se trouve au Sud-Sud-Est de Kruppani dans une petite plaine bordée de montagnes.

[2] Shanatz, petit village au Sud-Sud-Ouest de Kruppani dans une région très boisée et au bord d'une route menant à Lioubovia.

Matcko-Kamen avaient mis à bout de souffle les deux partis opposés. Les Serbes y avaient perdu 30 000 hommes, mais les Autrichiens en emportaient une démoralisation croissante provoquée par les progrès de l'armée serbe à Oujitze. Là, nos alliés prenant hardiment l'offensive passaient la Drina et pénétraient profondément en Bosnie-Herzégovine.

A ce moment, qui sépare la deuxième de la troisième invasion de la Serbie, les Autrichiens tentèrent, un peu partout, des pointes vers le centre du pays. Ils n'occupaient plus, alors, en Serbie que deux faibles parties de la Matchva sur la ligne Ravnje-Tolich-Jarak au nord, et au sud un front Smrdan-Taminovitch-Zwornik. Quant aux Serbes, ils avaient poussé leur offensive en Bosnie jusqu'à Vlasenica, dans les montagnes de Yavor. Ils étaient ainsi arrivés à 88 kilomètres de Sarajevo sur la route postale de Rogatica.

Entre temps, l'état-major autrichien avait fini par se rendre compte de l'importance des monts de Guchevo. Ces versants boisés, aux brusques escarpements, aux contreforts multiples, se prêtaient à une action intensive de l'artillerie arrosant d'obus les troupes qui se défilaient dans les sous-bois. Mais ces positions convoitées par le commandement ennemi appartenaient à la fois aux deux antagonistes. Une véritable guerre de sape s'institua alors de part et d'autre. Le corps du génie serbe y fit la preuve de sa valeur juste avant le début de la retraite. Ayant miné une longue tranchée de 110 mètres occupée par les Autrichiens, il en fit, d'un seul coup, sauter les 265 défenseurs.

*
* *

Dès lors, commença la retraite serbe. Un des motifs principaux en fut le manque de munitions imputable à la fois à la faible production des usines de Kraguievatz et à la petite quantité d'obus que les alliés pouvaient envoyer. De plus, nous avons vu que les Serbes firent, au moment de la bataille de Chabatz, une consommation très exagérée et parfois même inutile d'explosifs.

C'est une tendance habituelle de considérer le front serbe comme d'une faible importance. Il n'en est rien cependant. Sa percée eût ouvert à l'Autriche le chemin de l'Albanie, la route de Sofia et surtout celle de Salonique à laquelle son ambition n'avait jamais renoncé. De plus, les Autrichiens disposaient alors de munitions en grande quantité. Leur artillerie lourde et leurs monitors ne cessaient de tonner nuit et jour. Les canons serbes, muets trop souvent, étaient arrosés de shrapnells et de mélinite.

D'autres raisons encore provoquèrent la décision de l'état-

major du prince Georges. Jamais, jusqu'alors, il n'avait voulu abandonner la plaine de la Matchva, où la première invasion s'était signalée par des cruautés sans nom exercées sur la population civile. Mais les positions et les tranchées serbes de la plaine étaient situées en contrebas, dans un sol dont les infiltrations et les pluies ne tardèrent pas à faire un véritable marais. Ne pouvant plus laisser ses hommes dans l'eau, jusqu'à mi-cuisse, le généralissime Putnik, après évacuation du pays par les habitants, décida de se replier. Ce fut alors le lamentable exode de 500 000 pauvres paysans, femmes, enfants et vieillards, refluant par les routes qu'encombraient les parcs d'artillerie qu'on reportait sur l'arrière.

De plus, les monitors autrichiens, prenant les tranchées serbes en enfilade et les arrosant sans cesse de leurs obus de 120 et de 47, rendaient la situation intenable. Enfin, l'état-major serbe était informé de l'arrivée continuelle de renforts et de munitions austro-hongrois. Les positions occupées alors ne permettant point une résistance solide, il résolut de se retirer sur une ligne choisie par lui.

D'autre part, le général Potiorek décida de prendre l'offensive pour des raisons assez semblables. Ses tranchées de la Matchva couraient le même danger que celles des Serbes. Ils attaquèrent donc la ligne Parashnitza [1]-Chabatz.

Ainsi commença la troisième invasion de la Serbie. L'Autriche allait pouvoir reprendre l'exécution de son programme de la *Strafexpedition*.

Peu avant cette évacuation si douloureuse de la région nord-ouest de leur pays, les Serbes avaient cependant remporté un notable avantage. Dans les tranchées, la nuit, les veilleurs étaient souvent aveuglés par l'éclat subit et fulgurant de longs pinceaux lumineux glissant avec rapidité et dont l'arrêt était suivi d'une volée de shrapnells. Les yeux mal remis des soldats parvenaient à distinguer au ras des flots de la Save une coque sombre d'où jaillissaient des gerbes de flammes. C'étaient les monitors, grands lévriers de rivière, accomplissant leur tâche meurtrière sous la protection de la nuit. Un soir, les feux de certains projecteurs parurent un instant osciller bizarrement sous l'action d'un étrange tangage. Un instant après, ils s'abîmaient dans les flots éclairant de leurs dernières lueurs les décombres du grand monitor qu'une mine avait fait sauter. Jamais les 75 serbes n'avaient obtenu ce succès. La vitesse de 12 à 14 nœuds des

[1] Parashnitza est situé dans la boucle dessinée par la Save en amont de Bosut.

canonnières, très basses sur l'eau, leur permettait d'échapper aux projectiles ennemis. Si, d'aventure, l'un d'eux les frappait, leur cuirassement résistait à l'obus cependant bien placé. Ceinturé d'une protection de 0,075 d'acier, portant une tourelle et un blockhaus gardé par des plaques de 0,078, leur pont couvert de 0,025 d'acier chrômé, et muni d'une flottaison cellulaire à cloisons étanches, ils glissaient à la surface du fleuve propulsés par leurs 1500 HP.

*
* *

Le 6 novembre, l'armée alliée battait donc en retraite et l'ordre était donné aux troupes de la Matchva de se retirer sur le Tser et sur la rive droite de la Dobrava.

De Chabatz à Lioubovia la ligne ennemie ondule. Les Autrichiens envahissent les monts Guchevo, occupent les passes, fortifient les moindres coulées, placent de l'artillerie sur les sommets. Valievo devient l'objectif immédiat de l'ennemi. Vers cette ville, en effet, convergent les routes de Chabatz, d'Obrenovatz, de Belgrade, de Kraguievatz. De plus, une ligne ferrée secondaire se dirige vers la ligne transcontinentale à Mladenavatz.

Si Valievo était prise, la situation de nos alliés devenait dangereuse. N'était-ce pas alors aux mains de l'ennemi le premier pas vers Kraguievatz? Kraguievatz menait à Nitch. Nitch conduisait à Constantinople. De plus, Kraguievatz est le centre industriel de la Serbie contenant son grand arsenal. Ainsi, les Autrichiens visaient trois buts, tous d'une égale importance : s'emparer du centre métallurgique; prendre la ville où siégeaient les autorités gouvernementales et diplomatiques; commander le chemin vers la capitale turque.

L'armée serbe, sans être pour cela démoralisée, n'en subissait pas moins une crise de découragement. Au contraire, les troupes autrichiennes trouvaient, dans la victoire, un stimulant nouveau.

Malgré sa faible largeur et son manque de profondeur, la Kalubara présentait une ligne de défense sérieuse, en raison de la région découverte qu'elle avait devant elle et dominée par les montagnes voisines. Les Serbes s'y retranchèrent.

Au Sud de Lazarevatz, la ligne d'arrêt dessinée par leur armée s'incurve vers le Sud-Ouest en suivant la Lig, petite rivière affluent de la rive droite de la Kalubara. Elle coule dans une région abrupte. Les Serbes ont hâtivement fortifié les coteaux. Des tranchées zigzaguent sur les versants. Les sommets constituent autant de redoutes. Les hauteurs de Jeljak et de Maljen[1] com-

[1] Jeljak et Maljen sont deux villages situés dans la région Ouest des monts de Suvobor.

mandent les routes vers Kraguievatz. Aussi nos alliés y ont-ils accumulé une partie importante de l'artillerie qui leur reste.

Descendant encore plus au Sud, il y a de nombreux ouvrages de terre qui dominent Bukovi-Varda-Yelova-Milashevatz et Leska-Gora. Ainsi la vallée de la Morava descendant vers le Danube dans une région de plaine, peu facile à défendre, est couverte par ces travaux. En avant, vers l'Ouest, ils en gardent les approches.

L'ensemble de ces positions avait été choisi comme le lieu de la dernière grande bataille dont la perte pour les Serbes devait consommer leur ruine et diminuer considérablement les chances de victoire commune.

A Obrenovatz, près du confluent de la Kalubara et de la Save, ils ont placé une forte brigade. Plus au Sud, leur division de cavalerie établit la liaison avec la 2e armée qui se déployait sur le front Volujak-Lazarevatz-Cooka[1]. La 3e armée est sur la rive droite du Lig entre Barzilovitza et Ivanovchi. Enfin, la 1re armée est retranchée derrière une ligne formidable qui va de Jukaski à Maljen en passant par Mednik-Butchinova-Ruda et au Sud-Est de Jeljak. Plus au Sud, l'armée d'Oujitze, retirée de la Bosnie, son offensive pourtant si décidée et heureuse étant devenue sans lien avec le reste des opérations, couvre la ville et la tête de ligne qui, suivant la vallée de la haute Morava, mène à Kraguievatz et à Nitch. Elle doit, en outre, assurer l'arrêt de l'ennemi sur le front Janezovatz jusqu'à Leska-Gora vers Schanatz.

C'était une ligne solide d'où la vue découvrait un champ d'action considérable. Certes, le front serbe était très long. Faute d'hommes en nombre suffisant, il manquait de profondeur. Ce fut une erreur. C'était aussi la preuve de l'inébranlable confiance qui animait l'état-major. De leur côté, les Autrichiens ne mirent aucun empressement à hâter l'offensive. Ils employèrent six longues semaines à se rendre sur le front de bataille. Par contre, ils mirent ce temps à profit pour s'adapter au terrain des prochains combats. Le commandement ennemi disposait en effet de troupes fraîches, mais ignorantes du territoire serbe, de ses particularités et de la valeur de ces pauvres paysans qu'elles allaient combattre.

Sur ces entrefaites, la mi-novembre arriva sans aucun combat. Les Autrichiens voulaient porter un coup décisif. Toutes leurs disponibilités furent amenées sur le front serbe. On vida les garnisons de la Bosnie-Herzégovine. De plus, nous le rappelons, un

[1] Volujak et Cooka sont deux petites localités, situées, la première, au nord-est de Lazarevatz, sur la Kalubara, et la seconde, au sud-ouest de la même ville.

corps d'armée fut emprunté aux effectifs gardant la frontière italienne. Ainsi, 5 corps d'armée dont 251 bataillons d'infanterie furent jetés contre la Serbie.

Par contre, les Serbes apprenaient l'arrivée imminente d'obus en quantité suffisante. Mais si les chefs étaient confiants, l'armée se décourageait. La retraite était pour elle chose cruelle. Et puis n'était-ce pas laisser une troisième fois l'ennemi envahir le territoire national? La pensée de tous ces hommes était hantée par les massacres antérieurs. Lazarevatz, Milanovatz, Kraguievatz sont évacués. Leurs habitants fuient vers l'ouest et Nitch leur sert d'asile.

Cependant la grande bataille était proche. Le 14 novembre, Valievo tombait aux mains de l'ennemi. Tout le pays environnant était saccagé d'une manière systématique.

Vers le Nord, des partis ennemis traversent le Danube et tentent de pénétrer dans la vallée de la Basse Morava.

Près de Semendria, 6 bataillons autrichiens prennent pied sur la rive gauche du fleuve. Mais les Serbes veillent derrière les murs de la vieille forteresse couronnée de tours évocatrices d'un passé romantique. A cet endroit, le Danube mesure près de 2200 mètres de largeur. Un peu en aval, l'île de Kubin a servi de base pour la traversée du fleuve. Mais c'est en vain. Pas un homme ne survécut à la foudroyante riposte de nos alliés.

Le 15 novembre, au matin, l'offensive autrichienne débute avec le jour. Le temps est calme. Peu ou pas de vent. De longues écharpes de brouillard se déroulent dans les vallées. Quand, tout à coup, muette depuis tant de jours, l'artillerie commence à tonner. La 2e armée, au Sud de Lazarevatz, est attaquée. L'armée d'Oujitze, dans la direction de Kosjerichi, est violemment abordée. Pendant cinq jours, pendant cinq nuits consécutives, les Serbes barrent le chemin à l'envahisseur. Celui-ci subit de lourdes pertes et laisse de nombreux prisonniers.

A ce moment, et sur cette partie du front, quels étaient les objectifs des Autrichiens? S'emparer de Lazarevatz et se glisser le long du chemin de fer de Valievo à Mladinovatz, c'était couper le gros de l'armée serbe des forces gardant Belgrade et rendre possible une conversion vers Kraguievatz.

Du côté serbe, la défense avait été confiée au voivode, feld maréchal Stepanovitch, le vainqueur de la bataille du Jadar.

Dès maintenant, pour la clarté de l'exposé, nous divisons en deux secteurs le théâtre de la campagne. L'un comprendra toutes les opérations autour de Belgrade. L'autre, l'offensive contre Kraguievatz. Au Nord, le but politique; au Sud, l'objectif économique.

Tandis qu'ils se replient vers l'Est, nos alliés livrent de violents combats d'arrière-garde. Presque tous furent à leur avantage. Dès le 20 novembre, ils s'arrêtent et font face à l'assaillant.

Le même jour, les Austro-Hongrois occupent Milanovatz sur le flanc droit de la 1re armée serbe, tandis qu'une brigade s'empare du sommet de Straghara. Nos alliés font tête, disputant le terrain pied à pied. Mais ils sont écrasés et doivent se retirer sur la ligne Babina Glava-Rojac, après avoir subi de lourdes pertes en hommes et en canons.

Vers la droite, deux attaques vers Lazarevatz sont arrêtées. La 3e armée tient le front Barsilovitza-Ivanovchi et celle d'Oujitze livre au XVIe corps des combats sanglants et indécis.

Dans le secteur Nord, c'est-à-dire entre Lazarevatz, au Sud, et Obrenovatz, au Nord, la Kalubara est le témoin de luttes acharnées. Quoique très inférieurs en nombre, les Serbes résistent aux assaillants. Ce fut un des épisodes les plus émouvants de cette campagne. Le commandement autrichien lance contre cette partie du front des renforts frais. Le 24 novembre, une division est envoyée contre Progon. Cernée par les Serbes, elle perd un nombre considérable de ses hommes et finalement est repoussée. Ce fut l'œuvre de la division de cavalerie alliée.

Mais c'était au Sud que le danger menaçait. Les Autrichiens y remportèrent des avantages incontestables sur un front courant de Tchatchak à Belgrade, soit une ligne mouvante de plus de 100 kilomètres.

Dès le 28 novembre, les Serbes avaient la formation suivante :

Disposant de 4 armées que nous avons appelées 1re, 2e, 3e et armée d'Oujitze, l'une d'elles, la 2e, bataille durement de Vechani à Vagal en passant par Medvedjak et Progorevchi [1]. De Kaljevchi à Kaleja en coupant la rivière Trujelijska et passant par Gotrovitza, la 3e armée déploie une activité surhumaine. De Silopaj par Nakuchani, Vrlchani et Lochevchi à Jalik, la 1re armée résiste à la poussée. Enfin, la ligne Kita, Kublar et Markavitza est tenue par l'armée d'Oujitze. D'autre part, les Autrichiens disposent dans la vallée de la Morava de 4 brigades de montagne du XVIe corps. La route de Valievo à Milanovatz est tenue par le reste du XVIe corps et la totalité du XVe. Descendant vers l'Orient il y a, face à Lazarevatz, le XIIIe corps. Entre l'aile septentrionale et l'aile méridionale, le VIIIe corps et un corps composé tiennent le front Mladenovatz à Belgrade.

A ce moment, les Serbes se trouvent dans une situation cri-

[1] Progorevchi, située au Nord-Ouest de Aranguelovatz sur la ligne du chemin de fer vers Vagal.

tique. En effet, leur territoire est envahi à la fois par le nord et par l'ouest. Derrière, les communications avec Salonique sont menacées. C'est là qu'opèrent des partis de comitadjs.

Malgré toutes ces circonstances contraires, le commandement serbe gardait une grande confiance. Il savait que la réalité différait des apparences et que les résultats remportés par les Autrichiens n'étaient pas décisifs. Les nombreux prisonniers tombés aux mains des Serbes révélaient par leurs réponses une démoralisation réelle. Leurs convois éprouvaient de grandes difficultés à suivre à travers un pays boisé et mal percé. De plus, le terrain se prêtait peu au transport de leur grosse artillerie.

Du côté adverse, des munitions, enfin! arrivaient. Jouant sa dernière carte, le généralissime Putnik décide une contre-offensive. Mais avant de l'exécuter, il rassemble toutes ses forces sur un front de bataille moins étendu et partant plus profond. Le détachement d'Obrenovatz et la division de cavalerie abandonnent la capitale. D'ailleurs, avant de quitter Belgrade, l'artillerie avait encore porté des coups terribles à l'ennemi. Rappelons qu'entre autres un seul obus bien placé volant par dessus le Danube troua le mess des officiers austro-hongrois à Semlin. Parmi les 25 convives, 17 officiers furent tués net.

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, nos alliés avaient aussi évacué toute la vallée de la Kalubara, renonçant ainsi à la ligne défensive constituée par la rivière, ses approches découvertes et les montagnes qui la surplombent.

Les hauteurs de Sibinitza furent occupées par les effectifs rendus disponibles. De même, les sommets de Voroonitza et de Kosmai sont confiés aux défenseurs de Belgrade. A part ces modifications, les autres armées conservèrent leur position.

Le voivode Putnik changea le haut commandement. Ce fut ainsi que la 1re armée, jusqu'alors sous la direction du général Boiovitch, fut confiée au général Mishitch.

La victoire va lui appartenir ainsi qu'à un autre héros de cette campagne, le voivode Stepanovitch. Quelques détails concernant le général Mishitch intéresseront sans doute le lecteur tout en éclairant les événements prochains.

Mishitch est un beau type d'officier serbe. On ne sera pas étonné d'apprendre que lui aussi, comme Putnik, était d'une naissance très modeste. Fils de paysans, il dominait de son prestige personnel le grand état-major dont Putnik était l'âme. Très simple d'allure, blond avec des yeux profonds et clairs, ce fils de la terre a le génie du commandement. C'est un de ces Slaves qui peuplent les côtes septentrionales et orientales de l'Adriatique. Comme l'a

très bien dit ces jours derniers M. Rumbitch, député à la Diète de Dalmatie, s'adressant au représentant du Foreign Office, ce sont eux qui ont fourni pendant des siècles des hommes hardis au commerce, à la terre, à la navigation. Demain va faire de Mishitch un voivode, par le seul mérite de son génie original et victorieux.

En ce temps-là, les hommes au courant de nos destinées ne furent pas sans grands soucis à cause de la situation de la Serbie. Mais on défend l'alcool. Les troupes sont haranguées. Un grand souffle passe qui les raffermit.

Cependant les secrètes pensées de Potiorek deviennent visibles. Les montagnes de Suvobor devaient constituer la charnière sur laquelle s'articuleraient les ailes de l'armée austro-hongroise. Ainsi, des sommets de Suvobor, le général en chef voulait voir, partant du Nord, partant du Sud, un mouvement tournant simultané. Kraguievatz, dans sa pensée, devait être un Sedan serbe. D'un coup, capturer l'armée, ses arsenaux et ses réserves, puis aller cueillir Nitch. Aussi, dans un ordre du jour dont on possède des exemplaires, annonçait-il à ses soldats des cantonnements victorieux à Nitch, dans dix jours!

Le 2 décembre, sur tout le front serbe, les estafettes sont emportées au triple galop de leurs chevaux. Se méfiant de l'espionnage, les chefs renoncent au téléphone — et au télégraphe! — Au même moment, partout, les clairons sonnent et la ligne s'ébranle. Derrière, un important convoi de munitions était venu approvisionner abondamment les batteries. La France, une fois de plus, avait été généreuse.

Les 2 divisions du centre de la 1re armée s'ébranlent, tandis qu'insouciants, en gens sûrs de leur affaire, les Autrichiens descendent du Suvobor. Tout à coup, l'attaque des Serbes prend l'adversaire au dépourvu. Le général Mishitch lance sa 1re armée contre les positions autrichiennes des sommets du Suvobor.

Trois jours, trois nuits de contre-attaques incessantes. Sans repos pour l'assaillant, sans répit pour l'ennemi, la vague déferle et les montagnes sont enlevées d'assaut dans un élan incomparable. De l'autre côté, dévalant des pentes abruptes, tout le XVe corps autrichien et 8 brigades du XVIe corps ennemi sèment leurs fuyards affolés. L'assaut fut dur. L'amour du sol natal galvanise cœurs et muscles. La victoire de Suvobor se termine par une poursuite acharnée. Elle ne s'arrêta qu'en vue des frontières reconquises. Plus d'un cheval serbe vint jusqu'à la Drina boire longuement l'eau glacée que réclamait sa soif ardente.

Jusqu'au 1er décembre, les Autrichiens étaient présomptueux, parce que les caissons serbes étaient vides. A quoi bon assurer

le ravitaillement, puisque les réserves des Serbes attendaient les Autrichiens vainqueurs? Et l'armée ennemie battue l'était deux fois, car elle se repliait sur des bases inconsistantes!

Cependant, le 2 décembre, le général Mishitch voyait amener à son bivouac 12 officiers, 1600 hommes, 6 howitzers de montagne et 7 mitrailleuses. Dès ce moment, la ligne serbe courait de Kostunichi à Vranovicha [1]. Elle passait à Téochin, Grn, Branctichi.

D'un autre côté, l'ennemi, qui faisait face à l'armée d'Oujitze, avait voulu prendre l'offensive. Mais, contre-attaqué, il lui laissait 95 prisonniers.

La 3e armée, par ailleurs, ne restait pas inactive. Son avance était plus lente, mais progressait dans la direction de Lipet. Elle capturait 40 officiers, 526 hommes et 2 mitrailleuses.

Que faisait la 2e armée? Elle rencontrait une résistance désespérée de la part des Autrichiens qui se trouvaient sur son chemin vers l'Ouest, mais elle avançait quand même en faisant de nombreux prisonniers.

Dans le secteur Nord, c'est-à-dire à partir de Lazarevatz, dans la direction de la Save et du Danube, les Autrichiens, ayant à leur tête le général Frank, étaient entrés à Belgrade dans un apparat que ne justifiaient guère 128 jours de bombardement d'une ville ouverte!

De ce côté, l'ennemi tenait la ligne Slatina-Sopol-Popovitch. Mais il restait en son pouvoir d'importants massifs montagneux. Les Serbes emportèrent tout d'assaut. Au grand quartier général, des cavaliers couverts de sueur, leurs chevaux blancs d'écume, arrivaient à tout instant. C'étaient les officiers d'ordonnance des généraux commandants d'armée qui portaient la bonne nouvelle. Par lambeaux, puis par grands morceaux, la patrie serbe revenait aux mains de ses enfants.

Le 5 décembre, la cote 802, qui domine Suvobor, et le sommet de Rajatz furent enlevés par la 1re armée.

Dans la direction de Vrlaja [2], la 3e armée s'emparait de Lipet et y faisait 2000 prisonniers. La 2e armée poussait devant elle les troupes ennemies qui, petit à petit, se désagrégeaient. Barochevatz et Kremnitza étaient repris. Enfin, la 4e partie de cette immense ligne mouvante, marée irrésistible de l'enthousiasme national, l'armée d'Oujitze, maintenait ses positions malgré de vives attaques, puis, prenant à son tour l'offensive, forçait à la retraite l'ennemi qui se repliait sur Zeleniberg.

Ainsi, les 3 corps d'armée du centre autrichien et leur droite

[1] Vranovicha est au nord-est de Kostunichi.
[2] Vrlaja se trouve au nord-est de Rajatz.

étaient battus. Ils fuyaient, laissant derrière eux une quantité énorme de prisonniers et de matériel. Le 7 décembre, dans la matinée, Pojega était occupée par l'armée d'Oujitze.

A partir de ce moment, quelle est la ligne de front? La 1re armée tient Maljen-Ruda-Donia-Toplitza. La 3e armée alliée atteint Milovatz-Bochnyanovitch-Dudovitza. Par contre, la 2e armée était contenue par le VIIIe corps autrichien et un corps composé d'éléments variés. Même, ils attaquèrent les Serbes qui, dans une riposte irrésistible, enlevèrent Kosmai et Varoonitza. C'était là le seul arrêt subi par nos alliés dans la vaste contre-offensive qui venait de leur donner la victoire. Mais déjà ils avaient conquis de glorieux trophées.

Voici quel était à ce moment le résultat de « l'expédition de châtiment », la *Strafexpedition*, entreprise par la maison de Habsbourg. Elle laissait aux mains des paysans serbes 31 officiers, 6472 hommes, 27 canons de campagne, 1 canon de montagne, 16 caissons et 57 wagons de munitions. Le butin contenait, en outre, 602 wagons de ravitaillement.

Au Sud, les XIIIe, XVe et XVIe corps autrichiens avaient pris la fuite. Les avant-gardes montées du général Stürm et de l'incomparable Mishitch pouvaient sonner l'hallali courant!

Le 8 décembre, au Sud de toute la ligne, l'armée d'Oujitze se butta à une forte résistance ennemie défendant les approches de la ville. Mais, une fois de plus, après avoir subi de rudes assauts, l'ennemi se rendait. Hâtivement, le XVIe corps repassa la frontière.

La Drina refléta dans ses eaux des tourbillons d'hommes affolés. Ainsi Valievo fut reprise par la 1re armée serbe. La vallée de la Kalubara à son confluent avec le Lig fut réoccupée par la 3e armée. Cooka, sur le flanc droit autrichien, fut reconquise par la 2e armée serbe.

Ainsi les 3 corps d'armée mis en fuite étaient sans aucune liaison avec les 2 autres corps qui, pour l'honneur, tâchaient de résister encore. Cependant prisonniers et matériel ne cessaient d'être recueillis par nos alliés. Pénétrant profondément dans les rangs des fuyards, des pointes de cavalerie se rabattaient ensuite sur l'arrière et c'étaient de nouvelles cinquantaines d'hommes et de chevaux qui tombaient aux mains du vainqueur.

*
* *

Pour que la victoire fût complète sur tout le front, il fallait reprendre Belgrade.

En effet, 11 jours auparavant, le général autrichien Frank y

avait fait son entrée, coïncidant avec le 66e anniversaire de règne de l'empereur François-Joseph. Aussi son général lui fit-il hommage de la prise de Belgrade. A cette occasion, Vienne, Berlin plus encore, sortirent leurs drapeaux. Ce fut du délire. Stepanovitch vint mettre ordre à tout cela.

Une grande figure domine ce dernier acte d'une grande campagne. L'auteur de la reprise de Belgrade naquit dans une pauvre maison de la campagne serbe. Fils de ces paysans sobres et vaillants, la gloire de la Serbie, il est de petite taille. Type de vrai montagnard, il est trapu et massif. Eclairée par un regard toujours souriant et bon, sa figure exprime l'énergie réfléchie et concentrée. Inflexible pour ses officiers, l'incapacité et le pessimisme ne trouvaient jamais grâce devant lui. Le bien de la patrie et son salut : tel est son critérium. Cela et rien que cela. Par contre, il aime ses soldats comme ses enfants. Phrase banale trop souvent galvaudée. Réalité splendide quand elle vit dans un chef comme dans Stepanovitch, aux petits soins pour ses hommes, ses fils. Aussi en est-il, comme on dit, « adoré ».

Le voivode Stepanovitch est connu comme un homme de pensée profonde. Souvent, dans le parc de Kalémagdan, aux heures où les promeneurs en sont absents, le général aimait à rêver. Parmi les bustes des poètes qui, jadis, chantèrent la terre serbe, au milieu des statues rappelant quelques savants dont la race slave s'honore, regardant à ses pieds la Save qui coule sous Semlin, à l'horizon la grande ombre du mont Avala, il y venait songer aux malheurs de son pays.

Fidèle à son humeur étrange, maintes fois pendant la campagne il refusa de voir ses officiers. Mais sous les apparences d'un songeur taciturne se cache un grand chef et c'est celui qui, le 10 décembre, prit le commandement de l'armée qui devait reconquérir la capitale.

L'aile gauche de la 3e armée attaque Obrenovatz. Le centre et l'aile droite renforcés par la division de cavalerie s'articulent avec la 2e armée et se joignent au détachement de Belgrade. La rive gauche de la Beljanitza est sillonnée de cavaliers serbes. La 2e armée se développe sur la ligne Volujak-Sibinitza-Nemenikuchir[1]. Kosmai et Voroonitza sont occupées par les troupes antérieurement chargées de la défense de Belgrade. Le détachement de Semendria s'était emparé de Udarchi.

Dès le lendemain, 11 décembre, le général Stepanovitch fait avancer tout son front de combat. Le centre escalade et conquiert

[1] Nemenikuchir, au nord-ouest de Mladenovatz et à l'ouest de Voroonitza.

le sommet de Valsekko. De là, les canons tiennent sous leur feu le chemin de fer qui va vers Rulna. Le 12 décembre, l'aile gauche de la 3e armée entre à Obrenovatz. Sa droite occupe Konatich, Borak et Boshdarevatz.

Les cotes 418 et 287 sont conquises par la 2e armée. Le détachement de Belgrade occupe la ligne de Koviana à Bara en passant par Lipo-Krajkovo. Ils s'emparent des rives de la Topchiderska qui, du Sud, coule vers le Nord dans la direction de Semlin. De nombreux combattants périrent dans les eaux pourtant peu profondes de ce cours d'eau. Quelques partis d'arrière-garde ennemis s'y firent massacrer pour couvrir ceux des leurs qui suivaient péniblement l'armée en retraite.

Le 14 décembre, Emekluk, Dedilié, Banovo, Brdo sont aux mains de leurs maîtres légitimes.

Le Sud de Belgrade est couvert de tranchées. Des fougasses sont cachées en cent endroits. C'est le déploiement habituel de poteaux tendus de fils portant des ronces artificielles. Le parapet des tranchées est, par endroits, renforcé de plaques métalliques. Enfin, de puissants moyens d'artillerie y sont réunis.

D'abord, la cavalerie se déploie et coupe la retraite vers la Save. Ses régiments galopent à travers la plaine Makesk. Mais trois batteries tonnent à la fois à Topchider; deux monitors, grâce à leur faible tirant d'eau, rasent les rives du Danube et lâchent des bordées, se soustrayant à la riposte par leur déplacement rapide. Et les Autrichiens que la défense des tranchées ne réclame pas impérieusement cherchent le chemin de la Save. Ceux qui échappent aux patrouilles montées, qui opèrent au travers des obus pointés sur leurs groupes mouvants, traversent péniblement le fleuve. Mais des dizaines de fuyards sont engloutis.

Le 15 décembre, le seul pont qui permettait la retraite craquait et prenait feu sous l'arrosage d'obus de 75. A partir de ce moment, tout ce qui n'avait pu repasser le fleuve était capturé par les cavaliers serbes enthousiastes. Tandis que, par la campagne, s'engageaient encore quelques duels entre officiers et que refleurissaient les traditions des grands débats de lames, un vieux Roi, appuyé sur l'épaule de son second fils, montait les marches de la cathédrale de Belgrade. Un *Te Deum*, chanté par les officiers et soldats, encore couverts des poussières du combat, montait vers les voûtes consacrées à l'archange Michel.

Belgrade était détruite. Le roi ne put rentrer dans son palais, pas une pierre n'en restait debout. L'Université et sa bibliothèque nationale et le musée national étaient anéantis. Renversée la statue de J.-B. Pantchitch, le célèbre savant serbe. Des hôpitaux

criblés de mitraille portaient d'innombrables traces de shrapnells.

L'emploi de ce genre de projectile est cependant défendu contre les villes ouvertes.

Du service médical autrichien, rien n'existait plus. Seul, un petit hôpital était resté à peu près intact. Il était couvert par le pavillon étoilé des Etats-Unis. Bientôt, entre ses murs, 3000 blessés se trouvèrent entassés.

Dès le 14 décembre, la retraite autrichienne avait dégénéré en fuite désordonnée. L'ennemi, pour mieux se sauver, jeta ses armes le long des chemins. Dans le Danube on retrouva, non loin des berges, de nombreux canons lancés dans le fleuve par leurs servants. Dans la ville même, on mit les mains sur 5 canons, 8 caissons, 440 voitures de ravitaillement chargées du butin de la cité, 1000 chevaux. Enfin, 10 000 hommes et 150 officiers, parmi lesquels très peu d'officiers supérieurs, furent faits prisonniers.

Concluons par des chiffres. Le relevé suivant, d'après les dernières précisions, se suffit à lui-même. Le résultat de la troisième invasion de la Serbie et de l'*expédition de châtiment* fut ceci :

De 300 000 hommes qui traversèrent la Save et la Drina, 200 000, seulement, repassèrent ces fleuves. En 14 jours de combat, les Serbes prirent 41 542 hommes, dont 327 officiers; 133 canons (soit 1/4 à peu près du matériel dont disposaient les Serbes eux-mêmes), 72 mitrailleuses, 29 caissons, 388 voitures de munitions, 46 fourneaux, 3350 voitures de ravitaillement, 2402 chevaux et 1076 bœufs. Les pertes autrichiennes se chiffrèrent, au minimum, par 60 000 hommes.

Entre toutes les victoires, celle de Suvobor est incontestablement une des plus belles. Quatre noms dominent ainsi l'histoire de cette campagne austro-serbe, dont la suite est en train de s'écrire, maintenant que nos alliés ont mis ordre aux méfaits albanais.

Le Jadar, la Syrmie, Roudnik, Suvobor! C'est le soldat en guenilles qui a vaincu.

A Namur, sur la dalle funéraire qui recouvre les restes d'un chevalier inconnu, on lit ces mots : « Heure viendra qui tout paiera. » Cette heure-là a déjà commencé pour la Serbie. Espérons la venue d'une autre heure, longue et pleine, qui, vraiment pour nous tous, paiera tout.

Charles Stiénon.

NOTES ET APERÇUS[1]

VOLTAIRE, INVENTEUR MILITAIRE[2]

Les guerres longues et meurtrières ont toujours suscité des stratèges inspirés ou des inventeurs convaincus qui prétendent tenir en main le salut du pays. Chaque semaine presque apporte au souverain ou au chef d'armées l'offre d'un plan foudroyant ou d'un engin inouï et le peuple crédule prête foi volontiers à ces imaginations qui lui promettent la fin de ses peines et de sa misère. Hier, les Prussiens, menacés par l'invasion russe, plaçaient leur espoir sur la tête solide d'Hindenburg; aujourd'hui, ils comptent qu'à défaut des zeppelins, les gaz asphyxiants les vengeront de l'Angleterre. En août dernier, le peuple de France, inquiet de nos premiers revers, s'en remettait à Turpin, dont certain explosif, terrible même pour ceux qui le maniaient, devait exterminer l'ennemi au moindre souffle. En 1871, nous avions recours, entre autres engins merveilleux, aux *fusées Satan*, dont Félix Duquesnel a conté l'histoire[3]. Louis XV, durant les deux longues guerres qu'il poursuivit, connut aussi les donneurs de plans et les rêveurs de machines. On sait qu'il reçut un jour le secret d'une poudre terrible, qu'il refusa d'essayer en roi chevaleresque. Qui aurait cru rencontrer Voltaire parmi les ingénus qui déclaraient alors fournir aux militaires la recette de la victoire?

*
* *

C'était aux Délices, dans l'été de 1756. Toute l'Europe, moins l'Angleterre, se coalisait contre Frédéric II, qu'il s'agissait de mettre au ban de l'empire et de réduire au Brandebourg. Voltaire parlait

[1] Cet article était composé depuis deux mois quand, le 11 juillet, un de nos excellents confrères, sur la foi de deux lettres publiées comme inédites par le *Petit Provençal*, convia les érudits à rechercher la « mitrailleuse » imaginée par Voltaire. Nos lecteurs verront qu'il s'agit simplement, non d'inédits, mais d'une suite de lettres, que chacun peut lire à leur date dans son *Voltaire*, et où la mitrailleuse de notre spirituel confrère n'est encore qu'un char assyrien. — N. D. L. R.

[2] Voltaire, *Œuvres*, Paris, Garnier, 1878-1885, in-8°, t. XXXIX, XL et XLII. Lettres au maréchal de Richelieu, au marquis de Florian, à Mme de Fontaine.

[3] Le *Temps*, 17 avril 1915. — C'est, en partie, grâce aux fusées Satan que Robert Cornélis, baron de Napier, aurait culbuté l'armée du négus Théodoros et pris Magdala (1868). La première cargaison de ces fusées serait entrée trop tard dans le port de Bordeaux, dix jours après le désastre du Mans et la conclusion de l'armistice.

donc guerre avec son hôte, le marquis de Florian [1], grand ami de sa nièce, Mme de Fontaine, qu'il devait épouser au sortir du service. L'écrivain et l'officier s'entretenaient des préparatifs militaires que le roi de Prusse menait depuis 1752, en prévision de cette tempête; le bruit courait qu'il mêlait à sa cavalerie les piques de la phalange macédonienne et Voltaire, tout chaud encore d'une lecture de Xénophon ou de Quinte-Curce, avança qu'il savait « une machine bien plus sûre, bien plus redoutable », renouvelée du char assyrien, qui jadis avait gagné des batailles. Le marquis devint grave; il admirait trop le philosophe pour laisser tomber la moindre de ses boutades. Il le prit au mot, exigea un dessin et sur cette esquisse travailla avec Montigny [2], membre de l'Académie des sciences. Le modèle fut porté au comte d'Argenson, ministre de la guerre, et, en novembre 1756, on l'exécutait en miniature, dans l'idée de le montrer au roi.

Au printemps suivant (1757), la guerre est déchaînée. Voltaire, tout en se défendant du ridicule, rumine sa trouvaille et, comme un jeune auteur dont le premier manuscrit reste trop longtemps à l'examen, il s'impatiente de ce que son « petit char » ne soit pas employé aussitôt. Cependant il ajoute un détail au modèle :

A M. le marquis de Florian.

Mai 1757.

Mon cher surintendant des chars de Cyrus, j'ai oublié de vous dire qu'un petit coffre sur le char, avec une demi-douzaine de doubles grenades, ferait un ornement fort convenable. J'ai honte, moi, barbouilleur pacifique, de songer à des machines de destruction; mais c'est pour défendre les honnêtes gens qui tirent mal contre les méchants qui tirent trop bien. On verra malheureusement, et trop tard, qu'il n'y a pas d'autre ressource [3]...

Dan chacune de ses lettres à Mme de Fontaine, Voltaire revient à son engin. Le 31 mai, par l'entremise de sa nièce, il style son collaborateur, « Monsieur le capitaine des chariots de guerre de Cyrus », insistant sur les avantages de l'arme, répondant avec assurance aux objections des gens de métier :

... Cela ne coûte presque point de frais; il faut peu d'hommes, peu de chevaux; le mauvais succès ne peut mettre le désordre dans une ligne; quand le canon ennemi fracasserait tous vos chariots, ce qui est bien difficile, qu'arriverait il? Ils vous serviraient de rempart, ils embarrasseraient la marche de l'ennemi qui viendrait à vous. En un mot, cette machine peut faire beaucoup de bien et ne peut faire aucun mal : je la regarde, après l'invention de la poudre, comme l'instrument le plus sûr de la victoire [4]...

---

[1] Philippe-Antoine de Claris de Florian, né à Sauve (Languedoc), le 8 novembre 1707, épousa, une fois retiré du service, le 7 mai 1762, la nièce de Voltaire, Marie-Elisabeth Mignot, veuve de Nicolas-Joseph de Dompierre de Fontaine; dix ans plus tard, il se mariait en secondes noces avec Mme Rillet, et deux ans après, en 1774, contractait un troisième mariage avec une demoiselle Joli. Aussi, le 22 janvier 1775, Voltaire écrivait-il au chevalier de Florian, l'auteur d'*Estelle* et le neveu du marquis : « M. de *Florianet* a eu bien des tantes. »

[2] Mignot de Montigny, cousin germain de Mme de Fontaine, mort en 1782.

[3] *Op. cit*, t. XXXIX, p. 207. — [4] *Ibid.*, p. 214.

Voilà qui est net. Par dommage, cette invention heurte trop « le préjugé grossier et dangereux du train ordinaire ». Et le philosophe invoque feu le maréchal de Saxe qui n'eût pas manqué d'adopter ses chars de guerre. Sa fantaisie le poursuit; il en rêve tout haut. « Je suis toujours en peine des succès du char assyrien, écrit-il en juin. Il y a certaines plaines dans le monde où il ferait un effet merveilleux. Je m'y intéresse plus qu'à *Fanime* [1] ». Ainsi la vanité de l'ingénieur surpassait celle du littérateur.

Mais toute invention réclame le secret; Voltaire le garde-t-il bien? Il ne peut s'empêcher d'en parler aux militaires de rencontre, notamment « à un excellent officier qui se meurt et qui ne sera pas par conséquent à portée d'en faire usage ». Sur le reproche du marquis de Florian qui ne voudrait pas laisser éventer l'idée où il est de moitié, le poète proteste qu'il n'en a rien dit au maréchal d'Estrées qui n'a pu être instruit que par le ministère. Mais le ministre, le comte d'Argenson, son ancien condisciple et son ami, a partagé, dès le 1er février 1757, la disgrâce de Machault. Reste à Voltaire un puissant protecteur en cour, le duc de Richelieu. Aussi ne se fait-il point faute de le caresser, pour que « son héros » veuille bien essayer et patronner la machine.

Il lui a confié sa marotte, dès le 1er novembre 1756; il s'en explique longuement le 18 juin 1757, comme à « l'homme d'imagination et de génie » qu'appelle cette nouveauté. Auprès du maréchal, il se recommande de deux témoignages probants. Le marquis de Florian « est convaincu qu'avec 600 hommes et 600 chevaux, on détruirait en plaine une armée de 10 000 hommes ». L'officier moribond « ne doute pas du succès; il dit qu'il n'y a que 50 canons, tirés bien juste, qui puissent empêcher l'effet de ma petite drôlerie et qu'on n'a pas toujours 50 canons à la fois sous sa main dans une bataille ».

Voltaire surenchérit encore. « J'ai dans la tête que 100 000 Romains et 100 000 Prussiens ne résisteraient pas. Le malheur est que ma machine n'est bonne que pour une campagne et que le secret connu devient inutile. » N'importe! il presse son héros d'essayer seulement deux de ces machines contre un bataillon ou un escadron. « J'engage ma vie qu'ils ne tiendront pas [2]. »

Le maréchal ne veut pas la mort du philosophe; sceptique, il réclame une démonstration. Voltaire, embarrassé peut-être de s'expliquer par écrit, le renvoie au marquis de Florian et à Montigny qui lui présenteront l'engin. Des explications ne donnent jamais une idée nette : « Il n'y a que les yeux qui puissent bien comprendre les machines [3] ».

La présentation a lieu; le maréchal a dû rire, car le dépit perce dans la réponse de Voltaire au marquis : « Pour vous, Monsieur le grand écuyer de Cyrus, je crois que vous avez montré la curiosité, la rareté de la tactique assyrienne et persane à un moderne qui se moque quelquefois du temps présent et du temps passé. » L'homme d'imagination et de génie auquel on s'en rapportait est devenu un étourdi. De fait, la victoire de Collin (18 juin) grise les alliés dont les affaires s'annoncent bien; que la fortune change « et alors le char paraîtra nécessaire [4] ». Bien entendu, devant le maréchal, l'inventeur

[1] *Op. cit.*, t. XXXIX, p. 222. — [2] *Ibid.*, p. 220. — [3] *Ibid.*, p. 226. — [4] *Ibid.*, p. 232.

accepte de meilleure grâce l'arrêt rendu. Le duc est son porte-parole auprès de Louis XV et de Mme de Pompadour; il s'agit de le ménager.

A M. le Maréchal, duc de Richelieu.

Aux Délices, 19 juillet 1757.

Mon *héros*, c'est à vous à juger des engins meurtriers et ce n'est pas à moi d'en parler. Je n'avais proposé ma petite drôlerie que pour les endroits où la cavalerie peut avoir ses coudées franches et j'imaginais que partout où un escadron peut aller de front, de petits chars peuvent aller aussi. Mais, puisque le vainqueur de Mahon renvoie ma machine aux anciens rois d'Assyrie, il n'y a qu'à la mettre avec la colonne de Folard dans les archives de Babylone [1].

Cette petite drôlerie tient cependant au cœur du poète, qui continue à la prendre au sérieux. Il reste convaincu que seule la peur du ridicule empêche d'adopter cette utile invention, et il souhaite « un homme absolu qui ne craignît point les ridicules, qui fût un peu machiniste et qui aimât l'histoire ancienne ». Vienne l'humiliante défaite de Rosbach (5 novembre 1757), l'inventeur déçu y trouve du soulagement. « Frédéric nous a battus indignement, écrit-il à Mme de Fontaine, le 10 décembre suivant. Il valait mieux, dira votre ami, faire courir des chariots d'Assyrie en rase campagne que de se faire assommer entre deux collines et d'être obligés de s'enfuir avec honte devant six bataillons prussiens, sans avoir combattu [2]... »

Deux ans après, Voltaire revient à sa machine; le temps n'a point diminué son regret ni sa foi :

A M. le Marquis de Florian.

Aux Délices, 26 mai 1759.

Je suis aussi fâché que vous, pour le moins, mon cher grand écuyer d'Assyrie, qu'on n'ait pas osé adopter mes chars, crainte du ridicule. Le ridicule pourtant n'est pas si à craindre que les Prussiens; et je suis toujours convaincu, quoique je ne sois pas du métier, que ce serait la seule manière de les vaincre en pleine campagne [3].

Il y songe encore cinq ans après, en 1762, et écrivant, le 19 mars, au marquis de Florian, il persiste à l'appeler *le grand écuyer de Cyrus* [4].

Cette histoire menue prouve, entre autres choses, que le marquis de Florian était plus voltairien que militaire; l'amitié et l'admiration s'accordaient à le tromper; du moins, cette erreur qui diminue l'officier ne messied point à l'honnête homme. Mais pour Voltaire, quel sentiment le portait à s'aveugler sur son invention et sur l'histoire ancienne?

Que ce roi de l'esprit se donnât si aisément les violons, la faute en est à ses courtisans, qui le flattaient jusqu'à l'enfantillage; mais comment avait-il si mal lu Xénophon, César ou Tite-Live? En la circonstance, le maréchal de Richelieu s'était mieux souvenu de ses auteurs, et s'il avait renvoyé la machine aux Assyriens, c'est que déjà les capitaines de l'antiquité, Alexandre, Sylla, César et Eumène II, roi de Pergame, allié des Romains, avaient renvoyé dans l'Olympe les chars de guerre que Cyrus, le premier, avait hérissés de hastes, de javelots et de faux [5]. Sans doute, si sa nonchalance ducale ne l'eût gardé de la

[1] *Op. cit.*, t. XXXIX, p. 233 — [2] *Ibid*, p. 323. — [3] *Op. cit.*, t. XL, p. 108. — [4] *Op. cit.*, t. XLII, p. 67. — [5] Quinte-Curce a décrit ceux que les

pédanterie, aurait-il adressé Voltaire à Végèce, si goûté alors pour avoir converti en courts préceptes toute la sagesse militaire des temps anciens et que Bourdon de Sigrais avait naguère traduit à l'usage du Dauphin et de nos officiers (1743) :

Antiochus et Mithridate, dit l'auteur latin du *Traité de l'art militaire*, se servirent dans leurs guerres contre les Romains de chariots armés de faux qui firent d'abord beaucoup de peur et dont on se moqua ensuite. Une pareille machine trouve difficilement un terrain toujours uni; peu de chose l'arrête; et un seul de ses chevaux tué ou blessé le fait prendre : mais les Romains s'en défaisaient particulièrement par l'expédient que voici. Au moment que l'affaire s'engageait, ils semaient promptement par tout le champ de bataille des chausse-trapes, sur lesquelles les chevaux de ces chariots de guerre venant se jeter à toute bride ne pouvaient manquer de se perdre [1]...

En 1784, M. de Keralio, dans *l'Encyclopédie méthodique : art militaire*, sans relever la fantaisie récente de Voltaire, prononcera nettement :

Cette arme n'a jamais été en usage que chez des nations ou barbares, ou peu instruites dans l'art militaire.

Aussi bien le poète des Délices ne prétendait-il pas l'établir à demeure dans l'armement des troupes royales. Il l'avoue ingénuement : « Le malheur est que ma machine n'est bonne que pour une campagne et que le secret connu devient inutile; mais quel plaisir de renverser à coup sûr ce qu'on rencontre dans une campagne! » Que le chariot produise son effet une fois, une seule fois, il suffit à l'inventeur peu exigeant qui avait placé sur sa machine autre chose que les vœux de son patriotisme.

On se rappelle la brouille de Voltaire et de Frédéric, le départ de Berlin (26 mars 1753) et la mésaventure de Francfort qui avait écorché vif l'amour-propre du poète. En juillet 1757, il lui en cuisait encore et il priait le maréchal de Richelieu de vouloir bien lui envoyer, au cas où il passerait par Francfort, les quatre oreilles des deux coquins qui eurent l'impudence, au nom du roi de Prusse, d'arrêter Mme Denis, « la veuve d'un officier du roi, voyageant avec un passeport du roi », et de la fouiller sous la menace des baïonnettes [2]. Quelle piquante revanche si une machine de son idée pouvait mettre à mal, ne fût-ce que dans une seule bataille, l'armée de l'insolent! « Si cela réussit, écrivait-il au maréchal, le 1er novembre 1756, dans le premier feu de son invention, il y aura de quoi étouffer de rire que ce soit moi qui sois l'auteur de cette machine destructrice. Je voudrais que vous commandassiez l'armée et que vous tuassiez force Prussiens avec mon petit secret [2]. »

Voilà notre philosophe confessé : il semble bien que le désir d'une vengeance personnelle, plus que l'amour-propre de l'inventeur, l'attachait à sa « drôlerie »; c'est le ressentiment qui l'aveuglait sur l'histoire ancienne comme sur l'histoire moderne et poussait à la roue de son char assyrien.

Amédée Britsch.

Perses envoyèrent contre Alexandre (IV, 9 et 13), Tite-Live ceux qu'Antiochus opposa aux Romains, alliés avec Eumène (XXXVII, 41). — [1] Trad. Bourdon de Sigrais, éd. de 1759, in-12, p. 177. — [2] *Op. cit.*, t. XXXIX, p. 234. — [2] *Ibid.*, p. 124.

LES ŒUVRES ET LES HOMMES

CHRONIQUE MENSUELLE

DU MONDE, DES LETTRES, DES ARTS ET DU THÉATRE

Les Grandes Heures. — Une évocation de Léon Lavedan. — Une idée de chef de partisans. — Le témoignage d'un recueil. — Le devoir de l'écrivain. — L'œuvre des gares. — Du général en chef au soldat. — Rouget de Lisle aux Invalides. — Marseillaise, Lyonnaise ou Strasbourgeoise. — Comment fut composée et chantée la *Marseillaise.* — La Fête-Dieu en Alsace et l'Union sacrée. — Une medaille d'or à un prince. — Un ministre belge à l'Académie des Sciences morales et politiques. — Le Salon des artistes mobilisés. — Portraits, tableaux et cocardes tricolores. — Le Salon des humoristes. — Quelques légendes.

Les grandes heures. C'est le meilleur titre de la saison, s'il est permis de parler de « saison », cette année, même en littérature. Et sous ce titre paraissent en volume (chez Perrin) les chroniques hebdomadaires que M. Henri Lavedan a écrites depuis le début de la guerre pour l'*Illustration*, qu'on peut bien appeler notre grand illustré national, et où le très distingué rédacteur en chef, M. Maurice Normand, a résolu le problème de faire d'un journal d'images un journal d'idées! J'ai lu ce volume avec un intérêt et avec un plaisir que j'éprouve rarement à feuilleter un recueil d'articles. C'est qu'ici je retrouvais, sous la plume du fils, la pensée même du père et que d'entendre parler Léon Lavedan je ne me lassais jamais.

Une page surtout l'évoque à mes yeux, dans le chapitre *S'ils voyaient ça!* « Je me rappelle, écrit Henri Lavedan, la voix de mon père s'élevant, ne cessant de me répéter tout le long des années, même aux périodes les plus sereines d'apparence, ces

mots qui me sont restés dans le cœur et dans l'esprit : « Tu verras une guerre, mon enfant, tu verras *la* guerre, la seule! une guerre auprès de laquelle toutes les autres... enfin, inutile d'en dire plus long, tu la verras! Elle approche. » La dernière fois qu'il me fit, plus que septuagénaire, cette prédiction, c'était place de la Concorde, aux premiers jours du mois d'août, dans l'or d'un couchant merveilleux. Au coin du pont où nous nous étions arrêtés, il frappait le trottoir avec sa canne pour mieux enfoncer les mots : « Tu-la-ver-ras! »... Il y a dix ans de ce souvenir. »

Et combien d'autres se réveillent en ma propre mémoire! Aux premiers essais effectifs de dirigeables, il entrevit ce que la guerre en pourrait faire : « Vous verrez, quand tout cela sera au point, quelle arme nouvelle et épouvantable on en fera! Voyez-vous un dirigeable planant sur Berlin et laissant choir aux bons endroits des projectiles appropriés. Vous verrez cela, vous, les jeunes! » Hélas! nous en avons vu bien d'autres! C'est que L. Lavedan était un audacieux, avec les formes mondaines que lui imposaient sa situation et ses relations; mais quel admirable chef de partisans il eût fait, en d'autres conjonctures! Il ne comprenait pas, et j'avoue que je ne le comprends guère davantage, que la « légalité » eût encore un tel prestige sur des hommes qui ne croient à rien et qui, n'espérant rien d'une autre vie, ont tout à souffrir de celle-ci! C'est, pour la société, le mystère sauveur de la routine humaine... Son imagination évoquait parfois ce que l'on appelle volontiers des gamineries politiques quand elles avortent, et qu'on décore du nom de coup d'Etat quand elles ont réussi! Quoi de plus facile, me disait-il un jour en souriant, que d'escamoter la famille impériale sous le second Empire! (On sait qu'il n'était point — et pour cause — bonapartiste!) C'était l'enfance de l'art. Dix hommes résolus, quinze au plus, dûment masqués et armés attendent le train impérial filant vers Biarritz au moment de la traversée des Landes. Fils télégraphiques coupés, signaux d'arrêt sur la voie, assaut de la voiture impériale, bâillonnement des personnages sous une menace adéquate. Du reste, aucun mal. Une voiture attend sous bois, qui conduit à la mer où un yacht sous pression reçoit tout le monde, et vogue la galère, en route pour les Amériques! Discrétion, célérité. Le tout fait en délicatesse : le modèle des coups d'Etat. « J'ai conté mon affaire à quelques gens : il n'y a jamais eu moyen de trouver les dix hommes résolus. Il n'y a pas à dire, le prince Louis-Napoléon, à Boulogne et à Strasbourg, avait eu plus de courage! » Mais à conter ces grandes velléités, je m'éloigne de nos *Grandes Heures*.

J'y reviens. Tout n'y est peut-être pas de la même qualité, et il est fatal que le lecteur y trouve des répétitions. Nul, certainement, ne le sait mieux que l'auteur. Mais il s'agit bien de répétitions! Il s'agit, à sa place de défilé, de rythmer la marche de toute une nation vers la bataille longue et dure qui méritera la victoire. Qui donc s'inquiète des répétitions des chansons de marche de nos troupiers (et plût à Dieu qu'il n'y eût que des répétitions!) L'essentiel, c'est que le chant scande le pas. Evidemment, le premier qui a trouvé :

> Roulons-le l'pèr' Picolo,
> Roulons-le dans une bérouette;
> Roulons-le l'pèr' Picolo,
> Roulons-le dans un tonneau!

ne s'est pas fatigué les méninges. Mais on peut lancer cela à toute gorge sans user la mémoire et en pensant à autre chose. Et l'on avance tout de même, poussés par la grande vague de la Compagnie : « Roulons-le... » Ainsi *(si parvula licet...)* font les journalistes et les écrivains. Seulement, ils y mettent plus de littérature! Du « père Picolo », on monte à Botrel et de Botrel à l'Académie et je ne compte pas les nombreux degrés intermédiaires...

L'utilité de ces recueils, pour l'histoire, quand l'auteur a eu, comme ici, la probité de laisser à chaque page sa date, c'est de montrer, il est vrai, la courbe des enthousiasmes, des rêves et des illusions; mais, en revanche, de prouver aussi cette volonté, indéracinable, intraitable de croire quand même, d'espérer malgré tout, et de vouloir vaincre, ce qui est probablement la plus irrésistible façon de forcer la victoire. Quand toutes les illusions seront tombées, il restera toujours la foi, la foi chevillée au cœur, comme dit la foule. En maintes pages, Henri Lavedan risque peut-être de paraître sensible avec excès, délicat jusqu'à la mièvrerie, assortissant les sentiments et les expressions comme on fait des bibelots sur une étagère. C'est possible, et je ne sais pourquoi, en lisant d'affilée ces pages prestigieuses souvent et pailletées toujours, je songeais parfois à ces habiles dentellières du Puy dont les doigts agiles font cliqueter les minces fuseaux avec une vélocité d'où naît une harmonie. Mais remarquez que comme certain fuseau repasse plus souvent que tous les autres, constituant comme un axe où s'enroule la variété des autres fils, ainsi, chez Henri Lavedan, à travers tous les feux d'artifice des mots, des images, des alliances inattendues, on perçoit sans cesse comme une obsédante sonorité de clairon. Voilà ce qui constitue

l'unité de ces feuillets détachés où l'auteur a gardé la trace de son « devoir de guerre ».

Car l'article nécessaire, c'est la tranchée de l'écrivain, si la métaphore ne paraît pas trop audacieuse. C'est notre campagne, à nous, soldats de l'arrière, que de tenir en état ces retranchements de la pensée, sans cesse menacés par les sapes du sophisme, les éboulements de l'ennui, les inondations des bruits tendancieux... Mais je m'arrête! Je m'aperçois avec terreur qu'à trop avoir lu les *Grandes Heures*, je suis tenté d'imiter ce que j'appellerais le procédé de l'auteur, — si l'on pouvait appeler procédé une « manière » si spontanément abondante, — qui consiste à transposer les images et les sensations pour en augmenter l'acuité par l'imprévu de l'analogie. Lisez, à ce propos, les pages sur « le devoir de l'écrivain ». Elles offrent, à la fois, le témoignage des scrupules sociaux de l'homme et l'exemple sans excès de ce que j'appellerais sa formule littéraire de chroniqueur : « ... Je me force avec un pieux désir, de mon côté, à vous parler de cette longue et fondamentale guerre qui ne fait que commencer, dont personne ne sait quand ce sera la fin. N'attendez pas des sermons de patriotisme et des morceaux de bravoure, pas plus que de saisissants tableaux militaires... Non, tout ce que moi je puis faire et ferai, ce sera simplement de causer avec vous, tout près, à petits coups espacés, réfléchis, de parler de notre état d'esprit, du trouble affreux et monotone de nos cœurs, de la température toujours élevée de nos sentiments. Je me figure très bien, sans la moindre difficulté, que nous sommes, le soir, la journée abattue, assis en rond au bivouac d'une chambre close, et que là nous laissons, comme à la veillée, tomber lentement, gravement, dans les cendres du silence, les calmes mots noirs, les paisibles phrases de feu qui sont les braises de nos pensées. Sous l'abat-jour en forme de tente une seule lampe nous réunit dans le cercle traditionnel et hospitalier de sa lumière égale et nous groupe en nous éclairant. Elle attise ces visages qu'elle baigne et me révèle. Et je m'exprime à voix basse parce qu'il y a des malades, beaucoup de malades et de mourants dans la Maison... Comme alors nous sentons, souffrons, éprouvons tous de même! Avec la même profondeur voulue, le même étonnement de nos alternatives de fièvre et de tranquillité! Le bel ensemble de patience que nous obtenons! L'admirable et consolateur unisson de tristesse! Nous pouvons dire des choses très ordinaires, elles cessent de l'être par les circonstances, tout se transpose, tout nous transforme, et nous goûtons ainsi, dans la communauté de la grande épreuve, une

espèce de joie douloureuse et sereine, pure et purifiante, qui nous rafraîchit et nous lave, qui perle sur nos âmes comme la rosée du malheur. » Voilà, peint par lui-même, Henri Lavedan, chroniqueur de guerre. Tantôt, la plume en arrêt, il mène la charge des mots fougueux; tantôt il frôle les plaies sanglantes avec des gestes menus et respectueux, avec des tendresses d'infirmière; tantôt, les mains jointes, ses doigts nerveusement crispés disent l'intensité de son ardente imploration...

Une de ses meilleures pages est celle qu'il consacre à « l'œuvre des gares ». Est-ce parce qu'elle suit le croquis délicatement ému consacré à la mémoire de Jules Lemaître? Mais c'est du « Lavedan » le plus authentique, « mis en bouteille et estampé au château », comme on dit des grands crus! Je cite cette délicieuse « impression ». Nous sommes en pleine mobilisation et un prêtre a eu cette idée d'apôtre : « Confesser, au départ, les soldats qui n'en ont pas eu le temps ou la pensée. » Pour cela, dit-il, depuis quinze jours, il va aux abords des gares et il opère. Et comme le chroniqueur imagine mille difficultés, l'abbé l'arrête :

Il en a assez. Il ne peut plus m'entendre. « Mais non! Mais non! Vous n'y êtes pas du tout! C'est très simple. » Et aussitôt, pour me faire mieux saisir, appropriant le geste, l'air du visage et tout l'ensemble de sa personne au texte de son récit, *jouant* la scène, il continue : « Je vais près d'une gare. Les soldats sont là... en foule! Qu'il y a à travailler! Quel malheur de ne pouvoir les rafler tous! Enfin, ne soyons pas trop difficiles! D'abord je m'écarte des endroits où les groupes sont trop nombreux et bruyants... Je tire vers les coins où la troupe est plus clairsemée... et là je stationne, je vais, je viens... comme quelqu'un d'indécis, d'un peu perdu... qui ne sait pas très bien ce qu'il va faire, s'il va rester... s'il va partir... je regarde l'heure, je lis une affiche... je me donne l'air d'attendre une personne très en retard. Ou bien je pense dans le vague, au bord du trottoir... et surtout... ah! surtout, Seigneur! *je ne les regarde pas!* Je ne regarde personne... personne... jamais je ne vois rien... d'ailleurs c'est la vérité, j'ai la vue si mauvaise que je suis une manière d'aveugle, vous le savez?... Ah! ça n'est pas long! Au bout de cinq minutes... ils y viennent, tout seuls... Il n'y a que le premier pas qui coûte... Après c'est une ribambelle... Je me sens touché au bras. Je lève la tête. A travers mes gros verres de lunettes, je vois un bon petit qui a mordu. Il porte la main à la visière de son képi. Moi je ne bronche pas. Je suis à cent lieues de soupçonner... « Qu'est-ce qu'il y a mon ami? » Et tout de suite, la réponse m'arrive, comme un boulet : « Je voudrais me confesser, Monsieur le Curé, ce serait-il possible? »

— Vous leur sautez au cou?

— Mais non! Etes-vous maladroit! Je leur réponds : « Certainement, mon ami, rien de plus facile. » — « C'est que j'ai guère de temps. » — « Ça va être fait en un clin d'œil. » — « Où donc? » — « Ici, comme nous sommes. Venez là... tout doucement... Je prends votre bras... ni vous ni moi n'avons l'air de rien... Nous sommes des vieux amis qui nous connaissons depuis longtemps... nous nous retrouvons par hasard... quelle chance! alors nous causons... à mi-voix... et personne ne se doute... Allez-y!... Et en deux mots, rien que le gros... Je vous écoute... Tâchez seulement de vous isoler une seconde, oubliez ce qui s'agite... et ne pensez qu'à ça... Je vois que vous avez regret? Oui, vous l'avez. Bien. Dites : pardon, mon Dieu. Ça va. Maintenant, fermez les yeux pendant que je vous donne l'absolution. Voilà... c'est fait, c'est fini. Allez en paix, mon enfant. Vous êtes en grande tenue. » On se donne une poignée de main... Et ainsi de suite. A un autre. Mais alors cette fois... sur le trottoir d'en face... pour changer. Nous avons l'air tous les deux de lire ensemble *l'Homme libre*. Je le déplie en grande largeur... « Voyons, voyons... Lisez donc avec moi. Ah! voilà... Dernière heure : L'ennemi est tenu en respect... Allez, répétez après moi sans quitter le journal : Je confesse à Dieu... » Et caetera... Voilà l'Œuvre des gares.

Je lui demande : « Combien en avez-vous confessé? »

— Plus de cinquante...

Henri Lavedan ne nomme pas « le petit curé à lunettes, de si simple apparence, à la voix chaude et prompte », qu'il a mis en scène. Mais ceux qui ont l'honneur de le connaître le retrouveront facilement, tant il y a, dans ce récit, son air, ses « intonations », ses gestes, et son âme. Les soldats qu'il a ravitaillés moralement ne sauront pas, ajoute l'écrivain, que ce prêtre « a reçu la confession de généraux en chef dont le nom populaire est écrit dans l'histoire en lettres de feu ». Mais pour moi, soldat d'une même cause, je me souviens avec émotion qu'il a reçu le dernier soupir de mon général en chef.

Est-ce une « grande heure » qu'on a voulu nous faire vivre en transférant aux Invalides les cendres de Rouget de Lisle, l'auteur de la *Marseillaise*, en attendant qu'une loi permette de les placer au Panthéon? J'inclinerais plutôt à penser qu'on a surtout cherché un moyen « d'occuper » la journée du 14 juillet, par une manifestation qui remplaçât la traditionnelle revue. Tout s'est passé avec dignité, et le discours de M. Poincaré a été apprécié comme il devait l'être. Bien entendu, ce fut l'occasion de reprendre, au moins par allusion, les discussions sur la personne de Rouget de Lisle. Il y a, sur le sujet, toute une bibliographie, mais je n'ai

pas vu qu'on ait tenu note d'une série d'articles de M. Arthur Loth, parus dans la *Vérité française* et qui méritaient tout autre chose que l'oubli. Il sera temps d'y revenir si le transfert au Panthéon est voté.

En attendant deux points sont à signaler comme assez nouveaux. D'abord, la *Marseillaise* devrait, paraît-il, s'appeler la *Lyonnaise*, ayant été d'abord chantée par des Lyonnais. Mais, sans doute, les Marseillais y mirent un accent plus vibrant et, en tout cas, ils l'apportèrent à Paris. Tout de même, cette rectification à l'état civil du « chant national » est à mentionner. — L'autre point est aussi une rectification. Qui n'a vu une « gravure » de la fameuse scène de « Rouget de Lisle chantant la Marseillaise chez le maire de Strasbourg »? Or ce poète de Lamartine qui donne l'essor à cette anecdote, dans son *Histoire des Girondins*, a eu, semble-t-il, l'imagination trop créatrice. Dans le tome XXVII des mémoires de l'Académie Stanislas [voir le *Temps* du 18 juillet] Gindre de Mancy a publié une lettre de Mme Voïart qui refait, le 28 janvier 1864, le récit des origines de la *Marseillaise.* La compétence de Mme Voïart en cette affaire vient de ce qu'elle fit partie, à Choisy-le-Roi, de la société où vivait Rouget de Lisle. Le témoignage est donc direct. Et en voici le résumé : Ce n'est pas aux instances de Mme et de Mlles Diétrich que céda le jeune capitaine du génie en composant le chant devenu fameux; c'est aux instances du maire lui-même et des officiers de la garnison réunis en un banquet pour fêter la déclaration de guerre de Louis XVI à l'Autriche. Paris, lui dit-on, n'envoie que des « ponts-neufs ». Il faut autre chose. Rouget, rentré dans sa chambre meublée, écrit d'inspiration les premiers vers et la phrase musicale. Le lendemain matin, Diétrich et quelques amis viennent relancer le compositeur. Enthousiasmés par sa trouvaille, ils le prient d'écrire une petite partition, qui est copiée en grande hâte et distribuée aux musiciens et aux chanteurs... Vingt-quatre heures après, la cantate fut chantée avec orchestre en la séance solennelle qui précéda le départ des troupes. Alors, ce n'est plus la Marseillaise, ce n'est plus la Lyonnaise, c'est la Strasbourgeoise?... Ah! l'histoire!... Peu importe, du reste; le mot qui doit rester, c'est celui des troupes quittant Strasbourg après l'avoir entendue : « Qu'est-ce que c'est donc que cet air-là qu'ils nous ont chanté? On dirait qu'il a des moustaches! »

C'est la même impression qu'éprouvaient à la Comédie-Française, le 14 juillet, ceux qui assistaient à la matinée offerte aux jeunes soldats. Chanté par Mme Marguerite Carré, costumée en Alsa-

cienne, et traduit par les attitudes de M[lle] Madeleine Roch qui évoquait la *Marseillaise* de Rude, l'hymne national électrisa l'auditoire qui reprit d'enthousiasme le refrain. Ce fut vraiment très simple, très noble et très beau. Que de choses peuvent tenir en des mots banalisés, quand le cœur les prononce!

De cette Alsace vers laquelle sont aujourd'hui tendues nos pensées me sont arrivées des nouvelles. Car même de là-bas des gens peuvent venir et qui ont quelque chose à dire. Je ne pourrais guère exposer ici tout ce qui me fut raconté; mais comment ne pas marquer d'une pierre blanche la date de la Fête-Dieu célébrée à M.......! Ce fut l'union sacrée pleinement réalisée. La procession parcourut les rues pavoisées avec des drapeaux tricolores, alsaciens et pontificaux. Les reposoirs étaient flanqués de canons ornés de fleurs. La musique militaire jouait. Les tambours battaient et les clairons sonnaient à la bénédiction. Les autorités civiles et militaires suivaient le dais, « comme le faisaient les autorités allemandes ». — Entre temps, en France, le Président de la République inaugura l'hôpital français musulman, avec la présence officielle de l'iman; et, peu auparavant, il remerciait officiellement un Lorrain d'un trèfle à quatre feuilles qu'on lui envoyait comme « porte-bonheur ». Ces manifestations diverses indiquent, nous n'en voulons pas douter, l'aurore d'une époque où la largeur d'esprit sera le meilleur garant de l'union sacrée.

A ce titre, nous signalons avec plaisir que la médaille d'or pour les thèses de l'année a été décernée par la Faculté de Droit à notre collaborateur le Prince Sixte de Bourbon pour l'étude sur laquelle notre ami tant regretté, François Laurentie, nous préparait un article historique. Et, dans le même ordre d'idées, nous enregistrons avec bonheur l'élection par l'Académie des Sciences morales et politiques, comme correspondant dans la section de législation, de M. Carton de Wiart, le ministre de la justice du gouvernement belge. L'Académie, qui a élu à l'unanimité le vaillant homme d'Etat, a regretté, je le sais, de n'avoir pu, en ce moment, lui donner place parmi ses associés étrangers, dont tous les sièges ont leur titulaire; mais, pour témoigner de son exceptionnel empressement, elle a fait cette élection en ce moment malgré certain article de son règlement, qui exige d'habitude une présentation préalable au mois de novembre. Cette manifestation académique acquiert encore plus de signification et de portée. Ainsi l'Institut de France poursuit son œuvre française. Il répudie qui se targue

de nous haïr, et s'agrège qui nous manifeste sa sympathie, — et nous la prouve.

Nous n'avons pas eu de Salon cette année et tout le monde s'en est réjoui, même ceux qui n'y mettent jamais les pieds. Toutefois, réunissant les œuvres des artistes mobilisés, la société « la Triennale » nous a composé une sorte de Salon en miniature et fort émouvant. Cela ne tient guère plus de deux salles à la terrasse du Jeu de Paume. On y voit des tableaux et des sculptures qui, pour la plupart, datent du temps lointain de la paix, et auxquels ressembleront selon toute vraisemblance les tableaux qu'on peindra et les sculptures qu'on modèlera sitôt la guerre finie. Quelques œuvres viennent du front, et ce sont surtout des dessins croqués hâtivement et avec bonne humeur au sortir de la tranchée (tels ceux de M. Michel Cazin); devant ces envois, dont certains sont excellents parce qu'ils sont « directs » et dépourvus de littérature, on ne songe à aucune question de technique; on regarde ces images de la guerre avec toute la curiosité, l'émerveillement naïf et l'admiration attendrie d'un homme de l'arrière... Et il y a aussi un tableau de M. Georges Scott, sans quoi nulle exposition ne serait tout à fait guerrière.

On entre dans une salle dont les quatre murs apparaissent bigarrés de taches multiples, diverses et hétéroclites, car tel est le premier aspect de toute exposition de peinture; on néglige de s'approcher, de fixer ses regards et de décomposer cet ensemble en tableaux distincts, dont on attend quelque plaisir; entre les murs, les sculptures sont disposées en un cercle gris et blanc, au milieu duquel se dresse, « joyeux, ivre, dansant », grisé par le soleil et par la jeunesse du printemps, un bronze excellent de M. Eugène-Emile Moulin; son sourire vous attire dès l'entrée et on ne résiste pas au plaisir de s'arrêter un moment devant lui, bien qu'on veuille se hâter vers un plaisir plus austère... L'œuvre porte ce joli nom : « Et toute chose rire en la saison nouvelle... » On ouvre le catalogue et on y voit que l'auteur est « disparu » depuis le 5 octobre.

On gagne comme tout le monde le fond de la salle. Isolée sur un chevalet dans une solitude majestueuse, entourée de feuillages qui sont, comme il convient, surtout des lauriers, la belle photographie, — je veux dire le portrait peint du général Joffre, s'offre à l'admiration des foules. Il est dû à M. Jacquier, lequel est « peintre du ministère de la guerre », comme, par exemple, Boucher fut autrefois peintre du roi. On le regarde avec un intérêt que chacun

comprendra. Car c'est le portrait autorisé, officiel, authentique et dûment estampillé de celui qui tient en ses mains, comme on dit, les destinées de nos armes. On interroge sa physionomie qui, forcément, reste muette et on cherche à deviner sa pensée que, bien entendu, il n'a pas chargé son portrait de nous révéler. Au surplus, point n'en est besoin; tous les bons citoyens s'accordent à reconnaître du génie à notre général en chef, — et on dit, ce qui est consolant, que nos ennemis eux-mêmes en font autant. Quant au peintre, ce n'est point le lieu de faire, comme en temps de paix, de la vulgaire critique d'art. Ne nous attardons point à chercher s'il a, comme son modèle, du génie ou s'il n'en a pas; car, en l'espèce, cela n'a aucune importance. A droite et à gauche, des dessins et eaux-fortes de Hansi ou de Zislin, les charmants et courageux artistes devenus, — ou restés, — soldats français, font escorte au grand chef.

Maintenant on peut à loisir regarder les autres tableaux; mais, comme on a pris goût aux portraits militaires, on s'approche d'abord du *Castelnau* de M. Guirand de Scévola. Le général est représenté à mi-corps, — en traits larges et d'une belle facture, — sur fond de Lorraine, si je puis dire... Il est vêtu de bleu horizon, cette nouvelle couleur inventée par les militaires et qui rend les hommes invisibles. C'est pour ces raisons sans doute que le peintre n'a pu la trouver sur sa palette; ou peut-être lui a-t-elle semblé un peu triste; à moins encore que l'uniforme du général ne fût trop neuf... L'excellent artiste a envoyé du front quelques autres œuvres moins importantes, tels un dessin de l'aviateur Garros et le portrait d'un colonel, peut-être son colonel. Enfin, on voit de lui deux tableaux « d'avant-guerre », dans une manière douce et lumineuse, pleins de charme, et que j'avoue préférer à ses tableaux guerriers : l'*Enfant à la poupée* et des danseuses au foyer; personne évidemment ne songe aux ballets aujourd'hui; jouissons pourtant de cette grâce fragile, — fût-ce avec quelques remords.

Il y a encore un certain nombre d'autres portraits plus ou moins militaires et une seconde effigie, en bronze, du généralissime avec un canon, — évidemment notre glorieux 75, — dans le dos. Comme elle ne m'a pas paru excellente, mais que je me trompe probablement, il est inutile de nommer l'auteur. Le meilleur de tous ces portraits, — peints ou sculptés, — est sans doute celui de Péguy, par Jean-Pierre Laurens. Point d'effet, nulle recherche de couleurs, des ton bruns ou noirs qui suffisent à tout exprimer. Rien n'est plus sobre et rien n'est plus vivant. Ce n'est pas seulement une belle œuvre, c'est une œuvre émue. Le noble

écrivain est assis dans cette attitude rêveuse et familière que connaissent bien ses amis, portant cette sorte de cagoule franciscaine qui lui donnait une allure originale et poétique, la main au repos, tournant vers nous son visage d'ivoire éclairé d'une lumière défaillante et mystérieuse; une barbe légère et floconneuse adoucit les traits ; derrière le lorgnon, son regard, qui est une flamme de vie, rayonne à la fois de bonté, de malice et de mélancolie; c'est bien le Péguy que nous aimions, le poète que nous admirons et le soldat qui ne veut pas qu'on le pleure :

Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles...

Comme M. Guirand de Scévola et M. Jean-Pierre Laurens, d'autres artistes connus exposent des œuvres intéressantes. M. Georges Desvallières est représenté notamment par un *Bon Larron*, que nous avions vu déjà il y a quelque deux ou trois ans; grande toile âpre et tragique, pénétrée d'une vie intense, où le corps des deux suppliciés se détache curieusement sur un ciel noir comme une tenture funèbre. Les deux Beltrand ont envoyé quelques-unes de ces belles gravures sur bois où ils ont acquis une si parfaite maîtrise. Et à ce propos, ne manquons pas de noter, parmi les gravures sur bois, un magnifique *Châtaignier*, — d'un brun doré profond et délicieux, — d'abord parce qu'il le mérite et ensuite parce que c'est l'œuvre de M. F.-L. Schmied, Suisse de naissance, qui s'est engagé au « premier étranger »... Plus loin, M. Francis Jourdain montre un paysage intitulé *Ile de France*, d'un goût et d'une délicatesse extrêmes ; ce tableau prend ici toute sa signification, si l'on songe à sa qualité purement française; le plaisir qu'on goûte à le regarder se double à la pensée que nos ennemis ne concevront jamais des œuvres de cette sorte, auront infiniment de peine à les apprécier et ne nous les achèteront pas. Sauf la note un rouge que forment les toits du village appuyé à une harmonieuse colline, le tableau tout entier est fait avec des verts habilement nuancés; le premier plan et tout le paysage est comme barré par des branches d'arbres aux feuilles d'une élégance antique, à travers lesquelles on découvre l'horizon; cela est composé à la manière d'une tapisserie et c'est du plus bel effet décoratif.

D'autres toiles retiennent l'attention, par exemple un *Printemps* et un *Enlèvement d'Europe*, de M. Jaulmes, petits tableaux en couleurs claires et fanées, d'une gaucherie gracieuse et d'une poésie ingénue à la Maurice Denis; — de vieilles cours, par M. Payret d'Ortail, dont la mélancolie douce et voilée rappelle un peu Le Si-

daner; — un *Jugement de Paris*, d'un modernisme fantaisiste et charmant, de M. Claude Denis; — une lumineuse *Branche de saule*, de M. Menneret; — *le Paon*, de M. Sureda, grand tableau chamarré, bizarre et somptueux, déjà exposé ailleurs, et sa *femme juive* et ses émouvantes pleureuses *au cimetière*; de beaux parcs et une *roseraie*, épanouis et ensoleillés, de M. Minartz; d'autres jardins, fort jolis, de M. Charmaison; les impressions de Bretagne de M. Lemordant[1], — déjà connu par de vivantes eaux-fortes et de belles décorations dans un hôtel de Quimper, et qui expose des esquisses pour le théâtre de Rennes, où se retrouve un peu du mouvement et de la fougue de M. Lucien Simon... Je cite d'ailleurs tout à fait au hasard de mes souvenirs, avec les lacunes et injustices qui s'en suivent.

Mais à chaque instant le regard est arrêté par une cocarde tricolore accrochée au bas du cadre; ce sont les œuvres des artistes tombés au champ d'honneur qui sont ainsi glorieusement décorées... Combien divers sont les jeunes talents moissonnés! (Les sujets ne sont pas moins divers, puisqu'on voit une statuette de Salomé près d'une statuette du curé d'Ars par M. Jean Larrive). La cocarde tragique orne les tableaux de M. Hillemacher, et notamment sa *Pieta*, d'ailleurs intéressante, peinte pour le prix de Rome de 1914, — et elle orne aussi ceux de M. Champcommunal, et ses toiles violemment colorées, d'une lumière intense, d'une pâte épaisse, aux tons crus brutalement juxtaposés, qui ne doivent rien aux concours officiels. Tout le fond de la seconde salle a d'ailleurs été réservé spécialement à l'Ecole des Beaux-Arts, qui a été cruellement frappée. Mais l'éclectisme est la loi de cette exposition. Il n'y a plus d'écoles, comme on souhaiterait qu'il n'y ait plus de partis... Les peintres donnent l'exemple. Et peut-être est-ce la première fois que dans une exposition publique on voit côte à côte des prix de Rome et des cubistes; car il y a des cubistes, — cubistes purs comme M. Albert Gleizes, bien connu parmi les défenseurs de la nouvelle esthétique, — et d'autres qui le sont moins, c'est-à-dire chez lesquels on réussit à distinguer des arbres et des hommes.

La jeune peinture française a fait quelques pertes extrêmement regrettables, en particulier M. Raymond Glaize et M. Gourdault. Du premier, on remarque surtout un vaste paysage, heureusement acquis par l'Etat, et surtout son beau *Calvaire d'Ouessant*, peinture mélancolique, harmonieuse et voilée, d'une

[1] L'excellent artiste, après avoir fait montre du plus beau courage, a été grièvement blessé à la tête et fait prisonnier; sa vie, dit-on, est en danger.

poésie émue et pénétrante. M. Gourdault révèle des qualités toute différentes : la hardiesse du dessin, le mouvement de la vie et un sens aigu de la couleur, qui font parfois penser à Besnard ; le choix des sujets, Afrique et Espagne, décèle d'ailleurs ses goûts ; on voit ici de lui quatre tableaux, tous remarquables : une *Course de taureaux*, un groupe d'*Aveugles* (impressions tunisiennes d'un bel « orientalisme »), et surtout deux portraits, une vieille *bédouine*, dont les draperies jaune sur rouge font la musique la plus éclatante et la plus somptueuse, et une jeune *Gitane*, ardente et brûlée du soleil, au regard perçant, d'une expression de vie étrange.

Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.

chantait Péguy. Mais ces blés n'étaient-ils pas trop mûrs pour être moissonnés et que de beaux fruits, sans doute, auraient alourdi ces épis.

La sculpture est, comme toujours faut-il l'avouer..., assez inférieure à la peinture. Quelques œuvres se font remarquer : par exemple un charmant Amour au repos, en terre cuite, de M. Blondat et peut-être le puissant et rude *Tolstoï* de M. Derre ; d'autres sont moins intéressantes, tels un *Pro Republica*, assez froid, de M. Mengue ou la petite maquette de M. Pourquet, où l'on voit l'héroïque zouave de l'Yser, notre nouveau d'Assas, placé devant les Prussiens à l'attaque et criant aux nôtres : « Mais tirez donc les gars » ; une dizaine d'Allemands environ, ce qui est beaucoup, se dissimulent derrière ce bouclier vivant et le zouave ouvre une bouche énorme dans une figure contractée ; ne doutons pas que le groupe soit reproduit à des milliers d'exemplaires et vendu par tous les marchands.

Les cousins germains des peintres qui sont les humoristes ont aussi leur exposition [1]. Habituellement, ils en organisaient deux ou trois pour le moins. Mais ici encore la guerre a fait l'union. Décidément, ce monde des artistes, que la malveillance des hommes et des littérateurs nous représente divisés en partisans irréconciliables et prêts à se déchirer par jalousie et pour l'esthétique, ces terribles artistes bruyants et batailleurs se tendent facilement la main et dans les mauvais jours ne sont plus que des camarades, — tandis qu'au contraire..., mais ne donnons pas de travail à la censure qui est assez occupée avec les chroniqueurs politiques.

Plus que les peintres, les humoristes, par les exigences même

[1] Galerie La Boétie, 64 *bis*, rue la Boétie.

de leur métier, sont esclaves de l'actualité; chaîne légère qu'ils portent gaillardement. C'est pourquoi leurs légers dessins suivront la marche des événements, traduiront en gaieté les sentiments qui agitent toute la France et seront le commentaire ironique et courageux de la guerre. Non que la force leur manque — on le verra tout à l'heure — et qu'ils ne sachent, en trois coups de crayon, évoquer des aspects tragiques ou douloureux. On peut même tomber de la comédie dans le mélodrame... Il y a ici un tableau à l'huile de M. Lemeunier qui nous montre des soldats allemands, attablés dans une maison dont ils ont ligotté le propriétaire, soudain surpris au milieu de l'orgie par les loyales baïonnettes de France; c'est une moralité en action avec tous les défauts du genre et on ne voit pas très bien ce qu'elle a d' « humoristique »; cette œuvre aurait pu trouver place au Salon des Artistes français, s'il y avait eu un Salon.

A l'entrée, une affiche prévient qu'il est interdit de fumer[1]; un amusant dessin de Poulbot commente l'interdiction et la complète : « Il est défendu de fumer... le tabac des autres ». Ainsi nous sommes avertis, dès le seuil, que nous entrons dans le temple du rire.

Rire âpre et profond avec celui qu'on peut nommer le maître de céans et qui aussi est le maître de la caricature française. Mais le mot est inexact et on ne saurait parler de « caricatures » devant ces admirables pages de Forain, où l'énergique raccourci des légendes correspond à l'impérieuse schématisation du dessin; les « mots » terribles du grand artiste sont des satires en trois lignes et, à dire vrai, ce dessinateur est un écrivain de premier ordre (que n'apprend-il à d'éloquents littérateurs l'art de se taire quand ils ont fini de penser?); comme avec une phrase il évoque mille réflexions, quelques traits et quelques ombres vigoureuses lui suffisent pour faire surgir toute une comédie ou tout un drame; c'est que sa ligne, guidée par un instinct infaillible, est tout mouvement et n'est que cela; il ne prend que l'essentiel, il exprime d'une scène tout ce qui est *vie* et humanité; et avec cela il nous force à reconstruire le reste... Les dessins qu'il expose ici sont déjà célèbres. C'est le fameux dialogue des tranchées : « Pourvu qu'ils tiennent? Qui? Les civils... ». C'est la

[1] Ce qui est tout naturel. Sait-on qu'en Allemagne il y a des jardins publics où « Rauchen ist verboten » ? Du moins nous est-il arrivé, à l'un de mes amis et à moi (c'était je crois bien à Carlsruhe) de nous entendre interpeller violemment par un garde pour avoir allumé dans un parc une innocente cigarette, — d'ailleurs allemande...

lecture du communiqué : un oisif opulent assis devant une table appétissante, en face d'une jeune femme, sur quelque terrasse de la Côte d'Azur : « Nous n'avançons pas... » Voici encore la voiture d'ambulance qui s'éloigne au galop vers l'horizon, toute penchée, cahotée affreusement, brinqueballant dans les ornières, avec un drapeau de la Croix-Rouge qui claque au vent; le fantassin tranquille et gouailleur, debout au premier plan, crie au conducteur : « Cache ton drapeau; tu veux donc te faire tuer! »

Moins âpre dans ses légendes comme dans son dessin, plus doucement ironique, plus plaisant et plus gai et, en apparence, plus détaché — admirable aussi quoique d'une manière différente, l'excellent Abel Faivre a ici plusieurs envois remarquables; n'en retenons qu'un : l'Allemand contemplant avec l'allié Turc le panorama de Constantinople. « Quel dommage que nous soyons amis, ç'aurait été si beau à bombarder! »

Albert Guillaume, — ici il n'y a plus du tout d'amertume et c'est le rire tout simple, — nous décrit l'*heure du Taube* aux Champs-Elysées et la foule des badauds assemblés pour le spectacle quotidien; ailleurs, il montre un coin de théâtre en temps de guerre, des spectateurs éparpillés, un vieux monsieur qui lit le communiqué, des femmes qui tricotent, une petite fille qui s'amuse, une dame de la Croix-Rouge penchée sur son ouvrage, auprès d'elle un blessé qu'on a voulu distraire et qui bâille largement et aussi les fauteuils vides qui semblent bâiller semblablement de tout leur velours rouge inoccupé... On sait comme l'artiste soigne amoureusement ses petits tableaux et les « finit » jusque dans le détail; les peintres lui reprochent que ce n'est pas de la peinture et qu'il semble pourtant y prétendre; mais enfin, c'est bien amusant, et cet humoriste est un bien joli observateur et un homme d'infiniment d'esprit. On connaît son « mot » récent : « C'est tout de même de la chance quand on s'appelle Guillaume de s'appeler aussi Albert. »

Rien ne ressemble moins à un humoriste qu'un autre humoriste et rien n'est plus loin des tableautins de Guillaume que les lamentables défilés de fugitifs, traînant leur mince bagage, couchés sous le vent et la pluie, que Steinlein a fixés au crayon noir d'un trait énergique et passionné. — Les reproductions en couleurs ont popularisé la tragique image du Kaiser grimé en apache, le couteau à la main, légèrement penché et prêt à bondir, qu'a créée Ibels. — Les dessins de Bils, représentant le Bois le Prêtre, forment une des évocations les plus saisissantes et, semble-t-il, les plus vraies qu'on nous ait données de la guerre, — et ils valent n'im-

porte quel tableau « militaire ». — Poulbot a su adapter ses célèbres gosses du faubourg, — qui d'ailleurs se plient à tous les évènements, — aux horreurs de la guerre, et c'est toujours le même mélange savoureux de pitié et de gouaillerie. En voici un, dépenaillé comme à l'ordinaire, qui regarde philosophiquement s'éloigner des cavaliers prussiens; la légende est terrible : « Heureusement que mes manches sont trop longues; ils n'ont pas vu mes mains ». Ailleurs, et dans une note assez différente, il nous montre un fantassin grimpé sur un arbre en observateur, tandis qu'en bas quatre ou cinq Allemands tirent dessus; et le « poilu » qu'ils dérangent leur crie d'une voix effrayante : « Finissez de tirer ou je descends vous botter le derrière... »

La poésie même n'est pas étrangère à nos humoristes. Nous avons parlé déjà des *Villes Martyres* de Robida, luxueusement éditées. On en voit ici les originaux. Nul ne pouvait plus heureusement évoquer les monuments d'autrefois, blessés et pantelants, que le dessinateur amoureux du passé qui le pare d'une si délicate fantaisie. Cet artiste qui a si souvent fait vivre les « chimères » de nos vieilles architectures a tiré un parti remarquable des aigles fantastiques, bêtes héraldiques, monstres tragiques et merveilleux, acharnés contre nos pierres glorieuses et dont il hérisse les plumes et ploie le corps de tout côté avec un sens admirable de la décoration.

Un coin a été réservé aux envois du front. On y trouve un grand nombre de Zislin et de Hansi (notons de celui-ci une jolie image d'Epinal, représentant la *bataille de la Marne*, « jouée » par des enfants). Des dessins à la plume très fins, par R. Diligent, nous montrent des villages à demi détruits sur la « ligne de feu »; l'un d'eux est maculé par un large ruisseau d'encre, et l'artiste s'est contenté d'ajouter tranquillement cette remarque : « Ma bouteille s'est renversée à cause du bombardement. » Des menus et programmes « artistiques » (on en griffonne beaucoup, paraît-il, entre deux batailles) nous sont arrivés de là-bas... Mirande en a dessiné un pour une fête au « Grand Casino de (supprimé par la censure) en Woëvre »; le clou de la séance était une revue d'actualité intitulée « la Woëvre joyeuse », et plusieurs morceaux du « poilu Philippe Gaubert, de l'Opéra » y furent exécutés sous la direction de l'auteur; au buffet on servait des « petites marmites » et des « œufs bochés ». Concluons-en que le moral de nos troupes est excellent et que l'esprit y est de la même qualité.

Le kronprinz excite bien entendu la verve de nos humoristes. Sem, si habile à combiner la ressemblance avec la déformation

grotesque mais vraie, en a donné deux portraits-charges fort remarquables. On le groupe volontiers avec son père. Synave, le campant debout au milieu des cadavres, lui fait dire : « Papa, comme c'est amusant de jouer à la vraie guerre »; et Labusquière nous le montre déprimé et qui se lamente : « Je fais pourtant causer de moi et papa m'eng... ». Quant au Kaiser lui-même, ses effigies sont multiples. Léandre le représente malade, entouré de ses conseillers qui hochent la tête : « Il a du plomb dans l'aigle ! », et Métivet fait surgir à ses côtés Bismarck, fort mécontent de ce mauvais élève : « Espèce de malagauche, on t'en f...ra des empires. »

Et puis il y a bonne plaisanterie inoffensive. Le « poilu » d'André Hellé a retiré son gilet hygiénique fabriqué avec des journaux cousus et dont notre chroniqueur scientifique nous a expliqué les avantages; il a toutefois omis celui qu'en tire ce héros : « Quand je m'ennuie, je relis mon gilet ». Enfin voici le bonne blague militaire à l'ancienne et éternelle mode : c'est une comédie en plusieurs scènes de Jean Morin; le sous-officier fait faire l'exercice aux territoriaux : « Rassemblement ! — Vous laissez un intervalle entre le deux et le trois, — qu'une vache y passerait. » Et il se précipite par la brèche : « J'y passe bien, moi ! ».

Ajoutons qu'on a réuni, rétrospectivement, des caricatures de Caran d'Ache et de savoureux croquis d'Allemands par Gustave Doré. Et mentionnons, pour finir, les jolis dessins de l'aimable secrétaire de la Société des Humoristes, Maurice Neumont, qui, après avoir beaucoup fait pour ses camarades éprouvés, a accompli encore une œuvre excellente en organisant cette exposition : l'une de ses moindres leçons et l'un de ses moindres bienfaits n'est pas de montrer la vitalité persistante ou accrue de l'esprit français pendant les plus tragiques événements, de prouver qu'il se plie comme nos autres qualités à toutes les circonstances, de nous faire rire pour nous empêcher de nous plaindre et d'offrir aux « civils », puisque, disent les soldats, eux seuls en ont besoin, un tonique approprié à leurs estomacs et essentiellement reconstituant.

Louis Joubert.

20 juillet 1915.

CHRONIQUE POLITIQUE

Il pleut des Notes. C'est un nouveau genre de bombardement, et jusqu'ici plus inoffensif que l'autre. Donc nous avons fini par connaître la Note allemande en réponse à la Note américaine. Elle se résume à peu près ainsi : « Donnant, donnant ; si vous voulez que je supprime ma campagne sous-marine, obtenez de l'Angleterre qu'elle renonce au blocus dirigé contre le ravitaillement en vivres de l'Allemagne. Mais comme nous voulons être galants, nous épargnerons les bateaux américains à nous déclarés comme tels et voyageant dans certaines conditions déterminées. » Comme il est naturel, et suivant l'humeur des commentateurs, cette réponse paraît ou le comble de l'insolence, ou la marque d'un recul. Elle n'est guère, à mon sens, ni l'un ni l'autre. Elle est, comme on devait s'y attendre, une manœuvre dilatoire. On en a d'abord beaucoup retardé l'envoi : premier gain. On l'a rédigée de telle sorte qu'elle permît de poursuivre une discussion sur nouveaux frais : deuxième gain. L'essentiel, jusqu'ici, paraît être de gagner du temps. Quant aux échos qui nous sont parvenus des appréciations américaines, il faut bien se rendre compte qu'ils viennent à peu près tous des mêmes cloches. Et ce qui seul serait utilement instructif serait d'entendre tout le carillon...

Nous verrons ce que répondra M. Wilson. Il ne paraît pas plus pressé que ne le fut l'Allemagne ; et je persiste à croire que le jeu d'échanges, dont j'ai déjà parlé, se continuera encore. Il faudrait, pour le faire cesser, un coup de folie germanique bien plus grave que les soubresauts qu'on a déjà pu constater. Dans ce domaine, tout est possible, parce que la colère de la Germanie, et sa rancune, et son désir d'en finir composent une espèce de force élémentale qu'on arrête moins facilement qu'on ne la déchaîne, et que, parmi tant de mèches explosives, qu'on éteint ou qu'on rallume suivant les opportunités de la politique, il peut, malgré la sacrosainte méthode, en rester une d'allumée que l'on croyait éteinte. Hors de cet accident, les détonations de presse ou de diplomatie sont commandées par un clavier sur lequel frappent des doigts experts aux musiques les plus compliquées. D'autre part, aux Etats-Unis, le jeu, pour être plus souple en apparence,

n'en est pas moins savant. Là aussi, il s'agit avant tout de durer. Le Président tient à être réélu, et nul ne peut savoir ce qu'une rupture amènerait.

Les raisonnements les plus prudents peuvent être en défaut par quelque endroit, et je n'ai rien d'un augure! Je serais fort étonné cependant que, malgré de temporaires et intermittentes apparences, les choses en arrivassent au pire. Pour toutes sortes de raisons, locales et mondiales, les Etats-Unis se sont réservé, dès l'origine du conflit, le rôle d'intermédiaires de la paix quand le moment leur paraîtra venu. Ils ont — cela n'a pas besoin, je pense, d'être démontré — trop d'intérêts de toutes sortes à jouer ce rôle qui est non seulement en marge, mais en tête de page, pour y renoncer spontanément. Quant à y renoncer par contrainte, il faudrait qu'elle fût si pressante qu'aucune issue ne fût possible. Je ne crois pas que nous en soyons là! Dans ce rôle d'interventionniste pacifique, le président Wilson se connaît des auxiliaires, je ne veux pas dire des acolytes, et il ne serait guère possible, pour le moment, de discuter sur ces arrangements. En attendant, et comme corollaire à ce que j'avais exposé dès le 6 juin, voici le témoignage paru dans le *Petit Parisien*, le 24 juin. Son correspondant, M. Lechartier, rapporte les observations de M. F. Coudert. L'éminent avocat, conseil du gouvernement, conclut :

Les Etats-Unis font plus pour les Alliés maintenant, comme neutres, qu'ils n'en feraient s'ils étaient dans le conflit avec eux. Vous avez entendu ce qui a été dit tout à l'heure. Croyez-le. Cela est vrai. Si les Etats-Unis déclaraient la guerre à l'Allemagne, il faudrait du temps, n'est-ce pas, des mois peut-être, pour lever, entraîner une armée. Ce n'est pas avec celle que nous avons... Eh! bien, dès lors que l'état de guerre existerait, nous serions obligés de garder pour nous nos fournitures, nos approvisionnements, nos munitions. Or savez-vous pour combien nous avons exporté pendant les huit premiers mois de la guerre? Tenez, voici le chiffre officiel, fourni par le rapport du ministère du Commerce : 385 977 058 dollars, près d'un milliard huit cent millions de francs. Et si je pouvais entrer dans le détail... Mais cela compte, n'est-ce pas?

Et embrassant d'un geste l'animation de New-York, M. Coudert poursuit : « Notre meilleure, plus efficace amitié pour la France, c'est là qu'elle s'exprime. Nous pourrions peut-être faire plus, nous ne pourrons pas faire mieux. »[1] On m'excusera d'avoir consigné ce contrôle d'une opinion exposée antérieurement ici et qui eut peut-

[1] Pendant le tirage de cette chronique, un journal de Nice annonce que M. Coudert ne serait pas éloigné de croire désormais à une guerre avec l'Allemagne « tôt ou tard ». Nous nous devions de faire connaître cette appréciation qui n'enlève rien de leur portée aux considérations précédemment émises sur les conséquences que pourrait développer ce nouveau conflit.

être l'air d'un paradoxe allant à l'encontre de l'entraînement général. Il est si difficile — et souvent si pénible... — de parler raison quand la foule autour de vous raisonne surtout avec son cœur !

On m'objectera peut-être la fameuse parole : « Il y a des raisons que la raison ne connaît pas. » Et je la tiens pour souveraine en tout autre ordre d'idées. Mais, dans notre monde d'aujourd'hui, au point où en sont, depuis déjà trop d'années, les rapports internationaux, je la tiens, du point de vue national, pour périlleuse, et plus que cela, pour néfaste, — parce que nous serions les seuls à la mettre en pratique, et que le cœur ne suffit ni pour agir ni pour se battre. Il soutient l'action, il anime la lutte. Cependant, pour agir et pour lutter, il faut des instruments que la raison seule est à même de fournir. Avec du cœur en excès, on se fait « rouler », ou on se fait tuer bravement, noblement, follement : et cela peut être sublime du point de vue individuel; mais cela ne l'est plus du point de vue national.

En ce cas, dira-t-on, que faites-vous du « point d'honneur »? — Pas grand'chose, je le concède, parce que, la plupart du temps, c'est tout bonnement un bluff pour se dispenser, consciemment ou non, d'obéir à la raison ou à la justice. Quant à l'honneur, si le cœur n'y est point étranger, il ne lui est pas indispensable, et il suffit d'une raison solide, d'un esprit droit, pour refuser de se déshonorer. Tenir ses engagements n'est pas une question de cœur, de sentiment, d'affection ou de dévouement : c'est une question de raison, parce que c'est une question de justice, et que l'intérêt même, quand il ne se borne pas à l'utilité immédiate, y trouve son compte.

Je vois bien qu'on pense à la noble conduite de la Belgique ; et certes, ce n'est pas ici, dans la Revue qui a, sans conteste, fait la plus large et constante part aux revendications belges, qu'il pourrait être écrit un mot risquant de méconnaître ce qu'elle a été pour la France : la première pierre d'achoppement sur la route de l'ennemi présomptueux. Mais il ne faut tout de même pas abuser des plus grands mots. Personne ne doit faire à la Belgique l'injure, involontaire mais réelle, de dire ou de penser que sa conduite fut dictée par un autre sentiment que la conscience nette de son devoir de loyauté internationale. C'est et ce sera son éternel honneur. Ce serait un fâcheux calcul de flatterie que d'avoir l'air, par maladresse, d'admettre qu'elle eût pu agir autrement. A première vue, son intérêt paraîtrait peut-être qu'elle eût dû se parjurer, — et je m'excuse d'aller ainsi au fond de la pensée de quelques-uns que le sacrifice débilite, — mais j'ose dire que non. Déférente envers les injonctions de l'Allemagne, la Belgique savait, par maintes publications antérieures, quel rôle

de vassale l'attendait; et quant au traitement qu'on lui eût réservé pendant la campagne, on n'a qu'à regarder ce qui se passe en Luxembourg pour évaluer ce qui se serait passé en Belgique « temporairement » utilisée par les Germains! Donc, que l'admirable attitude de nos voisins du Nord nous ait été du plus grand secours au début des hostilités, nul ne songe, j'imagine, à l'oublier chez nous. Mais que la Belgique se soit sacrifiée pour la France, c'est faux; et il ne faut pas laisser s'accréditer insidieusement cette insulte à nos amis. La Belgique a bravé le sort, pour elle-même, pour sa parole, pour sa foi, parce qu'elle n'a pas voulu, suivant le mot toujours vrai,

... propter vitam vivendi perdere causas

et qu'elle a refusé de couler dans une paix précaire des jours déshonorés. Rien ne doit ni ne pourra la découronner de cette gloire, ni les sévices des ennemis parjures, ni la gratitude de ses compagnons de lutte, pas même, si elle se produisait, la lassitude découragée de quelques-uns de ses enfants. La Belgique gravit aujourd'hui son Calvaire, mais il y a dix neuf cents ans que le divin exemple fut donné : d'un gibet transformé pour les siècles en insigne d'honneur.

On a vu, par les journaux, la justice que vient de lui rendre à nouveau le Saint-Siège, par l'organe du Cardinal Secrétaire d'Etat écrivant à M. Van den Heuvel pour protester contre les déclarations erronées de l'article de M. Latapie dont s'occupa notre dernière chronique. Pareille démarche a été faite auprès de Sir Henry Howard, représentant de l'Angleterre. Sa Sainteté elle-même a écrit à Son Em. le Cardinal Archevêque de Paris pour corroborer personnellement tous ces témoignages, en des termes qu'il importe de conserver ici :

« Monsieur le Cardinal,

« Nous avons reçu la lettre que vous Nous avez adressée, Monsieur le Cardinal, à la date du 25 juin dernier, au sujet de l'article connu, publié par M. Latapie dans le journal la *Liberté*.

« Vous savez que Nous refusons toute autorité à M. Latapie qui n'a reproduit, dans son article, ni Notre pensée, ni Notre parole et qui a voulu le publier sans aucune revision ou autorisation de Notre part, malgré la promesse qu'il en avait faite.

« Du reste, il n'a pu certainement échapper à votre perspicacité que Notre pensée véritable devait être tirée des actes publics et officiels du Siège apostolique, et non des récits ou relations privées d'entretiens avec Nous; la passion politique ou les préventions individuelles font souvent interpréter les paroles entendues

qui, ensuite, passant de bouche en bouche, prennent des proportions fantastiques.

« A Notre déclaration, qui constitue par elle-même une réponse concluante à votre lettre et à tant d'inexacts commentaires parus spécialement dans les journaux, vous pourrez, Monsieur le cardinal, donner la publicité que vous croirez opportune, complétant ainsi, si vous le jugez expédient, ce que vous avez déjà si bien exprimé dans la *Semaine religieuse* de Paris [1].

« Afin de mieux éclairer encore votre conscience sur les divers points touchés par l'article de M. Latapie, Nous avons donné ordre de joindre à Notre lettre les déclarations faites par M. le cardinal, Notre secrétaire d'Etat, au rédacteur du *Corriere d'Italia*, et aussi les lettres adressées par le même cardinal à M. le ministre d'Angleterre et à M. le ministre de Belgique, en date respectivement des 1er et 6 juillet courant.

(Ici une ligne de points. Il s'agit d'un passage d'ordre privé que le cardinal Amette n'avait pas à donner dans un document qu'il livrait à la publicité.)

« Avec la certitude que cet exposé est de nature à assurer toujours davantage Nos bien-aimés fils de France de la particulière affection et de la constante sollicitude de Notre cœur à leur égard, et dans l'espérance d'avoir pleinement satisfait vos désirs, Monsieur le cardinal, Nous vous accordons de tout cœur, ainsi qu'à vos fidèles, la Bénédiction apostolique.

« BENOIT XV, PAPE.

« Du Vatican, 11 juillet 1915. »

Ainsi se dissiperont, même pour les plus obstinés, les nuages amoncelés par le fâcheux article de la *Liberté*. A tel point que, — si l'on pouvait être certain que rien d'amer ou de trouble ne restera dans aucune âme, malgré l'empressement du Saint-Siège à panser des blessures qu'il n'avait point faites, — l'on serait tenté de dire, en empruntant un mot à la liturgie : « Heureuse faute », qui nous a valu de si précieuses assurances ! Et maintenant, souhaitons, pour reprendre une formule célèbre, qu'on y pense si l'on veut, mais qu'on n'en parle plus...

Nous disions en commençant qu'il pleut des Notes. Nous avons déjà parlé de celles qu'échangent périodiquement l'Allemagne et les Etats-Unis. L'Autriche-Hongrie est venue à la rescousse, mais en bon second et, si l'on peut le dire sans irrévérence, comme une doublure. On parle d'une Note, presque d'un

[1] Nos lecteurs se souviennent sans doute que nous avons publié cette Note dans la dernière chronique.

ultimatum des deux Empires du Centre à la Roumanie, pour exiger le libre transit des munitions destinées à la Turquie; mais les certitudes manquent au moment où j'écris. En fait, les munitions transitaient encore librement il y a cinq ou six semaines. L'insistance menaçante de l'Austro-Allemagne révèle le désarroi de l'armée turque d'une part, et de l'autre, — fait dont il faut apprécier l'importance, sans toutefois l'exagérer, — l'arrêt de ce transit par la volonté de la Roumanie. Marquons un point, deux si l'on veut. Mais il saute aux yeux que les Austro-Allemands veulent profiter de la mauvaise impression produite en Orient par la retraite des Russes, — qui les éloigne d'une coopération possible avec des renforts nouveaux venus de Bucarest, — pour prendre le ton agressif qui leur est habituel dès qu'ils ne se sentent pas talonnés par l'adversaire. Que fera la Roumanie? Il vaudrait mieux, en ce moment, pour le savoir, être à Rome qu'à Paris. On y tient d'actives conférences entre représentants de Roumanie et de Bulgarie, et comme des rapports étroits existaient déjà entre la Roumanie et l'Italie, de ces entretiens pourra peut-être jaillir quelque lumière. On peut souhaiter que les diplomates des Alliés ne soient pas de sitôt hypnotisés par la contemplation en rêve des deux célèbres toiles représentant le Congrès de Vienne et la Conférence de Berlin, comme s'il leur tardait d'y marquer leur place et d'y essayer des gestes. Nous n'en sommes pas là et l'heure n'est pas venue des escrimes purement verbales. Il faut d'abord en finir avec les baïonnettes. Retournez contre le mur ces tableaux obsédants et songez qu'il est plus opportun d'aider les armées pour que les armées vous gagnent, par avance, la partie que vous jouerez!

Il y a encore une Note, amicale celle-ci, mais par contre assez précise. Elle est adressée à l'Angleterre par les Etats-Unis, au sujet du blocus « non effectif » de l'Allemagne. Les bataux anglais n'interceptant pas le commerce entre l'Allemagne, la Suède et la Norvège, les Etats-Unis se plaignent du dommage qu'ils en subissent, puisque le trafic à travers la Baltique est possible pour d'autres et non pour eux... Et voici la protestation de la Hollande et des trois rois scandinaves contre la violation des lois internationales par le blocus de la mer du Nord, le blocus étant exercé sur les côtes d'Etats neutres « en violation des décisions de la Conférence de La Haye de 1907 »... On pourrait peut-être penser que ces deux dernières protestations ou notes s'annihilent en tirant ainsi à hue et à dia. Mais non. En politique, surtout en politique étrangère, rien ne s'annihile par temps de guerre et tout se complique. Pour peu que le chassé-croisé d'écrits officiels continue, ce sera à n'y plus rien comprendre du tout, et malgré la définition ironique, ce ne sera pourtant pas de la métaphysique!

Ce n'est pas qu'on perde son temps dans les tranchées diplomatiques, car un cheminement longtemps poursuivi va, dit-on, atteindre le Japon. On se souvient peut-être que, parlant en janvier d'une intervention japonaise, je montrais qu'elle était douteuse pour bien des motifs. En mars, je notais déjà que, grâce au consentement des Alliés à une sorte de protectorat japonais sur un gros morceau de la Chine, la collaboration du Japon paraissait acquise à son alliée directe, l'Angleterre. Nous sommes aujourd'hui, semble-t-il, — et quelques informations ont paru à ce sujet, — à une troisième étape. D'une part, les Dominions ayant déclaré à diverses reprises qu'ils n'accepteraient pas que leurs soldats « fraternisent » avec les « Japs », parce que, dans la suite, il serait trop difficile de refuser à ces camarades de combat l'entrée en Australie, au Canada, en Colombie britannique, on a découvert que cet inconvénient disparaîtrait si les Japonais allaient renforcer seulement le front russe. Il peut paraître un peu étrange qu'on renforce en hommes le front qui en compte déjà le plus grand nombre, mais ne cherchons pas à comprendre, notons seulement les assurances. Qui sait, d'ailleurs, si les Dardanelles une fois ouvertes, — et pourvu que la Roumanie tienne bon dans son refus de laisser transiter les munitions allemandes, l'ouverture en sera certainement avancée, — il n'y aurait pas un « glissement » de Russes vers le front occidental, quand les Japonais pourraient prendre leur place. De plus, le transport par voie ferrée serait immédiatement possible. La situation financière au Japon, qui était difficile il y a six mois, s'est beaucoup améliorée du fait des sommes énormes payées par les Alliés pour les munitions de tout genre fournies, on peut le croire, sans rabais! Enfin la localisation, aux territoires chinois riverains de la mer Jaune, des ambitions japonaises permettrait aux Etats-Unis de ne pas trop sourciller devant cette emprise du Soleil Levant sur l'Empire du Milieu.

De sorte que, en six mois, les partisans d'une action japonaise ont avancé sérieusement leurs affaires. On n'en peut dire davantage pour le moment, après avoir simplement émis une très modeste réflexion : c'est que si la diplomatie avait coordonné de semblables efforts en vue de l'intervention de pays plus proches de nous, il n'est pas invraisemblable qu'elle eût pu réussir aussi bien..., et les combattants auraient été à pied-d'œuvre. Mais il est écrit que, dans cette guerre, les Alliés « joueront la difficulté ». Ainsi nous partageons certes la satisfaction, copieusement exprimée partout, de voir enfin organisé le travail pour les munitions. Tout de même était-il indispensable qu'une aussi bonne nouvelle parût onze mois après la déclaration de guerre? Il ne

faut pas croire, du reste, « qu'on n'ait rien fait », car je ne pense pas que nos canons aient tiré à blanc! Mais on eût pu produire beaucoup plus. C'est là, on peut le dire sans irrévérence, qu'éclate un de ces inconvénients du régime de presse auquel nous sommes soumis. Le pays aurait-il perdu ou gagné à ce qu'on pût écrire plus tôt la vérité?...

Il semble vraiment qu'on ne puisse parler des faits sans les maquiller. A quoi riment, par exemple, ces cris d'enthousiasme sur l'emprunt de guerre anglais, alors qu'il suffit d'avoir des yeux et quelque mémoire pour en trouver le résultat encore insuffisant? Ce n'est pas un publiciste qui l'a dit, mais c'est le Chancelier de l'Echiquier qui l'a déclaré, aux Communes, à Sir F. Banbury : il fallait, pour le premier coup, 900 millions de livres. On en a souscrit en chiffres ronds 600 millions (exactement 585). Il y a donc encore un hiatus de 300 millions de livres à combler pour le présent exercice. Est-ce qu'on s'imagine par hasard que nos ennemis l'ignorent? Alors... Peut-être eût-il mieux valu emprunter à 4 pour 100 seulement, mais dégrevé de tout Income Tax, ce qui eût tenté les capitaux américains, alors qu'ils ont boudé à un 4 1/2 que l'impôt sur le revenu, déjà fort et qui augmentera, fait trop variable!

De même n'est-il pas un peu singulier que toutes les objurgations aillent aux mineurs gallois en grève (qui auront probablement transigé au moment où paraîtront ces lignes) et pas une aux grandes firmes de charbonnages? Il y a deux mois, le 25 mai, à propos du renchérissement du prix de la vie en Angleterre, de l'augmentation du travail pour les ouvriers sans augmentation correspondante des salaires, et de l'énorme accroissement des bénéfices patronaux, je me permettais de demander : Qu'arriverait-il le jour où les ouvriers prendraient conscience de cet état de choses? On voit maintenant ce que je redoutais... Contre cela, la militarisation n'est qu'un palliatif impuissant. Des fortunes colossales s'établirent aussi grâce aux guerres contre la Révolution et l'Empire. Mais il y a cent ans de cela. Et c'est s'aveugler volontairement que de ne pas prendre conscience que tout a changé avec la propagation de l'instruction primaire et la presse à un sou! C'est sans jeu de mots qu'on peut dire que la foi du charbonnier ne suffit plus — depuis que tous les charbonniers savent lire.

INTÉRIM.

20 juillet 1915.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Six mois de guerre, par Gaston Jolivet. 1 vol. in-12. (Hachette.)

Cet ouvrage rendra de précieux services; c'est sans doute le répertoire le plus complet et le mieux compris qu'on ait composé sur les six premiers mois de la guerre; il permet de fixer facilement tel fait à sa date, de trouver le renseignement exact dont on a besoin et le document important et caractéristique. Après l'historique des « préliminaires », se succèdent un résumé chronologique des opérations sur *tous* les fronts (avec d'excellents croquis), une partie consacrée à la diplomatie et à la politique (avec un dossier sur les « atrocités »), une autre aux « à côtés de la guerre » (la vie aux armées, les blessés...) et un résumé général. Tout cela sobre, précis, habilement concentré et mis en lumière par une heureuse disposition typographique.

L'heure vengeresse des crimes bismarckiens, par Juliette Adam. 1 vol. in-12. (Nouv. libr. nat.).

On trouvera ici une sorte de suite au volume, — dont nous avons longuement parlé — intitulé : *Après l'Abandon de la Revanche* et qui s'arrête en 1880. La femme de grand talent et d'un si ardent patriotisme, dont nos lecteurs ont pu apprécier récemment une œuvre émouvante, reédite ici une partie importante de ses *Lettres sur la Politique extérieure* publiées pendant une vingtaine d'années dans la *Nouvelle Revue* : ce sont les pages consacrées à Bismarck, contre qui elle avait entrepris une lutte tenace et passionnée, à laquelle le chancelier fut extrêmement sensible.

Dans l'espoir de la revanche, par François Coppée. Préf. de Jean Monval. 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.)

C'est une heureuse idée que d'avoir réuni et d'offrir au public à une heure opportune ces divers articles et essais, qui s'échelonnent de 1813 à 1901, toujours alertes et vibrants, très variés d'ailleurs, mêlant l'ironie joyeuse et la bonne humeur au plus beau souffle patriotique et parfois les vers à la prose, tous inspirés par cet espoir d'une revanche que le grand poète n'aura pas eu la joie de voir : ces pages nous font regretter davantage la disparition d'un homme qui, mieux qu'aucun autre, aurait su aujourd'hui parler à la foule, en restant excellent écrivain.

Sous-marins et submersibles, par M. Laubeuf. 1 vol. in-8°. (Delagrave.)

Au moment où le rôle de la navigation sous-marine dans la guerre navale préoccupe tout le monde, on sera heureux, — après l'excellent article de M. Guihéneuc que nous avons récemment publié, — de lire ce volume, dû au célèbre technicien, qui fut l'inventeur du premier *submersible*. L'exposé, qui s'ouvre par un historique de la question et se termine par un appendice tout d'actualité sur les sous marins allemands, est sobre, clair et précis, et s'orne de belles photographies et dessins qui en facilitent l'intelligence.

Patrie et guerre, par le capitaine Henri Choppin. 1 vol. in-12. (Berger-Levrault.)

Tout l'essentiel de ce volume était écrit à la veille de la guerre; l'auteur, — un vieux soldat de Sébastopol et de Saint-Privat, et un lettré dont les « Souvenirs » et les ouvrages d'histoire militaire sont connus, — a pu ajouter quelques compléments, mais il n'a rien eu à changer à ces belles pages, longuement méditées, qui sont, à l'heure actuelle surtout, une réconfortante et utile lecture.

Victor Hugo. La Belgique. 1 vol. in-8°. — **Pro Patria.** 1 vol. in-12. (Delagrave.)

M. Gustave Simon, toujours attentif à la gloire de Victor Hugo, a puisé dans ses œuvres la matière de deux petits volumes, que les événements mettent d'actualité; l'un comprend les pages consacrées à la Belgique dans le livre *France et Belgique* (lettres de voyage écrites en 1837) et il est orné de quelques belles vues de monuments anciens; l'autre rassemble les vers consacrés par le poète à « l'épopée impériale », ceux d'un genre bien différent qu'il écrivit pendant ou après la guerre de 1870, et en un mot toutes ses plus belles inspirations patriotiques.

D'Agadir à Sarajevo (1911-1914), par Pierre Albin. 1 vol. in-12. (Alcan.)

Dans ce travail serré, logique et bien documenté, très vivant d'ailleurs et d'une lecture agréable malgré le sérieux des questions traitées, un historien compétent de la politique contemporaine, dont nous avons plusieurs fois signalé les ouvrages, nous donne un récit des antécédents plus ou moins proches de « la guerre allemande ». C'est un volume à lire et à conserver.

Le groupe socialiste au Reichstag et la déclaration de guerre, par P.-G. La Chesnais. Broch. in-12. (Colin.)

L'auteur estime que, sans attendre les renseignements complémentaires

que l'état de guerre empêche de nous parvenir, il importe de dresser un acte d'accusation contre le parti socialiste allemand qui a trahi ses propres principes. Son exposé, qui se borne à la période diplomatique de fin juillet 1914, à la proclamation de l'état de siège et à la séance du 4 août au Reichstag, est intéressant et bien documenté.

Histoire de l'invasion allemande en 1870-1871, par le général Canonge, 1 vol. in-12. (Perrin.)

Cette enquête émouvante, étayée sur de nombreux documents, forme un tableau de l'invasion et de l'occupation dans les 34 départements qui subirent il y a quarante-quatre ans la mainmise prussienne. L'éminent auteur, qui avait terminé son ouvrage quelques mois avant la guerre et qui le dédie à nos soldats, a eu raison de ne pas différer sa publication, car il permet avec les événements actuels des comparaisons, qui ne sont pas à l'avantage des armées allemandes d'aujourd'hui, plus brutales et plus systématiquement cruelles.

Chez nos ennemis à la veille de la guerre, par Gaston Choisy. 1 vol. in-12. (Plon.)

Ce petit volume, très suggestif, dû à un homme qui a parcouru longuement et qui connaît bien l'Allemagne, se lira avec profit. Il se compose d'études diverses parues avant la guerre et dont la plus importante est celle que nous avons publiée sur les lectures des étudiants français et allemands. Ce livre se vend au profit des trains de blessés.

Les causes profondes de la guerre, par E. Hovelaque 1 broch. in-8°. (Alcan.)

Etude sociologique et philosophique, — intéressante et pénétrante même quand les déductions en sont discutables — dont la première partie essaie de déterminer les principes de l'esprit allemand et l'évolution historique qui les a fait naître ou développés; la seconde expose les idées fausses, — dues à l'incapacité qu'ont des Allemands de saisir « l'impondérable ». — qu'ils se sont formées sur l'Angleterre et qui les ont égarés.

Le machiavélisme de l'Antimachiavel, par Charles Benoist. 1 vol. in-12. (Plon.)

Très curieuse étude sur l'*Antimachiavel*, cette réfutation du *Prince*, publiée avec tant de précautions par Frédéric II avant son avènement et à laquelle, devenu roi, il se garda de conformer sa conduite. L'auteur des beaux travaux sur le *Machiavélisme*, l'homme d'esprit et le bon écrivain se sont unis ici pour faire de ce petit volume la plus aimable des lectures.

La Belgique sous la griffe allemande, par X., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. 1 vol. in-12. (Fontemoing.)

C'est toute une histoire, très émouvante et très vivante, de l'occupation allemande en Belgique (particulièrement à Bruxelles) que nous donne ici un auteur bien renseigné. Et ce sera un document précieux, d'autant plus utile qu'il reproduit en annexe tout le *Bulletin officiel des lois et arrêtés allemands* pour le territoire belge occupé, du 5 septembre 1914 au 27 janvier 1915.

Lettres de la guerre, par Edouard Chapuisat 1 broch. in-12. (Genève, Jullien.)

L'auteur, qui est un Suisse ami de la France, a visité les champs de bataille d'Artois et de Flandre, s'est arrêté à Arras, à Amiens, à Dunkerque surtout; a conversé avec nos généraux et officiers supérieurs, et a eu un assez long entretien avec le roi des Belges près de la ligne de feu; il trace aussi de jolis et sympathiques croquis du Paris pendant la guerre; un style aisé et sobrement élégant met ses souvenirs en valeur.

La paix que nous devons faire, par ***. 1 broch. in-8°. (Boivin)

L'auteur anonyme, dont l'expérience et les connaissances rendent les opinions intéressantes, propose ici une ébauche du remaniement territorial qui s'imposera en Europe après la guerre. Son travail, clair et très étudié, basé sur des données précises d'ethnographie ou de politique, mérite d'être pris en considération.

Visions de guerre et de victoire, par Enée Bouloc. 1 vol. in-12. (Plon.)

Belles pages, pleines de flamme et de couleur, sortes de poèmes en prose, divisés en versets, parfois hachés et haletants, un peu à la manière de certaines œuvres de Lamennais. C'est le livre d'un patriote et d'un écrivain.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

L'ALLEMAGNE ET LE FER[1]

LA FRANCE ET LE BASSIN HOUILLER DE LA SARRE

IV. — La frontière de 1815 et le bassin de la Sarre.

La puissance, dans sa forme absolue qu'est l'hégémonie, a ses limites, le grand danger est qu'on ne les peut pas toujours reconnaître; le succès oblitère le jugement et laisse croire tout possible. Napoléon s'attaquant à la Russie avait tout prévu, sauf cette nouvelle forme de la guerre qui consiste à refuser le combat, à entraîner à sa poursuite l'armée redoutée, à l'aspirer, pour ainsi dire, dans une région dévastée jusqu'au moment où, l'ayant lassée et contrainte à la retraite, d'aspirante l'armée poursuivie se fait foulante. Moscou marqua la fin de Napoléon.

Pour cette guerre contre la Russie, l'empereur s'était assuré dans les premiers mois de 1812 l'alliance de la Prusse et de l'Autriche, par la promesse, dans le cas d'heureuse issue, d'une indemnité de territoire. Moscou retourna leurs dispositions. Moins d'un an après le traité signé par elle avec Napoléon contre la Russie, la Prusse, qui déjà attachait peu d'importance à ses engagements, signait avec la Russie contre Napoléon celui de Kalisch, s'engageant à ne déposer les armes que lorsqu'elle serait reconstituée dans ses proportions statistiques, géographiques et financières d'avant la guerre de 1806. L'Autriche y mit plus de formes et de détours. Voyant le coup porté à l'autorité diplomatique de la France, Metternich jugea la circonstance favorable pour faire

[1] Voir le *Correspondant* des 25 mars, 10 mai, 25 juillet 1915.

cesser sa domination sur l'Allemagne et dissoudre la Confédération du Rhin : il proposa donc à Napoléon « d'établir un ordre de choses qui, par une sage répartition des forces, placerait la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'Etats indépendants. » Dans le temps qu'il faisait cette proposition, il avouait que « toute paix qui rejetterait Napoléon dans les anciennes limites de la France ne serait qu'un armistice ridicule ». Napoléon préférant à ces conditions le sort des combats, le 27 juin 1813 l'Autriche s'alliait avec la Russie et la Prusse, et l'Angleterre entrait naturellement dans la partie avec le principal rôle de bailleur de fonds de la nouvelle coalition.

Le nombre tentait d'écraser le génie. On avait la preuve que Napoléon n'était pas invincible et le pays las d'une guerre ininterrompue depuis vingt ans, épuisé d'hommes et d'argent, la victoire ne pouvant être soutenue contre un vaincu qui se renouvelle inépuisablement. Les forces humaines ont des limites, elles finissent par s'user et défaillir.

C'était la France de la Révolution que la coalition visait en Napoléon; on la voulait ramener en deçà de cette ligne du Rhin débordée en 1792. Mais pour masquer le jeu, pour mettre du côté de la France la responsabilité de la guerre décidée et susciter contre elle les haines nationales, les coalisés faisaient à l'Empereur des propositions préalables de paix et d'une frontière qui laisserait la France très forte. En novembre 1813, Metternich et Nesselrode déclaraient à Francfort au ministre de France de Saint-Aignan « que les souverains coalisés étaient unanimement « d'accord sur la puissance et la prépondérance que la France « doit conserver dans son intégrité, en se renfermant dans *ses « limites naturelles qui sont le Rhin*, les Alpes et les Pyré« nées, et que si ces principes étaient agréés on pourrait neutra« liser, sur la rive droite du Rhin, tel lieu qu'on jugerait conve« nable où les plénipotentiaires de toutes les puissances bellligé« rantes se rendraient sur le champ ». Napoléon ne voulant pas devenir l'égal de ceux qu'il avait dominés, la suggestion, malheureusement pour la France et pour lui, ne fut pas accueillie.

Dans les derniers jours de décembre 1813, les 250 000 hommes des armées alliées franchissaient le Rhin en douze colonnes entre Coblentz et Bâle. Devant un tel flot, les 46 000 combattants de Napoléon ne purent que se replier. Les troupes alliées firent sur Paris une marche foudroyante; le 26 janvier 1814, elles se concentraient entre la Marne et les sources de la Seine; le 1er février, les Français, après un échec à la Rothière, devaient poursuivre leur retraite, les officiers prussiens se donnaient rendez-vous, à

huitaine, au Palais-Royal. Mais Blücher marche trop vite et Schwarzenberg pas assez. Napoléon a conservé tout son calme, soucieux seulement d'éviter une fausse manœuvre : il laisse venir l'ennemi jusqu'au point où il peut accepter le combat. Blücher s'est engagé témérairement dans une marche latérale, laissant des solutions de continuité entre ses unités : le 9 février, Napoléon le surprend aux marais de Saint-Gond, le rejette jusqu'au bois de Champaubert, « le bois enchanté », comme le nomment nos soldats, et, le 14, remporte sur lui l'admirable victoire de Montmirail. Alors, se retournant contre Schwarzenberg et les Autrichiens, il leur offre sur l'Aube une bataille qu'ils refusent; ils se mettent en retraite, puis demandent un armistice.

Le génie avait maîtrisé le nombre, mais la France était à bout de forces. Elle avait à faire front en Suisse contre les Autrichiens, en Espagne contre les Anglo-Espagnols, à contenir en Italie les Autrichiens et les Napolitains de Murat, à s'opposer aux tentatives des Anglais en Belgique et aux Pays-Bas; et partout les armées assaillantes étaient contenues ou forcées à la retraite. Les souverains alliés, bien que résolus d'aller jusqu'au bout, envoient pourtant leurs ministres à Châtillon pour des ouvertures de paix et dans le but probable d'énerver l'opinion en France en marquant que le refus de la paix vient de Napoléon.

Celui-ci accepte les négociations; Caulaincourt traite magnifiquement les plénipotentiaires, « faisant venir de Paris les mets les plus délicats, les vins les plus exquis et mettant à leur disposition toutes les distractions les plus gracieuses[1] ». Quand on en vint au débat, ceux-ci posent comme condition *sine qua non* le retour aux anciennes limites de 1792. Caulaincourt oppose les conditions de Francfort; les vaincus lui répondent qu'en diplomatie les choses changeaient avec les chances de la guerre! Napoléon rejette ces propositions humiliantes; la guerre d'usure reprend. On sait le reste et comment la valeur des troupes, le génie du chef ne purent tenir contre le nombre, comment, épuisée plus que vaincue, l'armée française ne put empêcher le flot de s'étendre. Le 31 mars, les alliés entraient à Paris; le 6 avril, Napoléon abdiquait.

Talleyrand eut à négocier les conditions de la paix. A tout prendre, la situation était moins mauvaise qu'elle le paraissait. Les coalisés avaient déclaré qu'ils faisaient la guerre à Napoléon, non à la France : ils étaient liés par cette déclaration et, intéressés

[1] Introduction de Capefigue au *Congrès de Vienne et traités de 1815*, par le comte d'Angeberg.

à la popularité des Bourbons, devaient faire à Louis XVIII des conditions meilleures. Par malheur, en France, le peuple était las et « il n'y avait alors pas plus de gouvernement à l'extérieur qu'à l'intérieur[1] ».

La paix à écrire, c'était le remaniement total de la carte de l'Europe : si préparée qu'elle ait pu l'être, l'œuvre était délicate, difficile, longue; elle soulevait toutes les ambitions, toutes les cupidités et nécessairement devait mettre en opposition les points de vue et les intérêts : il y avait là matière à un beau travail pour un maître et des cartes faciles à brouiller. Un novice eût compris que le vaincu devait éviter par dessus tout de négocier sous le coup de la défaite, attendre, traîner : en une telle affaire, la précipitation était le désastre.

Mais l'ennemi occupait une partie du pays; la France, fatiguée, voulait rentrer chez elle et réclamait coûte que coûte l'évacuation de son ancien territoire. Vœu naturel et respectable, pourtant irréfléchi : si des provinces de l'ancienne France étaient occupées, la France en occupait d'autres et plus encore; elle tenait la Belgique, les Pays-Bas, les provinces rhénanes et avait des gages comme Hambourg, Magdebourg, Anvers, Mayence, qui ne pouvaient être recouvrés par la force. Il y avait là les éléments d'un sérieux marchandage; il fallait de la fermeté et de la patience, savoir souffrir encore, tenir, laisser venir les offres : entre nos limites de 1790 et le Rhin et l'Escaut, on avait de la marge pour aménager à la France une solide frontière.

La plus lourde faute était de parler les premiers d'évacuation, parce qu'on amenait la réplique de l'évacuation concomitante des territoires par nous occupés. Cette faute ne fut pas évitée.

[1] Le mot est de Thiers, dont le tome XVIII de son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, sur ces traités de 1815, mérite d'être lu, en ce moment surtout.

« La défectueuse organisation du Conseil royal, ajoute-t-il, en fut la cause, bien plus que le défaut de lumières chez les hommes qui le composaient. Ce Conseil, mélange confus de princes, de ministres à portefeuille, de ministres sans portefeuille, sous un roi bel esprit, distrait, paresseux, disposé à laisser gouverner, mais non pas à souffrir à côté de lui un chef de cabinet étendant sur toutes les affaires son active vigilance, un tel conseil ne pouvait donner que des résultats décousus comme lui-même. Là où était un ministre spécial doué d'une véritable capacité, tout allait bien. Ainsi les finances, jouissant de cet avantage, étaient supérieurement conduites. Dans les autres départements, les choses étaient livrées au hasard et c'étaient les passions du parti dominant qui gouvernaient. Quant aux affaires extérieures, elles avaient été abandonnées au Roi comme roi et à M. de Talleyrand comme l'homme le plus habile de France en ces matières... »

Talleyrand réclama la libération de la France, on la lui accorda naturellement mais à titre de réciprocité, et nos troupes durent se retirer des positions imprenables qu'elles tenaient : du coup, nous perdions toutes les conquêtes de la Révolution et de l'Empire. Ce fut la convention du 23 avril 1814, légèrement conclue par Talleyrand, signée sans observation par le Conseil du roi.

Cette convention, si elle rendait plus difficile un meilleur aménagement de la frontière, ne le faisait toutefois pas impossible : on s'était dessaisi des gages, mais on n'avait pas conclu le marché. Plus que jamais il fallait laisser venir et l'impatience, explicable pour l'évacuation du territoire, était ici sans raison ni excuse. On ne pouvait pas ne pas connaître les partages d'opinions des alliés ni deviner que l'entente qui s'était faite pour mener la lutte se briserait pour la distribution des profits de la victoire.

La Russie voulait reconstituer le royaume de Pologne. Son empereur, Alexandre, humilié pour son pays par l'odieux démembrement de ce malheureux peuple, en voulait effacer l'opprobre et restaurer la Pologne, sous son sceptre, cela va de soi, puisqu'il en avait la plus forte part, sans lui donner toutefois le despotisme russe, mais quelque chose comme la liberté anglaise. Pour réaliser un tel rêve, il fallait retirer leurs parts à la Prusse et à l'Autriche et celles-ci comptaient prendre et non restituer.

La Prusse cherchait une meilleure configuration géographique : pays tout en longueur, étiré du Niémen au Rhin, elle voulait rectifier cette difformité dangereuse pour sa défense, prendre plus d'épaisseur et s'étendre au sud : la Saxe était à ces fins convoitée par elle; c'était là et non au delà du Rhin sa principale visée, mais elle se heurtait à l'Autriche.

L'Autriche, sans doute, était bien attirée vers le sud et son avidité demandait à s'exercer en Italie, mais avant tout elle repoussait toute extension qui eût fait de la Prusse le plus fort état du centre de l'Europe. Elle avait intérêt à y maintenir son avantage par l'équilibre des deux confédérations germaniques. Et, comme elle s'opposait aux prétentions de la Russie sur la Pologne qui eussent amené le flot slave jusqu'au pied des Carpathes, elle n'admettait pas que la Prusse la pût dominer par les défilés de la Saxe; elle poussait les convoitises prussiennes au delà du Rhin.

C'est également de ce côté que l'Angleterre attirait la Prusse. Mue par le double désir de ne point laisser s'établir sur le continent une puissance trop forte et plus encore de rendre impossible un blocus, dont elle avait la terreur et ne voyait la menace que du côté de la France, elle tenait d'abord à mettre entre des mains

amies tout le rivage de la mer du Nord, à éloigner la France de l'embouchure de l'Escaut et du Rhin, puis à dériver la haine française, unanimement tournée contre elle. En donnant à la Prusse la partie du Rhin qui constituait la frontière naturelle de la France, elle établissait là un contact, un point de friction qui pouvait facilement, — et la politique anglaise en savait les moyens, — devenir une raison permanente d'hostilité. Limitée normalement sur le Rhin, la France ne pouvait être que l'ennemie de l'Angleterre; diminuée de ce côté, elle devait rechercher sa frontière perdue et était ainsi en conflit avec la Prusse. Selon que le Rhin limitait ou non la France, sa politique en était inévitablement tournée contre l'Angleterre ou contre la Prusse.

Le point de vue de la France était officiellement le sentiment de Louis XVIII, et ce sentiment était très particulier. Pour lui la France n'était la France que dans ses limites de 1790; tout ce qui avait été pris depuis lui semblait usurpé, il n'y tenait pas, et c'est ainsi qu'il laissa reprendre sans une observation tout le pays d'entre Rhin et Moselle, limite naturelle de la France, mais qu'il défendit passionnément Sarrelouis, qu'il tenait de Louis XIV. Comme les alliés, Louis XVIII arrêtait donc la France à ses limites de 1790, et la reprenait au point où il l'avait quittée, sans vouloir voir que, les autres Etats s'agrandissant, la France, restant ce qu'elle était en 1792, se trouvait amoindrie. Sa frontière naturelle du Rhin, loin d'une exagération de puissance, était, au contraire, la véritable garantie de l'équilibre nécessaire à la paix et au repos du monde; mais l'obtenir, même la demander, n'était-ce pas reconnaître l'œuvre de la Révolution? Avant tout Louis XVIII voulait qu'on débarrassât le trône de Naples de Murat, — c'était sa hantise; puis qu'on retirât à Marie-Louise le duché de Parme pour le rendre à la maison de Bourbon; qu'on laissât la Savoie à la maison de Savoie; et qu'on sauvât sa couronne au roi de Saxe, car sa mère était une princesse de ce pays.

Cette erreur dans la direction fut encore aggravée par des erreurs de sympathies et d'antipathies.

Paris, — et on le lui a justement reproché, — avait accueilli les souverains alliés, non comme des conquérants et des ennemis, mais comme des hôtes; il avait déployé toutes ses séductions et conquis ses conquérants : jamais la vie n'y fut plus joyeuse. Le plus sérieusement pris fut l'empereur Alexandre, le seul qui aimât vraiment la France et qui voulût sincèrement son bien, parce qu'il recherchait son alliance. Le peuple discerne parfois ceux qui l'aiment et celui de Paris avait vite donné sa sympathie à ce noble et chevaleresque ennemi, qui avait nos qualités comme nos tra-

vers, tous les dons de séduction, des impulsions généreuses, — un vrai souverain pour Français. L'empereur Alexandre était vite devenu une figure parisienne, choyé et fêté par les royalistes, les libéraux, même par de vieux patriotes, salué et ovationné par les Chambres, assidu des séances de l'Institut, adoré de toutes les belles dames. Mieux que les diplomates, la foule avait senti que c'était dans la Russie que la France devait chercher son appui, et le souverain, prenant goût à cette popularité, ne demandait qu'à l'accroître et se faisait le défenseur d'office des intérêts de la France. Mais Louis XVIII avait, pour ce czar trop parisien, une aversion déjà ancienne; les Romanoff lui paraissaient une trop récente maison et il laissa trop dire qu'une union avec eux serait une mésalliance. Il orienta contre lui l'action de sa diplomatie et Talleyrand répondit aux bons procédés de la Russie par de mauvais; la France allait marcher avec l'Angleterre et avec l'Autriche, les plus résolues à lui faire perdre la rive gauche du Rhin.

Ces prétentions opposées et concurrentes des alliés donnaient pourtant à la France une position dont on pouvait tirer un sérieux parti; dans cette division, elle était un appoint et, en manœuvrant adroitement, pouvait devenir un arbitre. Pour cela, il lui fallait garder toute la liberté de son action, laisser là le sentiment, ne s'inspirer que de l'intérêt national et se mettre avec celui qui l'assurerait le mieux. La Bulgarie, en 1915, montre assez bien le rôle qu'aurait pu tenir la France en 1815. Aussi, prévoyant ce parti que la France pourrait tirer de brouilles inévitables, les alliés avaient-ils décidé de fixer, sans débrider et avant tout partage, les frontières à donner à la France. Et Talleyrand accepta la discussion.

Prenant prétexte d'une promesse d'un supplément d'un million d'hommes, que celui-ci affirmait lui avoir été faite, les négociateurs français demandèrent de porter la frontière sur une ligne allant de Nieuport à Spire par Mons, Luxembourg, Sarrelouis, Kaiserlautern, qui nous donnait, avec une ceinture de places fortes, la presque totalité du bassin de la Sarre. Un refus général fut opposé; l'empereur Alexandre lui-même, froissé par des propos blessants de Louis XVIII, nous retira sur ce point son appui. Il eût fallu rompre la discussion, s'en tenir aux limites provisoires et attendre le congrès. Au contraire, pressé d'en finir, on se résigna. La frontière assignée, mettant Luxembourg hors de France, joignait la Sarre vers Sarrelouis qui nous était laissé, puis adoptait le cours de la Queich, en nous donnant Landau. C'était plus que la frontière de 1792; gardant Sarrebruck, nous avions une bonne part, la meilleure, du bassin de la Sarre.

La Prusse avait laissé faire, ne désirant de nous que de l'argent. Son roi, qui était honnête mais avare, présenta pour lui tout seul une note de 272 millions. Cette exigence parut à tous grossière; la prise de territoires était seule admise. Louis XVIII déclara qu'il ferait plutôt la guerre, et l'empereur Alexandre fit céder le roi de Prusse : celui-ci avait ainsi montré qu'il cherchait surtout le profit matériel; une diplomatie avisée pouvait profiter de cette disposition. Pourtant les alliés se firent attribuer une indemnité de 182 millions pour le manque à gagner résultant de l'évacuation du territoire : seule, l'Angleterre refusa sa part [1].

On venait de tailler, il fallait coudre. Dans les articles secrets annexés à ce traité de Paris, il était stipulé que « les pays cédés par la France sur la rive gauche du Rhin serviraient de compensations entre les Etats allemands ». Le partage commença à Vienne, au mois de septembre 1814; 33 millions d'hommes étaient à répartir entre les puissances victorieuses : « Un marché s'ouvre, écrivait Lamennais, on y amène les nations la corde au cou; on les palpe, on les pèse, on les fait courir et marcher, elles valent tant... » Revanche de la diplomatie contre les nationalités, ce préjugé des petites gens.

Pour cet arrangement de l'Europe, jamais « le sérieux » n'avait été plus nécessaire dans « le souverain ». Il vint à Vienne des roués de la diplomatie, des professionnels sceptiques, de grands seigneurs désabusés, cuirassés d'indifférence par les désillusions de la vie, avant tout préoccupés de « paraitre » et du personnage qu'ils tiendraient. Où il eût fallu un concile, on eut quelque chose comme une commission de maquignons se distribuant les peuples et arrangeant le monde dans une atmosphère de fêtes et de plaisirs.

Vienne, en même temps que de diplomates, était remplie de mondains, de poètes, d'artistes, de chanteurs : la plus haute société de l'Europe s'y était donné rendez-vous et y avait apporté ses habitudes de vie frivole, d'oisiveté occupée, d'intrigues, de papillonnage, de galanterie politique et de malveillance cordiale. La fête y fut ininterrompue, elle coûta 25 millions à l'empereur d'Autriche, qui avait les frais de la réception [2]. Jamais on ne vit de bals plus fastueux [3] : les souverains eux-mêmes entraient dans

[1] « Cette puissance, si elle avait été âpre en fait de territoire, était d'une facilité remarquable en fait d'argent : on voyait bien avec les Anglais qu'on avait affaire à une grande nation, ambitieuse, mais point avare. » (Thiers, t. XVIII.)

[2] Thiers, t. XVIII, p. 587.

[3] « Dans les fêtes du congrès, pour la première fois, on donna le spectacle des *dialogues* entre les fleurs animées; chaque princesse portait un

la danse, et à un bal-redoute qu'il offrait, François II parut travesti en costume hongrois, le roi de Wurtemberg en domino doré et celui de Bavière portait galamment l'uniforme de colonel qu'il avait au service de Napoléon.

Les diplomates devaient mener cette vie mondaine intense et, autant que de la subtilité de leur esprit, donner la preuve de leur résistance au plaisir : où prenaient-ils le temps de penser et de travailler? Le matin, après la fatigue de ces fêtes, on partageait les peuples. Sous des apparences de profondeur, il n'est peut-être pas d'œuvre plus factice, plus superficielle, plus paradoxale : ce congrès de Vienne donne une impression de légèreté dédaigneuse, d'improvisation spirituelle; il n'y eut que de l'esprit, beaucoup d'esprit, trop d'esprit, et en fin de compte le plus spirituel fut le plus joué, Talleyrand.

Un diplomate ne doit être jugé qu'aux résultats, le plus habile est celui qui obtient le plus pour son pays : sous cet angle, la réputation que le congrès de Vienne a faite à Talleyrand apparaît comme surfaite. Il fit, sans doute, admettre la France à ce congrès dont on voulait l'exclure; il obtint pour elle la considération accordée aux grandes puissances, des égards, mais la France n'avait pas besoin de cette investiture, et cette considération est aussi bien la consolation des faibles, de ceux qui ne sont plus à craindre. Dans l'espèce, la France, au congrès de Vienne, assista, impuissante, à son démembrement; elle n'aurait rien perdu à n'y point paraître, elle ne gagna rien à y figurer. Talleyrand seul s'y fit une réclame. Son choix était mauvais : il avait la réputation du plus habile homme de l'Europe; préoccupé surtout de ne pas rester au-dessous de cette réputation, d'étonner ses pairs, il ne chercha que l'attitude : « ne s'épuisant pas ordinairement ni à penser ni à prévoir, a écrit de lui Thiers [1], il n'avait guère cherché si des divisions de l'Europe il pourrait naître pour la France une occasion d'améliorer sa condition : il s'était demandé seulement quelle attitude aurait à Vienne la France si longtemps victorieuse, maintenant vaincue et quelle attitude il aurait pour elle. »

costume de rose, d'œillet, de dahlia. Dans cet empire de Flore tout de diamants, de pierres précieuses à mille couleurs, le maëstro Paër tenait le piano; la gracieuse et plaintive romance : *Celle qui sut toucher mon cœur*, avec accompagnement de la tyrolienne, fut composée à Vienne et plus d'une beauté put l'appliquer aux amours fort légers de la diplomatie. » (Introduction de Capefigue au livre d'Angebert sur *le Congrès de Vienne*, p. XLVI.)

[1] T. XVIII, p. 445.

Et comme les personnages de représentation, attentifs surtout à se faire valoir, il oubliait les intérêts essentiels pour ne chercher que la manœuvre malicieuse, l'épigramme, le bon mot à placer, brouillant les cartes même quand elles étaient favorables; bref, il fut, au congrès de Vienne, l'avocat qui plaide sur le dos de sa cliente. Il avait composé son personnage : comme il avait autrefois représenté le génie, il représenterait la légitimité, et de ce mot il tournait le sens contre Murat et pour le roi de Saxe : il se posa donc en professeur inattendu de morale internationale, tenant l'emploi du raisonneur, qui dit aux autres les choses désagréables. Mais avec lui il attachait la France à ceux de ses ennemis qui ne lui voulaient rien de bon et l'écartait des autres dont elle eût pu tirer quelque chose.

Dans le camp des alliés, Alexandre et Frédéric-Guillaume avaient lié partie et faisaient bande à part. La restauration de la Pologne était le nœud de la difficulté diplomatique. Le czar s'était assuré le concours de la Prusse : il lui prenait le duché de Posen et lui promettait son appui pour l'obtention de la Saxe. Rien n'éloignait la France de cette combinaison; elle avait honneur à aider au relèvement de la Pologne et profit à abandonner la Saxe comme, au surplus, cette Saxe l'avait abandonnée sur les champs de bataille. Pour faciliter l'arrangement, la Prusse était disposée à lâcher les provinces rhénanes qu'on lui avait attribuées malgré elle[1]. L'Autriche et l'Angleterre s'opposaient à ces échanges et ne voulaient rien entendre. Les alliés se partageaient donc en deux groupes antagonistes, de force égale et ayant besoin chacun d'un allié de rechange : la France était l'appoint décisif[2].

Sans doute elle était liée par le traité de Paris et par son adhésion aux frontières de 1792, mais ce qu'un traité avait fait, un autre le pouvait défaire : elle devait donc se faire désirer et attendre les offres. Elles ne tardèrent pas. Les dissentiments entre les deux groupes s'étaient aggravés au point que de part et d'autre la guerre était envisagée. L'empereur Alexandre sollicita person-

[1] « Afin d'avoir la Saxe tout entière, la Prusse eût volontiers abandonné la rive gauche du Rhin, la France dût-elle en avoir la meilleure partie... S'il fallait que les Prussiens fussent incommodes à quelqu'un, ne valait-il pas mieux que ce fût pour l'Autriche en les mettant à Dresde, que pour nous en les mettant à Cologne et à Aix-la-Chapelle? » (Thiers.)

[2] « Entre la Russie et la Prusse d'une part, voulant à tout prix la Pologne et la Saxe, et de l'autre l'Angleterre et l'Autriche, résolues à les leur refuser, celui des deux partis qui aurait eu la France avec lui était assuré d'acquérir une supériorité tellement décisive qu'on devait tout faire pour l'avoir avec soi et qu'évidemment on n'aurait pas ménagé les concessions pour réussir. » (Thiers).

nellement l'appui de la France; qu'elle abandonne la Saxe et on lui donnera ce qui lui sera le plus agréable et qu'il croyait être la déchéance de Murat mais qui eût aussi bien pu être une compensation territoriale sur le Rhin. Talleyrand repoussa presque dédaigneusement la proposition : la France fut visiblement desservie par son représentant.

En gardant la neutralité, elle laissait la situation indécise et aussi critique. Des offres concurrentes lui vinrent de l'Angleterre, et un projet d'alliance fut ébauché avec l'Autriche, dont la Saxe était le gage. Marchant dans cette voie, la France au moins devait-elle faire attendre et payer son concours. Avant même qu'on mît les fers au feu, Talleyrand se déclarait pour la Saxe et se jetait dans les bras de l'Autriche et, pour cette alliance de dupes, il acceptait que le traité de Paris lierait les contractants et les obligerait à régler, d'après ses principes et son texte, son État et ses frontières.

Toute amélioration de notre frontière de l'Est était perdue; la Russie dut renoncer au duché de Posen, la Prusse rentrer ses prétentions sur la Saxe. Mais celle-ci marchanda rudement. On lui avait promis 4 800 000 têtes, elle voulait son compte; on lui offrit les provinces rhénanes et le duché de Posen. Elle discuta; il lui fut objecté qu'un Français d'Aix-la-Chapelle ou de Cologne qu'on lui donnait valait mieux qu'un Polonais de Kalisch ou de Thorn qu'on lui retirait : on nomma une *commission d'évaluation* pour décider, à dire d'experts, de la valeur des peuples annexés. Comme chez le notaire pour une succession, on fit le compte de la Prusse avec déduction de ses avances d'hoirie et, comme chez le notaire l'héritier réduit, la Prusse contesta le calcul. Elle fit admettre qu'elle était en retour de 3 à 400 000 habitants; l'Angleterre, pour lui faire oublier son déboire sur la Saxe, lui en fit adjuger 700 000 avec la Misurie et la Thuringe.

La diplomatie de Talleyrand avait ainsi donné à la France une voisine qui savait haïr, mais pas oublier : elle le fit bientôt voir.

Waterloo remettait en cause les traités arrêtés et risquait d'y ajouter une annexe désastreuse. La majesté de la chute avait pourtant ému d'admiration ceux qui en étaient les artisans; les alliés pensèrent qu'il n'était pas besoin d'ajouter à la défaite des conditions trop rigoureuses; seules la Prusse et la Bavière pensaient différemment et conviaient l'Europe à la curée de la France.

La Prusse s'était fait trouver des droits par ses historiens : « Il « faut, concluait Hardenberg, que la France reste dans sa défen- « sive formée par l'art ou par la nature et qu'elle rende à ses « voisins la défensive qu'elle leur a ôtée, c'est-à-dire l'Alsace et

" LE CORRESPONDANT "

Bassin du Fer
Bassin de la Houille
Frontière de 1792
d° de 1795
d° de 1815
d° de 1871

0 5 10 15 20 25 K.

« les frontières des Pays-Bas, de la Meuse, de la Moselle et de « la Sarre. Pour le bien de l'Europe, pour le bien de la France, « ne laissons pas échapper l'occasion que la main de la divine « Providence a visiblement amenée. »

Comme base de discussion, en sus d'une indemnité de 1200 millions, la Prusse réclamait la cession des places fortes de la Flandre, de l'Alsace, de la Lorraine et de la Savoie; la Bavière, encore plus affamée, voulait toute la Flandre, même française, toute l'Alsace, toute la Lorraine, toute la Savoie, et avec cela la Franche-Comté et la Bourgogne. C'était, suivant le mot de Pozzo di Borgo, « un chef-d'œuvre de destruction ».

Cette avidité cynique, si peu de tact, un tel défaut de mesure indisposèrent les alliés et par l'effet habituel rendirent la France sympathique. On rougissait d'un tel associé, moralement si inférieur et en recul, même sur les moins avancés, de quelques siècles de civilisation. Il fallut lui mettre la camisole de force. La France trouva un défenseur spontané dans l'empereur Alexandre, qui était pourtant en droit d'avoir contre elle les mêmes ressentiments; mais oublieux des mauvais procédés de Talleyrand, ce czar généreux barra nettement les projets prussiens, et son attitude résolue décida celle des autres[1]. Comme, au surplus, la Prusse et la Bavière ne pouvaient se mettre d'accord sur l'attribution des lots et qu'elles voulaient chacune l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté, l'Autriche se déclara prête à demander dans ce cas une compensation : tout le travail du Congrès de Vienne était à refaire.

Finalement, le traité du 20 novembre 1815 ajoutait à nos pertes territoriales celle des deux tiers de ce qui avait été ajouté par le traité de Paris aux limites de l'ancienne France, soit la Savoie, et les places de Condé, Philippeville, Marienbourg, Givet, Sarrelouis, Charlemont, Landau, Fort de Joux, Fort de l'Ecluse. La Prusse, malgré tout, avait réussi à détacher à son profit Sarrelouis et à prendre avec Sarrebruck la presque totalité du bassin houiller de la Sarre.

Le traité de Paris de 1814 faisait passer la frontière dans le bassin de la Sarre, laissant à la France sa meilleure partie. Le paragraphe 3 de l'article 3 de ce traité fixait ainsi la ligne de démarcation :

Dans le département de la Sarre, les cantons de Sarrebruck et d'Arneval resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach, qui est situé au midi d'une ligne à tirer le long des confins des villages de Herchenbach, Ueberhosen, Hilsbach et Hall (en laissant ces différents endroits hors de

[1] Alb. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, in-8°, p. 473.

la frontière française), jusqu'au point où, près de Querselle (qui appartient à la France), la ligne qui sépare les cantons d'Arneval et d'Ottweiler, atteint celle qui sépare ceux d'Arneval et de Lebach; la frontière, de ce côté, sera formée par la ligne ci-dessus désignée, et ensuite par celle qui sépare le canton d'Arneval de celui de Bliecastel.

Ce tracé nous gardait, dans tout le développement du bassin, les deux rives de la Sarre; la frontière suivait presque le périmètre reconnu du gîte houiller, nous laissant toutes les mines et les forges en exploitation : assurément la Prusse ne connaissait pas la valeur du morceau.

Elle le put reconnaître en 1814 : ses troupes occupaient, en effet, la région de Sarrebruck. Les puissances alliées y avaient mis, comme gouverneur général des départements de la rive gauche du Rhin, un Prussien fanatique, de Grüner. Celui-ci s'était rendu à l'école des mines de Geislautern et, malgré la sauvegarde accordée par Blücher, il avait procédé au déménagement. Le 25 avril 1814 — avant la signature du traité de Paris — le directeur de l'école, Beaunier, faisait part à son ministre des faits et intentions de Grüner :

Sa commission s'étend, en particulier, sur l'organisation de Geislautern, dont il est chargé de faire enlever tout ce qui peut l'être et qui en même temps est de vente..., enfin tout; ensuite de faire travailler de suite toute espèce de matière brute, comme charbons, fontes, minerais. Il est venu ici samedi passé et nous a répété tout ce que j'ai l'honneur de vous dire, il a ajouté qu'il nous défendait toute communication avec les autorités françaises sous peine d'être envoyés en détention à Coblence pour y être punis comme réfractaires aux mesures des hautes puissances alliées. De plus, S. E. le gouverneur a fait publier que quiconque parlerait de la limitation de la France par le Rhin ou par la Sarre serait puni comme perturbateur du repos public [1].

Cette mainmise sur l'école de Geislautern dut assurément renseigner le commissaire prussien sur le travail des ingénieurs français et la richesse de la région. Peut-être même des trahisons lui apportèrent-elles des précisions plus grandes : dans ses lettres au ministre, le directeur Beaunier signale ainsi un fonctionnaire contre lequel il fut obligé de sévir parce qu'il ne dissimulait pas assez son enthousiasme pour les Prussiens. La Prusse dut éprouver du dépit d'avoir laissé échapper un tel morceau, et peut-être faut-il voir là l'une des raisons de l'âpreté de ses exigences de 1815. Elle put prendre alors la presque totalité du bassin, et le tracé de la frontière accuse aussi nettement ses convoitises sur ce bassin de la Sarre que celles de 1871 sur le bassin de Briey.

[1] *Archives Nationales*. F^{14} 1078.

On avait, dans la rivière de la Sarre, la ligne de partage idéale pour consacrer les extrêmes prétentions de la Prusse et leur offrir une explication stratégique; mais la Sarre, si elle eût donné à la Prusse, sur sa rive gauche, la majeure partie du bassin houiller et tout le secteur de Saint-Wendel et d'Ottweiler, laissait à la France Sarrebruck, Forbach, Geislautern, Sarrelouis et les mines très riches de Gersweiler, Clarenthal, Hostenbach, Ludweiler, la Rosselle, Wehrden avec les établissements industriels importants qui s'étaient groupés autour d'elles. La Prusse voulait tout, et l'on voit la frontière [1] tracée jusqu'à Gudingen, au sud de Sarrebruck, par le cours de la Blies, puis de la Sarre, abandonner à ce point la Sarre pour remonter arbitrairement à Schœneck, au sud-est de Sarrebruck, rejoindre à 7 kilomètres à l'est le cours de la Rosselle à Grand-Rosseln, donnant ainsi à la Prusse toutes les mines des alentours de Sarrebruck. De Grand-Rosseln, le tracé descend la Rosselle jusqu'en dessous de Forbach, formant une véritable boucle où par mégarde furent laissés à la France les points miniers de Schœneck et de Petite Rosselle, pour de là remonter vers le nord-est et retrouver, après un zigzag de 45 kilomètres, la Moselle à Apach, au-dessus de Sierck.

Sur le moment, la préoccupation matérielle de la Prusse dans ce tracé n'apparut pas, elle fut plus tard reconnue, et en 1850, dans un rapport officiel, l'ingénieur des mines Jacquot la dénonçait ainsi :

La manière dont le terrain houiller est limité à l'ouest de la Sarre ne fut pas sans influence sur la division du territoire entre la Prusse et la France, définitivement adoptée par la convention du 20 novembre 1815, et la frontière entre Sarrebruck et Sarrelouis fut tracée en vue de priver cette dernière des richesses qu'elle avait possédées pendant vingt et un

---

[1] L'article 1er du traité du 20 novembre 1815 délimite ainsi la frontière :
« Depuis Villers près d'Orval (sur les confins du département des Ardennes et du grand-duché du Luxembourg) jusqu'à Perle, sur la chaussée qui conduit de Thionville à Trèves, la ligne restera telle qu'elle avait été désignée par le traité de Paris. De Perle, elle passera par Lansdorf, Wallwich, Schardorf, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits restant avec leurs banlieues à la France, jusqu'à Houvre, et suivra de là les anciennes limites du pays de Sarrebruck, en laissant Sarrelouis et le cours de la Sarre, avec les endroits situés à la droite de la ligne ci-dessus désignée et leurs banlieues, hors des limites françaises. Des limites du pays de Sarrebruck, la ligne de démarcation sera la même qui sépare actuellement de l'Allemagne les départements de la Moselle et du Bas-Rhin jusqu'à la Lauter, qui servira de frontière jusqu'à son embouchure dans le Rhin. Tout le territoire sur la rive gauche de la Lauter, y compris la place de Landau, fera partie de l'Allemagne... »

ans. Si cette circonstance n'a pas, en effet, contribué à fixer les limites actuelles du département de la Moselle, il faut reconnaître que le hasard a admirablement servi nos voisins, car le terrain houiller ne se montre point dans ce département, tandis qu'il apparaît en Prusse, à des distances généralement peu considérables, quand on débouche des divers points de la frontière française pour se rendre à la Sarre.

Les provinces rhénanes et particulièrement celle de la Sarre ne se voyaient pas sans tristesse détachées de la France et mises sous un maître détesté. Sans doute elles recouvraient le libre usage du Rhin, principal instrument de leur bien-être; elles échappaient aussi à la conscription qui leur pesait durement, mais elles voyaient la France fermée pour leur industrie qui s'était très développée sous l'empire, et le marché de la Prusse n'était pas pour les dédommager. Au surplus, rudoyés par l'armée prussienne, « qui n'avait pas pris l'habitude de les considérer et de les ménager comme des compatriotes », ces annexés avaient un avant-goût de leur destinée et, catholiques, s'ils se réjouissaient de la liberté du Pape à Rome, ils n'en souffraient pas moins d'appartenir à un souverain protestant.

L'émotion fut vive surtout à Sarrebruck et à Geislautern. Ces ingénieurs, qui avaient tant fait pour la mise en valeur du bassin et s'étaient attachés à leur œuvre, le voyaient passer à l'ennemi au moment de donner ses résultats; leurs efforts pour augmenter la puissance de la France profiteraient à un état qui la haïssait. Ils ne se résignaient pas et faisaient l'impossible pour conserver le plus qu'ils pouvaient de leur œuvre à leur pays.

Le 25 octobre 1815, l'ingénieur de Bonnard exposait ainsi au ministre des Affaires étrangères que la convention du 20 octobre — qui allait être le traité du 20 novembre 1815 — déterminait que la France rentrerait dans les limites qu'elle avait en 1790 et qu'elle restituerait les parties des territoires belge et allemand qui lui étaient restées annexées par le traité de Paris, « sauf, ajoutait-elle, les rectifications de limites qui seront jugées nécessaires, soit pour la convenance administrative des deux pays, soit pour leur sûreté naturelle »; c'était, en conséquence de cette dernière disposition, que la France avait perdu Sarrelouis, ville fortifiée. Bonnard faisait remarquer que le traité de Paris avait attribué à la Prusse, contrairement aux intentions invoquées, le baillage de Tholey et le pays de Schaumbourg, qui appartenaient anciennement à la France, et qui étaient de dimensions égales à la partie du pays de Nassau-Sarrebruck, — dont la ville de Sarrebruck, — située sur la rive droite de la Sarre entre Sarrelouis et Sarreguemines et qui était restée à la France, bien que hors de ses limites

de 1790 : n'y aurait-il pas lieu d'invoquer cette disposition pour exiger un échange[1]?

Le pays de Sarrebruck, ajoutait-il, est très important pour la France par ses belles forêts, ses nombreuses usines et fabriques et surtout par ses mines de houille dont les produits sont nécessaires au chauffage des habitants du département de la Moselle, à l'administration des usines que ce département renferme et surtout à celle des salines du département de la Meurthe. Cette nécessité est beaucoup plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois, parce que l'usage de la houille s'est considérablement répandu depuis vingt ans. Faut-il que la ville de Metz et les salines les plus importantes de la France soient obligées de tirer de l'étranger le combustible dont elles ont besoin? Que deviendra le canal creusé de Dieuze à Sarrebruck pour le transport de la houille des mines aux salines?

Il faut considérer aussi que la limite de la Sarre paraîtra peut-être convenable à la sûreté mutuelle des deux Etats. Par la possession de Sarrelouis. l'Allemagne aura, sur la rive gauche, une tête de pont très forte, avancée en France. La possession de la ville de Sarrebruck, située sur la rive gauche, donnerait à la France, de l'autre côté, la tête de pont de Saint-Jean, qui dépend de Sarrebruck, mais qui n'est pas fortifiée. De cette manière, malgré l'inégalité de l'échange, au moins l'établissement de Geislautern resterait à la France, ainsi que les mines de houille de Gerschsweiler et de Clarenthal et la manufacture de faulx de Sarrebruck. Mais il serait bien important pour Geislautern que l'on conservât quelques-unes des mines de houille de la rive droite (Duttweiler et Sulzbach), qui donnent une quantité de houille supérieure à celle des mines de la rive gauche. L'aciérie de Goffontaine, située aussi sur la rive droite, à une lieue au Nord-Est de Sarrebruck, est aussi un établissement assez important pour que l'on s'efforce de le conserver, si possible[2].

Fut-il donné suite à cette suggestion? C'est peu vraisemblable; il n'y avait rien à faire, car les prétentions de la Prusse sur cette région de Sarrebruck et sur les établissements miniers qu'elle renfermait étaient des plus arrêtées. Le gouvernement de Louis XVIII, on lui doit cette justice, essaya de les soustraire à la cupidité de l'Etat prussien, qui avait assurément l'intention de les exploiter pour son compte. Le 4 octobre 1815, alors que le

[1] *Arch. Nat.* F[14] 1078.

[2] Dans une note supplémentaire, jointe à cette lettre, il ajoutait :

« Dans la détermination du territoire qui doit être cédé à l'Allemagne autour de la ville de Sarrelouis, il serait bien intéressant de conserver à la France : 1° Les mines de houille de Hostenbach, les seules mines de houille qui existent sur la rive gauche de la Sarre, dans l'ancien territoire français; 2° La manufacture de faïence en terre de pipe de Vandrevange; 3° Les importantes usines de Dilling. Cet établissement, l'un des plus beaux de France, fabrique des fers blancs de qualité égale à celle des fers blancs anglais et des feuilles de cuivre laminé de toute dimension. De ces usines dépend le haut fourneau de Betting, situé comme elles sur l'ancien territoire français, mais malheureusement plus loin en avançant sur Tholey. »

pays de Sarrebruck était encore sous la souveraineté du roi de France, une ordonnance royale, rendue sur le rapport du ministère des Affaires Etrangères, faisait remise à la duchesse de Brunswick-Bevern et à la douairière de Soyecourt, héritières du dernier prince de Nassau-Sarrebruck, de tous les domaines disponibles faisant partie de la succession de ce prince, et notamment des bois, mines et usines. Un arrêté du préfet de la Moselle, en date du 4 novembre 1815, fixait l'état du domaine à remettre, dans lequel étaient comprises toutes les mines domaniales du bassin et les forges et fonderies de Geislautern. Par lettre ultérieure, le ministre des finances prescrivait au directeur de l'école de Geislautern de remettre au sieur Bessirard la Touche, fondé de pouvoir des dites dames, tous les objets mobiliers, approvisionnements, machines, outils, etc., appartenant à l'école. Cette remise fut effectuée le 17 novembre 1815 [1], trois jours avant la promulgation du traité : le domaine minier de Sarrebruck devenait propriété privée; pour l'avoir, le roi de Prusse serait obligé de le payer et rien assurément ne lui pouvait être plus désagréable.

C'est pourtant ce qui dut être; le domaine fut immédiatement racheté par l'Etat prussien, car peu après cette remise, le commandant de l'armée d'occupation de Lorraine, le général Thielman, prenait possession, « pour S. M. Prussienne », du pays de Sarrebruck et de tous les biens meubles et immeubles, restitués aux héritières du prince de Nassau.

L'Etat prussien avait mis la main sur les mines de la Sarre; cela ne lui suffisait pas, il réclama la remise du travail des ingénieurs français et en particulier le précieux atlas de nivellement que Duhamel et Calmelet avaient dressé de 1807 à 1811 et qui constituait la seule carte géologique du bassin.

Les ingénieurs de Geislautern, prévoyant cette prétention, avaient voulu soustraire à l'ennemi un document d'une aussi extrême importance. Avec un réel courage — car Geislautern était occupé par les troupes prussiennes et la connaissance d'un tel détournement eût été un arrêt de mort pour son auteur — mû par un noble sentiment patriotique, l'aspirant de Gargan, l'un des futurs maîtres des forges de Wendel, avait pris chez lui, en juillet 1815, cet atlas et les divers plans du bassin houiller et, en novembre 1815, quand l'école de Geislautern dut être évacuée, il porta, à ses risques et périls, ce précieux dépôt à Sarrelouis, chez M. Villeroy, propriétaire de la faïencerie de Vandrevange [2]. Le gouvernement prussien cherchait en vain le

[1] *Arch. Nat.* F[14] 1077. — Le récépissé de remise est au dossier.
[2] *Arch. Nat.* F[14] 1077.

document; las de cette recherche infructueuse, en août 1816, il en réclamait audacieusement la remise au gouvernement français. Le 3 août 1816, le duc de Richelieu adressait cette lettre au ministre de l'Intérieur :

M. le comte de Goltz, ministre de Prusse, réclame, au nom de son gouvernement et en exécution de l'article 31 du traité du 30 mai 1814, les cartes, plans, dessins, mémoires, collections de minéraux, papiers et actes composant le bureau du génie des mines de Sarrebruck et tout ce qui a rapport aux mines et usines de son ci-devant ressort : spécialement les modèles, livres, instruments, etc., relatifs appartenant à la forge de Geislautern...

M. de Goltz comprend dans la même réclamation une grande carte de situation des houillères pour Sarrebruck, avec un nivellement exact et détaillé, confectionné sous la surveillance des ingénieurs Duhamel et Calmelet, plus une pareille carte des houillères des environs d'Eschweiler, près d'Aix-la-Chapelle, intitulée : Plan topographique du bassin houiller d'Eschweiler...

Je vous prie de vouloir bien ordonner les recherches nécessaires pour savoir si ces objets existent en effet : je désire aussi qu'en me faisant connaître le résultat, vous veuilliez bien également y joindre des renseignements sur la provenance de ces divers documents et sur leur destination spéciale [1].

Cette prétention du gouvernement prussien était contraire aux dispositions du traité de Paris et l'article 31 invoqué se retournait précisément contre elle. Cet article dispose, en effet, que « les archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant aux pays cédés ou concernant leur administration seront fidèlement *rendus* en même temps que le pays ». Ce mot « rendu » indique qu'il ne s'agissait que des documents antérieurs à la réunion de ces pays et que cette réunion avait livrés à la France. D'autre part, ces pièces d'archives ne concernaient que *l'administration publique* — et les mines de Nassau-Sarrebruck et Geislautern, restituées par ordonnance du 4 octobre 1815 aux héritières du prince de Nassau, étaient incontestablement devenues propriété privée; elles échappaient dès lors aux prescriptions de cet article 31 du traité du 30 mai 1814, qui n'avait été rendu applicable à cette région que par l'article 8 du traité du 20 novembre 1815, c'est-à-dire postérieurement à la remise du domaine. Le directeur de l'école de Geislautern, Beaunier, en fit l'observation [2] : elle méritait

[1] *Arch. Nat.*, F[14] 1077.

[2] *Arch. Nat.* F[14] 1077. — « Que si par des considérations d'un ordre auquel il ne m'est point donné de m'élever, lit-on dans cette lettre, le gouvernement français veut aujourd'hui oublier que l'ordonnance royale du 4 octobre 1815 a converti les mines et les usines de la Sarre en *propriété*

d'être soutenue et un Normand n'y eût pas manqué, mais déjà le droit était primé par la force; il fallut se soumettre à cette exigence.

On traîna, on remit, à chaque réclamation, des documents de moindre importance[1], et Gargan répondait au gouvernement français que les pièces étaient en sûreté. Mais la situation devenait critique : Villeroy, devenu sujet prussien, se trouvait fort embarrassé de son dépôt, il ne pouvait le remettre au gouvernement prussien, ce qui l'eût compromis, il ne pouvait le faire repasser en France. On alla ainsi jusqu'au mois de juin 1817 où l'ordre fut donné à Gargan d'aller reprendre ces documents et de les rapporter à Paris[2].

privée, toutes les prétentions du gouvernement prussien devront se borner à obtenir la remise des documents qui existent à Metz, sous la garde de M. l'aspirant de Gargan, et l'atlas des houillères du bassin de la Sarre. Ce dernier travail, exécuté en 1810 par MM. Duhamel, Calmelet et moi, doit exister dans les archives de la Direction générale avec un volume de texte et un registre de nivellement. Quoi qu'il en soit, on ne saurait trop insister sur cette considération que l'ancien gouvernement de Nassau-Sarrebruck n'a, à l'époque où il a cessé d'exister, remis au gouvernement français ou au moins à l'administration des mines aucuns documents utiles. Ceux qui existent aujourd'hui sont, *sans distinction*, le résultat des travaux du corps des mines et des sommes que le trésor public y a consacrées. C'est l'administration des domaines qui a particulièrement fourni les fonds employés à la rédaction de l'important travail auquel j'ai eu l'honneur de participer en 1810. »

[1] *Arch. Nat.*, F[14] 1077. — Note confidentielle jointe à la lettre de l'ingénieur Beaunier, en date du 26 août 1816.

[2] Les décharges se trouvent aux Archives Nationales dans la liasse F[14] 1077 de ces diverses remises de plans de mines au commissaire prussien Weiskirch; il nous paraît intéressant de les reproduire :

— Etat des pièces remises à M. N. Weiskirch, commissaire prussien, en exécution de la lettre de S. E. le ministre de l'intérieur, du 5 octobre 1815.

Arrondissement de Malmédy. — Indices de mines d'or dans les environs de Malmédy. — Calamine, mines de Stembert, canton de Verviers. — Indices d'argent, près Spa. — Haut-fourneau de Viesgen, canton et commune de Schloyder. — Mine de houille de Froithier, commune de Clermont.

— Etat des plans concernant les mines transmis à M. le commissaire prussien Weiskirch, le 18 avril 1816.

Département de la Roer. — 1. Houillère pyriteuse de Schwarzenbrück, plan. — 2. Mines de plomb de Commern, Muhernich, Royendorf, 3 plans, 1806 et 1807. — 3. Mines de houille de Panneschies, 7 plans, 1813. — 5. Mines de houille de Cornelis Munster, 1 plan, 1812. — 6. Mines de houille de Northberg, Weisweiler, etc., 4 plans, 1810-1811.

Département de la Sarre. — 1. Mines de houille de Brutenberch, 2 plans, 1805 et 1806. — 2. Mines de cuivre de Dippenweiler, 3 plans, 1802. — 3. Usine à fer de la Quint, 4 plans, 1813. — 4. Mines de houille de

Le 30 juillet 1817, l'administration des mines avait la douleur de remettre tout le travail des ingénieurs français sur le bassin de la Sarre et sur celui d'Eschweiler au commissaire prussien Weiskirch qui en donnait cette décharge, — qui est actuellement aux Archives Nationales, dans la liasse F^{14} 1077 mais qu'il serait peut être prudent, étant donnés les exemples de rapt de pièces d'archives par des Allemands, de mettre en complète sûreté :

Inventaire des plans et registres relatifs aux concessions des terrains houillers des départements de la Sarre et de la Roer, remis à M par l'Administration des ponts et chaussées et des mines.

1° Un atlas composé de 63 cartes, les nos 11 et 14 étant doubles.

2° Une feuille contenant l'explication des signes employés dans cet atlas.

3° Deux cartes désignant les coupes et projections des mines de houille en exploitation dans le bassin de Sarrebruck.

4° Une carte d'assemblage de l'atlas des concessions du terrain houiller de la Sarre.

5° Plan topographique du bassin houiller d'Eschweiler, département de la Roer.

6° Un registre intitulé : Division du terrain houiller de la Sarre en 64 concessions et 7 réserves.

7° Un registre des nivellements des terrains houillers de la Sarre.

Reçu les plans et registres désignés ci-dessus.

Paris, le 30 juillet 1817.

N. Weiskirch,
délégué de la Prusse.

La Prusse avait ce qu'elle cherchait; le travail des ingénieurs français lui permettait l'exploitation du bassin de la Sarre et de ses mines fiscales.

V. — Le canal des houillères.

Comme toujours, ce fut quand on eut perdu ce bassin de la Sarre qu'on apprécia exactement l'étendue du dommage; l'industrie de l'Est se mit aussitôt, avec courage, en devoir de l'atténuer.

Les recherches des ingénieurs de Geislautern, en 1807, avaient porté principalement dans les limites du gîte connu, c'est-à-dire

Steinbach, 1 plan, 1809. — 5. Mines de plomb de Bleyalf, 2 plans, 1807 et 1809.

— Inventaire des plans relatifs aux mines de Wallendhall, remis par l'Administration des ponts et chaussées et des mines à M. le commissaire prussien Weiskirch, le 30 juillet 1817.

1. Deux cartes de la surface de la mine de plomb située dans la mairie de Wallendhall. — 2. Carte topographique de la demande en concession des mines de plomb.

perdu. Brongniart et Héron de Villefosse essayèrent pourtant de reconnaître l'étendue probable du bassin; après eux, le géologue Dufrenoy présentait, à l'école des Ponts et Chaussées, les mines de Sarrebruck comme susceptibles d'une exploitation pour ainsi dire indéfinie [1]. Dès 1816, une campagne de recherches fut entreprise sur la partie restée française, à l'instigation et avec le concours du conseil général de la Moselle [2].

La première exploration se fit entre Sarrebruck et Forbach, sur la frontière même, à Schœneck, aux hameaux de Stiring, Vieille Verrerie et Petite Rosselle : le 17 novembre 1817, la houille fut trouvée à 45 et 65 mètres et une concession de 26 kilomètres donnée aux inventeurs Thieret, Gangloff et Rupied. De 1819 à 1825, d'autres sondages furent effectués, beaucoup plus à l'Ouest, à Teterchen, puis à la ferme Wendels près de Creutzwald, mais sans résultat. On reconnut alors que les couches carbonifères, par suite de leur inclinaison, ne se rencontraient qu'à d'assez grandes profondeurs, non inaccessibles, mais d'une exploitation coûteuse et difficile. La situation était peu favorable pour les groupes industriels de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne : ils étaient contraints de se fournir dans la Sarre, d'où une majoration de prix, qui, à défaut d'une concurrence nationale qui ne se produisait pas, ne pouvait être abaissée que par une réduction des frais de transport. La question du canal des houillères se trouva donc reposée.

On a vu qu'en 1806 [3] Napoléon avait résolu d'amener par voie d'eau les houilles de la Sarre aux salines de la Meurthe : celles de Dieuze à elles seules consommaient 161 000 quintaux, dont le transport exigeait de 13 à 15 000 voitures et durait deux jours [4]. A frais partagés entre l'Etat et les salines, il fut décidé de rendre la Sarre navigable en amont de Sarrebruck jusqu'à Haskirchen et d'établir un canal artificiel de Sarralbe à Dieuze par Metz et Château-Salins. Les travaux furent commencés dès 1807, sous la

[1] *Arch. Nat.* F[14 bis] 7053. Rapport de l'ingénieur Jacquiné.

[2] Jacquot, déjà cité.

[3] On avait dès 1776 projeté l'établissement d'un tel canal. L'idée ne fut pas abandonnée. C'est ainsi qu'on trouve aux Archives Nationales (F[14 bis] 7052) un « Mémoire concernant la navigation de la Sarre en général et des observations particulières sur l'état de cette rivière depuis Sarrebruck jusqu'à son embouchure dans la Moselle, lu dans la séance publique de la Société royale des sciences et des arts de Metz, tenue le 15 novembre 1784, par M. Plongeur, sous-ingénieur des Ponts et Chaussées et membre de cette société ».

[4] *Arch. Nat.* F[14] 1271. Rapport du maire de Sarrebruck au ministre de l'Intérieur, en 1812.

direction de l'ingénieur Jacquiné; en 1813, quand l'invasion les interrompit, treize kilomètres avaient été construits de Dieuze à la première écluse du versant de la Sarre près de Londrefing, et 1 200 000 dépensés [1]. Ces travaux ne furent pas repris. En 1817, la Compagnie des Salines, n'étant plus assurée de ses approvisionnements de houille, se fit exonérer de sa participation [2]; la découverte du sel gemme dans d'autres contrées enlevait au surplus au canal une partie de son objet initial. L'œuvre commencée demeura donc en suspens; seul, un fonctionnaire, à Sarreguemines, restait appointé pour surveiller les écluses abandonnées [3].

En 1833, une nouvelle enquête fut faite mais n'aboutit pas. Le 13 février 1838, le gouvernement présentant un vaste programme général de navigation intérieure y fit figurer l'achèvement du canal des houillères : la Chambre n'en vota que la partie relative à la construction du canal de la Marne au Rhin. Le 2 octobre 1838, un conseiller général de la Moselle, M. Lallemand, conseiller à la cour de Nancy, demandait au ministre des Travaux publics la reprise des travaux du canal des houillères : « L'établissement du canal de la Marne au Rhin, exposait-il, « changera incessamment la face du pays et la reprise ainsi que « l'achèvement des travaux de navigation, conçus en 1806 dans « le seul but de favoriser l'exploitation des salines de l'Est, pré- « senterait aujourd'hui une importance bien plus réelle et bien « autrement grande [4]. » Ces vues, appuyées par les départements intéressés, furent partagées par le gouvernement, mais, comme en France le formalisme administratif ne rend rien facile, il fallut recommencer les études du canal; une enquête d'utilité publique, en 1841, fut favorable; l'ingénieur Jacquiné, qui avait conduit les travaux sous Napoléon, fut chargé de l'affaire [5].

La Chambre de commerce de Strasbourg, émettant, le 23 novembre 1840, un vœu favorable au canal, avait demandé au gouvernement de prendre soin de faire stipuler par traité l'engagement par l'Etat prussien, détenteur des houillères de Sarrebruck, de livrer, pour un temps donné, ses charbons à leur prix actuel et de ne les jamais frapper d'un droit de sortie, la France s'engageant, par réciprocité, à ne pas surélever le droit de douane existant. La précaution n'était pas inutile [6].

[1] *Arch. Nat.* F[14] 1271. Rapport de l'ingénieur Bénard.
[2] Exposé des motifs du projet de loi de 1859, déjà cité.
[3] *Arch. Nat.* F[14 bis] 7052. Rapport du baron de Geiger.
[4] *Arch. Nat.*, F[14 bis] 7052.
[5] *Arch. Nat.*, F[14 bis] 7055.
[6] *Arch. Nat.*, *ibid.*

Le gouvernement prussien avait vite reconnu la bonne affaire qu'il avait faite en prenant ces mines de la Sarre; ce bassin devint rapidement la perle de son domaine minier[1]. Mettant à profit les travaux et les recherches des ingénieurs français, qu'il s'était appropriés comme on sait, il les avait poursuivis et avait reconnu une richesse exceptionnelle. Comme il s'était réservé l'exploitation de ces houillères, il en tira bientôt de grands bénéfices; son meilleur client était l'industrie de l'Est. Cette reprise du canal entrait pleinement dans ses vues et servait ses intérêts. Il projetait, en effet, d'améliorer la navigabilité de la Sarre de Sarrebruck à son confluent avec la Moselle pour mettre en communication la Prusse rhénane avec les bassins de la Moselle et du Rhin; le projet français, par sa liaison avec le canal de la Marne au Rhin, ouvrait pour ces régions la communication avec la Lorraine, l'Alsace, le Sud-Est de la France, la rive droite du Rhin et la Suisse — et ce sans qu'il eût rien à débourser. L'aubaine était inestimable, mais avec la loyauté déjà relative de la Prusse, on pouvait craindre qu'une fois le canal fait elle n'abusât de la dépendance où elle tenait la France pour hausser le prix de la houille.

L'ingénieur Jacquiné fut chargé en 1841 de reconnaître les dispositions prussiennes. Un accord officieux se fit vite : la Prusse affecterait la houillère de Louisenthal, près Sarrebruck, à la consommation française, en transporterait les produits à Gudingen, où un dépôt serait établi; la houille serait livrée au prix courant de la place de Sarrebruck, sans addition de droit de sortie. En retour, elle demandait une diminution du droit d'entrée en France, prétention singulière, puisque le canal était fait aux frais de la France et que ce qu'elle réclamait ainsi n'était autre que le moyen de concurrencer l'industrie française. Si critiquable que soit la position d'un droit de douane sur un produit déficitaire comme la houille, c'était manquer de tact que d'en demander dans ces conditions l'abolition; la Prusse n'insista pas[2].

Les études furent sérieusement menées : le 6 septembre 1841,

[1] O. Henry Gréard, *Exploitation des mines par l'Etat dans le royaume de Prusse*. Paris, Rousseau, 1912.

[2] L'ingénieur Jacquiné montrait à ce propos les mauvaises intentions des houillères de France à l'endroit du canal de la Sarre :

« Nous avons représenté à ce fonctionnaire combien était minime le droit imposé sur la houille de Sarrebruck à l'entrée en France, le plus faible de tous ceux qui frappent ce combustible sur toutes nos frontières, et qu'il serait impossible de tenter la diminution de ce droit sans soulever une opposition formidable de la part des actionnaires et autres intéressés dans les houillères françaises et des maîtres de forges et industriels qui verraient avec jalousie que la houille de Sarrebruck fût mise à portée

le Conseil général des ponts et chaussées agréait le projet et en chiffrait le coût à dix millions. La somme était forte et on pouvait craindre l'opposition du Parlement; la difficulté put être tournée. Les crédits affectés à la construction du canal de la Marne au Rhin avaient été dépassés; un crédit supplémentaire de 30 millions dut être demandé en 1845 et on y fit entrer les 10 millions du canal des houillères. Le duc de Dalmatie eut le rapport; pour en justifier l'urgence, il n'avait qu'à signaler le prix de revient énorme, écrasant des houilles dans le département de l'Est. La tonne, vendue 10 francs sur la mine à Sarrebruck, rendue à Mulhouse revenait à 30 francs, à 40 francs dans la Marne; l'industrie métallurgique de l'Est ne pouvant prendre sa houille qu'à Sarrebruck, si elle ne l'avait pas à un prix moins abusif, elle était destinée à périr. Des facilités de transport pouvaient seules amener cette baisse; mais cette mesure se répercuterait sur les houillères françaises, maîtresses de leurs prix, concertées et détentrices d'un vrai monopole; le duc de Dalmatie, prévoyant des protestations, conseillait de ne pas trop accuser la baisse des houilles prussiennes, afin de ne pas provoquer une plainte trop vive des houillères françaises[1].

L'opposition prévue ne s'en produisit pas moins. Les charbonnages français trouvèrent un allié dans les chemins de fer pour qui la Chambre manifestait une grande préférence : les canaux paraissaient un mode de transport démodé et qui donnait le mauvais exemple du bon marché. Les crédits demandés pour l'achèvement du canal de la Marne au Rhin ne furent pas accordés.

La déception fut vive : sans se laisser abattre, les industriels de l'Est revinrent à leur premier projet de reconnaître les allures

d'autres établissements. Nous avons été témoin de ces dispositions peu favorables exprimées sans déguisement. »

Et l'ingénieur Jacquiné concluait ainsi : « Les nombreux partisans du canal des houillères dans ce pays redoutent plus la jalousie des houillères françaises ou des établissements qui ne voudraient pas voir ce combustible à portée d'autres établissements du même genre que les prétentions de la Prusse qu'ils croient aisément conciliables avec nos intérêts. »

[1] « Il est prudent, déclarait le duc de Dalmatie, de ne pas produire une trop grande et trop brusque perturbation sur les marchés de houille au profit exclusif des houilles étrangères. Déjà les houillères françaises ne manqueront pas de se plaindre que ces nouvelles facilités de transport soient données aux houilles étrangères sans qu'on leur en donne en même temps de correspondantes. Nous sommes portés à regarder ces plaintes, ainsi que les appréhensions que l'on pouvait concevoir, comme exagérées... Mais, d'une manière ou d'une autre, il est possible que la question générale des houilles soit à nouveau soulevée. »

des couches du bassin de Sarrebruck sur le territoire français, entre la Sarre et la Moselle. En 1846, à la suite d'un vœu de la Chambre de commerce de Metz, le gouvernement chargeait de ce travail l'ingénieur des mines Jacquot. Il se mit aussitôt à l'œuvre, étendit ses recherches à toute la partie du bassin comprise entre la Blies et le Nied, soit à l'Est Birkenfeld, Saint-Wendel, Ottweiler, Hombourg; au sud, Sarrebruck, Forbach, Saint-Avold; à l'ouest, Boulay, Bouzonville; au nord, Sierck, Merzig, Wadern. Le résultat de cette enquête fut publié par l'Imprimerie impériale. Ses conclusions, entre autres, étaient que le grès vosgien, constitutif de la majeure partie de la région et de la totalité du bassin de la Sarre, recouvrait des dépôts houillers, ce qui développait d'une façon incalculable ses réserves, et, sur le territoire resté français, il signalait comme tels les points de Creutzwald, Carling, Forbach[1].

Les essais d'exploitation furent repris. Les concessionnaires de Stiring et Petite-Rosselle avaient dû abandonner; en 1846, MM. de Wendel, d'Hausen et Hainguerlot prirent leur suite; de nouveaux sondages plus profonds furent faits, et à 221 et 120 mètres on trouva une houille abondante et riche et les plus précieuses indications sur l'allure du gîte; peu après la Petite Rosselle produisait 34 000 tonnes[2]. D'autres sondages furent entrepris, trois à Falck, deux à Carling, qui découvrirent le charbon à 200 mètres. La possibilité d'exploiter la houille dans le bassin de la Moselle était démontrée : plus de 18 millions de capitaux français furent engagés dans ces diverses affaires. En 1859, il y avait quatre sociétés exploitantes; sept autres avaient fait, dans ce seul département de la Moselle, des sondages nombreux et heureux[3]; le charbon fut reconnu sur plus de quarante points différents[4].

C'étaient de grandes espérances d'avenir, mais en attendant il fallait vivre et la vie devenait de plus en plus dure.

L'Angleterre avait la première employé la houille pour produire le fer, et elle le faisait à un bon marché qui décourageait la concurrence. L'emploi du bois comme combustible, trop coûteux, dut être abandonné; force était à la métallurgie française, pour n'être pas écrasée, de diminuer ses prix; elle ne le pouvait que par le

[1] Etudes géologiques sur le bassin houiller de la Sarre et sur les terrains qui lui sont superposés pour servir à résoudre la question du prolongement de ce bassin au-dessous de la partie limitrophe du département de la Moselle, par E. Jacquot, ingénieur au corps impérial des mines, 1853.
[2] *Arch. Nat.*, F14 bis 7053. Rapport de l'ingénieur Bénard.
[3] *Arch. Nat.*, F14 bis 7055.
[4] Projet de loi sur le canal des houillères, déjà cité.

charbon[1], mais ce charbon l'Est le devait demander à la Prusse. Les exportations des houilles de la Sarre dans les départements du nord-est, de 145 000 tonnes en 1815[2], étaient passées à 324 260 en 1852, à 845 550 en 1855, à 1 055 390 en 1857[3]. Sur ce chiffre, 581 370 tonnes étaient à destination du seul département de la Moselle, quand la consommation totale des houilles françaises, dans tous les départements de l'Est, n'était que de 135 270 tonnes. Les houilles de la Sarre avaient éliminé les houilles françaises, et l'Etat prussien s'était constitué dans ces régions « un monopole sans exemple », les seules houilles françaises qui y pouvaient accéder étant celles du bassin de Saint-Etienne. Cette situation, loin de gêner les houillères de France, semblait plutôt faire leurs affaires, la rareté de l'offre provoquait la hausse des prix et les charbonnages français en établissaient le cours sur celui des charbons prussiens, majoré des taxes prussiennes et du droit de douane : ainsi le prix des houilles de Saint-Etienne sur le carreau de la mine, de 11 fr. 50 en 1850, était passé à 18 francs en 1856, à 16 francs en 1857, et dans ces mêmes années celui des houilles prussiennes n'était que de 9 fr. 19, de 11 fr. 43, de 11 fr. 45[4], mais les taxes prussiennes et le droit de douane en mettaient le prix, en France, à 16 francs. A ce prix s'ajoutaient les frais de transport, que les tarifs des chemins de fer rendaient considérables : les industriels de l'Est contraints de s'adresser au plus près, la Prusse avait toujours l'avantage. Sa situation était magnifique, les houillères françaises n'avaient aucune intention de la concurrencer, puisque cette concurrence ne pouvait se faire que par une baisse de prix ; aussi, quand les tarifs de transport s'abaissaient, le gouvernement prussien, qui fixait chaque année le prix de ses houilles, l'élevait-il en conséquence[5].

[1] Ainsi une tonne de fonte au coke revenait à 39,90, au bois à 53,85. (Lemonnier, *Coup d'œil sur la métallurgie française*, 1869).

[2] Jacquot, déjà cité.

[3] Sur une production totale de 1 650 000 tonnes (projet de loi sur le canal des houillères).

[4] *Arch. Nat.*, F[14 bis] 7053. — Rapport de la Chambre de commerce de Saint-Dizier sur les mouvements des prix des houilles de 1850 à 1859 sur le carreau de la mine, chargement compris.

[5] *Arch. Nat.*, F[14 bis] 7055. — Protestations du comte de Ségur, président du conseil d'administration de l'Est, et des compagnies des houillères de la Moselle contre le canal de la Sarre.

— Un maître de forges de Héming (Meurthe), M. Lemonnier, a précisé cette question du prix de la houille dans un ouvrage paru en 1869 sous le titre de *Coup d'œil sur la métallurgie du fer* dans l'Est et le Sud-Est de la France : « Si nous examinons nos exploitations houillères en elles-mêmes, elles sont aussi puissamment outillées et aussi bien dirigées que

La situation ne pouvait être améliorée que par des moyens de transport plus nombreux et aussi plus économiques que la voie ferrée. Industriels, ingénieurs, gouvernement eurent vite la conviction que la solution du problème était dans l'achèvement du canal des houillères. Le baron de Geiger, député de Sarreguemines, Jean Dolfus et John Rochat de Mulhouse furent les plus actifs meneurs de cette reprise [1]. Ils trouvèrent dans Napoléon III et dans son gouvernement les plus favorables dispositions, et la plus vive opposition de la compagnie de l'Est. Pour ruiner un projet qui risquait de lui détourner un abondant trafic, celle-ci offrit de construire une ligne, presque parallèle au canal, de Cocheren à Sarrebourg; l'autorisation lui fut donnée par décret du 17 août 1853, mais elle s'empressa de la mettre en oubli. De son côté, la compagnie des Salines demandait la concession d'une autre ligne de Faulquemont à Avricourt. Et les industriels réclamaient de plus en plus le canal. Les compagnies houillères de la Moselle, naturellement, s'opposaient au projet; elles tentèrent un pétitionnement en sens contraire, mais elles ne trouvèrent d'adhésions que de

celles de nos voisins; pourtant le prix des houilles sur le carreau de la mine est plus élevé en France que partout ailleurs, excepté pourtant dans le bassin de la Sarre, mais, sur ce dernier point, c'est une circonstance étrangère à l'industrie qui maintient le prix. Ces houillères sont administrées à grands frais relatifs par le gouvernement prussien, elles construisent toutes leurs installations sans rien demander au Trésor, elles amortissent leur matériel à bref délai, c'est-à-dire qu'elles réalisent pour l'avenir. Les administrateurs prussiens savent fort bien le prix de vente des houilles sur les divers lieux de consommation et, comme pour l'Est ils savent aussi qu'ils ont la moindre distance à parcourir, que la presque totalité des groupes métallurgiques est mise en communication avec eux par le canal de la Sarre, ils maintiennent un prix sur le carreau de la mine égal à celui de la vente sur les marchés consommateurs, diminué seulement de ce transport qu'ils subissent. Il est certain, dès lors, que c'est le prix des houilles françaises qui fait le cours en France et que, pour être sûr d'importer à bas prix, il faut produire à bas prix soi-même. Donc, si nous ne produisons pas la houille au prix de nos voisins, nous paierons la leur un prix sensiblement égal à celui de la nôtre et les droits d'entrée, dont on frappera cette matière première, ne seront qu'une prime donnée à l'incurie de nos houillères. »

[1] *Arch. Nat.*, F[14 bis] 7052 — Adresse du conseil municipal de Sarreguemines, du 6 novembre 1852, adressée et transmise à S. A. I. le prince Louis-Napoléon Bonaparte par le baron de Geiger : « Votre Altesse Impériale, y lit-on, dotera la Lorraine allemande d'une voie de communication indispensable à sa prospérité... Les populations de notre province, qui ont conservé au nom de Napoléon un si religieux souvenir, qui vous ont donné des preuves non interrompues d'un dévouement inaltérable, vous béniront éternellement. Vous nous avez sauvé de l'abîme, Monseigneur, complétez votre œuvre et donnez à un pays pauvre des moyens de travail et de prospérité. »

leurs actionnaires et des propriétaires des houillères de Saint-Etienne et du centre [1].

Le 28 juin 1858, le conseil des ponts et chaussées, considérant qu'avant tout le bon marché de la houille dominait la question et que le canal des houillères était le meilleur moyen de le réaliser [2], se prononçait énergiquement en sa faveur et affirmait que l'établissement du chemin de fer de Cocheren à Sarrebourg en rendrait l'exécution à jamais impossible [3]. Une solution de conciliation intervint qui, avec le chemin de fer, accordait le canal, mais sous la condition que les industriels intéressés en feraient les frais, l'Etat leur garantissant un intérêt de 4 pour 100.

Aussitôt un comité de souscription se constitua avec MM. J. Alb. Schlumberger, Jean Dolfus père, John Rochat, de Mulhouse, Nicolas Schlumberger père, de Guebwiller, Camille Risler et Ch. Kestner, de Thann, Xavier Jourdain, d'Altkirch, Ch. H. Schatterman, de Boxwiller, A. Kiener l'aîné, de Colmar. En quelques jours, une souscription de 11 800 000 francs était couverte par 348 souscripteurs dont les plus notables étaient la ville de Colmar pour 1 800 000 francs, et la compagnie des chemins de fer du Nord-Est de Zurich pour 500 000 francs, puis Dollfus-Mieg, de Mulhouse, 500 000 francs; — Steinbach-Kœchlin, de Mulhouse, 250 000 francs; — Schattermann, de Boxwiller, 400 000 francs; — Nic. Schlumberger, de Guebwiller, 500 000 francs; — le baron de Geiger, de Sarreguemines, 200 000 francs; — André Kœchlin, de Mulhouse, 400 000 francs; — Hartmann, de Munster, 300 000 francs; — Ant. Herzog, de Logelbach, 250 000 francs; — Renouard de Bussière, de Strasbourg, 200 000 francs; — Goldschmidt Gregory, de Paris, 200 000 francs; — Rozet, de Saint-Dizier, 100 000 francs, etc. [4].

[1] *Arch. Nat.*, F^{14bis} 7055. — Dans une déposition à la Commission du Corps législatif, M. Rozet, président de la Chambre de commerce de Saint-Dizier, signalant cette opposition des propriétaires des houillères de Saint-Etienne, déclarait : « Il est étrange qu'ils se prononcent contre le canal des houillères de la Sarre et en faveur du chemin de fer de Cocheren à Sarrebourg, voie de transport sur laquelle leurs houilles n'arriveront jamais. Leur réclamation n'a donc pour but que d'empêcher, contrairement à l'intérêt général, l'utile concurrence que fera la houille de Sarrebruck dans le département de l'Est. »

[2] Ainsi par le canal, une tonne de houille transportée de Sarrebruck à Montbéliard revenait à 6 fr. 50, par le chemin de fer à 20 fr. 45; à Colmar, 4 fr. 58 et 16 fr. 05; à Strasbourg, 3 fr. 26 et 14 fr. 65; à Nancy, 3 fr. 26 et 9 fr. 20; à Vitry-le-François, 5 fr. 85 et 13 fr. 75; à Châlons-sur-Marne, 6 fr. 52 et 15 fr. 40.

[3] Rapport Bénard, déjà cité.

[4] *Arch. Nat.*, F^{14} *bis* 7055.

Le 23 mai 1859, le gouvernement présentait un « projet de loi relatif à l'acceptation par l'Etat de l'offre faite par la ville de Colmar et par plusieurs propriétaires et industriels de l'Alsace d'avancer la somme de 11 800 000 francs pour l'exécution du canal des houillères de la Sarre et d'un embranchement du canal du Rhône au Rhin sur la ville de Colmar ». Un projet annexe fut déposé le 14 avril 1860 pour accepter, dans les mêmes conditions, une avance complémentaire de 2 millions de la compagnie des Salines pour « l'achèvement des 12 700 mètres du canal commencés sous le premier empire et la reconstruction de huit écluses ». Le 20 mai 1860, les deux projets étaient mis en forme de loi et les travaux commençaient sans délai.

Sans doute c'était pour amener dans la région de l'Est une diminution de prix de la houille, à un moment où les traités de commerce, modifiant la situation de la métallurgie, réglaient le marché national par le bas prix du charbon, que la France s'imposait cette dépense de 15 millions pour ce canal de la Sarre, mais elle assurait en même temps aux houilles prussiennes un débouché fructueux et facilitait leur introduction en France. La Prusse faisait une si bonne affaire que de plus délicats en eussent été gênés; il n'était pas à prévoir de difficultés de son côté. Pourtant, si optimiste que fût la générosité française, il fallait assurer, dans la mesure du possible, la stabilité des prix et que, le canal achevé, le fisc prussien n'en hausserait pas le chiffre à sa convenance; il était également nécessaire de garantir le transit de ces houilles à travers la Prusse.

Des tractations furent engagées avec le gouvernement prussien et, le 4 avril 1861, une convention était signée « pour l'établissement du canal international des houillères de la Sarre[1] ».

Le gouvernement français s'engageait à faire exécuter entre le canal de la Marne au Rhin et la frontière prussienne un canal partant du bief de partage des Vosges et aboutissant à Sarreguemines; le gouvernement prussien, de son côté, à prolonger cet embranchement sur son territoire jusqu'à Louisenthal. Même tarif de navigation à établir par les deux gouvernements. Etablis-

[1] *Arch. Nat.* F[14 bis] 7055. — En présentant le projet à la Chambre des députés de Prusse, le ministre von der Heydt faisait cette déclaration :

« Le gouvernement prussien a cru devoir accueillir le projet qui lui avait été proposé par le gouvernement français, parce qu'il lui a paru de nature à activer d'une manière sensible l'écoulement des houilles de la Régie royale. L'exploitation houillère du bassin de Sarrebruck a triplé dans l'espace de dix ans et l'immense développement auquel elle sera appelée au moment que le canal ouvre le vaste débouché de la France fait entrevoir la possibilité de couvrir dans quelques années les frais d'établissement de cette voie navigable. »

sement par la Prusse, à portée de chargement des bateaux, de plusieurs entrepôts de houilles. Le gouvernement français accorderait aux houilles importées par le canal le traitement des provenances les plus favorisées; le gouvernement prussien s'engagerait seulement « à proposer aux divers Etats du Zollverein de consacrer le maintien de l'exemption du droit de sortie ».

L'article 7 de la Convention, le plus important, visait la stabilisation des prix de vente. Il vaut d'être transcrit :

Les prix auxquels seront vendues les houilles, provenant des mines de l'Etat dans le bassin de Sarrebruck et destinées à être importées en France par le canal des houillères de la Sarre, ne seront, en aucun cas, plus élevés que ceux auxquels ces mêmes houilles, destinées à être transportées par une voie quelconque, seront vendues aux acheteurs prussiens ou étrangers les plus favorisés, à quelque titre que ce soit, — le gouvernement prussien se réservant toutefois de maintenir, sans être tenu d'en faire jouir les acheteurs français, les privilèges accordés, sous le rapport des prix de vente des houilles, aux communes de l'ancienne principauté de Nassau-Sarrebruck et à *quelques* fabriques et usines, dont l'énumération sera communiquée au gouvernement français.

Le gouvernement prussien, en imposant cette dernière réserve, avait ses raisons. Quand on en vint à l'application et que la communication annoncée fut faite, le gouvernement français constatait, non sans stupeur, que le nombre des communes était de 122 et celui des *quelques* fabriques privilégiées de 82 [1]!!! La bonne foi prussienne se manifestait une fois de plus [2], mais le bénéfice escompté par la France tombait; la Prusse, par ce détour, avait trouvé le moyen de maintenir les avantages de son industrie ainsi que sa domination sur la métallurgie de l'Est, et la France mettait au marché 15 millions, la Prusse 3 millions et demi.

Les travaux du canal furent vivement menés par les ingénieurs et les entrepreneurs français [3]; ils dépassèrent naturellement les

[1] *Arch. Nat.* F[14 bis] 7055.

[2] Et ce ne fut pas la dernière. Après l'achèvement du canal, quand il fallut établir les lieux de débarquement pour la douane, le gouvernement prussien fixa Gudingen, à 10 kilomètres de Sarrebruck. C'était pour le commerce français un désavantage sérieux, car toutes les marchandises devant être débarquées, celles en provenance de France devaient être ou chargées sur voitures ou réembarquées pour être à nouveau débarquées et rechargées à Sarrebruck. Il y eut une négociation diplomatique pénible pour faire revenir Bismarck sur cette détermination; on en trouve les détails aux Archives Nationales, en F[14 bis] 7054.

[3] Voici les noms des principaux entrepreneurs : l'usine de Graffenstaden; Schmitt, de Colmar; Rigolet, Leturc et Brandet, de Paris; Jacquot, de Bissing; Paleton et Demerlé, de Châlons-sur-Marne; Frensdorff, de Sarrebourg, etc.

prévisions et toute la charge de ce dépassement de 640 000 francs imcomba aux départements de la Meurthe et de la Moselle [1]. Le 23 mai 1866, l'ingénieur Bénard, qui avait conduit les travaux annonçait officiellement au ministre des Travaux publics l'achèvement du canal :

Je m'empresse d'informer Votre Excellence que les bateaux circulent en ce moment sur toute l'étendue du canal des houillères de la Sarre. Un grand nombre de bateaux vides ou chargés de minerais ont déjà descendu cette nouvelle voie navigable et sont arrivés à Sarrebruck. D'autres sont déjà repartis de cette ville avec un chargement de houille et remontent le canal pour se rendre en Alsace et dans la Meurthe. Tout annonce que la navigation va être très active [2].

La générosité française ne se contenta pas de combler de ses bienfaits l'industrie de l'Etat prussien, elle l'en accabla. La compagnie de l'Est, qui imposait aux houilles prussiennes à destination de la France un tarif de 4 centimes, consentait, peu après, aux minerais de France à destination de la Prusse un tarif de retour de 2 centimes [3] !

De 1 955 961 tonnes en 1860, la production des houillères de la Sarre passait, en 1870, à 2 734 019 [4].

Une fois de plus les Français avaient travaillé pour le roi de Prusse...

Fernand Engerand,
Député du Calvados.

La suite prochainement.

[1] *Arch. Nat.* F[14 bis] 7055.
[2] *Arch. Nat. Ibid.*
[3] Lemonnier, déjà cité, p. 11.
[4] Weiss, *l'Exploitation des mines par l'Etat.*

LE VOÏVODE PUTNIK

Depuis quatre ans, la Serbie est en guerre et donne au monde un exemple de patriotisme incomparable. Elle a pourtant connu des jours sombres : la trahison, les embûches et les menaces. Malgré tout, sous le sceptre de son roi, notre ancien compagnon d'armes, formé à Saint-Cyr, trempé sur nos champs de bataille malheureux, la voici glorieuse dans le sacrifice sanglant. Accablé par l'âge et la maladie, le roi Pierre à l'âme toujours ardente a confié la barre à son fils, le prince Georges.

Pendant les douze derniers mois, la Serbie a étonné l'Europe par ses hauts faits autant qu'elle l'avait déjà habituée à l'héroïsme de ses fils. Dominant cette armée plébéienne, Putnik, général en chef, incarne, dans son passé, comme en ces jours tragiques, le peuple qui par la voix du souverain lui confia sa vie et son honneur.

Radomir Putnik (prononcez : Poutnik) a combattu dans six guerres différentes. Général au savoir remarquable, c'est aussi, dans le bon sens, un empirique du combat. D'abord, il lutta contre les Turcs en 1876 et en 1877. L'année 1885 voyait aux prises Serbes et Bulgares. 1912 amenait la première guerre balkanique. Un an après, il fallait, hélas! que la Serbie se défendît contre un allié de la veille. Enfin, sixième campagne, couronnement des cinq autres, Putnik a la gloire de commander en chef l'armée de son pays en face des deux puissants empires du centre. Ainsi, commandant à des soldats parfois à peine vêtus, notre héros marque sa place dans l'histoire.

Petit, presque malingre, sans rien de cette expression vigoureuse des gens d'action physique, la barbe grise taillée en pointe, à laquelle les veilles et la maladie ajoutent chaque jour des fils d'argent, deux plis verticaux entre les yeux, indice d'une volonté tenace, tel est cet homme de cabinet — général victorieux. Sous un regard mobile, la figure s'illumine, faisant oublier, dans un éclair d'énergie tenace, une silhouette menue et peu élégante. Le général, dans son vieil uniforme à la coupe démodée, dont les parements sont défraîchis, est bien, au physique comme au moral et jusque dans les détails non voulus de son attitude et de sa toilette, l'incarnation de cette armée de paysans.

Le général Putnik est d'origine modeste. En cela, il est frère de race et de naissance non seulement de ses soldats, mais encore des chefs qui commandent sous ses ordres. Le *Correspondant* a donné des détails sur deux des héros de la troisième invasion de la Serbie : les généraux Stepanovitch et Mishitch. L'un reconquit Belgrade et y réinstalla son roi. L'autre fut le splendide vainqueur de Suvobor.

Putnik, Stepanovitch et Mishitch sont fils de la terre. Le colonel Givko Pavlovitch, sous-chef de l'état-major général de l'armée, essaya ses premiers pas derrière la charrue de son père. D'ailleurs comment parler du généralissime Putnik, sans évoquer, derrière ce petit vieillard construit en nerfs et au tempérament miné par la souffrance, la stature puissante et élevée du colonel Pavlovitch? Ces deux hommes, aussi dissemblables physiquement qu'ils le sont moralement et par leurs idées, sont fondus dans une même pensée et surtout dans une volonté commune. La figure jeune, très jeune et souriante du colonel donne l'impression d'un lutteur formidable, mais joyeux. Il répand la confiance autour de lui, jette dans l'atmosphère du grand quartier général une note fougueuse, les saillies d'un esprit plein d'à-propos, le tout servi par une résistance physique au travail qui en font le protagoniste convaincu d'une offensive audacieuse. Le général Putnik tempère les idées de son entourage par les leçons de sa longue expérience.

Il est, par son père, originaire du Banat danubien, de cette terre d'irrédentisme secret dont Temesvar est le centre. C'est là que travaillent de nombreuses familles serbes toujours fidèles à la pensée de la patrie inconsolable de l'éloignement injuste d'un trop grand nombre de ses fils.

Son père, simple maître d'école, enseignait là-bas, hors des frontières, à ces enfants serbes dont l'âme ardente résiste à la

pauvreté du sol. Les cultivateurs slaves de Hongrie, en effet, sont très mal partagés. Aussi doivent-ils souvent émigrer comme les Tyroliens du Trentin. Dans ces villages, les paysans ont leur spécialité. Ils suivent en cela une tradition qui, ailleurs, dans les pays de montagnes, semble être canalisée par les vallées, dont les versants guident les eaux dans leur mouvement incessant. Ces marchands d'huiles essentielles, ces errants qui vont une charge d'étoffe sur l'épaule, ces colporteurs qui offrent des peignes et des objets en bois ou de petits ouvrages de fil de fer, qui vont ainsi par groupes dans la Hongrie, montent vers l'Autriche et passent même en Allemagne, sont pour la plupart des Serbes du Banat danubien. D'une probité proverbiale, vivant de rien, dès qu'ils ont pu amasser quelques pièces d'or par des prodiges d'économie, ils reviennent alors avec un peu de joie dans les yeux. Ils retrouvent ces églises aux coupoles de bois, dont le souvenir n'a point quitté leur âme, tandis qu'anxieux ils allaïent, par les tristes chemins d'un exil volontaire, conséquence de la pauvreté de leurs champs.

Ces détails font mieux pénétrer l'âme du grand silencieux qu'était Putnik enfant. Vers 1840, son père quitta le Banat, rendu inhabitable par les tracasseries administratives des préfectures magyares. Il s'en alla en Serbie, à Kraguïévatz, le centre industriel du pays. Là, le père du généralissime continue à suivre sa vocation de maître dans une école élémentaire. En 1847, naquit le futur voïvode.

Dès sa plus tendre enfance, Putnik fut attiré par la carrière des armes. Comme tous ses jeunes compatriotes se destinant à l'armée, il étudia à l'Académie militaire de Belgrade. Il y était encore, mais déjà devenu officier, quand éclata, en 1876, la guerre turco-serbe. Pendant la fameuse campagne de 1877-1878, Radomir Putnik servit en qualité de capitaine d'infanterie. Il fut un des premiers à pénétrer dans la plaine historique de Kossovo. Evocation splendide, — maintenant que le généralissime et ses soldats tiennent tête à deux puissantes nations. Cet homme a connu les premières ivresses d'une victoire, juste dans ce champ de bataille d'où renaquit vivace la fleur serbe, alors presque fanée.

Pendant la guerre serbo-bulgare de 1885, Putnik était lieutenant-colonel et chef d'état-major du 1er ban du Danube. A sa promotion au grade de colonel, il devint 1er chef de l'état-major. Bientôt, il commanda la division de la Choumadia.

Sa sympathie connue pour le parti radical entrava brusquement sa carrière. Le roi Milan l'obligea à résilier son commandement.

Ce prince était nettement opposé aux officiers qui faisaient de la politique. Aussi, depuis ce moment jusqu'à l'avènement du roi Pierre, en 1903, Putnik se consacra exclusivement à des études militaires. Ses efforts dans cette voie firent plus peut-être pour lui établir une solide réputation que son courage dans la plaine de Kossovo et son action pourtant si grande dans les casernes.

Putnik était pauvre, et quoiqu'il eût une famille nombreuse, il l'est resté parce qu'il l'a bien voulu. Aussi, profitant des loisirs forcés qu'il devait à la décision des derniers Obrenovitch, donnait-il des leçons préparatoires aux écoles militaires. La Serbie possède, en effet, trois écoles militaires. La première, correspondant au Saint-Cyr français, prépare les jeunes gens qui veulent embrasser la carrière des armes. La deuxième est destinée à la préparation des officiers qui, avant de passer au grade supérieur, doivent subir des examens spéciaux. Enfin, la troisième est destinée à la formation d'une élite : les officiers d'état-major.

Dans sa retraite, Putnik restait l'objet des suspicions qui l'avaient privé de son commandement. Ceux qui en avaient le moyen s'efforçaient d'entraver le succès des jeunes gens que Putnik avait préparés. Mais il se montra tenace là comme partout ailleurs et communiquait à ses élèves la même volonté énergique. Maître et disciples purent surmonter presque toujours les obstacles semés sur leur route.

Cependant personne, même parmi les ennemis déclarés du colonel, ne contesta jamais sa valeur militaire. Ce fut toujours là une question considérée comme étant hors de discussion. Ainsi, depuis le début de la guerre actuelle, il arriva que le général en chef dut faire acte d'autorité vis-à-vis de certains commandants de corps. Même parmi ceux qui eurent à supporter de telles sévérités, pas un n'exprima la plus légère critique à son adresse.

Quand les Karageorgevitch remontèrent sur le trône, Pierre I[er] rappela à l'activité le colonel Putnik. Il fut promu au grade de général. Dès lors, son prestige ne cessa d'aller croissant aux yeux de tous ceux dont l'avenir de la patrie était devenu l'unique passion. Quand il ne commandait pas une division, il détenait le portefeuille de ministre de la guerre. Ce fut lui qui réorganisa l'armée, choisissant et achetant le matériel de guerre.

Ainsi le général mit au service de son pays sa très grande expérience. Contrairement à beaucoup d'officiers des armées étrangères, il n'alla pas étudier dans les écoles des autres pays. Lui-même et sans quitter la Serbie, il apprit les langues anglaise,

française, russe et allemande. Mais, s'il ne demanda pas aux institutions officielles des grandes puissances les savantes leçons qu'y donnent des maîtres renommés, par contre, il ne cessa de visiter tous les champs de batailles. Sur le terrain même des combats, il alla méditer et puiser à leur source les enseignements dégagés par les faits.

Quand survint la première guerre balkanique contre la Turquie, il fut tout naturellement mis à la tête de l'armée. A cette occasion, Pierre I[er] releva en la personne de Putnik un vieux titre serbe. Il fit du général un voïvode. Ainsi le général était le premier Serbe à recevoir de nos jours cette distinction.

« Voïvoda » — le voïvode — signifie le duc ou le capitaine dans l'ancien sens de ce mot. La fonction correspondant à ce titre au moyen âge était l'équivalent de ce qu'aujourd'hui on nomme commandant de corps d'armée. Le titre de voïvode avait été créé en Serbie en 1901 sur la proposition du ministre de la guerre de l'époque, le lieutenant-colonel breveté Vassitch. C'était un officier de la plus grande valeur. Longtemps il se tint éloigné de l'armée. Aujourd'hui il commande une division avec le grade de colonel.

En temps de paix, il ne peut y avoir qu'un seul voïvode. Cependant la guerre actuelle en a fait trois. En effet, après Putnik, ce titre fut décerné au général Stepanovitch au lendemain des glorieuses journées du Tser. Puis ce fut au général Mishitch, le magnifique chef qui se révéla au lendemain de Rudnik.

*
* *

Grâce aux efforts de Putnik, l'armée fut constituée sur des bases solides [1]. Ses victoires l'ont prouvé.

Depuis le mois de janvier 1915, réorganisée après Suvobor, elle doit compter un effectif d'environ 300 000 hommes.

L'artillerie de campagne est formée de 75 français. Il y a aussi des canons de montagne du calibre 70 et qui sortent du Creusot. Quant au second ban, il dispose de canons Bange du calibre 80. Enfin l'artillerie lourde est composée de 24 howitzers de 150, plus des mortiers de 240. Depuis quelques mois, les gouvernements anglais et français ont envoyé à notre alliée de la grosse artillerie, pour la défense de Belgrade. Ce matériel complémentaire est

[1] Voir, dans le *Correspondant* du 10 juillet 1914, *la Nouvelle Serbie*, par M. André Chéradame (p. 27 et 28).

accompagné pour son commandement d'officiers français et anglais.

Nous devons ajouter un mot sur l'armée monténégrine pratiquement fondue avec l'armée serbe dans une action parallèle. Surtout, il convient de rappeler que, jusqu'à ces dernières semaines[1], elle était commandée par l'ancien chef d'état-major serbe Ivanovitch. Ce fut lui, notons-le, qui, au début de la guerre en 1914, assuma le commandement supérieur de l'armée de Serbie. Il remplaçait ainsi le voïvode Putnik qui, nous l'ignorions alors, se trouvait cloué sur son lit par la maladie, à la suite d'événements dont nous parlerons plus loin. Quoi qu'il en soit, dès le retour du voïvode à la tête de l'armée, Ivanovitch prit la direction supérieure des opérations militaires monténégrines. Ainsi était rendue plus évidente la collaboration des deux petits pays.

En bref, voici quel était l'appoint du roi Nicolas : Sur pied de guerre, son armée comportait 4 divisions de 3 brigades chacune forte de 12 à 15 bataillons. Ceux-ci comportaient un effectif unitaire de 650 hommes en moyenne. Mais ces derniers chiffres ont été majorés depuis. Conclusion : le total minimum devait être de 45 000 hommes appuyés de 104 canons et de 44 mitrailleuses.

Au moment du danger, Putnik put venir reprendre sa place au commandement suprême de l'armée serbe. Jamais, d'ailleurs, il n'eût quitté l'activité qui plus tôt, déjà, l'y aurait conduit, si des préoccupations étrangères à son mérite ne l'en avaient fait éloigner.

A ce propos, voici un fait qui témoigne éloquemment de l'estime profonde dont Putnik ne cessa d'être l'objet, même de la part de ceux qui le persécutèrent ou ne le défendirent pas, bien qu'ils en eussent le pouvoir. Un jour, M. Vesnitch, actuellement le très distingué ministre de Serbie à Paris et qui était alors ministre de la justice à Belgrade, entretenait le roi Alexandre de la situation du pays. Entre autres choses, il lui demandait s'il avait bien pensé aux moyens de parer aux dangers dont, alors déjà, la Serbie était menacée. — « Et, en cas de guerre, Sire, qui mettriez-vous à la tête de l'armée? » Le Roi répondit tout naturellement et sans changer ni l'allure ni le ton de la conversation, comme s'il s'agissait là d'une chose qui allait de soi : « Mais il y a le colonel Putnik. » Et, comme le ministre faisait remarquer au roi que le colonel était en disgrâce, Sa Majesté ajouta : « Oui, je le sais bien, mais le moment venu tout cela serait arrangé immédiatement. »

[1] Le général Ivanovitch, voici quelques semaines, demanda à être relevé de son commandement. L'attaque et la prise de Scutari se réalisèrent contre son avis. Les incidents diplomatiques qui en ont été la suite provoquèrent, croyons-nous, sa retraite volontaire.

*
* *

Cependant l'homme qui depuis sa jeunesse n'a cessé de donner à son pays tant d'espérances grandissantes, maintenant confirmées, est miné par la maladie. Son âge avancé lui impose mille ménagements. Atteint d'un asthme aigu, il quitte rarement sa chambre surchauffée, vivant dans une atmosphère de 28 à 30 degrés, insupportable à ceux qui l'approchent. C'est cela qui fit dire maintes fois qu'il avait remporté ses victoires en pantouffles.

Très brusque et connu pour sa spontanéité à donner des surnoms souvent peu bienveillants, il semble vouloir y exprimer la synthèse de sa pensée sur ceux qui l'entourent. Aussi ces surnoms restent-ils, car le voïvode possède un jugement des hommes tout à fait remarquable et le choix impeccable de ses lieutenants n'est pas la moindre qualité qui révèle en lui un chef de race.

Au point de vue scientifique, ce qui distingue Putnik c'est sa mémoire topographique incomparable. Grâce à cette faculté précieuse, il arrive à ce résultat merveilleux de tout connaître sans sortir de chez lui et d'agir en parfaite connaissance personnelle des lieux, sans pour cela s'être rendu récemment sur le théâtre des combats. Jamais il ne va parmi ses soldats qui cependant ont en lui une confiance aveugle. La volonté, l'âme de l'armée serbe sont tout entières dans ce général dépourvu, pourtant, de tout ce qui captive.

Il est deux catégories de personnes pour lesquelles Putnik éprouve une véritable répulsion : les journalistes et les politiciens. Aussi en ce moment prendre une interview du voïvode pourrait-il tenter un amateur d'entrevues difficiles.

Quand le général était ministre de la guerre, ce qui lui arriva à différentes reprises, faisant notamment partie des mêmes cabinets dont fut membre l'actuel représentant de la Serbie à Paris, il ne supportait pas dans son département la moindre intervention des parlementaires. Un député à la Skoupchtina lui adressait-il une question, sa réponse ne variait jamais, c'était sous forme interrogative qu'il la donnait : « Que connaissez-vous dans cette matière pour vous permettre de m'interroger? » On n'obtenait ainsi de lui que des boutades à l'emporte-pièce, Par exemple celle-ci, qui est bien connue : « Un homme qui se respecte n'écrit pas dans un journal ! »

Le voïvode a payé à la guerre son lourd tribut. Pendant la deuxième campagne balkanique, il perdit un de ses fils. Un autre

est tombé au champ d'honneur depuis le mois d'août 1914. Entre ces deuils cruels, il en a supporté un troisième, plus terrible encore. Il perdit la vaillante femme, digne compagne de ce type d'homme, dont toute la silhouette morale évoque l'antiquité la plus belle. J'ai dit plus haut qu'il était pauvre et l'est resté. C'est ainsi qu'après la conclusion de la guerre des Balkans, en reconnaissance des immenses services qu'il avait rendus à sa patrie, des gens influents voulurent lui offrir une fortune. Il la refusa. — « Je vous remercie, dit-il. Votre offre de me donner une fortune me touche beaucoup. Mais ce que j'ai fait ne doit pas là trouver sa récompense. Je suis pauvre. Je l'ai toujours été. Je le resterai. Je ne demande qu'une seule chose. Mes enfants sont nombreux. Si l'un d'eux devait être dans la nécessité d'être aidé, j'espère qu'en souvenir de moi il trouverait une main secourable. »

C'est ainsi que cet homme remarquable, par sa vie entière faite de contrastes, qui rendraient presque aimables ses défauts ou l'exagération de ses plus belles qualités, a gagné à un degré inouï la confiance de l'armée et de la nation serbes. Dès que Putnik est là,. quelque part, enfoui dans sa coquille, les régiments de nos alliés sont tranquilles, quoi qu'il advienne.

A ce propos, rappelons, en le précisant, qu'au début de la guerre le voïvode voyageait en Hongrie. C'est là qu'habite la plus grande partie des siens. Les jours de repos qu'il imposait à son activité se passaient presque tous dans ce pays. Ce fut ainsi qu'à la veille de la déclaration de guerre adressée par l'Autriche à la Serbie, il regagnait en hâte Belgrade où son gouvernement le rappelait. Etant de passage à Budapesth, tandis que le train était près de s'ébranler, il fut subitement entouré par une vingtaine d'hommes faisant irruption dans le wagon où il était tranquillement assis avec sa fille. Croyant qu'on en voulait à sa vie, déjà il cherchait son revolver pour se défendre, tandis que des voyageurs allemands ameutés voulaient lui faire un mauvais parti. Sur ces entrefaites, les hommes qui le cernaient déclarèrent leur qualité de détectives et annoncèrent au voïvode qu'il était leur prisonnier. Devant ce coup de force perpétré au mépris de toutes les lois internationales et privées, dont nous allions connaître les lamentables oublis, il ne pouvait plus que se rendre. C'est ce qu'il fit. On l'emmena et, pendant vingt-quatre heures, il fut retenu dans la capitale hongroise surveillé par une double garde, baïonnette au canon. On n'a pas oublié l'étonnement provoqué par cet odieux attentat. Depuis, il est vrai, nous avons, peu à peu, dû épuiser nos facultés d'indignation. Cependant l'empereur Fran-

çois-Joseph eut là un des rares beaux gestes qu'on puisse, en vérité, lui attribuer. Sur ses ordres, le voïvode fut remis en liberté et autorisé à regagner la Serbie par la frontière roumaine. De plus, aussitôt entouré des démonstrations les plus respectueuses, il fut accompagné jusqu'au terme de son voyage par une délégation d'officiers. Ceux-ci répondaient devant le souverain de Vienne de la vie du généralissime qui, peu de mois après, allait battre l'armée de la coalition du centre de l'Europe.

A son retour à Belgrade, le vaillant homme tomba malade. Aussi, au mois d'août, l'an dernier, ceux qui savaient exactement ce qui se passait furent-ils angoissés à la nouvelle que Putnik était remplacé au commandement suprême. Un jour, la nouvelle arriva que l'attaché militaire de France auprès du gouvernement de Belgrade venait d'avoir une conversation avec le voïvode qui reprenait son poste. A cette nouvelle, beaucoup de bons patriotes se sentirent soulagés d'un grand poids. Ce n'était certes pas que l'armée serbe ne comptât des chefs remarquables. Des hommes comme Ivanovitch, Stepanovitch et Mishitch sont des officiers généraux de premier ordre. Mais nul ne pouvait prétendre au prestige, à l'autorité, à l'ascendant de Putnik.

En ce moment, le voïvode est littéralement adoré par toute l'armée. Le prince Georges l'entoure des plus grands soins : un détail infime montrera avec quelle délicatesse. L'état des bronches du généralissime ne lui permet point de supporter la fumée du tabac. Cependant il veut fumer. Alors, à son insu peut-être, on lui donne du tabac dénicotinisé et c'est à la régie française que sont adressées les commandes de l'héritier de la couronne de Serbie, ne sachant comment, dans les petites comme dans les grandes choses, entourer d'attentions le vieillard en qui se concentre l'âme d'une nation.

Ainsi écrivent un des plus émouvants chapitres de leur histoire un vieux roi, un vieux généralissime, un jeune prince et le peuple qui, sous leur direction, a su imposer, à ceux qui tentaient de l'humilier, sa volonté de vivre et de vivre indépendant et fier.

MILES.

LES ALLEMANDS A LOUVAIN

SOUVENIRS D'UN TÉMOIN

LETTRE DE MGR DEPLOIGE A M. HERVÉ DE GRUBEN

Cher ami,

Je viens de parcourir votre étude : *Les Allemands à Louvain* et je vous écris, encore sous l'impression de cette lecture qui a réveillé en moi tant et de si fortes émotions. Nous avons vécu ensemble les heures cruelles de l'invasion et les journées terribles de la semaine tragique : à chaque moment mon souvenir s'est reflété exactement dans le vôtre.

Votre amitié, — permettez-moi ce seul reproche, — vous a conduit à me donner une part trop large dans le cours de votre récit : à l'hôpital Saint-Thomas nous avons été tous unis dans la plus complète solidarité et chaque membre de notre communauté s'honorait d'être au même titre le serviteur des victimes de la guerre.

En lisant vos pages, j'ai admiré la sérénité de votre ton : ni une plainte larmoyante, ni une récrimination aigrie, ni même l'expression d'une inimitié. Et pourtant vous savez à quelles horreurs, à quelles iniquités nous avons assisté. La pire est peut-être celle qui a consisté à calomnier les victimes.

Je vous félicite d'avoir eu la force de maîtriser une bien naturelle indignation et d'avoir toujours su garder une attitude pleine de dignité : celle du témoin qui relate avec une précision scrupuleuse ce qu'il a vu et entendu. Le souci de la notation exacte des faits ne vous empêche pas d'ailleurs de vous élever, à la fin de votre récit, à une très fine analyse des causes qui ont amené l'égarement de toute une nation.

Dans le grand jugement de l'histoire, votre parole sincère apporte un témoignage impartial et c'est avec raison que vous affirmez votre confiance dans la justice indéfectible.

Votre cordialement dévoué,

Simon DEPLOIGE [1].

10 juillet 1915.

LES ALLEMANDS A LOUVAIN

I. — Les premiers jours de la guerre et l'occupation allemande.

J'avais quitté Louvain le 22 juillet 1914. La session des examens, commencée le 6, touchait à sa fin. La ville se vidait rapidement de sa population universitaire, animée et bruyante. Comme chaque année à cette époque, elle allait, pendant deux mois, devenir une cité morte.

Je me rendais à la campagne, espérant y passer des vacances paisibles. A peine installé, je lus dans les journaux du 25 l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. Puis les nouvelles graves se succédèrent, semant l'inquiétude.

Le 30, une affaire à régler me ramena à Louvain. Je désirais savoir ce que pensaient de la situation les maîtres que j'avais quittés et quelles étaient leurs prévisions. Je sonnai, rue des Flamands, 1, à l'Institut supérieur de philosophie (école Saint-Thomas). Les examens y étaient terminés; les étudiants, partis. Dans la salle des conférences, où le jury avait siégé, la grande table était encore couverte du tapis vert. Je finis par rencontrer le président de l'Institut, Mgr Deploige, et son collègue et ami, le chanoine Thièry. Tous deux travaillaient dans un « auditoire » à déménager le mobilier, qu'ils transportaient au grenier.

Surpris de les voir s'acharner à ce travail insolite, je leur demandai ce qu'ils faisaient.

[1] Mgr Deploige est l'éminent Président de l'Institut supérieur de philosophie, à Louvain. Sa parole est un témoignage que nul n'aura la tentation de contester, soit parmi ses compatriotes, soit parmi ceux qui, en dehors de la Belgique, suivirent le mouvement intellectuel dont Louvain était un des principaux foyers. — N. D. L. R.

— Nous allons organiser une ambulance pour les blessés, fut la réponse, tandis qu'ils continuaient d'emporter les bancs.

— Alors vous croyez à la guerre?

— Vous le voyez bien.

Je me souvins alors d'un incident qui s'était passé deux mois auparavant. On avait découvert à Bruxelles, en mai ou en juin, un espion allemand qui s'était procuré la liste des dépôts d'essence pour autos et les adresses des généraux de l'armée belge. « Ce sont, — avaient dit un soir Mgr Deploige et le chanoine Thièry dans un club d'étudiants dont j'étais, — ce sont là des renseignements que l'ennemi réunit la veille de la guerre »; et ils nous montrèrent sur une carte par où se ferait l'invasion allemande. Nous étions restés incrédules; mais eux avaient pris leurs précautions. Avec un comité d'amis, ils organisent chaque année le pèlerinage national belge à Notre-Dame de Lourdes. A la fin de juin ils s'étaient trouvés à Lourdes et, comme poussés par un pressentiment, ils avaient demandé aux infirmières et brancardiers du pèlerinage qui d'entre eux serait disposé à faire le service des ambulances pendant la prochaine guerre. Ils recueillirent un certain nombre d'adhésions et formèrent dès lors le projet d'équiper, pour le transport des blessés, les trois wagons-hôpitaux du pèlerinage et d'installer une ambulance dans les locaux de l'Institut Saint-Thomas.

Je revins, le soir, à la campagne, pensif et encore un peu sceptique. Le dimanche suivant, 2 août, je lus dans les journaux que le ministre de Prusse à Bruxelles venait de déclarer au journal *le Soir* : « Peut-être que le toit de vos voisins brûlera, mais votre maison restera sauve. » — Quarante-huit heures après, la Belgique était envahie par l'armée allemande.

Le 5 août, je rentrai à Louvain pour m'engager comme brancardier à l'*hôpital Saint-Thomas*, — c'est le nom qu'avait pris, pour la durée de la guerre, l'Institut supérieur de philosophie.

Au-dessus de la grille d'entrée flottait, à côté du drapeau belge, le drapeau de la Croix-Rouge [1]......

La ville de Louvain avait, elle également, pris une autre physionomie. Les murs étaient couverts d'affiches officielles relatives à la mobilisation, aux réquisitions, aux engagements de volontaires. L'une d'elles, rappelant que la défense du pays incombe à l'armée seule, enjoignait aux civils qui possédaient des armes de les remettre immédiatement à l'hôtel de ville.

[1] Le 3 août, l'hôpital Saint-Thomas avait été officiellement agréé par la Croix-Rouge de Belgique.

Le 7 au soir, arrivèrent à l'hôpital Saint-Thomas les premiers « blessés ». Rien de grave, il est vrai; les chirurgiens ne durent pas intervenir. Mais il se produisit autour de nos éclopés un mouvement de curiosité émue et sympathique; les visites affluèrent; de partout on apportait des fleurs, des raisins, des cigares, des journaux......

Cependant les Allemands approchaient. Hasselt, Tongres, Saint-Trond était occupés déjà. Des combats avaient eu lieu à Diest et à Haelen. Les forts de Liège résistaient toujours, mais la ville même était prise. Bientôt on annonça que les gares de Waremme et de Landen (sur la ligne Liège-Louvain) se trouvaient aux mains de l'ennemi et que des uhlans étaient arrivés à Tirlemont. Le 14, apparurent au-dessus de Louvain, élégants et sinistres, les premiers aéroplanes allemands. Nous nous demandâmes si la grande bataille — qui devait endiguer, sinon refouler le flot de l'invasion — se livrerait décidément à nos portes.

Avec les nouvelles des opérations militaires proprement dites, nous arrivaient parfois d'autres rumeurs. Le bruit courait qu'il y avait eu à Visé et dans les environs de Liège des massacres de civils, des incendies d'églises et de propriétés privées. La plupart d'entre nous refusèrent de croire à ces horreurs. Dans le personnel de l'hôpital Saint-Thomas, beaucoup avaient étudié en Allemagne. « Ce n'est pas ainsi, disaient-ils, qu'on fait la guerre au vingtième siècle; l'Allemagne est trop civilisée pour être capable de pareilles atrocités; vous verrez bientôt combien son armée est correcte dans ses procédés. »

Le 18 août, vers midi, une nouvelle se répandit en ville avec la rapidité de l'éclair. « L'état-major, disait-on, nous quitte et se retire sur Anvers. » Etait-ce la retraite? — Nous eûmes à peine le temps de nous le demander. Aussitôt nous parvint l'ordre pénible d'évacuer les blessés et de les transporter sans délai à la gare......

Dans les salles vides, nos infirmières, restées au poste, firent cette après-midi le grand nettoyage, cirant les parquets, retournant les lits, renouvelant les draps, rangeant les ustensiles. L'hôpital, en quelques heures, fut en état de recevoir de nouveaux clients.

Vers neuf heures, ce même soir, nous nous promenions dans la cour, nous entretenant des événements, commentant certains départs et nous félicitant d'avoir gardé l'élite de notre personnel. Du dehors nous parvint tout à coup une rumeur étrange. Ce n'était pas le pas cadencé, auquel nous étions bien habitués, d'une troupe qui défile. C'était le bruit confus d'une foule en désordre, un mélange de cris d'hommes, de gémissements de femmes, de

pleurs d'enfants, et le grincement de roues sur le pavé. Des centaines de villageois arrivaient du côté de Tirlemont. Ils fuyaient, affolés : vieillards titubant, mères de famille traînant leurs enfants par la main, jeunes filles portant sur l'épaule des ustensiles de ménage noués dans des draps de lit. Des malades, à peine habillés, étaient poussés sur des brouettes. Une douzaine de bébés se lamentaient dans une charrette, tirée à bras. Au milieu de la cohue, emportés par le flot, des soldats, couverts de poussière, s'avançaient tête basse et le képi à la main.

Une famille, — le père, la mère et cinq enfants, — s'arrêta un moment devant la grille :

— Entrez donc, leur disons-nous. Venez vous reposer!

— Non, non. Nous avons perdu le plus petit. On l'a jeté sur une charrette. Il a deux ans. Dieu nous aide à le retrouver!

— Mais dites-nous ce qui se passe.

— Regardez.

Et le paysan étendit la main dans la direction de Tirlemont. Le ciel était rouge. Les fermes et les maisons flambaient là-bas.

Nous sonnons chez nos voisins, les Franciscains de la rue des Flamands. Ils ouvrirent avec empressement la porte de leur couvent à quelques douzaines de fugitifs. Dans les locaux d'une école de la rue de Tirlemont, nous réussîmes à en installer d'autres. Un grand nombre campa sur la voie publique......

A cinq heures, le lendemain matin, Karl de Harvengt, le plus entreprenant de nos brancardiers, mettait en mouvement l'auto de l'ambulance. Plusieurs fois il se rendit à Roosbeek et à Bautersem et revint à chaque voyage avec des blessés.

Un de ceux qu'il nous amena ainsi était le commandant G.. Atteint d'un coup de feu, il gisait dans un fossé à Roosbeek. Un officier allemand lui avait enlevé d'abord contre reçu une somme de 600 francs. Survint ensuite une patrouille. « Un officier », crie l'un des hommes; « achevons-le », hurle un autre en déchargeant son fusil. Le malheureux commandant eut le bras droit fracassé, et nos médecins durent l'amputer......

Vers une heure, le mercredi 19 août, nous entendîmes des coups de canon du côté de la porte de Tirlemont : c'était notre artillerie qui protégeait la retraite de nos derniers bataillons contre la poursuite des Allemands. Des groupes de fantassins passèrent encore, harassés et traînant le fusil. Puis, à une heure et demie, une batterie au grand galop dévala par la rue de Tirlemont, les artilleurs nous criant au passage : « Ils sont là! »

« Nous n'avons plus de pain, dit à ce moment le directeur. Dans une heure la ville sera envahie; ce soir, les Allemands auront tout

pris. Vite, aux provisions! » Et, poussant une charrette à bras, nous partîmes avec un professeur d'économie politique vers les boulangeries du voisinage. Nous achetâmes de quoi nourrir pendant huit jours tout notre monde......

Cependant des éclaireurs allemands étaient déjà arrivés à l'hôtel de ville et discutaient avec les autorités communales les préliminaires des conditions de l'occupation.

Retirés dans leurs maisons, les habitants attendaient anxieux, mais l'irruption violente, redoutée depuis la veille, n'eut pas lieu. L'envahisseur avait terrorisé les villages par le feu et par le fer. A la ville il réserva le spectacle impressionnant de son organisation merveilleuse et de sa formidable puissance. Et nous assistâmes, plusieurs heures durant, à une revue impeccablement ordonnée de troupes de toutes armes défilant devant l'hôpital.

Des cyclistes ouvraient la marche, faisant signe aux habitants de se rassurer. Mais derrière eux un vieil officier à cheval ordonnait de fermer les fenêtres ouvertes aux étages. Suivant à quelque distance les éclaireurs, les masses compactes de l'infanterie martelaient le pas, tandis que le cri aigu des fifres et le roulement grave des tambours réglait la marche. Les visages étaient jeunes, épais et durs; dans les yeux bleus se lisait la certitude orgueilleuse de la victoire; parfois, sur un commandement rauque, toutes les bouches s'ouvraient pour entonner le *Wacht am Rhein.* Montés sur de fringants chevaux, des hussards s'avançaient ensuite, élégants et hautains, regardant d'un air détaché et méprisant les habitants qui s'étaient aventurés sur le seuil des portes. Puis ce fut de nouveau une interminable colonne d'infanterie, en casques à pointe. Après, des canons de campagne, une longue file de véhicules chargés de munitions, des ambulances, des cuisines roulantes. Enfin, toujours des bataillons d'infanterie et encore des batteries d'artillerie et des escadrons de uhlans et de dragons. Le long de la colonne en marche, des cyclistes déroulaient les fils téléphoniques et les accrochaient aux réverbères et aux poteaux électriques. En tête des bataillons et des escadrons, les officiers à cheval tenaient à la main, dans une gaine de cuir, les plans de la région abrités sous une feuille de mica.

Un seul drapeau belge était resté arboré dans la ville : celui de l'hôpital Saint-Thomas. Quand l'état-major passa, des officiers firent signe, des yeux et de l'épée, qu'il devait disparaître. Mais le règlement de la Croix-Rouge exige que les couleurs nationales accompagnent toujours l'insigne de la Croix-Rouge, — et notre drapeau fut maintenu. Quatre mois encore il flotta à l'entrée de l'hôpital, témoin des horreurs et des tristesses de l'occupation,

symbole de la patrie obstinée dans sa résistance, protestation muette de notre fidélité.

A neuf heures du soir, le fleuve cessa de couler dans les rues, et ses flots se répandirent dans les habitations. Sur chaque porte, des sergents avaient, durant l'après-midi, inscrit à la craie le nombre d'hommes à loger. Là où les propriétaires étaient partis, les portes furent enfoncées et les maisons envahies. Les soldats du train campèrent dans les rues, sur les boulevards et les places publiques.

A cinq heures du matin, branle-bas général. Une rumeur sourde se propage de rue en rue; elle est dominée bientôt par les hurlements éraillés du commandement : *Helm ab*. Casque à la main, les fantassins alignés font sur ordre la prière, puis en clameur poussent le : *Hoch dem Kaiser*. Aussitôt après, les cuisines roulantes passent devant les rangs et le café fumant est versé dans les gamelles tendues. Puis nouveaux cris d'officiers donnant l'ordre du départ, et la masse entière s'ébranle dans la direction de Bruxelles.

Tandis que la ville se vidait lentement, les administrateurs et les brancardiers de l'hôpital venaient l'un après l'autre nous raconter ce qui s'était passé chez eux. La plupart avaient eu des officiers à loger. « D'après nos prévisions, avait dit un capitaine à un professeur de l'Université, tout devait être fini en deux mois. En moins de six semaines, nous devions être maîtres de Paris et de la France. Après nous nous serions jetés sur les Russes. Mais, vous Belges, vous nous avez fait perdre un temps précieux. Et vous êtes cause que l'Angleterre s'est mise contre nous. Nous n'avions compté ni avec vous, ni avec les Anglais. La partie est devenue plus difficile à gagner. »

Quand nous sortîmes, vers midi, Louvain ressemblait à une écurie. Les rues, les trottoirs, les places publiques, les parterres de fleurs piétinés disparaissaient sous une couche de fumier. Dans les bâtiments de la gare, le mobilier avait été saccagé, les billets de chemin de fer répandus par terre. Rue Léopold, la maison du professeur Dr. Van Gehuchten, qui était en villégiature à la mer, avait été ouverte, les meubles gisaient sur le parquet, des bouteilles vides traînaient dans le hall. Même spectacle dans d'autres maisons où ne résidait pas leur propriétaire. Les rayons des magasins de comestibles étaient vides : viande, pain, conserves, tout avait été emporté par le flot de l'invasion.

Les murs de la ville se couvraient d'affiches, imprimées en Allemagne. Il y était question « de francs-tireurs, d'otages, de lugubres cruautés ». Des ordonnances, rédigées en un français

barbare, défendaient aux habitants de circuler après huit heures du soir, leur enjoignaient de remettre leurs armes, exigeaient que les portes fussent tenues ouvertes la nuit, et les fenêtres éclairées.

Au sommet de l'hôtel de ville flottait le drapeau allemand, signe de l'occupation. L'*Etappen-Kommandant*, — le major von Manteuffel, un petit gros à tête ronde, au regard oblique, — siégeait dans la salle des séances du conseil communal. Le grand hall du rez-de-chaussée, où couchaient les hommes de garde, était encombré de bottes de paille et de matelas; dans un coin, un monceau de fleurets mouchetés et de pistolets de salon. Fusils de chasse et revolvers avaient été confiés quinze jours auparavant aux autorités belges; quand les Allemands répétèrent l'injonction de remettre les armes, on s'empressa de leur porter ce qui restait : les armes de panoplie.

Aux portes de la ville, des sentinelles empêchaient d'entrer et de sortir les habitants qui n'étaient pas munis d'un *passier-schein* (laisser-passer). Le vendredi soir, une garde militaire fut installée à l'hôpital Saint-Thomas pour empêcher l'évasion des blessés belges. Le sergent qui commandait la garde — un maigre, à peau jaune, avec des petits yeux fureteurs — nous dit, le lendemain, que les bâtiments étaient « très complexes »; il se fit adjoindre un autre sergent et le nombre des hommes de la garde fut porté à 24.

Tandis que nous achevions notre promenade le jeudi après-midi, de nouvelles troupes faisaient déjà leur entrée. Tous les jours qui suivirent, nous assistâmes au même défilé des légions grises qui marchaient, en chantant, à la conquête de la France. L'air étrange de leurs fifres nous poursuivait comme une obsession. Vers la fin de la semaine, en cortège ininterrompu, passa une quantité incroyable de véhicules. Voitures de la Croix-Rouge, chariots des pontonniers, grêles charrettes à bâche réquisitionnées à la campagne et tirées par de longs bidets se suivaient en file numérotée. De puissantes automobiles d'un type uniforme, peintes en jaune foncé, roulaient plus rapides le long de la colonne des attelages, en jetant au passage les quelques notes vives de leur cor avertisseur.

Le dimanche 23 août, une auto passa à petite allure devant les troupes arrêtées dans la rue de Tirlemont; un soldat, les bras en l'air, y tenait un tableau noir où l'on pouvait lire : « Nous avons pris 40 000 Français près de Verdun. » Une sourde acclamation accueillait l'annonce ambulante. Un grand diable de sergent, un type d'intellectuel qui avait réendossé l'uniforme, répéta près de nous : « 40 000 prisonniers; nous sommes à 80 kilomètres de

Paris », ajouta-t-il ; puis, après une pause et avec l'air pédant d'un pion statolâtre : « C'est officiel. »

Le lundi soir 24 août, grand émoi rue de la Station. Un régiment amené par chemin de fer débarqua vers dix heures. Le colonel fit chercher le bourgmestre, M. Collins, et menaça de le fusiller si la ville ne fournissait immédiatement des vivres et des matelas. Le directeur des travaux, M. Frisch, courut de maison en maison, suppliant qu'on sauvât la vie du bourgmestre ; des habitants effrayés lancèrent par la fenêtre les matelas demandés. L'échevin Schmit intervint à ce moment et fit observer au commandant von Manteuffel que les exigences de ce colonel n'étaient pas conformes aux conventions adoptées pour les réquisitions. Le commandant mit le colonel à la raison et l'affaire n'eut pas d'autre suite.

Ce même lundi, un de nos brancardiers s'était rendu à Wesemael, près d'Aerschot, pour voir des blessés recueillis dans une ferme. Les paysans lui racontèrent que la petite ville d'Aerschot avait été saccagée et des rues entières incendiées ; que des centaines de femmes et d'enfants y demeuraient encore enfermés dans l'église ; que le bourgmestre, son fils et un grand nombre d'hommes avaient été fusillés. Ce récit, répété par notre ami, produisit une vive impression.

Des faits scandaleux, — viols ou déprédations, — avaient déjà, il est vrai, ému la ville ; mais ils semblaient devoir être imputés à des initiatives purement individuelles. On voulait, malgré tout, persister à croire à la correction et à la discipline allemandes.

Les envahisseurs n'avaient-ils pas d'ailleurs atteint leur but ? S'ils voulaient frapper l'esprit des habitants et mater toute velléité de résistance, n'avaient-ils pas admirablement réussi ? Six jours durant, leur puissance militaire avait déployé sous nos yeux son organisation savante et méthodique, sa discipline rigide et sévère, ses inépuisables ressources en hommes, en armes et en munitions, et le peuple en avait gardé l'impression d'une force redoutable. D'autre part, les réglementations qu'ils imposèrent dès la première heure avaient comme paralysé la vie de la cité ; l'hôpital Saint-Thomas seul était resté animé ; en dehors de là, tout était morne, silencieux et triste. Cloches et carillons se taisaient au-dessus de la ville angoissée. Plus de promeneurs dans les rues, plus de causeries dans les cafés, plus de réunions de sociétés. Chacun se tenait enfermé chez soi dans la crainte et dans un isolement déprimant. Enfin une menace planait toujours, incertaine mais redoutable : des otages, — détenus à l'hôtel de ville et choisis chaque jour parmi les membres du clergé, le personnel de l'Université et de l'administration communale, — répondaient

sur leur tête de tout acte qui serait jugé coupable par le commandant.

II. — Le sac de la ville.

Depuis le 19 août, il n'arrivait plus de journaux belges et nous ignorions ce que notre armée était devenue. Pour la première fois, le mardi 25 août, on perçut, dans la direction de Malines, le bruit du canon. Etaient-ce les alliés qui prenaient l'offensive? Etait-ce la « grande bataille » tant de fois annoncée par les journaux durant la première quinzaine de la guerre? La question se posait plus pressante à mesure que les coups de canon devenaient plus distincts.

Louvain regorgeait de troupes ce mardi. Au cours de l'après-midi, il se manifesta parmi elles une animation extraordinaire. Des centaines de hussards remontèrent la rue de Malines, couverts de poussière et tirant leurs chevaux par la bride. A l'hôtel de ville, des estafettes se succédaient, porteurs de messages qui rendaient soucieux le personnel de la *Kommandantur*. Dans la soirée, des cavaliers galopèrent dans les rues, criant : *Alarm! Alarm!* Aussitôt officiers et soldats quittèrent les maisons où ils prenaient le repas du soir; des bataillons furent hâtivement formés et se dirigèrent vers Malines. En même temps, du charroi en grand désordre rentra précipitamment en ville, les conducteurs ayant le revolver au poing et l'air surexcité. A la gare, de nouvelles troupes amenées d'Allemagne débarquaient par intervalles et cherchaient leur installation.

L'agitation causée par tout ce va et vient était extrême, quand, à six heures du soir, un médecin-major allemand se présenta à l'hôpital Saint-Thomas. « On se bat à dix kilomètres d'ici, dit-il. A la *Kommandantur*, nous venons d'apprendre qu'il arrivera des centaines de blessés. Voulez-vous prendre vos mesures pour les recevoir? » Nous allâmes sur le champ prévenir médecins, infirmières et brancardiers. La circulation étant strictement interdite après huit heures, même aux personnes munies de l'insigne de la Croix-Rouge, tout le monde se trouva au poste dès sept heures et demie, prêt à passer la nuit à l'hôpital.

A huit heures du soir, nous étions réunis au nombre d'une quinzaine dans la salle à manger de l'habitation occupée par Mgr Deploige et par le chanoine Thièry. Soudain, à huit heures dix minutes, retentit tout près de la maison un coup de fusil. A peine nous en étions-nous rendu compte que d'autres détonations succédèrent à la première. En moins d'une minute, les coups de fusil et les décharges des mitrailleuses se mêlaient dans un

vacarme effroyable. De la rue de Tirlemont nous arrivait, accompagnant le crépitement des armes à feu, le bruit sourd d'un galop de chevaux.

Dès le début, le même cri était monté à toutes les lèvres : « Ce sont les alliés qui entrent en ville. On se bat dans les rues. »

Après vingt minutes, le feu cesse. Mgr Deploige et le docteur Tits, médecin principal de l'hôpital, sortent. A peine ont-ils fait quelques pas que trois soldats de la garde de l'hôpital, baïonnette en avant, se précipitent sur eux, hurlant : « Vous avez tiré. A mort! » Mgr Deploige les interpelle vivement en allemand et le docteur Tits déboutonne son habit, offrant sa poitrine aux coups. Un des sergents a vu la scène, il se précipite et relève les fusils.

— Nous avons entendu des détonations sous les fenêtres, lui dit Mgr Deploige. Sont-ce vos hommes qui ont fait le coup de feu?

— Il faut bien qu'ils se défendent. On tirait de partout.

— Si l'on se bat dans les rues, qu'ils y aillent. Il n'est pas admissible qu'ils tirent d'ici. L'hôpital est protégé par le drapeau de la Croix-Rouge. Les alliés le respecteront.

— Il ne s'agit pas d'alliés. C'est des fenêtres des maisons que partent les coups; ce sont les civils qui tirent.

— C'est absurde. Je connais mes voisins. Pas plus que nous, ils n'ont tiré.

De l'intérieur, nous entendions la conversation. Elle n'était pas terminée que la fusillade recommençait à quelques pas. On percevait distinctement la décharge d'une mitrailleuse.

— Voilà, dit le docteur Tits au sergent, ce ne sont pour sûr pas des civils qui tirent ces coups-là.

Mgr Deploige demanda encore si les blessés annoncés par l'*Oberartz* arriveraient ou non.

— On se gardera bien, dit le sergent, de les exposer à être tués.

Mgr Deploige et le docteur Tits rentrèrent. Eux, comme nous, restaient persuadés qu'il s'était produit une alerte parmi les troupes allemandes serrées de près par l'armée belge...

Vers neuf heures, l'un de nous était monté à l'étage. Il descendit précipitamment, criant : « Il y a un incendie du côté de la gare. »

Profitant d'une accalmie dans la fusillade, nous traversons la cour et nous nous rendons à l'hôpital. Là, dans un couloir, nous trouvons rassemblés les autres membres de notre personnel, gardés par un soldat allemand, baïonnette au canon. Quand la fusillade éclata, un des sergents de la garde était arrivé en criant : *Wer hat hier geschossen?* « Qui a tiré ici? » Devant les protestations de nos amis, il s'était retiré, laissant là le geôlier.

Des fenêtres du grenier, nous pûmes voir l'incendie. Il y avait

déjà non pas un, mais trois ou quatre foyers : devant la gare, boulevard de Tirlemont et rue de la Station, à deux endroits différents.

Un avocat de la place du Peuple arrive à ce moment, pâle et défait. « Ma maison brûle, nous dit-il; les Allemands ont brisé les fenêtres et jeté des torches enflammées dans le salon; je n'ai eu que le temps de me sauver. » D'autres encore, du même quartier, vinrent chercher refuge à Saint-Thomas et nous firent des récits analogues. Le professeur Victor Brants accourut au milieu de la nuit en disant que le feu menaçait sa maison.

C'étaient donc les troupes allemandes qui incendiaient la ville. Mais pourquoi?

A mesure que l'incendie s'étendait, l'inquiétude gagnait notre personnel. Plusieurs infirmières, arrivées le soir pour soigner les blessés, pensaient à leur mari, à leurs enfants. Vers minuit, l'une d'elles, la baronne de Dieudonné, n'y tint plus et voulut aller voir. Mgr Deploige l'accompagna. L'hôtel de Dieudonné était encore intact, mais, dans l'angle opposé de la place du Peuple, le Palais de Justice formait déjà un énorme brasier.

Cependant le personnel de l'hôpital s'était réuni avec les réfugiés dans deux ou trois salles du rez-de-chaussée. Les plus calmes essayaient de s'endormir, étendus sur les brancards; deux capucins priaient dans un coin. Plusieurs avaient demandé à se confesser et, à diverses reprises, nous récitâmes le chapelet en commun. Tandis qu'à l'étage les blessés reposaient tranquillement, à peine émus par le spectacle terrifiant du ciel embrasé, en bas nous comptions les heures de cette nuit interminable. Je me trouvais dans un salon avec quelques dames infirmières et les médecins; toute lumière était éteinte et les larges vitres étaient rouges des reflets de l'incendie. Un soupir, un rosaire égrené, le crépitement de la fusillade, qui reprit plusieurs fois pendant la nuit, coupaient seuls le silence. Au secrétariat, penché sur une table, le chanoine Thièry vérifiait les registres de l'hôpital. Mgr Deploige faisait la ronde.

Vers une heure du matin, il vint nous dire : « Les Halles sont en feu. » Nous courûmes avec lui à une fenêtre du grenier. Des milliers de flammèches jaillissaient d'un immense brasier et voltigeaient en tourbillon, emportant aux quatre vents du ciel les cendres des livres, des précieux incunables, des manuscrits uniques de la Bibliothèque de l'Université.

Quelques heures après, nouvelle alerte. Des flammes sortaient du clocher de l'église Saint-Pierre et se propageaient à la toiture. Nous étions atterrés.

Saint-Pierre, le premier sanctuaire de la cité et si intimement

mêlé à son histoire qu'il avait depuis des siècles donné leur surnom aux Louvanistes, appelés familièrement en Brabant « les hommes de Saint-Pierre ».

Les Halles, abri séculaire des Facultés, sans lesquelles on ne conçoit pas plus l'Université qu'on ne se représente la ville sans son église Saint-Pierre. Les Halles, dont l'image austère reste, pour des milliers de Belges, associée aux souvenirs les plus émouvants de leur vie d'étudiant!

Pourquoi la frénésie de la destruction s'était-elle, au premier signal, ruée simultanément contre le foyer de l'Université catholique et contre le centre de la vie religieuse?...

A cinq heures du matin, Mgr Deploige célébra la messe sur un autel dressé dans la salle des grands blessés. Plusieurs se disaient que c'était peut-être la dernière à laquelle ils assisteraient.

L'Eglise catholique fête, le 26 août, le pape-martyr saint Zéphirin. L'épître et l'évangile de la messe nous suggérèrent le thème de méditations opportunes. Dans l'épître, c'était saint Paul bénissant Dieu, le Père des miséricordes, qui nous console dans toutes nos tribulations et nous permet à notre tour de réconforter ceux qui sont dans l'angoisse. Dans l'évangile, Notre-Seigneur nous disait : « Que sert-il de conquérir le monde au détriment de son âme?... Le jour viendra où le Fils de l'Homme jugera chacun selon ses œuvres... »

Dehors, le jour se levait. Le ciel était jaune, épais et lugubre. L'âcre odeur de la fumée empestait l'atmosphère. Une pluie de parchemin et de papier carbonisés descendait lentement sur la ville.

De nouveau, quelqu'un demanda au sergent de la garde :

— Mais enfin qu'est-ce qui a provoqué la fusillade d'hier soir et l'incendie de la ville?

— Une conjuration. *Eine Verschwörung*. Des civils ont attaqué l'hôtel de ville et tué trente de nos hommes sur la grand'place.

L'explication, débitée comme une leçon apprise, était trop absurde pour mériter la discussion.

Cependant d'autres fugitifs accouraient déjà à Saint-Thomas.

Le chanoine Noël, professeur à l'Université, et sa mère nous racontèrent comment, la veille, à huit heures et quart, des soldats s'étaient mis brusquement à décharger leurs fusils contre la façade de leur maison, rue Marie-Thérèse. Les balles avaient en plusieurs endroits perforé les fenêtres et traversé le plafond.

Ce fut ensuite leur voisine, Mme Georges Debaisieux, qu'on nous amena avec son bébé, né depuis six jours : une volée de projectiles avait mis en miettes les vitres de sa chambre à coucher.

Puis nous arriva, tête nue et les habits en désordre, un Espa-

gnol, le P. Catala, directeur du Collège des étudiants espagnols de la rue de la Station. Quoique protégé par le drapeau national, son Collège avait été envahi et incendié.

Mme Gilson, dont le mari est avocat, vint nous dire, éperdue de crainte, que la veille, les soldats avaient emmené M. Gilson en disant qu'ils le fusilleraient. « Nous nous étions réfugiés à la cave, nous dit-elle; mon mari est étranger à la ville et n'a jamais eu une arme en main; je vous en supplie, aidez-moi à le sauver, s'il en est temps encore. » Deux mois après, elle était toujours sans nouvelles du disparu.

L'un après l'autre, les médecins et les infirmières qui avaient passé la nuit à l'hôpital se hasardèrent à sortir.

Les docteurs Tits et de Coninck, quoique munis de l'insigne de la Croix-Rouge, essuyèrent des coups de fusil de la part de soldats allemands, mais ne furent heureusement pas atteints.

La baronne de Dieudonné, dont le mari est au front, nous ramena bientôt ses petits enfants. Quelques heures plus tard, son magnifique hôtel devenait la proie des flammes.

Mme Verhelst revint avec son mari. Celui-ci nous décrivit une scène très significative qui s'était passée chez lui la veille. Il se trouvait, vers huit heures, dans le corridor de sa maison, rue Léopold. Soudain deux soldats allemands font irruption, le bousculent au passage, *montent au second étage et*, *de la fenêtre ouverte*, *se mettent à décharger leurs fusils*. D'autres soldats allemands, passant dans la rue, ripostèrent[1].

Mme de la Vallée-Poussin, notre infirmière en chef, arriva à grand'peine chez elle. Sur son chemin les maisons brûlaient, les rues étaient obstruées de murs écroulés et de poutres enflammées, des cadavres d'hommes et de chevaux gisaient au milieu des décombres; près de la statue de Juste-Lipse elle se heurta au corps de M. David, dont la barbe blanche était maculée de sang. Le professeur Charles de la Vallée-Poussin et ses enfants avaient passé la nuit au fond de leur jardin, pour échapper aux balles allemandes, dont les murs et les plafonds de leur demeure portent encore les traces.

C'est d'eux que nous apprîmes la destruction de la maison de leur voisin, le professeur Thoreau. Celui-ci, depuis le début de la

[1] La maison de M. Verhelst fut incendiée, comme le furent d'ailleurs celles des autres professeurs d'Université qui habitaient la même rue : MM. Collard, le docteur Debaisieux, père, le docteur Albert Lemaire, le député Léon Mabille, le docteur Malengreau, le docteur Van Gehuchten. MM. Collard, Mabille, Malengreau, Van Gehuchten étaient absents de Louvain et leurs maisons inoccupées.

guerre, se dévouait au service des blessés de l'hôpital Saint-Thomas. Sa jeune femme avait mis au monde un enfant le lundi 24 août. Leur maison fut incendiée une des premières, le mardi soir. Avaient-ils péri dans les flammes? Nous nous le demandions avec inquiétude et nos craintes augmentaient à mesure que les heures passaient sans nous apporter d'eux la moindre nouvelle.

Le docteur Noyons, professeur à l'Université, accouru la veille avec sa femme pour soigner les blessés, sortit à son tour afin de s'enquérir de l'état de sa maison au boulevard de Tirlemont. A quelques mètres de chez lui, il reconnut d'abord le corps de son voisin, le professeur Lenertz, étendu au milieu de la rue; plus loin, il aperçut d'autres cadavres qu'il ne put identifier. De nationalité hollandaise, M. Noyons avait hissé sur sa maison le drapeau de son pays. Quelle ne fut pas sa surprise en trouvant la porte enfoncée et, dans le salon, les meubles réunis en bûcher sous lequel couvait un commencement d'incendie. Dans la cuisine il découvrit sa servante que les soldats allemands avaient blessée de trois coups de feu. Nous transportâmes la malheureuse à l'hôpital Saint-Thomas...

Ce n'est pas la seule victime que nous avons amenée à l'hôpital ce jour-là.

Le domestique de M. Van der Zypen était déjà venu en toute hâte nous supplier de l'aider à sauver son maître. Van der Zypen, — qui fut en son temps un des maîtres du barreau belge, — habitait une grande maison de la place du Peuple. Il était depuis quelques mois atteint de paralysie générale. Quand nous arrivâmes, les immeubles voisins brûlaient. Toutes les portes de la maison étaient ouvertes et, absolument seul, étendu sur son lit, le pauvre infirme, les yeux hagards, délirait. Nous l'installâmes dans une salle de blessés; il y mourut trois semaines après, sans avoir recouvré la raison.

Vers midi, MM. Albert et Paul Michotte, tous deux professeurs à l'Université, arrivèrent tête nue et couverts de poussière. Ils avaient passé une nuit terrible dans la cave de la villa que l'un d'eux habite, chaussée de Tirlemont, près de la demeure de leurs parents. Toutes les maisons d'alentour flambaient et une fusillade nourrie fut à diverses reprises dirigée sur leur villa. Le matin, ils furent saisis par les Allemands, accablés d'avanies et chassés à coups de crosse à travers champs. Traînés devant une espèce de conseil de guerre, ils se virent menacés d'une exécution immédiate. Au bout de trois heures, on les relâcha. Mais, tandis qu'on les emmenait, un autre drame se jouait dans la maison de leurs parents. Leur père, octogénaire, était mourant. A raison de l'état

de santé de son mari, Mme Michotte avait obtenu un écrit du major von Manteuffel portant interdiction aux troupes allemandes de pénétrer dans la maison. La porte fut néanmoins enfoncée par des soldats qui arrivaient de la direction de Liège. Excités par la vue de l'incendie qui s'étendait déjà à toute la chaussée de Tirlemont, ils hurlaient : « Vous aussi, vous avez tiré! » Mme Michotte eut beau leur expliquer qu'elle habitait seule avec son mari et qu'ils n'avaient point d'armes, leur rage ne tomba même pas à la vue du moribond. Ils prirent le matelas par les quatre coins et le portèrent sur la chaussée. Quand les fils Michotte, relâchés, rentrèrent chez eux, ils trouvèrent la maison paternelle en flammes, sous les yeux de leurs parents. C'est alors qu'ils vinrent nous demander asile. Une heure après, toute la famille était installée à Saint-Thomas. Le vieillard y mourut le lendemain dans la cave, où on l'avait descendu par crainte du bombardement. Il fut enterré dans le jardin.

Dans l'après-midi, deux de nos camarades brancardiers nous amenèrent sur une civière leur vieux père, le chimiste André. M. André se trouvait dans son porche, rue des Joyeuses-Entrées, la veille, vers huit heures du soir. Il venait de donner à boire à quelques hommes d'une troupe qui passait, lorsque, par la porte entr'ouverte, un soldat allemand lança une grenade à main. Une forte explosion ébranla le porche et le vieillard eut la cuisse droite déchirée. La plaie était si large et profonde que le blessé dut rester alité pendant plusieurs semaines.

Un peu plus tard, nous recueillîmes encore une dame âgée, blessée à la jambe. Lors de la fusillade, cette dame, qui habitait rue Léopold, fut atteinte par une balle allemande, dans une chambre du deuxième étage. Jamais ne s'effacera de mon souvenir la vision atroce de cette femme que j'ai transportée et vu amputer : une sueur froide mouillait les tempes, les dents claquaient, les paupières étaient closes, le visage était cireux comme celui d'une morte...

Nous avions trop de soucis à l'hôpital, ce mercredi 26 août, pour nous permettre une exploration en ville. Mais nous apprenions, par les réfugiés qui ne cessaient d'arriver, que les violences continuaient.

Dans plusieurs rues, les soldats allemands avaient, de maison en maison, donné aux hommes l'ordre de se rendre devant la station. Un professeur de l'Université avait comme ses voisins obtempéré à l'injonction, mais il réussit ensuite à rentrer chez lui. Il vint nous prévenir aussitôt de ce qui se passait. A mesure qu'ils arrivaient à la gare, les civils étaient entourés de soldats qui leur

prodiguaient les injures, les menaces et les mauvais traitements. Parfois on en choisissait deux ou trois dans le groupe en disant aux autres qu'on allait faire une exécution. Les victimes étaient conduites derrière un mur; un moment après, leurs compagnons entendaient les détonations des fusils.

Vers quatre heures, une rumeur nous attira près de la grille de Saint-Thomas. Une trentaine de soldats y stationnaient devant l'entrée, entourant Mgr Coenraets, premier vice-recteur de l'Université, et le R. P. Parys, dominicain. Le P. Parys lisait à haute voix une proclamation de l'autorité militaire allemande aux habitants de Louvain. La lecture terminée, la troupe emmena les deux hommes pour aller plus loin faire la même proclamation.

Mgr Coenraets et le P. Parys étaient depuis la veille aux mains des Allemands. Saisis comme otages, ils se trouvaient enfermés à l'hôtel de ville quand la première fusillade éclata. Ils pourront raconter un jour eux-mêmes les avanies qu'ils subirent cette nuit et le lendemain. La pire de leurs épreuves toutefois est l'abus qui fut fait plus tard de leur nom. Quand le gouvernement allemand chercha à expliquer le sac de Louvain, il affirma, par l'organe de ses journaux, que le vice-recteur Coenraets et les Dominicains de Louvain avaient constaté et reconnu que les civils de Louvain tiraient le 25 août sur les troupes allemandes. La calomnie fit son chemin par le monde entier; elle fut imprimée à Constantinople comme en Californie. Or Mgr Coenraets et le P. Parys, chacun de son côté, ont infligé aux Allemands un démenti formel et décisif.

La presse allemande a-t-elle eu la loyauté de reproduire leurs lettres[1]? Ou bien, persistant à calomnier la population de Louvain, a-t-elle continué à faire jouer faussement à Mgr Coenraets et aux Dominicains le rôle odieux de témoins à charge?...

Plus de deux cents personnes avaient cherché un refuge à Saint-Thomas, le mercredi après-midi. Quand le soir vint, tout le monde se casa comme il put. Caves et corridors étaient envahis. Faute de sièges, on couchait sur la dure.

La nuit fut, comme la précédente et comme celles qui suivirent, une nuit d'horreur. La rage des incendiaires se donnait libre cours. L'écho de leurs cris sauvages mêlés aux hurlements des chiens nous arrivait sinistre, au milieu du bruit sourd des toits qui s'effondraient et des murs qui s'écroulaient. Beaucoup de nos hôtes se demandaient si le lendemain ils ne trouveraient pas sur

[1] La lettre du P. Parys a paru dans le *Tijd* d'Amsterdam, numéro du 1er décembre 1914 et dans le *XXe Siècle* du Havre, numéro du 28 janvier 1915. Celle de Mgr Coenraets a paru dans le *Tijd* du 30 mars 1915.

l'emplacement de leur demeure un monceau de ruines fumantes... Tous les quarts d'heure, l'un ou l'autre montait au grenier ou sur le toit, inspectant l'horizon et notant les progrès de l'incendie. Il n'était pas toujours facile, dans la nuit, d'identifier les foyers et, suivant les tempéraments, cette incertitude entretenait l'espoir ou augmentait l'angoisse de ceux qui se savaient menacés...

Tandis que nous nous occupions, le jeudi matin 27 août, de faire déjeuner ceux qui étaient arrivés sans provisions, une rumeur sinistre se répandit rapidement : la ville, disait-on, va être bombardée... Par qui? Pourquoi? Bien peu songeaient, dans le trouble du moment, à se le demander.

Deux de nos médecins, les professeurs Paul Debaisieux et Noyons, se précipitent à l'hôtel de ville sans même prendre le temps d'enlever la blouse blanche de travail dont ils étaient revêtus. L'officier qu'ils rencontrent à la *Kommandantur* leur confirme que la ville sera bombardée; il ajoute qu'il est lui-même chargé de l'opération. Les deux professeurs lui demandent d'épargner au moins les hôpitaux. Il se fait indiquer sur une carte la situation des ambulances et leur laisse espérer qu'il tâchera de les préserver.

Cependant de nouveaux réfugiés envahissaient la cour et les locaux de Saint-Thomas, pensant qu'à l'abri de la Croix-Rouge ils trouveraient une protection contre le bombardement.

Au milieu d'un groupe de femmes terrifiées, arriva, défait et las, M. Schmit, l'échevin de l'Instruction publique. Depuis huit jours, il supportait presque seul l'écrasante responsabilité de défendre les intérêts de la ville dans les circonstances les plus imprévues et les plus difficiles. Sa vie n'étant plus en sûreté, il demanda à Mgr Deploige et au chanoine Thièry s'ils voulaient lui donner asile. « On nous passera sur le corps avant de vous toucher », fut la réponse, accompagnée d'une vigoureuse poignée de mains.

Pendant que les directeurs s'efforçaient de calmer ceux qu'affolait l'idée du bombardement, le premier sergent de la garde vint donner l'ordre de partir. « Par décision du commandant, dit-il, la ville va être bombardée à midi. Tout le monde doit la quitter immédiatement. Ceux d'ici iront du côté de la gare. »

« Nous n'abandonnerons pas nos blessés » lui déclarent aussitôt Mgr Deploige et le chanoine Thièry.

Il y eut, pendant les instants qui suivirent, une confusion extrême. Les soldats parcouraient les salles, les corridors et les jardins, intimant l'ordre de partir sur l'heure. Les directeurs rassuraient les blessés et recommandaient à tous le sang-froid.

Déjà les médecins et quelques vaillantes infirmières avaient

promis aussi de rester. Mais il y avait là une foule indécise de 300 personnes, des femmes pour la plupart. Beaucoup avaient dû fuir de leur maison incendiée; après deux nuits d'insomnie et des angoisses terribles, elles se sentaient à bout de forces et espéraient trouver à Saint-Thomas un refuge et un peu de repos. Voici que les soldats allemands les chassaient dehors elles ne savaient où.

Une trentaine de soldats belges convalescents partirent les premiers, encadrés par la garde allemande : ils n'avaient pas voulu écouter le directeur leur disant que cette menace de bombardement n'était pas sérieuse. La plupart étaient à peine vêtus. Que sont-ils devenus?

Puis ce fut l'exode de la masse des femmes au milieu des pleurs et des cris; une dame de quatre-vingts ans s'arrêta un instant et demanda une dernière absolution. Je vois encore, dans une des salles, la jeune femme d'un professeur de l'Université, assise dans un fauteuil; pâle mais très calme, elle priait, entourée de quatre petits enfants; l'arrivée d'un cinquième était imminente. Son mari contenait difficilement son émotion. « Je ne veux pas que vous partiez, leur dit Mgr Deploige; restez avec nous et ne craignez rien. Nous ferons le baptême ici. » Quinze jours plus tard, le chanoine Thièry baptisa la petite Marguerite-Marie; Mgr Deploige était parrain et Mme de la Vallée, marraine.

« Louvain sera bombardé à midi. Tous doivent quitter la ville immédiatement » : cet avis et cet ordre furent donnés dans toutes les rues par les soldats allemands, le jeudi 27 août, entre huit et neuf heures. Souvent ils y ajoutaient l'injonction spéciale de se rendre du côté de la gare. En maints endroits, les habitants furent brutalement arrachés de leur demeure sans qu'on leur laissât le temps de se vêtir convenablement ou d'emporter quoi que ce soit.

Cette expulsion de la population louvaniste, — le troisième acte du drame qui avait commencé par le massacre et l'incendie, — forme une des pages les plus émouvantes de l'histoire de l'invasion allemande en Belgique. L'heure n'est pas venue, il est vrai, de tenter un récit définitif. Car les 40 000 fugitifs furent emmenés dans toutes les directions, souvent avec des habitants d'autres communes; à chaque groupe échut un sort différent et, dans les multiples groupes, chaque individu eut ses aventures particulières. Avant que les témoignages des victimes soient réunis et contrôlés, il se passera du temps. Mais nous avons déjà entendu un grand nombre d'expulsés, de prisonniers et de déportés, rentrés à Louvain, et récemment la Commission d'enquête anglaise a publié les dépositions de plusieurs témoins,

réfugiés en Angleterre : tous confirment et quelques-uns complètent ce que nous savions déjà.

Parmi ceux que les Allemands n'entraînèrent pas de force, les mieux inspirés se retirèrent dans la commune limitrophe de Heverlé; ils y furent hébergés par les habitants ou se cachèrent dans la forêt du duc d'Arenberg. Un grand nombre prirent la direction de l'Est, vers Tirlemont. D'autres s'acheminèrent du côté opposé, vers Bruxelles, par la route de Tervueren. Mais des milliers tombèrent aux mains des Allemands et vécurent un calvaire des plus émouvants. Quelques groupes furent promenés plusieurs jours à travers la campagne et torturés de toutes manières, pour être enfin chassés dans la nuit vers les lignes belges de la place d'Anvers. D'autres — hommes, femmes et enfants — furent expédiés en Allemagne; le uns, jusqu'à Cologne, pour y être exhibés à la population; les autres, jusqu'à Munsterlager, où ils restèrent internés. Pour avoir une idée de ces odyssées lamentables, il faut lire le *Report of the committee on alleged german outrages, presented to Parliament by command of His Majesty*. Londres, 1915, 2 volumes; — le récit d'un professeur de Louvain réfugié en Angleterre, dans *The Hibbert Journal*, january 1915; — de M. Grondÿs, *les Allemands en Belgique*. Paris, Berger-Levrault, 1915; — et d'un étudiant bulgare publié dans la *Roumanie* de Bucarest du 5/18 septembre 1914.

L'ordre intimé à la population de quitter la ville le 27 août était un ordre motivé, presque un conseil : les habitants devaient se mettre en sûreté, Louvain allant être bombardé à midi. La foule avait pris la menace au sérieux et considéré la fuite comme le moyen certain d'échapper à un danger immédiat. Elle ne se doutait pas que l'hypocrite sollicitude des Allemands cachait un piège.

Nous entendîmes bien, entre midi et une heure, des détonations sourdes espacées. A-t-on réellement tiré quelques coups de canon, ou étaient-ce simplement des pans de murs que les Allemands avaient dynamités du côté de la gare? Nous n'avons pu le vérifier dans le champ de décombres des rues incendiées.

Dès onze heures, la ville ressemblait à un tombeau, et un silence de mort planait sur les rues désertes. C'était le décor prescrit pour le quatrième acte du drame : il n'y fallait point de spectateurs gênants.

Les acteurs s'étaient exercés déjà en dévalisant de ci, de là, les jours précédents, les maisons abandonnées. A présent, ils allaient pouvoir opérer partout en grand, avec ensemble.

Le fait est que le pillage fut organisé méthodiquement, comme l'incendie, qui continuait d'ailleurs parallèlement.

On put s'épargner la peine d'enfoncer les portes, les habitants expulsés ayant reçu l'ordre de les laisser ouvertes. Une fois dans la maison, on avait vite fait de briser, à coups de crosse, les panneaux des gardes robes et de fracturer avec la pointe des baïonnettes les tiroirs des secrétaires. Les coffres-forts étaient plus durs à forcer, mais un outillage de cambrioleur peut en venir à bout. Le contenu des meubles était répandu sur le sol et chacun faisait son choix. Couverts d'argent, linge, œuvres d'art, jouets d'enfants, instruments de précision, tableaux, tout était bon à prendre. Ce que les pillards ne pouvaient emporter était déchiré, brisé, sali. Après, ils passaient par la cuisine et descendaient à la cave. Enfin, la panse et les mains pleines, ils portaient triomphalement à la gare le butin pris à l'ennemi. Que d'heureux les cadeaux allaient faire en Allemagne[1] !

Et cela dura huit jours, comme l'incendie. Les dernières maisons furent allumées, rue Marie-Thérèse, le mercredi 2 septembre. Le même jour, dans la soirée, des soldats allemands ivres traînaient encore à la gare de lourdes valises remplies d'objets qu'ils venaient de voler, rue Léopold.

Quand nos derniers réfugiés nous eurent quittés, le jeudi matin 27 août, nous éprouvâmes tout d'un coup, à Saint-Thomas, une impression étrange d'isolement. Tous les voisins avaient fui; la garde de l'hôpital même était partie. Du dehors ne nous arrivait que le craquement sinistre de l'incendie, s'acharnant à son œuvre de destruction.

Le ciel restait obstinément jaune et le jour blafard. L'imminence du bombardement répandait l'angoisse sur les visages décomposés par l'insomnie. Sous la pluie de papier brûlé qui tombait toujours, les brancardiers couraient d'un local à l'autre, portant sur les épaules des matelas et des planches : ils bouchaient les fenêtres basses des sous-sols où l'on avait péniblement descendu les blessés, pour les mettre à l'abri des bombes. C'est là, dans une cave de l'Institut de philosophie, que mourut sur une civière le vénérable octogénaire M. Michotte, que les Allemands avaient jeté la veille sur le pavé de la route devant sa maison en flammes...

[1] Les objets partaient en caisses bien emballées. Un de nos amis de nationalité étrangère put le constater à la gare du Nord de Bruxelles où l'autorité allemande lui avait permis de reprendre son bien, s'il le retrouvait. On a organisé en Allemagne « des ventes d'objets provenant de Belgique au profit de MM. les officiers », comme j'en ai lu l'annonce dans un journal colonais du mois d'octobre.

Il nous était resté une centaine de blessés. Médecins, infirmières et brancardiers demeurèrent toute l'après-midi du jeudi près de ces malheureux, tâchant de les réconforter et de leur faire prendre patience. Vers quatre heures, l'un d'eux succomba dans une crise tétanique. Nous creusâmes sa fosse dans le jardin.

Les heures passaient lentement dans l'attente du retour des expulsés. Où étaient-ils allés? Qu'avait-on fait d'eux? Nous évitions de poser la question à haute voix, car chacun comptait, parmi les disparus, des amis ou des parents.

La nuit fut plus lugubre encore que les deux précédentes. Les blessés eux-mêmes la passèrent dans les caves, couchés par terre sur des matelas serrés les uns contre les autres. De pauvres chandelles fixées sur des bouteilles éclairaient tristement ces dortoirs humides et sombres. Par intervalles, on entendait au loin l'écho de voix avinées : des pillards hurlaient là-bas le *Wacht am Rhein*...

Le vendredi 28 août des problèmes imprévus se posèrent, dont certains réclamaient une solution urgente.

Les administrateurs et les médecins de l'hôpital qui n'avaient pas pris part la veille à l'exode général avaient la plupart amené et gardé près d'eux femme, enfants et domestiques. Plusieurs de nos infirmières et de nos brancardiers étaient déjà sans toit. Et il ne s'agissait d'ailleurs plus de s'aventurer dans les rues où l'on risquait d'attraper un coup de fusil ou de tomber aux mains des Prussiens. En quelques heures, il s'était formé ainsi dans l'oasis de Saint-Thomas une communauté très originale d'une centaine de personnes de tout âge et de toute condition. Ce n'était pas une famille, car plusieurs ne se connaissaient même pas la veille. Ce n'était pas non plus un couvent : les uns étaient catholiques, d'autres incroyants, et il se trouvait dans le nombre une dizaine de bébés qui n'eussent pas été en âge de prononcer des vœux, pas même celui d'obéissance.

Il fallait organiser la vie de la communauté, la loger, la nourrir. Avec de la bonne humeur, du sens pratique et de l'énergie, on vient à bout de tout. Les locaux étant vastes, chacun eut rapidement son gîte et au moins un matelas pour la nuit : les lits étaient réservés aux blessés réinstallés dans leurs salles. On décida ensuite qu'il y aurait une table commune. Tous s'y retrouvaient matin, midi et soir, dans un coude à coude fraternel. Après le souper, on récitait, dans le réfectoire même, le Rosaire, les litanies de la Sainte Vierge et le *Parce Domine*.

Mais tout était venu à nous manquer à la fois : l'eau, la lumière, le pain. La distribution d'eau ne fonctionnait plus : la chaleur avait fait éclater les conduites dans les rues incendiées et la

pression était devenue insuffisante. Plus d'éclairage au gaz ni à l'électricité : le personnel des deux usines avait été expulsé et la canalisation détruite en maints endroits. Enfin, la provision de pain achetée le 19 était épuisée et il ne restait plus de boulanger.

Une équipe de brancardiers fut chargée d'aller tous les matins puiser de l'eau dans les maisons du voisinage qui possédaient des citernes. En même temps que de l'eau, ils nous rapportèrent des chandelles pour éclairer le réfectoire et les salles. Quelques jours après, nous trouvâmes dans une quincaillerie des lampes à pétrole, et un étudiant en philosophie fut promu lampiste.

Aux premiers repas, on s'était contenté de riz. Mais bientôt un étudiant en droit se fit fort de nous procurer du pain. Il franchit le mur du boulanger voisin, alluma le four, pétrit la farine sans levure ni levain et la laissa chauffer pendant quelques heures. Le lendemain matin, il nous servit triomphalement des disques aplatis, une espèce de pétrification brune qu'on cassait à coups de marteau avant de la faire tremper dans le café.

Dans la soirée du vendredi, vers cinq ou six heures, nous entendîmes soudain du côté de la gare le crépitement de la fusillade. Nul n'en pouvait deviner la cause. Depuis la veille, le canon s'était tu. En ville, après l'expulsion, il ne restait plus d'habitants à massacrer. Que pouvaient signifier ces détonations?

Une heure après, nous en eûmes l'explication. Deux soldats allemands sonnaient à la grille. Ils apportaient sur un brancard une femme d'environ vingt-cinq ans et sa petite fille de trois ans. L'un d'eux pleurait; l'autre semblait ému et gêné. « C'est affreux, nous dit le premier; ce n'est plus de la guerre. » La femme avait une balle dans le côté et, au-dessous du genou droit, une horrible blessure : le projectile avait déchiré les muscles et fracassé l'os effroyablement. L'enfant avait une balle dans le genou. La femme, Emilie Janssens, avait été chassée d'Aerschot avec quelques centaines de ses concitoyens. Les soldats allemands leur avaient dit qu'ils allaient être embarqués à Louvain dans un train et déportés en Allemagne comme prisonniers de guerre. Tandis que le troupeau humain attendait rue de la Station, brusquement, sans motif, les soldats allemands se mirent à tirer dans le tas. Il y eut des tués et des blessés parmi lesquels Emilie Janssens et son enfant[1]. Les médecins de Saint-Thomas, les docteurs Tits, Paul Debaisieux, Boine et de Coninck décidèrent l'amputation immédiate de la jambe. Ils opérèrent à la lueur de l'incendie et à

[1] Voir dans le rapport de la commission anglaise, au chapitre consacré à Aerschot, les dépositions des témoins 7, 15, 21, 24, 25, 41 et 45. Le témoin 25 fait allusion à Emilie Janssens.

la lumière de trois chandelles : leurs maisons à tous les quatre étaient en feu à ce moment. Sur une autre table de la salle d'opérations, le docteur Noyons examinait l'enfant; la balle logée dans le genou ne put être extraite; la petite restera estropiée.

Une heure après, on nous apporta une autre victime : un petit garçon de sept ans qui avait une large blessure à l'omoplate gauche. Il était du village de Herent et nous raconta qu'avant de le blesser lui-même, les Allemands avaient tué sous ses yeux son père et sa mère et incendié leur maison. Le pauvre petit fut recueilli plus tard par les sœurs de Saint-Vincent de Paul.

L'hôpital Saint-Thomas avait déjà donné asile à plusieurs femmes blessées. Leur nombre augmenta encore les jours suivants.

Une sœur franciscaine allemande vint nous prévenir, le samedi, qu'il était resté des femmes malades ou blessées dans des maisons abandonnées, notamment rue Jean Stas et chaussée de Tirlemont; les incendiaires continuant toujours leur œuvre criminelle, il était à craindre que ces malheureuses ne fussent brûlées vives. Munis de civières et d'un petit drapeau de la Croix-Rouge, nous allâmes procéder au sauvetage. Les bandes d'incendiaires et de pillards nous regardaient passer curieusement.

A la porte de Tirlemont, deux cochons erraient dans les décombres. Dès que nous eûmes terminé l'installation des malades, nous retournâmes à la recherche des deux bêtes. Un professeur de droit et un professeur de mathématiques réussirent à les capturer, mais que d'efforts et d'ingéniosité il fallut déployer avant de les amener à Saint-Thomas! Un brancardier s'improvisa boucher et tua immédiatement un des deux porcs; le lendemain, le riz fut remplacé à table par des pommes de terre au lard.

Quelques jours plus tard, un paysan vint nous dire que ses deux cochons avaient disparu, il demandait à voir les nôtres; mis en présence du survivant, il le contempla longuement, hocha la tête et dit : « Non, ce n'est pas le mien. »

Il se produisait ainsi, au milieu de l'épouvantable tragédie de feu et de sang, des incidents imprévus qui détendaient les nerfs.

Un matin, je crois que c'était le samedi, nous arriva un ancien élève de l'Institut supérieur de philosophie, un Hollandais, M. Roels, nommé récemment professeur de psychologie expérimentale à Toronto. Il s'était fiancé à Louvain pendant ses études et devait se marier le samedi 29 août. Arrivé de Hollande à Louvain la veille au soir par un train militaire, il avait été retenu à la gare; plusieurs fois pendant la nuit, il y entendit des coups de feu, les soldats allemands lui dirent qu'ils venaient de fusiller des civils. On juge de sa stupeur quand il trouva Louvain désert,

des quartiers entiers en feu, et la maison de sa fiancée vide. Quelques jours après, nous le revîmes au bras de sa femme; il venait faire ses adieux à ses professeurs avant de partir pour le Canada.

Le lundi 31 août, un petit groupe entrait à Saint-Thomas : d'abord, deux de nos brancardiers poussant une civière roulante sur laquelle était étendue une jeune femme, puis une bonne portant un bébé; enfin, une dame âgée soutenue par deux hommes tête nue et en pantoufles. C'était le professeur Thoreau, sa femme, son enfant et ses beaux-parents, M. et M[me] Lebbe. Nous croyions qu'ils avaient péri dans l'incendie de leur maison le mardi précédent et voici qu'ils nous arrivaient tous vivants, — y compris la jeune mère et son enfant, — mais dans quel état!

Le mardi soir, quand les soldats allemands enfoncèrent leur porte, ils se trouvaient réunis au premier étage. Les deux hommes descendirent la jeune femme, par l'escalier de service, dans la cave. M[me] Lebbe et la bonne suivirent avec l'enfant. Une demi-heure après, la maison était en flammes. Dans la cave, les tuyaux de la conduite d'eau éclatèrent. L'incendie au-dessus d'eux, l'inondation en dessous, la mort à l'entour! Pour se nourrir, ils avaient un pain et demi. Et leur captivité dura du mardi au lundi suivant. Ils restèrent à Saint-Thomas quatre semaines et réussirent alors à passer en Angleterre.

Six mois après, Mgr Deploige raconta en ma présence le miracle de leur sauvetage à René Bazin. « L'histoire, nous dit M. Bazin, a une suite. Le frère de M[me] Thoreau, qui est missionnaire lazariste en Chine, le P. Vincent Lebbe, a narré l'aventure de Louvain à ses chrétiens chinois. Ceux-ci, — des pauvres, très pauvres, — ont, à l'insu du missionnaire, fait une quête entre eux et envoyé deux mille francs aux réfugiés belges. »

Il y aurait un joli parallèle à établir entre la barbarie chinoise et la kultur allemande...

III. — Après la semaine tragique.

Le jeudi 27 août, nous était arrivé, à midi, un nouvel hôte inattendu : l'avocat Marguery, secrétaire communal de Louvain. Le digne vieillard, pris la veille dans une rafle, avait passé la nuit sur le pavé devant la gare; relâché dans la matinée, il trouva un abri momentané chez le directeur de la prison. C'est de là qu'il écrivit à Mgr Deploige pour demander asile à Saint-Thomas. Une demi-heure après, il était parmi nous, très heureux d'y rencontrer aussi son ami, l'échevin Schmit.

Marguery était anxieux du sort de Louvain. Le bourgmestre avait passé en Hollande, sa vie n'étant plus en sûreté; les échevins, sauf un, avaient fui; les membres du conseil communal étaient dispersés; toutes les autres autorités avaient disparu et voici que la ville se trouvait condamnée à l'incendie et livrée au pillage. Qui pourrait la sauver de l'anarchie et d'une ruine totale?

M. Marguery pensa au petit groupe d'hommes — des professeurs de l'Université catholique pour la plupart — qui dirigeaient l'hôpital Saint-Thomas. Ils n'appartiennent pas au parti politique qui administre la ville de Louvain, mais M. Marguery était persuadé qu'ils ne refuseraient pas de prendre les responsabilités de l'autorité et lui-même eut l'âme assez haute pour demander leur concours. Dès le jeudi après-midi, Mgr Deploige, le chanoine Thièry et le professeur Nerincx se réunirent avec M. Marguery et M. Schmit au secrétariat de Saint-Thomas pour chercher ensemble le moyen d'arrêter la destruction de la ville, d'y rétablir l'ordre, d'y ramener les habitants, d'y faire renaître la vie.

On décida d'abord de former un *comité de notables*. En l'absence de toute autorité régulière, ce comité aurait assumé provisoirement la tâche dévolue par la loi au conseil communal. Mission délicate, difficile et, à ce moment-là, singulièrement dangereuse. Le personnel de Saint-Thomas, directeurs, administrateurs, médecins, l'acceptèrent pourtant sans hésiter.

Il fallait ensuite entrer en relations avec la *Kommandantur* pour lui notifier l'existence du nouvel organisme communal et obtenir qu'elle mît fin à l'incendie et au pillage. L'échevin Schmit semblait seul qualifié pour faire cette démarche. Mais il était dans des transes mortelles : sa femme et ses enfants avaient été saisis par les Allemands, entraînés du côté de la gare, on ne savait dans quelle direction. Il eût été inhumain de l'empêcher de se mettre à leur recherche. Il partit donc le dimanche ou le lundi, après avoir délégué ses pouvoirs au professeur Nerincx, et celui-ci entama les pourparlers avec le major von Manteuffel.

Le lundi 31 août fut rédigée à Saint-Thomas une proclamation à la ville de Louvain. Elle notifiait aux habitants que l'autorité allemande avait promis d'arrêter l'incendie et le pillage; elle rappelait quelques ordonnances édictées précédemment et invitait la population à rentrer pour reprendre ses occupations habituelles. L'affiche était signée par M. Nerincx, professeur à l'Université catholique et bourgmestre provisoire, et par les membres du *Comité des Notables :* MM. le docteur Boine; le P. capucin Valère Claes; le docteur Paul Debaisieux, professeur à l'Université; le docteur de Coninck; Charles de la Vallée-Poussin, pro-

fesseur à l'Université; Mgr Deploige, professeur à l'Université; l'ingénieur Pierre Helleputte; le chanoine Thièry, professeur à l'Université; le docteur Tits; Léon Verhelst, professeur à l'Université. Des brancardiers de Saint-Thomas distribuèrent l'affiche à Tirlemont, à Bruxelles et dans d'autres communes où l'on supposait qu'une partie de la population se trouvait réfugiée.

Le mardi 1er septembre, à dix heures du matin, le Comité des Notables se réunit pour la première fois à l'Hôtel de Ville. Il avait devant lui une tâche singulièrement ardue. Depuis huit jours, tous les services communaux étaient suspendus, le personnel de l'administration et de la police avait disparu, des rues entières n'étaient plus qu'un amas de ruines fumantes, quantité de maisons avaient été saccagées et restaient ouvertes aux pillards, des milliers d'habitants allaient se trouver sans abri et sans pain.

Le nouveau bourgmestre et ses collègues se mirent à l'œuvre avec sang-froid et méthode et, en quelques heures, leur énergie eut pourvu aux besoins les plus urgents. Quelques centaines d'habitants étaient rentrés en ville; avec l'aide des plus résolus, M. Nerincx organisa le jour même un corps de police volontaire. Le docteur Tits prit la direction de l'Etat civil. Le chanoine Thièry mit en sûreté les œuvres d'art et les objets précieux qui restaient encore à Saint-Pierre et s'occupa immédiatement de faire établir sur l'église une toiture provisoire. L'architecte Vingeroedt fut chargé de former des équipes d'ouvriers pour déblayer les rues et démolir les murs qui menaçaient ruine. Le professeur de la Vallée fit le relevé des maisons incendiées. M. Pierre Helleputte, qui dirigeait depuis le début de la guerre le corps des brancardiers de Saint-Thomas, assuma la lourde tâche d'assurer le ravitaillement de la population et d'organiser la distribution des secours aux sinistrés et aux indigents.

Il importait de ne pas laisser plus longtemps sans sépulture les cadavres qui se décomposaient sur la voie publique et dans les maisons. Deux brancardiers de l'hôpital Saint-Thomas, le P. capucin Valère Claes et l'architecte Lucien Speder se dévouèrent à relever les corps, à les identifier et à les transporter au cimetière. Ils ramassèrent d'abord ceux que les Allemands avaient assassinés dans les rues et sur les boulevards; ils en ont trouvé un jour vingt et un dans la fosse d'aisance d'une maison en construction, au coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont. Puis ils retirèrent des décombres ceux qui avaient péri dans l'incendie; parfois les corps étaient carbonisés et l'identification devenait impossible. Plus tard, ils exhumèrent ceux qui n'avaient reçu qu'une sépulture provisoire : vingt-sept dans le square,

devant la gare, et dix-neuf à l'hôpital Saint-Pierre, rue de Bruxelles. Pendant qu'ils se dévouaient héroïquement à leur œuvre de miséricorde, le major von Manteuffel était venu les complimenter. « Vous faites là, leur dit-il, un ouvrage utile. — Il eût mieux valu que vous nous l'eussiez épargné », lui répondit le capucin.

Tout faillit se gâter le lendemain, c'est-à-dire le mercredi 2 septembre. Des soldats allemands se remirent à piller et, ce qui est pire, ils incendièrent trois maisons dans la rue Marie-Thérèse et une autre dans la rue Léopold. Une vigoureuse protestation, accompagnée d'une menace de démission, aboutit à une promesse formelle de répression contre les fauteurs de toute nouvelle tentative d'incendie ou de pillage.

Le Comité des Notables, assisté des premiers conseillers communaux qui rentrèrent en ville : le docteur Janssens et M. Fritz Hollanders, put, dès lors, reprendre et poursuivre sans nouvel incident son rude labeur.

Le bourgmestre provisoire déployait une activité tenace. Plus d'une fois même, sa sollicitude fut amenée à s'étendre aux communes voisines. Dans les villages de la banlieue de Louvain, ravagés par l'incendie, la désorganisation restait en effet complète. Les représentants de l'autorité, s'ils n'avaient pas été fusillés ou emmenés en Allemagne, étaient en fuite. Quand les habitants, abandonnés à eux-mêmes, surent qu'une administration belge était rétablie à Louvain, ils vinrent d'un peu partout demander au nouveau bourgmestre conseil et secours.

Beaucoup de ces paysans étaient préoccupés du payement des « bons de réquisition » que les Allemands leur avaient remis en emmenant leur bétail. Ne comprenant pas l'allemand, ils demandaient ce que valaient leurs papiers. Pour deux chevaux qu'on leur avait pris, ils avaient reçu un « bon pour deux lapins »; pour trois vaches, un « bon pour trois seaux d'eau » ou un « bon pour être fusillé ».

Les rares témoins qui ont, comme nous, erré à travers Louvain en ces premiers jours qui suivirent le sac n'oublieront jamais cette vision de cataclysme. Il était presque impossible de passer par certaines rues obstruées de débris : façades écroulées, balcons effondrés, réverbères renversés, poutrelles de fer tordues, coffres-forts béants s'amoncelaient en un désordre sauvage sur toute la largeur de la voie. Par moments, le vent soulevait de ces ruines encore chaudes une aveuglante poussière de cendres. Une odeur nauséabonde de pourriture et de brûlé vous poursuivait obstinément et, trop souvent, on se heurtait au cadavre d'un fusillé ou à

la carcasse d'un cheval mort. De rares passants, déroutés par l'aspect catastrophique des choses, cherchaient dans le fouillis des ruines l'emplacement de leur foyer anéanti. D'autres grattaient les cendres avec le fol espoir d'y retrouver quelque souvenir aimé, abandonné dans la fuite éperdue le jour de l'expulsion. Près de l'hôtel de ville, les soldats allemands, criant : *Hoch dem Kaiser* et chantant *Deutschland über alles*, se soûlaient de champagne au son d'un violon.

1084 maisons avaient été incendiées sur le territoire de la commune de Louvain; 440 dans la commune voisine de Kessel-Loo et 85 dans celle d'Heverlé, qui font l'une et l'autre partie de l'agglomération louvaniste. A Louvain même, la torche des incendiaires semblait s'être promenée méthodiquement dans trois directions : d'abord aux alentours de la gare et tout le long de la voie ferrée. Puis dans le quartier riche habité par les professeurs de l'Université : la place du Peuple et les rues adjacentes, spécialement la rue Léopold. Enfin au cœur de la cité, c'est-à-dire autour de l'église Saint-Pierre, et jusqu'à des distances variables dans chacune des rues qui rayonnent de la place de l'Hôtel-de-Ville.

Outre les habitations privées, l'incendie avait détruit l'église Saint-Pierre, les Halles universitaires, le Palais de justice, l'Académie des Beaux-Arts, le Théâtre, l'Ecole commerciale et consulaire de l'Université.

Notre première visite, le mardi 1er septembre, fut pour l'église Saint-Pierre. Du dehors on pouvait constater déjà que le clocher et la toiture étaient complètement détruits. A l'intérieur le spectacle était désolant : les débris de la voûte effondrée et des cloches fondues jonchaient le pavement; des bûchers avaient été allumés dans chacune des chapelles latérales de la grande nef centrale et tout leur contenu, mobilier et tableaux, était anéanti; au milieu du chœur, un autre bûcher, formé de chaises entassées, avait abîmé le maître-autel et endommagé le tabernacle. Les célèbres tableaux de Bouts, — *la dernière Cène* et *le martyre de saint Erasme*, — se trouvaient dans une des chapelles qui entourent le chœur. Si le feu s'était propagé jusque-là, ces chefs-d'œuvre eussent été perdus. Ils ne furent, en effet, enlevés de l'église qu'après l'incendie, le jeudi 27 août : je tiens le fait de la bouche même du lieutenant Telemann, l'adjoint du major von Manteuffel, qui les fit porter ce jour-là à l'hôtel de ville. La massive porte en chêne de la sacristie avait été forcée et les meubles qu'elle contient, fracturés.

Escaladant des monceaux de décombres, nous nous dirigeâmes ensuite vers les Halles Universitaires. Ici la ruine était complète.

De l'énorme bâtiment il ne subsistait que quelques pans de murs. Dans le grand hall du rez-de-chaussée, les colonnes qui soutenaient la voûte, maintenant écroulée, émergeaient à peine des cendres encore incandescentes de ce qui fut la bibliothèque de l'Université catholique. Pas un livre, pas un manuscrit n'avait été sauvé. La galerie des bustes, la collection des tableaux, les archives, tout était anéanti.

Nous avons appris plus tard que le feu fut mis à la bibliothèque le mardi 25 août, entre dix heures du soir et minuit. Il n'y avait alors dans les Halles que le concierge, sa femme et leurs petits enfants, et quinze cavaliers allemands qui étaient venus, l'après-midi, installer leurs chevaux dans le grand hall du rez-de-chaussée. Quand la fusillade commença, les cavaliers décampèrent avec leurs chevaux en disant au concierge que les Français arrivaient. A minuit, le concierge constata que la bibliothèque était en feu...

Le mardi 1er septembre, nous reçûmes à Saint-Thomas la visite d'une personnalité allemande bien connue : le docteur Sonnenschein, de München-Gladbach. Accompagné de deux Hollandais, le docteur Poels et M. Koster, il venait faire une enquête chez ses compatriotes de la *Kommandantur* sur les événements de Louvain. Ce qui le préoccupait, c'était de savoir la vérité sur le rôle attribué au clergé catholique par certains journaux allemands. Quelques jours après sa visite, nous lûmes dans la *Kölnische Volkszeitung* le résultat de son enquête : « Il serait injuste, écrivait il, d'impliquer l'Université et le clergé dans les troubles de Louvain. Les étudiants étaient en vacances ; la plupart des professeurs aussi ; ceux qui étaient restés se dévouèrent au soin des blessés, aussi bien des Allemands que des Belges. Quant au clergé paroissial, loin d'exciter la population, il n'a fait que prêcher le calme. Au surplus, dans aucune église on n'a trouvé des armes ; d'aucun clocher on n'a tiré un coup de feu [1]. »

Du 11 au 14 septembre, le canon tonna de nouveau dans le voisinage immédiat de Louvain. La garnison d'Anvers faisait une seconde sortie. Les ambulanciers allemands ne tardèrent pas à nous amener leurs compatriotes tombés sur le champ de bataille.

Il était de règle à Saint-Thomas de ne faire aucune distinction entre les blessés ; tous étaient traités avec la même charité, quelle que fût leur nationalité. Quand les premiers blessés allemands nous arrivèrent le vendredi 11, infirmières et brancardiers s'empressèrent de leur donner des soins et les médecins restèrent sur pied

[1] Feuilleton intitulé : « In Löwen » et signé docteur Sonnenschein dans la *Kölnische Volkszeitung* du 10 septembre 1914.

une bonne partie de la nuit. De même, le lendemain et la nuit suivante.

Le dimanche soir, un sous-officier allemand nous dit qu'il restait encore des blessés, — des Belges, — et que nous pouvions aller les chercher. Une vieille auto fut mise en marche; on trouva encore en ville une ou deux charrettes et on partit pour Wygmael. Les morts allemands étaient déjà enterrés; les nôtres gisaient encore dans la boue. Ceux de nos blessés qui n'avaient pas succombé depuis quarante-huit heures aux privations et à l'hémorragie étaient dans un état pitoyable; quelques-uns s'étaient traînés dans les fossés pour se mettre à l'abri des balles; d'autres avaient été transportés dans des étables. Il y en avait cinq étendus dans une porcherie sur le fumier; deux d'entre eux, le commandant Hutsebaut et un lieutenant, furent hissés dans l'auto. A l'arrivée à Saint-Thomas, le commandant Hutsebaut était mort. Le lendemain matin, on retourna de bonne heure près des trois autres; ils avaient cessé de vivre.

Deux anecdotes montreront comment les autorités militaires allemandes savaient à l'occasion témoigner leur estime et leur reconnaissance à ceux qui prodiguaient leur dévouement aux blessés.

Le 1er octobre, à cinq heures du matin, huit soldats commandés par un sergent entraient bruyamment à Saint-Thomas et demandaient au brancardier de garde de les conduire chez le docteur Tits, médecin principal de l'ambulance. Ils pénétrèrent dans sa chambre, l'obligèrent à se lever et à s'habiller en leur présence, puis, baïonnette au canon, l'emmenèrent comme un malfaiteur à la *Kommandantur*. Il était pris comme otage en même temps que cinq autres habitants de Louvain, parce que, la veille, la voie ferrée avait été coupée dans les environs de Louvain, on ne sait par qui. Une énergique réclamation fit relâcher le docteur Tits une heure après, mais le père Claes, l'héroïque fossoyeur, dut aller prendre sa place.

Quelques semaines plus tard, vers le 20 novembre, le docteur Tits demanda un passeport pour la Hollande. Le 28 août, tandis qu'il soignait leurs blessés à Saint-Thomas, les Allemands avaient brûlé sa maison : sa femme et ses enfants avaient dû chercher un refuge en Hollande; mais lui-même était resté au poste, et depuis trois mois il se dévouait jour et nuit à l'ambulance. Sa femme attendait un enfant vers le 10 décembre. Il demandait donc de pouvoir aller la retrouver. Le passeport lui fut impitoyablement refusé.

Après la terrible secousse de la dernière semaine d'août, Louvain revenait peu à peu à la vie. C'était comme le réveil après un

cauchemar. Petit à petit, les nouvelles du pays filtraient malgré l'occupation allemande; de partout venaient des rumeurs de massacre et de destruction. Mais de la lutte prodigieuse engagée là-bas en France et dont nous nous sentions l'enjeu, nous ignorions tout. Aux proclamations officielles des victoires allemandes, la population opposait un scepticisme absolu, tandis que les nouvelles les plus fantaisistes sur les mouvements des troupes alliées maintenaient la confiance.

L'hôpital Saint-Thomas, dont personne n'eût pu prévoir la destinée, était devenu le centre de la cité. Après avoir reçu 700 blessés, belges, français et allemands, et les avoir sauvés ou soulagés par la science de ses médecins et l'abnégation de ses infirmières, il avait préservé tout un quartier de la ville rien qu'en restant au poste, si je puis dire, à l'heure critique; puis, dans la ville abandonnée il avait suscité les hommes qui rétablirent l'ordre; aujourd'hui, après que toute la vie de Louvain s'y fut réfugiée pendant quelques jours, il restait encore le foyer de la patience et du courage.

La bataille du 11 au 14 septembre, qui ramena les troupes belges tout près de Louvain, avait rempli l'ambulance. Après les journées tragiques, ce flux de misères à soulager fit circuler une vie intense dans tous les membres de l'organisme. On n'imagine pas ce qu'il fallut d'ingéniosité et de hardiesse pour reconstituer tous les services dans la pénurie presque totale où nous nous trouvions. Nul ne resta oisif. Chacun avait son poste et sa besogne : dans la salle d'opérations, à la lingerie, au réfectoire, au secrétariat.

D'autre part, la communauté laïque, que dans un jour de tempête la pitié avait formée autour de nos blessés, s'était établie à demeure et tant bien que mal dans cet hôpital qui, lui-même, avait été improvisé. Rien ne rapproche les âmes comme les épreuves endurées en commun, source intarissable d'entr'aide et de charité réciproque. Deux mois avaient suffi pour faire de la communauté, rassemblée par un hasard tragique, une famille très unie. Les exigences étaient médiocres et chacun avait pu se créer à très bon compte un petit intérieur que la bonne humeur rendait confortable. Le soir, après le souper et la prière dite en commun, on se réunissait en « clubs » pour deviser sur les dernières nouvelles.

Le 28 octobre, tout le monde s'était entendu pour faire de la fête patronale des deux fondateurs de l'hôpital une cordiale fête de famille. Il y eut de la musique, des vers, des fleurs, et M. Marguery fit un petit discours bien pensé et encore mieux senti qui réveilla l'émotion commune.

A Malines, le cardinal Mercier avait aussi pensé à la fête. Il arriva à l'improviste, en auto, l'après-midi. C'était la première fois qu'il revoyait Louvain depuis la guerre. Il visita d'abord notre hôpital où il eut peine à retrouver l'Institut supérieur de philosophie qu'il avait fondé il y a vingt-cinq ans avec Mgr Deploige et le chanoine Thièry.

Puis, avec nos deux directeurs, il parcourut à pied les rues éventrées. La physionomie de la ville était infiniment triste. Beaucoup de façades branlantes s'étaient écroulées; la pioche des démolisseurs avait achevé le nivellement : des perspectives neuves s'ouvraient sur les décombres.

Le soir tombait lugubre sur la ville silencieuse, où quelques becs de gaz éclairaient la marche cadencée des patrouilles allemandes. Le cardinal contempla Saint-Pierre et puis les Halles. Ce que lui dirent les souvenirs détruits, nous en pûmes, deux mois plus tard, retrouver l'expression pathétique dans sa pastorale de Noël.

IV. — Explication des événements.

Le gouvernement allemand a expliqué à sa manière les événements de Louvain.

D'après sa version, tout ce qui est arrivé est la faute des habitants. De connivence avec le gouvernement belge, la population aurait attaqué traîtreusement les troupes allemandes. Celles-ci n'auraient fait que se défendre et leurs chefs auraient infligé à la cité rebelle un châtiment exemplaire, mais mérité.

Grâce à l'organisation puissante et méthodique de la propagande allemande, cette version a fait le tour du monde.

L'heure n'est pas venue de prononcer sur les événements de la semaine tragique une sentence définitive. Il faudrait d'abord, pour instruire le procès de Louvain, que les témoins pussent parler librement devant une commission impartiale. Actuellement, nous en sommes réduits à voir l'odieuse comédie du coupable qui se fait juge. Les victimes, — accusées après avoir été massacrées, torturées et ruinées, — doivent prendre patience.

Ces pages, au surplus, ne sont pas une œuvre de polémique. C'est le récit d'un témoin qui rapporte sans haine et sans peur ce qu'il a vu et entendu.

Nous nous contenterons donc, pour l'heure, de donner notre témoignage et notre opinion sur ce qui s'est passé. Qu'on veuille bien se rappeler que depuis le début de la guerre nous étions sur place, que nous n'avons à aucun moment quitté la ville; que

nous y sommes resté longtemps après les événements d'août.

En âme et conscience, nous affirmons d'abord ce qui suit :

Nous n'avons vu aucun civil se livrer à un acte hostile contre l'armée ennemie ;

Durant notre séjour à Louvain, nous avons interrogé des centaines de nos concitoyens : pas plus que nous ils n'ont vu un civil tirer sur des Allemands ;

Mais on a observé que des soldats allemands tiraient des maisons qu'ils occupaient ou qu'ils envahirent [1];

On a vu de même des groupes de soldats allemands, trompés sans doute par l'obscurité, tirer les uns sur les autres dans les rues et sur les places publiques [2];

Nulle part, dans aucune maison, dans aucune église, les Allemands n'ont trouvé un dépôt d'armes ayant servi ou devant servir aux prétendus conjurés ;

Les armes que les civils possédaient avant la guerre avaient été déposées à l'Hôtel de ville sur l'ordre répété du gouvernement belge, du bourgmestre et du commandant allemand ;

Le gouvernement belge et le bourgmestre avaient enjoint à la population de s'abstenir de toute manifestation contre les troupes ennemies ;

Enfin, pour qui a vu Louvain du 19 au 25 août, c'est folie pure de supposer que l'idée aurait pu venir à la population de risquer une attaque contre l'armée allemande, dont la formidable puissance s'étalait depuis huit jours sous les yeux de tous.

L'accusation portée contre les habitants de Louvain est une calomnie et une absurdité.

S'il en est ainsi, nous dira-t-on, comment expliquer la fusillade du mardi 25 août, qui fut le point de départ de tout le drame ?

A Louvain même elle a été attribuée à une méprise et à une panique. Belges et Allemands se battaient, le 25 août, aux portes de Louvain ; vers le soir, l'alarme fut donnée à la garnison ; puis des soldats et des véhicules rentrèrent en désordre du côté de Malines ; à ce moment — il faisait déjà noir — retentirent des coups de feu. Les soldats allemands qui étaient en ville s'imaginèrent,

[1] Le fait a été constaté dans sa propre maison, rue Léopold, 16, par M. Léon Verhelst, professeur à l'Université, et rue de Namur, dans le jardin de l'Institut de chimie, par Mgr Ladeuze, recteur de l'Université.

[2] Le fait a été reconnu par des officiers et des soldats allemands et constaté par des civils. Il a été observé à la place du Peuple, dans la rue de Bruxelles, dans la rue de la Station et aux environs de la gare. Plusieurs témoins interrogés par la commission d'enquête anglaise ont déposé en ce sens (voir les dépositions des témoins 5 et 8 de Louvain).

les uns, que l'ennemi arrivait, les autres, que les civils commençaient une attaque. Les premiers tirèrent sur leurs propres camarades, les prenant pour des soldats belges ou français; les autres criblèrent de balles les façades des maisons.

Telle est la version que j'ai souvent entendue autour de moi. Je l'admets comme vraie pour un grand nombre de soldats allemands : elle explique leur conduite après qu'ils eurent entendu les premières détonations. Beaucoup ont pu croire, à ce moment, que l'ennemi les prenait à dos : la bataille était proche et ne semblait pas tourner à leur avantage. D'autres ont dû avoir la pensée que des civils tiraient sur eux : ils avaient tous la tête remplie d'histoires de francs-tireurs.

Mais il reste un point obscur. Qui a tiré les premiers coups de fusil? Une sentinelle trop prompte à l'émotion? un mauvais plaisant? un soudard ivre?... Y eut-il, au début comme dans la suite, méprise et panique? Ou bien les premiers coups de fusil furent-ils lâchés ou commandés de sang-froid par quelqu'un qui savait ce qui allait suivre et qui, malgré cela ou à cause de cela, déclenchait la machine?

J'ignore si, pour Louvain, on obtiendra jamais sur ce point un aveu ou un témoignage décisif. Mais je remarque que ce qui est arrivé à Louvain s'est produit en vingt autres endroits. L'histoire se passe toujours de même; un coup de fusil part, nul ne sait d'où; immédiatement retentit le cri sauvage : « Les civils ont tiré », *Die zivilisten haben geschossen. Es geht loss*, et l'orgie sanglante commence. *Sans la moindre enquête*, on se rue sur les maisons et on y met le feu. On saisit les habitants, hommes, femmes et enfants, on les fusille sans jugement et sans pitié, on les torture, on les déporte; puis au spectacle de l'incendie et des ruines on se saoûle de vin pillé.

Quand un geste se répète toujours identique, quand un même procédé est employé uniformément partout, nous sommes obligés, en bonne logique, de conclure qu'il y a là une application consciente et méthodique d'un système général.

Nous voudrions certes, pour l'honneur de l'humanité, rejeter, dans le cas présent, la supposition d'un massacre provoqué, d'une destruction délibérée. Mais le Livre Blanc que le gouvernement allemand a publié, le 10 mai 1915[1], renforce singulièrement l'hypothèse de la préméditation. *Plusieurs témoins, soldats allemands, déclarent, en effet, qu'immédiatement avant les premiers coups de feu, une fusée s'éleva soudain du square devant la gare, éclata*

[1] *Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkskriegs. Auswärtiges Amt.* Berlin, 10 mai 1915.

dans l'air et répandit ses globes lumineux sur la ville. Les soldats y virent un signal, et aussitôt, la fusillade éclata de tous côtés.

Si c'est vraiment une volonté consciente qui a fait exécuter à Louvain le drame déjà répété ailleurs, il resterait à chercher quel fut son but.

Voulait-on frapper au cœur l'Université catholique? — Sa riche bibliothèque a été incendiée dès le premier soir.

Agissait-on dans un intérêt stratégique? — On a détruit une à une toutes les maisons situées le long de l'importante voie ferrée Cologne-Bruxelles, par où passeront des mois durant, allant d'un front à l'autre, les troupes allemandes.

Cherchait-on simplement un prétexte pour piller? — A Louvain, le vol, méthodiquement organisé, a duré toute une semaine.

Ou bien essayait-on de terroriser la population pour l'amener à crier grâce et à demander au Roi de cesser la résistance? — Nous savons qu'après le 3 août le gouvernement belge fut sollicité plusieurs fois par divers intermédiaires d'abandonner la lutte...

L'histoire assignera-t-elle jamais aux diverses causes supposées leur part réelle d'influence? — En attendant son jugement, qu'on nous permette de donner encore l'opinion d'un ami, professeur à l'Université de Louvain, qui avait relevé sur une carte géographique de Belgique les traces de sang laissées par l'envahisseur à Visé, à Liège, à Aerschot, à Louvain, à Termonde, à Andenne, à Dinant, à Tamines, et dans le sud du Luxembourg.

Pas n'est besoin, nous disait-il, de supposer chez les massacreurs et les incendiaires un calcul ou un but utilitaire. Ils ont agi par représailles tout simplement. Suivez la marche des armées allemandes à travers la Belgique. Les régions où elles ont passé sans résistance n'ont pas souffert. Mais partout où les troupes belges ou alliées leur ont fait subir un échec, un retard ou un ennui, elles s'en sont vengées sur la population civile.

La démonstration de notre ami était prenante, car les coïncidences qu'il relève sont nombreuses, indéniables. Au surplus, si on adopte sa conclusion, l'esprit ne tarde pas à y trouver un thème fécond de réflexions.

Les représailles exercées par les Allemands présentent, en effet, des caractères particuliers.

D'abord elles sont systématiques. Ce ne sont pas des mouvements réflexes, des explosions soudaines de colère, des gestes de dépit brutaux et capricieux. Elles se développent uniformément d'après un plan établi, elles sont partout pratiquées avec la même méthode, elles font partie d'un ensemble ordonné.

Elles sont effroyables aussi, ces représailles. A Andenne comme

à Tamines, à Dinant comme à Louvain, elles ont accumulé les ruines et fait des centaines de victimes.

Mais pourquoi, se demande-t-on, la moindre contrariété éprouvée par l'armée allemande exige-t-elle comme réparation de pareilles hécatombes et de tels sacrifices? La gravité d'un châtiment étant en raison directe de la dignité de la personne lésée, l'armée allemande serait-elle donc une entité d'une valeur transcendante?

Les proclamations des généraux tendent à le faire croire. L'armée allemande y est comme promue au rang de divinité. Divinité redoutable, il est vrai, car elle exige, si elle se croit lésée, la destruction de villages florissants et de villes entières. Malheur à la région où elle subit une humiliation; l'expiation du sacrilège sera immédiate et impitoyable. Divinité monstrueuse aussi, dépourvue d'un attribut essentiel du vrai Dieu : la justice. Ses rigueurs sont aveugles, elles frappent à la fois et indistinctement innocents et coupables. Tous les monuments qu'elle réduira en cendres ne valent d'ailleurs pas la vie du moindre soldat allemand [1].

Ce culte idolâtrique et féroce voué à l'armée est-il simplement une création du militarisme prussien, imposée à l'Empire par les hommes de guerre sectateurs de la religion de la force?

Ou bien, tout en étant d'origine prussienne, s'est-il intégré des conceptions plus générales, communes à l'Allemagne entière?

Deutschland über alles, chantaient les soldats en casque à pointe, tandis qu'ils défilaient dans nos cités envahies au son des fifres et au bruit des tambours.

Deutschland über alles est l'expression populaire d'une théorie philosophique. L'Allemagne moderne est la réalisation, orgueilleuse et grandiose, du Dieu-Etat de Hegel. Et l'armée qui assure sa force participe de son caractère divin.

C'est donc peut-être dans les théories politiques allemandes qu'il faut chercher l'explication première, non pas de faits isolés, mais de l'ensemble des atrocités, du « système » si l'on veut, qui fut appliqué à la Belgique pour lui faire expier sa résistance...

Hervé de Gruben.

[1] Voir la proclamation du général baron von Bissing, commandant le 7e corps d'armée, dans la *Kölnische Volkszeitung*, Wochen Ausgabe, nº 33 du 17 septembre 1914, p. 13.

CARNET DE ROUTE

D'UN OFFICIER D'ALPINS

FRAGMENTS [1]

La canonnade de Dieuze (*19 août 1914*). — Le 19 août, à la première heure, le bataillon, avant-garde de la 29e division, traverse le bois de Mersack et s'engage dans Dieuze. Tout paraît tranquille. Quelques fenêtres ou quelques portes s'ouvrent avec précaution et l'on entend chuchoter dans la nuit : « Voici les Français. »

Nos hommes sont gais. Ils essaient de lire avec curiosité les enseignes des magasins et déclarent qu'ils sauront l'allemand dans quinze jours. Rien n'est plus amusant que d'entendre ces paysans basques, cévenols, dauphinois, habitants des Alpes ou Provençaux, faire leur possible pour écorcher la langue des barbares du Nord. Mais ces distractions ne devaient pas durer longtemps.

A peine sortis de Dieuze, quelques coups de fusil nous mettent en garde. Il fait encore nuit. Le bataillon se déploie en vue du combat. Il continue sa marche sur Bénestroff par Vergaville. Nous progressons à travers champs. Le jour se lève et, dans la brume du matin, apparaît le village de Vergaville.

Les balles commencent à siffler. Nous avançons par bonds. Bientôt une balle vient toucher à la cuisse mon caporal de direction, brave petit chasseur qui avait fait la campagne du Maroc. Je me penche sur lui et lui donne l'accolade. C'était mon premier blessé. Et quand je songe à l'abandon forcé dans lequel plus tard

[1] Ces pages font partie d'un carnet de route, qui, sous le titre de : *Visions et impressions de guerre*, doit être publié par la maison Berger-Levrault.

nous avons été contraints de laisser nos blessés, je souris amèrement en constatant la différence de nos procédés.

Notre progression ralentissait lorsque bientôt, derrière nous, le canon tonne. L'artillerie entre enfin en action. A ce propos, il est intéressant de souligner la joie qu'éprouve le fantassin, lorsque, engagé dans la lutte, il se sent soutenu par l'artillerie, lorsqu'il aperçoit derrière lui les pièces qui se mettent en batterie ou lorsqu'il entend les obus français qui, passant sur sa tête, précèdent, pour ainsi dire, sa marche en avant. Alors il s'écrie : « Il y a du bon, voilà les gros frères. »

Ainsi soutenus, nous entrons brusquement dans Vergaville. Mais les défenseurs en étaient partis et leur rôle de détachement avancé était terminé. Il est sept heures du matin. Un de mes hommes s'écrie : « Voilà le combat fini », alors que ce qu'il avait vu n'était que la bien modeste ouverture à l'héroïque et macabre symphonie que nous allions entendre, dont Berlioz, d'un côté, et Wagner, de l'autre, auraient pu tirer quelque effrayant motif.

Nous recevons l'ordre de continuer sur Bénestroff.

Sans vouloir faire œuvre de stratège en ces simples récits épisodiques, tout en restant un humble conteur, je soulignerai le côté audacieux de notre marche sur Bénestroff. Il était évident que cette position était d'une importance capitale au point de vue militaire : elle est située sur la grande voie stratégique allemande de Metz à Strasbourg, sur cette voie ferrée où les quais de débarquement ont été multipliés, à mi-chemin entre les deux grandes places fortes. La prise de Bénestroff, par une poussée de nos troupes vers le nord, aurait été comme un coin enfoncé dans l'axe principal de résistance des Allemands, et c'eût été trop beau.

Pour tenir une telle position, les Allemands devaient avoir accumulé les moyens de défense. Le terrain même leur semblait favorable : à la sortie de Vergaville, s'étend une immense plaine limitée vers le nord par des crêtes boisées, dont la direction est sensiblement parallèle à la voie ferrée de Metz à Strasbourg. Et cette plaine n'était autre qu'un champ de tir repéré par l'artillerie allemande, où certains éléments d'entre elle s'étaient livrés, durant la paix, à de nombreux exercices.

Avant de sortir de Vergaville et en apercevant cette large étendue, un de mes camarades me dit :

— Beau terrain pour y recevoir un doux accueil dans toutes les formes de l'art!

C'est sur ce beau terrain que nous nous engageons. Bien groupés par sections, nous essayons de progresser par bonds. Les sections, se couchant brusquement au moment où l'obus arrive, et les

hommes, collés les uns aux autres, la face contre terre, faisant ce qu'on appelle « la tortue », nous réussissons à avancer ainsi de 800 ou 1000 mètres. Bientôt, nous sommes cloués au sol. La canonnade fait ses ravages sans arrêt, sans répit. La terre est labourée par les obus percutants de tous côtés, à droite, à gauche, en avant et en arrière de nous.

Quant aux obus explosifs, ils nous arrosent de leurs shrapnells. Il n'y a que par-dessous qu'on n'en reçoive point.

Aussi mes hommes sont-ils aplatis sur le sol, bien serrés les uns contre les autres, sentant l'immensité du danger. De temps à autre, un obus tombé près de la section nous couvre d'une pluie de terre, de balles, qui heureusement, la plupart du temps, ne criblent que la véritable carapace formée par les sacs des hommes. S'il en est un qui tombe au beau milieu, ce sera un joli spectacle!

Je me suis assis face à ma section, car, ma foi, le danger est trop grand pour prendre des précautions, et je remets mon destin aux mains de la fatalité. J'allume une cigarette. Je regarde mes hommes courbés vers la terre, groupés comme un troupeau sous l'orage. Et qu'attendons-nous dans cet enfer?... Que la nuit arrive. Or il est 9 heures du matin. Et, pendant dix heures, le bataillon reste sous cette pluie de fer qui sème la douleur et la mort, sans qu'un des hommes bouge et sans que l'idée de recul entre dans l'esprit d'aucun d'eux.

A tout instant, je regarde ma montre : 10 heures, 11 heures, midi. Et le soleil s'était levé, glorieux et magnifique, comme pour assister, triomphant, à ce drame sanglant.

Or, tandis que j'écoutais les imprécations de mes hommes, les appels des blessés et la chanson terrible des obus, j'entendis un sonore ronflement, qui vraiment contrastait d'une façon bizarre avec le bruit du combat : la plupart de mes hommes s'étaient endormis...

Dans le courant de l'après-midi, je me glisse en rampant jusqu'à une meule de paille où se trouve mon capitaine. Il fume une cigarette, souriant et tranquille. Jamais je ne l'avais vu si calme. Et pourtant quelle nature enthousiaste! Je me couche à son côté. Mon camarade vient de nous rejoindre. On se concerte. Que faire? « Attendre jusqu'à la nuit, dit le capitaine, pour sortir de cet asile de mort. Pour l'instant, tout mouvement nous vouerait à une mort certaine. »

Et voici : le sergent-major fait lever quelques hommes de sa section pour les conduire derrière des meules. Nous lui crions :

— Ne bougez pas.

Trop tard. La rafale part; la section est fauchée. On voit des

hommes blessés qui peuvent encore se lever, qu'une deuxième rafale anéantit et décime.

Tout à coup, le capitaine s'écrie : « Ça y est, j'ai mon compte. » Je me penche sur lui. Il a la cuisse traversée par un shrapnell. Il saigne abondamment; mais l'artère, heureusement, n'est pas atteinte. Je lui donne à boire et je l'embrasse, car vraiment nous avions en lui, mon camarade et moi, un chef d'une bonté et d'une délicatesse infinies. Il passe l'argent de sa compagnie à mon camarade, puis doucement il se met à pleurer.

Oui, ce vieux légionnaire, qui avait déjà glorieusement combattu en Afrique, se laissait aller à sa douleur, tandis que dans l'air vibrant la mort passait sans cesse. Mais ce n'était pas sa blessure qui l'attristait ainsi. Elle l'inquiétait fort peu. Il se désolait de n'avoir pu mener pendant quelque temps sa compagnie au feu. Etre blessé le premier jour du saint baptême, avoir lutté pendant vingt ans pour préparer ses hommes à la guerre, avoir dirigé toutes ses pensées vers cet idéal unique : le combat, et n'avoir pu assister à la consécration de son labeur, c'était pour lui comme une déchéance, une véritable défection.

Et la nuit vint enfin qui nous libéra. Le bataillon se rassemble dans Vergaville et se replie sur Dieuze. La compagnie reste dans le village pour parer en cas d'attaque. Or, tandis que dans la plaine les brancardiers allaient relever les blessés, du fond des crêtes de Bénestroff surgirent dans la nuit les faisceaux lumineux des projecteurs allemands. Méthodiquement, ils balayaient la plaine, s'arrêtant parfois pour scruter la nuit et pour déceler nos mouvements. C'était un rappel à l'ordre que l'ennemi nous envoyait. Il semblait dire : « Bien que les ombres du soir soient descendues et masquent votre repli, nous sommes encore là qui veillons. »

Et cela avait quelque chose d'hallucinant et de terrible.

Le combat de Vergaville *(20 août 1914)*. — La nuit du 19 au 20 août compte parmi les plus lugubres que j'ai dû passer pendant cette campagne.

Notre compagnie avait cherché dans une remise un abri contre le froid. Notre commandant était resté avec nous tandis que son bataillon bivouaquait à Dieuze. J'admirai ce soir-là, pour la première fois, le calme dont il ne s'est pas départi depuis, un seul instant.

Tandis que les hommes s'étaient endormis, véritablement anéantis par les affres de la journée, nous restions, mon camarade et moi, dans une angoissante insomnie. L'oreille au guet, il

nous semblait à tout instant entendre dans le silence de la nuit les coups de feu précurseurs de l'attaque inévitable des Allemands. Après nous avoir arrêtés dans notre offensive, il était trop facile de prévoir qu'ils essaieraient de nous repousser sur la frontière.

Pourtant nous attendîmes en vain cette attaque, cependant que nous comptions avec lassitude les heures de la nuit, comme nous avions compté celles du jour précédent. Mais lorsque le matin arriva, nous entendîmes dans le lointain les coups de feu des éléments de sûreté qui se repliaient sur le village. C'était la formidable offensive allemande qui venait de se déclencher à son tour et qui força l'armée de Lorraine à se replier sur Nancy et Lunéville. Pour nous, il s'agit de parer au plus pressé. Je me jette avec deux sections derrière un mur et nous attendons l'ennemi. Avec les deux autres sections de la compagnie, mon camarade est à la disposition du commandant.

Mais bientôt, pendant que le soleil se levait, nous eûmes une vision qu'il vaut vraiment la peine d'évoquer. Environ à 800 mètres de nous se profilait une crête. Sur cette crête apparurent d'abord les patrouilleurs, puis les unités ennemies qui, brusquement, se déployaient, lorsqu'elles arrivaient à la ligne de faîte. On voyait les fantassins grisâtres se porter en courant vers la droite et vers la gauche et dégringoler la pente au plus vite pour aller chercher un abri dans un chemin creux, en progressant droit sur nous.

La répétition régulière de ces déploiements avait quelque chose de beau et de menaçant tout à la fois. On y sentait l'application d'une méthode étudiée, qui révélait à chaque fois l'ordre et la précision. C'était un spectacle qui ne manquait pas d'ampleur. Il rappelait les mouvements d'ensemble auxquels se livrent, sur la scène, les danseuses d'un ballet, mais il avait, il faut le reconnaître, quelque chose de moins : la légèreté, l'élégance ; et quelque chose de plus : le tragique, l'inévitable !

Mais nous ne restions pas inactifs, et mes hommes, abrités derrière leur mur, tiraient sans arrêt sur cette véritable avalanche humaine ; car les troupes ennemies qui poussaient ainsi de l'avant et marchaient sur Dieuze étaient vraiment nombreuses.

— Ça grouille de tous les côtés, s'écrie un de mes chasseurs.

— Avez-vous remarqué, mon lieutenant, me dit mon sergent ?... C'est drôle, ils manœuvrent comme nous ! On dirait qu'ils ont fait leurs classes au bataillon.

Je lui crie dans l'oreille, car le bruit devient infernal :

— L'art de la guerre n'est pas compliqué pour nous. Sous les balles, on progresse de même.

Devant l'accumulation des forces allemandes, le mouvement de

repli de nos troupes dans la plaine de Dieuze commence à se dessiner. D'ailleurs, toute l'armée de Lorraine, de Morhange vers Sarrebourg, se rabattait, ce jour-là, sur ses positions de couverture.

Après avoir, durant une heure, fait ainsi dans Vergaville un bon travail, je reçois l'ordre de mon camarade de quitter le village. Il était temps. Au moment où j'en sors, ayant rallié quelques braves fantassins qui avaient combattu comme de beaux diables, les Allemands y entrent par le côté opposé. Au lieu de filer directement sur Dieuze, je prends une position de repli à 200 mètres de la lisière du village et face à la sortie, afin de recevoir dignement les ennemis lorsqu'ils essaieraient d'en déboucher. Mais ils n'en débouchent pas. Ce qui est incroyable, c'est qu'ils mirent trois quarts d'heure à traverser Vergaville. Ils croyaient sans doute le village fortement occupé et s'avançaient de maison en maison avec d'infinies précautions.

Je profite d'une telle occasion et, laissant un élément de surveillance devant la sortie du village, je déploie tout le reste de mon monde, chasseurs et fantassins, face à la gare de Vergaville située sur notre gauche dans un bas-fond. J'avais remarqué que des colonnes allemandes s'avançaient sur la route qui passe devant la gare en question.

Mes hommes, bien tranquilles, parce que bien dissimulés, ouvraient le feu avec un ensemble « touchant » (c'est bien le cas de le dire) sur ces différentes colonnes, chaque fois qu'elles apparaissaient à un tournant repéré de la route. Longtemps nous tirâmes ainsi sans riposte. J'ai la satisfaction d'avoir accompli ce jour-là, avec toute la conscience du bon ouvrier, un sérieux et profitable travail......

Il est certain poteau télégraphique où régulièrement tous les officiers allemands venaient se coller pour inspecter notre position et chercher un abri. Bienheureux poteau d'exécution! Je l'avais désigné à l'un de mes hommes, nommé Chambon, qui avait l'œil dessus et ne ratait jamais son coup. Du reste, pour atteindre plus sûrement l'ennemi, j'avais soin de viser le même Allemand que mon brave chasseur. Et c'est ainsi que, pendant plusieurs heures, nous avons réussi, à nous deux, à « descendre » l'un après l'autre, méthodiquement, chacun des officiers allemands qui s'exposaient imprudemment à nos coups.

Cependant les Allemands avaient fini par traverser le village. Le sergent que j'avais laissé à la lisière extérieure du bourg vint m'avertir qu'ils se massaient vers la sortie afin d'en déboucher brusquement. Il ne s'agissait plus de rester sur nos positions. Je

n'avais pas la prétention, avec soixante hommes, d'arrêter l'offensive allemande sur Dieuze.

Je fis d'abord disparaître d'un seul bond les hommes qui avaient pris pour objectif la gare de Vergaville. Puis je me portai vers ceux qui surveillaient la sortie du village et qui s'étaient mis à tirer sur les Allemands qu'ils apercevaient. Ceux-ci se mirent en devoir de leur répondre. C'est sous le feu qu'il fallait nous « décrocher ».

Quand j'eus compris le danger de notre situation, je nous crus perdus. Mais j'usai alors d'une audace dont l'exagération même me fut salutaire. Mes hommes s'étaient disposés chacun derrière une meule de paille. Je décide de les faire passer derrière la crête que nous occupons, un par un, sans avoir l'air de nous presser, comme si nous nous sentions soutenus.

Et commençant par la droite, je passe de meule en meule afin de faire partir mes chasseurs chacun à son tour. Ceux de la gauche regardent bien de côté avec envie ceux de la droite. Certains d'entre eux oublient même de tirer, mais aucun ne devance son tour. Ils savent que je ne le souffrirais pas. Chaque fois que je vais d'une meule à l'autre, une grêle de balles salue mon passage. Jamais je n'arriverai au bout. Et, pourtant, si. Il ne reste plus, derrière la meule voisine, qu'un de mes caporaux réservistes, nommé Gaillard, qui, figé dans la position du tireur, semble ne pas vouloir céder sa place. Je l'appelle. Il ne répond pas. Il veut que j'aille jusqu'à lui, décidément. Encore un bond. Je me penche sur lui : une balle lui avait traversé la tête, et il était mort sans vouloir, pour ainsi dire, abandonner la position de l'implacable combattant. Et sans faire de plus profondes et de plus amples remarques, je saute à mon tour derrière la crête et regroupe mes hommes.

Nous nous précipitons tous vers la route de Dieuze. Cette route suit, près du faîte, le versant d'une croupe qui s'étend de Vergaville à Dieuze même. J'eus la curiosité de faire quelques pas jusqu'au sommet de la croupe en question, pour voir ce qui se passait de l'autre côté. Et j'aperçus, à une trentaine de mètres, les compagnies d'avant-garde allemandes, les mêmes qui avaient passé par la gare de Vergaville, et que j'avais si bien accueillies, qui s'avançaient droit sur nous, précédées de leurs éclaireurs. Je ressentis au cœur un de ces coups violents qui ont l'avantage de vous forcer à prendre une prompte décision.

Mon camarade des premières maisons de Dieuze, ayant compris ce qui se passait, nous faisait des gestes désespérés. Mes hommes, sur la route, n'osant partir sans moi, les répétaient non moins

désespérément. Je leur fis signe de disparaître, et je leur criai en même temps : « Fichez le camp. »

En ces moments-là, le sac ne pèse rien, pas plus que pour l'assaut d'ailleurs. Et j'eus peine à rattraper mes hommes aux premières maisons de Dieuze, lorsque, arrivés sur la route, les Allemands nous envoyèrent quelques balles en souvenir. C'est le salut réciproque des combattants pendant la bataille, et en temps de guerre, vraiment, on est trop poli. C'est égal, nous l'avions échappé belle, mais nous avions joué un bon tour aux Allemands.

Nous errâmes longtemps dans Dieuze avec mon camarade, à la recherche du bataillon. Mais quand nous le retrouvâmes, il errait encore plus que nous. Il faut reconnaître qu'un sublime désordre régnait dans la petite ville lorraine : fantassins, artilleurs traînant leurs encombrants caissons, trains de combat et trains régimentaires, brillants automobiles de nos brillants états-majors, tout cela se rencontrait, se croisait,

......

Le combat de Xermaménil *(26 août 1914)*. — Après leur entrée dans Lunéville, les Allemands continuèrent leur marche vers le sud dans la direction de Gerbéviller. Leur but trop évident était de passer entre nos forteresses d'Epinal et de Toul par la trouée de Charmes, afin de pousser leur offensive vers la Haute-Marne. Ils arrivèrent à traverser la Meurthe, puis à passer même la Mortagne. Mais cette rivière limita approximativement l'intrusion de ces visiteurs indésirables.

Le combat de Xermaménil, dont le bataillon eut tous les honneurs, ce qui veut dire aussi qu'il en eut toutes les peines, est un épisode de la contre-offensive que l'armée de Lorraine exécuta dans les derniers jours d'août.

Xermaménil est situé sur la rive droite de la Mortagne. En face de lui, et de l'autre côté de la rivière, se dresse, sur une petite élévation, le village de Lamath. Au pied de cette élévation court, le long de la Mortagne, l'embranchement ferré de Bruyères à Lunéville. Lamath et Xermaménil, séparés seulement par la rivière, sont joints par un pont où passe la route qui mène vers Lunéville.

Le 25 août, à cinq heures du matin, nous recevons l'ordre de nous porter sur Lamath et, si possible, de traverser la Mortagne, de chasser les Allemands de Xermaménil. Ils s'y étaient fort retranchés. Nous avançons par les bois sur notre objectif. La liaison entre les unités est difficile. Constamment nous sommes sur le point de perdre notre direction. Mais le tir de l'artillerie ennemie

nous remet sur la bonne voie. Marchons vers eux, puisqu'ils viennent à nous.

Seul, l'éclatement des obus rompt le silence de la forêt. A travers les broussailles qui nous fouettent le visage, nous avançons en colonne un par un. Les éclaireurs nous précèdent. Personne ne parle. Cela a quelque chose d'impressionnant. Et voilà que tout à coup le souvenir de mes lectures de jeunesse renaît en mon esprit. Il me semble être le chef d'une bande de chasseurs des bois allant surprendre une tribu indienne. Et de fait les barbares descendus de la plaine du Nord valent-ils même autant que les Sious ou les Incas? Contre nous, les visages pâles, la hache de la guerre a été déterrée; je fais le vœu ardent qu'elle retombe sur leur tête. Enfin nous arrivons à la lisière. En même temps que la compagnie du capitaine B..., nous avons pris la tête du bataillon.

De la lisière du bois, nous apercevons sur sa hauteur le village de Lamath. Il est tout ensoleillé par un joli matin d'été; 300 mètres à peine nous séparent. Le capitaine B... se tourne vers nous et nous dit : « On y va? » Nous lui répondons : « Allons-y. Les autres viendront bien après nous. »

Nous nous massons en deux colonnes, juste à la sortie du bois, et en avant. Nous nous précipitons dans Lamath. Les Allemands venaient de l'évacuer. Ils s'étaient repliés vers Xermaménil. C'est là qu'ils nous attendaient. C'est de là aussi qu'ils nous canardaient.

Lamath ne se compose que d'une seule rue, située dans le prolongement du pont sur la Mortagne. Et de Xermaménil et pardessus ce pont, et tout le long de la rue qu'elles prenaient en enfilade, quatre mitrailleuses faisaient passer une rafale de projectiles. Je me jette sur la gauche de la rue, mon camarade sur la droite. Nous ne pouvons communiquer l'un avec l'autre que par la voix. Et encore ne faut-il pas avoir les cordes vocales cassées.

La fusillade fait une musique infernale. Les balles claquent contre les murs et l'écho répercute de tous les côtés leur bruit sec et strident. La rue centrale est tellement balayée par l'ennemi que le sol en est labouré. On voit à deux pas de soi les balles s'enfoncer dans la terre, en soulevant un nuage de poussière qui plane à quelques mètres du sol. Je colle mes chasseurs contre le mur de l'église.

De cet abri, ils regardent sans émotion leurs camarades situés de l'autre côté de la rue. J'en surprends deux qui échangent des grimaces :

— Avance ta main pour voir si y a du courant d'air, dit le premier.

— Viens le dire de plus près, répond l'autre.

Oh! l'inaltérable gaîté des enfants de France! Ces paysans qui, revenant des champs par un soir de rude labeur, nous sembleraient sans doute inertes et abrutis deviennent spirituels au combat. Celui-ci les excite et ne les abat point. Dans l'atmosphère de la lutte, leur esprit se délie et leur âme se vivifie.

L'ordre me parvint, Dieu sait comment, de chercher à ma volonté une position de combat pour mes hommes. Le fait est que je ne puis rester comme un imbécile derrière cette église, à regarder la pluie tomber, je parle de celle des balles. D'autant plus que les clochers des églises sont de ces points de repère excellents qu'il est bon d'éviter. Mais quelle position trouver? Je demande un chasseur de bonne volonté. Il est entendu que dans ce cas-là tout le monde se présente. Il n'y a qu'à choisir, pour s'en tirer, celui qui vous convient le mieux.

Suivi du chasseur Pierrat, je passe de mur en mur en descendant vers le pont. Tantôt il faut franchir la cour d'une maison, tantôt un verger, et à chacune de ces traversées, la balle fatale peut vous arrêter en route. De temps à autre, je demande à mon fidèle chasseur, sans me retourner : « Tu es toujours là? »

Arrivé presque au bas de la pente, j'aperçois près du pont, et de l'autre côté de la route, la gare de Xermaménil-Lamath. Je me mets dans la tête de m'y installer. Mais il faut traverser la route! Nous la regardons tous deux, et puis nous nous regardons réciproquement :

« C'est pas commode, cet ouvrage-là, me dit Pierrat, mais j'ai une idée. Si nous faisions ça en même temps? Au moins, mon lieutenant, y en aura toujours un qui passera. »

Je lui réponds : « Si c'est moi qui tombe, c'est donc toi qui prendras le commandement des hommes? »

Il hésite un moment, me regarde de nouveau et me répond : « Pourquoi pas? »

Alors je lui serre la main et, d'un seul élan, en deux bonds que n'aurait pas reniés l'ogre du Petit Poucet, nous franchissons cette zone de mort.

Maintenant nous rampons à travers les jardins jusqu'à la gare. Nous y arrivons sans encombre. J'entre dans ce qui fut la salle d'attente et l'humble petit bureau du chef de gare. J'y peux voir le triste spectacle de chaises brisées, de tables renversées, d'imprimés dispersés sur le sol, d'appareils téléphonique et télégraphique démolis et de litres vidés..., car partout où les Allemands sont allés, ils ont laissé des traces de leur passage par les cadavres des bouteilles qu'ils y ont bues. Il semblait que la gare de Lamath eût été le théâtre d'un combat de bouteilles.

Tandis que j'observe, derrière la porte vitrée de la salle d'attente, le pont et le moulin de Xermaménil, une balle vient frapper contre la vitre, auréolant mon humble tête d'un trou bien rond, que les cassures nettes et régulières qui l'entouraient encerclaient avec harmonie. Bien qu'ainsi glorieusement auréolé, j'avais avantage à quitter ces lieux. J'avise heureusement le quai de débarquement des marchandises, superbe parapet protecteur d'où l'on peut faire des feux efficaces sur les tranchées ennemies.

Je remonte chercher ma section et je traverse de nouveau la maudite route. Enfin, choisissant un instant de répit, j'emmène ma section vers la gare et nous traversons encore la toujours plus maudite route, cette fois-ci non sans dégâts. Et derrière la petite gare de Lamath, les humbles tombes de mes chasseurs morts au champ d'honneur en sont malheureusement l'irrémédiable attestation. Point n'est besoin d'un riche mausolée ou même d'une modeste pierre funéraire pour nous remémorer nos morts. Les croix de bois faites de deux morceaux de branches et que surmonte parfois un simple képi, ces croix que les pèlerins pieux rencontreront après la guerre depuis les plaines du Nord jusqu'aux Vosges, seront, symbole de mort, la preuve de notre éternelle vitalité.

Je déploie ma section derrière le quai de débarquement et je laisse mes hommes tirer sur « ce qui en vaut la peine ». Ils ne font pas grand ouvrage au début. Mais ils arrivent peu à peu à reconnaître les passages où les Allemands sont obligés de se montrer. Et chaque fois qu'ils en aperçoivent, un petit frisson de joie parcourt mes hommes, qui savent comment la manifester. Chaque fois qu'il en voit, un de mes chasseurs crie : « En voilà! en voilà! » J'observe son voisin qui, énervé, lui allonge bientôt un sérieux rappel à l'ordre en lui disant :

— Ne crie pas si fort et vise mieux!...

Il est midi. Ma foi, cela peut durer longtemps encore; car les Allemands, occupés à tirer dans le village, ne nous ont pas vus. Je regarde avec convoitise le pont de Xermaménil. J'ai une folle envie de le franchir et, comme j'informe mon commandant de la situation, on me fait répondre :

— Vous êtes un brave enfant, mais ne bougez pas de là où vous êtes.

Qui donc allait mettre un terme à cette situation? Ce fut le 155, notre admirable canon Rimailho, qui, vers quatre heures du soir, déclencha son tir... Que c'est donc superbe un obus de 155 qui tire sur les autres! Les premiers coups, un peu courts, tombent dans la Mortagne, et de superbes gerbes d'eau, que le soleil cou-

chant fait miroiter, s'élèvent brusquement vers le ciel. Certaines même nous éclaboussent et, bien que cela ne soit nullement réjouissant, un engagé parisien de ma section trouve le mot pour rire :

— Nous sommes à Versailles et ce sont les grandes eaux.

Bientôt, le tir réglé, les maisons du village, les tranchées ennemies et les bonshommes qui s'y abritent, tout se met à sauter ensemble. Les Allemands commencent à abandonner leurs tranchées. Mes hommes sont si contents après chaque rafale d'artillerie de les voir ainsi s'enfuir qu'ils passent tous la tête par-dessus le parapet et contemplent ce spectacle au lieu de tirer.

Il faut en finir. Le soir tombe. Les Allemands ne répondent plus que faiblement à notre tir. Le commandant vient jusqu'à la gare et décide d'entrer dans Xermaménil. J'étais arrivé le premier près du pont. On ne me contesta pas l'honneur de passer le premier dessus. Et tandis que le reste du bataillon nous soutient de près, avec mes hommes excités par ce combat long et pénible, nous nous jetons, baïonnette haute, sur Xermaménil. Je m'attends à une contre-attaque des Allemands à l'arme blanche. Mais j'entre dans le moulin notamment, où je ne trouve que trois Bavarois apeurés cachés derrière des sacs de farine. Mes hommes se chargent de défoncer à la fois les sacs et ce qui se trouve derrière.

Je forme ma section en deux petites colonnes qui marchent dans les fossés de la route toujours enfilée par les mitrailleuses. Brusquement, leur feu cesse, et j'aperçois contre le mur du château de Xermaménil un homme qui me fait des signaux. C'est à n'y rien comprendre, mais c'est un pantalon rouge. Je sus plus tard que c'était un de leurs prisonniers. Je puis dire qu'il nous a rendu ce jour-là un fier service.

Il y a évidemment dans ce château quelque chose d'insolite. Avec mon sergent et quatre hommes, je précède au pas gymnastique ma section et, le revolver au poing, je me précipite sur la porte d'entrée. Je tombe sur un grand diable à capote grise. Une émotion m'étreint le cœur. Je saute à la gorge de mon ennemi. Il me regarde, essaie de se dégager et, tandis que je lui crie en allemand : « Rendez-vous », il a un mouvement d'hésitation, puis me répond en parfait français : « C'est entendu!... La guerre est une chose effroyable. Je me constitue prisonnier. »

Et alors, revenu à la pleine conscience de moi-même, j'aperçois dans la cour du château près de trois cents Allemands qui, d'un air étonné et sans trop comprendre, nous regardent faire. L'officier dont j'avais été l'agresseur était leur capitaine.

Dans le château de Xermaménil, dont ils avaient pensé faire leur réduit de défense, les derniers combattants du village s'étaient

groupés. Quand ils virent l'issue que leur chef, par sa reddition, avait donnée à ce terrible combat, par discipline ils déposèrent les armes. Je demandai plus tard à l'un d'entre eux pourquoi il s'était rendu. Il me répondit : « Parce que nous en avons reçu l'ordre. » Cette réponse me réchauffa le cœur. Je me dis que si, dans de semblables conditions, un officier français avait eu la faiblesse de se rendre, il se serait toujours trouvé parmi sa troupe un homme pour le fusiller, un autre pour maintenir ses camarades sur le chemin du devoir.

Bientôt, sept lieutenants, que j'aperçois seulement, viennent derrière leur capitaine. Celui-ci, après s'être présenté, veut me présenter aussi, et tous, en un élan touchant et spontané, me tendent leurs armes. Je leur crie : « Vous les donnerez à mon commandant, et partons vite. »

S'ils n'étaient pas pressés, je l'étais bigrement. Je me disais : « Mon Dieu, s'ils s'aperçoivent que le bataillon n'a pas encore occupé le village, je ne réponds pas de ce qui arrivera. » Et j'ai vécu là quelques minutes angoissantes.

Le capitaine me demande encore la permission de dire à ses hommes qu'ils ne seront point fusillés : « Dites-le leur, mais dépêchez-vous. »

Des gouttes de sueur me tombent du front, tant je suis inquiet. Heureusement, voici ma section qui arrive tout doucement le long des fossés de la route, sans trop comprendre ce que j'ai pu faire dans le château. J'ordonne à mes hommes, dont l'air stupéfait pourrait révéler à nos ennemis une situation équivoque :

— Ne vous étonnez pas. Faites demi-tour sur place. Nous conduisons ces prisonniers.

Par une chance incroyable, je constitue ainsi, sans en avoir l'air, une parfaite escorte de prisonniers. Et avec « mon capitaine » au côté, suivi respectueusement de « mes lieutenants », puis de tout mon monde, je reviens vers le pont. Le commandant, en tête du bataillon, s'avance vers nous et, quand je le vois, je pousse un profond soupir, laissant au capitaine prisonnier le soin d'en analyser la raison. Il semble étonné de trouver mon chef de bataillon à cet endroit. Il me regarde comme pour me questionner, et je lui réponds dans un gracieux sourire dont il ne saisit peut-être pas toute l'ironie : « C'est mon commandant, oui, oui, c'est mon commandant. »

Jamais le capitaine bavarois n'a tiré au clair cette affaire......

Lieutenant Z.

LA CONQUÊTE

DES COLONIES ALLEMANDES

Le 21 juillet, Mr Bonard Law, parlant sur le « Colonial Vote », a fait aux Communes un exposé intéressant des opérations militaires entreprises depuis douze mois par les Dominions au delà des mers contre les Colonies allemandes.

Absorbée par les événements qui se déroulent en Europe et dans les Dardanelles, l'opinion n'a peut-être pas prêté une attention suffisante à ces campagnes lointaines qui sont pourtant plus sérieuses que beaucoup des « petites guerres coloniales » des temps ordinaires. Le Secrétaire pour les Colonies britanniques en a brièvement souligné l'importance dans un discours brillant, fréquemment interrompu par les applaudissements. Après avoir rappelé que, au début de la guerre, le commerce anglais était fort entravé par l'action des croiseurs allemands dont les opérations étaient grandement aidées par les stations de télégraphie sans fil des colonies allemandes du Pacifique et de l'Afrique, stations qu'il était de la plus extrême importance de détruire, il a rapidement résumé pour le Parlement les opérations entreprises par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande contre Samoa, par celui du Commonwealth d'Australie contre la Nouvelle Guinée et les îles du Pacifique, contre Kiao chau par les Japonais appuyés par des vaisseaux et des contingents britanniques ; puis il a succinctement exposé l'importance des opérations en Afrique, la conquête du Togoland par les troupes alliées anglo-françaises, la campagne du Cameroun qui touche à sa fin, celle de l'Afrique Occidentale Allemande par les Boers, qui viennent d'ajouter à l'Empire Britannique, leur adversaire d'hier, une vaste colonie du plus grand avenir, et enfin l'expédition contre l'Afrique Orientale Allemande qui n'a pas encore abouti à une complète victoire, mais qui a préservé les Colonies britanniques voisines, le nord de la Rhodesia,

le Nyassaland, le chemin de fer de l'Uganda, des graves dangers qu'elles couraient au début des hostilités.

Puisque le Secrétaire d'Etat pour les Colonies britanniques a attiré l'attention sur l'importance de ces expéditions, il peut être intéressant, — après l'étude, parue ici même le 25 janvier dernier, sur la valeur des colonies allemandes, — de résumer les campagnes qui viennent de les enlever à leurs anciens maîtres.

Je parlerai d'abord des Colonies allemandes d'Afrique, parce qu'elles constituaient la partie la plus considérable du domaine colonial de l'Empire et parce que aussi, dans le partage des dépouilles, les deux riches colonies du Togoland et du Cameroun devraient revenir à la France. Il sera ensuite question des colonies du Pacifique et de Kiao-chau.

La première colonie allemande en Afrique en commençant par l'ouest est celle du Togo, dans la Guinée Supérieure. Bornée à l'ouest par la Colonie Britannique de la Gold Coast et à l'est par le Dahomey français, elle a une superficie de 33 700 milles carrés, à peu près celle de l'Irlande. Non seulement le Togo a une très grande importance par sa richesse, — c'était la seule colonie allemande qui ne reçût pas de subvention impériale, — mais elle en avait également une considérable au point de vue stratégique. Par câble, elle était en communication avec l'Allemagne et Duala dans le Cameroun, et par la puissante station de télégraphie sans fil à Kamina, elle était reliée à Dar-es-Salam dans l'Afrique Orientale allemande et à Windhock, la capitale de l'Afrique Sud-Occidentale allemande.

On peut dire que c'est dans le Togo que furent frappés les premiers coups de la guerre. Enveloppée de trois côtés par des territoires français ou anglais, ouverte sur son front de mer à toutes les attaques navales, la petite colonie était indéfendable. Les forces dont pouvait disposer le gouverneur étaient insignifiantes, à peine 250 blancs et quelques centaines d'indigènes. Dans les premiers jours d'août, un croiseur britannique se présenta devant Lome qu'il somma de capituler. La ville, qui n'avait aucun moyen de défense, se rendit sans faire la moindre résistance. Le petit contingent allemand se retira à une centaine de milles dans l'intérieur, sur Atakpame, où était située Kamina, une des principales stations allemandes de télégraphie sans fil au-delà des mers. Pendant ce temps, le Capitaine Bryant, de l'artillerie royale britannique, avait franchi la frontière occidentale avec une partie du « Gold Coast Regiment », transportée en automobiles, pendant qu'une colonne française venant du Dahomey pénétrait par l'est. Le lundi, 10 août, tout le sud de la colonie du Togo était aux

mains des Alliés et le Capitaine Bryant, appuyé par un contingent français, marchait contre la station d'Atakpame. Le 25 août, il franchissait la rivière Monu, et deux jours après, le 27, après un combat qui ne coûta que des pertes très légères, il occupait Atakpame. Le détachement allemand, après avoir détruit la station de télégraphie sans fil, se rendait sans conditions. Le Togoland était devenu une colonie des Alliés, et en deux mois rien ne la distinguait plus du Dahomey et de la Gold Coast.

Situé comme le Togo sur la côte occidentale d'Afrique, mais plus au sud, était le Protectorat du Cameroun, que les Anglais appelaient « German Cameroons » et les Allemands Kamerun.

Placé entre la British Nigeria et le Congo français, son territoire, un tiers environ plus grand que tout l'Empire allemand en Europe, s'étend de la côte dans la direction Nord-Est aux rives méridionales du Lac Tchad, et à celle des fleuves Ubangi et Congo. Les forces militaires du protectorat, en temps de paix, étaient composées de 199 Allemands et de 1550 indigènes, auxquels il faut ajouter des troupes de police fortes de 40 Allemands et de 1255 indigènes. Ces effectifs avaient été renforcés de quelques réservistes allemands. Le système télégraphique de la Colonie s'était rapidement développé. Le Cameroun était relié par câble à Bonny, dans la Southern Nigeria. En 1913, avait été inauguré un nouveau câble direct avec l'Allemagne.

La conquête du Cameroun était moins aisée que celle du Togo. Si, comme le Togo, il était entouré par les territoires des Alliés, les grandes distances, les difficultés de communications rendaient plus difficile l'exécution d'une opération stratégique combinée. Il avait été décidé tout d'abord que deux colonnes françaises partiraient du Congo Français, en même temps que les Anglais pénétreraient en différents points par la frontière de la Nigeria. On peut croire que, du côté français comme du côté anglais, le mouvement en avant fut entamé sans préparations suffisantes. C'était la saison des pluies, ce qui augmentait encore les difficultés dans ces régions mal connues. Les opérations commencèrent, comme pour la conquête du Togo, dès les premiers jours de la guerre. Le 8 août, le lieutenant-colonel Maclear, à la tête d'un fort détachement d'infanterie montée de la « West African Frontier Force », partait de Kano, en British Nigeria, franchissait la frontière le 25 août, après une marche pénible, et occupait le poste frontière allemand de Tepe sur la rivière Benue. Le lendemain, il longeait la Benue jusqu'à Saratse et, le 29, attaquait la station fortifiée de Garua, située sur la rivière.

Un des ouvrages qui protégeaient la place était emporté le même jour, mais, le lendemain, par une vigoureuse contre-attaque, les Allemands chassaient les troupes britanniques de la position et les rejetaient en Nigeria. Dans cette affaire, le lieutenant-colonel Maclear était tué avec quatre autres officiers anglais, plusieurs autres étaient blessés ou manquants et la colonne perdait 40 pour 100 de ses soldats indigènes. Les deux autres colonnes anglaises qui essayèrent de pénétrer en territoire ennemi plus à l'ouest ne furent pas plus heureuses. L'une entra, en venant d'Ikom, point situé sur la rivière Cross, et rencontra d'abord peu de résistance. Remontant au nord-est, elle occupait, le 30 août, la station allemande de Nsanakong, située à cinq milles de la frontière. L'autre colonne, partant de Calabar, sur la côte, et se dirigeant également au nord-est, occupait en territoire ennemi Archibong le 29 août. Huit jours plus tard, les Allemands revenaient et, à deux heures du matin, attaquaient Nsanakong. Les Anglais résistèrent énergiquement, mais, voyant leurs munitions s'épuiser, ils firent une sortie, essayant de se frayer un chemin à la baïonnette. La plus grande partie réussit à regagner la Nigeria, mais trois officiers anglais et une centaine d'indigènes étaient tués et un grand nombre d'autres faits prisonniers. Continuant leur poursuite, les Allemands passèrent la frontière et occupèrent la station britannique d'Okuri, au nord-est de Calabar, qu'ils évacuèrent d'ailleurs peu de temps après. L'attaque par terre ayant échoué, on décida de la reprendre en partant de la mer.

Dès le commencement des hostilités, deux navires de guerre britanniques, le *Cumberland* et le *Dwarf*[1], avaient surveillé l'embouchure de la rivière Cameroun et les abords du port allemand de Duala. L'ennemi, bien que mal outillé pour des attaques de ce genre, essaya, par trois fois en peu de jours, avec beaucoup de hardiesse, de faire sauter la canonnière. Le 14 septembre, une sorte de machine infernale fut dirigée, sans succès, contre le *Dwarf*. Deux jours plus tard, un navire de commerce allemand, le *Nachtigal*, essaya de couler par abordage la canonnière anglaise, mais il échoua et perdit trente-six hommes. Quelques jours plus tard, deux chaloupes allemandes firent encore une autre tentative avec des torpilles à main, mais elles ne réussirent pas davantage.

Le 27 septembre, l'escadrille anglaise, qu'était venu renforcer le croiseur français *Bruix*, parut devant Duala qui, bombardée,

[1] Le *Cumberland* est un croiseur cuirassé de la classe *Monmouth* de 9800 tonnes, armé de 14 canons de 6 inches, achevé en 1904. Le *Dwarf* est une canonnière.

se rendit sans conditions. Bonaberi, ville située également sur la côte, tomba aux mains du brigadier-général Dobell, commandant une force mixte anglo-française, et le *Cumberland* captura huit navires de commerce appartenant aux Compagnies de navigation Woermann et Hamburg-Amerika, qui se trouvaient dans la rivière Cameroun, tous, dit le rapport britannique, « en bonne condition, ayant des cargaisons destinées à l'Allemagne et de grandes quantités de charbon ». En même temps, une canonnière de rivière allemande, le *Soden*, était prise et immédiatement incorporée dans la Marine Royale Britannique. De leur côté, les Français, opérant de Libreville et couverts par le croiseur de 3e classe *Surprise*, attaquaient Ukoko, sur la baie de Corisco, et coulaient deux navires armés, le *Khios* et l'*Itolo*.

Le port principal étant ainsi en leur pouvoir, les Alliés pouvaient avancer, en s'appuyant à la côte comme base, dans de meilleures conditions. Les Allemands s'étaient repliés dans l'intérieur, en suivant la vallée de la rivière Wuri et en utilisant les deux chemins de fer. Pendant le mois d'octobre, le territoire conquis à partir de la côte s'était considérablement accru et de nouvelles colonnes avaient pénétré par les frontières nord et sud. Jabassi, sur le Wuri, et Japoma tombaient aux mains des Alliés. Les stations de télégraphie sans fil qui mettaient la colonie en communication avec l'Allemagne avaient été détruites, la côte appartenait aux Alliés et les troupes allemandes étaient réduites à une campagne défensive dans l'intérieur du pays. Poursuivant ses avantages, le brigadier-général Dobell lança dans l'intérieur deux colonnes suivant les deux lignes de chemin de fer partant de Duala. La majeure partie des troupes était composée d'infanterie coloniale française sous les ordres du colonel Mayer. Le premier but fixé était Edea, situé sur le chemin de fer et la rivière Sanaga, à environ cinquante milles de Duala. Il avait été décidé de faire attaquer ce point à la fois par les troupes suivant le chemin de fer et par d'autres remontant la rivière en bateaux. La marche fut difficile à travers des forêts épaisses très favorables aux tirailleries par lesquelles l'ennemi cherchait à entraver l'avance des Alliés, mais la ville elle-même fut occupée le 26 octobre, sans aucune résistance. L'ennemi s'était retiré à Yaunde, station fort en arrière sur le plateau intérieur.

Six semaines plus tard, les Allemands essayèrent de reprendre Edea, mais ils furent repoussés, après un combat dans lequel ils perdirent 20 Européens et 54 indigènes, et suivis de près dans leur retraite par les Alliés marchant en trois colonnes contre Yaunde. Deux petits combats eurent lieu les 27 et 28 janvier et le

poste de Bersona fut pris sur l'ennemi. Le colonel Mayer franchit la rivière Kelé, pendant qu'un peu plus au nord une colonne anglaise s'emparait du pont de Ngua. En même temps que ces opérations se poursuivaient avec succès, sur l'autre ligne de chemin de fer, au nord de Duala, les Allemands étaient également obligés de reculer. Pendant le courant de décembre, ils perdaient Nkongsamba et Bare; dans cette dernière station, située à six milles au nord du point terminus du chemin de fer, les Alliés s'emparèrent de deux aéroplanes qui n'avaient même pas encore été déballés. Toute la ligne du nord était dans nos mains, nos pertes avaient été peu de chose et le blocus de la côte empêchait complètement l'ennemi de recevoir aucun secours, même alors que quelques croiseurs allemands tenaient encore la mer. Entre temps, de fréquentes escarmouches avaient lieu sur les frontières du Cameroun. Pour venger les échecs de Garua et de Nsanakong, une troupe anglaise, partant de Nigeria, avait remonté la rivière Cross en venant d'Ikom, franchi la frontière et marché sur Ossidinge, qui s'était rendu après un court combat. De leur côté, les colonnes françaises Largeau, venues du Tchad, Morrisson, de l'Oubanghi Chari, Hutin-Brisset, du Congo, convergeaient du nord, de l'est et du sud, de sorte que l'ennemi se trouvait entouré de tous côtés. La campagne, dans des régions couvertes de marécages et de forêts, devait être encore longue, mais elle touche à sa fin.

Le 15 juillet dernier, le Secrétaire d'Etat pour les Colonies britanniques a reçu un télégramme du gouverneur de Nigeria faisant connaître que le 29 juin, les troupes alliées avaient occupé Ngaundere, ville importante, centre d'un grand et fertile district bien arrosé par de nombreux cours d'eau et abondant en riches pâturages. Cette région était une des plus importantes commercialement avant la guerre et faisait un négoce considérable en ivoire de belle qualité, en caoutchouc et en huile de palme. Peu de jours après, le Ministre des Colonies de la République recevait un rapport sur la prise par les Alliés de cette ville, dont l'ennemi avait fait le centre de sa résistance contre les colonnes françaises et anglaises. Le rapport faisait observer que la perte de ce réduit constituait une sérieuse défaite pour les Allemands qui essayèrent de le reprendre par une vigoureuse contre-attaque de nuit, repoussée avec pertes. Ils battirent ensuite en retraite dans la direction de Tloati, au sud-ouest de Ngaundere. Le 14 juillet les Alliés s'emparèrent également des deux stations de Dehans et de Tjahe. De plus, une récente communication officielle a fait connaître que les troupes françaises ont occupé le 25 juin le poste

important de Lome, évacué à la suite d'une mutinerie des troupes indigènes allemandes, et ont fait leur jonction avec une autre colonne française après avoir pris pied sur de nouvelles positions. L'enveloppement des débris des troupes allemandes se complète ainsi et la zone occupée par les Alliés augmente continuellement. Le Protectorat du Cameroun a cessé d'être une colonie allemande.

On sait comment l'établissement fondé à Angra Pequeña par Lüderitz était devenu l'Afrique sud occidentale allemande. Le Protectorat comprenait toute la région comprise entre la rivière Cunène, le séparant de l'Angola portugais, et la rivière Orange, le bornant du côté de la Colonie du Cap. L'Angleterre occupait Walfisch Bay qui devenait un district de la Colonie du Cap et tout le territoire autour du lac Ngami dans le Bechuanaland. L'effectif des troupes, en comprenant la police, était de 2922 hommes.

Toute la région sud et une grande partie de celle de l'est ne sont que des déserts arides. Le gouvernement a entrepris de grands travaux de puits et, dans de nombreux cas, a réussi à obtenir de l'eau en abondance. Toute la côte est d'ailleurs privée d'eau et à Port Nolloth, dans le Namaqualand, les habitants n'ont pour ressource que l'eau condensée par les brouillards de la mer et coulant de leurs toits dans des réservoirs soigneusement fermés pour prévenir les vols du précieux liquide. La zone aride est toutefois limitée et dans la direction du nord-est le sol s'élève graduellement jusqu'à un plateau étendu jouissant d'un des meilleurs climats du monde. Ce Protectorat était le seul de toutes les Colonies allemandes où il y eût vraiment des colons. Plusieurs millions d'hectares de terres confisqués aux indigènes avaient été répartis entre des fermiers, le gouvernement avait établi dans divers centres des stations d'expériences pour l'agriculture, le jardinage, l'afforestation.

La situation de l'Afrique sud-occidentale allemande était fort différente de celle des autres Colonies allemandes. A sa frontière se trouvait, non une Colonie de la Couronne Britannique, dont un télégramme du Colonial Office suffit à mobiliser les forces militaires, mais un Dominion de Self Government avec un Parlement indépendant et certains éléments encore irréconciliables. « A tous ceux, écrivait-on de l'Afrique du Sud à la fin de novembre 1914 [1], qui sont

[1] *The Afrikander Rebellion, South Africa to day*, par J.-K. O'Connor. Cape Town et Londres, 1915. — Etude où est clairement exposée la situation du Transvaal, ainsi que les différents états d'esprit des diverses classes de Boers.

au courant des conditions prévalant dans cette partie de l'Union connue sous le nom de Backveld et qui ont quelques notions sur la population boër, la récente explosion de rébellion n'a pas causé une grande surprise. » Le traité de Vereeniging n'avait pas rallié, en effet, tous les habitants du Transvaal et de l'Orange, et il y avait nombre de gens qui aimaient à s'appeler eux-mêmes les « bitterenders » et qui, malgré l'autonomie presque complète accordée par le gouvernement de Sir Henry Campbell Bannerman, rêvaient encore de l'indépendance des deux anciennes républiques. En outre, il y avait sur le territoire de l'Union beaucoup d'Allemands qui, même, avaient combattu contre les Anglais dans la guerre Boër [1].

Ces divers éléments avaient été fort travaillés à diverses reprises par les agents allemands, qui leur faisaient entrevoir l'établissement d'une Grande République sud-africaine comme la Nouvelle Angleterre révoltée avait formé la Grande République Américaine. Partout ailleurs, dans leurs colonies, les Allemands eurent à se défendre seuls. Dans l'Afrique du Sud, ils espéraient, et ils avaient de bonnes raisons pour espérer, un appui dans le camp même de leurs adversaires. Cette situation particulière demanderait à être traitée à part, et la place manque ici pour l'exposer. Je rappellerai toutefois que le général Botha, le premier « Premier Ministre » de l'Union, avait une situation difficile. Il y avait parmi les « Dutch » une fraction ayant pour chef le général Herzog, s'appuyant principalement sur l'Etat Libre d'Orange, qui était nettement antibritannique. Il y avait un parti du travail influent, surtout dans le Rand et dans les centres industriels, fort hostiles au général Botha, chef du parti conservateur composé principalement de propriétaires et de fermiers, et il y avait aussi l'Opposition, en majorité de sang britannique, formée pour la plus grande part des capitalistes industriels. Avant la guerre, le général Botha avait pris deux mesures énergiques. Il avait écarté du ministère le général Herzog, dont il s'était définitivement séparé, le poussant ainsi dans une violente opposition. Puis il avait réglé la situation avec le Parti du Travail. En 1913, la première grève sur le Rand avait réussi, et les chefs des grévistes avaient pu dicter leurs conditions. La seconde tentative échoua complètement. Le gouvernement avait pris ses mesures, rassemblé ses forces, il proclama la « Martial Law » (l'état de siège) et déporta sommairement dix des leaders. Cette conduite

[1] L'artillerie du Transvaal et de l'Etat Libre, pendant la guerre de l'Afrique du Sud, était en grande partie commandée et servie par des Allemands.

lui acquit les sympathies de l'Opposition officielle, mais réunit contre lui les Herzogistes et les débris du Parti du Travail.

C'est dans ces conditions troublées que la guerre trouva l'Union sud-africaine. Je laisse de côté la rébellion, dont les premiers signes se manifestèrent en septembre, la révolte du colonel Maritz, la conduite des généraux Delarey, Beyers, De Wet, Kemp. Cette partie des événements, qui se sont succédé si rapidement dans l'Afrique du Sud, demanderait une étude particulière. Je dirai seulement que les Allemands avaient compté sur cette révolte et que, sans l'énergie et la décision du général Botha, se mettant lui-même à la tête de ses troupes et marchant résolument contre ses anciens frères d'armes, la situation eût pu devenir très grave. Je ne parle donc que des opérations contre la colonie allemande.

Le commencement de septembre avait été marqué par de petites escarmouches, mais un corps allemand était signalé, marchant vers Ramam's Drift, sur l'Orange, pour s'y retrancher et disputer le passage aux troupes britanniques. Après quelques engagements insignifiants, un détachement de l'Union, sous les ordres du colonel Beves, arrivait devant Luderitzbucht et était débarqué par des remorqueurs sans la moindre opposition. La ville fut occupée, l'Union Jack hissé sur l'Hôtel de Ville. La station de télégraphie sans fil avait été détruite, mais, à part cela, la place n'avait pas subi le moindre dommage.

Les Allemands, de leur côté, avaient franchi l'Orange en deux raids, l'un sur Pella et Rietfontein, qu'ils avaient occupés, et l'autre sur Walfisch Bay, où ils avaient échoué. Pendant ce temps, les troupes de police de la Rhodesia avaient poussé fort avant dans la « bande Caprivi »[1], jusqu'au poste nord-ouest de Schuckmansburg et avaient paré à tout danger de ce côté.

A part quelques petits engagements, tantôt heureux tantôt malheureux, avec un certain nombre de faibles détachements ennemis, les efforts de Botha jusqu'à la fin de l'année avaient eu pour but d'en terminer avec les rebelles, qui furent définitivement vaincus le 3 février à Upington et se rendirent sans conditions au colonel Van der Venter. Kemp et tout son commando étaient faits prisonniers, et Maritz s'enfuyait du côté des Allemands. La

[1] La « bande Caprivi » est une portion du territoire en bordure de la Deutsch Südwest Afrika, cédée à l'Allemagne, en même temps qu'Heligoland, par Lord Salisbury, en reconnaissance de l'attitude « amicale » du Chancelier allemand Caprivi dans les négociations qui aboutirent, en 1890, à l'accord important qui fixa les limites entre l'Afrique orientale allemande et britannique.

campagne contre l'Afrique Sud-Orientale Allemande commença véritablement à la fin de janvier. A cette époque, les troupes de l'Union occupaient Walfisch Bay et le territoire environnant, et le 14 janvier elles s'étaient emparées sans difficulté du port allemand de Swakopmund, terminus de la ligne sur Windhoek et de la ligne qui va sur Tsumab et Grootfontein, dans le nord de la Colonie. Depuis septembre, les Anglais occupaient Luderitzbucht, point terminus du chemin de fer du sud allant à Windhoek par Keetmanshoop. Ils étaient maîtres des gués de la rivière Orange. Ils occupaient donc tous les points d'accès en territoire ennemi et étaient complètement maîtres de la côte. Le général Botha résolut d'attaquer Windhoek, la capitale, par un grand mouvement enveloppant qu'il pouvait tenter, car il disposait d'une trentaine de mille hommes et l'ennemi n'en comptait guère que 5000. Il se réserva le commandement de l'armée du Nord partant de Swakopmund comme base et remontant en suivant le chemin de fer jusqu'à Windhoek. Les forces sous ses ordres directs comprenaient un certain nombre de commandos burghers, et les corps suivants : Régiment écossais du Transvaal, 1er Régiment de Rhodesia, Highlanders de Cape Town, Régiment de Kimberley, Régiment du Rand, Infanterie légère du Rand, Régiment irlandais de l'Afrique du Sud, tirailleurs montés du Nord, une partie de l'artillerie à cheval du Transvaal et le corps du génie des chemins de fer sud-africains.

Le général Smuts avait le commandement de l'armée du sud, opérant en trois colonnes. La première, sous les ordres de Sir Duncan Mackenzie, se dirigeait à l'est, le long du chemin de fer venant de Luderitzbucht; la seconde, commandée par le colonel Van der Venter, marchait vers le nord en suivant la ligne qui va de Warmbad à Keetmanshoop, et la troisième, partant de Kimberley et traversant le Bechuanaland, devait pénétrer par l'est en territoire allemand. Les trois colonnes devaient se concentrer à Keetmanshoop, d'où, sous le commandement du général Smuts, elles se dirigeraient groupées vers le nord pour rejoindre l'armée de Botha. Ce plan visait à couper les communications des Allemands et les rejeter dans le désert de la frontière orientale, d'où les sables sans eau du Kalahari empêchaient de sortir. La campagne fut conduite prudemment; la maîtrise de la mer empêchant tout ravitaillement et tout secours de parvenir aux Allemands, il n'était pas nécessaire de se hâter indûment. Le mois de janvier se passa à approvisionner les bases d'opérations et à établir un chemin de fer allant de Swakopmund à Walfisch Bay en suivant la côte; le mois de février, à reconnaître la force de

l'ennemi et ses positions. Le 19 mars, deux colonnes de troupes montées, partant de Husab, commencèrent le mouvement en avant. La colonne de gauche, colonel Celliers, devait couper la voie ferrée entre Jakalswater et Sphinx, pour empêcher l'arrivée de renforts venant de Windhoek, et attaquer ensuite Jakalswater. La colonne de droite, colonel Alberts, devait s'emparer de Pforte, autre station de la ligne. La 1re brigade, colonel Brits, avec laquelle marchait Botha, devait attaquer Riet, point important au sud du chemin de fer, pendant que le commando burgher de Bloemhof, opérant sur son flanc, avait ordre de s'emparer de la colline de Schwarze Kopje. L'attaque devait commencer le 20 mars au point du jour. La colonne de gauche, après avoir coupé la voie ferrée, échouait devant Jakalswater. La colonne de droite réussissait dans sa mission, et la garnison de Pforte, 210 hommes, capitulait avec 4 pièces de campagne. L'attaque principale, sur Riet, grâce surtout au feu de l'artillerie à cheval du Transvaal, forçait vers le soir l'ennemi à une retraite précipitée. Mais l'échec du commando de Bloemhof empêchait de lui couper la retraite. Pendant le mois d'avril, la marche en avant se poursuivit lentement, mais sans interruption. Le 5 mai, Botha, avec le gros de ses troupes, était arrivé à la jonction de Karibib. Encore deux jours de marche et il occupait Wilhelmstal. L'armée du Nord avait accompli sa mission.

La tâche la plus difficile incombait à Van der Venter, qui marchait vers le nord, en venant de l'Orange. Les troupes sous ses ordres comprenaient les 1er, 2e, 3e et 5e « South African Mounted Rifles[1] » (Tirailleurs montés de l'Afrique du Sud), les Witwaterstand Rifles et un fort détachement de l'artillerie à cheval du Transvaal. Après une série de petits engagements heureux, il occupait le 3 avril la station terminus de Warmbad, poursuivait sa marche et le 17 avril après avoir été rejoint par le général Smuts, entrait à Seeheim, point de jonction des lignes de Warmbad et de Luderitzbucht. L'ennemi en se retirant précipitamment n'avait même pas le temps de faire sauter le pont de la Great Fish River.

La 3e colonne, que commandait le colonel Berrange, entrant en territoire allemand par l'est, avait à résoudre le plus difficile problème de transports. Elle était formée du 4e et d'une partie du 5e South African Mounted Rifles, des 1er et 2e d'Infanterie légère de Durban, des 1er et 2e tirailleurs Kaffrariens, des tirailleurs de

[1] Les Régiments de « Mounted Rifles » composent les troupes permanentes de l'Union.

Queenstown, du 1er tirailleurs de Grahmastown, des tirailleurs du Bechuanaland, des Chevau-légers impériaux, des corps de cavalerie de Brand, d'Enslin, d'Hartigan, de Diamond Field, de corps de transports à moteur de l'Afrique du Sud (South African Motor Corps) et d'un détachement du génie des chemins de fer Sud Afrique. De Kimberley à Kuruman, sur une distance de 140 milles, les transports durent être faits d'abord par des ânes et ensuite par des bœufs. La longueur totale de la ligne de communication était de plus de 600 milles, dont 400 milles n'étaient desservis que par des bœufs, parcours sur lequel pendant une distance de 111 milles on ne trouvait pas une goutte d'eau! Ces moyens ne permettaient pas au service des transports de marcher aussi vite que les colonnes, et l'armée était approvisionnée par un très grand nombre d'automobiles faisant la navette des colonnes aux convois. Le colonel Berrange, après une série d'escarmouches, fit sa jonction avec la colonne de Van der Venter, près de Keetmanshoop. Les deux colonnes réunies marchèrent sur cette place qui capitula sans combat le 20 avril. Le général Smuts s'y établit pour attendre l'arrivée du colonel Mackenzie dont la colonne était composée des 1er et 2e Carabiniers du Natal, de la Brigade des tirailleurs montés du Natal, du Régiment de Prétoria, des Chevau-légers du Natal et d'un détachement des Transvaal Scottish. Mackenzie partant de Luderitzbucht, après s'être emparé de Garub, avait occupé Aus, passe difficile et fortifiée que les Allemands abandonnèrent sans un coup de fusil. Continuant sa marche, il eut un engagement défavorable à Kabus et les Allemands réussirent à arriver à Gibeon, où, après un premier combat heureux pour eux, ils furent battus le 28 avril, perdant leurs 2 canons de campagne, la plus grande partie de leurs bagages et 200 prisonniers. Mackenzie, en outre, délivra les prisonniers faits par l'ennemi à l'affaire de Kabus. Pas à pas, le cercle se resserrait. Le 1er mai, toute la colonie allemande au sud de Gibeon était aux mains britanniques et Botha menaçait Windhoek par l'ouest. Le 12 mai, la place capitulait sans combat, les troupes allemandes l'avaient évacuée et s'étaient retirées dans le nord-est, à Grootfontein. Elles avaient laissé intacte la station de télégraphie sans fil de Windhoek qui, par celle de Togo, mettait les colonies de l'Afrique sud-occidentale en communication avec Berlin.

Aussitôt qu'il eut renouvelé ses approvisionnements, le général Botha reprit sa marche vers le nord, en juin, à la recherche du gros allemand qui avait retraité le long du chemin de fer à Otavi. L'ennemi, continuellement menacé par des forces très supérieures, ne put tenter nulle part de résister. Le 1er juillet, Botha

atteignait Otavi après un combat où la brigade de l'Etat Libre commandée par le général Marie Botha, qui avait franchi 45 milles en 16 heures, et les troupes du général Lurkin, qui avaient accompli une marche de 48 milles en 20 heures, avaient fait preuve d'une remarquable endurance. Les Allemands étaient à bout de ressources et, en atteignant Grootfontein, terminus de leur chemin de fer, ils avaient perdu tout espoir de lutter plus longtemps. Le 9 juillet, à deux heures du matin, au kilomètre 500 sur la ligne ferrée entre Otavi et Khorab, le gouverneur Seitz se rendait avec ses troupes, 82 officiers et 1262 sous-officiers et soldats réguliers, 122 officiers et 2904 hommes, réservistes ou appartenant aux troupes de police, avec 37 canons de campagne et 22 mitrailleuses. Le général Botha accordait aux vaincus les conditions les plus honorables. Pour les troupes appartenant à l'armée active, les officiers gardaient leurs armes et leurs chevaux et étaient simplement prisonniers sur parole, les sous-officiers et hommes étaient internés, mais gardaient leurs fusils (sans munitions). Pour ceux appartenant à la réserve, à la landwehr ou la landsturm, les officiers gardaient leurs armes et leurs chevaux, et étaient libres sur parole, les hommes étaient désarmés et étaient libres de retourner vaquer à leurs occupations civiles. Les troupes de police étaient traitées comme les troupes actives. Tous s'engageaient à ne plus porter les armes pendant la durée de la présente guerre.

Le Roi, les Lords et les Communes, Lord Kitchener, au nom de l'armée, ont félicité et remercié le général Botha. La grande supériorité numérique des troupes de l'Union ne rendait pas la victoire douteuse; les difficultés matérielles, les vastes déserts à traverser dans les conditions les plus pénibles, les énormes distances à franchir à travers des régions malsaines étaient des ennemis plus redoutables que les Allemands.

Les soldats sud-africains ont fait preuve dans cette campagne, dont Mr Asquith au Guildhall, le 19 mai, a très simplement et très clairement montré toutes les graves difficultés, de superbes qualités d'endurance et d'énergie. La précision avec laquelle les chefs des colonnes ont exécuté les mouvements à grande envergure qui leur étaient prescrits leur fait honneur. Il y a toutefois d'autres raisons que des raisons purement militaires qui font que l'Angleterre est à juste titre fière de la conquête de ce Protectorat allemand. La perte matérielle est pour l'Allemagne moins que l'humiliation. Après Kiao-chau, la Deutsch Südwest Afrika était la colonie dont la possession donnait à l'Allemagne le plus d'orgueil. Dès 1879, un des premiers protagonistes de l'idée coloniale

allemande, Ernst von Weber, dans les *Geographische Nachrichten*, avait dit quelle importance aurait pour l'Allemagne une colonie dans ces régions.

Sa grande valeur était son voisinage de la « British South Africa » et des républiques sud-africaines. La révolte des « Dutch » dans l'Afrique du Sud en cas de guerre avec l'Angleterre et l'appui que la Deutsch Südwest Africa donnerait à cette révolte étaient, la preuve en est faite, des certitudes pour les coloniaux de Berlin. L'espoir en cette rébellion était fondé, mais, grâce en grande partie au général Botha, elle a fait fiasco complet.

Il reste à parler de la Deutsch Ostafrika, l'Afrique Orientale allemande, la seule colonie dont la conquête ne soit pas encore un fait accompli, celle de toutes les possessions allemandes en Afrique qui avait le plus de valeur.

Lord Crewe dans la Chambre des Lords a donné 2000 hommes comme effectif des troupes indigènes, militaires et de police au début de la guerre. Ces chiffres sont un peu inférieurs aux chiffres officiels allemands du temps de paix ; il est probable que le Protectorat disposait d'environ 3000 soldats indigènes et que les éléments blancs avaient été renforcés par un certain nombre de réservistes provenant des résidents. En tous cas, ils ne disposaient pas de forces suffisantes pour faire la moindre tentative sérieuse contre le Nyassaland, la région nord-est de la Rhodesia, ou essayer de mener à fond l'attaque par terre sur Mombasa dont on leur supposait l'intention. Les troupes britanniques se composaient au début des 3e et 4e bataillons des « King's African Rifles », de quelques troupes de police, de corps de volontaires blancs, les « East African Mounted Rifles », « l'East African Regiment », d'un corps d'Eclaireurs Somalis et de quelques autres unités peu importantes. Ces corps furent ensuite renforcés par des troupes de l'armée des Indes, le 29e Punjabis, un bataillon de troupes du Service Impérial, une batterie de l'artillerie de Calcutta, une batterie de mitrailleuses et une batterie de montagne. Ces troupes, sous les ordres du brigadier général J.-M. Stewart, qui prit aussitôt la direction des opérations, arrivèrent à Nairobi le 3 septembre.

Le 8 août 1914, les deux croiseurs protégés *Pegasus* et *Astraea* parurent devant Dar es Salaam qu'ils bombardèrent, détruisant la station de télégraphie sans fil. La ville se rendit au bout de quelques heures. Le *Pegasus* fut peu après attaqué au mouillage et détruit par le *Kœnigsberg*, qui fut à son tour quelques jours plus tard découvert dans la rivière Rufigi, à six milles de l'embouchure, caché derrière des palmiers, par le *Chatam*, qui le canonna et le

mit hors de combat. Il a été complètement détruit ces temps derniers dans la rivière d'où il n'avait pu sortir.

Après quelques escarmouches sans importance en divers points, et notamment près du chemin de fer de l'Uganda, une rencontre plus sérieuse eut lieu les 6 et 7 septembre entre quelques compagnies des King's African Rifles et du 29e Punjabis et un corps ennemi d'environ 660 hommes qui fut repoussé et forcé à se retirer en désordre. Pendant le mois de septembre, il y eut huit combats indécis et le 2 octobre une affaire plus importante près de Gazi où après trois jours de combat les Allemands durent se retirer devant l'arrivée de renforts indiens.

Les tentatives d'attaques allemandes cessèrent pendant le reste du mois d'octobre, après que l'ennemi eut toutefois occupé Tagida et Rovido sur la rivière Romba. Les Anglais, de leur côté, restèrent sur la défensive, attendant des renforts des Indes en novembre. Le 4 novembre, le major général Aitken attaqua Tanga. Il fut repoussé et obligé de se rembarquer. Une attaque sur Longido, fort en territoire britannique qui avait été occupé par les Allemands, devait coïncider avec l'attaque de Tanga; cette seconde opération fut également infructueuse. Les troupes chargées de cette attaque durent se retirer avec des pertes sérieuses. C'est là que fut tué un très brave officier, le capitaine Sandbach du 1er Royal Dragons. Ce combat malheureux ne fut pourtant pas un échec complet, car les Allemands évacuèrent d'eux-mêmes, le 17 novembre, l'ouvrage qui fut aussitôt occupé par les Anglais.

La fin de novembre et tout décembre se passèrent avec des alternatives de petits succès et de petits revers ne pouvant aboutir à aucun résultat décisif. Les Anglais avaient pénétré sur une distance de 20 milles en territoire allemand et occupaient le poste de Jassin, couvrant la position principale établie sur la vallée de l'Umba et la ville de Vanga. Le 12 janvier, les Allemands attaquèrent Jassin; repoussés, ils revinrent à la charge le 18, les renforts envoyés de l'Umba ne purent percer et, le 19 au matin, la garnison d'infanterie indienne de Jassin capitulait, ayant épuisé ses munitions et mérité les éloges de l'officer allemand commandant l'attaque. L'affaire de Jassin força le commandement anglais à retirer ses postes avancés dans cette région et les points occupés en territoire allemand durent être évacués.

Les succès remportés dans cette campagne ont été surtout des succès navals. Le 8 janvier, une expédition partant de Mombasa occupait l'île de Mafia, à l'embouchure de Rufiji; le 26 février, le gouvernement britannique annonçait qu'à partir du 28 la côte du Protectorat serait complètement bloquée et accordait quatre jours

aux navires neutres pour quitter les ports allemands. Les troupes anglaises s'étaient emparées du port de Shirati sur le Victoria Nyanza et en avaient fait la base de leurs steamers armés. Le 6 mars, le *Winifred* forçait le *Muanza*, le seul steamer armé que les Allemands possédassent sur le lac, à se jeter à la côte. Les troupes du Protectorat font une défense énergique, mais, quelle que soit leur résistance, elles sont impuissantes; elles sont dans la situation d'une place assiégée qui ne peut recevoir de secours de nulle part. Comme au Cameroun, la fin est proche et avant peu de semaines il n'y aura plus un seul point dans les vastes territoires qui furent les colonies allemandes où flottera le drapeau impérial.

*
* *

Les colonies allemandes dans le Pacifique se composent de la Terre de l'Empereur Guillaume (Kaiser Wilhelm's Land), de l'Archipel Bismarck, des îles Salomon, des îles Carolines, Pelew (ou Palau) et Marianne (ou Ladrone), des îles Marshall, et des îles Samoa. Au point de vue commercial, les Carolines sont probablement les plus appréciables, mais pour les intérêts britanniques, la Nouvelle-Guinée allemande, voisine de la côte australienne et contiguë à la Nouvelle-Guinée britannique, et le Samoa allemand, situé sur la route directe de l'Australie au Canal de Panama, ont une importance stratégique capitale.

Les Allemands avaient pris aux îles Samoa pour la protection des indigènes des mesures qu'ils ont généralement négligées dans leurs autres colonies. Une partie du pays (environ 7 milles carrés) a été spécialement réservée sous le nom de District de Plantation : excepté dans ce District il est interdit aux Européens de louer des terres aux indigènes, ou d'acheter des terres des indigènes à moins de les avoir eues à bail précédemment. Le consentement du gouverneur est nécessaire pour la vente ou la location de terres dans le District de Plantation, et dans les autres parties des îles c'est du gouvernement lui-même qu'il faut en acheter ou en louer. Il est interdit aux indigènes de contracter des dettes avec des Européens.

La place manque pour entrer dans plus de détails. Une chose est certaine et nul ne la discute en Australie, aux Etats-Unis, au Japon, pas plus qu'en Angleterre. Les colonies allemandes du Pacifique ont un très grand avenir commercial, un très grand avenir stratégique dont le Canal de Panama va encore accroître l'importance[1]. Elles seront pour l'Empire Britannique une avantageuse acquisition.

Aussitôt que le câble eut annoncé aux Dominions la déclaration

[1] *Die Deutschen Schutzgebiete in Afrika und des Südsee*, hrg. vom Reichskolonialamt, Berlin, annuel. — *Samoa, Bismarckarchipel und*

de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, sur indication du gouvernement métropolitain, s'était hâté d'organiser une expédition pour s'emparer du Samoa allemand. Le 15 août 1914, un petit corps néo-zélandais de 1500 hommes s'embarquait à Wellington et était rejoint en mer par les trois croiseurs britanniques *Psyche*, *Pyramus* et *Philomel*. Pour éviter les croiseurs cuirassés allemands signalés dans le Pacifique, il avait été décidé de ne pas se diriger directement sur Samoa, mais de passer par la Nouvelle-Calédonie, où les navires britanniques furent rejoints par le croiseur français *Montcalm* et les croiseurs australiens *Australia* et *Melbourne*. Après une réception enthousiaste à Nouméa, cette escadre, sous les ordres de l'amiral Sir G. E. Patey, se dirigea sur Samoa.

Le 30 août, un télégramme de la Nouvelle-Zélande apprenait à Londres que la veille, 29, à 10 heures du matin, Apia, la capitale de la Colonie allemande de Samoa, s'était rendue sans résistance[1].

De la même manière le gouvernement australien avait accepté d'organiser une expédition pour s'emparer de la Nouvelle-Guinée allemande, qui avait toujours été une source d'inquiétude pour les Australiens. Dès les premiers jours, le colonel Foster, instructeur de science militaire à l'Université de Sydney, causant à l'Australian Club avec Mr F. S. Burnell, remarquait qu'il serait bon d'organiser, en dehors des contingents à envoyer en Europe, une expédition contre les possessions allemandes du Pacifique. Le lendemain, le *Sydney Morning Herald* reproduisait cette conversation et, peu de jours après, les autorités du Commonwealth demandaient des volontaires « pour servir sous les tropiques[2] ».

Le petit corps expéditionnaire destiné à opérer contre la Nouvelle Guinée était rapidement formé; il se composait de six compagnies de la « Royal Australian Naval Reserve », un bataillon d'infanterie sur le pied de guerre, deux sections de mitrailleuses, une section de signaleurs et un détachement de l' « Army Medical Corps ». Le 10 août, le colonel W. Holmes, commandant la sixième brigade d'infanterie australienne, prenait le commandement des troupes en formation. En quelques jours, ces hommes, dont 20 pour 100 au moins n'avaient jamais même vu un fusil d'or-

Neu Guinea, par E. von Hesse-Wartegg. — *Deutscher Kolonial Kalender*, Berlin, annuel. — *Deutsches Kolonialblatt* (bi-mensuel). — *Correspondence respecting the Affairs of Samoa*, Londres, 1899, publié par le Foreign Office. — *Germany's Vanishing Colonies*, par Gordon Lesueur. — *From Heligoland to Keeling Island*, par Archibald Hurd.

[1] *Samoan Consular Reports* et *Blue Books on affairs of Samoa*.

[2] *Australia versus Germany*, par F. S. Burnell, commissaire spécial du *Sydney Morning Herald*, envoyé avec l'expédition.

donnance, qui n'avaient pas la plus faible idée du métier de fantassin, avaient fait des progrès merveilleux; leur instruction se poursuivit à bord du transport *Berrima*, sur lequel ils embarquèrent à Moreton Bay le 21 août. Le 12 et le 13 septembre, des télégrammes du vice-amiral Sir George Patey, commandant la marine royale australienne, annonçait le succès d'une opération habilement menée contre Herbertshöhe, en Neu Pommern, la plus grande des îles de l'archipel Bismarck, située à l'est de la Nouvelle Guinée allemande. Un détachement, sous les ordres du commander J. A. H. Beresford, de la marine australienne, avait été débarqué à l'aube et s'était établi sur la côte sans que l'ennemi en eût connaissance. Le pavillon britannique fut hissé sur la ville sans opposition; mais pour arriver à la station de télégraphie sans fil, l'expédition eut à faire une marche pénible, escarmouchant parfois avec quelques tirailleurs ennemis. A cinq cents mètres de la station, les Allemands étaient retranchés, mais leurs soldats noirs ne tinrent pas, et bientôt ils se rendirent non sans avoir cherché à détruire la station et les appareils. Les Australiens avaient eu deux officiers et quatre marins de l'Australian Naval Reserve tués, et un officier et trois marins blessés. L'ennemi avait perdu une vingtaine d'hommes tués. Sous la protection de l'artillerie du croiseur *Encounter*, l'expédition se dirigea ensuite sur Toma, où le gouverneur s'était retiré; mais, n'ayant pas d'artillerie plus puissante qu'une mitrailleuse, il jugea toute résistance plus longue inutile et se rendit avec sa petite troupe forte de cinq officiers, trente-cinq soldats blancs et douze gendarmes, et cent vingt soldats indigènes. Pendant les trois heures et demie que durèrent les pourparlers précédant la capitulation, comme pour affirmer sous le soleil des tropiques l'alliance franco-anglaise, le vaisseau français *Montcalm*, ayant à son bord l'amiral Hugent, arriva à Herbertshöhe.

Enfin, pour en finir avec les possessions allemandes dans le Pacifique, le 6 octobre 1914 la nouvelle parvenait à Londres qu'une escadre japonaise s'était présentée devant l'île de Jaluit, résidence du Commissaire Impérial Allemand dans les îles Marshall, qui s'était rendu sans résistance; l'infanterie de marine japonaise avait débarqué, « détruit tous les établissements d'un caractère militaire et s'était emparée de toutes les munitions ». Le 20 octobre suivant, une autre dépêche apprenait que les Japonais avaient occupé toutes les îles Marshall, ainsi que les Mariannes et les Carolines, sans rencontrer aucune opposition. Le département de la Marine à Tokyo ajoutait à ces dépêches que ces opérations n'indiquaient nullement une occupation permanente et définitive. Cette assurance était en même temps adressée au

Gouvernement des Etats-Unis qui, possesseurs de Guam à l'est et de Wake au nord des îles Marshall, regardaient avec quelque inquiétude l'établissement des Japonais si près de leurs possessions.

C'en était fait des Colonies allemandes dans la Mer du Sud. Elles avaient capitulé partout sans combat, à peine un simulacre de défense avait-il été esquissé en Nouvelle-Guinée. Examinant cette singulière absence de résistance, ce manque complet de préparatifs militaires si inattendus de la part des autorités allemandes, le « Chamber's Journal » y voit la preuve que le gouvernement allemand ne prévoyait pas une rupture avec l'Empire Britannique [1].

*
* *

Pour terminer cette revue des colonies enlevées à l'Allemagne, il ne reste plus à parler que de la prise de Kiao-chau. On sait comment l'Allemagne s'était fait attribuer cet important territoire. Le Japon n'avait jamais pardonné à l'Allemagne, — et, là encore, les Allemands s'étaient montrés déplorables psychologues, — d'avoir pris part à l'intervention qui l'avait privé des fruits de sa victoire après la guerre contre la Chine en 1894. Aussi quand l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne, le Foreign Office était-il assuré du concours du Japon. Le 15 août, l'ultimatum japonais était présenté à l'Allemagne. Il demandait le retrait immédiat des navires de guerre allemands des eaux chinoises, et la remise au Japon de tout le territoire de Kiao-chau pour sa restitution éventuelle à la Chine. On sait que cette destination n'est pas exactement celle que le gouvernement japonais a cru devoir ultérieurement lui donner. Comme pour rappeler à l'Allemagne qu'ils n'avaient rien oublié, les Japonais avaient ironiquement rédigé leur ultimatum en copiant exactement les termes et la phraséologie de la note adressée au Japon par les trois puissances en 1895. Depuis plusieurs années, la politique japonaise avait causé un certain malaise aux sujets britanniques établis en Chine et à ceux de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada occidental. En outre, au cours des dernières années, un très vif sentiment antijaponais s'était développé dans l'Amérique occidentale. Pour calmer ces inquiétudes, presque aussitôt après l'envoi de l'ultimatum, le gouvernement britannique fit une déclaration formelle, affirmant que les deux gouvernements (Angleterre et Japon) avaient été en communications mutuelles constantes et étaient tombés d'accord qu'il était nécessaire pour chacun d'eux d'agir

[1] Chamber's Journal, *The Passing of Germany's Colonies in the Pacific*, 1er juillet 1915, Part 55.

de façon à protéger les intérêts généraux en Extrême-Orient envisagés dans l'alliance anglo-japonaise, ayant spécialement en vue le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine. « Il « est entendu, disait la note officielle, que l'action du Japon ne « s'étendra pas à l'Océan Pacifique au-delà des mers de Chine, « excepté en ce qui pourrait être nécessaire pour protéger les « lignes de navigation japonaise dans le Pacifique, ni au-delà des « eaux asiatiques à l'ouest des mers de Chine, ni à aucun terri- « toire étranger, à l'exception des territoires occupés par les Alle- « mands sur le continent de l'Asie orientale. » Aucune réponse n'ayant été reçue à l'expiration du temps fixé par l'ultimatum (23 août, à midi), le Japon déclara la guerre à l'Allemagne.

Au premier signe de guerre, les réservistes allemands en Extrême-Orient reçurent l'ordre de rejoindre à Tsingtau. La plupart des femmes et des enfants quittèrent la place. La garnison, en comprenant les réservistes qui avaient pu gagner Tsingtau et les équipages de quelques canonnières et destroyers dans la rade, s'élevait à 5 ou 6000 hommes. La place était beaucoup moins forte qu'on ne le croyait en Europe. Elle avait été fortifiée surtout en prévision d'une attaque sur le front de mer, mais, du côté de terre, les travaux de défense laissaient à désirer et les Allemands n'avaient jamais prévu une attaque des Japonais. Si glorieux de leur colonie chinoise, si fiers de leur habileté à tout prévoir et à tout préparer par avance, ils n'avaient pas mis Tsingtau en état de faire une résistance très prolongée, les munitions étaient insuffisantes et une partie du matériel d'artillerie suranné. « A mesure que les faits furent mieux connus, dit un écrivain anglais dans un ouvrage apprécié, on vit que les défenseurs de Tsingtau n'avaient pas manqué de courage. Ils avaient été écrasés par une force supérieure, des effectifs supérieurs, une artillerie supérieure[1]. »

Le gouverneur, un officier de marine, la capitaine Meyer-Waldeck, fit aussitôt placer des mines dans un rayon de huit milles autour de la place. Toutes les constructions élevées qui pouvaient servir à l'artillerie de l'attaque furent dynamitées, le pont du chemin de fer à la limite du territoire allemand fut détruit, et toutes les maisons, tous les boqueteaux pouvant servir de couverts à un ennemi approchant du côté de terre furent rasés jusqu'au sol. On commença fiévreusement à construire trois lignes de défense. Des milliers de coolies chinois y furent employés.

Les Japonais eussent désiré mener seuls les opérations contre Tsingtau, mais à Londres on avait jugé bon que l'alliance anglo-

[1] H.-W. Wilson, *The Great War*, vol. III, chap. L.

japonaise fût affirmée par une action de guerre commune. En conséquence, le cuirassé *Triumph* et le destroyer *Usk* apportèrent la coopération de la marine royale à la flotte japonaise, et le brigadier général Nathaniel W. Barnardiston, commandant des troupes britanniques dans le nord de la Chine, reçut l'ordre de prendre part, avec un contingent de troupes anglo-indiennes, aux opérations du corps expéditionnaire japonais.

Kiao-chau servait de base à l'escadre allemande du Pacifique. On sait que son chef, l'amiral von Spee, dès les premiers jours d'août, quitta son point d'attache avec ses navires, pour, après avoir gagné, le 1er novembre, la bataille de Coronel, se faire entièrement détruire à celle des îles Falkland, le 8 décembre, mais que deux de ses croiseurs, l'*Emden* et le *Karlsruhe*, avaient été détachés, l'*Emden* dans l'Océan Indien et le *Karlsruhe* dans le sud de l'Atlantique. L'espoir d' « embouteiller » l'escadre allemande ne s'était donc pas réalisé. Il restait toutefois dans la rade cinq canonnières, un destroyer, deux torpilleurs, un navire porte-mines et le croiseur léger autrichien *Kaiserin Elisabeth*, qui avait reçu l'ordre de rallier Tsingtau et qui y avait réussi.

Les premières opérations de la flotte alliée furent gênées par les mines. Les Japonais éprouvèrent des pertes sensibles; le croiseur de 3e classe *Takachiho* fut torpillé et coulé par le torpilleur allemand *S-90*; le *Shirotae*, destroyer de 3e classe, périt au large de Tsingtau, ainsi que le torpilleur *N° 33* et trois bateaux relève-mines coulés par des mines. Dès que le nombre de mines relevées permit à la flotte d'approcher à bonne portée, le bombardement commença, causant de sérieux dommages au Fort Bismarck et à l'ouvrage du Mont Iltis. Le corps expéditionnaire japonais, pendant ce temps, débarquait dans la baie de Laichow, au nord de la péninsule du Shantung et marchait sur Kiao-chau, passant en territoire chinois, c'est-à-dire en territoire neutre. Il occupa les villes chinoises de Weihsien et de Tsinan-fu, s'empara du chemin de fer de Shantung, des télégraphes et des postes chinois, malgré les protestations répétées de Yan-Shi-kai et du gouvernement chinois, dont la situation était d'autant plus déplaisante que le gouvernement allemand leur déclarait que, du moment qu'ils n'avaient pas empêché les Japonais d'utiliser leur territoire neutre, il se réservait, après la guerre, d'agir comme il lui conviendrait avec la Chine. La marche des Japonais fut lente, et ce ne fut que le 13 septembre que leurs éclaireurs atteignirent et attaquèrent la station du chemin de fer de Kiao-chau. Les aéroplanes japonais commencèrent immédiatement à lancer des bombes sur les fortifications, le port, les usines d'électricité de Tsingtau.

Le 19 septembre, les troupes britanniques, sous les ordres du brigadier général Barnardiston, quittaient Tientsin, et le 21 septembre elles débarquaient dans la baie de Laoshan, en territoire cédé à bail par la Chine à l'Allemagne, évitant ainsi de renouveler la violation de neutralité que le gouvernement chinois reprochait au Japon. Le 26 septembre, tout le front allemand était bombardé par les vaisseaux japonais *Suwo*, *Iwami* et *Tango*, appuyés par le cuirassé anglais *Triumph*, en même temps que l'attaque était vigoureusement poussée à terre. Deux jours de bataille, pendant lesquels les aéroplanes japonais rendirent de grands services, avaient contraint les Allemands d'abandonner leurs ouvrages extérieurs et de concentrer leur défense autour des collines fortifiées Moltke, Iltis et Bismarck. Le 30 septembre, les défenseurs firent une sérieuse tentative pour repousser les assaillants, mais ils échouèrent, malgré une consommation considérable de munitions qui ne fit pas grand mal. Il est à remarquer que, pendant la durée de ce siège, les Allemands prodiguèrent les munitions de la façon la plus désordonnée. Ainsi, en 24 heures, dans les premiers jours d'octobre, les forts des trois hauteurs indiquées plus haut lancèrent 2015 obus sans occasionner la moindre perte à leurs adversaires. Ce gaspillage extraordinaire ne fut pas étranger à la prompte capitulation de la place, car, dès la seconde semaine d'octobre, les assiégeants constatèrent que le feu de l'artillerie ennemie diminuait d'une façon surprenante. Certains ouvrages, qui avaient tiré presque sans interruption, restèrent tout à coup des heures sans tirer un coup de canon; une batterie, en particulier, qui avait fort gêné l'attaque ne tira pas un seul coup en trois jours. La colline du prince Heinrich fut prise sans grande peine, et sur ce point les Japonais établirent leur artillerie. L'ennemi ne semblant pas en état d'offrir une bien vive résistance, les alliés décidèrent de brusquer l'attaque et de donner prochainement l'assaut. Le 15 octobre, le consul américain, les femmes et les enfants européens et un certain nombre de Chinois reçurent des sauf-conduits et tous furent menés en dehors des lignes japonaises.

Le 16 octobre, les forces combinées anglo-japonaises commencèrent le bombardement et l'attaque générale. Les dommages chez l'ennemi furent considérables, surtout aux forts du Kaiser et d'Iltis, mais les pertes des assaillants furent si minimes qu'elles se bornèrent à trois hommes, des Anglais. Toute l'artillerie lourde japonaise, 142 pièces dont six obusiers de 11 inches (27,5 centimètres), étant en batterie, le bombardement général par terre commença le 31 octobre, jour de naissance de l'Empereur

du Japon. Ce jour-là, la plupart des forts de la ligne intérieure furent réduits au silence. Le 1er novembre, le *Triumph* éteignit en sept coups de canon le feu des forts Bismarck; un seul fort, Huichuan, résistait encore. Le 3 novembre, les troupes de terre avaient poussé en avant, pris 26 canons et fait 800 prisonniers à l'ennemi. Le 6 novembre, les alliés étaient au pied des derniers ouvrages de la défense et l'attaque générale en masse était décidée pour le lendemain 7 novembre, quand, à 6 heures du matin, la place hissait le drapeau blanc. Le même jour, 7 novembre, à 7 heures 50 du soir, les représentants des deux armées signaient les termes de la capitulation, les Allemands acceptant sans conditions ceux imposés par les Japonais.

Les honneurs de la guerre furent accordés à la garnison, et, le 9, les représentants convinrent qu'elle serait remise aux Japonais le lendemain. En conséquence, le 10 novembre, à 10 heures du matin, le gouverneur Meyer-Waldeck remit la garnison au général Kamio. Le gouverneur et 201 officiers allemands avec 3841 sous-officiers et soldats, ainsi qu'un certain nombre de non combattants, étaient prisonniers de guerre. La magnifique colonie en territoire chinois, pour laquelle l'Allemagne avait dépensé des sommes si considérables, qui lui assurait la domination de la riche province du Shantung, commencement de ce partage de la Chine, un des rêves du Kaiser, lui était enlevée et l'Allemagne était définitivement chassée de l'Extrême-Orient.

Ce ne sont pas les indigènes de ces diverses colonies qui regretteront les Allemands, car, d'une façon générale, sauf à Kiao-chau, ils en étaient fort maltraités. Quelques chiffres donnent, sur ce point, une suffisante indication. Avant la révolte des Herreros, la population de la colonie était de près de 300 000 indigènes : ils l'ont réduite de plus des deux tiers. Lors de cette révolte, une petite fille allemande ayant été tuée, ils mirent à mort, en représailles, 20 000 indigènes. On voit que le procédé de la terreur leur est habituel ailleurs qu'en Europe...

Mais ce qui n'est pas moins caractéristique, c'est l'extrême sévérité des jugements fulminés par les tribunaux allemands dans les colonies. En 1913, par exemple, si 108 indigènes seulement furent condamnés à Kiao-chau, 1054 furent condamnés dans les îles Samoa, 3294 dans l'Afrique occidentale, 18 868 dans l'Afrique orientale, 6503 dans le Togo et 11 229 dans le Cameroun. Ces contrées n'auront pas de peine à trouver douce une autre civilisation que l'allemande !

***.

POURQUOI ET COMMENT

MME DE STAËL A-T-ELLE VISITÉ

L'ALLEMAGNE ?[1]

Aujourd'hui comme après 1870, plus qu'après 1870, nous sommes disposés à faire porter à la mémoire de Mme de Staël la peine de son admiration pour l'Allemagne. Au lendemain de Sedan en effet, notre aversion pour « l'ennemi héréditaire » se doublait d'un légitime ressentiment contre le gouvernement dont la fanfaronne impéritie avait provoqué le désastre national, et l'impopularité du Second Empire rejaillissait rétrospectivement sur le fondateur de la dynastie : la vogue allait aux historiens qui déboulonnaient la statue du grand homme, aux Charras et aux Lanfrey. Tout en reprochant alors à Mme de Staël d'avoir glorifié l'Allemagne, on la plaignait d'autre part et on l'exaltait comme une victime insigne de la tyrannie consulaire ou impériale,

[1] La source capitale de cette étude est une série d'articles de la *Revue des Deux-Mondes* (15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 1er décembre 1913; 1er et 15 mai, 1er et 15 juin 1914), que la guerre a seule empêché M. le comte d'Haussonville de réunir en volume et qui, sous le titre de *Mme de Staël et M. Necker*, reproduisent ou analysent des documents de tout premier ordre, appartenant aux archives de Coppet. J'ai naturellement utilisé l'excellent livre de M. Paul Gautier sur *Mme de Staël et Napoléon* (que j'avais, lors de sa publication, signalé le 10 février 1903 aux lecteurs du *Correspondant*). Sans parler des ouvrages de Sainte-Beuve, qu'il ne faut jamais négliger quand on s'occupe d'un personnage du début du dix-neuvième siècle, un vieux souvenir d'adolescence m'a fait rouvrir la *Fin du dix-huitième siècle*, d'Elme Caro, le philosophe assez oublié aujourd'hui, mais dont la vogue était étourdissante il y a trente-cinq ans comme écrivain, comme orateur académique, surtout comme professeur de Sorbonne : j'ai eu plaisir à constater que les trois monographies sur Mme de Staël se lisaient toujours avec intérêt et profit. Citons enfin deux feuilletons tout récents de M. Paul Souday, dans le *Temps* des 26 mai et 5 juin 1915.

comme une martyre de la liberté d'écrire et de penser. Les circonstances présentes sont très différentes : si l'Allemagne nous est demeurée ou redevenue aussi odieuse qu'il y a quarante-cinq ans, Napoléon n'est plus guères qu'un pur personnage historique, que nous jugeons assurément sans abdiquer nos passions ou nos préférences politiques, mais aussi sans lui faire puérilement grief des événements d'hier ou d'aujourd'hui. De plus, les heures que nous vivons nous aident à comprendre, mieux peut-être que la génération antérieure, qu'à certains moments de crise extérieure les nécessités de la défense soient incompatibles avec la faculté illimitée de disserter sur certains sujets scabreux.

M. le comte d'Haussonville croyait seulement faire acte de libéralisme érudit en éditant et en commentant, à la veille de la guerre actuelle, les dernières lettres échangées entre Mme de Staël et son père, les seules que conservent les riches archives de Coppet. Voici plus d'un demi-siècle que Sainte-Beuve déplorait les auto-da-fés irréparables, les scrupules indéfiniment prolongés, qui privaient le public de la majeure partie des multiples correspondances de Mme de Staël. Quelle que soit l'éloquence de ses livres, ses lettres donnent mieux l'idée de cette éblouissante conversation, au charme de laquelle bien peu d'auditeurs sont restés rebelles. Nous possédons précisément ici, pour une période de plusieurs mois, une des « séries » que Sainte-Beuve aurait voulu voir publier, une de celles où Mme de Staël s'est livrée davantage, car avec son père elle causait à cœur ouvert. Il se trouve de plus que les principales d'entre ces lettres, datées de 1803 et 1804, racontent les préliminaires et les détails du premier voyage en Allemagne, que Mme de Staël entreprit un peu contre son gré, et d'où elle rapporta les principaux éléments de son livre. Reflétant l'impression directe des événements, cette correspondance complète et rectifie par endroits le récit plus composé, plus tendancieux, que nous avons tous lu dans *Dix années d'exil;* elle nous permet, avec l'aide de quelques autres documents, de reconstituer ce qu'on pourrait appeler un peu prétentieusement la genèse du livre *De l'Allemagne*. En montrant brièvement ce que fut cette élaboration, j'essaierai, non point certes de m'abstraire des émotions du temps présent, mais de rester fidèle aux règles de l'impartialité historique. Quant à celles des convenances, auxquelles M. d'Haussonville se plaint non sans vivacité que plusieurs écrivains aient récemment manqué à l'égard de sa bisaïeule, il me suffira, pour ne pas m'en écarter, d'observer les constantes traditions du *Correspondant*.

*
* *

La piété filiale de Mme de Staël, très ardente, était comme une sorte de dévotion, et une dévotion dont la forme bravait parfois le ridicule[1]. Les séparations d'avec son père lui causaient un affreux déchirement, dont l'accoutumance ne pouvait adoucir l'amertume; chaque fois, le départ renouvelait des scènes de drame, où s'exagérait la « sensibilité » régnante, quoique de part et d'autre on prît la précaution d'esquiver les adieux suprêmes.

Néanmoins, par une de ces contradictions qui foisonnent dans le cœur humain, Mme de Staël, tout en souffrant cruellement d'être éloignée de son père, trouvait le temps long auprès de lui. Un certain jour, sa franchise laissait échapper cet aveu passablement impertinent : « J'adore mon père; c'est un culte, mais l'on bâille à l'église. » C'est que Necker ne quittait plus Coppet, et que cette résidence seigneuriale, dans un des plus admirables sites qui soient au monde, semblait intolérablement fastidieuse à sa fille. Non seulement elle n'y retrouvait point de souvenirs d'enfance, mais les beautés de la nature, quoi qu'on en ait dit, la laissaient indifférente[2]. En dehors de quelques gentilshommes ou bourgeois campagnards, la principale ressource de conversation à Coppet, c'était le voisinage de Genève : or Mme de Staël, qui comptait à Genève un petit nombre d'amitiés de choix, n'a jamais fait mystère de son peu de sympathie pour la société de cette ville, où les « mômiers » se scandalisaient de la hardiesse de ses idées et de la liberté de ses allures; elle s'y sentait l'objet d'une réprobation la plupart du temps tacite, mais évidente, et elle ripostait par des épigrammes peu mesurées sur la lenteur d'esprit des Genevois. Dans ces conditions, et malgré d'intéressantes visites inopinées, le cercle de Coppet se réduisait à quelques personnes d'élite, mais trop peu nombreuses pour qu'à la longue les inconvénients des sociétés fermées ne s'y fissent point sentir. Si accueillant qu'on s'y montrât à toutes les idées, à tous

[1] Non seulement elle tutoyait son père, contrairement à l'usage du grand monde d'alors, mais elle l'appelait « cher ange » et lui parlait couramment de « ta grâce angélique ». La tendresse conjugale de Mme Necker avait eu de ces hyperboles, que Necker commit la naïveté d'imprimer après la mort de sa femme.

[2] Dans ses romans, les descriptions sont la partie la plus visiblement conventionnelle. Quel contraste non point seulement avec Rousseau et Chateaubriand, mais même avec une femme d'esprit de la même génération, Mme de la Tour du Pin, qui dans sa vieillesse évoque avec un battement de cœur le souvenir de la matinée où le lac de Genève se découvrit pour la première fois à son enthousiasme de jeune voyageuse!

les souffles généreux, le parti-pris persistant contre le gouvernement napoléonien n'en réduisait pas moins Coppet, selon la spirituelle expression de Caro, au rôle d'un « Coblentz de l'esprit », dominé par ces préventions mesquines, par ces illusions pernicieuses, qui sont fatalement le propre des émigrations, même involontaires. D'autre part, à force de n'être entourée que de gens subjugués par l'éclat dominateur de sa conversation, Mme de Staël se prit insensiblement, comme Sismondi en faisait plus tard la pénétrante remarque, à exercer dans son petit empire le même genre de despotisme blessant et tracassier qu'on reprochait communément à son ennemi Napoléon [1].

Mme de Staël, qui pensait tout haut avec son père, lui écrivait dans un moment d'expansion : « Le plaisir, c'est l'amour, Paris ou la puissance. » Laissons l'amour de côté, puisque aussi bien, et contrairement à une opinion fort en vogue, la chronique médisante m'a toujours paru fournir d'assez faibles lumières à l'histoire politique ou littéraire....... Mais pour être tout à fait sincère, Mme de Staël aurait dû dire qu'il lui fallait Paris *et* la puissance. Le Paris dont la nostalgie la poursuivait à Coppet, c'était le Paris du règne de Louis XVI, où elle trônait dans le salon maternel, menant ardemment la campagne d'indignation et d'épigrammes contre les frivoles et prodigues successeurs de son père ; c'était le Paris du début de la Constituante, où l'effigie du ministre populaire était triomphalement promenée par les rues ; c'était le Paris du Directoire, où le crédit de la « citoyenne Staël » suffisait à sauver des émigrés et à créer un ministre (lequel la paya d'ailleurs de la plus noire ingratitude). Or, depuis l'automne de 1789, il régnait à Paris un maître aussi réfractaire aux influences féminines que peu indulgent aux coteries de société. D'abord engouée de lui au point d'installer son buste dans le salon de Coppet [2], Mme de Staël n'avait pas tardé à encourir son déplaisir, pour avoir poussé Benjamin Constant, au printemps de 1800, à cette attitude d'opposition ou plutôt de taquinerie parlementaire qui était alors un dangereux anachronisme : plus encore que de la mauvaise humeur du maître, elle avait souffert de l'ostracisme social, de la mise en quarantaine implicitement décrétée contre elle ; alors que sous Louis XVI et sous le Directoire le succès mondain allait aux fron-

[1] « Elle est comme lui intolérante de toute opposition, insultante dans la dispute, et très disposée à dire aux gens des choses piquantes, sans colère et seulement pour jouir de sa supériorité. »

[2] M. le comte d'Haussonville, à qui une lettre de Necker a révélé ce piquant détail, a vainement cherché à savoir ce qu'il était plus tard advenu du buste.

deurs, elle avait eu la stupeur, le dépit de voir son salon déserté par la majeure partie de ceux-là même dont elle goûtait davantage la conversation ou dont elle prisait l'influence. Comme elle était brave et obstinée, elle se piqua au jeu, malgré les conseils de prudence que lui prodiguait son père avec des métaphores de financier : « Ne perds jamais de vue que par tes goûts pour Paris, si naturels à ton âge et à ton esprit, tu es en dépendance, et c'est autour de cette vérité que tes autres calculs doivent se placer... Prends garde à tes papiers plus que jamais, même à tes paroles. » Loin de ménager les propos indiscrets, Mme de Staël risquait dans ses livres des allusions épigrammatiques ou des appréciations tendancieuses. Contrairement à ce qu'elle a raconté plus tard, le Concordat indigna moins sa foi à la liberté de conscience qu'il ne déçut ses rêves de huguenote teintée de philosophie, car elle avait caressé l'espoir d'imposer comme religion d'Etat à la France un protestantisme à peu près réduit au pur déisme, où le culte de l'Etre Suprême eût relégué dans l'ombre les mystères essentiels du christianisme, l'Incarnation et la Rédemption [1]. Elle exhala son dépit en insérant dans le roman de *Delphine*, paru peu après la promulgation du pacte avec le Saint-Siège, un parallèle entre les deux confessions catholique et réformée, tout à l'avantage de la seconde. Le même livre exaltait les Anglais et contenait un éloge enthousiaste du divorce, contre lequel le Consul ne cachait point ses répugnances [2]; c'était, dans toute la force du terme, une œuvre d'opposition, dans un temps où l'opposition commençait à paraître séditieuse.

Necker, qui prêchait la circonspection à sa fille, contribua bien involontairement à aggraver contre elle les préventions du Consul. Cet honnête argentier, ce généreux philanthrope n'avait ni la décision, ni la perspicacité de l'homme d'Etat : comme l'a écrit Albert Sorel, « il méconnaissait Richelieu, il méprisait

[1] Cf. ce passage topique d'un très curieux manuscrit de 1799, mis en lumière par M. Paul Gautier : « Je dis aux républicains qu'il n'existe que ce moyen de détruire l'influence de la religion catholique... Alors, l'Etat aura dans sa main toute l'influence du culte entretenu par lui, et cette grande puissance, qu'exercent toujours les interprètes des idées religieuses, sera l'appui du gouvernement républicain. » Même dans *Dix années d'exil*, Mme de Staël insinue que le regrettable athéisme de la majorité des membres de l'Institut n'aurait pas eu de raison d'être si la France eût été officiellement protestante.

[2] On sait que, tout en maintenant le divorce dans le Code civil et en se réservant d'en user pour son compte personnel, il proscrivait rigoureusement de son entourage les femmes divorcées et remariées. Tel personnage important, épris depuis longtemps d'une femme mal mariée, n'osa la faire divorcer et l'épouser qu'après l'abdication de Fontainebleau.

Mirabeau, il ne comprit pas Bonaparte ». Selon l'invariable coutume des anciens ministres de tous les temps et de tous les régimes, ce sage n'échappait point à la nostalgie du pouvoir : « Que ne suis-je au temps de ma puissance! » se laissait-il aller à soupirer. Plus encore que de sa mise à l'écart, il gémissait de l'oubli où il était entré de son vivant, après avoir savouré les douceurs d'une prodigieuse popularité; il se plaignait de l'ingratitude des Français, dont il persistait à se considérer comme le bienfaiteur insigne. Comme il avait conscience de la pureté de ses intentions, et qu'il vivait d'ailleurs cloîtré dans un cercle de thuriféraires, l'idée ne lui venait même point à l'esprit qu'il pût lui incomber une part quelconque de responsabilité dans les catastrophes de la Révolution, et de la meilleure foi du monde, il modulait des variations sur le thème classique :

O fortunatam natam me consule Romam !

Ainsi qu'à beaucoup de ses contemporains, le 18 Brumaire et le Consulat lui étaient apparus comme une « journée » de plus, comme une improvisation constitutionnelle analogue à tant d'autres qui s'étaient bâclées puis jetées au rebut depuis dix ans. Tout en reconnaissant, en vantant même les qualités personnelles de Bonaparte, il tenait la dictature du jeune général pour un expédient provisoire, après quoi il faudrait donner à la France une organisation définitive. Sur cette organisation, Necker septuagénaire estimait qu'il avait le devoir de divulguer les fruits de ses méditations; il rédigea donc à loisir ses *Dernières vues de politique et de finances*, où il mettait doctement en balance les mérites respectifs de diverses solutions; puis, avec l'aveuglement ordinaire des auteurs et le manque de flair des théoriciens, il publia ce testament politique au lendemain de l'établissement du Consulat à vie, sans pressentir que la France assoiffée de stabilité rejetterait avec humeur cette perspective de nouveaux changements, que le Consul, malgré les louanges un peu massives que l'auteur lui assénait, serait exaspéré de cette mise en demeure d'avoir tôt ou tard à céder la place. Persuadé à tort que Necker n'avait été en cette affaire qu'un naïf instrument et que Mme de Staël avait machiné une nouvelle attaque indirecte, Bonaparte s'emporta en menaces : « Concevez-vous », disait-il à Rœderer, « un homme qui, depuis que je suis à la tête de l'Etat, propose trois sortes de gouvernements à la France? Jamais la fille de M. Necker ne rentrera à Paris. » Necker avait si peu prévu ce résultat qu'il avait eu la candeur de charger le troisième Consul, Lebrun, de faire hommage d'un exemplaire au

grand homme : non seulement il reçut en réponse une courtoise mercuriale, mais il éprouva la cuisante mortification de se voir proposer en exemple la discrétion de Calonne, le fat et dissipateur Calonne, si décrié jadis dans le salon des Necker, qui, voulant pareillement préconiser des réformes financières, venait d'en faire l'objet d'un mémoire confidentiel au Premier Consul.

*
* *

C'est dans ces peu encourageantes conjonctures que Mme de Staël sentit qu'il était décidément au dessus de ses forces de vivre plus longtemps loin de Paris. Comme elle n'en était point partie tout à fait de son plein gré et que, malgré la récente suppression du ministère de la police, le pouvoir arbitraire du gouvernement ne cessait de s'accroître, elle prit la précaution de solliciter du Premier Consul l'autorisation de s'installer à dix lieues de la capitale. Elle invoquait l'urgence de régler la succession de son mari et de pourvoir à l'éducation de ses enfants; elle prenait surtout le solennel engagement d'observer une complète réserve : « Je me borne à vous assurer que je ne prononcerai ni n'écrirai un seul mot relatif aux affaires publiques pendant mon séjour en France. » A défaut d'une réponse directe, elle fut informée que le maître s'était laissé fléchir.

Après des adieux plus pathétiques encore que de coutume, comme si le père et la fille avaient eu le pressentiment qu'il s'agissait d'une séparation suprême, Mme de Staël quitta Coppet le 16 septembre 1803, pour s'installer le 26 dans une petite maison à Maffliers, en Seine-et-Oise, sur la lisière de la forêt de l'Isle-Adam. Vingt jours ne s'étaient pas écoulés qu'elle se lamentait : « Je ne puis pas élever mes enfants ici. Je m'y ennuie; il faut que je sorte de là. » Son espoir était de s'établir à Paris ou aux portes de la capitale, avec la permission ou tout au moins la tolérance de l'administration.

Mais à peine s'était-elle sentie à proximité de la grande ville, à peine avait-elle reçu à Maffliers quelques visiteurs, que sa fougue combative l'emportait sur toutes les considérations de prudence, sur les plus formelles promesses. Perspicace sur la conduite d'autrui, elle s'apitoyait sur la « sottise » de Chateaubriand, compromis pour avoir vaniteusement mandé de Rome que son crédit l'emportait sur celui du cardinal Fesch; mais elle qui s'était engagée à ne point écrire un mot de politique, elle transmettait à son père, et sans doute à d'autres confidents, ce qu'elle pouvait recueillir de bruits, d'imputations, d'impressions défavorables au

gouvernement. Le fondé et l'invraisemblable, le malicieux et l'inepte, elle transcrivait sans discernement, sans hésitation apparente, tout ce qui pouvait satisfaire sa rancune ou flatter ses espérances. On est stupéfait de retrouver sous cette plume illustre les absurdes racontars colportés par les correspondants de d'Antraigues [1] ou par les agents secrets de Louis XVIII [2]. Bonaparte a souffleté son ministre Chaptal; au Théâtre-Français, il s'est montré jaloux des applaudissements donnés à la tragédienne Duchesnois; il songe à prendre une maîtresse en titre, pour mieux singer Louis XIV. Son conseil est peuplé de bandits corrompus : le seul qui restait intègre, Barbé-Marbois, a été incité par lui-même à s'engager dans un malpropre tripotage : « Le chef des cultes, Portalis, est l'un des plus voleurs [3]. » Les vertus antiques se sont réfugiées chez les frères méconnus du Premier Consul, Joseph et Lucien, Joseph surtout, ce philosophe, ce républicain, qui fait bonne mine aux mécontents en attendant de devenir prince et roi, et à qui Mme de Staël allait écrire de Francfort : « Je dois vous dire, pour vous flatter, vous qu'on ne flatte point, que votre considération personnelle est intacte; il y a partout estime et respect pour votre caractère [4]. »

Il faut se reporter par la pensée à ce sombre automne de 1803, où la guerre venait de se rallumer avec l'Angleterre, guerre acharnée et sans merci; où les jacobins irréconciliables et les royalistes non ralliés se roidissaient en un dernier effort; où Cadoudal débarquait avec ses chouans à la falaise de Biville; où un vaste réseau d'intrigues diplomatiques, de préparatifs militaires, de conspirations à main armée, de cabales de salon se

[1] Cf. le livre de M. Léonce Pingaud sur d'Antraigues.

[2] Cf. le recueil publié par M. le comte Remacle.

[3] Est-il besoin de rappeler que Portalis (à qui Mme de Staël ne pouvait pardonner le Concordat) a laissé une réputation sans tache? Quant à Barbé-Marbois, ministre du Trésor, j'ai publié naguère la lettre très noble par laquelle, après la proclamation de l'Empire, il refusait une augmentation de traitement. Destitué pour avoir péché par naïveté lors de la crise bancaire de 1805-1806, son renom d'intégrité demeura tel que, lors de l'institution de la Cour des Comptes, la première présidence lui fut attribuée. — Si ces deux hommes d'honneur eurent connaissance des infamies colportées sur leur compte, n'étaient-ils point en droit de riposter en qualifiant durement les égarements trop réels de celle qui les calomniait ainsi?

[4] M. d'Haussonville affirme que les relations cordiales établies entre Mme de Staël et Joseph Bonaparte leur font honneur à tous deux. J'avoue ne point saisir ce qu'il y avait de particulièrement honorable de la part de Joseph à bien traiter celle qui insultait la personne et le gouvernement de son frère, ni de la part de Mme de Staël à encenser un homme dont elle avait sûrement percé à jour la vaniteuse et envieuse médiocrité.

tissait pour enserrer et étouffer une puissance trop inquiétante. C'est alors que Mme de Staël ridiculisait les préparatifs de descente, exaltait les ressources et la force morale de l'Angleterre, prophétisait que pour donner corps au mécontentement général, il faudrait un « événement ».

Elle s'est crue victime d'une dénonciation féminine, émanée soit de Mme de Genlis, soit plutôt de Mme de Vaines, veuve d'un collaborateur de Turgot, et par cela même hostile à la famille Necker[1]. Il est infiniment plus probable que l'autorité fut au courant, sinon des lettres adressées à Coppet, tout au moins de missives analogues, et en tout cas des propos factieux que Mme de Staël ne ménageait guères. Le 3 octobre 1803, Bonaparte ordonnait au grand-juge Regnier de lui faire discrètement savoir que, faute de s'éloigner dans les cinq jours, elle serait reconduite à la frontière par la gendarmerie : « L'arrivée de cette femme », ajoutait-il, « comme celle d'un oiseau de mauvais augure, a toujours été le signal de quelque trouble. »

Mme de Staël a raconté, en des pages vibrantes d'éloquence et d'indignation, comment un gendarme vint en effet la rappeler à l'observation de la consigne consulaire. Son désespoir se doublait de la désertion d'anciens amis, qui la reniaient par lâcheté ou par zèle bonapartiste. Rœderer, raffinant sur la brutalité du maître, n'allait-il pas répétant que ce n'était là « qu'une mesure de police contre une tricoteuse de faux bruits »! Parfaitement trivial et discourtois dans la forme, le propos n'était point dépourvu de toute justesse. Il faut se souvenir non seulement qu'on était alors en pleine guerre, en pleine crise, mais qu'en consacrant l'égalité civile, l'établissement napoléonien avait omis de garantir la liberté individuelle, qui comptait à cette époque bien peu de partisans convaincus, qui était pour ainsi dire inconnue en France : « Les grands meneurs d'hommes », a remarqué Albert Sorel, « n'ont jamais été patients aux cabales féminines. Mme de Guéméné et Mme de Chevreuse en ont su quelque chose au temps du Cardinal. On se demande comment Louis XIV, avec son auguste politesse, eût traité la grande dame qui se fût avisée de tenir à Paris une cour de jansénistes ou un cénacle d'esprits forts mêlés à des réformés insoumis. Leur habit n'a point gardé les religieuses de Port-Royal de la brutalité des exempts. »

[1] Les Mémoires récemment publiés de Thibaudeau, alors préfet des Bouches-du-Rhône, renferment d'intéressantes lettres où Mme de Vaines le tient au courant des événements et témoigne d'un très vif enthousiasme bonapartiste : il n'y est point question de Mme de Staël.



« Mon intention n'est pas qu'elle reste en France », avait écrit Bonaparte dans la première lettre mise sous les yeux de Mme de Staël. Soit par égard pour les démarches faites auprès de lui, soit à la suite de réflexions personnelles, il se ravisa et lui fit simplement signifier l'interdiction de s'approcher à moins de quarante lieues de Paris, en spécifiant que son installation à Lyon ou à Bordeaux ne rencontrerait aucune opposition.

Ce fut Mme de Staël qui, après des instances désespérées et inutiles pour demeurer près de Paris, préféra le total exil à l'éloignement. Elle abhorrait les « villes de département », ce qui après tout était son droit; elle y redoutait autre chose encore que la monotonie et les petites coteries de la vie provinciale : « J'y serais oubliée comme à Genève. » Puisqu'on lui interdisait son séjour préféré, le théâtre où brillait le mieux son esprit, elle irait chercher hors de France un peuple et une littérature à étudier, une société auprès de laquelle ses récentes épreuves seraient un titre nouveau d'empressement et de sympathie.

C'est ainsi que la déconvenue, la rancune, l'amour-propre contribuèrent infiniment plus que l'enthousiasme ou même la curiosité à orienter Mme de Staël vers l'Allemagne. Quelques années auparavant, à la proposition d'une rencontre avec Wieland, elle avait cavalièrement répliqué : « Aller à Zurich pour un auteur allemand, quelque célèbre qu'il soit, c'est ce que vous ne me verrez pas faire. Je crois savoir déjà tout ce qui se dit en allemand et même cinquante ans de ce qui se dira. » D'un mot dédaigneux, à la suite de Benjamin Constant, elle exécutait le *Wilhelm Meister* de Gœthe. Sans doute, elle s'était mise en 1800 à étudier la langue allemande, et depuis lors sa prodigieuse vivacité d'esprit lui avait fait entrevoir le mérite de la littérature et de la philosophie germaniques : mais elle n'avait jamais manifesté la velléité de les approfondir sur place.

Avant de prendre sa résolution définitive, elle se dirigea vers Metz, où lui avait donné rendez-vous un des hommes les mieux capables de l'initier à la connaissance de l'Allemagne. Charles de Villers n'était point, comme on serait tenté de le supposer, un descendant de réfugiés de l'édit de Nantes, nourri dans l'aversion de la France et du catholicisme. Issu de souche lorraine, élève des bénédictins de Metz, officier d'artillerie sous l'ancien régime, il avait émigré comme tant d'autres : mais, comme bien peu d'émigrés, il occupa ses loisirs à fréquenter les Universités, et bientôt, l'inclination aidant qui l'attachait à la fille d'un de ses

professeurs, la transformation fut complète. Pour ne citer qu'un exemple, si cet ancien officier français prit plus tard la plume à la fin de la triomphante campagne d'Iéna, ce fut pour dénoncer et amplifier les excès commis par ses compatriotes à Lübeck, excès que Blücher avait provoqués en violant la neutralité de la ville.

Mme de Staël était depuis quelque temps en correspondance avec Villers : en 1803, elle lui savait gré d'un récent succès académique, qui se doublait d'une manifestation anticonsulaire et anticoncordataire. Deux ans auparavant, l'Institut, pour marquer son mécontentement de l'ouverture des négociations avec la cour de Rome, avait mis au concours une étude sur l'influence de la réforme luthérienne, de la « Réformation », comme on dit à Genève. Villers obtint le prix avec un éloge dithyrambique du protestantisme, où une réelle érudition personnelle était mise au service de la thèse classique des philosophes du dix-huitième siècle. On conçoit la satisfaction de Mme de Staël, qui devait, dans le livre *De l'Allemagne*, énoncer comme un axiome hors de discussion l'infériorité intellectuelle du catholicisme.

La rencontre lui apporta l'intérêt qu'elle s'en était promis. Villers avait conservé la vivacité d'esprit française : c'était un causeur séduisant, un disputeur intrépide, comme Mme de Staël aimait ses interlocuteurs de choix. Avec cela, ce déterminé germanophile ne demandait qu'à faire des prosélytes : « Il a toutes les idées de l'Allemagne du Nord dans la tête. » Il mit de son mieux l'exilée au courant des hommes, des mœurs, des courants intellectuels, et la pressa instamment de réaliser le voyage projeté, lui assurant à Berlin « beaucoup de succès », ce succès des salons qui depuis l'adolescence était devenu pour elle un besoin.

Elle hésitait encore pourtant et ne se décida que par respect humain, pour prévenir les « goguenarderies des Genevois », celles aussi des Parisiens : « On a déjà dit à Paris que je n'osais pas aller en Allemagne dans la crainte de n'y être pas reçue, et cela m'oblige à ne pas reculer. » Il lui en coûtait d'accroître encore la distance qui la séparait du paradis perdu; malgré son tempérament cosmopolite, elle éprouvait en franchissant le Rhin cette sensation de déchirement que donne toujours plus ou moins la sortie hors du sol de la patrie.

Aggravée par la maussaderie de l'automne, la première impression fut déplorable : « Lits, nourriture, poêle », écrivait-elle de Francfort, « toutes les sensations sont pénibles, et tout ce qui n'est pas distingué parmi les Allemands n'est pas tout à fait de l'espèce humaine relativement à nos habitudes et à nos goûts. » L'éternelle frondeuse se dépitait aussi de trouver en Allemagne

si peu d'aspirations patriotiques et de résistance à la suprématie napoléonienne : « Ce n'est pas une nation que les Allemands, et le Premier Consul en peut faire tout ce qu'il veut, non de leur consentement, mais sans leur consentement, ce qui revient au même. » Mais en même temps, dès sa seconde étape, conviée dans une auberge à entendre un virtuose dans une pièce où séchaient des vêtements mouillés, elle sentait, elle rendait admirablement le contraste entre la délicatesse du tempérament artistique et le négligé des dehors : « Il me semble qu'il en est de même de tout : c'est un concert dans une chambre enfumée. Il y a de la poésie dans l'âme, mais point d'élégance dans les formes. »

La première halte prolongée, la première étape aussi où Mme de Staël se réconcilia avec l'Allemagne, fut Weimar. C'était la plus renommée de ces petites cours où le culte du bel esprit, disons simplement de l'esprit, se conservait selon les traditions du dix-huitième siècle. Le duc Charles-Auguste, sa femme la duchesse Louise, sa mère la duchesse Amélie, ravis de l'aubaine qui rompait la monotonie de leur existence, firent assaut de prévenances à l'égard de la célèbre voyageuse. Dans ce petit cercle, où la littérature française était en honneur, elle goûta l'inépuisable jouissance de se savoir illustre; comme une grande dame, comme une femme de génie, du moment qu'elle tient une plume, est toujours *gendelettre* par quelque côté, elle constatait avec une naïve suffisance le succès de *Delphine* à Weimar : « Il faut aller dans (*sic*) l'étranger pour savoir ce qui porte loin en fait de réputation. Chateaubriand lui-même y est à peine connu [1]. » Tout en discernant avec beaucoup de finesse le caractère anormal, exceptionnel de Weimar, qui « n'était point une petite ville, mais un grand château [2] », elle se laissa pourtant aller à cette illusion, très judicieusement soulignée par M. Paul Gautier, de croire que l'Allemagne entière était calquée sur le duché de Weimar, avec des princes « éclairés » et débonnaires, des savants absorbés dans leurs études, des habitants réfractaires à l'esprit militaire. C'est à Weimar que l'idée de son livre se précisa, peut-être qu'elle en ébaucha le plan : l'inspiration de l'œuvre tout entière s'en ressentit.

Le succès fut moins incontesté auprès des grands écrivains dont la réunion faisait la gloire de Weimar. « On dit l'esprit sous les armes pour me recevoir », avait écrit Mme de Staël au

[1] Dans une des lettres suivantes, elle s'inquiétait de l'apparition de la *Valérie* de Mme de Krudener : « Je te prie de la lire bien vite et de m'écrire si cela me détrône. »

[2] C'est dans le livre *De l'Allemagne* que figure cette appréciation.

débarqué. Cette métaphore, plus juste encore qu'elle ne le supposait, impliquait une part de gêne et d'appréhension chez ceux qui attendaient sa venue. Un gentilhomme français, qui fréquentait à Paris les mêmes salons qu'elle et qui partageait la plupart de ses idées politiques, a écrit : « Tout était, dans la tête de Mme de Staël, sentiments ou pensées, toujours en ébullition [1]. » Cette réputation était bien établie dans le cénacle littéraire de Weimar, en proie au mélange de curiosité et d'anxiété qui précède l'explosion d'un volcan. Ajoutez que Schiller parlait mal le français et le comprenait médiocrement, surtout prononcé avec volubilité : il fut courtois avec application, mais se dédommagea dans sa correspondance intime par des jugements sévères. Gœthe, dérangé dans la méthodique organisation de son travail et de son existence, garda une réserve olympienne ou boudeuse. Le plus affable fut Wieland, qui était aussi le plus familier avec notre littérature et notre langue : « Wieland a dit à Benjamin [2] que j'étais l'être dont le génie, par écrit et en parlant, l'avait le plus frappé en sa vie. » Si le propos est authentique, c'est un mot à la Vadius, un de ces compliments hyperboliques qui sur les lèvres de certains lettrés, particulièrement en Allemagne, alternent avec les pires injures. Dans la réalité, il semble bien que les grands hommes de Weimar, éblouis et quelque peu humiliés de l'étincelante conversation de Mme de Staël, de son étonnante faculté de compréhension, demeurèrent choqués de ce qu'il y avait forcément de sommaire et de superficiel dans ses connaissances, de tranchant dans sa discussion. De plus, il résulta pour eux une vraie courbature de l'effort insolite qu'il leur avait fallu fournir pour suivre cette gymnastique effrénée à travers les idées et les œuvres.

De Weimar, Mme de Staël gagna Berlin, l'ancienne ville du grand Frédéric, l'une des capitales qui passaient pour le moins bien disposées à l'égard de la France consulaire. En fait d'hommes de lettres, elle n'en rencontra guère qu'un à son gré, mais qui devait être pour elle d'un précieux concours, et qu'elle s'attacha avec le titre de précepteur de ses enfants, Guillaume Schlegel [3]. En revanche, elle retrouva à Berlin ce grand monde cosmopolite, ce train de cour, ce tourbillon de plaisirs autour d'une reine jeune

[1] Le mot est emprunté aux très curieux fragments de Théodore de Lameth, récemment publiés par M. Eugène Welvert sous le titre de *Notes et souvenirs*.

[2] Ai-je rappelé que Benjamin Constant fut du voyage, au moins jusqu'à Weimar?

[3] Elle le vantait à Necker comme « un homme admirable pour la solitude littéraire ».

et élégante, qu'elle avait connu jadis auprès de Marie-Antoinette et dont elle ne médisait que par acquit de conscience philosophique : « Je continue à être traitée à merveille ici, on m'invite tous les jours à la cour et à la ville; j'ai dansé hier avec les frères du roi, enfin je ne puis pas souhaiter une chose en fait de société qui me manque... Tâche, je te prie, de faire savoir à Paris comme j'ai été reçue à Berlin. »

Sur ce point, « Paris » fut copieusement informé, non point par l'ambassadeur Laforest, trop galant homme pour dénoncer la compatriote à laquelle il avait ouvert son salon [1], mais par les imprudences de l'intéressée, par ses exubérances de plume et de langue. Au moment où elle allait quitter la France, son père, pieusement obstiné dans le rôle d'inutile Cassandre, lui avait une fois de plus prêché la réserve : « Il faut que, dans un pays étranger, tu sois prudente et avisée dans les détails. Il faut songer, quand on a des voisins, qu'ils peuvent tout entendre quand on parle dans les auberges. Il faut songer que, dans un cercle, il y a amis et ennemis et que tout ce que tu diras retentira à Paris et que tu aurais du chagrin si la porte de la France t'était hermétiquement fermée. » Il lui donnait l'exemple en parlant dans les termes les plus sages, les plus patriotiques, de la conspiration Cadoudal-Pichegru et des menées du cabinet britannique. Mais emportée une fois de plus par sa passion favorite, Mme de Staël, à Berlin comme à Maffliers, recueillait béatement, sans l'ombre d'esprit critique, tous les bruits favorables à l'Angleterre, tous les ragots désobligeants pour le gouvernement consulaire. Dans le nombre, il y avait des trouvailles de paradoxale ineptie, comme l'anecdote qui travestissait ce plat valet de Garat [2] en une manière de Brutus, prêt à abdiquer sa prébende de sénateur pour présenter devant le tribunal criminel la défense de Moreau.

Caro, grand admirateur du talent et de l'esprit de Mme de Staël, n'a pu s'empêcher pourtant de souligner la mesquinerie de cette campagne de dénigrement : « La critique de salon, l'opposition dans la conversation, par allusions et par épigrammes, rôle médiocre et stérile! » Et Caro parle là des propos tenus en France

[1] M. d'Haussonville, qui a dépouillé la correspondance diplomatique de Laforest, a constaté qu'il n'y est point soufflé mot de la présence de Mme de Staël à Berlin. — Le secrétaire de légation était Portalis fils, le futur ministre de Charles X : la voyageuse, décidément impitoyable au Concordat, déclarait ne pouvoir se faire à son sourire!

[2] La servilité de Garat était tellement proverbiale qu'on en fit sous l'Empire une épigramme, trop malodorante pour être citée même en temps de guerre.

ou à Coppet, dans un pays alors soumis à l'influence de notre gouvernement : que dire de la campagne antinapoléonienne menée dans les cercles antifrançais de Berlin? C'est par ses philippiques que Mme de Staël gagna les bonnes grâces de la reine Louise, les attentions du prince Louis-Ferdinand; celui-ci, qu'elle a transfiguré dans ses livres en une sorte de paladin de roman ou d'épopée, demeure pour l'histoire, malgré le courage malheureux déployé à Saalfeld, le type du uhlan, poussant la haine de la France jusqu'à l'idée fixe, la débauche jusqu'à la crapule, l'intempérance jusqu'à l'ébriété, selon la vieille mode teutonique, encore en honneur aujourd'hui.

Tout en applaudissant aux sorties de Mme de Staël contre Bonaparte, cette cour et cette société d'ancien régime témoignaient à l'occasion qu'elles avaient gardé leurs préventions des débuts de la Révolution. Je ne fais pas seulement allusion au petit groupe d'émigrés français irréductibles : après l'exécution du duc d'Enghien, Mme de Staël, qui s'était empressée de s'inscrire chez le comte de Moustier, représentant officieux de Louis XVIII, eut le déplaisir de n'en point recevoir signe de vie. Mais les ministres dirigeants de Frédéric-Guillaume III, Haugwitz et Hardenberg, affectaient une réserve à peine courtoise; mais le bruit revenait jusqu'aux oreilles de Necker que sa fille se permettait « un peu trop d'aisance avec les princes ». Pour comble d'abomination, dans une fâcherie d'enfants, la jeune Albertine de Staël, sans plus de souci du protocole, s'oublia à allonger une taloche au petit prince royal (le futur Frédéric-Guillaume IV); aussitôt les courtisans de colporter cette réflexion du roi et de la reine : « C'est là l'éducation que les républicains donnent à leurs enfants. » Les excuses empressées de la mère et l'affabilité des souverains eurent bientôt clos l'incident, « mais », écrivait Mme de Staël, « dans cette occasion, j'ai vu qu'il y avait à Berlin des personnes malveillantes qui tâchaient de rattacher tout au républicanisme, etc. Ce n'est pas la pure bonté de Weimar; c'est impossible à espérer dans une si grande ville et avec les prétentions intermédiaires des gens médiocres. »

Elle songeait à faire au retour un second séjour à Weimar, quand la nouvelle lui parvint d'une très grave maladie de son père. Elle bâcla en une heure ses préparatifs de départ, apprit en route que tout était fini, dut s'arrêter quelques jours sous le poids de l'accablement, puis reprit sa course désolée vers Coppet.

*
* *

Sa cousine, Mme Necker de Saussure, qui avait été au-devant

d'elle à Zurich, a raconté les dernières étapes du funèbre voyage. Secouée par les sanglots, Mme de Staël sortait parfois de sa muette torpeur pour inviter ses compagnons de route à causer : « Il arrivait quelquefois que Mme de Staël, reprise par son talent, se lançait tout à coup dans la conversation. Alors, racontant l'Allemagne, les hommes, les systèmes, la société, elle déployait un feu, une beauté d'expressions extraordinaires ; mille tableaux éclatants se succédaient, jusqu'à ce que, ressaisie par une griffe meurtrière, elle retombât sous l'empire de la douleur. »

Ce que Mme de Staël, en ces circonstances pathétiques, confiait aux voyageurs éblouis, c'étaient les idées maîtresses, c'étaient des fragments du livre *De l'Allemagne.* Sans doute, elle vit un peu plus tard Munich et Vienne ; elle étudia de plus près les philosophes, les dramaturges et les poètes. Mais la conception essentielle et le développement même de l'ouvrage remontent à ce voyage de 1803-1804, entrepris comme un pis-aller, comme une sorte de protestation contre l'ostracisme napoléonien, préparé sous la direction du Français germanisé Villers, achevé sous l'influence de l'Allemand gallophobe Schlegel, réduit à des propos de salon, à des galas princiers, à des entretiens de lettrés dans les deux villes de Weimar et Berlin. « Livre de voyage », disait naguère ici même M. André Bellessort, « dont l'auteur n'aime pas les voyages, ne sait pas voyager, voyage mal en personnage officiel et, par conséquent, exposé à toutes les mystifications... Avec sa haine de Napoléon, du reste justifiée, et son hostilité foncière à l'égard de tout ce qu'il y a dans le génie français de résistant et d'inassimilable aux étrangers, il suffit qu'une chose satisfasse sa rancune pour qu'elle porte à ses yeux le signe de la vérité[1]. »

Sans doute, et pour ne point parler ici de l'éclat ni de l'éloquence de la forme, Mme de Staël a fait preuve de la plus féconde originalité d'esprit en ouvrant des voies nouvelles à nos écrivains, en vivifiant notre littérature, qui se figeait dans un classicisme sénile, en préparant l'avènement du romantisme. Mais il est dans la destinée des peuples des heures où de tels services passent au second plan et, ainsi que 1915, 1810 était une de ces heures-là. En relisant *l'Allemagne*, nous ne pouvons nous empêcher (M. Paul Souday en faisait le récent aveu) de penser que le ministre Savary, dans la lettre que Mme de Staël imprimait en tête de sa seconde édition pour en clouer l'auteur au pilori, n'avait pas si tort de lui déclarer : « Votre dernier ouvrage n'est point français. »

A ce propos, Albert Sorel a ingénieusement protesté que rien

[1] *Ce que nous leur devons*, *Correspondant* du 25 avril 1915.

au contraire n'est plus français que de tendre chevaleresquement la main à un peuple vaincu, de lui prêcher confiance en soi-même, de prendre à tâche de lui faire oublier son humiliation. Le charmant et pénétrant petit volume de Sorel est de 1890, antérieur par conséquent à la crise d'opinion nationale d'où le patriotisme de l'éminent historien devait sortir plus vibrant, plus militant, plus intransigeant : sans songer le moins du monde à renier son étude sur Mme de Staël, il ne l'eût probablement pas écrite exactement dans les mêmes termes au soir de sa vie. Que dire de notre impression, à nous autres lecteurs de 1915, si nous nous reportons à l'état des choses et des esprits en 1810? Présenter le Rhin comme un fleuve éminemment allemand, au temps où Mayence et Coblence étaient des chefs-lieux de départements français, et Cologne une sous-préfecture; évoquer avec éloges le souvenir d'Arminius, défenseur de l'indépendance germanique contre les Romains, au lendemain de la tentative de soulèvement de Schill; reprocher aux Allemands d'avoir « trop de considération pour les étrangers et pas assez de préjugés nationaux »; glorifier systématiquement les personnages notoirement gallophobes, comme le prince Louis-Ferdinand de Prusse ou l'impératrice Maria-Ludovica d'Autriche; déprécier à tout propos l'esprit et le caractère français (au risque de censurer ses propres défauts), c'était assurément tirer vengeance des dédains de Napoléon, des mesures arbitraires de la police, des manques d'égards des gendarmes, mais c'était aussi mettre son génie d'écrivain au service d'une cause antinationale. En dépit des superbes affirmations de Mme de Staël sur l'infériorité intellectuelle et morale du catholicisme, à la philosophe protestante de 1810, à la femme célèbre, faisant appel à la révolte de l'étranger contre l'hégémonie d'un souverain qui a méconnu ses idées et disgracié ses amis, il est permis de préférer les moines de 1914, accourant d'un élan unanime pour défendre la France sous les drapeaux du gouvernement qui les a proscrits. Et qu'on n'aille pas crier à l'anachronisme, ni objecter que Mme de Staël ne pouvait pourtant pas cent ans d'avance pratiquer « l'union sacrée »! L'union sacrée, ce n'est qu'une étiquette éphémère du patriotisme, qui lui, grâce à Dieu, est de tous les temps, de tous les partis, de toutes les conditions, qui aux obscurs comme aux illustres commande le sacrifice des rancunes les mieux justifiées, des griefs les plus fondés, du moment que l'ennemi est aux portes de la cité et l'intérêt national en péril.

DE LANZAC DE LABORIE.

PEUT-ON SE DÉFENDRE

CONTRE LES SOUS-MARINS?

Peut-on se défendre contre les sous-marins?

Cette question, posée en ces termes, est trop vague.

Elle comporte, à notre avis, la discussion de deux problèmes reposant sur cette hypothèse, *encore exacte*, que la torpille automobile est l'arme principale du submersible.

1° Peut-on *éviter*, soit l'atteinte de la torpille automobile, soit, si elle arrive au contact, les effets de son explosion? Problème de défensive passive.

2° Peut-on *prévenir* l'entrée en action de la torpille automobile, soit en la détruisant elle-même, soit en paralysant le bâtiment qui l'utilise? Et celui qui l'utilise le mieux est le sous-marin. Problème de défensive active.

Les deux éléments connus sont la torpille automobile et le sous-marin. Nous avons essayé de donner une idée précise et exacte de celui-ci, dans notre article publié ici même, le 25 mai. Avant de commencer la discussion des deux problèmes que nous venons d'énoncer, il ne sera pas inutile de décrire l'autre élément connu, la torpille automotrice, et surtout d'indiquer les perfectionnements récents qui en ont fait cette arme terrible de la guerre actuelle. *Plus de soixante-cinq pour cent* des pertes de bâtiments de guerre et de commerce alliés constatées depuis le 1er août 1914 ont, en effet, été infligées par la torpille automobile.

I. — La torpille automobile.

« La torpille automobile... est le plus merveilleux, presque le plus intelligent des sous-marins. On pourra s'étonner un jour que sa mise en service ait devancé de quinze ans celle des sous-marins dirigés par la main humaine. »

C'est en ces termes presqu'enthousiastes que M. le directeur des constructions navales Bertin, membre de l'Institut, ancien chef

de la section technique au ministère de la marine, célèbre la torpille automotrice[1].

Il a fallu plus d'un jour pour mener l'arme nouvelle à ce degré de perfection. Inventée en 1860 par un officier d'artillerie autrichien, la première torpille automotrice était mue par la vapeur et portait 10 kilogrammes de dynamite.

Son auteur mourut en 1864 en léguant ses papiers au capitaine Luppis qui fit breveter la nouvelle torpille et en confia l'exécution à M. Robert Whitehead, un Anglais qui dirigeait à Fiume une importante usine mécanique. Mise au point en 1868, la « Whitehead » fut acquise, dans les dix ans qui suivirent, par la plupart des puissances maritimes. L'Allemagne, toutefois, abandonna la Whitehead il y a une vingtaine d'années pour une contrefaçon nationale, la Schwartzkopf.

La première torpille, du poids de 177 kilogrammes, coûtait 5000 francs. Elle fut suivie de plusieurs autres modèles, dont l'un de 42 centimètres de diamètre apparut dès 1884. Mais le calibre le plus en faveur était la torpille de 355 millimètres, $4^{m},26$ de long, chargée à 30 kilogrammes; elle fut détrônée, à partir de 1885, par les deux torpilles françaises de 381 millimètres, l'une modèle 1877, de $5^{m},72$ de long, à une seule hélice, portant théoriquement à 1000 mètres à la vitesse de 20 nœuds, avec distance de lancement utile de 400 mètres au plus; l'autre, le modèle 1885, atteignant 600 mètres comme distance de lancement pratique. La charge est de 35 kilogrammes de coton-poudre à 20 pour 100 d'humidité.

Le coût de ces torpilles varie de 7000 à 10 000 francs.

Leur coque, en forme de cigare très pointu, ou de fuseau, est divisée en six compartiments de l'avant à l'arrière. (Cf. le croquis, page 300.)

D'abord, le détonateur à antennes, qu'une petite hélice spéciale, mue par les filets d'eau, arme après un parcours de longueur déterminée; puis le cône de charge, mobile et séparé du reste de l'engin par deux cloisons étanches.

Vient ensuite le compartiment du régulateur d'immersion, constitué par le pendule hydrostatique de l'ingénieur américain Rendel. La tige de ce pendule est reliée, par une autre tige et un écrou de réglage fileté, à la barre de la paire de gouvernails horizontaux. Ses inclinaisons corrigent, au point de les réduire à $0^{m},50$, les écarts en hauteur de la torpille. Le quatrième compartiment contient le réservoir d'air, où la pression atteint, sur les anciens modèles, de 60 à 70 atmosphères et 150 à 225 sur les modèles récents. Un détendeur réduit cette pression à 30, à 35 kilogrammes avant l'admission au moteur.

[1] *La Marine moderne*, p. 140. Paris, Flammarion, 1915

Ce moteur, placé dans le cinquième compartiment, fut d'abord à deux cylindres oscillants, puis à trois cylindres Brotherhood actionnant la même manivelle. Le nombre des cylindres a souvent varié.

Le sixième compartiment abrite les deux arbres et leurs engrenages. Ces arbres creux, enfilés l'un sur l'autre, portent chacun une hélice. Les hélices tournent en sens contraire et sont placées dans le même axe, l'une derrière l'autre. L'arbre du milieu sert d'échappement à l'air qui sort des cylindres du moteur.

La torpille est lancée en général par un tube, soit aérien, soit sous-marin, au moyen d'une chasse d'air comprimé ou d'une faible charge de poudre. Nos sous-marins emploient encore, malheureusement, les tubes-carcasses, d'où la torpille s'échappe comme une anguille sortirait d'une nasse.

Jusqu'en 1895, le nouvel engin fit peu de victimes et ne donna de résultats qu'employé de très près : le 25 janvier 1878, deux torpilles lancées par les chaloupes russes *Sinope* et *Tchesmé* détruisent à Batoum un monitor turc.

En 1891, une torpille lancée par l'aviso chilien *Almirante Lynch* anéantit le cuirassé révolutionnaire *Blanco-Encaleda*.

Un an ou deux après, le torpilleur du gouvernement brésilien *Sampaïo* coule, également avec une Whitehead, le cuirassé rebelle *Aquidaban*. Enfin, pendant la guerre du Japon et de la Chine (1894-95), les torpilleurs japonais accomplissent des exploits remarquables, notamment pendant les nuits du 30 au 5 février 1895, où leurs attaques contre la flotte chinoise réfugiée à Weï-haï-Wheï sont couronnées de succès, le cuirassé *Tsing-Yuen* est coulé par eux, son frère *Chen-Yuen* gravement avarié, deux croiseurs détruits, etc.

Nous arrivons à la guerre russo-japonaise (1904-1905). Dans un précédent article, nous avons eu l'occasion de dire que la torpille n'a pas donné, alors, ce qu'on en attendait. Nous avons été, à cette époque, des premiers à signaler le danger de la négliger.

Même en faisant abstraction de la dernière bataille navale (Tsoushima), dont nous connaissons encore bien mal les différentes phases, il ne faudrait pas renoncer aux torpilles automobiles parce qu'elles ne parviennent pas à couler du premier coup un cuirassé moderne. La moindre torpille de 350 suffit à lui causer des avaries sérieuses...; quant à la question de l'efficacité des sous-marins, elle demeure entière. Nos sous-marins et nos submersibles, qui s'exercent constamment depuis plusieurs années, sont en état de faire ce que les sous-marins acquis par le Japon il y a quelques mois à peine ne pouvaient raisonnablement songer à entreprendre... Renforçons nos défenses mobiles et défions-nous de la torpille; elle n'a pas dit son dernier mot[1].

---

[1] « L'emploi des flottilles dans la guerre moderne », publié par le *Yacht* du 19 août 1905, sous les initiales de fantaisie J. V.

De son côté, et à peu près à la même époque (1905-1906), M. Alfred Duquet écrivait dans sa *Faillite du Cuirassé* (page 20) :

Mais les Japonais ne savaient ni profiter de leurs avantages, ni se servir normalement de leurs torpilleurs ; de plus, l'absence de sous-marins compliquait de beaucoup leur tâche, facilitait singulièrement la tactique de leurs adversaires. *Si l'on ajoute à cela que la mauvaise qualité des torpilles japonaises en atténuait très souvent l'effet*, on saisit, etc.

Toutefois M. Alfred Duquet affirme, avec de nombreuses citations à l'appui de sa thèse, que des sous-marins acquis par le Japon depuis l'ouverture des hostilités ont pris une part considérable au désastre russe de Tsoushima. La question est intéressante. Mais, depuis la destruction du *Hogue*, de l'*Aboukir* et du *Cressy* par le *U-9*, le 22 septembre 1914, elle n'a plus qu'un pur intérêt historique. Le sous-marin armé de la torpille automobile moderne a fait ses preuves irrécusables.

Ce n'est pas, d'ailleurs, que leur puissance à tous les deux n'ait été pressentie. Outre les auteurs français de l'école de l'amiral Aube, MM. Paul Fontin, Vignot, Duquet, etc., la torpille automobile et son nouveau torpilleur ont eu même en Angleterre des protagonistes. Dans un article intitulé : *De nouvelle formules de guerre contre les anciennes*, le colonel A. Court-Repington, le célèbre critique militaire du *Times*, écrivait, dès 1910 :

La torpille moderne est un engin qui n'a pas encore donné à la guerre la mesure de sa puissance et de sa force. Dans la dernière guerre, la torpille japonaise était du modèle de 14 pouces (356$^{m}/_{m}$) avec cent livres (45 kilos) de coton-poudre dans le cône de charge. Si considérables qu'aient été les effets moraux et matériels de la surprise du début à Port-Arthur, les flottilles japonaises n'en ont pas moins souffert, pendant toute la guerre, de désavantages tactiques et techniques qui les ont empêchées d'obtenir mieux que des succès partiels. Les cônes de combat des torpilles japonaises étaient ainsi construits que le centre de gravité de leur charge était à quelque distance du flanc du navire lorsqu'elles explosaient. La distance de tir était souvent trop grande. Des infiltrations causées par la non-étanchéité de l'appareil coupe-filets ont quelquefois noyé les explosifs. Il n'apparaît pas qu'on ait fait usage du gyroscope. A plusieurs reprises, les torpilles demeurèrent figées dans les tubes et les réglages furent défectueux.

Après avoir insisté sur l'insuffisance du bâtiment de surface, comme torpilleur de jour ou même de nuit (fumée, étincelles, bruit des machines, volute d'écume à l'avant, etc.), le colonel déclare :

L'amélioration de la torpille et les progrès des sous-marins et des submersibles ont déjà changé la face des choses depuis la dernière guerre... Nous possédons un engin de taille à lutter contre le canon à portée

moyenne, sinon à grande portée de combat, et pouvant infliger des coups beaucoup plus funestes. *Et ce n'est là, en aucune façon, le dernier mot de la torpille* [1].

Quels ont donc été les perfectionnements qui en dix ans ont transformé la torpille au point d'en faire l'arme dont nous constatons les effets destructeurs si effroyables et si sûrs?

Tout en conservant le mécanisme primitif, les torpédistes ont fait des efforts en deux voies parallèles :

1° Augmentation de la charge et de ses effets.

2° Amélioration du petit sous-marin qui la véhicule [2].

En présence des résultats seulement partiels, ou péniblement obtenus par les petites torpilles japonaises contre les cuirassés russes, la première idée qui vint fut d'augmenter la charge.

Deux procédés ont été employés pour y parvenir :

Tasser l'explosif dans le compartiment qui lui est réservé, de manière à ne perdre aucun espace, — et augmenter cette capacité en accroissant le calibre.

Le premier moyen a permis de porter d'environ 70 à 108 kilogrammes la charge de coton-poudre humide de notre modèle de 450 millimètres; et de 100 à 120 kilogrammes celle du modèle anglais de 457. Les Allemands ont abandonné le coton-poudre à 20 pour 100 d'humidité, qui a un cinquième de son poids inutilisé, pour le *trinitrotoluène*, moins puissant que le coton-poudre, mais dont le poids tout entier concourt à l'effet explosif. Ils ont ainsi réalisé un gain de puissance équivalent à celui que nous avons obtenu en remplaçant les *gâteaux* superposés de coton-poudre humide par un bloc de cette substance comprimée.

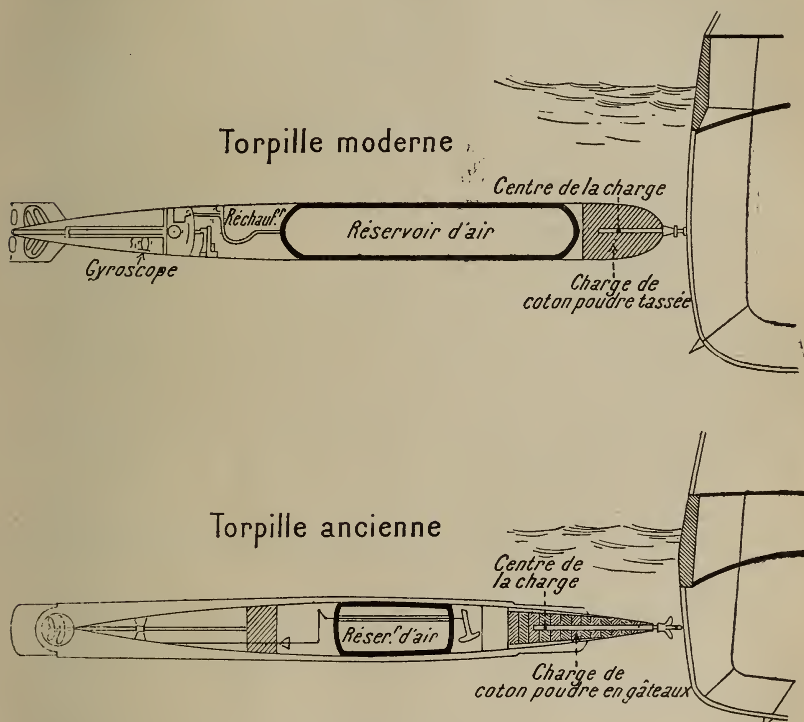
L'augmentation de calibre a été considérable. D'abord, à partir de 1904, le calibre de 45 centimètres s'est généralisé; puis, aux environs de 1910, les calibres supérieurs, qui avaient fait dix ou douze ans plus tôt une timide et maladroite apparition à l'avant des cuirassés *Kaiser* et *Wittelsbach*, ont été repris, étudiés et

[1] *De nouvelles formules de guerre contre les anciennes*, par le colonel A. Court-Repington, traduit dans la *Revue maritime* de septembre 1910, par M. Jacoubet, commissaire de marine.

[2] Nous avons puisé les renseignements numériques et techniques qui suivent dans l'article du commandant Geynet (*Revue maritime* de février 1912) et dans les articles suivants du *Yacht* : *La flotte russe à Port-Arthur*, 15 avril 1905; *Contribution à l'étude des torpilles automobiles*, par Noalhat, 1907, pp. 284, 291 et 318; *L'action de la torpille, importance de la charge*, 1906, p. 258; *Progrès de la torpille automobile* (*réchauffeur*) 22 février 1908, p. 117. Nous avons surtout trouvé les indications les plus récentes dans les deux articles suivants : *Le calibre de la torpille automobile*, signé Charmoille, 12 juillet 1913, p. 433, et *La torpille automobile*, signé Kerc'hoat, 26 juillet, même année, p. 443.

mis au point vers 1912 en Allemagne et en Angleterre. Nos alliés ont ainsi la torpille de 533 millimètres ; l'Allemagne dispose d'au moins deux gros modèles, l'un, de 50 centimètres, l'autre, de 55 centimètres. Les charges dépassent notablement 100 kilogrammes et tendent vers 150 kilogrammes.

Enfin, on s'est préoccupé de mettre la charge en contact plus large et plus direct avec la coque attaquée. La London Explosive C°



a employé, à cet effet, une torpille dont l'avant creux est un cône de porcelaine qui se brise au choc contre la carène ennemie. La charge vient alors au contact avec celle-ci par la cloison avant qui est une surface plane.

Sans aller aussi loin dans cette voie, l'usine Whitehead a délaissé les formes d'avant en cône effilé pour les rapprocher de la calotte sphérique, à l'instar des avants des dirigeables.

L'effet de l'explosion est ainsi bien mieux utilisé, car, nous le verrons tout à l'heure, cet effet décroît avec une rapidité surprenante pour chaque centimètre d'éloignement de la coque attaquée.

*
* *

Parlons maintenant du véhicule, du sous-marin modèle qu'est la torpille automobile. Deux grands perfectionnements ont accru la précision et la portée de l'engin primitif :

L'appareil gyroscopique Obry et le réchauffeur d'air.

L'*appareil Obry*, inventé vers 1895 par un ancien officier de la marine autrichienne, alors dessinateur chez Whitehead, applique à la torpille la propriété du gyroscope, de ce lourd volant qui, tournant à grande vitesse, a tendance à reprendre son plan de rotation primitif. Le gyroscope Obry commande deux ailettes ou gouvernails, qui réagissent contre les écarts de la torpille.

Comme il pèse peu, on a pu l'adapter aux torpilles déjà construites. Le grand progrès a consisté à le munir d'un petit moteur à air comprimé, qui assure sa rotation. Il est entré dans la pratique courante vers 1905.

Quant au *réchauffeur d'air*, appliqué vers 1907 par l'usine américaine de torpilles Bliss Leavett, il a été copié ou imité aussitôt partout. La maison Whitehead construit, sur brevet Armstrong, un réchauffeur formé d'une boîte métallique épaisse, soumise à la flamme d'une forte lampe à alcool ou à pétrole. L'air, au sortir du réservoir, passe dans le réchauffeur avant son admission au moteur; on gagne ainsi de 8 à 10 nœuds de vitesse [1], et

[1] Ainsi, dès 1908, une torpille de 45 centimètres, qui sans réchauffeur, donnait 35 nœuds à 915 mètres, 30 nœuds à 1372 mètres, 28 à 1830 mètres, 22 à 2745 et 18 à 3600, a obtenu avec le réchauffeur, aux mêmes distances respectives, 43, 40, 38, 32 et 28 nœuds.

Les Anglais ont deux torpilles de 533 millimètres chargées à 130 kilogrammes avec vitesse commune de 45 nœuds au départ : la *Hardcastle*, de $6^{m},80$ de long, donnant 31 nœuds à 6000 mètres et qui coûte 27 000 francs, et l'*Armstrong*, de $6^{m},30$ de long, 27 nœuds à 6000 mètres, qui coûte 7000 francs de moins. L'une et l'autre pèsent plus de 1100 kilogrammes.

La plus grosse torpille des marines française et russe est encore la 450, modèle 1909 R (à réchauffeur). Charge, 108 kilogrammes de coton-poudre à 20 pour 100 d'humidité. Vitesse, 42 nœuds à 2000 mètres. Poids, 650 kilogrammes; longueur, $5^{m},20$. La charge, en coton-poudre sec, équivaudrait à plus de 140 kilogrammes de trinitrotoluène. Ce modèle a été vu chez Whitehead vers 1912 par une mission allemande (d'après le *Yacht* du 26 juillet 1913) et a fait son admiration.

Les Allemands ont comme torpille : 1° la *Schwartzkopf* de 45 centimètres, dont sont armés les submersibles *U-1* à *U-12* ou peut-être *U-16*. Charge, 105 kilogrammes. Elle a suffi pour couler les *Hogue*, *Cressy*, etc.

2° La torpille de 50 centimètres, chargée de 128 kilogrammes de trinitrotoluène. Vitesse restante, 29 nœuds à 6000 mètres. Elle arme sûrement les sous-marins postérieurs au *U-21* et probablement ceux qui suivent le *U-13*.

3° La torpille de 55 centimètres, chargée à 135 kilogrammes du même

les torpilles filent de 42 à 45 nœuds sur un parcours de 1500 à 2000 mètres!

II. — La défense passive contre les sous-marins.

Nous venons de voir les torpédistes tendre tous leurs efforts pour obtenir l'explosion de la charge au contact même de la carène attaquée. Les recherches des constructeurs de cuirassés ont, bien entendu, l'objectif inverse. Maintenir la torpille, qu'elle explose ou non, à bonne distance de la coque principale.

Une charge d'acide picrique explosant sous l'eau, à $0^m,40$ d'une surface en tôle, fera subir à celle-ci une pression de plus de 9000 kilogrammes par centimètre carré. Si l'on écarte la tôle de 20 centimètres, portant ainsi la distance à $0^m,60$, la pression tombe de moitié, à 4550 kilogrammes seulement par centimètre carré; avec un nouvel écart de 20 centimètres, soit à $0^m,80$ de la charge, la pression par centimètre carré infligée à la tôle n'est plus que de 3020 kilogrammes; enfin, à la distance d'un mètre, la tôle ne subit plus que 2240 kilog. Cette pression peut être supportée, théoriquement, par une tôle d'acier de 15 millimètres.

Pour éloigner les torpilles de la coque à protéger, on songea, tout d'abord, aux filets de pêche. Les *torpedo catchers*, les *torpedo removers* (pêcheurs ou écarteurs de torpilles), employés pendant la guerre de Sécession, n'étaient pas autre chose que de robustes filets de corde, tendus sur des poutres et des perches (espars) et lestés par le bas, de manière à former un véritable rideau à quelques mètres de l'avant des monitors qui remontaient les cours d'eau du Sud, semés de torpilles en dérive.

Quand apparurent les torpilles automobiles, animées d'une vitesse propre, ainsi que leur nom l'indique, on eut l'idée de faire des filets résistants, tressés en acier. La maison anglaise Bullivan s'acquit une véritable célébrité en construisant des filets formés d'anneaux de 12 à 15 centimètres de diamètre, reliés entre eux par des anneaux plus petits. Les torpédistes y répondirent par les cisailles coupe-filets, qui firent si bien leur office qu'en 1897 ou 1898 la plupart des marines débarquèrent les filets Bullivan, lourds et encombrants engins, longs à mettre en place, plus longs encore à rentrer, qui ne protégeaient le navire qu'au mouillage,

explosif. Vitesse initiale, 37 nœuds seulement, mais elle aurait encore une vitesse restante de 28 à 29 nœuds à 7000 mètres. Elle arme les cuirassés récents et les sous-marins type *U-36*.

4° Un modèle de 60 centimètres et charge de 150 kilogrammes à l'étude au début de 1914.

car la marche les faisait remonter à la surface, les rejetant en arrière, au risque d'engager les hélices.

Pendant la guerre russo-japonaise, certains cuirassés russes, dont le *Sevastopol*, attribuèrent aux Bullivan leur résistance aux attaques des torpilleurs japonais à la fin du siège de Port-Arthur. Dès lors l'Allemagne, puis la France reprennent les filets que l'Angleterre n'avait jamais complètement abandonnés et elles en munissent leurs dreadnoughts. Les nouveaux filets sont en fil d'acier, à maille très étroite et à double ou triple épaisseur. Bien plus lourds que les anciens Bullivan, on doit limiter leur emploi; on ne leur demande plus que de protéger le milieu de la carène sur les deux tiers environ de sa longueur totale.

Quoi qu'on ait dit, cette protection est dérisoire. Nos torpilles de 45 centimètres traversent franchement cette défense, et la perte du cuirassé anglais *Majestic*, coulé le 27 mai, à 6 h. 35 du matin, par un sous-marin allemand, montre que la torpille de 50 centimètres n'est pas moins efficace à leur encontre :

Torpillé par le sous-marin, le cuirassé commençait de s'incliner d'une façon inquiétante, atteignant 45 degrés sur bâbord.

Tout, sur le pont, s'abattait ou glissait avec un fracas épouvantable, tout ce qui n'était pas amarré était projeté à la mer...

... Quatre minutes après l'explosion, le *Majestic* quittait la position inclinée et se retournait complètement sur lui-même disparaissant dans les flots; la quille en avant, seule, émergeait.

Moment poignant... où six cents hommes, muets et forts devant la mort, *étaient jetés à la mer, recouverts, assommés par ces filets Bullivan qui devaient les protéger contre les torpilles et qui les enserraient maintenant comme dans un immense épervier, parmi le remous gigantesque et le sanglot profond de leur cuirassé anéanti* [1].

Le *Majestic* avait donc ses filets en place, car si ceux-ci avaient été rentrés et *ferlés* (roulés), ils n'eussent pu recouvrir comme un *épervier* les malheureux tombés à l'eau...

Non seulement les filets n'ont pas arrêté la torpille allemande, mais ils ont contribué à noyer l'équipage du *Majestic!*

Un autre emploi défensif de ces engins semble avoir donné de meilleurs résultats : on les a suspendus au-dessous d'estacades pour fermer, concurremment avec des lignes de mines mouillées à différentes profondeurs, l'entrée des ports, comme celui de Pola, où les cuirassés s'abritent contre les attaques des submersibles... Ce qui n'a pas empêché notre *Curie* d'être bien près de la réussite, s'il n'a torpillé, comme on l'a écrit, le *Viribus-Unitis.*

Les constructeurs de grands bâtiments n'ont *jamais* mis en

[1] Extrait d'une lettre d'un officier du *Majestic*, publiée en deuxième page par le *Matin* du 13 juin dernier. Le *Scientific American* du 17 juillet reproduit deux photographies bien curieuses de cet événement.

ces filets une confiance sans réserves. Ils leur ont préféré, avec raison, le compartimentage intérieur.

Celui-ci, destiné à localiser les voies d'eau, quelle qu'en soit l'origine, est adopté, dès 1860, sur le *Warrior* et les premiers cuirassés anglais de Scott Russell et Spencer Robinson. Ces bâtiments en fer sont divisés en une demi-douzaine, une douzaine au plus, de compartiments par des cloisons transversales. Le double fond apparaît sur le *Bellerophon*, l'un des premiers cuirassés conçus par Sir Edward Reed (1864). Le second fond est distant du premier de $0^m,90$ à $0^m,60$.

« L'attention extraordinaire qu'apportent toutes les nations à l'étude des torpilles montre l'importance qu'il y a à parer à leurs effets destructifs », dit le célèbre *chief constructor* dans son ouvrage *Our Iron clads*, publié en 1870.

Sur les cuirassés à tourelles construits par M. Laird, de Birkenhead, vers cette époque, ces dispositions sont intelligemment développées. M. Reed lui-même adopte, en 1867, les premières cloisons longitudinales, *en abord*, c'est-à dire près de chaque flanc sur l'*Audacious* (à réduit) en 1867, puis, en 1870, il coupe en deux son beau cuirassé l'*Alexandra* par une cloison longitudinale montant jusqu'au pont cuirassé. Chaque côté de la cloison forme un tout complet, avec sa machine, ses chaudières, ses soutes, etc., sans préjudice, bien entendu, du double fond et des compartiments étanches transversaux.

Pendant plus de vingt ans, cette disposition demeure classique et ne reçoit que des perfectionnements de détails, car la *tranche cellulaire*, ou entre-pont cellulaire, compris entre deux ponts cuirassés, placés l'un un peu au-dessus, l'autre un peu au-dessous de la flottaison, a surtout pour but de résister aux effets de l'artillerie ennemie et non à ceux des torpilles qui se font sentir beaucoup plus bas, à environ 3 mètres, et plus, sous la surface de l'eau. Cette colonne d'eau de 3 mètres à $3^m,50$ est nécessaire pour former *bourrage* afin que la boule de gaz n'aille pas crever presqu'entière à la surface.

Considérons les effets désastreux de ces torpilles.

Le premier effet de l'explosion est la déformation, le déchirement de la coque dans la partie en contact avec l'engin. Rappelons-nous que 1 kilogramme de fulmi-coton développe un travail de 430 000 kilogrammètres et que les gaz produits par l'explosion, au moment où leur volume est égal à celui de la charge, ont une pression d'environ 17 000 atmosphères. *Il est évident qu'aucune structure de navire, si solide qu'elle soit, ne peut résister à la première action de l'explosion*[1].

---

[1] *Protection des navires de guerre contre l'offensive des mines et des torpilles*, par M. Carlo Bocci, capitaine du génie maritime italien, *Rivista*

Une fois la brèche ouverte dans le flanc ou les fonds du bâtiment, les gaz produits par l'explosion se détendent dans le compartiment ou les compartiments qui sont en communication avec la partie atteinte. Une partie de leur énergie a été certainement absorbée par le travail de déformation et de rupture du bordé extérieur..., mais cette perte peut être regardée comme négligeable, relativement à la valeur de l'énergie totale primitive. Aussi, on peut admettre que les gaz, en envahissant l'espace intérieur du navire, conservent encore une somme énorme d'énergie, peu inférieure à celle qui est produite par la déflagration de la charge.

Dans la phase suivante du phénomène, les particules gazeuses, animées d'une grande vitesse, heurtent les surfaces qui limitent l'intérieur du compartiment et la force vive des produits de l'explosion se transforme en travail de déformation et de rupture des structures internes du bâtiment.

Au cours de la guerre actuelle, cette force vive, non contente de détruire les *structures internes*, a souvent traversé la paroi opposée à celle qui a reçu l'impact; un véritable *projectile gazeux, entraînant une mitraille de morceaux de métal arrachés à la coque extérieure*, semble se former au moment de l'explosion et filer, comme un boulet, dans la direction que lui ont donnée les *parois d'eau* du canon, ou plutôt du pétard.

Ce phénomène, déjà constaté il y a vingt ans sur l'*Aquidaban*, s'est manifesté à nouveau sur presque tous les bâtiments atteints vers l'avant : sur notre *Jean-Bart*, sur le *Belridge*[1] et maints autres navires torpillés par les Allemands.

C'est à partir de 1890, à l'occasion de l'apparition de notre premier sous-marin, que naît et se développe l'idée de résister aux effets secondaires de la torpille; cette idée fut réalisée pour la première fois sur le *Henri-IV*, mis sur cales en 1896.

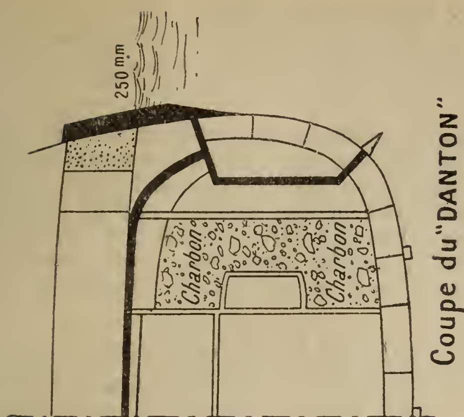
« Le *Tsesarevitch*, dit M. Bertin, reçut, quelques années plus tard, une cloison sous-marine de forme plane, semblable à celle qui avait été proposée à Toulon, dès la réussite des essais du *Gymnote* en 1890, et qui avait été connue aux chantiers de la Seyne. »

A la cloison cuirassée plane, proposée par lui à Toulon en 1890, M. Bertin substitua, en 1892, une cloison courbe, descendant jusqu'à la perpendiculaire des quilles à roulis, puis, à la suite d'essais effectués de 1892 à 1895 à Lorient, le célèbre constructeur adopta le tracé du *Henri-IV* qui conserve toujours la section curviligne, mais qui se relie heureusement, par sa partie supérieure, à une tranche cellulaire complète, comprise entre deux ponts cuirassés.

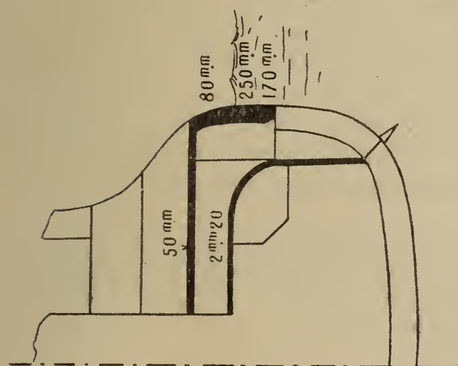
Cependant les essais du fameux « caisson *dit* du *Henri-IV* »

Marittima de décembre 1908, traduit dans la *Revue maritime* d'avril 1909, p. 60 et suiv.

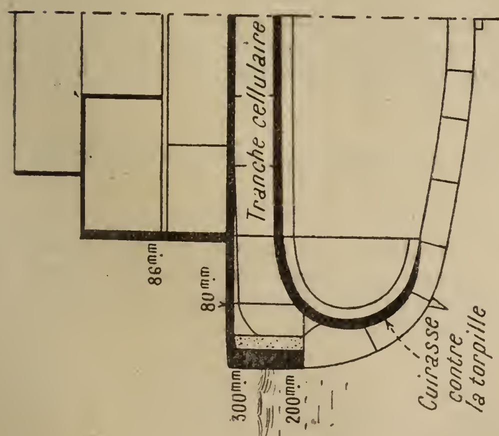
[1] La revue espagnole, *Vida Maritima*, du 30 juin, publie la photographie du *Belridge*; un numéro de mai de l'*Illustrated London News* en reproduit une d'un autre vapeur également traversé, etc.



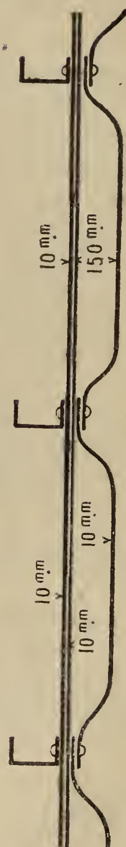
Coupe du "DANTON"



Coupe du "CESAREWITSCH"



Coupe du "HENRI IV"



Plan de la Cloison élastique "BRETAGNE" *etc.*

ne donnèrent pas, dit-on, à leur époque, tous les résultats espérés d'après la théorie suivante de leur auteur *(Il est vrai que ce caisson d'expérience n'était pas établi sur ses plans.)* :

Une torpille envoyée à 3 mètres au-dessous de la flottaison a sa pointe à $1^{m},70$ et, par suite, son centre d'explosion, à 2 mètres au moins du blindage intérieur au moment où elle éclate; en face d'elle, le blindage intérieur a une épaisseur totale de 5 centimètres; on peut donc admettre que, dans ces conditions, le blindage résisterait même à l'explosion d'une torpille de 100 kilogrammes. Si la torpille était réglée pour descendre plus bas, elle rencontrerait encore en face d'elle un blindage de 4 centimètres.

Il est certain que le *Henri-IV* eût mieux résisté; le *Cesarewitsch* et les cuirassés russes type *Orel*, bien que défendus par des cloisons planes, moitié moins épaisses que celles du *Henri-IV*, résistèrent, en effet, quelque peu aux petites torpilles japonaises.

Après la guerre de 1905, un ingénieur du génie maritime français, M. Ferrand, proposa de construire deux coques distinctes à un intervalle d'un mètre l'une de l'autre; la coque extérieure, établie en tôle de 5 à 6 millimètres, monterait à 1 mètre ou 2 au-dessus de la flottaison et serait reliée à la première par des couples dont quelques-uns seraient étanches.

En cas de torpillage, les gaz de l'explosion sortiraient par la partie haute de la coque (entre les deux coques); l'eau envahirait le compartiment correspondant, mais le navire resterait droit et il ne s'immergerait que d'une quantité relativement faible.

M. Carlo Bocci juge très sévèrement ce système :

S'imaginer que la communication avec l'air du court espace compris entre les deux enveloppes pourra, d'une manière sensible, atténuer l'action dynamique des gaz contre l'enveloppe intérieure apparaît absolument absurde et inadmissible, étant données la grandeur des forces en jeu et l'instantanéité de leur action.

En fait, on a cherché la protection dans deux directions parallèles :

1° Opposer à la violence de l'explosion des cloisons internes cuirassées ou renforcées de manière à résister aux pressions dynamiques des gaz;
2° Ne pas s'opposer directement à l'explosion des gaz, mais adopter tous les expédients qui en atténueront la violence.

Le premier procédé, inauguré en 1896 sur le *Henri-IV*, a gagné du terrain : il est appliqué intégralement, mais avec des cloisons planes, sur nos six *Dantons* (1906), puis, au moins partiel-

lement sur les *dreadnoughts* et les croiseurs de bataille anglais classe *Lion*, qui ont des cloisons verticales de 25 à 51 millimètres suivant qu'elles limitent, ou non, une soute à charbon; sur les cuirassés rapides allemands classe *Seydlitz*, etc.

Une tentative de réunir les deux systèmes a été faite sur nos superdreadnoughts, type *Bretagne*. Ceux-ci ont une cloison verticale, composée de deux tôles jointives de 10 millimètres chacune. En avant de cette cloison règne une tôle ondulée de 10 millimètres, formant une paroi *élastique*, grâce à ses alvéoles profondes de 20 millimètres.

On essaye de faire se détendre sur *ce ressort* les gaz de la torpille, après qu'ils ont crevé la coque extérieure. Les résultats des essais auraient été assez encourageants[1]. Mais qu'est-ce qu'une cloison de 30 millimètres, fût-elle flexible, en présence de gaz qui arrivent en masse, avec la vitesse d'un obus de gros calibre? Elle ne vaut même pas un bon bourrage en charbon.

M. Wotherspoon, un ingénieur américain, dans un projet qui remonte à deux ans et demi, a préféré ne pas s'opposer aux ravages de la torpille : il essaye seulement de maintenir l'eau à un niveau très bas, en comprimant de l'air dans le compartiment envahi qui est hermétiquement clos. Ce procédé scientifique semble bien fragile. Peut-être est-il le moins mauvais. Des submersibles allemands, éperonnés par des destroyers, sont parvenus à se tirer d'affaire en empêchant l'eau de monter, au moyen de chasses d'air comprimé, dans les compartiments atteints.

Mais que vaut le moyen pour un grand bâtiment, où les pressions à compenser s'exerceront sur des surfaces considérables?

La dernière expérience de caisson préparé contre la torpille a été faite à Lorient, en juin ou juillet 1914, sur le vieux cuirassé la *Dévastation*, pourvu d'aménagements spéciaux.

Ceux qui ont vu ce bâtiment, donnant une bande impressionnante, se profiler, lamentable épave, sur le soleil couchant admettront difficilement qu'on puisse résister aux effets des torpilles automobiles modernes.

La destruction du *Hogue*, du *Cressy*, de l'*Aboukir*, du *Formidable*, du *Gambetta*, du *Goliath*, du *Triumph*, du *Majestic*, de l'*Amalfi*, du *Garibaldi*... et la série n'est pas close, hélas! ne font que confirmer cette croyance.

La plupart de ces navires, chacun d'eux peut-être, ont été anéantis *par une seule torpille* chargée de 105 ou de 128 kilogrammes de trinitrotoluène.

[1] Voir, dans le *Yacht* du 11 octobre 1913, la *Protection intérieure contre la torpille*, par L. de Kerc'hoat.

III. — La défensive active contre la torpille et les submersibles.

Peut-on, du moins, s'attaquer à la torpille ou au torpilleur?

A la torpille, non. Bien qu'on puisse suivre de l'œil son sillage le jour, et même par nuit claire, quel canonnier se croirait capable de toucher, à 3 mètres sous l'eau, un petit sous-marin de 6 mètres de long qui se déplace à la vitesse de 20 à 25 mètres à la seconde? Mais des commandants habiles et hardis sont parvenus à embarder à temps et à fuir le contact des torpilles allemandes, — d'ailleurs bien moins rapides que les nôtres et celles de nos alliés. Le cas le plus célèbre de cette manœuvre restera sans doute celui du paquebot *Orduna*.

Au torpilleur, oui, quand il navigue à la surface. Un projectile heureux de 100 millimètres au moins peut l'arrêter.

Le submersible qui navigue à fleur d'eau, ne laissant passer que son kiosque, ou même son périscope, est aussi justiciable du canon. Il peut même, dans cette position, être attaqué par l'éperon ou la torpille, comme nous le verrons plus loin.

Nous ne comptons pas, parmi les moyens d'attaque, les filets remorqués par des chalutiers marchant à grande vitesse, non plus que les aéroplanes et les dirigeables. M. Laubeuf, dans son récent ouvrage, *Sous-marins et submersibles* (chez Delagrave), raille volontiers ces conceptions saugrenues. Evidemment, quiconque parle de faire remorquer à *grande vitesse* des filets métalliques d'au moins un kilomètre de long, n'a jamais vu donner un coup de chalut. Quant à l'aéroplane, nous ne pouvons que partager l'opinion du créateur du submersible au sujet de son efficacité :

> Je ne crois pas, dit-il, que l'aéroplane, en raison de sa grande vitesse, soit assez sûr de son tir pour toucher facilement un sous-marin. On m'a dit que les aéroplanes avaient déjà assez de difficultés pour faire tomber dans un rectangle mesurant 100 mètres sur 25, soit l'emplacement d'un bataillon en formation serrée, un projectile quelconque. Si un aéroplane a déjà du mal à envoyer une bombe sur une surface de 2500 mètres carrés, il en aura davantage à l'envoyer sur un sous-marin, dont les plus grands échantillons ont actuellement 65 mètres de longueur sur 6 mètres de largeur, c'est-à-dire 400 mètres carrés, soit six fois moins.

Et M. Laubeuf conclut que, pour éviter toute atteinte de son ennemi volant, le submersible n'aura qu'à plonger à une douzaine de mètres.

Que dire de la tactique imaginée par un journaliste américain et pieusement recueillie par un critique maritime compétent? Suivant cette tactique, l'aéroplane servirait d'éclaireur, c'est en

effet son rôle, mais il serait suivi de dirigeables, chargés de bombarder les sous-marins d'une grande hauteur!

C'est oublier, d'abord, que le dirigeable, pas plus que l'aéroplane, ne peut bombarder, avec précision, un objectif aussi étroit, « d'une grande hauteur »; c'est omettre, non moins délibérément, la vulnérabilité du dirigeable aux projectiles, même très petits, des canons à tir vertical dont tous les grands submersibles, — et même beaucoup d'autres bâtiments, — sont déjà pourvus.

Depuis le début de la guerre, *un seul* avion a prétendu avoir détruit un sous-marin, et il aurait dû, pour obtenir ce résultat, le survoler à *quinze mètres!*... Laissons ces propos de major de table d'hôte et parlons plus sérieusement.

Si les filets ne peuvent, remorqués à « grande vitesse », donner un coup de chalut où seront pris les sous-marins, du moins sont-ils utilisables, disposés en certaines passes étroites, pour embarrasser les submersibles, marchant en plongée et par petits fonds, donc à faible vitesse. Même dans ces conditions limitées, l'efficacité des filets est douteuse contre les submersibles de 1000 et 1200 tonnes capables de filer 10 nœuds et plus en immersion.

* *

Quant à l'aéroplane, il est déjà l'éclaireur par excellence de la guerre actuelle; il ne fera, dans les conflits de l'avenir, que servir, de plus en plus, à cet usage. L'aéroplane est l'œil du submersible; il est aussi l'œil qui découvre le mieux le sous-marin ennemi. Les aéronats possèdent, en effet, la singulière propriété de voir, quand l'air est pur et la mer relativement calme et transparente, les objets immergés à l'aplomb de leur vol. L'aéroplane pourvu du sans fil peut signaler aux bâtiments de surface l'approche de l'ennemi, indiquer sa direction et peut-être même, *très approximativement*, sa vitesse.

On a recommandé, dès les débuts du sous-marin, l'emploi du microphone pour obtenir ces renseignements. Mais si le microphone perçoit le bruit d'un moteur et le battement d'une hélice, il ne permet d'apprécier que très inexactement la direction du son, guère d'évaluer la distance de l'ennemi, et pas du tout de mesurer sa vitesse. En l'état actuel de la science, le microphone est encore, pour la navigation sous-marine, un instrument très imparfait.

La grosse difficulté sera toujours de découvrir, à temps, le submersible, de *relever* exactement *son gisement* et d'évaluer sa vitesse. Supposons le problème résolu. Ou le bateau navigue en surface, ou en affleurement — ou il se meut à une dizaine de mètres sous le niveau de la mer. Dans ce deuxième cas, il est absolument hors d'atteinte des armes en usage; dans le premier,

il peut être attaqué par elles avec quelques chances de succès.

Tout bâtiment a pour arme contre le submersible sa quille : des destroyers, comme le *Garry*, des charbonniers, comme le *Thordis*, ont coulé des submersibles allemands en les abordant.

L'emploi de la torpille contre les sous-marins a été proposé dès leur apparition, et nous nous rappelons une curieuse gravure du *Scientific American*, de 1889 ou 1890, qui représente le *Chicago* attaqué par des sous-marins et se défendant contre eux au moyen de torpilles automobiles lancées par des postes pourvus de projecteurs. L'idée, reprise en 1905 par le commandant Geynet, a été expérimentée en escadre vers la même époque. On songeait alors à créer une véritable torpille *à tir rapide*, légère, de petit calibre, bon marché, qu'on pût manier aisément et prodiguer sans remords [1]

[1] Au cours de la guerre actuelle, un sous-marin italien, la *Medusa*, a été coulé au moyen d'une torpille automobile, dans l'Adriatique, par un sous-marin autrichien, qui lui-même aurait été détruit par son adversaire.

Ce duel de sous-marins, que tous les techniciens ont déclaré invraisemblable, s'est cependant produit.

Mais n'a-t-on pas vu, le 7 août, le périscope du *U-15* atteint par un projectile du croiseur anglais *Birmingham* et le submersible, obligé de remonter pour reconnaître sa route, couler sous le canon de son adversaire, ce qui est un hasard au moins aussi curieux.

En grandissant, le submersible devient de plus en plus un objectif pour la torpille. Les *U-29* et suivants d'environ 1000 tonnes, avec leur longueur de 65 mètres, leur hauteur totale de 5 mètres, lui offrent une cible de près de 300 mètres carrés de superficie quand ils sont « en affleurement ».

*
* *

En somme, la grosse difficulté à vaincre pour combattre le submersible est l'ignorance du lieu où il se trouve, de sa direction, de sa vitesse; encore peut-il, une fois reconnu, se soustraire à son ennemi en plongeant assez profondément.

Cet ennemi doit donc posséder, avant tout, la supériorité de vitesse et, si possible, de manœuvre, pour tomber sur le submersible sans lui laisser le temps de se reconnaître et de plonger. Avec sa vitesse de 30 nœuds et plus, le contre-torpilleur dispose de cet avantage à l'égard des meilleurs submersibles actuels, qui n'atteignent pas plus de 20 nœuds en marche à la surface. Mais n'oublions pas qu'un destroyer, qu'un navire de guerre à vapeur, ne navigue jamais constamment toutes ses chaudières allumées. Il lui faut de vingt minutes à une demi-heure pour pousser ses feux et donner toute sa vitesse; il suffit au submersible de deux ou trois minutes pour obtenir de ses Diesels leur plein rendement et prendre son allure maxima; il peut, s'il le préfère, plonger en quatre minutes. Tel est l'état *actuel* de la question.

Mais, nous l'avons écrit, le submersible de 27 nœuds à la surface a été envisagé en France dès 1913; les Américains en préparent un qui portera des canons de 100 millimètres.

Réunissez ces deux éléments, et vous avez un bateau qui, à la surface, est devenu l'égal du contre-torpilleur à vapeur. De plus, il conserve la faculté de plonger et d'échapper s'il se sent le plus faible.

Quel adversaire comptez-vous lui opposer?

Pour moi, je n'en vois aucun.

Olivier Guihéneuc.

LE PRÊTRE A L'ARMÉE[1]

FEUILLETS DE CALEPIN

UNE SEMAINE DE L'AUMÔNIER

Les Rogations. — Un mariage.

J'ai commencé cette semaine, comme un bon curé de campagne, par la procession des Rogations, — oh! une procession modeste, sans grand éclat, mais que les circonstances rendaient cependant émouvante. Quand elle s'organisa, les prêtres-brancardiers achevaient leurs messes et se hâtaient vers leurs emplois : qui à la scierie, qui au balayage du cantonnement ou au four crématoire qui brûle les détritus. Le bataillon d'infanterie avait été « alerté » dès cinq heures et venait de partir pour les tranchées : on parlait vaguement d'une attaque. Les hommes du ravitaillement et des services divers vaquaient déjà aux corvées du matin. La population civile, fort occupée elle aussi par les travaux des champs et par la présence des troupes, n'avait pu envoyer à l'église que des délégations.

On se mit en marche vers six heures. Un petit garçon portait la grande croix d'argent et une jeune fille la bannière paroissiale. Suivaient les enfants des catéchismes, un groupe de congréganistes, quelques femmes. Le bénitier avait été confié à un clerc en rochet blanc. Le maire, qui est aussi sacristain et chantre, m'assistait, tandis que sa femme sonnait à la volée les deux cloches. J'avais revêtu le surplis et l'étole; mais, remplaçant la barrette absente, c'était mon bonnet de police qui me défendait tant bien que mal contre les rayons déjà chauds du soleil.

[1] Voy. le *Correspondant* des 10 mars et 10 mai 1915.

La procession descendit un petit chemin rocailleux pour déboucher dans la principale rue du village et gravir ensuite la route qui conduit à un calvaire. C'est la station traditionnelle de ce premier jour des Rogations. Sur notre passage, les soldats saluaient respectueusement et les villageoises se signaient. Les chevaux d'artillerie, mis à la corde pour le pansage, s'ébrouaient, ruaient, au grand effroi des Enfants de Marie.

Du plateau où se dresse la croix, on découvre un horizon étendu. Ce sont de vastes plaines dont les blés verts frissonnent sous le vent; des terres fraîchement labourées qui plaquent de grandes taches brunes entre les prés constellés de pâquerettes et de boutons d'or; des vergers où les pommiers et les pruniers en fleurs dressent de grands bouquets blancs sur lesquels les pêchers jettent quelques teintes roses. Au loin la ceinture des bois, qui arborent gaiement leurs feuilles neuves, et la forêt d'Argonne, verte elle aussi, mais toujours tragique avec sa couronne de fumées et la canonnade incessante qui réveille ses échos.

Le contraste est poignant de cette nature en fête, qui rit au soleil, et des événements dont elle fut hier, dont elle sera demain peut-être, le témoin. Il n'y a pas longtemps que le champ de blé était un champ de bataille et à quelques pas de ce paysage bucolique se livrent encore des combats sanglants. Les beaux vers de Sully-Prudhomme chantent dans ma mémoire :

Comment a fleuri la pervenche?
Comment le lis renaît-il blanc
Et la marguerite encor blanche
Quand la terre a bu tant de sang?
Quand la sève qui les colore
N'est faite que de sang humain,
Comment peuvent-elles éclore
Sans une tache de carmin?

De quel cœur on appelle au secours, « à la rescousse », tous les saints de France pour défendre et venger cette terre qu'ils ont sanctifiée par leur vie! Comme on chante avec ferveur les belles invocations des Litanies : « De la peste, de la famine, *de la guerre*, délivrez-nous, Seigneur... Seigneur, établissez la concorde et la paix entre les rois et les princes chrétiens... Seigneur, accordez à tout le peuple chrétien paix et union. »

Les Barbares se sont mis hors la loi morale et la loi religieuse. Ils ne font plus partie de la « chrétienté ». Ils comptent parmi les ennemis de la Sainte Eglise, comme leurs alliés les Turcs, que la Liturgie demande à Dieu d'*humilier*.

La route que nous suivons côtoie des tranchées profondes que les Allemands avaient creusées pendant les dix jours qu'ils occupèrent le village. Ils les avaient recouvertes avec des madriers, avec des portes de granges, avec les panneaux de belles armoires lorraines volées dans les maisons. Un peu plus loin, ce sont des « tranchées d'études » préparées pour l'instruction de nos jeunes soldats et pour leur formation aux procédés de la guerre moderne. Elles sont fortifiées par des réseaux de fil de fer, des chevaux de frise, tout l'attirail de la défense.

La procession reprend le chemin de l'église. Le vent s'élève et secoue la bannière entre les mains encore frêles de la petite Lorraine qui la porte. « Quel coup de mistral ! » s'écrie un Marseillais.

*
* *

Poursuivant mes fonctions curiales, je viens de célébrer une messe de mariage, mais dans des conditions un peu spéciales. Le fiancé était le « cor d'harmonie » d'une de nos musiques, et la fiancée se trouvait... fort loin d'ici, dans une grande ville du Midi. La cérémonie civile avait précédé la guerre, mais des dispenses ecclésiastiques étaient nécessaires, qui n'arrivèrent pas à temps. Grâce à l'obligeance d'un aimable secrétaire d'évêché, toutes les formalités ont été accomplies et les permissions accordées. Il ne restait plus qu'à procéder par procuration à l'échange des consentements matrimoniaux.

Dans la petite sacristie où je campe depuis quelques semaines, le brave musicien s'est présenté devant moi, assisté de deux camarades qui lui servaient de témoins et qui certifiaient à la fois son identité et son « état libre », c'est-à-dire son exemption de tout lien conjugal. Nous avons rédigé la procuration en bonne et due forme et nous l'avons expédiée, signée et contre-signée, à l'autorité diocésaine compétente. J'ai donné au fiancé les explications utiles :

— Vois-tu, mon vieux, ton oncle te représente. C'est ton *procureur*. Il te remplace. C'est censément comme si c'était toi. Il répondra pour toi. Le curé lui dira : « Voulez-vous, au nom du musicien un tel, dont vous êtes le procureur, prendre pour épouse Mademoiselle une telle ici présente. » Et il répondra : « Oui, Monsieur le Curé. » Et maintenant quand tu sauras quel jour et à quelle heure doit se faire la cérémonie, tu viendras me trouver, tu te confesseras et je te dirai une messe pour demander au bon Dieu de bénir ton ménage et de te ramener sain et sauf auprès de ta femme.

— Merci bien, Monsieur l'Aumônier, je l'écrirai chez nous et

ma pauvre petite sera bien contente que j'aie une messe quand même elle aimerait mieux que nous serions ensemble pour mettre un cierge à la « bonne mère ».

Je pensais faire une cérémonie tout intime, mais la musique n'a pas voulu — noblesse oblige! — que son « cor » se mariât sans une petite solennité harmonieuse, et elle a préparé un programme fort bien compris. Pendant plusieurs jours, on a fait de laborieuses répétitions dont les échos venaient me bercer à la sacristie. Au jour dit, la fête nuptiale s'est déroulée solennellement. Toutes les bougies de l'autel étaient allumées. Le fiancé était agenouillé dans le premier banc, au milieu d'un groupe d'amis. L'orgue chantait sous des doigts habiles. Quelques bonnes voix firent entendre des motets et des cantiques et l'aumônier prononça un discours de mariage comme il ne lui était pas encore arrivé d'en faire, un discours *unilatéral*, si j'ose dire. Il put louer la fiancée absente, sans craindre de blesser sa modestie; il donna au fiancé des conseils inspirés par les circonstances; il dit les devoirs, les charges et les joies de la vie de famille; il évoqua la petite église de faubourg où, à la même heure, les mêmes prières s'élevaient pour le jeune ménage.

Les bons « poilus » s'essuyaient les yeux. La messe s'acheva pieusement. L'orgue jeta, pour la sortie, les accords entraînants d'une marche militaire et le mari quitta l'église entouré du cortège joyeux de ses camarades.

Je crois bien qu'à la « popote » des musiciens, on arrosa d'un « pinard » abondant ces noces de guerre.

EN VILLE! — LE CURÉ DE SERMAIZE

Ce jour-là, mes amis les artilleurs de la Scierie et du Parc devaient acheter des arbres et faire quelques emplettes au « chef-lieu ». Ils me proposèrent de les accompagner et j'acceptai avec empressement. Trois heures d'auto sont vraiment un charme dans la société de ces aimables officiers dont l'entrain et la belle humeur égalent l'intelligence et la valeur professionnelle. Un médecin-major s'était joint à nous, Grec d'origine, mais bien français d'esprit comme de sentiments. Engagé volontaire pour la durée de la guerre, il donne à nos soldats les soins les plus dévoués.

Nous traversions de belles forêts et de vastes prairies, puis des villages à demi-incendiés. De riches habitations comme des fermes modestes, des églises, des écoles, des mairies nous présentaient

des murailles calcinées et des brèches béantes. Des rues entières étaient détruites. Ailleurs une maison sur deux. Parfois un campanile ou un fronton demeuraient suspendus, comme par miracle, au-dessus d'un édifice ruiné. Le feu et le pillage sont les cartes de visite des Allemands. On peut ainsi les suivre dans leur marche. Par bonheur ils prenaient congé de cette région quand leurs torches s'y promenèrent. C'étaient les journées de la Marne. Le contre-coup s'en faisait sentir jusqu'ici et nous en revivions les émotions intenses en évoquant nos souvenirs de septembre. Vous devinez que la conversation ne languissait pas et que sa note était du plus ardent patriotisme et du plus optimiste.

Un arrêt pour cuber des arbres. Cette scierie était exploitée par des Allemands, bien située à côté d'une gare, avec une voie de raccord. Tandis que le lieutenant mesure et chiffre, nous causons avec la famille du gardien qui nous raconte les premières semaines de la guerre. La veille même de la mobilisation, les patrons allemands s'étaient enfuis sans payer leurs ouvriers. Le gardien a vu « l'autre guerre ». Ce n'était rien à côté de celle-ci! Aussi pense-t-il qu'il ne faut pas s'arrêter avant d'avoir écrasé à tout jamais le militarisme prussien. Sur ce souhait énergique, le moteur ronfle et nous reprenons notre route.

« La ville » offre toujours un attrait joyeux aux hommes des bois et des champs que nous sommes devenus. Sans demander, comme le vieux solitaire, s'il y a encore des maisons et des rues, nous éprouvons quelque curiosité à reprendre contact avec la civilisation au sortir de nos baraquements et de nos granges. Un dîner à l'hôtel, une table chargée d'assiettes de porcelaine, de couverts argentés et de serviettes, comme cela paraît nouveau et luxueux après dix mois de « popote » ou l'on étale proprement un mouchoir sur ses genoux, après avoir tiré un couteau de sa poche, pour manger dans une soucoupe d'étain... Et la vitrine d'un libraire étalant les livres nouveaux! Il y a donc encore des écrivains et des imprimeurs? Tout le monde n'a pas quitté la plume pour l'épée!

Ce qui est moins intéressant, ce sont les « commissions » des camarades :

— Vous allez en ville, mon cher? Ayez donc l'obligeance de m'apporter quelques paquets de cigarettes, une boîte de papier à lettres, des rouleaux pour mon kodak, une savonnette, des cordons de souliers, quelque chose à lire...

— J'ai cassé un verre de mon binocle; ma montre est arrêtée; mon stylo n'a plus d'encre. Si je ne craignais d'être indiscret...

L'infortuné « commissionnaire » court d'une boutique à l'autre,

sa liste à la main, pour ne rien oublier, et les petits paquets s'entassent dans l'auto jusqu'au moment du départ. Heureux encore quand l'affluence des acheteurs ne l'oblige pas à de longues attentes devant les comptoirs les plus achalandés.

Je dois reconnaître que, pour cette fois, mes amis avaient été modérés dans leurs désirs. Je pus faire une visite à l'hôpital Jeanne d'Arc, causer dans la rue avec quelques officiers rencontrés et reconnus, enfin me rendre chez un ancien condisciple de Saint-Sulpice, l'aimable abbé M. Il m'avait fraternellement accueilli quand j'arrivai chez lui, en septembre, affamé et fourbu. La bonne sœur Claire, qui le sert avec un dévouement modeste, reconnut, malgré sa barbe, l'aumônier qui avait si grand faim, l'automne dernier, et qui avait dormi sur un fauteuil du salon, en arrivant du champ de bataille de V.

J'eus la bonne fortune de trouver, chez notre ami commun, l'abbé René Bollot, le curé de Sermaize — une des « villes martyres » de cette région. Emouvante et bien instructive rencontre que celle d'un prêtre qui a vécu les heures tragiques d'un bombardement, qui a subi l'invasion, qui a vu détruire par les barbares sa maison comme celles de ses paroissiens, ses œuvres, son église. Je ne manquai pas de l'interroger et je voudrais noter ici ses réponses, ses regrets, ses espoirs.

Sermaize était une petite ville d'eaux assez fréquentée en été. Outre les baigneurs, elle groupait environ 3000 habitants autour de sa vieille abbatiale du douzième siècle où Jeanne d'Arc avait prié quand elle était venue rendre visite à ses oncles maternels. L'abbé Bollot avait fondé un pensionnat et un dispensaire, acheté un presbytère en grande partie de ses deniers. La vie paroissiale était intense, organisée avec une intelligence très avertie des besoins présents et un zèle tout apostolique. Or la ville entière — plus de 700 maisons — a été détruite : une petite partie par les obus le dimanche 6 septembre, le reste, le 7, à la main, sous prétexte que les autorités municipales avaient fui. Je veux essayer de redire le récit, tragique dans sa simplicité, que me fit le curé de Sermaize :

« La nuit avait été très mouvementée, me raconte-t-il. Des émigrés passaient, conduisant un peu de mobilier ou poussant devant eux quelques vaches et quelques moutons. A cinq heures, en entendant les premiers coups de canon, je montai au clocher et j'aperçus des obus qui éclataient tout auprès. En même temps on m'annonçait l'approche des Allemands. Je sonnai la première messe et la célébrai au bruit de la canonnade qui faisait trembler les vitraux.

« A neuf heures, un médecin-major français me demandait où

il pourrait loger les blessés entassés dans une salle sans même une botte de paille. Je le conduis à l'ambulance que j'ai préparée dans mon pensionnat Jeanne d'Arc; il y a soixante-dix lits garnis. Aussitôt, sous les obus qui sifflent, on hisse le drapeau de la Croix-Rouge. A dix heures, les trois coups de la grand'messe sont sonnés. Je me dirige vers l'église. Impossible d'y pénétrer. Je reviens au presbytère où la foule se précipite. On descend dans les caves.

« A midi, on remonte pour manger un peu. De nombreux convives s'installent autour de la table. Mais une « marmite » arrive, pas celle qu'on attendait. Impossible de tenir. Le feu prend tout autour de la maison. La bataille fait rage. On vient nous annoncer la mort d'un habitant tué dans sa cave; nous prions pour lui.

« A dix-neuf heures, le major annonce que l'ambulance est en flammes, qu'il va amener les blessés au presbytère. On commence à y apporter les brancards. Mais voici que le presbytère lui aussi prend feu. On va descendre les soldats dans la cave; on creuse une porte supplémentaire pour éviter l'asphyxie. Mais le danger est trop grand. « Il faut partir! » s'écrie le major. Et on s'en va, en pleine nuit, par la forêt.

« J'ai jeté un dernier regard sur ma maison, sur ma bibliothèque, sur mes ornements, mes souvenirs, — que je devais retrouver en cendres quelques jours après. — Je me suis affublé d'une casquette et d'un pardessus jaune d'automobiliste et je suis parti poussant devant moi une bicyclette sur laquelle j'avais installé un de mes paroissiens, un pauvre vieillard mutilé. Derrière moi, sous le ciel étincelant d'étoiles, sept foyers d'incendie jetaient leurs flammes et leurs fumées. »

Nous avions les larmes aux yeux en entendant ce douloureux récit. Le curé de Sermaize semblait lui-même accablé par ses souvenirs : je ne reconnaissais plus le brillant catéchiste de Saint-Sulpice, l'homme d'œuvres que le cardinal Sevin estimait si haut.

— Et maintenant? lui dis-je.

Il se redressa : « Maintenant, il faut relever ces ruines. Tout un peuple y est revenu. Il a logé dans des caves, il s'est installé dans des cabanes. Mais un nouvel hiver approche. Que va-t-on devenir? »

L'abbé Bollot nous expose alors avec entrain ses projets. Il veut s'adresser à la France entière qui ne refusera pas son obole à la pauvre ville ruinée. Déjà d'augustes patronages sont acquis. Il y a quelques semaines, Mgr l'Evêque de Châlons a voulu donner la confirmation au milieu des ruines de la vieille église de Jeanne d'Arc. Ce fut une émouvante cérémonie qui commença par le

chant de : *O crux ave*. Comme le curé de Sermaize, citant Chateaubriand, parlait de la beauté des ruines qui font rêver ou réfléchir, mais aussi pleurer quand elles sont nôtres, l'évêque, par dessus les grands piliers de la nef, calcinés par le feu et découronnés de leurs voûtes, ne cessa de montrer le ciel.

M. le Président de la République et Mme Poincaré, que des souvenirs de famille rattachent à Sermaize, ont promis de s'intéresser à la reconstruction de la vieille église. Leur exemple sera suivi sans aucun doute.

L'abbé Bollot, le fondateur d'œuvres, animé de la « jeune espérance » qui ne se lasse jamais, va *recommencer*.

Le soir, en rentrant au cantonnement, je citais à mes compagnons de voyage ce bel exemple d'énergie sacerdotale. Et j'y joignais ce trait, non moins beau, de charité.

Mobilisé avec sa classe peu après la bataille, le curé de Sermaize fut attaché comme infirmier à une ambulance. Parmi les blessés qu'il eut à soigner se rencontra un officier allemand, le lieutenant Schweitzer, tombé à Ville-sur-Tourbe le 15 mai et fait prisonnier. C'est lui qui était à Sermaize pendant la bataille de la Marne et qui, sans aucun doute, procéda à l'incendie systématique de la malheureuse petite ville. La première pensée de l'abbé Bollot fut d'écrire à la mère du blessé que son fils ne manquerait de rien.

Voilà comment se venge un prêtre français.

LES ENFANTS PENDANT LA GUERRE

Je ne parlerai pas de ceux de l' « arrière », bien que je devine ce qu'a dû être leur vie en cette année scolaire qui vient de s'achever. Je pense aux vacances de 1914, normalement commencées et tragiquement interrompues. Ce sont les adieux aux pères et aux grands frères qui partent; le mois d'août fiévreux des premiers succès et des premiers revers; la suppression des colonies, des caravanes, des voyages, des villégiatures. Puis les premiers blessés dans les collèges et dans les pensionnats transformés en ambulances; les classes reprises en octobre avec un personnel réduit et dans les locaux de fortune. Désormais, toutes les pensées convergent vers la guerre : la prière pour la France, les lettres des soldats, les narrations patriotiques, l'histoire et la géographie expliquées par les journaux et commentées par les maîtres en termes émouvants; les traits d'héroïsme, les paroles épiques dont les âmes vibrent longtemps; l'Iliade et l'Odyssée

rajeunies et devenues intéressantes... C'est à peine si on a le temps de jouer au soldat et de creuser quelques tranchées dans le jardin : il y a tant à voir! La classe 15 qui s'exerce et qui part; les blessés convalescents qu'on salue et qu'on voudrait bien faire causer; les « grands » qui font l'exercice « pour de vrai » dans la cour... Puis viennent les cérémonies solennelles : les services pour les morts au champ d'honneur, les diverses « journées », la procession de la Fête-Dieu où le collège et l'ambulance fraternisent; la distribution des prix, si grave, si austère... Je devine, mais je n'ai pas vu.

J'ai vu, au contraire, et je vois les enfants du « front », — ou du moins, comme nous disons en souriant, de l' « arrière du front », — des villages encore sous le canon de l'ennemi, où la présence des « civils » est tolérée, bien que nos troupes y viennent cantonner.

Les plus grands, — et on est vite *grand* à la campagne, — ont vécu une année laborieuse, aidant leur mère et les vieux dans les travaux des champs et du ménage. Pour les labours, le grand-père ou un adolescent déjà robuste tenaient les mancherons de la charrue, tandis qu'un garçonnet guidait l'attelage.

— Pourquoi es-tu en retard? demandais-je à un enfant du catéchisme qui arrivait après les autres.

— Monsieur l'aumônier, je reviens du fumier! Il y a le major du cantonnement qui ne veut pas qu'on le laisse devant la porte. A fallu le charrier.

Les hersages, les semailles, les récoltes ont occupé la famille entière. D'ailleurs les petites Lorraines sont vaillantes. En voyant des fillettes monter sur de grands chevaux de ferme et les conduire sans peur à l'abreuvoir, j'évoquais leur grande sœur Jeanne d'Arc enfourchant son destrier de guerre. D'autres guident, chaque matin, les vaches « à la pâture ». Les grandes jeunes filles aident leurs mères au lavoir et à la maison : on lave et on répare le linge des soldats. Quand il revient souvent dans le même village, le troupier a vite fait connaissance avec une famille qui l'adopte en quelque manière. En partant pour la tranchée, il lui laisse quelques vêtements à nettoyer; il lui confie ses lettres et ses souvenirs de campagne. S'il change de cantonnement, il enverra une carte postale ou fera saluer la « bonne dame » par un camarade :

— Vous avez le bonjour de Farigoul, vous savez bien, le fourrier de la 8, que vous lui gardiez ses affaires et son linge quand il cantonnait ici. Ah! il vous oublie pas, allez, et il regrette bien ce secteur. Il se languit d'y revenir.

Ce client fidèle jouait avec les enfants et leur faisait de menus cadeaux. Les réservistes et les territoriaux sont particulièrement tendres pour les tout petits. On rencontre parfois de bons tringlots ou des garde-voies grisonnants qui portent dans leurs bras un blondin.

— Eh! bien, mon vieux, tu as donc été sapeur chez le colonel, que tu sais si bien faire la bonne d'enfant?

— Monsieur l'aumônier, ne vous moquez pas. C'est le gosse à la bonne dame où nous mangeons. Il me rappelle mon petit dernier...; mais, vous savez, le mien est encore plus gentil.

Je sais une « popote » d'officiers qui invite chaque soir une bambine de six ans à venir tremper un morceau de sucre dans le café traditionnel. Il y a là quelques papas qui rêvent sans doute à de chères têtes blondes ou brunes, se haussant vers eux pour le baiser du soir.

Les plus heureux des enfants, les voici : ceux qui ne sont pas encore assez grands pour travailler beaucoup et plus assez petits pour qu'on surveille leurs faits et gestes. A eux la liberté de la rue et des chemins. A eux toutes les joies de la guerre. Ils sont trop jeunes pour souffrir beaucoup et longtemps des douleurs ou des inquiétudes qui font pleurer leurs mères : la mort d'un proche, le danger que court le mari ou le fils aîné, le pays envahi, les champs ravagés. Au contraire, tout les amuse : le bruit du canon, la fuite dans la cave pendant le bombardement, l'obus qui est tombé devant la porte, et les incessants défilés de troupes, et la musique qui joue le dimanche, et le ronflement des autos, et le vol des avions qu'ils prétendent reconnaître aussi bien que les artilleurs de garde : « Je te dis que c'est un boche! — Mais non! — Mais si! » Quels précieux butins remplissent les petites poches : boutons d'uniformes, douilles de cartouches, couteaux trouvés, débris de harnachements...

Malgré de si puissants attraits, il faut penser cependant à instruire un peu ce petit monde et surtout à le préserver d'une étude approfondie et prolongée du vocabulaire des soldats. Dans plusieurs de nos villages d'arrière, les classes se font normalement ou à peu près. Mais en approchant de la ligne de feu, les difficultés augmentent.

A X..., l'école est ouverte, que dirige une vieille institutrice. Elle ne pouvait recevoir tous les enfants quand le « Trésor et postes » occupait une de ses salles. Mais depuis le départ de la division elle a ses coudées franches et une adjointe est venue l'aider. Il y aura désormais le « cours des grands » et le « cours des petits », chacun dans son local.

A Z..., la difficulté fut plus grande. L'inspecteur d'Académie avait promis d'envoyer une titulaire : il y renonça à cause des bombardements fréquents que subit encore ce village. D'accord avec la brigade, nous avons alors organisé une « école militaire ». On nous a concédé une salle dans le vieux château, à côté de l'infirmerie régimentaire. Le « château » dut être beau sous Louis-Philippe. De loin, il a encore grand air, avec son toit d'ardoises très aigu, ses douze lucarnes bien alignées, ses hautes cheminées, ses girouettes. Mais quel délabrement à l'intérieur! L'escalier d'honneur présente des degrés écornés et des moulures informes. L'énorme charpente gémit sous le vent qui circule en maître parmi ses chevrons. Beaucoup de fenêtres n'ont plus de vitres. Les dalles des corridors sont fendues et raboteuses. Venez au premier étage, laissez à votre droite le poste des infirmiers, voici la grande chambre qui est devenue notre salle de classe. Avec du foin et des planches, nous avons aveuglé la brèche qu'un obus fit dans la muraille. La vaste cheminée et la fenêtre mal close s'envoient un tel courant d'air que la porte sans serrure s'ouvre d'elle-même; on appuie contre elle une table pour la maintenir fermée. Voulez-vous entrer? Il vous suffit de frapper un peu fort et un maître viendra vous ouvrir.

Les maîtres ne sont pas toujours les mêmes. Nous avons pu trouver dans nos régiments plusieurs instituteurs brevetés qui ont aimablement accepté de reprendre d'une façon intermittente leurs anciennes fonctions. Ils ne sont pas, en effet, *détachés* comme les instituteurs d'Alsace et le service des tranchées n'est point réduit pour eux. C'est seulement pendant leurs jours de repos qu'ils peuvent enseigner. Il y a donc un roulement établi d'après les présences au cantonnement. Ce n'est pas d'une pédagogie très raffinée, mais on se passe en consigne le « cahier de préparation » et nous concilions ainsi tant bien que mal la guerre et l'instruction publique. Ne trouvez-vous pas méritoire et touchant le zèle de ces soldats-professeurs qui se privent volontairement de leurs rares loisirs pour instruire les petits enfants de la frontière?

J'avais promis d'inspecter l'Ecole Jeanne d'Arc et j'y arrivai un matin de petit bombardement. Il y avait cependant une trentaine d'enfants groupés en trois divisions devant trois tableaux noirs. Dans l'après-midi, la fréquentation scolaire est plus intense et on atteint quarante présences. Les maîtres de ce jour-là étaient un caporal, un caporal-fourrier et un sergent-fourrier. Le caporal, « dans le civil », enseigne les langues vivantes en un grand collège du sud-ouest. Ici il est chargé des tout petits, qui sous sa direction font des « bâtons » et apprennent à compter jusqu'à vingt.

Les petits doigts se crispent sur les crayons et les voix répètent, avec un accent lorrain très accusé : un, *deuï*, trois..., sept, *houit*...

Quel est ce hurlement? Qui égorge-t-on dans le corridor? Ce n'est qu'un écolier récalcitrant, un bambin de six ans qui prétendait déserter le combat scolaire et que l'autorité familiale ramène énergiquement dans le chemin du devoir. Une verge à la main, le grand-père menace. Plus conciliante, la mère promet du chocolat. Le rebelle se calme d'ailleurs bien vite et commence une page de « bâtons ».

Les « moyens » s'appliquent à un exercice d'orthographe où il est question d'un petit Alfred, ardent patriote, qui est félicité pour son courage par un glorieux général de l'armée française. Quant aux « grands », il leur faut commenter, avec dessin à l'appui, la fable de Lafontaine : *le Loup et l'Agneau*. Et vous pensez bien que, sur tous les cahiers, le loup a une horrible tête de Boche et un casque à pointe.

M. l'Inspecteur circule entre les tables, examine les écritures, fait corriger quelques fautes, mêle les conseils aux éloges. Puis, avant de distribuer les bonbons qu'il a apportés, il adresse à son jeune auditoire un petit discours sur les devoirs des enfants pendant la guerre : travail, obéissance, piété, prières à Jeanne d'Arc pour la France.

Un obus passe en sifflant au-dessus du château. Les enfants tressaillent à peine. Une petite fille dit, l'air entendu :

— *Ils* tirent sur la crête, parce qu'*ils* ont vu le troupeau qui allait à la pâture.

*
* *

Ces paroisses-frontières n'ont pas de curé. Il nous a fallu y organiser les catéchismes. A Z..., il est fait par des prêtres-brancardiers. Comme il y a, par bonheur, fort peu de blessés à relever, le service de santé fournit quelques équipes pour l'hygiène et la propreté des cantonnements. Quand ils ont balayé les rues et chargé d'ordures les « fours crématoires » dont ils ont la surveillance, nos abbés jouissent de quelques moments de repos dont ils consacrent la meilleure partie à l'instruction de nos jeunes catéchumènes. Les progrès sont rapides. Mais les familles ne se montrent pas pressées de voir faire la première communion.

— Vous pensez, Monsieur l'aumônier, avec la guerre, il n'y a pas moyen de donner un dîner! Et puis le père n'est pas là. Il faut attendre « lui revenir », après la victoire.

A X..., au contraire, la première communion a été célébrée le jour de la Pentecôte. Ce fut une belle cérémonie. On sortit le

grand drapeau. Le général assista à la grand'messe. Les catéchismes avaient été faits, sous la direction des aumôniers, par un maréchal des logis des hussards de l'escorte, séminariste d'un grand diocèse du midi. Il consacrait les loisirs que lui laissait son service à l'instruction religieuse des petits enfants et je vous affirme que jamais clerc revêtu du blanc surplis ne trouva des catéchisés plus dociles que ce houzard bleu de ciel, botté, éperonné et décoré de la Croix de guerre.

Nous avons même préparé nos premiers communiants à la confirmation et nous les avons conduits, pour recevoir ce sacrement, à une paroisse de l'arrière où l'évêque passait en tournée pastorale. Ce fut une expédition pittoresque. Quelques fillettes partirent dans des voitures avec leurs marraines. Les autres et tous les garçons firent la route « de pied », comme on dit ici. La veille, un des aumôniers était allé reconnaître le chemin, car on passait sous le canon allemand et il fallait trouver un sentier bien « défilé ». Comme il restait cependant une zone dangereuse à franchir, on se mit par petits paquets suivant les intructions données à l'infanterie — et il n'y eut pas d'accidents ni à l'aller ni au retour.

L'évêque interrogea notre petit monde et voulut bien se déclarer très satisfait des réponses. A côté des enfants, nous lui présentions aussi un grand maréchal des logis d'artillerie, que nous avions préparé quelques semaines auparavant à la première communion. A la suite de ce confirmand, de nombreux soldats avaient envahi l'église, si bien que les paroissiens eurent quelque peine à s'y loger. Ils étaient là au grand complet, le maire en tête, qui, entouré de son conseil municipal, était venu haranguer le prélat au seuil du presbytère.

Nos petits Lorrains garderont bon souvenir de cette fête. Ils se rappelleront plus tard que, malgré la guerre, les enfants n'étaient pas oubliés.

Jean Limosin.

NOTES ET APERÇUS

M. ANATOLE FRANCE ET LA GUERRE
LA DÉSILLUSION DE M. ROMAIN ROLLAND

Une maison d'édition, en temps de paix amie des lettres et des bons textes français, dont le chef est actuellement aux armées, commence la publication de cinq volumes vendus au profit d'œuvres de guerre. Les auteurs sont MM. Anatole France, Maurice Barrès, Remy de Gourmont, Gabriele d'Annunzio, Charles Maurras. Le volume de M. France, qui ouvre la série, réunit ses récents écrits depuis la guerre [1].

Il est intitulé *Sur la voie glorieuse* et se vend au profit de l'Œuvre des Mutilés de la guerre. Il est dédié « à la mémoire de Jean-Pierre Barbier, mort au champ d'honneur, le 26 décembre 1914 ». M. Barbier était un littérateur de vingt ans qui avait publié déjà et se préparait à publier des textes intéressants. En tête du livre, au-dessus de son nom, un dessin reproduit sommairement des croix dans une campagne d'hiver avec une couronne qui porte l'inscription : « Le 1er bataillon du 54e d'infanterie à ses morts du 26 décembre. » L'éditeur a eu l'idée touchante et ingénieuse de rapprocher cet hommage collectif, rendu par des compagnons d'armes à lui et à ses camarades tombés avec lui, de celui qu'apportent à un si jeune écrivain ces pages d'un Anatole France. Et ces pages ne détonnent pas à côté des croix de bois, de la modeste et glorieuse couronne des tranchées. Pourquoi ce livre, reçu au retour d'un long séjour à l'étranger, m'a-t-il, à l'ouvrir et à le feuilleter, fait éprouver tant de plaisir? Un livre? A peine. Un recueil d'écrits de circonstance presque entièrement composé de lettres, de témoignages demandés au grand écrivain ou donnés par lui à l'occasion de la guerre. J'ai pu le goûter davantage que des œuvres auxquelles un artiste aussi raffiné a consacré bien plus de temps et d'effort pour les écrire et les assembler.

Il y a un an exactement, ici même à la fin d'une étude assez longue sur les écrivains d'une génération littéraire, à propos des *Maîtres de l'heure*, de M. Victor Giraud, je parlais beaucoup trop brièvement de M. France. M. Giraud avait traité le sujet avec sa précision fortement documentée, avec ampleur et développement. J'aurais aimé de mon côté développer ce que je ne pouvais qu'effleurer. M. Giraud, tout en rendant justice à l'écrivain, était sévère pour l'œuvre et ses tendances,

[1] *Sur la voie glorieuse*, par Anatole France. 1 vol. in-4°. Librairie ancienne Edouard Champion. — Je viens de recevoir le second volume paru dans la collection, celui de M Remy de Gourmont, *Pendant l'Orage*. C'est un recueil d'articles brefs sur la guerre. Le titre de l'un d'eux, *Alsace-Lorraine*, fait songer à un vieil article que l'on a souvent reproché à M. de Gourmont en le citant parfois comme l'indice d'un état d'esprit qui était déjà périmé bien avant la guerre. Je n'y aurais pas fait allusion si l'écrivain, dont le patriotisme et les sentiments sont ici irréprochables, ne l'avait lui-même rappelé.

pour les idées et l'influence de M. Anatole France. Si j'avais pu me permettre une critique aussi détaillée que la sienne, je ne sais si j'aurais été capable de me soustraire complètement au charme séducteur de tant de pages d'autrefois lues au fur et à mesure de leur production. Contraint de ramasser mon jugement, je me souviens que j'avais été très sévère aussi dans mes conclusions sur le sens général de l'œuvre de M. France, sur ses derniers livres, sur l'attitude où l'auteur de la *Révolte des Anges* semblait définitivement arrêté [1].

Après un an de guerre — et de quelle guerre — que tout cela est loin aujourd'hui! Ecrite avant la guerre, l'étude paraissait au lendemain de la déclaration. Je disais au directeur du *Correspondant* : « Que signifie à présent cette critique littéraire? » Il aurait pu me répondre que plus tard elle aurait moins encore de signification. La littérature et la guerre, je vous fais grâce du thème. Il y a la littérature de la guerre et sur la guerre. J'aurais peine, admirant l'effort vaillant de ceux qui la pratiquent, à l'apprécier, l'ayant peu lue pendant que j'étais à l'étranger. Je louerais volontiers des œuvres excellentes et bien utiles de propagande française. Voilà de la bonne et saine littérature de guerre. Je louerais les impressions directes de choses vues, un peu rares parce que ceux qui seraient en état de nous les donner ne le peuvent guère et qu'ils ont mieux à faire. Quand ils peuvent, je constate qu'ils écrivent comme ils se battent. A mon retour sur le sol natal, j'ai eu plaisir à lire M. France, et j'ai eu plaisir à lire cet officier de dragons dont le *Correspondant* du 25 juin publiait des impressions de guerre en Lorraine. J'envie votre plume et votre place, mon lieutenant.

En fait de littérature de guerre, pendant la guerre, j'aime celle qui s'écrit seule, je veux dire, car je n'ai pas envie d'enlever à un écrivain la culture et le talent qu'il peut apporter, celle qui s'écrit au contact des choses devant lesquelles apparaît pâle et misérable toute littérature apprêtée. Ces pages de M. France, que l'éditeur, j'imagine, a eu l'idée et pris le soin de recueillir, m'ont plu, comme de l'excellente littérature de guerre, parce qu'elles sont presque toutes de purs écrits de circonstance où l'artifice de la composition littéraire ne pouvait trouver moyen de s'exercer. J'admire ici qu'avant la guerre ce soient justement les écrits et les paroles de circonstance, que M. France prodiguait volontiers, qui nous auraient fourni le plus d'occasions à marquer entre lui et nous tout ce qui nous séparait. Et voilà qu'il n'exprime plus, dans ces mêmes manifestations dont il est devenu plus avare, que les sentiments de tous, les nôtres avec les siens. Rappelez-vous, au début de la guerre, il avait écrit je ne sais quoi où un mot de lui, mal interprété, souleva quelques protestations. Alors il déclara ou à peu près : « Vous n'aimez pas ma littérature; vous dites qu'elle ne convient pas à l'heure d'aujourd'hui. Je ne demande qu'à me taire. Monsieur le Ministre de la Guerre, voulez-vous donner à un septuagénaire encore solide un fusil? » Sans prendre un fusil, M. France, le père de Bergeret et de Jérôme Coignard, se mit à prêcher et à pratiquer la plus étroite discipline patriotique et militaire. Il ne s'est pas tu tout à fait comme il avait annoncé. On doit s'en féliciter. Car M. France n'a parlé que pour envoyer son salut et sa reconnaissance aux combattants, pour encourager les autres à la patience et à l'union

[1] *Correspondant* du 10 août 1914.

dans l'effort prolongé. Il n'a parlé que pour dire et répéter, toujours, partout, sur tous les tons, en France et hors de France, qu'il fallait faire la guerre à fond, jusqu'au bout, sans s'arrêter, qu'il n'y avait de paix française que celle qui briserait à jamais la puissance oppressive et barbare du militarisme et de l'impérialisme allemands.

Qu'est-ce que vous pouvez demander de plus? Et comprenez-vous pour quelles raisons une telle littérature de guerre, si simple et pour le fond si peu originale, qui ne dit que ce que nous pensons et sentons tous, devait m'enchanter, signée de M. Anatole France? C'est d'abord parce qu'elle affirme et qu'elle affirme avec éclat l'accord, qui est, si vous voulez, une nécessité publique entre Français, à l'heure actuelle, mais qui est aussi, je vous assure, un très doux et très vif plaisir. Plus doux et plus vif peut-être quand il se manifeste avec ceux dont on se trouvait le plus éloigné. Nous étions hier, au point où il était arrivé, aussi loin que possible de M. France. Il y a toujours eu cependant, et plus encore en rapprochant des pages d'époques différentes, des contradictions singulières dans son œuvre et dans son esprit. En le ramenant à une unité pour laquelle il était sévère, conforme d'ailleurs à l'attitude dont l'écrivain ne paraissait plus pouvoir s'écarter, M. Giraud ne se privait pas de souligner ces contradictions. Rappelons-les, non pour les opposer à ses actes ou propos d'hier, qui nous irritaient et nous choquaient si souvent en nous étonnant parfois un peu, mais pour nous étonner moins de ce qui nous ravit dans ceux d'aujourd'hui où il donne aux exigences patriotiques et françaises la plus complète satisfaction.

Non, ne nous étonnons pas, s'il nous est permis d'en jouir, de trouver M. France si résolument patriote, si franchement et absolument Français dans la grande crise française et mondiale. Français, comment ne le serait-il pas, l'écrivain qui l'est jusque dans la moelle de son esprit et de son talent, qui aime, comprend et sent tout de la France et de la culture française à travers les âges, qui voit attaqué, dévasté, menacé ce qu'il a décrit, senti et aimé? Que sa voix s'élève avec force pour la France éternelle et contre les Barbares, il serait absurde et injurieux de trop l'en louer... Mais ne nous étonnons pas trop non plus qu'ayant dit ou écrit telle chose sur la patrie ou l'armée qui nous a scandalisés, il nous enchante aujourd'hui par la façon dont il parle d'elles. Ne soyons pas surpris s'il célèbre nos généraux avec nos soldats, la discipline, l'affection réciproque des officiers et de leurs hommes. « Depuis leur grand chef jusqu'au plus petit pousse-cailloux, je les embrasse tous et les unis dans un même amour et dans une même reconnaissance... Honorons-les comme des héros, aimons-les comme des enfants. » Ainsi écrit-il à M. Gustave Hervé dans une lettre pour la nouvelle année où il faut tout admirer, le fond, la forme, l'inspiration et... le destinataire. Ne nous émerveillons pas de le voir collaborer à un journal des tranchées, le *Rigolboche*, « le plus fort tirage du front entier », de lui voir prendre le ton qui convient pour s'adresser à des « poilus ».

Tout cela n'est pas si extraordinaire qu'il peut sembler d'abord. Le France qui se montre ici ou qui réapparaît n'est pas nouveau pour ceux qui ont pratiqué son œuvre, qui savent tout ce qu'elle renferme de contradictoirement curieux. Il y a ou il y a eu plusieurs France. Il y a un France qui a écrit sur l'armée et sur les généraux — laissons

le reste — des choses que je ne veux pas qualifier aujourd'hui, qui a combattu avec un âpre acharnement la loi de trois ans. Il y en a un autre qui a écrit les choses les plus différentes, des pages (un certain nombre n'ont pas été recueillies dans ses volumes) dont on ferait une anthologie patriotique et militaire assez belle, l'éloge de la guerre le plus magnifique et le plus complet que je connaisse; il y a un France militariste et cocardier. Rappelez-vous les histoires et les propos de l'oncle Victor; je croirais que ce vieux briscard n'a jamais cessé d'habiter un coin de l'âme de l'adversaire farouche de l'armée et des trois ans. Celui qu'on avait le droit hier de tenir pour un antimilitariste prononcé et dangereux a toujours été un écrivain admirable dans le guerrier.

Pour la guerre actuelle, il ne fera pas de littérature à côté de la guerre, et c'est une autre raison de goûter sa littérature de guerre. Mais, qu'il écrive une lettre à un combattant des tranchées, à un journal français ou étranger, quelques lignes qu'on lui a demandées pour un hommage au roi Albert, où les mots simples gravent l'effigie en médaille, un dialogue « d'après Hérodote », le seul morceau du volume qui rentre dans le genre de la composition littéraire et celui qui se rapproche le plus de son genre habituel, qu'il peigne d'une touche parfaite et charmante la « petite ville » de chez nous, celle qu'ont saccagée les Barbares ou qu'ils menacent encore, il ne peut qu'écrire du France. Et je ne dirai pas que cela déplaise, ni qu'il soit indifférent d'entendre ici, dans la plus limpide et la plus pure langue de notre pays, un son si français.

Ce qui plaît davantage, où nous trouvons le son français le plus clair, le plus net et le plus agréable, c'est l'affirmation partout et incessamment répétée qu'il n'y a de paix qu'on puisse envisager sans trahir la patrie, la civilisation et l'honneur que celle qui doit réduire l'Allemagne à l'impossibilité de nuire, affranchir les peuples et venger le droit. « Si tu veux la paix, prépare la guerre. » Il est certain que M. Anatole France, ainsi d'ailleurs que beaucoup d'autres, ne s'est pas souvenu assez d'une maxime de cette sagesse antique dont il est nourri. Je songe moins à le lui reprocher aujourd'hui quand je vois comme il insiste sur celle qui résume les impérieuses nécessités de l'heure : « Si tu veux la paix, la paix vraie et durable, fais la guerre à fond. » Cela, M. France le dit et le redit de toutes les manières, sans relâche, pour tout le monde, à des Français, à des alliés et à des neutres. Il peut le dire avec plus d'éloquence qu'un autre en produisant plus d'effet. Sa situation et ses opinions lui donnent plus d'autorité pour porter au loin, dans des milieux où il est bon qu'on en soit et qu'on en reste convaincu, cette affirmation de l'énergie et de la persévérance de notre pays, comme aussi de l'accord et de l'union entre Français. Et le volume, que l'éditeur présente sous la forme d'un livre de bibliophile pour le vendre au profit des mutilés de la guerre, revêtirait très utilement celle de l'ouvrage destiné à la propagande. En face des manœuvres pour amener une paix boiteuse et incomplète, qui ne font que commencer, il n'y en aurait guère de plus efficace. Je songe à ces milieux étrangers où la renommée et le prestige d'un France sont si grands. J'aime l'idée d'y faire proclamer par lui notre volonté ferme d'aller jusqu'au bout, notre résolution inébranlable de ne déposer les armes qu'après avoir assuré, par le châtiment sans

appel infligé à l'oppresseur, la victoire définitive du droit et de la liberté.

Je vois dans M. France, avec son passé récent sur lequel j'ai conscience de ne l'avoir point ménagé, avec ce qu'il écrit aujourd'hui, un propagandiste contre la paix boiteuse et pour la guerre à fond admirable et précieux. Je vois l'écrivain qui, dans un tel moment, partage sans subtilités raffinées et exprime les sentiments de son pays. Ceux-ci sont réduits à une extrême simplicité : se battre et tenir, lutter contre l'ennemi sans trêve ni merci. Il y va de l'existence de la patrie et de sa durée, de l'avenir du monde. Je pense au mot de Forain faisant dire aux combattants des tranchées : « Pourvu que les civils tiennent ! » M. France, qui tient et qui encourage à tenir, témoignera haut et loin que nous tenons, que nous tiendrons tant qu'il faudra. Sans m'occuper, en ce qui le concerne, d'hier ou de demain, j'ai le droit d'être content qu'il pense et sente dans cette guerre ce que nous pensons et sentons, qu'il puisse y rendre service à notre pays.

Mettrai-je en contraste l'attitude et la position de M. Romain Rolland? Dirai-je que, depuis le début de la guerre, il n'a pas pensé et senti avec nous, qu'il a pu desservir son pays dans ces mêmes milieux étrangers où M. France est en situation de le servir aujourd'hui utilement? J'hésiterais à trop accabler M. Romain Rolland, alors qu'il éprouve de fortes déceptions, qu'il déclare renoncer à la vaine et déplorable tentative qui les lui a values avec des attaques violentes de tous les côtés. M. Henri Massis publie chez Floury une brochure qu'il intitule *Romain Rolland contre la France* où, sous la forme agressive, on trouve plus d'une remarque juste et pénétrante sur l'auteur de *Jean-Christophe*. Le titre paraît dur et excessif, M. Romain Rolland aime la France à sa manière; sa manière est solitaire. Elle n'est et ne peut être celle d'aucun Français en ce moment. Son attitude, qui a tant choqué et irrité chez nous, semble encore plus fausse qu'elle n'est choquante. Sa fausseté a éclaté vis-à-vis des Allemands auprès desquels elle n'a pas eu plus de succès qu'auprès des Français. Les Allemands disent qu'ils nous aiment; M. Rolland, qui les aime un peu plus que nous ne les aimons aujourd'hui, n'a réussi, en cherchant un bon Allemand que nous puissions aimer avec lui, qu'à les choquer et à les irriter également par la façon dont il l'a cherché et présenté.

Il croyait, il y a peu de temps, l'avoir trouvé dans la personne d'un professeur Klein, mort récemment à la guerre, qu'il célébrait comme un héros en le louant d'avoir blâmé la violation de la neutralité belge. Là-dessus, un ami du mort, le professeur Messer, de Giessen, s'empressa d'adresser, dans une revue d'Iéna, une lettre ouverte à M. Romain Rolland pour protester avec indignation contre l'outrage immérité fait à la noble mémoire de son ami. Celui-ci était un Allemand authentique, un Allemand pur sang, qui approuvait tous les actes de son gouvernement, particulièrement ceux qui avaient été dirigés par une Allemagne confiante et loyale contre une Belgique perfide et déloyale. Il le sommait d'avoir à rétracter sans retard sa calomnie et ses éloges. Il envoyait un autre article à une revue de Zurich où il accusait formellement M. Romain Rolland de s'être rendu ainsi « complice de la prolongation de la guerre ».

M. Romain Rolland annonce qu'il va s'exécuter et se conformer, en ce qui concerne la mémoire du docteur Klein qu'il regrette d'avoir célébré, aux sommations énergiques du docteur Messer. Il déclare en

même temps qu'il abandonne la partie, qu'il renonce désormais à chercher, pendant la guerre, le terrain de conciliation supérieure où puissent se rencontrer des esprits français et allemands. « Chacun de mes articles, écrit-il, m'a valu d'être outragé dans chacun des pays. Des deux côtés, je me suis heurté à la même incompréhension. Les outrages ne m'émeuvent pas; mais l'incompréhension à la fin me désarme..... C'en est trop. Je me retire momentanément d'une aveugle mêlée où chacun des combattants n'écoute que sa propre passion et redit à tue-tête ses propres arguments, sans chercher le moyen de les rendre peu à peu accessibles aux autres. J'ai voulu le faire pour eux; j'ai tenté l'impossible... Je me retire dans l'art, qui reste le refuge inviolé; et j'attends que la folie du monde soit passée. »

M. Romain Rolland est contraint de se retirer de la mêlée, une mêlée qu'on pourrait appeler ici une polémique internationale de rapprochement pendant la guerre, pour avoir voulu se placer « au-dessus de la mêlée », c'est-à-dire de la guerre nationale et universelle. *Au-dessus de la mêlée*, c'était le titre d'un article qu'il publia dans le *Journal de Genève* et qui fut le premier acte de cette étrange et absurde croisade, vouée d'avance, comme il a fini par le reconnaître un peu tard, à l'insuccès. Il est singulier, par parenthèse, que les seuls articles parus dans le *Journal de Genève*, au cours de cette guerre, qui aient pu sembler déplaisants à des Français, y aient été signés par un Français. Je ne voudrais pas être aujourd'hui aussi sévère pour lui que l'ont été parfois des gens qui avaient eu jadis des idées voisines des siennes. Ce sont souvent ceux qui avaient affiché chez nous le plus d'admiration sans mesure ni réserve à l'égard de l'Allemagne qui se sont retournés contre elle le plus complètement. M. Romain Rolland est le seul qui ait cherché à garder, au milieu de cette guerre, et d'une guerre où l'Allemagne s'est montrée ce qu'on l'a vue, l'attitude de la paix et des anciennes admirations. Il n'y a gagné que de douloureuses déceptions.

Ce qu'on pourrait lui reprocher, autant et plus peut-être que d'avoir heurté chez ses compatriotes, dans un moment si grave, leurs sentiments les plus légitimes et les plus naturels, c'est d'avoir fait un peu de mal dans certains pays neutres où l'on s'imaginait naïvement que cet idéalisme orgueilleux, isolé et faussé, représentait chez nous quelque chose. M. Romain Rolland, qui faisait parfois figure, avant la guerre, de grand écrivain français pour l'étranger, avait à l'étranger une situation bien supérieure à celle qu'il avait en France. Il l'a perdue pour des pays comme l'Italie où cette situation était considérable dans les milieux de la jeune littérature, on y a paru stupéfait de son attitude, comme de l'idée de traiter d' « incompréhension » la force, dressée contre lui, des nécessités nationales. Evitons de juger trop sévèrement aujourd'hui M. Romain Rolland dans sa cruelle et complète désillusion. Constatons, comme un exemple salutaire et une leçon, le prix qu'il y a, pour un écrivain, à pouvoir éprouver et affirmer en de telles heures la simplicité et l'intégrité des sentiments qui doivent être ceux de tous les Français.

Pierre DE QUIRIELLE.

REVUE DES SCIENCES

LA CHIMIE MEURTRIÈRE DES ALLEMANDS

Dans une brochure récemment publiée à Leipzig sous ce titre : *Les dix commandements de fer du soldat allemand*, un Joachim von der Golz, fils du maréchal bien connu, et officier allemand lui-même, a écrit, entr'autres choses, ce qui suit : « Il n'y a pas de place pour la pitié dans le cœur du soldat allemand... Le soldat allemand doit être dur... Soyez terriblement impitoyables, soldats allemands... Mieux vaut laisser mourir de faim et de misère cent femmes et cent enfants ennemis que laisser souffrir, même un instant, un soldat allemand... »

Sans doute l'auteur a-t-il médité ces paroles de Clausewitz : « On ne doit pas hésiter à infliger aux pays conquis les plus terribles souffrances, parce que, plus il souffrira, plus tôt la pression disparaîtra... » En tous cas, il fut certainement formé à l'école de son père, le doux maréchal von der Golz, au dire duquel « ... les engins les plus meurtriers sont les plus humains... », et à celle du général von Bernhardi, dont il faut connaître la manière un peu spéciale de comprendre l'honneur militaire : « ... La guerre est la guerre, a-t-il affirmé, et la guerre doit être conduite sans merci... La France doit être écrasée d'une façon si complète que, jamais plus, nous ne la retrouvions sur notre chemin... Il faut violer délibérément les traités et les conventions, s'il est utile de le faire : la guerre est la guerre! *Krieg ist Krieg!* »

Cependant, le 18 octobre 1907, l'Allemagne a apposé sa signature au bas du texte annexé à la quatrième Convention de la Haye, et ce texte, qui réglemente les lois et coutumes de la guerre sur terre, est conçu en termes aussi explicites que formels :

.... *Art 22.* — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Art. 23. — Outre les prohibitions établies par des Conventions spéciales, il est notamment interdit :

a) d'employer du poison ou des armes empoisonnées;.....

e) d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;.....

f) de détruire ou de saisir les propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.....

Art. 43. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations, à raison de faits individuels, dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

D'autre part, la déclaration de La Haye, en date du 29 juillet 1899, a interdit aux Puissances contractantes, parmi lesquelles figurait l'Allemagne, l'emploi de projectiles, qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

Cependant, tandis que les diplomates de Berlin considèrent les traités comme des chiffons de papier sans valeur, les savants du pacifique Empire germanique ont fourni à l'armée de leur Maître les moyens de destruction les plus barbares et les plus cruels.

*
* *

Produits incendiaires.

Aussitôt que la Belgique eut refusé de se déshonorer en permettant aux troupes allemandes de violer sa neutralité, les représailles commencèrent contre elle. A Visé, à Andenne, à Aerschot, à Dinant, à Louvain, l'incendie fit rage. Plus tard, un certain nombre de villes et villages français eurent à subir le même sort.

Partout, l'armée des envahisseurs procéda de même avec un ordre et une méthode qui témoignent d'une préparation étudiée de longue date dans tous ses détails.

D'abord, des hommes, portant sur le dos des pulvérisateurs du genre de ceux dont on se sert pour les traitements anticryptogamiques de la vigne, pénétraient dans les maisons à détruire et en arrosaient toutes les pièces d'un mélange de benzine et d'essence de pétrole; derrière eux, une pompe automobile inondait de pétrole lampant les façades et les toits. Cela fait, des gradés disposaient de place en place, sur le plancher des chambres et sur le rebord intérieur des fenêtres, de petites pastilles noirâtres, affectant la forme de disques percés en leur centre d'un trou circulaire, et dont ils portaient des chapelets dans leurs cartouchières. Ces pastilles étaient faites du produit bien connu dans l'industrie, que le docteur Hans Goldschmidt, d'Essen, a fait breveter sous le nom de « thermit ».

La préparation du thermit repose sur ce fait d'ordre général qu'un mélange, essentiellement composé d'une combinaison métallique oxygénée à laquelle est ajouté de l'aluminium pulvérulent, mis en ignition sur un point de sa masse, continue à brûler lui-même sans avoir besoin de l'oxygène de l'air pour entretenir sa

combustion, et développe en brûlant les plus hautes températures actuellement connues, températures de tous points comparables à celles que l'on obtient par le four électrique. Le produit fabriqué par Goldschmidt est un mélange intime d'oxyde de fer et d'aluminium réduit en poudre fine; quand on l'enflamme au moyen d'une simple allumette, il fournit, au bout de quelques secondes, une température de + 3000 degrés, capable de fondre le fer sans aucune difficulté.

Pour rendre l'allumage plus facile, les pastilles incendiaires de l'armée allemande sont additionnées d'un peu de peroxyde de baryum, c'est-à-dire d'un oxyde métallique très instable : mais, en tout état de cause, la flamme produite par la combustion du pétrole ou de la benzine suffit largement à les allumer.

Le thermit a des applications industrielles nombreuses et très intéressantes. D'abord, il sert à la préparation des métaux réfractaires purs (chrome, manganèse, tungstène, titane, bore, vanadium) ou de leurs alliages avec le fer (ferro-chrome, ferro-titane, ferro-bore, ferro-vanadium) : les uns et les autres sont obtenus exempts de carbone et dans un état parfait de pureté chimique. D'autre part, il est couramment employé au soudage des métaux et particulièrement du fer : grâce à lui, on peut très facilement joindre de façon intime deux pièces du même métal, deux rails ou deux tuyaux par exemple, ou encore réparer des pièces métalliques usées et avariées par suite d'accident. C'est ainsi qu'il donne la possibilité de remettre à neuf, sur place, des rails usés, des dents de pignons détériorées, des plaques de blindage défectueuses. Dans le premier cas, il intervient uniquement comme agent de chauffage; dans le second, il fournit le métal pur qu'on veut couler, et l'amène à la température nécessaire pour sa fusion.

En raison des chaleurs extrêmes que le thermit développe en brûlant, il était logique qu'il s'imposât à l'attention de l'état-major allemand et fût employé par lui comme agent incendiaire. Le feu communiqué est, en effet, d'une extinction difficile et, de plus, les pièces métalliques avec lesquelles le thermit est en contact sont presque instantanément chauffées, de telle sorte qu'elles fondent ou, tout au moins, se dilatent brusquement : dans les deux cas, il s'ensuit des ruptures d'équilibre dans les constructions qui les contiennent, et dont la solidité se trouve ainsi grandement compromise.

Nos ennemis se servent également du thermit pour charger leurs obus incendiaires et les bombes que leurs Zeppelins s'efforcent de lancer sur les villes ouvertes, les habitations privées, les écoles, les hôpitaux, les ambulances ou les églises. Quelques-unes de ces bombes, lancées sur Paris, ont été recueillies intactes :

il a dès lors été possible de les examiner avec soin, d'étudier leur construction dans tous ses détails et d'analyser leur contenu. Elles se composent d'un cylindre central, formé d'oxyde de fer et de poudre d'aluminium, avec une petite quantité d'oxyde de cuivre et de bioxyde de manganèse, c'est-à-dire de produits cédant leur oxygène avec facilité. Le mélange est enflammé par une charge intermédiaire, composée d'aluminium et de bioxyde de baryum, mélange dont la mise de feu est assurée par une amorce à percussion. Quand la réaction des substances contenues dans le cylindre central est commencée sur un point, elle se propage presque instantanément à toute la masse : l'aluminium se combine à l'oxygène de l'oxyde de fer, pour former de l'alumine, avec libération de fer liquéfié. Le cylindre de thermit est placé dans une boîte tronconique en tôle perforée, qui est remplie de matières résineuses très inflammables et enroulée d'une corde imprégnée de goudron. Au fond de la boîte de tôle, se trouve un récipient empli de phosphore blanc qui, sous l'action de la chaleur dégagée, entre en fusion et s'échappe par une ouverture de faible diamètre. L'ensemble constitue une machine dangereuse et douée d'un grand pouvoir incendiaire. Son inflammation est difficile à arrêter, en raison de la haute température du métal fondu. De plus, elle s'accompagne d'un dégagement intense de gaz et de vapeurs délétères, notamment en raison des fumées produites par la combustion du phosphore.

*
* *

Liquides enflammés.

Tandis qu'ils emploient, en toutes circonstances, les artifices à base de thermit pour incendier les immeubles privés et les édifices publics, les Allemands n'hésitent pas non plus à recourir au jet de liquides enflammés pour repousser les troupes alliées et les forcer à se replier, en abandonnant leurs retranchements de première ligne. C'est là une opération criminelle que la Convention de la Haye condamne en termes formels; mais l'état-major allemand ne s'embarrasse d'aucun scrupule, ainsi qu'en témoigne la note de service suivante dont le texte a été trouvé sur un officier prisonnier.

IIe ARMÉE — QUARTIER GÉNÉRAL

—

Note n° 39. — *Saint-Quentin, 16 octobre 1914.*

—

.....

4° *Projecteurs de flammes ou de liquides fumigènes.* — Ces moyens seront mis à la disposition des corps de troupe, suivant leurs besoins, et

sur demande adressée au commandant en chef. Les corps recevront en même temps le personnel instruit qui est absolument indispensable à la manœuvre de ces engins; ce personnel devra être renforcé par des pionniers des compagnies de campagne choisis à cet effet et qui recevront l'instruction nécessaire.

Les projecteurs de flammes sont employés par des pionniers spécialement dressés à cet effet; ce sont des appareils semblables à un extincteur portatif d'incendie et qui projette un liquide s'enflammant immédiatement, de façon spontanée. Les vagues de flammes ont une longueur et une largeur utiles de 20 mètres. Elles ont un effet mortel immédiat et elles repoussent l'ennemi à une grande distance, par suite de leur développement de chaleur.

Comme elles brûlent pendant une durée de une minute et demi à deux minutes et comme on peut les interrompre à volonté, on recommande de ne donner que des jets de flammes isolés et courts, de manière à pouvoir combattre plusieurs objectifs avec une seule dose de remplissage. Les projecteurs de flammes seront employés principalement dans les combats de rues et de maisons; ils seront tenus, prêts à être employés, dans la position d'où part l'assaut.

Le chef d'escadron d'artillerie,

L. Linard.

Pour le chargement des appareils spéciaux dont parle la note qui vient d'être traduite ci-dessus[1], les Allemands ont à leur disposition plusieurs produits. Ils en emploient deux de préférence : l'hydrogène phosphoré liquide (P^2H^4), et la diméthylphosphine $(CH^3)^2HP$.

Le premier, découvert en 1845 par Thénard, est un liquide incolore, très réfringent, dense, insoluble dans l'eau, et qui s'enflamme dès qu'il arrive au contact de l'air. Ce n'est guère, en temps de paix, qu'un produit de laboratoire, de manipulation délicate, mais dont la préparation industrielle est cependant assez facile, et qu'avec quelques précautions il est possible d'obtenir aisément en grandes masses. Les chimistes allemands se sont attachés à fixer une technique simple pour sa fabrication, mais il est bien certain que leurs recherches à ce point de vue étaient uniquement guidées par la volonté de donner aux soldats de leur Empereur un procédé de lutte déloyale.

On en peut dire autant de ceux qui ont étudié la diméthylphosphine, liquide plus léger que l'eau et spontanément inflammable au contact de l'air : seul, le désir de faire servir ce produit à des

[1] Il n'est pas sans intérêt de publier le texte de cette note de service par laquelle il est établi sans contestation possible qu'*au début de la campagne*, les Allemands disposaient d'un matériel spécial et d'un personnel instruit destinés l'un et l'autre à arroser nos troupes de liquides enflammés. Ils avaient donc prémédité de violer, sur ce point comme sur bien d'autres, la Convention de La Haye de 1907, aux prescriptions impérieuses de laquelle ils s'étaient cependant engagés solennellement à obéir.

usages militaires a pu les déterminer à fixer les règles de sa préparation industrielle.

Quand, tout à fait au début de la campagne d'hiver, les nôtres furent, pour la première fois, aspergés de liquides enflammés qui leur firent d'atroces blessures, notre Etat-major réclama, à très juste titre, les moyens de rendre à l'ennemi coup pour coup. Une Commission fut alors nommée, qui se mit à l'œuvre, comme l'ont fait et le feront toujours toutes les Commissions..., avec une sage lenteur. Le 7 juin 1915, l'appareil et le produit préconisés par elle furent mis en service à Vaucquois [1] et, désormais, la « pompe à griller les Boches », plus puissante, plus efficace que celle de nos ennemis, et de portée bien supérieure à la sienne, fonctionne quand il est nécessaire.

*
* *

Liquides corrosifs.

En même temps que des liquides enflammés, les Allemands lancent aussi sur nos troupes des liquides corrosifs. Des récipients en métal solide, intérieurement doublés de plomb, et à demi remplis d'acide sulfurique ou de soude caustique, sont mis en communication avec des bouteilles d'azote sous pression, et l'ouverture d'un robinet permet d'utiliser le gaz à projeter le liquide corrosif par le moyen d'un ajutage qui l'étale en nappe meurtrière.

*
* *

Gaz asphyxiants.

Ils ont été plus loin encore et, le 22 avril 1915, dans les Flandres belges, ils ont commencé à faire usage de gaz axphyxiants pour préparer, contre les troupes britanniques et françaises, une attaque qui fit reculer momentanément le front des Alliés. Depuis, ils ont renouvelé à plusieurs reprises l'emploi de cette arme de combat déloyale : mais il est consolant de constater qu'en maintes circonstances elle s'est retournée contre eux.

L'idée d'axphyxier l'ennemi est, du reste, ancienne; Polybe nous apprend qu'en 189 avant Jésus-Christ le consul romain Fabius Nobilior, désespérant de vaincre la résistance des défenseurs d'Ambracie, en Etolie, fit creuser une galerie qui permit à ses soldats d'atteindre à couvert les murs de la forteresse. Les assiégés s'en aperçurent et pratiquèrent aussitôt une contre-mine, si bien que les hommes des deux armées se rencontrèrent un jour

[1] Communiqué officiel du 7 juin, 23 heures.

à la jonction de leurs sapes respectives et se battirent à six pieds sous terre. Bientôt, les deux partis en présence se retranchèrent au moyen de barricades improvisées; dès lors l'issue de la lutte apparut à chacun d'eux incertaine. Voyant cela, le chef des Ambraciens fit disposer dans sa mine un tonneau qui l'obstruait complètement : l'un des fonds, du côté des assiégeants, en était remplacé par un couvercle de fer percé de petits trous; l'autre fond livrait seulement passage à un tuyau auquel était adapté un soufflet de forge. A l'intérieur du tonneau, il fit placer des petites plumes trempées dans de la poix et de la résine, qu'il alluma, et dont la combustion était attisée par le vent du soufflet de forge. Aussitôt, une épaisse fumée âcre se dégagea et, poussée du côté des assaillants par le jeu du soufflet, les força à laisser la place libre. Polybe affirme que ce stratagème prolongea longtemps la résistance d'Ambracie et rendit inutile la galerie du consul Fabius Nobilior.

Tite-Live rapporte, lui aussi, des cas analogues où des fumées irrespirables furent mises en œuvre pour arrêter l'effort des assaillants et constituer devant eux un véritable rempart infranchissable.

Durant les guerres du moyen âge, la « fumée de soufre », celle de la paille mouillée ou des étoupes enduites de résine furent employées comme moyen d'attaque ou de défense.

Mais les peuples modernes ont considéré que ce sont là des armes traîtresses et les nations civilisées se sont engagées à n'y jamais recourir. Les Allemands, cependant, qui ne nous font pas une guerre de gens civilisés, ont constitué tout un matériel d'asphyxie, pour la mise sur pied duquel ils ont fait appel à toute la science de leurs chimistes.

A vrai dire, le problème à résoudre n'a rien de particulièrement difficile : que l'on forme, comme les Allemands l'ont fait au début, un barrage gazeux poussé vers l'ennemi par un vent soufflant de façon convenable ou que l'on charge des projectiles explosifs, obus ou grenades, de substances dont la combustion libère des gaz irrespirables, il suffit *a priori* de quelques connaissances chimiques pour lui trouver de nombreuses solutions ; le tout est de fixer son choix, non pas seulement sur des produits dangereux, mais avant tout sur des produits susceptibles d'être fabriqués en grandes masses, transportés aisément aux points d'utilisation et manipulés sans difficultés pratiques trop considérables.

Dans cet ordre d'idées, tous les chimistes savent que leur attention doit se fixer d'abord sur les gaz qui se liquéfient à des températures relativement hautes, comme l'anhydride sulfureux, le chlore, le brome, le bioxyde d'azote : ces gaz peuvent être

transportés en tubes clos munis d'un robinet détenteur dont l'ouverture donne naissance à de grandes masses de fluides irritants et toxiques. Ceux-ci doivent être plus lourds que l'air, de façon à demeurer longtemps au ras du sol sans s'élever dans l'atmosphère et s'y perdre; pour cette raison, l'oxyde de carbone est inemployable, parce que, moins dense que l'air, il se diffuse aussitôt qu'il est libéré. Enfin, le nuage formé doit avoir une couleur nette, pour que la troupe qui en fait usage soit toujours avertie de sa présence et ne coure pas le risque de pénétrer par mégarde dans la zone qu'il a envahie.

Il ne convient pas d'entrer dans le détail des raisonnements et des recherches qui ont conduit les spécialistes à savoir très vite de quels produits les Allemands se sont servis. Il est à coup sûr plus intéressant de se borner à indiquer ce qu'est, à cet égard, leur opinion actuelle.

Nuages asphyxiants. — Lors de leur attaque du 22 avril 1915, les Allemands ont profité d'un vent qui soufflait de leurs lignes vers les nôtres pour faire dégager un nuage lourd, opaque, s'élevant à quelques mètres seulement et qui, roulant pour ainsi dire sur le sol, vint envahir nos tranchées. Il y eut chez nous et chez nos alliés d'assez nombreux cas mortels, mais, surtout, et fort heureusement, un nombre beaucoup plus considérable de phénomènes asphyxiques plus ou moins graves, dont la plupart guérirent après quelques jours d'un traitement approprié.

Les témoins oculaires et les survivants ont vu ce nuage sous des apparences très diverses : ils lui attribuent des couleurs variant du blanc jaunâtre au rouge verdâtre, en passant par toute la gamme des jaunes rougeâtres, des jaunes verdâtres et des verts rougeâtres : en un mot, leurs témoignages sont absolument discordants. Il faut en conclure que nos ennemis ont eu recours à des produits différents en divers points de leurs lignes.

Au moyen de feux allumés en avant de leurs tranchées, ou plutôt encore dans leurs tranchées elles-mêmes, momentanément abandonnées, ils ont, en certains endroits, brûlé de la fleur de soufre, pour produire de l'anhydride sulfureux, et du trioxyméthylène, pour produire du formol gazeux. Les deux gaz ainsi libérés ont une odeur irritante aiguë; de plus, le formol attaque violemment la conjonctive et provoque un larmoiement intense.

En d'autres endroits, ils ont ouvert des récipients contenant soit du chlore liquide, soit du peroxyde d'azote ou de l'hypoazotide, soit du brome, soit un mélange de chlore liquide et de brome. Le chlore est verdâtre, le peroxyde d'azote et le brome sont de couleur rouge ou rouge brunâtre.

Le professeur Leclercq, de l'Université de Lille, et le docteur Dujarric de la Rivière, qui ont soigné à Calais 112 soldats ayant subi l'action des gaz irritants employés par les Allemands à Langemark, se sont trouvés dans des conditions particulièrement favorables pour observer ces malades quelques heures à peine après l'intoxication. D'après eux, l'action des gaz irritants a déterminé des manifestations cliniques variées. Dans la majorité des cas, les phénomènes bronchiques ou pulmonaires ont dominé la scène; mais l'atteinte hépatique ou rénale fut parfois au premier plan, et associée souvent à des phénomènes broncho-pulmonaires. Chez plusieurs des sujets en traitement, les phénomènes pulmonaires ont été sans gravité réelle; mais chez quelques autres, l'atteinte a été profonde et il est survenu des broncho-pneumonies, des pneumonies massives, ou même des gangrènes pulmonaires.

C'est là tout le tableau clinique des désordres consécutifs à une irritation profonde de l'appareil respiratoire par des vapeurs de chlore, de brome et probablement aussi de peroxyde d'azote. En ce qui concerne ce dernier corps, il paraît difficile de ne pas croire à sa présence dans le nuage asphyxiant des Allemands, d'abord en raison des cas de gangrène pulmonaire qui ont été constatés, mais surtout en raison de ce fait que certains soldats atteints présentaient une coloration de la peau en jaune rougeâtre, coloration qui ne saurait guère être expliquée autrement que par le contact des vapeurs rutilantes du produit nitreux.

Quoi qu'il en soit, l'opinion des spécialistes a pu être fixée, à la suite de toute une série de constatations concordantes, et la composition du nuage asphyxiant précisée : ce nuage contenait principalement des vapeurs de chlore et de brome, accessoirement des vapeurs de peroxyde d'azote, d'hypoazotide, d'anhydride sulfureux et de formol.

Il était, d'ailleurs, logique, pour nos ennemis, de recourir à la fois au chlore et au brome, qu'ils avaient à leur disposition, dès le temps de paix, en quantités importantes.

Le chlore est un sous-produit du traitement électrolytique du sel marin effectué en vue d'obtenir la soude, et de la fabrication par électrolyse de l'hydrogène destiné au gonflement des aérostats. Ces deux industries, la première surtout, se sont développées en Allemagne, durant ces dernières années, à un tel point que « le problème du chlore », ou plutôt de son utilisation rémunératrice, s'est imposé avec une véritable acuité à l'attention des chimistes allemands. Ils l'ont résolu en développant, autant qu'il leur a été possible, les emplois des chlorures décolorants qu'ils sont arrivés à exporter à très bas prix, en vulgarisant les dissolvants chlorés

des corps gras, notamment le tétrachlorure de carbone, et en donnant une extension toujours croissante à la vente du chlore liquide. Au moment de la déclaration de guerre, celui-ci était couramment livré au commerce au prix de 0 fr. 55 à 0 fr. 80 le kilogramme, logé en cylindres d'acier qu'il n'attaque pas à l'état sec et qui n'ont pas besoin d'être très résistants, en raison de ce fait que le chlore peut être liquéfié sans difficulté, et par la seule pression, à la température ordinaire. Les bas prix auxquels le chlore liquide était vendu en Allemagne s'expliquaient difficilement : on comprend aujourd'hui qu'ils étaient rendus possibles par les achats importants de l'armée et les débouchés considérables fournis par la préparation de la guerre.

Quant au brome, c'est un sous-produit de l'industrie des sels de Stassfurt : les bromures et les iodures contenus dans les sels bruts s'accumulent dans les eaux-mères après l'extraction des sels destinés au commerce. Ils en sont extraits facilement par un barbotage de chlore liquide qui précipite d'abord l'iode; les eaux-mères chargées de bromures sont alors chauffées méthodiquement par la vapeur d'eau dans un appareil qui permet de recueillir du brome pur et de récupérer tout le chlore non entré en réaction. C'est là une fabrication très économique et qui fut encouragée par le gouvernement allemand à tel point que les Allemands avaient, depuis quelques années, fini par monopoliser presque la fourniture des bromures consommés en Europe. Il apparaît maintenant que cette fourniture masquait en quelque sorte la production du brome, à peu près inutile dans la pratique pour tous les usages, sauf ceux d'une armée qui méconnaît systématiquement les lois de la guerre.

En possession de quantités importantes de chlore et de brome, les chimistes militaires allemands les ont employés, le plus souvent, en mélange[1] et d'une façon qu'il est curieux de connaître.

Il faut savoir, en effet, qu'après nous avoir contraints à reculer, les Allemands n'ont pas pu conserver leur avantage momentané : nous avons reconquis nos positions perdues et, dans plusieurs circonstances, pris sur eux un avantage qui nous a permis d'occuper certaines de leurs lignes où nous avons trouvé en place toute leur installation meurtrière.

Ils avaient transporté dans leurs tranchées des récipients cylindriques en acier, pesant, chargés, 65 kilogrammes, de 25 centimètres environ de diamètre et de 1^{m},25 de longueur, surmontés d'un tube métallique droit de 20 millimètres de diamètre

[1] Le brome, liquide à la température ordinaire, est soluble en toute proportion dans le chlore liquéfié.

et de $1^m,80$ de longueur, terminé à son extrémité libre par un ajutage coudé à angle droit. Un robinet-pointeau permettait de libérer le gaz ou les vapeurs contenus sous pression dans les récipients. Ceux-ci étaient disposés verticalement dans leurs tranchées, contre le bord le plus rapproché de nos lignes, l'ajutage coudé dépassant de 10 centimètres environ le niveau de la masse couvrante. Il suffisait d'ouvrir le robinet-pointeau pour que le mélange de chlore et de vapeurs de brome s'échappât et fût projeté à 3 ou 4 mètres. Le chlore pèse 2,50 fois, le brome 5,50 fois, le peroxyde d'azote 3 fois, l'acide sulfureux 2,2 fois plus que l'air. Le mélange de vapeurs et de gaz, qu'il soit uniquement composé de chlore et de brome, ou qu'il soit plus complexe, reste donc au niveau du sol et rampe pour ainsi dire à sa surface sous l'influence du vent, ou si la déclivité du terrain l'incite à progresser.

D'une façon générale, les récipients à gaz sont disposés à des intervalles de 20 à 25 mètres, et par groupes de 3 ou 4, sur toute l'étendue du front qu'il s'agit de couvrir. Des usines établies à l'arrière permettent le remplissage des récipients vides : les gaz liquéfiés y sont amenés des centres de production installés à une certaine distance de la zone des armées.

Projectiles. — Une semblable disposition est évidemment très ingénieuse, — en théorie tout au moins. Mais un beau jour, au moment où un nuage asphyxiant s'élevait en avant des tranchées ennemies, une brusque saute de vent survint, qui le poussa vers l'arrière et prit les Allemands à leur propre piège[1]. Ils apprirent ainsi à être plus prudents, à ne tendre leurs barrages de vapeurs délétères qu'aux jours et aux heures où le vent est favorable, mais surtout à se défier d'une arme souvent dangereuse pour ceux-là mêmes qui la manient.

Ils ont alors improvisé un moyen d'attaque nouveau et lancé à courte distance sur nos lignes des grenades formées d'un simple globe de verre renfermant des gaz liquéfiés ou des liquides dégageant des vapeurs asphyxiantes (brome, acide azotique fumant, formol, etc., etc.). Ce mode d'attaque ne semble pas leur avoir donné des résultats bien satisfaisants, puisqu'après quelques essais ils ont renoncé à s'en servir.

Il en a été de même, jusqu'ici, des bombes asphyxiantes envoyées à diverses reprises dans nos tranchées par des mortiers ou des lanceurs de mines; munies d'une fusée percutante et chargées d'une quantité de poudre suffisante pour les faire éclater en tombant, elles libéraient des produits analogues à ceux que con-

[1] L'effet nocif des gaz asphyxiants se fait sentir à 2 kilomètres en arrière de nos tranchées de première ligne et leur odeur est perçue jusqu'à 5 kilomètres du point où ils sont libérés.

tenaient les grenades à main. Rien n'empêche de croire qu'un jour ou l'autre nos ennemis auront perfectionné, sur ce point, leurs premiers essais; mais, pour le moment, les résultats pratiques obtenus par eux ont été médiocres.

Aussi les Allemands s'en tiennent-ils à leurs nuages de chlore, de brome et de vapeurs nitreuses. Les données expérimentales fournies par les physiologistes apprennent que l'air contenant 1 pour 1000 de chlore est mortel et que, s'il renferme 1 pour 10 000 de chlore, il est irrespirable. Mais ces données, toutes théoriques, ne sont pas confirmées par les événements de guerre. Il faut, en effet, pour qu'elles soient exactes, tout un ensemble de circonstances favorables qui sont rarement réunies. Le vent doit être faible afin de ne pas dissiper trop vite le nuage; il doit souffler, bien entendu, dans la direction des tranchées adverses et ne pas avoir de saute tant que le barrage asphyxiant demeure tendu; enfin, l'air doit être assez sec, le chlore, le brome et les vapeurs nitreuses étant solubles dans l'eau.

Toutes ces conditions étant réunies, il est aisé de calculer que pour lancer, avec un vent de 100 mètres à la seconde, un nuage de 2 mètres de hauteur où l'air contienne 1/100 de vapeurs toxiques, il faut libérer par mètre de front et par seconde 200 litres de chlore gazeux à la pression ordinaire. On voit par ces chiffres qu'il est parfaitement impossible de concevoir le lancement sur notre front entier d'un nuage suffisant pour déterminer, de notre part, un recul général. Tout ce que les Allemands ont pu faire, ce fut, dans une de leurs attaques, de produire un nuage qui persista pendant 4 heures, atteignit 7 mètres environ de hauteur, et s'étendit en longueur sur 8 kilomètres : pour cela, ils ont dû se résoudre à une dépense énorme de produits difficilement transportables en bouteilles d'acier pesant de 60 à 65 kilogrammes chacune.

*
* *

Notre défense contre l'asphyxie

Il serait puéril de nier le danger que de semblables procédés de combat font courir à une troupe surprise et dépourvue de moyens de défense. Mais, très heureusement, tel n'est pas le cas des nôtres.

Au lendemain du jour où les Allemands employèrent pour la première fois des gaz asphyxiants, on se préoccupa, chez nous et en Angleterre, de soustraire à leurs atteintes les défenseurs du front. Il fallut exactement quarante-huit heures pour découvrir au problème posé, non pas une, mais plusieurs solutions diversement satisfaisantes.

Si, au moment où le nuage s'avance en roulant pour ainsi dire sur le sol, poussé par un vent favorable et de vitesse modérée, on répand de l'ammoniaque en avant de lui, les vapeurs dégagées réagissent vivement sur le chlore et donnent de l'azote accompagné de chlorhydrate d'ammoniaque. Il se forme un nuage blanc opaque, provoquant la toux, mais relativement peu toxique. Cette solution, d'ailleurs, est sans intérêt quand les gaz asphyxiants sont un mélange de chlore, de brome et de vapeurs nitreuses.

Si on lance sur le nuage asphyxiant des pétards chargés de poudre noire, la déflagration de cette poudre le dilacère pour ainsi dire, tandis que les gaz dégagés par elle le diluent mécaniquement; en même temps ces gaz entrent en réaction avec le chlore et le brome pour former des sels neutres, chlorures ou bromures de potassium, qui en diminuent considérablement l'effet toxique.

Mais le mieux est d'imiter simplement les Allemands qui donnent aux pionniers chargés de leur service d'asphyxie des masques respiratoires, essentiellement constitués par du coton imprégné d'une solution d'hyposulfite de sodium. Au contact de ce sel neutre et non caustique, le chlore donne du chlorure et du tétrathionate de sodium, c'est-à-dire des produits sans danger. Le mécanisme des réactions qui ont lieu au cours de la filtration des gaz toxiques à travers le coton imbibé d'hyposulfite de sodium est, au demeurant, assez complexe, et ce n'est certainement pas le lieu de l'exposer ici. Les précisions d'ordre purement chimique ne sauraient intéresser que des chimistes.

Il est préférable de se borner à dire qu'à l'heure actuelle, à la suite de perfectionnements successifs, l'appareil respiratoire donné à nos soldats les préserve *absolument* de toute atteinte des gaz lancés par les Allemands. Il consiste en une cagoule que l'on place sur la tête par dessus le képi, qui descend plus bas que le cou et vient s'insérer, en s'y fixant, sous le col de la veste : une plaque de mica est disposée à la hauteur des yeux. Cette cagoule est trempée, avant usage, dans une solution neutralisante composée, en proportions définies, d'hyposulfite de sodium, de glycérine et de carbonate de soude qui agit à la fois sur le chlore et le brome en même temps que sur les vapeurs nitreuses et sur l'acide chlorhydrique produit par la réaction de l'hyposulfite. Du reste, un simple linge mouillé d'eau pure placé devant la bouche et les fosses nasales constitue une protection efficace contre les gaz asphyxiants, en raison de ce fait que l'eau les dissout et les fixe [1].

[1] La protection est beaucoup plus efficace encore si le linge est mouillé, non pas d'eau, mais d'urine : ce liquide physiologique contient, en effet, de l'urée, qui, en sa qualité de corps réducteur, réagit avec le chlore, le brome et les vapeurs nitreuses qui ont, à un très haut degré, des propriétés

En somme, il est très rassurant de savoir que, désormais, « nos poilus » n'ont plus rien à craindre des gaz asphyxiants lancés sur eux par les Allemands [1].

Il n'est pas moins rassurant de se dire que, le jour où le Commandement le voudra, nous serons, nous aussi, en mesure de rendre aux Allemands coup pour coup. C'est, du moins, ce qui a été affirmé récemment, à la tribune de la Chambre, par M. Millerand, ministre de la guerre. Celui-ci a fait preuve d'une très louable initiative en nommant une Commission des gaz asphyxiants qui compte parmi ses membres des hommes extrêmement savants, d'autres qui le sont moins. Cette Commission a eu des réunions fréquentes : elle a procédé à des expériences intéressantes à divers points de vue; nul doute qu'elle ne soit arrivée, si des chimistes compétents lui ont été adjoints, à doter notre armée du matériel, des produits et des méthodes qui lui permettront de prouver aux Allemands notre volonté bien arrêtée de les suivre sur tous les terrains où ils porteront la guerre. Nous leur montrerons ainsi que, parfois, le mot « représailles » a un sens précis dans la langue militaire française.

Francis MARRE.

oxydantes. Aussi est-ce avec raison que, dans certains secteurs, on a employé l'urine tant que l'Intendance n'a pas fourni les cagoules respiratoires actuelles. Le moyen était peu engageant, mais il a sauvé de nombreuses vies humaines.

[1] Il est amusant de noter, en passant, qu'un journal du soir a proposé très sérieusement de disposer dans nos lignes des ventilateurs qui repousseraient les nuages asphyxiants. Si un nuage de 2 mètres de haut et de 100 mètres de profondeur est étendu sur un front de 1 kilomètre, il aura un volume de $2 \times 100 \times 1000 = 200\,000$ mètres cubes. Si on attribue à ce nuage une masse de 3 kilogrammes environ par mètre cube, ce qui est à peu près le cas d'un mélange de chlore et de brome, pour le lancer à une vitesse de 5 mètres à la seconde, ce qui correspond tout au plus à la vitesse d'une bonne brise, il faudra développer une puissance qui, d'après la formule $\frac{1}{2} m v^2$, sera de : $\frac{1}{2} \times 3 \times 200\,000 \times 25 = 7\,500\,000$ kilogrammètres. Mais cette puissance développée sera elle-même insuffisante, en raison de la masse d'air située en arrière du nuage et qui devra être également refoulée, en raison aussi de la vitesse propre du vent par lequel le nuage est propulsé. Il faut donc, au bas mot, tripler le nombre calculé et, par conséquent, disposer, pour actionner les ventilateurs, d'une puissance d'environ 22 500 000 kilogrammètres par kilomètre de front à protéger. Ce calcul simple se passe de commentaires.

CHRONIQUE POLITIQUE

Quelle variété de considérations fournirait l'anniversaire de ces jours-ci! Déjà un an, diraient les uns. Un siècle, diraient les autres, et ce seraient les plus nombreux... Et je crois qu'il vaut mieux ne pas faire de pèlerinage dans les journaux parus à la même époque il y a douze mois. Quel rêve! Des années et des années se sont entassées en ce laps de temps, et tout a vieilli plus vite, même le souvenir. Mais tout s'est fortifié aussi, et la volonté et l'espoir. Ce fut une année à la fois terrible d'angoisses et radieuse d'héroïsmes. Je n'aime guère qu'on abuse de ce dernier mot, comme on y est d'habitude trop porté; mais il est vrai que, cette année, c'est en grand nombre que se levèrent les héros. Et si je m'incline très bas devant ceux que frôla la gloire en leur laissant la trace d'une « citation », avec quelle émotion encore plus tendre ne faut-il pas saluer cette foule inconnue de héros anonymes qui dépensèrent, sans témoins, sans encouragements, sans bruit, l'enthousiasme acharné de leur âme, qui trempèrent au feu de leurs désillusions leur rage de certitude et qui de leurs tentations de lassitude firent litière à leur volonté de vaincre! Soldat perdu dans un coin de tranchée; territorial enlisé dans la boue d'un boyau; officier qui, dans son secteur restreint, a connu l'ivresse du triomphe et qu'un ordre supérieur condamne à la retraite parce qu' « il le faut »; ceux qu'on ignore et ceux qu'on veut ignorer; tous les sacrifiés aux exigences de la guerre ou des hommes; tous ceux qui ne seront jamais cités qu'à l'ordre de leur conscience : soldats qui furent des héros parce qu'ils méprisèrent l'humanité! De ceux-là aucune liste ne sera jamais dressée; aucun ruban d'aucune sorte ne fleurira leur boutonnière; mais leur masse sans rancune et sans gloire servira de base à la cité future. Je voudrais, après la guerre, que dans chaque salle d'honneur régimentaire, à côté du tableau où l'on ne manquera pas d'inscrire les beaux traits officiellement consacrés, il y eût une mention discrète : « Aux héros inconnus! » Et ce serait aussi justice.

Je vois que beaucoup de nobles esprits se préoccupent du reste d'établir autant que possible une marque distinctive pour les espèces diverses des revenants de la guerre. Ils ont déjà obtenu la création de la croix de guerre, qui, par la variété de ses agrafes, indique de quelle nature fut la « citation » qu'elle consacre : et c'est très bien. Ils demandaient un autre insigne pour les blessés et les mutilés de la guerre : il ne leur a pas été accordé jusqu'ici et j'avoue que la question est assez épineuse. J'entends encore tel jeune sous-officier ayant perdu un bras à la guerre et qui me disait sans amertume : « Que voulez-vous, je suis maintenant « le « glorieux blessé »; dans deux ans, je ne serai plus qu'un « mutilé »; dans cinq ans et pour toujours, je serai devenu « l'estropié ». Ce garçon-là, un brave s'il en fût, était un sage. Il faisait la part de l'exaltation indispensable aujourd'hui, mais ne se leurrait pas sur la réalité prochaine, bien qu'il eût la croix de guerre. Le difficile, en ces sortes de question, est de garder la mesure. Je comprends fort bien qu'un manchot qui aura perdu son bras à la bataille tienne à ne pas être confondu avec le mendiant qui tend sa casquette, aux pardons ou aux pèlerinages, ou plus simplement aux portes des églises : ce scrupule est très respectable. Mais, d'autre part, il peut y avoir, il y a certainement, dans la vie civile, des mutilés qui l'ont été, si l'on peut ainsi parler, plus volontairement encore que tels ou tels mutilés de guerre et aussi méritoirement, et qu'emporte le torrent des dévouements anonymes. Et surtout ne voit-on pas poindre un danger qu'à mon sens il serait important d'éviter? Ne craint-on pas, en acquiesçant à ce désir — fort humain, certes, et qui, sous de multiples formes, fait tant de victimes dans tous les ordres d'idées, — de différenciation, on l'exaspère jusqu'à faire éclore des demandes imprudentes : le soldat des tranchées ne voudra-t-il pas un insigne qui le distingue du tringlot, et l'aviateur de l'automobiliste, et le sapeur de l'artilleur? La pente est glissante et conduirait vite à l'excès, sinon plus loin. La vraie façon, me semble-t-il, de marquer avec justice la participation à la guerre, ce serait tout bonnement de créer une médaille commémorative spéciale, qui suffirait à faire dire de quiconque la porterait : « Celui-là en fut. » La Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre indiqueraient assez le reste. Quant à pouvoir doser exactement le mérite de chacun, j'imagine qu'un peu de réflexion fera voir que c'est absolument impossible, dès l'instant que ce mérite n'est pas apprécié, pesé et coté par une seule personne pour l'armée entière. Il n'est pas arrivé qu'à moi de connaître deux traits de bravoure autant que possible identiques, et qui se sont pro-

duits à deux endroits différents du front. L'un aura motivé une citation superbe, un petit chef-d'œuvre de récit militaire en dix ou vingt lignes. L'autre se résumera en ces simples mots : belle conduite au feu. Les deux actes pareils ont eu des citations si dissemblables, parce que les chefs de corps qui les ont rédigées n'ont pas le même tempérament! Ces constatations ont été faites cent fois et se referont encore de nouveau : le contraire est impossible, comme il est impossible de réaliser la justice totale. Et il faut certes s'en rapprocher autant qu'il est en nous. Mais, là, franchement, croit-on qu'il n'y ait pas à faire de redressements plus urgents et de distinctions plus importantes?

J'aurais moins insisté là-dessus s'il ne me semblait constater une fâcheuse tendance à multiplier les insignes. Certes je n'entends point prêcher une sorte de quiétisme patriotique, en vertu duquel le devoir accompli se suffirait à soi-même. Il est très naturel et fort légitime que des distinctions soient attachées aux actes extraordinaires. Ce que je serais porté à redouter, c'est qu'un moyen qui, dans l'esprit de ses promoteurs, doit être un motif d'exaltation n'en arrive, malgré eux, à être tout autre chose. C'est le roi Humbert d'Italie qui parlait, en souriant, après un attentat, des « risques du métier ». Ce n'est pas un roi, c'est un jeune « poilu » qui me fit la même réponse, en ajoutant : « D'être Français, ça vaut bien le danger! »

Mais souvent, à l'arrière, avec la meilleure volonté du monde, on risque de mettre « à côté ». C'est ainsi qu'en ce moment, la Convention est à la mode. On devait y venir, et le jacobinisme ambiant devait arriver à se concrétiser en actes. Ce qu'il y a de curieux, c'est que, comme toujours, on en prend et on en laisse suivant ses préférences, mœurs et coutumes! J'ai entendu les mêmes hommes s'élever en bloc contre le « Contrôle » parlementaire, et parler en termes dithyrambiques

Je ne sais (à l'heure où, loin de Paris, je dois écrire cette chronique) ce qu'apportera demain, et c'est pourquoi je marque cette réserve. Mais il me semble qu'on embrouille bien inutilement une question qui pourrait et devrait rester fort simple. Essayons de la tirer au clair.

Il est bien entendu que nous raisonnons sur le plan des réalités, des faits. Dans notre état politique, avec un personnel dirigeant qui n'est pas issu de la guerre, mais qui a un passé politique, administratif et parlementaire, peut-on, doit-on souhaiter une absence de contrôle qui aboutit, en fait, à une sorte de dictature? Je crois qu'il ne faut pas hésiter à répondre : Non. — Qui peut exercer utilement ce contrôle? Le Parlement? Non; car la discussion serait trop constamment publique et par là même dangereuse à *tous* les points de vue. — Qui donc contrôlera? Le Président de la République? Non; car ce serait l'exécutif contrôlant l'exécutif, et donc la pseudo-dictature déjà écartée. — Y a-t-il un organe entre le Parlement délégué de la nation (c'est un fait) et légiférant et le ministère exécutif? Oui : ce sont les commissions, et notamment les commissions de l'armée, etc. Voilà la théorie.

Mais cette théorie a reçu un commencement d'exécution, d'après lequel on peut déjà juger des résultats. En théorie, les ministres et les bureaux auraient-ils pu faire face à toutes les exigences de la situation, notamment au point de vue des munitions, du service de santé, etc.? Oui. — En fait, y ont-ils fait face? Non; puisqu'il y a à peine quelques semaines que l'on nous a officiellement rassurés sur la décisive mise en train d'une fabrication accélérée, qui n'avait donc pas eu, durant dix mois, l'activité réclamée par les circonstances. — A qui est due cette plus-value d'organisation et de rendement? Incontestablement aux efforts persistants des commissions sus-nommées. Voilà des faits irrécusables.

Cela étant, pourquoi ne pas continuer? Etant entendu qu'il y a collaboration et non taquineries réciproques se traduisant d'un côté par des chipotages sans portée et de l'autre par des dédains olympiens. C'est exactement sur ce terrain de collaboration étroite que se plaça M. Millerand, dans un de ses discours que j'ai déjà longuement cité et qui demeure la meilleure expression de la vérité. Il reconnut des lacunes, même des fautes dans l'accomplissement de son énorme tâche, et demanda la collaboration du Parlement pour y remédier. De cette collaboration est déjà sortie l'amélioration reconnue par tout le monde, ce qui est l'essentiel,

car l'heure n'est pas aux apurations des responsabilités. Encore une fois, pourquoi ne pas continuer? Si ce contrôle de l'exécutif par le législatif doit être réputé « Conventionnel », tant pis. Il me paraît, cette fois, non seulement logique en théorie, mais justifié par les résultats déjà acquis. Toutefois, dans le cas exposé, le législatif reste dans son rôle de contrôleur; il ne s'immisce pas dans l'exécution de ses remarques ou de ses vœux ou de ses exigences. S'il le faisait, ce serait, tout de suite, le gâchis inexprimable, fou, parce qu'il n'y aurait plus de responsabilités. En fait, si les ministres refusent leur efficace collaboration avec les Commissions représentant le Parlement, ils sont responsables devant le Parlement lui-même, auquel il faut savoir rendre cette justice que, au point de vue patriotique, il s'est fort bien tenu jusqu'ici. Mais si c'est le Parlement (ou ses Commissions, ce qui revient au même) qui jouait le rôle de l'exécutif, des ministres responsables devant lui, devant qui serait-il responsable lui-même? C'est cela qui serait de la Convention, et c'est de cela que nul ne peut vouloir, car pour éviter la dictature ministérielle, on aurait la dictature parlementaire, ce qui ne vaudrait pas mieux!

Il ne faut ni de l'une, ni de l'autre. Il faut l'équilibre que la Constitution a prévu et organisé. Eh! oui, la Constitution! Je sais bien que de sourires ce seul mot a le don de faire naître. Mais a-t-on quoi que ce soit et qui que ce soit pour la remplacer maintenant? Non. Alors, puisque c'est une sauvegarde contre l'anarchie et contre la dictature, servons-nous-en et tenons-nous-y! La conclusion de ces très simples réflexions — qu'on serait tenté de regretter d'avoir formulées, tant elles s'imposent à une attention même modérée — c'est que, pour rien au monde, il ne faut admettre l'ingérence active, personnelle et séparée du Parlement dans l'exécution des ordres du Parlement et, par exemple, dans la conduite des actions militaires ou dans le choix des commandants. Ce n'est pas son affaire. Je m'excuse d'une comparaison triviale, mais elle est trop claire pour ne pas la risquer. Une maîtresse de maison choisit telle cuisinière qui lui plaît. Si le cordon bleu rate les repas ou fait danser avec excès l'anse du panier, on se sépare... avec un bon certificat. Mais si la maîtresse de maison a l'imprudence de s'installer devant les fourneaux ou de « faire le marché » elle-même, non seulement rien ne va plus, mais c'est le vaudeville « La peur des coups », joué à deux personnages. En politique, c'est la commission qui fait la maîtresse de maison et le ministre qui joue le cordon-bleu. Collaboration dans la rédaction du menu et dans l'établissement du budget; contrôle et sanctions devant les résultats présentés; mais

séparation des pouvoirs dans la « cuisine » de ces résultats. Ainsi vont les bonnes maisons. Ainsi va la bonne politique. Les deux pages qui précèdent auraient pu être présentées avec toutes sortes de considérants philosophiques, économiques, sociaux appropriés, et constituer ainsi un copieux chapitre de rhétorique politique. A quoi bon? Nous ne sommes ici ni au Parlement — ni ailleurs; et c'est encore une façon de n'être pas conventionnels.

J'ai rendu justice, plus haut, à l'action fort utile des commissions parlementaires dans la marche des affaires touchant à la guerre. Il serait injuste de ne pas rendre la même justice à la presse qui, dans la limite — à mon avis beaucoup trop étroite — où elle a pu et peut parler, a réclamé et fini par imposer certaines améliorations, dans le service de santé notamment. Je sais tout ce qu'on peut dire en faveur de la Censure de presse, et je l'ai dit à plusieurs reprises. Je sais aussi tout ce qu'on peut alléguer contre ses exagérations, et je ne le dirai pas. Du reste, avouons que la nôtre n'est pas seule à avoir ses nerfs. Je connais assez pertinemment une Revue qui s'était assuré le récit, venu d'Italie, d'un séjour, tout récent, dans l'un des deux empires du Centre. Ce récit a été arrêté par la Censure postale italienne! *Cavalleria postale*...

Et nous avons la réponse américaine à la note allemande. Il est bien porté d'assurer qu'elle est nette et vigoureuse. Soit. Il n'est que de s'entendre sur les mots. Je me permets de persister dans ce que j'ai déjà dit à ce sujet. Les revendications pour la perte du *Lusitania* deviennent fort bénignes! « Les Etats-Unis ne sauraient croire que le gouvernement impérial continuera à s'abstenir de désavouer l'acte voulu par son commandant naval en coulant le *Lusitania*... » Ce « ne saurait croire », après les récompenses officielles données à ce commandant et la souscription nationale à son profit, est décidément d'une vigueur!... La note trouve encore que, « depuis deux mois », il a été montré que « l'activité de la marine de guerre allemande dans la zone de guerre » est « possible et facile », « en accord réel avec les pratiques acceptées de la guerre réglementaire », et que « le monde entier a vu avec un intérêt et une satisfaction croissante la démonstration de cette possibilité par les commandants navals allemands ». C'est encore très net... Et si des faits comme ceux du *Lusitania*, etc. se reproduisaient, le gouvernement des Etats-Unis « devrait les considérer comme délibérément inamicaux ». Sur quoi, le comte Bernstorf a fait savoir qu'il n'augurait de cette note aucune conséquence fâcheuse et que, probablement, l'Allemagne ne pourrait pas répondre avant un mois ou peut-être davantage. Bien entendu,

la presse stylée pousse des cris d'orfraie; mais, comme dit l'autre, cela n'aura aucune conséquence fâcheuse.

Quelle conséquence aura la noble Adresse du Pape aux peuples belligérants et à leurs chefs, où Benoît XV rappelle ce qu'il a fait pour la paix, dès le début de son pontificat, et conjure les peuples et les rois de songer au lendemain de cette affreuse guerre? On n'en peut augurer, en ce moment, aucune dans le domaine des faits; car la lutte est désormais ainsi engagée que plus les vainqueurs approcheront de la victoire, plus leur intérêt apparent les poussera à se montrer irréductibles, et plus les vaincus approcheront de la défaite, moins ils voudront l'avouer et plus ils se montreront intraitables, au moins publiquement. L'heure ne semble donc pas encore venue où chaque pays abattra ses cartes sans connaître celles du voisin. Elle viendra, et ce jour-là, le grain de sagesse et de possession de soi que le Souverain Pontife vient de jeter aux vents de l'esprit aura sans doute germé. Voici cet important document :

Lorsque Nous fûmes appelés, quoique sans mérite, à succéder sur le trône apostolique au Pape Pie X, dont la vie juste et bienfaisante a été abrégée par la douleur causée par la lutte fraticide qui venait d'éclater en Europe, Nous éprouvâmes aussi, en jetant un regard craintif vers les champs de bataille ensanglantés, le déchirement d'un père qui voit sa maison ravagée et rendue déserte par un orage furieux. Nous songeâmes avec une douleur inexprimable à Nos jeunes fils fauchés par la mort; Nous ressentîmes, dans un cœur agrandi par la charité chrétienne, toute l'effroyable douleur des mères et des épouses rendues veuves avant le temps, tous les pleurs des enfants privés trop tôt de leur guide paternel.

Participant dans Notre âme à la crainte angoissée d'innombrables familles et comprenant bien les devoirs impérieux qui Nous sont imposés par la mission de paix et d'amour qui Nous a été confiée dans ces jours si tristes, Nous conçûmes aussitôt la ferme intention de consacrer toute Notre activité et tout Notre pouvoir à réconcilier les peuples en guerre. Nous en fîmes même la promesse solennelle au Divin Seigneur qui a voulu, au prix de son sang, rendre tous les hommes frères. Les mots de paix et d'amour furent les premiers que Nous adressâmes aux nations et à leurs chefs comme pasteur suprême des âmes.

Notre conseil affectueux et insistant de père et d'ami ne fut pas écouté. Cela augmente Notre douleur, mais n'ébranle pas Notre résolution. Nous continuâmes à Nous adresser avec confiance au Tout-Puissant, qui tient dans ses mains les esprits et les cœurs aussi bien des sujets que des rois, implorant de lui la cessation de l'immense fléau. A Notre humble mais chaleureuse prière, Nous voulûmes associer tous les fidèles et, pour la rendre plus efficace, nous eûmes soin qu'elle fût accompagnée des œuvres de pénitence chrétienne.

Aujourd'hui, à ce triste anniversaire du jour où a éclaté ce terrible conflit, s'échappe plus ardent de Notre cœur le vœu que la guerre se termine bientôt. Nous élevons davantage la voix pour pousser le cri paternel de paix. Puisse ce cri, dominant l'effroyable bruit des armes, atteindre

les peuples belligérants et leurs chefs, les disposant les uns et les autres à des intentions plus douces et plus sereines.

Au nom du Dieu saint, au nom du Père et Seigneur du ciel, au nom du sang béni de Jésus, prix du rachat de l'humanité, Nous conjurons les nations belligérantes, devant la Providence divine, de mettre fin désormais à l'horrible carnage qui, depuis une année, déshonore l'Europe. C'est un sang de frères qu'on répand sur la terre et sur les mers. Les régions les plus belles de l'Europe, ce jardin du monde, sont semées de cadavres et de ruines. Là où il y a peu de temps l'action des usines et le travail fécond des champs s'épanouissaient, le canon tonne maintenant d'une manière effroyable et, dans sa rage de démolition, n'épargne ni les villages ni les villes et sème partout les ravages et la mort.

Vous qui portez devant Dieu et devant les hommes la terrible responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez Notre prière; écoutez la voix paternelle du vicaire du Juge éternel et suprême à qui vous devrez rendre compte de vos entreprises publiques comme de vos actions privées. Les richesses abondantes que le Dieu créateur a données à vos terres vous permettent de continuer la lutte, mais à quel prix répondent les milliers de jeunes vies qui s'éteignent chaque jour sur les champs de bataille; mais à quel prix répondent les ruines de tant de villes et de villages, tant de monuments dus à la piété et au génie des aïeux, les larmes amères versées dans le secret des foyers domestiques et au pied des autels! Ne répètent-elles pas aussi que le prix de la prolongation de la lutte est grand, trop grand!

Et l'on ne peut pas dire que l'immense conflit ne peut se terminer sans la violence des armes. Qu'on abandonne cette folie de destruction et qu'on réfléchisse que les nations ne périssent pas. Humiliées et opprimées, elles portent en frémissant le joug qui leur est imposé et préparent leur revanche, transmettant, de génération en génération, un triste héritage de haine et de vengeance.

Pourquoi ne pas peser, dès maintenant, avec une sereine conscience, les droits et les justes aspirations des peuples? Pourquoi ne pas entamer de bonne volonté un échange direct ou indirect de vues ayant pour but de tenir compte, dans la mesure du possible, de ces droits et aspirations et aboutir ainsi à mettre fin à cette lutte terrible, comme cela est arrivé autrefois dans des circonstances pareilles?

Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche d'olivier et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix! L'équilibre du monde, le progrès, la sécurité, la tranquillité des nations reposent sur la bienveillance mutuelle et sur le respect des droits et de la dignité d'autrui bien plus que sur le nombre des armées et sur les formidables enceintes des forteresses.

C'est un cri de paix qui s'échappe le plus haut de Notre âme dans ce triste jour, et Nous invitons les amis sûrs de la paix dans le monde à Nous tendre la main pour hâter la fin de la guerre qui, depuis un an, a transformé l'Europe en un vaste champ de bataille.

Que Jésus miséricordieux, par l'intermédiaire de la Mère des Douleurs, fasse enfin surgir, après l'effroyable tempête, l'aube radieuse et tranquille de la paix, image de son visage divin. Que les hymnes de reconnaissance au Très-Haut, auteur de tout bien, retentissent bientôt.

Souhaitons la réconciliation des Etats. Que les peuples redevenus frères reviennent aux pacifiques travaux des études, des arts et de l'industrie.

Qu'une fois l'empire du droit rétabli, ils décident de confier dorénavant la solution de leurs différends, non plus au tranchant de l'épée, mais aux raisons de justice et d'équité étudiées avec le calme et la pondération nécessaires. Ce sera là leur conquête la plus belle et la plus glorieuse.

Dans la confiance que l'arbre de la paix revienne bientôt réjouir le monde de ses fruits si désirables, Nous donnons Notre bénédiction apostolique à tous ceux qui forment le troupeau mystique qui Nous est confié, de même qu'à ceux qui n'appartiennent pas encore à l'Eglise romaine. Nous prions le Seigneur de les unir à Nous par les liens d'une parfaite charité.

Donné à Rome, au Vatican, le 28 juillet 1915.

BENOIT XV, PAPE.

Cette attitude, il faut savoir la regarder du point de vue du Pape, et non pas exclusivement du point de vue de tel ou tel belligérant; si le sentiment y éprouve çà et là quelque peine, il est difficile que la saine critique ne guide pas l'esprit vers un jugement plus équitable. Le Pape, s'adressant à tous, ne pouvait guère en prendre d'autre, et il peut paraître inattendu que ceux qui lui refusent par principe obéissance ou considération se plaignent le plus haut de ne pas le voir commander et décider en une question de politique temporelle, où ils lui dénient d'habitude le droit de s'ingérer. C'est là un hommage peut-être involontaire qu'ils lui rendent. Nous préférons celui que lui adresse l'officieux *Giornale d'Italia* en ces termes : « Du reste, le Pontife n'a pas écrit pour la guerre, mais pour la paix : ce jour-là, il apparaîtra le seul soutien de la justice et de la liberté dans le monde, précisément parce qu'il n'aura pas jugé l'Allemagne avec les idées anglaises, ou l'Angleterre avec les idées allemandes, mais tous les peuples en esprit d'humanité et de christianisme. »

INTÉRIM.

4 août 1915.

P.-S. — Les comptes-rendus de la séance de rentrée de la Douma nous parviennent trop tard pour que nous en parlions aujourd'hui. Des paroles importantes y furent prononcées qui déjà constituent des actes.

— De même nous ne pouvons que mentionner la Lettre des Cardinaux français à l'épiscopat, et y relever ces fermes paroles : « Notre cause est la cause de la justice, puisque nous combattons pour sauvegarder l'intégrité de notre territoire, notre indépendance nationale. Notre cause est la cause de la civilisation elle-même, car nous sommes les défenseurs des principes du droit et de la fidélité aux traités, et de l'humanité, hors desquels il n'y a pas de civilisation. Cette cause a pour soutien une armée que la valeur de ses chefs et l'héroïsme de ses soldats rendent invincible. Mais, quelles que soient nos chances humaines de succès, il ne faut pas oublier que c'est Dieu qui distribue la victoire et inflige la défaite. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Au jeune royaume d'Albanie, par Gabriel-Louis JARAY. 1 vol. in-12.

Ecrit avant la guerre, — comme on s'en aperçoit d'ailleurs en lisant l'intéressante étude sur « l'Albanie autonome » qui le termine, — ce volume donnera des renseignements sur l'aspect, les mœurs et les tendances d'un pays que peu de voyageurs ont visité et que les événements imposent à l'attention. Nos lecteurs ont pu apprécier la façon pittoresque dont l'auteur raconte ses voyages et on aura plaisir à le suivre dans ses excursions sur la côte et dans l'intérieur, de Tirana au lac d'Okrida et à Uskub.

Comme une terre sans eau, par J. DES GACHONS. 1 vol. in-12. (Plon.)

Croquis extrêmement vivant et pittoresque d'un couple trop « moderne », inutile, jouisseur, sans ressort moral, et qui, tombé de son piètre bonheur, n'a pas la force de résister à l'adversité; toutefois les grands événements qui surviennent, la guerre et la France en danger, après les avoir laissés un instant désemparés, finissent par transformer ces deux êtres plus faibles que mauvais, comme ils ont transformé des milliers de Français; et c'est un drame intérieur fort émouvant, très caractéristique aussi et impliquant une haute leçon, que l'excellent écrivain a parfaitement conté.

L'adversaire, par C.-H. D'ESTRE. 1 br. in-8°. (Berger-Levrault.)

Excellent tableau d'histoire qui nous fait suivre l'évolution de la puissance militaire de l'Allemagne depuis le dix-septième siècle; ses périodes de croissance et d'arrêt, les fautes et les leçons de l'expérience, les idées qui guident son action et la conception particulière qu'elle se fait de la guerre, enfin les conclusions qu'on peut déjà se permettre, tout cela est exposé avec vigueur et clarté par un technicien, qui est aussi un intéressant écrivain.

Les Allemands chez eux pendant la guerre, par Paul BALMER. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Nous sommes, à juste titre, curieux de savoir ce qui se passe chez nos ennemis en ce moment et nous accueillons avec faveur les moindres informations des témoins revenus de là-bas. Parmi ces récits, celui de M. Balmer, un Genevois, est certainement l'un des plus curieux; l'auteur a accompli un voyage fort long, de la Suisse à Cologne, puis à Berlin, à Prague et à Vienne, en s'arrêtant notamment à Hambourg, « le fort figé dans l'immobilité », et au camp des internés à Donaueschingen; — et il sait conter avec verve.

France et Pologne, par Henry JAM. 1 broch. in-12. (A. Gout, Orléans.)

Appel généreux en faveur des Polonais, étude historique des relations entre la France et la Pologne et des raisons pour lesquelles nous devons nous intéresser davantage encore à son sort, exposé de sa situation en face de l'Allemagne (l'auteur utilise pour cette partie de son travail un article de M. Paul Delay paru dans le *Correspondant*), — cette brochure se lit avec un vif intérêt et peut avoir une utile influence.

L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II, 1 broch. in 8°. — **Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique**, 1 broch. in-8°, par J.-L. DE LANESSAN. (Alcan.)

La première de ces deux brochures est un travail historique où, après un exposé de la politique impérialiste de Bismarck, on montre comment Guillaume II en a exagéré les erreurs ou même faussé les rouages les mieux réglés. L'autre est une étude de caractère plus général ou « philosophique », intéressante avec quelques idées contestables; notons les pages où l'auteur s'efforce de réfuter *par la science*, et même par les sciences biologiques, la conception allemande de la force et du droit, tentative curieuse mais assez fragile.

Le problème franco-anglais, par Charles SAROLEA. Préf. de E. Boutroux. Trad. de Ch. Grolleau. 1 in-12. (Crès.)

Nos lecteurs n'ont pas oublié l'étude que nous avons publiée récemment sur l'édition anglaise de ce remarquable ouvrage, et où M. Roz mettait en lumière sa perspicacité et sa pénétration. Il suffira d'ajouter que la traduction française, due à un littérateur de talent, est de tout points excellente.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard TROGAN, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

DEVANT LA DOCTRINE CHRÉTIENNE SUR LA GUERRE

L'humanité n'a jamais vécu des heures plus tragiques. Le monde entier est bouleversé par un immense conflit. Mais, malgré le concours ardent et généreux de nos loyaux alliés, c'est sur nous, peut-être, et sur notre héroïque sœur, la Belgique, que pèse le plus lourdement le poids de cette horrible guerre. En face de la question de vie ou de mort qui brutalement s'est posée tout d'abord pour notre pays, les évêques de France n'ont pas manqué de donner à leur patriotisme la voix de la prière et d'envelopper de toute leur sympathie ceux qui allaient mourir au front et ceux qui allaient souffrir à l'arrière. Vingt-cinq mille de nos prêtres se dévouent aujourd'hui sur les champs de bataille et plus de mille ont déjà scellé de leur sang généreux la nouvelle alliance de l'Eglise et de la France. Tous, d'un seul cœur, nous avons adressé à Dieu nos supplications; nous avons suscité l'élan des fidèles vers Celui qui seul est le maître des événements comme il est la source des dévouements héroïques. Nous rappelant les glorieuses annales de la vaillance française au service de l'Eglise et de la civilisation, comme aussi les défaillances dont il convient que, chrétiennement et humblement, chacun se dise qu'il est responsable pour sa part, nous avons provoqué les manifestations publiques de piété et sollicité les âmes aux sacrifices de la pénitence et de la charité, afin de réaliser l'union vraie dans l'épreuve commune, de donner à notre invincible confiance un fondement assuré et de continuer notre marche en avant dans la voie séculairement tracée.

Devant la violation systématique du droit des gens et de toutes les lois de la morale, nous avons protesté. Angoissés dans notre sentiment de l'humanité et de la justice, nous avons pleuré avec tous sur les abominables cruautés dont tant d'innocents ont

inexprimablement souffert. Et avec tous aussi nous avons affirmé, en parfaite conformité, nous le savions, avec la pensée de notre chef et de notre père aimé et vénéré, le pape Benoît XV, qu'il n'y aurait point de paix digne de ce nom sans les réparations exigées par le droit et sans la sauvegarde de l'avenir, sans que dans *la mesure du possible* il ait été satisfait *aux droits et aux justes aspirations des peuples* qui, victimes *d'une folie de destruction, ne périssent pas, mais portent, en frémissant, le joug et préparent leur revanche*[1]... Et je ne crains aucun désaveu en affirmant que nous nous maintenons énergiquement dans la même attitude.

*
* *

Toutefois ce n'est pas uniquement le patriotisme, ce n'est pas même le seul devoir de rappeler les imprescriptibles lois de la morale chrétienne, sans lesquelles il n'y a ni humanité, ni civilisation, qui m'amènent aujourd'hui à prendre la plume. Je n'entreprends pas non plus de rappeler les faits pour les juger. Ceci n'est pas spécialement de mon ressort. Sur la responsabilité de cette guerre, admirablement fixée par M. le Président de la République en l'un de ses derniers discours, et sur les crimes commis par les Allemands en Belgique et dans le Nord de la France, nous considérons que la vérité est définitivement établie.

Après les enquêtes minutieusement menées et les documents publiés[2], après les témoignages sans nombre dûment constatés auxquels rien ne manque, pas même l'aveu de plusieurs coupables, chacun est édifié à cet égard, le monde est instruit et les dénégations ne changeront rien au verdict vengeur de l'histoire.

En plusieurs des régions envahies, en Belgique et dans nos départements du Nord, dans ce premier élan qu'elle croyait défi-

[1] Appel de S. S. le Pape Benoît XV à la paix, 28 juillet 1915. — Chose étrange, parmi les journalistes qui se sont permis de critiquer cet émouvant appel à la paix sorti du cœur du père commun des belligérants, presque aucun n'y a signalé ni souligné ces paroles, pourtant si expressives, de Benoît XV, qui conditionnent la paix implorée par lui; une telle inattention et d'autres semblables se comprennent facilement de la part des ennemis de l'Eglise qui, en dénaturant, pour la rendre odieuse, la parole du Souverain Pontife, se proposent évidemment de réagir contre la renaissance de la foi chrétienne provoquée en des milliers d'âmes par les circonstances tragiques que nous traversons. Mais cette inattention se comprend plus difficilement de la part de certains catholiques qui, dupes d'une manœuvre dont ils seraient les victimes, si elle venait à prévaloir, se font parfois l'écho de ces critiques. Qu'ils y prennent garde!

[2] Enquêtes officielles sur les atrocités commises en France par les Allemands; *Les Barbares en Belgique*, par M. Nothomb, les nombreuses études documentaires parues dans le *Correspondant*, etc.

nitivement victorieux, l'armée allemande, sous le regard de ses chefs[1] et parfois à leur instigation et sur leur ordre, en dehors des nécessités douloureuses de la guerre, et sans provocation de la part de tant de victimes innocentes et inoffensives, a perpétré autant d'atrocités et poussé aussi loin le génie de la cruauté que le fit jamais aucun peuple barbare. Mais il y a quelque chose de pire; car ce n'est pas là simplement une de ces poussées de barbarie où, en des moments de crise, se ruent les instincts déchaînés. Derrière les faits, et les crimes, derrière toute cette entreprise avec les procédés qu'elle comporte, il y a une doctrine qui la consacre, l'inspire et la dirige ou plutôt et pour parler plus exactement, puisqu'aussi bien la doctrine n'est pas tombée des nuées, cette barbarie s'érige en système; elle se présente comme une conception politique et sociale, soutenue et servie par la science, par la philosophie et qui a la prétention de l'être aussi par la religion. En même temps que l'Allemagne organisait sa formidable armée, elle s'est formulé à elle-même par ses hommes d'Etat et ses chefs militaires, par ses orateurs, par ses professeurs, par ses publicistes de tout rang, la fin qu'elle se proposait d'atteindre et le singulier idéal qu'elle entendait faire prévaloir dans le monde.

Sa « culture » et son militarisme sont étroitement solidaires. Ils n'existent que l'un par l'autre et l'un pour l'autre. La doctrine que cela constitue, chacun sans doute ne la fait pas sienne explicitement de la même manière. Il est des situations et des professions qui imposent un langage et une pudeur. Et puis, outre-Rhin plus que partout ailleurs, il y a la foule des irréfléchis courbés sous le joug ou grisés par des mots et qui ne savent pas ou qui savent mal ce qu'ils disent ou ce qu'ils font, il y a la foule des illusionnés et des inconséquents dont la foi chrétienne, sincère et parfois ardente, réprouve implicitement et même explicitement, lorsqu'on les leur signale, les erreurs dont elle subit ou accepte d'ailleurs les conséquences avec le système qu'elles ont enfanté, et ainsi s'explique l'alliance, que nous aurons à réprouver plusieurs fois dans ce mémoire, de certains catholiques avec les fauteurs les plus avérés du pangermanisme et parfois l'identité de leur lan-

[1] Un grand nombre d'ordres du jour signés par des officiers supérieurs ou des généraux ont été recueillis autorisant ou commandant les pires excès.

Nous recommandons très spécialement aux lecteurs impartiaux le livre si fortement documenté publié à Paris sous ce titre : *La guerre allemande et le Catholicisme* (Bloud et Gay, éd.), sous le haut patronage de S. Em. le Cardinal Archevêque de Paris, et aussi la réponse vraiment faible qu'un groupe de catholiques allemands a eu la prétention d'y faire.

gage violent et sanguinaire. Mais, quelle que soit la manière dont les uns et les autres s'accommodent de la doctrine devenue officielle et nationale, le fait est qu'ils s'en accommodent. S'il y a des divergences, presque toujours elles se taisent et n'entrent pour rien dans l'attitude de l'Allemagne parlante et agissante.

Une doctrine est donc là que presque personne parmi nos adversaires ne désavoue, et dont personne non plus ne peut nier l'existence; car elle remplit les livres, les discours, les articles de revue et de journaux et jusqu'aux prêches de quelques prédicateurs. Cette doctrine nous parvient le plus souvent exprimée avec cynisme dans ses principes et ses conséquences pratiques, parfois aussi dissimulée sous un verbalisme idéaliste ou mystique, mais finalement se laissant toujours deviner derrière le moindre mot et le moindre geste. Entre socialistes et conservateurs, philosophes de toute opinion, luthériens et plusieurs catholiques, il semble qu'à cet égard l'accord soit complet. De cette unanimité morale, l'Allemagne, du reste, se vante fièrement et très haut. Nous ne pouvons pas, hélas! la lui contester.

Il ne faudrait pas nous objecter que la « culture » a été désapprouvée par ceux-ci ou par ceux-là. Sans doute, en tant que la « culture » se formule en hérésies crûment panthéistes ou matérialistes, ni les catholiques, ni même les protestants ne sauraient s'y rallier. Nous ne disons donc pas qu'il y a unanimité de pensée parmi ceux qui, pratiquement, acceptent le système, mais ce que nous disons, c'est que, quelle que soit la philosophie des uns et la religion des autres, aucun ne s'arrête à contester les thèses essentielles du pangermanisme et encore moins à en blâmer les entreprises et les procédés. Les dissonances, en tout cas, sont encore si minimes et de si peu d'importance qu'il ne vaut pas la peine d'en parler.

Mais, si étrange que soit le phénomène, il se prolonge d'une manière qui est plus étrange encore, et que nous devons loyalement signaler. Au dehors, dans les pays neutres, bien que, de l'aveu même des Allemands qui s'en irritent, la plupart des sympathies viennent de plus en plus à nous, un départ s'est fait de telle sorte que ceux qui sont contre nous, et qui le disent et qui le manifestent, sont, non pas assurément tous les catholiques, tant s'en faut, mais un nombre considérable d'entre eux. Et ces catholiques, avec un simplisme effrayant, opposent « l'athéisme de la France à la vie religieuse florissante de l'Allemagne », dénonçant l'une comme le foyer de l'anarchie, et acclamant l'autre comme le plus ferme soutien de l'ordre social. Après quoi, ils font tranquillement des vœux pour le triomphe définitif de celle-ci sur celle-là, sans même s'inquiéter de savoir dans quelles condi-

tions la guerre a été déclarée[1], ni à quels procédés on a eu recours pour la conduire, ou plutôt en passant condamnation sur tout, en vue du résultat qu'à leurs yeux il s'agit d'obtenir, et en n'accordant à l'admirable Belgique et à son héroïque roi que blâme et dédain, parce qu'ils n'ont pas prêté les mains à notre écrasement[2].

Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut penser de la religion de l'Allemagne et de son ordre social; et nous verrons aussi ce qu'il faut penser de l'accusation d'athéisme jetée à la face de la France dans son ensemble. Toutefois, dirons-nous d'abord, que la France soit athée ou non, qu'elle ait commis ou non des fautes et des erreurs, en quoi cela justifie-t-il l'entreprise de l'Allemagne? Et de quel Evangile nouveau s'inspire-t-on pour demander de la sorte la mort du pécheur, et non sa conversion? Est-ce sur les incendies, les vols, les viols et les massacres, que l'on va compter désormais pour faire régner la vérité et la religion dans le monde? Et puis, où a-t-on découvert que l'Allemagne entendait se faire soldat de Dieu et de son Eglise, redresseur de torts et d'impiété? Serait-ce dans son alliance avec le Grand Turc dont elle a obtenu qu'il déclarât « la guerre sainte »? L'aveuglement, en vérité, est si grand qu'on a peine à y croire.

Tout cela, — qui s'en étonnerait? — a produit au point de vue spirituel une situation extraordinairement confuse. Un des effets de cette guerre et, parmi les événements qui s'y rattachent, celui sans doute dont les répercussions auront le plus de profondeur et le plus de portée, ç'a été à la fois de modifier chez beaucoup les dispositions intimes et de révéler chez les autres les dispositions secrètes qui s'ignoraient plus ou moins. On s'est rencontré dans le rang à côté de gens que, la veille encore, on voyait se dresser comme des ennemis irréductibles et, dans cette rencontre, bien des préjugés sont tombés. D'autre part, un certain nombre de nos fidèles, voyant de nos frères des pays neutres, qui, professant les mêmes croyances que nous, devraient avoir les mêmes aspirations et le même sens de la justice, sympathiser plus ou moins avec nos ennemis, un certain nombre de nos fidèles se montrent surpris et comme déconcertés. Ils demandent ce que devient l'unité spirituelle et morale du catholicisme. C'est notre devoir d'éclairer les uns et les autres.

La lutte formidable dans laquelle nous sommes engagés n'est pas un conflit ordinaire confiné dans le seul ordre des intérêts matériels. Sans doute c'est un monstrueux appétit qui l'a engendrée, mais c'est un appétit qui a mis la raison et la science à son

[1] Qu'ils relisent l'éloquent discours prononcé par M. Poincaré à la translation au Panthéon des restes de Rouget de l'Isle.

[2] Cf. les témoignages cités par la *Croix* (6 novembre 1914).

service et qui ne cesse d'en appeler à la religion pour se placer sous son égide, de telle sorte qu'il se présente comme n'étant rien moins qu'un idéal d'humanité supérieure qui aurait un droit absolu à prévaloir. Par suite, ce sont deux mondes d'idées qui sont aux prises. Chacun prétend que la victoire, pour être bonne, doit être celle d'*une* vérité et que de l'idéal qui triomphera dépend l'avenir spirituel de l'humanité.

Mais il est clair que, sous les mêmes mots, on ne met pas du tout, de part et d'autre, les mêmes choses, et que leur vérité n'est pas la nôtre. Dès lors, il ne suffit pas que nous partagions les angoisses et les espérances de tous les cœurs français. Puisque dans la lumière et la sérénité de sa divine mission, le rôle de l'Eglise est de pénétrer la pensée et la vie humaine pour les éclairer, les redresser, les diriger, nous avons à discerner les doctrines et les méthodes qui se heurtent; nous avons à les juger parce qu'elles intéressent l'intégrité de la civilisation chrétienne et parce que c'est toute la vie religieuse de notre pays qui est engagée dans la lutte en question. Il importe souverainement que nous sachions ce qui est en jeu, que nous nous rendions compte de ce que nous avons à soutenir et des motifs que nous avons de le soutenir, non pas seulement comme Français, mais encore et surtout comme chrétiens et comme fidèles de l'Eglise catholique. Voilà pourquoi notre dessein est d'examiner les thèses mêmes dont se réclament ouvertement ou explicitement ceux dont nos soldats repoussent si vaillamment l'attaque. A leur prétention, nous voulons opposer la conception chrétienne de la vie et de la société, afin de montrer à tous que, dans les trésors de notre foi et de la morale évangélique, se trouve la solution du problème non pas nouveau, mais renouvelé, qui vient de se poser si brutalement.

Nous n'oublions pas que dans ce conflit de doctrines les catholiques et les évêques eux-mêmes ont un juge suprême et infaillible, le pape, et que les yeux du monde entier se sont tournés vers lui. Quoi qu'en ait dit la mauvaise foi ou l'ignorance, Benoît XV ne s'est pas récusé. Se prévalant au contraire lui-même de son rôle « d'interprète et de vengeur de la loi éternelle [1] », pendant que tous les souverains et gouvernements des peuples neutres, monarchies et républiques, gardaient le silence, bien qu'il eût, dans les deux camps, d'innombrables et fidèles sujets, *seul* entre tous, en face des triomphes et des prétentions de la force, il a osé proclamer cette loi et cette justice éternelles et déclarer « qu'il n'était permis à personne, quel qu'il

[1] Allocution prononcée par Sa Sainteté au Consistoire.

fût, sous quelque prétexte que ce fût, de la léser et de la méconnaître » et que, dans les pays conquis eux-mêmes, l'envahisseur devait borner ses rigueurs « à ce qui est strictement exigé par les nécessités de l'occupation militaire ». Au lendemain de l'odieux attentat du *Lusitania*, il a fait déclarer publiquement que ces limites avaient été dépassées et que le droit international et le droit des gens avaient été violés sur terre et sur mer. Toute la doctrine chrétienne sur la guerre avec ses conséquences est en substance dans cette allocution consistoriale et si les paroles en sont bien entendues, si elles sont équitablement appliquées (et c'est à nous de le faire pour préparer à la sentence définitive tant d'âmes encore trompées et incapables de l'accepter aujourd'hui), il n'est pas un des crimes contre lesquels nous protestons, pas un de ceux qui les ont commis, ordonnés ou permis, pas une des fausses raisons par lesquelles on s'est efforcé de les excuser qui ne soient condamnés par ces paroles souveraines dont, en une déclaration récente et officielle, Benoît XV, dans les déclarations de son Secrétaire d'Etat au Ministre de Belgique près du Saint-Siège, a lui-même précisé le sens, en condamnant la violation de la Belgique comme une injustice et en protestant contre les restrictions apportées au ministère pastoral de Son Em. le Cardinal Mercier, archevêque de Malines, de plusieurs évêques, contre l'assassinat des prêtres belges [1]. Mais ces paroles de Benoît XV vont plus loin encore, car en affirmant le droit chrétien sur la guerre, elles atteignent et frappent, par une logique implicite, l'erreur monstrueuse du pangermanisme qui, après avoir inspiré tant de crimes, s'efforce de les justifier. C'est à leur lumière que nous nous plaçons nous-même pour l'étudier, la juger et nous prémunir contre elle.

*
* *

« L'Allemagne au-dessus de tout, au-dessus du monde entier! » Telle est la devise des Allemands. On pourrait croire tout d'abord que ce n'est là qu'une formule hyperbolique par laquelle ne s'exprime rien de plus qu'un patriotisme ardent. Il s'agit de tout autre chose. Ce n'est nullement une hyperbole. C'est l'énoncé qu'il faut prendre à la lettre et dans toute la rigueur des termes de ce que l'Allemagne prétend être et de ce qu'elle veut imposer aux autres de reconnaître qu'elle est; ce qu'on appelle le pangermanisme est là tout entier exprimé en raccourci.

Il y aurait lieu d'en faire l'histoire, cela en préciserait le sens

[1] Déclarations de Son Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat au Ministre de Belgique transmises à Son Eminence le Cardinal Amette.

et la portée. Nous laissons à d'autres ce soin. Notre but est d'en dégager seulement les traits essentiels, d'en mettre en lumière les principes et les conséquences, afin de faire voir à chacun qu'au nom de l'ordre et de la discipline, au nom de la *Culture*, le pangermanisme introduit dans le monde la pire des anarchies et, sous le couvert de la religion, institue la pire des impiétés.

Toutefois nous tenons d'abord à mettre les esprits en garde contre certains excès. Sous prétexte de repousser une erreur, il importe de ne pas y substituer en sens contraire une erreur analogue et qui ne vaudrait pas mieux. Ce n'est pas à la race allemande, en tant que race qui aurait son existence à part dans l'humanité, qu'il faut attribuer ce dont des Allemands qui ont vécu ou qui vivent en chair et en os ont seuls humainement la responsabilité. Personne n'est voué au mal et à l'erreur par fatalité et par constitution de nature, pas plus que personne n'est voué au bien et à la vérité. De ce que les Allemands, dans l'ivresse de leur orgueil, se proclament « la race élue », nous ne sommes pas autorisés pour autant à les dénoncer comme « la race maudite ». Pour être inouïe sans aucun doute, par l'ampleur qu'elle a prise et surtout par la systématisation qu'elle s'est donnée, leur perversion d'esprit et de cœur n'en est pas moins humaine; et tout homme en porte en lui le germe. Ici-bas il n'y a point, au sens où ils l'entendent, d' « élus », il n'y a point non plus de « maudits », il n'y a que des « appelés ». C'est vrai des peuples comme des individus. Chacun peut tomber, chacun peut se relever. Et si solidaires que les Allemands nous apparaissent dans leur perversion, si nombreuses qu'en soient les traces dans le passé — au point qu'on a pu considérer que c'est pour eux comme un héritage qu'ils n'ont eu qu'à faire fructifier — n'imaginons pas que l'Allemagne n'a produit, ne produit et ne saurait produire autre chose. Ce serait une méprise et une injustice par lesquelles nous nous pervertirions nous-mêmes et de la même façon. Il n'y a là qu'une tendance qui a prévalu chez un peuple. Et pour être son fait, elle n'est pas son essence. Si monstrueux que soit le conflit dans lequel nous sommes engagés, nous avons affaire à des hommes et nous sommes des hommes. Et quelles que soient les précautions que nous puissions avoir à prendre contre la malfaisance d'un ennemi qui épouvante le monde, nous ne devrons jamais oublier que Dieu a fait les nations guérissables. Notre force et notre courage, il faut que nous les puisions, non pas dans la haine contre ceux que nous avons à combattre, mais dans l'amour pour la patrie et pour la justice que nous avons à défendre. Il ne s'agit pas de faire triompher une race en écrasant une autre race. Laissons tout entier à l'Allemagne son mauvais rêve et n'en pre-

nons rien pour notre compte. Il s'agit de maintenir des principes et des droits, il s'agit d'affirmer au prix de notre sang un idéal qui vaut également pour toutes les races humaines et par lequel seul peut valoir la vie des peuples comme la vie des individus [1].

Ce qui constitue le Pangermanisme, ce qui en est l'âme, pouvons-nous dire, c'est l'appétit de la domination. Peut-être fera-t-on remarquer qu'en cela il n'est rien d'original et de particulier. Un tel appétit en effet n'est-il pas de tous les temps et de tous les lieux? Oui, sans doute; mais le propre de l'Allemagne c'est, par une élaboration savante et la plus étrangement sophistique qui fût jamais, de l'avoir transformé en idéal moral et religieux. Pour elle, dominer, ce n'est pas seulement un droit, c'est une mission que lui imposent sa supériorité de peuple et de race et le dogme fondamental de son *Credo*.

Aussi, en même temps que la « culture » a pour objet d'établir cette supériorité, de la manifester, d'en faire l'apologie et d'amener chaque Allemand à y croire d'une foi ardente, elle a pour objet également de la rendre effective et de l'exercer réellement sur les races « inférieures » en lui fournissant les moyens de la mettre en œuvre. Elle embrasse tout. Et voilà comment d'une part philosophie, histoire, religion, éducation et d'autre part sciences positives, commerce, industrie, armée concourent dans un même effort à produire un même effet qui est de régner sur le monde. Et notons bien que, pour cela, avec tout le labeur qu'elle s'impose, l'Allemagne ne considère pas du tout qu'elle ait à

[1] Il arrive que nous entendons ou que nous lisons des propos comme ceux-ci : « Il y aura toujours une race germanique dont les esprits et les cœurs ne seront jamais semblables aux nôtres. » Si l'on veut dire que la diversité est la loi de ce monde et que, de même qu'il y a des individus et des familles, il y aura toujours des nations qui se distingueront les unes des autres et dans lesquelles les individus et les familles s'uniront par suite des affinités que créent entre eux les conditions multiples de leur existence, — conditions climatériques, géographiques, historiques, etc., — rien de mieux. Cette constatation est un des fondements solides du principe du droit des peuples à la libre expansion de leur vie nationale. Mais si l'on veut dire qu'il y a des races humaines qui sont diverses à ce point qu'entre elles il ne peut et il ne pourra jamais rien y avoir de commun, en sorte qu'elles s'opposeraient comme des forces irrémédiablement antagonistes, on méconnaît l'unité de la race humaine qui est un dogme de la foi catholique. C'est la guerre inexpiable qu'on proclame à son tour. Ainsi on reprend pour son compte la doctrine même qui est, comme nous l'allons voir, la doctrine des Allemands. Or ce qui est erreur au delà du Rhin ne saurait devenir vérité en deçà. Ne nous laissons pas duper par ces idées de « races » ou de « classes » qui, telles que quelques-uns les entendent, ne sont que des mythes propres à susciter des haines et à provoquer des luttes. L'idée de l'humanité *une* n'est pas périmée et de plus en plus la science s'unit à la foi pour l'attester.

acquérir une valeur nouvelle. Sa valeur, à ses yeux, est absolue d'emblée. C'est une valeur par prédestination, par élévation ou par nature. Elle n'a qu'à savoir ce qu'elle vaut pour s'en prévaloir, et pour s'en prévaloir temporellement, terrestrement, matériellement.

Et dès lors on entrevoit en quoi consiste ce qu'on appelle si souvent son idéalisme, et jusqu'à quel point se trompent, et ceux qui en font un simple rêve inoffensif, un vagabondage dans les nuées, et ceux qui se le représentent comme un élan sincère vers les choses d'en haut, vers la vie de l'esprit. Il n'est ni ceci ni cela. Et si les mystiques et les métaphysiciens du Pangermanisme paraissent s'enivrer de l'Infini, comme on l'a dit, leur ivresse ne leur fait jamais perdre de vue le but très tangible qu'ils poursuivent. L'Allemagne dont ils traduisent l'instinct et le désir n'est pas plus l'oiseau bleu qui se perd dans les nuages qu'elle n'est Psyché qui monte vers le ciel. C'est l'oiseau de proie qui ne s'élève dans les airs que pour fondre plus sûrement sur sa victime. Tout son idéalisme ne va à rien de plus qu'à alimenter le plus grossier des réalismes et aussi, hélas! le plus sanguinaire.

Rien n'est plus curieux que la manière dont ce réalisme, pour se justifier et pour se mettre méthodiquement en œuvre, s'est formulé progressivement en doctrine. Il suffira ici d'en rappeler sommairement la dernière phase. Le propre des philosophes allemands au dix-neuvième siècle, secondés en cela par toute la littérature d'outre-Rhin à la même époque, ç'a été d'imaginer une métaphysique panthéiste[1]. D'après cette métaphysique, chacun d'eux, dans le mouvement dialectique de son esprit arrivant à concevoir l'Absolu ou l'Infini, ne voit rien moins que l'Absolu ou l'Infini lui-même qui non seulement se révèle, mais encore tend à se réaliser dans le monde. Et ainsi ils considèrent qu'en pensant l'Absolu ou l'Infini, ils sont, chacun pour autant et par le fait même, l'Absolu ou l'Infini, c'est-à-dire Dieu. Le procédé dialectique pour aboutir à cette divinisation n'est sans doute pas le même chez tous : celui de Fichte diffère de celui de Schelling et celui de Schelling diffère de celui de Hegel; mais chez tous le résultat est le même. Chacun d'eux à part est Dieu même qui se pense. Seulement ils s'empressent de proclamer que penser Dieu de cette façon et à ce degré est un privilège du génie allemand. Les autres peuples et les autres races n'y sauraient parvenir. Et la conclusion que tout de suite ils en dégagent, c'est que l'Allemagne a la mission spéciale de faire régner Dieu dans le monde. Or, en vertu de la métaphysique panthéiste, cela ne peut déjà plus avoir d'autre sens, si

[1] D'autres ont vu l'origine du pangermanisme surtout dans le kantisme, — mais il n'y a pas là de contradiction —; ces deux erreurs s'unissent et

ce n'est que le règne de Dieu c'est le règne de l'Allemagne elle-même. L'appétit de la domination se trouve donc, de la sorte, transformé en un droit essentiel et primordial.

Mais comment ce droit va-t-il pouvoir s'exercer? Tout Allemand, par le génie de la race qui est en lui, est *un surhomme*, une réalisation particulière de la divinité. A ce titre, il a droit sur les autres hommes. Mais si chacun en particulier entreprenait d'exercer son métier de *surhomme*, il n'en résulterait évidemment que heurts et conflits, désordre et impuissance. Ainsi apparaît la nécessité de l'Etat, il faut que l'Etat intervienne pour unifier les individus.

Mais remarquons bien que, d'après la théorie, à cause même de la divinité qu'ils s'attribuent et qui les fait se poser chacun dans son absolutisme, les individus sont par eux-mêmes radicalement séparés les uns des autres. Il n'y a rien en eux par quoi ils puissent et doivent se rechercher pour s'associer. Tout au contraire, chacun ne vise qu'à se suffire pour garder son indépendance divine. A cet égard, le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont comme des atomes les uns à côté des autres, incapables de s'accrocher autrement que pour entrer en lutte. En conséquence, l'unification n'est possible que par une force tout extérieure qui les domine, qui s'empare d'eux du dehors et qui les organise. Et telle est aussi la conception de l'Etat qui, chez Hegel en particulier, arrive à s'énoncer dans toute sa crudité.

Si donc les individus sont constitués en société, c'est uniquement par l'arrangement que leur fait subir l'Etat. Ce n'est nullement en vertu d'une sympathie qui les ferait se rapprocher spontanément et encore moins par une justice et une charité qui les feraient volontairement s'unir. L'Etat s'établit donc et fonctionne jusqu'au bout, indépendamment des lois morales et religieuses, en tant que les lois morales et religieuses sont des lois pour les consciences individuelles. S'il existe de telles lois, c'est l'Etat qui les fait et qui les édicte. Et, par suite, elles ne sont pas pour lui des lois au sens moral et religieux, mais seulement des moyens dont, dans sa toute-puissance, il lui appartient de se servir à son gré pour établir l'ordre qui n'est et ne peut être toujours que son

convergent pour l'engendrer. L'on n'est jamais plus disposé à se diviniser et à s'adorer soi-même que lorsque, cédant à la fascination d'un certain subjectivisme, l'on s'isole de tout pour se renfermer en soi-même, avec ce sentiment religieux inséparable de notre personnalité, et qui, dans les desseins du Créateur, devait en franchir les bornes pour nous élever vers Lui, au-dessus de nous-même. — C'est aussi l'explication de l'erreur moderniste.

ordre, en sorte qu'à tout moment donné il est la norme de ce qui est bien ou mal, de ce qui est vrai ou faux à ce moment-là. Parce qu'il est la force, il est la raison. Sa force est donc son droit et il n'y a pas d'autre droit que celui-là. Il est justifié par son succès même, et son succès est la marque qu'il est divin : car, de même que c'est Dieu qui par la dialectique triomphe dans l'esprit qui le conçoit pour s'identifier en lui, de même la marche des événements de ce monde, quels qu'ils soient et si contraires soient-ils à ces lois divines inscrites au fond de toute conscience humaine, est saluée par la philosophie germanique comme une sorte de devenir et de triomphe divins. Et là où il y a victoire, établissement d'une domination, c'est qu'il y a Dieu et non pas où se trouve ce que les faibles d'esprit appellent la justice et la bonté.

Etant le droit parce qu'il est la force, l'Etat exige une soumission inconditionnée par laquelle il absorbe totalement les individus. Mais aussi il se flatte qu'en les absorbant, qu'en les réduisant à n'être que des rouages dans son mécanisme, il les fait tous coopérer à l'exercice de sa puissance et participer à la puissance de sa souveraineté divine. Appuyé sur cette considération, de même qu'on baptise la force raison, on baptise l'asservissement liberté. Cela fait, on découvre sans peine que l'Etat, qui a su ordonner de cette façon la surhumanité allemande, ne peut être lui-même qu'un Sur-Etat. Et, pour bien marquer que ce n'est pas là simplement un rêve dont on amuse son imagination, on concrètera encore pour arriver à proclamer, en fin de compte, que ce Sur-Etat n'est autre chose que l'Etat prussien tel qu'il existe en fait. Du même coup l'Etat prussien est posé comme particulièrement divin. C'est à cette conséquence que vise explicitement toute la philosophie de Hegel. Et dès lors, c'est l'Etat prussien, l'Etat par excellence, qui, après avoir dompté, discipliné et unifié la surhumanité allemande, se trouve chargé d'organiser le monde en organisant en lui les autres Etats.

* * *

Mais, pour procéder à cette organisation, l'Etat ne peut encore naturellement recourir qu'à sa force dominatrice; car, pas plus que les individus, séparés par leur individualité même, ne peuvent d'eux-mêmes s'unir entre eux, pas plus les Etats ou les peuples ne sauraient se confédérer s'ils demeuraient livrés à eux-mêmes. Il faut donc les conquérir, les dompter et les discipliner à leur tour pour les faire renoncer au particularisme de leur esprit national et pour les amener à prendre place, chacun selon le rang

qu'il mérite, dans l'organisme de l'Etat des Etats, jusqu'à ce que le monde entier forme un *Etat absolu* sous le sceptre de fer de la domination prussienne.

On dira peut-être que, depuis longtemps, l'Allemagne a oublié la métaphysique de Hegel et des autres et qu'en outre, cette métaphysique n'est jamais descendue dans la foule. Peut-être d'abord n'est-elle pas oubliée autant qu'on l'imagine. Mais, en tout cas, si, dans sa teneur de doctrine, elle n'est jamais en effet descendue dans la foule, on n'en saurait dire autant de l'esprit qui l'anime et des prétentions qui la nourrissent. Nous conviendrons volontiers, du reste, que ce n'est pas elle qui a créé cet esprit et enfanté ces prétentions et que c'est l'inverse qui est vrai. Mais en se mettant au service de cet esprit et de ces prétentions, elle a fait de ce qui était simplement passion et appétit un système réfléchi et voulu. Grâce à elle, le pangermanisme est devenu une théorie du monde, une philosophie, une religion. Après s'être formulé avec cette ampleur et cette audace, il a rayonné du haut en bas. Il a inspiré l'enseignement, a imprégné la littérature. Et ainsi, peu à peu, il a informé l'âme allemande au point de paraître l'avoir accaparée tout entière. Tout ce que les Allemands disent d'eux-mêmes à l'heure actuelle et que nous entendons journellement, à savoir qu'ils sont « le peuple élu », que la victoire est pour eux « une nécessité métaphysique », etc., tout cela n'est qu'un écho du pangermanisme tel que Hegel l'a conçu et exprimé.

Mais il faut reconnaître aussi que les événements ont contribué pour une large part à le répandre et à l'implanter dans les âmes. La guerre de 1870 a plus fait peut-être pour donner corps au rêve pangermaniste dans l'imagination de la foule que toutes les propagandes par les livres et les discours. Elle lui en a donné un sens clair, précis et comme palpable. Elle a été comme la preuve par le succès de l'élection du peuple allemand, de son droit au-dessus de tout droit à être le maître de la terre. L'intoxication, commencée depuis des siècles, s'acheva. L'ivresse atteignit son apogée. En haut et en bas, et en bas tout autant qu'en haut, l'Allemagne ne s'est plus vue elle-même et n'a plus vu les autres qu'à travers sa victoire et son triomphe. Elle y a puisé un élan et une excitation extraordinaires. Et, grâce à cet élan et à cette excitation, elle a réalisé dans l'ordre matériel des progrès considérables. Nul n'a mieux exploité les résultats des sciences positives. Jamais, dans aucun pays et dans aucun temps, l'industrie et le commerce n'ont pris un pareil essor. Jamais non plus armée semblable à la sienne, si on ne la considère que matériellement, n'a été mise sur pied. Toute cette prospérité, tout cet accroissement de richesse et de

puissance, venant après la victoire, en apparaissait comme la consécration et devenait comme une invitation à une victoire indiscontinue, à une expansion sans limite et sans fin ; ou, du moins, c'est la leçon que, préparée comme elle l'était, l'Allemagne en a tirée.

Toutefois il devenait de plus en plus manifeste que le ressort de cette vitalité, que l'âme de ce progrès et de ce que les Allemands appellent avec une énorme superbe leur « culture » n'était qu'orgueil et appétit de domination mis en commun. Les apparences même de mysticisme ou d'idéalisme s'évanouissaient. On n'avait plus que faire des pénibles déductions de Hegel et des autres. Mais on en retenait les conséquences et on entreprenait de les réaliser jusqu'au bout. Et ainsi le positivisme latent, le matérialisme moral du point de départ se montrait dans sa hideuse brutalité. Les aphorismes de Bismarck sont connus. Sa doctrine tient maintenant en peu de mots : « Là où la puissance de la Prusse est en question, je ne connais pas de lois. » Et après lui c'est pire encore, car, chez lui, il y avait au moins une prudence humaine qui lui donnait le sens des possibilités. Ce sens-là même, ses disciples le perdront. Ils laisseront leur appétit se déchaîner comme s'ils étaient sûrs que rien ne peut y faire obstacle. Qu'on lise les écrits de Treitschke, de Bernhardi, de Von der Goltz, etc., pour ne citer que les personnages officiels et plus particulièrement représentatifs. C'est partout l'affirmation tranquille et cynique que l'Allemagne doit obtenir « l'empire mondial », afin « d'assurer dans le monde au germanisme la place qui lui revient[1] ». Et, en même temps, c'est partout aussi l'idée que cela ne peut se faire que par la conquête à main armée, que par la guerre qui soumette le monde à la puissance allemande. Car le principe reste sous-entendu, quand il n'est pas exprimé, qu'il n'y a d'ordre et d'unité à se réaliser sur la terre que par la force.

Déjà la Confédération germanique est due à la mainmise de la Prusse sur les Etats qui l'entouraient. Toutefois, comme il s'agissait là de peuples qui étaient de même race, bien que sans doute ils ne fussent pas égaux, puisque dans le système l'hégémonie revient à la Prusse, ces peuples participant tous plus ou moins à

[1] Bernhardi, *Notre avenir*. Dans une étude sur l'*Allemagne et la prochaine guerre* qui en 1912 était à sa 5e édition allemande, et dans laquelle, selon l'expression très juste de M. Maurice de Wulf, on trouve une mise au point contemporaine des idées émises il y a cent ans par Fichte, Bernhardi, le général philosophe, s'efforce de démontrer : « que la guerre de conquête n'est pas seulement un droit *mais un devoir*. » (*Guerre et philosophie*, Bloud et Gay, éd.)

la même surhumanité, contribuent maintenant à constituer la force allemande. Et c'est à cette force désormais qu'il appartient de conquérir et de posséder la terre. Mais, quant aux peuples qui ne sont pas de « la race élue », il ne saurait être question pour eux d'entrer dans la Confédération au même titre. Ils n'ont pas le droit, eux, de devenir des maîtres. A cause de leur infériorité, ils doivent être vaincus pour rester vaincus, pour rester soumis, pour être, à des degrés divers, réduits en servage.

Les docteurs du Pangermanisme ont soin, il est vrai, de les prévenir, par une attention dont la délicatesse n'échappera à personne, qu'ils n'auront pas à s'en plaindre, parce qu'étant subordonnés ainsi à des maîtres d'une race supérieure, organisés et dirigés par eux, ils feront beaucoup plus et vaudront beaucoup mieux que s'ils demeuraient livrés à eux-mêmes. Mais ce n'est là, bien entendu, qu'une considération toute subsidiaire. Ils en viennent tout de suite à cette autre que l'Allemagne, en vertu de sa supériorité essentielle qui se traduit en prospérité croissante et en surabondance de population, étouffe dans ses frontières et que, pour vivre, la nécessité l'oblige d'en sortir[1]. La place que les autres peuples occupent au soleil, les richesses naturelles qu'ils détiennent, c'est à son détriment. Ils en sont coupables comme d'une injustice commise. Et il importe d'autant plus de faire cesser ce désordre que, outre le besoin primordial que l'Allemagne a de tout cela pour être pleinement elle-même et vivre la grande vie, les autres peuples ne savent pas en tirer parti. Quelques théologiens se rencontrent, paraît-il, qui, entrant dans cette manière de voir, assimilent l'Allemagne à un homme dans la détresse et lui reconnaissent pour autant le droit de prendre ce qui lui est indispensable.

Mais, quelque grossier que soit le sophisme, si l'Allemagne souffrait ainsi, c'était de pléthore et non de misère, de puissance et non de faiblesse — et nous indiquerons au moins comment se résout le problème qui peut résulter de là — ce sophisme n'est ici que pour la façade. Et en vérité comment l'Allemagne pouvait-elle être admise à se plaindre quand, d'autre part, elle s'enivrait de sa prospérité même? Ce n'était pas vrai qu'elle fût parquée dans ses frontières. Ses vaisseaux sillonnaient toutes les mers. Toutes les nations étaient devenues tributaires de son industrie, de son commerce, de sa science. Il n'était plus un seul pays où les Allemands ne fussent installés, nombreux, protégés comme les autres par les lois, ayant les mêmes facilités que les autres et pouvant

[1] Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, 1912, p. 79, trad.

s'y faire naturaliser quand bon leur semblait. Comment osent-ils dire qu'il leur fallait « s'assurer des conditions d'existence indispensables[1] »? N'étaient-ils point, à cet égard, mieux partagés que personne? Non, ce n'est point de cela qu'il s'agit, ou plutôt, sous ces mots « conditions d'existence indispensables », ils mettent une revendication qui les déborde infiniment.

C'est qu'il ne leur suffit pas de vivre et de réaliser une prospérité humaine par des moyens humains; il ne leur suffit pas de tirer de leur industrie, de leur commerce, de leur science, tout le profit et toute la gloire possibles. Et, en entrant en relation avec les autres peuples ou en pénétrant chez eux, l'idée ne saurait leur venir de poursuivre avec eux une fin commune : car, de leur point de vue, ce ne serait pas seulement courir le risque de laisser « les races inférieures ou dégénérées l'emporter sur les races supérieures », ce serait, en les traitant d'égal à égal, abdiquer leur supériorité même et commettre le crime de lèse-germanité. Ce qu'ils exigent par conséquent, ce qui seul constitue pour eux « les conditions d'existence indispensables », c'est de tenir les autres par la force, par le droit du plus fort; c'est d'être maîtres chez eux, de les mater, de les régenter, de les faire tourner dans leur orbite et de les exterminer au besoin.

Voilà ce qu'ils appellent « organiser » le monde. Et non seulement cela ne se peut faire que par la force, mais cela ne doit se faire que par la force en domptant des résistances, si ce n'est toujours par la violence, toujours du moins par la crainte : car autrement il n'y aurait pas maîtrise au sens où ils l'entendent. Et par conséquent c'est la guerre, la guerre brutale et féroce, la guerre qui écrase, qui détruit, qui tue ou qui asservit, qu'ils érigent en mode essentiel de leur activité. Elle devient le moyen divin de la race divine, de la race élue.

« Sans elle, d'abord, se produirait une évolution morbide, contraire au progrès de l'espèce et à toute véritable culture[2]. » Elle opère donc la sélection. Et puis, elle est l'acte par excellence de la vie dominatrice. « Les exploits guerriers ne sont-ils pas les plus belles manifestations de l'énergie humaine[3]? » De même que dieu des métaphysiciens allemands n'a d'existence qu'en s'opposant à son contraire, de même l'Allemagne, par laquelle ce dieu se prolonge et agit dans le monde, n'a d'existence que par une opposition de même sorte. Il faut à sa puissance des faiblesses à dominer pour qu'elle puisse s'épanouir en une victoire toujours

[1] Bernhardi.
[2] Bernhardi.
[3] Général von Hartmann.

nouvelle. Frédéric II, qui préludait à ces beaux exercices, voyait dans les pays voisins « des possibilités d'annexion »; l'Allemagne de Guillaume II voit dans le monde entier une possibilité de domination. Telle qu'elle se conçoit, il est donc de sa nature de faire la guerre. On a dit que la guerre était son industrie : la guerre est son essence; être et faire la guerre, ce n'est qu'un pour elle[1].

Et, dans ces conditions, la guerre qu'elle fait a un caractère et une portée qui la différencient radicalement des guerres qui ont jamais eu lieu dans le passé, et même de celles qui ne furent que brutalité, parce que la brutalité alors n'avait pas la prétention d'être autre chose, tandis que maintenant, devenue systématique et raisonnée, elle se targue d'être le plus haut degré de la culture.

Progressivement, sous l'inspiration de la doctrine et des mœurs chrétiennes, grâce aux fréquentes interventions de l'Eglise, des papes et des évêques, l'idée s'était fait jour que la guerre n'est légitime que du côté de celui qui défend un droit, et lorsqu'il n'a pas pour le défendre d'autres moyens à sa disposition[2]. Tel était déjà le droit chrétien formulé au moyen âge. Il arrivait, sans aucun doute, qu'on baptisait droit les prétentions les moins fondées : autrement, il n'y aurait plus eu de guerre. Mais on continuait de se mettre sous le couvert de la justice. Et malgré tout, ce n'était pas en vain. En la violant sur un point, on la respectait sur les autres et, même quand c'était pour mieux la violer sur ce point, il n'en restait pas moins qu'elle était maintenue comme une loi qui oblige universellement. Personne n'osait dire qu'il ne relevait pas d'elle ou, du moins, cela n'appartenait qu'aux bandits de grands chemins. Et le livre de Machiavel avait fait

[1] On demandera peut être comment il se fait que l'Allemagne prétend néanmoins qu'elle est pacifique et qu'en particulier ce n'est pas elle qui a voulu la guerre actuelle. Ce n'est là qu'une de ces formules menteuses auxquelles elle a inévitablement recours par suite de son attitude foncièrement pervertie. Cela signifie que, si les autres peuples, pliant sous la crainte qu'elle doit leur inspirer, la laissaient faire ce qu'elle veut, prendre ce qu'elle désire et satisfaire ses ambitions, elle se contenterait de jouer de sa maîtrise. C'est ainsi que la Belgique est responsable de la dévastation qu'elle a subie. Elle est punie pour n'avoir pas obtempéré à l'injonction qui lui était faite. Et, pour avoir osé se défendre, les Belges sont traités de bandits par les intellectuels allemands.

[2] *L'Eglise et la guerre*, par Mgr Batiffol, Paul Monceaux, A. Tanquerey, etc. (Bloud et Gay). — *Les lois chrétiennes de la guerre*, par le chanoine B. Gaudeau, dans : *La guerre allemande et le catholicisme* (Bloud et Gay), et sa brochure : *Le danger doctrinal vient de l'Allemagne*. Travaux de Vanderpol sur le droit chrétien des gens (Tralin). Cf. *Les lois chrétiennes de la guerre*, par Mgr Batiffol. (*Correspondant*, 25 octobre 1914.)

scandale. Il était admis que dans toute guerre il y avait au moins une erreur et que, quand le fort usait sciemment de sa force pour écraser le faible, il y avait crime. En conséquence, un accord s'était établi pour humaniser la guerre, pour en adoucir et en limiter les cruautés, pour en atténuer les souffrances et les misères : l'Eglise y contribua puissamment et c'est là l'une de ses gloires les plus incontestables. C'était toujours autant de gagné. A travers le mal subsistant, c'était plus qu'un hommage rendu à l'idéal de justice; c'était déjà un effort efficace pour le réaliser.

Avec l'Allemagne et la doctrine de sa surhumanité dominatrice, c'en est fait de cet effort et de cette montée vers l'idéal. On ne combat plus pour la justice, on lutte pour la vie au sens le plus matériel et le plus sauvage du mot. D'humaine la guerre devient animale. Les Allemands s'en vont répétant que ce qui les libère de toutes les lois et de tous les traités, c'est que la guerre est pour eux une question de vie ou de mort; et, ce disant, ils se donnent l'air de rejeter sur les autres la responsabilité de leurs méfaits. Mais s'il en était ainsi, en toute hypothèse, n'apparaît-il pas clairement que c'est sur eux seuls qu'en retombe la faute, puisque ce sont eux qui, avec leur prétention à jouir d'un droit transcendant à l'existence, ont justement commencé par faire de la guerre, pour les autres, une question de vie ou de mort.

Certes, elle est monstrueuse la maxime *nécessité n'a pas de loi*, à laquelle l'Allemagne n'a pas craint d'avoir tout récemment recours par la bouche de M. de Bethmann-Hollweg. Et si la brute pouvait faire la théorie de sa conduite, c'est ainsi qu'elle la formulerait.

Pour les peuples comme pour les individus, quand ils ne subordonnent pas la vie aux raisons de vivre qui en font la dignité et la valeur, il n'y a plus d'humanité. On a beau se vanter alors d'être au dessus, on est au dessous. Mais, dans la circonstance, cette maxime fait suite à cette autre que c'est la surhumanité de l'Allemagne qui n'a pas de lois et que, quand il s'agit de la faire prévaloir, il ne faut s'embarrasser d'aucun scrupule. C'est cette maxime qui inspire les mots cyniques de Bismarck que chacun connaît; c'est elle qui fait dire au général von Hartmann : « Liberté complète vis-à-vis des contraintes d'une légalité gênante », et à Clausewitz : « On ne peut introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération sans commettre une absurdité. » Et après eux, à quelque parti qu'il appartienne, chacun répète : « Par tous les moyens; tous les moyens sont bons. » M. Erzberger, un des députés marquants du Centre catholique, parle comme M. Maximilien Harden, et plus farouche-

ment encore peut-être. Qu'on en juge par ces extraits d'un article du *Tag* dont le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* a donné l'analyse : « La guerre doit être un instrument dur et rude. Elle doit être aussi impitoyable que possible. C'est là d'ailleurs un principe de plus grande humanité. Si l'on trouvait le moyen d'exécuter Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser « saigner » un seul Allemand sur le champ de bataille, attendu qu'un moyen aussi radical amènerait une prompte paix... Semons la terreur et la mort... Tous les moyens doivent nous être bons. » N'est-il pas effroyable de penser qu'une telle page est due à la plume d'un catholique éminent, l'un des chefs de ce Centre autrefois défenseur intrépide et habile, contre le kulturkampf, de la liberté de l'Eglise! Et ce n'est pas là une page isolée. Un autre catholique allemand de renom, M. Martin Spahn, lui aussi député du Centre, publiait, en mai dernier, à Leipzig, une brochure intitulée : *Au combat pour notre avenir*. Au lendemain de l'appel du Souverain Pontife à la paix, il y proclame que « la guerre est la seule source du progrès », et quelle guerre! La guerre mondiale, la guerre par tous les moyens. « Le progrès n'avance, écrit-il, qu'à la condition que la guerre soit plus effrénée, qu'à la condition qu'elle ne connaisse de limites ni dans l'espace, ni dans les procédés. » Et cette monstrueuse et barbare doctrine, expression du plus pur pangermanisme, formulée par des catholiques célèbres, n'a provoqué, en Allemagne, à notre connaissance, aucune protestation ni aucun désaveu. Retenons cette parole qui résume la pensée de ces catholiques pervertis par l'influence délétère du pangermanisme, par cette infiltration, *ce délayage* qu'avait bien raison de redouter et déjà de signaler S. Em. le Cardinal Kopp. « Tous les moyens doivent nous être bons! » Retenons ce mot, résumé de toute la doctrine.

Plus la guerre sera impitoyable, plus elle sera surhumaine et mieux elle rendra, puisque ainsi elle amènera plus sûrement et plus rapidement le triomphe. Dès lors, faire la guerre, ce n'est pas seulement mobiliser des soldats pour aller se battre contre d'autres soldats; c'est mobiliser tous les instincts, toutes les puissances de nuire qu'on peut avoir à sa disposition. La lutte loyale sur les champs de bataille devient presque secondaire. Ce qui importe, c'est de couler les navires sans avertissement préalable, d'organiser méthodiquement l'usage des gaz asphyxiants, de mutiler les blessés, de massacrer les innocents, d'emmener des populations entières en captivité, de faire marcher devant les combattants des femmes et des enfants; en un mot, les cruautés inutiles, les mensonges, les machinations, les ruses de toutes sortes,

les marchandages et les chantages : tout est mis en œuvre[1].

Mais ce sur quoi peut-être on compte le plus, c'est sur l'épouvantement qu'on répandra par les pillages, les incendies, les massacres ou les exécutions sommaires. « Nous serons remboursés au centuple, dit M. Maximilien Harden, par la terreur que nous aurons inspirée. » Et on devine que l'Allemagne, dans l'illuminisme de son orgueil, entrevoit le monde entier prosterné, tremblant devant elle et demandant grâce. L'usage de ces moyens divers industrieusement combinés s'appelle « la guerre scientifique[2] ».

Mais les docteurs du pangermanisme ne les préconisent qu'en supposant toujours que l'Allemagne seule a assez de force, assez de science, assez d'habileté pour en user. Dans leur esprit, si ces moyens sont tous bons, ils ne sont bons que par l'Allemagne et pour l'Allemagne, constituant et manifestant à la fois sa supériorité. Il ne faudrait pas que d'autres s'avisent d'y avoir recours. Aussi continuent-ils de parler plus haut que qui que ce soit de justice, de droit des gens, de respect des conventions. On s'est évertué à leur montrer que, de la sorte, ils se mettaient en contradiction avec eux-mêmes. Ils n'ont pas pris la peine de répondre ou ils ont répondu, avec le philosophe R. Eucken, que le reste du monde n'était pas en état de les comprendre. Et c'est qu'en effet ils ne se contredisent pas. Seulement, sous leur plume, les mots changent de sens. Tout est interverti et tout est perverti. C'est l'Allemagne, avec ce qu'elle veut être, qui est la norme du bien et du mal. La justice ne consiste plus en ce que tous les hommes

[1] Parmi les moyens employés, il en est un qui a peut-être moins frappé que les autres et dont l'ignominie est particulièrement significative. C'est la loi relative aux naturalisations et en vertu de laquelle, tout en se faisant naturaliser ailleurs, un Allemand reste néanmoins sujet allemand. Ainsi voilà un homme qui s'en va dire à d'autres hommes : « Je vous donne ma parole que je deviens vôtre : votre patrie sera ma patrie; accueillez-moi. » Et en même temps cet homme continue d'appartenir à un Etat étranger. Certes, nous nous garderons bien de jeter en bloc la suspicion sur tous ceux des Allemands qui se sont fait naturaliser chez nous. Mais quelles qu'aient été leurs intentions à eux, les intentions du législateur allemand ne sont pas douteuses : avoir des tentacules fortement accrochées dans les autres pays pour, le cas échéant, agir sur eux et les tenir.

[2] *La conduite allemande des hostilités en Belgique et les instructions de Benoît XV*. Sous ce titre, M. Prüm, chef du parti catholique luxembourgeois et allemand de langue et de naissance, adresse à M. Erzberger une réponse où il dénonce comme antichrétiennes, à la lumière des événements récents, la théorie et la pratique de la guerre allemande. Ce témoignage est d'autant plus irrécusable qu'il est d'un converti. Cf. l'article de M. Johannet : *Les angoisses d'un catholique germanophile*, dans le *Correspondant* du 25 avril 1915, et sa brochure. (Quignon, éd.)

soient également traités comme des hommes, et en ce que chacun ait son dû. Il n'y a véritablement de dû que d'un côté, et la justice consiste uniquement à faire ce qui doit assurer le succès et la domination de l'Allemagne.

Pour elle, les traités sont « chiffons de papier », mais engagements sacrés pour les autres aussi longtemps qu'elle en bénéficie. Tandis qu'elle proclame comme un droit et même comme un devoir vis-à-vis d'elle-même d'instituer une guerre impitoyable et inhumaine dont la violence ne connaît « aucune limite[1] », elle dénonce comme une violation du droit des gens tout ce que les autres entreprennent pour se défendre. Pour eux, aucun moyen n'est bon. Et, en effet, rien qu'en se défendant, ils entravent l'œuvre d'organisation du monde que l'Allemagne a mission d'accomplir. C'est pourquoi le Kaiser se targue d'avoir « châtié » la Belgique et la France. Tous les jugements qui se formulent en Allemagne sur la guerre et sur les faits de guerre n'ont de sens que si on les considère comme formulés de ce point de vue. Mais, de ce point de vue, ils sont d'une logique aussi rigoureuse qu'abominable. Et toute la transcendance, qui, d'après M. Eucken, dépasse la portée de nos esprits, n'est rien de plus que cette abomination.

C'est ce qu'il faut voir encore dans les dénégations bruyantes opposées aux enquêtes faites en Belgique et en France sur les atrocités commises. Sans aucun doute, devant ce hideux étalage, et le sentiment d'horreur qui s'élevait de toute part y aidant, il y a eu chez certains un sursaut de conscience : car, quoi qu'on dise, qu'on fasse, on ne vient pas toujours à bout de se dépouiller de son humanité. Mais, avant de nier les faits, il eût fallu renier les principes qui les ont engendrés et désapprouver les hommes qui ont mis ces principes en doctrine. Or, de cela, personne ne s'est avisé si ce n'est l'épiscopat allemand dans sa lettre collective du 13 décembre 1914, autant que le lui permettaient les circonstances[2]. Et les principes et la doctrine sont toujours là, demeurant prêts à produire les mêmes conséquences. Aussi, quelque désir qu'il puisse y avoir chez tels et tels de ne point garder à leur charge, à la face du monde, tant de rapines et tant d'ignominies, si nous y regardons de près, nous nous apercevons sans peine que ce dont on se préoccupe, c'est moins de nier les faits dans leur matérialité que de repousser l'appréciation et le jugement dont ils sont l'objet. Il est à remarquer, en effet, que c'est surtout une dénégation *a priori* qu'on apporte, et de telle sorte qu'elle signifie ceci : que

[1] Voir Bernhardi.

[2] Voici le passage de cette lettre pastorale, ayant trait à la culture : « Dans notre pays aussi a pénétré déjà à une profondeur considérable une

les soldats allemands sont trop bien disciplinés et trop dociles pour agir « par instinct sanguinaire et par désir de destruction », et que, faisant scientifiquement la guerre, ils ne commettent pas de crimes inutiles. Et on laisse entendre ainsi, lors même qu'on ne le dit pas explicitement, que, s'ils ont pillé, incendié, violé et massacré [1], ce n'est pas par indiscipline et par « cruauté indisciplinée », mais par ordre et en service commandé. Par suite, tout cela n'est plus que moyens de guerre, et nous devons savoir que « tous les moyens sont bons » pour obtenir le triomphe de l'Allemagne. Et voilà comment il n'y a que méchanceté noire de notre part et calomnie pure à dénoncer comme crimes ce qui ne peut être que hauts faits d'armes, dans une guerre entreprise et menée par des surhommes. Comme si, en toute hypothèse, la discipline et la méthode pouvaient faire autre chose ici qu'ajouter à l'odieux! On dirait qu'à force d'être cultivée, la perversion est devenue constitutionnelle.

Les événements ont déjà démontré que, pour n'avoir cru qu'à la force et que pour n'avoir voulu être qu'une force afin de dominer, l'Allemagne s'est trouvée faible, n'ayant escompté, avec sa psychologie de laboratoire, que des réactions animales à vaincre, tandis qu'elle s'est heurtée à des énergies humaines et chrétiennes, et n'ayant pas compris que l'humanité n'appartiendra jamais à qui voudra la prendre, mais seulement à qui saura la faire se donner. Et assurément c'est déjà une leçon singulièrement intéressante que celle-là. Toutefois, que l'Allemagne soit faible ou forte et qu'avec sa force elle réussisse ou non à triompher, ce n'est pas ce que nous considérons. Nous savons bien que, si les victoires de la force finissent toujours par des catastrophes à plus ou moins longues échéances, l'histoire du monde n'en est pas moins remplie des victoires de la force. Une de plus à cet égard ne nous apprendrait rien de nouveau. Mais ce que nous considérons, c'est que

superculture non chrétienne, *non allemande*, malsaine en toute son essence, avec son brillant extérieur et sa corruption intérieure, avec sa poursuite grossière de la richesse et du plaisir, avec ses *surhommes* non moins arrogants que ridicules. » Cette réprobation, pour être mêlée à des déclarations d'un ardent patriotisme, n'en est pas moins significative. Les vénérés signataires affirment que cette culture ainsi coordonnée par eux n'est *pas allemande;* ils veulent dire évidemment qu'elle n'est pas l'œuvre du troupeau fidèle aux enseignements de l'Eglise dont ils sont les pasteurs vigilants, mais ils ne peuvent ignorer qu'elle est, sans contestation possible, la fille de cette philosophie allemande contre laquelle ils ont tant de peine à défendre leurs peuples et des infiltrations de laquelle, nous l'avons prouvé, trop de catholiques déjà sont atteints.

[1] Cf. *Gazette de Cologne*, citée par le *Temps*, 19 mars 1915, et aussi les manifestes des intellectuels et des instituteurs allemands.

ces victoires-là sont mauvaises, et que plus mauvaise encore est la volonté de constituer une doctrine et un système où la force remplace la justice et en tienne lieu.

Or c'est là ce qu'a tenté le pangermanisme et c'est là ce que nous dénonçons. La guerre qu'elle a entreprise, avec les principes dont elle se réclame et les moyens dont elle use, n'est que la mise en pratique d'une telle doctrine et d'un tel système. La doctrine et le système s'éclairent maintenant d'un jour nouveau par les faits, comme les faits s'éclairent par la doctrine et par le système. Chacun peut voir aujourd'hui ce que contenaient ces hautes spéculations que nous pouvions prendre pour des rêves se perdant dans l'abstrait, et qui n'étaient rien moins que les menaces d'un appétit très positif. Ce dont il faut s'étonner, ce n'est point que de là soient sorties tant d'atrocités, c'est qu'il n'en soit pas sorti davantage, et que des actes de pitié et d'humanité aient encore pu se produire. Les actes de pitié et d'humanité sont peut-être, au moins pour quelques-uns, il est vrai, des moyens comme les autres qu'on utilise en les ajoutant ou en les mêlant, par un dosage savant, aux actes durs et cruels. Et il faut reconnaître que cette chimie est, en effet, dans le goût de la Culture. Mais ce qu'il convient de dire aussi sans aucun doute, c'est que malgré toutes les prétentions à la surhumanité, on ne s'est pas encore déshumanisé pour autant. Et si la foule elle-même est grisée par l'esprit de la doctrine et du système, on entrevoit sans peine que, dans ce pays militairement hiérarchisé et où, pratiquement au moins, chacun ne pense, ne sent et n'agit que sur un commandement venu d'en haut, la doctrine et le système demeurent particulièrement à la charge des dirigeants.

Aussi bien ne sont-ce pas les individus pris en particulier qu'ici nous jugeons. Dégagés de l'orbite où ils sont entraînés, soustraits aux enseignements qu'ils reçoivent de tous côtés et à l'atmosphère qu'ils respirent, beaucoup sans doute se découvriraient eux-mêmes autres que ce que le milieu les fait être et il en est certainement, nous le savons, qui déplorent de tels excès et en rougissent. Il s'agit de l'Allemagne telle qu'elle se montre officiellement à travers ses écrivains, ses hommes politiques, ses généraux, de l'Allemagne unifiée et symbolisée dans son Kaiser, incarnée dans son militarisme avec l'idée qu'elle se fait d'elle-même et le rôle qu'elle s'attribue.

Envisagée d'abord en elle-même, dans son organisation politique et sociale, elle est née, ou en tout cas elle se donne elle-même comme étant née uniquement de la force, non seulement en ce sens que la Prusse s'impose, mais que les individus, étant consi-

dérés comme incapables de s'unir par l'âme, c'est la force de l'Etat qui, seule, les organise en société. Seulement, une vérité ainsi conçue n'est qu'un mécanisme où il n'y a place, comme déjà le disait Kant, que pour « l'obéissance passive. » C'est donc pour l'individu, en tant qu'il fait partie de l'Etat, la sujétion la plus radicale. Et il en résulte que l'ordre allemand, tel du moins qu'il veut être, est fait uniquement de caporalisme et de servilisme.

Envisagée ensuite dans ses relations avec le dehors, l'Allemagne, née de la force, se présente comme n'ayant à être dans le monde qu'une force qui s'affirme et qui s'accroît aux dépens de tout le reste. Rien ne vaut pour elle que ce qui peut servir à son triomphe. Il en résulte qu'avec sa discipline, sa science, son organisation, qu'avec toute sa culture, en un mot, qui alimente son militarisme et que son militarisme fait valoir par le prestige de ses armes, elle se trouve posée parmi les nations comme une puissance énorme de malfaisance, une bête monstrueuse qui fait penser à la bête de l'Apocalypse. En face de tout ce qui la gêne, elle ne sait rien dire de plus si ce n'est qu'elle veut vivre de sa vie[1].

Elle se fait elle-même *outlaw* afin de n'avoir que sa force pour loi et afin d'ériger sa force en loi du monde. Et c'est cela ce que nous appelons la pire des anarchies, l'anarchie d'un appétit de domination sans limite et sans frein, déchaînée sur la terre et mettant la terre à feu et à sang.

Qui donc sera capable de parler assez haut pour se faire entendre et pour dire à ceux qui sont responsables de cette horreur : « Voyez donc enfin ce que vous êtes et ce que vous faites? »

*
* *

Et que ce soit aussi la pire des impiétés, la chose est si visible, malgré les attitudes menteuses, qu'on s'étonne que tant de gens refusent de s'en apercevoir. Ce n'est pas, il est vrai, l'impiété qui blasphème et qui repousse explicitement la religion; mais c'est l'impiété qui s'en empare, qui la travestit et qui l'exploite contre ses propres fins. Et voilà pourquoi nous disons qu'elle est la pire de toutes. Née en plein christianisme, elle l'a vidé de son contenu pour en revêtir les apparences. Elle a fait du dogme chrétien un mythe à travers lequel la poussée de son orgueil et de son instinct

[1] M. Dryander, qui n'est rien moins que prédicateur protestant à la cour de Berlin, faisant écho à la parole de M. de Bethmann-Hollweg « nécessité n'a pas de loi! », déclare sans hésiter : « Quand on lutte pour sa vie, on ne se demande pas si on enfonce dans le combat le portail de son voisin ». (Réponse à M. le pasteur Babut.)

simule un élan mystique. Et ainsi elle se donne l'air d'une adoration en esprit et en vérité quand elle n'est qu'une passion en chair et en os. Du langage chrétien ayant presque tout conservé, elle s'en pare avec ostentation. Seulement à la place du vrai Dieu elle a mis une idole. Et par le culte qu'elle rend à cette idole, ce qu'elle cultive c'est uniquement l'appétit de la domination. Elle est donc, dans toute la force du terme, une idolâtrie. Et plus peut-être qu'aucune des idolâtries qui ont jamais régné dans le monde, elle a su capter et détourner à son profit les énergies et les aspirations de l'âme humaine.

Néanmoins, à travers le masque qu'elle porte, elle se trahit sans cesse, ne serait-ce qu'en appelant son Dieu : « Le vieux bon Dieu allemand. » Il est vieux, en effet, son Dieu, et il est Allemand. Et c'est pourquoi il est un faux dieu : car il n'est que vieux et il n'est qu'Allemand. C'est Moloch germanisé, symbole de l'égoïsme germain et imaginé pour en être le pourvoyeur. Ce n'est pas le Père céleste qui, lui, est éternel, universellement juste et bon et qui ne fait acception de personne. Aussi n'est-ce point pour être juste et bon qu'on l'adore et qu'on l'invoque : on l'adore et on l'invoque pour être fort et pour vaincre matériellement, pour être maître en ce monde, pour y commander et pour en posséder les biens. C'est un Dieu dont on fait son Dieu pour se dresser avec lui, et comme par lui, contre le reste de l'humanité. En lui on consacre l'orgueil de la supériorité qu'on s'attribue et la haine dont on s'arme pour écraser ses ennemis. La religion dont il est l'objet va donc à l'encontre même de ce qu'est la vraie religion. Elle repousse l'idéal chrétien d'une communion des âmes, d'un règne de la paix qui, par la foi et par la pratique de la justice et de la charité, doit au moins s'ébaucher en ce monde pour s'achever ailleurs. Et elle y substitue le rêve mauvais d'une maîtrise exercée par la force, d'un ordre tout terrestre et tout brutal établi et maintenu par le « droit du poing ». Elle élimine les vertus chrétiennes comme des faiblesses et comme des vices; et elle les remplace par les règles de conduite que Nietzsche a si bien exprimées par la bouche de Zarathoustra : « Soyez envieux, soyez rusés, soyez impitoyables, soyez durs, et ainsi dominez! » Mais Nietzsche avait du moins le bon goût de n'y pas mêler des gestes de piété et des airs de componction. Au lieu d'exiger de ses fidèles le renoncement à leurs égoïsmes qui sont la source de toutes les inimitiés et de toutes les guerres, elle coalise les égoïsmes de tous en un égoïsme collectif, où ils s'exaltent les uns par les autres jusqu'au point de se faire accroire qu'ils sont la puissance même de Dieu; de telle sorte que par

droit divin ils n'ont plus qu'à faire triompher leur égoïsme de peuple sur les autres peuples pour unifier la terre. La contrefaçon est complète. Mais tandis que le royaume du vrai Dieu n'est pas de ce monde, c'est uniquement de ce monde qu'est le royaume du dieu allemand. Il trouve son achèvement et sa plénitude dans la domination charnelle. On l'adore avec de l'orgueil, on le sert avec de la haine.

Combien n'est-il pas significatif d'entendre Guillaume II appeler Dieu « son allié »? On ne saurait mieux marquer que la fin poursuivie par lui, empereur d'Allemagne, est la fin dernière de l'humanité, et que l'Infini n'est sorti de son repos que pour produire la merveille d'une Allemagne maîtresse et organisatrice du monde. Et pour accentuer, chaque Allemand répète avec lui et dans le même sens : « Dieu est avec nous », sans même soupçonner, ni les uns ni les autres, que le propre de l'homme, et partant du chrétien, qui, s'il connaît à quoi il est appelé, connaît aussi sa misère, c'est de travailler à purifier son âme pour monter vers Dieu, et non pas de proclamer, avec une intolérable superbe, que Dieu est avec lui, comme faisait jadis le Pharisien de l'Evangile. Et ici cela va infiniment plus loin que le pharisaïsme de jadis, qui se contentait de prendre Dieu à témoin de ses vertus pour s'en glorifier devant les hommes. Cette simple gloire paraîtrait bien vaine. En faisant appel à Dieu, on ne vise à rien moins qu'à se déifier dans ce qu'on est naturellement, avec son désir et sa passion même de domination universelle, de façon à constituer avec tout cela un pouvoir infini devant lequel tout doit céder. Pour s'assurer l'empire de la terre, on se donne ainsi soi-même l'investiture de Dieu. On n'a plus recours à la religion afin de s'élever de la terre vers le ciel; mais on s'en sert afin de se donner les apparences de partir du ciel et de venir sur la terre avec la mission de s'y accroître immensément et de s'y éterniser dans une grandeur de choix : « Le Tout-Puissant se sert de l'Allemagne pour accomplir une mission, disait naguère encore l'empereur Guillaume; il a réservé un travail spécial aux Allemands, l'Allemagne ne pourra pas succomber[1]... » « J'ai une mission, va-t-il, répétant partout. »

Aussi la religion ne devient pas seulement religion d'Etat, aux sens divers qu'on a pu donner à ces mots, elle devient religion envers l'Etat, et religion envers l'Etat allemand, bien entendu; puisque l'Etat allemand est le prolongement ou l'incarnation de ce Dieu singulier qu'on appelle le « Dieu allemand » et qui concentre

[1] Discours du Kaiser au maire et aux principaux fonctionnaires de Lemberg.

en lui toutes les ambitions, tous les orgueils et toutes les haines de la race germanique pour en constituer la souveraine puissance de ce monde.

Et parce qu'une telle religion repousse l'idéal chrétien et la morale chrétienne, elle repousse également l'idée même de toute société spirituelle, de toute Eglise proprement dite conçue comme institution divine et comme organe de la foi en l'ordre surnaturel. Pour elle, il n'y a pas d'autre Eglise que l'Etat, ni d'autre ordre que l'ordre terrestre établi par la force de l'Etat. Elle en est venue à tolérer parfaitement bien, non pas seulement sans s'y opposer par des pénalités légales, mais sans même s'en inquiéter spirituellement au nom d'une vérité reconnue, que chacun pense, écrive et dise ce que bon lui semble. C'est là ce qu'en Allemagne ils appellent la liberté. Mais cette liberté de penser, d'écrire et de dire n'est consentie qu'à la condition qu'elle ne tire pas à conséquence et qu'en fait, on n'ait point en vue de poursuivre réellement une autre fin que d'être un rouage dans le mécanisme de l'Etat. Et voilà pourquoi, tolérant tout, même doctrinalement, le pangermanisme ne tolère pas, même légalement, le catholicisme. C'est que le catholicisme, en vertu de sa mission divine, lui aussi, vise à organiser les âmes. Seulement, au lieu de les organiser en société matérielle et par la force pour en faire une force plus grande qui dompte des ennemis et qui domine des vaincus, c'est en société spirituelle et par la charité qu'en vertu de l'autorité et de la mission divines qui furent conférées par Jésus-Christ à son Eglise, il s'évertue à les organiser pour en faire une charité plus ample, qui convie le monde entier dans sa communion. Du rôle d'instrument auquel on veut les réduire pour réaliser en ce monde une grandeur de chair essentiellement malfaisante, il rappelle les âmes à leur destinée en leur montrant le devoir qui leur incombe d'être les coopératrices de la grâce divine dont l'Eglise est la dispensatrice pour préparer l'avènement du règne éternel de la justice et de la bonté. Il se trouve donc que, de la sorte, il les arrache à l'embrigadement de l'appétit de domination. Et voilà ce qu'on ne saurait lui pardonner et ce qu'on ne lui pardonne pas.

Ainsi s'explique l'hostilité foncière contre le catholicisme qui, parfois, se dissimule, mais qui toujours reparaît. Et combien n'est-il pas remarquable que le pangermanisme, après avoir organisé intérieurement l'Allemagne sous l'hégémonie de la force prussienne et remporté, en 1870, sa grande victoire sur le monde extérieur, n'a rien eu de plus urgent que de poursuivre cette victoire par une lutte directe contre l'Eglise catholique? Par suite

des résistances si vaillantes, si intelligentes, si persévérantes des catholiques, représentés et défendus au Parlement par le Centre d'alors, une trêve est ensuite survenue qui semble durer encore. Depuis un quart de siècle, l'Etat prussien s'accommode, en fait, avec les catholiques allemands. Mais ce ne peut être que par opportunisme. Au demeurant, certaines des lois hostiles subsistent encore; les Jésuites sont toujours expulsés d'Allemagne; dans certains petits Etats allemands, une vieille législation singulièrement oppressive continue de peser sur les catholiques. Les victoires remportées par le germanisme prussien à Sadowa et à Sedan furent jadis fêtées par les publicistes de là-bas, par les pasteurs de là-bas, comme des victoires de la culture protestante sur la culture latine. En Posnanie, en Alsace, le pangermanisme se montre essentiellement anticatholique : il apporte dans ses fourgons des brochures de la *Ligue évangélique*. Ligue très offensive, très agressive, aux yeux de laquelle on ne saurait être un bon Allemand si l'on demeure « esclave de Rome ». La propagande pangermanique, en dehors des frontières de l'Empire, emploie les mêmes moyens confessionnels : pour attirer dans l'orbite de Berlin les catholiques de race germanique qui habitent la Bohême et la Styrie, la Prusse s'est efforcée, au début du vingtième siècle, de les rendre protestants; l'or prussien et les pasteurs prussiens ont, dans ces régions de l'Autriche alliée, enlevé à Rome plus de 20 000 âmes. Etrange apostolat! L'empereur Guillaume II, évêque souverain de son Eglise évangélique, laisse enseigner sur le Christ, du haut de ses chaires, des doctrines de négation dont Luther se fût indigné; et ses agents promènent en Alsace, en Pologne, en Palestine, en Italie, en Espagne, le nom et l'évangile de Luther, « homme vraiment allemand », pour mener à bonne fin, à l'abri de ce nom et de cet évangile, une œuvre d'intrusion germanique. Quant à la France, dont l'Allemagne sait les attaches au catholicisme, d'autres méthodes y sont employées : Bismarck, avec un art savant, les inaugura. Ses lettres au comte d'Arnim, les récits historiques de Mme Juliette Adam, certains propos de Spuller, que nous apportent ces récits, prouvent que Bismarck avait conçu le plan d'affaiblir la France en y déchaînant la lutte contre l'Eglise. Avec une clairvoyance qui leur fait honneur, Mme Adam et Spuller avaient découvert, à des signes non équivoques, dans l'anticléricalisme l'allié inconscient mais très utile et très exploité de Bismarck. Ils en avaient courageusement averti Gambetta, à qui ils inspirèrent sans doute la fameuse déclaration : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » C'était trop déjà qu'en nous divisant à l'intérieur il favorisât les desseins de notre ennemi. Quoi qu'il en soit, jamais en Alle-

magne on ne songera à dire qu'on ignore l'Eglise. Mais ce dont nous pouvons être sûrs, c'est qu'on ne la reconnaîtra que pour entreprendre de la domestiquer.

Et les catholiques germanophiles des pays neutres ne tarderaient pas eux-mêmes à s'en apercevoir si les événements s'y prêtaient. Aussi quand des théologiens comme M. Schroers osent nous dire que ceux qui combattent avec l'Allemagne doivent avoir conscience d'être « les champions du catholicisme romain », nous nous demandons ce qu'ils peuvent bien mettre sous ces mots, si ce n'est le système conforme au vieux rêve allemand et dans lequel le Pape serait chapelain de l'empereur et grand-prêtre du Moloch germain.

Et il ne leur manque plus, en vérité, que de se féliciter d'avoir amené les Turcs à déclarer « la guerre sainte » pour être de la partie.

Eh! bien, non, l'Allemagne avec son pangermanisme est l'antichristianisme tout pur, l'antichristianisme systématisé et armé de pied en cap. Et pour que des catholiques puissent se mettre à sa remorque, il faut qu'ils aient oublié totalement l'Evangile et les enseignements de l'Eglise [1].

II

Qu'on dise tant qu'on voudra que la France est le pays de la Révolution et de l'irréligion. Certes les erreurs de cette chose complexe qu'on appelle *la Révolution* furent profondes et funestes,

[1] Les lecteurs qui voudraient s'éclairer davantage et se rendre compte de l'exactitude de nos dires, pourront consulter les articles ou livres suivants : *l'Allemagne et la guerre*, par E. Boutroux (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1914); *l'Esprit philosophique de l'Allemagne et la pensée française*, par Victor Delbos (Bloud et Gay); *J'accuse*, par un Allemand (Payot) (Cf. l'article du *Correspondant*, 10 avril 1915, qui a le premier signalé l'ouvrage au public et en donne une assez longue analyse); *la Doctrine pangermaniste*, par Georges Blondel (Chapelot); *La Folie allemande*, par Paul Verrier (Berger-Levrault); *les Crimes allemands*, par Bédier (Colin); *Germany and England*, by professor Cramb (Londres, Murray) (Cf. sur cet ouvrage l'article de M. Henri Bremond, *le professeur Cramb, prêtre d'Odin*, dans le *Correspondant* du 25 juin 1915.); *le Problème ango-allemand*, par Charles Sarolea (trad. chez Crès) (Cf. l'article de M. F. Roz, *la préméditation allemande dénoncée par un livre anglais en 1912*, *Correspondant*, 25 mars 1915); *la guerre prochaine et la mission de la France*, par Maurice Legendre (Marcel Rivière). (Ces trois derniers ouvrages sont d'autant plus significatifs qu'ils ont paru avant la guerre). La liste pourrait se prolonger indéfiniment. Nous ne visons en quelques indications qu'à simplifier la tâche de ceux qui veulent se rendre compte par eux-mêmes et qui ne sont pas en mesure de se livrer à des études prolongées.

mais les erreurs qu'on découvrira en France ou qu'on pourra gratuitement lui attribuer n'atténuent en rien le système monstrueux que l'Allemagne a fait sortir de ses entrailles et au nom duquel, avec son militarisme, elle a entrepris de dominer le monde. Mais si profond que soit notre attachement pour la France, si ardemment désireux que nous soyons, dans l'épreuve qu'elle traverse, d'affermir et d'aviver encore, s'il est possible, l'admirable patriotisme de ses enfants, ce n'est pas en dissimulant ses fautes et ses faiblesses, ce n'est pas en la prenant en bloc telle qu'elle a été ou telle qu'elle est, pour l'exalter au-dessus de tout, que nous croirions la servir. Si chaque Français a le droit d'être fier de ses véritables gloires, chaque Français a aussi le devoir de reconnaître les errements de la France, non pas certes pour l'en accabler, en se désolidarisant d'avec elle, mais pour en accepter sa part de responsabilité. L'aimer vraiment c'est, dans ce qu'elle a été ou dans ce qu'elle est, aimer ce qu'elle peut être et ce qu'elle doit être et se donner à elle avec le meilleur de soi-même pour l'aider à réaliser ses destinées providentielles.

L'idée ne saurait nous venir de dire, comme ce philosophe de Berlin, M. Lasson, et qui prétend parler au nom de l'Allemagne entière : « Nous n'avons à nous excuser de rien [1]. » La France aurait à s'excuser de beaucoup de choses. Mais du moins elle le sait; elle est capable de faire son examen de conscience. Et il y a un reproche qu'on ne saurait lui adresser : c'est d'avoir jamais incarné une erreur au point de la faire sienne avec unanimité et de s'y fixer comme dans l'absolu. Léon XIII nous rendait cette justice lorsqu'il disait que « les égarements de notre patrie n'ont jamais duré longtemps et ne l'ont pas engagée tout entière » : « *Si quodam modo Gallia oblita sui, nec tota nec diu desipuit.* »

On est peut-être en droit de reprocher à la France sa mobilité et la diversité de ses opinions; mais dans cette mobilité et cette diversité il n'y a pas que légèreté d'esprit, il y a aussi sens et goût toujours persistant de l'idéal qui font qu'elle a toujours besoin de se dégager des réalisations d'ici-bas et que, plutôt que de s'en contenter, elle trompe ses aspirations par des chimères, des utopies et les erreurs. « Idéalisme niais », ricanent les docteurs d'outre-Rhin, du point de vue de leur positivisme brutal et bas. Niais tant qu'ils voudront, mais qui du moins, dans ses écarts mêmes, garde sa marque de noblesse. Quand un parti triomphe chez elle, il peut bien installer pour un temps son injustice au pouvoir et dans les

[1] Lettre publiée par la revue hollandaise *Amsterdammer*, 11 octobre 1914.

lois. Seulement son injustice n'y saurait dormir tranquille, et il y a toujours des voix qui se font entendre pour la dénoncer.

On dira sans doute que dans ces derniers temps le mal du siècle, la matérialisation de la vie par l'abus du bien-être et la recherche exclusive des jouissances inférieures, l'avait profondément atteinte. Nous le déplorions plus que personne. Son mal à cet égard était-il plus grand que celui des autres pays, ou se révélait-il simplement par d'autres symptômes? Nous ne saurions le dire. Et peu importe; car le mal d'autrui ne diminuerait pas le nôtre. Toutefois, outre que ceux qui lui jettent la pierre auraient peut-être à se demander d'abord s'ils sont eux-mêmes sans responsabilités, ils devraient se rendre compte qu'ils ne connaissent si bien ses misères que par la confession qu'elle en fit elle-même et par les efforts auxquels elle se livra pour les surmonter.

Il est trop vrai que depuis une longue période la poussée d'irréligion dont souffre le monde moderne a pris, en France plus qu'ailleurs peut-être ou du moins plus visiblement, le caractère d'une guerre directe et déclarée à la religion. Guerre absurde et funeste assurément, s'il en fut jamais. C'est le grief dont surtout on s'arme contre elle et qui entretient chez trop de catholiques à l'étranger des sentiments germanophiles.

Mais si nous savons ce que par là elle a souffert, nous ne devons cependant pas permettre qu'on en abuse pour donner le change comme on a tenté de le faire. Nous tenons d'abord à marquer aussi fortement que possible, en le répétant, que, si coupable que la France puisse être à cet égard, l'agression de l'Allemagne n'en saurait être en rien légitimée et que les visées poursuivies par celle-ci constitueront toujours une immoralité radicale contre laquelle toute conscience humaine digne de ce nom ne peut manquer, une fois avertie, de se dresser irréductiblement. Et, après avoir rappelé à ceux qui n'ont pas craint de nous vouer à la vindicte allemande qu'en ce monde Dieu n'a désigné personne pour être exécuteur ou pourvoyeur de ses hautes œuvres, nous tenons ensuite à ramener l'irréligion qui a sévi dans notre pays à son sens et à ses proportions exactes.

Loin de nous l'intention d'en pallier l'erreur ou d'en dissimuler les méfaits. Nous ne voulons que repousser ce qu'il y a d'injuste dans une accusation dont on se plaît à nous accabler. Et puissions-nous en même temps, avec l'aide des circonstances, suggérer des réflexions salutaires à ceux qui donneraient encore prétexte à cette accusation et lui fourniraient même des raisons.

La situation est trop complexe pour que nous songions ici à l'analyser. Mais quels qu'aient été chez nous l'origine de l'irréli-

gion, les phases diverses qu'elle a traversées et les facteurs multiples qui ont concouru à son développement, nous devons constater qu'un certain nombre d'hommes ont entrepris délibérément d'éliminer la religion de la vie humaine et qu'ils ont fini, sinon par réussir, du moins par exercer une influence considérable. Ils se proposaient, disaient-ils, d'introduire la liberté dans le monde. Eux aussi se faisaient donc de la sorte les annonciateurs d'un salut. Seulement c'était un salut à l'inverse du salut chrétien. A leurs yeux la religion était l'obstacle principal au salut qu'ils rêvaient. La religion était devenue un principe d'asservissement parce qu'elle enseigne que l'homme a quelqu'un au-dessus de lui. C'est pourquoi ils se dressaient contre elle et conviaient les hommes à se libérer, en leur proposant un salut à chercher, non plus au-dessus d'eux-mêmes et en Dieu, mais en eux-mêmes et dans ce qu'ils sont naturellement. Ils ont imaginé une philosophie sans dogme, c'est-à-dire sans vérité, et une morale sans obligation ni sanction, c'est-à-dire sans devoir et sans responsabilité. C'est ce qu'ils ont appelé la libération des esprits et des consciences.

Et pour assurer le succès de leur entreprise ils se sont efforcés de mettre la main sur l'Etat, afin de faire servir les lois, les institutions et tout ce dont disposait l'Etat à comprimer le plus possible la vie religieuse et à favoriser ce qui était contraire à la religion. A les entendre, ce n'était toujours que neutralité et libéralisme. Seulement leurs intentions se manifestaient de toutes les manières à la fois ; et leur attitude et leur façon d'agir n'étaient rien moins que neutres et libérales.

Aussi, bien que le mobile en fût différent, la guerre qu'ils ont faite au catholicisme n'est pas sans ressembler à celle du Kulturkampf, que plus d'une fois ils semblèrent avoir pris pour modèle. Sans doute, ils ne visaient pas à fonder, au bénéfice de la France, un empire mondial. Tant s'en faut ! Et l'idée d'une France dont toutes les forces, âmes et corps, auraient été captées, domptées et agglutinées en une seule force, comme en Allemagne, pour marcher à la conquête du monde, était assurément fort loin de leur esprit. Et ce n'est point de cela, certes, que nous les blâmons. Mais le catholicisme ne les en gênait pas moins : car si l'Eglise s'oppose à toute domination charnelle qui embrigade les âmes par une discipline extérieure pour les asservir à une fin terrestre et temporelle, elle s'oppose tout autant à cette prétendue libération qui les soustrait à la discipline intérieure de la vérité et du devoir et qui ne leur assigne plus aucune fin, si ce n'est d'être ce qu'elles voudront et ce qu'elles pourront, comme si la liberté ne consistait qu'à se laisser vivre.

Nous pouvons dire qu'ainsi ce qui s'ébauchait chez nous est exactement l'opposé du système allemand. D'un côté, on a substitué à la vraie religion une idolâtrie et à la vraie morale une obéissance passive et mécanique. Et, de la sorte, on a fait de la religion et de la morale des moyens par lesquels l'Etat, ayant capté les individus, achève de les dompter et de les façonner pour former avec leur agrégat sa puissance matérielle. L'Etat, dans ce système, est à la fois la cause unique de l'organisation sociale et son unique raison d'être. Il est le principe et la fin, l'alpha et l'oméga. Tout y est subordonné, tout y est soumis, tout y est sacrifié. Et l'individu ne vaut que par l'embrigadement qui le rend utilisable pour l'œuvre malfaisante de la domination charnelle.

De l'autre côté, au contraire, sous la préoccupation de rendre totalement l'individu à lui-même et de lui permettre de vivre sa vie comme bon lui semble, c'est la vraie religion elle-même qu'on s'est efforcé de se représenter comme une idolâtrie, et la vraie morale, la morale spiritualiste et chrétienne elle-même qu'on s'est efforcé de se représenter comme un asservissement. Pendant que l'Allemagne mobilisait, concentrait et disciplinait ses forces, ne songeant qu'à être matériellement une force afin de pouvoir lutter contre l'extérieur, c'est-à-dire contre nous, — en France on se donnait pour tâche d'émanciper l'humanité à l'intérieur en éliminant la religion et la morale traditionnelle et l'on employait, du moins en certaines phases, tous les ressorts de l'Etat pour obtenir cette émancipation. Seulement il se trouvait qu'en s'attaquant à la religion et à la morale traditionnelle, c'est aux conditions mêmes de la société qu'on s'attaquait. Cela aboutissait à proposer aux individus de se prendre eux-mêmes pour fin dans leur individualité temporelle. Et, de la sorte, à l'inverse du monstre qui s'organisait si puissamment en Allemagne, c'est une œuvre de désagrégation et de dissolution qu'on faisait. Les prophètes de ce nouvel Evangile, qu'eux-mêmes ont surnommé le *laïcisme* pour signifier leur irréligion, avaient proclamé aux quatre vents du ciel que l'humanité, enfin émancipée par eux, allait entrer dans une ère de paix paradisiaque. Or, en laïcisant les âmes, en les détournant de leur destinée éternelle, ils ne réussissaient qu'à les maintenir ou à les ramener dans la sphère des intérêts, des ambitions, des vanités et des jouissances. Et, de la sorte, livrés aux suggestions de l'égoïsme, les individus ne pouvaient plus que se heurter les uns aux autres ou se constituer momentanément en groupes hostiles pour mieux s'opposer. A côté de l'Allemagne, qui concevait la guerre comme sa fonction essentielle, ils décrétaient la paix comme s'ils avaient été maîtres

des cœurs et des volontés. Seulement, leur pacifisme, qui voulait obtenir la paix sans la mériter et sans prendre à sa charge les devoirs qui en sont la condition, entretenait et cultivait les germes de la guerre : car ceux-là seuls travaillent en ce monde pour la paix qui, au-dessus de tous les biens terrestres possédés ou rêvés, croient effectivement à la vérité et à la justice, dont Dieu est la réalité vivante et personnelle, en vivant et en se préparant à mourir pour elles. Aussi, en même temps que par leur irréligion et leur immoralisme systématiques ils rendaient inéluctable à l'intérieur la guerre entre les individus et entre les partis, ils appelaient encore la guerre du dehors en offrant comme une proie le pays, qu'ils affaiblissaient, aux entreprises d'un voisin férocement avide et sans scrupule.

Il n'est pas nécessaire d'en dire davantage. Chacun est à même de compléter le tableau que nous venons d'esquisser. Et nul n'ignore que c'est à cause de ce mal dont souffrait la France que l'Allemagne a cru que l'heure était venue d'en finir avec elle. Nous en pouvons parler d'autant plus librement que parmi ceux qui paraissaient en être particulièrement atteints et qui s'en faisaient les propagateurs, plusieurs, et des plus éminents, ont montré, sinon toujours en l'avouant, du moins en agissant, qu'ils sentaient le besoin de se ressaisir.

*
* *

Mais quelque extension qu'ait prise le laïcisme et quelques ravages qu'il ait exercés dans les mœurs et dans la politique, à aucun moment la France ne s'y est absorbée, à aucun moment il n'a été la France. Tandis que l'Allemagne est devenue tout entière idolâtrique, puisque du haut en bas — socialistes de l'école de Marx pour qui tout se ramène à la question du ventre, philosophes à la manière de R. Eucken qui préconisent la vie de l'esprit, luthériens qui prêchent encore le salut par la foi au Christ, certains catholiques qui se disent toujours fidèles de l'Eglise : — tous en masse, faisant subir à leurs doctrines nous ne savons quelle transmutation dans le laboratoire de la logique allemande, s accordent à ériger la force germanique en objet suprême de leur culte, — la France du moins n'a jamais été irréligieuse qu'en partie. Et parmi ceux qui ont été fauteurs d'irréligion, parmi ceux qui d'une manière ou d'une autre ont coopéré à l'œuvre du laïcisme, il s'en faut de beaucoup que tous aient poursuivi, explicitement et sciemment au même degré, le criminel et absurde dessein de faire disparaître la religion de l'humanité. La lutte qu'ils ont

entretenue, comme toutes les luttes de ce monde, s'est produite à travers de multiples confusions, et puisque l'heure est au retour sur soi, après les commotions ressenties et les dangers courus en commun, dans l'apaisement de l'« union sacrée » qui s'est conclue en face de l'ennemi, et à la lueur sinistre des événements, c'est à tous les Français, qu'ils soient de droite ou qu'ils soient de gauche, que nous demandons de procéder, chacun pour leur compte, à cet examen de conscience dont nous nous félicitions tout à l'heure que la France jusqu'ici se soit toujours montrée capable. Or personne ne contestera que, dans les intentions parfois les plus droites, certains catholiques ont amalgamé ou associé la religion à des conceptions politiques, économiques, scientifiques, à des idées personnelles qui lui étaient au moins étrangères, si même elles n'étaient pas opposées à son véritable esprit, et sont partis de là, ainsi que s'en plaignait déjà Léon XIII dans l'Encyclique *Immortale Dei*, pour proscrire les opinions libres et suspecter la foi des catholiques les plus sincèrement soumis aux enseignements et aux directions de l'Eglise et du Saint-Siège. Si nous regardions en arrière pour signaler les injustices, les méprises et les abus qui ont été commis de la sorte, que de leçons de modestie et de défiance de soi-même ces catholiques auraient à en tirer! La religion y a perdu à tous égards.

A cause de ces confusions, combien en est-il qui, sans être irréligieux au fond de leur âme, ont tendu les mains aux ennemis déclarés de la religion pour soutenir avec eux, contre ses défenseurs, des institutions politiques, des réformes sociales, des théories scientifiques ou philosophiques auxquelles, indûment à leurs yeux, ceux-ci s'opposaient! Que les confusions, dans certains cas, en aient encore été accrues, c'est possible. Néanmoins il en est résulté que, sous le nom de laïcisme, il s'est fait autre chose que des besognes exclusivement antireligieuses. Si ce n'est pas le moment d'en faire le départ, c'est le moment de rappeler qu'il y a un départ à faire.

Et si, à travers tout cela, l'irréligion a pu prendre le caractère d'une mode qui se répand par contagion, combien en est-il encore, devons-nous ajouter, chez qui, en conséquence, elle n'était que de surface, faite d'ignorance ou de vanité, d'ambition ou d'entraînement irréfléchi, venant des faiblesses du cœur et de la volonté plutôt que de la perversion de l'esprit? La preuve, c'est qu'ordinairement elle ne tenait pas en face des événements graves et solennels de l'existence et surtout en face de la mort. Et chacun sait qu'elle n'a pas tenu chez la plupart de ceux qui luttent là-bas à la frontière et que c'est dans la foi chrétienne,

retrouvée ou ravivée, qu'ils puisent souvent leur confiance et leur vaillance.

Enfin, dirons-nous, malgré toutes nos misères, la vie religieuse s'est toujours maintenue dans une foule d'âmes sur notre terre de France. Bon gré, mal gré, elle rayonnait et se propageait dans les milieux mêmes où on lui était le plus hostile. Que de conversions significatives se produisaient à chaque instant! N'étions-nous pas toujours le pays où la générosité chrétienne se dépensait le plus en œuvres de toutes sortes, faisant autant ou plus à nous seuls pour certaines de ces œuvres capitales entre toutes, — par exemple, la Propagation de la Foi fondée par nous, les écoles d'Orient, les missions, le Denier de Saint-Pierre, — que toutes les autres nations catholiques ensemble? L'Eglise de France n'a-t-elle pas vu, en ces derniers temps, se ranger autour d'elle une jeunesse ardente et pure, dévouée à la religion et à la patrie, plus nombreuse qu'elle ne le fut jamais dans les siècles passés, plus nombreuse, oserons-nous dire, qu'elle ne l'est chez aucun peuple catholique? La pensée catholique ne continuait-elle point aussi de se montrer chez nous vivante et féconde autant et plus que partout ailleurs? Ne s'est-elle point portée sur tous les terrains, avec une ardeur inlassable, pour faire face aux difficultés nouvelles et aux besoins nouveaux? Il nous a été doux à une pareille heure, et devant d'injustes accusations, d'en recevoir le témoignage du cœur paternel de Benoît XV par l'organe de son éminent et sympathique Secrétaire d'Etat, le Cardinal Gasparri : « Il est bien naturel, écrit-il à Son Eminence le Cardinal Archevêque de Paris, que la sollicitude du Père commun des fidèles se tourne de préférence vers ceux de ses fils qui témoignent plus vivement leur respect et leur affection à son égard. Parmi eux méritent une mention particulière ses fils de France, les enfants de cette nation qui, à juste titre, a été appelée *la Fille aînée de l'Eglise*, qui donne toujours des preuves splendides de sa générosité pour les œuvres catholiques et qui présente, en ce moment et depuis plusieurs mois, d'un bout à l'autre de son territoire, à l'armée comme dans les ambulances et les hôpitaux, et jusque dans la moindre bourgade, des manifestations éclatantes de foi et de piété, dont le Saint-Père est grandement consolé. » Nous ne voulons pas insister. Ce n'est pas à nous à nous faire valoir. Et le peu que nous venons de dire, nous ne l'aurions pas dit, plus préoccupé que nous sommes de remédier à nos erreurs et à nos fautes que de mettre en lumière nos mérites, si, dans les pays étrangers, de trop nombreux catholiques, avec un parti pris déconcertant, ne nous avaient accablés d'accusations outrées, comme

pour justifier à l'avance le traitement abominable que l'Allemagne se proposait de nous faire subir.

*
* *

Quoi qu'il en soit du reste, ce qui est à considérer à l'heure présente, c'est le motif qui anime la France, c'est l'idéal dont elle se réclame.

Il paraît sans doute qu'ayant à se défendre, cela pourrait lui suffire et que nous n'avons pas besoin de justifier autrement l'accord patriotique qui s'est établi à l'intérieur entre ses enfants ou l'accord international qui s'est établi entre elle et ses alliés. Et c'est vrai en tout état de cause. Lorsque les voyageurs d'une caravane, si étrangers ou même si opposés qu'ils soient les uns aux autres, se prêtent main forte pour repousser l'attaque d'agresseurs rencontrés sur leur route, personne ne saurait les accuser de compromission.

Mais l'accord ne s'est pas fait seulement sur du négatif. L'Allemagne se dresse au milieu du monde, armée d'une doctrine longuement élaborée et très explicitement formulée. C'est au nom de cette doctrine qu'elle prétend régner sur l'humanité. Et sa doctrine est telle qu'elle considère que son règne ne peut être réel et effectif que s'il s'établit par sa force pour constituer une domination charnelle. Et parce qu'elle baptise sa force *raison* et qu'elle appelle ses moyens *scientifiques*, cela n'y change rien. Sa conception est un réalisme positiviste de la pire espèce. En face de ce réalisme, l'idéalisme français s'est réveillé et il se formule aussi en doctrine. Chacun y a recours pour s'éclairer, pour s'animer, pour trouver le motif qui vaille la peine qu'on souffre et qu'on meure. Par suite, ce sont deux conceptions du monde, deux conceptions de la vie et de la société qui sont en présence et qui provoquent le jugement et le choix de tous ceux qui sont capables de réfléchir. Le drame qui se joue est un drame de fond. Et il se joue dans des conditions telles que jamais drame humain n'a eu un sens plus net et une portée plus ample. Pour quiconque ne veut pas se payer de mots et d'attitudes factices, il importe de ne pas plus s'en laisser imposer par les apparences irréligieuses qui se manifestent d'un côté que par les apparences religieuses qui se manifestent de l'autre. C'est à ce qui vit par dessous, ou du moins à ce qui tend à vivre et à s'affirmer qu'il faut regarder.

En s'octroyant métaphysiquement l'empire du monde, par sa force érigée en droit, l'Allemagne a mis chacun en demeure, ou bien de s'opposer à sa force simplement au nom d'une autre force, avec l'unique souci de l'écraser pour ne pas être écrasé par elle,

ou bien, sans négliger la force dont l'usage est nécessaire, d'en appeler à autre chose de plus grand et de meilleur et d'un autre ordre que la force.

Si atteinte que la France puisse être par le matérialisme, ce matérialisme a cédé devant l'épreuve, et c'est d'en appeler à autre chose qu'elle a choisi. Pendant qu'au delà du Rhin les égoïsmes se coalisaient pour former une puissance de proie, tout entière soulevée et entraînée par le désir exprimé cyniquement d'une mainmise brutale sur des régions nouvelles et sur des peuples nouveaux, nous pouvons dire que les Français se sont unis pour soutenir qu'il y a un droit qui prime la force et qui, même violé par elle, n'en continue pas moins de subsister. Ils se sont mis à l'abri de ce droit, sans autre ambition que de rester maîtres d'eux-mêmes. Ils se sont levés pour le défendre en le concevant, non pas comme leur droit, comme un droit créé par eux et pour eux, mais comme le Droit universel et supérieur, qui vaut pour tous les peuples, qui consacre chaque homme dans son humanité et qui, idéalement du moins, c'est-à-dire dans l'ordre spirituel où ce qui doit être est seul à compter, protège à la fois le faible et le fort en leur imposant également sa règle. Ils ont marqué aussi, sans ambages d'aucune sorte, qu'ils n'exigeaient que le droit fût respecté en eux que parce qu'ils avaient le dessein de le respecter chez les autres. Leur accord s'est donc fait sur cette idée — et jamais il ne se serait fait sur l'idée contraire qui est celle du pangermanisme — que la France, au lieu d'être au-dessus du droit, au-dessus de la justice et de la probité, au-dessus des lois éternelles de la conscience humaine, est appelée, comme du reste toutes les nations de la terre, à être et à valoir « par le droit et pour le droit [1] » et leur courage se nourrit du sentiment qu'ils ont qu'en se défendant ils défendent infiniment plus qu'eux-mêmes.

Dans ces conditions, l'appel au droit, se faisant entendre contre l'appel à la force, a inévitablement cette signification que la vie humaine, qu'il s'agisse de la vie des peuples ou de la vie des individus, se rattache à *un au-dessus* d'elle-même, qui est à la fois son principe et sa fin, et qui fait qu'elle vaut, non par l'accroissement extérieur qu'elle prend, non par la quantité d'espace qu'elle occupe, mais par la qualité morale qu'elle acquiert; de telle sorte que peuples et individus ont à poursuivre au dessus d'eux-

[1] Cette formule est celle même des Instituteurs français répondant au manifeste des Instituteurs allemands. Et elle ne fait que reprendre ce qui a été dit par tous. Nous sommes heureux de la reproduire en nous proposant de la préciser et de la compléter.

mêmes, au dessus de leurs succès ou de leurs revers en ce monde, la réalisation d'un ordre idéal.

Une fois de plus, se trouve affirmée d'abord que la force qui ne s'emploie pas selon la justice est méprisable, et que ses victoires, en violentant ce qui ne comporte pas d'être violenté, ne sont que du mal qui s'ajoute au mal. Une fois de plus se trouve affirmé ensuite que, si la faiblesse qui abdique par peur et par lâcheté, pour pactiser avec la force, viole le droit tout autant qu'elle et est doublement vaincue, la faiblesse, au contraire, qui, par sacrifice consenti, accepte d'être écrasée plutôt que de s'avilir en coopérant à l'injustice, est vraiment victorieuse. Telle l'admirable Belgique et son grand roi qui, à l'injonction de se parjurer et de se faire l'instrument des ambitions prussiennes, ont répondu : non, et dont le martyre est déjà le plus beau des triomphes, au point qu'aurait-elle dû en mourir pour jamais, son sort fût resté magnifiquement enviable, puisqu'elle a porté témoignage à la justice éternelle et que sa victoire ne mourra pas.

Au principe de l'Etat, créant la société par sa force en assemblant les individus du dehors, et au principe d'un Etat des Etats dominant par sa force encore tous les autres peuples, la France oppose ce que nous pouvons appeler le principe des personnalités et le droit des peuples, même des plus faibles, à leur vie nationale et à son libre épanouissement; l'idée de la dignité de la personne humaine et le droit qu'elle inspire ne sont que l'Evangile mis en action; l'idée qu'ont les nations de vivre de leur vie propre, en vertu de cette individualité collective que Dieu leur a donnée, a inspiré tout le droit chrétien du moyen âge, et suscité les condamnations portées par les papes de cette époque contre les puissants oppresseurs des faibles. Tandis que le pangermanisme affiche le plus profond mépris de l'homme et dispose des vies humaines sans égards d'aucune sorte; tandis qu'avec sa prétention à tout organiser en elle, l'Allemagne exaltée par cette doctrine n'imagine plus, pour les individus et pour les peuples, d'autre destinée que d'être utilisés par elle comme des moyens ou exterminés comme des obstacles, la France maintient que tout homme, qui existe en lui-même par sa conscience, quelles que soient ses dépendances et ses obligations envers Dieu et l'autorité qui le représente, a toujours une fin propre et personnelle.

Ainsi tout homme est conçu comme ayant un caractère sacré qui exige le respect; car, même quand il ne vaut pas par ce qu'il est, on considère qu'il vaut encore par ce qu'il doit et peut être, et qu'en conséquence nul ne saurait légitimement entreprendre de le posséder comme on possède une chose, ni de s'en servir comme on

se sert d'un instrument. Et, si on considère en même temps que tout homme a néanmoins à vivre en société et pour la société, c'est en admettant qu'il y a en lui-même, d'une façon ou d'une autre, le germe ou le principe de la sociabilité. La société n'est pas un tout dans lequel il s'absorbe et se perd; elle est le milieu dans lequel il naît, le milieu dans lequel il est appelé à s'épanouir; et, d'autre part, elle est la fin qu'il doit réaliser et, en la réalisant, c'est sa propre fin qu'il réalise. Ainsi encore, au lieu d'être conçue comme simple assemblage d'individus, dont la cause serait la force extérieure de l'Etat, la société est conçue, au contraire, comme une solidarité et comme une union, dont la raison d'être se trouve dans la constitution même des individus créés par Dieu pour vivre en société.

Mais ceci comporte que la société, avant d'être un Etat, est une nation, c'est-à-dire une famille agrandie, et qu'elle ne devient un Etat que pour mieux être une nation. Par suite, l'Etat n'est plus envisagé comme une puissance absolue qui n'a d'autres lois que son appétit de domination et qui ne se charge de dompter et de discipliner les individus à l'intérieur que pour accroître indéfiniment son règne à l'extérieur; il est envisagé comme une institution qui a pour fonction d'organiser la justice et de la défendre afin de donner à la société son vrai caractère de société humaine. Bien loin d'être le créateur du droit, il n'en est donc que le serviteur. Et quels que soient les abus qui se sont commis ou qui se commettent encore en son nom, ceux qui oseraient énoncer directement ou explicitement une autre conception de l'Etat sont sans doute assez rares dans la France aujourd'hui pour qu'il soit permis de n'en pas tenir compte.

Mais de ce point de vue, si la justice est pour l'Etat la règle de son action à l'intérieur, elle est aussi la règle de son action à l'extérieur. Par suite, quand des nations, nées à travers les circonstances géographiques, climatériques, historiques, etc., qui leur font comme une individualité naturelle, se sont, en outre, donné une unité morale en traduisant en coutumes et en lois positives le sentiment des droits et des devoirs réciproques entre leurs membres, il en résulte qu'elles se trouvent constituées les unes vis-à-vis des autres dans une situation analogue à celle qui existe entre des personnes, et que c'est aussi comme des personnes qu'elles doivent se traiter réciproquement, sans qu'il appartienne jamais aux plus fortes de s'imposer aux autres par leur force.

A la place du droit de conquête qui s'affirma aux temps barbares et païens, et que le pangermanisme veut maintenir pour justifier

ses criminelles entreprises, la France professe résolument comme imprescriptible le droit, pour chaque nation, petite ou grande, de poursuivre librement ses destinées. Elle n'accepte le recours à la force, où les Allemands se complaisent comme dans l'exercice propre de leur génie, que comme un pis-aller qui ne vaut que pour se défendre. Elle repousse, aussi bien pour les autres que pour elle, la paix par asservissement ou par vasselage à laquelle le pangermanisme veut soumettre le monde. Et aux termes mêmes du récent appel de Benoît XV elle convie le monde à une paix par concorde et par amitié entre les peuples dans le respect de leurs droits et la satisfaction possible de leurs légitimes aspirations. Et si, dans cette perspective, un Etat des Etats est encore concevable, comme moyen de mettre de l'ordre dans l'humanité, c'est d'une manière toute contraire à celle que rêve l'Allemagne et pour un tout autre résultat. Car ce n'est plus du tout par la suprématie d'une race violentant les autres races et les courbant sous son joug, pour constituer à son profit une puissance matérielle; et ce ne serait, en toute hypothèse, que par un effort commun pour étendre et assurer au bénéfice de tous, à travers la diversité légitime des nations et sans y porter atteinte, le règne spirituel de la justice.

Tel est l'idéal auquel on appelle la France. Nous ne prétendons pas, certes, qu'elle en ait le monopole. Toutefois si, en le proclamant, elle entre dans un concert dont les échos s'entre-croisent, venant d'au delà des mers et d'au delà des monts, nous serons bien admis à dire qu'il n'est pas de voix plus haute et plus décidée que la sienne. Et voilà pourquoi, en cette heure tragique où elle est à la peine, elle peut se tourner vers les autres peuples et leur dire : « Ma cause est votre cause; c'est la cause de l'humanité. La victoire pour laquelle je lutte et je verse mon sang, c'est votre victoire autant que la mienne; c'est la victoire de notre droit commun. »

*
* *

Or, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou non, tandis que le rêve de domination universelle poursuivi par l'Allemagne est un rêve purement barbare et païen, cet idéal de la France n'est rien moins que l'idéal chrétien lui-même; idéal d'une justice à laquelle tous, sans distinction de race ou de caste ou de classe, sont appelés à participer et au règne de laquelle tous aussi doivent travailler. Continuant l'enseignement de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui avait appris à ses disciples que parmi eux il ne devait plus y avoir de dominateurs, comme il y en avait parmi

les Gentils, saint Paul disait : « Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni maître », pour marquer ainsi, à l'encontre de toutes les prétentions au privilège, qu'aucun homme et qu'aucun peuple ici-bas ne peuvent légitimement se prévaloir de leur origine, de leur richesse ou de leur puissance contre d'autres hommes et contre d'autres peuples. C'est cet enseignement-là que la France prolonge, même à travers ses défaillances. Il reste donc encore vrai de dire qu'elle est le soldat de Dieu et qu'elle accomplit l'œuvre de Dieu, *gesta Dei per Francos*, et non pas d'un Dieu qui ne serait que son Dieu, mais du Dieu qui est le Père de tous et qui ne fait acception de personne.

Il en est plus d'un sans doute qui serait embarrassé d'avoir à mettre cet idéal et la conception du droit qui y correspond en harmonie avec les idées ou les théories qu'il soutient d'autre part. Et beaucoup peut-être ne savent pas voir ou voient mal d'où vient un tel idéal, où il va et ce qu'il implique ou ce qu'il suppose. En un sens l'accord qu'il a réalisé n'en est peut-être que plus intéressant : c'est la vérité divine, la vérité chrétienne méconnue qui, de nouveau, sous le choc des événements, se fait jour dans les esprits et qui tente au moins de reprendre sa place chez ceux mêmes qui paraissaient l'avoir définitivement repoussée.

Mais si l'on ne veut pas que cette vérité s'évanouisse comme une ombre, ce n'est pas seulement à son ombre qu'il faut s'attacher. Pour en recueillir le fruit, pour ne pas se duper soi-même et ne pas duper les autres, en la professant des lèvres, il faut l'accueillir dans son intégrité substantielle avec ses tenants et ses aboutissants.

Or, à de multiples symptômes, nous nous rendons bien compte que cette vérité court le risque d'être dénaturée dans ses principes ou tronquée dans ses conséquences. Ce n'est pas la première fois qu'on met en avant l'idéal du droit, de la justice et de la liberté. Et si cet idéal a été trop souvent sophistiqué dans le passé, il y a lieu de craindre qu'il ne soit encore sophistiqué dans l'avenir. Contre ces sophistications nous voudrions prendre des garanties, afin que d'une vérité éternelle on ne fasse pas une vérité de circonstance pour l'exploiter un jour et l'oublier le lendemain.

Dans ces derniers temps, les livres, les manifestes, les discours, les articles de revues ou de journaux se sont multipliés, où au réalisme de l'Allemagne, attribuant la primauté à la force, on oppose l'idéalisme de la France, attribuant la primauté au droit. Mais on ne manque à peu près jamais de dire qu'en cela la France est héritière des Latins et qu'elle continue la tradition romaine. A cette occasion, on célèbre Rome comme « la source de toute

lumière », comme la mère de la civilisation. Et on indique nettement qu'il s'agit de la Rome ancienne, de la Rome de la République, des Césars et des légistes, de la Rome du droit romain.

Il y a là de quoi surprendre ceux qui voudront bien un peu réfléchir. Et rien n'est plus propre à produire les sophistications dont nous parlions tout à l'heure. Le seul souci de l'exactitude historique devrait suffire à empêcher qu'on invoque une telle parenté, laquelle, étant absolument factice, ne peut être que dénaturante. Certes, nous ne contestons pas que la Rome antique diffère de la Germanie par sa conception du droit; mais nous disons que la France par la sienne ne diffère pas moins de la Rome antique. Entre ce que les Romains appelaient le droit et ce que les Français d'aujourd'hui appellent le droit, il y a un abîme. Et à vouloir amalgamer ces deux conceptions en imaginant que l'une descend de l'autre, on ne peut qu'entretenir les confusions les plus désastreuses.

Ce qui caractérise essentiellement le droit romain, c'est qu'il est censé tirer son origine d'un contrat par lequel les contractants s'engagent à se respecter réciproquement dans leur personne et dans leurs biens et aussi à se défendre mutuellement. Sans doute un tel contrat qui, dans la mauvaise fortune comme dans la bonne et indépendamment des circonstances, devait demeurer sacré, impliquait l'idée que chez ceux entre lesquels il était survenu il y avait antérieurement et par nature une respectabilité, une qualité d'ordre moral, qui de la sorte ne faisait pour ainsi dire que se mettre en œuvre et se faire valoir. C'était l'idée d'un règne humain ayant ses lois propres au-dessus de la nature brute et de l'animalité. Et incontestablement il y a là déjà un sens de l'humanité qui tranche singulièrement sur la conception germanique à laquelle l'Allemagne en est grossièrement restée et qui place l'origine du droit dans la force, ramenant ainsi les lois de la société humaine aux lois de la lutte animale pour la vie.

Mais cette idée d'une respectabilité, d'une qualité morale appartenant à l'homme en tant qu'homme n'était qu'implicite et pour ainsi dire sous-jacente, — et c'est si vrai qu'en fait on ne reconnaissait de respectabilité et de qualité morale que chez ceux qui bénéficiaient du contrat, si bien que pratiquement c'était le contrat qui les créait. A Rome, en effet, on n'était une personne qu'à la condition d'être un citoyen. La personnalité était donc juridique et non naturelle ou morale. C'était donc une propriété qu'on héritait ou qu'on reprenait quand on était admis à contracter pour son compte. Le titre de citoyen romain ne la sanctionnait pas seulement, il la constituait. Par suite, c'était

un privilège et non une qualité inhérente à l'être humain, à tout être humain. Entre ceux qui en jouissaient, il y avait sans doute société par égalité, la loi étant la même pour chacun; et cette société était différente de la société par subordination que formaient les Germains et où chacun, selon sa puissance, avait sa loi à lui. Mais cette société néanmoins était essentiellement exclusive et fermée. A l'intérieur, au-dessous des citoyens, au-dessous des personnes juridiques qui avaient institué entre elles une réciprocité, elle comportait la foule des esclaves (plus des deux tiers de la population) qui, eux, n'avaient que rang de choses possédées et possédées à merci et à discrétion. Et à l'extérieur, à côté, sur les autres territoires que le sien, les autres peuples n'étaient pour elle que l'étranger, que l'ennemi, *hostis*, dont il lui appartenait d'entreprendre la conquête selon son pouvoir et selon son bon plaisir.

Or il est bien clair qu'il n'y a là aucune trace du principe des personnalités tel que l'invoque notre civilisation moderne, notre civilisation chrétienne, que nous en ayons ou non conscience : car, justement, notre civilisation chrétienne l'invoque afin d'éliminer tout particularisme, afin d'écarter tout privilège, tout prétendu droit que, sous un prétexte quelconque, des individus ou des peuples voudraient s'arroger, sans réciprocité, sur d'autres individus et sur d'autres peuples. Le principe des personnalités, selon lequel tout homme doit traiter tout autre homme comme il voudrait être traité lui-même — et le principe, selon lequel toute nation doit traiter toute autre nation comme elle-même également voudrait être traitée, selon le précepte de Jésus-Christ : « Faites aux autres ce que vous voudriez qu'il vous fût fait à vous-même », sont au contraire absolument méconnus. Et par conséquent il est clair aussi que le droit qui les implique est absolument différent du droit qui les exclut. Et puisque c'est décidément à ces principes que les hommes de notre génération se réfèrent, il faut qu'ils comprennent enfin, sous peine de ne plus savoir ce qu'ils disent, que, ce faisant, ils se réfèrent à une autre conception du droit que la conception romaine : à la conception chrétienne formulée par l'Evangile et enseignée par l'Eglise.

Le droit romain, créé par un peuple et pour un peuple, se limite à ce peuple; et encore dans ce peuple se limite-t-il à une classe, puisque les esclaves ne sont pas admis à y participer. Il est le droit des citoyens et seulement des citoyens, conçu par eux pour défendre ce qu'ils sont et ce qu'ils ont. Ainsi ce n'est pas un idéal au-dessus d'eux, les obligeant à sortir d'eux-mêmes et à se dépasser. C'est la consécration de l'ordre établi par eux pour légi-

timer leurs revendications. Il est par essence le droit de revendiquer, le droit de se dresser dans son individualité pour s'y maintenir et s'y accroître. Et s'il engendre ce qu'on appelle néanmoins des devoirs, c'est en vertu de cette considération que le meilleur moyen de se faire respecter dans sa personne et dans ses biens, c'est de respecter la personne et les biens d'autrui : *do ut des*, en sorte que ces devoirs-là ne sont que des serviteurs de l'intérêt et n'ont rien de commun avec le véritable devoir qui est la conformité de nos actes avec la justice éternelle révélée à chacun par sa conscience tout d'abord.

De plus, il faut bien remarquer que, dans la circonstance, autrui n'est pas l'humanité, mais seulement l'ensemble des autres citoyens avec lesquels chaque citoyen contracte pour obtenir, par leur concours, ce qu'il ne pourrait obtenir à lui tout seul. Et ce que les uns et les autres sont censés avoir en vue en contractant, ce n'est pas de se donner les uns aux autres et encore moins de se donner à l'humanité, mais de se protéger les uns contre les autres et aussi de se protéger contre ceux du dehors. L'idée qu'un élan vers quelque chose de supérieur pourrait transformer l'ordre ainsi établi n'a point ici sa place. Et c'est ce qui ne manquera pas de se manifester à l'avènement du christianisme. Derrière tout cela, il n'y a donc rien de plus que l'effort pour se concentrer et se consolider dans la situation conquise sur la terre, afin d'en faire le point de départ de conquêtes nouvelles.

Ce n'est pas le lieu d'expliquer comment un étatisme et un impérialisme devaient sortir et sont en effet sortis de là. Nous savons assez, du reste, qu'ils en sont sortis et ce qu'ils ont été. Et pour n'être pas de même sorte que l'étatisme et que l'impérialisme germaniques, ils ne sauraient davantage nous satisfaire. Un point du monde, avec un groupe d'hommes qui se mettait à part des autres hommes, devenait un centre de perspective. Sans doute cela se faisait par instinct et sans qu'une métaphysique intervînt explicitement, parce qu'on n'avait pas encore en face de soi une conception contraire explicitement formulée. Et c'était moins grave, car la vérité ainsi demeurait inconnue plutôt qu'elle n'était méconnue. Mais Rome n'en était pas moins divinisée en tant que cité terrestre; et tellement bien divinisée qu'elle était mise également « au-dessus de tout », puisque le culte même des dieux était ordonné au nom de l'Etat romain. C'est que pour s'appuyer à l'Etat, pour lui confier leur vie, leurs richesses, leurs ambitions, les citoyens de Rome ne croyaient pouvoir jamais le rendre trop fort et trop sacré.

Voilà pourquoi le droit romain n'était conçu qu'en fonction de

la conservation et de l'accroissement indéfini de la grandeur romaine. Il n'était pas l'expression d'une justice éternelle et universelle, d'une justice antécédente et transcendante, d'où il serait dérivé. Et s'il prétendait néanmoins à l'éternité et à l'universalité, ce n'était que par la pérennité que Rome s'attribuait dans le temps et par l'extension qu'elle rêvait de prendre dans l'espace. En définitive, il n'était ainsi que la force s'érigeant en justice et non pas la justice se servant de la force. Il correspondait à une organisation mondiale se faisant par le pouvoir d'un peuple sur les autres peuples et à une organisation sociale comportant des maîtres et des esclaves. Il n'était par conséquent que le droit d'une domination terrestre se réalisant au profit des uns et au détriment des autres. Aussi avait-il toutes les duretés de l'orgueil et de la puissance. L'histoire est là pour le dire. Aucune aspiration ne le soulevait de terre; aucun soufffe de générosité ne le traversait jamais. L'idée n'est point venue au peuple romain de se faire missionnaire de la vérité qui doit éclairer tous les hommes, et défenseur du droit qui doit libérer tous les peuples. Et cette idée ne pouvait pas lui venir puisqu'il se conduisait lui-même, dans son existence temporelle et terrestre, avec son rêve de grandeur et de puissance dominatrices, comme étant à lui-même sa propre fin.

Quand on déclare qu'on n'admet pas que la France soit « au-dessus de tout », de même qu'on n'admet pas que soit « au-dessus de tout » n'importe quel autre pays, ce n'est pas plus du droit romain que du droit germanique qu'on relève, mais encore une fois du droit chrétien. A toutes les conceptions réalistes selon lesquelles le droit est censé, d'une manière ou d'une autre, venir d'une force ou d'un ordre établi, on substitue une conception idéaliste par laquelle le droit est considéré comme venant de plus haut que la terre, de plus haut que tout homme et que tout peuple, et allant plus haut que toute organisation terrestre. Car alors, au lieu d'être conçu comme étant un droit des uns sur les autres, il est conçu comme étant le droit de tous, le droit pour les uns et pour les autres. Et si, par cela même, il appartient à chacun de s'en réclamer et d'y chercher protection, c'est à la condition que chacun le reconnaisse comme l'idéal qui impose à tous la même obéissance. Puisque les peuples, pas plus que les individus, ne sont au-dessus, c'est qu'il est au-dessus des peuples comme des individus. Lors donc qu'on parle des lois de la conscience humaine, ou bien ces mots n'ont pas de sens, ou bien ils signifient un droit auquel la conscience humaine est subordonnée. Et puisque les peuples comme les individus doivent lui

obéir, c'est que le sacrifice est la loi de la vie humaine; car on ne peut pas obéir, c'est-à-dire vivre pour quelque chose qui est au-dessus de soi, autrement qu'en se déprenant de soi pour en sortir, autrement qu'en faisant de tout ce qui remplit l'existence terrestre, et de l'existence terrestre elle-même, un moyen pour la fin transcendante à atteindre, et cela jusqu'au point d'accepter cordialement la mort et même d'aller au-devant si c'est nécessaire pour faire prévaloir ou sauver l'idéal.

Au moment où nous demandons à toute une jeunesse en fleur de jeter au gouffre des batailles ses plus beaux rêves d'avenir, il n'est personne qui puisse échapper au sentiment de la réalité poignante qui nous presse. Mais pour peu qu'on veuille encore y réfléchir, on s'apercevra non seulement que l'idée du sacrifice érigé en loi de la vie humaine vient du christianisme, — c'est tout l'Evangile et tout l'enseignement de l'Eglise, — mais en outre que le sacrifice n'a de sens, de portée et de raison d'être que par la doctrine chrétienne et par la foi en notre Dieu vivant et personnel qui se révèle à nous, principe d'un ordre éternel de justice auquel tous les hommes sont appelés à coopérer et à participer. Le détacher de cette doctrine et de cette foi, ou ne pas l'y rattacher, c'est en faire une démarche qui se perd dans le vide.

On peut bien imaginer, sans doute, que des hommes se sacrifient pour d'autres hommes et que, ce faisant, ils ne pensent à rien de plus. Mais par là tout ce qui est obtenu, c'est que des existences caduques soient perpétuées qui toujours ne naissent que pour mourir. Aussi les habiles de ce monde, jugeant que c'est un leurre et une duperie, s'ingénient-ils, au lieu de sacrifier si peu que ce soit d'eux-mêmes, à sacrifier au contraire les autres à eux.

Et s'il en est, et, grâce à Dieu, il en est beaucoup, qui, à cette heure sublime et héroïque, tout en s'imaginant ne pas regarder plus haut que l'universelle caducité des existences terrestres, persistent cependant à trouver que le sacrifice est bon et beau, plutôt que de se complaire aux écrasements et aux asservissements des faibles par les forts, c'est que, à défaut de la foi, ils ont déjà ou ils ont encore des aspirations qui les soulèvent de terre, une foi inconsciente. Malgré qu'ils en aient, ils tournent les yeux vers la perspective qu'ouvre devant nous la doctrine chrétienne. Et dans cette perspective, en effet, le sacrifice est vraiment bon et vraiment beau, parce qu'il a une fécondité infinie. A tous les degrés il est, sans doute, un renoncement, et dans sa plénitude il est une mort. Mais ce renoncement est une acquisition, cette mort est une renaissance. On renonce à ce qui doit nécessairement périr pour s'attacher à ce qui vaut éternelle-

ment; on meurt à la vie qui passe pour naître à la vie qui demeure. Tel est le sens de la parole évangélique : « Celui qui perd son âme la sauve. »

Il la perd dans le temps, en renonçant, dans la mesure où la défense et le triomphe de la justice l'exigent, aux triomphes de la puissance, aux jouissances de la richesse, aux enivrements de l'orgueil; en se détachant des biens dont la possession par les uns, exclusive de la possession par les autres, engendre trop souvent l'envie, la haine et la guerre. Et il la retrouve dans l'éternité en la vie même de Dieu, foyer de toutes les vies et où toutes les vies peuvent s'unir et s'harmoniser dans un amour infini qui se partage sans se fragmenter.

Le sacrifice est ainsi l'acte par excellence, l'acte par lequel se fait notre croissance spirituelle et s'accomplit notre surnaturelle destinée. C'est que dans son fond il est charité, il est amour. Et cet amour n'est pas vain, parce qu'il répond et qu'il correspond à l'amour éternel de Dieu. Dieu ayant créé et racheté le monde par amour, le salut du monde ne peut se produire que par l'amour et dans l'amour. Mais, par suite, celui qui aime et qui, pour aimer, donne ce qu'il est et ce qu'il a, celui-là ajoute son sacrifice et son don au sacrifice et au don du Christ, par qui la charité de Dieu se répand dans le monde [1], et il fait avec Dieu même l'œuvre de Dieu. Et ce qui doit en résulter, ce qu'on aperçoit au terme, c'est une société parfaite, une communion des âmes où, chacun se donnant à tous et tous se donnant à chacun, il y a pour tous et pour chacun épanouissement d'être et de vie en même temps qu'il y a entre tous et chacun paix et harmonie.

En cela consiste l'ordre, non plus l'ordre faux par victoire et maîtrise des uns sur les autres, ce qui n'est que l'état de guerre à la fois entretenu et dissimulé, mais l'ordre vrai par accord intime des fils du même Père. Et cela constitue le royaume de Dieu. La justice qui y préside et qui en fait la bonté et la beauté est à l'inverse de la prétendue justice des royaumes de ce monde. Celle-ci, en effet, n'est imaginée en fin de compte que pour consolider des situations terrestres. Elle est censée faire le départ de ce qui est pour chacun son droit propre, en supposant que chacun peut s'enfermer dans ce droit pour en faire le principe de revendications sans merci. Et, outre que les revendications qui se produisent de la sorte ne manquent guère de se montrer insatiablement accaparantes, ceux qui ont acquis de la puissance et de la richesse s'en servant pour en acquérir toujours davantage, le

[1] *Adimpleo ea quae desunt passionum Christi* « J'achève ce qui manque à la passion de Jésus-Christ ». (St Paul, *Coloss.* I, 24.)

moins qu'on puisse dire c'est qu'une telle justice n'est que la justice du *chacun pour soi* qui laisse subsister en chacun le germe de toutes les oppositions et de toutes les hostilités. La justice du royaume de Dieu au contraire est la justice de *tout à tous.* Sa formule est : *Mea omnia tua sunt et tua mea sunt.* Venue de la charité, elle va à la charité. Par elle, chacun, à l'exemple et par la grâce du Dieu sauveur, se donnant à tous et tous à chacun, on conçoit que rien ne doive plus manquer à personne et qu'il ne doive plus y avoir de place pour les revendications qui irritent et qui séparent. Voilà comment il a pu être dit : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice et le reste vous sera donné par surcroît. » Au regard de cette justice, tous les biens de ce monde et la vie même de ce monde n'ont de valeur que par le devoir et le pouvoir que nous avons de les utiliser et de les sacrifier pour nous élever au-dessus vers le royaume de Dieu.

Le royaume de Dieu, il est vrai, n'est pas de ce monde, nous le savons bien. Mais ce que nous savons aussi, c'est que nous ne sommes en ce monde que pour en poursuivre la réalisation; et de telle sorte qu'il n'y a de vérité et de paix même ici-bas que par l'effort que nous faisons pour le réaliser. Il n'est pas de ce monde; mais en ce monde nous avons à le préparer, à y prétendre, à y aspirer sans cesse et à l'ébaucher. Le monde, en définitive, ne subsiste même ici-bas que par la générosité de ceux, peuples ou individus, qui travaillent, qui souffrent et qui meurent s'il le faut pour qu'advienne le royaume de Dieu et sa justice. Ceux-là sont le sel de la terre. Du jour où, disparaissant, ils ne seraient plus remplacés, du jour où il n'y aurait plus que des hommes et des peuples qui ne viseraient qu'à s'installer dans l'orgueil inhumain des victoires terrestres et dans la joie animale et égoïste de vivre, c'en serait fait de l'humanité.

C'est la leçon du reste que nous donne l'histoire à travers les siècles. Mais jamais sans doute cette leçon n'a été à la fois aussi claire et aussi formidable qu'à l'heure présente. Enivrée de ses conquêtes sur la nature, l'humanité ne se laissait-elle pas séduire chaque jour davantage par l'espoir qu'elle pourrait désormais organiser ici-bas une existence pleine et solide qui satisferait toutes ses aspirations? Plus que jamais peut-être on rêvait d'un ciel à conquérir, mais à conquérir sans avoir à quitter la terre. On se flattait d'avoir réhabilité la chair et de pouvoir établir l'ordre et la paix sans passer par la loi du sacrifice. Le mot charité perdait son sens. Or le résultat était que, partout plus ou moins, par le déchaînement des appétits, des désirs ou des ambitions, la guerre des partis ou la guerre des classes allait s'exas-

pérant, et que la menace devenait chaque jour plus inquiétante. Toutefois, grâce à l'action et à l'influence du Christ et de son Eglise fidèle à sa mission, la tendance était contrariée et le mal enrayé par un sens toujours subsistant de l'humanité et de la justice, par l'intervention sans cesse renouvelée d'âmes de foi et d'amour qui ne se lassaient pas d'affirmer et de pratiquer leur idéal; et un certain équilibre, tant bien que mal, se maintenait encore.

Alors un peuple s'est rencontré, nombreux, plus puissant peut-être qu'aucun peuple n'a jamais été. Et ce peuple, — ayant renié, lui, dans sa partie dirigeante plus ou moins inconsciemment suivie par un grand nombre de ses citoyens, toute humanité et toute justice, ayant étouffé toutes les voix de l'idéal, — incarnait à merveille le positivisme du siècle; il en avait suivi jusqu'au bout la tendance; il avait fait intégralement sienne la conception matérialiste de la vie. Concentré avec toutes ses énergies dans son existence terrestre, il semblait devoir y prospérer sans fin, ne songeant plus à rien, ne travaillant plus à rien qu'à cette prospérité même à laquelle, de son propre aveu, il subordonnait tout. Et, il faut bien le dire, il se trouvait que, par l'état d'esprit que nous signalions tout à l'heure, le reste du monde l'entretenait dans l'ivresse de son succès et dans l'orgueil de son rêve. Comme ces parvenus par qui on s'en laisse imposer sans regarder à l'origine de leur fortune et à l'usage qu'ils en font, il était devenu l'objet d'une admiration adulatrice, mauvaise et toujours grandissante. Pendant que les uns s'affublaient de l'immoralisme de sa philosophie et de sa littérature comme d'une supériorité, les autres se complaisaient à constater ses conquêtes, à supputer ses richesses, à vanter son réalisme politique. Et on achevait de le corrompre. C'est ainsi qu'il a fini par ne plus croire qu'en lui tout seul. Et du même coup, par une conséquence inévitable, il a déchaîné le plus effroyable cataclysme qui ait jamais ravagé l'humanité.

Mais ce qui de la sorte se manifeste avec la dernière évidence, c'est que la loi de charité, la loi du sacrifice est aussi bien la loi qui doit régler les rapports des nations entre elles, qu'elle est la loi qui, à l'intérieur d'une nation, doit régler les rapports des individus entre eux. Il n'y a pas deux morales, une pour les individus et l'autre pour les sociétés. Et s'il est vrai que le devoir social est d'abord à pratiquer pour chaque individu dans son entourage immédiat, il n'en est pas moins vrai qu'il déborde cet entourage et qu'il est ordonné à l'universalité des hommes. De même qu'en faisant partie d'une famille on ne doit pas oublier qu'on fait partie d'une nation, de même, en faisant partie d'une

nation, on ne doit pas oublier qu'on fait partie de l'humanité. L'humanité est une dans sa destinée. Nul, pas plus peuple qu'individu, n'a le droit de dire : « Suis-je chargé de mon frère? » C'est cette unité humaine qu'il s'agit présentement de ne pas laisser méconnaître, si nous ne voulons pas revenir à la barbarie où tout étranger était ennemi par le fait seul qu'il était étranger. Dérivant de la paternité divine et de la fraternité en Jésus-Christ, enseignée au monde par la prédication de l'Evangile, cette unité est devenue le principe de ce que nous appelons la civilisation et le droit des gens. Et l'Eglise, par l'organe de ses Souverains Pontifes, de ses conciles, de ses docteurs, de ses théologiens, l'avait formulé, bien avant que les philosophes et les congrès ne se soient efforcés de le définir, en leur faisant d'inconscients emprunts [1]. On n'en avait pas même l'idée avant le christianisme.

Dans ces conditions, de même qu'il n'y a qu'une manière pour les individus de former une vraie nation, un vrai peuple, dont l'idéal est l'aide mutuelle et le respect réciproque engendrés par la justice et par la charité, de même il n'y a aussi qu'une manière pour les peuples de former une vraie humanité, dont les diverses parties, tout en restant diverses et autonomes, comme le restent les individus, s'harmonisent dans la paix : c'est que les peuples, qui vivent nécessairement les uns par les autres, acceptent librement et généreusement de vivre aussi les uns pour les autres.

Et l'ordre ainsi conçu est totalement différent de tout ordre conçu à la façon de l'Allemagne. Au lieu, en effet, d'avoir son centre organisateur en un point de la terre, incarné dans un peuple ou dans une race qui, par force et par ruse, subordonnerait les autres à ses fins temporelles et particulières, il a son centre organisateur au delà de toute perspective terrestre, dans une fin transcendante à tous les peuples, et en laquelle les peuples doivent s'unir en s'élevant au dessus d'eux-mêmes par charité et par sacrifice. C'est l'ordre moral, l'ordre spirituel substitué à l'ordre matériel. Et, tandis que l'ordre matériel, comportant que les uns soient esclaves pour que les autres soient maîtres, exigeant que les uns pâtissent pour que les autres jouissent, consacre, comme la loi même de sa justice, les inégalités iné-

[1] Presque tous les principes et les règlements internationaux promulgués au Congrès de la Haye sont des corollaires de la doctrine de l'Eglise sur la guerre déjà formulés par nos théologiens. Dans le silence de tous les neutres qui les votèrent, n'est-il pas remarquable de voir la grande puissance morale qui, au mépris de toutes les convenances, avait été seule exclue de ce congrès, bien qu'elle fut personnifiée par Léon XIII, se lever seule pour les rappeler et les proclamer devant les violations de l'Allemagne.

vitables qui sévissent ici-bas, et transforment tout ce qui paraît être une supériorité chez ceux-ci en droits à faire valoir impitoyablement contre ceux-là, cet ordre spirituel, au contraire, comportant que chacun consente à servir l'idéal pour que tous aient part au salut commun, exigeant que chacun accepte de pâtir pour que tous obtiennent la vraie joie, tend à faire surmonter les inévitables inégalités séparatrices et ramène toutes les supériorités, quelles qu'elles soient, qui se rencontrent chez les uns, puissance ou richesse, science ou vertu même, à comprendre et à remplir leurs devoirs envers les autres, et à trouver dans leur supériorité même une nouvelle raison de les remplir : de telle sorte qu'on doit d'autant plus que plus on est et que plus on a. C'est pourquoi Notre-Seigneur, le Maître divin des individus et des sociétés, dit que dans l'ordre spirituel, comparé à l'ordre matériel, « les derniers seront les premiers, et les premiers seront les derniers ». Né de l'amour de Dieu pour les hommes, l'ordre spirituel s'achève dans l'amour des hommes pour Dieu : car c'est seulement en aimant Dieu ensemble que les hommes peuvent s'aimer entre eux et s'accorder. Mais c'est qu'aussi Dieu n'est rien moins que la bonté et la justice éternellement vivantes. Et c'est ce qui fait que, hors de Dieu, et dès l'instant qu'ils se veulent exclusivement pour eux-mêmes et à part dans leur existence terrestre, les individus ou les peuples ne peuvent que se heurter, se haïr et se combattre pour se subjuguer ou s'exterminer.

Sans doute, en restant placés chacun au point de vue de son égoïsme à faire valoir et à défendre, ils arrivent à contracter des accords. Mais, outre que ce n'est là qu'une paix toute partielle, puisque de la sorte il ne s'établit que des groupes rivaux ou hostiles à d'autres groupes, ce n'est là aussi qu'une paix radicalement précaire et toute momentanée, puisque, amenée par les circonstances, elle ne manque jamais de s'évanouir avec les circonstances[1]. Les traités, qui n'ont d'autre fondement que l'intérêt, ne sont que des trêves, pendant lesquelles s'exaspèrent les antagonismes et s'accumulent les moyens de faire la guerre.

Si nous ne voulons ni subir ni faire subir aux autres l'ordre

[1] Ne serait-ce pas la paix que rêvent en ce moment le Kaiser ou ceux qui l'inspirent : « La paix, écrivait-il dernièrement à un haut personnage de la cour de Bavière, pourrait se faire plus tôt qu'on ne pense; si elle ne pouvait donner qu'un résultat incomplet elle servirait tout au moins *de préparation à l'avenir*. Quand mon auguste grand-père assit la paix sur ses bases actuelles, il n'eut pas la prétention de réaliser une œuvre définitive. L'empire est toujours susceptible d'accroissement. Ce qui ne peut se faire aujourd'hui se fera plus tard. » Lettre publiée par le *Matin*.

matériel de l'égoïsme humain, l'ordre de « l'empire mondial », la tâche s'impose donc de travailler à l'ordre spirituel de la bonté et de la justice divines, à l'ordre du « royaume de Dieu », tel qu'il est enseigné par l'Evangile et défini par l'Eglise.

Il a pu sembler jadis que chaque peuple, en se retirant derrière ses frontières, était à même de vivre à part, sans avoir rien à demander ni rien à donner aux autres peuples. C'était une illusion. Mais cette illusion n'est même plus possible; car, par suite de l'utilisation des forces de la nature par la science, l'interdépendance des hommes sur la terre se fait sentir, même physiquement, d'un bout du monde jusqu'à l'autre. Toutes les distances sont supprimées, toutes les barrières sont renversées. La vie de deux peuples, séparés par des océans, est plus mêlée que ne l'était naguère la vie de deux villes voisines. Ce qui se pense, ce qui se dit, ce qui se fait en un point de la terre a immédiatement sa répercussion en tous les autres points. Ce n'est pas, certes, que les relations humaines soient modifiées dans leur essence, mais c'est que l'universelle solidarité entre les hommes se révèle plus clairement et plus impérieusement que jamais[1]. Et au moment où, grâce aux progrès de la science, on se flattait de pouvoir donner à la vie humaine sa plénitude sur la terre, il se trouve justement que cette solidarité, multipliant et prolongeant ses effets par les progrès mêmes de la science, met les peuples en demeure ou de revenir à un idéal supra-terrestre, ou de s'entr'égorger abominablement. Du point de vue de ce qu'ils peuvent appeler leurs intérêts, il leur est impossible de s'entendre, d'une entente vraie et foncière, parce que leurs intérêts souvent s'opposent et que ce qui augmente la puissance et la richesse de l'un diminue la puissance et la richesse des autres.

Il faut en prendre son parti. Il n'y a de paix, entre les peuples comme entre les individus, qu'en dehors et au-dessus de la sphère des intérêts. La paix a pour condition essentielle la pratique du renoncement au profit de la justice et de la charité. Seulement il importe toujours de bien comprendre que *le renoncement n'est ni une abdication ni un suicide*. Il ne consiste pas à cesser de vivre et à cesser d'agir; il consiste à vivre et à agir pour un but supérieur à soi-même. Toutes les prospérités d'ici-bas sont bonnes, pourvu qu'elles soient obtenues en

[1] Aussi peut-on remarquer que la neutralité, même entendue simplement dans le sens de la non-intervention extérieure, laquelle autrefois était pour ainsi dire observée spontanément par les non-belligérants, est maintenant si difficile à pratiquer qu'aucun des peuples se disant neutres n'a pu échapper au reproche d'y avoir manqué.

visant ce but supérieur et, une fois obtenues, qu'elles servent à s'en rapprocher. Produire des richesses, accroître la science, dompter la nature, transformer les éléments et les forces physiques en moyens dont on dispose, c'est bien. Mais qu'on prenne garde que cela peut devenir le pire des maux, si peuples ou individus, ayant ainsi augmenté leur être et leur avoir en ce monde, n'en usent que pour les augmenter sans fin, en se faisant le centre de tout. Car alors ce qui devrait être instrument de bienfaisance et de libération n'est plus qu'instrument de malfaisance et de domination.

Avec ce qu'il est et avec ce qu'il a, tout peuple comme tout individu est appelé à sortir de lui-même : pour faire œuvre d'humanité, pour coopérer à l'avènement du règne de Dieu, qui est le règne de la justice et de la charité, il doit vouloir aux autres, par générosité, le bien qu'il doit se vouloir à lui-même. S'il y a en lui surabondance de force et de richesse, de vie et de lumière, ce n'est pas afin qu'il se complaise en son mérite et encore moins qu'il s'en prévale pour prendre ce qu'il n'a pas encore; mais c'est, au contraire, afin qu'il en use pour donner. Le peuple selon le cœur de Dieu, c'est le peuple apôtre et missionnaire et non le peuple conquérant.

A la maxime de Treitschke disant que « prendre soin de sa puissance est le plus haut devoir moral de l'Etat », il faut opposer cette autre maxime que le premier devoir de l'Etat est de prendre soin de la justice. Autrement, il n'y a ni morale ni devoir et c'est une profanation d'en parler. Et prendre soin de la justice pour l'Etat, en même temps que c'est, à l'intérieur, organiser la société nationale de manière qu'elle soit une protection mutuelle et une entr'aide, c'est aussi, relativement à l'extérieur, non seulement respecter l'autonomie des autres nations, mais leur prêter ou recevoir d'elles assistance, afin que toutes, de concert, s'orientent vers l'idéal de l'universelle fraternité, de la communion des âmes en Dieu. La valeur d'un peuple, sa grandeur et sa beauté, c'est la foi qu'il a en cet idéal, laquelle, fécondant et multipliant sa vie, se traduit ensuite en élans de générosité qui font se lever en lui des légions de dévouements. Et, avec ces dévouements, tandis que les puissances de proie ne savent que jeter des tentacules pour prendre et s'imposer, il s'en va par le monde répandre de la lumière et de la bonté.

Si, néanmoins, dans ces conditions, il convient que l'Etat soit une puissance, une force, au sens matériel du mot, et s'il est nécessaire qu'il intervienne comme tel, ce ne peut être que pour faire de sa force l'humble servante de la justice. Ce qui rend légi-

time pour l'Etat le recours à la force, c'est précisément qu'au dedans et au dehors des forces se dressent qui sont au service de l'orgueil et des ambitions de l'égoïsme. Mais, par cela même, l'usage en est strictement limité et l'esprit dans lequel il en faut user est nettement défini. La force ne vaut que pour résister à l'injustice, quand l'injustice refuse de se rendre. En recourant à elle, il ne faut donc pas mettre toute sa confiance en elle, car c'est contre ceux qui mettent en elle toute leur confiance et qui veulent fonder avec elle seule leur cité de ce monde qu'il a été dit que, pour se servir de l'épée, ils périront par l'épée.

Aussi, une des caractéristiques essentielles de toute société qui, moralement, se civilise est-ce d'en régler l'usage et de le rendre impersonnel afin d'éliminer ce qui pourrait s'y introduire d'égoïste et de vindicatif.

En effet, non seulement l'emploi de la force ne saurait dispenser de la charité et des renoncements que la charité comporte, mais, si dans l'emploi même de la force, pour justifié qu'il puisse être, on n'est pas animé et dirigé par la charité, c'est-à-dire par le souci de faire advenir le royaume de Dieu en ceux-là mêmes aux entreprises desquels il faut résister, on ajoute au mal qu'ils font au lieu d'y porter remède : car alors on prononce contre eux une séparation, une exclusion que personne ici-bas n'a le droit de prononcer; on lutte comme si, avec eux, il n'y avait pas de paix possible ni concevable, tandis qu'il ne vaut la peine de lutter qu'en vue d'aboutir à la paix et en s'y préparant.

Dans les conflits qui surgissent, la vraie victoire, la victoire avant tout désirable, n'est pas d'anéantir ou d'asservir ses ennemis, mais, par l'amour qu'on manifeste pour la justice, de les amener eux-mêmes à l'amour de la justice.

Mais si, par la charité, les violences auxquelles, malgré tout, il faut recourir contre les violents sont réduites au nécessaire et perdent même leur caractère par l'intention qui les anime, retenons bien que cette charité n'est ni la molle complaisance ni l'abandon de soi. Elle ne consiste pas à se laisser faire ou à se laisser prendre et à entretenir le mal à ses dépens. Elle est le don de soi à plus que soi et à plus que les autres, pour le salut des autres et de soi. Pour se donner, elle suppose donc qu'on se possède, et que, pour se posséder, on se défend. Elle ne cède ni aux menaces ni aux promesses qui dominent les intérêts de ce monde. Et c'est ainsi qu'elle peut se faire tout à tous sans jamais cesser d'être elle-même. Sa victoire étant dans l'éternité, elle la poursuit et elle l'obtient à travers les défaites comme à travers les triomphes d'ici-bas. Elle sait mourir comme elle sait vivre. Et sa vie et sa

mort, portant le même témoignage, ont la même fécondité. Rien ne peut la vaincre. Tout périt; elle seule, comme dit saint Paul, ne périt jamais.

*
* *

Les habiles penseront sans doute que c'est une dérision amère et une utopie décevante de faire ainsi appel à la charité, surtout en cette heure épouvantable où le monde est comme tout entier livré aux infernales fureurs des puissances de proie. Mais alors, qu'ils le sachent bien, ils n'ont d'autres ressources que d'abandonner la partie ou de recourir à la haine pour faire face à la haine, et à la férocité pour faire face à la férocité. Et si la victoire des uns ne peut avoir qu'une portée toute semblable à la victoire des autres, c'est une duperie de parler encore de droit et de justice.

Dans une guerre comme celle que nous subissons, où c'est directement l'idéal même de la vie humaine qui est en jeu, la question unique et, j'oserai dire, la question principale n'est pas de savoir si nous serons vainqueurs ou non, et encore moins de savoir quel bénéfice nous pourrons en ce monde tirer de la victoire. Quand tous les risques seraient pour nous d'être vaincus, nous devrions lutter encore : car ce serait abdiquer notre humanité et perdre les raisons que nous avons de vivre que d'accepter l'assujettissement qui nous menace et qui menace le monde. Ce que l'Allemagne veut nous imposer, en définitive, c'est de renoncer au culte du vrai Dieu, pour adorer et servir son « vieux Dieu », qui n'est autre qu'elle-même.

Aujourd'hui, comme autrefois, le devoir est de s'exposer à la mort plutôt que d'obéir à de telles injonctions. Et tant que nous aurons en face de nous une force qui veut tenir lieu de justice, il nous faut mettre à la fois toutes nos générosités et toutes nos énergies à faire que la justice soit forte. Il ne s'agit pas de vaincre pour vaincre et pour faire la loi au monde : car rien n'est plus vain et rien n'est plus malfaisant. Il ne s'agit pas davantage d'escompter le bénéfice matériel de la victoire : cela, c'est le surcroît, il nous sera donné. Mais il s'agit de regarder au bénéfice moral et spirituel de la lutte elle-même, afin que, par elle, une fois de plus et quels qu'en doivent être temporellement les résultats, soit affirmée et proclamée l'éternelle vérité sans laquelle l'humanité ne saurait vivre.

Et de ce bénéfice moral et spirituel, puisse le peuple allemand avoir aussi sa part! C'est ce que, pour tous, nous pouvons souhaiter de meilleur. Puisse-t-il, sous l'étreinte de l'épreuve, reconnaître la folie de son rêve, refouler son appétit de domination et se résigner à devenir simplement « humain », en se disant, honteux

enfin de son orgueil, qu'il n'est qu'un peuple parmi les autres peuples. Sa tâche, s'il veut la comprendre, sera tout spécialement de réparer le mal qu'il a causé, de panser l'immense blessure qu'il a faite. Il lui appartient de se régénérer en s'efforçant de combler l'abîme qu'il a creusé entre lui et nous.

Mais, hâtons-nous de le dire, nous avons à nous y efforcer également pour notre compte. C'est aussi notre tâche. Et, pour nous encourager et en porter le poids, persuadons-nous bien que nous ne sommes pas sans responsabilités et que, si nous n'avions pas été ce que nous étions, nous et aussi les autres, le peuple allemand ne serait sans doute pas ce qu'il est. N'est-ce point parce qu'en cultivant le même matérialisme moral, nous tendions à nous dissoudre et à devenir de plus en plus la proie qui s'offre, qu'il a pu aussi tranquillement, sans scrupule et sans remords, se concentrer en lui-même pour devenir la puissance qui prend? Il faut qu'il sente que nous nous ressaisissons dans la foi retrouvée et rajeunie en l'idéal chrétien de la justice et du droit et qu'à travers la résolution, aussi ardente qu'inébranlable, de le combattre jusqu'au bout s'il le faut, nous le convions à faire en commun œuvre réparatrice et rédemptrice. Soyons aussi forts, aussi ingénieux, aussi inventifs que nous le pourrons, afin de tenir tête à son diabolique génie. Mais, nous adressant jusqu'aux plus humbles de nos soldats, nous les supplions de ne commettre jamais, par représailles, d'inutiles cruautés, laissant à la justice des vainqueurs les châtiments nécessaires. Ne ménageons rien pour obtenir la victoire; mais que ce soit pour en faire une victoire de l'esprit sur la chair, de la vérité sur l'erreur, du bien sur le mal. Il faudra qu'après, la France et le monde vaillent mieux qu'avant. C'est le seul prix digne du sang de nos héros.

Et de la sorte, travaillant à éliminer la haine d'entre les peuples, nous travaillerons du même coup et en même temps à l'éliminer d'entre nous. Amenés, par ce drame affreux qui ensanglante la terre, à comprendre mieux que jamais que la vie humaine n'a de sens que par l'infini qui la pénètre et la déborde, et par la foi en ses destinées éternelles; et portant nos regards plus haut que les misérables intérêts de partis, de factions ou de castes, nous viserons à former une « Union sacrée » qui ne soit pas seulement une union provisoire devant l'ennemi, mais le commencement, l'ébauche au moins de la véritable et définitive union en l'éternelle charité de Dieu.

† Henri Chapon, *évêque de Nice.*

SILHOUETTES DE GUERRE

LE DUC DES ABRUZZES

A Madrid, à la fin de janvier 1873, le roi Amédée de Savoie, fils cadet de Victor-Emmanuel II, luttait pour tâcher d'établir un peu de paix et d'équilibre parmi les partis du pays où, après une révolution et une dictature militaire, on l'avait appelé à régner. Il avait rêvé, en arrivant, d'être le souverain d'un régime d'ordre et de liberté. Après vingt-sept mois d'efforts, son rêve était près de s'évanouir. Un dernier épisode devait balayer ses illusions.

La reine, sa femme, venait de mettre au monde un enfant. Les vieilles traditions de la cour d'Espagne voulaient que le nouveau-né fût présenté solennellement, quelques heures après sa naissance, à toutes les autorités militaires de l'Etat, ainsi qu'aux membres du corps diplomatique, convoqués d'urgence au palais. C'était la nuit, et le roi trouva superflu de déranger tout ce monde pour obéir à un vieil usage auquel il n'attribuait pas grande importance.

Ce fut un scandale. Le matin suivant, la nouvelle du joyeux événement ayant été communiquée officiellement aux Cortès, les députés et les sénateurs en grand nombre, le président du Conseil, don Manuel Zorilla, à leur tête, se présentèrent au palais, demandant à voir l'enfant. Un majordome leur répondit que le souverain s'excusait de rester fidèle à la simplicité de ses goûts et de ne pas admettre l'élément officiel dans l'intimité de son foyer. La réponse fut rapportée par les délégués à leurs collègues : elle déchaîna parmi les membres des Cortès une véritable indignation. On discuta, on blâma publiquement l'attitude du souverain. On invoqua les droits des représentants de la nation sur les rejetons

royaux. La majorité radicale des deux Chambres, qui soupçonnait depuis longtemps Amédée de nourrir de secrètes sympathies pour les conservateurs (le souverain avait, en effet, songé à composer un cabinet de conciliation), fut persuadée qu'elle était condamnée.

L'antagonisme, latent jusqu'alors entre le chef de l'Etat et ses conseillers, éclata. La situation s'aggrava définitivement. Une semaine plus tard, Amédée de Savoie abdiquait, et le couple royal, avec l'enfant au berceau, — le futur duc des Abruzzes, car c'est de lui qu'il s'agit, — s'embarquait le matin du 12 février à la gare de Madrid, pour retourner, par la voie de Lisbonne, en Italie.

Rarement naissance de prince fut plus mouvementée que celle-là.

*
* *

L'enfance du petit Louis de Savoie se passa dans un milieu bien plus calme. Il reçut en Italie, dès le commencement, une direction presque exclusivement tournée vers les choses maritimes. Sa mère, Maria Vittoria, redevenue simple princesse, veilla avec un soin particulier sur cet enfant sauvé de la tempête. Elle mourut à San Remo, le 3 novembre 1878, et l'année suivante, à six ans à peine, le jeune prince entrait comme mousse dans la marine italienne.

De six ans à quarante-deux ans, — c'est son âge aujourd'hui, — il a parcouru, l'un après l'autre, tous les degrés de la carrière. Son origine ne l'a nullement dispensé de l'épreuve des examens auxquels sont astreints tous les officiers. Une seule faveur lui a été accordée : on lui a permis d'abréger les périodes de stage dans chaque grade ; c'était là, plutôt qu'un privilège, la récompense d'un travail opiniâtre et d'une existence dominée tout entière par une discipline de fer.

Nous ne signalerons que deux de ses croisières à travers les deux mondes. Celle qu'il accomplit à bord du croiseur *Cristoforo Colombo* lui permit d'arborer pour la première fois le drapeau italien en des ports de l'Océanie et de l'Amérique centrale. Elle dura du 16 octobre 1894 jusqu'au 27 décembre 1896 : vingt-six mois. Six ans plus tard, un voyage de circumnavigation, fait à bord de la *Liguria*, marqua une date dans les annales de la marine italienne. Parti de la Spezia, le croiseur, dont le duc des Abruzzes avait le commandement, après avoir touché Madère, les Antilles, Belize, les côtes du Mexique et New Orléans, se rendit à San Domingo pour protéger le consul et la colonie italienne, menacés par des mouvements révolutionnaires. De là, il poursuivit sa route vers

le sud : partout des colonies éparses d'Italiens se trouvaient prêtes à l'accueillir et à le recevoir. C'était la première fois qu'un prince de la maison de Savoie visitait ces merveilleuses « petites Italies » créées sous tous les ciels et grâce auxquelles un impérialisme actif et paisible réalise son programme d'expansion dans le monde. Sans qu'il l'eût cherché, cette croisière professionnelle du futur chef de la flotte prenait les proportions d'une mission politique. Les Italiens d'Amérique n'en ont pas perdu le souvenir.

A Sidney le commandant de la *Liguria* fit avec un commandant anglais le pari d'accomplir en six jours seulement la traversée jusqu'à Thursday Island, dans le détroit de Torres, qui sépare l'Australie de la Nouvelle Guinée; aucun autre navire n'avait réussi à la faire en moins de dix jours. Le duc gagna le pari.

Il rentra à la Spezia, après avoir reçu, d'une escadre venue à sa rencontre dans la Méditerranée, le salut de la marine italienne. Pendant dix-neuf mois et vingt et un jours de navigation, la *Liguria* avait parcouru 53 600 milles à travers les Océans, touché 114 ports, remonté 9 rivières et coupé six fois la ligne de l'Equateur; ce sont là des chiffres dont les hommes du métier apprécieront la portée. Le cousin du roi d'Italie avait bien gagné ses galons de capitaine de vaisseau; il s'embarqua, pour exercer ses nouvelles fonctions, à Venise, sur le *Varese*.

Lorsque la guerre éclata entre l'Italie et la Turquie, il était vice-amiral embarqué sur la *Vettor Pisani*, et il avait sous son commandement 21 contre-torpilleurs, 43 torpilleurs, dont 28 de haute mer.

*
* *

On peut dire que c'est de la guerre de Libye que date sa popularité et son énorme ascendant sur les marins italiens. Cet ascendant est tel qu'un écrivain maritime distingué, qui se cache sous le pseudonyme de Sindbad, écrivait, dans une lettre envoyée à un journal romain, du bord d'un croiseur, au milieu des équipages sur l'Adriatique, ces lignes : « Ces hommes se sont livrés, mains et pieds liés, à leur chef, avec la même confiance qu'un aveugle à son guide. Le duc des Abruzzes voit; il a des yeux pour tous. Voilà l'évangile des marins. Avec lui, on ne peut pas se perdre, on ne peut que vaincre. Ce sentiment donne à ces hommes, même lorsqu'ils naviguent au milieu des mines, une sérénité étonnante. Pour ces gens-là, le duc des Abruzzes est la vérité et l'infaillibilité mêmes. Cette confiance, aveugle, passive, fait la force de nos hommes. »

C'est qu'avant de commander il a su obéir, il a su donner l'exemple de se plier aux nécessités les plus dures, de supporter les épreuves les plus rudes. C'est qu'il a su faire fléchir sous sa direction autre chose que le timon d'un navire, sillonnant les routes connues de l'Océan : il a réussi à maîtriser les cimes ou à s'approcher des pôles inaccessibles, il a su atteindre et contempler, de près, l'inconnu. C'est que, pendant quinze ans, il a été le plus admirable des maîtres d'énergie, sorti d'un peuple que certains ont encore le mauvais goût de symboliser sous les traits du joueur de mandoline.

« Un prince de la maison de Savoie — proclamait déjà Amédée, son père — se doit d'avoir le pied et le jarret solides. » Le fils montra de bonne heure qu'il possédait la solidité nécessaire pour se tremper à l'école du danger. Les sommets des Alpes, à l'ombre desquels il avait passé ses premières années, l'attiraient. L'un d'eux, le Cervin, gardait encore, il y a vingt ans, dans la blancheur virginale de son pic, un pouvoir de fascination : gravir ses pentes abruptes, renouveler sur sa cime le geste de vainqueur qui coûta la vie à Michel Croz, le guide impeccable, qui y planta le premier le drapeau fait d'un pan de sa blouse : c'était le rêve. Le duc avait vingt ans, lorsqu'il tenta l'ascension de la montagne par le versant du Zust. Le succès lui sourit : les vallées d'Aoste retentirent, lorsqu'il descendit de là-haut, des acclamations les plus flatteuses.

Ce n'était qu'un entraînement. Ses ambitions l'appelaient plus loin. Il y avait en Alaska, à 5500 mètres d'altitude, une montagne dont nul n'avait encore foulé la cime. La basse température commençait si vite dans la région qu'il fallait, aux intrépides qui en tenteraient l'ascension, accepter l'éventualité d'une marche de 4500 mètres dans les neiges et les glaces. Un brouillard éternel enveloppait, comme d'un suaire, le paysage fatal.

Le duc choisit, parmi les merveilleux guides alpins de son pays, quelques compagnons expérimentés et sûrs et, dans le courant de l'année 1897, il gravit le premier le mont Saint-Elie[1]. Le voyage avait duré quarante-sept jours; le prince et ses compagnons avaient franchi, à travers des glaciers sillonnés de crevasses meurtrières, sous la menace d'avalanches incessantes, 200 kilomètres.

Il rentra en Italie l'année suivante, mais la nostalgie des solitudes arctiques était entrée dans son esprit ; après le Cervin

[1] Le récit de cette expédition, ainsi que des autres qui suivirent, a été rédigé par le docteur Filippo de Filippi, l'un des fidèles compagnons du duc. (Traduction à la librairie Plon.)

et l'Alaska, il se proposa un but nouveau : le mystère du pôle.

Sur un vieux navire, qui avait déjà transporté Nansen à travers les banquises du Gröenland, rebaptisé sous le nom de *Stella Polare*, le duc des Abruzzes s'embarqua le 12 juin 1899, à Christiania, pour son voyage d'exploration au Pôle Nord. Pendant quelques mois, on eut de favorables et fréquentes nouvelles de l'expédition. Puis le silence se fit. Un an passa, sans qu'on connût rien de son sort. Les inquiétudes s'accrurent. On envoya à la recherche de l'expédition un bateau à vapeur, le *Hertha*, qui fit plusieurs fois le voyage, côtoyant les terres polaires. A la fin, deux ans après, on finit par découvrir, près du port d'Hammerfest, la *Stella Polare*.

Les péripéties de l'expédition avaient été aussi intéressantes que celles de l'expédition de Nansen. Le vapeur du duc des Abruzzes avait été jeté tout d'abord par la glace sur le rivage Taffelberg. Une voie d'eau s'était produite dans la cale. On avait cherché à réparer le navire, mais inutilement. Il fallut établir alors une tente-abri ; on arracha des planches au navire avarié et on les recouvrit de toile à voiles. Il y avait à bord un poêle ; on l'installa sous la tente. La première nuit il y eut sept degrés de froid : les bottes et les habits des hommes se recouvraient de glace. La tente, haute d'environ 18 pieds, était entièrement enfoncée dans la neige.

On se divisa en quatre équipes : la première se dirigea vers le nord pour établir des stations ; la seconde, composée de mécaniciens norvégiens et de deux Italiens, devait rentrer au bout de douze jours, mais elle ne revint plus ; la troisième resta absente vingt-quatre jours et la quatrième, 105 jours. Cette dernière, ayant à sa tête le capitaine Cagni, — nature hardie et intrépide, qui devait plus tard s'illustrer dans un des épisodes les plus brillants de la campagne de Tripolitaine, — atteignit le 86° 33′ de latitude nord, assurant ainsi à l'Italie le record de la marche vers le pôle. Nansen, avant l'expédition italienne, était arrivé à 86° 14′.

C'est dans le récit officiel de l'exploration, fait par le docteur de Filippi et complété par une relation du commandant Cagni, qu'il faut apprendre la série d'épreuves subies par le duc et par ses compagnons : ce furent de longs mois d'angoisse et d'espoirs incertains. Un jour que le médecin du bord l'avait quitté, pour prendre part à l'une des expéditions secondaires organisées sur le continent mystérieux, le duc s'aperçut que les premières phalanges de deux doigts de sa main gauche étaient gelées ; il essaya par tous les moyens de les ranimer, mais rien n'y fit : elles étaient perdues. Alors, étant tout seul, stoïquement, il s'amputa lui-même les deux phalanges.

Pendant onze mois, la *Stella Polare* resta bloquée de tous les côtés par les glaces. L'un des flancs du navire était enfoncé de presque cinquante centimètres; la machine avait subi des avaries qui semblaient irréparables. Souvent, les membres de l'expédition eurent à lutter contre la faim; il fallut abattre les chiens pour vivre : pendant 100 jours, les explorateurs vécurent, en effet, exclusivement de viande de chien.

Mais, lorsque la *Stella Polare* put reprendre la mer libre et jeter l'ancre sur les côtes de Norvège, Nansen, qui vint saluer, à la tête d'une délégation d'étudiants, l'explorateur princier, put, sans flatterie, célébrer son courage, son sang-froid ainsi que les résultats nouveaux acquis par lui pour la science.

*
* *

Six ans plus tard, voilà le prince de nouveau en voyage, encore vers l'inconnu. Ce qui l'attirait maintenant ce n'étaient plus les glaciers de l'Amérique du Nord, ni la limite inaccessible des régions glaciales. C'était le centre de l'Afrique, les montagnes mystérieuses de la Lune, où l'on croyait jadis que le Nil prenait sa source. Il s'était proposé de tenter l'ascension du Ruwenzori, le pic le plus élevé de l'Afrique Equatoriale.

Lors de l'expédition de Stanley et d'Emin Pacha, l'Anglais Stairs avait tenté déjà, le premier, l'ascension de ces montagnes et il avait atteint une altitude de 10 000 pieds. L'Allemand Sthullmann essaya, lui aussi, d'arriver, dans les montagnes de la Lune, à la limite des neiges éternelles : mais il échoua. Scott Elliot et plus tard Moore, Johnston, Wylde et finalement le docteur David furent plus heureux; le point le plus haut, atteint par ce dernier, était à 5100 mètres. La cime restait inaccessible.

Parti de Naples le 16 avril 1906, le duc organisa, dans l'Ouganda, son expédition : 220 porteurs indigènes, des savants et des guides italiens en faisaient partie; le commandant Cagni était encore là. En quinze jours, les explorateurs traversèrent toute la large étendue de plaines et de hauteurs qui va d'Entebbe jusqu'aux pieds de la chaîne. De là, en huit jours encore, ils montèrent à Buyongolo, à 3798 mètres au-dessus du niveau de la mer, d'où ils commencèrent leurs travaux.

Accompagné de deux guides seulement, le prince réussit, par une marche rapide et sans relâche, à faire, en quelques semaines, l'ascension des principaux sommets de la chaîne, dont il détermina la hauteur. Les difficultés pour avancer étaient énormes : il fallait tailler la glace pour y faire des marches et pouvoir monter. On dut se séparer des porteurs indigènes, lutter constamment

avec le brouillard, dormir sur les pierres, dans des cabanes construites rapidement sous la pluie incessante et torrentielle, se défendre contre les fauves. Mais avant que le but ne fût atteint, le duc parvint à gravir les deux principaux pics inexplorés du Ruwenzori, auxquels il donna les noms de Marguerite et d'Alexandra, résumant ainsi, dans le souvenir des deux reines-mères d'Italie et d'Angleterre, l'association des destinées futures des deux peuples.

En descendant dans la plaine, il emportait avec lui les éléments nécessaires pour établir d'une façon complète la carte topographique de la région.

C'est aussitôt après ce voyage que se place le touchant roman dont le duc des Abruzzes fut le héros, et qui a, durant plusieurs mois, préoccupé la presse et l'opinion publique du monde entier.

Au cours d'une de ses croisières, lorsqu'il était commandant du *Varese*, il lui arriva de rencontrer aux Etats-Unis une jeune fille qui portait en elle le caractère de la race des conquérants du Nouveau Monde, la fille d'un riche sénateur très considéré dans le pays du président Wilson, Miss Elkins. La rencontre avait eu lieu dans une soirée offerte à l'ambassade d'Italie à Washington. L'énergique figure de la jeune fille, une sportswoman accomplie, sa culture, la simplicité de ses manières suffisaient à expliquer l'idylle. Elle fleurit, avec la même sincérité, avec la même chaleur d'un côté que de l'autre. Pendant longtemps, entre les villes d'Amérique, les stations climatériques d'Europe et le bord de la *Varese*, les appareils de Morse et de Marconi transmirent les messages des deux jeunes gens.

Mais les chauvins d'Amérique et les missionnaires presbytériens interprétèrent autrement l'épisode : ceux-là mêmes, qui avaient reproché aux jeunes filles de l'aristocratie milliardaire de leur pays de se laisser séduire par l'éclat à demi passé de quelques blasons de la vieille Europe, entamèrent avec la même vivacité, dans les journaux, comme dans les églises, une campagne singulière pour empêcher, disaient-ils, l'évasion des cent millions de Miss Elkins. Les difficultés protocolaires, du côté italien, vinrent compliquer la situation. Disons, en passant, que le chef de la maison d'Italie n'y fut pour rien : il consentit dès le premier moment à donner son autorisation à son cousin, pour l'union projetée.

Les ombres fraîches des bois de Langenschwalbach furent témoins des derniers frémissements du rêve, aujourd'hui évanoui.

*
* *

On comprend, après les souvenirs de cette vie, riche d'événe-

ments et d'émotions peu communes, l'ascendant que le commandant suprême de la flotte italienne exerce, en ce moment, sur ses hommes ainsi que l'a écrit l'écrivain cité plus haut.

Spontanément, le souvenir d'un autre chef se présente à l'esprit : celui de l'amiral Carlo Polion di Persano, qui fut le protagoniste malheureux de la journée de Lissa. La différence de nature entre les deux figures semble, sans efforts d'imagination, présenter comme en raccourci la différence même entre le spectacle qu'offrait la marine italienne au lendemain de la défaite et son état actuel.

Lissa ne fut, au fond, que le résultat logique de l'état de désunion et d'anarchie, dans lequel la marine italienne se trouvait six ans après sa formation. Cavour, qui apporta son activité débordante et géniale dans toutes les formes de la nouvelle vie de la jeune Italie; qui lui imprima, dès sa naissance, une direction en politique étrangère, intérieure et financière, à laquelle on peut dire qu'elle reste encore attachée, essaya aussi de créer une flotte puissante pour son pays.

Lorsque l'unité fut proclamée, il fallut accomplir un tour de force : fusionner les équipages et les officiers de quatre marines différentes, les marines piémontaise-sarde, napolitaine, toscane et celle de l'Etat romain. On mit ensemble les 38 navires de la première avec les 33 de la seconde, et les 9 qui constituaient la flottille du grand-duc de Florence avec les deux ayant appartenu à la marine romaine.

L'union des bâtiments fut moins difficile que celle des hommes. Instruits avec des méthodes complètement différentes, les officiers et les équipages des deux principales marines antérieures à l'unité restèrent longtemps, entre eux, inassimilables. La puissance et l'habileté de Cavour ne purent réussir à triompher d'un contraste, qui semblait imposé par la nature. *L'Italie est faite, les Italiens pas encore* — disait Massimo d'Azeglio. On pourrait répéter, par analogie, la même chose de la flotte italienne et des hommes qui la commandaient en 1866. A la veille de Lissa, l'Italie nouvelle avait dépensé, sous l'impulsion de Cavour, 309 millions pour s'assurer, par la construction de cuirassés, une supériorité absolue sur la flotte autrichienne composée exclusivement de navires en bois. Cette supériorité elle l'avait atteinte en effet, mais les hommes se montrèrent, à l'épreuve, inférieurs.

Lissa a pesé longtemps sur l'œuvre des cabinets qui se sont succédé en Italie : son souvenir brûlant a entravé tous les efforts pour reprendre et réaliser l'entreprise de Cavour. Pendant des années, le Parlement italien repoussa tout programme de restau-

ration navale. Le mot de Napoléon que l'Italie ne pouvait jamais espérer être une grande puissance, si elle n'arrivait à s'assurer une supériorité sur la mer, semblait un anachronisme pour les législateurs. L'un d'eux, parmi les meilleurs, Quintino Sella, put prononcer un jour à la Chambre, sans soulever de protestations, un discours où il mettait en doute l'opportunité, pour l'Italie, de posséder une flotte. Un timide essai de réaction fut tenté, en 1871, par le ministre Riboty : il réussit, après de savantes manœuvres, à faire accepter les plans pour la construction de deux cuirassés jumeaux, le *Duilio* et le *Dandolo*, qui purent du reste, pendant longtemps, par leur puissance, leur tonnage et leur vitesse, tenir la première place dans la liste des grands navires du monde.

Il fallut attendre qu'à la tête de l'administration de la marine se trouvât Benedetto Brin, un précurseur dans l'art des constructions navales, pour voir renaître la flotte que Cavour avait conçue, comme l'instrument principal de l'achèvement de l'unité nationale.

Benedetto Brin fut ministre de la marine italienne à cinq reprises : une première fois, en 1866, il présenta et fit approuver un programme naval comportant une nouvelle dépense de 146 millions, grâce auxquels la flotte italienne devait être constituée par 16 navires de guerre de première classe, 10 de deuxième, 20 de troisième, 14 auxiliaires de première, deuxième et troisième classe et 12 d'emploi local. Le programme ne put être réalisé que d'une façon partielle, les événements parlementaires ayant éloigné, au bon moment, son auteur du pouvoir. Il y revint avec ténacité; il obtint de nouveaux crédits, il activa partout les constructions, déjà entreprises, il fit surgir même dans la Péninsule des chantiers spéciaux par lesquels l'Italie put, en grande partie, s'affranchir de ses liens de dépendance de l'industrie étrangère, en construisant elle-même ses navires.

L'amiral Saint-Bon, — que d'Annunzio a célébré comme le type de l'héroïsme italien sur les flots, et qui avait jadis été avec Faà di Bruno et Alfredo Cappellini parmi les plus braves des combattants de Lissa, — nommé ministre à son tour, continua, entre février 1891 et novembre 1892, l'œuvre de Brin. Celui-ci revint encore et reprit sa tâche, à la tête de la marine, avec la même activité et la même passion qu'auparavant. A sa mort, le 24 mai 1898, le mouvement ascensionnel de la marine italienne était à un point où il n'était plus possible de l'arrêter. L'esprit public, du reste, avait radicalement changé. Les doctrines nationalistes, la conception d'une Italie reprenant son rôle dans les conseils de l'Europe, qui avait été jusqu'alors la foi d'une élite, commençait à devenir l'évangile d'un peuple. Les nouveaux

ministres qui se succédèrent, l'amiral Bettolo et le vice-amiral Mirabello, ne rencontrèrent que des obstacles faciles à franchir. Malgré l'entr'acte d'une commission d'enquête parlementaire, qui eut à un moment la velléité de discréditer l'œuvre accomplie, celle-ci put être continuée d'une façon normale, jusqu'au jour où la guerre de Libye vint montrer aux plus sceptiques l'utilité d'une flotte.

A ce moment-là, la tentative, commencée dix ans après la défaite, pouvait être considérée comme pleinement couronnée par le succès. L'état du matériel se présentait aussi satisfaisant que celui des équipages; l'ancien et néfaste antagonisme à bord des navires entre les différents éléments régionaux avait disparu; la discipline, qui, au moment de Lissa, était telle que des commandants, comme Saint-Bon, étaient obligés de s'éloigner du théâtre de la bataille pour réprimer des mutineries, était devenue une réalité solide. Plusieurs des défauts qui affligeaient alors d'autres marines — l'alcoolisme par exemple — étaient complètement inconnus sur les cuirassés de la péninsule. Des mécaniciens extrêmement habiles et des pilotes experts veillaient à empêcher des malheurs qui se produisaient, hélas! trop fréquemment ailleurs. Les fusiliers marins avaient donné, en Erythrée, la preuve de leur bravoure. Les artilleurs des navires, par la précision et la rapidité de leurs tirs, pouvaient être cités en exemple... C'est dans ces conditions que la flotte italienne, appareillant pour les côtes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, répondit au cri de l'auteur de la *Nave :*

Il nostro avvenire è sul mare!

*
* *

Ce fut au duc des Abruzzes que revint l'honneur d'inaugurer sur la mer les opérations de guerre contre la Turquie.

Le 27 septembre 1911, le jour même où l'ultimatum de l'Italie était remis à la Porte, la flottille dont le duc des Abruzzes, embarqué sur la *Vettor Pisani*, avait le commandement était partie de Tarente pour prévenir les attaques possibles de l'ennemi contre le commerce italien dans la mer Ionienne, où l'on avait signalé la présence de torpilleurs turcs.

Deux jours après, la flottille se présentait dans les eaux de Prevesa, et, dans l'après-midi, elle y découvrait deux torpilleurs turcs : *Anatolia* et *Tocat*. Atteints aussitôt, les deux torpilleurs tentèrent de s'enfuir. On ne leur en laissa pas le temps : on les coula, ainsi qu'un autre navire stationnaire, dans le port.

La mer, de ce côté, n'était cependant pas encore libérée de la présence de l'ennemi : le commandant de la flottille italienne en

avait été averti; il savait qu'à Prevesa deux autres torpilleurs turcs et le yacht *Thetis* se trouvaient abrités. Le 30 septembre, deux contre-torpilleurs italiens coulaient les premiers et capturaient le second. Le 5 octobre, une action plus vive s'engageait à Saint-Juan de Medua : les troupes turques de la garnison tiraient à l'improviste contre le contre-torpilleur *Artigliere*, au moment où il exerçait le droit de visite sur deux navires de passage; le commandant de l'*Artigliere* était blessé. On réduisit facilement les soldats turcs au silence. L'action sur les côtes de cette Albanie, qui était pour l'opinion italienne un objet, peut-être, plus séduisant que la Libye, s'annonçait ainsi brillamment. Le duc des Abruzzes précipitait la réalisation d'un plan dont seulement ses supérieurs et ses collaborateurs immédiats connaissaient le secret.

On s'arrêta tout à coup. Le 7 octobre, un ordre de Rome, arrivé à bord de la *Vettor Pisani*, ordonnait au commandant de la flottille, dans une forme qui n'admettait pas de réplique, de suspendre les opérations et de rester désormais à l'ancre sur la côte italienne. Le duc eut, à un certain moment, l'idée de passer outre. Au lieu de répondre au ministre, signataire du message, il envoya au Quirinal, à son cousin le roi, un télégramme dont voici la substance : « Je vous prie de me faire savoir si je dois poursuivre ma marche en avant ou rendre mon épée. » Il reçut en réponse, par la voie hiérarchique, un ordre de départ : on l'invitait à se rendre au cap Matapan. Il obéit. La flotte continua, sans lui, l'œuvre de collaboration avec le corps expéditionnaire en Tripolitaine qu'on lui avait assigné : œuvre extrêmement utile et intéressante, mais dépourvue, d'autre part, de ces gestes éclatants et inattendus qui, comme l'attaque de Prevesa, enthousiasment à l'extrême les foules.

Le *Livre Vert*, publié au mois de mai par M. Sonnino, a soulevé définitivement le voile qui cachait la véritable cause de l'échec du plan du duc des Abruzzes contre l'Albanie. Invoquant l'article 7 du traité d'alliance, sur le maintien du *statu quo* dans les Balkans — ce même article qui devait, par un retour curieux des choses, permettre à l'Italie de justifier sa neutralité et, ensuite, son intervention dans la guerre actuelle, — l'Autriche avait protesté contre le début des opérations de la flottille du duc des Abruzzes. La protestation aurait pu avoir peut-être des conséquences moins efficaces, sans la loyauté du marquis de San Giuliano, toujours prêt à s'incliner, chaque fois que la parole et les engagements pris étaient invoqués. Ce fut lui qui exigea, de son collègue de la marine et du roi lui-même, l'interruption des opérations dans l'Adriatique.

L'exil du prince audacieux ne fut pas long. L'occupation des îles de l'Egée ayant été décidée, la *Vettor Pisani* réapparut, à la tête de l'escadre, ayant à bord son commandant. On occupa Stampalia, Rhodes, Scarpanto, Casos, Calchis, Cos, Piscopi, Nisiro, Leros, Pathmos, Calymnos, Lypsos, Simi : l'opération — on le sait — ne présenta pas trop de difficultés. Mais la Turquie, qu'on avait cru pouvoir amener, par cette action rapide, à demander la paix, ne montrait nulle intention de céder.

On peut ajouter même que l'occupation des îles parut aggraver sensiblement la situation diplomatique de l'Italie. La menace de la rupture de l'équilibre dans la Méditerranée contribuait déjà à relever les actions de la Turquie auprès des chancelleries européennes. Il fallait cependant à l'Italie un coup, plus audacieux encore, pour en finir : le forcement des Dardanelles et la destruction de la flotte turque, que l'Italie avait laissée échapper au commencement de la guerre, et qui restait enfermée dans la baie de Nagara. L'idée germa dans le même esprit qu'avait conçu l'attaque de l'Albanie. Le 14 juillet, à l'aube, un conseil de commandants avait lieu sous la présidence du duc des Abruzzes, à bord de la *Vettor Pisani*. Les derniers détails de l'entreprise étaient arrêtés. L'opération se présentait comme extrêmement difficile. Une circonstance, que les journaux italiens n'ont pas jusqu'à présent racontée, permettait cependant de la croire possible. Les Dardanelles étaient semées de milliers de mines, des mines, — soit dit en passant, — arrivées de Stettin par la voie de Costanza. Un jour, peu après l'occupation des îles de l'archipel, un individu s'était présenté à l'un des principaux officiers de la flotte italienne : c'était un Allemand. Il connaissait les secrets de la disposition des mines dans les Détroits ; du moins il s'en vantait et il offrait, moyennant une forte somme, de guider les navires vers Constantinople. On hésita quelque temps avant d'accepter les offres de l'homme mystérieux. Ses affirmations ne purent pas ne pas être reconnues sérieuses.

Lorsque, au commencement de l'après-midi du 14 juillet, les contre-torpilleurs *Borea* et *Nembo* et les torpilleurs *Centauro*, *Astore*, *Climene* et *Perseo*, avec le croiseur *Vettor Pisani*, mirent le cap, en partant de Stampalia, sur l'entrée des Dardanelles, l'Allemand était à bord de la *Spica*, le torpilleur de tête, dont le chef d'état-major du duc des Abruzzes, le capitaine Millo, avait pris le commandement. A minuit, ils étaient devant l'entrée des Dardanelles. La *Vettor Pisani* et deux contre-torpilleurs restaient à l'extérieur : les autres petits navires avancèrent et pénétrèrent dans les détroits. Ils purent marcher à une vitesse de 15 nœuds,

dépassant, sans être vus, les forts de Seddul-Bahr et de Kum-Kalessi. Mais les projecteurs du cap Elles, sur la côte d'Europe, dont les gardiens avaient été mis en éveil par des étincelles sortant de la cheminée du torpilleur de queue, percèrent les ténèbres qui enveloppaient la flottille audacieuse. Le premier coup de canon, tiré par l'un des forts, découragea l'homme qui s'était offert comme guide. On le vit s'évanouir, tomber sur le pont, impuissant. Malgré tout, il fallut l'abandonner à son sort. Et l'on poussa la vitesse à 23 milles. On côtoyait le plus qu'il était possible la côte européenne, de plus en plus visée par le feu croisé des forts qui étaient maintenant tous entrés en action. La flottille, vouée à la mort, poursuivait sa route vers le canal de Chanak. La flotte turque était là à 2 milles de distance. Les réflecteurs éclairaient maintenant de tous les côtés les zones sillonnées. L'intensité du feu des Turcs atteignit son maximum. Tout d'un coup, la *Spica* heurta contre un câble de barrage en acier. Habilement, elle s'en dégagea; un autre câble était tendu plus loin : cette fois-ci, les hélices du contre-torpilleur s'arrêtèrent. Il était impossible de continuer la route. A une heure et demie de la nuit, les contre-torpilleurs passaient devant Seddul-Bahr, sans morts ni blessés.

Ce fut la dernière action navale importante de la guerre italo-turque.

*
* *

La sobriété des communiqués de l'état-major naval italien, qui n'est nullement inférieure à celle qui caractérise les bulletins du général Cadorna, ne nous offre pas, jusqu'à présent, assez d'éléments pour caractériser la nouvelle phase d'activité que la guerre actuelle offre au prince. Commandant énergique, caractère positif et pratique, le chef de la flotte italienne ne se contente pas de surveiller ou de lancer des ordres à distance, mais il en étudie l'exécution de très près. Il descend dans les détails et se rend compte des moindres circonstances. S'il inspire une grande confiance aux autres, c'est qu'il en a une, non moins grande en lui-même. L'habitude des solitudes l'a rendu peu expansif, silencieux. Il ne sait devenir éloquent que lorsqu'il s'agit de prendre des responsabilités et de défendre des subordonnés : car la générosité n'est pas le moindre des traits qui rendent sympathique sa figure.

Miles.

NOTES D'UN EXILÉ

LA MER, CHAMP DE BATAILLE

Beaucoup d'esprits s'étonnent que cette guerre, où sont engagées les plus importantes marines du monde, n'ait pas encore suscité de bataille comparable à la Hougue, Trafalgar ou Tsoushima. Chaque gouvernement répond à une telle surprise par des plaidoyers distincts : « Ayez patience, dit l'Angleterre, je trouverai moyen de les attirer, de les écraser en haute mer. » « Attendez, dit l'Allemagne, je choisirai mon heure, quand je serai plus forte. » « Je n'y peux rien, a dit la France et dit maintenant l'Italie, ils se cachent dans des repaires inaccessibles. » « Pourquoi me battrais-je, dit enfin l'Autriche, puisque je suis la plus faible ? »

A bien des titres, ces explications sont funestes. Elles laissent espérer, d'une part, des rencontres décisives qui ne surviendront sans doute jamais; elles provoquent l'impatience, engendrent à la longue des doutes sur l'efficacité des marines et d'injustes critiques sur la conduite de leurs opérations. D'autre part, elles n'éclairent point le public sur les données actuelles du problème naval : celui-ci n'est plus le même qu'au temps des Tourville et des Nelson; il n'a rien de commun, non plus, avec celui qu'ont à résoudre les chefs de la guerre terrestre. Laissé dans l'ignorance, le spectateur ne peut retenir sa déception que les supériorités respectives de l'Angleterre et de la France sur l'Allemagne et l'Autriche n'aient point réussi à déterminer des chocs retentissants. L'opinion, peu familière avec les choses de la guerre navale, les assimile volontiers à celles de la guerre continentale; elle se demande pourquoi les flottes, qui ne se sont jamais rencontrées, n'ont même pas l'air de vouloir le faire. Sa curiosité n'est satisfaite que par des escarmouches, des combats singuliers, où elle ne discerne ni plan d'ensemble, ni but défini. Les pessimistes

concluent que les amirautés sont incapables; les philosophes déclarent que les millions consacrés à la marine eussent été mieux employés à des armements plus efficaces; les indifférents sont sarcastiques, ou bien déclarent qu'ils n'y comprennent rien.

Tout le monde n'est pas loin d'avoir tort : les gouvernements qui ne se donnent pas la peine de renseigner leurs peuples sur l'impossible et le possible en matière navale, et les peuples qui exigent des escadres un genre d'action qu'elles ne doivent ni ne peuvent fournir. Nous verrons, en outre, que les marins de toutes nations peuvent faire sur eux-mêmes des retours parfois déplaisants. Il est, au reste, bien entendu que nos réflexions sur la mer et la guerre navale ne s'appliqueront à aucune marine en particulier; elles conserveront un caractère international, conforme à la nature internationale des océans, et nous aurons soin de spécifier, à chaque illustration par l'exemple, le moment où nous sortirons de la généralité. Notre but consiste à définir d'abord les ressources, les possibilités du champ d'opérations maritimes, d'étudier ensuite les engins dont disposent les amirautés pour y faire œuvre de combat, d'analyser enfin, autant que le permettent les renseignements actuels, le travail accompli sur mer depuis le mois d'août 1914. Les notes d'aujourd'hui sont consacrées à la première définition, à l'examen topographique, pour ainsi dire, de l'océan.

*
* *

La mer n'appartient à personne. Nul ne peut s'établir d'une façon durable sur aucun point de sa surface, y tracer une frontière ou une muraille, et dire : « Ceci est à moi ». Au lendemain des plus grandes batailles navales, le vainqueur est déjà loin du lieu de son triomphe; il vogue vers des ports ou des arsenaux, vers des opérations distantes, et ce qui reste de la flotte vaincue peut repasser sans encombre sur la scène du combat, où l'onde indifférente a fait disparaître les moindres vestiges de la colère des hommes. Sur terre, à la suite d'un engagement favorable, une armée prouve sa victoire en demeurant, s'il lui plaît, sur le terrain qu'elle a conquis; ainsi faisant, elle adjoint au territoire de la patrie l'étendue nouvellement absorbée; des traités définitifs peuvent en rendre maîtresse la nation qui a battu l'autre, et le premier souci de l'occupant consiste à y établir tous les signes de sa souveraineté : impôts, lois, troupes et administration. En un mot, la terre peut changer de mains. La mer ne le peut pas, puisque personne ne la possède jamais. De cette différence résultent toutes les oppositions que l'on trouve entre la guerre continentale et la guerre maritime.

Dans le passé ou le présent, les plus puissantes nations navales, celles qui avaient le plus besoin de l'empire des mers pour subsister ou pour s'accroître, n'ont jamais prétendu s'adjuger en fief la moindre parcelle des océans. Leur ambition dut s'incliner devant l'irréalisable. La Méditerranée n'appartint à Rome que du jour où, ayant détruit, par son activité terrestre, ses rivales carthaginoise, espagnole, égyptienne et asiatiques, elle eut transformé cette mer en un lac intérieur et fermé, sans autres riverains que des provinces romaines. L'Espagne et le Portugal, entre qui le Pape, au seizième siècle, avait réparti l'étendue liquide du globe, ne voyaient en cet apanage qu'une satisfaction d'amour-propre, et les galères de Venise, les vaisseaux d'Angleterre, les nefs de France circulaient à loisir sur ces propriétés illusoires. Louis XIV, qui fit tant de guerres d'orgueil et voulut que tous les capitaines étrangers saluassent les premiers son étendard royal, n'osa point leur interdire l'océan ni leur imposer des barrières. L'Angleterre, enfin, à qui Trafalgar donna pour un siècle une suprématie incontestable sur le domaine des flots, ne s'en servit jamais que pour y maintenir la liberté de passage : elle définissait ainsi la seule besogne à laquelle une nation maritime puisse employer ses forces navales.

Car la mer n'est pas autre chose qu'un chemin. C'est le chemin idéal, sans obstacles, illimité, toujours ouvert. Il conduit d'un port quelconque aux rives les plus éloignées. Selon son désir ou son besoin, le navigateur, à tout instant, peut changer sa route, modifier sa destination, sans craindre les montagnes, les ravins, les fondrières ni les gênes terrestres. Pour aller d'Amérique au Havre, ou de Gibraltar à Smyrne, il vogue en droite ligne ou suivant sa fantaisie; la voie est toujours libre, semblable à elle-même; le nouveau parcours n'exige aucun effort supplémentaire, et ses méandres ne sont limités que par l'approvisionnement de vivres et de charbon. Quelles que soient les bourrasques de l'atmosphère ou les tempêtes de l'onde, un bâtiment bien construit, mené par des hommes prudents, n'encourt pas plus de danger que les véhicules des voies continentales. Par tant de souplesse, la mer constitue un chemin si parfait qu'elle rapproche les nations et invite au mélange des peuples. La Manche et la Méditerranée séparent moins la France de l'Angleterre et de l'Afrique que les Pyrénées et les Alpes de l'Espagne et de l'Italie, et les blés d'Amérique nous parviennent plus aisément que ceux de la Russie, moins lointaine. A tout ce qui peut se transporter, hommes ou matières, la mer offre un support que le poids, l'encombrement, la vitesse ne détériorent jamais; elle soutient également la nacelle du pêcheur et les carènes d'acier, longues de

trois cents mètres, gonflées des fruits de toute une province. Alors que les véhicules terrestres transportent brin par brin, pour ainsi dire, les denrées précieuses ou nécessaires, la cale d'un navire enclôt dans ses flancs la matière nécessaire à cent usines et la provende de villes entières. Aux temps de paix, la flotte marchande seule peut compenser les insuffisances de récolte, écarter en tous points du monde les misères de la famine, donner à tous les bras le travail producteur, faire vivre sans à-coups les millions d'êtres humains. Les gouvernements avisés lui décernent leurs faveurs, parce qu'ils savent qu'aux heures du besoin la mer, toujours ouverte, emplira les vides des greniers et des entrepôts. Et de même que sur une carte on apprécie la richesse d'une nation à l'enchevêtrement de ses réseaux ferrés ou routiers, de même on mesure sa capacité de résistance aux troubles de la production d'après le nombre et le débit de ses lignes commerciales tracées sur le bleu des cartes océaniques.

Il est donc primordial que toute mer soit libre. La moindre gêne à son usage est une atteinte aux droits de tous les peuples, et les précautions les plus minutieuses sont prises pour qu'aucun n'en accapare, n'en monopolise aucun parage. Dès qu'un isthme percé, Suez ou Panama, offre à l'onde un nouveau sentier, le concert des diplomates prend des mesures et prescrit des règlements stricts, afin que les nations riveraines du canal n'en puissent, en aucun cas et sous aucun prétexte, interdire la jouissance à quiconque. Seuls, le Bosphore et les Dardanelles peuvent être fermés par la fantaisie d'un souverain; ces détroits ne sont qu'à moitié libres, et l'on sait le chaos de rancunes, d'intrigues et de discordes dont cette unique servitude a été l'origine.

Par son essence, par son histoire, il résulte que la mer, improductive, inhabitable, est considérée par les peuples comme un chemin d'élection. Aussi longtemps qu'ils vivent en bonne intelligence, ils en usent à leur guise, à leur gré, pourvu qu'ils se soumettent à un code de circulation dont les paragraphes ne sont pas plus restrictifs que de simples arrêtés de police. Mais il suffit qu'une guerre éclate entre deux peuples maritimes, pour que la mer, route commune, devienne aussitôt champ de bataille. C'est un champ de bataille d'un caractère étrange. Tandis qu'à terre les combats se livrent toujours sur le territoire d'un des belligérants, et que, pendant la période de guerre, chaque nation peut prendre telles mesures qui lui plaisent pour empêcher les neutres ou les étrangers d'approcher de la zone active, la mer, au contraire, n'appartient à personne, et quiconque ne prend pas part au conflit conserve le droit absolu d'y fréquenter. De cette juxtaposition, et

aussi de la nature fuyante de l'ennemi maritime, résultent les incertitudes de la guerre navale, ses aléas et ses lenteurs, et l'apparente inefficacité de prodigieux efforts.

*
* *

L'on doit admettre, en effet, comme vérité d'évidence, qu'une opération de guerre, maritime ou terrestre, est vaine et injustifiable si elle ne prépare pas uniquement le triomphe de celui-ci et l'écrasement de celui-là. Tout autre but, fût-il héroïque, ne se défend point s'il s'écarte de cette fin. Vue sous ce jour, la politique navale d'une nation belligérante devient lumineuse : elle doit, par tous les moyens, assurer à ses bâtiments de charge le passage sur les mers et, par tous les moyens, l'interdire à ceux de son adversaire. Le reste n'est qu'accessoire. Dans les annales maritimes, les flottes de guerre n'ont commencé à hanter les océans que du jour où des républiques et des empires prévoyants ont voulu garantir, dans la bonne et la mauvaise fortune, l'accès de leurs ports et la subsistance de leurs peuples. C'est le rôle exclusif des marines de guerre, et elles n'ont acquis de droit à la gratitude de leurs patries qu'en s'y conformant strictement. Certaines campagnes, certaines victoires navales ont pu paraître glorieuses; on ne doit point les admirer si le triomphe local du vainqueur permettait quand même au vaincu d'écumer les routes maritimes. Les fastes de l'Océan contiennent un mot : Trafalgar, et un nom : Nelson. L'un et l'autre signifient la réussite suprême, dans la gloire et l'utilité, que doit se proposer toute marine. Cette victoire n'est pas seulement grande par le nombre des navires engagés : d'autres combats en ont vu davantage; ni par la destruction de la flotte franco-espagnole : d'autres combats ont fini par des anéantissements semblables; mais bien parce que, de ce jour, la mer libre à l'Angleterre devint semée d'embûches pour la France, et que le monde entier, confiant ses richesses aux bateaux britanniques, transforma Londres en un cœur du commerce universel, et se soumit à cette primauté que l'Allemagne, un siècle plus tard, devait essayer d'abattre. Avant de juger une œuvre navale, il faut toujours en revenir aux conclusions de Trafalgar et la comparer à cette action modèle. Que l'ampleur de l'œuvre soit immense ou restreinte, ses résultats sont inattaquables dès qu'elle assure au vainqueur le passage des mers et l'interdit au vaincu. Le moyen le plus sûr, celui qu'un amiral doit toujours rechercher, est de poursuivre, traquer, attaquer, détruire et annihiler l'ennemi flottant. Nelson n'avait pas d'autre doctrine : sa carrière est un long plaidoyer pour cette méthode directe, et il eut la joie infinie de descendre au tombeau en la

démontrant de façon immortelle. Il ne cherchait point des lauriers étincelants, il avait consenti d'avance à la perte de sa flotte, moins nombreuse que celle de ses ennemis, et il prévoyait, bien des témoignages en font foi, que la mort serait le prix de son triomphe. Mais il savait aussi que l'Angleterre n'aurait plus besoin d'amiraux ni de flotte du moment que les escadres franco-espagnoles seraient anéanties, et que, plus personne ne venant inquiéter les routes maritimes, il aurait rempli son devoir de les rendre praticables aux seuls vaisseaux marchands britanniques. Par cette intuition de génie dont il sut imposer les risques à son gouvernement, dont il poursuivit avec âpreté, persévérance, désespoir même, le programme rigide, il définit d'une impérissable manière la fonction de toutes les marines : libérer la mer. Et Napoléon, qui, aux premières époques de son consulat, avait rogné les crédits de la marine au point de la rendre, pour ainsi dire, exsangue, s'aperçut trop tard de la faute qu'il avait commise en laissant les routes de mer à la merci d'une seule bataille.

Quand il voulut frapper au cœur l'ennemi acharné qui possédait les chemins liquides et les fermait à la France, il ne put trouver que le blocus continental. Puisque l'Angleterre usait des océans pour commercer, s'enrichir et se nourrir, il voulut tout au moins lui fermer l'accès des côtes impériales. Moyen puéril, expédient contraire à la nature. La mer n'est pas un corridor que l'on barre d'une chaîne, et chaque point de rivage est accessible aux navigateurs. Tandis que la France, étouffant dans son littoral clos, connaissait la disette et la faim, ruinait son industrie et perdait tout commerce, l'Angleterre se moquait des décrets que la force n'appuyait point; elle inondait l'Europe de ses produits et cueillait au passage les rares navires français qui nous appportaient le nécessaire. Dans le même temps, les contraintes imposées aux pays de l'Empire, à ses alliés ou à ses satellites, engendraient les fraudes, les mécontentements et les révoltes. Beaucoup de ceux qu'avait éblouis, qu'avait subjugués la gloire napoléonienne, se regimbaient violemment dès qu'on attentait à cette liberté des mers, dont on ne sent tout le prix qu'au moment où l'on en est privé. Et, sans vouloir attribuer à Nelson, à Trafalgar, à la mer, un poids exagéré dans les destins de l'Empire, on peut dire cependant qu'une de ses bases s'était écroulée le jour où l'océan avait cessé d'être ouvert aux voiles françaises.

Par une analogie frappante, l'histoire navale de 1805 se poursuit en 1915 dans un chapitre identique. Je ne pousserai point aujourd'hui cette étude, qui mérite des développements particuliers. Je puis marquer néanmoins que l'Allemagne, impuissante

au même titre que Napoléon à donner l'accès des hautes mers à ses propres navires marchands, n'a pas trouvé dans son imagination fertile d'autre riposte qu'un blocus. Il n'y a qu'une différence, due à ce fait que les côtes européennes et celles des autres continents sont hostiles à l'Allemagne ou sont neutres. Ne pouvant prétendre à cadenasser les ports non britanniques, elle s'arroge le droit de fermer ceux de la Grande-Bretagne. Ce que Napoléon tentait à l'extrémité du voyage, elle le place à son origine. Au point de vue stratégique elle y gagne d'opérer dans une zone plus restreinte et de surveillance plus facile. En soi, les deux conceptions sont les mêmes. Sans vouloir examiner encore les moyens nouveaux dont se sert l'Allemagne, il n'est pas présomptueux de penser que les résultats seront de même ordre. Nous voyons déjà des procédés, des menaces, des exécutions en tout point semblables à ce que Napoléon avait imaginé. Il s'y ajoute quelques crimes. Ce n'est pas ainsi qu'on apprivoise la mer.

Cette brève incursion dans les événements actuels montre que des flottes peuvent assurer la liberté des mers, sans avoir besoin d'écraser les flottes adverses. On peut dire qu'à l'heure présente, aucun navire allemand, autrichien ou turc ne vogue sur les hautes mers, et cependant le gros des escadres austro-allemandes est absolument intact. Tandis que, sur terre, une force armée ne peut agir efficacement que par sa présence réelle aux points qu'elle a définis, les flottes, quand elles ne se sont pas détruites, agissent par leur simple absence, et à distance. Elles ressemblent alors à des aimants immobiles qui, sans dépense d'énergie apparente, attirent les bâtiments de commerce amis et repoussent les ennemis. C'est le stade, semble-t-il, où la guerre navale actuelle a trouvé son équilibre momentané. Il n'est point désirable qu'il persiste, et je ne pense pas que les amiraux des flottes supérieures en nombre et en force soient satisfaits que l'enchaînement des circonstances, la nature toute nouvelle des opérations, l'entrée en jeu des mines et des sous-marins, qu'on avait trop dédaignés avant la guerre, les contraignent à cette immobilité pleine d'attente, d'angoisse, où sont reléguées leurs escadres. N'ayant pu vaincre l'ennemi flottant, ils craignent à toute heure son retour offensif; leurs équipages, leurs navires, leur pensée sont tenus en haleine perpétuelle, au lieu qu'un grand calme, semblable à celui qui suivit Trafalgar, aurait accompagné la victoire décisive; les énormes dépenses de charbon et de matériel, nécessaires à l'entretien de flottes immenses sur le pied de guerre, eussent été presque totalement supprimées, et toutes les ressources englouties dans des engins d'acier immobiles eussent été consacrées

aux troupes de terre, actives, combattantes, chargées en un mot d'obtenir la victoire finale. Certes, l'équilibre présent des opérations maritimes est le plus dommageable à tous les belligérants; personne ne l'a souhaité, et nous verrons plus tard que ses causes, sinon son excuse, se trouvent dans la qualité et l'emploi d'outils dont on avait trop négligé l'importance.

A tout le moins, dira-t-on, ces flottes immobiles qui agissent à distance ont bien rempli leur devoir, la partie la plus importante de leur devoir, puisque les navires de commerce français, anglais et italiens circulent librement et apportent en tous ports alliés les innombrables produits nécessaires à la subsistance et à la guerre. Cela est vrai, mais l'autre but est loin d'être atteint : fermer à ces produits l'entrée ou la sortie des ports allemands, affamer l'ennemi, l'étrangler progressivement. Trafalgar avait, d'un seul coup, réalisé ce double objectif, et c'est pourquoi cette victoire fut complète. Par suite de la substitution de la vapeur à la voile comme propulseur des bâtiments, il est désormais impossible d'isoler du monde une nation qui a des côtes, aussi longtemps qu'il y aura des neutres. Pour exposer cette impuissance, nous devons revenir aux conditions topographiques du champ maritime et envisager le deuxième caractère qui le distingue du champ terrestre : le droit absolu des non-belligérants à y circuler.

*
* *

Au temps de la marine à voiles, il n'était pas si difficile de fermer le chemin des côtes ennemies. Le vent seul servait de moteur; il avait des directions établies pendant des périodes données; le navigateur était contraint de se soumettre à la direction de son impulsion; pour tout dire, la route d'un point du globe à un autre ne pouvait se déplacer que dans des limites assez étroites, connues des marins, imposées par les vents régnants. Pour atterrir à Brest, à Gibraltar ou en Manche, les transports chargés de vivres, de munitions ou de soldats devaient prendre telles amures, arrondir tels caps, adopter tels parcours plus ou moins imposés. Il suffisait aux forces navales de croisière, croiseurs, frégates ou corsaires, de se tenir indéfiniment au travers desdits parcours convergents, assez près des côtes pour ne point manquer les bâtiments à l'entrée ou à la sortie, assez loin pour n'être pas signalées et attaquées par la défensive terrestre. La seule dépense d'usure consistait en vivres et en eau, dont les flancs des navires peuvent emporter le nécessaire pour six ou douze mois, quelquefois plus. Avec quelques jeux de voiles et des mâtures de rechange, on réparait en pleine mer les avaries dues au temps ou à la fatigue,

en sorte qu'une même unité, division, escadre ou flotte de croisière, tenait indéfiniment la mer, y posait une sorte de filet où venaient se prendre presque tous les navires marchands, isolait la rive ennemie du reste du monde. Bref, le blocus était effectif, le butin nombreux et la maîtrise de la mer ne constituait pas un vain mot. L'histoire maritime est pleine de ces croisières, longues assurément et pénibles, qui, faisant coup double, privaient l'adversaire de l'indispensable et enrichissaient la mère patrie. L'on n'a pas assez insisté, dans les livres d'histoire générale, sur l'importance de ces croisières lors des plus grandes convulsions. Les fastes de Rome sont semés d'épouvantes soudaines dues à une récolte insuffisante, à l'incertitude des routes méditerranéennes et il n'est pas interdit de prétendre qu'une des origines de sa politique impérialiste, de sa conquête des flots, a été le besoin d'anéantir les galères ibériques, africaines ou asiatiques qui empêchaient le blé d'arriver jusqu'à elle.

La France aussi, depuis Philippe-Auguste jusqu'à l'Empire, — la chronique n'a pas conservé les analogies antérieures, — a connu perpétuellement l'angoisse de manquer de subsistance. Les historiens, plus occupés des mouvements terrestres et des jeux diplomatiques, n'ont souvent accordé que des paragraphes dédaigneux à ces drames de la faim, où les gouvernements successifs, aux écoutes des nouvelles maritimes, attendaient un convoi, des galions qui devaient calmer l'émeute, assagir la populace et permettre la lutte à outrance. Bien des clefs d'événements obscurs se trouvent en cette action lointaine de la mer, en sa liberté ou son esclavage. Dès qu'un régime devenait fort et centralisait en ses mains l'avenir et l'existence d'un peuple, il percevait la nécessité profonde d'une marine puissante; toutes les nations d'Europe, à mesure qu'elles sont sorties du chaos amorphe de leur enfantement, s'assuraient, d'une façon ou d'une autre, le moyen de parler haut sur la mer aux moments de nécessité.

Cette tâche fut aisée, pendant bien des siècles, à cause du très petit nombre de peuples qui possédaient à la fois une marine commerciale et une marine militaire. L'une et l'autre impliquent un haut degré de richesse et d'organisation. Il était bien rare, aux grandes époques de la voile, que l'ensemble des marines ne fût pas engagé, d'un côté ou de l'autre, dans les guerres européennes. Tout ce qui n'y était pas mêlé ne valait pas la peine qu'on s'en préoccupât, en sorte que chacun, selon ses alliances et sa politique temporaires, pouvait en tous lieux ou frapper ou protéger. La guerre englobait tout navire flottant, les coalitions unissaient en deux groupes toutes les nations maritimes et la question des neutres ne

se posait point. Pour les navires de croisière, il n'existait que deux sortes de navires marchands : amis ou ennemis — et deux mots d'ordre : prendre ou laisser passer.

Ce temps est révolu. Il y a peu de vraisemblance qu'on le revoie jamais. En un siècle, chaque nation riveraine des océans, pénétrée des grands principes de l'usage des mers et fortement organisée, s'est formée sans retard une marine commerciale; les plus petites mêmes, au prix de redoutables déficits dans leurs budgets, ont constitué des flottes de combat. Il n'y a point de présomption à dire qu'au moment présent aucune guerre, aucune combinaison d'alliances ne saurait entraîner dans le conflit la totalité des nations qui se servait de la mer. Quelle que soit l'extension de la tourmente actuelle, l'on peut avancer sans erreur qu'il se trouvera toujours des pavillons neutres, des carènes neutres à qui nul n'osera défendre la circulation océanique.

Les flottes alliées, qui ont donc supprimé des mers tout ce qui porte les couleurs allemandes, autrichiennes ou turques, ont affaire à une infinité de navires qui ne veulent point prendre parti, prétendent user de leur droit et tourner à leur bénéfice le bouleversement européen. Tous les belligérants, à leurs yeux, sont sur le même plan et les ports de celui-ci ou de celui-là leur sont ouverts de la même façon; ils y apportent, ils y prennent, selon leur intérêt, selon l'enchère la plus haute. Ils exercent ainsi leur droit de souveraineté nationale. Personne n'a la faculté de leur en faire grief. La moindre atteinte à ce droit provoque des réclamations, et il suffit de nous rappeler l'incident du *Carthage*, dans une guerre récente, pour comprendre l'irritation que peuvent engendrer les empiètements à ce privilège intangible.

Les marines belligérantes, néanmoins, disposent de palliatifs à ce danger de laisser passer, dans des carènes neutres, des cargaisons ennemies. Les Conférences de La Haye, la Déclaration de Londres, d'autres instruments internationaux ont défini la contrebande de guerre, les droits des navires de guerre à la saisir, les devoirs des neutres. On a déjà analysé ici ces documents juridiques, signés par l'ensemble des nations maritimes et dont l'application ne laisse pas que de donner lieu à des controverses épineuses. En bref, on peut dire que tout navire de guerre est autorisé à saisir, au large, toute contrebande de guerre destinée à un ennemi. Ce principe est clair, d'une interprétation facile, et les divers tempéraments que les textes apportent à son énoncé n'amoindrissent ni sa force ni sa teneur générale. Il suffit donc que les navires de croisière arrêtent les neutres, les visitent et se conforment intégralement aux dispositions des lois internationales.

Laissons de côté la visite en haute mer et ses conséquences : cette étude purement technique nous entraînerait dans d'inextricables dilemmes. Elle serait d'ailleurs superflue, puisque nous allons montrer que la poursuite, la découverte de navires neutres sur la surface des mers sont pratiquement impossibles, et que ce qu'on en arrête, par rapport à ce qu'on en laisse passer, ne vaut pas plus qu'un brin de paille en face d'une meule de foin.

Le vent ne meut plus ni ne conduit les navires. Un capitaine peut faire tous les détours que lui permettent les tonnes de charbon qu'il détient en soute et, sur l'immensité de la mer, son trajet probable est un mystère. Tel navire chargé de coton en Amérique le portera en Allemagne en passant par l'Equateur, ou bien entre le Pôle et l'Islande : il n'y perdra que quelques journées, tandis qu'au temps de la voile de telles fantaisies l'eussent retardé de plusieurs semaines ou de longs mois, et même, les vents changeant, empêché d'arriver jamais au port.

Il n'y a plus, à l'heure présente, de route directe et connue pour les navires qui portent contrebande de guerre. Ce serait métier de dupe, si les navires de croisière, chargés de saisir cette contrebande, essayaient de la trouver en haute mer. Les navires de guerre, en général, ont des provisions de combustibles limitées par l'armement et la place qu'occupent les formidables engins destinés à la vitesse; après dix ou quinze jours au maximum, ils sont obligés de se ravitailler dans un port, c'est-à-dire d'abandonner la grande chasse maritime. Pendant ce temps, les contrebandiers cheminent, par des routes dédaignées en temps de paix, et arrivent forcément, tôt ou tard, au voisinage des côtes européennes.

C'est donc au voisinage des côtes européennes que les croisières doivent être établies. L'imagination publique se représente volontiers une immense toile d'araignée mouvante, proche des rivages, et dans laquelle viennent se prendre tous les navires survenant du large. Elle voit des navires de croisière, torpilleurs, croiseurs ou paquebots armés en guerre, formant un cordon de sentinelles aux regards croisés, tout comme au long d'une frontière. S'il pouvait en être ainsi, l'Allemagne depuis longtemps serait coupée de l'extérieur. Mais tous les navires de toutes les marines du monde voguant nuit et jour le long de l'immense ruban des côtes neutres, sans se reposer ni se ravitailler jamais, ne réussiraient pas à faire des mailles assez étroites au filet de la contrebande. Ils seraient épuisés, rendus, obligés tour à tour de venir dans les arsenaux afin de soigner leurs organismes malades, avant d'avoir arrêté la millième partie des navires suspects qui arrivent de l'inconnu et touchent les côtes au hasard. C'est pourtant le métier

qu'ont fait les croisières anglaises et françaises, dans le Nord et la Méditerranée. Sans relâche, sans repos, pendant des semaines et des mois, les croiseurs et torpilleurs ont obscurément battu la mer; travail de Sisyphe, dont on ne connaîtra jamais l'abnégation, la fatigue et la désespérante inutilité. Pour quelques prises, dues au hasard pur ou à la maladresse des capitaines contrebandiers, combien de fois, journellement, les marins de croisière n'ont-ils pas vu, sous leurs yeux pour ainsi dire, passer des théories de navires neutres et suspects, desquels il leur était interdit d'approcher?

De même, en effet, qu'en haute mer les neutres ont le droit intangible de circuler, de même, le long des côtes neutres, il existe une zone où les navires belligérants n'ont pas le droit de pénétrer. On donne à cette zone le nom d'eaux territoriales, et il faut bien en apprécier la nature pour comprendre le dernier terme du problème de la contrebande navale.

La frontière maritime d'un territoire est fixée, topographiquement, à l'endroit précis où le littoral s'enfonce dans l'eau. En deçà de cette limite impérative, on est en France, en Allemagne, dans un pays bien déterminé; au delà, on se trouve sur l'onde qui est internationale. Il semble, à l'instar des frontières terrestres, que quelques mètres de plus ou de moins suffisent à vous faire sortir d'un pays souverain et à vous faire entrer dans le domaine universel, la mer, où chacun peut circuler à sa guise. Heureusement pour les neutres, malheureusement pour les belligérants, la question n'est pas aussi simple. Il existe un prolongement de la patrie, à quelques kilomètres vers le large, où chaque peuple exerce les mêmes privilèges de possession que dans n'importe quelle province située à cent lieues des rivages. Ce sont les eaux territoriales, et leur institution traduit des nécessités impérieuses, que nous allons résumer.

On ne saurait admettre qu'un navire français arrivant des tropiques et mouillant à mille mètres de terre, devant un port français, ne fût pas considéré comme en territoire français. Nous ne sommes plus aux temps héroïques où l'équipage des plus grands bâtiments pouvait hisser sur le rivage, au moyen de plans inclinés et de cabestans, la carène qui l'avait porté sur les flots. De cette façon, hommes et matériel, tout ensemble, rentraient au giron de la patrie, à l'intérieur du littoral et y trouvaient la même aide et protection que les citadins de villes fortifiées. Cette époque ne reviendra plus. Quiconque a visité les ports de commerce ou de pêche se souvient du fourmillement de bateaux qui vont, viennent, séjournent à petite distance de la côte. Il est nécessaire, il est

indispensable que la nation à qui cette côte appartient exerce sur ces bateaux les mêmes droits de police, leur garantisse la même sécurité, les mêmes moyens de subsistance qu'à tout individu, étranger, voyageur ou citoyen, qui fréquente son territoire. Il existe en outre, sur toute côte, des soins d'édilité navale, d'entretien de travaux : phares, balisage, chenaux, qui incombent à la nation riveraine au même titre que la bonne tenue des voies et chemins intérieurs. Afin d'assurer aux navigateurs et aux navires une hospitalité réelle, afin de rendre possible l'aménagement et la sécurité des approches littorales, on accorde en toute propriété, aux nations côtières, un champ défini par une ligne sinueuse et parallèle au rivage. Dans l'intérieur de cette bordure, posée tout autour des pays maritimes comme un mince ourlet autour d'une pièce de toile, chaque gouvernement est maître absolu, autant qu'il ne contrevient pas aux règlements internationaux pour l'usage des mers. En particulier, nul navire de guerre étranger, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, n'a le droit de pénétrer dans les eaux territoriales sans prévenir, sans y être autorisé par le gouvernement intéressé. Se soustraire à cette démarche et emprunter la zone réservée sans en avoir licence constitue autre chose qu'un manque de courtoisie, mais un acte aussi grave que celui d'une patrouille ou d'un détachement de soldats armés qui dépasseraient la ligne-frontière et manœuvreraient en pays voisin. Le coupable s'expose à de justes récriminations et il n'y a pas d'exemple qu'il s'en sorte autrement que par des excuses complètes, avec promesse de ne plus recommencer. La seule exception admise réside dans le cas de force majeure : un navire de guerre avarié demande asile et réparation; à bout de souffle, il requiert la faculté de se procurer du charbon et des vivres. On ne s'oppose jamais à une intrusion motivée par l'infortune, mais elle ne peut excéder vingt-quatre heures. Si, à la fin de ce délai, le navire quémandeur n'est pas capable de reprendre la haute mer, il désarme, perd sa qualité de combattant et demeure interné jusqu'à la fin des hostilités. Bien mieux, pendant ces vingt-quatre heures, le bâtiment de guerre ne doit faire acte d'hostilité vis-à-vis de quiconque, non plus que pendant les trajets d'aller et retour qu'il exécute à l'intérieur des eaux territoriales.

Ces restrictions sont légitimes. On conçoit que tous les gouvernements soient fort chatouilleux sur leur observance et ne manquent jamais l'occasion d'en faire ressouvenir les intrus. On conçoit aussi que chaque nation côtière s'efforce de reculer le plus loin possible vers le large la limite de cette zone où elle exerce les

droits souverains. Mais, la mer demeurant malgré tout un lieu de passage libre et commun, les congrès et commissions du dix-neuvième siècle, qui établirent la jurisprudence maritime, ont imposé des bornes à cette avidité. Elles ont décrété que les eaux territoriales ne s'étendraient pas au delà de la portée moyenne efficace des canons de côtes, c'est-à-dire au delà des limites où une nation maritime, organisée pour la défensive, peut effectivement arrêter par la force les envahisseurs. Etablie à une époque où les bouches à feu n'approchaient pas en puissance celles dont on use aujourd'hui, cette zone tombe bien en dedans des portées actuelles. L'avenir la modifiera sans doute. On peut dire que, dans la guerre présente, elle avoisine onze kilomètres (six milles marins).

C'est plus qu'il n'en faut, chacun le comprend, pour que les navires marchands, contrebandiers et autres, puissent naviguer sans l'ombre d'inquiétude en longeant les côtes neutres. Ils s'y collent, pour ainsi dire, à la plus petite distance permise par leur tirant d'eau et par les fonds existants. Les bâtiments de croisière, qui savent à n'en pas douter que, sur ces cent cargos, défilant à portée du regard, il y en a peut-être quatre-vingt-dix chargés de contrebande pour l'ennemi, sont arrêtés par la barrière invisible des eaux territoriales et assistent, impuissants, au ravitaillement des adversaires.

Prenons un exemple. Un navire espagnol charge au Chili des nitrates pour l'Allemagne. Sur l'immense étendue des mers, il choisit les chemins qu'il veut, ne court aucun risque d'être arrêté et parvient sans encombre dans les parages de l'Europe septentrionale. Il ne passera évidemment pas par la Manche : c'est un goulet trop étroit, trop bien gardé. Il évitera la vue même de l'Angleterre, mais gagnera tout simplement, par un vaste crochet, les côtes norvégiennes. La marine anglaise, si nombreuse qu'elle soit, ne possède pas les milliers de navires de guerre qui assureraient à la fois le respect de ses propres côtes et la surveillance de toutes les côtes neutres. Ses croiseurs longent indéfiniment les rivages norvégiens, hors des eaux territoriales, et se tiennent prêts à arrêter tout bâtiment qu'ils voient sortir de ces eaux ou y entrer. Mais les côtes scandinaves s'allongent sur des centaines et des centaines de kilomètres. Mais les croiseurs britanniques ne peuvent pas être partout à toute heure. Mais les nuits sont longues, l'atmosphère obscurcie de pluie, la mer souvent dure. Notre contrebandier espagnol attend, vers le cap Nord, ou vers Trondjeim, ou vers Bergen, une occasion favorable; il se tient à cent kilomètres des côtes, profite du plus noir de la nuit, pique droit

vers la Norvège. Le lendemain, pendant sa ronde, le croiseur anglais aperçoit un navire qui redescend, narquois, inviolable, rampe vers le Danemark, les Belts, la Baltique, et se perd dans la brume allemande, le long de quelque dock germanique. Le contrebandier espagnol décharge sa précieuse marchandise, s'emplit de camelote allemande, reprend le même chemin initial, remonte la côte norvégienne dans les eaux territoriales, jusqu'au moment où il pense pouvoir en sortir sans encombre, bondit vers la haute mer et circule à travers les océans jusqu'en Amérique ou en Chine. Et voilà dix mille tonnes reçues par l'Allemagne, dix mille tonnes expédiées par elle, sans qu'il y ait de la faute de personne et que personne n'y puisse rien. Répétez cette aventure dix ou cent fois par jour, changez de ports, de produits, de nationalité, transportez en Méditerranée, pendant les premiers mois de la guerre, ces navires neutres qui, d'Espagne en Italie, d'Italie en Grèce et de Grèce en Turquie ou en Autriche, se faufilaient en eaux neutres, et vous comprendrez le paradoxe de ce chapitre de la guerre navale. Nos ennemis n'ont plus sur mer un seul bâtiment marchand, et leurs exportations, leurs importations n'ont presque pas baissé. Les rares prises ne comptent pas dans le total de ce qui a passé en fraude et, aussi longtemps qu'il y aura en même temps des navires neutres de par le monde et des côtes neutres à proximité de l'Allemagne, de l'Autriche ou de la Turquie, nulle marine existante n'arrêtera le trafic néfaste.

Mais si, un jour, il arrivait que les nations voisines de nos adversaires fussent entraînées dans le conflit, soit avec nous, soit contre nous, le problème serait instantanément résolu. Amies, elles assureraient elles-mêmes le barrage de leurs eaux territoriales, où plus rien ne passerait; ennemies, elles n'auraient plus le droit de les interdire aux croiseurs de la Quadruple Entente, qui se chargeraient de la besogne... Sous sa forme actuelle, l'alternative est insoluble.

Une des conséquences les plus curieuses de cet état de choses est l'intérêt majeur de l'Allemagne à conserver rigoureusement neutres les nations dont les côtes avoisinent les siennes : Hollande, Norvège, Danemark et Suède. Qu'elle ne désire point les voir passer au rang de ses ennemies, cela est légitime. *Mais elle n'a aucun avantage, bien au contraire, à les voir prendre part à la lutte en qualité d'amies.* Leurs rivages deviendraient aussitôt, pour la Quadruple Entente, zones d'incursion permise. Les bâtiments de croisière, au lieu de se tenir hors des eaux territoriales, écumeraient celles-ci, et le trafic énuméré tout à l'heure deviendrait autrement périlleux. Les côtes allemandes, en effet, ne sont

pas ouvertes à l'océan de la même manière que les côtes hollandaises et norvégiennes. On n'y accède que par des surfaces maritimes progressivement décroissantes, qui s'achèvent en cul de sac, et où il serait presque impossible à un navire marchand contrebandier de s'aventurer sans risques. Il est de toute nécessité, pour l'Allemagne, de pouvoir disposer de rivages tentacules auxquels personne ne puisse toucher et qui aillent recueillir à très grande distance les navires neutres. La Norvège, la Hollande remplissent à merveille ce but. Parmi les raisons politiques qui ont évité aux Pays-Bas le sort de la Belgique, on peut mettre au premier plan ce calcul : Rotterdam neutre, l'embouchure du Rhin neutre sont plus précieux à l'Allemagne que Rotterdam et le Rhin germanisés.

De même, en Méditerranée, aussi longtemps que l'Italie n'avait pas déclaré la guerre à l'Autriche, cette dernière nation n'avait guère à craindre d'être coupée à l'extérieur. Les croisières françaises rencontrant des navires suspects recevaient une réponse unanime : « Nous allons à Venise. » On devait laisser passer. De Venise à Trieste, le chemin n'est pas grand, et le fond de l'Adriatique était inaccessible aux navires français. Depuis que l'Italie a pris charge de la police en cette mer, l'Autriche est réellement gênée. Pour peu qu'un jour la Grèce en assure la surveillance orientale, aucun navire, neutre ou autre, ne touchera Trieste.

La situation est la même pour la Turquie, dont les côtes avoisinent celles de la Bulgarie et de la Grèce, présentement neutres. Aucun navire français ne peut, selon le droit, arrêter un bâtiment dont les consignataires résident au Pirée, à Salonique ou à Dédé-Agatsch. Le cadenas ne sera réellement clos de ce côté du passage qu'à l'heure où ces ports, devenus alliés, intercepteront toute marchandise à destination turque.

Il est une seule nation maritime dont les côtes ne prolongent pas d'autres côtes amies, hostiles ou neutres. C'est notre alliée l'Angleterre. Tout navire qui y aborde doit à un moment donné passer en haute mer. Il n'a point cette faculté de ramper à l'abri des rivages neutres. Si donc une nation belligérante déclare le blocus de l'Angleterre, elle n'enfreint les droits territoriaux d'aucune puissance maritime et n'encourt pas le risque de voir son blocus réduit à néant par le biais que nous avons exposé. L'Allemagne a compris cette supériorité et prétend s'en servir contre l'Angleterre. Nous y reviendrons. Notons tout de suite que nos adversaires ne l'ont pas prononcé contre nos côtes de France, océaniques ou méditerranéennes : le seul voisinage de l'Espagne neutre l'aurait rendu illusoire, au même titre que le voisinage de

la Hollande et de la Norvège rendrait inefficace un blocus contre l'Allemagne. Tant qu'il existe des côtes neutres à proximité d'un belligérant, tout blocus est non seulement inutile, mais ridicule.

D'accord, dira-t-on. Nous avons compris que ces eaux territoriales neutres empêchent nos croiseurs d'isoler, d'affamer nos ennemis. Mais pourquoi ces mêmes croiseurs, au lieu de dépenser leurs veilles et leur charbon le long de zones impénétrables, ne vont-ils pas, à portée des ports hostiles, attendre les contrebandiers qui doivent tout de même y entrer et en sortir? Ce serait plus simple et le bénéfice ne tarderait pas à s'en faire sentir. Les Allemands, vis-à-vis de l'Angleterre, n'en usent pas autrement.

Ici encore, nos adversaires, qui dans la guerre terrestre possèdent l'avantage de la position centrale et massive, sont mieux placés que nous pour ce genre d'opération navale. Leurs ports sont enfoncés, retirés, protégés : Hambourg et Brême au Nord, Trieste et Constantinople au Midi se trouvent à l'abri de longs couloirs faciles à défendre où les croiseurs les plus puissants, les plus rapides, ne peuvent faire que des incursions brèves, soudaines, mais qui jamais ne ressemblent à un séjour de blocus. Les parages vitaux du commerce allié : la Manche, la mer d'Irlande, la mer du Nord, sont pour ainsi dire ouverts sur l'océan à pleine poitrine; on y arrive de tous les points de l'horizon et un navire de croisière, sous-marin ou croiseur, y trouvera toujours quelque proie. Tel n'est point le cas des ports ennemis : on ne peut y accéder qu'après des dizaines, des centaines de milles, où l'adversaire accumule les défenses sous-marines. Le navire essayant d'y pénétrer est trop préoccupé de sa conservation, de son danger personnel, pour faire œuvre importante de police.

Avant de clore ce paragraphe de la contrebande, soulignons enfin un dernier parti que nos adversaires ont su tirer de leur position maritime. Dès l'origine de la guerre, ils ont retiré des océans tout navire portant leur pavillon. Après huit jours d'hostilités et à l'exception des paquebots armés en croiseurs, aucun bâtiment ne circula qui portait les couleurs allemandes et autrichiennes. Cette manœuvre ne correspondait pas seulement au risque encouru par les navires ennemis, mais elle offrait un triple avantage.

Assurés de trouver toujours, moyennant finances, des navires neutres qui feraient leur commerce, les Austro Allemands n'avaient pas besoin d'aventurer leur propre flotte marchande. Dans tous les ports du monde elle se retira et accepta d'être séquestrée. Allez en Amérique, en Asie, dans les ports neutres de l'Europe, vous y verrez des essaims de cargos et de paquebots, aux cheminées éteintes et à la peinture effacée, qui attendent la victoire alle-

mande pour reprendre la mer. Leurs équipages sont rapatriés en pays germanique; quelques hommes sont chargés, apparemment, de l'entretien de ces reclus forcés. Mais ces hommes, marins de carrière, sont des espions de premier ordre : à l'affût de ce qui entre et sort, circulant sur les quais, écoutant les nouvelles, ils renseignent leur patrie et lui rendent de précieux services.

L'Allemagne, confiante dans sa victoire, a donné à ces navires inactifs la tâche, quand la guerre prendra fin, de ressaisir le commerce universel. Au lieu que les bâtiments neutres, les bâtiments hostiles, surmenés et avariés par le travail intensif des océans, demanderont grâce et repos, l'Allemagne compte bien se servir de ces cargos quasi-neufs, convalescents; leurs machines, leurs chaudières entretenues ne seront point essoufflées, et leurs carènes rafleront en quelques mois ce que la fatigue des autres ne pourra plus prendre. *A moins d'être dupes, nous ne devons point, au règlement des comptes, oublier cette flotte endormie.*

Enfin, dans la besogne de destruction aveugle que les Allemands poursuivent sur mer, ils sont bien sûrs de ne jamais atteindre aucun navire germanique. Quels que soient les maquillages, les échanges de pavillon, les torpilles de Krupp ne courent point risque de couler autre chose que des ennemis ou des neutres. Avec les ennemis, nul ménagement à garder. Avec les neutres, on s'en tire au moyen d'excuses, de compensations pécuniaires ou de piteuses arguties. Mais l'essentiel est sauf : l'Allemagne conserve, pour la reprise des affaires, une marine marchande intacte, parmi toutes les autres qui seront fatiguées.

*
* *

Nous venons de considérer la mer, champ d'action militaire, sous deux aspects bien différents : sa qualité de chemin universel, son voisinage avec les eaux territoriales. Nous sommes ainsi conduits à son troisième et dernier caractère : son contact avec les rivages proprement dits. Les navires de combat, tenus en respect par la zone neutre, ont au contraire le devoir de violer, si c'est utile, les eaux territoriales ennemies. Aussi loin qu'ils y pénètrent, leur rôle s'arrête forcément là où commence la terre, mais il s'en faut que ce rôle soit dénué d'importance.

L'un des buts les plus évidents d'une flotte militaire consiste à insulter les côtes ennemis. Sous le verbe « insulter », on doit comprendre toute opération qui affaiblisse la puissance adverse : bombardement, débarquement de troupes, destruction d'ouvrages militaires, prise de possession de points stratégiques, et les cent autres formes d'action dirigées de la mer vers la terre. Pour bien

apprécier la nature de ce genre d'entreprise, il faut en revenir encore à la définition de la mer, voie de passage. Insulter une côte ennemie, ce n'est pas autre chose que transporter des ports amis une portion notable de force militaire, et, à très grande distance des bases nationales, essayer de faire ce que les armées terrestres accomplissent avec un réseau complet de transmission, de ravitaillement, de services d'arrière. Dans un tel effort, on se heurte à un obstacle autrement puissant que toutes les tranchées du monde : un rivage dressé. Et la mer, auxiliaire idéal aussi longtemps qu'on lui demande le passage, devient rebelle, hostile, encombrante, dès qu'on en exige ce pourquoi elle n'est point faite, la lutte contre des forces stables.

Il n'entre point dans mon programme de développer les modes d'action multiples par lesquels une flotte peut s'en prendre à une côte. Chacun d'eux mériterait un long chapitre, que je serais contraint d'étayer sur une série d'exemples historiques ; je courrais le risque de ne rien dire qui vaille au point de vue de la guerre actuelle, puisque cette guerre, le lecteur le soupçonne, a renversé sur mer aussi bien que sur terre toutes les leçons de l'expérience. Je me contenterai d'énoncer, sur cette phase particulière de l'activité navale, des notions simples dont la lumière éclairera les rapports des flottes et des côtes.

L'étendue de tout rivage comprend des positions de caractère nettement tranché. Les premières sont contituées par les ports de guerre, formidablement armés et défendus, où gisent les arsenaux, où s'abritent les flottes, qui condensent en quelques points toute la force maritime d'une nation. Ce sont les camps retranchés de la mer. A cette catégorie de positions, se rattachent les bases secondaires, points d'appui de flottille, batteries de côte, postes d'observation, sémaphores, tout ce qui concourt à l'usage, à l'efficacité de la puissance navale. Pour nombreuses que soient ces positions, les unes et les autres n'occupent jamais sur un littoral qu'une étendue très restreinte. Elles sont situées en des points stratégiques importants : rades, promontoires ou détroits. Leur perte entraînerait une diminution sensible de la puissance nationale, par la brèche effectuée dans le système défensif.

Le deuxième genre de positions n'est autre chose que la ligne indéfinie de rivages non fortifiés : grèves, falaises, estuaires, ports marchands, archipels ou écueils. Ces vastes développements, qui représentent la presque totalité d'une frontière maritime, sont sans défense, inertes pour ainsi dire. Il serait puéril, et d'un prix exorbitant, de vouloir hérisser de canons

les centaines de lieues qui séparent un pays des océans.

En définitive, le front de mer d'une nation se compose d'un rivage ouvert, extrêmement développé, — celui de la France, sur l'Océan et la Méditerranée, ne mesure pas moins de deux mille huit cents kilomètres, — et de quelques points très rares, mais d'importance supérieure, où se contracte la puissance défensive littorale. Selon qu'un adversaire en veut à l'un ou l'autre objectif, ses opérations prennent un caractère nettement différent, — quel que soit d'ailleurs le but qu'il se propose, — et il ne doit agir ni par les mêmes méthodes, ni par les mêmes armes.

Nous éliminons tout de suite le bombardement pur et simple des rivages ouverts. C'est une opération théâtrale et inutile. Des navires de guerre, grands ou petits, circulent à portée d'une côte inoffensive; ils lancent des projectiles sur des hameaux, des havres de pêche, des stations balnéaires, des champs où paissent les troupeaux; ils ne détruisent aucun élément de la puissance adverse, mais démolissent, par aventure, quelques maisons innocentes, tuent des enfants qui sortent de l'école ou des bestiaux dans un pré. De telles démonstrations peuvent être efficaces contre des pays sauvages, où l'épouvante de bruits formidables, la vue d'explosions énormes agissent sur les âmes simples des nègres, musulmans ou autres. En pays fortement civilisés, la nation atteinte par d'aussi stupides blessures en devient plus indignée contre le barbare et se dispose à lui faire payer plus cher ses meurtres injustifiés. La perte de celui-ci est double : il a gaspillé des projectiles précieux et accru la résistance des ennemis qu'il croyait effrayer. Jusqu'à présent, l'Allemagne seule a jugé bon d'user, contre l'Angleterre, de ce moyen criminel et illusoire. Ne reprochons point à nos marines de l'avoir dédaigné. Dans l'Adriatique, où la flotte française aurait pu pendant dix mois, à toute heure du jour et de la nuit, bombarder des îles et des côtes que la flotte autrichienne, accroupie dans ses ports, ne venait point défendre, il n'est pas sorti de nos canons un seul obus contre les rivages inoffensifs. Dans leur rage de ne voir pas sortir un ennemi qu'ils sollicitaient de toutes façons, nos marins eussent pu succomber au mauvais désir dont les Allemands leur donnaient l'exemple. Ils ne sont point descendus jusqu'à cette honte. Pour avoir dédaigné ces tristes lauriers, on ne doit pas croire qu'ils n'ont pas désiré les autres, ceux de la vraie bataille, mais leur destin n'était pas de les cueillir.

L'opération légitime, utile, contre les rivages ouverts, ne peut donc pas consister, dans la guerre civilisée, en une attaque du canon. Mais les entreprises destinées à prendre possession d'un

point de rivage, à y installer une force armée terrestre, à y faire tache d'huile pour pénétrer dans l'intérieur, peuvent entraîner les plus heureuses conséquences. Sous les modes infiniment variés dont l'histoire passée et présente nous offre les exemples, une telle tentative prend le nom d'expédition. Dans les expéditions, la marine proprement dite assure le débarquement et tous les détails connexes. Nous nous en tiendrons aujourd'hui à ce concours maritime.

Il revêt le caractère que l'on peut attendre d'une opération navale : le transport d'une force militaire en vue des côtes ennemies et le passage de cette force de ses véhicules flottants à sa base future. La première partie de ce travail appartient à la navigation générale, prudente, protégée, telle que toutes les marines la pratiquent en temps de guerre. La seconde est hérissée de difficultés, d'imprévus, à tel point que l'expédition la mieux préparée peut être triomphale ou désastreuse, sans qu'on en puisse accuser personne, sauf les éléments.

Supposons que les chefs marins et militaires aient déterminé, sur le vaste littoral, le point le plus favorable, où navires et transports pourront approcher très près de terre, où les embarcations destinées à débarquer personnel et matériel trouveront des accostages unis, rarement battus par la houle, et à proximité de terrains où le corps expéditionnaire se déploie aisément, se batte sans être exposé, campe dans une sécurité relative. Tant de conditions ne sont pas faciles à réunir, et il est rare, sinon impossible, que les commodités terrestres et navales soient accumulées aux mêmes endroits. On doit se souvenir, en effet, que sur le périmètre d'un littoral, tous les points avantageux, — ports abrités, rades protégées, mouillages bien défendus, — servent à l'usage courant des nationaux et ne sont point accessibles à un débarquement hostile. C'est seulement dans les parages de rebut, ouverts, mauvais, que des forces expéditionnaires peuvent tenter une entreprise. Avant donc d'approcher, elles sont sûres de se heurter à des difficultés naturelles de premier ordre.

On peut admettre, néanmoins, qu'une prévoyance heureuse ait découvert des lieux où le débarquement ne soit pas impossible. Les navires de guerre, les transports mouillent à plus ou moins grande distance de terre. Leur tirant d'eau, 5 à 10 mètres, ne leur permet pas d'approcher beaucoup. Le problème consiste à transborder, entre les bâtiments amis et le rivage ennemi, des milliers d'hommes, leur matériel, leurs vivres, leurs approvisionnements, leur cavalerie, leur artillerie. Pour qu'une telle opération n'aboutisse pas à un désastre, il faut un concours de circonstances

favorables très rare : beau temps, rapidité de mouvements, inertie du rivage ennemi.

Le beau temps s'impose. Par lui seul, le déversement des troupes et de leur matériel dans les barques et chalands qui feront le transport au rivage sera prompt et sûr. Y a-t-il de la houle, du grand vent, du courant, les masses énormes des grands navires roulent et tanguent, les masses légères des embarcations sautent, bondissent, s'écrasent sur les carènes : le passage des uns aux autres devient aussi dangereux, aussi incertain que celui d'une balançoire à une autre balançoire, animées de mouvements discordants. Des hommes sont noyés, des canons tombent à la mer, des chevaux se brisent les jambes.

Pénible au départ, l'opération est terrible à l'arrivée. Les embarcations s'approchent d'une rive où aucun secours ne les attend, bien au contraire; la vague les jette sur la grève et les retire; quelques-unes se mettent en travers, sont roulées, chavirées; des soldats encombrés de lourds paquetages se jettent à l'eau et y disparaissent; tant bien que mal, les marins sautent sur la plage, y fixent les câbles des canots, les halent, et peu à peu, au compte-goutte pour ainsi dire, les militaires, transis, mouillés, affaiblis, sautent sur le sol; ils doivent y charrier leur encombrant matériel, monter les affûts, les caissons, les canons, protéger les vivres des atteintes de l'eau salée qui les rendrait immangeables; créer, en un mot, sur une rive hostile, sans appui ni aide, tous les éléments d'existence, de protection et d'attaque. La dureté de l'œuvre ne peut être connue que de ceux qui l'ont contemplée. La lutte contre les éléments, mer et rivage, suffit pour épuiser les énergies les plus fortes. Que dire quand il s'y ajoute la lutte contre les hommes?

Les expéditions de ce genre, en effet, ne s'en prennent d'ordinaire qu'aux pays destinés à devenir des colonies : le pouvoir central y est nul, aucun service de renseignements, sémaphores, vigies ou télégraphe, ne permet aux chefs ennemis de connaître le danger approchant; le connaissent-ils, les routes ni les chemins de fer n'existent. La force qui débarque a tout au plus affaire à des tribus mal armées, facilement terrorisées par les obus de gros calibres, issus des canons de marine, et qui font plus de bruit que de mal. C'est pourquoi l'on peut dire qu'aucun débarquement colonial n'a jamais conduit à un échec. Aussi longtemps que les seuls obstacles proviennent de l'onde, les marins ont toujours fini par les surmonter : ils y dépensent, sans compter, leur fatigue, leur expérience, leur vie même. Il est rare que l'on tienne compte de l'œuvre qu'ils accomplissent. Eblouis

par les succès ultérieurs des forces terrestres, les gouvernements et les historiens négligent les tâches ardues de la marine; on tient pour naturel ce qu'elle réussit, on lui impute à crime ce qui échoue, et elle se tait toujours. Sans elle, pourtant, nul empire colonial ne se serait jamais fondé.

Mais son devoir ne consiste pas toujours à approcher des territoires amorphes où les troupes coloniales, armées d'engins modernes, ont, à des degrés divers, la même supériorité que Christophe Colomb, Pizarre ou Cortez, vis-à-vis des Caraïbes, des Incas et des Aztèques opposant la flèche à l'arquebuse. Dès que l'on se heurte à des rivages civilisés, ou tout au moins pourvus de réseaux de chemins et de renseignements, l'obstacle humain s'ajoute à l'obstacle naturel. Des forces ennemies affluent au lieu de débarquement présumé, elles s'y fortifient, y accumulent les moyens de résistance; bien abritées sur un terrain connu, où leurs derrières sont assurés, elles attendent à coup sûr le corps expéditionnaire. Elles n'ont garde de s'en prendre aux navires de combat, trop distants et abrités; elles se taisent jusqu'au moment où les embarcations, remplies de gens et de matériel tassé, s'avancent à découvert dans l'espace libre qui sépare le mouillage de la côte; elles se taisent peut-être jusqu'à la période de confusion inextricable de l'accostage et du débarquement. Alors, les invisibles défenseurs tirent dans le tas. Avant qu'on ait pu se mettre en position de leur répondre, ils ont fracassé des embarcations, décimé des compagnies, démoli les pièces à mesure qu'on les monte. C'est un carnage. Tant bien que mal, accrochés à la berge, les survivants se forment, constituent pièce à pièce leur défensive et montent à l'assaut. Les navires de guerre, avec leurs canons, tentent de les aider; mais ces canons sont destinés à rompre les cuirassés et à déchiqueter l'acier; ils ne sont guère utiles contre les abris de terre, mal repérés, presque invisibles. La flotte doit abandonner à son sort, à son courage, l'armée qui n'a pas d'autre alternative que résister coûte que coûte, puisque tout chemin de retraite lui est fermé. Les opérations de cette armée, toujours pénibles, toujours héroïques, n'appartiennent plus au domaine naval, mais l'œuvre de la flotte commence à peine. Chaque jour, les soldats, cramponnés sur un sol inculte, réclament la nourriture, l'eau, les mille nécessités de la vie courante; les canons voraces ont besoin de munitions, dont la pénurie peut entraîner une catastrophe; il faut évacuer les blessés par cette dure et dangereuse voie des eaux littorales; on doit combler les vides en hommes et en chevaux. En résumé, la flotte a pour devoir sacré de secourir, d'entretenir, de faire tenir les défen-

seurs du drapeau; mais cela ne se passe point sur le seuil de la patrie, devant un système complet de routes, de bases et de dépôts. Des milliers de kilomètres séparent les combattants des sources précieuses de la vie, et la flotte seule peut servir de trait d'union. Sans relâche, contre le vent, l'orage ou la tempête, elle est la nourricière des braves suspendus à son aide. C'est une bataille de toute heure contre le ressac, la houle, le clapotis et le courant. D'autres ennemis, en la guerre actuelle, ajoutent leurs coups sournois à la malice des ondes : sous-marins et mines, glissant entre deux eaux, menacent les grands navires et les obligent, au moment où ils tendent leurs efforts vers le rivage, à jeter autour d'eux des regards éperdus. Ils n'ont point peur pour eux-mêmes, mais si l'un des invisibles engins vient à les engloutir, la subsistance d'une semaine, les munitions de dix batteries ou un millier de valeureux soldats disparaissent à jamais.

Que l'imagination du lecteur pousse chacun des traits de cette esquisse, qu'il lise les comptes-rendus en tâchant de voir entre les lignes officielles et sèches, et il comprendra la grandeur de l'entreprise des Dardanelles. Nous y reviendrons plus tard. Mais nous pouvons accepter tout de suite la phrase de Sir Ian Hamilton : « L'opération du débarquement est le plus beau fait d'armes accompli dans tous les temps. » Il n'est pas d'obstacles que la marine et le corps expéditionnaire n'aient rencontrés; pas de risques dont ils n'aient triomphé. Ils ont tout vaincu, l'éternelle malignité des flots et la diabolique industrie des hommes.

*
* *

J'ai simplement voulu donner aujourd'hui une vue d'ensemble des ressources de la mer, champ d'action. Avant de pousser l'examen des outils que les marines ont lancé sur ce champ de bataille, il était bon de connaître sa nature particulière, son rôle historique et présent, ce qu'on peut lui demander, ce qu'il refuse. Dès qu'une marine, par l'enchaînement des circonstances, se voit contrainte de le considérer autrement que comme une route qui doit rester libre, elle se heurte à des difficultés que chaque invention nouvelle, chaque progrès humain rendent plus insurmontables. L'imagination le conçoit, le bon sens l'indique et la guerre actuelle le démontre.

René Milan.

La suite prochainement.

LE DIALOGUE DE LA FECHT[1]

L'Allemand gravit un rocher à pic et s'asseoit au sommet. Il regarde d'abord les flocons blancs des shrapnells qui éclatent très haut dans l'air et, portant les yeux vers les lignes de tranchées que des soldats prussiens à casquettes plates creusent avec acharnement, il s'adresse au personnage qui le suivait et lui dit :

— Homme entêté, pourquoi refuses-tu l'évidence? Ensemble, nous avons parcouru toute une période : quarante-cinq années de politique militaire et commerciale.

Que tu le veuilles ou non, tu as joué ton rôle en Allemagne, comme citoyen ayant des devoirs et des droits. Tu as vécu, dominé par nous, qui sommes les forts habitants de l'Europe centrale, ceux qui ont la patience, l'obstination, la volonté d'être partout les maîtres et de pétrir les autres peuples à leur image.

Que tu le veuilles ou non, tu as subi notre empreinte, et notre empreinte est ineffaçable.

Tu es bien à nous, et si nos terrassiers de guerre n'arrivent pas à barrer la route aux Français, nous abandonnerons le terrain, c'est vrai, mais les hommes restent toujours les hommes, et nulle puissance au monde (pas même celle des explosifs dont le bruit seul tue à grande distance) n'empêchera que tu as vécu notre vie, que tu es à nous, te dis-je, bien à nous, irrémédiablement à nous. Entends-tu ?

L'ALSACIEN.

Vous autres, Allemands, vous avez l'habitude...

L'ALLEMAND.

Pardon! dis plutôt : « *Nous* autres Allemands!... »

L'ALSACIEN.

Les princes, jadis, au milieu de leur cour, traînaient à leurs basques, parmi les graves conseillers et les courtisans, quelque bossu de jambes cagneuses, et dont le travail consistait à dire des choses désagréables à la majesté souveraine.

Etait-ce par simple désir de distractions, ou grande humilité de ceux-là qui, possesseurs de toute puissance, acceptaient sans mot dire les brocards de quelque gueux? Je laisse à d'autres le soin d'en discuter.

Mais moi, qui n'ai point connu l'adulation au point de rechercher les sarcasmes, je vous prierai de bien vouloir ne pas m'interrompre avec des mots et des expressions susceptibles de m'irriter!

Je vous demande, certes, l'impossible, connaissant votre tempérament; mais, comme vous dites, je suis un homme entêté, et je reprends :

Vous autres, Allemands, que vous soyez : écrivain qui compose un livre; philosophe qui veut dire des choses très bien; ou un promeneur qui entend discuter avec un personnage de rencontre, vous avez tous une singulière habitude. Vous ne pouvez parler que sur un sommet... C'est plus fort que vous... Il n'y a pas un de vos grands écrivains qui n'ait été au moins une fois par an sur un sommet. Vous êtes des ascensionnistes incomparables. C'est même chez vous une forme nationale. Si vous voulez monter dans le clocher d'une cathédrale, vous chaussez vos pieds de vastes souliers, vous revêtez un gros vêtement laineux, et d'une main puissante vous maniez l'alpenstock, aux yeux inquiets de l'honnête sacristain, dont la formule « Messieurs et dames, attention! il y a une marche! » se change en « Messieurs et dames, attention! il y a des Allemands! »

C'est sans doute en vertu de vos principes immuables que vous m'amenâtes ici, sur cette roche. Je vous préviens que votre but est manqué, si vous croyez m'essouffler.

Je suis ici chez moi, le plus tranquillement du monde; mon pied s'agrippe très bien aux escarpements les plus inquiétants, et je ne m'habille pas en explorateur de l'Himalaya pour venir me promener au flanc de mes montagnes. Je vous le dis parce qu'il en est ainsi!

L'ALLEMAND.

Homme entêté, tu es toujours doublé d'un homme insolent. A peine t'ai-je dit deux ou trois vérités, et te voilà lancé dans la polémique; te voilà qui pratiques ce genre si bas du pamphlet et qui reprends à ton compte ces caricatures si méchantes et qui nous ont fait tant de mal, parce qu'elles s'adressaient à notre extériorité. Or notre fond est singulièrement beau.

Vous autres...

L'ALSACIEN.

Merci! pour la première fois depuis bien des années vous consentez à vous séparer de moi!...

L'ALLEMAND.

Ne sois donc pas enfantin! Vous autres, vous croyez avoir tout dit quand vous déclarez : « Celui-ci est ridicule! »

Ridicules, nous? Allons donc! Il n'y a qu'un adjectif, un seul, que nous acceptions, si l'on tient absolument à nous en donner un! Nous voulons être terribles..., car nous sommes le peuple de la saine raison et de la vérité. Or, quand un peuple a pour lui la certitude d'être supérieur, il a le droit à la force, le droit à la conquête.

L'ALSACIEN.

Evidemment. Vous êtes :
terriblement militaires;
terriblement religieux;
terriblement moraux;
terriblement bons;
terriblement charitables;
terriblement commerciaux;
terriblement organisateurs;
terriblement scientifiques;
terriblement dangereux.

Mais vous savez bien que tout cela nous a laissés, en somme, assez indifférents. Je voudrais bien saisir à quoi rime cette promenade que nous faisons au milieu du sifflement des balles et des claquements de mitrailleuses.

L'ALLEMAND.

Regarde cette vallée!

Vois la Fecht qui coule, rapide, sur son lit de cailloux.

Là-bas, cette muraille sombre, c'est la Schlucht, passage abrupt et grandiose, qui conduit vers la France. A droite, les Trois-Epis, enfouis sous les noirs sapins; à gauche, Plixburg et Hoh-Landsberg se dressent en ruines vers le ciel traversé par les obus; cette fumée, au fond, c'est Metzeral incendié; plus loin, il y a le Lac Noir, où les bergers, naguère, menaient boire leurs troupeaux. C'était fort beau à voir, te souviens-tu? et les charbonniers venaient là tremper leur torse au coucher du soleil.

Ici, le val Saint-Grégoire s'ouvre sur Colmar; ces tours, ces murailles, ces maisons amoncelées, c'est Turkheim, gloire des Français dans les siècles passés, et présentement ville administrée par des lois allemandes.

Crois-tu, homme naïf, que ceux qui creusent la terre, là, à nos pieds, ceux dont les pères ont conquis ton pays, crois-tu que l'Allemand lâchera pied et abandonnera ce que le grand-père de notre cher Empereur nous a donné à l'aide de sa forte épée?

L'ALSACIEN.

Je regrette vivement que vous me décriviez ce que j'ai sous les

yeux, comme si j'étais un imbécile, incapable de le voir.

Evidemment, votre Schlucht, qui est une muraille et en même temps un passage abrupt et grandiose, c'est très bien, c'est très « Baedecker »; j'apprécie également votre ciel « traversé par les obus ». Mais, à la place de votre Dieu, je ne serais pas tranquille... Quand on songe à ce que vous avez fait de la cathédrale de Reims, on frémit à l'idée de ce que peut être un ciel « traversé » par vos obus! Je rends les armes à votre Lac Noir « où les bergers, naguère, menaient boire leurs troupeaux ». Visiblement, vous essayez d'être inspiré par Victor Hugo! *C'était l'heure tranquille où les lions vont boire...*

Comme il n'y a pas de lions chez nous, vous les avez remplacés par des torses de charbonniers. C'est terriblement littéraire.

Mais voyez-vous, mon bon Monsieur, vous et les vôtres, vous avez une fâcheuse manie : celle de l'explication.

Qu'allez-vous donc chercher la nature en aide et la forte épée du grand-père, au lieu de dire simplement :

« Le sort des armes nous ayant été favorable, il y a presque un demi-siècle, nous avons voulu germaniser l'Alsace comme la France l'avait francisée. Mais l'Alsace est un pays celte qui n'a pas voulu accepter notre joug. C'est bien désagréable! »

L'ALLEMAND.

C'est une terre, pourtant, qui est nôtre. Le sang germain l'arrosa autant que le sang français. Elle est pour ainsi dire le symbole de nos triomphes.

L'ALSACIEN.

La terre de nos destinées a vu le heurt des Celtes et des Germains...

L'ALLEMAND.

Excusez-moi, si je vous interromps.

Vous me demandiez pourquoi j'ai tenu à vous mener ici? la réponse est simple :

Vous qui vous plaignez de mes paroles irritantes, vous ne me ménagez guère et vous devriez avoir une fois pour toutes l'honnêteté de reconnaître nos supériorités.

J'ai voulu venir ici, dans la bataille au bord de la Fecht, pour vous montrer l'acharnement de notre race à garder ce qu'elle a pris. Voyons! soyez franc! Oui ou non, des hommes ont-ils des droits sur d'autres hommes, quand ils combattent avec cette âpreté, — et cela de toute éternité?

Rome a-t-elle conquis la Gaule, et la Grèce, et tant d'autres nations? Etait-ce légitime? Oui, puisque Rome était la plus forte par les armes et par la pensée. C'est nous maintenant qui sommes les Romains!

Qu'est-ce qu'elle raconte cette vallée d'Alsace où nous sommes? Elle raconte le couronnement de nos espérances et elle énumère tous les avantages que nous vous avons apportés.

Eh! oui, soyez franc!

Connaissiez-vous, avant notre arrivée, cette conception administrative de l'ordre? Pouvez-vous nier l'organisation supérieure de nos villes? Comme voirie, nous sommes de premier ordre. Rien ne vaut nos tramways électriques dont le wattman et le receveur portent un col et des manchettes en celluloïd. Nos gares sont des chefs-d'œuvre; nos employés, pour annoncer les trains, ont une diction admirable; quant à nos wagons, ce sont les plus confortables du monde.

Connaissiez-vous, avant nous, des maisons aussi commodes que celles que nous vous bâtissons? Au lieu de critiquer notre goût, vous feriez mieux de convenir que l'électricité est une chose bien plus pratique que le pétrole, et que les salles de bain que nous installons dépassent de beaucoup celles des Anglais : nous faisons mieux et meilleur marché!

Soyez donc de bonne foi!

Entrez dans une boutique, une boutique quelconque, celle d'un coutelier, par exemple; demandez une paire de ciseaux. Va-t-il, ce marchand, vous présenter, comme font les Français, une, deux ou trois paires? Non. Il prendra, d'abord, un tapis. Parfaitement. Il étendra ce tapis sur son comptoir et dessus vous alignera un nombre infini d'instruments, depuis les grands ciseaux dont on se sert pour couper la queue des chevaux, jusqu'à la pince minuscule dont se servent les gens élégants pour tailler leurs ongles.

Et tout est à l'avenant.

Veux-tu des instruments de chirurgie, ou des machines agricoles, ou des produits pharmaceutiques? Nous te vendrons les meilleurs qui soient. Veux-tu des lois? Nous sommes justes à l'excès. Veux-tu de grandes conceptions financières? Veux-tu des systèmes de politique coloniale? Veux-tu connaître des moyens d'organiser certains groupes qui paraissent à l'étranger attaquer un état et le servent clandestinement? Veux-tu des espions? Veux-tu de la bière? Veux-tu de la charcuterie? Veux-tu des cuirassés? Notre main-d'œuvre est très bon marché et notre acier est une merveille.

Veux-tu tout?

Tout ce que font les autres et que nous avons perfectionné, parce que nous sommes excessivement intelligents?

N'allez pas croire que je me vante! Simplement dites-vous que je ne puis comprendre pourquoi, — oui, pourquoi? — vous ne vous considérez pas comme parfaitement heureux d'appartenir à

cette immense famille germanique dont vous faites partie malgré vous, ô homme perpétuellement entêté!

L'ALSACIEN.

La terre de nos destinées a vu les heurts des Celtes et des Germains. Champ de batailles de ceux de l'Orient contre ceux de l'Occident, le sol de ma patrie me raconte tout autre chose que vos propositions utilitaires.

Vous n'avez pas compris, homme trop neuf, que les races ne sont pas une marchandise qui se fabrique dans les usines, si parfaitement outillées soient-elles, et que l'on va brocanter par le monde avec un langage tour à tour insinuant et compassé!

Ce fut là cette grande erreur de vos philosophes, de vos professeurs et de vos politiciens, cette tranquille ignorance des profondes lois ethniques.

Croyez-vous donc qu'un peuple dominé par un autre peuple acceptera gaiement la domination, parce qu'on balaie bien les rues et qu'on trempe bien l'acier?

Croyez-vous que le confort soit à la base de l'honneur national, et qu'est-ce qu'un petit avantage de bien-être, si le cœur est opprimé ?

Pauvre homme qui me parlez commerce et industrie, comme si c'était là d'incomparables spécialités de votre pays! et qui oubliez de me parler de la profonde raison d'être de ceux qui respirent : je veux dire l'attachement au sol.

Etes-vous donc si fiers de vous, que vous croyez, avec vos chemins de fer, effacer tous mes splendides souvenirs ?

O quelle noblesse et quelle beauté en toutes choses m'ont apportées vos ennemis les Français, au point que j'en suis resté comme ébloui; et quarante-cinq ans sous votre férule, qu'est-ce que cela comparé à cette irruption sublime de toute une race venue pour me donner la liberté?

Car c'est bien la liberté que m'ont donnée la Ramée, la Fleur et la Tulipe, bons soldats du grand maréchal qui fut vainqueur à Enzème et à Turquem.

C'est bien la liberté qu'ils m'ont donnée, ces trois rieurs qui disaient au matin de la grande bataille, — comme la bise pinçait dur, — que vous aviez grand peur et que votre haleine était glacée.

Oui, c'est bien cela! Apporter à un peuple sa grandeur, sa force, son harmonie, c'est ce qu'ont fait ces Français pour nous, et ils nous ont respectés, — entendez-vous ce mot? — respectés. Nos mœurs, nos lois, nos pensées profondes, notre conscience, ils nous ont tout laissé. Ils ne nous ont rien pris, eux! rien arraché par violence. Mais ils nous ont offert des présents d'une incroyable valeur.

Songez qu'ils nous ont apporté Ronsard et Joachim du Bellay, Montaigne et Corneille, et Molière, et La Fontaine, et Jean Racine. Ils nous ont apporté, dans notre pays rude, le style des jardins de Versailles et des terrasses de pierre qui dominent la Loire. Ils nous ont soudés au grand peuple des routiers, qui sont partis, suivant le roi saint Louis, et sont allés mourir pour Dieu dans les sables brûlants.

Jérusalem, tu n'étais pas lointaine pour les aventureux croisés, sauveurs du sépulcre divin, et les Rois qui dorment à Saint-Denis, pêle-mêle sous une sombre voûte, savaient très bien tout ce que l'on peut demander à quelque paysan français qu'on habille en soldat.

Vous ne pourrez jamais comprendre, Germain, ce que pour nous, Celtes, furent les voix harmonieuses des gens de guerre qui chantaient les romances de la vieille France. Cela résonnait au plus profond de nous-mêmes, comme on entend parfois de vieux instruments couverts de poussière et qu'on croyait à jamais silencieux, rendre soudain des sons voilés et doux sous la main qui les réveille.

Je n'ai que faire de vos discours à la manière des savants d'Heidelberg et de Iéna, car je suis d'âme trop militaire pour me tromper sur la qualité des hommes.

Il est dit, dans une de nos vieilles chroniques, que, peu de jours avant la victoire de M. de Turenne, dans ce Turquem que vous écrivez : Turkheim, le général Caprara, des troupes confédérées, se saisit d'un vieux paysan rencontré sur la route, pour tirer de lui des renseignements, et qu'à toutes les questions posées sur les Français, le paysan répondait : « Monsieur, ils chantaient... »

Cela fit monter le rouge au visage de Caprara, qui commanda de houspiller le pauvre passant. Mais nous avons la dent dure. Ainsi sommes-nous faits. Le vieux se redressa et invectiva le général :

« Attendez ! Attendez qu'ils arrivent, les chanteurs !... Moi, je « les ai vus, je peux parler d'eux ! Ils sont gaillards, allez ! Ils « n'ont pas peur d'entrer dans la neige jusqu'au ventre. Je les « connais, moi, les soldats ! Je les connais aussi bien que n'im- « porte qui ! Mon grand-père était rittmeister du seigneur de Dett- « lingen. Il m'a raconté ses aventures, dans les temps !... Eh ! « bien, l'autre jour, quand j'ai croisé ces gens qui portaient de « beaux costumes de guerre tout déchirés, et la barbe trop longue « et la botte percée, et sur les épaules les longs fusils, et tout « cela marchait vers vous en regardant droit en avant, oh ! alors, « je me suis dit : Seigneur de ma vie, la belle troupe que voilà ! »

Eh! bien, je suis le même que cet homme de 1675.

Voyez-vous, je ne puis rien contre mes hérédités...

Comprenez donc à quel point je suis loin de vous. Il ne s'agit plus à présent de vous railler... Comprenez donc!

Vous m'avez fait venir ici pour que j'admire le courage de vos troupes luttant en Alsace, piochant, creusant, se démenant, transportant des sacs de sable, et faisant des abris profonds, et amenant des canons; et voilà que seulement vibrent dans mon cœur, parmi tant de rafales d'acier, les coups secs, d'un seul trait de feu si net, que font les salves de mes frères français, et à chacun de ces coups, le cri de jadis sort de mes lèvres :

« La belle troupe que voilà! »

Eh! certes, je sais qu'il y a sur terre, ailleurs qu'en France, beaucoup de bons militaires, fort braves et fort loyaux, mais ce ne sont pas *les miens*, ceux à qui je suis attaché, comme sont les enfants d'un même père, par l'âme et par le sang, les fils de ceux qui m'ont donné à la « France éternelle ».

. . . .

L'ALLEMAND.

Et moi aussi, j'ai eu des poètes, des philosophes, des musiciens!

Vous nous accusez de ne pas vous comprendre..., mais vous, quelle est votre équité en ce qui nous concerne?

J ai voulu d'abord vous parler des détails de la vie, mais si vous regardez l'ensemble, ne voyez-vous donc pas quelle masse nous formons et que le peuple allemand est une pyramide d'idées?

Tout se tient chez nous et fait bloc : nos écrivains, nos ingénieurs et nos soldats. Oui, Fichte et Sharnhorst, le poète et le général, voilà notre union sacrée, à nous! L'un ne travaille pas sans l'autre.

Vous vous rappelez que votre Lamartine, parlant des grenadiers du vieux Brunswick, disait qu'ils marchaient « comme des bastions ».

Il est beau d'être un peuple qui possède une puissance dont nul ne peut connaître la limite exacte!

L'ALSACIEN.

Il est beau d'être un peuple qui possède une générosité telle, que chaque homme a son pays, et en plus celui de ce peuple!

L'ALLEMAND.

Il est beau de marcher, serrés les uns contre les autres, et d'obéir à la voix rauque de l'officier, qui est la voix de la patrie.

L'ALSACIEN.

Il est beau de marcher la main dans la main et d'obéir à la voix mystérieuse et sublime de la nation qui s'étend de l'Atlantique au Rhin.

L'ALLEMAND.

Il est beau de s'être formés par volonté, par entêtement forcené, par irrésistible désir d'avoir sa place au soleil qui chauffe le monde!

L'ALSACIEN.

Il est beau d'être les héritiers de toute antiquité.

Il est beau d'avoir maintenu l'éternelle poésie, mère de toutes choses!

L'ALLEMAND.

Mais comprenez donc que, dans le monde moderne, nous valons ce que valaient vos Français tant admirés!

L'ALSACIEN.

Comprenez donc vous-même qu'il est des forces qui sont implacables aussi bien qu'éternelles!

Il est un peuple qui ne mourra pas, et contre lequel vous serez brisés!

Qu'avez-vous fait dans le grand rythme universel? Quelle fut votre contribution à ce superbe désir des hommes de monter toujours plus haut en justice et en sagesse?

Vos pauvres artistes n'ont jamais été que des instruments politiques, et vos penseurs, les petits serviteurs de votre soif jalouse!

Comprenez enfin que ces Français ne sont pas des mécaniques, mais bien des âmes et des volontés.

Croyez-vous qu'ils aient organisé ce bloc dont vous êtes si fier; cette pyramide d'idées dont vous faites tant de cas? non! tout jaillit chez eux par instinct de la logique. Cela s'appelle d'un nom que vous avez souvent à la bouche, mais dont vous n'avez jamais su le sens réel, cela s'appelle la culture.

Il n'est pas besoin de stimulant à leur courage.

Chaque jour, leurs chefs communiquent les résultats acquis, en termes pauvres, comme à plaisir, parce que l'humble et grande besogne des soldats est trop belle pour être décrite.

Adieu! vos paroles ne peuvent rien sur moi. Les mots n'effacent pas l'histoire des siècles, et que peuvent les assauts de la mer fougueuse contre les immuables falaises?

Adieu! lourd et dur compagnon dont je ne veux pas garder le souvenir.

L'aurore est trop belle qui se lève à mes yeux, et ma Foi est trop grande pour ne pas croire au triomphe de la Grande Nation.

Jean VARIOT.

Lyon. Hôtel-Dieu. Juin 1915.

L'ESPRIT PUBLIC ET LA SITUATION

EN SUÈDE

En passant de Danemark [1] en Suède, comme on change de température, on change de climat moral. Tout d'abord, on croit se trouver au milieu d'une nation entièrement germanophile. La première personne avec qui je me suis entretenu, à Göteborg, m'a accusé d'être *immoral* parce que je parlais des crimes commis en Belgique ; par là je rendais impossible la réconciliation future. Après avoir demeuré quelque temps parmi les Suédois, on découvre, au hasard des rencontres, beaucoup d'amis de l'Entente et beaucoup d'admirateurs de la France; mais ce ne sont ni ceux qui font le plus de bruit, ni ceux qui parlent le plus fort. C'est le peuple, ce sont les commerçants, ce sont les libéraux et les socialistes qui savent que nous luttons pour la liberté du monde. Les classes ouvrières n'ont pas encore perdu les sympathies que, jusqu'à ces dernières années, la Suède avait pour nous; la France représente toujours à leurs yeux quelque chose de hardi, de généreux, d'élégant, d'attirant et d'aimable; on reconnaît là les idées qui ont régné pendant des siècles dans la haute société suédoise. L'Allemagne a pour partisans la masse des gens qui admirent en elle l'ordre, la méthode, et ce qu'ils croient être l'esprit conservateur. Le protestantisme allemand a eu évidemment de l'action sur l'église luthérienne suédoise et les préjugés anti-catholiques sont encore très vivaces en Suède alors qu'ils ont disparu dans le reste de la Scandinavie. Il faut ajouter à ces différents courants les influences de politique intérieure et extérieure, les affaires de parti, et l'on comprendra comment « l'intelligence » a dévié ainsi, prenant une direction qui aurait pu jeter la nation dans de périlleuses aventures s'il n'y avait pas eu au-dessous d'elle les couches profondes en qui domine un instinct plus sûr.

[1] Voir l'article sur *l'Esprit public et la situation en Danemark*, dans le *Correspondant* du 10 juin. L'impression est peut-être encore plus forte de Norvège en Suède.

Dans les opinions qui se manifestent, il y a une grande diversité; les catégories que l'on voudrait faire seraient fausses si on les établissait d'une manière inflexible. Il est important d'avertir l'opinion française qui a tendance à classer la Suède parmi les amis de ses ennemis et qui risque de la sorte d'être aussi injuste que maladroite. Je voudrais montrer la variété des idées et leur évolution. On peut dire aujourd'hui que le mouvement *interventionniste* a atteint son point culminant et qu'il n'ira désormais qu'en s'affaiblissant.

*
* *

En 1870, un soir, à Stockholm, on obligea un orchestre allemand à jouer la *Marseillaise*. Des journaux annonçant la capitulation de Sedan parurent encadrés de noir. Des enfants, dans une école, rossèrent le camarade qui leur avait apporté la nouvelle de notre défaite. On retrouve l'impression qu'a produite notre désastre dans des pages écrites par le grand poète Verner de Heidenstam. Elles montrent comment on l'apprit dans un château des bords du Vetter, au centre de la Suède. Combien de maisons suédoises furent-elles témoins du même étonnement douloureux?

Je me rappelle [1], dans mon enfance, un soir d'automne où nous étions rassemblés autour de la lampe. Ma vieille grand'mère était occupée à quelque ouvrage de couture, et, sur les battants relevés de la longue table d'acajou, j'ordonnais une bataille avec des bouchons dont les capsules rouges et bleues figuraient des casques. C'étaient les Français et les Allemands. Derrière les fenêtres régnait la nuit de septembre dans laquelle on peut à peine distinguer un arbre du ciel, mais qui est pleine de murmures et de bruit des vagues. On entendit une voiture grincer le long de l'allée de trembles, se rapprocher peu à peu de la maison, et après un instant un domestique apporta quelques lettres et un numéro humide du *Nya Dagligt Allehanda;* une feuille de papier imprimée en gros caractères en sortit et glissa sur la table.

Etait-ce le roi qui était mort?... Quelqu'un se pencha sur la feuille de papier et la déplia sous la lumière. Dans la pièce retentit alors ce seul mot : « *Les barbares.* »

Je me souviens que tout devint silencieux, que la nuit continua à bruire et que les cœurs, saisis d'effroi, se serrèrent comme dans l'attente du tocsin ou de l'odeur de l'incendie. Certes, je ne comprenais pas le sens du mot étranger et ne savais pas qu'à ce cri des femmes apeurées arrachaient leurs enfants du berceau et que des hommes pensifs prévoyaient pour l'avenir des époques d'obscurité et de misère. Je comprenais seulement qu'un événement rare et triste était arrivé; on lut que l'empereur des Français avait été fait prisonnier à Sedan...

Les années se sont écoulées et vingt-cinq ans après le poète s'est trouvé dans le Harz le jour où des vétérans célébraient

[1] *Klassicitet och Germanism,* Stockholm, 1898, p. 5.

l'anniversaire de Sedan. « Mais maintenant, dit-il, je savais que les barbares, c'étaient nous. C'étaient des Germains, et moi-même j'étais l'un d'eux. »

M. de Heidenstam ne m'en voudra pas d'avoir évoqué cette scène de son enfance où l'on entend le mot de *barbare*, si souvent employé dans la guerre actuelle pour ceux-là même qu'il désignait ainsi. Les sentiments allemands de l'auteur des *Carolins*, quoiqu'ils gardent une forme modérée, m'ont empêché d'aller cet hiver lui rendre visite quand je me suis trouvé près du Vetter. Je ne puis oublier d'avoir vu avec lui, sur les bords de ce lac, en face de son hospitalière demeure, la belle abbaye de Vadstena, cette fille bien-aimée de sainte Brigitte dont il m'a fait suivre les pas dans tout ce pays rempli de son histoire.

L'idée simpliste de race, acceptée sans critique, a pu ainsi transformer les Suédois. Ils font cause commune avec les Allemands. Un écrivain, qui a publié de nombreux et savants articles de politique étrangère, M. Hjalmar Söderberg, parlant des accusations de barbarie portées contre eux, s'écriait : « Allons-nous les accepter et nier la voix du sang ou mettre sur notre front le signe de la barbarie et, avec des têtes baissées, reconnaître humblement l'infériorité de notre culture comme celle de nos cousins allemands [1] ? »

Pénétré du même principe, on me disait parfois : « Mais les Allemands ne sont pas cruels. C'est vous qui l'êtes, puisqu'en Espagne il y a des courses de taureaux. » On appréciera la justesse de ce raisonnement. Espagnols et Français, c'est la même chose. Nous sommes tous Latins, comme Suédois et Allemands sont tous Germains, et ce que les uns ont fait, les autres auraient pu le faire. On ne comprend pas pourquoi le Suédois ne se regarde pas comme aussi proche parent de l'Anglais dont la souche, probablement scandinave, a été deux fois renouvelée par l'apport scandinave de la conquête danoise et de la conquête normande.

Quoique la transformation des sentiments suédois à notre égard se soit opérée lentement et se soit vraiment révélée il y a quinze ans, elle date de 1870. On découvre ici l'effet des victoires allemandes. L'amour de la France a subsisté chez ceux qui étaient déjà des hommes faits au moment de la guerre et dont les idées étaient formées, comme Sven Adolf Hedin, un parent de Sven Hedin, un des plus grands esprits de la Suède libérale, qui se fit enterrer enveloppé dans un drapeau français. La dernière manifestation publique d'amitié entre la France et la Suède eut lieu en 1891 lors-

[1] Svensk Tidskrift, 1914, n° 6, p. 405.

que l'escadre française allant à Kronstadt s'arrêta à Stockholm et qu'elle fut fêtée avec des paroles retentissantes. Les libéraux parlaient encore « d'une alliance toute morale avec la France », mais on qualifiait déjà cette politique de sentimentale. Elle fut officiellement abandonnée par Oscar II et l'on adopta ce que l'on a appelé « les rêves de grande puissance sous le casque à pointe. » C'est à la même époque, en effet, que l'on introduisit dans certains corps de l'armée le casque prussien.

Cependant la France devait encore, à quelque temps de là, servir les intérêts de la Suède dans l'affaire des îles d'Aaland. Ces îles avaient été cédées à la Russie en 1809 avec la Finlande, quoique n'en faisant pas partie. Situées devant le Skœrgaard, à l'entrée du golfe au fond duquel s'élève Stockholm, elles sont une menace perpétuelle pour la capitale suédoise. Elles avaient été fortifiées par les Russes et la forteresse de Bomarsund, nouvellement construite, avait été bombardée en 1854 par Sir Charles Napier et Baraguey d'Hilliers et avait dû capituler. En novembre 1855, les deux puissances alliées, en réponse à la neutralité bienveillante observée par la Suède, signèrent avec elle un traité par lequel elles s'engageaient à fournir au roi de Suède et de Norvège « des forces navales et militaires suffisantes dans le but de résister aux prétentions et aux attaques de la Russie », si besoin était. C'est ce qu'on appelle le traité de Novembre. D'autre part, la France et l'Angleterre, par une clause du traité de Paris (article XXXIII), imposèrent à la Russie l'obligation de raser les fortifications des îles d'Aaland. Napoléon III les aurait même offertes à la Suède. En 1907 et 1908, lorsque la Russie, après s'être alliée avec la France, se rapprocha aussi de l'Angleterre, M. Isvolsky demanda qu'on levât cette restriction mise à la souveraineté russe ; il voyait là moins un avantage militaire qu'une satisfaction morale. L'opinion suédoise témoigna d'une grande émotion. La France et l'Angleterre ne voulurent pas renoncer à cette clause du traité de Paris, autant pour assurer l'indépendance de la Suède que pour maintenir la liberté de la Baltique. Leurs intérêts sont les mêmes aujourd'hui, mais la Suède doit se convaincre que, si les deux puissances occidentales n'ont pas voulu qu'elle devienne russe, ce n'est pas pour qu'elle devienne allemande [1].

[1] Voir *Aftalen om Nordsjön och Ostersjön*, par Hjalmar Söderberg, *Det nya Sverige*, année 2, n° 4. — *British and Swedish interests in the Aland question*, par le Dr Söderberg, *The national Review*, avril 1908. — *Svensk författnings-Samling*, 1908, n° 83. — *Riksdagens Protokoll, Första Kammaren*, 1908, n° 16.

*
* *

La germanisation de la Suède a été un travail lent, poursuivi avec patience pendant ces années où, sachant notre littérature d'imagination très lue en Suède, rencontrant en très grand nombre des artistes suédois dans nos ateliers, nous nous imaginions avoir tant d'amis parmi eux et parmi les écrivains. C'est cependant chez les intellectuels que nous comptons le plus d'adversaires : chez eux, dans l'aristocratie et dans l'armée. Reine allemande, étudiants formés en Allemagne, enseignement allemand et surtout journaux allemands, voilà ce qui a changé les Suédois, ces Français du Nord. Il est vrai que nous ne cultivions guère leur amitié. Nos touristes n'allaient point dans leur pays, nos commerçants encore moins, nos livres y arrivaient avec peine.

La propagande allemande ne s'est pas faite au moment où l'appui de la Suède pouvait devenir précieux. C'eût été aussi maladroit qu'inutile; les efforts datent de plus loin. Aussi y a-t-il aujourd'hui, parmi les professeurs et les journalistes, des gens qui ne sont plus des Suédois, mais qui sont des Allemands : cela se dit journellement là-bas. Ils ont fait cause commune avec l'Allemagne, ils regardent la défaite de l'Allemagne comme leur défaite et sa victoire comme leur victoire. Sven Hedin est de ceux-là. Il en était avant la guerre. En parcourant certains ouvrages parus dès ce temps-là, on retrouve toutes les théories chères aux pangermanistes. Dans un livre de M. Rudolf Kjellén, professeur à l'Ecole supérieure de Göteborg, qui a été publié en août 1914, mais achevé deux mois plus tôt : *les Grandes puissances du temps présent*, et qui est destiné aux écoles supérieures, aux séminaires et aux gymnases, nous pouvons relever les réflexions suivantes à la fin du chapitre consacré à la France[1] :

Un empire colonial doit pourtant avoir sa *raison d'être* dans une nécessité nationale : place pour un excédent de population, ou marché pour sa production surabondante, ou emploi d'un surcroît de capital. Mais, en France, la population n'augmente plus, la production ne dépasse point les besoins et le capital cherche l'emploi le plus direct. Au point de vue matériel, cette politique d'expansion est le résultat d'un mauvais calcul. Ce n'est qu'au moyen d'un sévère système de protection que la mère-patrie peut faire rentrer une part suffisante de ce qu'elle récolte sur le marché colonial. A part cela, ses colonies ne donnent rien autre que des armées de mercenaires bruns ou noirs pour remplir les vides des armées de la revanche, tandis que les occasions de friction et que les points d'attaque dans les colonies se multiplient.

---

[1] *Samtidens Stormakter*, Stockholm, 1914, p. 52.

Là aussi la question de population apparaît comme la question décisive. Un Etat moderne qui maintient à peine son niveau de population ne peut pas longtemps encore trouver les ressources en hommes et en argent que demande une grande politique. La France n'en suit pas moins cette voie. Elle réclame aussi l'éclat de gros chiffres autour de son nom dans les annuaires officiels, elle lutte également pour conserver sa position de leader de la culture, cherchant avec des mains fiévreusement tendues la *gloire* qui a été son étoile conductrice dans une histoire sans pareille, tandis que les signes de corruption s'accumulent dans son corps.

L'homme de science ne juge pas (?); il juge encore moins les instincts qui entraînent les forces suprêmes d'un peuple. Il découvre aussi derrière les motifs pleins de vanité qui inspirent la politique étrangère de la France actuelle le désir qu'a un peuple fier de marquer le monde de son sceau et, en même temps, de mesurer le monde à sa propre taille en prenant part à tous les problèmes de domination de l'humanité. Il doit admirer l'élasticité et la volonté de vivre indomptable avec laquelle cette nation a entrepris de lutter contre les chiffres de la statistique qui sont sa condamnation à mort, même si cette lutte, vue d'un certain point de vue, lui semble être du même genre que celle qu'une belle femme soutient contre la vieillesse menaçante.

Le diagnos et le prognos ne paraissent pas moins certains que dans le cas précédent (celui de l'Autriche). Ce n'est pas par une dislocation nationale, pas en raison d'une faiblesse économique et sociale comme l'Italie; mais par un mal encore plus profond, une sorte de maladie intérieure, que la France est, en dépit du chiffre élevé de sa population, condamnée au recul pour l'influence politique et finalement à la perte de sa position de grande puissance à une époque qui, dans le choix de l'histoire, réclame des compétences de plus en plus grandes.

La haine contre la race latine se montre aussi dans ces lignes. Dans combien de publications ouvertes au hasard n'a-t-on pas l'œil attiré par ces mots : La France demi-pourrie, ou quelquefois tout à fait pourrie. Ce désir de nous faire descendre du rang de première puissance, n'est-ce pas ce que nous avons rencontré dans tant d'écrits pangermanistes qui ont été révélés au public français depuis la guerre? Que d'idées dont vivent les historiens et les écrivains politiques, et qui sont moins directement pangermanistes, ont été empruntées aux historiens allemands comme l'idée de l'Etat à laquelle ils attachent une si grande importance depuis quelque temps et qui a été prise en Allemagne?

De ces maîtres des Universités, tels que M. Kjellén, aux étudiants, plus tard professeurs dans les gymnases, et aux journalistes, et d'eux aux enfants et au public, s'est répandu cet état d'esprit profondément germanique. En 1898, on a supprimé le français dans une partie de l'éducation. Il faut reconnaître que cette mesure répondait moins à une opposition directe contre la connaissance de notre langue qu'à une tendance utilitaire qui a prévalu aussi chez nous dans l'instruction, de même que la réin-

troduction du français dans les positions perdues, qui actuellement est en projet, correspond à un retour au classicisme qui s'est manifesté aussi chez nous. Le prestige de la haute culture française n'a jamais été atteint. Le français est resté la langue que toute personne bien élevée doit parler; et qui, dans ce pays où l'aristocratie tient encore une large place, ne voudrait paraître bien élevé?

Mais cette diminution du temps consacré au français a fait que beaucoup d'hommes d'une instruction moyenne ont dû recourir pour leurs informations aux sources allemandes. On prétend qu'on sait encore moins l'anglais.

*
* *

Pendant ces années, le socialisme avait fait de grands progrès en Suède et, avec le socialisme, les idées de pacifisme; le cosmopolitisme, ce défaut qui, de tout temps, a caractérisé les Suédois, inspirait le mépris de ce qui était national. Une réaction a commencé vers 1890 chez les artistes et chez les écrivains comme Heidenstam et Selma Lagerlöf qui ont découvert tout ce que leur pays avait de beau et d'original. Des historiens comme M. Harald Hjärne ont ramené l'intérêt à l'histoire suédoise et à ses héros.

En 1905, la séparation d'avec la Norvège blessa fortement la susceptibilité des Suédois et, par suite, réveilla leur orgueil. Il se forma alors un parti *Grand-Suédois* presque tout entier recruté dans la Droite, mais qui s'adjoignit des hommes de gauche gagnés par les idées nationalistes. A la même époque, un renouvellement de la piété luthérienne s'opérait dans l'Eglise d'Etat; il avait pour centre Upsal et pour propagateurs des étudiants. Ce mouvement, qui s'appuyait sur les anciennes traditions religieuses de la Suède, rejoignit le mouvement patriotique, et ils se fortifièrent l'un par l'autre. M. Nathan Söderblom, aujourd'hui archevêque d'Upsal, l'évêque Eklund et M. Hjärne réalisaient en eux l'union des deux courants.

Un ministère libéral, présidé par M. Karl Staaff, était alors au pouvoir. Il retarda ou négligea l'exécution de mesures de défense votées par les Chambres. L'indépendance intérieure de la Finlande subissait d'assez grandes restrictions et la Russie construisait dans le grand-duché des chemins de fer ayant un but stratégique. On découvrit en Suède des tentatives d'espionnage dans lesquelles des Russes étaient compromis et dont l'Allemagne exagéra l'importance. La haine contre la Russie devint en Suède de plus en plus vive et de plus en plus consciente. Bientôt on ne parla plus que du danger russe et c'est là qu'on peut voir avec

évidence l'œuvre de l'Allemagne. Elle a excité les Suédois dans ces sentiments qui ont gagné de plus en plus de force et d'ampleur. On se demanda où en était la défense et l'on se montra inquiet de son insuffisance. Sven Hedin publia deux brochures dans lesquelles il avertit ses compatriotes du péril que leur faisait courir leur indifférence et leur négligence. Il voulait faire revivre en eux les anciennes vertus militaires de la race et sur un ton à la fois vif, plaisant et mordant il les adjurait de secouer leur apathie. Malheureusement il crut qu'il fallait préciser le danger dont ils étaient menacés et il chercha l'épouvantail à l'Est. Il est regrettable que la campagne en faveur de la défense se soit faite contre une nation et contre celle qui justement n'envahissait pas la Suède, comme l'Allemagne, par tous les organes de la vie nationale.

Devant l'agitation qui croissait, le ministère demeura inactif. On organisa alors une grande démonstration de paysans qui, au nombre de 40 000, le 6 février 1914, vinrent à Stockholm demander au roi d'assurer la défense du pays. Ce fut un beau spectacle qui exalta l'ardeur patriotique des Suédois. Le roi fut tenté de jouer un rôle extra-constitutionnel qui provoqua le mécontentement; les socialistes firent une contre-manifestation. Le ministère tomba. On nomma une nouvelle Chambre pour voter les armements, qui compta à la fois plus de conservateurs et de socialistes et moins de libéraux [1]; pourtant M. Staaff fut élu président de la commission militaire, ce qui rendait la situation assez épineuse. La guerre sauva tout et on vota les crédits militaires.

Le nouveau ministère, composé d'hommes de la Droite, mais qui s'étaient peu mêlés de politique et qui avaient eu pour mission d'organiser la défense, l'a donc créée. Expérimenté, prudent, il maintient, au milieu d'une opinion divisée, une politique de neutralité ferme et sincère et il est arrivé cette chose singulière qu'il s'appuie sur les libéraux et les socialistes et qu'il est attaqué par son parti, par les conservateurs. On se tromperait si l'on croyait qu'ils sont tous pour l'intervention; il s'en faut de beaucoup. Les nationalistes, dès le début de la guerre, se sont rangés du côté allemand; bien des indices pouvaient le faire prévoir. Ils n'ont plus été seulement les partisans d'armements défensifs; un grand nombre d'entre eux veulent la guerre et leur campagne a été d'autant plus dangereuse qu'ils font du patriotisme leur monopole [2].

[1] Cette Chambre a été remplacée l'automne dernier par une autre où la proportion des partis est restée sensiblement la même. Sur 230 députés, il y a 87 socialistes, 86 conservateurs et 57 libéraux.

[2] Dans mon livre paru à la veille de la guerre, *la Scandinavie, le nationalisme scandinave*, j'ai fait l'histoire du mouvement nationaliste



Des circonstances fâcheuses, notre nonchalance ont été les premiers atouts de l'Allemagne lorsqu'il lui a fallu former un état d'esprit au commencement de la guerre. La valeur de la première information au point de vue psychologique est inappréciable; on ne la revise jamais. Au mois d'août de l'année dernière, toutes les nouvelles sont venues par l'Allemagne qui, sur l'origine et les débuts du conflit, a trompé les Suédois comme elle a, chez elle, trompé l'opinion [1].

Aucun journal français ni anglais n'est parvenu en Suède au mois d'août. Les journaux français, manquant de papier, n'ont pu suffire aux envois de l'étranger; les journaux anglais passaient par Liège et il fallut un certain temps pour rétablir les services postaux. Les dépêches des correspondants suédois à Paris et à Londres étaient parfois raccourcies, presque toujours retardées par la censure française et anglaise, de sorte que lorsqu'elles arrivaient, il fallait renoncer à les publier. Ainsi le discours de Sir Edward Grey, à la Chambre des Communes, qui avait pour l'étranger une extrême importance, fut retardé de trois jours.

La correspondance Norden (Björnson-Berlin, comme on dit) accablait de télégrammes les bureaux de rédaction. Elle a encore une très bonne situation en Suède. L'agence de nouvelles suédoises, *Svensk Telegram Byraa*, passe pour être sous l'influence de la légation d'Allemagne. Les Allemands ont inondé la Scandinavie de brochures et de journaux. Ils n'ont peut-être pas eu besoin de dépenser autant d'argent qu'ailleurs, s'y étant pris à l'avance; ils avaient des propagateurs zélés parmi les Suédois eux-mêmes.

De temps en temps, les journaux allemands décernent un satisfecit aux Suédois. Plus souvent, ils dénoncent. Il y en a eu récemment un exemple qui vaut la peine d'être cité. La *Kieler Zeitung* découvre un jour qu'il y a un chanteur suédois, ayant

suédois avec une sympathie que je ne regrette pas aujourd'hui, bien qu'elle ait pu paraître exagérée. Le mouvement était justifié et même nécessaire, tant qu'il restait dans les limites qu'il avait eues à l'origine. J'avais d'ailleurs signalé les tendances allemandes qui se sont beaucoup développées depuis. Sven Hedin, qui était déjà engagé du côté allemand, ayant prétendu que le mouvement patriotique avait rencontré de l'hostilité dans les pays de l'Entente, j'avais relevé les articles très complets et très sympathiques que lui avaient consacrés des journaux français et anglais. Il y avait là une insinuation, destinée à égarer les esprits, du genre de celles qui sont si fréquentes aujourd'hui dans quelques publications suédoises.

[1] Voir l'article paru dans le *Correspondant*, le 25 février, sur *l'Esprit public en Allemagne.*

paru avec succès sur les scènes allemandes, qui n'a pas des sentiments de dévouement absolu à la cause de l'Allemagne; elle le voue à la vindicte de ses compatriotes. Even Scholander, c'est le nom du chanteur, et sa fille, ont été les premiers à chanter pour les Belges. Un exemplaire du livre de Sven Hedin, *Sur le front occidental*, qui lui avait été adressé par l'auteur lui-même, a été renvoyé accompagné de quelques mots signifiant qu'il ne voulait pas avoir une telle bêtise dans sa maison... Et les Allemands ont, pendant des années, applaudi un pareil individu et lui ont donné leur argent! Il faut espérer qu'après la guerre on lui rendra impossible tout concert en Allemagne.

Ce qu'il y a de piquant, ce n'est pas la colère du journal qui tient à avoir l'œil ouvert sur ceux que le public allemand a favorisés de ses applaudissements, mais c'est la réponse de l'artiste qui, au lieu de s'écrier : « Cela me regarde, cela appartient à ma vie privée », se justifie tout au long dans une lettre qu'il adresse non seulement à la *Kieler Zeitung*, mais à quinze journaux dans différentes villes allemandes :

Avec le gouvernement et le peuple, dit-il, je suis d'avis que nous, Suédois, devons maintenir et défendre notre neutralité jusqu'à l'extrémité.. Ce que chacun sent et pense est sa propre affaire. Quant à Sven Hedin et à son livre, voici ce qu'il en est. Quelques jours avant son départ pour le front, nous nous rencontrâmes pour parler de la situation politique. Cette conversation me convainquit que Hedin travaillait directement et de toutes ses forces à faire entrer la Suède dans la guerre mondiale comme alliée de l'Allemagne et que même il regardait notre neutralité comme indigne de nous, en somme comme de la lâcheté. Je lui déclarai tout simplement que je n'accepterais jamais ses opinions, que je regardais sa propagande en faveur de la guerre comme préjudiciable au pays et que je n'abandonnerais jamais mon point de vue de stricte neutralité. Quoique ayant des opinions aussi différentes, nous nous séparâmes en amis... Quand, à la fin de janvier, son livre parut, il me l'envoya... Pour être conséquent avec moi-même je ne pouvais faire qu'une chose, lui retourner le livre avec toutes les formes de la politesse et de la reconnaissance pour ce témoignage d'amitié, sans l'avoir lu et naturellement sans exprimer, par un mot, mon jugement sur le livre. Que je l'aie traité de bêtise, c'est un mensonge. Ce n'est pas à cause de son contenu, ni pour montrer mes sentiments anti-allemands que je n'ai voulu ni le garder, ni le lire, car j'ai acheté et lu avec le plus grand intérêt le livre du Dr Karl Hildebrand sur le même sujet [à tendances très allemandes]; mais je l'ai fait pour montrer mes opinions contraires à celles de Hedin; la différence est colossale... Celui qui peut voir dans ma conduite des dispositions anti-allemandes je le plains pour ses mauvais yeux.

Pour terminer, il avoue qu'il a chanté pour les Belges, en annonçant qu'il va prendre part à un concert donné en faveur de la population de la Prusse orientale et de la Galicie.

Selon le parti politique auquel ils appartiennent, les journaux suédois sont pour ou contre l'Entente. Nous avons pour nous les *Dagens Nyheter*, journal libéral qui tire à 90 000 exemplaires; il serait plus exact de dire qu'il observe une neutralité correcte et plutôt sympathique. Les correspondances parisiennes qu'on y trouve et qui sont envoyées par un écrivain de talent, M. G. Hellström, semblent plaire beaucoup au public; un groupe de fermiers du centre de la Suède lui écrivaient il y a quelques jours pour lui dire qu'ils les suivaient avec le plus grand intérêt. Les dépêches et les lettres de M. Erik Sjösted au *Stockholms Dagblad* font grand bien. Un journal de province, le *Jämtlands Tidning*, reçoit aussi des nouvelles de Paris que lui adresse M. Annér; elles contribuent beaucoup à nous faire connaître avec exactitude dans un milieu provincial. *Stockholm-Tidningen*, journal populaire, nous est favorable. Le *Social-Democrat* contient une masse de bons articles dont quelques-uns sont dus à M. Branting, le chef du parti socialiste, ou à sa femme. A Göteborg, nous avons un seul journal sur quatre ou cinq, *Göteborg-Posten*. Les journaux amusants, *Kurre*, *Söndags-Nisse*, *Naggen*, ont publié des caricatures sur l'Allemagne et sur Sven Hedin, le thème inépuisable de leurs plaisanteries, qui auraient eu beaucoup de succès auprès de notre public s'il lui avait été donné de les voir.

La presse germanophile présente naturellement les nouvelles d'une façon favorable à nos adversaires. De ces journaux, les plus lus par la haute société sont *Nya dagligt Allehanda*, *Aftonbladet* et *Dagen*. *Svenska Dagbladet*, plus littéraire, mieux informé, a beaucoup d'influence; il est aussi partial peut-être sans être aussi violent que ces derniers. Son directeur, venu à Paris pendant l'hiver de 1913-1914 pour préparer l'emprunt suédois qui a été conclu à ce moment, a été décoré, reçu et fêté comme on l'est lorsque l'on vient emprunter pour le compte des Etats. Les premiers événements de juillet et d'août advenus, son journal a lancé une série de nouvelles, non pas tant fausses que tendancieuses et perfides par les commentaires dont elles étaient accompagnées. Les avantages allemands ont toujours été annoncés quelques jours avant qu'ils n'aient eu lieu; quelquefois les prévisions ne se réalisaient pas. Les Allemands étaient-ils à Soissons qu'on disait qu'ils étaient sur la Loire. Le siège de Belfort va commencer, assurait-on, Verdun va être pris, Paris va être investi. Les effets des actes les plus graves qu'ait commis l'Allemagne étaient toujours atténués par le plaidoyer simultané qu'elle en présentait. Le public suédois a appris la violation de la neutralité belge, les crimes allemands en Belgique et en France, la destruction de Louvain et de Reims par

l'explication allemande : alliance de la Belgique avec l'Angleterre et la France, attaques des femmes belges contre les soldats allemands, etc. Tout est de la sorte émoussé, diminué. On savait à peine la catastrophe de la *Lusitania* que *Svenska Dagbladet*, dans un premier article, annonçait que le navire torpillé était un des croiseurs marchands de réserve auquel le budget de la marine, d'après *Navy estimates*, accordait une subvention annuelle dans un but militaire[1]. Là-dessus les Suédois, le cœur libre, ont pu vaquer tranquillement à leurs affaires. Du reste on leur a dit quelques jours après que le *Lusitania* avait coulé après deux explosions successives, ce qui prouvait que le bâtiment était chargé de poudres. Les armées italiennes sont toujours repoussées ; il est assez singulier qu'en même temps elles avancent toujours. La prise de Varsovie est une victoire dont la portée est surtout politique ; c'est pour les tronçons séparés de la Pologne la « promesse d'une époque plus heureuse, d'une renaissance du royaume de Pologne. L'espérance nourrie depuis cent ans par les patriotes polonais reçoit ainsi un nouvel aliment. » Par contre, pour diminuer l'importance de la victoire du général Botha et de la perte par l'Allemagne de sa colonie ouest-africaine, le journal consacre à cet événement deux colonnes qui se terminent en annonçant que ce sera plus tard un motif de guerre entre l'Angleterre et la colonie sud-africaine. Voici de quelle manière : si l'Allemagne triomphe, ses colonies devront lui être rétrocédées, mais l'union sud-africaine voudra alors conserver sa conquête. Un conflit d'intérêts s'élèvera donc entre la mère-patrie et sa colonie, et c'est ainsi que du spectacle qu'offre le loyalisme des récentes conquêtes anglaises, on est arrivé à tirer les indices d'une future discorde. Les alliés sont ainsi continuellement prêts à se brouiller.

Un autre jour, on trouve cet article : « Est-ce que l'emploi des gaz asphyxiants n'est pas une méthode de guerre chevaleresque? » On voit que le titre pose déjà la question d'une façon favorable à ceux qui pratiquent la méthode. Mais la conclusion tourne même à leur louange, car, au lieu d'être en contradiction avec l'esprit chevaleresque, cette guerre est la plus clémente du monde, puisqu'elle tue ou endort l'ennemi rapidement et sans souffrance.

Le même journal publie, du reste, à quelques jours de là, la photographie d'un infirmier allemand dont le visage est couvert d'un masque destiné à le protéger contre les gaz asphyxiants que nous lançons ; une autre fois, c'est la reproduction d'un monument élevé en l'honneur des morts français et allemands avec des pro-

[1] N° du 16 mai.

jectiles français qui n'ont pas éclaté, et encore, pour faire pleurer d'attendrissement les bonnes âmes : *Une petite leçon de marche-parade*. La légende jointe à la gravure explique que les blessés allemands pour se distraire jouent avec les enfants et leur enseignent les rudiments de « cette marche allemande qui jouit d'une célébrité mondiale », ce « pas de l'oie » si admirablement pratiqué et décrit par le héros alsacien de M. Barrès dans *Au Service de l'Allemagne*. On voit, en effet, un soldat en casquette lancer la jambe en avant et des enfants, qui peuvent à peine marcher, chercher à l'imiter et lever leur jambe avec raideur; c'est un exemple parfait du dressage militaire de l'enfant allemand qui commence à l'école.

*
* *

Il y a, en Suède, outre la Société allemande, *Deutsche Gesellschaft*, une Union suédo-allemande, la *Svensk-tyska förening*, fondée il y a quelque temps déjà pour resserrer les liens qui unissent les deux nations. Toutes deux ont donné des conférences. Mais en dehors d'elle, plusieurs de ces professeurs dont j'ai parlé comme très germanophiles ont mis leur parole au service de la cause allemande. C'est l'historien Hildebrand, au retour d'un voyage sur le front allemand, le professeur Fahlbeck, qui s'était déjà signalé par un article qui lui avait valu, au mois de septembre, le blâme du ministère, et qui préconise l'union douanière avec les pays de l'Europe centrale, l'introduction des capitaux allemands en Suède et l'extension de l'influence morale de l'Allemagne. M. R. Kjellén a, pendant deux soirées, exposé l'histoire politique de la guerre et esquissé le tableau de l'avenir. La paix telle que la fera l'Entente ne sera pas de longue durée. La Russie et l'Angleterre ne tarderont pas à entrer en lutte pour la possession de Constantinople. Remarquons que le professeur affirme que si nous triomphons nous rendrons au Danemark le *Schleswig-Holstein;* j'ai expliqué ici même que les revendications qui bloquent ces deux mots font le jeu des Allemands. Le tracé des nouvelles frontières que l'Allemagne imposera à l'Europe ne provoque pas en lui le moindre sursaut d'indignation. Il y trouve son compte assurément, puisque la France sera déchue à jamais de son rang et qu'il en sera fini pour elle de ses rêves de grandeur, quoiqu'on doive user d'indulgence à son égard; l'Allemagne ne lui prendra « qu'une bande le long des côtes pour se protéger contre l'Angleterre »; elle rentrera même en possession de la Lorraine française; on lui enlèvera ses colonies, mais on lui donnera la Belgique wallonne. Le principe des nationalités étant mis en honneur,

la Hollande aura le Nord de la Belgique et, ainsi agrandie, elle entrera dans l'Empire d'Allemagne. La nation belge est supprimée. « En réalité, les empires du Centre travaillent pour nous-mêmes si, le jour où ils voudront créer la ligne Cap-Nord-Bagdad, la Suède devait n'être plus qu'une colonie allemande. » Il ne croit pas que, dans ce cas, vis-à-vis d'une Allemagne victorieuse, la Suède ait assez de force morale pour résister à une telle pression. On peut certifier, que s'il y avait beaucoup de Suédois comme M. Kjellén, elle ne résisterait pas une minute. Heureusement il n'en est pas ainsi. Ce qui le caractérise, de même que ses amis, les Allemands, c'est la méconnaissance des forces morales.

Un socialiste, M. Steffen, professeur d'économie politique et de statistique à l'Ecole supérieure de Göteborg, dans son livre : *Krig och Kultur*, *Guerre et Culture*, a prouvé que la Russie avait voulu la guerre et que l'Allemagne n'avait été animée que du désir de la paix. Il a été si loin qu'il a été exclu de son parti; il a pu se consoler en constatant le succès de son ouvrage en Allemagne et en se voyant cité par Sven Hedin, son ancien adversaire.

Nous arrivons ici à la politique que l'on nomme *activiste* et qui se couvre du mot de neutralité forte quoique, ainsi qu'on l'a fait remarquer, ce ne soit pas la neutralité que ses partisans veulent forte, mais la défense. L'idée en elle-même est juste, car un pays fort est plus maître de ses destinées, mais elle est dangereuse dans les mains de ceux qui s'en servent comme d'un instrument.

Ce parti s'appuie sur le comte Douglas, grand maréchal du royaume, et il parle par la bouche de M. Adrian Molin, le directeur de la revue *Nya Sverige*, « la Nouvelle Suède ». Il demandait cet hiver des armements et reprochait à ses compatriotes les sentiments d'hostilité qu'ils témoignaient à l'Allemagne. Ces dispositions ont été un scandale pour elle. « L'interdiction qu'elle a prononcée pour l'exportation de notre bois et les mines qui ont détruit nos bâtiments à Mäntyluoto nous en ont donné la preuve. »

M. Molin, lorsque l'Italie n'était pas encore en guerre, comparait sa situation à celle de la Suède. « L'Italie a tout à gagner à la neutralité, écrivait-il, la Suède tout à perdre. L'Italie fait face à la crise avec toutes les ressources d'une grande puissance et d'une longue préparation militaire, la Suède avec les ressources médiocres d'un petit Etat, avec une défense militaire qui a été négligée, avec une préparation économique encore plus incomplète. » Ce qui est difficile à comprendre, c'est comment l'Italie, qui se trouve dans de bonnes conditions militaires, aurait eu avantage à rester neutre, tandis que la Suède insuffisamment armée aurait profit à se jeter dans les aventures d'une guerre.

C'est, du reste, la contradiction que l'on relève dans toute la campagne activiste. On s'y plaint du mauvais état de la défense et l'on pousse à entrer immédiatement dans le conflit. Il faut reconnaître que M. Molin n'engage pas directement à faire la guerre; il veut seulement que la Suède offre à l'Allemagne son amitié; il est probable que l'Allemagne n'apprécie l'amitié que pour autant qu'elle suppose une intervention possible. Les Suédois pourraient se demander aussi ce que vaut l'amitié de l'Allemagne que M. Molin représente traitant un jour avec ses adversaires aux dépens de la Suède. Je cite ici deux passages qui, en dehors de l'intérêt qu'ils présentent au point de vue *activiste*, témoignent de ce que pensaient, il y a déjà plusieurs mois, les Suédois, du résultat de la guerre qu'ils ne croyaient déjà plus devoir être fatalement victorieuse pour nos ennemis. Ils sont aussi un échantillon des raisonnements qui en Suède font de l'effet sur quelques esprits.

Il n'est pas encore certain, dit M. Adrien Molin [1], que les puissances centrales seront battues; il n'est pas certain non plus qu'elles remporteront une victoire décisive. Il peut arriver, et c'est le plus probable, qu'elles maintiennent difficilement leurs positions. Pendant ce temps, la Turquie aura été à la peine. Il s'agira donc, pour les puissances centrales, de sauver leur alliée, et, pour l'Allemagne elle-même, de sauver ses énormes intérêts en Orient. La Russie doit être tenue en dehors. Est-ce que la Suède, qui aura été honnêtement neutre, aura alors le droit de se plaindre si la Turquie, ayant pris sa part au combat contre le Moscovite envahisseur, est délivrée à nos dépens; si l'Allemagne, pour l'amour de la Turquie, est contrainte de lâcher la Russie dans la direction de l'Atlantique, c'est-à-dire de lui donner un port libre de glaces au nord de la Scandinavie, ce qui, par surcroît, mettrait l'Angleterre dans une situation difficile?... Les Allemands ne remporteront pas une victoire complète; ils regardent eux-mêmes cette guerre comme une lutte pour la vie, ce qui est vrai; aucun Allemand de sens rassis ne compte sur autre chose que d'être mis dans une telle position que les deux puissances centrales puissent, pendant une période de temps, vivre leur vie en paix, protégées, d'une part, contre la politique de rapine russe, de l'autre, contre les plans de revanche française et la jalousie économique de l'Angleterre. Le danger est que l'Allemagne succombe et non qu'elle triomphe. Et en proportion de sa victoire, elle devra faire un plus grand sacrifice de vies humaines et de biens, — avant tout de force humaine de la plus haute valeur et dont la perte ne pourra être compensée, — que l'Angleterre et la Russie; il n'y a donc pas à redouter de domination pesante. Le danger est le fruit de l'imagination, et rien autre; mais existerait-il réellement, il ne resterait pour nous, en dernière main, pas autre chose à faire qu'à peser sérieusement le sort que nous préférerions, celui de la Bavière ou celui de la Finlande.

---

[1] *Nya Sverige*, 1915, n° 2, p. 84 et suiv.

L'assimilation de la Bavière à une terre conquise est fausse; l'auteur aurait dû dire : entre le sort du Slesvig, de l'Alsace-Lorraine, de la Pologne, — ou celui de la Finlande.

Cette guerre sans résultat est l'idée qui s'impose aujourd'hui à beaucoup de Suédois. Elle est soutenue par M. Harald Hjärne, dont nous avons parlé à propos du mouvement nationaliste. Il a beaucoup favorisé l'influence allemande pendant les dernières années après avoir, autrefois, montré du goût et de l'estime pour les institutions anglaises. Dans un discours qu'il a prononcé le 6 novembre 1913 à la Société suédo-allemande, il a fait ressortir la collaboration fructueuse qui avait existé à certaines époques de l'histoire entre Suédois et Allemands, entre Vasa et Hohenzollern. Le rôle serait tenu aujourd'hui par les Bernadotte. L'alliance qui, d'après lui, devrait lier les deux pays pourrait être une entente, d'une forme tout à fait nouvelle, qui n'entraînerait pas de participation militaire de la part de la Suède. Il a plusieurs fois affirmé que tous les hommes qui pensaient en Suède étaient sympathiques aux Allemands. Dans une récente interview, il prédisait que cette guerre n'était que la première d'une suite de conflits semblables. Je l'ai moi-même entendu dire. Les quelques personnes présentes, professeurs d'université plus ou moins germanophiles, se sont récriées. Puis, manifestant son incrédulité devant l'assurance que je lui donnais que la France et ses alliés voulaient fonder une paix longue et durable, il assura qu'il ne croyait pas aux promesses apocalyptiques. Je me permis de lui faire remarquer que c'était la sienne qui était apocalyptique. J'ai cru deviner, d'ailleurs, que lorsqu'il fait part au public de ses vues sur un avenir de discordes et de luttes, il n'est pas sans éprouver un certain plaisir, celui de consterner les bonnes gens. On les consterne en leur parlant d'autres guerres. Il y a bien des Suédois qui, voyant la vie chère et difficile, s'impatientent et s'irritent que nous tenions si longtemps. Ils trouvent que la guerre n'en finit pas.

Avec M. Hjärne et Sven Hedin, on a presque terminé la série des *activistes* actifs. De Sven Hedin, on a déjà tant parlé qu'il est, je crois, inutile d'y revenir. On a vu, par la lettre de M. Scholander, l'effet que sa campagne a produit sur ses amis, même lorsqu'ils étaient partisans de l'Allemagne. Que peut-on tirer de son livre *Sur le front occidental?* Ce qu'il contenait d'offensant pour nous a été supprimé. Les renseignements militaires sont d'intérêt très restreint et on le comprend. On est parfois tenté de sourire de ce que fait dire son ardeur excessive et souvent lourde à cet écrivain jadis si brillant, à ce savant qui portait si légèrement les fatigues et les souffrances de ses belles explorations.

Il y a des personnes qui, sans être très bien disposées à notre égard, sont plus sensées; parmi elles, on peut ranger M. Hjalmar Söderberg, auteur de nombreux articles de politique étrangère où il défend avec vigueur une véritable neutralité. Ceux-ci voudraient évidemment voir juste quoiqu'ils manquent parfois d'informations exactes et ne cherchent pas avec assez de persévérance à s'en procurer. Un fait récent en est la preuve. Une commission suédoise a été envoyée en Angleterre, en France, en Allemagne et en Hollande pour étudier la situation économique de ces pays pendant la guerre. Le professeur Heckscher, jeune économiste du plus grand mérite, à l'intelligence éclairée, qui en faisait partie, a, dans un livre non encore terminé et publié, donné les conclusions de son enquête. *Svenska Dagbladet*, dont on connaît les tendances allemandes, les a, sans délai, révélées à son public. L'Allemagne, d'après lui, serait aujourd'hui dans des conditions excellentes. Sa préparation économique à la guerre n'aurait pas été aussi achevée qu'on est généralement tenté de le croire, surtout au point de vue industriel; les Allemands eux-mêmes le reconnaissent. Mais ils ont montré une faculté d'organisation étonnante... En Angleterre, on est, à beaucoup de points de vue, non préparé; mais il ne peut y avoir le moindre doute sur la volonté qu'a la nation de tenir jusqu'au bout. L'organisation économique en vue de la guerre n'était pas aussi inexistante qu'on se le représente en général, mais rien ne s'est trouvé disposé pour faire servir l'industrie aux besoins de la guerre... Tout ce qui regarde les subsistances est pourtant moins atteint que dans les autres pays en guerre. La facilité de vie dans la classe ouvrière semble plutôt avoir augmenté grâce à la quantité de l'offre et aux salaires plus élevés. En Allemagne, c'est le contraire; on remarque dans toutes les classes de la société une certaine modicité... Au point de vue économique, l'Angleterre est une force immense. Elle tiendra plus ou moins longtemps, selon la bonne volonté de ses fils.

M. Heckscher avoue qu'il n'a passé en France qu'un temps très court. Il affirme qu'il a eu beaucoup de peine à obtenir les informations désirables. Il a vu pourtant très vite combien le pays était affaibli. Les finances de l'Etat sont dans un état lamentable. Les accès du pays sont fermés et son industrie a souffert d'une façon extraordinaire par l'occupation allemande des régions du Nord. Enfin, il est douteux que la France puisse jamais se remonter financièrement et économiquement.

On regrette beaucoup que M. Heckscher, qui met d'ordinaire tant de conscience dans ses travaux, n'ait pas insisté pour voir les choses de plus près en France où des personnes qui ont le plaisir

de le connaître ou d'autres plus qualifiées scientifiquement l'eussent conduit à la source des renseignements. On déplore encore plus qu'avec cette insuffisance de données qu'il reconnaît, il ait pu porter des jugements dont un journal germanophile s'est peut-être hâté d'exagérer le pessimisme.

*
* *

C'est généralement ce qui manque en Suède aux personnes de bonne foi qui cherchent à s'éclairer; elles ne nous connaissent pas. Nous commençons à le comprendre et à admettre la nécessité de nous faire voir tels que nous sommes et non pas tels que nous ont dépeints nos romans ou notre théâtre, peut-être, encore plus bas, notre café-concert. Dans mon récent voyage en Suède, je voyais rarement des amis de la France, qui sont nombreux, sans devoir relever dans leur conversation de singulières erreurs sur notre compte.

Cependant j'étais souvent touché par les sympathies que je rencontrais, quelquefois même par une admiration profonde, mêlée d'étonnement d'ailleurs, pour notre résistance. La patience dont nous avons fait preuve a grandement transformé les idées que l'on avait sur nous. Du reste, beaucoup de Suédois, qui désirent que l'Allemagne l'emporte à cause de la Russie, ne nous veulent que du bien. Tout ce qui est libéral voit dans le triomphe de l'Entente celui de la liberté et la fin du militarisme. Un député libéral, qui est catholique, le comte Raoul Hamilton, m'a assuré que ses électeurs, de riches paysans, étaient pour la France et l'Angleterre. Les suffragettes, qui comptent parmi elles des femmes fort distinguées par la naissance, les manières et le talent, font des vœux pour nous. Le cœur généreux d'Ellen Key, sans désirer que nous écrasions l'Allemagne, car trop de liens intellectuels l'y rattachent encore, n'est aveuglée sur aucun de ses crimes. Elle gémit sur le sort de la Belgique et elle a eu le courage, non seulement de parler des traitements que l'Allemagne avait fait subir au Slesvig, mais de répondre par ces nobles paroles à un journal de Vienne qui lui avait demandé pourquoi les Allemands avaient si peu d'amis parmi les nations neutres : « J'habite en Suède où les Allemands n'ont pas d'ennemis et où ils ont beaucoup d'amis, mais je sais que, dans mon pays comme dans les autres pays neutres, l'Allemagne regagnera les cœurs qui se sont refroidis à son égard lorsque le tort fait à la Belgique sera réparé. » On appréciera son courage si l'on sait qu'elle a la plus grande partie de ses lecteurs et ses plus chauds admirateurs en Allemagne.

Les socialistes et, en particulier, leur leader, M. Hjalmar Bran-

ting, dont l'influence dépasse bien son parti et son pays, M. Lindhagen, bourgmestre de Stockholm, à qui toutes les inspirations généreuses sont habituelles, professent une neutralité bienveillante à notre égard. Il est à remarquer que les écrivains et journalistes socialistes en Suède sont doués de beaucoup plus de bon sens, de clarté, que leurs confrères et qu'ils connaissent plus de choses; — et ici ce n'est pas l'esprit de parti qui nous incline à le reconnaître. Parmi ceux qui ont combattu l'intervention, il y a le professeur socialiste Erik Hedén [1], dont les exposés sont faits avec tant de netteté et souvent avec tant d'ironie qu'un Français ne peut s'empêcher, et on lui pardonnera si c'est pour lui le compliment suprême, de penser qu'il y a quelque chose de français dans son tour d'esprit.

Pour ce qui est du sens comique et du bon sens, d'ailleurs présenté sous une forme paradoxale, il y a peu de choses plus amusantes qu'une brochure toute récente, qui a pour auteur un socialiste, M. Poul Bjerre, et dont le titre seul : *Pourquoi l'Allemagne devait vaincre et pourquoi elle ne vaincra pas* [2], donne envie de savoir ce qu'elle contient.

Au commencement de la guerre surtout, on entendait dire que l'Allemagne devait vaincre et pour ces raisons essentielles : que, chez elle, l'énergie de toute la nation avait atteint un degré extraordinaire et surpassait de beaucoup celle du reste de l'Europe. Pour un Allemand, la vie est travail, travail et encore travail. Lorsqu'un autre homme travaille six heures, un Allemand travaille douze heures; quand un autre homme se repose, l'Allemand prend des forces pour mieux travailler. De là un pouvoir de production extraordinaire, et cette production est dirigée vers un but commun. Avec la guerre, cette supériorité s'est manifestée d'une façon frappante. Ce dévouement sans relâche à un but commun suppose une supériorité morale qui fait des Allemands un peuple d'exception.

C'est vraiment là l'opinion que beaucoup de Suédois se font des Allemands; l'expression n'en est pas exagérée, on peut me croire. L'auteur fait alors la liste des mérites allemands déduits de cette première constatation : activité, assiduité, économie, ordre, obéissance, soumission de l'intérêt particulier aux exigences sociales.

Mais ces vertus sont juste les vertus cardinales du bourgeois. Elles sont en elles-mêmes dignes de louange et on doit toujours les trouver dans l'individu aussi bien que dans le peuple s'ils ne doivent pas périr. Mais ce n'est pas un idéal. Si aujourd'hui le monde entier s'est dressé contre l'Allemagne pour qu'elle ne triomphe pas, cela signifie que le bourgeois ne doit pas vaincre dans l'histoire du monde comme il a vaincu en Alle-

[1] *Social-Demokraten*, 5, 12, 13 et 14 juillet.
[2] *Krigs Betraktelser-Varför Tyskland maaste segra och varför Tyskland icke faar segra*. Stockholm, 1915.

magne depuis trente ans. C'est le but de l'humanité de former un tout autre type que l'assidu, l'infatigable, à tous égards remarquable bourgeois allemand.

En deux mots, l'Allemagne devait vaincre parce qu'elle avait la plus grande force de concurrence, qu'elle était la plus prolifique, qu'elle avait le plus grand pouvoir d'expansion, mais avant tout parce qu'elle représente une plus haute moralité et qu'elle est appelée à la répandre parmi les hommes. *Mais l'Allemagne ne vaincra pas* parce qu'elle a atteint sa supériorité par une diminution de la vie et en devenant petit bourgeois et cela n'a rien à faire avec l'humanité dans le sens le plus élevé. Que la terre disparaisse plutôt que d'avoir pour maître le petit bourgeois.....

En Allemagne, on croit que la guerre a eu pour cause la politique d'oppression de l'Angleterre. Lorsqu'elle a vu qu'elle ne pouvait pas par des moyens honnêtes, paisibles, se délivrer de sa rivale sur le marché du monde, elle s'est préparée à le faire d'une manière malhonnête, par la violence. Les Anglais auraient dû lutter par le travail, les capacités, l'économie, les sacrifices personnels, etc., mais il était plus facile d'exciter contre son ennemi les peuples étrangers. On trouve souvent dans la volonté de vaincre des Allemands un sentiment biblique de responsabilité envers le Tout-Puissant.

Nous pouvons tous admirer les vertus allemandes, mais Dieu nous préserve de devenir plus vertueux, au sens allemand, que nous ne le sommes de nature!

Dans l'industrie, il y a longtemps déjà que l'Allemagne a distancé tous les autres pays. Or la guerre est une grande industrie, rien autre. Chaque Allemand s'est réduit à être un millionième automatique de tout le mécanisme en action. Ce n'eût pas été possible si, pendant des dizaines d'années, il n'avait été élevé dans ce but. Sous la discipline allemande se cache un sacrifice illimité de la personne à la technique. Mais, pour exprimer la chose aussi brièvement que possible, l'homme a créé les machines et en retour elles ont changé les hommes en machines. Or un mécanisme est une chose morte. Le résultat de ce processus a été la stérilité intellectuelle de notre temps, le scepticisme, « l'impiété ». La chose a eu lieu partout, mais il est remarquable de voir comment les différents peuples ont réagi. Dans les anciens pays de culture, en France et en Italie, par exemple, le travail de mécanisation a rencontré une opposition qu'il n'a pu briser. Cela se voit extérieurement dans ce fait que les antiques cités avec leur architecture vivante, distinguée, ne se sont pas laissé changer en des déserts modernes, avec des rues mortellement laides, — intérieurement en ceci que les hommes ne se sont pas laissé dégrader jusqu'à devenir des automates ne pouvant conserver leur faculté de jouir de la vie. Dans la même proportion où les Allemands ont progressé dans la technique, humainement ils ont diminué.

Enfin, l'Allemagne devait vaincre, parce que chez elle se trouvait un plus grand héroïsme, un meilleur emploi de tous les moyens, un plus grand dévouement à la guerre que chez ses ennemis et surtout parce que le peuple entier possède un esprit d'union qui le tient plus uni que la cuirasse d'un vaisseau ne le tient serré. L'Allemagne doit vaincre parce qu'elle a la foi inébranlable qui rend un peuple invincible, qu'à elle revient l'ordre du monde.....

Mais l'Allemagne ne vaincra pas parce que cette foi est née d'une confusion. L'Allemagne ne vaincra pas parce que ses qualités les plus rares

ont été mises au service de la mort. Au lieu de poursuivre un but élevé, l'esprit allemand est descendu. L'Allemagne a poursuivi une sorte d'expansion qui devait lui soumettre l'esprit des peuples étrangers. Pressée par la volonté de puissance, elle devait chercher la libération par le seul moyen qui soit digne des hommes, en délivrant les autres. Elle devait manifester sa supériorité en libérant les peuples opprimés, en libérant les valeurs qui sont cachées dans les différentes races.

*
* *

Les deux motifs qu'invoquent les *activistes* pour faire la guerre et qui ont, à des degrés différents, de l'influence sur le courant des idées, sont la Finlande et les projets de conquête au nord de la Scandinavie que l'on prête à la Russie.

La Finlande n'est, pour les Suédois, qu'un grand mot que l'on a beaucoup répété et qui a servi à l'excitation anti-russe. Sa situation politique n'a aucun rapport avec celle du Slesvig, de la Pologne ou de l'Alsace-Lorraine [1]; il y aurait plutôt entre elle et la Suède les relations qu'il y a entre la France et le Canada, avec cette différence qu'elles sont situées plus près l'une de l'autre; mais ce n'est pas une terre *irredenta*. Les Finlandais exilés pendant le régime Bobrikoff ou ceux qui, aujourd'hui comme en tout temps, viennent si facilement à Stockholm chez leurs parents et leurs amis, ont entretenu, plus qu'ils ne voulaient peut-être, l'inimitié des Suédois contre la Russie sans leur faire comprendre avec assez de précision les conditions où se trouvait leur patrie. On ne les voit surtout pas en comparaison avec celles des peuples étrangers soumis à l'Empire allemand. Imagine-t-on l'Allemagne laissant les pays qu'elle a conquis jouir pendant près de cent ans d'une liberté intérieure à laquelle elle n'apporterait presque aucune restriction, une liberté telle que ce pays pourrait refuser à un Allemand le droit d'établir une maison de commerce dans ses frontières? Les Suédois disent encore : C'est vrai, on peut être condamné à la prison en Slesvig, en Alsace-Lorraine et dans le duché de Posen, mais c'est conformément à des lois. L'abbé Wetterlé et Hansi devaient, en effet, puiser une grande consolation dans la pensée qu'ils étaient poursuivis et condamnés légalement.....

La Droite qui jusqu'à présent avait montré peu d'intérêt pour la Finlande, révolutionnaire et socialiste, la met aujourd'hui en avant pour déterminer la Suède à entrer dans le conflit. S'agit-il pour la Suède de s'en emparer? On ne voit pas comment la Suède, qui suffit avec peine à sa propre défense, assurerait celle de la

[1] Je l'ai montré dans un article du *Correspondant* sur *la Question finlandaise*, 25 décembre 1913.

Finlande? Elle s'adjoindrait d'ailleurs un élément finnois dix fois plus important que la partie suédoise de la population et qui serait plus ennemi d'un gouvernement suédois que d'un gouvernement russe. Les Suédois, qui occupent une bien plus grande place que ne le suppose leur nombre, ne l'ont conservée que parce que, plus intelligents, plus expérimentés au point de vue politique, ils ont organisé la résistance à la russification administrative de la Finlande. En ferait-on un Etat indépendant? Il faut se rappeler que la Finlande ne l'a jamais été; on se trouve d'ailleurs devant les mêmes difficultés que dans le premier cas, impossibilité de défendre les frontières et disparition prochaine de l'élément suédois. Dans les deux alternatives, l'Allemagne, que l'on suppose avoir été victorieuse, devient la maîtresse incontestée de la mer Baltique.

S'il n'est enfin question que d'imposer à la Russie amoindrie le rétablissement complet des privilèges de la Finlande, il faut reconnaître que c'est un bien long détour pour obtenir ce qui a été promis récemment par le tsar; comme gage de sa bienveillance à l'égard de la Finlande, il a récemment rendu à la liberté le baron Swinhufvud, président de la Diète finlandaise, et le révolutionnaire Burtseff, emmenés en Sibérie au commencement de l'hiver dernier [1].

La justice, l'intérêt bien entendu, tout exige que la Russie marche sérieusement dans cette voie de libéralité et que le tsar se fasse le garant de l'indépendance de cette population loyale contre une bureaucratie dont les habitudes ont été pernicieuses à la Russie autant qu'aux peuples réunis à l'empire. Quoique la Finlande ne soit qu'un prétexte invoqué par les Suédois qui l'avouent eux-mêmes [2], ces mesures généreuses peuvent à l'avenir avoir de l'influence sur l'attitude de la Suède.

La question des convoitises russes sur le Nord de la Scandi-

[1] Un projet de russification, qui aurait été approuvé par le tsar, a été publié en novembre 1914 par les journaux allemands et scandinaves et par un seul journal anglais, *The Manchester Guardian*. On ne connaît pas l'histoire de ce projet, ballon d'essai ou invention d'excitateurs du dehors. Il a pourtant servi jusqu'à présent à exciter les Suédois; mais M. Erik Hedén, pour montrer à ses compatriotes, dans les articles que j'ai cités, la différence du traitement que subissent les Finlandais et les Slesvigois, a pris comme terme de comparaison la situation même qu'aurait faite au Grand-duché l'ukase dont il était menacé. Un livre paru récemment en France, *la Russie et la guerre* (Colin), et dont l'auteur, M. Grégoire Alexinsky, est un socialiste russe, donne aussi à tort ce programme comme ayant été mis à exécution,

[2] *Nya Sverige*, 1915, n° 2, page 96.

navie est bien plus difficile à résoudre; la Russie aurait beau, pendant des siècles, ne rien faire pour les satisfaire que les Suédois, s'ils n'ont pas changé, ne cesseront de se voir en danger.

L'effort de la Russie vers la mer libre est un fait que personne ne cherche à contester. La fermeture des Dardanelles rend sa situation encore plus précaire en ce moment. Arkhangel est le seul port de la Russie d'Europe dans lequel puissent débarquer des marchandises. Mais la glace en ferme l'entrée pendant huit mois de l'année; aujourd'hui on réduit ces huit mois à deux grâce au brise-glace canadien que l'on emploie. On peut ainsi mesurer les difficultés que rencontrent son importation et son exportation. Aussi les Scandinaves, et surtout les Suédois, ont-ils dénoncé son désir d'entrer en possession d'un des ports libres de glace de la côte occidentale de la Norvège, Narvik, et d'une bande de territoire suédois pour le relier à la terre russe.

La Russie a, dans la péninsule de Kola, un port, Alexandrowsk, qui, presque toujours libre de glace, serait au point de vue militaire très supérieur à Narvik; on parle aussi de Jekaterinskijport, situé dans les mêmes parages. Un crédit de 3 600 000 roubles a été accordé, le 24 février dernier, par le conseil des ministres pour un projet de chemin de fer reliant Kem à Kola, et à quelque autre point devant être ultérieurement désigné pour assurer au commerce russe une voie conduisant à la mer. On parlait beaucoup de la construction de cette ligne cet hiver en Suède; on faisait valoir les difficultés qu'elle rencontrerait, et les *activistes* manifestaient à ce sujet leur incrédulité.

La tentative sur Constantinople est venue donner une nouvelle raison de sécurité à ceux qui sont moins frappés du danger russe. Ils pensent que la Russie trouvera par le Bosphore son chemin vers la mer. Les germanophiles se sont alors efforcés de démontrer que l'Allemagne soutiendra l'intégrité de la Turquie jusqu'à la dernière extrémité, comme nous l'avons vu plus haut. L'espoir que la Russie ait là un débouché est pour eux tout à fait vain. Les *activistes-terroristes*, du genre de M. Harald Hjärne, se représentent déjà toute la presqu'île scandinave occupée par les Russes et l'Angleterre serait trop égoïste pour s'y opposer, et elle ne voudrait ni ne pourrait se lancer dans une guerre contre ses alliés d'hier. A cela un journal anglais a donné une réplique bien méritée : qui plaindra les nationalistes suédois, si ce qu'ils craignent arrivait un jour, quand on voit avec quelle froideur ils acceptent le sort de la Belgique?

A côté des fantaisies de l'imagination, il y a les réalités. Malgré

les sentiments anti-russes que manifestait la Suède, son commerce a vu immédiatement, dans la situation créée par la guerre, l'occasion de s'ouvrir le marché russe. Il y a des gens pour diminuer ces perspectives pleines de promesses en assurant que la Suède ne suffira jamais aux besoins des Russes et en exagérant les difficultés qu'offrent les affaires que l'on fait avec eux. Quoi qu'il en soit, les Suédois ont examiné ce qu'ils pouvaient vendre à leurs voisins. Ce sont tous les produits de l'industrie; de leur côté ils apportent des grains et ils ont assuré la subsistance de la Suède pendant la première année de la guerre, mais ils se heurtent là à la concurrence de l'Argentine, pour le blé aussi bien que pour les matières brutes. Quiconque a vécu à Stockholm sait aussi que le grand fournisseur de poulets et d'œufs est la Russie. Malheureusement, jusqu'à la guerre, il n'y avait rien qui ne passât par l'intermédiaire d'agents allemands dont l'absence, au premier moment, a arrêté toutes les transactions. Pour les questions de langue et pour les questions de banque, on cherche des solutions qui permettent de surmonter les obstacles que l'on rencontre actuellement. La Suède, qui a fait d'immenses progrès industriels et commerciaux depuis quelques années, va sans doute prendre un nouvel essor; la guerre mondiale sera peut-être pour son commerce un coup de fortune comme l'a été la guerre de Crimée.

Ce n'est pas pour méconnaître les difficultés actuelles de la Suède, la vie chère, le chômage, les dépenses d'armement, une mobilisation qui lui coûte 12 millions de couronnes par mois. Ses gros chiffres d'exportation, bois, fer, machines, ont baissé; mais ils se sont élevés pour les objets manufacturés, outils, couteaux, fers de chevaux, pour les industries textiles de laine et de coton et pour tout ce qui a rapport à l'électricité. En ceci, la Suède tend à prendre, en partie, la place prépondérante qu'occupait l'Allemagne.

Les Suédois ont été très charitables pour les Russes qui, dans l'état que l'on sait, au moment de la déclaration de guerre, traversèrent la Suède pour retourner dans leur pays. Ces jours-ci, ils ont accueilli les premiers convois de grands blessés russes avec toutes les marques de la bonté la plus délicate. L'exercice de la charité fait naître l'affection; un certain rapprochement se produit entre les deux peuples. Je l'ai déjà remarqué pendant mon récent voyage. Souvent j'entendais dire : nous n'avons rien contre les Russes, c'est à leur régime que nous en voulons.

Depuis les remerciements qu'au mois d'août il a adressés à la Suède pour les services rendus aux gens qu'elle a rapatriés, le

gouvernement du tsar a maintes fois témoigné de ses bonnes dispositions à son égard. Le ministre de Suède à Pétrograd a lui-même nettement déclaré que les bruits de conflit n'avaient aucun fondement. Le journal *Rejtsch*, le 21 juillet, écrivait que si beaucoup de personnes en Suède parlaient du danger russe, beaucoup aussi en Russie parlaient du danger suédois; mais que c'était l'effet d'imaginations inquiètes et que les bonnes relations qui avaient résisté à l'épreuve de l'affaire du Gotland n'avaient aucune raison de cesser.

Cette violation de la neutralité suédoise, qui excita toutes les susceptibilités suédoises, eut lieu lorsque, le 2 juillet, l'*Albatross*, bâtiment allemand, fut poursuivi par un vaisseau de guerre russe dans les eaux suédoises, près de l'île de Gotland. Les projectiles russes passèrent au-dessus de la petite île d'Ostergarn et tombèrent à peu de distance de la côte. Le représentant de la Suède à Pétrograd protesta immédiatement tandis qu'on prévenait le ministre d'Allemagne en Suède qu'on avait interné l'équipage de l'*Albatross*. Le gouvernement russe invoqua comme excuse le brouillard qui régnait et assura « qu'il regrettait vivement ce qui était arrivé et qu'il était résolu à respecter exactement la neutralité suédoise. Dans le cas présent, il n'y avait qu'une fâcheuse inadvertance. Des ordres avaient été donnés pour que désormais on redoublât d'attention et qu'un pareil fait ne pût pas se reproduire ». Quelques Suédois ont trouvé ces excuses insuffisantes, ajoutant que, si cet accident était dû à l'inattention, rien ne garantissait qu'il ne pût se reproduire.

M. Sasonow a consacré à la Suède un passage de son discours à la grande séance de la Douma, le 1er août :

Ces derniers temps, a-t-il dit, il a beaucoup été question de l'état d'esprit de nos voisins du nord, les Suédois. On tirait des conclusions contradictoires des paroles dites par certains hommes d'Etat.

Nos rapports amicaux avec la Suède, notre désir sincère d'entretenir avec elle les meilleures relations de bon voisinage sont trop connus pour que j'aie besoin de les confirmer [la Douma donna alors des signes d'approbation]. Nous nous rendons parfaitement compte des embarras que cause au commerce suédois la position de la Suède au milieu des belligérants; mais je suis content de relever la droiture avec laquelle le gouvernement suédois sauvegarde sa neutralité, en veillant cependant à ses intérêts nationaux.

Les négociations anglo-suédoises qui se poursuivent en ce moment, tout en restant sur le terrain des affaires, montrent des deux côtés une tendance indubitable à trouver un terrain d'entente, et nous souhaitons qu'elles aboutissent promptement à une heureuse conclusion.



Les rapports de la Suède avec l'Angleterre sont peut-être plus aigres que ceux qu'elle a avec la Russie, c'est-à-dire que ses sentiments pour ses voisins d'Orient sont ceux d'une antique haine qui peut s'atténuer, tandis qu'elle éprouve pour les Anglais une haine nouvelle produite par l'influence de l'Allemagne. Elle a découvert à nouveau les horribles défauts de la perfide Albion : égoïsme, hypocrisie, orgueil, mercantilisme. Un ancien admirateur des Anglais, le romancier Per Hallström, dans un article récent[1], a évoqué la galerie des types ridicules créés par Fielding, Thackeray et Dickens pour noircir ces négociants à l'âme étroite. La promenade des lanciers *unter den Linden* et des Ghurkas à Potsdam, rêvée par Lord Curzon, est pour lui de l'égarement dans une sorte de jouissance gastronomique. Cette irritation a gagné tout le monde. Un soir de cet hiver, je me trouvais à table à côté d'une charmante jeune fille de quinze ou seize ans qui, au cours de la conversation, me dit en prenant une figure implacable : « Je déteste la politique anglaise. » Je ne pus réprimer un léger sourire. La théorie de l'encerclement de l'Allemagne et de la conspiration ourdie contre elle est, en Suède, admise sans conteste.

A ces dispositions sont venus s'ajouter des griefs qu'ont causés les mesures prises par l'Angleterre contre la contrebande. Des bâtiments suédois ont été arrêtés, menés dans des ports anglais et gardés parfois pendant un assez long temps. L'exportation du fer a été interdite. Enfin des courriers venant d'Amérique ont été ouverts, des télégrammes adressés d'Amérique ou qu'on y expédiait, retenus ou retardés. Des négociants ont affirmé n'avoir reçu que 10 pour 100 des télégrammes qui leur avaient été câblés, d'autres ont dit 25. On a même prétendu qu'il y avait eu un détournement de valeurs. La rigueur des Anglais, d'après les Suédois, serait inspirée par le désir qu'ils ont de leur enlever leur clientèle. Le consul d'Angleterre à Göteborg a dû être protégé contre la foule. L'Allemagne, au début de la guerra, avait ouvert la correspondance des neutres; elle a coulé des bâtiments suédois, à commencer par ceux de Mantyluoto; pendant tout l'hiver elle a interdit l'exportation du bois; onze Suédois ont été noyés avec la *Lusitania*. Tout a été accepté avec tranquillité tandis qu'on prend avec colère les contraintes imposées par l'Angleterre.

A l'arrêt des télégrammes et à l'ouverture des paquets postaux,

[1] *Svenska Dagbladet*, 12 juin 1915.

les Suédois, au mois de juin, ont répondu en arrêtant les marchandises qu'ils transportaient en Russie et qui venaient d'Angleterre. L'impression sur les Russes a été très grande; l'Angleterre a alors proposé une conférence qui se tient présentement pour régler ce qui regarde le transfert des lettres et des télégrammes. La Norvège n'a pas joint ses réclamations à celles de la Suède, car ses télégrammes lui sont régulièrement transmis. L'interdiction récente d'exporter le charbon a beaucoup inquiété également, mais le gouvernement suédois a calmé l'émotion en annonçant qu'il s'était procuré cent mille tonnes de charbon.

Si l'Angleterre s'est montrée aussi raide dans ses procédés, c'est qu'elle soupçonne que l'espionnage se fait à travers la Suède et qu'elle a ravitaillé l'Allemagne. On avoue officiellement que les éleveurs lui ont fourni dix-sept mille chevaux au-dessus de trois ans au commencement de la guerre. Les Suédois en ont eux-mêmes pris souci et se sont demandé si ces chevaux n'allaient pas manquer à la défense. On a répondu qu'il en restait cinq ou six cent mille et qu'on pouvait encore en exporter vingt-cinq mille cette année. On compte que ce serait un gain de 40 000 couronnes pour les propriétaires qui sans cela, dit-on, n'auraient même pas le fourrage nécessaire pour les nourrir.

Il y a bien d'autres choses assurément pour lesquelles la Suède a alimenté l'Allemagne. La ferme neutralité du gouvernement, ses interdictions d'exportation ne peuvent pas tout dans un pays où l'esprit public est disposé en faveur de la nation qui doit bénéficier de la contrebande. Elle trouve des complices dans les fonctionnaires de tout ordre et en particulier dans les employés des douanes. On en peut juger par l'exemple contraire. Avant l'entrée en guerre de l'Italie, nous étions informés très souvent par le personnel des douanes et par les ouvriers des docks des tentatives de contrebande qui pouvaient s'y faire à notre détriment.

Quelques-uns des rares amis de l'Angleterre m'ont assuré qu'il eût peut-être mieux valu pour elle laisser passer un peu de contrebande que d'indisposer aussi fortement l'opinion publique.

*
* *

L'intervention de l'Italie a été interprétée d'une façon qui montre mieux que tout autre sympôme la déformation de l'esprit général. Le *tolle* contre la perfide, la traîtresse a été unanime. On a écrit qu'après cela l'Entente n'avait plus le droit de parler de guerre de rapine. Il y a un journal qui tous les jours met la campagne italienne sous cette rubrique : l'Italie contre ses alliés.

On a dit qu'une démarche aurait été faite, en dehors du gouver-

nement, auprès de l'Italie, pour l'empêcher d'attaquer l'Autriche en la menaçant de marcher en même temps contre la Russie. L'excitation que montre la presse serait le prolongement d'une colère dont le but était d'intimider.

On s'efforce par une autre manœuvre d'empêcher aussi la Roumanie de se décider en faveur de l'Entente, mais en lui offrant de conclure une alliance avec elle contre la Russie. Ce serait un renouvellement de la politique de Charles XII qui voulait prendre son ennemie à revers en lançant contre elle la Turquie. D'après l'*Aftonbladet*, l'un des deux organes de la *Wilhelmstrasse*, la destinée de la Suède dépendrait de l'attitude de la Roumanie. C'est M. Harald Hjärne qui a mis en lumière, depuis quelques années, la politique orientale de Charles XII; on voit ici un des fruits de son enseignement. Mais la Suède jouerait là trop gros jeu.

Tout en faisant des démarches et en traitant avec l'Angleterre, elle annonce la réorganisation de son armée qui, dit-elle, n'a jamais été aussi nombreuse au cours de son histoire. Depuis le début de la guerre, elle aurait presque doublé et compte 540 000 hommes exercés dont 360 000 de première ligne.

On sait bien que cette déclaration n'est pas jetée comme une menace et que les Suédois ont le devoir de songer sérieusement à leur défense. Ils peuvent avoir plus d'un souci à cet égard. Il y a cent ans qu'ils n'ont pas fait la guerre; dans le Nordland, beaucoup de jeunes gens émigrent pour se soustraire à leur service militaire; la Suède a été travaillée par le pacifisme. Il faut se rappeler que la grande manifestation des paysans en 1914 a été organisée pour obtenir seulement du pays une prolongation de trente jours de service militaire.

Précisément pour cette raison la campagne nationaliste de 1914 était justifiée. Il est seulement regrettable que tant de personnes qui se sont signalées alors par leur ardent patriotisme fassent entendre des paroles dont le son est qualifié d'étranger par bien des Suédois.

M. Wallenberg, le ministre des Affaires étrangères, et M. Hammarskjöld, président du conseil, à deux reprises, viennent de faire des déclarations très rassurantes au sujet des intentions de la Suède. Les femmes suédoises avaient tenu le 27 juin, dans différentes villes, trois cent quarante-trois réunions en faveur de la paix. L'appel qui les avait conviées à cette assemblée était signé entre autres d'Ellen Key et de Mlle Lindhagen, la sœur du bourgmestre de Stockholm, qui avait organisé, au cours de l'hiver, un concert en faveur des Belges; il n'y avait pas lieu d'être surpris que leur nom se trouvât là, mais on y remarquait aussi celui de

Selma Lagerlöf. Elle avait, au mois de décembre, ouvert une souscription pour les Belges, bien que de tout temps elle ait affiché ses sympathies pour les Allemands.

Les Suédoises furent donc une centaine de mille à réclamer publiquement la continuation de la neutralité suédoise. « Nous nous tournons, dirent-elles, vers le gouvernement de notre pays dont la politique de neutralité mérite notre reconnaissance et nous mettons notre cause entre ses mains. »

Le ministre des Affaires étrangères reçut la députation qu'elles lui envoyèrent en les assurant de son désir de maintenir la paix. Il parla même de la résistance que l'on devait opposer à l'agitation interventionniste et affirma qu'il y avait « une clique d'*activistes*, peu nombreuse, mais ardente, qui cherchait à propager les idées qui y sont contraires ».

On prétendit ensuite que ces paroles, telles qu'elles sont formulées ici, avaient été légèrement exagérées. C'est peut-être la raison pour laquelle M. Hammarskjöld, recevant, quelques jours après, le 18 juillet, une députation du congrès de la paix tenu à Varberg, s'expliqua plus longuement et dit des choses qui semblent contredire les déclarations de son collègue, mais qui s'expliquent parfaitement si on les replace dans les circonstances qui les ont accompagnées. Elles s'adressaient au bourgmestre Lindhagen, pacifiste irréductible, et visaient davantage ses idées qu'elles ne visaient la situation européenne.

Notre gouvernement, assura-t-il, ne peut rien trouver de plus agréable que de voir sa politique défendue, mais il faut qu'elle soit comprise... C'est notre plus chaleureux désir de maintenir la paix et c'est notre devoir d'y travailler de toutes nos forces; mais il nous faut aussi compter avec des éventualités où la paix, en dépit de nos efforts, ne serait plus possible. Ce que sont ces éventualités pendant la présente crise, pour le moment il ne convient pas de le chercher. Il est certain qu'en dehors du cas suprême, une invasion ennemie dans notre pays, il peut s'en présenter d'autres qui devraient être prises en considération.

Dans les derniers temps, on a beaucoup parlé du danger qu'il y a à présenter la guerre comme quelque chose de souhaitable et le danger est surtout que l'on croie que la Suède désire la guerre. Mais il est aussi périlleux si, d'un autre côté, on est convaincu que la Suède veut la paix à tout prix et par conséquent peut sans risque être traitée n'importe comment. Les deux idées sont profondément fausses...

C'est l'expression du bon sens auquel nous n'avons rien à objecter. Le roi, auquel on attribua l'initiative de l'entrevue des trois souverains scandinaves à Malmö, semble être tout à fait d'accord avec son ministère, quoique les influences qui s'exercent sur lui puissent le faire tendre du côté allemand; mais il est d'une

si parfaite correction qu'on l'ignore. Par une malheureuse circonstance, la reine se trouvait à Carlsruhe lors de notre raid d'avions sur cette ville. En passant par Berlin pour rentrer en Suède, des étudiants ont manifesté sous le balcon de son hôtel; elle en a reçu quelques-uns, mais on a démenti qu'elle ait publiquement exprimé des vœux pour le succès de l'Allemagne. A son arrivée à Stockholm, on l'a accueillie avec des démonstrations plus chaleureuses qu'on ne le fait d'ordinaire au retour de ses nombreux voyages à l'étranger. On regarde le prince royal, qui a épousé une princesse anglaise, comme très accessible aux idées démocratiques. Ses tendances politiques, quelque réservé qu'il soit dans leur expression, lui ont acquis le cœur de la jeunesse libérale.

Une dernière tentative vient d'être faite par les *activistes*. Ils ont lancé un livre : *la Politique extérieure de la Suède à la lumière de la guerre mondiale*[1], où la cause de l'intervention est plaidée à l'aide des arguments que l'on a pensés tout à fait convaincants. Afin qu'il produise plus d'effet, l'ouvrage est anonyme, mais on laisse entendre dans la préface qu'il a été écrit par des historiens, des économistes, des officiers, des hommes jeunes appartenant à tous les partis, mais qui ne veulent pas se nommer. Il en est à sa troisième édition, il a été très lu, mais aussi très discuté. M. Staaff, le chef du parti libéral, a cru devoir le combattre dans deux de ses récents discours.

On y retrouve les idées familières aux *activistes*, avec ces mêmes considérations empruntées à une histoire légèrement retouchée et ces mêmes raisonnements dépourvus de logique qui veulent arriver à des conclusions qu'on ne saurait formuler en toutes lettres. Le lecteur se demande si le but proposé à la Suède est une union scandinave dans laquelle la Suède jouerait le rôle de la Prusse en Allemagne ou si c'est plutôt le salut de l'Allemagne à tout prix. Il faut que l'action soit immédiate, car il s'agit d'effrayer la Russie et de l'obliger à conclure cette paix séparée à laquelle les Suédois la croient disposée. Une « menace » ou une « préparation » ne sont pas suffisantes. On voit bien que, pour les interventionnistes, s'il devenait nécessaire de se débarrasser d'un gouvernement trop lent et de mettre le Riksdag devant un fait accompli, on ne devrait pas hésiter. « Car le maintien d'une Allemagne forte est, disent les auteurs de la *Politique extérieure de la Suède*, un intérêt vital pour la Suède et doit être déterminant[2]. » Des écrivains qui poussent à des décisions si graves

[1] *Sveriges Utrikespolitik i världskrigets belysning*, Stockholm.
[2] Page 207.

donnent le droit de penser qu'ils sont Allemands de naissance et qu'ils ne le sont pas seulement de cœur, puisqu'ils mettent le salut de l'Allemagne avant celui de la Suède.

C'est à eux et aux excès de langage de ce genre qu'est due la réaction qui commence à se faire sentir contre les *activistes*. Aujourd'hui on leur fait ouvertement la guerre. Le retour de M. Hjalmar Branting, qui vient de faire un séjour en Allemagne, en France et en Angleterre, les impressions qu'il en a rapportées, ont contribué à donner à ses compatriotes des idées plus justes sur l'état des pays belligérants. Il a loué, dans son discours de Sundsval, l'attitude de neutralité du gouvernement qu'il assurait de son appui. Dans des interviews qu'il a données à Londres à un reporter du *Daily News*, puis à Stockholm, il a affirmé qu'il ne fallait croire à aucun désir de paix de la part de la France ou de l'Angleterre.

Il a vu la France d'assez près pour certifier de son pouvoir et de sa volonté de continuer la guerre. Il a été sur le front français et a été frappé non seulement de la bonne organisation des services, mais aussi du courage et même de la gaieté des soldats. Il a en revenant, à son passage à Berlin, assisté à une réunion de socialistes *in pleno*; il leur a entendu dire que, malgré la pression exercée sur le parti, ou plutôt sur une fraction du parti, l'opposition contre les méthodes de guerre allait être de plus en plus nette et ouverte.

Notons que M. Branting lui-même veut sauver l'Allemagne de l'humiliation, croyant qu'il faut seulement détruire le militarisme. On retrouve presque toujours en Suède chez les personnes les mieux disposées pour nous ce même désir de ne pas offenser l'orgueil allemand, de même qu'on remarque en elles leur désir de ne pas entendre parler des atrocités. Nous ne leur demandons pas d'adopter tous nos sentiments. Mais il est excellent qu'un homme de l'intelligence de M. Branting et qui a son autorité ait en ce moment vu la France de près et qu'il apporte dans son pays des informations exactes.

La Suède est, après les royaumes balkaniques et les Etats-Unis, le pays neutre dont l'attitude intéresse le plus les belligérants aujourd'hui. C'est un pays que l'Allemagne a travaillé de longue date, avec une insistance particulière, pour l'entraîner de son côté. Il était naturel qu'au cours de la formidable conflagration, l'Allemagne cherchât à exploiter encore davantage la crainte du « péril russe » qu'elle avait réussi à éveiller chez un certain nombre de Suédois. Ceux-ci, et l'Allemagne qui les pousse, devaient redoubler leurs efforts au moment précis de la retraite des Russes, de l'entrée à Varsovie et de l'avance allemande vers le Nord, alors

que d'autre part les Balkans semblaient sur le point de se décider. N'était-ce pas l'heure, ou jamais, de jeter dans la balance les cinq cent mille hommes de la Suède et sa situation stratégique?

Ce peut être aussi, pour la Suède, l'heure de s'apercevoir qu'elle n'est qu'un atout dans le jeu militaire diplomatique de l'Allemagne. A cette agitation belliqueuse, qui a trouvé quelque point d'appui à la Cour, aucun dans le gouvernement, a répondu finalement et heureusement une agitation en faveur de la paix. La nation n'entend pas qu'on la lance dans une voie aussi absurdement et dangereusement contraire aux vrais intérêts suédois. Mais elle ne peut résister à ce mouvement par la seule inertie; elle commence à sentir qu'elle doit y opposer une volonté active. Grâce à cette action, à l'intelligence et à la sagesse de son gouvernement, la Suède gardera sa neutralité dans un conflit où elle n'a que faire d'entrer. Le danger écarté, il faudra que la Suède comprenne, et qu'on comprenne aussi chez nous où l'amitié à son égard est traditionnelle, qu'il y a tout un courant à remonter, un long travail à faire pour venir à bout de l'emprise allemande sur ce pays. Cette emprise, l'Allemagne, déçue ailleurs dans ses rêves de proie, pourrait être tentée, au lendemain de la guerre, si elle en avait encore les moyens, de l'étendre et de la resserrer.

Il ne faut à la Suède qu'une fréquentation plus suivie de la France, un commerce plus habituel, pour lui faire perdre l'étrange engouement qu'elle a eu pour l'Allemagne; elle s'apercevra que ses germanophiles risquent de lui imposer une dépendance dont elle ne se délivrerait jamais. Quelques-uns ne l'ignorent pas en Suède et l'ont montré avec plus de force qu'un étranger ne le peut faire. Tout le caractère suédois, individualiste, libéral, indépendant, humain, est dans la plus parfaite opposition avec le caractère allemand. De plus, quand les Suédois sauront l'histoire de la guerre, ils verront que nous l'avons faite pour les droits des petites nations contre une puissance qui prétend tout assembler et tout niveler. Ils se convaincront que sa liberté nous intéresse et que, nous étant battus pour les Serbes, nous ne laisserons pas périr la liberté scandinave.

Jacques de Coussange.

D'ORAN A ARRAS

FEUILLES DÉTACHÉES D'UN CARNET DE GUERRE

I. — Le branle-bas en Algérie.

Oran, 1er août 1914. — Mon séjour en France aura été bref. Arrivé le 20 juillet pour trente jours, avec des rêves d'excursions en Dauphiné, qui me délasseraient du « Saumur[1] », l'ordre de rejoindre mon poste m'atteignait le 28 à Grenoble. Je suis rentré par Alger ce matin même...

Il est quatre heures de l'après-midi quand le télégraphe nous transmet au Château-Neuf, siège de la division, l'ordre de mobilisation. Aussitôt d'autres dépêches, venant de tous côtés, ont commencé à affluer dans nos bureaux, sans préjudice des coups de téléphone. Il en arrive toutes les dix minutes environ, aussi bien de nuit que de jour, et cela durera jusqu'à notre départ! La franchise postale a quelquefois des inconvénients, et il est des instants où le progrès n'apparaît pas toujours comme un avantage. Sous le premier Empire, où l'on ne connaissait que les estafettes, les états-majors jouissaient de plus de calme.

Il est sept heures quand nous quittons le Château-Neuf, où le camarade de service vient de s'installer pour la nuit. Dehors, sur le boulevard, règne une prodigieuse animation. La foule va, vient, se presse, se bouscule; les terrasses sont *blanches* de consommateurs et, jusqu'à une heure avancée de la nuit, chacun commentera le grand événement.

[1] Recueil des lois, décrets et circulaires dont s'aide l'officier d'état-major dans ses travaux de chancellerie.

Dimanche 2 août. — La proclamation du Président de la République à la nation française et l'ordre de mobilisation générale ont été affichés ce matin dans toute l'étendue du territoire algérien. Les premiers mobilisés rejoignant aujourd'hui, les rues et boulevards de la ville se sont peuplés soudain de culottes rouges : chacun s'étonne de se retrouver sous l'uniforme, et pas toujours à son avantage. La tenue de l'armée d'Afrique, surtout celle si seyante de nos zouaves, exige essentiellement une taille assez fine. Ceux de nos réservistes qui sont restés sveltes, et c'est la majorité, ont très bonne figure; en revanche, certains bons pères de famille, déjà bedonnants, avec leur culotte bouffante qui raccourcit les jambes, et le boléro dissimulant mal le gros ventre, n'ont rien de guerrier dans leur allure. On les plaisante un tantinet. Eux prennent gaiement la chose. Comment se fâcher d'ailleurs sous ce ciel si pur qui bannit la mauvaise humeur?

Comme c'est dimanche, toute la population est dans la rue. Elle est ici aussi variée qu'à Alger, et l'élément néo-français, surtout israélite et espagnol, y abonde plus qu'ailleurs. Tous ces braves gens s'entretiennent de la guerre, maintenant inévitable, et dont la perspective ne semble pas les troubler outre mesure. Pour être vif à la façon d'un Français du Midi, l'Algérien n'en possède pas moins un grand fond de calme. C'est d'ailleurs sur son continent un homme de l'extrême septentrion. Dans ce pays aux vastes horizons, où la richesse se développe depuis dix ans d'une façon prodigieuse, les caractères s'affirment de bonne heure, et souvent avec une force singulière. Comme les affaires, et il en est d'énormes dans ce grand port cosmopolite, se traitent le plus souvent à la terrasse des cafés, c'est-à-dire dans la rue, chacun en reçoit plus ou moins le contre-coup et ne s'étonne plus de rien.

Aussi la guerre, pour surprendre tout le monde, n'étonnera personne. L'Algérien, qui, sous l'uniforme de zouave ou de chasseur d'Afrique, va répandre si vaillamment son sang sur les champs de bataille de France et mériter ainsi, quand ce n'est déjà fait, ses lettres de grande naturalisation, considère du reste les événements de loin, pour le moment du moins, ne se sentant pas directement menacé. C'est surtout les contingences possibles qui l'intéressent actuellement. Le grand point d'interrogation qui se pose aujourd'hui pour lui est, moins l'invasion éventuelle de la métropole, car chacun a confiance, que l'attitude possible de l'Italie et celle des indigènes. Qu'adviendrait-il, en effet, de l'Algérie, si la Méditerranée cessait d'être libre ou si, comme en 1871, une partie de nos sujets musulmans levaient l'étendard de la révolte? De là, un peu d'inquiétude, même chez les plus optimistes.

Un incident bien typique me donne cependant, ce dimanche soir, une première note du loyalisme de nos sujets.

Il pouvait être neuf heures, les derniers accents de la retraite militaire, le roulement des tambours, les sonorités des clairons et les sons nasillards de la nouba [1] venaient de s'éteindre vers les casernes lointaines, quand une rumeur grossissante parvint jusqu'à la terrasse de la brasserie où j'étais attablé avec quelques camarades, humant le frais et discutant sur les événements. Comme elle venait vers nous, nous nous levâmes, pour aller voir au coin du boulevard de quoi il retournait. Une singulière et touchante manifestation se déroula sous nos yeux.

C'étaient les petits cireurs indigènes pas plus haut qu'une botte, les petits biskris, dont une boîte en bois blanc renfermant quelques brosses constitue tout le fonds social, qui s'étaient réunis dans les hauts quartiers en un turbulent meeting. J'ignore ce qu'on y a voté, mais à l'issue de cette grave réunion, les manifestants défilaient maintenant quatre par quatre derrière le drapeau corporatif constitué par trois chiffons tricolores noués ensemble (le syndicat n'est pas riche). Et tous, brûlant du désir de combattre pour la noble cause, mais ne pouvant, hélas! devenir tirailleurs ou spahis, dévalaient vers le port en chantant : *li* drapeau de la France,

Qui si qui rend li cœur joyeux!

Et longtemps après, dans la soirée, comme je regagnais ma petite villa de Miramar, sise sur la falaise qui domine la rade où s'entassent maintenant, en vue du prochain départ des troupes, les cargos et les paquebots de toutes dimensions, les chants des petits cireurs acclamant la France montaient jusqu'à moi.

Lundi 3 août. — L'anxiété d'hier était sans objet. Nous apprenons que le prince Ruspoli, chargé d'affaires d'Italie, a notifié à M. Viviani la neutralité de son pays. Quant au loyalisme de nos sujets musulmans (5 000 000 pour 800 000 Européens, souvent perdus dans le bled et parfois totalement isolés au milieu d'eux), il ne se démentira pas un seul instant. C'est par milliers qu'Arabes et Kabyles vont se présenter aux bureaux de recrutement, dans l'intention de s'engager pour la durée de la guerre. Ce fait si symptomatique témoigne de l'admirable cohésion de la colonie et fait le plus grand honneur à ses administrateurs. Une mesure bien comprise va contribuer d'ailleurs grandement à cet état de choses, si différent de celui de 1871. C'est celle qui étend aux femmes indigènes, mères et épouses

[1] Musique indigène de nos tirailleurs.

de militaires sous les drapeaux, l'indemnité de 1,25 par tête et de 0,50 par enfant, attribuée dans la métropole aux Françaises dans la même situation. Cette généreuse disposition sauvegardera le présent et assurera l'avenir. L'influence de la femme est, en effet, considérable dans les milieux musulmans en dépit de son attitude en apparence effacée [1]. Bien souvent ce sont elles qui ont déclenché les insurrections qu'on eût pu parfois éviter avec un peu plus de connaissance des mœurs arabes. Il est donc d'une psychologie excellente de mettre les femmes de notre côté.

Mardi 4 août. — Une dépêche officielle nous apprend que les croiseurs allemands *Gœben* et *Breslau* viennent de lancer des obus sur nos côtes algériennes. Ainsi préludent-ils, par le bombardement des villes ouvertes de Bône et Philippeville, par le massacre de quelques femmes, enfants et vieillards inoffensifs. Comme on ne sait trop ce que sont devenus ces écumeurs et qu'Oran leur offrirait une large cible, la population s'inquiète un instant; mais elle se calme grâce à une courte et énergique proclamation du gouverneur. D'ailleurs, les batteries de côtes qui couvrent au loin la rade seraient en mesure de répondre aux forbans et de les tenir éloignés, s'ils se présentaient d'aventure. Mais ils sont loin déjà.

6 août. — Anniversaire de Frœschviller. On sait combien les troupes d'Afrique et en particulier nos tirailleurs se couvrirent de gloire dans cette journée, au cours de laquelle elles luttèrent longtemps avec succès contre des forces quadruples et ne furent écrasées que sous le nombre. Nous n'avions alors que trois régiments de zouaves et pas davantage de turcos. Depuis, leurs bataillons se sont multipliés, surtout en raison des nécessités de la campagne marocaine [2]. Outre ces six vieux régiments et les deux de Tunisie, l'armée d'Afrique va donner à la métropole de nombreux corps de marche. Les uns (ceux de tirailleurs), pure-

[1] L'épisode suivant, survenu au Maroc, est significatif à cet égard. Quelques années avant la guerre, un chef indigène prêt à se rallier à notre cause, après avoir longtemps guerroyé contre nous, faisait prévenir le chef de la colonne française qui lui était opposée qu'il l'attaquerait une fois encore, avant de demander l'aman : « Tu comprends, disait-il à l'interprète auquel il expliquait la chose, si je n'avais encore quelques hommes tués avant de rejoindre mes tentes, nos femmes nous traiteraient de lâches (kelb beni kelb, chiens fils de chiens) et aucun de mes cavaliers n'oserait se présenter chez la sienne. »

[2] Il existait au moment de la mobilisation 4 régiments de zouaves et 9 de tirailleurs.

ment indigènes; les autres (ceux de zouaves), où viendront s'amalgamer avec les Français de France ou d'origine de nombreux néo-Français, Israélites, Algériens, Espagnols, Italiens, Maltais. Le sang versé en commun soudera bien vite ces éléments disparates; il muera ces corps, un peu hétérogènes au début, en de solides régiments de tous points comparables à leurs aînés, aux vieilles bandes d'Afrique, de Crimée, d'Italie et d'Alsace.

Les premières unités que doit tout d'abord fournir la province d'Oran, en l'espèce une brigade d'infanterie et un régiment de cavalerie, se concentrent ici en ce moment en vue d'un départ prochain. J'ai donc été chargé d'aller ce soir à la gare de Karguenta, recevoir le N^me^ tirailleurs qui arrive de l'intérieur pour s'embarquer sous peu. Il est dix heures quand je pénètre dans le hall. Le premier des trains militaires arrive peu après et je vois descendre aussitôt le commandant du régiment, le colonel D..., un colosse moustachu et tonitruant, énergique et bon enfant à la fois, véritable type du chef de corps que tous ses subordonnés craignent et vénèrent. Sur un coup de sifflet de leurs officiers, les nases[1] débarquent rapidement des wagons aménagés où ils sont entassés depuis ce matin. Vaillants nases! Quels beaux et braves soldats que ces gaillards-là, bien pris dans leurs uniformes bleus dont ils ont au suprême degré la coquetterie! Comme leurs cuirs sont bien astiqués et leurs armes bien fourbies!

Il en est de très vieux, au menton rasé, dont les favoris coupés courts, selon l'antique mode musulmane, vont rejoindre la moustache. Il en est de tout jeunes, sans aucun soupçon de duvet et, parmi ces derniers, des adolescents du bled qui, ne sachant un mot de français, se contentent de sourire largement quand on leur parle en cette langue. Tous, sans trop savoir où on les mène, partent pleins de confiance et de joie, tout heureux de l'espoir prochain de faire parler la poudre. Rapidement, leur colonne se forme et ils défilent sous l'œil vigilant de leur colonel qui va les cantonner en dehors de la ville, aux arènes. Ainsi, leur première étape va se terminer dans le cadre de ces sanglantes joutes tauromachiques[2]. Ils y rêveront au jour ardemment attendu par eux, où ils fonceront, baïonnettes baissées, sur les soldats du Kaiser.

8 août. — Les bâtiments qui vont transporter en France la deuxième brigade d'Afrique sont rassemblés depuis hier dans la rade de Mers-El-Kébir, à l'abri de sa pointe que domine un vieux

[1] Sobriquet algérien du tirailleur.

[2] Ville en partie espagnole, Oran a une plaza de toros digne de celles des grandes cités de la péninsule.

fort espagnol et sous la protection des croiseurs qui doivent escorter le convoi. Comme, en haut lieu, on n'est pas encore absolument certain de la pleine sécurité de la mer, on a jugé cette précaution nécessaire. Et, au point du jour, alors qu'Oran sommeille encore, affrétés et navires de guerre gagnent le large, voguant vers des destinées inconnues mais assurément glorieuses.

15 août. — C'est aujourd'hui l'Assomption. Une foule énorme remplit la cathédrale où Mgr d'Oran, prélat très éloquent, a prêché sur les événements. Dans l'assistance, quantité d'hommes, les uns appelés par leurs croyances, les autres, et parmi eux nombre d'israélites cultivés, venus pour entendre le sermon.

Au sortir de la cathédrale, on commente les derniers communiqués; ils annoncent nos progrès en Alsace, avec Pau. Nos troupes d'Afrique s'y sont déjà signalées, à l'exemple de leurs aînées, et chacun ici se sent glorieux que l'Algérie ait sa large part dans la rétrocession de nos vieilles provinces.

Dimanche 16 août. — Je me suis rendu ce matin aux baraquements des tirailleurs où campe en ce moment un bataillon marocain. Il vient d'arriver du Maroc oriental pour concourir à la formation d'une division mixte qui s'organise à Bordeaux. Ces tirailleurs marocains, — contingent de notre nouvelle colonie, qui sous l'énergique direction de son résident, le général Liautey, va fournir un appoint considérable à nos armées de campagne, — sont très différents des turcos algériens au type si connu et si populaire en France. Plus beaux hommes que les Arabes de la côte et surtout que les Kabyles, les gens du Maghreb el-Aksa (c'est-à-dire de l'Occident extrême), n'était leur teint cuivré, ressembleraient assez à certains de nos paysans du midi.

On a sagement renoncé pour ces auxilaires à la culotte bouffante et au boléro si seyants, mais si peu pratiques en campagne que nos zouaves et nos turcos ont dû les abandonner. Pour être moins brillants, nos Marocains n'en sont pas moins de jolis soldats sous leur coquet uniforme kaki. Ils portent la culotte demi-bouffante et des bandes molletières qui font admirablement valoir leurs jambes nerveuses. La vareuse genre alpin et la chéchia semi-rigide, avec couvre-nuque tombant sur les épaules, complètent cette tenue si bien comprise. L'équipement est à peu près le même que celui de nos fantassins et l'armement identique. En guise de capote ils ont la *djelaba*, sorte de burnous dont l'étoffe tissée en poils de chameau est imperméable et de plus peu visible, car rayée de blanc et de noir elle paraît grise même à très courte distance. Ces soldats sont

en général des hommes faits, le recrutement par voie d'engagements pouvant largement s'exercer au Maroc. Parmi eux pourtant se trouvent quelques adolescents très musclés d'ailleurs. Notre expansion marocaine est si récente encore que beaucoup de ces braves gens ont combattu contre nous avant de servir dans nos rangs; ils n'en sont pas moins dévoués à leur nouveau drapeau. La vaillance, la confiance et l'ardeur se lisent dans leurs yeux, comme dans ceux de leurs camarades algériens.

18 août. — Conducteurs d'artillerie et tringlots indigènes. — Je les ai vus tout à l'heure sortir de leurs casernes, bien en selle, le fouet en main, tête haute, bref superbes, comme ils allaient s'embarquer avec leurs unités respectives. Ce sont, en général, des appelés, qu'on a versés, en qualité de conducteurs, dans les batteries d'artillerie et dans les compagnies du train pour en alléger d'autant le recrutement européen. Ils portent donc le même uniforme que leurs camarades français, dont seule les distingue la chéchia, attribut du musulman, et que celui-ci n'abandonne que bien rarement, lorsqu'il est parvenu à la presque totale assimilation morale avec le Roumi.

Ces artilleurs et tringlots indigènes sont presque toujours de grands et beaux gars, natifs des villes, anciens camionneurs le plus souvent, et s'exprimant en un français très convenable. Fiers de servir dans un corps européen, ils regardent de très haut le tirailleur, ce *pousse-cailloux* indigène, et se croient même, dans leur fol orgueil, supérieurs au spahi, ce roi du bled dont rêvent les moukères et qu'envient tous leurs coreligionnaires.

Mais Abdallah, le vieux chaouch qui veille à la porte du Château-Neuf, ne s'en laisse guère imposer par ces *lascards*. Il continue à avoir conscience de sa haute supériorité de spahi. Parlant d'eux, il me déclare dédaigneux, avec un sourire de pitié : « Ti sais, mon cap'taine, ça fait le fier, mais ci pas grand chose. C'est ni z'Arabe, ni Français, c'est kif-kif le *breale* (le mulet). » C'est-à-dire, en son esprit, un être hybride, ni bourriquot, ni cheval.

20 août. — Les goumiers. — On constitue en ce moment dans le Sud des corps de goumiers, dont les premiers éléments commencent à arriver ici. Ce sont, comme on le sait, des cavaliers volontaires, sorte de milice se montant et s'habillant à ses frais, à laquelle l'Etat ne donne que l'armement et la solde, sans préjudice, bien entendu, des rations de vivres fournies en deniers ou en nature. Bien qu'ils aient à leur tête des officiers français provenant, en général, des spahis ou des bureaux arabes, leur recrute-

ment est tout féodal. C'est donc à l'appel de leurs cheiks et caïds que ces cavaliers de grandes tentes ont répondu. Ainsi chaque douar a fourni son contingent, formé souvent de membres d'une même famille, obéissant à l'un d'eux qui se subordonnera lui-même à ses chefs du cadre français.

Pour ces cavaliers, il n'est donc guère de conditions d'âge. On ne leur demande que la vigueur nécessaire pour faire campagne, et Dieu sait si elle se maintient longtemps chez ces Arabes du Sud, sélectionnés par un long atavisme et qui se conservent jusqu'à l'extrême vieillesse sveltes et vigoureux, grâce à un régime d'une sobriété remarquable et qui ignore totalement l'alcool.

Ceux qui nous arrivent en ce moment sont, par suite, d'âges très différents, et la même famille fournit parfois trois guerriers représentant trois générations. Le grand-père à barbe blanche, le père dans toute sa vigueur et le petit-fils à peine adolescent. Equipés en partie à leurs frais [1], ils mettent leur coquetterie dans leur monture et leur harnachement. Leurs chevaux, tous de petite taille, sont très endurants et pleins de feu; leur selle s'orne de broderies multicolores et les larges étriers sont souvent incrustés d'argent.

Tous ces gaillards sont en général grands, sveltes, étonnamment souples. Nés pour ainsi dire à cheval, ils s'harmonisent merveilleusement avec les leurs, dont ils obtiennent ce qu'ils veulent. C'est un jeu pour eux de cueillir en plein galop l'ennemi tombé, de le jeter d'un seul temps en travers de la selle et... de le dépouiller en un tour de main. Aussi ont-ils souvent, il faut bien l'avouer, avec leur nez d'aigle et leurs yeux brillants de rapaces, des airs de forbans de haute allure. Troupe souple et vaillante s'il en fut, dont les qualités seules peuvent s'exercer, car la sévère autorité de leurs chefs veille sur leurs instincts pillards et réprime sévèrement la moindre incartade. Au demeurant et avec un autre type, une autre religion, un autre uniforme, d'autres mœurs, ils rappellent beaucoup les Cosaques.

21 août. — La joie règne aujourd'hui au Château-Neuf, siège de l'état-major de la division d'Oran. Nous partons dans peu de jours, avec une nouvelle division d'Afrique, dont les éléments, empruntés aux trois provinces, à la Tunisie et même au Maroc, vont se réunir en France. Elle comprendra trois beaux régiments de marche de zouaves, un de tirailleurs, trois groupes d'artillerie dont l'un d'Afrique et quatre splendides escadrons de chasseurs d'Afrique qui guerroient depuis deux ans au Maroc. En attendant la réunion de toutes ces troupes, réunion qui doit s'opérer de

[1] Le goumier fournit l'habillement et le cheval tout harnaché.

l'autre côté de la Méditerranée, le quartier général se constitue ici et ce n'est pas une petite affaire que de l'organiser. Outre l'état-major proprement dit, il comprend, en effet, un détachement de la force publique, un peloton d'escorte (spahis), les services de santé, de l'intendance, de la trésorerie et des postes, de la justice militaire. Au demeurant, de quoi charger un train militaire ou un paquebot de moyennes dimensions, car tout ce nombreux personnel ne va pas sans quantité de chevaux ni voitures de tout ordre et de toutes provenances.

Lundi 24 août. — Vers la France. — La *Ville de Bône*, vieux transatlantique affrété par l'Etat, a levé l'ancre à onze heures. Sur le quai, une foule émue de parents et d'amis nous a tenu compagnie jusqu'au dernier moment et quand le navire a démarré tous les mouchoirs ont commencé à s'agiter comme de petits drapeaux flottant au vent.

Chaque classe de la population, si sympathique, si pittoresque et si bariolée, d'Oran est là représentée par quelques-uns de ses membres. Toutes les notabilités de la ville ont tenu à assister à notre départ dont : le préfet, le maire, le président du tribunal et le bâtonnier de l'ordre des avocats. Parmi elles, se détachant au premier plan, la martiale figure du général gouverneur dont la haute stature disparaîtra la dernière à nos yeux.

Il y a également là, venus pour nous dire au revoir et nous apporter le témoignage de leur loyalisme, des néo-Français, Espagnols, Italiens, Israélites, des indigènes de toutes catégories, Arabes, Berbères, Coulouglis; ceux de la ville habillés moitié à l'européenne et dont bon nombre parlent notre langue sans grand accent; ceux du bled, revêtus de burnous parfois sordides et qui écorchent avec peine le français ou l'ignorent totalement.

Mêlées à la foule, la plupart des dames et jeunes filles de la ville ont arboré leurs claires toilettes d'été. Près d'elles, nombre de femmes du peuple aux types variés : Andalouses, Mahonaises, Napolitaines, Maltaises, Juives et Mauresques, chacune avec son type bien spécial et son costume particulier. Parmi les dames, beaucoup viennent accompagner un mari, un frère, un parent, un fiancé. Quand le navire s'éloigne, une musique de la ville joue la *Marseillaise*, les militaires saluent et les civils se découvrent.

Vers quelle destinée voguons-nous? Nul ne le sait! Quoique depuis le début des hostilités le moral soit demeuré parfait en Algérie, personne n'ignore ici que la guerre sera terrible et peut-être longue. Combien reviendront de ceux que la *Ville de Bône* emporte vers la France? Une angoisse profonde, poignante,

étreint les cœurs de ceux qui partent et de ceux qui regardent partir. Aucun d'entre nous à bord n'échappe à cette émotion, à laquelle les plus énergiques se laissent prendre. Je suis sur la coupée à côté de mon chef, le commandant D..., rude soldat, qui a fait presque toute sa carrière en Afrique et combattu au Maroc. Marié dans le pays, comme beaucoup d'entre nous, il vient d'avoir son second enfant. Sa jeune femme l'élève sur ses bras pour que le père le voie jusqu'au dernier moment. Lui, peu expansif pourtant, voudrait ne rien laisser paraître de son trouble, mais j'aperçois une grosse larme qui, descendant lentement sur sa joue, va se perdre dans sa forte moustache.

... Nous voici en haute mer. Elle est un peu houleuse et le vapeur se cabre sur les courtes vagues de la Méditerranée. Derrière nous, le panorama s'élargit et s'estompe. Les grandes lignes du Murdjadjo, la montagne qui domine Oran, se précisent, avec à mi-flanc la chapelle de sa Vierge qui semble nous bénir et, au sommet, sa vieille citadelle espagnole. Puis la ville n'est bientôt qu'une tache blanche où se distinguent seuls les minarets des mosquées, le dôme de la cathédrale et la silhouette sévère du très vieux Château-Neuf, dont les tours massives évoquent toute l'histoire d'Oran et les dominations qui s'y sont succédé.

Cette vision s'efface bientôt elle aussi, ainsi que le coin de côte que nous longeons encore. L'Afrique ne nous apparaît plus que comme une ligne rougeâtre, aux arêtes très vives, avec de ci de là quelques coins de verdure sombre qui ne réussissent pas à en égayer l'impression âpre, sauvage, même sinistre. En dépit du soleil qui poudroie sur ces rochers arides, ce paysage lointain justifie bien le nom de Barbarie que nos pères avaient donné à ces rives alors inhospitalières, aujourd'hui florissantes, mais toujours farouches d'aspect quand on les contemple du large.

C'est maintenant l'installation de chacun dans sa cabine, puis la visite à l'ordonnance et aux chevaux. Ceux-ci sont nombreux à bord, aussi les a-t-on placés un peu partout. Ceux de la cale, plus ou moins aérés en dépit des ventilateurs qui fonctionnent sans arrêt, ne se sentent pas très à leur aise. Plusieurs donnent déjà des signes de mal de mer, particulièrement pénible chez ces animaux. Il faudra, à grand renfort de cabestan, en remonter quelques-uns de ces profondeurs surchauffées, en saigner d'autres qui donnent des signes d'apoplexie, et finalement jeter par-dessus bord un pauvre diable d'alezan qui vient de succomber à une congestion. Ceux du pont, en revanche, se trouvent parfaitement bien, caressés qu'ils sont par la brise de mer. Je vais dire bonjour aux miens, au frétillant Tartarin et au vaillant Boulet. Ins-

tallés l'un et l'autre dans un box improvisé, garni d'une paille abondante, ils y mangent consciencieusement leur avoine avec le même appétit que dans leur écurie du Château-Neuf. En revanche, ceux de nos spahis, bien que confortablement placés eux aussi, refusent la leur. Venus de l'extrême-sud, des vastes espaces sans eau, ils se sentent inquiets sur ce sol mouvant qu'ils grattent anxieusement de leurs sabots. Leurs maîtres ne sont guère plus rassurés, d'ailleurs. Cette immense nappe azurée les frappe d'un naïf étonnement et ils ne conçoivent pas très bien qu'Allah se soit montré si large ici et si parcimonieux chez eux du liquide élément. Plusieurs d'entre eux que le mal de mer étreint déjà se penchent désespérément sur les bastingages. Comme ils ne comprennent rien à leurs maux, ils s'imaginent être empoisonnés! Leur officier va, vient, les rassure en leur langue, sans y réussir toujours. Eux voudraient déjà être arrivés; ils s'informent de la longueur de la traversée, s'inquiètent même si on arrivera. *Inch' Allah! Inch' Allah!* s'il plaît à Dieu! Certes cette traversée de deux jours, durant une partie de laquelle nous serons en vue des Baléares ou de la côte d'Espagne, est bien peu de chose en temps ordinaire, surtout en cette saison. Mais il faut compter sur les aléas possibles. Le *Gœben* et le *Breslau* sont déjà réfugiés en Turquie, mais les pessimistes parlent de navires suspects, notamment de torpilleurs et de sous-marins allemands qui nous guetteraient près des Baléares. Les troupes qui nous précédèrent partirent en convois escortés par des croiseurs et ce fait donne quelque créance à ces ragots.

... La nuit tombe. Nous voilà maintenant en vue des côtes d'Espagne, dont le capitaine a sans doute comme instruction de se rapprocher, car d'ordinaire on les serre de moins près. Mille feux apparaissent, qui semblent courir à notre rencontre par bâbord devant. Un officier du navire nous dit que c'est Barcelone que nous avons ainsi à notre gauche et dès lors nous resterons en vue de ces rives... amies, neutres tout au moins, dont la proximité nous est signalée par les feux multicolores des phares.

Beaucoup d'entre nous, ce soir-là, iront se coucher de bonne heure dans l'illusion qu'en s'endormant plus vite ils arriveront plus tôt. D'autres, dont je suis, continuent à flâner sur le pont ou somnolent à demi dans leur rocking. Sur les onze heures, ils s'offriront ainsi l'émotion causée par une sorte de vaisseau fantôme, un navire de haut bord, qui surgit soudain, s'approche à toute vitesse, nous inonde un instant de la lumière éblouissante de ses projecteurs, puis disparaît dans la nuit, comme il est arrivé. Sans doute est-il venu nous reconnaître. De la visite si brève de

ce gardien des mers il ne nous reste que le souvenir de ses pièces d'arrière, deux canons géants, dont nous avons un instant entrevu les gueules béantes.

Mercredi 26 août, 7 heures du matin. — Mon compagnon de cabine, mon excellent camarade L..., s'est éveillé le premier. Par le hublot à demi entr'ouvert, il a dû voir quelque chose, car il lance un joyeux cri de « Terre! » Je me lève aussitôt et, par l'étroite ouverture, j'aperçois à mon tour dans le lointain, à l'extrême horizon, une ligne bistre qui doit être la côte du Languedoc que nous longeons en ce moment. Hier soir, à table, nous avons appris en effet que le bâtiment, dont l'exacte destination nous était restée inconnue jusqu'alors, a le cap sur Cette. Nous y débarquerons ce matin.

Un quart d'heure après, nous voici l'un et l'autre sur le pont, penchés sur le bastingage. Nous sommes bien en vue de la France et l'on aperçoit, perdue encore dans la brume, la montagne de Cette. Dans la même direction, entre elle et nous, les yeux distinguent comme une troupe de blanches mouettes qui se seraient posées sur la mer que la houle moutonne légèrement. Ma jumelle me révèle les voiles latines d'une flottille de pêcheurs. Chacun suit longtemps leurs évolutions car, si le rivage est relativement proche, Cette est encore loin. Puis apparaissent soudain, surgissant de derrière un cap, les formes sévères de navires de guerre. Leur présence dans ces eaux, qu'ils fréquentent peu normalement, nous remémore la gravité de l'époque dont nous avait distraits un instant le paisible spectacle des pêcheurs.

C'est avec une véritable angoisse que nous approchons maintenant de la France dont nous venons défendre le sol sacré et dont nous sommes sans nouvelles depuis quarante-huit heures. L'obscurité, voulue sans doute, du dernier communiqué, lu avant notre départ, nous a laissés un peu ignorants de la situation actuelle. Puis les événements marchent si vite. Nous savons vaguement qu'une grande bataille est, paraît-il, engagée en Lorraine, en Luxembourg, en Belgique, bref sur un front immense dont les guerres du passé ne donnent aucune idée.

Quelle sera, quelle est déjà peut-être, son issue? Que va nous apprendre le prochain communiqué? Et nous, ouvriers de la douzième heure, partis deux semaines après les premiers combats, allons-nous être les soldats de la victoire?

Henry d'Estre.

La suite prochainement.

LES TABLEAUX FRANÇAIS

DU ROI DE PRUSSE

Gœthe, dans une de ces conversations dont Eckermann a recueilli l'essentiel, a présenté le plus noble éloge du Lorrain. « Ce qui paraît sévère et dur (chez les maîtres du Lorrain) s'est, dit-il, développé chez Claude et s'est transformé en *grâce sereine*, en *aimable aisance.* »

Cette *aimable aisance*, cette *sereine grâce*, ce sont, sans exclure la force, des qualités de chez nous, le meilleur de notre séduction dans la peinture. En Allemagne, bien avant Gœthe et principalement au dix-huitième siècle, cette séduction avait exercé son pouvoir; le rayonnement de notre art s'était imposé à tous les pays de l'empire, et même au-delà, avec une force telle que le marquis d'Argens, le confident le plus intime, après Voltaire, de Frédéric II, pouvait en résumer l'importance en ces termes : « Il paraît que bien des nations étrangères reviennent du préjugé où elles étaient que les Italiens aient produit les seuls grands peintres : elles commencent à rendre justice aux Français et si elles conservent encore une trop grande prévention en faveur, des anciens artistes italiens, il est certain qu'on ne saurait leur faire ce reproche, quant à ce qui regarde les modernes; car elles sont très persuadées que les Italiens n'ont plus que des peintres médiocres et la preuve qu'elles sont convaincues de cette vérité, c'est que tous les peintres attachés aux différents souverains de ces pays sont *tous Français*. Sylvestre a été le premier peintre du roi de Pologne; Van Loo, du roi d'Espagne; Pesne, du roi de Prusse. *Ce prince a montré son inclination pour nos peintres français.* »

Prince royal, le futur souverain de la Prusse avait, il est vrai, dès l'âge le plus tendre, ressenti près de sa mère, la bonne Sophie-Dorothée[1], un peu de l'affection que cette reine avait

[1] Antoine Pesne, le peintre français du roi de Prusse, a peint par deux fois le portrait de Sophie-Dorothée de Brunswick, reine de Prusse, épouse de Frédéric-Guillaume et mère de Frédéric II.

toujours montrée pour les talents de nos maîtres; devenu roi, il accentua encore cette tendance et donna, dès son avènement, le cours le plus libre à son goût pour les musiciens, les savants, les poètes et les peintres de France. Malgré le temps et l'oubli, au Palais Royal de Berlin, à Sans-Souci, mais surtout à Potsdam, aujourd'hui comme jadis, ce goût du monarque s'affirme et préside; il n'est pas de lieux au monde où nous puissions l'étudier d'aussi près, en juger mieux et plus intimement.

* * *

Là où le vieux Fritz a posé sa main sèche, nul des Hohenzollern n'ose toucher qu'humblement. C'est une chose connue qu'à Sans-Souci, Charlottenbourg et Potsdam, on a respecté jusqu'aux traces de ses manies. A Potsdam, on peut voir encore l'endroit du jardin où, selon Voltaire, le « roi, en bottes, faisait la revue de son régiment des gardes ». Dans la salle de concert du château royal, son vieux clavecin a été conservé, ses notes de musique. Et de même, à Sans-Souci, l'on retrouve tous les objets qui lui étaient familiers. Il n'y a pas jusqu'au fauteuil dans lequel il est mort qui ne soit demeuré en place. Sentant la fin approcher, il était revenu dans cette maison, et, dit la baronne d'Oberkirch, dans ses *Mémoires*, « il est resté ainsi (dans ce fauteuil), jusqu'au dernier moment, en uniforme et botté, hors celle de ses jambes qui s'était trop enflée ». Sa présence s'affirme surtout, à chaque pas dans ces maisons, par une constante recherche de l'art.

A chaque pas, étincelle un joyau de la collection inimitable et, si l'on a respecté le clavecin, la bibliothèque, le vieux fauteuil et les tapis de chiens, l'on a respecté cela aussi qui trahit le goût français du plus Prussien des rois : les tableaux de Pater, qui figurent la plus gracieuse comédie de fantaisie, et le décor bocager, cendré, comme aérien, de Nicolas Lancret; le caprice de de Troy, celui de Coypel, celui de Van Loo; l'art sobre et beau d'une probité touchante du bonhomme Chardin; enfin, dominant le tout, le grand éclat de Watteau, sa note ardente et sa note sourde, ses ramages de couleur, sa symphonie et sa lumière.

Rien ici ne vaut mieux que cela. Frédéric le savait bien, et c'est en présence de ces ouvrages qu'on se prend presque à l'estimer, le vieux fourbe, avec ses éperons, sa cravache, son odeur de chenil et de tabac. Par le prestige de sa puissance, l'autorité de son nom, il a continué, même après sa mort, à régner dans sa maison, à demeurer dans ses châteaux. Guillaume II lui-même obéit à cette ombre de son ancêtre et le Kaiser actuel, dont les préférences artistiques sont si déplorables, n'a pu se défendre d'un certain

respect à l'endroit des chefs-d'œuvre vieillis dans sa maison et qui sont les témoins d'un temps de grandeur et de victoires.

En 1900, au moment de l'Exposition universelle qui s'ouvrit à Paris, l'Empereur, obéissant à cette tradition, voulut que quelques-uns des tableaux préférés de Frédéric fussent envoyés dans son pavillon allemand sur les bords de la Seine; mieux même, il entendit que les salons dans lesquels ces tableaux étaient exposés fussent eux-mêmes comme une représentation des châteaux royaux[1]. A cet effet, l'architecte Radtke déploya toutes les ressources de l'érudition.

Fier de la réussite d'une reconstitution aussi heureuse, Guillaume II, bien qu'absent, avait tenu à inviter personnellement, à l'inauguration du pavillon, ainsi arrangé à la française, la société la plus artistique et la plus connue de Paris. Ce n'est pas trop de dire que la louange et le succès furent très grands; mais c'est le moment de montrer aussi l'importance qu'avaient pris, depuis un certain temps déjà, dans plusieurs cérémonies officielles du même ordre, ces tableaux français du roi de Prusse.

En 1883, notamment, Frédéric III étant encore kronprinz, une exposition d'œuvres des maîtres anciens, tirées des collections privées de Berlin, fut « organisée à l'occasion des noces d'argent du prince impérial d'Allemagne ». Il va de soi qu'à propos d'une cérémonie aussi pompeuse, la Couronne, invitée par les organisateurs, envoya, à côté de bien d'autres œuvres, la perle et le joyau, le plus fin fleuron de l'écrin : c'est-à-dire les Watteau, les Chardin et les Lancret du Palais-Royal de Berlin, ceux de Sans-Souci et de Potsdam. L'exposition, devenue l'objet de la faveur impériale, obtint bientôt celle du public. A Berlin même, MM. Bode et Dohme, les écrivains d'art allemands, publièrent un examen critique important de ces chefs-d'œuvre. A nouveau, l'on parla de l'*Embarquement*, de l'*Enseigne*, des *Comédiens français*, du *Moulinet*, de la *Ratisseuse*, de la suite peinte par Pater pour le *Roman comique*. La critique française s'émut. Ce devint bien vite, de la part de nos auteurs et depuis M. Charles Ephrussi, une habitude aimable, un pèlerinage exquis que ce voyage aux musées de Frédéric. Edmond de Goncourt, de qui le *Catalogue raisonné de l'œuvre d'Antoine Watteau* date de 1875, était depuis longtemps déjà, à propos de ce maître, entré en correspondance avec M. Dohme; mais les renseignements fournis par M. Dohme à Goncourt n'avaient pas toujours été rigoureux. L'écrivain allemand, qui avait annoncé d'abord vingt-sept tableaux

[1] Voir, dans le *Correspondant* du 25 juillet 1900, *Une visite aux salons de Frédéric le Grand à l'Exposition*, par Paul Lefébure.

de Watteau dans les collections impériales, ramena bientôt et de lui-même le chiffre à vingt-deux. Plusieurs Pater avaient été pris pour des Watteau; cette confusion fit alors plus d'honneur à Pater qu'à M. Dohme.

*
* *

En 1910, le cérémonial charmant qui avait eu lieu, en 1900, sur les bords de la Seine, se renouvela, à Berlin, sur les bords de la Sprée : une exposition de l'art français du dix-huitième siècle, installée dans le décor doux et sobre, les salons choisis de la Pariser-Platz réunit à nouveau, dans une assemblée de toutes les grâces et de tous les caprices, les « donneurs de sérénades », les « belles écouteuses », les marquis, les marquises, les gracieux, les coquettes, les acteurs et les dames de ce théâtre heureux de nos grands maîtres.

A cette représentation, à laquelle prenaient part, à côté de Watteau, Lancret et Chardin, des peintres comme de Troy, Carle Van Loo, Pesne, Drouais, Tocqué, Nattier, Robert, et même Boucher et Greuze, il n'y eut personne — amateur ou artiste — qui n'eût hâte de courir. C'était, comme un frémissement. « Nous allions, dit l'un de ceux que tenta cette belle aventure, nous allions toucher du doigt cette petite France qui entoura le berceau des grandeurs de la Prusse [1]. » Mais, à l'aurore de cette « petite France », à la base de sa formation, c'était le vieux Fritz qu'ils allaient, une fois de plus, ainsi que dans l'estampe de Monsiau, du fond de son cabinet de singes, la perruque de travers, l'épée au côté et le sourire aux lèvres, voir venir à eux.

Ils le virent, en effet, singulier, maniaque, plaisant, caustique, tel qu'il est dans ses portraits, et notre ami toujours, dès qu'il avait dépouillé le militaire. Cette amitié, qui venait en réaction de tout ce que Frédéric avait souffert, dans sa jeunesse, de violences barbares, s'afficha, durant tout son règne, par le mépris dans lequel il tenait les auteurs et les peintres de sa nation. Le règne de son aïeul, Frédéric Ier, n'échappait pas plus, à ce point de vue, que celui de son père, Frédéric-Guillaume, à la rigueur de son jugement. « Les beaux-arts, enfants de l'abondance, écrit-il lui-même, commencèrent à fleurir; l'Académie des peintres, dont Pesne, Mayer, Widemann et Leigeber étaient les premiers professeurs, fut fondée; mais il ne sortit de leur école aucun peintre de réputation. » Du côté des belles-lettres et de l'histoire, la production ne valait guère mieux. « Ce siècle, ajoute-t-il dans les

[1] Paul Alfassa, *l'Exposition d'art français du XVIIIe siècle à Berlin* (*Revue de l'art ancien et moderne*, 1910.)

Mémoires du philosophe de Sans-Souci, ne produisit aucun bon historien. » Le théâtre était lamentable. « Les auteurs dramatiques, dit toujours Frédéric, ignorent jusqu'aux moindres règles du théâtre. La comédie est plus pitoyable encore : c'est une farce grossière qui choque le goût, les bonnes mœurs et les honnêtes gens. » L'esprit public, rabaissé et brimé sous Frédéric-Guillaume, ne se montra, pas plus que sous Frédéric Ier, curieux d'un génie neuf et original. Alors, conclut l'amer philosophe, « on laissa tomber dans une décadence entière l'Académie des sciences, les universités, les arts libéraux et le commerce ». Du côté des beaux-arts, peinture et sculpture, ce fut l'abandon complet. Le prince, qui était amateur, le note avec un réel chagrin : « L'Académie des peintres cessa... »

C'est donc qu'il y avait, dans le Brandebourg, sous le ciel de la Prusse, une sécheresse dans le génie, une médiocrité dans l'invention que le cynisme même des mœurs et le peu de faveur du pouvoir faisaient plus stériles et plus pauvres encore. Frédéric, qui avait eu occasion de méditer souvent devant ce beau portrait de Louis XIV peint par Mignard qui est en Prusse et dans lequel le roi de France est représenté en costume allégorique, à la romaine et couronné de gloire, avait senti, à la réflexion, toute la distance qui séparait, du côté de la civilisation, son pays du nôtre. « En fait de galanterie, de politesse, de générosité, de magnificence, dit le philosophe de Sans-Souci, la somptuosité française l'emporte sur la frugalité allemande; Louis XIV avait autant d'avance sur Frédéric-Guillaume que Lucullus en avait sur Mithridate. »

Après un tel aveu, il n'y avait plus, pour Frédéric, qu'à faire appel à ceux des artistes et des écrivains du pays voisin qui lui semblaient les plus accessibles et les plus dignes. On sait, à ce propos, son triomphe du côté de Voltaire; quant aux artistes : architectes, sculpteurs, peintres, décorateurs, graveurs et ornemanistes, une chose facilita de beaucoup cette tentative si honorable : c'est la présence, en Prusse et à Berlin même, de toute une petite colonie d'immigrés venus de France au moment de la révocation de l'Edit de Nantes. « Un grand nombre de nos artistes se réfugièrent à Berlin en 1685 », dit à ce propos Dussieux[1]. Les peintres Abraham Ramondon, Henri Fromenteau, Jacques Vaillant étaient de ce nombre. Les architectes Paul Detan, de Béziers, Abraham Quesney et Pierre Boynet, qui présidèrent avec les ingénieurs Cayart et de la Chiese, à la construction des principaux édifices publics et au rétablissement de plusieurs villes du Bran-

[1] L. Dussieux, *les Artistes français à l'étranger* (Paris, 1856).

debourg, appartenaient à cette colonie. Il y avait également, parmi les réfugiés, l'orfèvre Colivaux, les architectes Jean et Emmanuel Dutan, les émailleurs Jean-Pierre et Ami Huault. Ces premiers arrivants firent souche et c'est ainsi que, quand Frédéric parvint à l'âge d'homme, il y avait déjà, dans les édifices de son pays et dans les monuments qu'il avait sous les yeux, une empreinte de notre nation. Enfin, du vivant même de Frédéric-Guillaume, Pesne, Antoine Pesne, un enfant de Paris, régnait déjà.

*
* *

Les tableaux français de Pesne sont parmi les plus intéressants de ceux que possède le roi de Prusse.

On connaît la manière de Pesne, ses traits larges, sa façon de finir, la beauté de ses portraits. Tout cela ne trompe pas : c'est notre esprit, notre pensée, notre art. Là nous sommes chez nous.

Antoine Pesne était né à Paris, d'une famille d'artisans, en 1683, c'est-à-dire une année avant que Watteau naquît à Valenciennes. Par Nicolas Vleughels, directeur de l'Académie de France à Rome, compatriote et ami de Watteau, Pesne avait certainement entendu parler du phtisique génial, de son doux et ineffable génie. Nous savons, d'autre part, de Pesne, qu'il avait connu Lancret avant son départ pour la Prusse. Y a-t-il origine plus significative, et comment Pesne, avec les dons qui étaient les siens, cette vigueur et ce coloris qui, — selon le marquis d'Argens, — manquaient à Largillière et à Rigaud, n'eût-il pas exprimé, dans son art, cette sorte d'impromptu, de hardiesse d'esprit qu'on admire chez les Français? Appelé à Berlin bien avant que Frédéric eût succédé à son père, le rude et brutal sergent, Pesne, quelles que fussent les mœurs de la Prusse, alors peu policées, et pour cela même sans doute, ne tarda pas d'être l'objet de la faveur. « Il était, dit Dussieux, de bon ton à cette époque de faire faire son portrait par un artiste français, et Pesne devint le peintre à la mode. Il y avait autrefois, à Potsdam et à Sans-Souci, une foule de portraits peints par Pesne pendant le règne de Frédéric-Guillaume, car, pendant tout ce règne, il ne fit presque que des portraits qui, de l'avis unanime des contemporains, sont d'une grande beauté. »

Ces portraits constituent une galerie historique d'une réelle valeur. Non seulement les princes, électeurs, margraves, conseillers et chambellans de la cour de ce temps-là nous apparaissent dans ces peintures avec une vérité saisissante; mais encore, grâce à Pesne, à côté des valets nous voyons les maîtres. Frédéric III, électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse en 1700 sous le

nom de Frédéric Ier, Frédéric-Guillaume, enfin Frédéric II le Grand, ont été peints successivement, et d'une touche alerte, par ce maître des physionomies et des caractères.

En ce qui concerne Frédéric II, celui même qui nous occupe ici au-dessus des autres, on peut dire que nul, sans doute, ne l'a peint avec plus d'affection et de bonheur que Pesne. C'est à Pesne que nous devons de connaître le prince royal à trois ans, mignon petit bonhomme coiffé d'une aigrette et battant du tambour, représenté à côté de sa sœur Wilhelmine, alors fillette, et plus tard margrave de Bayreuth et amie de Voltaire; et c'est à Pesne encore que nous devons ce chef-d'œuvre : le *Frédéric II* du musée de Berlin, d'une si martiale et noble allure, en armure, et drapé dans le manteau fauve à rebords d'hermine.

Chroniqueur habile, observateur adroit et même rusé, Pesne, dont le pinceau est si indiscret, excella plus d'une fois à nous faire connaître, — aussi bien que les *Mémoires* de Voltaire, — quelques-uns des conseillers de cette cour spirituelle et cynique, qui entourait Frédéric à Potsdam et à Sans-Souci. Depuis Maupertuis, géomètre, et La Mettrie, médecin, jusqu'à Darget, lecteur, Fredersdorff, ministre et valet, en passant par Pöllnitz, Keith et Algarotti, tous ces savants, fripons et drôles, que le maître avait fait venir à grands frais et qui composaient sa « ménagerie », prêtèrent plus d'une fois, par leur allure libre, au pinceau du peintre. A ce propos, il n'y a rien de plus curieux, dans les collections royales, que ces portraits de Jordan, de La Mettrie, de Knobelsdorf et de Keyserling, dont Antoine Pesne se montra l'artiste probe et véridique. Autant Jordan, grand seigneur érudit, se tient grave et droit dans le tableau peint par le Français, autant La Mettrie, débraillé, goguenard, apparaît bien ce personnage déconcertant, ce philosophe osé, décrit par Thiébault et par d'Argens. A Knobelsdorf, le gros Brandebourgeois, que Frédéric fit inspecteur général des édifices royaux, Antoine Pesne, dans le portrait, voulut bien prêter une armure et un sabre : c'est là un reître puissant et bien campé; mais, en Dietrich Freiherr von Keyserling, présenté sous l'aspect d'un buveur, se retrouve un peu de cette jovialité, dont certaines œuvres de de Troy et de Lancret : le *Déjeuner d'huîtres* et le *Déjeuner de jambon*, par exemple, du musée de Chantilly, sont de francs et vivants modèles.

La gloire de Pesne, la sorte de souveraineté dont il disposait en Prusse, ne furent pas si exclusives que Frédéric, ami de la variété dans les beaux-arts, ne cherchât à découvrir ailleurs de nouveaux maîtres. Le mot de Voltaire au roi, quittant la France pour Berlin, est là pour en témoigner. « *J'engage des peintres et*

des sculpteurs, fait-il savoir au prince, *et je pars pour la Prusse.* »

« J'ai aimé dès mon enfance, dit Frédéric, (et là, il se souvenait encore de la bonne reine Sophie-Dorothée au château de Monbijou!) les arts, les lettres, les sciences, et lorsque je puis contribuer à les propager, je m'y porte avec toute l'ardeur dont je suis capable, parce que, dans ce monde, il n'y a pas de vrai bonheur sans eux[1]... » Nicolas-Blaise Lesueur, peintre, François-Gaspard Adam, Sigisbert Michel, sculpteurs, Amédée Van Loo et de nombreux artistes, les meilleurs de France, répondirent, dans cette intention, à son appel. Mais on sait qu'avec Frédéric, malgré l'idéalisme de ses lettres, les grandes protestations de son amitié et de son amour, il fallait toujours redouter, du côté de l'argent et du caractère, de cruelles déceptions, de vains regrets et souvent des violences. L'économie, chez Frédéric, confinait le plus souvent à l'avarice. « Sa table et celle de ses officiers et de ses domestiques, a remarqué Voltaire, étaient réglées à trente-trois écus par jour, indépendamment du vin. » La dispute ridicule que le monarque et le poète eurent ensemble, à propos de cette rapine que le premier exerçait sur le café, le sucre, le thé, le bois et jusqu'à la bougie du second, est demeurée caractéristique de cette vigilance assez outrancière.

« Quand on a sucé le jus de l'orange, on jette l'écorce. » C'est le mot terrible de Frédéric à La Mettrie, à propos de Voltaire, l'injure sanglante que jamais Voltaire ne pardonna; et ce mot, cette injure, Frédéric croyait bien, — parce qu'il était roi de Prusse et maître, — pouvoir en disposer à propos des artistes.

Les payer peu et, s'il leur advenait de réclamer, les faire taire, enfin, dès qu'il n'avait plus besoin de leurs talents, les chasser, voilà comment ce prince entendait, le plus souvent, en user avec les Français. Sa ladrerie, à ce point de vue, était proverbiale; et, quand nous voyons le secrétaire de l'Académie de Caen parler, en 1768, à propos de Jean Restout, du « Roy de Prusse qui sçait estimer les talents en philosophe et les encourager en Roy », nous savons que ce secrétaire se moque absolument de nous. Nul, en effet, plus que Frédéric, si âpre à recueillir les impôts, non seulement chez lui, mais aussi chez les autres, comme cela se vit à Liège[2], n'était ménager de ses bienfaits. Les billets de Pöllnitz,

[1] *Frédéric à Grimm* (26 septembre 1770).

[2] La ville de Liège était déjà désignée aux coups de ces gens-là. Ecoutez Voltaire : « Le conseiller Rambonet était monté sur un cheval de louage; il alla toute la nuit, et, le lendemain, arriva aux portes de Liège, où il instrumenta au nom du roi son maître, tandis que deux mille hommes des troupes de Wesel mettaient la ville de Liège à contribution. L'affaire

les doléances de d'Argens attestent assez les difficultés que les meilleurs de ses favoris éprouvaient de son peu de munificence. Enfin il y eut le scandale soulevé par les réclamations de Sigisbert Michel, le statuaire; ce scandale, à lui seul, est tout un exemple.

Michel, pour complaire au roi, avait élevé divers monuments en marbre; il avait édifié une statue de Mars; mais Frédéric, qui ne voulait pas acquitter les frais de ces travaux, faisait la sourde oreille. Il fallut que Michel, qui tenait à rentrer dans ses fonds, s'adressât à Sa Majesté Impériale et Royale Joseph II. Voici le placet, d'un style si savoureux et naïf, publié jadis par les *Archives de l'art français*, dans lequel le sculpteur, enfin poussé à bout, assignait son mauvais client : « *Ces monuments ne m'ont pas été payez, je réclame mon salaire, j'ay les titres les plus fort : lettre du roy, lettre du ministre, du baron de Kniphausen; mais aucun tribunaux ne veut rien en connoître; j'ay affaire à un roy qui a 300 000 hommes; je suplie donc Sa Majesté Impériale et Royale de faire, à mon égard, un acte de justice et d'humanité, car je suis âgé de 78 ans et je suis grand'-père. Je mourray de faim et toute ma famille, si je ne reçois ce qui m'est dû. La somme n'est que 21 250 livres pour deux monumens en marble; sur lesquelles j'ay suez sans et eaux; ces deux monumens existe, le roy a été satisfait et ne m'a pas payez.* »

Avec Jean Léger, dessinateur, architecte et peintre, qui travailla pour les bâtiments à Sans-Souci et à Potsdam, l'affaire fut encore plus chaude, le différend plus vif. Cela survint à propos de Sans-Souci. « Léger, dit Dussieux, avait fait de fort beaux plans pour le nouveau Sans-Souci, dont le Grand Commun, fort bel édifice, a été construit sur ses dessins. Mais, le roi s'obstinant à ne vouloir d'autre entrée au palais que la fenêtre du milieu de la façade, qu'on ouvrirait jusqu'à terre, Léger refusa d'exécuter une pareille extravagance et, *Frédéric le menaçant de sa canne, il mit la main à la garde de son épée.* »

C'est par de pareils traits, une attitude si crâne, que Frédéric était appelé, non seulement à aimer les Français, mais encore à les respecter.

*
* *

Frédéric, qui eût eu fort à faire avant de parvenir à se policer lui-même, avait entrepris, par un prodige de volonté, de policer un peu son royaume.

Berlin, où affluaient les architectes français, devint l'objet de

s'accommoda bientôt, moyennant un million qu'il exigea en ducats de poids ». (*Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire.*)

tous ses soins. « Frédéric avait le projet, écrit Mme de Staël, de rendre Berlin semblable à Paris. » La civilisation prenait un certain tour. Voltaire veut bien nous dire qu'à dater du règne de Frédéric, « quelques personnes avaient des meubles, la plupart même portaient des chemises ». Ces progrès rudimentaires, tout en enchantant Frédéric, ne l'incitaient guère à se pourvoir du côté de ses sujets; aussi, fut-ce toujours en France que ce prince se fournit de poètes et d'artistes, de géomètres, d'acteurs et même de danseuses.

Quand vint le moment de former ses collections, il n'agit pas d'autre sorte. Et il fit venir cette espèce d'homme à lui que Virgile Josz, dans son *Watteau*, appelle « l'envoyé extraordinaire de Frédéric, électeur de Brandebourg et roi de Prusse », que Voltaire a connu et que Pesne a peint : le comte de Rothenburg.

Rothenburg, comme beaucoup de valets de sa sorte, était un drôle à deux visages. Voltaire ne s'en aperçut que quand le personnage eut passé de vie à trépas. « Nous avons su, mande-t-il à sa nièce Mme Denis (18 janvier 1752), après la mort du comte de Rothenburg, qu'il ne nous épargnait pas dans les petites conférences qu'il avait avec Sa Majesté. » De son vivant, et si nous nous en rapportons à Pesne, Rothenburg était un sire à figure longue, au nez aquilin, au front haut et aux traits graves; une manière de Tartufe, mais habile homme, tel qu'on en voit assez dans ces pays-là. Ce qui ajouta à sa souplesse dans les négociations qu'il entreprit à Paris et lui valut bien de l'entregent, c'est qu'il avait épousé la fille du général français marquis de Parabère.

Les Allemands se sont toujours beaucoup occupés de nos richesses artistiques, de nos antiquités et de nos tableaux. Rothenburg, à ce point de vue, fut à Paris, au dix-huitième siècle, une manière de précurseur. Lisez Virgile Josz, historien érudit de Watteau, lisez le critique allemand Paul Seidel, lisez Rothenburg lui-même, si prodigue de lettres au roi son maître, et vous serez stupéfait du « flair », de la divination et du mérite de ce prodigieux homme d'affaires qui vint chez nous, en France, au milieu du siècle le plus averti et le plus sceptique et sut, avec dextérité et sous nos yeux mêmes, nous dépouiller, au profit de Frédéric, de ce que nous avions de mieux dans notre Ecole.

L'action la plus éclatante, le coup de génie de Rothenburg, ce fut de s'introduire chez M. de Julienne, le protecteur et ami de Watteau et là de se faire céder (à bon compte, n'en doutez pas) ce *Pèlerinage à l'Isle de Cythère*, dont nous avons, au Louvre, l'esquisse resplendissante. De chez Julienne sont venus également, toujours acquis par Rothenburg, plusieurs autres ouvrages de Wat-

teau : *les Comédiens français*, *la Leçon d'amour*, *la Récréation italienne*, *Louis XIV mettant le cordon bleu au duc de Bourgogne*.

Durant tout le temps de sa mission à Paris, Watteau ne cessa pas de demeurer la préoccupation constante de Rothenburg. « Le nom de Watteau, disent fort justement à ce propos MM. Paul Vitry et J.-J. Marquet de Vasselot, est comme le résumé de tous les goûts de Frédéric[1]. » Cela est si vrai que, le 4 avril 1744, Frédéric, de Potsdam, faisait savoir à Rothenburg : « Vous tâcherez d'avoir, avec les deux tableaux de Watteau dont vous êtes en marché, encore un tableau du même maître, mais qui soit d'un travail exquis et de la même grandeur que les deux autres. » Et Rothenburg de répondre, à propos d'un ouvrage du même artiste : « J'ai acheté un tableau de Watteau qui est admirable, dont j'envoie ci-joint l'estampe. Ce tableau est un des plus beaux qu'il ait faits et d'une belle grandeur. *Je l'ai eu à fort bon marché.* »

A côté de Watteau, le Rothenburg, qui a fini par s'y connaître mieux que personne, éprouve assez de tendresse pour Lancret, ce Lancret que Pesne lui a, sans doute, appris à aimer. « Je vous ai acheté deux tableaux admirables de Lancret (le *Moulinet* et la *Réunion dans un pavillon*), écrit-il à son souverain à la date du 30 mars 1744; ce sont les deux chefs-d'œuvre de ce peintre; je les ai de la succession de feu M. le prince de Carignan. » Rothenburg, — on le voit, — faisait les ventes. Il « faisait » même les ébénistes, les verriers, les tapissiers, et bien d'autres gens, achetant pour Frédéric bronzes, horloges, jusqu'aux lustres des salons et aux tapis des chiens. Frédéric, là encore, est fort difficile. « Il me semble, fait-il savoir à son intendant, que le lustre de cristal de roche dont parle Petit est bien gigantesque et même lourd (on le voit : Frédéric n'aimait pas le colossal!); cela ne ferait pas un bon effet dans mes chambres de Potsdam. »

Mais Frédéric, dieu universel, ne pense pas qu'aux appartements; les jardins aussi l'occupent. Il a besoin de deux groupes en marbre et ordonne à Rothenburg de les commander à Petit, leur rabatteur : « Le sujet m'est égal pourvu que cela soit beau. » Mais, si Rothenburg a le choix et le gouvernement des tableaux, l'achat et la direction des sculptures appartiennent plus volontiers à l'architecte de l'Opéra de Berlin, le gros Knobelsdorf.

« Knobelsdorf, dont Frédéric écrivit plus tard l'éloge funèbre, relate M. Charles Ephrussi, est envoyé à Paris avec la mission de

[1] *Les collections d'art de Frédéric le Grand à l'Exposition universelle de 1900*, ouvrage de P. Seidel, trad. par MM. Paul Vitry et J.-J. Marquet de Vasselot (1900).

visiter les ateliers. Nous savons, par Frédéric lui-même, que Knobelsdorf admirait fort Le Brun et Le Poussin, faisait beaucoup de cas de Carle Van Loo et de de Troy, appréciait la naïveté et la vérité de Chardin, mais qu'il préférait nos sculpteurs à nos peintres[1]. » Knobelsdorf, il est vrai, n'a pas été étranger au succès que nos Pigalle, nos Adam et nos Bouchardon connurent, à côté de Watteau et de Lancret, dans la patrie de Frédéric; mais, en ce qui concerne Houdon, Knobelsdorf ne le connut pas, et, quand il s'agit de demander à ce statuaire, pour l'Académie des sciences de Berlin, le buste en marbre de Voltaire, il fallut que le roi eût recours à d'Alembert.

Voltaire, à qui Jean-Antoine Houdon prête de cette sorte la vie du marbre, ainsi statufié et flatté, toujours de santé chancelante et quinteux, ne peut, malgré tous les honneurs, digérer l'incinération ordonnée par le roi, à Berlin même, de la fameuse *Diatribe du docteur Akakia*. Les souvenirs de la pelure et de l'orange lui sont restés amers et les beautés qu'il admirait tant, jadis, à la cour de Prusse, dans ce « palais d'Alcine », comme lui-même disait, se revêtent d'un peu d'ombre. Cette ombre persistera même si bien que le philosophe pourra écrire, de dépit, à Moussinot, ce bon brave homme d'abbé qui fut son trésorier et homme de confiance : « Le roi de Prusse aime fort les Vataux, les Lancrets et les Pater. J'ai vu de tout cela chez lui; mais je soupçonne quatre petits Vataux qu'il avait dans son cabinet d'être d'excellentes copies. Je me souviens, entre autres, d'une *Noce de village*, où il y avait un vieillard en cheveux blancs très remarquable. Ne connaissez-vous point ce tableau? *Tout fourmille en Allemagne de copies qu'on fait passer pour des originaux*[2]. »

A vrai dire, Frédéric, innocemment ou à dessein, a été trompé quelquefois : plusieurs de ses œuvres de Rubens et de Van Dyck sont suspectes; une copie de l'*Io* du Corrège lui est vendue comme originale : c'est que Rothenburg, dans l'accomplissement de sa mission, n'a pu se montrer chaque fois infaillible. Ce qu'il a réalisé au service de son maître est déjà magnifique. Mais, puisque nous en sommes à parler des tableaux contestés de Frédéric, à quoi bon tarder plus longtemps à dire que le plus illustre d'entre eux est cette fameuse *Enseigne* peinte par Watteau pour le marchand Gersaint, *Enseigne* qui, pendant deux siècles, fit l'objet de tant de débats et dont les deux parties, séparées par le temps, se trouvent aujourd'hui à Berlin au Palais Impérial.

[1] *Gazette des Beaux-Arts* (année 1884).

[2] *Lettres de Voltaire à M. l'abbé Moussinot, son trésorier* (La Haye, 1781).

*
* *

« Vous me faites trop de grâce de penser à Rheinsberg. Tout y est meublé, et il y a deux chambres pleines de tableaux. La plupart de mes tableaux sont de Watteau et de Lancret, peintres français de l'école du Brabant. » C'est en ces termes qu'en 1739, le prince héritier Frédéric écrivait déjà, sous son père Frédéric-Guillaume, à sa sœur, la margrave d'Anspach. C'est dire assez que, plus encore que son palais de Berlin, Frédéric, aux heures de loisir, aimait ses maisons de plaisance.

Et, — sa lettre ici en fait foi, — c'est Rheinsberg qui fut, en premier, l'objet de sa prédilection. Rheinsberg, il est vrai, situé en plein Brandebourg, au bord d'un lac, dans une situation pittoresque heureuse, avait de quoi plaire à Frédéric. Celui-ci, pendant longtemps, affectionna cette solitude qui convenait à la misanthropie de sa nature. Devenu roi, le nouveau maître de la Prusse reporta toute son affection sur Sans-Souci et sur Potsdam; mais il entendit faire un sort à Rheinsberg et il le donna au prince Henri, son frère. Le prince, qui était virtuose, érudit et aimait les arts, se trouvait disposé, mieux que quiconque, à recevoir non seulement le château lui-même, mais « la plus grande partie des tableaux français que Frédéric y avait rassemblés[1] ».

Charlottenbourg où, selon Henri Heine, l'on « parle mieux le berlinois qu'à Berlin », n'était pas une demeure bien plus grande que Rheinsberg; mais, là comme ailleurs, l'empreinte française éclatait. Sa construction remontait à l'époque de Frédéric Ier, et c'est pour ce roi autant que pour sa femme, la reine Sophie-Charlotte, que Siméon Godeau (un jardinier de chez nous!) dessina, sur les indications de Le Nostre, les plans du parc et des jardins.

A Potsdam, est-il besoin de dire que mieux encore qu'à Rheinsburg et à Charlottenbourg, les œuvres des Français s'imposent? Potsdam, Voltaire l'a écrit avec lyrisme, c'était « le palais d'Auguste ». A ce palais avait travaillé le Parisien Jean de Bodt, lequel était l'auteur du beau portail avec coupole qui est du côté du Marché. Un autre Français, René Charpentier, exécuta les trophées et ornements qui sont à ce même portail.

Encore n'était-ce là que l'extérieur. A l'intérieur, il en allait bien autrement; l'ornement, la décoration des pièces étaient d'artistes français; les livres étaient français; les hôtes mêmes l'étaient, et aujourd'hui encore, à la vue de l'*Iris* de Watteau, du *Bal* de Lancret, des panneaux de Pater et d'Amédée Van Loo,

[1] P. Vitry et J.-J. Marquet de Vasselot (*Op. cit.*).

on ne pense pas sans étonnement à cette domination qui fit du plus audacieux et du plus intelligent des rois de la Prusse ancienne, le tributaire de notre pensée.

Situé à peu de distance de Potsdam, entre l'Orangerie et le fameux Moulin, le château de Sans-Souci, dans cette série de « campagnes » de Frédéric, figure assez comme un temple de la Grâce, une manière de villa de repos, de Trianon sans la reine, gracieux cependant, d'aspect sobre, et où l'architecte Léger, le Français à la main prompte, a marqué son passage.

A l'intérieur du château de Sans-Souci, Pesne a peint le plafond qui représente Apollon. Des marbres de Pigalle, de Bouchardon et d'Adam, acquis en France par Knobelsdorf, décorent les salons et les cheminées; l'ébénisterie, les bronzes, exécutés par quelques-uns des élèves les meilleurs de Crescent et de Thomyre, rappellent le travail et la ciselure de nos artisans; un peu partout, ce sont des meubles envoyés de Paris ou de Versailles. Et, pour les tableaux, l'on sait ce qu'il en est et qu'à Berlin et à Potsdam il n'y a pas mieux. A Sans-Souci on retrouve Lancret avec sa *Camargo*, Watteau avec sa *Mariée de village*. En parcourant aujourd'hui ce palais envahi de silence, on a peine à imaginer que c'était là que se donnaient, en présence de Frédéric, de Voltaire, de d'Argens et La Mettrie, ces dîners inouïs, souvent assez cyniques, ces soupers si prolongés que, selon l'Allemand Zimmermann, « les domestiques qui y assistaient, à force de se tenir debout et en respect, en contractaient des enflures aux jambes ».

*
* *

Virgile Josz a défini, mieux que personne, cette sorte de domination tendre, de tyrannie heureuse exercées sur la Prusse du dix-huitième siècle par la France de la même époque; et c'est le passage où il nous fait voir Frédéric occupé « à recréer là-bas, au fond de l'Allemagne, tout un petit coin de notre pays, jardins, architecture, meubles, bibliothèques, tableaux et livres ».

Le fait est que, dans toutes ces maisons de Frédéric, depuis le Palais royal de Berlin jusqu'aux villas rustiques, aux pavillons de campagne, l'art de France resplendit et rayonne. A Rheinsberg, Sans-Souci, Potsdam, Charlottenbourg s'épanouit, sous le ciel un peu froid du Brandebourg, cette floraison de nos chefs-d'œuvre. Et cette floraison si radieuse, ce printemps de la peinture, c'est quelque chose de bien particulier à la France d'alors, à cette France qui avait poli le monde et achevait de l'enchanter. Frédéric, si mesquin et si brutal par ailleurs, au

contact de cette puissance de séduction, de cette insinuante grâce, avait faibli, et le roi-soldat l'avait, sous cette influence, plus d'une fois en lui cédé au roi-philosophe; enfin, l'air de Cythère, qu'il avait respiré à travers le chef-d'œuvre, l'avait si bien enivré et conquis que son goût même ne pouvait guère souffrir que ce qui était dans Watteau, que ce qui était dans Lancret et dans Pater. « J'ai, dit-il un jour à quelqu'un, reçu huit tableaux de France, plus beaux que tous ceux que vous avez vus et d'un coloris à faire honte à la nature. » Ces tableaux étaient sans doute encore de Watteau, car, pour Lemoyne et Poussin, par exemple, qui « peuvent être beaux pour des connaisseurs », lui les « trouve fort vilains ». C'est que notre dix-huitième siècle le retient, et, dans ce dix-huitième siècle, c'est Watteau, par cette sorte d'attrait intime, de splendeur sourde et comme contenue qu'on ne trouve au même degré dans aucune école et chez aucun maître, qui surtout l'émerveille.

Frédéric ainsi ne cessa jamais, durant tout son règne, de 1740 à 1786, de vivre, au point de vue des arts et des lettres, sous le joug français. Ce joug, d'ailleurs, lui était léger. Imité en cela par les autres princes d'Empire, il encourageait les jeunes gens qui manifestaient leur désir de venir étudier en France. Dussieux, à ce propos, a relevé que, sur les registres de l'Académie conservés à Paris à l'Ecole des Beaux-Arts, parmi les élèves admis de 1758 à 1787, ne figurent pas moins de soixante-seize élèves provenant des Etats d'Allemagne. De ces élèves, le plus grand nombre étaient de la Prusse, et il ne faut pas oublier que, dans ce pays même, un Français comme Pesne fit quarante élèves et que, sur ces quarante, deux au moins des principaux, Rode et Frédéric Reclam, étaient des Prussiens.

Tout ce qu'on peut regretter, malgré ces sympathies rétrospectives d'un souverain resté sans imitateurs, c'est le manque d'acclimatation, chez les Allemands, de ces chefs-d'œuvre de notre patrie. Aussi fragiles que des fleurs et sensibles comme elles, d'un pollen impalpable et doux, ces derniers eurent à souffrir autant, depuis la mort de Frédéric, de l'abandon des hommes que de la rigueur du climat. M. Dohme, le critique germanique aujourd'hui disparu, l'avouait déjà à M. de Goncourt au sujet de *l'Enseigne :* « Dans la restauration, quelques têtes ont beaucoup souffert ». Virgile Josz, de son côté, le remarque : « Le climat rude du Brandebourg n'est pas favorable aux peintures de Watteau... » Et M. Charles Ephrussi : « Les tableaux, une fois entrés à Sans-Souci, y sont l'objet de soins insuffisants; beaucoup d'entre eux, exposés à un soleil meurtrier, perdent totalement leurs couleurs

ou sont presque rissolés ; tel est le cas de la *Mariée de village...* » M. André Maurel, auteur d'un livre important sur l'*Enseigne*, n'est pas moins explicite. Il accuse le vernis, ce vernis « dont souffrent tous les tableaux sans exception des musées de Berlin et même d'Allemagne », ce vernis qui est une lèpre.

En réalité, ces tableaux, soit de Watteau, soit de Chardin, soit de Lancret, par le fait même qu'ils furent conçus dans le génie, ont quelque chose d'humain. Ce ne sont plus des objets, mais des personnes, de fragiles personnes qui souffrent. Non seulement le froid ou le soleil les abîment, mais l'ennui, l'abandon les hantent, et, sur cette « petite France », maintenant, il y a une ombre.

Alors, à la faveur même de cette ombre, un peu sanglante à cause de la guerre, toutes sortes de réminiscences surgissent. Des phrases reviennent, qu'on avait lues. On songe, notamment, à ce regret si curieux, exprimé par le *Catalogue* de l'Exposition allemande de Paris en 1900, à ce passage du livre déplorant que les « circonstances n'aient pas permis de ramener, pour quelque temps, dans leur pays d'origine, les trois chefs-d'œuvre de Watteau : l'*Embarquement pour Cythère* et les deux parties de l'*Enseigne*... » ; est-ce que ce texte même ne suggère pas une idée, ne donne pas une indication ?

A notre tour, nous nous le demandons : « Ces chefs-d'œuvre qui souffrent et meurent en exil, là-bas, ces chefs-d'œuvre, *qui sont des prisonniers*, ne reverront-ils pas, en effet, leur pays d'origine ? »

A ces questions, M. André Maurel, avec bien de l'à-propos, a répondu : « Seul, a-t-il osé dire, en parlant de ce chef-d'œuvre de Watteau qu'est l'*Enseigne*, seul un autre traité de Tolentino pourrait nous le rendre. » Ce traité, prévu dès maintenant, serait d'autant plus naturel, les clauses en seraient d'autant plus logiques que les Allemands, dans le présent conflit, n'ont pas fait la guerre qu'aux personnes, mais aux monuments. En manière de représailles, nous avons bien le droit de penser un peu à ces collections de Frédéric, à ce choix nombreux de nos chefs-d'œuvre. Les eût-il négligés, s'il eût été dans nos rangs, ce fameux général Gebhard-Leberecht von Blücher dont les éperons, en 1815, sonnèrent si fort sur les dalles de nos palais et qui, dans nos musées, ne se faisait pas faute de choisir, par droit de conquête, des tableaux qui n'appartenaient nullement à la Prusse ?

Edmond Pilon.

LA GUERRE

VUE D'UN COIN DE PROVINCE

La guerre n'a pas seulement changé la physionomie de Paris : elle a aussi modifié celle de nos provinces ou du moins elle a provoqué çà et là un afflux inaccoutumé de vie morale et matérielle. Il est de très petites villes, insignifiantes hier, ignorées ou presque dédaignées, qui sont devenues, du soir au lendemain, par leur situation géographique, des points importants du territoire français. Leur transformation dépasse même ce que des yeux étrangers en aperçoivent tout d'abord. Un choc brutal a rompu le cercle étroit des préoccupations journalières. Par cette brèche, l'horizon s'est subitement élargi, et l'âme tranquille, peut-être un peu somnolente, de la petite ville s'est réveillée en sursaut, sous le coup de l'émotion, et tout étonnée de ne pas se reconnaître. C'est l'histoire de mon pays.

Mon pays, — Saint-Nazaire, — sur les confins de la Bretagne et de la Vendée, ne possède ni l'âpreté pittoresque de la première ni la douceur verdoyante de la seconde. La nature s'est montrée particulièrement avare envers cette région plate et peu boisée. Entre Saint-Nazaire et la pointe du Croisic, où commence la vraie Bretagne, ce ne sont que des landes de bruyères et d'ajoncs, des champs de blé noir, des marais salants, et le long de la mer quelques bois de pins enveloppant de leur ombre chaude et aromatique les casinos et les villas des stations balnéaires : Le Pouliguen, la Baule, Pornichet.

Du côté des terres, nous sommes voisins de la Grande-Brière, immense plaine parsemée de hameaux et de clochers, où d'innombrables canaux tendent un filet d'argent. Ce sont les routes du pays sillonnées de barques plates. Riche pays. Les moissons faites, on y coupe la *motte*, sorte de tourbe qui se consume d'un feu lent et doux dans les âtres de nos campagnes.

Saint-Nazaire, entre la Grande-Brière et les stations de bains qui s'échelonnent le long de la côte, est, je regrette d'avoir à le

reconnaître, une laide petite ville. Elle est surtout abominablement, désespérément moderne. Il y a moins de soixante ans, elle n'était, à l'extrémité d'une langue de terre, qu'une toute petite bourgade de deux rues et de quelques « venelles » bordées de pignons. Une longue jetée de granit la prolongeait, accueillant les navires; et sa vieille et vénérable église, toute déjetée, leur envoyait ses appels et ses bénédictions du haut de son clocher. On y vivait de la mer, de la pêche et des voyages. Les chefs des principales familles de ce temps-là étaient presque tous capitaines au long cours. Ils rapportaient de leurs croisières sur des côtes lointaines de l'argent, des cachemires, des épices, des aromates, des bibelots curieux. Leurs récits, qui exhalaient les parfums des îles, ouvraient aux jeunes imaginations les routes du monde; et quelles autres routes aurait-on pu suivre hors de ce coin perdu, sinon les routes larges et mouvantes de la mer? Et les garçons se faisaient marins ou missionnaires. Il y en eut de martyrisés en Chine; et le Japon n'était pas plus tôt ouvert aux Européens, qu'un capitaine de Saint-Nazaire en rapportait des porcelaines et des laques.

Saint-Nazaire se transforma lorsque, le premier bassin ayant été creusé, la Compagnie transatlantique y établit en 1862 ses lignes de paquebots à destination des Antilles et de l'Amérique centrale. C'est aujourd'hui une ville de 30 000 âmes, qui possède un magnifique port artificiel, des chantiers de constructions navales où l'on travaille pour toutes les flottes du monde, des hauts fourneaux, des avenues et des rues neuves, une église neuve aussi.

Et voilà bien le malheur : tout est neuf! On n'a jamais vu de ville plus cruellement dénuée de passé visible, à l'exception toutefois d'un très beau dolmen, classé parmi les monuments historiques. Entre les Druides et nous, il n'y a rien! Pas de traditions non plus. Les familles du pays se sont éparpillées ou ont été submergées par le flot des nouveaux venus. Les paquebots, les chantiers, les usines, le mouvement commercial et l'importance grandissante de la ville ont attiré à Saint-Nazaire des fonctionnaires, des gens d'affaires, des ouvriers, toute une population hétérogène et flottante que seul unit le lien fragile de l'intérêt matériel et temporaire. On campe à Saint-Nazaire, on ne s'y établit pas. Fonctionnaires et travailleurs y atteignent quelquefois sans trop d'ennui l'heure de la retraite, mais ils ne cherchent pas à s'y enraciner. Aussi la population se renouvelle-t-elle sans cesse. On n'aime pas profondément une ville que l'on se sent toujours à la veille de quitter. Chacun y vit pour soi sans compter sur son voisin. On se considère réciproquement comme des voyageurs réunis par le hasard sur le pont d'un navire et qui n'attendent les uns des autres qu'une courtoise urbanité; car ils n'ont qu'un temps

très court à demeurer ensemble, ce qui ne les empêche pas du reste de se classer rigoureusement.

Cependant les relations continuelles avec les pays étrangers et l'habitude de voir des gens qui arrivent de tous les points du monde ont, dans une certaine mesure, teinté de cosmopolitisme les mœurs et les esprits. A l'inverse de ce qui se produit souvent dans les villes de province, les étrangers, d'où qu'ils viennent, reçoivent l'accueil d'une curiosité bienveillante. Leur singularité, leur couleur même n'effraient pas les Nazairiens. Les petits enfants du pays sont familiarisés, dès leur plus jeune âge, avec les animaux et les fruits exotiques. L'exotisme plaît, et comment ne plairait-il pas? La fortune de Saint-Nazaire est exotique.

Mais, en somme, entre les arrivées et les débarquements des paquebots, Saint-Nazaire était extrêmement morne. La société y était très divisée, comme c'était le cas, du reste, un peu partout. Ces divisions provenaient ici moins de la politique qui ne séparait guère, que de la conception d'une hiérarchie idéale. Il y avait plusieurs mondes superposés : le troisième, le second et le premier. Et ce n'était qu'avec beaucoup de patience et de temps que l'on pouvait, lorsqu'on était du pays, monter de l'un à l'autre; le grand-père se mettait en marche : le petit-fils arrivait. Mais la guerre a brusquement conféré à cette petite ville insignifiante une importance considérable, bien que passagère, et en même temps elle a jeté à bas cette pyramide sociale qui, espérons-le, ne s'en relèvera point.

*
* *

Durant les premiers mois de la guerre, Saint-Nazaire fut le port de débarquement des troupes anglaises. Des navires pavoisés les amenaient par les jours dorés de septembre et d'octobre. Nos alliés, habillés de neuf, reluisants, astiqués comme pour une grande revue, massés sur le pont des bateaux et suspendus en grappes à la mâture, touchaient la terre de France au chant de la *Marseillaise*. Le long des quais, une foule qui débordait d'enthousiasme leur répondait par le *God save the King*, scandé de *hip* et de *hourrah*. On applaudit successivement les Australiens dans leurs uniformes kaki aussi élégants et aussi corrects que des costumes de sport; les Highlanders en toques et en jupons bariolés; et les Canadiens au teint rose sous leurs jaquettes blanches, en peau de chèvres ou de moutons. A leur suite, débarquèrent des milliers de chevaux, un imposant matériel de guerre et plusieurs sociétés de Croix-Rouge avec nurses, brancardiers, chariots-ambulances, toute une armée de secours splendidement équipée, elle aussi.

Ce mouvement de troupes anima et, si je puis dire, colora tout l'automne. Les bateaux se succédaient, chargés de nouveaux soldats, et les régiments, une fois formés, étaient dirigés vers le front. Arrivants et partants se rencontraient quelquefois sur le chemin de la gare, qui est aussi le chemin du port, et ces rencontres donnaient lieu à des manifestations bruyantes. A toute heure du jour ou de la nuit, les Anglais sifflaient ou chantaient leur fameuse chanson de route : *It is a long, long way to Tipperary*. Saint-Nazaire fut en insomnie pendant tous ces jours d'occupation cordiale.

La gaieté exubérante des soldats anglais a fortement impressionné la population de mon pays. Chez nous, le patriotisme est devenu plus grave. Les jeunes Anglais avaient l'air d'aller à la fête. C'étaient de beaux garçons, de superbes types d'Anglo-Saxons, et qui appartenaient, en général, à de bonnes familles. Ils avaient de l'argent plein leurs poches et ne s'en montraient point avares. Leur séjour fut une aubaine pour le petit commerce local. Les pâtisseries surtout gagnèrent en trois mois autant qu'en trois années ordinaires. A l'heure sacrée du thé, leurs salons, leurs terrasses, leurs rues étaient envahis. Les Anglais faisaient une merveilleuse consommation de nos gâteaux qu'ils préféraient à leurs *toasts* et à leur *cake* national.

Ces fins d'après-midi étaient extrêmement pittoresques et brillantes. Des cavaliers, des voitures, des autos fleuries, des soldats de toute arme, des infirmières remplissaient les rues décorées de drapeaux. Ces étrangers n'étaient pas seulement gais, mais expansifs et presque affectueux. Finie, — au moins à Saint-Nazaire, — la légende de l'Anglais flegmatique et froid. Entre nos alliés et les habitants du pays, il y eut d'aimables assauts de galanterie. Et, dans ce nouveau combat, on ne saurait dire qui tira le premier. Les dames offraient des gâteaux et des fruits aux soldats, et les soldats arrachaient les boutons dorés de leurs uniformes pour les offrir aux passantes. Les autorités militaires anglaises, soucieuses du bon renom de l'armée britannique, avaient demandé que l'on affichât, en français et en anglais, la note où Lord Kitchener dispense de sages conseils à ses troupes. Tous les soirs, une patrouille faisait la ronde et, de café en estaminet, recherchait ceux qui avaient oublié de la lire. Un long cortège d'habitants, profondément édifiés, suivait.

Nos alliés avaient dressé des campements dans des champs et le long de la mer. Les sociétés de la Croix-Rouge étaient aussi campées en plein air, à l'exception de l'une d'entre elles, qui occupait les bâtiments du collège. La vice-reine de l'Australie, Lady Dudley, dirigeait l'hôpital australien, établi sous des tentes à système

perfectionné, au milieu d'un bois de pins, dans la brise iodée de la mer et l'odeur des varechs. Ces petites villes de toile se montaient et se démontaient avec une étonnante rapidité. Quelques heures suffisaient pour niveler les sillons de la dernière moisson et pour aligner des centaines de tentes. On pliait bagage plus vite encore. Du soir au matin, il ne resta du séjour de ces milliers de soldats qu'un sol lisse et net où ne traînait pas un seul chiffon de papier. De distance en distance, des tas de cendres indiquaient qu'avant de partir on avait soigneusement nettoyé le terrain.

*
* *

Les Anglais disparus, la joyeuse animation que leur présence avait communiquée à Saint-Nazaire diminua sensiblement. Mais les chevaux commencèrent d'arriver du Canada et de l'Argentine. On construisit pour eux de vastes baraquements autour d'une petite pampa. Le mouvement commercial, moins pittoresque qu'au début de la guerre, ne s'est pas ralenti. Des navires abordent, chargés d'acier, de machines, de fil, de blé, d'avoine. Jamais le port n'a été aussi florissant. Les chantiers et les usines fabriquent jour et nuit des munitions. Les rues de la ville demeurent éveillées : des soldats viennent et s'en vont; et, plusieurs fois par jour, les habitants sortent de chez eux et courent lire les communiqués télégraphiques, affichés à la porte des établissements publics. C'est le pittoresque de la guerre, le pittoresque sans l'horreur. Saint-Nazaire est, à cet égard, une des villes privilégiées de notre pays.

Mais par les blessés elle est entrée en communion avec la France qui lutte et qui souffre. En novembre et en décembre, de grands bateaux blancs, qui portaient une croix rouge peinte sur leurs cheminées, lui amenèrent ceux d'Ypres et de Dixmude. Quel contraste avec les joyeux débarquements des Anglais! Ces navires, frétés de douleurs, arrivaient généralement la nuit, et souvent par de gros temps. Ils approchaient lentement du quai où se tenaient des ombres silencieuses : les autorités. Ce que l'on distinguait d'abord, c'étaient les bérets à pompons rouges des fusiliers marins et les faces sombres des tirailleurs. Les dames distribuaient des boissons chaudes aux arrivants. Ceux qui devaient continuer leur douloureux voyage étaient installés dans des trains sanitaires. A la gare, on avait improvisé à leur intention une petite infirmerie qui rendit de grands services et permit de soulager bien des souffrances. Les infirmières de la Croix-Rouge, chargées d'organiser et d'assurer ce service, s'en acquittèrent avec beaucoup d'intelligence et de dévouement. Comme elles ne disposaient que de peu de temps et de peu d'es-

pace, elles avaient simplement tendu de toile blanche une salle dont elles avaient lessivé et désinfecté le plancher et les boiseries. De petites tables blanches supportaient les objets de pansements et un appareil à gaz leur fournissait l'eau bouillie nécessaire. On leur amenait les hommes en état de marcher, et elles pansaient les autres dans les compartiments, pendant les trois heures que les trains stationnaient en gare. Beaucoup de ces malheureux n'avaient reçu aucun soin depuis sept jours. Ils étaient épuisés par leurs blessures et par la mer. Mais après avoir été réconfortés avec du bouillon, du lait, du punch, ils n'étaient pas longs à redevenir eux-mêmes. On s'en apercevait à leur politesse. Une demi-heure avant le départ du train, on voyait apparaître sur le quai des infirmières une petite corbeille au cou. Elles ont l'habitude de faire ainsi, au dernier moment, une distribution de douceurs. « Voilà les dames de la Croix-Rouge! » Et, parmi ces éclopés, c'était à qui s'empresserait, pour les aider à monter dans les wagons. Il y avait des Arabes qui parlaient à peine le français et pour qui les « dames de la Croix-Rouge » signifiaient seulement cigarettes et chocolat. Aussi, quand le train se mettait en marche, ils n'étaient pas les derniers à crier avec les autres : « Merci, les dames de la Croix-Rouge! »

Les grands blessés étaient transportés dans les hôpitaux. Lorsque la guerre éclata, Saint-Nazaire ne possédait qu'un hôpital mixte. Dès que la Croix-Rouge britannique eut laissé libres les bâtiments du collège, ancien couvent de Dominicaines, on y organisa un hôpital militaire de trois cent cinquante lits. C'est un hôpital idéal, situé hors de la ville, au plein air, — l'air des champs et de la mer, — et entouré d'un beau parc. Mais le véritable hôpital nazairien, celui qui tient au cœur des habitants du pays, parce qu'ils l'ont créé de leur argent et de leur peine, c'est celui de la Croix-Rouge, un des rares où la *Société de Secours aux blessés* et les *Femmes de France* aient fusionné. Il symbolise, à Saint-Nazaire, l'*union sacrée*. A l'exception de l'infirmière-major[1], toutes les personnes qui s'y dévouent sont du pays. L'hôpital est organisé dans un ex-couvent de Capucins, de construction moderne. La ville entière a travaillé de ses mains à l'installer, car il a fallu l'improviser. Chacun a donné suivant ses moyens, et souvent davantage. A Saint-Nazaire, comme ailleurs, les plus pauvres se sont montrés les plus généreux. On a vu de vieilles femmes, dont les fils ou les gendres étaient partis pour la guerre, apporter en pleurant leurs économies : leur unique pièce de vingt francs. De plus malheureuses ont donné de vieux mouchoirs,

[1] Mlle Engelhardt, de la Société de Secours aux blessés.

voulant que la Croix-Rouge ait reçu quelque chose d'elles. Et d'autres encore, qui ne possédaient rien, ont donné leur travail.

Lorsqu'on dut organiser les divers services, les bonnes volontés affluèrent en si grand nombre qu'on ne put les accepter toutes. L'admirable, c'est qu'elles consentirent à s'utiliser dans les plus modestes emplois : à la lingerie, à la cuisine, au blanchissage, en un mot, dans des postes aussi nécessaires qu'effacés. Il est encore plus admirable que l'élan des premiers jours ne se soit pas affaibli. D'autres hôpitaux offrent, je le sais, un exemple aussi réconfortant; mais, à Saint-Nazaire, il représente une sorte de révolution dans les habitudes. On n'était pas accoutumé à s'occuper activement d'œuvres sociales. Sauf quelques exceptions, les femmes qui, depuis bientôt un an, se plient volontairement à la discipline rigoureuse de leurs services n'auraient jamais songé, avant la guerre, à travailler personnellement dans des œuvres. Elles auraient donné leur offrande, elles n'auraient pas modifié leur train de vie.

J'étais à Saint-Nazaire au mois de mai, et, pendant mon court séjour, grâce à la bienveillance de l'active et dévouée présidente de la Croix-Rouge, M[me] d'Argencé, j'ai pu faire de longues visites à l'hôpital. Il était devenu le cœur de cette petite ville, qui avait maintenant un cœur. Ma première visite eut lieu à l'heure du déjeuner. On le servait dans l'ancien cloître des moines, autour d'un jardin vert et touffu. Les serveuses étaient des jeunes filles et des jeunes femmes qui, n'étant point infirmières, avaient sollicité cet emploi, dont elles s'acquittaient avec grâce et avec gaieté. On les appelait des *volantes*, et deux fois par jour, matin et soir, elles venaient par tous les temps remplir leur office.

La Croix-Rouge hospitalisait des hommes de presque toutes les provinces de France : des Normands, des Bretons, des gens du Nord, des Basques, des Gascons, des Landais et des Parisiens, et aussi des Arabes. Ils avaient combattu sur tous les champs de bataille : en Alsace, à la Marne, à Reims, à Soissons, dans l'Argonne. On montrait avec orgueil des fusiliers marins, héros de la *Maison du passeur* et de Dixmude. La petite ville tranquille a connu par eux les misères de la guerre. Elle a lu la gloire de la patrie sur leurs traits meurtris et, de chevet en chevet, elle a feuilleté notre épopée. Tous ces hommes, si différents d'origine, de condition et même de race, fraternisaient admirablement. A ce sujet, on m'a cité le mot bien significatif d'un Arabe. C'était un pauvre diable, très malade, à qui l'appétit ne revenait pas. Peut-être aussi ne goûtait-il point notre cuisine. Une de ses infirmières, pour le décider à manger, offrit de lui préparer du riz ou quelque autre mets de son pays : « Non, dit-il presque avec colère. Moi

battre avec Français, moi Français comme les autres, moi manger tout pareil comme Français. »

Il y a beaucoup d'avantages pour des blessés à être soignés dans une petite ville. L'atmosphère d'un hôpital où tout le monde se connaît est plus familiale. Les malades n'y sont pas de simples numéros, ou des « cas » d'autant plus intéressants qu'ils sont plus graves. On s'intéresse à eux individuellement et en dehors de leurs blessures. On ne soigne pas seulement le corps : on a le temps, qui manque quelquefois dans les hôpitaux des grandes villes, de s'occuper de l'esprit. Un ingénieur de Saint-Nazaire consacre ses heures de loisir à donner aux malades des séances de projections. Il compose pour eux des saynètes et des comédies. Quelques dames du pays, bonnes musiciennes, leur organisent de petits concerts. Les infirmières dont les malades n'avaient à leur disposition que des livres sans valeur ont fait appel à la générosité des écrivains et des éditeurs. Elles ont ainsi formé une bibliothèque.

Leur surprise fut grande de constater chez des hommes peu cultivés un goût inné pour ce qui est beau. Un jeune ouvrier parisien, condamné à de longs mois d'immobilité, trouva une joie infinie dans la lecture de nos classiques Corneille et Racine. Ces lectures-là, disaient-ils, leur donnaient le désir de s'instruire. « On ne comprend pas tout, mais on sent que c'est beau, et on voudrait tout comprendre. »

Peut-être ne s'inquiète-t-on pas assez de la valeur littéraire des livres que l'on met entre les mains de nos soldats. On devrait les choisir susceptibles d'éveiller la pensée de ces hommes jeunes, en général, et que les circonstances et leur état physique prédisposent à recevoir plus fortement les impressions. Pour la plupart d'entre eux, c'est la première fois que la vie leur offre des loisirs et qu'ils ne sont pas harcelés par le souci du lendemain. Ce lendemain peut leur apporter de nouveaux dangers et la mort même ; mais il n'exige pas d'eux l'effort du pain à gagner. Le temps qu'ils passent à l'hôpital est souvent l'unique occasion qu'ils aient eue de se découvrir une vie intérieure. Parfois ils en sortent renouvelés : on en a vu, à Saint-Nazaire, quelques exemples.

Puis c'est la première fois qu'ils se trouvent en relations familières et constantes avec des hommes et des femmes plus cultivés et qu'ils s'y trouvent même sur un pied de supériorité. Car, à l'hôpital, c'est aux « retours de tranchées » que vont les respects, les attentions et l'*attention* de tous. Ces blessés étaient hier des cultivateurs, des ouvriers, des manœuvres, des domestiques, de petits employés et quelquefois des ratés de la vie, avec qui les personnes dont ils sont maintenant entourés

n'auraient eu ni l'occasion, ni le désir d'échanger des idées. Mais voici que leurs opinions, leurs points de vue, leurs impressions acquièrent de l'importance et de l'intérêt par la vertu du sang qu'ils ont versé pour nous; et aussi parce que tous ces hommes forment, si on peut dire, un être unique et nouveau, très grand et très noble, et qui est « le soldat »; le soldat, le défenseur de la France d'aujourd'hui, le créateur de la France de demain. Avec quel respect on l'écoute, ce pauvre soldat loqueteux, poussiéreux, souvent couvert d'une vermine — qu'ils ont la délicatesse de déclarer en entrant à l'ambulance. Un professeur de Sorbonne n'a point autour de sa chaire d'auditoire plus attentif que cet ignorant qui rapporte une blessure de l'Argonne ou des Flandres. Ah! dans les petites villes on connaît mieux l'histoire de la guerre que nous! On a tout le temps de l'apprendre, de la recueillir brûlante sur les lèvres de ceux qui l'ont faite.

Quelquefois même, l'hôpital est illuminé par des reflets de gloire. La remise de la médaille militaire à deux blessés y causa une émotion profonde. Ce fut une fête de famille à laquelle on voulut donner toute la solennité possible : belle décoration de drapeaux, chants patriotiques, champagne et goûter. L'administrateur de l'hôpital, M. Adrien Guillet, présidait la cérémonie et prononça un discours. Bien que ce ne fût qu'un « civil », les soldats savaient que ce « civil » avait le droit de leur parler du devoir et du sacrifice, car dix de ses plus proches parents étaient alors aux tranchées.

Un autre avantage des petites villes pour les blessés, c'est qu'ils y sont les enfants gâtés de tout le monde. Des regards affectueux suivent les convalescents dans leur promenade quotidienne. Un propriétaire avait mis à leur disposition un beau jardin et ils se promenaient aussi le long de la mer et à travers les sentiers fleuris qui sillonnent les champs. Les Parisiens qui n'ont pas quitté Paris au printemps ne savent pas combien la France était charmante. On n'y a pas coupé les haies, faute de bras, et la campagne n'était toute qu'une immense corbeille d'aubépine blanche et rose. Mon pays, qui n'est pas beau par lui-même, était devenu ravissant. Puis il y faisait déjà chaud et les goémons avaient commencé à répandre leur parfum de violette. Les blessés se rétablissaient à vue d'œil. Il y en avait cependant deux qui étaient depuis plusieurs mois les pensionnaires de la Croix-Rouge. Leurs jambes, déchiquetées par des obus, ne se raccommodaient pas vite. On les promenait dans de petites voitures. Les infirmières et toute la ville affirmaient que « notre air » les avait sauvés de l'amputation. Et, de fait, chez nous, on n'a pas vu de blessure si infectée, parfois même gangrenée, qui ait résisté à

cette brise où le sel de la mer se marie aux parfums des champs en fleurs.

*
* *

C'était la semaine de Jeanne d'Arc. A la Croix-Rouge, la neuvaine, que l'on célébrait à cinq heures, avait pour cadre la jolie chapelle romane des Capucins, ornée de drapeaux et de vertes guirlandes. Entre les feuillages tendres, des gerbes d'aubépine montaient vers le ciel. Cette décoration était l'œuvre d'un soldat convalescent. Il avait pris aussi la direction des chœurs : car les blessés qui pouvaient marcher, et même ceux qui se traînaient péniblement sur des béquilles, ne manquaient pas une cérémonie. On leur avait réservé les premiers rangs, au pied de la statue de la Libératrice, sous le reflet des drapeaux illuminés par le soleil couchant. Et ces hommes mutilés qui chantaient de tout leur cœur, ces étendards, ces voiles blancs d'infirmières dans la foule sombre composaient un spectacle difficile à oublier. Toute la semaine on eût dit que l'on attendait quelque chose. Il y avait de la surexcitation dans l'air.

Le dimanche 16 mai arrivèrent les blessés d'Arras. Ah! la belle chose qu'un retour de victoire! Je visitais l'hôpital militaire lorsqu'on les y amena. Le premier entra en se traînant péniblement dans la salle où nous étions. Ses traits étaient crispés par la souffrance. Depuis quatre jours il roulait en chemin de fer, brûlé de fièvre, sans recevoir aucun soin. « Comment cela va-t-il? » lui demandai-je. Je pensais à lui, à sa blessure que l'on devinait si douloureuse. Mais l'idée que l'on pût s'enquérir d'autres nouvelles que de la guerre ne lui vint même pas. « Ça va bien... Ça va très bien, murmura-t-il. On s'en f... » Et il se laissa tomber, les yeux fermés, sur le lit.

Je me rendis à la Croix-Rouge. Grande animation. La porte de la chapelle était ouverte. Un épais rideau en isolait du chœur tout le bas qui, dans ces occasions, devient la « salle des entrées ». Les blessés y sont conduits, à leur arrivée, pour remplir les formalités d'inscription. C'est là qu'on les déshabille et qu'on note les objets qui leur appartiennent et qui leur seront rendus à leur sortie. Tout était fini, mais dans un coin on voyait un gros tas de musettes bourrées et sales et un monceau de vêtements qui n'avaient plus de couleur.

Une infirmière passa rapidement près de moi. Son voile blanc flottait au vent de sa course. Elle était rouge d'émotion. « Vous avez des blessés? » lui demandai-je. « Trente-huit. Le moral est excellent et, vous savez, les Boches, on s'en f...! » Ces derniers mots se perdirent dans l'éloignement; je crus avoir mal entendu.

Mais comme on se sentait bien *chez nous*, à ces premiers mots : *le moral est excellent*. J'avais assisté à d'autres arrivées de blessés dans des hôpitaux qui n'étaient pas des hôpitaux français. Là, les infirmières s'étaient inquiétées, avant tout, de la gravité des blessures. Les nôtres, dans ce premier moment, ne pouvaient se tenir d'ausculter les âmes.

A l'intérieur de l'hôpital, par les portes ouvertes, on apercevait, dans les salles, des femmes toutes blanches agenouillées devant des hommes noirs de sueur et de poussière, écrasés de fatigue. Elles leur lavaient les pieds. Les plus valides parmi les convalescents aidaient les nouveaux venus à se dévêtir. « As pas peur, mon vieux, je sais ce que c'est. » Les moins atteints acceptaient ces soins fraternels; mais ceux qui souffraient beaucoup ne voulaient point être touchés par d'autres mains que par celles « des dames ». Les anciens s'offraient alors pour déchausser des pauvres pieds fatigués. « Laissez-nous faire, Mademoiselle, entendait-on, ces godillots-là sont trop sales : vous avez justement une blouse propre de ce matin. »

Infirmières et auxiliaires se multipliaient, chargées d'ustensiles, de linge, de brocs d'eau. Les volantes n'avaient jamais mieux mérité leur nom : elles volaient de salle en salle, apportant à boire. Elles étaient colorées et riantes, et tout le monde riait aussi, excité : les anciens qui se sentaient vengés et les nouveaux qui oubliaient leurs blessures pour raconter le coup auquel ils avaient pris part. Leurs dents luisaient toutes blanches, dans leurs faces héroïquement sales. Ils sentaient la poudre et la victoire. Ils tremblaient de fièvre et répétaient entre deux frissons : « On les aura. On a des munitions; on a des masques. A présent, leurs gaz on s'en f... » Et autour d'eux les infirmières, jeunes filles et jeunes femmes, si correctes dans la vie ordinaire, grisées aussi par cette odeur de bataille, répétaient les mêmes mots qui ne choquaient plus. C'est au point que lorsque, un peu plus tard, je rejoignis dans un salon de vieilles dames qui m'attendaient et qu'elles me dirent : « Eh! bien, quelles nouvelles? » je leur fis machinalement la même réponse.

J'ai vécu plus de vingt années consécutives à Saint-Nazaire; j'y suis souvent revenue. Mais c'est à travers le souvenir de cette journée que je reverrai désormais mon pays. La petite ville indifférente, sans histoire et sans beauté, secouée par le grand souffle d'héroïsme qui passait sur la France, avait grandi soudain. Elle n'était plus un coin de province, mais une des figures mêmes de la patrie.

M. Hélys.

QUELQUES LIVRES DE CIRCONSTANCE[1]

Pour résumer et pour apprécier, à la fin de chaque quinzaine, les événements qui viennent de se dérouler, il faut en tout temps unir une ample provision de connaissances acquises à une élégante facilité de plume, et une souple prestesse d'observation à un tour d'esprit synthétique. Dans les périodes de crise aiguë, la tâche se complique de l'obligation de s'abstraire des émotions primesautières de la masse, de discerner la réalité derrière des renseignements volontairement et forcément incomplets, et cependant de faire entrer en ligne de compte, je ne dis pas seulement les capricieuses exigences de la censure, mais les vraies nécessités de la situation.

Précisément parce que le *Correspondant* possède un excellent chroniqueur politique, doublé d'un intérimaire de premier ordre, je ne saurais éprouver l'ombre d'un embarras à saluer en M. Francis Charmes un maître du genre. Formé à la triple école du journalisme, de la diplomatie et du parlement, personnellement lié avec beaucoup de coryphées de la scène politique, tant en France qu'au dehors, lecteur assidu des périodiques étrangers, M. Charmes excelle à condenser et à juger les faits saillants de la quinzaine écoulée en quelques pages qui offrent l'attrait de l'à-propos sans les défauts trop fréquents de l'improvisation.

Il s'était pourtant refusé jusqu'ici à recueillir en volumes des articles dont la collection aurait fourni une précieuse ressource aux annalistes de ces vingt dernières années. Pour le faire revenir sur cette résolution, il a fallu la terrible guerre qui, dominant toutes nos pensées et nos préoccupations, a imposé par là même une rigoureuse unité à ses chroniques bi-mensuelles de la *Revue des Deux-Mondes*.

[1] *L'Allemagne contre l'Europe; la Guerre (1914-1915)*, par Francis Charmes, de l'Académie française : XI-399 pages in 12 (Perrin). — *L'Ame française et la guerre; l'Union sacrée*, par Maurice Barrès, de l'Académie française, président de la Ligue des Patriotes : II-393 pages in-12 (Emile-Paul). — *Paris pendant la guerre, impressions*, par Fernand Laudet : I-266 pages in-12 (Perrin). — *La Guerre et les neutres*, par René Moulin; préface de M. Stéphen Pichon, sénateur, ancien ministre des affaires étrangères : IX-375 pages in-16 (Plon). — *Vers la Victoire*, par Paul Flat; préface de M. Louis Barthou : XXII-163 pages in-8° écu (Félix Alcan). — *Loin du front (1914-1915); notre patriotisme, ce qu'il doit être*, par le comte de Chabrol; avant-propos par Georges Goyau : 113 pages in-12 écu (Lethielleux).

Celles qu'il publie aujourd'hui comprennent une période de neuf mois, depuis l'ouverture des hostilités jusqu'à l'intervention de l'Italie.

C'est là un document que les futurs historiens n'auront garde de négliger, quand ils voudront étudier l'état d'esprit de notre élite intellectuelle pendant le conflit de 1914-1915. C'est surtout, et dès à présent, une instructive et réconfortante lecture pour nous autres contemporains. Sans doute, il n'est donné à personne de prédire le détail d'aussi formidables événements : M. Charmes a pu se méprendre sur les conséquences immédiates de tel incident, nourrir des illusions sur la date de l'entrée en lice de tel pays neutre; l'ensemble de ses prévisions n'en a pas moins été justifié par les faits, et notre confiance dans l'heureuse issue du choc se confirme à voir analyser avec tant de pénétration les bévues de l'adversaire, stigmatiser ses excès, déduire étape par étape les motifs qui nous doivent assurer la victoire. Sur les abominations allemandes en Belgique et dans le nord de la France, sur les inconvénients d'une paix qui ne nous restituerait pas la pleine sécurité, sur les sophismes ou les affirmations creuses dont se payent les 93 « intellectuels », le chroniqueur a écrit des pages éloquentes, animées, vengeresses, qu'il sera bon de lire et de relire pour maintenir notre constance au niveau du courage de nos défenseurs.

D'habitude, M. Charmes ne manque pas d'esquisser au passage les physionomies marquantes qui disparaissent de la scène. Pressé par la gravité des circonstances, il a dû cette fois n'accorder qu'une brève mention à des personnages dont le portrait l'eût sûrement tenté, comme Jean Jaurès ou le roi Carol Ier de Roumanie. Il n'a fait exception, et encore en écourtant leur nécrologie, que pour deux grands morts, Pie X et Albert de Mun, rendant respectueusement justice aux qualités morales et à l'œuvre spirituelle du pontife, parlant de l'orateur chrétien et de l'écrivain patriote avec l'émotion et la sympathie qu'a unanimement provoquées une telle mort, au terme d'une telle vie.

*
* *

Ce n'est point seulement deux fois par mois, mais tous les jours ou à peu près que M. Maurice Barrès a depuis la déclaration de guerre assumé la tâche écrasante de haranguer l'immense auditoire que représente la clientèle d'abonnés et de lecteurs de l'*Echo de Paris*. Après avoir partagé d'abord ce travail avec Albert de Mun, qui n'a point tardé à mourir à la peine, M. Barrès est demeuré seul sur la brèche, seul du moins à parler *quotidiennement* de la guerre, sans jamais se donner le tort ni le ridicule de discuter les opérations militaires. Enumérer les motifs de confiance; enregistrer les élans de patriotisme surgis dans les milieux les plus divers; discrètement indiquer les améliorations qui semblent s'imposer dans le service de santé ou dans telle autre administration de l'intérieur; mettre en lumière la tranquille et sereine vaillance dont font preuve non seulement les combattants, mais les populations voisines de la ligne de feu; voilà le travail de Sisyphe que M. Barrès reprend chaque matin avec une

allégresse nouvelle, faite tout ensemble d'ardent patriotisme et de foi raisonnée dans le succès final. Le maître styliste, qui burinait à loisir ses images et ses périodes, est devenu sans effort apparent un improvisateur, dont la prose conserve son cachet de « fini », mais dont aussi les réflexions, les descriptions se ressentent de l'émotion vibrante encore. Il se défend sans doute de tout emballement irréfléchi : « J'ai horreur », dit-il quelque part, « d'un esprit qui se grise avec des mots et qui souffle dans un article comme dans une trompette ». Mais le sang-froid de ce patriote est aux antipodes de l'impassibilité, et sa plume a des frémissements d'épée.

Aussi convient-il de le louer, après avoir composé des articles si bienfaisants, si « remontants », de les recueillir en volume, tels quels, sans souci des erreurs d'appréciation ou de perspective inévitables quand on écrit au jour le jour et sur des renseignements si imparfaits. C'est à l'impression d'ensemble qu'il convient de s'attacher ici, et elle se dégage lumineuse, stimulante d'énergies, du premier tome, consacré au premier trimestre de la guerre.

Si l'inspiration de ces articles est une, si tous respirent et prêchent l'amour ardent de la patrie, les sujets en sont infiniment variés. C'est la séance parlementaire du 4 août 1914, où le peintre satirique de *Leurs Figures* applique ses admirables qualités d'observation à exalter cette fois le patriotique accord de tous les partis. C'est la joie calme, mais rayonnante, des officiers de carrière, touchant enfin au but vers lequel a tendu l'effort de leur existence entière [1]. C'est l'intrépidité de Paris aux journées sombres du début de septembre, « cette puissance mystique d'un peuple sûr de sa durée et qui a vu Attila reculer devant sainte Geneviève, les envahisseurs devant sainte Jeanne d'Arc, le duc de Brunswick devant la sainte Liberté ». C'est une tournée émouvante à travers la Champagne libérée, la Lorraine protégée et l'Alsace reconquise, où se manifestent sans emphase, par des mots et des gestes à la fois très simples et très significatifs, les meilleures qualités de nos provinces de l'Est, sang-froid, vaillance, résolution, le tout relevé, dans les circonstances les plus tragiques, d'une pointe de causticité.

Puisque aussi bien M. Maurice Barrès n'a cessé de poursuivre sans défaillance son œuvre quotidienne, c'est donc au moins trois autres volumes qui sont prêts, sans compter celui ou ceux qui s'écriront d'ici à la conclusion de la paix. L'auteur du *Roman de l'Energie nationale* pouvait seul nous en donner l'histoire, racontée avec cette intensité de vie, cette communicative énergie, cette puissance de talent.

*
* *

Comme M. Francis Charmes, M. Fernand Laudet est un ancien diplomate, et un diplomate qui sait à l'occasion s'inspirer des meil-

[1] L'un d'eux, qui me touchait de bien près, et qui n'a point tardé à tomber, disait en partant, presque dans les termes mêmes employés par M. Barrès : « Voilà trente-trois ans que je travaille pour ce jour-là ! »

leures traditions de la « carrière » pour dissiper des malentendus, déjouer des calculs trop machiavéliques, restituer leur véritable portée à des entretiens engagés sans précaution ou reproduits sans précision. Il s'est souvenu de son métier d'antan en analysant le Livre jaune, en déduisant les *Responsabilités de la guerre*, en raisonnant les impatiences de certains catholiques : « Le pape est l'évêque de tous, il ne faut pas l'oublier, et c'est pour cela qu'il peut parler moins librement que les évêques d'une nation déterminée. Ce n'est pas un paradoxe de dire qu'à chaque échelon que l'on gravit dans la hiérarchie sociale, on perd une liberté relative, parce qu'on a une plus grande somme de devoirs à concilier. »

M. Laudet est aussi, pour le plus grand agrément de ses interlocuteurs et de ses lecteurs, un moraliste aimable, à qui peu de travers échappent, et qui les reprend avec un sourire. Plus sûrement peut-être qu'une indignation tonitruante, son ironie fait justice de cette parodie baroque de la Croix-Rouge, destinée à nous apitoyer sur les chevaux blessés, à l'heure où tant de créatures humaines manquent des soins nécessaires. Quel charmant tableau de genre que le début d'une étude sur les dépôts d'éclopés : « En temps normal, quand on nous parle d'un éclopé, notre pensée entrevoit un être boiteux, s'appuyant sur une béquille, et en ayant même peut-être pris l'habitude après son rétablissement. Nous le voyons dans le jardin d'un hôpital, au parvis d'une église, sous l'abri d'une porte cochère ou aussi, le long de la route départementale, une besace sur le dos, se traînant de ferme en ferme, et poursuivant souvent pendant de longues années une carrière sans doute peu fortunée, mais suffisamment rémunératrice. »

Mais nous ne sommes point « en temps normal », et M. Laudet le sait mieux que personne. Il lui aurait fallu se faire une très regrettable violence pour bannir totalement la malice et l'humour de ses chroniques sur *Paris pendant la Guerre* : la note dominante n'en est pas moins le patriotisme grave, ce qui ne veut pas dire maussade, et l'émotion attendrie. Il a noté sans doute cette obscurité quasi déserte de l'automne dernier, qui, passé neuf heures du soir, donnait à notre capitale l'aspect d' « un grand chef-lieu de canton » : mais il a décrit surtout les adieux des premiers jours de la mobilisation, la calme résolution des partants, la ferme attitude des épouses et des mères, ne donnant libre cours à leurs larmes qu'après l'étreinte suprême; il a dit la simple grandeur des cérémonies religieuses, l'expression de confiance avec laquelle, à l'heure la plus critique, la foule massée devant le parvis de Notre-Dame saluait la procession des reliques; il a exalté l'indomptable foi nationale des réfugiés belges, s'entassant dans la petite église de la rue de Charonne pour chanter le *Te Deum* à l'occasion de la Saint-Albert. Il a pour son propre compte improvisé une fervente invocation à la patronne de Paris, célébré dans l'intrépide cardinal Mercier le digne héritier de la grande, de l'immortelle lignée épiscopale, usé enfin de l'aimable et gracieux symbole d'un conte de Noël pour rappeler les contrastes (je n'ai pas dit les contradictions) que représente l'existence du prêtre-soldat, contrastes que celui-ci

concilie par la docile acceptation du devoir de patriotisme et de charité fraternelle, poussé au besoin jusqu'à l'héroïsme. Observations, réflexions, méditations, le tout constitue une attrayante et profitable lecture, où revit le passé d'hier, où le lecteur peut puiser des motifs de courage pour aujourd'hui et de sécurité pour demain.

* * *

L'un des plus assidus collaborateurs de M. Laudet à la *Revue hebdomadaire*, M. René Moulin, s'est appliqué à la tâche particulièrement utile de tenir le public français au courant de l'état de l'opinion dans les pays demeurés neutres. Ses articles hebdomadaires de janvier à mai, réunis en volume [1], forment un recueil qui fait honneur à l'étendue de ses informations comme à sa sagacité, et dont l'intérêt n'est point seulement rétrospectif. En notre qualité de déterminés sédentaires et de médiocres polyglottes, nous autres Français ne possédons en général sur les nations étrangères que des préjugés en guise de connaissances ; parmi ces préjugés, l'un des mieux ancrés et des plus rebelles à l'expérience, c'est qu'à l'exception de nos ennemis déclarés, le monde entier professe à notre endroit une sympathie à peine mitigée de quelques réserves; c'est aussi que tous autour de nous sont idéalistes comme nous-mêmes, subordonnant leurs capitales décisions à un principe ou à un sentiment.

Ce pronostic s'est trouvé vérifié pour l'Italie, avec laquelle nous avons tant de traits communs et qu'une infernale intrigue avait tenté de séparer de nous. Mais dans nombre d'autres pays, les précédents historiques, les affinités ethniques, les croyances religieuses, les intérêts commerciaux ont créé une ambiance soit absolument et délibérément neutre, soit même défiante à l'égard de nous et de nos alliés, malgré l'aversion croissante provoquée par les forfaits de nos adversaires ; ailleurs encore, les deux tendances contraires se partagent les esprits, et le choc s'en manifeste soit dans les journaux, soit dans les réunions publiques. Voilà ce que M. René Moulin a pris soin de nous rappeler ou plutôt de nous apprendre : tâche austère autant qu'indispensable; tâche à laquelle l'avaient excellemment préparé ses voyages, ses multiples relations au dehors dans le monde politique et dans la presse.

Dans cette enquête périodique et ambulante, M. Moulin a fait preuve d'autres qualités encore. En dépit des prédictions de certains statisticiens trop imaginatifs, il s'est gardé de croire à l'épuisement prématuré de l'ennemi, comme il a abandonné aux humoristes les faciles facéties sur le pain K et les pelures de pommes de terre. Avec son sang-froid, il a pris soin de conserver sa dignité, notre dignité, et sans faire fi d'aucun concours supplémentaire, il n'a jamais donné à sa polémique ce ton d'adjuration indignée ou suppliante qui va directement contre le but. Ce sont, en particulier, leurs propres aspirations nationales, c'est la logique de leur histoire et de leur situation géographique, qu'il invoque exclusivement pour engager les Etats balkaniques encore hési-

[1] Il n'y manque guère qu'une table analytique ou alphabétique, qui rendrait les recherches plus commodes.

tants à se rapprocher de la Quadruple Entente, et c'est pour ces motifs que son espoir demeure ferme, de saluer bientôt de nouvelles accessions à la coalition formée contre les puissances de proie.

*
* *

M. Paul Flat, le très distingué directeur de la *Revue Bleue*, a consacré plusieurs monographies et une conférence à étudier ce qu'on me permettra d'appeler les causes et les effets psychologiques de la guerre actuelle, c'est-à-dire par rapport à la mentalité, à l'intellectualité française ou allemande : de là un recueil des plus intéressants, des plus propres à provoquer les salutaires réflexions, présenté au public dans quelques pages où M. Louis Barthou a fait preuve d'autant de largeur d'esprit que de pénétration et de familière éloquence.

M. Flat s'est principalement appliqué (et l'on entrevoit par là l'heureuse opportunité de sa campagne) à préciser le devoir présent et futur des hommes cultivés, des savants, des penseurs, des écrivains, je dirais avec lui des « intellectuels », si ce mot n'était pas deux fois compromis par l'abus qu'en ont fait certains Français en 1898 et les 93 Allemands de 1914. Il les a mis en garde contre les défauts d'hier, soit le dédain de l'action, le dilettantisme, le penchant excessif au pardon ou à l'oubli des griefs nationaux. Excellent à lire aujourd'hui, son livre sera précieux à mettre demain entre les mains de nos étudiants, et même de nos professeurs, pour les empêcher de retomber dans les erreurs de jugement et de conduite qui ont suivi la guerre de 1870.

Tout en se défendant de faire métier de prophète, M. Flat a essayé de discerner ce que sera sur la littérature le contrecoup du gigantesque cataclysme. Quoique ces pages soient parmi les plus attrayantes du volume, je dois avouer qu'elles ne m'ont point tout à fait convaincu. Nous devons espérer sans doute que la guerre nous libérera de certaines platitudes et de certaines ignominies, mais était-ce là de la littérature? Quant aux préférences littéraires, les précédents historiques nous enseignent qu'elles sont indépendantes des grandes commotions : pendant et après la Révolution, la France a continué à s'engouer de ce pseudo-classicisme qui était en vogue à la fin de l'ancien régime; c'est une autre génération qui a fait le succès du romantisme. J'incline à penser que de même nous continuerons à manifester nos goûts d'antan, épurés sans doute par le contact d'une si glorieuse et pathétique tragédie; ce n'est point demain, mais après-demain, que les jeunes générations, parvenues à la maturité, orienteront la littérature française vers d'autres destinées, encore impossibles à présager aujourd'hui.

*
* *

Si les livres dont il vient d'être parlé ont tous pour résultat indirect de fortifier la constance des non-combattants, celui de M. le comte de Chabrol se propose expressément le même objet. Les lecteurs du *Correspondant* connaissent (et se plaignent de goûter trop rarement) les

rares qualités d'écrivain de M. de Chabrol. Ce descendant d'excellents et éminents serviteurs de la France s'était fait, jeune encore, une place remarquée à l'Assemblée Nationale de 1871, où pourtant les talents étaient légion. Loin de tenir rigueur à ses compatriotes du sot ostracisme qui en 1876 brisa une carrière politique pleine de promesses, il s'est partagé dès lors entre l'éducation de ses enfants [1] et les œuvres d'assistance chrétienne et sociale, pratiquées dans le coin de province qu'il a assidûment habité, évangélisé... et chanté [2], c'est-à-dire dans la partie de l'Auvergne qui confine au Bourbonnais. C'est là que la guerre est venue le surprendre, là qu'il s'est employé à soulager les misères et à soutenir le moral de ceux qui l'entouraient. Vers le milieu de l'hiver, l'idée lui vint d'envoyer à un journal de Clermont-Ferrand quelques-unes des réflexions que lui suggéraient les événements; ce *Sursum corda* eut tant de succès, suscita tant de réponses individuelles, plusieurs émanées de simples cultivateurs, que M. de Chabrol se sentit encouragé à récidiver, et onze articles se succédèrent. M. Georges Goyau, qui entre ses innombrables mérites possède celui de ne rien laisser échapper, lut les numéros de l'*Avenir du Puy-de-Dôme* et estima très judicieusement que ces entretiens de patriotique et religieuse philosophie pouvaient être profitables à d'autres encore qu'aux Auvergnats : de là le petit volume que devraient méditer tous les « immobilisés », pour y puiser des leçons de force et d'abnégation.

M. de Chabrol, en vrai sage, ne ferme les yeux ni sur les défauts de sa génération, ni sur ceux de son parti. Il convient de la meilleure grâce du monde que la mobilisation de 1870 fait piteuse figure auprès de celle de 1914, et que certains obstacles à l'union sacrée viennent du côté des « conservateurs pointus ». Mais cette scrupuleuse impartialité ne lui donne que mieux le droit de prêcher le respect de la tradition française dans les manifestations variées de sa grandeur, la pratique des vertus évangéliques. Il montre que ceux-là mêmes qui sont demeurés au foyer ont de tenaces et insidieux ennemis à combattre, l'égoïsme, l'avarice, la pusillanimité; il indique quel appui nos inquiétudes nationales peuvent trouver dans la méditation des mystères du christianisme, dans l'usage de la prière, et spécialement de la prière liturgique. Sur l'union qui devra survivre à la victoire, sur le voile d'irréparable tristesse qui pour tant de familles demeurera la rançon du triomphe national, il parle en homme d'expérience, qui a beaucoup pâti de nos divisions intestines et souffert davantage de ses deuils domestiques. Dans une page où la sérénité s'allie remarquable-

[1] L'un d'eux, vicaire d'une paroisse de Clermont-Ferrand, a été comme aumônier militaire cité à l'ordre de l'armée. Son père m'écrivait à ce sujet : « Il faut tout abandonner à Dieu, sans lui demander s'il veut des martyrs ou des apôtres. Si mon fils est appelé à ce dernier rôle, sa conduite à la guerre lui donnera certainement des forces plus grandes pour le bien. »

[2] Je fais allusion ici à un exquis et pénétrant recueil de vers, imprimé (mais non mis dans le commerce), sous le titre de *Aux bords de la Morge*.

ment à la mélancolie, après avoir évoqué ce que sera demain le retour glorieux des vainqueurs, dans le fracas des acclamations et des chants, il ajoute :

« Quand le dernier bataillon sera passé, quand se taira le dernier clairon, regardez encore, mais regardez par la pensée : vous verrez que le défilé n'est pas fini. Ceux qui passeront alors marcheront sans bruit, sans marquer leurs pas sur le sol, sans fanfare qui les annonce. Leurs longues cohortes, qui se succéderont sans relâche, ne s'en iront pas vers les casernes, car ce sont les morts, et c'est dans le cœur des pères et des mères, des veuves et des enfants qu'ils viendront prendre leurs quartiers pour ce long hiver qu'est un fidèle et inconsolable souvenir. »

On pourrait citer encore cette sorte de diptyque où la saine et féconde fatigue des femmes de France, qui se dévouent pour suppléer à l'absence de tant de travailleurs absents, s'oppose à la maussade et stérile lassitude des oisifs, de certains vieillards, qui gémissent d'être dérangés dans leur apathie ou troublés dans leurs habitudes. Mais en voilà assez sans doute pour suggérer à tous le désir de lire, de faire lire un opuscule où le patriotisme chrétien s'inspire de si nobles considérations et prodigue de si sages conseils.

de Lanzac de Laborie.

P. S. — Les épreuves de cet article me parviennent au moment même où j'achève de lire les *Récits du Temps de la Guerre* de M. René Bazin [1] : le temps me fait donc défaut pour en parler avec le développement qu'exigerait un si beau, un si bon livre, signé d'un tel nom, mais mieux vaut encore le signaler le plus tôt possible à nos lecteurs, et ne point retarder le plaisir mêlé d'émotion que ne peut manquer de leur apporter cette lecture.

Les morceaux dont se compose le volume sont uniformes d'inspiration, très variés de genre. On y trouve des impressions personnelles, je dirais presque des fragments d'autobiographie, comme le récit d'un récent voyage à Rome, avec l'aspect de la ville à la veille de l'ouverture des hostilités contre l'Autriche, le portrait de Benoît XV, des détails sur le culte populaire dont la mémoire de Pie X commence à être l'objet. Voici encore des réflexions et des conseils à l'adresse de la portion non combattante de la population, conseils empreints de la sereine, austère et pour tout dire chrétienne philosophie dont procède l'œuvre entière de M. Bazin. Ecoutez-le par exemple prêcher cette économie, cette réduction des dépenses, à laquelle tant d'égoïsmes demeurent encore réfractaires ou ne se soumettent qu'en rechignant : « On s'aperçoit que l'on peut vivre autrement qu'on ne vivait avant la guerre, et qu'il n'est pas triste d'être un peu gêné, mais profitable à la santé, allégeant pour l'âme, ennoblissant, et qu'on y trouve une joie, lorsque la gêne est consentie pour le service d'autrui. »

Des combattants, M. René Bazin a rapporté des traits d'héroïsme,

[1] 296 pages in-18 (Calmann-Lévy).

d'abnégation, de délicatesse parfois invraisemblables, et toujours pourtant véridiques soit dans le fond, soit dans la forme même, car un de ses plus beaux chapitres, intitulé *les Preux*, n'est guère qu'un « centon » de propos de soldats, relevés dans des lettres ou redits par ceux-là auxquels ils s'adressaient. Il me souvient qu'il y a trois ou quatre ans, à un dîner où j'avais l'honneur et le très vif agrément d'avoir M. Bazin pour voisin de table, à l'occasion des réunions de « Jeunesses Catholiques » qu'il venait de présider dans plusieurs départements, il prophétisait un prochain, un imminent regain d'esprit chevaleresque dans les nouvelles générations d'adolescents. Tout en m'associant de grand cœur à ses vœux, je me demandais à part moi s'il ne fallait pas faire la part de l'imagination du romancier, de l'optimisme de l'apôtre, et si l'on pouvait vraiment attendre beaucoup de dévouement à l'idéal de la part de jeunes gens grandis dans une ambiance si terre à terre. Avec quelle joie je constate aujourd'hui la faillite de mon scepticisme et la « résurgence », parmi nos conscrits, de l'élan d'enthousiaste générosité des croisés ou des volontaires de 1791!

Mais où M. René Bazin est inimitable, c'est quand il met en scène les cultivateurs de nos campagnes françaises : l'auteur de tant d'admirables romans ruraux, des *Contes de Bonne Perrette*, des *Mémoires d'une vieille fille*, n'a pas manqué de relater, en quelques récits caractéristiques, le contre-coup de la guerre à travers nos provinces : composées sans doute avec infiniment d'art, ces scènes ne relèvent pourtant point du domaine de la pure fantaisie, car bien réelles sont les vertus qui s'y reflètent, les meilleures et les plus traditionnelles de notre race. Ce sont, dans un village lorrain pillé de la veille, les survivants acharnés au travail des semailles. C'est, dans cet Anjou qui est le pays d'habitation et de prédilection de l'auteur, une jeune veuve qui fait violence à sa douleur pour réfléchir aux moyens de cultiver la métairie jusqu'au jour où son bambin de sept ans pourra succéder à celui qui vient de tomber. C'en est une autre, dans la Vendée de la *Terre qui meurt*, à qui son malheur est révélé par l'empressement même de ses voisins à lui venir en aide. C'est encore (car il faudrait tout énumérer), dans le Nivernais du *Blé qui lève*, une fermière avisée qui use du plus malin, du plus touchant détour pour obtenir la présence de son mari pendant une semaine... Le cadre est décrit avec une si poétique justesse de touche, le langage des personnages est si naturel, même dans l'expression de sentiments sublimes, que le lecteur passe sans heurt comme sans surprise de ces nouvelles rustiques aux pages où l'auteur fixe ses souvenirs de voyage, moralise sur la guerre, cite et commente des lettres datées du front. Le tout forme un livre charmant et pathétique, qui se lit aujourd'hui avec une étreignante émotion, qui demeurera plus tard comme un témoignage, augmentant l'admiration de nos petits-fils pour le talent de l'auteur, forçant leur estime pour la France de 1914 et 1915.

DE L. DE L.

CHRONIQUE POLITIQUE

Au lendemain du jour même où je commence ces réflexions, dans l'éloignement auquel je suis contraint, il se passera sans doute, au Palais-Bourbon, une séance importante dont je connaîtrai trop tard les résultats. Les séances des 12 et 13 août, qui furent plus agitées que ne le comportent les événements, pourraient donner, *a priori*, à redouter une nouvelle marée de mécontentements plus ou moins bruyants. Mais plusieurs nuits ont passé sur ce coup de vent; elles auront, je l'espère, porté conseil. Ce qui s'est produit il y a une semaine est venu comme un exemple du danger qu'il peut y avoir à discuter trop vivement et trop publiquement certaines questions, surtout, — et il est bien difficile qu'il en soit autrement, — quand elles se résument en questions de personnes. C'est ce que je m'étais permis de dire, la dernière fois. Ces récriminations devraient être l'affaire des Commissions plus que des séances publiques, pour l'excellente et suffisante raison que, en public, l'attaque est toujours plus libre et sait être plus audacieuse que la défense. Il est très facile, par exemple, de prôner telle personnalité, militaire ou autre; car, fort heureusement, il n'est guère personne qui n'ait ses qualités et n'en ait point fait, en tel ou tel cas, un vaillant usage. Il est infiniment plus difficile d'expliquer à tous... et aux « autres » pourquoi elle subit ce qu'on croit une défaveur, ou qu'on estime une injustice; car ce serait révéler telle ou telle chose qu'il importe à la défense nationale de garder secrète. Ces discussions publiques, ainsi conduites, ne sont plus du « contrôle » juste, utile et efficace; c'est une immixtion abusive dans la conduite d'affaires spéciales pour lesquelles le Parlement, en bloc, manque de connaissances suffisantes, et une ingérence dans le choix du commandement, qui rappellerait de trop près les pires jours de nos conflits.

Cela dit, qui devait l'être, il ne faudrait pas cependant exagérer la portée de semblables éruptions. J'ai bien dit : éruptions. Car tout cela est de nature volcanique et, au fond, soumis à des lois analogues. La victoire seule, une victoire au pas de course, aurait pu l'éviter. Or notre victoire, celle à laquelle tout le monde se donne avec le plus ferme espoir, après un bond en avant marque le pas. Et dans cette halte plus apparente que réelle, on cause, on parle, on bavarde et même on jacasse. C'était fatal, inévitable,

et c'est déjà un triomphe qu'on ait tant tardé à céder à ce penchant national. Encore une fois, il n'y a là de quoi porter personne en terre, pas même Marlborough. Songez encore, s'il vous plaît, que nous sommes dans cette campagne de langues et de plumes, arrivés bons derniers. Il ne s'est produit chez nous rien qui puisse être comparé au déchaînement de critiques, et pis encore, où ont été roulés certains ministres russes ou anglais, — et notamment les deux ministres de la guerre. Il faut se redire cela et ne pas nous faire pires que nous sommes. Et de ce que, en République et en service obligatoire, on aime bien avoir plutôt deux sécurités qu'une sur le bon emploi des ressources nationales, — sang et or, — il n'y a vraiment pas de quoi se couvrir la tête de cendres et gémir comme Jérémie en personne!

Ce qui se passe, je le répète, est l'effet d'un bâillonnement prolongé et... un peu strict. Un résultat rapide dans la marche des événements de tout ordre aurait seul pu maintenir en place le bâillon. La stagnation a suggéré la tentation de s'en débarrasser au moins en partie; et pour avoir passé trop longtemps sans pouvoir parler, à la fin on a crié. Tout cela est dans l'ordre des choses humaines; et si cette petite crise a surpris quelqu'un, c'est que, vraiment, il manque de la psychologie la plus élémentaire. Souhaitons au moins que l'expérience lui en donne!

Je ne sais donc pas ce qui se passera à Paris demain. Et j'en suis peut-être plus libre pour dire, très simplement, qu'il ne faudrait pas s'affoler même devant une « crise ». Les changements survenus en Angleterre dans le Cabinet et notamment dans les chefs de l'amirauté; en Russie, dans les ministères et notamment dans celui de la guerre, n'ont amené aucune catastrophe; rien ne permet de croire que nous ne nous tiendrions pas aussi bien que nos alliés. Le monde est à l'affût de nos intempérances réciproques pour en tirer des conséquences défavorables : c'est une élémentaire précaution de ne pas fournir matière à ces erreurs de jugement. Quiconque a vécu, même peu de temps, à l'étranger pourrait témoigner du mal que, des années durant, nous nous sommes fait par cette manie de dénigrement mutuel. Ce n'est pas le moment de recommencer.

Est-ce à dire qu'une crise ou un remaniement soit souhaitable? Loin de là! L'avis que je pourrais formuler à ce sujet manquerait, d'ailleurs, de motifs assurés. Ne faisant partie d'aucune commission, j'ignore les pièces du procès, si procès il y a, et ne puis estimer, sans les connaître, s'il y a querelle de tendances ou mécontentement fondé. Il faut, en l'espèce, que chacun prenne les responsabilités qu'il se croit sûr de pouvoir porter. Nous ne pourrons, nous, le grand public, décerner avec justice les blâmes

ou les couronnes qu'un peu plus tard, quand nous aurons en main les documents qui nous manquent aujourd'hui. Mais ceux qui ont entendu, par métier, par devoir, les récriminations et les ripostes, les blâmes et les justifications, ceux-là doivent juger parce qu'ils le peuvent et qu'ils savent dans quelle mesure leur verdict risque de compromettre la cause suprême ou permet d'en assurer mieux le triomphe. Nous les jugerons plus tard avec ceux qu'ils auront jugés. Il importe d'abord que les uns et les autres, sans se laisser piper par les mots, ni dominer par le respect humain, donnent à leur conscience et à leur volonté la seule règle qui vaille aujourd'hui : le salut du pays avant tout et, bien entendu, la victoire autant qu'il leur sera possible. Cela peut se faire, sinon sans quelque émotion, du moins sans esclandre et sans scandale. Nous verrons bien.

C'est non seulement en ces questions parlementaires qu'il serait bon, comme dit le populaire, de « se faire un raisonnement », mais sur toutes les questions, même sur celles qui touchent de plus près à l'angoisse universelle. Je ne cesserai de répéter, si on veut bien me le permettre, que rien n'est plus imprudent pour un gouvernement que de ne pas laisser se former, autour ou au dessous de lui, une « opinion » sur laquelle il puisse, le jour venu, s'appuyer, ou dont il puisse jouer dans les tractations internationales, même en affectant de ne pas la suivre, ce qui peut lui permettre de majorer ses apparentes condescendances. A vrai dire, on n'a guère l'air de se douter du parti que l'on peut ainsi tirer de cette « opinion ». Et pourtant il suffit d'ouvrir les yeux pour constater avec quelle habileté *tout le monde* en joue autour de nous, adversaires ou amis! Tandis qu'ici, sous prétexte de discrétion dans l'entente ou l'alliance, il est tour à tour interdit de parler de ceci, de demander cela, de rêver cette acquisition ou de proposer tel arrangement, constatons avec quelle décision tout le monde ailleurs demande... tout! Nous n'avons pas l'intention de railler, *a priori*, la fringale de personne. Mais nous souhaiterions seulement de n'être pas mis, par principe, au pain sec!

Le *Temps* s'est habilement procuré un document très important qu'il a publié le 12 août et qui vaut d'être médité. C'est la mise en demandes précises de toutes les théories d'agrandissement prônées dès avant la guerre dans les volumes allemands analysés ici même il y a dix mois. Donc, le 20 mai dernier, les six grandes associations industrielles et agricoles d'Allemagne ont exprimé leurs vœux au Chancelier de l'Empire. Tout est prévu dans ces pages, et les motifs exposés avec une sereine tranquillité. Nous ne pouvons reproduire le texte du document entier; mais il nous paraît important d'encadrer ici ce qui y est dit de la France :

Quant à la *France*, toujours en raison de notre situation vis-à-vis des Anglais, *il est pour nous d'un intérêt vital*, en vue de notre avenir sur mer, que nous possédions la région côtière voisine de la Belgique à peu près jusqu'à la Somme, ce qui nous donnera un débouché sur l'Océan Atlantique. L' « hinterland », qu'il faut acquérir en même temps, doit avoir une étendue telle qu'économiquement et stratégiquement les ports où aboutissent les canaux puissent prendre leur pleine importance. Toute autre conquête territoriale en France, en dehors de l'annexion nécessaire des bassins miniers de Briey, ne doit être faite qu'en vertu de considérations de stratégie militaire. A ce sujet, après les expériences de cette guerre, il est très naturel que nous n'exposions pas nos frontières à de nouvelles invasions ennemies en laissant à l'adversaire les forteresses qui nous menacent, surtout Verdun et Belfort, et les contreforts occidentaux des Vosges situés entre ces deux forteresses. Par la conquête de la ligne de la Meuse et de la côte française avec les embouchures des canaux, on acquerrait, outre les régions de minerais de fer déjà indiquées de Briey, les territoires charbonniers des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ces augmentations territoriales, — la chose va de soi après l'expérience faite en Alsace-Lorraine, — supposent que la population des territoires annexés ne sera pas en mesure d'obtenir une influence politique sur les destinées de l'empire allemand, et que tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes : la France indemnisera les propriétaires et les recueillera.

En Angleterre, d'autre part, on abat quelques cartes, et de valeur! Dans la *National Review*, MM. Maxse et Clarke, qui représentent sans conteste les unionistes impérialistes, ont déjà montré leur jeu et donné corps aux bruits qui circulaient depuis plusieurs semaines. L'Angleterre, à la grande liquidation, recevrait toute la côte allemande de la Baltique et de la mer du Nord, avec Kiel, Brême, Lubeck, Hambourg... Ce qui reviendrait, au bref, à faire de la Grande-Bretagne, non seulement la première puissance navale et commerciale de l'Europe, mais logiquement la seule digne de compter. Quant aux colonies allemandes, dont nous retracions la conquête dans notre dernière livraison, le *Daily Chronicle* du 3 août n'y va pas par quatre chemins et, dans un article intitulé : « Accroissement en un an de l'Empire britannique », il est expliqué que, bien entendu, toutes les colonies allemandes occupées par les Anglais seuls appartiendront à l'Empire britannique et que, pour celles conquises conjointement par des troupes anglo-françaises, des négociations ultérieures régleront leur partage. Et voilà un avis non déguisé qui regarde le Cameroun et le Togo...

On sait déjà les projets de l'Italie, du moins en partie; car, en ce qui concerne notamment la côte dalmate et les îles, les comptes ne sont pas encore clos.

Pour les Balkans, la situation est la même qu'il y a deux ans et

chacun est resté jusqu'ici sur ses positions. Mais un règlement se prépare qui finira, espérons-le, par accorder tout le monde.

Quant à la Russie, on n'ignore pas qu'elle s'adjuge Constantinople et les détroits. Certains affirment, et des paroles officieuses paraissent leur donner raison, que les détroits seront internationalisés; d'autres prétendent le contraire et s'arment de paroles officielles. Qu'en sera-t-il? Sans doute ce que la Russie voudra. Car il faut rendre cette justice à notre première alliée qu'elle sait merveilleusement vouloir. Ce qu'elle veut bien, elle finit toujours par l'obtenir et l'on se perd quelquefois dans sa volonté, comme on s'égare dans son vaste territoire!

Et la France? J'entends bien la réponse de tel ministre allié qui répondait très sérieusement à cette question, il y a six mois : « L'Alsace-Lorraine vous revient de droit. » Mais nous aurions encore quelques ambitions, qu'il faudra bien se décider à dire diplomatiquement, et même, quelque jour, publiquement, — les blancs ne suffisant pas à former une « opinion » logique.

Tout cela du reste ne peut être encore définitivement arrangé, et il s'agit ici de la nécessité de favoriser la constitution d'une opinion éclairée, ferme et forte, — *comme partout ailleurs*. Pour le surplus, on verra à la paix. La paix! Encore une question dont il semble vraiment qu'on ne puisse parler, chez nous, qu'en se signant! Il est singulier de trouver tant et tant de scrupules, de difficultés et même de scandale à parler sans faconde — honnêtement — des choses qui tiennent le plus à l'essence même de notre vie! Il est si simple de traiter les questions de principe les plus ardues : il y faut avant tout de la sincérité et de la loyauté. Est-ce donc si difficile, ou serait-ce de mauvais exemple?...

Pourquoi, dans un autre ordre d'idées, ne pas considérer sous son vrai jour la question polonaise que vient de rendre encore plus aiguë la retraite russe? En premier lieu, pouvons-nous espérer que les Polonais recouvreront en tout état de cause une véritable indépendance? Dieu le veuille! Mais tenons-nous-en d'abord à l'examen de l'établissement de ce qu'on est convenu d'appeler une autonomie, sous la suzeraineté d'une Couronne. Les derniers événements ont eu le double résultat de faire, si l'on peut dire, entériner par la Douma et par le gouvernement russe la proclamation, restée si longtemps solitaire, du grand-duc Nicolas et, de l'autre côté, de donner l'essor aux projets allemands de royaume polonais vassalisé. Quelle que soit l'issue de la lutte dont elle est le champ clos, la Pologne, à la fin des hostilités, est assurée de trouver un sort meilleur qu'avant la guerre. Souhaitons seulement que cette amélioration théorique ne tombe pas sur une table rase, autrement dit sur un pays ravagé et ruiné!

En face de cette reconstitution de principe, quelle attitude paraît devoir être celle des trois tronçons que l'avenir doit resouder? La Pologne « russe » n'a aucune envie de passer sous la suprématie allemande. D'autre part, en Posnanie, l' « orientation russe » domine encore, même chez la noblesse terrienne, bien qu'elle dût perdre personnellement beaucoup au changement de régime au point de vue matériel : la concurrence agricole russe, qui lui serait fatalement préjudiciable, ne serait plus, en effet, combattue en sa faveur par des tarifs prohibitifs.

Quant à la Galicie, les excès des troupes et de l'Administration pendant la récente occupation russe ont sensiblement refroidi les sympathies des Polonais et surtout des Ruthènes. Il est d'autant plus inutile de celer ce que tout le monde sait et dit, que le tsar vient, il y a peu de temps, de sanctionner, si l'on peut ainsi parler, les regrets qu'il en éprouve, en destituant le procureur général du Saint-Synode, Samler, qu'il a rendu ainsi responsable de cet excès de zèle orthodoxe. Toutefois, et malgré tout, l' « orientation russe » s'y fortifierait par raison et pour des motifs qu'on peut résumer brièvement ainsi. Les Galiciens, d'abord, comme *tous* les autres Polonais, tendent à la réunion, à l'union des trois tronçons de leur pays. Même pour eux, c'est presque un dogme. En principe, ils préféreraient de beaucoup la suzeraineté autrichienne, parce que, contrairement à ses voisins, l'Autriche, qui détruit les « Etats », laisse vivre les « nationalités » plus vivaces qu'elle. Mais les Galiciens eux-mêmes n'ont plus de foi certaine dans l'avenir de l'Autriche. Il leur reste donc à opter, — il s'agit, bien entendu, de préférences motivées et non de choix à faire, puisqu'il n'est pas encore question de choix dans cette guerre de « libération », — entre la suzeraineté de l'Allemagne et celle de la Russie. A vrai dire, leur confiance de fond est plutôt limitée, vis-à-vis de l'une autant que de l'autre; mais laquelle de ces deux suzerainetés serait pour eux, comme pour les autres, la plus propice? En fin de compte, c'est la russe. L'Autriche, en effet, qui, seule, aurait respecté la « nationalité », étant mise hors de cause, nous venons de voir pourquoi, la Galicie (comme toute la Pologne) se rend parfaitement compte qu'elle n'aurait à opter qu'entre deux sortes de « dénationalisations » : la dénationalisation par la Russie, qui serait, suivant l'habitude, forcée, parfois même peut-être violente; et la dénationalisation par l'Allemagne, qui serait latente, insensible et progressive, par voie d'infiltration. Contre cette dernière, aucune barrière ne résisterait; contre la dénationalisation russe, l'autonomie servirait de frein et d'obstacle. C'est ainsi que le raisonnement conduirait la Galicie à préférer la Russie à l'Allemagne, — si la Russie savait prendre, à

temps, quelques précautions contre les excès de zèle de ses représentants orthodoxes.

Reste, il est vrai, une autre solution : c'est non seulement l'autonomie, mais l'indépendance, la reconstitution pure et simple du Royaume de Pologne. Alors la question change de nature. Ce n'est plus d'un aménagement russe, ou allemand, ou polonais qu'elle dépend ; c'est d'un aménagement européen. Et je n'ai pas besoin de dire où vont nos vœux, et quelle profonde et suprême joie ce serait pour les Français, catholiques ou non, après le sang versé par les Polonais pour la gloire de notre pays, que le sang français versé dans notre lutte contre l'Allemagne servît à restaurer la liberté de la Pologne !

Mais d'abord, il faut vaincre. Nous n'insisterons pas sur la prise de Varsovie. Malgré les avis de l'*Invalide russe*, dont la portée était évidente, on a pu constater que, notamment en Angleterre, on ne croyait pas jusqu'au dernier moment à la chute de la place. La veille même de l'événement, le colonel Maude écrivait, dans le *Standard*, que les Allemands n'y entreraient point. Dans le *Daily Express*, des militaires donnaient la même note. Et j'ai idée qu'ils avaient le droit de se croire bien informés. Décidément le mystère enveloppe toutes choses ! Contre le premier mouvement impossible à réprimer, on a fait remarquer que les places fortes sont faites pour les armées et non les armées pour les places fortes, et que si l'une des deux doit être sacrifiée, c'est évidemment la place forte. C'est juste ; comme il est juste de constater que Varsovie a été plus évacuée que prise, — ce qui est d'importance ! — et que l'armée russe n'est pas encore coupée, comme depuis quatre mois ne cesse de le tenter l'armée allemande. Et ce qui, au point de vue militaire, résulte de ce spectacle, c'est que le mouvement des Austro-Allemands est une entreprise d'une envergure formidable et a été conduit avec une audace remarquable ; mais c'est aussi que l'armée russe s'est montrée d'une souplesse peu commune et d'une cohésion supérieure. On annonce maintenant que la Russie, qui vient d'appeler ses recrues 1916, va mettre en ligne les hommes par millions (13), et qu'elle fait des réserves de munitions pour la douche finale qu'elle s'apprête à donner en jet foudroyant, — c'est la nouvelle métaphore. D'ici là, Riga serait prise, dit-on là-bas, qu'il ne faudrait pas s'en émouvoir plus que pour Varsovie. Certes. Le tout est de se faire un tempérament de Russe, et il y faut le temps...

En attendant, et depuis la remise aux Gouvernements d'Orient de la Note de la Quadruple Entente, la parole est au tzar des Bulgares. Cet habile homme aura touché les extrêmes de la chance ! Avoir reçu, il y a deux ans, le coup du Traité de Bucarest et se

trouver aujourd'hui, de fait, l'arbitre de l'Europe, n'est pas d'une destinée banale. L'arbitre, en effet; car, si la Bulgarie ne marche pas, personne ne bouge dans les Balkans; si elle va vers les Alliés, c'est la soudure du cercle européen contre les Empires centraux; et si elle choisissait le parti de nos ennemis, ce serait le ravitaillement assuré de la Turquie, la résiliation des projets sur Constantinople, l'écrasement de la Serbie, etc. Il n'y a là que la stricte analyse d'une situation qui est, pour la Bulgarie, si merveilleusement unique qu'elle ne la laissera certainement pas échapper sans être sûrement nantie de ce qu'elle exige. On a pu trouver, — et je ne me suis pas privé de le dire, — ses aspirations un peu trop ambitieuses. Le temps a travaillé pour elle, partout. Elle en profite. « Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre! »...

Mais les *faits* étant devenus tels, et nul au monde ne pouvant les modifier, plus tôt les Alliés — *tous* les Alliés — en auraient pris leur parti, plus vite cesserait le cauchemar. La Serbie répugnait, dit-on, à sacrifier sa part de Macédoine. Tout le monde comprend la cruauté de ce sacrifice. Mais il s'agit de son existence, d'abord, et elle ne peut pas ne pas comprendre que, prise entre l'Autriche et la Bulgarie, elle est sacrifiée, tant que la Russie ne peut la soutenir. Or la Russie s'est éloignée de ses frontières. Donc, elle a tout intérêt à consentir à un sacrifice qui facilitera la victoire et lui assurera les compensations qu'elle souhaite. C'est l'évidence même. Ce qui ne l'est pas moins, c'est que la Russie peut lui donner à ce sujet, sinon un exemple sur lequel nous n'insisterons pas, au moins un conseil éloquent.

Il ne s'agit pas de savoir s'il est fâcheux, ou non, après douze mois de guerre, d'aller en chercher la fin dans les Balkans. La seule question qui vaille, c'est de savoir si, cette fin, on l'y trouvera. On l'affirme, et c'est vraisemblable. Après tout, pourquoi pas? C'est bien de là qu'est venu le commencement : nous ne devons ni ne pouvons l'oublier.

INTÉRIM.

19 août 1915.

P.-S. — La séance du 21 août, à la Chambre, a été marquée par un discours de M. Millerand, tout à fait dans la manière habituelle du Ministre de la Guerre. Malgré quelque impatience dans une partie de l'auditoire, des déclarations importantes furent faites. La discussion ayant été renvoyée au jeudi suivant, nous ne retiendrons que ces mots prononcés à la tribune : « Nous n'allons pas apporter ici, dans un débat public, tout le dossier de la défense nationale. » — I.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

L'Alliance balkanique, par Iv.-K. Guéchoff. 1 vol. in-12. (Hachette.)

La personnalité de l'auteur ajoute aux mérites intrinsèques de ce livre un intérêt particulier et dont il n'est pas besoin de souligner l'actualité. C'est tout un historique, d'ailleurs nettement écrit, de la conclusion de l'alliance, de la façon dont elle fut comprise pendant la guerre turco-balkanique et enfin de son « effondrement ». L'auteur, qui veut être impartial, se place naturellement au point de vue bulgare, sans toutefois dissimuler certaines fautes de son pays. Il est aussi très intéressant et très actuel de se rendre compte des revendications bulgares telles que les expose l'auteur.

Les forces de la France d'hier et de demain, par Léon Polier. 1 vol. in-12. (Libr. du Recueil Sirey.)

Ces six conférences, prononcées avec un vif succès à l'Institut français de Madrid, ont certainement servi la cause française en Espagne. L'auteur, qui est un économiste et un juriste, est aussi un penseur et, s'il a parlé avec compétence et clarté de la question financière et de notre développement économique, il a su parler très bien également de la langue et du génie français.

Souvenirs d'une institutrice française à la cour de Berlin, trad. par T. de Wyzewa, 1 in-12. (Perrin.)

Ces souvenirs, publiés d'abord dans le *Temps*, sont fort curieux; l'auteur a eu l'occasion d'approcher des personnages sur lesquels nous aimons à être renseignés : le Kaiser, le Kronprinz, le comte Zeppelin et les généraux von Kluck, Hindenburg, Bernhardi, etc Elle sait observer, elle a de la verve et du trait et fait de piquantes silhouettes. Il est à peine besoin d'ajouter que la traduction est excellente.

La France et la guerre, par James Mark Baldwin. 1 broch. in 8° Bibl. France-Amérique. (Alcan.)

On lira avec plaisir ce témoignage d'un Américain et d'un Américain éminent, ami de la France et connaissant bien l'Allemagne; dépourvu de parti-pris, il étudie la situation en savant et en philosophe; au surplus, certaines opinions favorables à l'Allemagne se sont modifiées chez lui au contact des faits; ce document en prend, pour la question de l'origine et des responsabilités de la guerre, une valeur plus grande

Le Supplice de Louvain, par Raoul Narsy. — 206 pages in 8°, avec 16 gravures hors texte. (Bloud.)

Publié sous les auspices du *Comité catholique de propagande française à l'étranger*, le livre de M. Raoul Narsy groupe les renseignements essentiels sur la dévastation et la destruction de la grande ville universitaire. Une seconde édition fera sans doute état du témoignage si émouvant dans sa précision produit dans notre livraison du 10 août dernier.

La vie de guerre contée par les soldats, par Charles Foley. 1 vol. in-12 (Berger-Levrault.)

Ce sont des lettres de combattants publiées d'abord dans l'*Echo de Paris* par notre distingué confrère. Fort émouvantes en elles mêmes, montrant ce savoureux mélange d'héroïsme tranquille, de bonne humeur et d'esprit qui est déjà traditionnel dans notre armée, elles sont ici habilement classées et mises en valeur d'une façon qui en augmente l'intérêt et leur donne toute leur signification.

Etapes et batailles d'un hussard (août-décembre 1914), par René de Planhol. 1 broch. in-12. (Attinger.)

Elégante plaquette, écrite avec beaucoup de verve, vivante et pittoresque. Ce jeune cavalier a beaucoup couru et, sous sa conduite, on assiste à quelques épisodes des plus importants événements de la guerre, depuis Charleroi jusqu'à la « bataille d'Ypres », tout cela à vive allure et sans presque s'arrêter; signalons, en particulier, un récit alerte et « enlevé » de la bataille de la Marne.

La résurrection de la Pologne. Souvenirs inédits, par Henri Lasserre. 1 broch. in 12. (Lethielleux.)

Ces pages, sur Alexandre I[er] et le prince Czartoryski, furent écrites, en 1863, par l'historien de Lourdes, alors chargé d'une mission du prince auprès du Vatican. Les circonstances présentes ajoutent à leur intérêt la note de l'actualité.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VII[e].

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

UN EXAMEN DE CONSCIENCE

LA FRANCE

ET LA PENSÉE PACIFISTE

On a dit que, le 2 août 1914, la France a été surprise en plein rêve pacifiste. Ce sera pour demain un problème psychologique attachant que de démêler comment s'est fait le réveil dans les consciences réfléchies, comment l'œil s'est peu à peu habitué à la lumière du réel. Quelques publications pacifistes nous éclaireront à ce sujet; mais pour être vraiment informés, il nous faudra les journaux intimes, les confessions, les romans qui pulluleront sans doute après la tourmente, tous les documents qui nous permettront de suivre au jour le jour les mouvements déterminés dans les pensées par la secousse des événements.

Le public, qui d'ailleurs s'est toujours fait une idée fausse du pacifisme, a cru à une conversion soudaine le jour de la mobilisation. On s'est moqué de la déconvenue des pacifistes dont l'illusion semblait à jamais brisée. C'était oublier qu'un système d'idées, comme toute autre réalité, tend naturellement à persévérer dans l'être; qu'en vertu d'une loi psychologique — qui n'est qu'un cas particulier d'un principe beaucoup plus général — dans un événement quelconque il cherche et le plus souvent, au moins au premier abord, il trouve un aliment qui le sustente, une confirmation de ses aspirations profondes. Il y a eu si peu conversion subite chez les pacifistes que, là où il y a conversion, elle s'est faite ou se fait progressivement par des voies et selon des courbes qui varient, et que, d'ailleurs, il y aura des pacifistes après la guerre comme avant et pendant la guerre. Au début même, bien loin de

désorganiser leurs rangs, la guerre a paru être pour les pacifistes le plus puissant des stimulants, et l'on peut dire qu'elle a déterminé un véritable enthousiasme pacifiste.

*
* *

Le pacifisme comptait deux armées principales. L'une, de beaucoup la plus nombreuse, était constituée par les internationalistes qui pensaient réaliser la paix universelle en abattant les barrières entre les nations. Une autre, dont la doctrine est définie par la petite revue de *la Paix par le droit*, s'efforçait de parvenir au même but en maintenant les nationalités, en les fortifiant même et en créant entre elles un système de relations juridiques qui les garantirait contre tout attentat de la force.

Mais il va sans dire que chez nous le mouvement pacifiste débordait infiniment les cercles où l'on adhérait à l'un ou à l'autre de ces groupements. Beaucoup d'entre nous, trop sensés pour éliminer la guerre par raisonnement, trop conséquents pour ne pas admettre en principe que, puisque la guerre restait possible, la défense nationale ne devait pas être négligée, avaient tant d'horreur pour la guerre que, en dépit de leurs sages idées, d'emblée ils la sentaient impossible, en vidaient peu à peu inconsciemment leur cerveau et, en pratique, pensaient et agissaient de plus en plus comme si la paix eût été définitivement assurée. Leur imagination et leur sensibilité étaient tout imprégnées de pacifisme. Ils s'étaient fait de l'ennemi national une image d'après les prédicateurs de fraternité universelle. Ils connaissaient l'Allemand tel qu'on le rencontre en voyage, lourd et poli, très obligeant, un peu taciturne, bon enfant qui semble parfaitement inoffensif et qui, quand il vient des provinces du sud, dit même volontiers un peu de mal du Prussien. Ils croyaient à une autonomie prochaine de l'Alsace-Lorraine, qui balaierait les derniers nuages à l'horizon, et se félicitaient que, publiquement, des hommes d'Allemagne et de France aient pu traiter ensemble du sort futur des provinces perdues. Les réunions récentes de parlementaires des deux pays avaient excité leur enthousiasme. Et ainsi ils en venaient à une persuasion irrésistible que la paix européenne était sur le point de se fonder sur des bases juridiques solides, que nous touchions au terme où le droit international devait éliminer toute possibilité de violences entre les peuples. C'était une foi qui se bâtissait sur les raisons du cœur; et la propagande active des deux groupements, qui se recrutaient parmi ces pacifistes de tendance, la répandait avec une grande rapidité.

Personne, je crois bien, n'avait prévu la magnifique unanimité avec laquelle tous ces pacifistes de toutes variétés répondirent à l'appel aux armes. Aucune défection n'a été connue du public.

Nous savons par M. Jouhaux de quel poids a été, sur la conduite des chefs internationalistes français, l'attitude à Bruxelles, le 25 juillet, des représentants des syndicats allemands. Mais il n'est pas téméraire de penser que d'autres raisons encore les ont déterminés à donner leur appui au gouvernement, comme elles ont déterminé les masses à les suivre. C'était un singulier spectacle pour ceux d'entre nous qui avaient assisté à Paris, dans des Universités populaires, à des réunions où l'on discutait du patriotisme. Pour les ouvriers, qui n'en faisaient point mystère, le patriotisme n'était qu'un mot, une invention des bourgeois destinée à justifier l'existence de l'armée avec laquelle on tenait en esclavage les salariés. « A nous qui ne possédons rien, disaient-ils, que voulez-vous que cela nous fasse d'être exploités sous un gouvernement allemand ou un gouvernement français? » Et tous ces hommes ont embrassé leurs femmes et leurs enfants sur le trottoir de la gare de l'Est, et, sans se retourner, ils sont partis pour la frontière en chantant la *Marseillaise*. Ils ont éprouvé, eux aussi, qu'il y a des moments où, en dépit de toutes les théories qu'on peut professer, on ne vit que pour la Patrie. C'est que, sans le savoir, ils étaient patriotes, eux aussi, d'un patriotisme différent de celui des bourgeois, mais d'un patriotisme parfois violent. Il y a bien sept ou huit ans que le regretté philosophe Frédéric Rauh déclarait qu'Hervé était un nationaliste exaspéré, et que les internationalistes avaient leur patriotisme à eux, fait d'amour jaloux pour l'esprit révolutionnaire de la France. Et à l'appui de cette affirmation, M. Bouglé citait ce passage extrait d'un tract syndicaliste du citoyen Griffuelhes : « L'originalité du syndicalisme français est frappante dans l'internationale ouvrière. Il a devancé par une marche si rapide la plupart des mouvements syndicaux des autres pays que ceux-ci ne peuvent ni le suivre ni le comprendre; d'où fatalement l'antagonisme qui fait éclater plus encore l'opposition entre la classe ouvrière organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens. » Ce n'est pas pour la délicatesse de sa culture, inaccessible au plus grand nombre, qu'ils aimaient la France, mais pour ses audaces à marcher à la tête de la civilisation et à jeter aux quatre coins de l'univers les nouveautés sociales. Et ils sentaient que l'avenir de leur idéal social était lié à l'existence de la France, qu'exposer la France à la domination allemande c'était

compromettre le rêve de la paix universelle aussi bien que tous leurs espoirs de réformes. Je ne nie pas du tout que bien vite la guerre ait repétri leurs âmes et que, très vite, bien avant de le savoir, ils se soient battus pour la France tout simplement, pour toute la France, sans distinctions subtiles; mais dans le clair jour de la conscience, ils se disaient qu'ils se sacrifiaient à leurs idées.

Les mêmes raisons devaient inspirer la même ardeur aux pacifistes nationalistes, avec cette autre en plus que l'Allemagne menaçait, avec l'existence des nationalités, le principe même sur lequel reposait pour eux la possibilité de réaliser leur idéal. La conquête, c'est l'oppression du vaincu, l'instauration par conséquent d'un état instable qui, tôt ou tard, engendrera la guerre. Empêcher l'Allemagne d'ajouter une conquête nouvelle à toutes celles par lesquelles elle trouble déjà la tranquillité de l'Europe, c'était faire acte de pacifisme.

Ainsi, à le bien comprendre, leur doctrine était pour les pacifistes une raison de plus de partir avec courage. Les termes de « guerre pour la paix » ou encore de « guerre à la guerre » qu'on pouvait lire sur des placards affichés par des sociétés pacifistes expriment à merveille les sentiments de la plupart des Français d'alors. Dans les lettres de bien des pères qui partaient pour le front on en trouve la simple et poignante expression, et l'on y constate que ce qui soutenait nombre d'entre eux c'était l'espoir de délivrer leurs enfants du cauchemar de la guerre, pour ceux qui pensaient avec plus d'audace la confiance qu'ils avaient de faire franchir à la civilisation humaine un pas décisif.

Chacun se rappelle comment les événements du début fouettèrent les imaginations et enfiévrèrent cette exaltation d'idéalisme. L'héroïsme de la Belgique, qui entreprenait de se porter au travers du torrent, jetait un souffle d'épopée dans l'aventure. La déclaration de guerre de l'Angleterre, qui encerclait l'Allemagne, l'entrée à Mulhouse, bientôt les récits tendancieux des journaux sur la démoralisation prétendue de l'armée allemande après Liège, tout cela, avec la conviction logique, nécessaire dans une âme pacifiste, qu'une guerre au vingtième siècle ne pouvait se prolonger au delà de quelques semaines, donnait l'assurance intime d'une prompte victoire. Surtout, la violation de la neutralité belge et les récits des atrocités allemandes emplissaient les âmes de cette grisante persuasion que nous étions les soldats du droit, de la liberté, de la civilisation, que le monde entier, et jusqu'à la vieille Allemagne dont nous étions les défenseurs, avait les yeux sur nous. La proclamation du grand-duc Nicolas à la Pologne, le 16 août, libéra d'un dernier scrupule ceux que taquinait encore l'idée d'associer

l'autocratique Russie à leur œuvre de libération des peuples. Ils se souvinrent que le même empereur qui voulait faire triompher en Pologne le principe des nationalités avait pris l'initiative des congrès de la Haye. C'était la France de 1792 qui renaissait, ivre d'idéal, insouciante des préparations militaires, convaincue au fond que, comme en 1792, il suffisait d'être prêt à mourir pour faire triompher le droit et la liberté. Et dans cet héritage de grandes idées issues de la Révolution auxquelles ils avaient conscience de se sacrifier, au premier plan les pacifistes plaçaient le rêve de l'abbé de Saint-Pierre, la promesse d'une paix définitive, de la paix définitive.

De fait, durant l'interminable attente de la seconde moitié d'août, l'espoir de la paix est peut-être le stimulant auquel les journaux de toutes nuances font le plus volontiers appel pour nourrir le courage des militaires et des civils. Le directeur de *la Paix par le droit*, M. Ruyssen, professeur de philosophie à l'université de Bordeaux, a relevé avec satisfaction dans un de ses premiers numéros quelques-uns de ces extraits empruntés à des feuilles qu'il avait jusqu'alors regardées comme particulièrement hostiles à sa doctrine, et il note, non sans justesse, une poussée de pacifisme déterminée par la guerre. Sans doute, la guerre étant terrible aux populations, c'est toujours par la promesse des bienfaits de la paix qu'on a entraîné les peuples à la guerre. Don Quichotte disait déjà : « On ne fait la guerre que pour la paix. » Mais, pour comprendre la pensée pacifiste, il est intéressant de noter que M. Ruyssen et ses amis ont vu, dans ces appels à la paix, autre chose qu'un encouragement. Ils ont en tout cas un caractère tout autre que ceux qui se multipliaient dans le même temps au-delà du Rhin. L'espoir de paix dont on surexcitait les masses en Allemagne, c'était l'espoir de la *Pax germana*, qui s'accompagnait du chant du *Deutschland über alles :* une paix par la conquête et la domination, par suite une source de gloire et de conflits. Les Français rêvaient comme conditions imposées après la victoire celles-là seules que dicterait l'intérêt de la paix, et ces conditions leur paraissaient être le maximum de liberté pour chaque peuple, par conséquent le triomphe du principe des nationalités. On restait convaincu d'ailleurs dans les milieux pacifistes que le peuple allemand, dont on n'avait jamais cessé de dire depuis des années qu'il était profondément attaché à la paix et qu'il nourrissait envers les Français les sentiments les plus bienveillants, n'avait pas voulu cette guerre monstrueuse. C'était la guerre du seul gouvernement impérial, qui trompait la nation pour l'obliger à marcher. Il avait répandu la légende d'agressions

sur toutes les frontières. Il avait fait placarder sur les murs de toutes les grandes villes que le Président de la République était assassiné, Paris en flammes, la France en révolution. Les social-démocrates avaient été terrorisés, leurs journaux supprimés, leurs locaux fermés, ainsi qu'un voyageur le rapportait à *l'Humanité*. Il est vrai qu'un fragment du discours de Haase au Reichstag publié dès le 12 août par le *Temps* aurait dû détruire cette légende, mais on restait persuadé pourtant qu'il suffisait d'abattre le despotisme militaire, qu'à cette tâche d'ailleurs le peuple allemand, vite dégrisé, ne tarderait sans doute pas à apporter lui-même son concours et que dès lors rien ne s'opposerait plus à ce que les deux peuples s'unissent dans un même rêve de fraternité.

*
* *

L'illusion sur ce point cependant ne pouvait guère être de longue durée. Vite, dans le sang et dans les larmes, dans l'ébranlement des communiqués affolants de la fin d'août, tous ceux d'entre nous qui l'ignoraient — et nous étions nombreux à nous tromper sur ses sentiments — allaient apprendre que le peuple entier d'Allemagne voulait la guerre et la conquête, que le peuple entier, confondu dans l'armée du Kaiser, participait aux sacs de Louvain et de Termonde et aux massacres de civils, que tout entier il avait pour les engagements de la Haye le même respect que son chancelier. Le 3 septembre, je voyageais sur une petite ligne de l'Ouest-Etat dans des wagons du Nord qui avaient fui devant l'invasion, et nous venions de longer d'interminables files de locomotives réfugiées elles aussi, qui s'alignaient sur plusieurs kilomètres; je fus frappé de l'accent avec lequel un employé du Nord, un syndiqué peut-être, disait à un de ses camarades du réseau hospitalier : « Ce n'est pas une guerre comme les autres, cette fois c'est une guerre d'extermination, rien ne reste où ils ont passé. » Avec stupeur les pacifistes virent se révéler à nouveau cette mentalité étrange qui accapare le Dieu de l'Evangile au profit d'une nation particulière et l'associe à ses crimes; ils apprirent des histoires fantastiques d'espions d'où il fallait bien conclure que l'*Avant-guerre* de M. Léon Daudet n'était pas un pur roman, que le peuple allemand à sa manière, aussi bien que son gouvernement, avait préparé la guerre, qu'il avait la guerre dans le sang, et qu'enfin le militarisme allemand n'était pas une survivance accidentelle, mais bien l'expression des aspirations de la nation.

S'il avait été possible d'échapper à la brutale évidence de ces

leçons, un peu plus tard le manifeste des intellectuels allemands, qui affirmait l'étroite solidarité de la pensée allemande et du militarisme, aurait dissipé tous les doutes. Ce monument qu'on dirait prévu par nos philosophes, tant il est conforme aux définitions de la mentalité allemande qu'ils nous donnaient précisément au moment où il a paru [1], semble avoir porté la stupéfaction et la douleur chez les pacifistes. Ceux-là qui avaient compris déjà que la grangrène militariste était générale en Allemagne supposaient encore que les plus hautes sphères intellectuelles à tout le moins y avaient échappé.

Il faut reconnaître que les pacifistes, du moins les pacifistes nationalistes à la manière de M. Ruyssen, ne se sont pas dérobés à l'évidence de ces faits. M. Charles Gide, M. Th. Ruyssen en particulier ont écrit d'admirables lettres où ils reprochent à des savants d'Allemagne d'avoir donné leur signature. Bien mieux, voici comment M. Ruyssen s'exprime sur la mentalité militariste de l'Allemagne en général :

> Comment nous cacher à nous-mêmes que le pacifisme allemand nous a cruellement déçus, que nous attendions de lui, comme du socialisme, plus d'indépendance critique, une allure plus entreprenante et, dans les circonstances récentes, plus de fidélité à ses propres principes? Nous attendions de lui une protestation d'abord contre l'ultimatum audacieusement provocant de l'Autriche, ensuite contre la violation du territoire des deux petits Etats neutres : cette protestation, nous l'attendons encore.

Et l'excuse qu'il y joint est plus accablante encore que la condamnation.

> Mais... ceux qui jugent avec une sévérité sans nuance l'attitude des pacifistes et des socialistes allemands ne nous paraissent pas faire un effort suffisant pour se placer un instant au point de vue de ceux qu'ils condamnent. Ils supposent, en somme, les Allemands convaincus des mêmes principes, instruits des mêmes faits, préoccupés des mêmes intérêts que nous autres, Français, et, comme les conclusions sont profondément différentes, ils crient au scandale, à l'inconséquence ou à l'hypocrisie. Ils s'indignent, par exemple, qu'il ne se soit pas trouvé un Allemand pour partager le point de vue français sur l'Alsace-Lorraine, mais ils oublient que ce point de vue français suppose, outre un point de vue historique et sentimental qu'on ne peut vraiment pas demander à un Allemand de

[1] Le manifeste a paru en France le 13 octobre; la lettre de M. Boutroux, parue dans la *Revue des Deux-Mondes*, est datée du 28 septembre et le discours de M. Bergson à l'Académie des Sciences Morales est de peu de jours postérieur.

préférer au sien, une théorie du droit des nationalités, toute une philosophie du droit, qui nous paraît, à nous, lumineuse parce qu'elle est incorporée à notre histoire même, mais qui, après tout, est une théorie, c'est-à-dire matière controversable, si controversable que les Allemands ne sont pas seuls à en contester l'évidence... A cet individualisme libéral s'oppose l'impérialisme monarchiste allemand, à base de philosophie hegelienne. L'esprit allemand en est imprégné jusque dans ses moelles. Il est naturel qu'on s'irrite de ces différences, mais qui veut comprendre doit admettre qu'il ne possède pas seul le privilège de l'absolue vérité... La *Friedenswarte* a publié depuis la guerre un carnet de notes de son rédacteur, dont certains passages m'avaient paru terriblement empreints de germanisme Or ces mêmes notes ont été dénoncées à la censure allemande comme antinationales et dangereuses par un violent et impérieux article de la *Gazette de Cologne* signé du nom d'un privat-docent de l'université de Heidelberg. La conclusion ne s'est pas fait attendre : la *Friedenswarte* a été supprimée par mesure administrative. La tâche de nos collègues allemands [les pacifistes] est singulièrement difficile. Tandis que nous nous impatientons de leur prudence, ils sont dénoncés dans leur pays comme une avant garde aventureuse. Nous avons le droit de ne pas approuver tous leurs gestes et leurs écrits, mais nous devons tenir compte des circonstances et du milieu dans lequel leur propagande n'est ni facile, ni même, on vient de le voir, sans péril.

Vous attendez, comme conclusion à de pareilles déclarations : Puisque l'état des esprits en Allemagne est tel, en France notre propagande pacifiste était dangereuse. Point du tout. M. Ruyssen continue à publier sa revue en pleine guerre afin qu'on ne puisse pas prendre son silence pour un aveu. Il reconnaît qu'il s'est trompé non seulement en ce qu'il accordait une confiance excessive aux libéraux et aux socialistes d'Allemagne, mais encore en ce que les relations économiques internationales lui semblaient rendre une guerre entre deux des grandes puissances européennes à peu près impossible. Toutefois ces erreurs-là lui paraissent sans importance. Contrairement à l'opinion commune, à son gré l'épreuve de la guerre a montré l'excellence de la doctrine pacifiste. Et voici comment : l'épreuve de la guerre n'a pas pu être supportée par ses deux groupes d'adversaires ; les socialistes internationalistes ont dû renoncer à leur internationalisme pour défendre la Patrie, et les bellicistes d'autre part, en présence de toutes les horreurs de la guerre, n'osent plus vanter ses bienfaits. Tout le monde s'est rallié au pacifisme, et jusqu'à M. Deschanel, M. Lavisse, le *Temps*, et beaucoup d'autres qui hier ne lui ménageaient pas les sarcasmes.

M. Belot, dans la même revue de *la Paix par le droit*, ne raisonne pas autrement. On dit que le pacifisme a été tué par la guerre. C'est le bellicisme, au contraire, dont elle a signé l'arrêt de mort.

L'homme qui a appris ce que la guerre devient de la part de ceux qui en ont professé le culte, qui a assisté aux boucheries de Belgique et de Pologne, auprès desquelles s'effacent les hécatombes napoléoniennes, l'homme qui a vu cyniquement violer les engagements les plus solennels, qui a reconnu quelle méthode d'anéantissement, quelle fureur voulue de dévastation sans but militaire, quel système d'espionnage, de mensonge, d'hypocrisie et d'inhumanité constitue la guerre pour le peuple qui en a fait sa principale industrie.. , l'homme qui a fait toutes ces expériences inouïes et décisives et qui refuserait encore d'être pacifiste, c'est celui là qui serait un inconscient ou un criminel.

Et donc, personne ne pouvant plus raisonnablement préconiser la guerre, chacun doit approuver la propagande pacifiste.

Comme si quiconque déteste la guerre et aime la paix, quiconque n'est ni belliciste ni internationaliste, était, *ipso facto*, un pacifiste! Sur ce terrain, il serait facile de s'entendre, en effet. Nous avions cru, jusqu'à présent, que le pacifisme impliquait autre chose : une adhésion de la raison à cette doctrine que la guerre peut être éliminée des relations humaines, et une croyance que ce but est assez à la portée de nos prises pour que la propagande contre la guerre puisse être entreprise sans danger. La question de l'opportunité de la propagande surtout nous paraissait capitale, et c'était bien elle, elle seule, qui créait un si considérable courant hostile au pacifisme dans des milieux où l'on n'était ni belliciste le moins du monde, ni internationaliste. Je crois bien qu'autrefois M. Ruyssen ne l'ignorait pas. A l'occasion d'une très intéressante discussion de la Société française de philosophie, le 30 décembre 1907, il disait désigner du mot de pacifisme à la fois la doctrine et la propagande dont l'objet commun est d'établir entre les nations, par le moyen du droit, une paix durable. Et à M. Borel, qui s'inquiétait des effets possibles d'une action immédiate, il répondait, rassurant : « Récemment, le congrès international de la paix a eu, en pleine Allemagne, un succès éclatant. Les Allemands, les Munichois s'en sont montrés très frappés, très impressionnés. »

L'art de vivre pour une doctrine consiste à éclairer selon les moments tel ou tel des éléments de sa définition, voire à laisser tomber à certaines heures ceux qui reçoivent des faits un démenti. Le sophisme proprement philosophique que constitue ce déplacement opportun du point central d'un concept est, cela va sans dire, absolument inconscient aux penseurs chez lesquels il s'opère et dont la parfaite probité intellectuelle est hors de tout soupçon. Il est pour les concepts philosophiques l'équivalent de ce qu'est en biologie la loi d'adaptation des organismes.

*
* *

Il faut dire pourtant que dans d'autres cerveaux les faits ont dégradé tout autrement les concepts ou les tendances pacifistes. Dans un de ses derniers numéros, avec sa loyauté habituelle, M. Ruyssen cite une lettre bien significative d'un de ses amis guéri du pacifisme. Le travail a pu se faire plus librement que chez les représentants officiels de la doctrine chez ceux que leur passé n'attache pas à elle, qui n'écrivent pas ou qui n'écrivent que pour eux-mêmes.

Dans un Journal intime, je constate que l'invasion, à la fois par les révélations qu'elle nous a apportées de la cruauté allemande et par l'ébranlement qu'elle a provoqué dans nos sensibilités, a bien dû être pour quelques-uns la pierre de touche. L'auteur, le 3 août, ne peut pas encore croire à la guerre tant elle est pour lui une impossibilité morale et, après l'ultimatum à la Belgique, il lui arrive de déclarer que, quand les masses qui se mobilisent vont être à la frontière, jamais on ne pourra se décider à les lancer les unes contre les autres. Le 16 août, il s'exalte à la lecture de la proclamation du grand-duc Nicolas aux Polonais, et il voit dans la guerre, à laquelle il faut bien croire maintenant, l'aurore de la paix universelle. Ce jour-là, il démontre à un de ses amis que le règne de la paix universelle est arrivé. Mais quand viennent la défaite, les premiers convois de blessés qui apportent jusqu'à lui un souffle de bataille, le foudroyant communiqué du 28 août « de la Somme aux Vosges », la nouvelle des ruines de Louvain (30 août), l'avance de la marée au delà de la Fère, les bruits terrifiants et contradictoires qui circulent provenant on ne sait d'où, sous la pression de tant de secousses il perd pied. Il faut bien croire enfin ce que les oreilles s'obstinaient à ne pas entendre : toutes ces cruautés, contre lesquelles depuis un mois il s'était remparé de scepticisme, sont autre chose que des surenchères de journalistes en quête d'émotions fortes; les hordes qui maintenant les exercent sur notre sol meurtri de leurs millions de bottes sont bien les fils des Huns; le crime de l'empereur est le crime de la nation tout entière. Le jour de Louvain, il écrit :

« ... Malheureusement nous ne pouvons pas rejeter la faute exclusivement sur le militaire. Le peuple qui a créé cette caste et qui la supporte est coupable tout entier avec elle. Il est responsable du fléau formidable qu'il préparait au monde. Dans l'affaire de Saverne, après une velléité de résistance, nous avons vu avec quelle aisance, avec quelle servilité il acceptait le fait accompli. Je pense au petit employé, au garçon de boutique, à l'universitaire qui reçoivent de leur sergent

l'ordre d'enduire d'essence les maisons, de jeter des bombes incendiaires à l'intérieur, de ranger les troupeaux de victimes, de faire feu sur elles. Je ne puis m'empêcher de supposer qu'ils obéissent avec angoisse, que ces horreurs leur arrachent parfois des larmes. Mais il n'y a pas de larmes qui absolvent. Par eux la nation tout entière est complice de la destruction de Louvain et de tant d'autres atrocités qui se font par leurs mains. Je ne suis certes pas de ceux qui pensent que si nos soldats étaient entrés en Allemagne ils s'y seraient conduits comme des saints, mais que chacun s'interroge et dise si ses frères, si ses fils obéiraient au chef qui commanderait de pareilles infamies, s'ils ne se feraient pas tuer plutôt.

« On se demande avec inquiétude ce que pourront être les relations de nous à eux après la guerre. Ces souvenirs-là sont de ceux qui se dressent à jamais entre les hommes. M. M... est, sans doute, retenu au fond de son école par sa maladie de cœur. Il ne participe pas directement à la guerre. Je l'aimais sincèrement lui et ses deux fillettes. Si nous nous rencontrons, le souvenir de Louvain emplira nos pensées, malgré nous il descendra sur nos lèvres, il surgira entre nous. M... aura quelque théorie pour excuser ses compatriotes. Jamais notre ancienne cordialité ne reviendra. Nous ne comprenions pas la mentalité des gens qui avaient vu 70. Comme elle s'éclaire aujourd'hui! La voilà dans nos cœurs, cette haine de l'Allemand qui nous paraissait si absurde. ».

Et alors, puisque l'Allemagne cachait cela dans ses flancs, quelle folie de nous être laissé détourner de la pensée de la guerre? Un autre jour, il entend un officier émettre avec force l'opinion qu'avec de l'artillerie lourde nous aurions pu empêcher l'invasion.

« ... C'était un artilleur qui paraissait très au fait de la question. Il rend responsable de l'invasion le Parlement qui a refusé les crédits. Pour que Jean C... en convienne, lui que son amour du 75 rendait si exclusif, il faut que cette opinion soit fondée. Au reste, je n'ai surpris chez mon interlocuteur aucune marque de passion ou de parti pris.

« Je recherche dans mon souvenir les discussions de la Chambre auxquelles il fait allusion, je ne les retrouve pas. Quand la séance était consacrée au budget de la guerre, je sautais. Quelque prétendu technicien se sera trouvé là pour assurer que l'artillerie lourde, si coûteuse, ne servait à rien, qu'elle était même un danger par l'entrave qu'elle apporte au mouvement des troupes. Il y a bien eu des généraux pour défendre la loi de deux ans. Nos désirs et nos paresses s'étoffent si aisément d'arguments décisifs! La foule des incompétents, ravie d'entendre une voix qui la soulageait, la conscience en repos, se sera abritée derrière la première autorité qui se présentait. La pensée qu'un vote parlementaire pouvait peut-être éviter cet abîme de souffrances, l'invasion, est écrasante.

« Et la vérité est que le Parlement n'est pas plus coupable que la nation tout entière. Pour presque tous, j'entend pour les braves gens soucieux du sort des malheureux, une dépense militaire consentie, c'était autant de soustrait aux œuvres sociales. C'était la corvée. On se serait fait scrupule de l'écarter sans examen, bien entendu, mais on cherchait de bonnes raisons pour la rejeter, on était tout prêt à les

trouver toutes excellentes. Sauf aux dernières élections peut-être, quand des candidats se présentaient à nous, nous épluchions avec le plus grand soin leur programme de politique intérieure et, pour le reste, quelques déclarations vagues nous suffisaient. La guerre ne venait pas, elle était de jour en jour plus problématique; fallait-il, pour un doute, renoncer à réaliser nos rêves de civilisation meilleure, à réparer des injustices dont notre sensibilité souffrait de jour en jour davantage? Nous ne nous représentions pas les Allemands en Champagne, le recul formidable que ce jour-là subirait la civilisation, la vanité de nos efforts, s'il suffisait de quelques semaines à une race de barbares pour piétiner toute notre moisson.

« Ce remords qui nous étreint, nous dont la volonté fléchissait seulement, que peut-il être pour ces socialistes, aujourd'hui si vaillants à la frontière, qui, hier encore, proclamaient leur antimilitarisme et refusaient de voter le budget de la guerre? Leur propre courage leur prouve que la bravoure ne suffit pas à arrêter l'élan de l'Allemagne, que la guerre moderne, produit d'un long effort scientifique, suppose une préparation lointaine et d'énormes sacrifices financiers, que leur grande expérience sociale elle-même ne peut se poursuivre s'ils ne l'abritent contre les fureurs de la tyrannie qui est à leur porte... Maintenant que tant de drames ont restauré le patriotisme dans leur cœur, ceux qui réfléchissent doivent comprendre que et la Patrie et leur idéal ont été sauvés de fait, je ne dis pas sans eux, mais malgré eux.

« ..... Jean C... me parle d'une absence complète de coordination entre nos diverses armes. Un artilleur que je masse a entendu le soir du 22 son colonel adresser de véhéments reproches à des colonels d'infanterie pour avoir, par leur précipitation, rendu les canons inutiles et fait décimer leurs régiments en pure perte. S'il est vrai, comme on le dit, que notre corps d'officiers, admirable de vaillance, n'a pas fait preuve d'une préparation technique aussi forte que celui de nos adversaires, je crois bien que là encore la nation et le Parlement devront se sentir solidairement responsables. Il y a longtemps que j'entends signaler, sans y prêter attention, cette insuffisance de notre armée et chacun sait que le recrutement des officiers se faisait de plus en plus difficilement, que le niveau des examens à l'entrée de Saint-Cyr baissait d'année en année. Pourquoi, sinon parce que nous avons trop tardé à faire les sacrifices nécessaires, à élever les soldes alors que les candidats se recrutaient de plus en plus dans la petite bourgeoisie sans fortune? Nous nous y sommes décidés si tard que l'armée de 1914 n'a pas profité de la réforme. Le mal eût été de peu d'importance, si nous avions entouré notre armée de cet ancien prestige qui aurait maintenu chez les nobles la tradition de servir. Mais l'opinion publique, qui croyait l'Allemagne assagie et qui hait le sang, s'est peu à peu désintéressée de ceux qui avaient la mission sacrée de défendre le patrimoine national.

« C'est que l'échelle des valeurs change immédiatement le jour où la guerre est déclarée. Dans l'hypothèse de la guerre, surtout de la guerre moderne si effroyablement destructrice, l'officier, même durant les intervalles de la paix, tient le premier rang dans la cité, toujours prêt au sacrifice, chargé des plus lourdes responsabilités, supérieur à tous en ce sens que tous attendent de lui l'existence. Dans l'hypothèse de la paix assurée, il joue le plus misérable des rôles, celui du parasite.

Nos imaginations, d'instinct, ne nous présentaient que la paix. Aussi l'officier, déconsidéré, bafoué par les écrivains à la mode, avait perdu toute foi en sa tâche et la réduisait au minimum. Il devenait un officier de parade. Tout à coup, nous avons senti que les responsabilités d'un simple colonel ont de quoi faire perdre la tête à ces intellectuels auxquels toute notre admiration était réservée, qu'avec un mathématicien génial ou un politicien consommé on n'improvise pas un officier. En entendant que le lieutenant L., du 36e, plusieurs fois blessé, pour couvrir un bataillon menacé a continué de diriger sa section de mitrailleuses jusqu'à ce qu'enfin un boulet lui eût brisé le crâne, en lisant qu'un capitaine du génie, chargé de faire sauter un pont pour couvrir une retraite, ayant été surpris dans sa besogne par quelques uhlans avant qu'il eût pu disposer le cordon, a écarté ses hommes et s'est fait sauter avec le pont et les uhlans qui survenaient, beaucoup d'entre nous ont eu à la lettre la révélation soudaine de la sublime mission de l'officier; pour la première fois, beaucoup d'entre nous, beaucoup d'entre eux aussi pour la première fois, ont réfléchi peut-être à tout ce qu'il faut de sang-froid, d'abnégation, d'héroïsme qui s'ignore, et en même temps de décision pondérée et savante, pour s'acquitter de leur tâche. »

Sourdement, l'examen de conscience est commencé. Il va être précipité par l'anxiété de la grande bataille dont les communiqués indiquent le front depuis Nanteuil jusqu'à Verdun, et dont l'enjeu est Paris. Le 10 septembre, alors que, sur une plage envahie de réfugiés parisiens, où les journaux arrivent avec retard, il n'a encore sur la marche du combat que des informations fragmentaires, qu'il n'ose pas encore croire au succès, il écrit :

« ... Aucune sympathie ne dissout le remords qui, à certaines heures, ravage mon cœur jusqu'au fond. Je sais bien que je ne suis pas plus coupable que la moyenne des Français : je n'ai tenu boutique ni d'antimilitarisme, ni de pacifisme. Pas un article n'est sorti de ma plume dont j'aie à rougir. Mais que peuvent ces comparaisons des autres à moi au moment où la France est dans un pareil danger et où tant de malheureux souffrent des tortures cruelles. Ma part de responsabilité m'accable. Je savais la guerre possible, je le disais parfois, mais je ne pensais qu'à la paix. Chaque fois qu'un peu de bruit se faisait autour d'un article trop chauvin paru dans la presse allemande, ou quand éclatait quelque affaire de Saverne, je voulais ne voir là qu'un accident, qu'une incartade de quelques têtes brûlées où se reflétait aussi peu l'opinion publique que dans les élucubrations de notre *Action française*. Je voulais croire au pacifisme de Guillaume II, malgré des preuves de son instinct de conquête, dont l'évidence m'aveugle aujourd'hui; j'y ai voulu croire même au lendemain d'Agadir. Dans des milieux populaires j'ai plusieurs fois parlé non seulement de fraternité des peuples en général, mais de l'esprit de paix dans lequel l'Allemagne était décidée à poursuivre son développement industriel. Quand un jeune homme, sur le point de s'orienter vers Saint-Cyr, me consultait, s'il était intelligent et actif je ne lui dissimulais pas qu'à mon avis il

trouverait mieux ailleurs l'emploi de ses qualités. Il y a moins de trois mois que j'ai conseillé Joseph en ce sens. Je ne pouvais donner aucune considération à des exercices militaires qui ne se faisaient jamais qu'à vide. J'estimais que, pour ce qu'il avait à faire et pour le capital de connaissances dont je me contentais pour lui, la solde d'un officier était toujours suffisante et, si le hasard de quelque puérile vocation m'avait conduit dans l'armée, j'aurais été de ceux qui faisaient peu de zèle. Est-ce affolement? Tous ces souvenirs me brûlent. Pour ma part, ma conversation contribuait à répandre cette quiétude générale où nous nous enlisions et dont les conséquences devaient être presque fatalement la paix quand même, l'indifférence aux choses militaires, le désarmement moral, si je puis dire, précurseur de l'autre désarmement. Nous avons créé le terreau sur lequel devait germer l'antimilitarisme.

« Il appartenait à l'élite intellectuelle de prévenir la masse contre les illusions où elle n'avait que trop de bonnes raisons à se laisser aller. Mais notre généreux idéal nous masquait les réalités dont la brutale lumière nous éblouit aujourd'hui. Quand, voici quelques mois, les universitaires couvrirent de signatures une pétition qui engageait le Parlement à examiner mûrement, avant de la voter, la loi de trois ans qui lui était soumise et qui insistait sur le préjudice qu'elle porterait à la science française, non moins qu'à notre industrie, mon ami Edouard L... hésitait à signer. Pourquoi pas? lui ai-je dit. Il ne s'agit pas même d'émettre un avis, mais simplement d'inviter le Parlement à réfléchir, ce qui n'est pas son habitude. Au fond c'était bel et bien pourtant exercer une pression sur le Parlement, au nom de cette autorité que leur haute culture intellectuelle confère aux universitaires. Le document donnait à entendre d'ailleurs que l'inquiétude était sans fondement, provoquée par l'agitation de la presse nationaliste. C'était toujours la méconnaissance des faits, de ces réalités que sont l'âme allemande, l'organisation politique allemande, et chez ceux-là mêmes qui font profession d'appuyer sur des faits chacune de leurs idées. En somme, ce mal-là était partout autour de nous. Et quant aux nationalistes qui se félicitent si bruyamment de leur clairvoyance, on ne dira jamais assez l'effroyable responsabilité qu'ils ont assumée, eux, devant l'histoire. Non seulement leurs extravagances, savamment exploitées par les pangermanistes, ont répandu en Allemagne cette conviction que la France voulait la revanche, mais elles ont créé chez les hommes sensés de notre pays une sorte de maladie endémique, une phobie du nationalisme, des haines de race, des rodomontades guerrières, de l'exaltation chauvine qui les a rejetés dans un excès opposé et qui a été néfaste au véritable sentiment national.

Même jour, 5 heures.

« Je viens de laisser sur la plage les enfants jouant à la guerre. Tous les enfants ici jouent à la guerre. Ils demandent aux blessés qui se promènent sur la digue en fumant les cigarettes qu'on leur distribue : « Est-ce comme cela qu'on se met pour tirer? » Les jeux oubliés depuis longtemps reparaissent. Toute notre existence jusqu'en ses fondements sera modifiée par la brusque secousse qui vient de nous surprendre. Dans le domaine intellectuel, j'ai le sentiment d'une révolution complète et je ne sais pas comment y prendre

pied. C'est tout le mobilier de nos esprits qui se transforme à la fois.

« Comment notre philosophie de demain ne serait-elle pas tout imprégnée de l'expérience absolument neuve dont nous subissons les terribles assauts? Comment nos idées de la douleur et de la mort ne seraient-elles pas pénétrées de cette atmosphère que nous respirons à pleins poumons, faite d'horreur, de cruauté, d'héroïsme et qui souffle de ce là-bas mobile et vivant où toutes nos pensées sont attachées? Le brusque réveil de sentiments religieux auquel nous assistons est bien significatif à ce point de vue. Tout l'effort de la science, toute l'œuvre de la civilisation allaient à adoucir la vie humaine, à la prolonger, à l'assurer contre les périls que la nature avait semés sur sa route. Et voici que tout à coup la vie individuelle perd toute valeur. Elle ne compte plus, et c'est le crime suprême de la surestimer, celle d'autrui comme la sienne propre. Aussitôt l'individu, chassé du royaume terrestre que la science lui a ménagé depuis quatre siècles, se rejette vers l'au-delà pour s'y créer des compensations.

« Les clairs motifs qui avaient écarté P. de la religion n'avaient rien perdu de leur force dans sa lucide raison lorsqu'il m'écrivait, trois ou quatre jours avant de mourir, dans les Vosges : « Les obus et les balles des mitrailleuses ont achevé la conversion qui se faisait en moi. » Et de même il est aussi absurde que jamais de vouloir mourir pour le bien d'une patrie dont on se retranche en mourant. Une crise comme celle-ci nous fait sentir toute l'étroitesse de notre raison. C'est l'instinct de la vie collective qui se réveille en nous, qui nous domine, qui fait que nous ne sommes plus que les cellules d'un être supérieur qui nous pousse où il veut, même à nous détruire. Nous ne sommes qu'une parcelle d'une réalité qui nous dépasse infiniment et qui nous impose ses fins sans se soucier ni de nous ni de nos raisonnements. La vie n'a qu'à faire sauter les digues où nous la contraignons, à couler à pleins bords et aussitôt s'installent dans la conscience, s'affirment comme des nécessités vitales l'élévation de la pensée vers Dieu, le sacrifice intégral à la collectivité, l'obéissance à un impératif immédiatement perçu et qui ne se contrôle pas. La vie est instinct. C'est par l'instinct que, obligeant l'individu à cette folie incessante de se sacrifier à l'espèce, elle se conserve et se développe à travers tous les échelons de l'évolution animale. La raison qui s'y surajoute prétend bien supplanter l'instinct, elle n'en éclaire qu'une minime partie. Et tout ce qu'elle nie en lui faute de le comprendre n'en est pas moins la vie que nous ne pouvons pas étouffer sans nous supprimer nous-mêmes. La tendance anti-intellectualiste qui se dessine en philosophie, celle d'un Bergson par exemple, va puiser dans la guerre un renouveau de force et peut-être va-t-elle prendre sur les esprits la direction qui appartient toujours à l'intellectualisme dogmatique de 1860.

« Dans l'ordre social surtout, il n'y a peut-être pas d'idée qui ne se présente sous un angle nouveau. La Chambre, une Chambre qui date de cinq mois, des temps très anciens où l'on disputait pour et contre la loi de trois ans, paraît n'avoir plus aucun rapport avec le pays qui l'a élue. Tout cela est si loin de nous, qui a précédé la mobilisation!

« Tout à l'heure les enfants venaient de conduire un de leurs prisonniers près d'une dame qui cousait assise sur le sable. Elle a levé les yeux vers eux et j'ai cru percevoir un sanglot. On dit qu'elle a quatre fils sous les drapeaux. Ma pensée s'est reportée vers ma pauvre

tante Germaine qui, sans doute, à l'heure actuelle, en a six au feu, car les deux aînés ont probablement à leur tour quitté le dépôt. En vain je tâche à me figurer sa vie durant ces heures sinistres qui tombent si lentement dans le passé. Chaque courrier qui m'arrive est une angoisse, que peut-il en être pour elle? Ah! comment les égoïstes qui, pour s'assurer une vie de bien-être, ont failli au devoir de solidarité sociale, limité leur famille à un ou deux enfants, qui ont dégarni la frontière des défenseurs qu'elle appelle aujourd'hui, comment ne sont-ils pas torturés de remords et de honte en pensant à cet abîme de douleur où par leur faute les nombreuses familles sont plongées, à ces pères et mères qui, pour la collectivité, ont accepté leur part de privations, et qui les défendent maintenant, eux et leur bien-être, en jetant les poitrines de leurs enfants au-devant des canons ennemis? Une vieille fille de Hambourg, rencontrée à Fribourg l'année dernière, me disait en montrant mes enfants rapprochés d'âge : « Ce n'est pas français, cela. » La plaisanterie allemande m'avait choqué; elle a pris un sens tragique aujourd'hui; elle trahissait un espoir de la nation de proie et l'une des causes de la guerre actuelle. Ma rêverie s'attarde parfois ces jours-ci, à la quatrième page de l'*Echo de Paris,* sur les familles nombreuses, dont on nous énumère les membres sous les drapeaux. La guerre éclaire d'une lumière terrible l'injustice nationale dont elles se vengent en nous protégeant. Comme récompense de l'appoint qu'il apporte à la défense du pays, nous accablons le père d'une famille nombreuse d'impôts indirects, d'impôts directs aussi, puisqu'il est dans l'obligation de payer un loyer plus élevé. Que sont les dégrèvements dérisoires que la Chambre a votés, auprès de la charge que représente un enfant dans la société moderne, depuis que l'école d'abord, ensuite l'enseignement professionnel le rendent improductif jusqu'à seize ans? Rien d'ailleurs n'a été fait pour la petite bourgeoisie où le mal sévit particulièrement. L'impôt progressif sur le revenu, bâti de toutes pièces, devait reposer sur des bases rationnelles, mais nos députés à familles limitées ont eu soin d'écarter le principe d'élémentaire justice sur lequel il devait être construit : le revenu du père de famille devait être imposé comme la propriété non d'un seul, mais de plusieurs, non du seul père qui le touche, mais de tous les membres de la famille qui en vivent. Quand la loi de trois ans a donné un excédent de 40 000 soldats, un député, un seul, sur 591, a été d'avis de dispenser de la troisième année les fils des plus nombreuses familles qui se trouveraient en surnombre, de les renvoyer dans leurs foyers où ils rendraient le problème de la subsistance moins compliqué. Toute la Chambre s'y est opposée et cela (on ne peut rien imaginer de plus comique) au nom de l'égalité! Il va de soi que l'égalité n'est pas rompue au détriment des nombreuses familles! La vérité est que la question de la population leur est parfaitement indifférente. La guerre était si loin de leurs préoccupations! En temps de paix, on se place aisément au point de vue purement individuel et les arguments des malthusiens ne sont pas sans séduction; la guerre déplace le point de vue et met en pleine évidence le côté social, le côté tragique du problème; elle rénove dans l'âme le sentiment d'un devoir qui tendait à s'effacer.

« ... Je viens d'ouvrir par hasard un numéro de la Revue de la *Paix par le droit.* Il n'est pas ancien : 10 janvier 1914. Pauvre M. Ponset; qu'avait-il donc dit? M. Ponset, qui revenait d'Allemagne

et qui avait ouvert les yeux là-bas, écrivait qu'il était urgent de renforcer notre armée par tous les moyens et de nous tenir prêts à toute éventualité. On le reprend vertement. « M. Ponset ignore complètement, semble-t-il, les progrès du socialisme en Allemagne, les effets de la conférence de Berne, le mouvement qui se dessine dans les universités. » C'est pourtant vrai que, hier, des parlementaires allemands et français se rencontraient à Berne et nous voyions dans leur réunion un pas considérable vers la paix définitive. Quand je les ai lues pour la première fois, il y a huit mois, ces lignes me paraissaient judicieuses et je partageais sans doute encore les sentiments exprimés près de là : « Au sortir d'une année qui nous fut si douloureuse, nous pouvons, sans excès d'optimisme, faire confiance à l'avenir. » Je relis tout cela ce soir, alors qu'un huitième de la France est aux mains des Allemands et qu'une immense bataille est engagée sur la Seine et sur la Marne. »

Toutefois la question du pacifisme ne s'est pas encore posée à nouveau sous sa forme générale devant l'esprit de notre pacifiste. Peut-être n'est-il pas mûr pour prendre parti. Il y faut l'espoir, à diverses reprises embrassé, et déçu à la fin de septembre, de voir l'ennemi chassé du territoire; la grande détresse de l'incendie de la cathédrale de Reims qui lui montre la vanité des conventions de La Haye, la publication de l'article de Jouhaux (26 septembre) dont j'ai parlé plus haut, qui, rapproché de la démarche de Sudekum auprès des camarades italiens, lui prouve combien même les socialistes étaient prêts pour la guerre et dévoués à l'impérialisme. Il faut surtout qu'un pacifiste ami, rencontré par lui, fasse entendre des raisonnements tout à fait semblables à ceux que tenait tout à l'heure M. Ruyssen pour que, forcé dans ses retranchements, il soit obligé de conclure :

1er octobre.

« En serrant la main de N... pour un adieu peut-être définitif, j'admirai le merveilleux instinct de l'amour-propre à fuir les déceptions et de la conscience, même la plus délicate, à écarter les remords. J'entends déjà nos politiciens de tous les bancs établir, par des tours d'équilibristes tous semblables, que la guerre les a affermis chacun dans ses principes et rejeter sur leurs adversaires toutes les erreurs du passé, toutes celles que nous payons aujourd'hui. Pour presque tous, les leçons de la guerre seront perdues. En même temps, tournant machinalement ces feuillets, je tombais sur cette phrase écrite par moi le 17 août : « Tous communient dans le grand rêve pacifiste. » Moi aussi, j'ai été victime de cette sophistique!

« Oui, certes, avec N... nous sommes en droit de dire que le pacifisme a triomphé de la doctrine nationaliste et belliciste. J'étais loin de soupçonner, je l'avoue, la vertu moralisatrice de la guerre qui tient du miracle, l'unité et l'apaisement qu'elle sait faire dans une nation, l'orgie d'héroïsme dans laquelle nous vivons depuis deux mois, les facultés cachées de sacrifice qu'elle fait jaillir chez ceux-là mêmes dont la paix

ne fait que des médiocres. Et l'expérience m'a appris encore que la guerre est autre chose qu'une destruction, qu'elle est aussi une fondation, s'il est vrai que le moujik va être affranchi de la vodka et que le home-rule ne va plus rencontrer d'opposition. Tout de même, après la dilapidation brutale de tout notre patrimoine moral si laborieusement accumulé, après toutes les horreurs quotidiennes que nous vivons, il faudrait une singulière aberration pour prétendre encore que la guerre est un bienfait pour l'humanité et je ne vois aucun théoricien belliciste qui ne se sente honteux, à l'heure actuelle, de sa doctrine d'autrefois.

« Mais que le pacifisme triomphe de l'épreuve des faits mieux que le nationalisme belliciste de *l'Action française* et que l'internationalisme, c'est là une constatation d'un intérêt bien mince. Si pour s'affirmer et pour se définir il en est réduit à s'opposer à ces doctrines extrêmes, n'est-ce pas qu'il abdique ce qui le constituait en propre? Une doctrine s'individualise non par ses principes les plus généraux, mais par les différences spécifiques qui la distinguent des modalités de la pensée les plus voisines. Ce qui écartait du pacifisme le *Temps*, Deschanel, Lavisse, combien d'autres, ce n'est pas qu'il maintenait le principe des nationalités contre l'Internationale ouvrière, ou qu'il niait que la guerre fût une bénédiction. Ce sont précisément les considérations qu'il plaît aujourd'hui aux pacifistes de regarder comme accessoires, et qui leur paraissaient à eux essentielles par leur portée pratique : d'abord la persuasion que le socialisme et les relations économiques rendaient la guerre désormais presque impossible; puis les conséquences que, non pas nécessairement peut-être, mais presque inévitablement pourtant, les pacifistes tiraient de cette confiance, et que soulignait la présence dans leurs associations de tant d'antimilitaristes; je veux dire la propagande en faveur de la réduction du service militaire qui a valu les articles du *Temps* au moment des élections, la condamnation des alliances politiques, la mauvaise volonté à développer les armements, l'affirmation sans cesse répétée que l'Allemagne veut la paix et nourrit des sentiments sympathiques envers nous, l'affaissement progressif du sentiment de solidarité nationale en face de l'étranger. Voilà bien ce qui était en contestation.

« Il paraît qu'à la réunion pacifiste internationale de Bruxelles, le 31 juillet, donc en présence de citoyens des pays belligérants et des pays neutres et à la veille de l'ordre de mobilisation, M. Le Foyer a dit publiquement qu'il avait reçu des confidences d'après lesquelles le Président de la République, lors de son voyage de 1913 en Russie, aurait donné à l'alliance franco-russe une orientation moins pacifique. Des légendes de ce genre sont dans la logique du pacifisme : ne faut-il pas donner aux étrangers des preuves d'indépendance d'esprit? Je voulais douter que dans de telles circonstances un pareil propos ait été tenu, mais N..., qui conte cela comme une chose toute naturelle, m'assure que, dans son prochain numéro, la revue *la Paix par le droit* m'en apportera la confirmation. Dans un numéro plus ancien de cette même publication je trouve une longue tirade destinée à prouver aux Français que les armements de l'Allemagne de juin 1913 ne les menacent aucunement, qu'ils ne menacent personne, qu'ils répondent uniquement à des préoccupations de politique intérieure, donc que les Français n'ont pas à riposter par un surcroît d'armements ou par une prolongation du service militaire. Ce ne sont que des

phrases perdues peut-être; mais nous avons des livres entiers sortis des mêmes officines, ceux de Bourdon, d'Aubert, beaucoup d'autres. Et puis à l'heure où l'Allemagne s'efforce de faire croire au monde que c'est la Russie qui l'a attaquée, où elle brûle nos villes et massacre nos enfants, comment lire toute cette littérature avec sérénité? C'est elle qui écartait du pacifisme tant d'hommes qui n'avaient pas pourtant un amour de la paix moindre que les pacifistes. Je n'avais certes pas tort de répondre à Jean C... et aux autres, quand ils critiquaient mes tendances pacifistes : « Vous ne connaissez pas le pacifisme, vous le confondez avec l'antimilitarisme, avec la paix quand même. » En tant que doctrine il était parfaitement ignoré. Pourtant leur instinct les prévenait très justement contre ce qu'ils ne connaissaient pas. En principe, le pacifisme n'est, en effet, que la substitution de rapports juridiques entre les nations aux rapports de fait, qui, dans l'histoire, ont ouvert au droit une porte de plus en plus large; et, en principe toujours, il ne demande cette substitution que pour le jour où le consentement des nations permettra de la réaliser sans danger, par conséquent il ne préconise nulle abdication pour aucune. Jusque-là je lui reste attaché de toute mon âme, mais jusque-là tout le monde est d'accord aussi. Tout le monde aime la paix ou à peu près. Mais si ce principe veut se traduire en actes, une propagande est nécessaire : une propagande auprès des gouvernements, d'abord, et je crois toujours que celle-là présente moins de dangers que de profit, mais aussi une propagande auprès de la masse, — car comment l'éviter dans nos démocraties sans se condamner à l'impuissance? — et alors on prêchera à la masse la confiance, on l'assurera des excellentes dispositions de ses voisins, on endormira sa vigilance. Qu'aurait-on d'autre à lui dire? Impossible de sortir de là. Nécessairement, à moins qu'il ne se réduise à n'être qu'une pure idée sans objet pratique, le pacifisme travaillera à énerver l'instinct de défense patriotique, à dissoudre l'âme nationale.

« Sans doute nous nous rassurions en pensant que le même enseignement était donné parallèlement dans tous les pays... Au fond, là surtout était notre erreur. Pacifistes, socialistes, en Allemagne, employaient les mêmes mots que nos pacifistes, nos socialistes, mais dans un sens différent. Nous étions dupes de leur phraséologie. Du même enseignement parallèle, à gauche du Rhin, l'âme s'imprégnait, à droite elle s'en teintait à peine à la surface. Le problème du pacifisme se ramène donc à une question de psychologie collective, par suite à une question d'opportunité. Les Etats-Unis, qu'un océan sépare de tout pays puissant et belliqueux, peuvent s'abandonner toutes voiles au vent du rêve pacifiste. Ils le peuvent du moins jusqu'au jour où une Allemagne qui aurait triomphé de l'Europe se serait, par les progrès de la science, mise en mesure d'envahir l'Amérique [1]. L'Angleterre, qui avait cru pouvoir, grâce à sa position insulaire, se permettre le luxe moral du pacifisme jusqu'à s'exempter, seule dans l'Europe occidentale, du service obligatoire, vient de s'apercevoir qu'elle avait été trop loin.

« Ce que sera le devoir demain, nous ne le savons pas. Hier, en France, il était de nous défendre des mirages trompeurs du pacifisme.

« Libre à chacun, s'il le peut, de dégager sa conscience en arguant de ses excellentes intentions, en constatant encore que, probablement par

[1] Ecririons-nous encore cela aujourd'hui avec autant d'assurance?

un heureux accident, la France s'est levée sans défaillance dès le premier jour; comment écarter ceci que le pacifisme de la France a été pour l'empereur d'Allemagne l'une des principales raisons d'espérer et de tenter son coup d'audace? Et ceci encore, que si l'Allemagne n'avait pas eu dans le pacifisme anglais une confiance presque illimitée, elle n'aurait pas envahi la Belgique, et que si Sir Edward Grey n'avait pas eu à compter avec le pacifisme des radicaux, il aurait pu dès le 31 juillet faire entendre à Berlin des paroles qui auraient épargné la guerre à l'Europe. »

Dans une évolution morale le premier pas seul coûte. La satisfaction de s'être vaincu soi-même est un aiguillon qui vous incite à poursuivre. Derrière les responsabilités écrasantes des Allemands, l'auteur du journal que j'analyse a démêlé des causes permanentes de conflits internationaux dont il sent maintenant toute la force. C'est d'abord l'impuissance d'un peuple intéressé à juger dans sa propre cause, impuissance qui fait que la Bulgarie, encore aujourd'hui, en dépit de la publication des pièces authentiques, reste persuadée qu'à la fin de juin 1913 la Serbie a été l'agresseur, qui veut que les peuples français et allemand soient également assurés que leur cause est juste et leur victoire certaine. La discussion engagée dans la presse à la fin de septembre entre Anatole France et le comte de Mun l'oblige à reconnaître, en se séparant à la fois des deux contradicteurs, que la folie de l'Allemagne est affaire de circonstances historiques plus encore que de race, qu'il est possible, par conséquent, d'espérer que l'Allemagne revienne un jour à sa sagesse de 1850, mais qu'en revanche, puisque l'histoire a cette puissance de transformer les âmes et de les modeler à sa guise, de semblables délires sont toujours à redouter. Il constate que l'industrie, le commerce, la science, généralement considérés comme des facteurs de paix, ont été cette fois des causes et des moyens de guerre, qu'ils sont indifférents à la paix et à la guerre et travaillent pour les fins auxquelles les hommes les appliquent. Précisément ces jours-là une communication d'un pacifiste suisse lui apprend avec quelle inconscience les pacifistes nationalistes d'Allemagne parlent de la Belgique et de l'Alsace-Lorraine, que, comme la social-démocratie fait en Italie de l'internationalisme un moyen de propagande en faveur de l'impérialisme allemand, les pacifistes d'Allemagne, — tant l'idée pacifiste leur est inaccessible, — se font de l'étiquette pacifiste une garantie pour séduire les neutres et transforment le pacifisme lui-même en un instrument de conquête. Quelques deuils, le sentiment croissant des obligations que nous contractons envers nos morts, une nouvelle et amère déception provoquée, au moment de l'avance sur Arras, par un article tapageur publié dans le *Matin* du 2 octobre, d'autres

impressions encore ébranlent sa sensibilité et lui font une obligation de voir clair dans sa propre pensée. Et tout cela le conduit à douter du pacifisme encore pour demain.

Il ne va pas jusqu'à conclure que l'œuvre de la Haye, en dépit de sa fragilité démontrée, doive être abandonnée. Seulement elle a pris pour lui un sens différent de celui qu'elle avait; son objet n'est plus de dresser un code qui puisse se faire respecter; il est d'éduquer la conscience publique, d'y faire pénétrer peu à peu, lentement, le sentiment de certaines obligations morales dont la guerre nous montre combien l'homme encore aujourd'hui est insoucieux.

20 septembre.

« ... Le frein de l'opinion, sur lequel nous comptions, s'est révélé impuissant à contraindre l'Allemagne à respecter les conventions auxquelles elle avait souscrit. Et pourtant l'Allemagne avait très particulièrement à ménager l'opinion : il lui fallait se réhabiliter après la violation de la neutralité belge. Si même dans des circonstances aussi favorables il s'est montré inefficace, il ne reste que la force pour faire observer les conventions, l'action commune des co-signataires contre quiconque les a transgressées. Mais qui voit à l'heure actuelle un pays se jeter dans le conflit exclusivement pour châtier l'Allemagne d'avoir trahi les conventions de la Haye? Plusieurs se demandent si leur intérêt est d'intervenir, aucun s'il y a là un devoir. La guerre est au vingtième siècle chose trop douloureuse, trop onéreuse aussi, pour qu'on l'entreprenne dans un simple but de police et d'ailleurs la matérialité des crimes est souvent chose longue et difficile à établir. Singulier paradoxe. Des pacifistes conséquents devraient en ce moment faire une obligation morale à tous les pays civilisés de prendre part à la mêlée, puisque c'est à ce prix seul que le règne des conventions pourrait être sauvegardé dans l'avenir. Nous sommes si loin de cet idéal que, même pour le fait patent de la violation de la Belgique, pas un des pays neutres, pas même la Suisse qui est si directement intéressée par elle, n'a osé articuler une protestation officielle.

« ... Il faut les événements auxquels nous assistons pour nous faire toucher du doigt combien en matière de droit international nous en sommes encore aux bégayements. Le fait est immédiatement enregistré, accepté. J'ai le sentiment que si la Belgique ne s'était pas défendue, si l'envahisseur n'avait pas aggravé son cas par d'imbéciles cruautés, si l'offensive brusquée avait permis au vieux von Haeseler de dîner à Paris le 15 août, comme il l'avait si bien parié sur sa tête, ou même le 6 septembre, la violation du territoire belge serait parfaitement oubliée et elle aurait fait aussi peu de bruit que la violation du Luxembourg en 70.

« Un mot terrible de Guillaume II me revient souvent à l'esprit. Il disait à peu près ceci à son peuple assemblé : « Le jour où vous tien-« drez votre ennemi vaincu sous le pied, qui donc vous demandera compte « des moyens que vous aurez employés pour l'abattre? » Et cela est atrocement vrai. Supposez une Allemagne vaincue, théoriquement on peut exiger d'elle une réparation pour ses manquements aux conven-

tions; je dis théoriquement, car en fait la somme des sacrifices qu'elle consentira se mesure non à ses forfaits, mais à son degré d'épuisement. Supposez une Allemagne victorieuse, il n'y a pas de réparation. »

Mais surtout il faut se défier de la propagande dans la masse pour l'avenir. Les pacifistes disent volontiers : notre doctrine pouvait paraître prématurée; il y avait l'Alsace-Lorraine; maintenant qu'il n'y aura plus la question d'Alsace-Lorraine, rien ne fait plus obstacle au triomphe du pacifisme. Tel est bien le sens de l'article que M. Charles Richet publiait récemment dans la *Revue des Deux Mondes*. A beaucoup de pacifistes d'hier peut-être le problème paraît aujourd'hui moins simple.

3 octobre.

« ... Un article comme celui du *Matin* d'hier est un crime. Je mesure sur moi-même l'influence déprimante que peut avoir sur la nation ce patriotisme commercial. La presse aurait pourtant un rôle si magnifique à remplir de nous apprendre à regarder les faits en face, sans ruser avec eux, et de façonner ainsi cette volonté de vaincre à longue portée qui est le gage du succès! Au lieu de cela, avec leurs tapageuses annonces de victoires imaginaires, avec leurs silences concertés sur les défaites les plus lourdes, non seulement les journaux nous exposent à la risée de l'ennemi et des neutres mais ils entretiennent cet art sentimental de l'illusion, cher aux faibles, qui se retourne toujours une bonne fois contre eux, cet optimisme béat et cette nervosité déréglée qui constituent la principale menace pour la France.

« Chaque déception, qui recule le succès définitif et le réduit d'autant, qui multiplie aussi nos morts, rend plus impérieux le devoir de voir clair en nous-mêmes... Je me disais l'autre jour : hier, en France, le devoir était de se défier du pacifisme. Eh! bien, et demain? Il me faut me l'avouer : à mes yeux le rêve pacifiste s'éloigne de plus en plus dans l'avenir. Notre volonté de vaincre ne peut pas être à la merci d'une chimère, et, si après des revers russes nous venions à désespérer d'obtenir des garanties de paix définitive, il importe qu'elle ne puisse pas courir le risque d'en être brisée.

« Ne serait-ce pas encore se cacher un fait patent, la puissance formidable de la préparation de l'ennemi, que d'espérer toujours l'écrasement total de l'Allemagne conquérante, aussi complet que nous pouvions le rêver avant Charleroi? Si la défaite des Alliés n'est guère une hypothèse à envisager, leur victoire complète me paraît maintenant bien problématique. De beaucoup le plus vraisemblable désormais c'est que, comme dans la guerre russo-japonaise, le vainqueur sortira lui aussi très affaibli de la lutte, et que la supériorité qui restera alors aux Alliés ne sera pas telle qu'ils puissent désarmer à jamais l'Allemagne. Et, si elle n'est pas désarmée, avec la mentalité qui vient de se révéler en elle, comment espérer qu'elle ne subordonnera pas tout à la volonté de refaire sa force militaire, de s'assurer la revanche qu'il lui faudra? Beaucoup de nos socialistes, — la lecture de l'*Humanité* me le prouve — marchent aujourd'hui soutenus par l'unique attrait de la paix définitive et de la quasi-suppression des armements. Le jour où

la vérité leur apparaîtra, n'y a-t-il pas danger que le découragement les saisisse, qu'ils n'oublient qu'aux enfants de nos morts nous devons la meilleure paix possible, quand bien même elle ne cadrerait pas avec nos rêves.

« Comment, d'ailleurs, ne pas être terrifié par le réveil de sentiments nationaux qui vient de secouer l'Europe tout entière, même les parties de l'Europe qui sont encore neutres à l'heure actuelle? Que la Turquie, qui dénonce en ce moment les capitulations, en vienne enfin quelque jour à se jeter dans la mêlée, c'est là simplement une question d'intrigues politiques, mais ce qui est effrayant, c'est l'état d'esprit des masses populaires. Alors que huit peuples, déjà dans le conflit, versent leur sang pour des questions de nationalité et se jettent à la face les mérites de leurs cultures respectives, en même temps les Bulgares, les Roumains, les Italiens se dressent d'un seul élan pour exiger de leurs gouvernements, désespérément cramponnés à la neutralité, la réalisation de leurs rêves nationaux. Jamais je n'avais senti autant de guerres dans l'avenir qu'à l'heure où la guerre révèle des atrocités jusqu'alors inconnues des hommes. En somme, ce jaillissement d'une âme nationale, qui nous a si fort surpris et émerveillés le 2 août, pourrait bien n'être prodigieux que parce que nous sommes en France; il se pourrait que ce soit un phénomène banal ailleurs, puisque nous l'avons vu se produire dans tous les pays belligérants, puisque partout nous avons vu les divisions de partis s'effacer, les luttes de classes s'oublier et cela pour des mobiles qui variaient de pays à pays. Il faut bien en conclure qu'encore aujourd'hui, au début du vingtième siècle, les caractères distinctifs des peuples restent profondément vivaces, qu'ils ont encore une réalité beaucoup plus profonde en quelque sorte dans les âmes que les intérêts économiques ou les intérêts de classes, tous les principes d'internationalisme par lesquels nous prétendions les éliminer; et ces différences naturelles, aggravées par l'héritage de querelles historiques, sont toujours une menace permanente de conflits qu'un incident peut à tout moment faire passer à l'acte. Une crise comme celle-ci, qui exaspère partout le sentiment national, pouvait seule nous donner la sensation directe du péril formidable dans lequel nous vivions sans en avoir conscience. Il faudrait n'avoir pas perdu la foi dans la baguette magique des fées pour croire, en un pareil moment, qu'il peut être écarté pour demain.

« ... Car aucune solution ne peut être apportée aux problèmes posés qui ne comporte des menaces pour l'avenir. Nous voyons bien qu'après deux guerres effroyables, la question de la Macédoine n'est pas tranchée, car, en Macédoine, les populations bulgares, turques, serbes et grecques sont mêlées à tel point qu'un partage est impossible qui donne satisfaction aux sentiments nationaux. Quelque fidèle que nous soit resté le cœur de l'Alsace, depuis quarante-quatre ans tant d'émigrants s'y sont implantés que le retour à la France ne pourra pas se faire sans susciter bien des mécontentements et des rancunes. Pourtant la domination prussienne s'y est révélée intolérable à l'âme alsacienne, et l'on ne peut guère songer à déclarer neutre une province aussi exiguë, qui ne saurait se suffire, où immédiatement des luttes passionnées entre partisans de l'influence française et partisans de l'influence allemande rendraient la vie impossible. Toute solution relative à l'Alsace-Lorraine porte en soi le germe de conflits futurs. Et il en va de même du Trentin

italien et de l'Istrie, de la Bosnie serbe, de la Transylvanie roumaine, du Schleswig, de la Pologne, de la Bohême : partout les populations sont mêlées de vaincus et d'envahisseurs à ce point que la prédominance politique d'un des deux éléments paraîtra toujours intolérable à l'autre, qui toujours appellera aux armes les alliés de sa race. Ainsi le monde germanique qui, aidé du monde magyar, a débordé ses frontières sur tout leur pourtour, comme il était impuissant à assimiler les éléments de races diverses qu'il avait subjugués, a semé dans toute l'Europe des germes de discorde qui semblent fatalement devoir renaître sans cesse.

« Et donc toute guerre qui ne se terminera pas par l'écrasement d'un des deux adversaires apparaît comme devant être une semeuse de guerres nouvelles. L'écrasement définitif de l'Austro-Allemagne pouvait seul mettre fin à cette cascade de conflits. Faute d'une préparation militaire intense, nous et nos alliés, nous avons laissé échapper la chance unique qui s'offrait à nous. Je n'ose plus dire pourtant, selon la formule de Charles Eliot, que par là nous aurions sonné le glas de la dernière guerre. Depuis que brusquement, devant nos yeux, le champ des possibles s'est ouvert à l'infini, depuis que l'impossible s'est fait réalité, je me sens timide devant toute négation catégorique. Comment répondre qu'un jour nous n'aurons pas à compter réellement avec ce péril slave dont Guillaume II a joué si honteusement pour cacher ses ambitions aujourd'hui démasquées? Dans certains districts russes la natalité monte annuellement à 48 naissances pour 1000 habitants, une proportion deux fois et demie plus forte que chez nous. J'écarte aussi moins aisément qu'autrefois l'idée d'un péril jaune, issu non peut-être de la surpopulation, mais de l'organisation industrielle de l'Asie. L'ouvrier oriental est chassé d'Amérique parce qu'il avilit les salaires. S'il continue à se contenter de quelques sous de riz pour sa journée, les salaires restant très bas, on peut imaginer une surproduction à bon marché pour laquelle il faudrait, au besoin par la force, créer des débouchés commerciaux.

« Tout cela est éloigné. Mais ce qui frappe aujourd'hui, à la lumière de tant de passions déchaînées, c'est que l'arbitrage, qui peut être excellent pour trancher les petits différends entre nations, les petits froissements de la vie diplomatique, serait parfaitement impuissant à opérer des remaniements territoriaux le jour où ils deviendraient nécessaires, et qu'il en sera incapable tant que des modifications très profondes ne se seront pas produites dans la mentalité des peuples. Supposons une Allemagne dans laquelle le mouvement ascendant de la population aurait progressé avec la même rapidité pendant un demi-siècle encore, une Allemagne aussi qui, au lieu de jouer sur une carte unique, la fameuse attaque brusquée, tout son magnifique développement industriel, l'aurait poursuivi durant le même temps avec autant d'activité que depuis 1870, il est clair qu'un agrandissement de son territoire lui serait devenu indispensable. Attendre cet agrandissement de l'arbitrage dans l'état présent des esprits serait une chimère.

« Je disais avant-hier : tout le monde est d'accord pour désirer la paix; il n'y a de différence que dans la manière de juger la propagande en sa faveur. J'oubliais l'essentiel : l'époque que chacun de nous assigne à la réalisation de son rêve de paix. Pour les plus impatients, la paix présente, quelque précaire qu'on la suppose, est déjà et toujours

la paix définitive; si une guerre éclate, ils y puisent de nouvelles raisons de foi, la regardent comme la dernière, la jugent destinée à supprimer les derniers obstacles et retardent le bonheur de l'humanité au plus jusqu'au premier traité. D'autres, au contraire, projettent la paix définitive dans l'avenir, plus ou moins loin, chacun selon la forme de son esprit et il en est qui la repoussent si avant qu'ils désespèrent de voir jamais l'humanité l'atteindre. La réaction contre mon excès d'optimisme ne me jettera pas dans un excès contraire. Ma foi dans mon idéal de justice me reste, seulement il vient de faire un tel bond dans l'avenir qu'il perd toute prise sur mon activité.

Même jour, 9 heures du soir.

« Ce qui s'exprime dans nos théories de la paix et de la guerre, problème trop complexe peut-être pour que les données en soient maniées par nos intelligences, ce n'est pas l'enseignement des faits, mais plutôt nos tournures d'esprit. Ceux qui ont une mentalité à forme historique, si je puis dire, estiment que la guerre existera toujours parce qu'elle a toujours existé; ceux qui ont une mentalité philosophique manifestent une tendance singulière à faire table rase du passé et à disposer de l'avenir, à créer de toutes pièces et à projeter immédiatement dans les choses le monde que leur impose leur moralité. En fait, ces deux points de vue sont également faux et dangereux. Loin de se répéter toujours, l'histoire est une perpétuelle création, si bien qu'il n'y a pas en elle deux points qui se recouvrent exactement. Mais, en revanche, la volonté réfléchie des individus n'a sur sa marche qu'une action inappréciable et jamais nous ne l'avions mieux senti que dans ce chaos de passions démontées qu'est en ce moment notre Europe et dans laquelle il est clair que pas un mot de raison n'a de chance de se faire entendre. Toutes nos impatiences n'empêcheront pas l'histoire de prendre son temps.

« A défaut d'une paix définitive, dont l'espoir pourrait constituer un danger dans la guerre d'aujourd'hui comme dans la paix demain, ce que nous pouvons nous assurer, c'est une tranquillité de longue durée. Quelque prix qu'il nous en coûte il faut leur faire perdre l'envie de recommencer. Sans aucun doute, l'empereur n'a engagé la partie qu'avec la certitude d'un très rapide succès. Lui qui se répète maintenant chaque jour : « Si j'avais su », il laissera à ses héritiers cet enseignement de prix que, même quand on est sûr, on peut échouer, et que, de la guerre on n'élimine pas les surprises. De tant de sang et de tant de larmes nous ne pouvons pas permettre qu'il ne sorte rien. Chaque mort qui tombe resserre au fond de toutes les consciences le devoir d'aller, chacune pour sa part, jusqu'au bout. Heureux ceux qui voient clairement la tâche qui leur incombe. »

Le Journal s'achève le 16 octobre avec la citation d'un bel article de Georges Blanchon, paru ce jour-là dans les *Débats*, plein d'espérance et de regrets contenus, où est montré tout ce que la France a dû faire pour improviser la défense. En terminant la lecture de cet article, notre pacifiste disait en substance à un de ses amis :

« Dans aucune science, dans aucune technique, la France ne s'est laissée devancer ainsi. Un pareil retard, dans un pays aussi vulnérable que le nôtre, ne peut s'expliquer que par l'indifférence totale de la nation entière pour les questions militaires. Ceci est effroyable que ceux qui expient, ces enfants de vingt à vingt-cinq ans qui tombent par milliers et qui, par milliers, resteront estropiés, ce ne sont pas eux qui ont failli... Il est étrange, ajouta-t-il, que dans les fautes collectives le sentiment de la responsabilité semble ne pas exister. Il suffit que la responsabilité soit partagée, que la part de chacun ne puisse pas être déterminée, pour que tous s'absolvent. Ce serait un singulier aiguillon pour notre volonté de vaincre si nous voyions clairement comment, à droite par nos rodomontades, à gauche par nos audaces intellectuelles, par notre prétention de vivre mieux que notre vie et de participer à une civilisation supérieure ou simplement par notre mollesse à regarder les faits en face, chacun de nous est coupable à sa manière de ces hécatombes. »

Achevé trop tôt, le journal ne nous parle pas de l'attitude des pacifistes des pays neutres. Elle est depuis quelques mois de nature à édifier beaucoup d'entre nous. Partout nous les voyons occupés à demander la paix, à adresser des pétitions, à protester contre la continuation d'une lutte aussi atroce. Ils ne jugent pas où sont les responsabilités et quelle doit être la conclusion du conflit. Avec un soin égal, ils évitent toute parole qui pourrait choquer l'un ou l'autre des partis belligérants, fût-ce dans leurs plus coupables préjugés. Cette attitude est dans la logique du pacifisme : juger, ce serait se rendre suspects au groupe condamné, ce serait par conséquent se mettre en mauvaise posture pour travailler plus tard à la réconciliation des frères ennemis. Voilà bien le plus intime danger peut-être du pacifisme : il fait oublier à l'homme qu'à tout prendre il y a des biens plus sacrés que la paix; presque fatalement il aboutit à la paix quand même, fût-ce au prix du triomphe de l'injustice. Qui veut travailler pour un idéal quelconque doit être fort, et se tenir prêt, quand tout autre moyen devient insuffisant, à le défendre par la force.

*
* *

Tout cela heureusement ne nous empêche pas de conserver au fond du cœur l'espoir que l'humanité saura un jour évincer le fléau de la guerre. Bien des chimères déjà se sont faites réalité. Que des philosophes étudient dans leur méditation solitaire les moyens les plus propres à nous approcher de ce terme idéal, il n'y a rien là que d'excellent. Mais, confiants que la guerre laissera d'assez horribles souvenirs pour se faire détester comme elle le doit, résistons aux séductions de la propagande pacifiste, et répétons aux pacifistes, à MM. Ruyssen et Belot, que si nous nous défions

d'elle, c'est par amour de la paix et par horreur de la guerre.

Car c'est ne rien faire, ou bien peu de chose, pour défendre la propagande pacifiste que de répondre avec M. Ruyssen : « Tous ont fait leur devoir le 2 août, nous n'avons donc troublé personne. » Ce n'est là, peut-être, qu'un heureux accident dû à un rare concours de circonstances, et le journal que j'analysais tout à l'heure est bien obligé de le reconnaître :

« Supposons à l'heure actuelle un gouvernement moins prudent, moins attentif à montrer à tous qu'il a fait les dernières tentatives en faveur de la paix, à faire toucher du doigt aux chefs des partis l'évidente volonté de l'Allemagne, un gouvernement tout aussi impeccable que le nôtre en cette affaire, mais moins soucieux de faire ressortir sa parfaite loyauté, ou moins heureux à l'établir, un Clemenceau avec ses fantasques brusqueries au lieu d'un Viviani, supposons au pouvoir un homme que des questions personnelles rendaient antipathique aux chefs de gauche, un Briand, par exemple, ou un Ribot qui pouvait fort bien n'être pas renversé au mois de juin dernier, dans toutes ces hypothèses que l'esprit se consume à multiplier, que serait la France peut-être dans quelques jours? »

Et puis l'état d'esprit d'un peuple au moment de l'agression n'est pas tout : nous mesurons aujourd'hui combien importe l'état des esprits durant les années qui précédent, les années qui coulent insensiblement et qui toujours peuvent plus tard s'appeler les années de préparation. La leçon qui me paraît se dégager nettement des événements du mois d'août 1914, c'est que de plus en plus le pacifisme devient une cause de guerre, ou, pour être plus exact, à mesure que la civilisation perfectionne l'outillage militaire, le risque de guerre sera de plus en plus dans l'existence d'un mouvement pacifiste à la frontière d'un pays belliqueux. La puissance de destruction est devenue telle, et les risques de toute entreprise militaire si considérables, que les peuples les plus conquérants n'oseront attaquer leurs voisins qu'aux heures où ils les sentiront mollir dans leurs préparatifs de défense et dans leurs vertus militaires. Personne ne doute que l'empereur d'Allemagne ait mis dans le plateau de la balance qui l'a emporté la défection d'une bonne partie des Français et la défection de l'Angleterre entière au devoir qui les appelait. Et, d'autre part, ces agressions soudaines que la propagande pacifiste pourra déclencher deviendront de plus en plus redoutables, à mesure que la complication du matériel militaire rendra plus difficile l'improvisation de la défense et nécessitera chez l'assailli une plus parfaite unanimité.

P. Villey,
Professeur à la Faculté des Lettres de Caen.

L'AMIRAL SIR HENRY BRADWARDINE JACKSON

Avant la guerre, sauf les noms d'un très petit nombre d'officiers généraux ayant servi dans l'Afrique du Sud pendant la campagne contre les Boers, bien peu de personnes en France eussent pu nommer trois ou quatre généraux anglais. On en eût trouvé encore bien moins pour dire les noms de quelques amiraux. Et je crois qu'aujourd'hui même fort peu de gens pourraient dire comment s'appelle l'amiral qui, à la formation du ministère de Coalition, a succédé à Lord Fisher en qualité de Premier Lord Naval, à qui incombe par conséquent la plus lourde responsabilité dans la direction des armées navales de l'Empire Britannique sur toutes les mers du monde. La chose n'est pas surprenante. Les officiers de la marine britannique ne sont guère plus connus dans leur propre pays. Lorsque, il y a quelques semaines, l'Amiral Sir Henry Bradwardine Jackson fut appelé à la tête du « Board of Admiralty » à Whitehall, le *Daily Mail*, annonçant sa nomination, écrivait avec juste raison : « On peut dire de la grande majorité des officiers supérieurs de la Marine Britannique que le pays ne sait rien d'eux et Sir Henry est un étranger même parmi les inconnus. » Cette réflexion est exacte. Exception faite de la Marine et de quelques savants, car Sir Henry est un grand savant, son nom était parfaitement inconnu de la masse du public anglais. Fils aîné de feu Henry Jackson, Cudworth, l'amiral est né à Barnsley, Yorkshire, le 21 janvier 1855. Il vient donc à peine de dépasser la soixantaine.

Dès son enfance il manifesta sa vocation pour la carrière navale et, après avoir fait de très bonnes études préparatoires à Chester et à Stubbington, il entra comme cadet dans la flotte le 8 décembre 1868, à l'âge de treize ans.

En 1871, à l'époque où Mr Hugh Childers, le plus remarquable Premier Lord qu'ait eu l'Amirauté au cours des quatre-vingts der-

nières années, présidait à Whitehall aux destinées de la marine britannique sous le premier ministère de Mr Gladstone, l'Amirauté fit paraître un édit prescrivant que tous les jeunes officiers de la flotte, servant alors à la mer, subiraient un examen. L'épreuve eut lieu le même jour, dans toutes les stations, sous toutes les latitudes, à bord de tous les vaisseaux, quels qu'ils fussent. Les résultats de ces examens furent collationnés et comparés, une liste par ordre de mérite fut établie par l'autorité maritime. Elle établissait ainsi en termes généraux la valeur et les connaissances de chaque officier subalterne de la flotte. Cette mesure, toute nouvelle, avait provoqué une vive émulation parmi tous ces jeunes officiers, et la surprise fut grande quand on vit, en tête d'une liste contenant plusieurs centaines de noms, au premier rang, celui d'un tout jeune midshipman, Henry Bradwardine Jackson, qui servait alors sur une petite corvette, d'importance insignifiante, à bord de laquelle ne se trouvait aucun instructeur naval, et qui n'offrait aucune ressource d'aucune sorte pour un travail intellectuel quelconque, aucun moyen de se préparer à une semblable épreuve.

A l'âge de seize ans, le midshipman Jackson s'était ainsi placé en tête de tous ses camarades, et il devait garder cette place pendant la première partie de sa carrière.

Le 18 octobre 1874, il était nommé « sub-lieutenant » après avoir passé de la manière la plus brillante tous les examens pour l'obtention de ce grade et y avoir obtenu sur toutes les matières des certificats de première classe.

Après sa promotion, il prit une décision qui a peut-être contribué à retarder son avancement, quelque rapide qu'il ait été. Le jeune officier n'avait pas de fortune et, attiré par les émoluments spéciaux que recevaient ses camarades attachés à cette branche du service, il se spécialisa dans la « navigation », spécialité qui n'était pas à cette époque cotée dans la marine anglaise aussi haut qu'elle le méritait et comme elle l'est justement aujourd'hui.

Trois ans plus tard, le 27 octobre 1877, il était nommé lieutenant et embarquait à bord de l'*Active*, croiseur de 2e classe, construit en 1869. Il prenait, avec ce navire, part à la guerre contre les Zulus de 1878-1879, expédition célèbre par la défaite des Anglais à Isandula, et par leur victoire, peu de temps après, à Ulundi. Le lieutenant Jackson reçut, à la suite de cette campagne, la médaille commémorative dite « Zulu Medal ». Quelques années auparavant, le Gouvernement Britannique avait acheté le secret de la torpille dont l'idée première appartenait au capitaine Luppuis, de la marine impériale autrichienne, et qu'avait perfectionnée

Whitehead. Ce ne fut toutefois qu'en 1876, après que Whitehead y eut, à la suite de nombreux essais, ajouté le servo-moteur, que la marine britannique adopta définitivement l'arme nouvelle qui devait modifier si complètement la tactique navale[1].

L'adoption de la torpille comme moyen de combat avait donné lieu aux discussions les plus passionnées. A l'époque où se terminait la campagne du Zululand, l'Amirauté venait d'instituer le brevet de lieutenant-torpilleur (torpedo lieutenant), en vue de constituer un corps d'officiers spécialement instruits dans cette nouvelle branche du service. Le lieutenant Jackson se présenta pour l'obtention du nouveau brevet et, en septembre 1881, il reçut l'autorisation de suivre, à Portsmouth, le cours d'instruction pratique pour les aspirants-officiers-torpilleurs, qui avait lieu à bord du *Vernon*, ex-*Donegal*, vieux vaisseau à voiles construit en 1858. Le cours d'instruction pratique terminé, les candidats allaient au « Royal Naval College », à Greenwich, en suivre un autre de mathématiques spéciales. Jackson passa avec tant de succès les examens à la fin de ce dernier cours qu'il reçut le prix de 100 livres sterling (2500 francs), accordé au candidat ayant passé le meilleur examen de l'année.

Depuis cette époque, l'étude des torpilles, leur perfectionnement, leur emploi, leur application tactique, ont, avec la télégraphie sans fil, dominé toute sa carrière.

Après avoir servi pendant trois ans et demi comme officier d'état-major sur le *Vernon*, période pendant laquelle il commanda le navire annexe *Vesuvius*, petit torpilleur spécial de 245 tonneaux, construit en 1874, il fut nommé « commander » le 1[er] janvier 1890. Il embarqua en cette qualité sur le cuirassé de deuxième classe *Edinburgh*. Ce fut pendant qu'il servait à bord de ce vaisseau dans la Méditerranée qu'il commença les études qui devaient aboutir à l'œuvre à laquelle son nom demeurera toujours attaché.

La marine anglaise cherchait à cette époque un moyen permettant à un torpilleur d'annoncer son approche à un navire ami. L'idée d'utiliser les ondes hertziennes se présentait naturellement à la pensée. Excellente en théorie, l'application pratique en était difficile et aucun essai n'avait donné des résultats satisfaisants. Jackson s'attacha à la solution de ce problème et, quatre ans plus tard, servant à bord d'un autre vaisseau-école de torpilles *Defiance*, il réussit à adresser sans fil des messages d'un bout du navire à l'autre. L'année suivante, il était nommé capi-

[1] On peut rappeler toutefois en passant que l'emploi des mines sous-marines et des torpilles remonte à la guerre américaine de la Sécession, au cours de laquelle 28 navires furent détruits par des mines et 6 par des torpilles.

taine, le 30 juin 1896. Cette même année, il entrait en rapports avec M. Marconi et, de concert avec lui, continuait ses travaux sur la télégraphie sans fil.

Depuis cette époque jusqu'à celle de sa nomination, le 18 octobre 1906, au grade de contre-amiral, tous les emplois qu'il remplit, tous les commandements auxquels il fut appelé furent de nature à lui faciliter les expériences et les recherches utiles aux travaux auxquels il s'était entièrement consacré, les torpilles et la télégraphie sans fil. Car c'est à lui que sont dus tous les progrès si importants faits par la marine anglaise, jusqu'à sa nomination, dans les applications de cette découverte.

En novembre 1897, il était nommé attaché naval à Paris; il n'y restait que peu de temps et, en 1899, était appelé au commandement du *Vulcan*, navire dépôt de torpilles spécialement construit en 1889. En mai 1901, il était élu F. R. S. (Fellow of the Royal Society)[1] pour ses recherches en physique électrique. En février 1902, il était appelé à l'Amirauté comme « Assistant Director of Torpedoes ». Il commanda ensuite pendant quelque temps le cuirassé *Caesar* et le quitta pour prendre en septembre 1904 le commandement du *Vernon*, le vaisseau-école des torpilles à Portsmouth. Il n'exerça ce commandement que pendant cinq mois. Lord Fisher, sous les ordres de qui il avait servi dans la Méditerranée, l'appelait près de lui à l'Amirauté pour y remplir les doubles fonctions de Troisième Lord Naval et de « Controller » de la Marine (février 1905).

Pendant qu'il exerçait ses fonctions, il fut désigné comme un des quatre membres composant la commission qui recommanda la construction des vaisseaux du type Dreadnought; les autres membres étaient Sir John Jellicoe, aujourd'hui commandant en chef la « Grande Flotte » dans la mer du Nord, et les amiraux Bacon et Madden.

Le 12 septembre 1905, il était fait aide-de-camp du Roi, charge toute honorifique, mais qui montre en quelle estime étaient alors tenus ses services.

Nommé contre-amiral le 18 octobre 1906, il était fait, le 9 novembre de la même année, K. C. V. O. (chevalier commandeur

[1] La « Royal Society », dont le siège est à Burlington House, Piccadilly, Londres, a été fondée en 1660. C'est l'Académie des Sciences de l'Angleterre. Elle compte plus de 450 membres (Fellows) et 50 membres étrangers. Chaque semaine, le jeudi à 4 heures 30, de novembre à juin, elle tient des séances où se discutent des questions scientifiques. Elle décerne annuellement des médailles, la médaille Copley, la médaille Royale, la médaille Davy, la médaille Rumford, la médaille Darwin, etc., aux auteurs des découvertes ou des travaux les plus intéressants.

de l'Ordre Royal de Victoria). Il n'était plus possible d'employer uniquement le nouvel officier général dans la spécialité à laquelle il s'était consacré si entièrement. Il fut appelé à remplir les fonctions de son grade les plus diverses et les plus importantes et il s'en acquitta très brillamment. Pendant deux ans, du 16 octobre 1908 au 10 octobre 1910, il commanda à la mer la troisième, connue ensuite comme la sixième, escadre de croiseurs. Pendant qu'il exerçait ce commandement il fut nommé, le 24 juin 1910, K. C. B. (chevalier commandeur de l'Ordre du Bain) décoration qui, le faisant « Knight » (chevalier), lui donnait droit au titre de Sir.

En 1910, les divers gouvernements avaient décidé, en raison des progrès, dépassant toutes les prévisions, faits dans la navigation aérienne, de réunir une conférence où chaque nation serait représentée. Cette « Conférence internationale sur la navigation aérienne » fut tenue à Paris du 19 octobre au 21 décembre 1910. L'Amirauté avait le choix entre plusieurs officiers, elle désigna Jackson, et elle ne pouvait mieux choisir. Les études qu'il fit à cette occasion lui permirent de rendre de précieux services au « Air Department[1] ».

Il était à peine rentré en Angleterre, après la clôture des travaux de cette Conférence, qu'il était appelé au commandement du « Royal Naval War College », (College Royal de Guerre Navale) institué depuis peu d'années à Portsmouth[2]. Il resta à la tête de cette école des hautes études navales de février 1911 à février 1913. Sous sa direction, les études, qui depuis le commandement du contre-amiral R. S. Lowry avaient toujours été très fortes, atteignirent un niveau plus élevé encore. Le contre-amiral Jackson avait, depuis un mois à peine, pris le commandement du « Royal

[1] Le « Air Department » est de création récente. C'est un des « Departments » du « Civil Service of the Royal Navy ».

[2] Il existe en Angleterre trois Collèges Royaux pour la Marine. Le « Royal Naval College » de Greenwich, celui de Dartmouth et celui de Osborne. Dans le but de donner aux officiers une instruction spéciale en vue de la guerre, l'Amirauté inaugura, en 1900, un cours de guerre navale à Greenwich. Ce cours se transforma et devint le « Royal Naval War College », école de guerre de la Marine. En novembre 1906, il fut transféré à Portsmouth. Depuis 1907, ce collège a toujours eu à sa tête un officier de « flag rank », un officier général.

Un certain nombre d'officiers (très restreint en 1913, il n'était que de 12 lieutenants de six ans d'ancienneté et de 3 officiers des Royal Marines) suivent au Royal Naval College de Portsmouth un cours d'état-major de guerre (War Staff Course). Ceux qui ont suivi avec succès ses cours constituent une branche spéciale de « Staff Officers » (officiers d'état-major) et sont employés soit à l'Amirauté, soit aux états-majors d'officiers généraux à la mer, à mesure des vacances.

Naval War College », quand il fut nommé, le 15 mars 1911, Vice-Amiral. Cet avancement n'avait rien d'exceptionnel. Jackson avait cinq ans de grade, et la moyenne des contre-amiraux promus dans la marine britannique vice-amiraux passe à quatre ans et demi. Pendant qu'il était à la tête de l'école, il avait hissé temporairement son pavillon sur l'*Illustrious* comme chef de la septième escadre pendant les manœuvres navales de juillet 1912. Au désappointement de certains, il se distingua tout particulièrement au cours de ces opérations et y fit preuve de telles qualités que, en février 1913, il était désigné comme « Chief of the War Staff » (chef de l'état-major de guerre) à Whitehall.

C'était une institution de création toute récente. Le Naval War Staff avait été établi par un Memorandum de l'Amirauté daté du 1er janvier 1912[1]. Il est destiné, ainsi que l'explique l'exposé du budget de la Marine 1912-1913, à préparer et à instruire les officiers susceptibles d'arriver, par l'excellence de leurs services à la mer, aux postes de grande responsabilité, à développer chez eux les leçons de l'histoire et de l'expérience, à les mettre à même de se former une opinion raisonnée qui puisse être pour eux un aide et un guide en toutes les circonstances dans lesquelles, en paix comme en guerre, ils peuvent être appelés à prendre une décision en harmonie avec la politique navale du pays.

Le chef du Naval War Staff n'est responsable que vis-à-vis du Premier Lord Naval, dont il est l'aide et l'agent principal. A l'occasion, il accompagne le Premier Lord de l'Amirauté ou le Premier Lord Naval auprès de la Commission de Défense Impériale. Sous sa direction, de fréquentes réunions d'état-major (Staff meetings) ont lieu avec les Directeurs des Divisions et autres membres. Le « Staff » comprend trois subdivisions : la première, dite « Intelligence Division », se procure tous les renseignements possibles sur l'ennemi éventuel, c'est le Service des Renseignements; la seconde, l' « Operations Division », délibère sur les faits ainsi obtenus en relation avec la politique de l'Etat, et établit ses rapports en partant de ces informations; la troisième, la « Mobilisation Division », prend les dispositions pour permettre à l'autorité supérieure de prendre une décision définitive basée sur ces informations et ces rapports. Chacune de ces trois divisions est sous les ordres d'un directeur, officier général ou capitaine ancien, prêt à tout moment à remplacer le chef d'état-major en cas d'absence, et, pour cette raison, chaque directeur est tou-

[1] Ce Memorandum a été publié comme appendice à la Déclaration Explicative du Premier Lord sur le budget de la Marine pour l'exercice 1912-1913. (Cd. 6106.)

jours entièrement au courant du travail de ses deux collègues.

Les fonctions du « War Staff » ne sont que consultatives, il n'a aucun pouvoir exécutif, il ne remplit aucune fonction administrative. Toutes ses responsabilités se limitent à donner ses avis et à s'assurer de la parfaite exactitude des faits sur lesquels ses avis sont basés. C'est au Premier Lord Naval, qui est, en fait, le Commandant en chef de la Marine, qu'il appartient d'accepter ou de rejeter l'avis du « War Staff », et de décider en dernier ressort des grandes questions de politique navale. On voit par ces très succincts détails quelle était l'importance des hautes fonctions nouvellement créées auxquelles était appelé, en février 1913, le vice-amiral Jackson. Un an plus tard, le 10 février 1914, il était nommé Amiral. Il restait à la tête du « War Staff » jusqu'aux derniers jours de juillet 1914, et était nommé au commandement en chef de la flotte de la Méditerranée (sa nomination porte la date du mois d'août) en remplacement de l'Amiral Milne. Il avait comme successeur, à la tête du « War Staff », Sir Doveton Sturdee, le futur vainqueur de la bataille des îles Falkland. Mais en prévision d'hostilités déjà fort probables à la fin de juillet, il ne rejoignait pas son nouveau poste et était retenu à Londres « pour Service Spécial à l'Amirauté ». Ceux qui sont quelque peu au courant de ce qui se passe à Whitehall savent pertinemment que, dans ce « Service spécial », Sir Henry a pris une part très active à la direction des opérations contre les colonies allemandes.

C'est dans ce poste que le gouvernement de la Coalition a été le chercher pour le faire Premier Lord Naval, en succession de Lord Fisher dont le caractère pouvait difficilement s'accommoder avec Mr A. Balfour. Les ennemis du nouveau Premier Lord (et quel est aujourd'hui l'homme en vue qui n'en a pas ?) lui reprochent de n'avoir pas fait la guerre. Ce reproche n'est guère fondé, les campagnes de guerre des officiers de la marine anglaise jusqu'à la guerre actuelle n'ayant point été, à proprement parler, des campagnes navales : ils ont combattu comme fantassins ou canonniers, à terre, dans les brigades navales, ou ont pris part à des bombardements comme celui d'Alexandrie de célèbre mémoire. Cela n'a rien à faire avec la véritable guerre navale, et le nouveau Premier Lord a, à son actif, des services et des connaissances qui le placent hors de pair.

S'il y avait un reproche à lui faire, — et ce n'en est certes pas un aux yeux des honnêtes gens par ce temps d'arrivisme à outrance, — ce serait son extrême modestie. S'il n'était pas plus connu jusqu'à ces temps derniers, si le public ignorait jusqu'au nom de ce grand savant, c'est que le nouveau Premier Lord manque complètement

de cet entregent, de cette science de « push and go », de savoir se faire valoir, grâce auxquels certains officiers se mettent en évidence et font parler d'eux.

Ces procédés lui sont complètement étrangers. On ne peut dire, écrivait dernièrement une importante revue maritime, que, étant donnée la distinction de sa carrière, la liste des décorations accordées à Sir Henry Jackson pêche par excès. Ce ne fut qu'après être arrivé au grade de contre-amiral qu'il reçut, en novembre 1906, la croix de l'Ordre Victorien [1]. En fait de décorations étrangères il a la Grand-Croix de l'Ordre du Mérite Naval d'Espagne que lui a conférée le Roi Alphonse XIII à l'occasion de la visite du vaisseau anglais *Bacchante* à Valencia, en mai 1909. Cet homme énergique, silencieux, modeste, s'est contenté, pendant près d'un demi-siècle de services continuels, de consacrer les grands dons dont il est doué au service de son pays, n'acceptant comme récompense que ce qu'on voulait bien lui accorder sans faire jamais l'ombre d'une sollicitation.

La Royal Society l'a, on l'a vu plus haut, élu parmi ses membres, pour ses recherches en physique électrique; il est également membre de l'Institut des Ingénieurs électriciens et membre associé de l'Institution des Architectes des Constructions Navales.

Avec la revue citée et que je cite encore *(Nautical Magazine*, juillet 1915), j'espère que les Grandes Universités, qui se meuvent dans un rayon plus étroit que la Royal Society, apprendront un jour quel savant est Sir Henry Jackson et qu'Oxford ou Cambridge songeront à lui offrir un de ces D. C. L. ou L. L. D. décernés trop souvent à des personnages qui n'y ont guère de titres. Dans ces cas l'orateur public, en présentant le candidat au Vice-Chancelier, n'est jamais à court d'épithètes cicéroniennes. Si l'occasion se présente, l'orateur pourra le qualifier de *Vir clarissimus et modestissimus*, c'est la formule qui conviendra à un homme dont la modestie égale le mérite.

MILES.

[1] Il ne faut pas confondre l'Ordre Royal Victorien (the Royal Victorian Order) avec la « Victoria Cross ». Cette dernière, établie en 1856, à la fin de la guerre de Crimée, ne se donne que comme récompense d'actes remarquables de bravoure en présence de l'ennemi; elle s'accorde aux soldats et marins, de simple soldat et matelot à Field Marshal et Amiral. Le Royal Victorian Order est une de ces très nombreuses décorations instituées en Angleterre depuis une trentaine d'années. Il ne date que de 1896 et était destiné à l'origine à reconnaître des services personnels rendus à la reine Victoria. Mais depuis la mort de la Reine, sa destination a changé le nombre des titulaires de toutes les classes est illimité et atteint aujourd'hui un chiffre fort considérable.

LA CAMPAGNE ALLEMANDE

CONTRE LA LIBERTÉ

DU COMMERCE DES ARMES

AUX ÉTATS-UNIS

Quand, avec le recul nécessaire aux perspectives de l'histoire, il sera possible de porter, sur les traits fondamentaux de la guerre actuelle, un jugement définitif, il est à croire que le caractère industriel de cette guerre sera pleinement mis en lumière. Le nombre est sans doute, entre des volontés également déterminées, le souverain maître de la victoire. Mais par nombre il ne faut pas seulement entendre les hommes. Dans le combat moderne, entre adversaires sensiblement égaux, la supériorité de l'un d'eux en munitions déterminera nécessairement, automatiquement, l'inégalité finale d'où naîtra, pour les uns, la défaite et, pour les autres, la victoire. A cet égard, la nation des usines Krupp croyait avoir pour elle toutes les chances. Sachant que ses adversaires n'étaient pas prêts, prévoyant donc que les stocks seraient bientôt épuisés, elle se persuadait volontiers que le courage de l'ennemi n'aurait d'autre effet que l'héroïsme magnifique et vain des sacrifices inutiles. Mais promptement avertis, par l'expérience, de la tactique à suivre, les Alliés, inventant la guerre d'usure, comprirent qu'à l'Allemagne versant, en masses compactes, des torrents de troupes, ils devaient opposer, non des torrents d'hommes, mais des torrents de munitions. Ménager les hommes, prodiguer les munitions, indéfiniment renouvelables et renouvelées, cette nécessité, nettement aperçue dès le début d'octobre, devint, de mois en mois, plus claire et plus forte. En France, en Angleterre, en Russie, l'activité des usines pour-

voyeuses de guerre parut, à la sagesse des gouvernements, la suprême espérance des victoires.

Mais si les belligérants devaient chercher, en pleine indépendance, sur un territoire soumis à leur autorité, les ressources militaires indispensables à leurs armées, ils ne pouvaient, surtout au début, dans le désarroi d'une guerre qui les surprenait, compter exclusivement sur les résultats du travail national. De tout temps, le belligérant dont la préparation militaire n'est pas complète passe commande aux neutres. Utilisant son crédit, il achète des fusils, des canons, des munitions, des explosifs, il se procure des chevaux, des chaussures, des vivres. L'Etat, arrêté par le devoir gouvernemental de neutralité, ne peut laisser sortir de ses arsenaux une seule arme, de ses magasins une seule fourniture militaire à destination des ennemis. Mais les individus, non tenus du devoir de neutralité, continuent librement le commerce militaire à destination des belligérants, sans autre risque que l'absence de protection de leur gouvernement contre la saisie et la confiscation en haute mer.

C'est donc vers les neutres qu'après la bataille de la Marne, la France et ses alliés devaient se tourner pour acheter des fournitures de guerre. Mais la lutte avait pris, dès le début, une telle ampleur qu'il fallait passer l'Océan pour trouver un neutre en mesure de jouer efficacement le rôle, de plus en plus lourd, de fournisseur d'armée.

Tandis qu'en Europe les rares Etats qui demeuraient en dehors de la guerre risquaient, presque tous, d'y entrer, les Etats-Unis semblaient, au contraire, devoir y rester étrangers. Détournée de prendre part aux querelles de l'Europe par la sagesse des conseils de l'adresse d'adieu de Washington, cette avant-doctrine de Monroe, de plus résolument pacifique et, d'ailleurs, protégée par l'Océan, n'ayant donc pas comme tant d'autres le souci de ménager ses ressources pour une éventuelle participation aux hostilités, cette grande nation industrielle et agricole de 100 millions d'habitants était prête à mettre son activité laborieuse, toujours en quête de profits, au service des belligérants. Son vaste territoire faisait d'elle la ferme et l'usine où le travail, ailleurs entravé par l'appel aux armes, pouvait, sans interruption, nourrir, vêtir, armer la belligérance de l'Europe. Le Sud offrait des chevaux, des fourrages, du blé. Dans le Centre et le Nord, une colossale activité industrielle était prête à s'employer. Dès le mois de septembre arrivaient aux Etats-Unis les premières missions militaires. Elles ne tardèrent pas à se multiplier, à se fixer, à se développer. Bientôt, par toute la région industrielle, de Saint-

Louis à Cleveland, de Cincinnati à Boston, les marteaux ne cessèrent de frapper, les machines de tourner, les ouvriers de travailler, pour que, sur les fronts de bataille d'Europe, les Alliés eussent à leur disposition des munitions, des explosifs, des canons, des fusils, des aéroplanes, des sous-marins, des automobiles, des cuisines de troupes et des locomotives de siège. Un fleuve de fournitures de guerre coule depuis des mois de l'Amérique vers l'Europe.

L'Allemagne s'en inquiète. Après avoir informé les citoyens des Etats-Unis qu'ils étaient libres de continuer leur commerce de guerre, le Président Wilson les a, dès le début des hostilités, avertis que le Gouvernement américain ne pouvait, sans manquer à son devoir d'abstention, les protéger contre la saisie par les belligérants, hors des Etats-Unis. Mais si les Alliés, dont les croiseurs font bonne garde, peuvent arriver à couper la route aux fournitures de guerre à destination de leur ennemi, l'Allemagne, dont le pavillon a disparu de la surface des mers, ne peut leur fermer l'accès des ports européens.

Théoriquement, l'usine et la ferme américaines sont prêtes à travailler pour toutes les belligérances d'Europe. Pratiquement, leurs services peuvent être utilisés surtout par les Alliés.

Indirectement, par l'effet de la maîtrise britannique de la mer, l'agriculture et l'industrie des Etats-Unis sont devenues pour les adversaires de l'Allemagne d'utiles auxiliaires.

Dès lors, reprochant à l'esprit de lucre du *business* américain un résultat qui n'est dû qu'à sa propre infériorité navale, l'Allemagne accuse les Etats-Unis de manquer au devoir, légal et moral, de neutralité. Et par le raisonnement, la manœuvre, l'intrigue, la corruption, la persuasion, la pression, la menace, elle tente de couper, contre tout droit, en territoire neutre, le commerce que cette infériorité navale ne lui permet pas d'arrêter en haute mer.

On croyait que la guerre se restreignait aux territoires des belligérants, et voici que ses moyens, ruse et violence, l'étendent sans troupes aux territoires neutres.

En dehors des grandes batailles où s'affrontent les armées, à côté des duels secrets où font assaut d'habileté, de finesse et de perspicacité les diplomaties, pour amener dans la guerre les neutralités que leurs sympathies naturelles inclinent à la belligérance, une autre lutte est engagée dans la lointaine Amérique : une lutte où l'Allemagne s'attaque à la libre souveraineté des Etats-Unis, pour les amener, sous de faux prétextes, non seulement à abdiquer leurs droits, mais à déserter leurs devoirs; une lutte, au contraire, où l'Amérique, clairvoyante et résolue, défend, sans se

laisser ni intimider ni surprendre, ce qu'elle comprend justement être, non seulement sa liberté, mais son honneur.

*
.

Si minutieuse qu'ait été, dans tous les domaines, même celui du droit, la préparation de l'Allemagne à la guerre, elle eut cependant ses lacunes. On ne pense pas à tout. Désireuse de permettre aux usines d'Essen de vendre librement, en temps de neutralité, les canons Krupp, orgueilleusement convaincue de la supériorité de son organisation militaire, faussement pénétrée de l'idée qu'ouverte par son attaque brusquée, impétueuse, la guerre serait courte, l'Allemagne avait cru pouvoir, à La Haye, donner pour instructions à ses délégués de réclamer, en faveur des neutres, la liberté du commerce des armes et des munitions. En conséquence, la seconde conférence de la paix adopta, dans ses deux conventions relatives à la neutralité, l'une terrestre, l'autre maritime, un article 7 identique ainsi conçu : « Une puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte ». Dans la pensée de l'Allemagne, ce texte précis, favorable aux usines Krupp, constituait une victoire allemande. Mais, après la bataille de la Marne, elle dut s'apercevoir que c'était en réalité l'un des éléments, jusqu'alors négligés, d'une défaite allemande. Libres de ne pas arrêter l'exportation d'articles de guerre aux belligérants, les Etats-Unis pouvaient à cet égard continuer et même développer leur commerce, sans risquer la moindre objection. Le Président Wilson n'avait qu'à laisser les Etats-Unis trafiquer d'articles de guerre, sans que l'ambassadeur impérial, le comte Bernstorff, pût porter au département d'Etat la moindre protestation, car il se fût attiré cette juste réponse : « Ce n'est pas maintenant, en 1914-1915, ni à Washington, c'était plus tôt, en 1907, et à La Haye, qu'il fallait le dire. » Il est vrai que le texte laisse aux neutres le choix entre deux partis, l'arrêt ou le maintien du commerce de guerre ; mais, dès le mois d'août, les Etats-Unis, sans la moindre protestation de l'Allemagne, avaient opté pour son maintien. Comment, dès lors, le gouvernement impérial eût-il pu demander aux Etats-Unis de changer leur règle en cours de guerre ? Si ce n'était pas l'intérêt de l'Allemagne, pourquoi l'eût-elle désiré ? Mais si c'était l'intérêt de l'Allemagne, comment, pour les Etats-Unis, y accéder sans forfaire à leur neutralité ?

Les circonstances étaient telles qu'une action diplomatique était impossible.

Mais l'Allemagne s'était mise en mesure d'en exercer une autre. Elle n'avait pas laissé tomber l'avertissement de Bismarck que, dans une guerre, il ne faut pas négliger les neutres. Elle n'avait pas non plus perdu le souvenir des procédés par lesquels la politique bismarckienne manœuvrait le sentiment public. Et, puisqu'il s'agissait des Etats-Unis, elle n'avait eu garde d'oublier ce mot de Jefferson, que s'il fallait choisir entre un gouvernement sans journaux et des journaux sans gouvernement, il préférerait encore la seconde situation à la première : boutade qui exprime l'importance de l'opinion dans la grande République américaine. Profitant de l'indication, l'Allemagne avait eu soin, dès le début de la guerre, de doubler aux Etats-Unis son ambassadeur officiel près du gouvernement à Washington, par un ambassadeur officieux auprès de l'opinion publique à New-York. Le docteur Bernard Dernburg avait passé, dans les affaires, plusieurs années dans cette ville : il connaissait Wall Street, il parlait l'anglais, sans élégance, mais avec une suffisante correction. Ancien ministre des colonies, il avait la confiance de l'empereur. Arrivé aux Etats-Unis au mois de septembre, sous prétexte d'organiser la branche américaine de la Croix-Rouge allemande, il multiplia dès le mois d'octobre, près des journaux, des clubs, des universités, les démarches, les conversations, les articles, les conférences. Persuadé que l'opinion américaine, égarée dans le parti des Alliés, ne tarderait pas à se ressaisir dès que la documentation allemande l'aurait remise, avec l'autorité de la science allemande, sur le chemin de la vérité, il prit la direction d'une grande croisade contre ce qui semblait à l'arrogance allemande l'étonnante ignorance du peuple des Etats-Unis. Dès son arrivée, les gazettes germano-américaines prirent un nouvel essor : les feuilles hebdomadaires devinrent quotidiennes; de nouveaux illustrés naquirent. En même temps s'opérait, dans les sociétés allemandes visitées par ses agents, un recensement discret des forces germaniques. Les 200 000 réservistes, à qui la maîtrise anglaise de la mer n'avait pas permis de rejoindre leurs corps, accomplirent un devoir patriotique en se faisant, près des Allemands-Américains nés en Amérique de parents Allemands ou naturalisés aux Etats-Unis, les propagateurs ardents de la confiance américaine dans la justice de la cause allemande. Venus en Amérique en haine de l'autoritarisme et du militarisme, mais d'autant plus fiers de la grandeur allemande qu'elle leur était devenue moins lourde à porter, ces Allemands d'Amérique, qui, jadis, étaient peu consi-

dérés par l'Allemagne officielle, rentraient subitement dans ses bonnes grâces perdues. Comme on présentait un jour à l'empereur un de ces citoyens américains, fiers de conserver dans leur nationalité nouvelle, plus libérale, le souvenir de leur nationalité ancienne, plus hautaine, le kaiser laissa tomber ces paroles : « Je connais des Allemands, je connais des Américains, je ne connais pas d'Allemands-Américains. » Maintenant, il n'était pas de faveurs, de prévenances, d'objurgations aussi, que l'Allemagne ne prodiguât à ces « traits-d'union » (*hyphenated*) en vue de les mobiliser au service de la cause allemande. Numériquement puissants, bien que leur chiffre variât, suivant les statistiques, de 15 à 20 millions, principalement massés dans la région industrielle et agricole du Moyen-Ouest et de l'Ouest, ces Germains-Américains représentaient une force électorale. Dans les Universités, des professeurs d'origine allemande, Munsterberger, Kuno Francke, de Mach, et leurs émules, d'origine américaine, les J.-W. Burgess, les Trent, qui avaient étudié ou enseigné en Germanie, étaient prêts à prendre la tête du mouvement : par eux, il devait gagner les hautes sphères intellectuelles et progressivement tourner les sympathies américaines vers l'Allemagne. A l'instigation du docteur Dernburg, toute une organisation, électorale et populaire à la base, académique au sommet, se formait avec un double objectif, général et particulier. Objectif général : rendre l'Amérique sympathique à la cause allemande. Objectif particulier : arrêter l'exportation des armes.

Mais l'arrêt du commerce des armes ne pouvait être prononcé par le Président qu'en vertu d'une loi du Congrès. A la faveur des premières manifestations, dues à la propagande allemande, c'est au vote de cette loi que, dès le début, les pro-Allemands s'efforcèrent.

Parmi les membres de la législature fédérale élus par les centres germano-américains du Midi et de l'Ouest se trouvaient des représentants, fils d'Allemands, ou Allemands naturalisés Américains, dont l'admiration pour l'Allemagne était prête à toutes les complaisances. Au premier rang figurait un représentant du Missouri. De sa naissance, une petite ville au fond de la Thuringe avait, par une plaque commémorative, perpétué fidèlement le souvenir. Pacifiste, mais plus encore Allemand, M. Richard Bartholdt prit l'initiative d'une résolution autorisant, — c'est-à-dire invitant, — le Président à interdire l'exportation des armes et des munitions. Il en saisit le Sénat le 7 décembre. Le même jour, un fils d'Allemands, M. Vollmer, en saisissait la Chambre. Renchérissant encore sur ce projet, les congressistes Lobeck à la

Chambre, Hithcock au Sénat, faisaient la même proposition, non seulement pour l'exportation, mais le simple commerce des armes à destination des belligérants. Enfin, par une autre surenchère, le sénateur Works, de Californie, déposait un projet de loi plus étendu, prohibant la vente et l'exportation non seulement des armes et munitions, mais de tous autres articles d'usage militaire, des chevaux par exemple.

A les entendre, les auteurs de ces propositions étaient d'honnêtes pacifistes, sincèrement émus par les horreurs d'une longue guerre, simplement animés par le louable désir d'y mettre une prompte fin. Mais leurs pensées, plus allemandes que pacifistes, étaient moins innocentes que leurs paroles. Quand ils demandaient au Congrès d'arrêter l'exportation des armes, des munitions, voire de toutes fournitures de guerre, M. Bartholdt et ses amis ne pouvaient ignorer que le Congrès n'eût restreint ainsi que l'action militaire des Alliés, non celle de l'Allemagne. Leurs propositions, qui visaient également les belligérants, sous l'apparence abstraite des mots, n'atteignaient que les seuls ennemis de l'Allemagne, dans la réalité concrète des faits. Le grand citoyen dont se souvenait la petite ville de Thuringe avait-il conservé sa nationalité d'origine en se faisant naturaliser Américain, grâce à la disposition de la loi allemande qui permet à ses ressortissants de rester secrètement Allemands? Un avocat de New-York le prétendit, mais en vain, car cette disposition n'avait pris place que dans la récente loi Delbruck du 22 juillet 1913. Quoi qu'il en fût, en droit, de sa nationalité, discutée dans les polémiques d'avant-garde, les sentiments de Richard Bartholdt n'étaient pas douteux. Il y avait place pour deux patries dans son cœur. Son pacifisme laissait percer le casque à pointe. On le vit bien, quand, avec les représentants dont le pro-germanisme de surenchère affectait de dépasser le sien, il commit l'imprudence de se rendre officiellement à l'ambassade allemande et d'annoncer, en en sortant, qu'après examen l'interdiction du trafic des armes avait été reconnue conforme au droit des gens. Les journaux firent de l'aventure les commentaires qu'on devine. Et le peuple américain, plus susceptible que ses représentants, se sentit humilié qu'ils fussent venus prendre, sur un acte souverain de la nation, l'opinion de l'étranger. Ne pouvant, faute du régime parlementaire, s'en expliquer par une déclaration ministérielle, le cabinet donna publiquement son avis sur cette question et quelques autres, sous la forme d'une lettre du secrétaire d'Etat au président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères. Dans cette lettre au sénateur Stone, du 20 janvier 1915, M. W. J. Bryan déclarait

nettement que le gouvernement ne pouvait accepter des propositions de loi contraires à la liberté du commerce des armes, à laquelle, au début de la guerre, il s'était rallié. C'était le désaveu gouvernemental des législateurs à trait d'union (*hyphenated*). Le 4 mars, le Congrès s'ajournait, et leurs manœuvres désormais à long terme étaient, pour le moment, discréditées.

Mise en échec près du Congrès, la propagande allemande cherche à s'adresser au peuple. Et cela par la presse. Le 5 avril 1915, deux cents journaux publiaient simultanément, du Pacifique à l'Atlantique, une grande page d'annonces sous ce titre : « Appel au peuple américain. Allégez la souffrance, préservez la vie humaine, n'aidez pas à la détruire. » De qui émanait cet appel? D'Américains-nés? Non, mais d'étrangers, rédacteurs en chef ou propriétaires de feuilles de toutes nationalités, hongrois, russes, polonais, hollandais, suédois, norvégiens, finlandais, portugais, espagnols, italiens, grecs, arabes; une vraie Babel. Ces hommes, à peine Américains, qui professionnellement ne s'adressaient qu'aux immigrés non encore assimilés, dans une langue étrangère, prétendaient exprimer la pensée américaine, en demandant au peuple américain, à la presse américaine, aux manufacturiers et aux ouvriers américains, d'arrêter la fabrication de la poudre, des obus, des cartouches. Ces journalistes, qui avaient à leur disposition leurs propres colonnes, ne s'en contentaient pas. Ces rédacteurs, qui, plus que tous autres, devaient avoir le sentiment de l'indépendance de la plume et de l'incorruptibilité de la pensée, demandaient à la publicité de leurs confrères, pour leurs idées, une hospitalité payante. Au lieu de prier leurs grands collègues des journaux de langue anglaise de se faire, dans leurs articles de fond (*editorials*) les interprètes désintéressés de leur vœu, ces littérateurs demandaient pour leur littérature une place aux annonces : ils protestaient de leur indignation, l'argent à la main. Et, quand il fallut répondre à l'embarrassante question : « D'où vient l'argent? » les quatre cent trente signataires, qui comptaient des Italiens, des Japonais et prétendaient même compter, — superbe imposture, — six Français, mais ne comprenaient, — trop grossière habileté, — aucun journaliste allemand d'Amérique, disparurent derrière un homme de paille, un ancien muletier du nom de L.-N. Hammerling, subitement sorti de l'obscurité, dans laquelle il devait aussitôt rentrer, pour déclarer gravement aux reporters amusés qu'il avait, de ses propres fonds, payé les 100 000 dollars de l'annonce.

Cependant le D[r] Dernburg avait fait relever le nom des Améri-

cains qui, depuis vingt ans, avaient étudié dans les Universités allemandes. Une « German University League » se créait à New-York pour raviver leurs souvenirs et réchauffer leur zèle. Mais on ne mobilise pas les sympathies : « J'ai étudié à la fois en Allemagne et en France », répondait l'un des universitaires pressentis, le professeur R. Weeks, de Columbia University. « Connaissant les deux pays, on ne peut douter que je préfère la France. » Ceux mêmes qui, bien rares, ne se dérobaient pas à l'appel, parce que nés d'Allemands, ou fils d'Allemands, ou mariés à une femme allemande, étaient loin de répondre à l'attente des fondateurs de la Ligue. Ce n'étaient pas des sympathies abstraites, platoniques, que réclamait l'Allemagne; c'était le vote d'une proposition tendant à l'arrêt de l'exportation des armes et munitions de guerre. Mais ce vote, — réclamé par le professeur Burgess, de Columbia, et par l'ancien instructeur E. de Mach, de Harvard, —un autre professeur de Harvard, en pleine sympathie avec l'idéal allemand et la victoire allemande, Kuno Francke, n'hésita pas à dire hautement qu'il devait être refusé : « Je suis de race allemande, mais je me sens le devoir de soutenir une politique strictement neutre », écrivait-il, en janvier 1915, à Richard Bartholdt. Et, le 30 mai 1915, dans la courageuse préface de sa *Profession de foi d'un Allemand-Américain*, Kuno Francke, égaré, mais loyal, maintenait qu'à moins de circonstances exceptionnelles, telles que représailles de neutres à belligérants, la continuation du commerce des armes avec les Alliés s'imposait au gouvernement américain.

Après cet échec près des intellectuels, l'intrigue allemande tenta de gagner les pacifistes, très puissants aux Etats-Unis. Tous les ans, au mois de mai, pendant trois jours, dans l'Etat de New-York, au bord d'un lac, sur l'invitation des frères Smiley, se réunit une conférence qui en groupe toutes les nuances. On y avait inscrit la question des armes. Mais quand la conférence s'ouvrit, le 19 mai, la nation était toute vibrante d'indignation. Le *Lusitania* venait, douze jours auparavant, d'être coulé. L'orientation générale de la conférence du lac Mohonk en fut instantanément retournée. Jamais assemblée pacifiste ne fut plus belliqueuse que cette réunion, où l'un des plus écoutés, le successeur de W. Wilson à la présidence de l'Université de Princeton, John Grier Hibben, se déclara dans les termes les plus éloquents l'adversaire de la paix à tout prix : « Nous ne pouvons abandonner l'honneur pour la paix, nous ne pouvons trahir le devoir en l'échangeant contre la paix, nous ne pouvons nous laisser aller doucement à la jouissance des bénédictions de la paix, en fermant nos oreilles aux cris de la détresse ou à l'appel d'une

juste cause. » Si les amis de l'Allemagne avaient espéré profiter de la réunion du lac Mohonk pour faire interdire l'exportation des armes et des munitions de guerre, ils devaient s'apercevoir qu'ils s'étaient lourdement trompés. Loin de demander au président Wilson un changement de politique, la conférence votait une résolution « exprimant sa gratitude au Président des Etats-Unis pour le ferme maintien de la neutralité du gouvernement ».

Quand, après de nombreuses réunions au *Century Club* de New-York, une centaine de notabilités américaines se rencontrèrent en juin à Philadelphie, dans la salle historique de l'Indépendance des Etats-Unis, pour discuter les bases de la *Nouvelle Ligue pour l'organisation de la paix*, un socialiste, l'ex-représentant Victor L. Berger, de Milwaukee, réclama l'insertion, dans les résolutions, d'un article par lequel les puissances signataires du projet de traité préparé par la Ligue prendraient l'engagement de ne pas laisser libre, en temps de neutralité, leur marché de fournitures de guerre. Cette proposition, où l'influence allemande était manifeste, fut immédiatement écartée.

Enfin, quand, pour ne pas signer une note qu'il trouvait trop ferme, dans l'affaire du *Lusitania*, un secrétaire d'Etat trop pacifique donna sa démission dans des conditions telles qu'elle en prenait un air de désertion, les Allemands-Américains essayèrent de gagner par l'amour-propre cet ennemi du silence. Mais W.-J. Bryan devait résister à la séduction qu'exerce, chez tant d'hommes de parole, le désir d'être agréables à leur auditoire. L'orateur qui, en 1896, à Chicago, conquit soudainement la célébrité, en demandant au peuple américain, dans un discours fameux, de ne pas laisser crucifier l'humanité sur une Croix d'Or, ne pouvait se dissimuler qu'en interdisant l'exportation des armes aux nations surprises par la guerre, il la laisserait crucifier sur une Croix de Fer. Quelle que soit son impatience, trop précipitée, d'une paix trop prompte, il se souvient qu'il a mis son nom sous la lettre au sénateur Stone, où la politique présidentielle de la liberté du commerce des armes était nettement affirmée. Malgré ses utopies, ses défaillances, il reste honnête et fidèle à la parole donnée. Douloureux sacrifice, il s'est privé de quelques applaudissements à Madison Square, à New-York. Plus douloureux sacrifice, il s'est vu refuser la parole à Chicago, car l'organisation pro-allemande, qui lui demandait une conférence, y mettait cette condition essentielle qu'il combattrait l'exportation des armes et des munitions.

Arrêtée, du côté des pacifistes, par l'honnêteté de W.-J. Bryan, comme elle l'avait été, du côté des intellectuels, par la loyauté de

Kuno Francke, l'activité allemande bat-elle en retraite? Pas encore. Elle se tourne vers les féministes. Tout à coup paraissent, constituées, rentées, deux Ligues, l'une à Baltimore, sous le titre « d'Organisation des femmes américaines en vue d'une stricte neutralité », l'autre, à New-York, sous le nom de « Ligue américaine de l'humanité ». Promptement rapprochées, malgré la distance, elles font placer, dans les principales villes d'Amérique et notamment à New-York, des affiches ainsi conçues : « Citoyens, soutenons le Président, dans ses nobles efforts pour la préservation de la paix, en demandant au Congrès de lui donner le pouvoir d'arrêter l'exportation des armes et des munitions des Etats-Unis à l'Europe. » Il y aurait beaucoup à dire sur cette manière de soutenir le président en lui demandant de changer d'opinion sur le plus grave des problèmes. Aussi ne sera-t-on pas étonné d'apprendre que l'une des personnalités les plus actives du Comité de la « Ligue de l'humanité », Mrs R. P. Gold, n'est pas américaine, mais allemande. Le plus curieux est qu'un reporter du *World*, ayant été s'en assurer à domicile, reçut du mari de la dame, Allemand qui, depuis vingt ans en Amérique, venait à peine de faire les toutes premières démarches en vue de la naturalisation, cette déclaration d'indépendance conjugale : « Les Etats-Unis sont absolument justifiés dans l'attitude qu'ils ont prise. L'Allemagne elle-même, à La Haye, a refusé d'accepter le texte qui devait interdire aux nations neutres la faculté d'envoyer aux belligérants des armes et des munitions. » Et ce mari, qui en l'absence de sa femme croyait pouvoir librement s'épancher, concluait avec une ironie résignée : « Mais non. Les femmes disent : nous voulons la paix et nous l'obtiendrons en écrivant nos noms sur une feuille de papier. Comme si la plume était plus forte que l'épée! » Est-il, pour une féministe, égarée par la propagande allemande, châtiment plus cruel que ce désaveu public, revanche ironique du bon sens du mari?

*
* *

L'Allemagne a de grands jurisconsultes. Aucun n'est intervenu dans le débat. Le plus éminent d'entre eux, von Liszt, professeur à l'Université de Berlin, signataire du manifeste des intellectuels allemands, a lui-même écrit, dans un manuel qui fait autorité, *Völkerrecht* : « D'après une règle fermement établie à l'heure actuelle, le commerce des neutres est libre, même en temps de guerre. Les ressortissants des Etats neutres peuvent se livrer au commerce sur terre ou sur mer, non seulement entre eux, mais

encore avec les belligérants... La contrebande de guerre est seulement exposée à être saisie par les forces navales de celui des belligérants à l'adversaire duquel elle est destinée. » Mais la propagande allemande aux Etats-Unis sait trouver des raisons où des jurisconsultes, même égarés par le plus aveugle des sentiments, n'oserait en chercher. La science garde encore des scrupules. Une presse reptilienne en a moins. Tous les jours paraît à New-York, depuis le quatrième mois de la guerre, une feuille d'informations, la feuille Claussen, qui distribue les nouvelles allemandes aux journaux américains assez confiants pour lui faire crédit. Contre le commerce des armes, ce fut elle qui reçut, au mois de mars, mission d'ouvrir la campagne juridique. Et les arguments ne lui manquèrent pas. Les Etats-Unis doivent interdire, d'après elle, le trafic militaire à destination des belligérants : 1° Parce que, durant les guerres de Napoléon, ils l'ont déjà défendu; 2° Parce que, durant la guerre franco-allemande de 1870, le Président Grant l'a prohibé; 3° Parce que les principales nations neutres l'ont, dans la guerre actuelle, coupé; 4° Parce que, durant la guerre hispano-américaine, l'Allemagne aurait, à la requête de l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, fait cesser les envois d'armes à l'Espagne.

Il est vrai que, le 22 décembre 1807, les Etats-Unis déclarèrent l'embargo, mais par représailles, en l'étendant à tous les articles, sans le limiter aux armes et munitions. Loin d'interdire la vente des armes aux belligérants en 1870, le Président Grant avait au contraire, dans sa proclamation du 22 août 1870, expressément déclaré que « toutes personnes peuvent légalement et sans restriction, à raison de l'état de guerre, fabriquer et vendre des armes, munitions de guerre et autres articles, connus sous le nom de contrebande de guerre ». Si les nations voisines de l'Allemagne et de l'Autriche ont mis l'embargo sur les armes, c'est qu'elles n'avaient pas trop de toutes leurs ressources pour la défense d'une neutralité qui devait, soit mobiliser en vue de se faire respecter, soit même, penchant vers la belligérance, se tenir prête à se joindre aux Alliés. Si, pendant la guerre avec l'Espagne, un navire chargé d'armes à la destination présumée de Cuba fut arrêté et visité à l'embouchure de l'Elbe, sur la demande de l'ambassadeur A. White, M. White ne se faisait aucune illusion sur l'irrégularité d'une telle mesure, car, dans son autobiographie, il écrit : « Le gouvernement allemand aurait pu aisément alléguer, en réponse à ma demande, que le gouvernement américain s'était généralement montré opposé à toute intervention dans l'expédition d'armes aux belligérants, et soutenir qu'il

n'était pas obligé d'arrêter les navires pour y rechercher la contrebande de guerre, recherche qui incombait à chacun des belligérants. »

Travaillant dans la confusion et l'équivoque, la propagande allemande alléguait encore qu'un Allemand-Américain notoire, Karl Schurz, dont la statue s'érige à New-York au sommet des jardins en pente de Morningside, avait dénoncé comme une monstrueuse doctrine la solution donnée par la majorité du Congrès qui, en 1872, avait décidé que, dans la vente faite en 1870 de fusils des Etats-Unis à la France, il n'y avait pas eu violation de la neutralité. L'objet de la décision que condamnait Karl Schurz n'était pas la vente d'armes par des particuliers, mais par l'Etat. Or c'est une distinction classique du droit des gens que, si la vente d'armes est permise aux particuliers, citoyens neutres, elle ne saurait l'être à l'Etat dont ils relèvent. Et sans doute un pro-Allemand notoire, M. E. de Mach, prétend-il qu'il est contraire à l'esprit des institutions américaines ainsi qu'à l'idéal démocratique de distinguer entre le gouvernement et les citoyens, de sorte que le commerce des armes, interdit aux premiers, fût permis aux seconds. Cette prétention qui, dans une démocratie, mettrait les citoyens privés du commerce des armes en état d'infériorité sur ceux des monarchies, libres de le continuer, est d'autant plus inadmissible que le droit des gens ne se préoccupe pas de la forme des gouvernements. Et sans doute aussi M. de Mach rappelait-il à Philadelphie, le 30 avril 1915, que, d'après la Cour suprême des Etats-Unis, les traités sont les propres contrats des citoyens. Mais d'après les traités de La Haye, du 18 octobre 1907, sur la neutralité, la distinction des puissances neutres, auxquelles la vente des armes est interdite et des citoyens neutres auxquels elle est permise, se trouve nettement marquée.

Dans un memorandum adressé le 4 avril au département d'Etat, mais en réalité destiné au peuple américain, comme le montrait, dans le silence du département, une incorrecte communication de l'ambassade à la presse, l'Allemagne a cru pouvoir rappeler que, dans leurs rapports avec les Etats de l'Amérique centrale, notamment avec le Mexique, les Etats-Unis ne s'étaient pas fait faute d'interdire l'exportation des armes. Mais alors il s'agissait d'une guerre civile où les Etats-Unis étaient directement intéressés, de sorte qu'un *Act* du Congrès du 14 mars 1912 leur permettait d'arrêter un commerce qu'aucune autre loi ne laissait au Président, en cas de guerre européenne, la faculté d'interrompre. De 1793 à 1914, les présidents Pierce, Grant, les secrétaires Jefferson, Bayard, Blaine, Olney, Hay, Root, les juges Story, Chase, avaient

fixé la pratique américaine d'une manière constante dans le sens de la liberté du commerce.

Dans la guerre des Boers, l'Allemagne, qui leur prodiguait ses sympathies, n'a cessé d'expédier des armes, des munitions à la Grande-Bretagne. Dans les guerres balkaniques, elle a continué. Et, après s'être arrogé la liberté du trafic de guerre quand elle était neutre, elle voudrait le fermer aux neutres, maintenant qu'elle est belligérante! Une telle prétention, inacceptable au regard de n'importe quelle nation, est plus particulièrement inadmissible au regard des Etats-Unis. Un droit conventionnel spécial s'y oppose. Il date de la fin du dix-huitième siècle; sous la double signature d'un philosophe et d'un prince, il reconnaît réciproquement, au pays de Franklin et à celui de Frédéric-le-Grand, le droit, en cas de neutralité, de libre commerce, sous la réserve, non de confiscation, mais de préemption du commerce des armes et des munitions. Ainsi en a décidé l'article 12 du traité de 1785, maintenu par un autre traité de 1828, dont, officiellement, dans une autre affaire, celle de la destruction du navire américain *Frye*, le gouvernement impérial reconnaissait, en dépit des années et des modifications politiques, la constante vigueur.

Malgré tout, la propagande allemande insiste. S'il est juste de vendre aux belligérants des fournitures militaires, c'est à la condition que les deux adversaires puissent s'en approvisionner sur le marché que le neutre laisse ouvert : or, ici, le marché américain, théoriquement ouvert aux deux belligérants, n'est, pratiquement, ouvert qu'aux Alliés. Dès l'instant qu'un seul parti peut s'y fournir, il est du devoir du neutre de le fermer. A défaut, ajoute-t-on, de ce caractère unilatéral de l'ouverture du marché, sa fermeture complète s'imposerait encore. Si, légalement, le neutre a le choix entre l'arrêt et le maintien du commerce des armes, moralement il ne l'a pas. Quand une nation se voit menacée du démembrement de son territoire, de la ruine de sa puissance, de la destruction de son génie, il y a dans tous ses actes un tragique reflet de dignité morale. Elle ne tue que pour vivre. Son industrie militaire n'est pour elle qu'un suprême bouclier, l'utile protection de son existence. Pour le neutre, au contraire, c'est une question d'argent. Un peuple vraiment chrétien, vraiment pacifique, ne peut, dans un tel but, transformer ses manufactures en usines de meurtre, en ateliers de mort. La plus haute morale lui conseille, au contraire, de s'abstenir de porter au farouche brasier de la guerre des brandons nouveaux. Tels sont, ou à peu près, les termes dans lesquels les pro-Allemands essaient de transporter dans l'ordre moral une argumentation écartée dans l'ordre légal.

Mais cette transposition du problème est impossible. Non seulement les Etats-Unis tiennent des lois de La Haye le droit de refuser l'interdiction sur leur territoire de la vente et de l'envoi d'articles de contrebande aux belligérants, mais comme ils ont pris cette attitude en vertu des proclamations présidentielles, ils ne peuvent plus modifier la règle par eux posée sans contrevenir à la loi d'élémentaire loyauté qui veut qu'une fois le jeu commencé, la règle du jeu, de ce jeu terrible et sanglant qu'est la guerre, ne puisse plus être changé. Le préambule de la Convention de La Haye sur la neutralité est catégorique : « Les règles adoptées impartialement par une puissance neutre ne doivent pas être changées au cours de la guerre. » Sans doute, cette règle appelle immédiatement une exception : « Sauf, continue le texte, au cas où l'expérience acquise en démontrerait la nécessité pour la sauvegarde des *droits* du neutre. » Mais, précisément, l'exception ne saurait exister ici, puisque les Etats-Unis reviseraient leurs règles traditionnelles renouvelées expressément, dès le début de la guerre, en vue, non d'une meilleure protection de leurs droits, mais d'une plus correcte exécution de leur devoir. Loin de leur faire une obligation, moralement, d'intervenir pour suspendre le commerce des armes, la circonstance que l'Allemagne, privée de l'usage de l'Océan, peut difficilement s'approvisionner chez eux leur défend, au contraire, une intervention dont le plus clair résultat serait de frustrer les Alliés de leur maîtrise de la mer.

Même s'il s'agissait de rechercher en théorie pure quel devrait être le droit de demain, après la fin de la guerre, il se pourrait bien que la liberté du commerce des armes en temps de guerre fût la doctrine la meilleure. Les pacifistes des Etats-Unis, qui semblaient devoir être ici les plus difficiles à raisonner, en sont actuellement convaincus. Ils comprennent que, dans l'état actuel de la société internationale, fermer le marché neutre aux nations qui, ne voulant pas la guerre, n'y sont pas suffisamment préparées, serait les mettre à la merci des puissances d'injustice et de guerre, livrer, comme l'a dit un Américain, Ch. Nobel Gregory, l'agneau sans défense au loup cruel. Ils saisissent également que, si les nations ne doivent en temps de guerre compter que sur leurs ressources d'armes et de munitions, elles seront amenées à faire, dès le temps de paix, des approvisionnements considérables. Or, l'expérience ne l'a que trop prouvé, la paix armée conduit inévitablement à la guerre. Si le commerce des armes devait être interdit aux neutres en temps de guerre, ce ne seraient pas seulement le droit, la faiblesse innocente qui seraient en danger, c'est la paix elle-même qui serait menacée. Toutes les variétés de l'opinion

pacifiste s'accordent sur ce point, du pacifisme quasi-belliqueux du « colonel » Roosevelt au pacifisme presque soumis de l'ex-secrétaire d'Etat Bryan, en passant par le pacifisme plus modéré de l'ex-président Taft.

*
* *

Si les intellectuels des Universités, les pacifistes de toute nuance, les féministes et tous les chevaliers errants, plus ou moins égarés, de l'Idéal pouvaient se laisser un instant détourner de la droite route de la justice et de la raison, ils pouvaient aussi promptement regretter et reprendre leur erreur; les pacifistes ont su résister au sophisme; les féministes, plus entamés peut-être, ne tarderont pas à se ressaisir. Entre la doctrine humanitaire des grands sentimentaux de la politique et l'égoïste dessein d'une nation de proie, le désaccord était trop grand pour que l'entente pût naître. Dans le domaine des intérêts, alliés plus efficaces parce que moins généreux, l'activité pro-allemande chercha meilleur accueil. Dans la prospérité générale issue des commandes de guerre, restait économiquement un point douloureux. Après avoir décrété, par représailles, la pression économique contre l'Allemagne, le 1er mars 1915, la Grande-Bretagne arrêtait les cargaisons de coton à destination de l'adversaire. Malgré les adoucissements que l'Angleterre s'efforçait d'apporter dans l'intérêt de l'Amérique à ces mesures de rigueur, les cotonniers du sud en souffraient. Mécontents, ils n'hésitèrent pas à rendre l'Angleterre responsable de leurs embarras financiers. Profiter de leur irritation pour appuyer sur l'intérêt la demande que les pacifistes et les femmes appuyeraient sur le sentiment, et de cette coalition faire sortir une législation restrictive du commerce de guerre, telle fut, dès lors, la tactique pro-allemande : « Réclamez l'embargo sur les armes et les munitions, dirent ses officieux, et vous briserez la résistance anglaise au passage en haute mer d'un commerce innocent ». Les cotonniers écoutèrent le conseil, et l'on trouvera dans un autre article de cette livraison l'exposé de cette question.

*
* *

A la recherche d'une base juridique pour l'interdiction du commerce des armes, les organisations allemandes d'Amérique multiplient les chicanes. La dernière d'entre elles, le *Labour's National Peace Council*, demandait récemment au secrétaire d'Etat Lansing d'interdire l'embarquement sur les quais de New-York, Nor-

folk et Yonkers, de navires exclusivement chargés de contrebande de guerre, puis protestait contre la participation des banques américaines, dont le système de réserve était contrôlé par l'Etat, aux opérations d'achats de fournitures militaires. Plus tard, dans un pamphlet signé des Révérends Dr. Charles F. Aked et Walter Rauschenbuch (ce dernier nom suffisamment révélateur), paraissait cet argument que, d'après Jefferson, si la continuation du commerce des armes sur le pied de paix était permise, la transformation d'usines pacifiques en usines militaires ne l'était pas Enfin, une note autrichienne au département d'Etat, du 29 juin, essayait de prétendre que le commerce de guerre neutre, en lui-même licite, avait pris aux Etats-Unis des proportions telles qu'il cessait de l'être.

Derniers expédients d'une argumentation aux abois, ces minces chicanes ne sauraient avoir de prise sur l'opinion du peuple américain. La liberté de l'exportation des armes est accordée par les traités sans aucune limitation de valeur, de volume ou de nombre. Qui d'ailleurs tracerait ici la limite du commerce permis et du commerce interdit? La liberté du commerce nécessaire à l'indépendance et à la prospérité de l'Etat serait-elle compatible avec l'interdiction à de nouvelles usines de se construire, à des usines dès maintenant existantes de se développer? L'idée de Jefferson était qu'un neutre doit pouvoir continuer à vivre de son travail, sans subir le contre-coup de la guerre, à laquelle il reste étranger. Mais comme la guerre restreint les demandes du marché pacifique, n'est-il pas juste que le commerce se tourne vers le marché militaire? MM. Aked et Rauschenbuch prétendent que c'est favoriser le militarisme, en développant des usines qui, après avoir travaillé pour les armées étrangères, amèneront, sous la pression politique d'influences financières, l'Etat où elles existent à développer, avec ses armements, son système militaire. Le fait même que la production de guerre s'effectue par la transformation des usines de paix montre qu'à la fin des hostilités elles se retransformeront d'elles-mêmes, à nouveau, de manufactures militaires en manufactures pacifiques.

Sur le terrain juridique, l'Allemagne est battue d'avance.

Et, dès lors, ne pouvant procéder par la persuasion du raisonnement, elle recourt à la menace, à l'intimidation, à la violence.

Le 7 mai, le *Lusitania* était coulé dans la mer d'Irlande. Le 11 mai, la feuille d'informations allemande Claussen relevait que le navire transportait, non seulement des cartouches et des obus, mais 250 000 livres de tetrachloride; et elle ajoutait : « Les survivants du *Lusitania* se sont plaints d'avoir été suffoqués par les

fumées du gaz, qu'ils ont d'abord attribuées à la torpille. » Le 12 mai, la même feuille publiait une lettre de Munich protestant contre la vente des armes : « Le droit légal des individus de vendre des armes est admis ; mais la grande étendue du commerce en fait un acte d'hostilité. » De tous les arguments par lesquels l'Allemagne, qui plaide non coupable, essaie de justifier son injustifiable attentat contre la vie inoffensive de non-combattants, de femmes et d'enfants, le seul qu'elle donne et maintienne avec insistance, comme raison principale et décisive, est que le *Lusitania* transportait des armes et des munitions. De la première à la seconde note allemande, M. de Jagow reprend inlassablement le même argument : « Si le *Lusitania* avait été épargné, dit la seconde (9 juillet), des milliers de caisses de munitions auraient été envoyées aux ennemis de l'Allemagne, et, dès lors, des milliers de mères et d'enfants d'Allemagne eussent été privés de leur gagne-pain. » En coulant le *Lusitania*, l'Allemagne a donc entendu frapper l'Amérique pour l'exportation des armes et des munitions. « Sécurité d'abord » *(safety first)*, telle est la formule qui, au carrefour des rues, dans les gares de chemin de fer, revient sans cesse aux Etats-Unis. Les Américains sont prévenus : les navires qui transporteraient des armes et des munitions ne pourront plus leur servir à passer l'Océan ; qu'ils arrêtent l'expédition des armes, et ils recouvreront à cet égard, avec toute liberté, toute sécurité. Sinon, qu'ils prennent garde à la torpille.

Et voilà la première menace. Mais, dans cette voie d'intimidation, l'Allemagne ne s'arrête pas. Après avoir porté la violence sur mer, elle la porte sur terre. Le 3 juillet, un instructeur allemand de Cornell University, Holt ou Muenter, après avoir déposé, on ne sait avec quelle complicité, une bombe au Capitole, à Washington, puis d'autres bombes sur deux navires chargés de munitions pour l'Europe, attentait à Glen Cove, presque sous les yeux de l'ambassadeur d'Angleterre, également menacé, à la vie du banquier Pierpont Morgan, dont la confiance des Alliés avait fait le grand intendant des contrats de fournitures militaires : attentat symbolique d'un esprit fanatisé, que le fanatisme correspondant de Berlin et de Vienne devait accueillir comme l'acte d'un héros, suivi d'un suicide salué comme un martyre. Quelques jours plus tard, le 10 juillet, le petit poète érotique Sylvester Viereck imprimait, dans le périodique (que les subventions allemandes lui ont permis de créer depuis la guerre) le *Fatherland*, la « liste blanche » des maisons qui, sollicitées de consentir des contrats militaires pour les Alliés, s'y étaient refusées et la « liste noire » de celles qui, au contraire, les avaient acceptés.

Des sabotages étaient découverts, des grèves fomentées, notamment à Bridgeport. La police secrète était mise sur la trace de multiples complots. Au mois de mai, à Seattle, une explosion avait eu lieu dans des fournitures destinées aux Russes. D'autres attentats étaient en préparation. Chaque jour, de nouvelles révélations étaient faites.

L'Allemagne, désespérant d'atteindre son but par la persuasion du raisonnement, n'avait plus maintenant, pour arrêter le commerce des armes, d'autre propagande que la propagande par le fait. Sans souci de l'indépendance des Etats-Unis, elle osait de vive force violenter leur liberté : l'industrie nationale était arrêtée, le commerce troublé, la vie des citoyens menacée. Une nation grande, fière et libre ne se laisse pas de la sorte intimider. De toutes parts de vigoureuses protestations éclatent : celle de Horace White dans *North American Rewiew*, de Th. Woolsy dans *Leslie's Weekly*, de Walter Lippman, dans *New Republic*, et tant d'autres!

Pourquoi l'Allemagne a-t-elle fait demander aujourd'hui par l'Autriche (sera-ce demain par la Turquie?) ce que, liée par le traité de Frédéric et de Franklin, elle ne peut réclamer elle-même? Pourquoi, tandis qu'elle pèse sur la Roumanie pour obtenir le libre passage des armes à destination de la Turquie, fait-elle pression sur les Etats-Unis pour obtenir l'arrêt du commerce des armes à destination des Alliés? Comment ose-t-elle demander par l'intermédiaire du professeur Burgess ou l'instructeur de Mach la cessation d'un commerce qu'avec plus de franchise que de prudence son porte-parole, l'ancien ministre Dernburg, reconnaissait expressément valable, le 30 avril, à Philadelphie? Comment peut-elle espérer arracher du Congrès, grâce aux Allemands-Américains, — qui s'y trouvent en bruyante, mais infime minorité, — une mesure que l'ambassadeur d'Allemagne a lui-même déclarée, le 15 décembre, ne pouvoir réclamer, directement, du gouvernement américain? Comment surtout l'Allemagne a-t-elle pu croire qu'elle aurait de l'Amérique, par la force, ce qu'elle ne pourrait obtenir d'elle par la raison?

L. Delorme.

D'ORAN A ARRAS

FEUILLES DÉTACHÉES D'UN CARNET DE GUERRE[1]

II. — De la Méditerranée aux champs de bataille de la Marne.

26 août 1914. — Il est neuf heures quand le bâtiment accoste dans le port de Cette. Déjà d'autres navires y sont arrivés avant nous, chargés eux aussi de troupes qui débarquent en ce moment. Il y a là tous les spécimens de l'armée de l'Afrique du Nord : des zouaves, des tirailleurs, des Marocains et aussi des chasseurs d'Afrique et des spahis. Sur le quai, une foule énorme et bariolée, comme celle de tous les ports méditerranéens. Nous remarquons que, parmi les gens qui nous regardent, les jeunes hommes sont rares et c'est là une première manifestation de l'état de guerre.

Nos sentinelles ont peine à tenir tout ce monde à distance, et déjà les vendeurs de journaux nous ont apporté les dernières dépêches, que nous parcourons avec avidité. Elles ne sont ni bonnes ni mauvaises et l'impression demeure anxieuse.

Jeudi 27, 6 heures soir. — Je viens d'arriver à Narbonne avec le train spécial transportant le deuxième échelon du quartier général (force publique et services). Le premier échelon est déjà ici depuis ce matin, car il paraît que nous y séjournerons quelques jours, ignorant encore notre destination définitive. Peut-être dépendra-t-elle de l'issue des grandes batailles qui se livrent en ce moment dans l'Est et dont nous commençons à percevoir l'écho. Des camarades, restés au dépôt de Narbonne et qui sont venus nous dire bonjour à la gare, nous parlent de sanglants

[1] Voir le *Correspondant* du 25 août 1915.

combats en Alsace, auxquels prit part le régiment d'infanterie en garnison ici. La ville est d'ailleurs très animée. Outre quelques unités de notre division, arrivées aujourd'hui et les jours précédents, nous y trouvons de nombreux territoriaux.

Samedi matin 29. — L'ordre de partir est arrivé cette nuit et, aux premières lueurs de l'aube, le train transportant le quartier général s'est ébranlé pour une destination inconnue, du moins de la plupart d'entre nous. Nous faisons route vers le Nord. Dans le wagon couloir où ont pris place les officiers des différents états-major et services, on achève de faire connaissance.

Vers midi, notre convoi stationne à Toulouse. Comme nous avons une heure devant nous, le chef d'état-major, un camarade et moi, nous nous rendons au restaurant réputé du Sillon. Bien que le temps soit splendide, la capitale du Languedoc, si animée d'ordinaire, semble morte et l'immense salle où nous déjeunons est presque vide de convives. Cette solitude imprime à notre repas un caractère de tristesse qu'accroît la nouvelle de mauvaises rumeurs qui circulent en ville. Quand nous revenons à la gare elles se sont précisées. Il paraîtrait que dans le Nord tout n'irait pas parfaitement et le commandant G..., chef de la commission de réseau que je retrouve ici, me confirme ces bruits fâcheux.

Durant toute l'après-midi, notre convoi, observant la sage allure des trains militaires, traverse lentement les campagnes fertiles du Languedoc et de la Guyenne encore verdoyantes à cette époque. Les arrêts sont fréquents et à chacun d'eux d'accortes jeunes filles se précipitent aux portières avec des paniers pleins de fruits odoriférants qu'elles nous distribuent à profusion. D'ailleurs la récolte doit être bonne cette année, car tous les arbres que nous apercevons ploient littéralement sous leur charge. Nos spahis, gens du Sud peu habitués aux aspects agrestes, n'en reviennent pas. « La France, kifkif un jardin », répètent-ils inlassablement. Leur chef, le lieutenant Bel A..., un arabe cultivé qui parle notre langue avec une pureté et une aisance remarquables chez un indigène, partage leur enthousiasme. Vieux soldat, sous un aspect resté jeune, ayant guerroyé durant toute sa carrière, il en est à son premier voyage en France et toute cette verdure le surprend et le charme lui aussi. Puis il a d'autres motifs d'être satisfait. Commandant l'escorte et désirant se rendre plus digne encore de cette haute mission, il a emporté ses plus somptueux uniformes, aussi nombreux que variés. Aujourd'hui pour traverser la France il a arboré sa plus belle tenue, oh! combien magnifique! Il est en bottes de maroquin rouge, en jupon culotte bleu

très soutaché, en gilet et en bolero rouges chamarrés sur toutes les coutures et porte en outre une splendide ceinture en soie multicolore. Autour de sa tête énergique s'enroule un fin haïk [1] et plusieurs écheveaux de corde en poils de chameau. Ainsi paré, il sème l'admiration autour de sa personne et à chaque arrêt, où il ne manque régulièrement de descendre sous prétexte d'inspecter ses hommes, il disparaît dans un cercle de gracieuses jeunes filles et de grasses commères qui n'ont d'yeux que pour lui. Et lui, en soldat superbe, doublé d'un homme du monde blasé sur la vanité des succès féminins, demeure calme devant ces manifestations admiratives. Mais peut-être ce flegme n'est-il qu'apparent, car à diverses reprises notre camarade manquera de rater le train, et le chef d'état-major, craignant de le laisser en route, devra le rappeler à l'ordre.

Ces arrêts répétés rompent un peu la monotonie du voyage. La nuit nous surprend comme nous dépassons Cahors. Nous étant levés à l'aube, chacun ne tarde pas à s'endormir. Quand je me réveille, il fait grand jour, le train est garé, et presque tous mes camarades sont déjà descendus sur la voie. Nous sommes à la station halte-repas de Saint-Sulpice et des dames de la Croix-Rouge nous y invitent gracieusement à prendre le café. Un autre train est là, près de nous, transportant des blessés. Ce sont les premiers que nous voyons, et leur aspect ne laisse pas de nous impressionner un peu. Dans un wagon, que gardent des territoriaux, se trouvent aussi des prisonniers allemands et on entrevoit, par la portière d'un compartiment de première classe, les silhouettes hautaines de deux officiers. L'un d'eux, monocle à l'œil, nous dévisage même assez impertinemment. Mais notre convoi reprend sa marche avec une lenteur désespérante : on fait du vingt à l'heure. Les jolis paysages de la Creuse nous charment un instant. Quel contraste avec le bled oranais et que nos yeux ont de plaisir à se reposer sur ces sites gracieux et verdoyants! Mais on finit par se lasser de tout, et nous voici discutant de la guerre. Certains voient déjà les Russes à Berlin et les Français sur le Rhin. Nul ne doute de la victoire finale, d'autant que nous sommes encore sous l'impression des succès d'Alsace, où le général Pau a poussé jusqu'au delà de Mulhouse une hardie offensive, dont nous ignorons l'arrêt déterminé par notre recul en Belgique. La plupart d'entre nous croient à une campagne très courte, de quelques mois tout au plus; d'aucuns même disent de quelques semaines. L'idée que j'émets, qu'elle pourrait durer un an,

[1] Sorte de foulard dont les Arabes recouvrent parfois la chechia et qui descend sur la nuque.

hypothèse basée sur la guerre de 1870, où il fallut six mois aux Allemands pour triompher de notre résistance pourtant improvisée, soulève l'incrédulité générale. Pour un peu, on me traiterait d'insane. Comme toute discussion, celle-ci se termine en laissant chacun sur ses positions et je reste sur les miennes. Faisant litière des pronostics financiers et économiques, appuyés sur des calculs qui me semblent inapplicables à l'état de guerre[1], je vois en cette lutte le plus gigantesque conflit de forces morales qui se soit encore produit dans l'univers. Comme elles ont à leur service la plus prodigieuse accumulation de moyens de résistance physique (en hommes et en matériel) que le monde ait encore connue, il faudra que le parti qui veut être vainqueur détruise à peu près complètement ceux-ci avant que cèdent celles-là. La chose demandera un certain temps, d'autant que le vaincu, sachant qu'il sera saigné à blanc, résistera évidemment jusqu'à son dernier soldat et son dernier maravédis[2].

Puis la traversée des vastes plaines du Berry donne à la conversation une autre tournure. Notre camarade indigène, le lieutenant Bel A..., s'émerveille de ces splendides pâturages où paissent de magnifiques troupeaux. Nous avons tout le temps de les admirer, car ce sont sans cesse de nouveaux arrêts. Invariablement, les habitants, massés aux barrières, acclament les soldats d'Afrique tandis que dames et jeunes filles déversent dans nos wagons fruits et fleurs. Sur les quatre heures, le convoi effectue, aux Aubrais, un interminable stationnement. Dieu que ce voyage est long et combien il nous tarde d'en voir la fin! Et nous ignorons encore, même par approximation, le point où l'on doit nous employer! Sera-ce vers l'Est et combattrons-nous en Alsace ou en Lorraine? Ou bien irons-nous rejoindre en Belgique les camarades partis d'Afrique quinze jours avant nous? Ce doute est angoissant et les hypothèses faites pour tenter de l'élucider soulèvent de nouvelles discussions qui, si elles n'aboutissent pas, nous aident du moins à atteindre la nuit. Elle nous surprend à Juvisy, où nous marquons un nouvel arrêt et appre-

[1] Le fait que la Révolution tint tête à l'Europe et à une partie de la France soulevée, cela en dépit du déficit et de la faillite, était de nature à prouver surabondamment que ces calculs, démentis plus tard par les événements, ne pouvaient s'appliquer à de grands Etats européens, disposant d'immenses ressources, d'un vaste territoire, luttant pour leur existence et résolus, à ce titre, à s'imposer les privations nécessaires.

[2] L'auteur avait émis cette théorie dans une étude sur l'armée allemande, parue en octobre 1910 dans la *Revue militaire générale*, alors dirigée par feu le général Langlois, étude revue et mise à jour en juin 1915 (*L'Adversaire*, Berger-Levrault, éditeur).

nons enfin le premier terme de notre voyage. Ce sera le camp retranché de Paris; de ce fait, notre train s'engage sur le chemin de fer de ceinture pour s'arrêter à Ivry.

30 Août, 10 heures du soir. Ivry. — Nos wagons viennent de se ranger à quai dans la gare des marchandises où doit s'effectuer notre débarquement. Lestement hommes et chevaux, entraînés par six jours de route, descendent en silence à la lueur des quinquets qui diffusent une lumière jaune et parcimonieuse. Le ciel sans étoiles est sombre et il a dû pleuvoir ici car le pavé est encore tout mouillé. Au delà de la gare, règne une demi-obscurité dans laquelle on distingue les hautes maisons de la ville, décor de banlieue qui n'a rien de gai.

Notre débarquement, très ordonné, très rapide, sera donc plutôt triste, d'autant que nous sommes fatigués au physique par ces quarante heures ininterrompues de chemin de fer. En tête, avec ses Pandores, le capitaine G..., le sympathique commandant de la force publique. Derrière, suivent les spahis, frileusement enveloppés dans leurs grands manteaux écarlates; puis viennent, couverts de leurs capotes bleues, les chasseurs d'Afrique (sous-officiers-estafettes, et ordonnances), la plupart conduisant des chevaux de mains, car beaucoup d'officiers ont préféré gagner à pied le cantonnement très proche. Derrière cette troupe de cavaliers, marchent, mousquetons en bandoulière, les secrétaires d'état-major et nos cyclistes. Enfin, la longue file des chars indispensables à un quartier général : automobiles, fourgons, voitures de l'intendance, du service de santé et de la trésorerie et postes.

Comme il est bien tard pour s'installer au cantonnement et que nous devons du reste partir au petit jour pour Bourg-la-Reine, nous allons bivouaquer à quelques pas de la gare, dans une sorte de terrain vague, près du parc municipal. Là nos voitures, rangées à la queue-leu-leu, constituent une sorte d'enceinte, au centre de laquelle les chevaux sont mis à la corde par catégories. Ils forment ainsi autant de cercles distincts, pas toujours sympathiques les uns aux autres, et, durant la nuit, ceux de nos spahis échangeront d'énergiques coups de pied avec les montures de la maréchaussée.

Pas très brillante notre installation à ciel ouvert. Les hommes couchent sur le sol, garni d'ailleurs d'une paille très abondante, envoyée par la municipalité; les officiers s'organisent tant bien que mal dans les voitures diverses. Je gîte pour ma part dans une limousine avec un camarade qui, ronfleur incorrigible, ne tarde pas à claironner bruyamment en dépit de mes coups de coude. Néanmoins le sommeil me gagne.

31 août, 5 heures du matin. — Le trompette des spahis, un grand gars svelte et élancé, magnifique type d'Arabe des grandes tentes, vient de sonner le réveil et chacun s'étire, se secoue, bat la semelle, car la nuit a été fraîche et il n'est encore que cinq heures. Déjà nos hommes sont allés au *jus* et nous apportent le café préparé sur des foyers improvisés. Mais des mercantis sont là qui leur font concurrence, nous offrant pour vingt-cinq centimes une décoction de chicorée, à laquelle certains se laissent prendre, et qui ne vaut pas, loin de là, notre *cavoua*.

Quelques habitants d'Ivry, des ouvriers se rendant à l'usine, des gamins que notre présence insolite a tirés prématurément de leurs lits nous examinent à la façon d'animaux exotiques, et il y a vraiment de quoi exciter leur curiosité. Tout en nous détaillant des pieds à la tête, ils échangent entre eux des réflexions, souvent saugrenues, mais dont l'une pourtant n'est pas dépourvue de sel.

« Tiens, un cirque », remarque un bambin d'une dizaine d'année qui, un doigt dans le nez, semble prodigieusement intéressé par le spectacle de notre troupe multicolore, qui se trouve précisément installée sur un emplacement habituellement réservé aux forains. Son observation d'ailleurs ne manque pas entièrement de justesse. On conçoit que, pour cette jeune cervelle, ignorante des troupes d'Afrique, nos spahis accroupis en cercle à la mode arabe pour déguster leur café évoquent assez les exécutants de quelque numéro sensationnel, par exemple « les huit Abdallah dans leurs exercices équestres ». Nos cyclistes, assis autour de leurs machines formées en faisceaux, doivent lui apparaître comme des virtuoses de la pédale, et nos chasseurs d'Afrique, avec leurs carabines en bandoulière, comme des émules du grand Cody, le célèbre casseur de pipes. Quant au chef d'état-major qui, enveloppé de sa peau de bique, promène des regards scrutateurs sur notre bivouac, en désordre à cette heure, c'est évidemment pour l'enfant le directeur de ces nomades. Enfin, pour ce qui est des voitures des différents services où somnolent encore nos camarades, le drôle croit certainement, tant il les regarde avec curiosité, qu'elles recèlent des phénomènes rares entre tous (tels la femme sans tête et l'homme tronc), attractions que la direction cache soigneusement au public pour ne pas les déflorer avant la représentation...

Mardi 1er septembre, Bourg-la-Reine. — Nos destinées se sont précisées hier; la division est maintenant rattachée à la garnison du camp retranché de Paris, dont le général Gallieni vient de prendre le commandement. Notre quartier-général est

installé à Bourg-la-Reine, dans une des nombreuses villas de ce joli coin de banlieue; comme les propriétaires en sont absents et qu'ils nous ont fait remettre les clefs, nous sommes chez nous.

Les troupes, qui ne sont pas encore toutes débarquées, cantonneront ici dans les localités environnantes, à Arcueil, Fresnes, Sceaux, Fontenay-aux-Roses, etc. Comme le temps est splendide, je monte à cheval de bon matin pour une promenade qui doit me conduire dans quelques-unes de ces localités.

C'est vers Fresnes, du côté de la célèbre prison, modèle du genre, paraît-il, que je me dirige tout d'abord. Je me laisse aller à la curiosité d'en franchir la grille et je pousse ma monture dans les allées larges et fleuries, qui séparent les uns des autres les vastes et symétriques bâtiments de ce tranquille asile de la pègre. Je remarque qu'il est situé dans un coin verdoyant et agreste à plaisir; on ne pouvait certes trouver mieux, ou plus mal! Cette visite me laisse tout ébahi.

Nul doute que l'espoir d'habiter cet éden ne doive inciter plus d'un malandrin, et hélas! aussi plus d'un pauvre diable en quête de gîte et de pain, à faire de son mieux pour mériter d'y passer une saison. Souvent, au cours de l'hiver, quand je parcourrai les tranchées, tantôt affreusement boueuses, tantôt gelées, je songerai à la somptueuse prison de Fresnes.

Comme j'en sors, voici, sur la large chaussée qui s'ouvre devant moi, une tache bleuâtre et mouvante. Sans doute une colonne en marche, mais il semble, à cette distance, que ce soit quelque limpide rivière qui se serait soudain frayé accès au beau milieu de la route. Un temps de trot me fait reconnaître le N[e] de marche de tirailleurs, troupe superbe à la tête de laquelle j'ai le plaisir de saluer le colonel de B... que j'ai connu quelques semaines avant la guerre, lors des évolutions de division alors effectuées au camp de Saint-Leu, près d'Oran. A côté de ce brillant chef de troupe, chevauche le commandant de la brigade, le général Q..., un des héros de la conquête du Soudan, accompagné de ses deux officiers d'état-major, capitaines tous deux, l'un dans l'active, l'autre dans la réserve. Ce sont S..., un chasseur d'Afrique, moustachu et plein d'allant, et G..., un Méridional exubérant et tonitruant. Belles et sympathiques natures que celles de ces deux vaillants camarades. Le second, ingénieur des ponts et chaussées à T..., en Algérie, dispensé de rejoindre au titre de ses fonctions, s'est fait mettre en congé lors de la mobilisation, quittant femme et enfant pour venir faire campagne. En sa qualité d'ingénieur, il est naturellement officier du génie, et il s'est fait confectionner, au dernier moment, avec le drap qu'on a pu trouver à T..., une superbe

vareuse bleue, d'où, pour lui, un aspect aussi peu sapeur que possible. Aussi, quand d'aventure il se trouvera en compagnie de ses camarades des armes savantes, il produira parmi eux l'effet d'un morceau de ciel d'Afrique égaré par temps de brouillard. Le général, qui l'apprécie à sa juste valeur, sourit de cette fantaisie imposée par les circonstances.

Après avoir fait conduite un instant à ces futurs compagnons de guerre, que la campagne và révéler débordants de bonne humeur, d'entrain, de bravoure et de cœur, je franchis la grande route de Paris à Orléans et gagne Sceaux où cantonne le N[e] chasseurs d'Afrique. J'y compte un camarade de promotion, que je n'ai vu depuis ma sortie de Saint-Cyr, et auquel je serais heureux de pouvoir serrer la main.

Ces chasseurs, dont je rencontre quelques pelotons menant leurs chevaux à la promenade, sont de magnifiques soldats. Arrivés directement du Maroc, rompus à la vie de bivouac, assouplis par deux ans de campagne, leur aspect essentiellement guerrier évoque le souvenir de leurs aînés de la conquête de l'Algérie et de la campagne du Mexique.

Il est sept heures à peine quand j'arrive à la vaste propriété où cantonne l'escadron de mon ami S... L'habitation est sise au milieu d'un parc magnifique et quelques chevaux, qui n'ont pu trouver place dans les écuries, sont installés sous de grands arbres. Onques ces Bucéphales, habitués des steppes calcinées et caillouteuses de la région d'Oudjda, n'ont été à pareille fête. Les hennissements, dont ils saluent l'arrivée de ma monture *Boulet* et celle de *Tartarin*, qui ont servi l'un et l'autre aux chasseurs, disent toute leur satisfaction.

La plupart de ces chevaux sont blancs, comme il en est souvent des arabes, et cette couleur, sans inconvénients en Afrique, dans un pays poussiéreux où l'on combat un adversaire le plus souvent mal armé, demeure, en dehors du temps de neige, peu avantageuse en Europe où les conditions sont tout autres. Comme l'uniforme bicolore de nos chasseurs, bleu clair et rouge vif, est de son côté aussi voyant que possible, l'ensemble du cavalier et de sa monture revêt à distance l'aspect d'un drapeau tricolore, visible d'une lieue. C'est évidemment fort joli, mais aussi peu pratique que possible pour combattre les Allemands. Nos fantassins, tant d'Afrique que de la métropole, sont d'ailleurs, exception faite des chasseurs à pied, vêtus à la même enseigne, si bien qu'après quelques mois de campagne il faudra modifier, à grand renfort de millions, et après des pertes dues souvent à l'excès de visibilité, les nuances de l'uniforme.

Ce fait révèle l'erreur, non de nos couleurs à la fois si peu salissantes et si seyantes, mais celle de n'avoir pas, à l'exemple de nos adversaires et de presque toutes les grandes nations européennes, un double jeu de vêtements militaires, constituant tenue de ville et tenue de campagne. Notre système, qui sous prétexte d'économie s'est révélé si onéreux en définitive, consiste à donner à nos soldats un habillement de drap destiné à tous les usages. Il nous a valu d'avoir en temps de paix l'armée la plus mal ficelée de toute l'Europe, et en temps de guerre celle qui le fut tout d'abord de la façon la plus désastreuse. On ne peut en effet de toute évidence, n'en déplaise aux utopistes, avoir un costume à la fois très seyant et très pratique, et nul dans le civil n'a jamais songé à réunir ces conditions qui s'excluent le plus souvent. L'armée, qui en temps de paix se compose surtout de jeunes gens ayant la coquetterie de leur uniforme, a besoin d'une tenue de ville brillante qui plaise au soldat et favorise les engagements. Les opérations, elles, nécessitent au contraire des vêtements amples, de teinte neutre et possédant de nombreuses poches. Vouloir réunir tous ces avantages c'est prétendre résoudre le problème de la quadrature du cercle!

Mais je reviens au capitaine S... Il doit être encore couché, me déclare un chasseur. Je le trouve effectivement dans une fort belle chambre, garnie d'un vaste lit de milieu aussi élégant que confortable, mais dont il n'a pas fait usage. Déshabitué du confort européen par trente mois de chevauchées ininterrompues dans le bled, accoutumé à vivre sous la tente à la mode arabe, il s'est enroulé dans ses couvertures et a ainsi trouvé un sommeil qu'il aurait en vain cherché entre deux draps. Et comme j'en suis surpris : « Tout, me déclare-t-il en se dressant, est question d'accoutumance ». Parole très juste, dont au cours de la campagne j'aurai souvent occasion de vérifier la justesse.

Mercredi 2 septembre. — Je marquerai à jamais d'une pierre noire ce jour, quarante-quatrième anniversaire de Sedan, car il sera pour moi, comme pour beaucoup de mes camarades d'ailleurs, le prélude d'un abominable et heureusement très court calvaire, terrible prodrome des journées à jamais glorieuses de la Marne.

Le matin, j'ai été comme hier faire une promenade à cheval, cette fois sur la grande route de Paris à Orléans. Les voitures de toutes dimensions, de tous ordres, grandes ou petites, somptueuses ou misérables, à traction automobile, animale, voire même humaine, mais toutes surchargées à l'excès, s'y succédaient sans interruption l'une derrière l'autre. C'était l'exode parisien, l'exode

de ce Paris qui, pendant tant de siècles, a dominé le monde de tant de façons et toujours de si haut.

Sous mes yeux stupéfaits, la gigantesque et magnifique capitale se vidait de milliers d'habitants, fuyant devant la menace étrangère. Sans arrêt, une heure durant, c'est-à-dire aussi longtemps que j'ai pu supporter ce spectacle à la fois très pénible et très curieux, un flot de chars de toutes dimensions a roulé sans interruption vers le sud. Les plus rapides doublaient la colonne et filaient à toute allure, comme s'ils eussent déjà eu les uhlans à leurs trousses. Et c'est le cœur brisé que je suis rentré à notre villa, où le chef d'état-major m'attendait pour m'envoyer à Paris remplir une mission qui m'a valu de nouvelles et pénibles sensations.

Il s'agit de me rendre rue de Grenelle au Service géographique, pour en rapporter le lot de cartes nécessaire à la division que les événements vont peut-être appeler à combattre sous Paris. Je file à neuf heures en auto, longe de nouveau, jusqu'à la porte d'Orléans, le flot toujours grossissant des émigrants, réussis non sans peine à franchir la barrière, gagne le Lion de Belfort, puis, par les boulevards Raspail et la rue de Grenelle, voies à peu près désertes, j'atteinds les vastes locaux du S. G. Comme j'arrive, le général X., directeur du service, préside au départ de son matériel que l'on entasse à la hâte dans des tapissières géantes. Déjà le gouvernement est parti pour Bordeaux, mesure de haute sagesse, renouvelée de celle prise en semblable circonstance lors des invasions de 1814 et de 1870. Je me présente au général et lui explique l'objet de ma mission. En quelques mots que souligne un geste désolé, il m'invite à aller me servir moi-même, dans la salle où sont enfermées les collections dont j'ai besoin. L'embarrassant est que toute cette paperasse, indispensable pour nantir des feuilles nécessaires tous nos officiers et chefs de section, pèse *plusieurs centaines de kilos*, et il me faudra deux voyages pour la ramener.

C'est à midi seulement que je rejoins le quartier-général. Mes chefs et camarades sont à table et, bien que nous déjeunions à l'ombre d'une charmille, dans un jardin ensoleillé, notre repas est triste et morne.

Les Allemands, que hier matin encore nous croyions loin de la capitale, seraient déjà à Senlis, et G... qui rentre précisément du gouvernement de Paris, où il a été en liaison, nous apporte avec force détails la confirmation de cette marche foudroyante. Comme nous allons nous lever, le lieutenant-colonel d'A..., commandant notre artillerie divisionnaire et qui n'avait pas encore rejoint, vient se présenter. On le met au courant de la situation

qu'il ignorait jusqu'alors et quelques instants après il se retire avec, lui aussi, les paupières gonflées de larmes.

C'est un vieux soldat, ayant pris sa retraite quelques mois avant la mobilisation. Chacun aura bientôt le loisir d'admirer ses grandes qualités de chef et ses vertus d'homme. Gentilhomme de haute roche, portant un nom connu, svelte et droit au moral comme au physique, il se révéla sur le champ de bataille comme un véritable type d'officier français du temps de la monarchie, brave et chevaleresque comme pas un, et chrétien à la façon d'un compagnon de Godefroy de Bouillon. Nous le perdîmes, à quelques semaines de là, sous Soissons, où il fut grièvement blessé. Tel Bayard, il était sans peur et sans reproche.

Après déjeuner, je vais mettre en dépôt au fort de... l'ancien lot de cartes touché lors de notre arrivée en France et devenu sans emploi. Je rentre à la nuit tombante au quartier-général que je trouve en plein déménagement. Les secrétaires achèvent d'entasser dans les fourgons le matériel, et les ordonnances apportent les cantines. Je me hâte de faire la mienne, car déjà dans les rues de Bourg-la-Reine les troupes formées derrière les faisceaux sont prêtes à partir au premier signal. Un ordre du gouverneur nous envoie, en effet, au Bourget, de l'autre côté du camp retranché. A vingt heures, notre premier bataillon franchit les fortifications pour gagner la route de Flandre par l'avenue d'Orléans, les boulevards Saint-Michel, de Sébastopol, de Strasbourg et la rue de Flandre. L'état-major, avec l'escorte, est en tête de ce ruban de troupes long de plus de 10 kilomètres qui, durant toute la soirée et une partie de la nuit, se déroulera dans la capitale. Jusque vers l'Observatoire, notre marche effectuée dans une demi-obscurité est quasi silencieuse; mais, au delà, une foule innombrable, attirée par la rumeur du passage des troupes d'Afrique venant défendre la capitale, s'entasse sur notre itinéraire. Combien accueillante, sympathique et enthousiaste, mais aussi parfois combien importune!

A certains carrefours et en dépit des agents cyclistes qui nous précèdent, notre colonne a peine à se frayer passage au travers de la foule, tant elle est dense. Celle-ci, se glissant dans les intervalles qui séparent nos unités de marche, les coupe à différentes reprises. Mais les plus gênants de ceux qui nous contemplent et nous acclament sont, sans contredit, les personnes qui, animées d'un zèle indiscret, veulent à tout prix nous rendre service. Comme le bruit s'est répandu que nous allions vers le Nord, elles ont compris : gare du Nord; et quand, à hauteur de la gare de l'Est, elles voient les fractions bifurquer à droite pour gagner la

rue de Flandre, nombreux sont les badauds qui interviennent avec insistance pour les ramener soi-disant dans la bonne direction. Je dois me fâcher tout rouge pour obliger certains braves bourgeois à s'occuper de leurs affaires et à nous laisser aux nôtres.

C'est au milieu de la nuit que les derniers éléments de la division franchissent de nouveau les barrières, laissant maintenant Paris derrière eux. Durant cette longue traversée, nos hommes, surtout les tirailleurs, et entre tous les spahis, ont été bourrés de cadeaux de toute espèce. Sans cesse, ils ont rempli leurs poches, musettes et sacoches, d'oranges, de chocolat, de tabac, de cigares et de cigarettes. Certains spectateurs même ont glissé des gros sous et des pièces d'argent dans les mains des indigènes qui les acceptaient sans trop se faire prier. Tous tenaient à échanger des poignées de mains avec leurs défenseurs, et nous avons littéralement défilé entre deux rangées de bras tendus, à la recherche d'une pression de mains. Naturellement, c'est le beau sexe, prépondérant à Paris depuis la mobilisation, chez qui l'enthousiasme était le plus grand, et il fut délirant dans les quartiers populaires. La prévôté eut grand'peine à écarter de nos rangs des jeunes femmes par trop empressées. Certaines, longeant la colonne, nous suivirent jusqu'au Bourget.

Mais quels qu'aient été les inconvénients passagers de ces manifestations tumultueuses, où l'âme de la population parisienne, exaltée par l'approche de l'ennemi, se montra dans toute sa passion, il nous en resta le souvenir réconfortant de la confiance du peuple en ses soldats, de ce peuple qui, refusant d'abandonner ses lares et ses dieux, avait montré par là qu'il croyait encore au retour de la victoire. De ce fait, il en était digne.

Son accueil inoubliable demeura gravé au plus profond du cœur des soldats d'Afrique qui en furent témoins. Bien des mois après, quand j'en causais avec les survivants de nos bataillons décimés, dont la plupart des braves dorment à cette heure aux champs de la Marne, sous Meaux; de l'Aisne, sous Soissons; de la Scarpe, sous Arras; de l'Yser, sous Ypres, les vieux tirailleurs ou spahis traduisaient ainsi leurs impressions : « Paris sch'beb [1]. Maisons, beseff [2]. Parisiens, bono [3]. Moukères [4] parisiens, m'ler [5]. » Ce qui signifiait en leur sabir : Paris est une ville merveilleuse et immense. Les Parisiens sont d'excellentes gens et les Parisiennes sont encore meilleures.

Sur cette impression, don cordial de la grande capitale à ses humbles défenseurs arabes et kabyles, beaucoup d'entre eux

[1] Beau. — [2] Beaucoup. — [3] Bons. — [4] Femmes. — [5] Encore meilleures.

s'endormirent, à quelques jours de là, sur les plateaux qui dominent Meaux, du profond sommeil des champs de bataille. Le sourire de Paris, pour qui ils tombèrent, illumina leurs derniers moments.

Mercredi 3 septembre. — La colonne de combat, arrêtée à l'entrée du Bourget, a stationné sur place le restant de la nuit, les généraux au milieu de leurs troupes. Pour moi, j'ai sommeillé un instant étendu sur le talus à 45° qui supporte le passage en-dessus du chemin de fer. Les pieds solidement appuyés sur le sol j'occupais ainsi une position stable, mais non de tout repos!

Aux premières lueurs du jour, la division a pris, au nord du village, une formation de rassemblement largement articulé et les chasseurs d'Afrique ont poussé au loin dans la plaine. Le temps est superbe et le soleil poudroie. Quelques dragons anglais passent, venant de Senlis où ils ont échangé des coups de carabine avec des uhlans (la cavalerie allemande, qui devait tout culbuter, a horreur de l'arme blanche); ils accompagnent à Paris deux des leurs qui sont blessés. C'est notre premier contact avec l'armée anglaise, que plus tard nous retrouverons souvent à nos côtés. Il me laisse l'impression que le soldat anglais est merveilleusement équipé, superbe de flegme (je ne parle pas de son courage bien connu), mais que chez lui le sportsman prédomine peut-être sur l'homme de guerre. Ces dragons que nous venons de voir, soldats de carrière qui ont servi aux Indes, ont parlé de leur rencontre avec les Allemands comme d'une partie de chasse où ils auraient été giboyer... aux fauves.

Ce sont des fauves, en effet, que ces soudards de von Kluck; car, devant eux, les populations du Nord et de la vallée de l'Oise fuient éperdues et viennent, comme au temps des invasions des Northmens, chercher un refuge derrière les remparts de Paris. De nombreuses charrettes, chargées de meubles, d'objets entassés en toute hâte, sans qu'on ait eu le temps de discerner l'inutile du nécessaire, passent sans arrêt sous nos yeux. De pauvres gens, hommes, femmes, enfants, d'aspect minable et désolé, escortent la mort dans l'âme tout ce lugubre « décrochez-moi ça » qui semble provenir d'un marché de barrière. Parmi ces choses diverses se trouvent, placés au petit bonheur et dans toutes les attitudes, couchés, assis, debout, ceux qui ne peuvent pas suivre à pied parce que trop vieux ou trop jeunes. Une vieille grand-mère, paysanne de quatre-vingts ans au moins, à demi étendue sur un tas de hardes, semble la statue de la désolation, et ses yeux figés regardent droit devant elle dans le vide. A ses pieds, joue une toute petite fille, une enfant de trois à quatre ans à

peine, dont la poupée a échappé au naufrage; amusée de se promener en voiture et au milieu de ce hourvari, elle rit, l'innocente, comme une petite folle.

Quand on interroge ces malheureux pour savoir d'où ils viennent, ils citent le plus souvent, sans l'accompagner d'aucune autre indication, le nom de quelque village perdu de Belgique ou du nord de la France. Ils le citent, ce nom, comme s'il était connu du monde entier. N'était-il pas tout pour eux? et lorsqu'on leur demande où il se trouve, ils vous regardent avec de grands yeux étonnés que quelqu'un, surtout un officier, puisse ignorer cela. Quand on leur demande où ils vont, ils ont un geste imprécis. Où? Ils n'en savent rien! Droit devant eux, le plus souvent. Une jeune femme, qui a un bébé sur les bras et un bambin accroché à ses jupes, répond ainsi à mes questions : « Ça s'est passé il y a trois jours. *On les* a vu venir. Alors, vous comprenez, on a pris à la hâte ce qu'on avait de plus précieux, et on a marché nuit et jour dans la direction opposée. »

Triste et lamentable odyssée que je reverrai, hélas! sur les routes du Nord, et dans des conditions plus terribles encore, car ce sera en hiver. C'est là, à mon sens et de beaucoup, le plus pénible et le plus impressionnant tableau qu'offre cette guerre, qui en présente tant d'horrifiants. Les morts, la fosse commune, les incinérations en masse, les blessés même, tout cela on s'y fait très vite, parce que tout cela c'est la guerre et qu'on s'y attend. Mais qu'avaient fait ces innocents que, jusqu'ici, les luttes entre peuples civilisés laissaient hors du ring? Ces procédés barbares nous ramènent de dix siècles en arrière.

Les Français, dans leur longue et glorieuse épopée, ont conquis l'Europe tout en respectant les faibles et en honorant les blessés. C'est si vrai que les deux grands reproches formulés à l'égard de nos soldats, par les promoteurs du soulèvement de 1813 contre la domination napoléonienne, sont : d'une part, l'abus des réquisitions, que provoqua l'afflux de nos troupes dans certaines régions de l'Allemagne, notamment en Saxe et en Prusse et, d'autre part, nos soi-disant mauvaises mœurs..., sans doute un peu favorisées par le milieu.

Dans tous les mémoires de l'époque, nos généraux, nos officiers, nos soldats ne tarissent pas d'éloges sur ces « bonnes allemandes », mais ils leur accordent rarement l'épithète de vertueuses. Pour eux, l'Allemagne est essentiellement le pays des bonnes fortunes et Dieu sait s'ils en eurent. La « galanterie française », voilà le grand reproche formulé par les pasteurs et les pédants d'outre-Rhin contre les Français; et 1813 est un peu la

revanche des Sganarelles teutons, jaloux des privautés de leurs femmes avec les conquérants.

La « galanterie allemande », nous savons maintenant ce que ces mots signifient. Seuls les dessins ultra-réalistes, et pourtant si vrais, des Willette, des Weber, des Steinlen et des Abel Faivre peuvent en donner une idée exacte, évoquer la vision des plastrons humains poussés en avant des guerriers du kaiser, de ces héros qui, pour attaquer, se sont fait parfois des matelas de femmes et se cuirassaient de vieillards et d'enfants.

Dix heures matin. — Je viens d'apprendre, sur la grande route et par des réfugiés, les atrocités de Senlis. Oui, en vérité, les dragons anglais avaient raison de parler de cette guerre comme d'une chasse aux fauves.

Il est dix heures! L'interminable procession des réfugiés se déroule toujours, quand on m'expédie en liaison au gouvernement de Paris. Comme toutes les autos sont employées en ce moment, je pars dans celle d'un officier de l'état-major du général Gallieni, le lieutenant Jean de C..., descendant du maréchal, et qui, venu nous porter des instructions, rentre aux Invalides.

Arrivé là, je me rends au salon des officiers de service et je prends contact des camarades de C... Presque tous appartiennent à la réserve et plusieurs portent des noms connus. Ces messieurs me font le meilleur accueil, mais les nouvelles qu'ils me donnent sur la situation ne sont guère rassurantes. Elles confirment les progrès rapides de l'aile droite allemande; traversant la forêt de Chantilly, elle a atteint Luzarches. Comme j'ignore la position du gros de nos armées, qui, rassemblées derrière la Marne, couvrent Paris en fait (car elles forceront ainsi von Kluck à obliquer vers l'Est, pour courir à la bataille dont dépendent les destinées de la campagne)[1], je me demande avec angoisse si la capitale n'est pas menacée d'une attaque brusquée. Quel en serait alors le résultat? Que deviendrait Paris, ses monuments, Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, le Louvre, les Invalides et tant d'autres, sous les obus qui ont eu raison des forts de Liège et de Namur?

Déjà les taubes, sinistres oiseaux que j'apprendrai bientôt à connaître, planent sur la capitale, dont ils semblent repérer les

[1] C'était, en effet, de la bataille de la Marne et non d'une attaque brusquée de la capitale (opération d'ailleurs des plus chanceuses) que dépendaient les destinées de Paris et celles de la France. Nos armées vaincues, Paris fût infailliblement tombé; victorieuses, la situation de Kluck, si d'aventure il eût réussi à prendre Paris, eût été des plus critiques. C'était alors pour lui la retraite, peut-être la déroute. La conduite du général allemand est donc entièrement conforme aux grands principes de l'art de la guerre. Battre l'ennemi, tout est là!

merveilles architecturales pour les désigner plus tard aux coups.

De la fenêtre largement ouverte qui s'ouvre devant moi sur l'esplanade, je contemple le panorama, merveilleux par ce ciel sans nuages, d'une moitié de Paris, celle qui, face au nord, serait précisément la plus exposée. A mes pieds, le jardin avec ses canons géants, qui, en 1811, ont annoncé à l'Europe anxieuse la naissance du fils de « l'homme »; plus loin, le pont Alexandre, inauguré en 1896 par le tsar; derrière la rivière, le Louvre, la Sainte-Chapelle et, émergeant sur l'océan des toits de la rive droite, le Sacré-Cœur, avec ses dômes byzantins. Que restera-t-il peut-être bientôt de tout cela? N'en suis-je pas un des derniers spectateurs? Que ne ferait-on pour sauvegarder ces trésors? Aussi combien je me sens fier d'appartenir à cette vaillante division qui, à la voix de Gallieni, est accourue, prête à saisir l'adversaire à la gorge, prête à se faire étriper jusqu'à son dernier homme avant que l'assaillant pénètre dans les murs.

5 septembre. Les Lilas. — Avant-hier, quand une auto de la place m'a amené le soir aux Lilas, où le quartier-général de la division était allé cantonner en fin de journée, j'ai dû laisser ma voiture à la barrière, qu'on était en train d'organiser défensivement avec coupure, sacs à terre et tout le tremblement. J'ai donc dû gagner à pied le faubourg où, durant une partie de la nuit, mes oreilles ont tinté du bruit des explosions occasionnées par la destruction, opérée par le génie, des maisons de la zone de servitude. C'était si lugubre que j'en ai eu le cauchemar.

J'y voyais les Allemands dans Paris : Cent mille Teutons, anciens négociants, artisans, garçons d'hôtel et de café, qui s'y étaient enrichis et avaient mangé notre pain, guidant les colonnes d'assaut, montrant la route aux incendiaires, aux pillards, aux sadiques : « Par ici! le dépôt de pétrole. J'étais garçon dans cette épicerie. » — « Là, le coffre-fort. Je suis l'ancien caissier. » — « Dans cette maison, une jolie femme. C'était ma patronne. » — « Dans cet appartement, des jeunes filles. Ce sont celles des braves gens qui m'hébergeaient si bien. »

... C'est à ce cauchemar que Buratti, mon ordonnance, m'a arraché en venant me réveiller dès quatre heures du matin :

« Mon capitaine, nous partons dans une heure. Y paraît que les boches ont f.... le camp. »

Henry d'Estre.

La suite prochainement.

L'EFFORT DE L'ALLEMAGNE

POUR DIVISER ET TEUTONISER

LA BELGIQUE

L'Allemagne fait, depuis quelques mois, un effort gigantesque pour jeter la désunion parmi les Belges en rallumant entre Flamands et Wallons la querelle des races et des langues.

Précaution à longue portée que lui dictent à la fois la conscience de sa défaite inévitable et le souci de se préparer les voies pour une revanche déjà décidée.

La Belgique sera toujours, géographiquement et politiquement, le boulevard de la liberté occidentale contre les entreprises d'hégémonie impérialiste surgies de l'un ou l'autre des mondes dont elle forme la région de contact et d'échanges. On a essayé successivement sur elle tous les modes de réalisation possibles du type d'Etat subalterne. Toujours l'expérience tourna mal pour elle et pour l'Europe. Le dernier système expérimenté, celui de la neutralité garantie vient de donner la mesure de sa valeur pratique : il a suffi d'un acte de déloyauté de l'Allemagne pour déterminer une catastrophe et mettre la Belgique à deux doigts de sa perte. Désormais la conviction de l'Europe est faite : c'en est fini pour cet héroïque et malheureux pays de l'expédient de la subordination politique. Tout le monde sent que l'Europe ne recouvrera la paix et que cette paix ne sera stable qu'au prix de la constitution d'une Belgique nouvelle, autonome et surtout forte, j'entends assez forte pour qu'elle puisse couvrir elle-même solidement sa frontière. Ce régime est le dernier dont on n'ait pas encore tâté pour elle et qu'il lui reste à mettre en pratique pour les avoir éprouvés tous. C'est le seul qui paraisse capable de faire obstacle dans l'avenir à un retour offensif du pangermanisme.

L'Allemagne s'en rend compte. Elle sent que son échec dans la présente guerre aura pour premier résultat la construction, à sa

frontière du Rhin, d'un redoutable blockhaus belge organisé pour résister à toute attaque nouvelle de l'Empire. Ce blockhaus, elle veut en empêcher la construction ou en annihiler la force en suscitant dès maintenant la mésintelligence parmi ses défenseurs.

Toute cause de dissension entre les citoyens belges sert le dessein de l'Allemagne en ce qu'elle contribue à affaiblir la puissance intérieure de l'Etat belge et partant sa force nationale de résistance. « Exploitons donc immédiatement les dissentiments linguistiques qui existent en Belgique : *Divide et impera!* » : il ne faut pas chercher ailleurs le mobile de la vaste entreprise de discorde organisée par l'Allemagne en Belgique et poursuivie spécialement auprès des Flamands, avec une méthode, une ténacité et une astuce difficiles à surpasser.

I. — Le plan de la manœuvre.

D'une manière générale, on se propose de capter, au profit du pangermanisme, le mouvement de revendications linguistiques qui travaille depuis longtemps la population flamande de la Belgique.

Mais le plan de la manœuvre comporte des objectifs divers et subordonnés l'un à l'autre, choisis pour correspondre aux diverses hypothèses de situation politique générale pouvant résulter de l'issue variable de la guerre.

En ordre principal, et pour le cas de victoire de l'Empire, on offrira directement en appât aux Flamands la perspective de l'autonomie administrative et peut-être même politique de la Flandre, avec un agrandissement territorial aux dépens de la Flandre française. L'Allemagne triomphante érigerait les Flandres belge et française (et aussi, sans doute, la Flandre zélandaise : mais de ceci on ne souffle mot!...) en un Etat flamand, terre d'Empire ou principauté fédéralisée, qui remplacerait la Belgique anéantie.

En ordre subsidiaire, pour le cas d'échec de l'Empire, et si le patriotisme et le loyalisme des Flamands résistent, comme il est probable, à la séduction de ce mirage, on se flatte qu'en projetant devant eux avec persistance l'image de l'autonomie de la Flandre, ils s'accoutumeront à considérer, dès à présent, cette autonomie comme l'un des résultats naturels de cette guerre, quel qu'en doive être le vainqueur. Les Flamands, pense-t-on, inscriront mentalement l'autonomie de la Flandre au programme de leurs exigences; ils la revendiqueront comme le prix et peut-être comme la condition de leur participation à la défense du sol belge et, au jour du traité de paix, quand les alliés vainqueurs croiront toucher au but de leurs efforts et se mettront en devoir de construire le blockhaus

belge contre l'Allemagne de l'avenir, les Flamands se lèveront tout à coup et sommeront le gouvernement belge de scinder l'Etat en deux tronçons administratifs, sinon politiques, en guise de solution radicale de la question flamande.

Et si même ce but immédiat doit être manqué, au moins, en mettant à profit l'occupation actuelle de la Belgique pour hâter le plus possible la réalisation du programme flamand, aura-t-on posé d'utiles jalons pour la reprise de la tâche dans l'avenir : car on aura ainsi placé le gouvernement belge, rentrant au pays, en présence de faits accomplis; on se sera peut-être créé des sympathies secrètes parmi l'élément jeune et exalté du mouvement flamand; d'autre part, les patriotes belges tiendront ce mouvement pour compromis par les avantages qu'il aura retirés bon gré mal gré de l'invasion; les mêmes avantages auront indisposé les Wallons et suscité chez eux l'esprit de méfiance et de jalousie; les susceptibilités de la fibre patriotique auront été irritées dans tout le pays au spectacle de la Flandre dressée en rivale de la Belgique. Et ces ferments de guerre civile, continuant ensuite à se développer dans la grande marche belge, auront peut-être un jour pour effet de rejeter définitivement les Flamands du côté de leurs affinités ethniques immédiates : la Hollande, — sinon même médiates : l'Allemagne.

L'opération ne pourra donc se solder qu'en bénéfice pour l'Empire : De toute façon, l'Etat belge doit sortir meurtri ou diminué de cette épreuve; l'Empire allemand, même vaincu, s'y sera ménagé, dès avant sa défaite, des points d'appui ou de rupture précieux à retrouver au jour de sa revanche. — Tel est le plan de l'effort de l'Allemagne pour diviser et teutoniser la Belgique [1].

II. — L'élaboration du programme.

Ce serait mal connaître nos ennemis que de supposer qu'ils aient entamé une campagne de cette importance sans l'avoir minutieusement préparée. L'Allemand a pour règle d'action, tant collective qu'individuelle, de ne rien laisser au hasard de l'improvisation, de ce que la prudence humaine est capable de prévoir.

En fait, le programme de la manœuvre, présentement en voie d'exécution, est arrêté depuis plusieurs mois; peut-être même la préparation en remonte-t-elle jusqu'avant la déclaration de guerre. L'élaboration en a été confiée, comme presque toute chose politique dans l'Allemagne contemporaine, à un certain nombre de

[1] Voir la *Vossische Zeitung* n° 377 du 26 juillet, la *Frankfurter Zeitung* n° 218 du 8 août et n° 220 du 10 août 1915, et la conférence du professeur H. Schumacher (*Temps*, 28 août 1915).

professeurs. Leur intervention, en vue de fixer la base scientifique des mesures d'application dont il va être parlé, a été révélée par la publication récente de leurs travaux préparatoires ou par la publicité orale qu'ils leur ont donnée en Allemagne.

Il y a un an environ, en mai 1914, le Dr P. Osswald, de l'Institut historique de Leipzig, (qu'il ne faut pas confondre avec son presque homonyme, le fameux chimiste Ostwald), publiait dans les *Preussische Jahrbücher* (cahier II, vol. 156) une étude sur la question des langues en Belgique. Personne ne soupçonnait alors, sauf les rares confidents des pensées secrètes du gouvernement allemand, l'actualité singulière de pareille étude. En Belgique, elle passa inaperçue. L'auteur lui-même, tout en attirant l'attention de ses compatriotes sur l'importance qu'ils devaient, selon lui, attribuer au mouvement flamand au regard des intérêts du pangermanisme, ne semblait pas nourrir d'illusion sur le peu de sympathies effectives que rencontreraient, auprès des Flamands, des avances éventuelles des pangermanistes d'Allemagne. Il fixait sa conclusion dans les lignes que voici :

Le peuple allemand ne connaît absolument rien du mouvement flamand ou le juge du point de vue pangermaniste. La fausseté de ce jugement est démontrée par l'histoire de ce mouvement né dans le peuple flamand même et qui a sa principale source dans des origines néerlandaises. Les Flamands prétendent arriver à leur but par leurs propres moyens. Ils refuseraient tout secours de l'extérieur. Ils ne demandent à l'étranger que la compréhension de leur lutte et leur sympathie.

Mais voici que la guerre éclate; l'Allemagne envahit la Belgique et en occupe les dix-neuf vingtièmes; les pangermanistes s'imaginent qu'ils ont pays conquis; en tout cas, le gouvernement impérial a maintenant en main, croient-ils, les moyens de prendre l'opinion flamande en quelque sorte au filet. Le Dr Osswald réédite alors son étude (février 1915) en une brochure sous le titre : *La lutte de nationalité des Flamands et des Wallons* (Berlin, Georg Stile); et l'on a la surpise d'y constater que sa conclusion a entièrement changé, de telle sorte que son étude, de spéculative qu'elle était un an auparavant, est devenue tout à fait *pratique* (*Zur Belgischen Frage*) : elle n'est, en effet, ni plus ni moins que le commentaire du programme d'action que l'Allemagne va mettre en œuvre pour essayer de détacher les Flamands du gouvernement belge.

Telle était la situation avant la guerre (écrit-il à présent, à la fin de son exposé). La lutte contre les armées allemandes a fait cesser du coup l'antagonisme. Flamands et Wallons ont combattu pour leur Etat. Mais aujourd'hui que les troupes allemandes occupent la Belgique depuis six mois, les signes se multiplient d'une renaissance de la vieille haine

nationale entre Flamands et Wallons. Les dirigeants du mouvement flamand ont repris leurs efforts au bénéfice de leurs anciens desseins. Ils remarquent avec satisfaction que des officiers allemands se font enseigner par des professeurs flamands la langue qui jusqu'à présent fut toujours mise à l'écart. La suppression de la langue française en Flandre, réalisée par le Gouvernement général allemand, a donné soudain satisfaction à ce qu'ils réclamaient depuis des dizaines d'années On ne peut conclure de là qu'ils sont devenus des amis du conquérant. En tous cas, *les aspirations flamandes et leur position à l'égard des exigences wallonnes semblent être les points où le levier allemand agira efficacement en faveur d'un développement sain de la Belgique dans l'avenir.*

Nous avons à dessein souligné ce passage, car il détermine, de la manière la plus précise, l'objectif et la tactique de la politique allemande en Belgique occupée.

III. — Autres professeurs réquisitionnés.

L'étude du Dr Osswald n'est d'ailleurs pas la seule qui révèle le plan allemand. Dès l'époque du siège d'Anvers, ce plan était déjà tracé ou du moins esquissé, car on le retrouve dans une conférence faite par le Dr Conrad Borchling, professeur à l'Université de Hambourg (9 octobre 1914) et publiée ensuite en brochure sous le titre : « Le problème belge » (*Das belgische Problem. — Deutsche Vorträge Hamburgischer Professoren. — Hamburg, L. Friederichsen, 1914*).

L'auteur y insiste sur la parenté ethnique et culturelle des Flamands et des Allemands et sur le devoir à remplir par l'Allemagne vis à-vis du peuple belge : « Il y a là une race germanique à sauver de l'encerclement menaçant du romanisme. »

D'après lui, c'était pure chimère d'espérer que le régime de l'équité entre les deux langues pût jamais se réaliser dans le cadre politique du royaume de Belgique. Le maintien de l'ancienne Belgique après cette guerre signifierait la déchéance certaine du caractère germanique des Flamands en dépit de leur supériorité de puissance électorale. Si l'Allemagne triomphe, « l'union néfaste entre la partie wallonne et la partie flamande devra, en toute hypothèse, être rompue ».

Le moyen le plus immédiat pour y parvenir serait la réunion des provinces flamandes à la Hollande, mais « les Hollandais n'en veulent pas »; « il ne reste donc que deux voies ouvertes : ou bien réunir la Flandre, le Brabant et le Limbourg en une unité politique indépendante bas-allemande avec Anvers comme capitale; ou bien, en cas d'occupation allemande prolongée, instaurer une séparation administrative radicale des deux fractions, flamande et wallonne, du pays. » L'auteur manifeste ses préférences pour la première

solution et termine en engageant ses compatriotes à tout faire pour gagner les sympathies des Flamands : « Un Etat flamand indépendant servirait, dit-il, mieux encore qu'une province allemande de l'Allemagne, la tâche supérieure *consistant à créer entre la pluralité des Etats germaniques la grande fédération germanique qui est notre espoir d'avenir.* »

Un mois après (novembre 1914), l'importante revue *Annalen des Deutschen Reichs* (1914, n° 11) publiait une étude du Dr Hermann J. Losch : « Les langues des Belges » *(Die Sprachen der Belgien)* où il insiste sur le fait que la Belgique, comme Etat, n'est qu'une création artificielle et arbitraire, sans unité ni vie nationale; la politique du gouvernement y était exclusivement « française-wallonne »; la Belgique opprimait le peuple flamand à l'intérieur pendant qu'à l'extérieur elle (ou plutôt la partie wallonne de sa population) optait pour la France et l'Angleterre.

En février 1915, une autre revue importante, la *Politisch-Anthropologische Monatschrift* (13e année, n° 11), publie une étude, d'ailleurs pleine d'erreurs de faits et de chiffres, de M. Nuese, sous le titre : « Belgique ». On y lit les lignes ci-après :

... Un vigoureux régime allemand produira d'excellents effets en Belgique. Tous ceux qui connaissent le pays sont d'accord sur ce point. Les Flamands bas-allemands s'habitueront rapidement à la nature allemande et les Wallons s'apercevront rapidement qu'ils n'ont fait que gagner au change, surtout lorsqu'on les fera profiter de nos belles lois d'assistance sociale. *Il serait certainement recommandable de séparer administrativement le pays :* une administration pour la partie septentrionale flamande, et une pour la partie wallonne méridionale, les différences de langue, d'éducation, de sentiment et d'activité étant grandes. Ce serait déjà bon ne fût-ce que pour arrêter la gallicisation du Nord et abolir la pression linguistique, consistant en la préséance accordée au français, qui pèse sur les Flamands de bonne volonté. Naturellement, *l'enseignement allemand doit être introduit dans toute la Belgique et la langue allemande doit prendre le premier rang dans la vie publique.* Cependant la langue flamande serait à cultiver aussi et nous devrions satisfaire le plus rapidement possible le désir ardent des Flamands, en créant une université *germano-flamande* à Gand. Nous pourrions aussi encourager le dialecte wallon si, en Wallonie, l'on veut rompre sincèrement et définitivement avec le français. La francisation des beaux noms bas-allemands de localités, comme Louvain pour Löwen, Saint-Trond pour Saint-Treujen, Malines pour Mecheln, Renaix pour Ronsse, Tournai pour Doornik, Tirlemont pour Thienen, Namur pour Namen, est une chose attristante, mais encore plus attristante par le fait que nous-mêmes, Allemands, n'employons pas partout l'orthographe allemande et écrivons, dans nos bulletins de victoire, Namur au lieu de Namen, Tirlemont au lieu de Thienen, etc. Ici, il faut rapidement du changement, la dignité allemande et une conscience saine de soi-même l'exigent. Ces villes ont été fondées par des Allemands; elles ont une grâce de patrie pour le visiteur allemand; les plus merveilleux trésors d'art, datant de la grande époque allemande, ont été créés par des artistes allemands; ce pays était

à nous, il nous est revenu et nous restera. Nous n'en avons pas seulement besoin comme issue vers la mer, mais encore comme défense côtière contre le mauvais soi-disant cousin, qui s'est révélé comme notre ennemi effectif. Mais un bon morceau de la Flandre française, qui est aussi un ancien territoire allemand, volé par Louis XIV, lui appartient de droit. Alors nous aurons de ce côté une frontière d'empire restituée et sûre, cernant d'anciens territoires allemands...

C'est clair, déjà. Voici qui ne l'est pas moins. Dans le quatorzième article du livre consacré à la « Destruction de la puissance mondiale de l'Angleterre et du Tsarisme russe, par la Triple Alliance et l'Islam » (édition du *Kriegspolitischen Kultur Ausschuss der Deutsch-Nordischen Richard Wagner's Gesellschaft für germanische Kunst und Kultur*), — article intitulé : « L'avenir de la Belgique : Flamands et Wallons », l'auteur, M. Alfred Ruhemann, s'occupe longuement de la politique à suivre en Belgique par l'administration allemande, après la victoire de l'Empire. « Nous aurons, dit-il, à jouer dans l'établissement des conditions politiques de la Belgique le rôle d'un chimiste diplomatique analysant et séparant dans son laboratoire les éléments et les volumes de deux races qui composent une Belgique d'apparence une, avant de créer un corps nouveau qui, cette fois, devra être d'une seule coulée. »

M. A. Ruhemann ne veut pas du procédé simpliste de la conquête et de l'incorporation; il préfère le système de la coordination nationale à celui de la subordination :

A mon sens, écrit-il, il est plus logique de se contenter d'abord de dérouler le fil trouvé dans le pays même (dans le cas qui nous occupe : la Belgique) et qui se dévide selon des conditions établies par examen personnel et d'en confier le bout, alourdi par le résultat des observations, aux mains de ceux qui ont la vocation d'occuper le poste de chimiste diplomatique dans le laboratoire impérial allemand.

La Providence et les circonstances politiques *semblent donc nous destiner à séparer les deux races* qui formaient jusqu'à présent l'ensemble belge, et ce, dans le dessein de sauvegarder la nationalité allemande. En outre, les deux nouveaux corps à former auront à naviguer autour de l'Etat central allemand, selon notre volonté et conformément à nos prescriptions. L'une des races, la gallo-wallonne, dont le point central est Bruxelles, difficilement maniable, et qui se distingue plutôt par un esprit de dissipation et de paresse (!) que par l'activité industrielle (!!)... cette race-là nous serait éternellement une épine dans le pied, une source d'infinis différends. Nous devrions y exercer le rôle d'oppresseur à poigne du caractère et de la langue du pays et des gens, rôle qui ne nous convient pas et qui ne nous rendrait pas possible le repos bien mérité après les fatigues surhumaines de la guerre actuelle. Nous trouverions d'ailleurs autour de Liège une irritation et une répulsion à l'égard d'une possible incorporation ou annexion politique à l'Empire d'Allemagne. Toutefois, entre Welkenraedt, Gemmenich, Herbesthal et Verviers, l'élément allemand, même pour les Wallons mosans, est devenu un facteur économique tellement incisif, et le Wallon avisé de Liège fait preuve, en temps

de paix, d'une telle souplesse au bénéfice de ses intérêts économiques, que son annexion aux territoires linguistiques et d'intérêt, que nous possédons déjà dans le Luxembourg belge comme en Campine et dans le Limbourg belge, se ferait sans grandes difficultés...

Quant aux Flamands, l'occupation allemande leur est certainement agréable, s'imagine l'auteur, parce qu'elle les dispense de devoir conquérir leur indépendance ou du moins leur facilite cette tâche : « C'est pour cette raison qu'une fois la Belgique renversée, ils auront des sentiments amicaux à notre égard. »

Mais la chose est tout autre quand on aborde la question de savoir si les Flamands veulent devenir aussi des citoyens allemands? Ma réponse est la suivante : *Oui, si nous leur procurons une indépendance nationale, un royaume flamand*, un appui politique offensif et défensif; — *Non*, si nous voulons faire d'eux une province allemande ou une terre d'Empire allemand.

Que sont les Flamands d'à présent? Leurs écrivains, toutes leurs pensées ne nient pas un instant leur satisfaction d'être d'origine germanique, et même le berceau de l'Empire allemand. Mais, pour le surplus, c'est un peuple fort obstiné, têtu et irritable, qui, à tout prix, veut reconquérir son indépendance politique et ainsi cueillir les fruits des combats qu'il mène depuis des siècles...

... A titre de cousins de race germanique, ils négocieront et pactiseront volontiers avec nous, tout comme ils s'habitueront rapidement à notre administration provisoire, et, politiquement, ils voudront bien se joindre à nous, mais sans sacrifier cependant leur indépendance.

... Les Flamands, conclut M. Ruhemann, seront faciles à mener par nous dans les voies amicales, dès que nous leur accorderons leurs libertés politiques et une indépendance en collaboration suivie avec nous, une indépendance authentique et non pas fictive, dès que nous leur garantirons la protection du fort en échange de concessions économiques et sociales. Par contre, ils s'entêteraient et se laisseraient aller à leur nature explosive si nous voulions leur supprimer leurs libertés politiques.

M. Ruhemann s'inspire donc de vues fédéralistes plutôt qu'annexionnistes; mais, pratiquement, son programme est le même que celui du Dr Osswald, du Dr Borchling, du Dr Losch et de Nuese.

Pour donner une idée plus complète de la contribution demandée aux intellectuels réquisitionnés en vue de fixer scientifiquement les bases de la politique à suivre par l'Allemagne vis-à-vis des Flamands, nous devrions encore citer tout au moins les titres des études et conférences ci-après : une étude de H. Gmelin, *La législation pour la protection de la langue flamande en Belgique* (*Zeitschrift für Politik*, Heft 1 und 2 des 8. Bandes, mars 1915), que le Dr Osswald signale comme publiée presque en même temps que la sienne; — l'étude à la fois ethnographique, historique et géographique du professeur Th. Deneke (*Sprachverhältnisse und Sprachgrenze in Belgien und Nord-*

frankreich, Hambourg, L. Friederichsen, 1915); — celle du Dr Franz Jostes (*Die Flamen in Kampf um ihre Sprache und ihre Volkstum*, Kriegsvertrag der Universität Münster, Borgmeyer, 1915); — la conférence faite par le Dr Fritz Arnheim, dans la séance spéciale consacrée, en avril 1915, par la Société historique de Berlin, à la question des langues en Belgique (*Flamen und Wallonen*, dans *Der Panther*, Leipzig, 1915, Heft 4; cf. *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 29 avril 1915, zw. Ausgabe, et la *Vossische Zeitung* du 4 mai 1915, n° 226); — l'étude de Hans Friedrich Blunck : *La Belgique et la question bas-allemande*, que l'auteur qualifie : « Un programme bas-allemand arrêté d'accord avec un certain nombre de Flamands » (Diederich, Iéna, 1915); — *La lutte des nationalités à l'intérieur et autour de la Belgique*, par Frans Fromme (*Deutsche Rundschau*, janvier 1915); — *Belgiens Vergangenheit und Gegenwart*, par le prof. K. Hampe, de Heidelberg (Teubner, Leipzig, mai 1915); etc.

IV. — Un dossier confidentiel : les idées pratiques d'un agent secret

Les idées théoriques exposées par cette pléiade de doctes professeurs trouvèrent une expression concrète et relativement peu connue dans un document curieux, qu'un hasard fit tomber, l'an dernier, entre les mains du Gouvernement belge. Il s'agit d'un plan d'application politique élaboré par un ancien agent de propagande allemande en Belgique, probablement aussi espion, nommé Harald A. Graevell. Cet individu avait été jadis lié avec les deux barons von Ziegesar, autres agents du pangermanisme qui, il y a une quinzaine d'années, essayèrent d'établir des liens permanents entre littérateurs flamands et littérateurs allemands, en les groupant dans un comité de patronage et de rédaction d'une revue germano-flamande intitulée *Germania* [1]. Harald A. Graevell avait été aussi en relations avec un major Hermann von Pfister-Schweighusen et semble avoir été mis par lui en rapports avec le maréchal von der Goltz, premier gouverneur général allemand de la Belgique.

Cet intrigant, quand il vit la Belgique aux mains de l'Empire, s'empressa de mettre à profit la connaissance qu'il avait du terrain belge et ses rapports avec von Pfister-Schweighusen et le maréchal

[1] La presse allemande a fait tout récemment allusion à cette tentative suspecte (article de Gerstenhauer : « Echos anciens et nouveaux de Flandre », dans la *Deutsche Tageszeitung*, n° 346, du 13 juillet 1915). L'affaire est racontée, en détail, dans le journal hollandais *De Telegraaf* des 15 et 24 juillet 1915 (articles de M. Aug. Monet et souvenirs personnels de M. Léonce du Castillon).

von der Goltz, pour dresser à l'intention de celui-ci, de Lausanne où il résidait (pension Leidenfrost, boulevard de Grancy, 32), le programme d'action dont nous venons de parler. Ce programme comprenait notamment un mémoire intitulé « Mesures propres à gagner les Flamands à l'Empereur et à l'Empire », un projet de « Proclamation au peuple flamand » et diverses autres pièces énumérant les dispositions pratiques à prendre pour le mettre en œuvre.

On trouvera un résumé de cet important dossier dans le *XXe Siècle*, journal belge du Havre (n° du 28 décembre 1914). Bornons-nous à citer ici ces passages de la « Proclamation » :

Flamands. — Le dieu des combats en a décidé. Ainsi qu'au temps de la bataille des Eperons d'or, qu'aujourd'hui encore vous célébrez comme fête nationale, le peuple français a été vaincu par la force allemande. Sa suprématie en Europe est anéantie pour toujours.

Il est temps, à présent, de faire valoir les revendications flamandes non encore satisfaites et d'exiger que des injustices séculaires soient réparées. Vous ne devez pas rester plus longtemps les rebutés (Stiefkender) de la famille des peuples germaniques. Non, le noble peuple qui a produit un Charlemagne, mort il y a, cette année, 1100 ans, a droit à sa langue et à sa civilisation propre. Le peuple qui a mûri de si grands artistes n'a pas besoin de se faire montrer par d'autres ce dont il est capable.

Vos aspirations seront remplies. Le rêve de vos pères deviendra réalité. Dieu le veut : la Flandre aux Flamands !...

... Le peuple flamand doit pouvoir créer une civilisation populaire propre à son sol. Il doit obtenir une Université germanique à Gand. Il doit avoir un ministre de l'instruction publique à lui et un Rueward particulier; il faut que l'allemand devienne la langue du commandement dans l'armée, que la langue flamande soit la seule langue officielle dans l'administration, l'école, les tribunaux et l'église comme dans les journaux. Un archevêque flamand doit fonctionner à côté d'un archevêque wallon...

Il est superflu de souligner les analogies entre le factum de l'intrigant de Lausanne et les études savantes des professeurs : celui-là comme celles-ci vise à provoquer la scission entre les deux fractions ethniques de la population belge et à amorcer les Flamands par la promesse de l'autonomie administrative ou politique de la Flandre.

V. — L'application du programme.

Le mois de février 1915 paraît avoir marqué le début de la mise en application du programme de teutonisation de la Flandre. Ainsi, des cours de flamand avaient été organisés pour officiers de ci de là, par exemple à Anvers : on les multiplia avec ostentation. Un arrêté du gouverneur général interdit l'usage de la langue française dans les rapports avec l'administration (voir le journal germanophile de Berne, *Berner Tagblatt*, 3 mai 1915).

Des ordonnances de l'autorité locale, à Ostende, à Bruges et ailleurs, prescrivirent l'enlèvement immédiat ou la suppression de toute enseigne, firme ou inscription commerciale en français ou en anglais, de la devanture des hôtels ou maisons de commerce. On affecta de désigner les noms de certaines villes wallonnes par leur correspondant germanique ou flamand (des journaux allemands se complaisent à transformer Liège, Tournai, Namur, etc., en villes germaniques, sous prétexte que leur nom serait de racine germanique).

D'autre part, le gouverneur général fit ou laissa répandre le bruit (*Temps*, 27 juin 1915) que, sur une démarche de Flamands (qu'on ne désignait pas, et pour cause), il s'était déclaré prêt à flamandiser tout de suite l'université de Gand, à la seule condition de trouver des professeurs capables d'enseigner en flamand. Ce bruit, en réalité, n'était pas fondé; quelques Flamands autorisés à parler au nom de leurs compatriotes réussirent, en dépit des rigueurs de la censure, à faire parvenir au dehors l'expression de leurs sentiments véritables : le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (n° du 3 juillet 1915, édition AB) inséra une protestation, « de source flamande », ferme autant que digne, affirmant qu'aucune démarche autorisée du genre de celle qui avait été rapportée n'avait été faite auprès du gouverneur général allemand et que les Flamands restaient absolument décidés à ne rien recevoir des mains de l'ennemi[1].

Cette intransigeance patriotique resta d'ailleurs la règle de conduite de la population flamande. Sans entrer ici dans le détail, on peut affirmer, d'une manière générale, qu'en Belgique occupée, les notabilités flamandes dédaignèrent les avances de l'occupant. Il y eut, sans doute, en Belgique et même en Hollande, certaines manifestations regrettables en elles-mêmes : on trouvera plus loin quelques renseignements précis à ce sujet. Mais, en ce qui concerne la portée de ces manifestations, il faut se garder de prendre pour argent comptant les polémiques de presse. Certains articles, parus dans la presse belge de France, d'Angleterre et de Hollande,

[1] Autre manœuvre insidieuse du même genre : un journal suisse germanophile, *Berner Intelligenzblatt* (n° du 25 juillet 1915), dans une lettre « d'un correspondant occasionnel écrite après un voyage en Belgique », s'occupe longuement du plan de « réunion de toutes les contrées de langue flamande en un Etat autonome avec parlement distinct », fédéralisé avec l'Empire allemand; le correspondant a l'audace d'ajouter : « Je sais que des négociations en ce sens sont en cours (entre les leaders flamands et l'administration allemande); le rapprochement est en bonne voie et les autorités allemandes compétentes auraient déjà donné des assurances qui correspondent aux aspirations des Flamands. » Le journal a soin de ne pas citer les noms des prétendus « chefs de la politique flamande » dont il parle. Le papier des gazettes allemandes supporte tout!

ont été visiblement dictés par le désir de provoquer, de la part des notabilités du mouvement flamand, des déclarations de principe jugées indispensables pour dissiper toute équivoque et rendre les méprises impossibles. Ces déclarations se sont produites, comme on le verra ci-après. En Belgique occupée, elles ne furent jamais nécessaires. La population des Flandres comme celle de la Wallonie se raidit dans son stoïcisme; elle refuse énergiquement de pactiser avec l'ennemi; elle repousse ses présents avec mépris; les Flamands sensés ne veulent pas ouvrir de discussion *actuellement* sur la question flamande pour ne pas faire le jeu de l'Allemagne; ils sentent, d'ailleurs, tout le danger qu'il y aurait pour l'avenir de la cause qui leur est chère à ce qu'ils eussent l'air de devoir à l'envahisseur la réalisation des réformes inscrites à leur programme linguistique[1].

Mais cette intransigeance n'était pas de nature à arrêter l'administration allemande dans l'exécution de ses projets : car à défaut de pouvoir rallier à soi l'élément flamand, il restait possible, nous l'avons dit, de le compromettre aux yeux des Belges patriotes en se donnant l'apparence d'administrer surtout à son avantage.

On a vu, par exemple, l'autorité allemande offrir ou accorder aux étudiants flamands de l'université d'Utrecht des sauf-conduits pour leur permettre de revenir en Belgique visiter leur famille (*Neerlandia*, n° de juin 1915, p. 140), alors qu'en Belgique même, les jeunes gens du même âge sont soumis à l'inscription, à l'inspection et au recensement périodiques, et passibles de condamnation sévère en cas de tentative de fuite.

On a vu aussi l'autorité militaire allemande se faire un odieux plaisir de traiter différemment, au point de vue des facilités de libération, les prisonniers ou internés civils flamands et wallons. M. L. Franck, député d'Anvers, en a fait l'objet d'une protestation au général von Bissing (13 avril 1915), au nom des Flamands qu'il représente; le gouverneur général s'est défendu contre cette imputation, mais son apologie n'est pas de nature à convaincre ceux qui connaissent la duplicité de l'administration allemande en Belgique occupée[2].

[1] Voir à ce propos de judicieuses réflexions du romancier flamand Stijn Streuvels, dans un article envoyé par lui, de Belgique, à la revue hollandaise *De Nieuwe Amsterdammer* (n° du 3 juillet 1915).

[2] Voir un édifiant exemple de cette duplicité dans la note n° 125 du *Bureau documentaire belge*, à propos de la « Lettre ouverte » du général von Bissing au peuple belge en date du 18 juillet 1915. Les notes du *Bureau documentaire belge* sont reproduites régulièrement dans le recueil belge *Cahiers documentaires* (Le Havre).

VI. — Une campagne de pamphlets anonymes.

Mais c'est dans la manœuvre de presse appelée à soutenir la manœuvre administrative que se manifeste le mieux le machiavélisme du plan allemand. On y retrouve cet esprit de ruse et de mensonge et cette maîtrise dans l'emploi des stratagèmes qui sont l'une des marques caractéristiques du génie politique de l'Allemagne.

La presse devait servir surtout à ranimer et à entretenir la querelle des langues, assoupie et presque apaisée par la grande réconciliation nationale qui avait suivi l'invasion du territoire. Elle s'y employa avec plus de zèle que de véritable adresse.

En février dernier, il commença à circuler sous le manteau, principalement à Bruxelles, des pamphlets anonymes attaquant avec violence, les uns, le mouvement flamand et ses chefs, les autres, les Wallons; la censure allemande, dont la police est bien faite, eût pu saisir ces imprimés : elle ferma l'œil, ayant ses raisons. Les pamphlets étaient abondamment farcis d'extraits empruntés aux polémiques anciennes entre Flamands et Wallons; on avait trouvé là une ample matière à réminiscences irritantes et à citations provocatrices. Visiblement, le but était de réveiller les passions des partisans des deux mouvements antagonistes, de dresser de nouveau en face l'une de l'autre les prétentions et préventions réciproques des deux groupes linguistiques. L'auteur ou les auteurs de ces mystérieux écrits s'étaient ingéniés à se faire passer pour des Belges, soit « flamingants », soit « wallingants », soit simplement « unionistes », afin de donner par là plus de force aux déclarations ressuscitées et plus de portée aux traits décochés. Des mains restées inconnues, mais non pour la police allemande, allèrent déposer des exemplaires de l'un de ces factums prétendûment « wallons » au domicile des « flamingants » de marque, comme s'il s'agissait réellement d'une entreprise de propagande par la presse, opérant dans toute la ville par quartiers.

La malice était trop grossière pour ne pas déceler son origine. Deux « flamingants » seulement, connus pour leur particulière susceptibilité et l'ardeur farouche de leur prosélytisme, s'y laissèrent prendre et répondirent par un manifeste de protestation au nom de la Flandre outragée. Tant de candeur fit sourire à leurs dépens; le reste des notabilités flamandes et la masse éventèrent le piège et restèrent indifférents.

On revint à la charge les mois suivants. Les polémiques anciennes entre « Flamingants » et « Wallingants » formaient une mine inépuisable. On remit au jour, un par un, les articles,

libelles, ouvrages où les représentants des tendances extrêmes des deux groupes avaient affiché les prétentions les plus forcenées. On composa des recueils et des sommaires de ces extravagances oubliées. On présenta ces extraits, habilement rapprochés et entrecousus, comme l'abrégé de l'opinion *actuelle* véritable des groupes respectifs, comme la synthèse des principes qui inspireraient leur conduite après la guerre[1]. Bien entendu, rien de tout cela n'était signé et cet anonymat même, avec la circonstance que la censure allemande ne faisait rien pour interrompre la diffusion de ces imprimés, constituait à lui seul une marque d'origine indubitable.

Ce n'était encore là, toutefois, que l'amorce de la manœuvre. Elle ne prenait toute son ampleur que dans la presse quotidienne.

VII. — La manœuvre de presse. — La presse indigène stipendiée. — Les bureaux de presse allemands de Bruxelles.

Dans la presse prétendûment belge, d'abord.

Tout le monde connaît l'admirable exemple de patriotisme donné par la presse belge, dont tous les organes (à l'exception seulement d'une demi-douzaine de feuilles de deuxième ordre, de Gand, de Namur et d'Anvers) suspendirent leur publication, simultanément et sans même s'être donné le mot, dès l'arrivée des troupes allemandes, et ont refusé, depuis lors, de la reprendre, en dépit de toutes les sommations et avances de l'occupant. Celui-ci en fut réduit à créer de toutes pièces une presse à sa dévotion, recevant ses inspirations et se laissant docilement représenter comme le reflet fidèle de l'opinion publique belge libérée de « l'influence des gens du Havre ».

C'est ainsi qu'il se publie actuellement en Belgique occupée,

[1] Les pamphlétaires et leurs compères de la presse allemande eurent parfois la besogne facilitée auprès des Flamands par les écarts de certains protagonistes du mouvement wallon, les uns en Angleterre, les autres en France, et qui, abusés sans doute eux-mêmes par le bluff de la campagne allemande, crurent que vraiment les dispositions intimes des Flamands donnaient sujet aux Allemands de triompher. Dans cette persuasion, ils se mirent à réagir violemment en faveur de « la culture latine » ou « française » et à dénoncer inconsidérément le mouvement flamand comme un mouvement essentiellement pro-allemand, en train de composer avec l'ennemi. Naturellement, ce langage blessa les Flamands et provoqua des ripostes (par exemple de la *Vlaamsche Stem*) et des doléances assez amères de la part de maint patriote des Flandres. L'événement n'allait pas tarder à prouver que l'élément flamand ne doit pas être rendu responsable, dans sa généralité, des défaillances ou imprudences individuelles de certains Flamands, pas plus d'ailleurs que l'élément wallon des exagérations de tel ou tel journaliste ou conférencier.

sous l'œil paternel de la censure du général von Bissing, une série de journaux sans crédit ni influence, rédigés les uns en français, les autres en flamand, tous soutenant la politique du gouverneur allemand et soutenus par elle.

Le gouvernement général allemand de Bruxelles ne manqua pas d'organiser ce service à l'allemande. Le fils même du gouverneur, le professeur Friedrich-Wilhelm baron von Bissing, a donné sur cette organisation de précieux renseignements, dans une étude intitulée « La Belgique sous l'administration allemande » *(Belgien unter deutscher Verwaltung)* parue dans la revue *Süddeutsche Monatshefte* (avril 1915, pp. 74 et suiv.). Avec une amusante fatuité filiale, il a eu à cœur d'avertir ses lecteurs qu'il tenait ces renseignements de son père lui-même, à qui il en marque sa gratitude dans une note au début de son exposé. Il décrit, en ces termes, l'organisation de la section de la presse et spécialement de la section flamande, annexée au département politique du gouvernement général de la Belgique occupée :

De ce département politique, dit-il, dépendent logiquement le *bureau flamand* (der Flamenausschuss) et le *bureau de la presse* (der Pressausschuss). Le gouverneur général actuel apporte une attention spéciale aux questions de presse. En sus de l'information des journaux allemands et du dehors et de la consultation des journaux étrangers, *la collaboration avec la presse indigène (avec l'appui du bureau flamand)* ressortit également à ce bureau : plusieurs journaux belges, tels que *la Belgique*, *le Bruxellois*, *l'Echo de la presse*, *De Vlaamsche Gazet*, *Het Laatste Nieuws*, *Het Handelsblad van Antwerpen*, *De Vlaamsche Post*, paraissant journellement, ont jusqu'à 3000 abonnés (sans compter la vente au numéro très importante en Belgique) et jouissent tous, *sous des conditions déterminées*, de toutes les libertés possibles (!) (p. 92).

Il serait presque cruel d'ajouter un commentaire à cet aveu ingénu. Le général von Bissing a, d'ailleurs, toutes raisons pour être fier de son *bureau de presse* et spécialement de son *bureau flamand :* la mécanique fonctionne avec une activité et une ponctualité remarquables.

La presse flamande soi-disant indigène appuie naturellement l'effort des pamphlétaires anonymes. La *Vlaamsche Post* de Gand, organe d'un petit groupe sans autorité, protagoniste d'un radicalisme flamingant poussé jusqu'à la germanophilie déclarée, fit tous ses efforts pour accentuer la fausse signification des pamphlets; elle en prit prétexte pour exciter les rancunes des Flamands contre le « parti wallon » et « fransquillon », auquel elle en attribuait la responsabilité. Elle ne tarda pas à lever entièrement le masque et à ouvrir les hostilités directement contre l'Etat belge au nom du « mouvement flamand » qu'elle n'avait

d'ailleurs aucun titre pour représenter. Pour la *Vlaamsche Post*, l'ennemi du Flamand, ce n'est pas l'Allemagne, c'est... la Belgique! L'Etat belge est le véritable oppresseur de la Flandre, car il ne peut subsister et se défendre internationalement sans l'unité politique intérieure, et cette unité belge c'est nécessairement la Flandre qui en fait les frais, parce que fatalement ce sont la langue et la culture françaises qui ont la prédominance dans une Belgique unifiée[1]. Tel est le sophisme.

M. Léo Picard, son rédacteur en chef, qui l'exprime avec le plus de force, a soin de ne pas appeler l'attention de ses lecteurs sur le bien plus grave péril d'absorption que courraient la langue et la culture flamandes en concurrence avec la langue et la culture allemandes, tant à raison de leurs affinités propres qu'en vertu de la supériorité du vainqueur : comment la minuscule Flandre, province démembrée du royaume vaincu de Belgique, pourrait-elle résister à l'énorme pouvoir d'attraction et de domination d'un Empire victorieux, germanique comme elle? Elle aurait bien moins de force pour défendre son individualité contre le germanisme, dont on se plaît à dire qu'elle relève ethniquement, que contre les attraits de la culture latine, avec laquelle on proclame qu'elle n'a rien de commun.

Le moins qu'on puisse dire de la *Vlaamsche Post* est que c'est un organe acquis à l'ennemi, favorisé par lui pour suivre, en même temps que la presse allemande, une marche convergente vers le but antibelge de la politique du général von Bissing. Ce qui le prouve, c'est qu'on retrouve à sa tête, avec le belge Léo Picard, les deux Domela Nieuwenhuijs Nijegaard, prénommés l'un D. J. D., pasteur protestant, l'autre S. H. E., son fils, tous deux hollandais, germanophiles et même agents de l'Allemagne en Hollande, où on les voit collaborer à des organes germano-hollandais, tels que *De Toekomst*[2].

[1] « La réalisation des aspirations flamandes est incompatible avec l'unité belge. — Une Flandre autonome et une Belgique indépendante sont deux choses différentes. » (*Vlaamsche Post* du 22 juillet 1915.)

[2] La *Vlaamsche Post* a essayé de nier qu'elle eût des attaches avec l'administration allemande « Nous ne sommes pas des traîtres! » répondent avec colère ses rédacteurs aux accusations portées contre eux par leurs compatriotes. Il est bien difficile de croire à la sincérité de cette protestation. En fait, la *Vlaamsche Post* défend un programme identique à celui de l'administration allemande; elle le reconnaît elle-même en appelant cela « faire une marche simplement parallèle », ce qui est avouer un acte de trahison. Du reste, le 27 février 1915, un avis officiel allemand a été affiché en Flandre, notamment à Grammont, engageant les bourgmestres à lire et à répandre la *Vlaamsche Post* et leur enjoignant d'envoyer sans retard à la Kommandantur leurs informations locales, afin que le journal pût les publier. (Voir le texte de cet avis dans le *XX*e *siècle* du

En même temps que ces « reptiles » indigènes sont mis au travail en Belgique sur le thème de la publication des pamphlets, ceux d'Allemagne sortent de leurs trous.

Le procédé est simple. L'incident créé par les agents provocateurs du service des pamphlets et amplifié par les agents du service de la presse indigène devient aussitôt l'affaire des répétiteurs professionnels de la presse allemande : l'agence Wolff, d'une part, et ses congénères, qui en tirent des informations télégraphiées au monde entier; d'autre part, les correspondants entretenus par les journaux allemands auprès du gouverneur général de la Belgique occupée et qui en extraient une abondante mouture de lettres et d'articles.

Chose digne de remarque : les correspondances de Bruxelles auxquelles donnent lieu les incidents artificieusement provoqués de la querelle des langues paraissent, en Allemagne et en Autriche, dans tous les grands journaux *simultanément*. Elles sont, entre elles, d'une ressemblance frappante; l'expression et le style diffèrent; mais cela seul : pour tout le reste, on trouve *sujet identique*, *mêmes faits*, *mêmes arguments*, *mêmes commentaires*, alignés dans le *même ordre* et aboutissant à la *même conclusion*, parfois énoncée dans les *mêmes termes*. On transpose donc dans le domaine de la presse la tactique des mouvements par masse, préparés au compas, réglés au chronomètre et exécutés au coup de sifflet. Perfection énorme, bêtise énorme!... Car vraiment cela se voit trop pour ne pas éveiller la méfiance. Mais l'Allemagne ne comprendra jamais que la souveraineté de l'esprit commence seulement où finit le règne de l'organisation matérielle.

Le moteur de cette *parade marsch* intellectuelle est le bureau de la presse de Bruxelles dont parle le professeur von Bissing fils. Ce bureau groupe les correspondants sous la main du gouverneur

1er août 1915.) Enfin, d'après le correspondant de Bruxelles du *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (n° du 30 juillet 1915, Ochtenblad A), la *Vlaamsche Post* compte, dans sa rédaction, un officier allemand, Hollandais de naissance, et un pasteur hollandais à ce point germanophile que, « quoique fonctionnaire belge, il appela dans son temple, au début de la guerre, les bénédictions du Ciel sur les armes allemandes ».

Ce pasteur est précisément D. J. D. Domela Nieuwenhuijs Nijegaard. Il fut admis, au début de la guerre, à pénétrer dans les hôpitaux belges comme aumônier auxiliaire : il en profita pour écrire ensuite un « journal de campagne » où il multipliait les déclarations de germanophilie et disculpait l'armée allemande des atrocités dont elle s'est rendue coupable. Il a protesté mollement contre les accusations portées contre lui, dans une lettre au *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (n° du 5 août 1915, éd. du soir). Quant à Léo Picard, il a définitivement jeté le masque en faisant une déclaration de ralliement politique à l'Allemagne dans une lettre adressée à *De Toekomst* (n° 20, du 14 août 1915).

général. L'un des secrétaires de ce dernier leur fait la classe quotidiennement sur l'événement du jour. Ces scribes diligents reçoivent ensemble et en même temps les mêmes canevas de correspondance, comme on fait pour des sujets de concours ; ils les développent ponctuellement, les expédient de même ; leur discipline réduit à très peu de chose le coefficient d'erreurs ou de maladresses individuelles.

VIII. — Avalanche de correspondances et d'articles.

Deux pages entières de cette Revue ne suffiraient pas pour imprimer la liste des articles, lettres, études, etc., publiés par les journaux allemands sur la question flamande depuis février 1915, sous l'inspiration ou la dictée du gouvernement général allemand de Bruxelles. La campagne semble s'être ouverte, comme je l'ai dit plus haut, sur un mot d'ordre donné en février 1915. A chaque incident provoqué en Belgique par le travail souterrain que j'ai décrit ci-dessus, correspond, en Allemagne, une avalanche de « lettres de Belgique » et de commentaires à prétentions scientifiques sur le problème des races et langues belges.

Dans la seule période des quatre premiers jours de mars, on relève des lettres et articles de cette espèce dans : la *Vossische Zeitung*, du 1er mars 1915, n° 109 ; la *Frankfurter Zeitung*, du 2 mars 1915 (zw. Morgenblatt) et du 3 mars 1915 (erstes Morgenblatt) ; les *Münchener Neueste Nachrichten*, du 2 mars 1915 ; la *Kölnische Volkszeitung*, du 3 mars 1915, n° 182 ; le *Fremdenblatt* (de Vienne) du 4 mars 1915, etc. Dans l'espace du seul mois de mars, la *Frankfurter Zeitung* ne publia pas moins de cinq longues études occupant chacune plusieurs colonnes en première page (nos des 2 mars, déjà cité, 17, 18, 24 et 27 mars), sans compter les informations ou commentaires de moindre importance. Même activité en avril, mai, juin et surtout juillet, point culminant des efforts.

Tout cela est consacré à mettre en valeur les thèmes indiqués par les brochures des professeurs :

— L'antagonisme entre Flamands et Wallons, après un instant de relâche, a repris, depuis l'occupation allemande, une acuité nouvelle ; à preuve les pamphlets anonymes, œuvre des Wallons qui n'ont pas désarmé, œuvre des Flamands qui résistent à l'étranglement...

— Les Flamands sont suspects ; les « Fransquillons » s'agitent, mais la Flandre veille ; avec l'aide de l'administration allemande, la législation belge sur l'emploi des langues, que le gouvernement

belge laissait tomber en désuétude, sera strictement appliquée désormais...

— Ce sont les « Fransquillons » et les Wallons qui dominaient le gouvernement belge et qui l'ont entraîné en dehors des voies de la neutralité...

— Les Français et la France n'ont pourtant jamais nourri de sentiments bienveillants pour la Belgique; témoin « le grand poète » Baudelaire, qui écrivait, etc.; et suivent les passages connus de l'œuvre posthume : *La Belgique vraie*, vieille d'un demi-siècle (1864); témoin aussi Mirbeau, « le grand écrivain qui..., que..., dont..., » et suivent des extraits du voyage en automobile : *La 628 E-8* (Voir la *Frankfurter Zeitung* du 18 mars et les *Süddeutsche Monatshefte* (avril 1915, pp. 72 et 73.)

— Il n'existe pas, en réalité, de nationalité belge; la Belgique n'est pas un véritable Etat doué d'une organisation intérieure capable de lui assurer l'existence; c'est un Etat artificiel, résultant de l'accolage de deux races impénétrables l'une à l'autre; la Belgique est un accident malencontreux de l'histoire; c'est le produit d'une erreur de la diplomatie européenne; même, sans cette guerre, elle était fatalement vouée à la dissolution spontanée (voir les journaux allemands des premiers jours de mars 1915, par exemple : *Berliner Lokal Anzeiger* du 12 mars 1915; *Kölnische Volkszeitung*, 18 mars, n° 282, etc.).

— Des deux races belges, la race flamande est la seule qui ait gardé son individualité; les Flamands sont un rameau de la grande race germanique, étroitement apparenté aux Allemands, opprimé et menacé dans son existence nationale propre. La Flandre crie à l'aide pour sa délivrance; ses sympathies sont pour l'Allemagne : témoin la *Vlaamsche Post* (*Frankfurter Zeitung*, 27 mars, zweites Morgenblatt; *Kölnische Zeitung*, 24 mars, n° 304; *Münchener Neueste Nachrichten*, 21 mars 1915, etc.)...

De là à faire valoir le devoir pour l'Allemagne de se constituer la libératrice des Flamands et la protectrice de leur cause contre le gouvernement belge oppresseur, il n'y a qu'un pas que l'on ne manque pas de franchir. Les journaux allemands affirment à qui mieux mieux que seule l'Allemagne, et non la Belgique, peut assurer la réalisation complète des aspirations de la Flandre. Ils aboutissent ainsi, après toutes sortes de circuits, au programme même d'application tracé par les savants Borchling, Losch, Osswald, etc., dans leurs études.

« En Belgique, écrivait dès le 3 mars 1915 Egger Lienz dans la *Kölnische Volkszeitung* (n° 182), les Flamands sont, depuis des siècles, opprimés par les Wallons; les droits de leur langue leur

ont été enlevés. A présent, les Allemands apportent à leurs frères de race flamande (*ihren flämischen Volksgenossen*) la libération du joug wallon; de même qu'en 1870 aux Alsaciens. Vive le pays flamand bas-allemand! »

La *Frankfurter Zeitung* du 17 mars 1915 (erstes Morgenblatt) se plaint hypocritement de l'inactivité que l'Allemagne a montrée jusqu'à présent dans l'accomplissement de ce devoir : l'Allemagne se doit de soutenir les Flamands, « ces frères séparés et isolés des Germains ».

A son tour, Léo Schwering, dans la *Kölnische Volkszeitung* du 25 avril 1915 (n° 334), affecte de reprocher à ses compatriotes l'indifférence qu'ils ont montrée pour ce « groupe exposé de sang allemand » (*diese exponierte Gruppe deutschen Gebluts).*

Visiblement l'on cherche à expliquer et à justifier les mesures prises par l'administration allemande pour donner des gages au mouvement flamand et essayer ainsi de l'enchaîner par la reconnaissance. Les Flamands autorisés ont beau protester qu'ils ne veulent pas accepter de présents de la main de l'ennemi. Ils ont beau dire et faire entendre qu'ils sont et veulent rester Belges avant tout et que d'ailleurs, étant majeurs et capables de délibérer sur leurs intérêts, ils discuteront tout cela fraternellement et de bonne foi, après la conclusion de la paix, avec leurs concitoyens de langue française. Rien n'y fait. On veut leur imposer « les bienfaits » obligés du pangermanisme, afin que les journaux allemands puissent ensuite célébrer la munificence de l'Allemagne s'empressant à combler les vœux des Flamands, méconnus depuis tant d'années par le gouvernement belge!

IX. — La campagne de presse pour l'autonomie de la Flandre.

Vers le mois de mai, les journaux allemands quittent de plus en plus le terrain des discussions théoriques pour se consacrer de préférence à l'exposé et à la discussion concrète du statut futur de la Belgique. A partir de cette époque, en effet, on relève, dans la presse allemande, une nouvelle série d'articles importants et signés, déclarant carrément que l'un des buts de la guerre doit être, de la part de l'Allemagne, de se mettre en mesure d'assurer le développement *germanique* des Flamands.

Paul Rohrbach écrit dans un article de la revue *Das Grössere Deutschland*, reproduit par le *Vorwaerts* du 17 mai 1915, et qui a eu de l'écho dans toute la presse allemande : « Laisser retomber inconsidérément [la Flandre] dans le péril d'une déviation de sa nature et d'une opposition définitive ne serait pas seulement une

folie, mais un crime contre l'avenir du monde germanique.

« Celui qui n'entrevoit pas parmi les objets de la guerre la nécessité d'assurer librement la renaissance de la culture germanique chez les Flamands, celui-là n'a pas même conscience de la nature du conflit qui a déchainé la guerre actuelle, et il ne possède aucune autorité pour discuter des conditions de la paix. »

Cette opinion de l'écrivain pangermaniste se retrouve, traduite avec plus de force encore, sous la signature d'Ulrich Rauscher, dans la *Frankfurter Zeitung*, organe que l'on peut certes tenir pour l'un des plus modérés parmi ceux sur lesquels s'appuie la politique impériale : « Nous voulons, — écrit ce publiciste, dans une importante étude publiée en tête du numéro du 2 mai 1915, (erstes Morgenblatt), — nous voulons épargner, pour l'éventualité de n'importe quelle guerre qui éclaterait dans l'avenir, ces vies humaines qui nous sont apparentées et que, cette fois-ci, nous avons dû sacrifier avant d'atteindre nos véritables ennemis. » (Voir la traduction complète dans les *Cahiers documentaires*, livraison 7). On ne pourrait dire plus clairement que les Flamands devront être mis à l'abri, à l'intérieur des frontières allemandes.

Sur ces entrefaites, avait surgi en Allemagne le grand débat sur les conditions possibles de la paix et le problème de l'annexion de la Belgique était posé nettement devant l'opinion allemande. Les journaux se partagent : les uns se prononcent en faveur de l'annexion territoriale, les autres en faveur d'une annexion seulement économique, déguisant plus ou moins le vasselage politique; mais tous sont d'accord sur ce point que l'Allemagne ne doit pas lâcher « sa conquête ».

Il s'agit d'expliquer aux Flamands ce qu'ils deviendront dans l'une et dans l'autre hypothèse. Les études scientifiques de la fin de 1914 y ont pourvu : on tient en réserve, pour le cas d'annexion de la Belgique, une garantie d'autonomie politique de la Flandre; pour le cas de simple asservissement économique, une promesse d'imposer à la nouvelle Belgique la séparation administrative complète entre la partie flamande et la partie wallonne du pays.

A partir de juin 1915, tout l'effort des correspondants de journaux allemands et l'effort parallèle, sinon secrètement combiné, de quelques journaux flamands, paraissant en Belgique sous l'œil complaisant de la censure allemande, se concentrent sur cette idée de l'autonomie politique ou administrative de la Flandre énoncée déjà avec netteté en Allemagne par le professeur Borchling le jour même de la prise d'Anvers (9 octobre 1914).

Quelques Flamands, les uns en Belgique, les autres en Hollande, semblent alors, un moment, vouloir emboîter le pas à la manœuvre allemande (voir, entre autres, la collection de la *Vlaamsche Post*

de Gand[1]). Mais ils sont peu nombreux; ils ne comptent parmi eux aucun des leaders autorisés du mouvement flamand; ils n'ont pour porte-parole, dans leur revendication de la séparation administrative de la Flandre, que des publicistes suspects de connivence avec les Allemands, ou des propagandistes écervelés qui ne voient pas l'abîme où on les attire. La masse de la population flamande, dont les fils combattent, dans une si ardente unanimité patriotique, côte à côte avec les soldats originaires de la Wallonie, blâme et désavoue énergiquement ces coupables défaillances (voir la lettre flamande de Bruxelles au *Nieuwe Rotterdamsche Courant* du 3 juillet 1915, citée ci-dessus; les lettres du correspondant bruxellois de ce journal; la protestation de patriotisme du romancier flamand Stijn Streuvels, publiée par le *Nieuwe Amsterdammer*, du 3 juillet 1915 [2]; une série de protestations de notabilités flamandes parues dans le *XXe Siècle* (juillet 1915) et même dans la *Vlaamsche Stem* (fin du même mois); etc.).

En somme, ces quelques dissidents ou égarés ne trouvèrent, pour les encourager dans la voie de la perdition où l'astuce allemande les engageait, que certains éléments hollandais germanophiles, vraisemblablement attachés, par des liens occultes, à l'organisation de presse ou à la politique allemande.

[1] Certains articles excessifs ou ambigus de M. Albéric Deswarte dans la *Vlaamsche Stem* firent craindre à cette date que ce journal belge publié à Amsterdam ne se mît à suivre les mêmes errements que la *Vlaamsche Post*. M. A. Deswarte, qui d'ailleurs avait antérieurement manifesté dans plusieurs articles ses sympathies pour la France, eut à cœur de dissiper pour lui-même toute erreur (fin juillet), en affirmant qu'il n'avait jamais varié dans son intransigeance vis-à-vis de l'Allemagne et dans son attachement délibéré à l'unité nationale de la Belgique. Voir plus loin ce qu'il est advenu de la *Vlaamsche Stem*.

[2] Stijn Streuvels y dit notamment, au sujet du réveil du patriotisme dans le peuple flamand au milieu duquel il vit (à Ingoyghem, en Flandre occidentale) : « Qu'on l'appelle maintenant Flandre ou Belgique, pour les campagnards c'est tout un, mais ce sera une patrie au vrai sens du mot, une patrie pour laquelle on aura de l'amour et de l'attachement. »

Et c'est bien à la Belgique que vont ces sentiments du peuple : « Indépendamment de bien d'autres sentiments, la guerre a réveillé chez le campagnard un certain sentiment d'orgueil et de dignité propre; il est animé de confiance dans l'avenir et a conçu une profonde vénération pour son roi, sa dynastie. L'*amour de la patrie* ne sera plus désormais pour lui un mot vide de sens ou une création abstraite ou officielle. »

Quant à l'avenir de la Flandre, dans l'éventualité d'un triomphe de l'Allemagne : « Ce que les Allemands, dans ce cas, ont l'intention de faire de nous, je l'ignore. Des germanophiles peuvent, à examiner la chose d'un point de vue social et de prospérité matérielle, l'appeler un bienfait et envisager comme un bonheur d'être repris au sein de la nation germanique. Mais *ma sainte conviction à moi*, c'est que, nonobstant tous droits et libertés éventuels, c'en serait à tout jamais fini de notre individualité

X. — Complicités hollandaises.

La vaste conspiration ourdie par l'Allemagne contre l'unité politique belge a, en effet, une ramification en Hollande, qui mérite une attention particulière. Non seulement l'Allemagne a installé en Hollande de nombreux agents de presse, répartis en plusieurs bureaux, qui sont en correspondance télégraphique incessante avec Berlin, mais elle y a fondé une revue *De Toekomst*, et un journal *Limburger Tageblatt* spécialement pour y entretenir un courant de sympathies et d'échanges intellectuels avec l'Allemagne. En outre, elle peut compter sur l'appui plus ou moins déclaré d'un certain nombre de journaux, que le sentiment personnel de leurs directeurs ou l'intérêt de leur publicité fait pencher du côté de l'Empire. Enfin, pour les affaires de Belgique, elle a trouvé ou elle s'est ménagé un allié dans certaines sections de l'association néerlando-flamande *Algemeen Nederlandsch Verbond*.

La revue *De Toekomst* se comporte exactement comme un journal allemand d'Allemagne. Elle répète, en Hollande, les articles de la *Vlaamsche Post;* elle insère les dissertations pro-allemandes des deux Domela Nieuwenhuijs Nijegaard; elle publie des articles concertés sur la question des langues en Belgique, que la presse allemande s'empresse de reproduire comme des symptômes de la faveur croissante que rencontre auprès des Hollandais la politique allemande en Belgique. Naturellement, il se publie aussi, en Hollande comme en Belgique, des brochures anonymes ou signées de personnages sans autorité, qui font écho aux manœuvres analogues des agents provocateurs allemands en Belgique occupée.

Parmi les journaux hollandais germanophiles travaillant contre la Belgique, il faut mettre à part *De Standaard*, organe de l'ex-ministre Abraham Kuijper. M. Kuijper n'a jamais nourri de sympathie pour « le voisin belge ». Son opposition fut naguère l'une des causes d'échec de la tentative de rapprochement économique des deux pays, qui avait abouti à la constitution d'une

propre de Flamands. Plus d'une fois j'ai été frappé, et je m'étonne qu'aucun des leaders flamands n'ose le dénoncer [*Note de l'auteur :* Ils l'ont fait, depuis, dans un manifeste du 21 juillet 1915] de ce qu'est pour nous *le danger allemand*. Car tout se résume, il faut l'avouer, en la question : « Rester soi-même » ou plutôt « devenir soi-même ».

Ces déclarations sont d'autant plus dignes d'intérêt que Stijn Streuvels avait publié peu auparavant, en Hollande, quatre volumes d'un journal de guerre : *In Oorlogstijd*, où les polémistes allemands avaient relevé des déclarations ambiguës ou inconsidérées dont ils s'étaient servis dans leur campagne de calomnies contre la Belgique.

Commission hollando-belge. Aujourd'hui, M. Kuijper a pris parti pour l'Allemagne et contre la Belgique. Il n'a pas encore abattu tout son jeu, mais on connaît au moins quelques-unes des cartes qu'il a en mains.

M. Kuijper affecte de plaindre le sort malheureux de la Belgique, « champ de bataille perpétuel de l'Europe », mais c'est seulement un prétexte pour amener sur le tapis la question de son statut futur. L'Europe, dit son journal (n° du 17 juin 1915), a deux choses à examiner : Comment faire désormais à l'extérieur pour épargner à la Belgique cette calamité de redevenir, de siècle en siècle, le champ clos des puissances en conflit armé ? Mais aussi comment s'y prendre pour parer, en Belgique même, à la menace constante de l'hégémonie wallonne ? (Cf. aussi *Standaard* du 11 juin 1915.)

Comme on le voit, le vieil et matois homme d'Etat hollandais s'efforce de nouer les deux questions : le statut externe de la Belgique et la question interne du mouvement flamand. Des journaux hollandais neutres n'ont pas manqué de lui reprocher cette immixtion outrecuidante dans les affaires intérieures d'un Etat voisin. Il répond qu'il n'en a cure (*Standaard*, 1er juillet 1915). Il se déclare pour le régime de l'autonomie de la Flandre ; le *Standaard* donne des avis et conseils aux Flamands et les encourage à lutter contre l'unité politique de l'Etat belge. Il s'efforce même d'amener les Flamands à tirer leur mouvement du domaine obscur de la politique administrative belge pour l'élever au rang de question de politique internationale ; il leur offre pour cela une formule capable de frapper l'opinion internationale par les images et souvenirs classiques qu'elle évoque ; la devise des Flamands devrait être, d'après lui : *Home Rule pour la Flandre !* Cela transposerait, en effet, la question linguistique sur le plan général des autres problèmes de nationalité qui agitent l'Europe et créerait artificiellement une sorte d'irrédentisme flamand en Belgique. M. Kuijper espère, sans doute, qu'une Hollande germanophile tirerait pied ou aile d'une Belgique affaiblie par le fédéralisme... (Cf. *Telegraaf*, 22 août 1915 : « A propos de la *Vlaamsche Stem* ».)

Quelques autres journaux et revues hollandais, sans commettre d'intrusion aussi caractérisée dans les affaires belges, expriment pourtant de ci de là, en termes voilés, leur espoir de voir la Flandre « trouver dans les événements actuels l'occasion d'accomplir toute sa destinée politique [1] » (entre autres la revue germanophile *De Nederlander*).

[1] Certains organes néerlandais eurent, au contraire, assez d'indépendance pour dénoncer aux Flamands et aux Hollandais le danger de l'intrigue allemande.

Par exemple, le *Nieuws van den dag* du 16 juillet 1915, dans un article

XI. — L' « Algemeen Nederlandsch Verbond » et le pan-néerlandisme.

Ces mêmes tendances semblent trouver un point d'appui plus solide dans l'*Algemeen Nederlandsch Verbond*, dont l'activité était jusqu'à présent cantonnée, en apparence, dans l'ordre des questions et débats philologiques, et qui a paru vouloir profiter, en ces derniers temps, des circonstances pour se muer en organe officiel, mi-scientifique, mi-politique, du « pan-néerlandisme ».

Cette association s'est comportée étrangement vis-à-vis de la Belgique, où elle comptait pourtant un assez bon nombre de membres dans l'élite flamande : elle n'éleva pas même la voix pour protester, comme tant d'autres sociétés de Hollande et d'ailleurs, contre la violation de la neutralité belge par l'Allemagne; cela lui valut, en novembre 1914, la démission d'un certain nombre de membres flamands habitués de ses congrès.

intitulé : « La Belgique : Ennemi au dedans », démontre que le moment est mal choisi pour la résurrection du mouvement flamand lorsque rien n'est encore décidé au sujet du reclassement de la Belgique au rang des nations. Il signale « la coïncidence de diverses mesures amicales et promesses de l'autorité allemande envers les Flamands, avec la reprise du mouvement flamingant ». Ces mesures, dit-il, ne s'inspirent que d'un intérêt allemand bien déterminé; un enfant le comprendrait. « Sans doute, la cause flamande se trouve en mauvaise posture, par suite de causes temporaires mais inévitables. Est-ce une raison pour désespérer d'un glorieux avenir pour les Flandres? Et ne sent-on pas que, quoi qu'il y ait à gagner à la résurrection du flamingantisme, l'on fait le jeu de l'usurpateur allemand, qui met en pratique l'adage : *Diviser pour gouverner*? Ce n'est plus un danger, c'est la réalité. »

Le journal établit ensuite sans peine que l'intérêt de la Hollande s'agite aussi dans cette affaire où il faut savoir si la Belgique sera divisée en deux parties comme la Suède et la Norvège au bénéfice de l'Allemagne qui s'annexerait la Flandre :

« On se figure quelle serait la triste situation des Pays-Bas, si l'Allemagne pouvait s'étendre jusqu'à Anvers et la mer : nous formerions une enclave, n'ayant que des frontières allemandes. Celui qui songe à ce qui adviendrait de notre autonomie, voire de notre indépendance, reconnaîtra que l'ennemi intérieur de la Belgique est le nôtre. Et les jeunes Hollandais d'Utrecht, qui se mêlent de cette affaire, doivent être étroitement surveillés. Non pas seulement par l'Algemeen Nederlandsch Verbond : nous espérons que les autorités de la Hollande aussi ne négligeront pas de le faire dans l'intérêt du pays. Heureusement qu'on n'est pas aveuglé dans le parti flamand. Il semble qu'une déclaration paraîtra, signée de chefs flamands notoires, déclarant en résumé qu'ils désapprouvent la lutte linguistique, que la discussion des langues doit être traitée après la guerre, par les Flamands eux-mêmes, sans perdre de vue la nationalité belge. Espérons que cet avertissement se produira à temps. »

L'avertissement parut, en effet, sous forme de manifeste, le 21 juillet 1915.

L'afflux en Hollande d'un grand nombre de Flamands fuyant l'invasion, la nécessité de la création d'écoles flamandes pour enfants de réfugiés, qui en fut la suite, la présence à l'Université d'Utrecht d'un certain nombre d'étudiants flamands des universités belges fermées ont fourni à l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* des occasions de « travail flamand » qu'elle n'a eu garde de laisser échapper. Il n'est pas douteux que certains de ses membres rêvent de s'emparer de la direction du mouvement flamand au profit de ce qu'ils croient être l'intérêt hollandais, mais qui n'est, en réalité, que l'intérêt du teutonisme.

Le numéro de janvier 1915 de *Neerlandia*, son organe officiel, publie le compte-rendu d'une réunion de son Comité central, tenue le 14 décembre 1914; on y lit ces lignes qui en disent long : « Point IV : Belgique. On discute un plan flamand très étendu dont la réalisation n'est pas encore fixée et *dont la publication nuirait à la réalisation.* »

Dans le numéro de février 1915 figure un mémoire *de la direction* de l'A. N. V. répondant à certaines critiques qui lui avaient été faites, au sujet de son refus d'attribuer un subside de 50 florins « pour la cause de la Flandre française ». On lui reprochait de ne pas oser agir en faveur de cette cause; la direction répond qu'il serait inopportun pour la Hollande de s'en occuper *d'une façon directe :* « Cela ne veut pas dire qu'elle [la direction] y est indifférente; mais elle hésite, par le fait que les avis donnés par trois personnes très autorisées de la Flandre ne concordent pas du tout... Le courage [de la direction] n'est pas ici en question; le refus du subside est uniquement basé sur l'état de la caisse; néanmoins, la direction a consenti à ce que de petites brochures flamandes fussent subsidiées. » On le voit, l'A. N. V. n'exclut pas la Flandre française de ses visées.

De telles manigances, et celles que nous allons dire, s'accordent assez mal, on en conviendra, avec le caractère de société officiellement subsidiée que possède l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* (le gouvernement néerlandais lui alloue, en effet, 3600 florins de subside annuel, comme le constate *Neerlandia* dans son numéro de mai 1915, p. 122). On a peine à comprendre que le gouvernement néerlandais, qui se montre par ailleurs si soucieux de respecter les obligations de la neutralité, maintienne ses subventions à une société hollandaise qui, en pleine guerre, conspire en vue d'une immixtion dans la politique intérieure d'un Etat voisin et en paix avec la Hollande, et cela parallèlement à l'action de l'administration allemande de la Belgique occupée.

Le 18 avril 1915, une section de l'A. N. V., réunie à Lierre (Belgique occupée), sous la surveillance de la censure allemande,

vota un ordre du jour « réclamant pour le peuple flamand le droit de pouvoir à l'avenir se développer librement, exempt de toute oppression étrangère, *sous un gouvernement propre* et dans sa propre langue » (*Nieuwe Courant* du 5 juin 1915).

Le comité central de l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* hésita à reproduire dans son Bulletin ce vœu relatif à un objet de la politique intérieure belge. Sur quoi, la section des étudiants d'Utrecht de l'Association se réunit le 10 juin avec quelques membres flamands, et vota un ordre du jour blâmant la réserve observée par le comité et préconisant pour la Belgique le régime de la séparation administrative (voir le texte de cet ordre du jour dans *De Maasbode* du 20 juin 1915, et *XX*e *Siècle* du 1er juillet 1915); puis elle envoya cet ordre du jour au baron von Bissing junior, celui des fils du gouverneur général allemand qui avait écrit l'article dont nous avons parlé et qui, dans une conférence récente, faite à Munich, sur la situation de la Belgique occupée, s'était prononcé, lui aussi, en faveur de l'autonomie politique ou administrative de la Flandre. Le baron von Bissing junior répondit immédiatement par la lettre que voici (*Het Vaderland*, 26 juin 1915; *Nieuwe Courant*, 26 juin 1915, avondblad) :

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai vu votre ordre du jour du 10 juin Ce que vous exigez dans cet ordre du jour, c'est-à-dire que les Flamand puissent voir subsister leur civilisation propre, leur caractère propre et leur existence comme peuple, n'est pas seulement en concordance avec mes idées personnelles, *mais aussi*, pour autant que je le sache, *avec celles du gouvernement allemand*. Indépendamment de la décision finale au sujet du sort de la Belgique, l'*Allemagne*, comme je le crois fermement, *exigera que l'on accorde leurs droits aux Flamands* et que, comme ils en témoignent eux-mêmes, au sujet du mouvement des Wallons et de leurs alliés, les Français, il ne soit plus fait désormais un emploi abusif des écoles pour supprimer la civilisation flamande *qui est le seul élément national en Belgique(!)*. Nous devons, pour cela, nous élever d'autant plus contre ce mouvement, que nous avons toujours eu conscience de la parenté étroite et des nombreux liens intellectuels entre les Allemands et les Flamands, sans perdre de vue qu'être flamand ne signifie pas être Allemand.

J'attacherais beaucoup de prix à ce que vous pussiez faire parvenir ma réponse à la presse hollandaise, parce que j'apprends qu'un passage de mes ouvrages relatifs à la Belgique a été compris d'une façon erronée. J'ai écrit : « Surtout dans les régions flamandes, dans les écoles populaires, l'allemand pourra remplacer le français de façon efficace. L'écolier flamand apprendra beaucoup plus facilement l'allemand que le français. » J'ai mis intentionnellement le verbe « Pouvoir » et non « Devoir ». Je verrais avec beaucoup de plaisir que, dans les classes supérieures des écoles populaires, on donnât l'occasion aux élèves d'apprendre l'allemand, mais naturellement la langue véhiculaire de l'enseignement devrait être le flamand.

On peut légitimement se demander, en présence de ce texte, si le vote de l'ordre du jour d'Utrecht n'avait pas été combiné, d'accord avec l'administration allemande, pour permettre au baron von Bissing junior de placer sa rectification dans la presse hollandaise. Chose curieuse, l'agence officieuse allemande Wolff, reprenant dans *Het Vaderland* le texte de la lettre du baron von Bissing junior et l'envoyant à toute la presse allemande, en élimina *la dernière partie*, celle précisément que l'auteur tenait le plus à voir imprimer en Hollande, et où il s'efforçait de rassurer les Flamands sur les intentions de l'Allemagne, quant à l'enseignement et à l'usage de l'allemand dans la future Flandre libérée. L'opinion allemande devait-elle peut-être ignorer cette espèce d'engagement fallacieux, pris censément en son nom?...

XII. — La crise de juillet 1915. — Echec du plan allemand.

Peu après, la même section utrechtoise de l'A. N. V., démasquant, cette fois, tout à fait ses batteries, se réunit de nouveau en assemblée générale, le 11 juillet, jour anniversaire de la bataille des Eperons d'or, et vota un ordre du jour présenté, affirmat-elle, « par ses membres flamands [1] », réclamant, d'une part, la flamandisation *immédiate* de l'Université de Gand et, d'autre part, « rappelant les luttes du peuple *néerlandais* (mot choisi à dessein pour exclure davantage tout ce qui pouvait rappeler la Belgique) dans son effort inébranlable pour son existence nationale propre ». De cette sommation « flamande », la section de l'association hollandaise fit l'objet d'un télégramme, non seulement au roi Albert, ce qui n'était qu'impertinent, mais aussi à la reine Wilhelmine des Pays-Bas [2], ce qui était pour le moins incongru. (*Vlaamsche Stem*, n° du 13 juillet 1915.)

[1] On sut, peu après, qu'en réalité, *trois* jeunes étudiants flamands seulement avaient trempé dans cette ridicule affaire. Ils furent désavoués publiquement par leurs condisciples. Cela n'en met que mieux en lumière la part de l'élément hollandais dans l'intrigue allemande (*Echo belge* du 30 juillet 1915).

[2] Nous achevions le présent article lorsque nous avons eu connaissance d'une protestation de la direction de l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* contre les votes et initiatives de la section d'Utrecht. Cette protestation, insérée dans *Neerlandia*, et citée par la *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (n° du 5 août 1915), a donc mis un bon mois à se produire! Le Comité directeur de l'A. N. V. y rappelle que l'Association repose sur deux principes : « Absence de tendances politiques et religieuses et autonomie des groupes ». Les groupes n'ont pas à s'immiscer dans les affaires intérieures les uns des autres; exemple : le groupe de Hollande dans celles du groupe de la Flandre. Ce principe s'applique *a fortiori* aux sections qui doivent se limiter à leur territoire. « L'adresse de la section d'Utrecht au roi des

L'incartade coïncida jour pour jour, et presque heure pour heure, avec une manifestation tapageuse de quelques Flamands exaltés, parmi lesquels deux ou trois rédacteurs de la *Vlaamsche Stem* à Bussum (Amsterdam), qui se termina par le vote d'un ordre du jour, exigeant du gouvernement belge la promesse *immédiate* de l'autonomie administrative de la Flandre!... (*Vlaamsche Stem*, 13 juillet 1915.)

Aussitôt la presse allemande tout entière et simultanément se mit à pousser des cris de joie et de triomphe. Elle croyait déjà tenir la victoire : les leaders flamands se taisaient; seuls élevaient la voix les éléments bruyants, écervelés, « non responsables » (comme on dit en Flandre et en Hollande) du mouvement flamand; la « querelle flamingante » paraissait rouverte et la Belgique allait connaître, semblait-il, l'épreuve suprême de la désunion en présence de l'ennemi maître encore du territoire national...

Erreur! Les intrigants marchaient trop vite. Ces manifestations contre l'unité belge étaient aussi outrecuidantes que maladroites eu égard à l'intérêt sainement compris de la cause flamande. Elles dépassaient toute mesure et devaient ouvrir les yeux aux moins perspicaces. Le tolle général qu'elles soulevèrent parmi les Belges du dehors et du dedans, Flamands compris, prouva à leurs organisateurs que la solide masse de la population belge, non plus d'ailleurs que le roi Albert ni le gouvernement, n'étaient d'humeur à laisser rompre ni même entamer le principe de l'unité nationale.

Une réponse télégraphique du roi Albert vint d'abord refroidir l'ardeur des têtes chaudes de Bussum : « Le roi considère que les autorités du pays sauront prendre, lorsque la nation aura recouvré le libre exercice de sa souveraineté, toutes les mesures destinées à sauvegarder les aspirations et les intérêts de son peuple. En attendant, il fait un pressant appel à tous les Belges pour que, devant l'ennemi, ils n'aient d'autre but ni d'autre souci que la libération du pays. »

Belges et à la reine de Hollande sort de l'esprit et de la lettre des statuts; l'A. N. V. ne peut le regretter assez vivement... Le Comité général et le Comité du groupe (hollandais) rejettent de la façon la plus absolue toute responsabilité dans cette affaire. »

Cette protestation, quoique tardive, est correcte dans les termes. Mais nous regrettons de devoir constater qu'elle est, elle-même, en contradiction avec l'activité du Comité qui s'est occupé, en décembre 1914, d'un vaste plan d'action flamande, gardé soigneusement secret, ainsi que d'une propagande spéciale relative à la Flandre française, comme l'a rapporté (voir § 11 de notre étude) le même bulletin officiel de l'A. N. V., *Neerlandia*, qui publie à présent le rappel à l'ordre de la section d'Utrecht.

Dans l'hypothèse la plus favorable ces procédés manquent de netteté et, en conséquence, nous devons maintenir nos critiques sans restriction.

Puis ce fut, le 21 juillet, jour de la fête nationale de la Belgique, un manifeste officiel signé de huit principaux leaders du mouvement flamand se trouvant en Hollande : MM. Frans van Cauwelaert, avocat et député d'Anvers; Arthur Buysse, avocat et député de Gand; Cyriel Buysse, homme de lettres; Julius Hoste, avocat à la cour d'appel de Bruxelles; Albéric Deswarte, avocat à la cour d'appel de Bruxelles; Léo van Puyvelde, professeur à l'Université de Gand; Léonce du Castillon, homme de lettres à Bruxelles; André de Ridder, homme de lettres à Anvers. Les signataires, tout en affirmant leur attachement à la cause flamande, affirmaient aussi avec la même énergie qu'ils demeureraient irréductiblement hostiles à toute idée d'accommodement des Flamands avec l'ennemi et repoussaient avec indignation toute faveur de sa main. C'était la condamnation formelle de l'attitude du groupe de la *Vlaamsche Post*.

De nombreuses protestations individuelles, dont plusieurs venues de Flamands soldats au front de l'Yser, attestaient, d'autre part, la généralité de cet état d'esprit. (Protestation de M. de la Montagne, président de l'Académie royale flamande, dans le *XX*[e] *Siècle* du 14 juillet 1915; — lettre du front belge dans le *Tijd* d'Amsterdam du 26 juillet 1915; — lettre d'un sergent flamand, dans le *XX*[e] *Siècle* du 17 juillet 1915; lettre de M. A. C. van der Cruijssen au *Telegraf* (3 août 1915), etc.)

Les 29, 30 et 31 juillet 1915, M. Albéric Deswarte, qui déjà avait tenu à signer le manifeste flamand du 21 juillet, publiait dans la *Vlaamsche Stem*, en une série de trois articles, une profession de foi patriotique destinée à dissiper l'équivoque qu'avaient pu faire naître certaines déclarations peu claires ou inconsidérées de son discours à la manifestation de Bussum; il s'y déclarait indéfectiblement attaché à l'unité nationale belge et protestait n'avoir jamais imaginé que les Flamands pussent pactiser avec l'Allemagne. M. Monet, publiciste flamand d'Anvers, enregistrait avec satisfaction cette explication nécessaire dans le journal hollandais *De Telegraaf*. Le 30 juillet, l'*Echo belge* d'Amsterdam publiait deux vigoureuses protestations de M. Massart, secrétaire du Cercle des étudiants belges d'Utrecht, et de M. l'avocat Meyers, contre la section d'Utrecht de l'A. N. V., et donnait des renseignements édifiants sur le petit nombre des brouillons qui mènent en cette ville l'intrigue allemande. M. van Cauwelaert, le principal leader flamand résidant en Hollande, dans une vigoureuse réplique à M. Gerretson (*Tijd* du 29 juillet), affirmait qu'il était adversaire du régime de la séparation administrative pour la Flandre.

A leur tour, vingt-huit professeurs des Universités de Gand, Louvain et Liège, et de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers,

tant flamands que wallons, adressaient un appel à toute la presse belge pour lui demander instamment de renoncer à la publication de tout article qui serait de nature à réveiller l'antagonisme des langues et à compromettre la discipline et la concorde nationales (*Métropole*, 7 août 1915).

Puis les leaders flamands de la Belgique occupée élevèrent la voix : un manifeste circule en ce moment parmi eux et se couvre de signatures éclatantes, parmi lesquelles on cite déjà celles de MM. Aug. Vermeylen, L. Franck, Cam. Huijsmans, Isidore et Herman Teirlinck, Nestor de Tière, Karel van de Woestijne, Fr. van Cauwelaert, Alfred Hegenscheidt, etc. Ce second manifeste flamand, plus énergique encore que le premier, dit, en substance, ceci (voir *De Tijd*, n° du 9 août 1915 et *Algemeen Handelsblad*, d'Amsterdam, du 10 août 1915) :

Les soussignés, Flamands Belges, tiennent à déclarer ce qui suit :

1° Ils ne peuvent accepter et déclarent qu'ils ne désirent aucune faveur que le gouvernement allemand voudrait leur accorder en contradiction avec les lois belges;

2° Ils affirment que certains journaux paraissent maintenant ici [en Belgique occupée] qui, sous des semblants d'attachement à la cause flamande, servent toute autre chose que les intérêts belges et ne représentent aucune fraction du mouvement flamand;

3° Ils font un appel à leurs compatriotes Flamands et Wallons pour qu'ils s'abstiennent de toute polémique à propos de la question des langues aussi longtemps que la liberté d'agir sera entravée en Belgique par l'occupation étrangère.

Enfin, vers la mi-août, la démission collective de cinq membres sur sept de la rédaction de la *Vlaamsche Stem* vint soudain apporter l'explication de l'attitude équivoque de ce journal durant la crise de juillet : un groupe hollando-allemand, en relations étroites avec les groupes du *Toekomst*, du *Nederlander* et du *Standaard*, et ayant à sa tête un officier hollandais germanophile, M. Gerretson, avait profité du manque de ressources des fondateurs pour mettre la main sur la majorité des actions de la *Vlaamsche Stem*. Ce groupe ayant voulu ensuite imposer catégoriquement au journal un programme de *patriotisme conditionnel* et subordonner tout à fait le devoir des Flamands envers l'Etat belge à la promesse, par celui-ci, de l'autonomie de la Flandre, M. Deswarte et ses amis ne jugèrent plus compatible avec leur honneur de rester rédacteurs de la *Vlaamsche Stem* et démissionnèrent avec éclat en donnant l'alarme à tous les Flamands de bonne foi. Aussitôt, les Flamands patriotes s'empressèrent de fonder, à Amsterdam, un nouveau journal pour défendre leur programme de *patriotisme sans condition*. Ce journal est intitulé

Vrij Belgie (Libre Belgique). Quant à la *Vlaamsche Stem*, l'incident qui démasqua ses vrais inspirateurs actuels l'a fait tomber immédiatement dans le même discrédit que la *Vlaamsche Post*, de Gand (Cf. *De Telegraaf*, 19, 20 et 21 août 1915; *la Belgique*, de Rotterdam, 21 août 1915, et journaux hollandais de cette époque).

Ainsi donc, une à une, toutes les pièces de l'intrigue si péniblement échafaudée par l'Allemagne tombaient, sous les coups mêmes des Flamands qu'elle avait cru y emprisonner.

La presse allemande ne tarda pas à souligner cette victoire du patriotisme belge et cette défaite de l'Empire, en exhalant son dépit contre les signataires du manifeste flamand (Voir, par exemple, *Kölnische Zeitung*, n° 761, du 27 juillet et *Kölnische Volkszeitung*, n° 600, du 25 juillet 1915). Elle les critiqua en termes amers, mettant en doute injurieusement la sincérité de leur dévouement à la cause flamande et leur opposant l'orthodoxie flamande, — germanique, s'entend, — de la *Vlaamsche Post* et des autres organes de la presse serve. Encore un peu et elle taxerait ces Flamands authentiques de mauvaise foi pour avoir manqué au rendez-vous de ses illusions!...

Un seul journal allemand eut le courage de constater impartialement la réalité. Le *Vorwaerts* du 29 juillet 1915 (n° 207) publia une lettre d'Amsterdam où se lisaient ces lignes :

Le manifeste flamand est un acte méritoire, comme tout ce qui crée de la clarté et agit contre des erreurs et des illusions. C'est surtout d'illusions qu'on n'a pas été à court en Allemagne, précisément pour ce qui a trait au mouvement flamand. De nombreux professeurs d'université et de gymnase se sont répandus dans des journaux et des revues en discours parfois très fantastiques sur une communauté flamando-allemande de culture ou autre, dont la conclusion approchait, soit en faisant appel à un « sentiment racique », soit en donnant une signification programmatique exagérée et insensée à des expressions pangermanistes occasionnelles, échappées à quelques « flamingants » dans la chaleur de leur lutte nationale contre les Wallons. Finalement on a attribué à un petit groupe de nationalistes flamands de Gand une importance qu'il ne peut pas avoir rien que par les circonstances dans lesquelles il agit. L'ahurissant manque de psychologie nationale, dont ont fait preuve l'an dernier plusieurs spécialistes en nationalisme allemands, ne s'est pas manifesté de façon moins lourde dans l'exploitation politique du « journal » absolument dépourvu d'esprit politique de l'auteur flamand Stijn Streuvels, par quoi l'on en est finalement arrivé à ce que l'auteur, loué par une réclame par trop intentionnelle, donna quittance des hommages compromettants par un refus dénué d'ambiguïté à l'adresse de ses admirateurs trop aimables.

Le présent manifeste est principalement une réplique analogue à des tentatives de rapprochement de même nature et en même temps une protestation contre une agitation menée par des chauvins wallons opérant à l'aide de dénonciations, plus ou moins dissimulées, du manque de patriotisme des Flamands. La pensée essentielle du manifeste est exprimée dans les phrases suivantes : « Notre mouvement ne veut pas rompre

l'unité politique de la Belgique. Nous partons du fait naturel que la Belgique est formée de deux groupes linguistiques différents et qu'elle ne peut atteindre son plus haut et son plus complet développement que si les deux groupes, dans leur propre beauté et leur développement normal, sans léser leurs droits réciproques, peuvent déployer l'abondance de leur puissance créatrice. »

A cette déclaration est jointe une affirmation très résolue de fidélité loyale à l'Etat belge et à la dynastie ainsi qu'une prévision de vie paisible côte à côte des Flamands et des Wallons.

Cet optimisme peut être injustifié et on peut s'attendre dans un avenir rapproché à plus d'acuité dans les différends nationaux. Mais le manifeste en question montre qu'on ne doit pas compter sur le mouvement flamand comme sur une force à exploiter pour la création d'un nouvel état de choses de politique mondiale. Et cela mérite en tous cas d'être pris en considération.

Quant aux neutres, les événements du mois de juillet leur avaient aussi ouvert les yeux. La presse danoise, particulièrement bien renseignée sur ce qui se passe en Hollande comme en Allemagne, a publié sur ce sujet des appréciations catégoriques : « Ce qu'on a appris de divers côtés, — même du côté allemand, — sur la situation en Belgique, écrivait le *Berlingske Tidende* (18 juillet 1915), n'a pas donné l'impression qu'il y ait beaucoup d'enthousiasme chez les Flamands à voir les Allemands jouer aux protecteurs hautains des petites nations. Peut-être se souviennent-ils de l'un ou l'autre détail de la conduite des Allemands envers d'autres petits peuples voisins[1] que les Allemands aiment également à compter parmi leurs frères de race. »

Le *Politiken* (Copenhague) s'exprime de la même manière (n° du 27 juillet 1915) : « Pour autant qu'on en puisse juger, les tentatives allemandes (de provoquer la scission entre les Belges) n'ont pas été récompensées jusqu'ici par un résultat de quelque importance. Au contraire, ces tentatives ont été désavouées par les Flamands eux-mêmes. Ceci ressort entre autres du grand manifeste publié ces jours-ci par un groupe de chefs du mouvement flamand... Les points essentiels de ce long manifeste montrent assez clairement que les tentatives allemandes ont eu

[1] Cette allusion au Schleswig, de la part d'un journal bien placé pour savoir ce qui s'y passe, ne manque pas de saveur. On pourrait en rapprocher le rapport du major Denijs Reitz, qui a fait partie de l'expédition contre le Sud-Ouest africain allemand (cité par le *Telegraaf* du 21 juillet 1915). « Le major Reitz déclare que les Boers habitant cette colonie allemande sont heureux de la tournure que les opérations ont prise. Tous sont d'accord pour dire que le gouvernement allemand est insupportable. Ils se plaignent de ce que les Allemands refusent de laisser employer un seul mot de néerlandais dans l'enseignement. On a même dû demander à l'autorité la permission d'employer le néerlandais dans le service du culte. »

jusqu'ici peu de succès. Les malheurs de la patrie commune rapprochent et tiennent unis tous les Belges. »

XIII. — Conclusion.

Ainsi donc la vaste intrigue allemande nouée si savamment pour débaucher la Flandre et déchirer l'unité nationale belge a dès à présent avorté. Tout ce monde mêlé de professeurs allemands, de journalistes allemands, d'espions allemands, de journaux flamands suspects, de journaux hollandais germanophiles, de pasteurs néerlando-allemands, d'agitateurs marrons du pan-néerlandisme, de pamphlétaires masqués, d'agents de tout acabit, associés au complot et liés à sa réussite par des intérêts et des mobiles divers, aura travaillé en vain à créer parmi les Flamands un mouvement fédéraliste ou autonomiste de quelque importance. En vain auront-ils mis en œuvre tous les moyens imaginables pour réaliser le grand dessein pangermaniste défini dans les études que nous avons analysées. En vain se seront-ils appliqués, pour créer une agitation factice, à faire habilement rebondir l'action politique de l'administration allemande, de Belgique en Allemagne, de Hollande en Belgique, et réciproquement. Leurs efforts sont venus se briser ou s'user sur le granit du patriotisme belge.

Après une campagne de six ou huit mois, l'Allemagne n'a abouti qu'à une chose : à mettre pleinement en lumière aux yeux de tous le plan qu'elle avait ourdi, à l'insu des Flamands de bonne foi, pour faire du mouvement linguistique flamand le fourrier de la teutonisation morale d'abord, politique ensuite, de la Flandre et de la Belgique. Le mouvement flamand n'est pas abandonné par ses protagonistes, mais il est certain qu'il demeurera belge avant tout et par-dessus tout. De plus, l'Allemagne a reçu notification officielle de tout ce qui a autorité pour parler au nom de la population belge, tant flamande que wallonne, que l'agitation linguistique restera suspendue entre les Belges aussi longtemps que l'exigera l'intérêt de la patrie.

Fernand Passelecq.

LÉGENDES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

LATONE

AVANT-PROPOS

Pélops, Bellérophon, les Paysans lyciens changés en grenouilles, voilà un sujet et des personnages, qui, au premier abord, ne semblaient guère d'actualité et cependant, en nous reportant à la lointaine et mystérieuse époque où se constituaient les éléments de la civilisation, ils nous mettent en présence de conflits religieux et politiques, qui peut-être ne sont pas sans analogies avec ceux d'aujourd'hui.

On peut, sans fausser l'histoire, faire coïncider la véritable naissance de la civilisation grecque avec l'apparition de la religion d'Apollon.

Apollon, fils d'une femme, — Latone, — et du dieu suprême, est peut-être le premier des dieux Grecs en qui l'homme et le dieu se fondent harmonieusement. C'est aussi une sorte de médiateur, si l'on veut, et un bienfaiteur des hommes. Sa religion semble être avant tout une religion de lumière et de poésie.

Comme tous les cultes nouveaux, ce culte ne s'introduisit pas sans résistances. Il lui fallut des miracles ou plutôt des récits terrifiants propres à faire réfléchir les incrédules.

La métamorphose des paysans lyciens en grenouilles fut un de ces « miracles »; celle de Niobé et de ses enfants, tués par les flèches d'Apollon, en fut un autre, — double vengeance de Latone insultée.

Niobé était fille de Tantale, roi de Lydie, et sœur de Pélops, par conséquent.

La catastrophe dont la légende la fait victime est contemporaine de la destruction, par un tremblement de terre, de la ville de Sipyle, en Asie-Mineure, capitale de Tantale.

Admettons que ce fut à la suite de cet événement que Pélops émigra en Grèce, où son action fut si grande qu'il donna son nom au Péloponèse et fonda une dynastie célèbre et puissante; son descendant, Agamemnon, devint le roi des rois, autrement dit, l'empereur des Grecs, qui, sous sa conduite, firent la guerre de Troie.

L'arrivée de Pélops en Grèce marquerait ainsi une des plus grandes dates de la préhistoire des Grecs.

Cette révolution eut lieu probablement beaucoup plus tôt que ne le dit la légende grecque, qui, abréviative comme toutes les légendes, fait de Pélops le grand-père d'Agamemnon, dont il fut sans doute un ancêtre bien plus lointain.

Quoi qu'il en soit, on savait, au temps d'Homère, que la dynastie était d'origine étrangère et que ses princes avaient pour caractéristique d'être *blonds;* ils passaient aussi pour posséder beaucoup *d'or*, pour aimer *l'or*. D'effroyables tragédies avaient ensanglanté leur maison, ce qui témoignait chez eux d'un fond de barbarie encore toute fraîche. Ajoutons qu'ils étaient à la tête d'une véritable organisation féodale, celle des Achéens, caste noble, hautaine et batailleuse, au-dessous de laquelle on aperçoit à peine le peuple. — Et il est loisible voir là, si l'on veut, des traces d'une origine germanique...

En face de Pélops, j'ai cru pouvoir mettre en scène Bellérophon, car c'est dans cette même Lycie, où se passe le petit drame des paysans changés en grenouille, que ce héros mythologique tua la Chimère.

Homère nous dit de Bellérophon qu'en proie à une sombre mélancolie « il mangeait son cœur à l'écart », et les poètes tragiques nous le représentent achevant sa vie dans une tentative désespérée d'escalader le ciel, à l'aide de son cheval ailé Pégase. Je ne connais pas de plus beau symbole de la grandeur et de la misère de l'homme que ce double mythe dont la réunion donne un sens si profond.

Dans la rencontre de Bellérophon et de Pélops, j'ai voulu symboliser la rencontre de deux mondes, de deux races, de deux idéologies, au moment précis où, avec l'apparition de l'Apollinisme, la civilisation prend conscience de ses lois et de ses destinées. Et je conçois cette aventure comme le premier acte lointain ou le prologue du drame que nous vivons aujourd'hui.

LATONE

L'action se passe en Lycie, au bord d'un petit lac, où des paysans coupent des joncs et des cannes. Sur le fond de la scène, on aperçoit, sombre et pensif, Bellérophon.

UN PAYSAN *chante.*

Elle est morte, Hyella, la petite pastoure,
Et sur les bords du Styx aux funèbres roseaux,
Broute un léger troupeau de chèvres qui l'entoure,
Qu'elle garde en filant de l'ombre à ses fuseaux.

Car en l'apercevant si petite, si fine
Et si jolie avec ses yeux effarouchés,
Tous les dieux infernaux, de sa grâce touchés,
Ont comme leur enfant adopté l'orpheline.

Les chiennes de l'Hadès ont, battant les halliers,
Réuni ce menu troupeau d'ombres sauvages,
Et toute réjouie à leurs bonds familiers,
La naïve Hyella fait paître leurs images.

Tandis que de sa voix, qu'il cherche à ménager,
Adoucissant l'éclat qui fit trembler Hercule,
Avec un sérieux touchant et ridicule,
Cerbère, maintenant, joue au chien de berger.

2e PAYSAN.

Quel est ce chant séditieux que tu nous chantes?

1er PAYSAN.

Des vers, qu'on m'apprenait, lorsque j'étais enfant.
J'en aime ainsi que l'air les paroles touchantes.

2e PAYSAN.

Et ne sais-tu donc pas que la loi les défend?
Te crois-tu donc au temps de la pierre polie?
Eh! quoi? dans notre époque, en plein âge du fer,
On trouve encor des gens assez pleins de folie
Pour oser nous chanter des chansons sur l'Enfer?

Nous sommes les coupeurs de cannes,
Libres citoyens du marais.
Dans nos cervelles paysannes
Brillent les clartés du progrès.

C'est là notre refrain; le tien est ridicule!

1er PAYSAN.

Je ne sais si le monde en arrière recule,
Ni ce qu'il faut penser, n'étant pas très subtil,
De ces sujets assez troublants. Toujours est-il
Qu'il se produit des faits fort extraordinaires.
Des marchands cariens m'ont affirmé naguère
Qu'ils avaient rencontré, s'en allant sur les flots

Comme un navire, l'île antique de Délos;
Et cette île portait à son bord une femme
Très gracieuse et très douloureuse : la lame
Venait avec amour caresser ses pieds nus.
Il flottait, dans les airs, des parfums inconnus,
Et le croissant de lune, éclairant son visage,
Suivait visiblement cette nef au sillage.
La mer était paisible et le ciel, démonté
Comme un grand pavillon qui chancelle emporté,
Paraissait déplacer, en même temps que l'île,
L'axe du Zodiaque et le pôle immobile.

3e PAYSAN.

D'autres m'ont raconté la chose : il s'agirait
De deux nouveaux enfants divins et de leur mère
Latone, dont le nom désigne une étrangère.
De ces deux nouveaux-nés on dit que l'un prendrait
La place du soleil et l'autre de la lune.

2e PAYSAN.

La substitution n'est pas très opportune,
Je doute, après cela, qu'on y verrait plus clair.

4e PAYSAN.

On sent, à dire vrai, quelque chose dans l'air,
Voilà ce que l'on est contraint de reconnaître.

2e PAYSAN.

Je flaire, là-dessous, quelque intrigue de prêtre,
Il se prépare un coup dans l'ombre assurément.

3e PAYSAN.

Dans tous les cas, la caste est en grand mouvement.
Il ne se passe pas de jour, qu'on ne se bute,
Sur la route, à de grands phrygiens mal vêtus,
Plus riches de vermine encor que de vertus,
Qui, battant du tambour et jouant de la flûte,
En gestes cadencés exhibent au passant
Leurs membres mutilés et leurs bras pleins de sang,
Répugnante action que le dégoût condamne,
Puis, dans une carriole, au trot d'un petit âne,
Trimballent, cahotant et criant des essieux,
Un caillou, qui serait la grand-mère des dieux!

6e PAYSAN.

Assurément, il va se passer quelque chose.
Quoi? Je l'ignore, mais je pense maintenant,
D'après ce que je vois et ce que l'on m'expose,
Que l'histoire du Monde approche d'un tournant.

5e PAYSAN.

Si tout le monde était comme moi, je vous jure
Que les prêtres iraient ailleurs chercher pâture,
Car le surnaturel n'est pas mon élément.

4e PAYSAN.

Qu'est-ce qu'on veut? Gagner son pain honnêtement
Et le manger, sans en rien devoir à personne.

3e PAYSAN.

La vie est ce qu'elle est, certes! Mauvaise ou bonne,
On s'en contente, quitte à faire comme on peut.
Si l'on a peu, l'on mange peu.
Mais on veut être libre en son petit domaine
Et pouvoir à son gré vivre sa vie humaine,
Sa pauvre vie, où tient à peine le réel,
Où la creuse apparence et l'immatériel,
Nous régalant d'ombres au lieu de proies,
A chaque instant du jour, donnent de fausses joies.

2e PAYSAN.

Que maudits soient tous ceux, qui, boudant leurs instincts,
Aspirent en silence à de plus hauts destins,
Car j'en sais parmi nous, qui n'hésiteraient guères,
S'ils n'étaient surveillés, à renier leurs frères,
Et que flatte un secret désir de s'évader
De cette boue, où nous prétendons les garder
Dans une égalité dont leur délicatesse
Ne s'accommode point et peut-être se blesse.
A ceux-là, parce qu'ils ont des besoins pieux
Et parce qu'ils se croient une âme, il faut des dieux.
Des dieux! entendez-vous? Et pourquoi pas la peste?
Si l'on nous rend les dieux, qu'on nous rende le reste
Du beau régime auquel longtemps on nous soumit.
Mordieu! ne faisons point les choses à demi.
Je réclame la peste et les fièvres malignes!

1er PAYSAN.

Ceux qu'annoncent pourtant ainsi de nombreux signes
Ce ne sont point des dieux laurés et triomphants,
C'est une jeune mère, allaitant ses enfants.
Le Mystère, pieds nus, avec elle chemine,
Et pourtant une grande espérance illumine,
A l'approche de la mendiante qu'elle est
Et des enfants auxquels elle donne son lait,
La ligne des côteaux où son pas la dirige,
Vagabonde, qu'entoure et que suit le prodige!

2e PAYSAN.

Il nous suffit, pour les haïr, qu'ils soient des dieux.

6e PAYSAN.

Ceux-ci sont plus riants.

2e PAYSAN.

Alors vivent les vieux!

1er PAYSAN.

Ils portent une loi plus douce et plus humaine.

2e PAYSAN.

Pour nous en consoler, nous avons mieux : la haine!

3e PAYSAN.

Enfin, l'événement se passant loin d'ici,
Je nous trouve bien bons d'en avoir du souci.

6e PAYSAN.

Non, pas si loin! N'entends-tu pas que le ciel tonne
Nous annonçant ainsi la marche de Latone?
A son appel déjà le malheur est tombé
Sur la fille du roi Tantale, Niobé,
Qui pleure ses enfants, changés comme elle en pierre.

3e PAYSAN.

Pourvu que tout cela n'amène pas la guerre?

2e PAYSAN.

La guerre? Il ne faut pas en douter, on l'aura.
Tantale n'est pas homme à laisser sans vengeance

De tels crimes, commis par une telle engeance,
Et je plains les pays qu'elle traversera.

3e PAYSAN.

On a beau, je l'avoue, être exempt de système,
Etre bien disposé pour la religion
Quand on voit mettre en feu toute une région,
On se dit : ils en font un peu trop tout de même.

AUTRE PAYSAN *accouru.*

Citoyens, en hâte j'accours.
L'heure n'est plus aux longs discours,
Celle qu'on annonçait arrive,
Elle remonte le coteau,
Qui lui cache encor cette rive,
Mais vous allez la voir bientôt.

2e PAYSAN.

Trop vite on s'est flatté d'étouffer le mystère,
Ce monde empoisonné sue encor le divin.
On rejette les dieux dans le ciel, c'est en vain,
Car voici qu'il en sort de terre!
Et qui pis est, des dieux nouveaux!
Ah! nous ne sommes pas au bout de nos travaux!
Et j'appréhende fort, si l'on n'y met obstacle,
De nous voir embourbés en plein dans le miracle!

3e PAYSAN.

Il faut s'en défendre, à tout prix,
L'honneur de la raison l'exige,
C'est une offense à nos esprits
Que la vision d'un prodige!

2e PAYSAN.

Et pour clore d'un mot d'inutiles débats,
La majorité n'en veut pas!

4e PAYSAN.

Soit, mais alors qu'allons-nous faire?

3e PAYSAN.

Si l'on interrogeait l'homme au penser profond,
L'homme aux yeux étoilés, le fier Bellérophon,

Dont un rire hautain plisse la lèvre amère?
Il en sait long. C'est lui qui tua la Chimère!

4e PAYSAN.

Il passe pour athée, en effet. Cependant
Je redoute le feu de son regard ardent
Où se révèle une âme à demi consumée,
Qu'on sent pleine d'éclairs, de soufre et de fumée
Pour daigner nous répondre, il a le front trop haut.

2e PAYSAN.

Il faut décider quelque chose.
Savez-vous ce que je propose?
On devrait mettre un écriteau,
Rappelant, en forme explicite,
Que la mendicité chez nous est interdite,
Et puis poster à la croisière des chemins
Quelques solides gars de mâle et ferme allure,
Avec des cannes dans leurs mains
Propres à rehausser l'effet de leur figure,
Afin d'éloigner de chez nous,
Par force ou bien par artifices,
Tous les dangereux maléfices
Dont la religion recouvre les dessous.
Que ceux de mon avis (l'absence de ripostes
Montre que tous vous m'approuvez)
Veuillent bien avec moi venir former les postes!

(*Tous les paysans partent, à l'exception de deux ou trois.*)

L'UN DE CEUX QUI RESTENT.

Ils partent résolus. Seront-ils arrivés
A temps pour arrêter la marche menaçante?

(*Arrive le cavalier Pélops.*)

PÉLOPS.

Lyciens, en est-il parmi vous, qui consente
A suivre par-delà les mers, sous l'Aquilon,
Le conducteur de chars, Pélops, le prince blond?
Il vous enrichira, car tous ceux de sa race,
Portant autour du cœur une triple cuirasse
D'audace, de bonheur, d'insensibilité,
Ont toujours eu la chance ou la sagacité,

Dans le sang dont ils ont parfois jusqu'aux chevilles,
De ramasser, avec des cœurs de jeunes filles,
Quelque sceptre rendu vacant, grâces au soin
Diligent qu'ils ont eu de couper au besoin
La main où reposait le précieux insigne,
Pour se l'attribuer enfin comme au plus digne.

BELLÉROPHON *arrivant.*

J'entends Pélops ou bien l'un de ses ennemis?
Jamais un serviteur ne se serait permis
De tenir sur son prince un langage semblable.

PÉLOPS.

Oui, c'est bien moi, Pélops, et le nom formidable
De Tantale est celui de mon père. Tu vois
Que je ne m'enfle point, en élevant la voix.

BELLÉROPHON.

Et ton père par quelque horrible fantaisie
Te force encor sans doute à t'enfuir de l'Asie?

PÉLOPS.

Le malheur qui me chasse est plus inattendu :
La ville aux dômes d'or, Sipyle, a disparu.
Un lac silencieux recouvre ses pilastres.
Seul le reflet tremblant des astres
Allume quelques feux aux murs de la Cité.
C'est là que pour l'Eternité,
En un palais lacustre orné d'algues marines,
Mon père vit peut-être, au milieu des ruines,
Et sous les eaux,
Une vie à la fois humaine et poissonneuse,
Narguant avec la même ironie orgueilleuse,
Ses convives les dieux, devenus ses bourreaux.
Ou plutôt n'est-ce pas sur les hauteurs du Songe,
Au carrefour du Souvenir,
Qu'il a bâti pour les temps à venir,
Dans le bronze idéal et le marbre, que ronge,
En les dorant, le pur lichen de nos pensers,
Son immémoriale Sipyle?

BELLÉROPHON.

A quel moment eut lieu la chute de ta ville?

PÉLOPS.

Quand l'Errante et ses deux jumeaux furent passés.

BELLÉROPHON.

De qui veux-tu parler?

PÉLOPS.

Et de qui parlerais-je?
Sinon de Celle-là, qui vient, au front de neige,
Pauvre et sans apparence autre que sa beauté,
Relevant de tristesse un grand air de fierté,
Mendiante qui dort, la nuit, dans les étables,
Et dont on craint au loin les pieds inévitables.

BELLÉROPHON.

Et comment le malheur sur vous est-il tombé?

PÉLOPS.

Par suite des propos de ma sœur Niobé.

BELLÉROPHON.

Quel en fut le motif?

PÉLOPS.

Une de ces querelles
Comme en ont parfois les jeunes mères entr'elles,
Quand il s'agit de leurs enfants trop admirés.
La cause et les détails m'en restent ignorés.

BELLÉROPHON.

Je devine aisément que le sang de Tantale
Dut la rendre à l'excès insultante et brutale.

PÉLOPS.

Cependant, sous les traits d'un invisible archer,
Ma sœur vit ses enfants tomber l'un après l'autre,
Jusqu'à ce que l'effroi l'eût changée en rocher,
Où survit son visage au pays qui fut nôtre.

UNE PAYSANNE.

Des dieux comme ceux-là, fugitifs, indigents,
Devraient être pourtant moins cruels qu'indulgents.

PÉLOPS.

Il eût fallu prier, mais nos têtes de pierre,
Hautes tours, où la Haine aux durs yeux de hibou
Fait sa rude couvée au fond de quelque trou,
N'ont aucun escalier où monte la Prière.
Que fit mon père, alors? Je n'ai pu le savoir.
J'étais absent, mais revenant, ce même soir,
Je vis, à la lueur d'un immense incendie,
Lentement s'éloigner au sommet des coteaux,
La blanche silhouette étrangement grandie
De la terrible Errante avec ses deux jumeaux.
La nuit allait tomber, je courus vers Sipyle,
Mais sur l'emplacement, où tout bruit a cessé,
Dormait au clair de lune un vaste lac tranquille,
Au fond duquel l'immense ville
Achève de dissoudre un immense passé.

UNE PAYSANNE.

Quelle dut être alors, ô Pélops, ta détresse!

PÉLOPS.

Ma détresse, dis-tu?... Moindre que tu ne crois!
C'est à de tels malheurs qu'on reconnaît les rois.
Nos cœurs, ayant toujours la crainte pour hôtesse,
A tous événements restent constamment prêts;
Aussi, sans m'attarder en stériles regrets,
Me souvenant qu'aux temps anciens un mien ancêtre,
Venu du Nord avec des compagnons hardis,
Du pays Lydien s'était rendu le Maître,
Je ne regardai plus en arrière et me dis
Que le Sort me marquait, en voulant que j'échappe,
L'heure de me lever pour la nouvelle étape,
Car nous, race des blonds et des froids conquérants,
Nous sommes, malgré tout, une race d'errants
Et l'avant-garde des Nomades!

BELLÉROPHON.

En dehors de Sipyle, il est d'autres bourgades,
Qu'habite encore un peuple à Tantale soumis.

Manques-tu de soldats, n'as-tu donc plus d'amis?
Votre empire pourtant comptait plus d'une ville.

PÉLOPS.

Non, toute ma puissance est morte avec Sipyle.
De là, comme d'un nid sauvage de vautour,
Mon père dominait le pays d'alentour.
La force de la Ville orgueilleuse et brutale,
Antique et redouté repaire de brigands,
Se personnifiait dans le nom de Tantale,
Ame de ce rocher battu des ouragans.
Mais, le rocher tombé, qui songe encore à l'âme?
Je ne me trompe pas. Notre règne est fini.
La foudre a dévoré le vautour et le nid.
La crainte s'est fondue à l'ardeur de sa flamme :
Le peuple de Lydie à peine sait mon nom.
Je lui suis inconnu. M'obéirait-t-il? Non.

BELLÉROPHON.

J'avouerai que le nom de Tantale me plonge
Dans toute une atmosphère où palpite le Songe,
Dont la grande aile met son ombre à ton cimier,
Mais je cherche par quel caprice singulier
Le Destin a voulu que vos âmes exactes
Laissent cette traînée éblouie à vos actes.
De moins en moins, Pélops, je m'explique comment
Et d'où vient sur vos fronts tout ce rayonnement?

PÉLOPS.

T'expliques-tu comment une larve qui rampe,
Un pauvre ver gluant, froid et point du tout beau,
Tire de sa chair nue une petite lampe
Merveilleuse, que dis-je? une étoile plutôt
Et la pend aux buissons, pour la nuit qu'il projette
De passer à rêver chez lui comme un poète?

BELLÉROPHON.

C'est vrai, c'est dans la nuit de l'homme intérieur,
Lorsque l'ombre pensive aveugle les fenêtres,
Qu'il faut, pour les juger, regarder certains êtres
Dans leur réalité profonde et leur lueur,
Car la Vie est toujours un peu surnaturelle.

PÉLOPS.

Veux-tu savoir ce qui, selon moi, la rend telle,
Ce qui lui donne un sens si riche, eh! bien, c'est l'or!
Oui! l'or, reste gelé de quelque soleil mort,
Vieil astre assassiné, puis enfoui sans gloire,
Hâtivement, sous un monceau de terre noire,
Mais qui laisse du feu tout de même à nos doigts
Et qui brûle de loin avec ses rayons froids.
Ah! quiconque a touché, beau métal, à ta flamme,
Une porte inconnue est ouverte en son âme,
D'où montent, diadème au front, sous des manteaux
De pourpre, des pensers et des désirs royaux.
Aussi je ne crains pas de le dire : Où que j'aille,
Sa conquête, à mes yeux, est la seule qui vaille.
C'est un but clair, massif et magique à la fois.
De l'or amoncelé sortent d'étranges voix;
Sous l'excitation de leur secrète force,
La vie ardente monte et brise son écorce,
Le rêve impétueux prend le monde aux cheveux,
L'action qu'il déclenche entraîne aussi les dieux
Et, dans le sang qui trempe et féconde la terre,
Prend racine et mûrit la fleur d'or du Mystère!

BELLÉROPHON.

Voilà votre secret, terribles hommes blonds!
La terre qui gémit sous vos rudes talons,
Séduite, n'a pas vu que vous n'étiez en somme
Que des bêtes de lucre et de sang, aux yeux d'homme.
Sans doute, des démons, comme vous chercheurs d'or,
En de brumeux pays épousèrent vos mères,
Et vous êtes venus de vos terriers du Nord,
Chez nous, proches parents des dieux et des Chimères.
Vous marchez, entourés d'un cercle éblouissant
Que semblent projeter vos exploits et vos crimes.
Dans votre orgueil naïf, vous vous croyez des cimes
Et vous ne voyez pas que c'est de notre sang,
Où trempèrent les fleurs mystiques des offrandes,
Que s'envolent les dieux et les belles légendes.

PÉLOPS.

Bah! sans considérer les choses de si loin,
Je t'avouerai que vivre est mon unique soin,

Mais vivre, entendons-nous, une vie à ma taille
De conducteur de peuple et de chef de bataille.
Sur le monde je veux, de soldats entouré,
Le front enveloppé du vol de mes victoires,
Me dresser comme un grand personnage doré,
Dans la réalité comme dans les mémoires.

UNE FEMME.

Entendez-vous, entendez-vous
Les cris lointains apportés par les brises?
Tout le marais est sens dessus dessous.
Ses riverains sûrement sont aux prises
Avec quelqu'un dont l'aspect les rend fous.
Pour les jeter dans une rage telle
Il a dû ne falloir rien moins
Qu'une cause surnaturelle!

UN PAYSAN, *qui accourt tout pâle et essoufflé.*

O mes yeux, de quel fait fûtes-vous les témoins?
C'est à se demander si ce n'est pas un rêve.
Dites-moi, je vous prie, héros aux cœurs sereins,
Si je vous parais bien solide sur mes reins,
Et si c'est bien un buste humain que je soulève.

BELLÉROPHON, *à Pélops.*

Au fait, tu ne connais pas encor ces gens-là,
Pélops. Ce petit monde au génie aquatique,
Né dans l'alluvion que ce lac refoula,
Forme une originale et jeune République.
Ils sont là deux ou trois couples de beaux esprits
Qui, par aversion du rêve, ont entrepris,
En se recommandant d'un but humanitaire,
De se débarrasser, par décret, du Mystère.
Ils ont donc arrêté, d'une commune voix,
Que le surnaturel était contraire aux lois,
Mais, par un contre-temps qui les remplit de rage,
Le miracle envahit leur docte marécage,
Les enveloppe, les aveugle de ses feux :
Latone brusquement se dresse devant eux.
Car n'est-ce pas, Elle est venue?

LE PAYSAN.

Elle est venue!

BELLÉROPHON.

Je croyais qu'on avait gardé tous les chemins?

LE PAYSAN.

Les dieux franchissent tous les obstacles humains.
Elle a pris jusqu'à nous une voie inconnue.
Nul bruit, nulle lueur ne nous la révéla.
Quand on s'en aperçut trop tard, elle était là.
Pauvre, il est vrai, n'ayant au front aucune gloire,
Ses regards imploraient qu'on lui permit de boire.

De quel droit lui refusa-t-on
Ce dont le ciel à tous fit don,
L'eau qui coule pour tout le monde?

Mais l'homme, méchant animal,
Est le seul être en qui le mal
Rencontre une âme si profonde.

Avec les pieds, avec les mains
D'impurs vieillards, d'affreux gamins
Troublaient l'étang avec extase.

Plusieurs à l'eau s'étaient jetés
Et gambadaient de tous côtés,
Pour faire remonter la vase.

Devant tant de méchanceté,
Le cœur de Latone irrité
Dans un fier élan la redresse.

La colère a fait éclater
Son vêtement d'humanité;
La voilà brusquement déesse.

« La vase vous plaît, vivez-y,
Dit-elle. » Dans l'étang verdi
Ces brutes sautent une à une.

Pendant que Latone grandit,
L'éclat dont elle resplendit
Se répand comme un clair de lune

Et, par sa gloire éclaboussés,
Ses insulteurs rapetissés
Semblent vus comme au fond d'un rêve.

Figurines de cauchemars,
Ils grimpent sur les nénuphars,
Que leur tête chauve soulève.

Leurs membres détraqués et mous
Se détendent en gestes fous,
En bondissements élastiques.

Ecarquillant leurs gros yeux d'or,
Tantôt sous l'eau, tantôt au bord,
Toujours narquois et sarcastiques,

Ils clabaudent tous à la fois,
Faisant bruit de toutes leurs voix,
Que leur entêtement rend rauques,

Sans remarquer qu'un habit vert,
Collant sur leur col grand ouvert,
A remplacé leurs vieilles loques,

Sans se douter, les malheureux,
Qu'au sein de cet étang bourbeux
Où leur masse patauge et grouille,

Chacun d'eux, difforme et bancal,
Peut figurer dans un bocal,
Car il n'est plus qu'une grenouille.

PÉLOPS.

De ces événements que nous faut-il penser?

BELLÉROPHON.

Que le cycle des temps nouveaux va commencer!

PÉLOPS.

La race de nos dieux s'abâtardit, tout baisse.

BELLÉROPHON.

Tu préférais les vieux; ils sont de votre espèce,
Comme vous grands et forts, fastueux comme vous.
Leur règne commença sans doute avec le vôtre,
Quand vous vîntes ici, géants aux cœurs de loups,
Et leur chef, comme vous, a pris le bien d'un autre.

C'étaient de pauvres dieux, qui gardaient vos troupeaux,
Pendant que vous dormiez sous vos tentes de peaux,
Des dieux mal définis, difformes et rustiques,
Un peu des chiens de chasse, un peu des domestiques,
Hirsutes, ténébreux, cupides, délirants,
Des dieux de chaudronniers, de forgerons, d'errants.
C'est chez nous qu'ils ont pris leurs manteaux de lumière,
Chez nous qu'ils ont perdu leur rudesse première,
C'est à notre idéal qu'ils doivent ce qu'ils sont,
Et, lorsque tu les vois se rapprocher de l'homme,
Crois-moi, brave Pélops, ils savent ce qu'ils font.
Bien loin de s'abaisser, ils s'élèvent en somme,
Car sur leurs trônes d'or qu'ils nous ont empruntés
Je les sens inquiets, tortueux, limités,
Mal à l'aise en ce ciel qu'ils avaient cru sans Maître,
Où l'Absent quelque jour pourrait bien reparaître,
Et sans cesse épiant l'autre, le Dieu lointain,
Que, faute de savoir son nom et son essence,
A cause de son masque, ils nomment le Destin,
Mais dont pèse sur eux l'écrasante puissance.

UNE FEMME, *arrivant affolée.*

Seigneurs, nous pouvez-vous dire où sont nos maris?
Nous entendons leurs voix en tumultes, leurs cris,
Comme de gens en proie à des fureurs extrêmes,
Mais ne parvenons pas à les trouver eux-mêmes.

BELLÉROPHON.

Avez-vous regardé dans l'herbe et sur les eaux?

LA FEMME.

Oui, mais nous n'avons vu que d'étranges crapauds
D'une forme allongée et d'une couleur verte,
Les yeux exorbités, la bouche grande ouverte,
Si bien que l'on eût dit, chose à faire trembler,
Que c'étaient ces crapauds qu'on entendait parler
Avec le ton de voix un peu gras de nos hommes,
Et si l'on n'était pas dans les temps où nous sommes...

BELLÉROPHON.

Voir des hommes ainsi changés en batraciens
Prouve que nous vivons en des temps très anciens.

LA FEMME.

Vous pensez donc?...

BELLÉROPHON.

Que vos maris ont fait peaux neuves.
Et qu'en ce petit corps sonne leur grosse voix
De beaux et grands parleurs qu'ils sont comme autrefois.
Quoiqu'ils vivent encore, on peut vous dire veuves

LES FEMMES.

Hélas! *(Elles s'éloignent en gémissant.)*

BELLÉROPHON

Elles s'en vont, folles de désespoir.
Pauvres femmes! Le coup fut rude à recevoir.
Mais quant à leurs maris, tout à leur éloquence,
Ils ne se doutent pas les malheureux, je pense,
Et ne se douteront jamais probablement
De tout ce qui survint en eux de changement.
En querelles jamais entièrement vidées,
Ils vont continuer d'échanger leurs idées.
Ils vivront une vie intense d'orateurs
Au bord du même lac, ceint des mêmes hauteurs,
D'où leur race sans doute a pris son origine.
Et, comme le bonheur est ce qu'on l'imagine,
Ils sont heureux, Pélops, peut-être plus que toi
Qui cherches un empire et qui n'as plus de toit.

PÉLOPS.

On m'a dit qu'outre-mer, en la lointaine Pise,
Un certain roi portant le nom d'Œnomaos,
En des courses de chars, que lui-même organise,
Excite tour à tour à se rompre les os
Les nombreux prétendants à la main de sa fille,
Hippodamie, en qui toute la grâce brille,
L'oracle ayant prédit que son gendre serait
Cause de l'accident prochain dont il mourrait,
Mais comme il ne s'agit que de savoir s'y prendre,
Je compte, en vérité, que j'aurai le regret,
Vu l'enjeu qu'il y met, de devenir ce gendre.

BELLÉROPHON.

Et si l'oracle était en défaut, par hasard,
Tu pourrais au besoin l'aider de ton poignard?...
Enfin, quoi qu'il en soit, Corinthe est sur ta route.
Les gens t'y poseront des questions sans doute .
C'est l'usage chez nous et je sais comme ils font.
Conte-leur ta rencontre avec Bellérophon.

PÉLOPS.

C'est donc toi, le héros, tueur de la Chimère?

BELLÉROPHON.

Tais-toi. N'éveille pas, près de la source amère
Que garde avarement mon cœur inconsolé,
Celle qui dort au fond du passé constellé!
On t'a dit que son corps, épouvante du pâtre,
En sa forme unissait la chèvre et le lion;
On t'a dit qu'elle avait la gueule du dragon,
Je le croyais aussi quand j'allai la combattre.
Je me souviens. C'était, dans le désert, un soir.
J'avais erré longtemps sans rien apercevoir
Et j'étais arrivé sur une abrupte cime
Qui finissait à pic au dessus d'un abîme,
Qu'avait dû, dans les temps anciens, couvrir la mer,
Si bien que j'étais comme en plein ciel, un ciel clair,
Où brillait çà et là quelque étoile vermeille.
Soudain, un bruit léger me fit dresser l'oreille,
Un bruit qui ressemblait par son rythme au galop
Eloigné d'un centaure en marche sur le sable,
Quelque chose d'étrange et d'indéfinissable,
Où se mêlait aussi quelque secret sanglot,
Que je sentais monter de ma jeune poitrine,
Et je compris qu'elle était là, me regardant.
J'en eus la vision claire et vive, en dedans
De mon être, et sentis son haleine divine,
Son beau visage triste et l'appel de ses yeux,
Tandis que frémissaient dans l'air ses blanches plumes
De cygne, que la nuit tachait de ses écumes.
Ses sabots de devant se dressaient vers les cieux.
Je n'avais qu'à jeter, oublieux de mon glaive,
Autour de son col fin mes deux bras éperdus,
Elle m'eût à jamais emporté dans son rêve.

Je fus lâche; j'eus peur que mon cœur m'eût trompé
Et, détournant les yeux, en hâte je frappai...
Elle me contempla d'un air plein de reproche,
Quelques gouttes de sang empourprèrent la roche...
Et de mon propre cœur, qui mourait dans mon sein,
Je compris que j'étais moi-même l'assassin.
Voilà pourquoi, trop lourde et mal ensevelie,
Je traîne dans mon corps une âme morte.

PÉLOPS.

Oublie.
Ce ne fut qu'un mauvais rêve d'un soir d'été.
Réveille-toi; remets debout ta volonté
Qui, depuis lors, ne s'est plus jamais éveillée,
Et reprends avec moi ta route émerveillée.
L'acte seul vaut, le rêve est long, le temps est bref.

BELLÉROPHON.

J'ai construit, pour voguer dans l'azur, une nef.
C'est vers un but très haut que se gonflent ses voiles.

PÉLOPS.

Où veux-tu donc aller ainsi?

BELLÉROPHON.

Dans les étoiles!
C'est là-haut qu'Elle attend enfin ce cœur ingrat
Et, quand je l'aurai vue, Elle pardonnera.

Alfred POIZAT.

LE COTON

CONTREBANDE DE GUERRE

Le 21 août dernier, dans la soirée, le Foreign Office faisait paraître le Communiqué suivant :

Le gouvernement de Sa Majesté a déclaré le coton contrebande absolue. Si les circonstances pouvaient avoir justifié cette mesure à une époque antérieure, le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de penser que les conditions locales où des intérêts américains sont susceptibles d'être affectés sont plus favorables qu'elles ne l'eussent été il y a un an en présence d'une pareille mesure. D'ailleurs, le gouvernement de Sa Majesté examine l'application de mesures pour remédier autant que possible à toute dépression anormale qui pourrait temporairement troubler les conditions du marché.

En même temps, la « London Gazette » publiait une Proclamation Royale, ajoutant à la liste des matières de contrebande le coton brut, les déchets de coton, le coton en charpie, le coton filé.

Le Foreign Office publiait, en outre, un tableau donnant les chiffres de coton brut et de coton en déchets importés dans les pays scandinaves et en Hollande, durant les mois de mai, juin et juillet, comparés avec l'importation moyenne normale pour ces trois mois.

Le Foreign Office ajoutait :

Ces chiffres montrent que, pendant ces mois, l'importation de coton n'a pas été réellement plus grande qu'en temps de paix, et on peut en déduire avec raison que, à part des autres mesures qui ont été prises, l'Allemagne n'a reçu, depuis le 1er mai, aucunes quantités considérables de coton par l'intermédiaire de ces pays. Il n'est pas à prévoir que, par suite de la déclaration du coton comme contrebande, il se produise une grande différence dans l'importation du coton dans les pays intéressés, et il n'y a pas de raison de supposer que dans l'avenir les exportateurs de coton américains ou égyptiens se trouvent dans une position moins avantageuse que celle dans laquelle ils se sont trouvés durant ces trois derniers mois.

La question de décider si le coton devait être ou non inscrit sur la liste de contrebande absolue a été soulevé dès le lendemain de la déclaration de guerre. Le gouvernement britannique a été vivement attaqué pour son attitude à cet égard. Le but de cet article est d'étudier, aussi impartialement que possible, ce sujet sous ses divers points de vue, d'exposer les raisons qui ont milité pour ou contre la déclaration de contrebande, ont pu retarder cette déclaration et d'examiner ses conséquences probables.

*
* *

La question du coton, considérée au point de vue de contrebande absolue ou contrebande conditionnelle, ne peut pas être jugée, quand il s'agit des Etats-Unis et de l'Angleterre, comme s'il s'agissait de tant d'autres produits dont la prohibition est également importante pour amener la réduction de l'ennemi. La culture et la production du coton sont la vie même, si l'on peut ainsi dire, de tout le sud-est des Etats-Unis d'Amérique; l'industrie cotonnière est d'une importance aussi grande pour la richesse de l'Angleterre, elle est la vie des populations du Lancashire, du Yorkshire et des régions voisines. Les facilités qu'offre sa culture en Egypte n'ont pas été une des moindres raisons pour lesquelles l'Angleterre a tenu envers et contre tout à s'emparer de ce pays, et les cotons Mitafifi, Abassi, Joanovich, Ashmouni, Nubari, Sakellaridis, Assil, tous nouveaux, montrent les développements extraordinaires de la culture cotonnière dans toute la vallée du Nil, dont la surface cultivable a été accrue dans des proportions énormes par les travaux exécutés depuis l'occupation anglaise; dans le Soudan, les Anglais ont fait de grandes culture de coton.

Quelques chiffres feront mieux comprendre la situation :

Les exportations des Etats-Unis en coton travaillé atteignaient, en 1875, une valeur de 4 071 882 dollars. En 1893, ces exportations s'élevaient à 13 789 810 dollars; elles étaient de 49 666 080 dollars en 1905, de 50 769 511 dollars en 1912 et de 53 743 977 dollars en 1913. La production a passé de 2 771 797 156 livres en 1880, à 7 338 362 305 livres en 1913. Pour l'année 1912-1913, les Etats-Unis ont, d'autre part, exporté du coton non manufacturé pour une valeur de 547 357 195 dollars.

On calcule qu'il existe dans le monde environ 145 millions de broches à filer le coton et que, quand elles travaillent toutes, elles consomment annuellement environ 22 millions de balles de coton.

Sur ce nombre de broches, la Grande-Bretagne en possède environ 40 pour 100, les autres pays européens 30 pour 100, les Indes et

le Japon 6 pour 100, les Etats-Unis 21 pour 100 et les autres pays 3 pour 100. La Grande-Bretagne emploie environ 20 pour 100 de la consommation totale, les autres pays d'Europe 34 pour 100, les Indes et le Japon 16 pour 100, les Etats-Unis 25 pour 100 et les autres nations 5 pour 100. On doit remarquer que la Grande-Bretagne a, relativement au nombre de broches, la plus petite consommation; les Indes et le Japon ont, au contraire, la plus grande.

Le coton étant le produit d'une plante tropicale ou semi-tropicale, sa zone de culture est limitée par les conditions climatériques. Il n'est et ne peut être cultivé que dans les régions comprises entre 40 degrés nord et 30 degrés sud de l'Equateur.

Actuellement, la production de coton, — qui est en croissance, — est fournie par les pays suivants, en chiffres ronds : Etats-Unis, 14 000 000 de balles; Indes, 4 500 000 balles; Egypte, 1 000 000; Russie, 800 000; Chine, 400 000; Brésil, 400 000; autres pays, 900 000; total général, 22 000 000 balles. Tenant compte du poids différent des balles suivant les pays [1], on arrive aux pour 100 suivants : Etats-Unis, 65 pour 100; Indes, 16; Egypte, 7; Russie, 4; Chine, 2; Brésil, 2; autres pays, 4. Les Etats-Unis sont donc les grands producteurs de coton et produisent le meilleur.

La récolte de l'an dernier a dépassé 14 000 000 de balles de 500 livres anglaises et dans l'année 1911-1912 la récolte avait dépassé 16 000 000 de balles. Le coton américain fournit donc la grande masse du coton employé dans le monde. Il est cultivé principalement dans les Etats situés au sud-est, et surtout au Texas qui, à lui seul, produit le quart de la récolte totale. Les autres Etats producteurs de coton sont la Louisiane, le Mississipi, l'Alabama, la Floride, la Géorgie, les deux Carolines, la Virginie, le Tennessee et l'Arkansas.

Le coton des Indes, bien que produit abondamment, est de qualité généralement inférieure. Il se traite en Angleterre sur le marché de Liverpool. Le coton égyptien rivalise avec le coton des Sea Islands, le meilleur coton américain. Il est surtout employé pour la confection des marchandises en coton fin.

Il y a un siècle, la valeur des produits des industries textiles en Grande-Bretagne : coton, laine et lin, était d'environ 22 000 000 de

[1] Le poids de la balle aux Etats-Unis est de 500 livres (livre anglaise de 454 grammes); aux Indes Orientales, de 400 livres; en Egypte, de 730 à 750 livres; au Brésil et au Pérou le poids de la balle varie : il va de 160 à 175 livres pour les colis légers, et de 350 à 500 livres pour les colis lourds. — Voir pour toutes les statistiques et les renseignements sur le coton *Textile Mercury Annuals. The Cotton Year Book*, 1915.

livres sterling. Le coton entrait dans ce total pour 1 000 000 de livres, la laine pour 17 000 000, et le lin pour 4 000 000. Dans ces dernières années, le total s'est élevé à 200 000 000 de livres sterling, et dans ce chiffre la laine entre pour 55 000 000 de livres sterling, le lin pour 25 000 000, et le coton pour 120 000 000 de livres sterling, 2 milliards 900 millions de francs pour les cotons! Ces industries textiles représentent un capital d'environ 250 000 000 de livres sterling et plus de 5 millions d'individus, hommes, femmes et enfants en dépendent entièrement pour leur existence. Le petit tableau suivant montrera les progrès de cette industrie pour le coton seulement. Il fait ressortir le poids des quantités de coton employées et la valeur des produits obtenus; il procède par moyennes sur des périodes de trois ans :

Périodes de trois ans.	Poids consommé en millions de livres (450 grammes).	Valeur des produits exportés en milliers de livres st.
1829-1831	243.2	18 077
1859-1861	1,022.5	49 000
1889-1891	1,618.0	72 114
1896-1898	1,668.0	66 094
1899-1901	1,679.0	70 340
1902-1904	1,585.0	76 663
1905-1907	1,941.0	100 676
1908-1910	1,750.0	98 164
1911-1913	2,074.0	123 167

Il faut tenir compte que ces chiffres ne comprennent pas la valeur et les quantités des marchandises destinées à la consommation en Grande-Bretagne et en Irlande[1].

Disons encore que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne étaient de grandes importatrices de coton brut et manufacturé. En 1912, la première a importé des cotons bruts pour une valeur de 329 785 000 couronnes et en 1913 pour une valeur de 336 057 000 couronnes[2]; la seconde, pour la même année, a importé des cotons bruts pour une valeur de 587 288 000 marks. On a apprécié en France toute la gravité de la crise par laquelle a passé le Stock Exchange, parce que la Bourse de Paris était elle-même sévèrement touchée et que les secousses sur les marchés financiers atteignent plus ou moins chacun. L'industrie du coton, une des

[1] Les informations ci-dessus ont été fournies par Mr Thomas R. Ellison, de Liverpool, (*Statesman' Year Book, 1914*), les rapports des diverses Associations of Cotton Spinners and Manufacturers, le Cotton Year Book 1915, etc.

[2] La couronne (*krone* en allemand, *korona* en hongrois) vaut un franc.

« Staple », une des principales industries de l'Angleterre, vitale pour le Lancashire, le Yorkshire, le Cheshire et les Comtés du Nord-Ouest, a traversé, l'an passé, une crise plus grave qu'aucune de celles qui l'ont atteinte depuis plus d'un demi-siècle, depuis la « famine de coton » de 1862, et encore faut-il considérer que cette industrie occupe aujourd'hui en Grande-Bretagne une place plus considérable qu'il y a 50 ans. Déjà, avant que n'éclatât la guerre, les conditions de l'industrie cotonnière en Angleterre étaient loin d'être favorables; on n'a pas oublié les grèves formidables de 1911 et 1912, et la dépression, dans les premiers mois de 1914, était très accentuée. Dans l'opinion de certaines gens, il est admis que, même si la guerre n'avait pas eu lieu, les derniers mois de 1914 eussent été une époque difficile pour les filateurs et les manufacturiers [1].

Pendant les premiers mois de l'année, les filateurs avaient été désappointés par le peu de demandes. Dès le début il avait été évident que, en Amérique, la production dépassait la demande et la récolte égyptienne pour la saison précédente avait été extrêmement abondante. Elle s'était élevée à 7 684 172 cantars contre 7 532 920 cantars en 1913 [2].

La « Masters' Federation » avait même songé à se concerter pour des mesures communes en vue de réduire d'une façon régulière la production. Au premier débat sur cette proposition le vote ne montra pas une majorité en sa faveur, certaines firmes s'étant tenues à l'écart. Toutefois, au commencement de juillet 1914, il fut décidé d'arrêter les broches pendant une période de trois semaines, entre juillet et la fin de septembre. La guerre survenant dans ces conditions difficiles bouleversa complètement le marché, et le mit en face d'une situation à la fois semblable et différente de celle du Stock Exchange.

Les deux marchés s'effondrèrent et, à Londres comme à Liverpool, l'impossibilité d'obtenir des rentrées d'argent de l'étranger vint encore aggraver la situation. Mais le marché du coton présentait cette particularité que la masse de ses transactions se rapportaient à ce qui devait être normalement épuisé à la fin de l'année 1915, et cette autre particularité que les affaires ne pouvaient être retardées *sine die*, comme au Stock Exchange, si l'on voulait éviter la ruine complète de l'immense industrie du Lancashire. Par suite, le « Liverpool Exchange » se trouva forcé

[1] Voir le très remarquable article « Lancashire Cotton Trade, The War Crisis ans Prices » paru dans *The Economist* du 16 janvier 1915.

[2] Le « Cantar » vaut 98 livres anglaises.

de reprendre les affaires en se servant de la récolte de 1914-1915 [1].

Le but principal des mesures prises avec décision fut tout d'abord d'éviter des faillites en masse et des prix de panique. Il n'était pas besoin d'une bien grande perspicacité pour comprendre que la guerre affecterait, au grand détriment du marché, les demandes de coton. Si les affaires n'avaient pas été entièrement suspendues, les différences à payer sur les « futures » eussent été énormes et les faillites eussent été le sort commun. Des sommes très considérables étaient dues à Liverpool par New-York et il était dû également de très grosses sommes par le Continent. Un grand nombre de négociants de Liverpool n'avaient aucun moyen de liquider leurs engagements tant qu'ils n'auraient pas été payés par l'étranger et naturellement il ne pouvait être question d'envois immédiats d'argent. Une députation partit de Liverpool pour New-York afin d'arrêter entre autres choses des conditions de règlement, et, au début d'octobre, le Gouvernement chargea officiellement Sir George Paish et Mr Blackett de se rendre aux Etats-Unis — où ils arrivèrent le 16 octobre, — pour discuter ce problème et d'autres questions de même nature soulevées par la guerre. On sait d'une façon générale, et encore je parle ici des personnes qui ont cherché à se faire une idée de la perturbation économique causée par la guerre, que le marché du coton fut fermé quand la guerre éclata, tout comme le Stock Exchange; on sait qu'il rouvrit partiellement le 6 novembre, et complètement dix jours plus tard, mais « savoir cela est ne rien savoir du tout » dit Mr Chapman [2]. Les vagues phrases « fermé », « partiellement rouvert » et « complètement rouvert » couvrent une multitude d'arrangements et d'accords dont chacun a eu une influence sur le marché du coton, et par suite a joué un rôle dans toute cette question qui est depuis un an en relation avec la guerre.

Il faut rendre au Gouvernement la justice qu'il prit les mesures les plus larges pour enrayer la crise et éviter un désastre qui eût été irréparable. La reprise des affaires au Liverpool Exchange se fit dans le plus grand calme et, dix jours après, les choses étaient

[1] La situation faite au marché du coton par la guerre a été traitée avec grands développements par MMrs S.-J. Chapman et David Kemp dans un article « The War and the Cotton Market », publié par *The Economic Journal* de mars 1915. Cette revue trimestrielle est l'organe de la « Royal Economic Society » dont le Roi est le patron et Lord Haldane le président. Lords Bryce, Courtney, Milner et Morley, avec Mr A. Balfour composent le Conseil.

[2] The War and the Cotton Market (*The Economic Journal*, mars 1915). Mr S. J. Chapman, professeur d'économie politique à l'Université de Manchester, est l'une des plus hautes autorités en ces matières.

en si bonne voie que toutes les restrictions purent être levées. Avant cette mesure toutefois, le Gouvernement avait déclaré qu'il était prêt à venir au secours des marchands; cette assistance devait être obtenue par l'intermédiaire des banques et des Directeurs de l'Exchange. Les termes offerts et acceptés étaient que le Gouvernement se porterait garant pour 50 pour 100 de toutes pertes subies, le reste devant être garanti à parts égales par les banques intéressées et la Liverpool Cotton Association.

Il est permis d'affirmer que, si le gouvernement avait, avant que le marché du coton eût retrouvé son équilibre, pris hâtivement contre le commerce de ce produit des mesures prohibitives, s'il avait dès cette époque déclaré le coton contrebande, ou même proclamé un Ordre en Conseil dans le sens de celui du 11 mars 1915, ni les marchés britanniques (anglais, indiens et égyptiens), ni probablement le marché américain n'eussent pu supporter le choc. Il s'en serait suivi un désastre dont la répercussion eût été fatale au Stock Exchange, déjà si terriblement ébranlé à la même époque; les finances britanniques, dont la bonne tenue est une des conditions essentielles au succès de la guerre, eussent subi une secousse formidable et les relations avec les Etats-Unis, par répercussion gravement atteints à leur tour dans leurs intérêts cotonniers, eussent été dès le début fort loin d'être cordiales, au moment précis où nous avions besoin de leur concours pour des fournitures de toute sorte.

*
* *

Si le gouvernement avait très sagement agi en ces circonstances, il avait pris d'autre part une décision assez discutable. Il avait peut-être d'excellentes raisons pour cela, mais il ne les a pas fait connaître et les résultats n'ont pas été très heureux. Il avait déclaré, dès le début de la guerre, adhérer à la Déclaration de Londres [1], qu'il n'avait pas ratifiée en temps de paix. Or la Déclaration de Londres établissait, par son article 28, une liste des articles qui ne devaient pas être considérés comme contrebande de guerre. En tête de cette liste figuraient le coton et la laine. Par l'article 27 le coton brut était déclaré un article « non susceptible d'être utilisé en guerre », et pouvant, par conséquent, « n'être pas déclaré contrebande de guerre ».

[1] « Il est certainement regrettable, dit une des premières autorités en droit international, que, par son Ordre en Conseil du 20 août 1914, notre gouvernement ait adopté les clauses de la Déclaration (de Londres) durant les présentes hostilités. — *Cotton as Contreband*, par T.-E. Holland. *Times*, 24 août 1914.

Vis-à-vis des Etats-Unis, le gouvernement britannique avait pris une position qui, évidemment, l'a gêné plus tard pour modifier sa façon de voir antérieure et déclarer le coton contrebande absolue. Le 7 janvier dernier, Sir Edward Grey, répondant à une lettre de Mr Page, l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres, écrivait : « Le gouvernement de Sa Majesté n'a jamais mis le coton sur la liste de contrebande; pendant toute la guerre, il a maintenu le coton sur la Liste Libre et, à chaque occasion, quand il a été interrogé sur ce point, il a déclaré son intention d'adhérer à cette pratique. »

Dans ses longs Memoranda au gouvernement des Etats-Unis, en date des 10 et 19 février, le Secrétaire pour le Foreign Office faisait allusion avec insistance à la Déclaration de Londres. Ainsi, par exemple, dans la Note du 19 février, le Foreign Office soutient que le gouvernement doit être libre de traiter Hambourg comme « une base d'opérations et d'approvisionnements dans le sens de l'article 34 de la Déclaration de Londres. » La note du 10 février, en réponse à la protestation des Etats-Unis du 29 décembre, montre clairement quelle était à ce moment la façon de voir du gouvernement.

Le coton, dit la dépêche de Sir Edward Grey, est un article qui ne peut en toute possibilité avoir été affecté par l'exercice de nos droits de belligérants, parce que, comme Votre Excellence le sait, il n'a pas été déclaré contrebande de guerre par le Gouvernement de Sa Majesté, et les règles d'après lesquelles nous dirigeons à présent nos opérations ne nous donnent pas le pouvoir, en l'absence d'un blocus, d'intervenir à propos du coton en route pour un pays belligérant dans les cales de navires neutres. En conséquence, le coton n'a pas été touché.

Mr Tennant, sous-secrétaire pour la Guerre, dans le débat aux Communes du 3 février, disait : « Les autorités croient que l'Allemagne a des approvisionnements de coton suffisants pour ses départements militaires et que, par conséquent, l'inscription du coton sur la liste des marchandises de contrébande n'est pas nécessaire au point de vue belligérant. »

Le lendemain, 4 février, Sir E. Grey disait : « La proportion du coton importé en Allemagne employé dans la fabrication des explosifs est très petite, et les quantités requises pour cette fabrication peuvent avoir été obtenues des stocks de marchandises de coton existant déjà en Allemagne lorsque la guerre a éclaté. » Le 14 avril, Mr Tennant donnait comme raison « qu'il n'y avait aucun avantage militaire à gagner en plaçant le coton sur la liste de contrebande ». Le gouvernement, d'autre part, avait dit à

plusieurs reprises et en diverses circonstances que ce sont les déchets de coton et non le coton brut qui sont demandés pour les explosifs et que, d'ailleurs, en fait, le gouvernement avait empêché tout coton d'entrer en Allemagne par l'Ordre en Conseil du 11 mars. La véritable réponse a été donnée le 5 mai par Sir Edward Grey à Sir John Lonsdale qui demandait si un engagement avait été pris, vis-à-vis du gouvernement américain, que le coton ne serait pas placé sur la liste de contrebande absolue. « L'intention de ne pas traiter le coton comme contrebande de guerre, répondit le Secrétaire d'Etat, a été exprimée dans les premiers jours de la guerre. »

C'est à cet engagement pris vis-à-vis des Etats-Unis que furent dues en grande partie les hésitations qui ont précédé la déclaration.

Pendant les premiers mois de la guerre, le gouvernement britannique se refusa donc à déclarer le coton contrebande absolue. Ceux de ses adversaires que guide l'intérêt, ou l'ambition politique, en profitèrent pour l'attaquer vivement à ce sujet et les plus ardents, pour un peu, l'auraient accusé de pactiser avec l'ennemi. Ses partisans de leur côté disaient qu'il était dirigé dans ses décisions par des considérations sérieuses. Une polémique violente s'ensuivit. La question du coton devint une des armes contre le gouvernement et il en fut fait fréquemment usage. Un des plus puissants, le plus puissant même des divers groupes de journaux qui dirigent l'opinion anglaise se mit à la tête de cette agitation, et entama une polémique très vive, avec l'appui de chimistes distingués, d'experts en questions touchant l'industrie cotonnière, etc. Des meetings[1] furent tenus, des questions posées au Parlement.

Il faut dire que le terrain de ces attaques était bien choisi et de nature à impressionner l'opinion. Lorsque Mr Tennant, par exemple, sous-secrétaire d'Etat, déclarait que la question était

[1] Le dernier de ces meetings fut tenu le 11 août à Queen's Hall à Londres. De nombreux orateurs y prirent la parole, entre autres Sir W. Ramsay, Sir C. Macara; une lettre de l'amiral Beresford, empêché, écrite dans le style truculent qui est propre à ce brave officier, fut lue et acclamée, et une résolution fut votée demandant « que le Premier Ministre de Sa Majesté fût informé que ce meeting était d'opinion que la protection et les intérêts de l'Empire et de ses alliés seraient le mieux assurés par une déclaration immédiate du coton comme contrebande de guerre, et que des mesures nécessaires fussent prises pour protéger les intérêts des neutres, producteurs et consommateurs ».

Cette résolution et sa forme étaient excellentes; c'eût été mieux encore si certains journaux ne l'avaient fait précéder de manchettes en gros caractères : « Négligence criminelle, Accusations portées par Lord C. Beresford, Mise en demeure du gouvernement », etc.

militairement d'importance secondaire, « parce que l'Allemagne pouvait compter sur ses importations en coton des années précédentes pour la fabrication de ses munitions », comme il était établi que ces réserves importées ne pouvaient pas dépasser 250 000 tonnes et que les experts déclaraient que l'armée allemande consommait 1 millier de tonnes par jour, cette affirmation officielle paraissait pour le moins singulière. Il y a quelques semaines à peine, Lord Emmott déclarait, au nom du Gouvernement, à la Chambre des Lords (15 juillet 1915) que les quantités de coton parvenues en Allemagne par voies neutres étaient peu considérables.

Les statistiques officielles fournissaient cependant des indications. En 1913-1914, entre le 31 août et avril, la Hollande avait importé 32 870 balles de coton américain; pour l'année 1914-1915, ce chiffre était passé à 413 280 balles. Le Danemark, qui en 1913-1914 importait une centaine de balles, en recevait 35 257; la Suède passait de 24 930 à 735 579 balles et la Norvège de 60 000 balles à 107 400. Ces chiffres sont impressionnants et il en a été fait bon usage. Il ne faut pourtant pas les prendre tous absolument au pied de la lettre. Ainsi, comme exemple, les statistiques officielles de Norvège pour les quatre premiers mois de l'année 1915, — quand le commerce de coton de la Norvège et des autres pays neutres n'avait pas encore été affecté par la Proclamation Britannique du 11 mars, — montrent, à côté des importations, les réexportations, et ces chiffres sont instructifs :

Importations totales en Norvège. . .	20 480 tonnes
Réexportations :	
En Russie.	11,986 tonnes
En Allemagne.	1,545 —
En Autriche.	84 —
En Danemark.	1,320 —
En Suède.	498 —
Total des réexportations.	15,433 tonnes.

« Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et montrent quel est le belligérant qui a le plus profité du commerce de coton norvégien », écrit M. M. Mjelde, directeur à Londres du *Verdens Gang*, de Christiania[1], qui, tout en se déclarant partisan de la déclaration de contrebande, demande que « justice soit rendue à son pays quand

[1] *Times*, 23 août 1915. Le *Verdens Gang* est un des journaux norvégiens manifestant ouvertement ses sympathies en faveur des Alliés, depuis le début.

on cite des statistiques sur le commerce en coton de la Norvège. »

Quoi qu'il en soit, il est certain que de très grandes quantités de coton sont entrées en Allemagne par les pays neutres. L'opération est bonne, l'Allemagne paie, en or, 2 shillings 6 pence la livre de coton, qui vaut à Liverpool 6 pence et même 5 pence 3/4. Le profit est si tentant que Mr Sydney Brooks, dans le *Sunday Times*, prétend que « la déclaration de contrebande n'empêchera pas une balle de coton d'entrer en Allemagne ». Je me permettrai d'être de l'avis diamétralement opposé, tout en admettant qu'il en pénétrera encore. Pendant les premiers mois de la guerre, le coton débarqua librement dans le port de Brême. La proclamation de blocus par le gouvernement britannique ne permit plus les expéditions à ce port, mais le coton pouvait pénétrer en Allemogne par les neutres, et ce n'était pas le coton américain seul qui pouvait lui parvenir par ces voies, mais aussi le coton anglais. Ainsi la Suède par exemple, en avril 1915, recevait des Etats-Unis plus de 6000 tonnes de coton brut en excès sur la quantité reçue par elle dans le même mois d'avril 1914. Mais la Grande-Bretagne, qui ne lui avait envoyé que 325 tonnes de coton en 1914, lui en adressait 1957 tonnes en 1915. De même, la Hollande, qui avait reçu de Grande-Bretagne 300 tonnes en avril 1914, en recevait d'elle 1985 tonnes en avril 1915 [1].

La campagne, souvent très violente, menée contre le gouvernement, lui reprochant de n'avoir pas déclaré le coton contrebande absolue dès le début de la guerre, avait, de la part de certains, en dépit de « l'union sacrée », pour but réel de causer au gouvernement de Mr Asquith des embarras assez graves pour l'amener à « se soumettre ou se démettre ». Les autres, et ceux-là formaient la majorité des partisans de la contrebande, étaient guidés par la

[1] La « Cotton Gazette » pour la première semaine de juillet 1915 publiait les chiffres suivants, extraits des rapports du Board of Trade (ministère du Commerce). Ces chiffres sont en livres anglaises de 450 grammes.

	Juin 1913	Juin 1914	Juin 1915
Suède.	151 500	108 900	260 800
Norvège. . . .	202 000	218 700	348 300
Danemark. . .	55 700	106 400	204 700
Hollande. . . .	3 436 600	3 220 800	4 493 300

Il faut observer que ces chiffres s'appliquent à des quantités de coton filé, et non à du coton brut, ou à des déchets de coton, employés pour les munitions. Certains experts prétendent même qu'il est impossible d'obtenir de ce coton le matériel nécessaire pour les explosifs, d'autres naturellement disent le contraire : c'est l'usage entre experts comme entre l'école d'Hippocrate et celle de Galien. Mais le coton ne sert pas uniquement à faire des explosifs et ses usages, même pour la guerre, sont multiples.

conviction qu'ils servaient l'intérêt national. Les ministres responsables et leurs conseillers, ainsi que l'observait avec bon sens le journal de feu Labouchère[1], avaient en mains pour se former une opinion sur cette question des matériaux d'infiniment plus de poids que ceux des agitateurs, et il y avait de bien graves objections militant contre la déclaration de contrebande il y a un an.

*
* *

Il y avait, avant tout, l'industrie et le marché du coton en Grande-Bretagne qu'il fallait sauver à tout prix sous peine d'un désastre financier sur lequel je n'insiste pas ici; il y avait à protéger les intérêts des planteurs des Indes qu'il fallait défendre pour cent raisons inutiles à développer pour le moment; et il fallait sauver l'Egypte, et pour cela il eût fallu, si le coton avait été déclaré contrebande il y a un an, acheter tout de suite pour 3 millions de livres sterling (75 000 000 francs) de coton égyptien, — sinon l'Egypte eût été victime d'une crise financière qui eût été pour elle la ruine complète et eût produit de redoutables conséquences lorsque la Turquie développa plus tard son attaque dans cette direction.

Enfin, au début de la guerre, l'opinion aux Etats-Unis était loin d'être aussi favorable aux Alliés qu'une soigneuse sélection d'extraits de journaux exclusivement anti-germains prétendait le faire croire, et le Foreign Office était parfaitement fixé à cet égard. Peu de gens semblent comprendre que le gouvernement des Etats-Unis était aussi hostile à cette mesure qu'il l'est à la pratique allemande de couler des navires marchands sans avis préalable.

Peu de gens aussi semblent tenir compte que la récolte de coton aux Etats-Unis en 1913 a été de 14,61 millions de balles contre 14,09 millions l'année précédente. De ces deux récoltes, 9,52 millions de balles ont été exportées des Etats en 1913-1914, contre 9,12 millions en 1912-1913, et de tous les produits exportés des Etats-Unis, celui qui tient la tête par plusieurs centaines de millions de dollars est le coton non manufacturé. (Pour l'année finissant le 30 juin 1913, les exportations de ce coton ont atteint le chiffre de 547 357 195 dollars.)

Il serait sage, dit Mr L.-J. Maxse, [dont nul ne contestera, je pense, l'impérialisme], il serait sage, même aujourd'hui, de reconnaître que la politique américaine sera décidée d'un point de vue exclusivement américain, à Washington et non à Londres. Mais il faut reconnaître que la plu-

[1] *Truth*, 18 août 1915.

part des correspondants britanniques sur lesquels nous comptons pour nos informations ont un génie pour prendre le bâton par le mauvais bout et encouragent ainsi nos confrères dans la confusion de leurs pensées. *L'écrasante majorité des Américains est convaincue que le siècle qui vient appartiendra à l'Amérique, sans parler des siècles futurs, pourvu qu'ils puissent s'arranger à demeurer spectateurs de la Grande Guerre.* C'est là l'A B. C. et l'X. Y. Z. de la politique américaine... Les préférénces de l'Amérique sont pour la poursuite de l' « Almighty Dollar » (le Dollar Tout puissant), tandis que le reste du monde épuise ses balles d'argent [1].

— En qualité d'Américain de descendance anglaise, [écrit un Américain qui a habité de longues années en Allemagne aussi bien que quelques années en Grande-Bretagne et qui est revenu récemment dans ce pays], je suis absolument certain que le public anglais ne se rend pas compte de la force des préjugés de la majorité des Américains contre l'Angleterre [2].

— La grande masse des Américains, dit ailleurs Mr Maxse, et en particulier le monde des affaires, sont d'opinion que, s'ils restent en paix, les Etats-Unis deviendront riches au-delà des rêves de l'avarice et plus forts que le reste du monde combiné [3].

Les Etats-Unis sont enchantés de vendre aux Alliés munitions, armes et le reste, mais ils ne veulent pas que leurs intérêts cotonniers en souffrent et la protestation que le gouvernement de Washington va adresser à Londres ne laissera aucun doute à cet égard. Les partisans quand même de la contrebande avaient dû trouver un moyen : acheter ferme aux Etats-Unis toute la récolte de coton américain. Comme plusieurs des Alliés ont plutôt un besoin assez pressant de leur argent et même ne sont pas au regret de recevoir l'aide financière de l'Angleterre, c'est cette puissance qui eût dû faire ce débours, au minimum 40 millions de livres, un milliard de francs, et si la guerre dure encore un an, il faudrait renouveler au même prix cette dépense. Bien que 40 millions de livres sterling ne représentent que la somme dépensée en une dizaine de jours de guerre, c'est tout de même un total appréciable et il eût été imprudent et probablement même difficile au gouvernement d'engager cette dépense au mois d'août ou de septembre de l'année dernière. D'ailleurs il semble même que cette solution n'aurait souri que médiocrement aux Américains. Il y a trois semaines, le correspondant du *Times* [4] à Washington télégraphiait :

La nouvelle d'une recrudescence dans les conversations à Londres sur la possibilité d'arrêter l'entrée du coton en Allemagne et en Autriche, en

---

[1] *Episodes of the Month*, par L.-J. Maxse, directeur de la *National Review*, août 1915.

[2] *Morning Post*, 21 juillet 1915.

[3] *National Review*, loc. cit.

[4] *Times*, 9 août 1915. « Cotton Corner Perils, Defects of a British Purchase Policy ».

achetant toute l'exportation de coton américain, a causé ici une surprise mêlée de crainte. On pense que, pour bien des raisons, ce plan ne pourrait réussir.

Il est fort douteux que l'opinion publique américaine, ou le gouvernement américain, puissent acquiescer à un accaparement britannique du coton aussi arbitraire, même si, économiquement, le plan était possible. Et il n'est pas considéré comme réalisable économiquement. En premier lieu, il serait difficile, sinon impossible, de maintenir les prix sur une base équitable. Secondement, le problème se poserait de disposer, après la guerre, de grandes quantités de coton accumulées, sans démoraliser le marché. En troisième lieu, ce serait offrir un terrible premium à la surproduction sur la chance que la guerre pourrait durer plus d'une récolte, et c'est là précisément ce que les experts du gouvernement (américain) ne veulent pas. Quatrièmement, cela entraînerait, pour le gouvernement britannique, une bien plus grande dépense qu'il n'est nécessaire. Enfin, la question du droit de l'Angleterre d'intervenir dans le commerce des neutres en marchandises libres resterait sans solution.

Le même correspondant concluait en faveur d'une décision rapide de la part du gouvernement britannique, et de la déclaration de contrebande absolue. Toutes les correspondances venues des Etats producteurs aux Etats-Unis confirment cette appréciation.

Ce sentiment eût été encore bien plus vif il y a un an, et le gouvernement britannique ne pouvait pas courir le risque, même si le point de vue financier n'eût pas été une objection aussi grave, d'irriter les sentiments d'un parti aussi puissant que celui des cotonniers américains.

A signaler en passant également que le système des Ordres en Conseil a été regardé par les Américains, ainsi que par les autres neutres maritimes, comme abusif. A cet égard, la déclaration de contrebande absolue aura l'excellent effet de mettre neutres et belligérants en face d'une situation nette, bien définie, conforme au droit international, considéré depuis un an comme une quantité trop souvent négligeable. C'est un grand avantage.

La déclaration de contrebande amènera une protestation des Etats-Unis, c'est entendu; cette protestation sera très ferme, c'est entendu encore; cela s'arrêtera là parce que, ainsi qu'il l'a annoncé, le gouvernement britannique fera le nécessaire pour que les intérêts américains ne souffrent pas, et parce que les Etats-Unis, ils l'ont prouvé, ne veulent point de complications extérieures. La déclaration de contrebande, en posant la situation sur un terrain net, coupe court à toute l'agitation violente que les agents et les partisans de l'Allemagne aux Etats-Unis cherchaient déjà à provoquer avec l'appui des régions productrices de coton, accusant l'Angleterre de vouloir faire un « cotton corner » ou de bouleverser le marché d'une façon permanente. Reprocher au

gouvernement britannique comme une « négligence criminelle », ainsi que l'ont dit certains de ses adversaires, de n'avoir pas fait cette déclaration il y a un an, a pu être d'habile tactique politicienne, c'était prouver aussi une médiocre connaissance de la situation où il se trouvait.

L'Ordre en Conseil n'avait nullement satisfait les partisans sincères de la déclaration de contrebande et ils n'avaient pas tort.

Un des hommes qui ont le plus contribué certainement à amener le gouvernement à modifier ses intentions premières à l'égard du coton, Sir William Ramsay, écrivait en janvier dernier :

Le coton est sur le même pied que le cuivre. Il est vrai que le coton est employé sur une beaucoup plus grande échelle pour d'autres usages, mais si le cuivre est frappé d'embargo, le coton *a fortiori* devrait être interdit. Il est nécessaire de l'inscrire sur la liste de contrebande de guerre, à moins de renoncer à toute la théorie sur la contrebande. (*Times*, 6 avril 1915.)

A la suite d'une conférence tenue le 10 mars par un certain nombre d'éminents chimistes anglais, dont Sir W. Ramsay, une lettre fut adressée le 11 mars à Lord Moulton au Département des Grands Explosifs au War Office. Elle disait :

Nous ne sommes pas d'avis que la récente déclaration de Mr Asquith entraîne l'exclusion totale du coton d'Allemagne et d'Autriche. Il a été établi qu'une quantité au moins égale à la moitié du coton importé dans ces pays en 1913 doit, durant la guerre actuelle, être employée annuellement pour la fabrication des munitions propulsives et que d'autres quantités peuvent passer par les pays neutres à moins que le coton ne soit déclaré contrebande absolue. Nous savons, bien entendu, qu'il existe en Allemagne une quantité en fait illimitée de coton tissé. Etant données toutefois les conditions actuelles de l'industrie, ce matériel n'est pas utilisable pour la confection d'explosifs. L'Allemagne dépend entièrement de ses importations en coton non filé pour la fabrication d'explosifs propulsifs. Est-ce un fait certain qu'un embargo complet sur le coton destiné à l'Allemagne et à l'Autriche, par quelque voie que ce soit, ait été déclaré et, en ce cas, sera-t-il appliqué ?

Le 19 mars, les membres de la Conférence recevaient cette réponse : « Lord Moulton estime que vous serez entièrement satisfaits par les termes de l'Ordre en Conseil daté du 11 mars 1915. » Trois jours plus tard les signataires de la lettre du 11 écrivaient encore à Lord Moulton déclarant « qu'ils n'étaient pas d'avis que les termes de l'Ordre en Conseil auraient pour effet d'empêcher le coton de pénétrer en Allemagne par les pays neutres » ; ils ajoutaient : « L'Article III de l'Ordre déclare que « tout navire mar- « chand qui quitte son port de départ après le 1er mars 1915 en « route pour un port autre qu'un port allemand, et transporte des

« marchandises à destination ennemie ou propriété de l'ennemi, « peut être requis de décharger ces marchandises dans un port bri- « tannique ou allié » et il ajoute que, « à moins que ces marchan- « dises ne soient contrebande de guerre elles seront restituées aux « ayants-droit ». Comme le coton n'a pas été déclaré contrebande de guerre, ainsi que l'ont été la laine et le cuivre, il semble aux signataires que le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas complètement compris le point technique sur lequel ils insistaient. Ils seraient par suite heureux, si Lord Moulton pouvait leur donner l'assurance de l'intention du Gouvernement d'empêcher le coton d'entrer en Allemagne par quelque canal que ce soit ». A cette lettre il fut répondu : « Lord Moulton ne peut parler avec autorité des intentions du Gouvernement en cette matière, mais vous pouvez être assurés qu'elle a reçu la plus vive et la plus sérieuse attention. »

La correspondance se poursuivit avec grande animation. Le 25 mars, les signataires des lettres précédentes écrivirent encore, exprimant leurs regrets que l'embargo n'eût pas encore été mis sur le coton, indiquant que de grandes quantités de coton étaient arrivées à Gottenburg, évidemment à destination de l'Allemagne, tandis qu'en même temps de nombreuses balles de coton étaient expédiées, par l'Italie *via* Gênes, en Hollande, et que plus que probablement ces marchandises étaient destinées à l'Allemagne. D'autre part, une audience était demandée au Right Hon. W. Runciman, président du « Board of Trade », pour discuter avec lui la question de déclarer le coton contrebande de guerre. Le résultat auquel avaient abouti tous ces pourparlers est exposé brièvement dans la lettre ci-dessous adressée le 31 mars à la suite de l'audience accordée par Mr Runciman :

Au nom de ceux que vous avez reçus, je viens vous remercier de l'entrevue que vous avez accordée hier et vous exprimer les regrets que vous n'ayez pu donner l'assurance que le coton ne parviendrait pas en Allemagne par quelque voie que ce soit.

Parmi les très nombreux arguments que les partisans de l'inscription du coton sur la liste de contrebande absolue invoquaient, il y en avait de fort convaincants.

Les experts du dehors, écrivait tout dernièrement un membre du Parlement, nous ont informés que l'Allemagne ne pouvait au début de la guerre avoir un stock supérieur à 250 000 tonnes, soit un million de balles, et que la consommation quotidienne pour les besoins de la guerre est de 1000 tonnes environ, si elle n'est pas plus élevée. Nous sommes forcés par suite d'en arriver à cette conclusion que, si nous avions adopté dès le début la politique de prévenir à tout prix, autant que cela nous était possible, le coton de parvenir à l'ennemi, ses approvisionnements eussent

déjà été depuis quelque temps complètement épuisés. Nous avons pourtant maintenant la franche déclaration de Mr Lloyd George que l'emploi des explosifs dans cette guerre dépasse tout précédent, et nous savons par les rapports commerciaux que, pendant les neuf premiers mois de la guerre, les pays neutres, la Hollande, la Norvège, la Suède, le Danemark, seuls ont importé 1 112 150 balles de coton de plus que pendant les douze mois qui avaient précédé la déclaration de guerre, soit un surplus montant à plus que tout le stock de coton estimé aux mains de l'Allemagne au début de la guerre[1].

En tête des protagonistes de l'achat de la récolte des Etats-Unis était Sir Charles Wright Macara, un des hommes d'Angleterre les plus au courant de tout ce qui touche à l'industrie du coton. Pour Sir Charles, « la suggestion enfantine que le gouvernement n'a qu'à prononcer le mot magique de contrebande pour que nos ennemis ne reçoivent plus une balle de coton n'est pas admissible ». Sir Charles n'a pas pour les droits des petits Etats neutres une considération très exagérée :

La Fédération des filateurs (Federation of Cotton Spinners), dit-il, connaît à une balle près la quantité de coton dont ont besoin les filateurs des divers pays. Si nous avions dit à la Hollande et aux pays scandinaves : Vous aurez votre provision normale de coton et rien autre, la guerre eût été terminée au printemps dernier. Mais, poursuit-il, il y a le cas des producteurs de coton à considérer.

Pour eux, Sir C. Macara renouvelle une proposition qu'il a faite, il y a huit ans, à la conférence internationale réunie à New-York, en 1907, entre les filateurs de coton du monde entier et les planteurs des Etats-Unis. Son plan, en deux mots, consistait à constituer, dans les années où la récolte était plus considérable que la normale, une réserve qui servirait d'assurance contre les années de récolte inférieure.

Cette proposition n'avait eu aucun succès il y a huit ans; l'accueil fait dernièrement aux Etats-Unis à l'idée de faire chez eux un « corner » anglais du coton prouve qu'ils y étaient encore peut-être plus hostiles cette année. Ils avaient raison et le gouvernement britannique a été sage en repoussant cette idée et en lui préférant la déclaration de contrebande qui a, du moins, le mérite d'être une solution franche, légale et respectant les droits des neutres, ce qui n'est pas précisément le cas des autres solutions. Le projet de Sir C. Macara s'explique, il est filateur; l'opposition des Etats-Unis s'explique encore mieux, ils sont producteurs[2].

[1] « Supplies for the Enemy », par Mr B. E. Peto, membre du Parlement pour East Wiltshire. (*National Review*, août 1915.)

[2] Interview de Sir Charles Macara, directeur de la Société Henry Bannerman and Sons limited et de la Compagnie des Filatures Bannerman

*
* *

L'adhésion du gouvernement britannique à la Déclaration de Londres (bien qu'il ne l'eût pas ratifiée), les déclarations répétées du Foreign Office, citées plus haut, le gênaient évidemment. Il avait espéré, par l'adoption du système de blocus déclaré, par Ordre en Conseil, contre toutes les importations en Allemagne, arrêter l'importation du coton chez l'ennemi. Dans les premiers jours d'avril, à diverses reprises, il affirma que cette mesure était suffisante et qu'il n'était pas nécessaire de chercher une autre méthode pour empêcher l'introduction du coton. C'était la raison, ou du moins une des raisons invoquées, pour ne pas le déclarer contrebande de guerre. Toutefois, il n'était pas si sûr de l'efficacité de sa mesure qu'il ne cherchât point à en prendre d'autres. Et il interdit l'exportation du coton à tous les ports étrangers européens, à l'exception de ceux de France, de Russie, d'Espagne et de Portugal. « Cela, disait le *Times* du 29 avril, donne l'impression qu'on a découvert que le « blocus » laissait des trous par où le coton pénétrait en territoire ennemi. »

Il était évidemment singulier de constater que, durant le mois de mars dernier, la Hollande avait reçu 45 939 centals (le cental vaut 100 livres) de coton brut contre 1038 dans le même mois de l'année dernière, et que la Suède en avait pris 15 407 contre 959. Mr John G. Peel, de la firme Peel and C°, de Manchester, un des hommes les plus importants dans le commerce du coton égyptien, citait à ce sujet des chiffres instructifs. Prenant les six mois compris entre le 1er octobre 1913 et le 31 mars 1914, il faisait remarquer que l'Allemagne et l'Autriche avaient importé durant cette période 99 272 balles de coton d'Egypte et pour les mois correspondants de 1914-1915 nominalement pas une. Mais l'Italie et la Suisse ensemble avaient augmenté leurs importations de 99 524 balles, ou presque exactement de la quantité qui n'a pas été prise directement par l'Allemagne et l'Autriche. Par un oubli évident, le nouvel ordre de prohibition ne couvrait pas les exportations d'Egypte.

Pendant sept mois, le gouvernement britannique laissa le coton arriver librement en Allemagne, et ce ne fut, en fait, qu'après la saisie par le gouvernement français du *Dacia*, arrêté

limited, Manchester, Stalybridge et Dunkinfield, Président de la fédération anglaise des Associations des maîtres filateurs de coton, Chairman de l'Association des maîtres filateurs de coton de Manchester, Premier Président de l'Association parlementaire des patrons cotonniers, etc. (*Daily Chronicle*, 30 juillet 1915).

par un croiseur français le 1er mars, que parut l'Ordre en Conseil qui modifiait cette situation, Ordre en Conseil que depuis le premier jour les autorités de Washington et toute la presse américaine, même la plus anglophile, ont déclaré illégal, précisément « parce que le coton n'était pas contrebande » et que la saisie de navires en vertu d'un simple Ordre en Conseil du gouvernement britannique était contraire à tout principe de droit international. Désormais il n'en est plus ainsi et cette considération seule justifierait, s'il n'y en avait pas d'autres, la mesure prise. En même temps, Lord Robert Cecil négociait avec les Etats Scandinaves et avec le Trust hollandais au delà des mers (*Netherlands Over Seas Trust*) pour limiter les quantités de coton à importer dans ces pays.

Les Etats-Unis, le jour où le coton a été déclaré contrebande absolue, n'ont plus eu aucun motif de protester parce que, disons-le encore, la situation devenait nette et légale, ainsi que la diplomatie américaine l'avait par avance reconnu elle-même. Lorsque Mr Bryan était encore Secrétaire d'Etat, sous Mr Wilson, il avait déclaré que dans le passé le gouvernement des Etats-Unis avait inscrit sur sa liste de contrebande « tous les articles pouvant servir à fabriquer des munitions ». De plus, les Etats-Unis ont affirmé en termes positifs la doctrine de « voyage continu », et l'application stricte de cette doctrine permet désormais d'arrêter tout navire chargé de coton venant d'Amérique à destination d'un port neutre. En deux mots, je rappelle cette doctrine : un navire neutre, avec une cargaison de contrebande, interpose un port neutre de relâche entre son port de départ et sa destination dernière ou celle de sa cargaison. Ce navire est susceptible d'être saisi, même dans la première partie de son voyage continu. C'est en vertu de cette doctrine que les Etats-Unis agirent dans la guerre de la Sécession [1].

Le « blocus », sur lequel s'est appuyé pendant longtemps le gouvernement anglais pour ne pas déclarer le coton contrebande absolue, envisagé comme tel était « parfaitement illégal, et ne peut se justifier que comme représailles [2] ». Mais en ce cas il est illégal aussi

[1] Des navires anglais partaient de Liverpool avec des cargaisons destinées au port bloqué de Galveston, mais ils faisaient un léger détour à Gardenas, dans l'île de Cuba, ou à Nassau, dans les Bahamas, peut-être même transbordaient-ils leurs cargaisons qui de là allaient dans le Sud; cela dura jusqu'au jour où les croiseurs fédéraux les capturèrent pendant la première partie de leur voyage.

[2] *The use of Cotton in War*, Sir W. Ramsay. (*English Review*, mai 1915.)

de faire souffrir les neutres de représailles exercées contre l'ennemi [1].

Quand un port est déclaré bloqué, tous les navires essayant d'y entrer, qu'ils soient ennemis ou neutres, peuvent être capturés et confisqués avec leur cargaisons, qu'elles soient contrebande ou non. Mais le Traité de Paris de 1856 a posé en principe absolu qu'un blocus n'est valide que s'il est appuyé par une flotte suffisamment forte pour le rendre effectif. Aucun état ne peut bloquer un port neutre, aussi le gouvernement britannique n'avait-il pas déclaré le blocus des ports neutres du nord, ni le blocus des ports allemands. Mais il avait déclaré que tous les navires, qu'ils portassent ou non une cargaison de contrebande, seraient arrêtés s'ils allaient en Allemagne. Celà aussi était illégal. Si un navire neutre est arrêté, il doit, avec sa cargaison, être restitué à son propriétaire. Toutefois, s'il a à bord des marchandises de contrebande, elles peuvent être retenues. Le coton, tant qu'il n'avait pas été déclaré contrebande, ne devait pas être arrêté et on devait le laisser passer, à moins qu'il ne fût à destination de l'Allemagne. S'il appartenait à un neutre, il ne pouvait être retenu, mais il pouvait être acheté. Du jour où il est déclaré contrebande il devient, par le fait même, soumis à confiscation.

La déclaration de contrebande ne satisfera même probablement pas tous les mécontents, dont quelques-uns tiennent encore à l'idée de l'achat de la récolte américaine.

Dans les estimations des approvisionnements en coton faits par l'Allemagne, on a confondu parfois les diverses espèces de coton, d'où des erreurs sur les quantités immédiatement propres à être préparées pour explosifs.

Les statistiques américaines indiquent que, en 1912-1913, l'Allemagne a importé des Etats-Unis 2 444 000 balles de coton de diverses sortes et, en 1913-1914, 2 884 000.

Une partie de ces importations n'a fait que passer en transit et a été réexportée en Autriche et en Russie.

De son côté, la « Cotton Spinners' Federation », qui a contrôlé ses informations par des enquêtes aux pays producteurs, est arrivée aux chiffres suivants pour les importations en Autriche et en Allemagne, pendant les années 1911, 1912 et 1913, de balles de coton provenant d'Amérique, des Indes et d'Egypte, employées dans les filatures austro-allemandes :

---

[1] Les représailles doivent être appliquées de manière à ne pas nuire aux intérêts de puissances tierces et de leurs sujets. — *Letters on War and Neutrality,* T. E. Holland.

	1911	1912	1913
Allemagne. . .	1 730 355 balles	1 797 371 balles	1 691 582 balles
Autriche. . . .	782 886 balles	864 096 balles	837 065 balles

Tenant compte de la différence du poids des balles suivant l'origine, la moyenne du coton à filer importé pendant ces trois années a été : pour l'Allemagne, de 383 587 tonnes, et pour l'Autriche, de 174 463. Au total : 562 050 tonnes. D'autre part, les rapports du Board of Trade établissent que la moyenne pour les deux empires du centre au cours des cinq dernières années est d'environ 700 000 tonnes. La différence entre ces chiffres, 140 000 tonnes environ, est supposée être employée pour des ouvrages de tapissier, la fabrication de la ouate et le coton-poudre.

Il est connu que 10 tonnes de coton fournissent environ 18 tonnes de coton-poudre. Il n'est pas possible de conjecturer combien, sur cet excédent de 140 000 tonnes, a été employé pour d'autres usages que la fabrication du coton-poudre, mais étant donnée la très remarquable préparation allemande, on peut raisonnablement supposer que, chaque année, environ 100 000 tonnes étaient mises de côté pour la fabrication de 180 000 tonnes de coton poudre. S'il a été procédé ainsi pendant cinq ans, on arrive à des approvisionnements de 900 000 tonnes de coton poudre.

Il faut toutefois tenir compte que le coton sert à bien d'autres usages utiles à la guerre : isolateurs pour câbles et fils électriques, tentes, prélarts, vêtements pour l'armée, enveloppes de pneumatiques, etc., etc., sans compter les divers usages à bord des vaisseaux de guerre et des aéroplanes et dirigeables.

Les chiffres indiqués plus haut ne sont que des hypothèses. Il serait intéressant de savoir avec exactitude combien de coton est nécessaire à l'ennemi pendant la guerre actuelle. Ce sujet a été traité il y a peu de mois, dans une revue anglaise. Le calcul est ingénieux, mais assez peu exact, puisqu'il conclut à une dépense annuelle variant entre 100 000 et 300 000 tonnes. C'est bien imprécis. Tout officier qui a fait la guerre, je veux dire la guerre ailleurs qu'aux colonies, sait combien il est difficile d'apprécier la consommation moyenne en munitions d'une troupe d'infanterie, même de batteries solidement encadrées. Vouloir estimer ainsi même très approximativement la consommation en munitions d'armées de plusieurs millions d'hommes, pendant de très longues périodes, souvent dans des conditions complètement différentes, les unes opérant en rase campagne, comme sur le front est, les autres derrière des ouvrages, comme en Belgique et en France, et déduire de ces calculs les quantités de coton nécessaires à ces armées est un peu du domaine de la fantaisie.

*
* *

L'embargo sur le coton résultant de la déclaration de contrebande aura comme effet certain la ruine complète de toute l'industrie cotonnière, qui occupe une place si considérable parmi les grandes industries allemandes. Il ne faut pas perdre de vue en effet que, avant la guerre, l'Allemagne occupait, si nous calculons d'après le nombre des broches, le troisième rang dans le monde comme pays manufacturier. L'Allemagne et l'Autriche ensemble possédaient 16 millions de broches (le Royaume-Uni en a 55 millions). Les deux empires du centre consommaient annuellement 2 millions de balles de coton américain (Etats-Unis) et environ 250 000 balles de coton indien et la même quantité de coton égyptien, soit un total moyen annuel de 2 500 000 balles.

Les Allemands n'ont pas perdu de temps pour prendre, autant qu'il est en leur pouvoir, des mesures en vue de contrebattre les effets de la Déclaration de contrebande. Dès le 24 août, un télégramme de Brême à la *Frankfürter Zeitung*, publié dans ce journal, annonçait la constitution dans cette ville d'une Compagnie au capital de 5 millions de francs pour l'importation du coton. Cette Compagnie a été formée, disent la dépêche et le journal, sur le désir de tous les cercles allemands intéressés dans l'importation du coton et a pour but de « centraliser l'importation du coton en Allemagne ». La Compagnie se propose d'obtenir des ordres d'achats fermes de filateurs et commerçants en coton, en Allemagne et en Autriche, de manière à être en état de faire des offres fermes aux exportateurs américains. L'affaire a le concours et l'appui des grandes banques principalement intéressées et le capital est garanti par la Disconto-Gesellschaft, la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la National Bank. Le Président du Conseil des Directeurs est M. Lehmann, de Brême, qui a l'appui des représentants des banques et de tout le commerce et l'industrie du coton en Autriche et en Allemagne.

Il serait toutefois imprudent de croire que la déclaration du coton comme contrebande de guerre, l'embargo général même, si la chose était possible, sur toute la production de coton des Etats-Unis, réduiraient à l'impuissance l'artillerie allemande et forceraient, ainsi que l'ont avancé et affirmé ceux dont les efforts ont amené le gouvernement anglais à faire cette déclaration, l'Allemagne à implorer la paix, faute d'explosifs qu'elle ne pourrait plus fabriquer. Avant même que la campagne contre l'exportation en Allemagne du coton américain battît son plein, le gouvernement

impérial s'était préoccupé de la question et avait chargé les chimistes les plus éminents de trouver un substitut au coton. La question n'était pas insoluble, le substitut existait déjà, il suffisait de le perfectionner, c'est la sciure, la pulpe de bois. On veut le nier, je crois qu'on a tort.

Tout dernièrement un neutre ami, revenant d'Allemagne où il avait fait un assez long séjour, a dit en Angleterre [1] les travaux et les progrès des chimistes allemands à ce sujet. Il semble toutefois avoir négligé le fait que depuis de très longues années on se sert de « poudre de bois » pour les armes de chasse, et que par conséquent une partie du problème avait été résolu bien longtemps avant la guerre. Ce qu'ont pu faire les chimistes allemands a été d'améliorer, de perfectionner les procédés.

La grande difficulté en effet dans l'emploi de la pulpe de bois en place de coton est la présence de nombreuses impuretés qui ne se trouvent pas dans ce dernier. Les plus importantes de ces impuretés sont la résine et l'oxy-cellulose. Les Allemands semblent être arrivés à la préparer plus rapidement et plus parfaitement qu'on n'avait pu le faire jusqu'alors. Le secret des manipulations n'est naturellement pas connu, mais on sait toutefois qu'après avoir réduit la pulpe de bois dans l'état où elle est mise pour la fabrication du papier, elle est amenée à l'état liquide, qui permet de la purifier complètement par des procédés nouveaux. Elle est ensuite pressée en feuilles et est alors prête pour la nitrification et l'absorption d'autres substances chimiques. Un très distingué chimiste anglais, Mr Walter F. Reid, a pu, à ce sujet, dire avec autorité qu'il y a plus de trente ans que d'excellente poudre est fabriquée en Angleterre avec la pulpe de bois, et que cette poudre a toujours satisfait à toutes les épreuves très sévères imposées par le Home Office. Il s'est étonné à bon droit qu'on ait pu déclarer partout avec autant d'assurance que le coton était de nécessité absolue pour la production d'explosifs. Il a cité également l'autorité du Comte de Chardonnet, membre du Comité français des explosifs, à l'appui de son affirmation que la cellulose obtenue de la pulpe de bois donne une nitro-cellulose meilleure et plus pure même que ce qui peut être obtenu avec le coton. Naturellement les meilleurs bois pour cette fabrication sont ceux qui contiennent très peu ou même point de résine. Mais les bois résineux peuvent être purifiés sans difficulté. Les bois de toute nature ne manquent pas en Allemagne et c'est peut-être en prévision de cet emploi que les Allemands avaient accu-

[1] Germans finding substitue for Cotton. (*Daily Chronicle*, 10 août 1915.)

mulé depuis longtemps de grandes quantités de bois achetés même en Russie et dans les pays scandinaves. Trois des plus grandes fabriques allemandes sont déjà utilisées pour la fabrication d'explosifs tirés de cette base, ce sont :

La Zellstoff Fabrik, à Waldhof, près de Mannheim, qui occupe à ce travail près de 4000 hommes;

L'Action Gesellschaft für Maschinenpapier Fabrikation, à Aschaffenburg;

Et la Zellstoff Fabrik, à Kostheim.

Evidemment, l'absence de coton, matière si nécessaire dans la vie de tout peuple civilisé, gênera considérablement les Allemands en bien des choses; il est permis de douter toutefois que cette privation puisse les empêcher d'une manière absolue de se procurer de la nitro-cellulose.

Quant à l'affirmation de certaines autres personnes que l'emploi de nitro-cellulose de pulpe de bois en remplacement de nitro-cellulose de coton nécessiterait des modifications importantes dans la chambre et la culasse des armes à feu, c'est un argument qui paraîtrait, j'imagine, assez singulier à tout fabricant de cartouches et aux artilleurs. Reste la question de la hausse. Il serait nécessaire de la modifier, mais ce n'est pas un problème aussi insoluble que l'affirment certaines personnes.

Il serait donc peu sage de considérer l'Allemagne comme vaincue d'ores et déjà parce que le coton est déclaré contrebande et je partage entièrement l'avis de Mr W. Lawrence Balls écrivant, il y a peu de jours :

Il serait téméraire d'affirmer que la solution d'un tel problème est au-dessus des forces de l'Allemagne. Si nous pouvons lui couper le coton et le pétrole, elle peut faire de la cellulose et de l'alcool tant que des plantes croîtront sur son sol. Par tous moyens, nuisons à l'ennemi, causons-lui tous les embarras possibles, mais ne nous laissons pas emballer par l'idée que nous avons trouvé une pierre philosophale grâce à laquelle nous pouvons changer la guerre en paix [1].

*
* *

Sans faire ici un cours de chimie et de balistique, il peut être toutefois bon de rappeler certains principes pour expliquer les « *réelles* » difficultés auxquelles ont à faire face les ennemis. On sait que les projectiles creux contiennent certaines matières explosives qui peuvent éclater, soit sous l'action d'une fusée à

[1] Mr Lawrence Balls a écrit, dans les *Daily News* (6, 9 et 12 août 1915), une série d'articles : « The Truth about Cotton » (la vérité sur le coton), qui sont parmi les plus intéressants sur ce sujet.

temps, en contact avec du fulminate de mercure, soit par le contact d'une capsule de fulminate avec l'objet atteint. Le coton-poudre, soit employé seul, soit employé comme « gélatine explosive » (composé de coton-poudre et de nitroglycérine, découverte Nobel), ne convient pas pour remplir les obus, parce que, si un obus était ainsi chargé, il ferait explosion dans l'âme du canon et le briserait. Il est donc nécessaire d'employer des explosifs capables de supporter le choc de l'explosion de la charge dans le canon sans faire eux-mêmes explosion. Ils appartiennent à deux espèces, la première est l'acide picrique, produit par un mélange d'acides nitrique et sulfurique sur l'acide carbolique ou phénol, un des constituants du coaltar; la seconde est obtenue en traitant de la même manière le toluène, huile distillée également du coaltar. Ce dernier produit est le T. N. T. ou trinitroluène. Toutes les armées en présence en font usage.

C'est un produit dont la manipulation n'est pas dangereuse, car il demande pour faire explosion un très puissant détonateur, il peut être mis dans les obus sans danger, et il a le précieux avantage de ne pas absorber l'humidité. En résumé, pour la confection des explosifs, il faut donc : pour le coton-poudre, du coton et les acides ci-dessus mentionnés; pour l'acide picrique : du phénol; et pour le T. N. T. : du toluène, et les acides sulfurique et nitrique. Pour les fulminates, il faut du mercure, de l'acide nitrique et de l'alcool. L'Allemagne est fort loin de pouvoir obtenir par elle-même tous ces produits. Il n'y a de soufre ni en Autriche, ni en Allemagne; il était importé en presque totalité de la Sicile. Les sulfures de fer ou pyrites de fer viennent en grande partie d'Espagne, on en trouve aussi en Norvège, il y en a fort peu en Allemagne.

Cependant, dans le Hartz et en Silésie, il y a des gisements de minerais contenant du soufre, sous forme de sulfure de plomb, sulfure de zinc, etc. Le nitrate de soude est exporté en quantités énormes du Pérou et du Chili, il est employé surtout comme engrais et sert pour la fabrication des munitions; distillé avec l'acide sulfurique, il donne de l'acide nitrique; celui-ci, conjointement avec l'acide sulfurique, est employé pour nitrater la glycérine, le coton, le phénol et le toluène, et produit ainsi la nitroglycérine, le coton-poudre, l'acide picrique et le trinitroluène. Quelque considérables qu'aient été avant la guerre les approvisionnements en nitrates, il est très probable qu'ils sont aujourd'hui complètement épuisés [1].

Le coton consiste en cellulose qui est l'élément essentiel du bois. Le coton-poudre est produit en plongeant pendant un temps

[1] *The use of Cotton in War*, op. cit.

déterminé et à une température fixée le coton dans un mélange contenant de l'acide nitrique, opération qui transforme la cellulose du coton en nitro-cellulose. La transformation se fait progressivement et il y a des procédés de manipulation pour arriver à rendre uniforme chaque lot de coton soumis à cette opération. S'il n'en était pas ainsi, le produit ne ferait pas explosion d'une manière uniforme, avec la même intensité dans le même type d'étui de cartouche, et le projectile ne suivrait pas une trajectoire constante.

La cellulose est un élément essentiel de toute plante. La moëlle sèche de sureau est presque de la cellulose pure, le bois est de la cellulose modifiée. Toute cellulose peut être convertie en nitro-cellulose. Le grand obstacle pour faire du coton-poudre avec ces matières est dans la difficulté d'obtenir un produit uniforme. Le coton se prête plus facilement que n'importe quelle autre plante à cette uniformité en raison des innombrables petits tubes dont il est composé et qui facilitent l'action de l'acide. Théoriquement, il est parfaitement possible de traiter la pulpe de bois de telle manière qu'elle arrive artificiellement à un état uniforme dans lequel l'action de l'acide s'exercera comme dans le coton. Chacun a d'ailleurs pu voir... ou avoir... un matériel ainsi préparé, dans ce qu'on appelle la « soie artificielle », qui n'est autre chose qu'un produit de pulpe de bois chimiquement traitée. On peut donc faire du coton artificiel et il ne faudrait pas que la juste haine de l'Allemagne amenât à nier le mérite de ses chimistes. La tâche n'est pas au-dessus de leurs forces.

Les Allemands ont pu être gênés par le manque de nitrates américains, mais ils en ont obtenu par d'autres moyens. La méthode découverte il y a une quinzaine d'années par les Norvégiens Birkeland et Eyde permet d'obtenir, en combinant par la chaleur électrique l'oxygène et l'hydrogène de l'air, de l'acide nitrique. Il est facile de produire une force électrique partout où on a du charbon pour faire tourner une dynamo. L'Allemagne a tout le charbon qu'elle veut. Par l'application, d'autre part, de la découverte et de la méthode du professeur Haber pour la production de l'ammoniaque (les Allemands ont installé récemment de grandes usines près du Rhin pour l'application des procédés Haber), combinée avec les méthodes d'Ostwald et de Kaiser, on obtient de l'acide nitrique. Le gouvernement allemand a dernièrement accordé à cette fabrique une somme de 250 millions de francs. Bien qu'en temps ordinaire les graisses et les huiles employées pour la fabrication de la glycérine soient en grande partie importées, il n'est guère probable que les Allemands manquent de ce produit. Le coaltar ne leur manque pas, le mercure,

nécessaire pour les fulminates, provient d'Espagne et de l'Amérique du Sud; on dit que les approvisionnements allemands étaient considérables.

Mais il est bien d'autres substances absolument indispensables qui vont manquer à l'ennemi, et qu'il lui est de toute impossibilité de se procurer ou de fabriquer, telles que le caoutchouc, nécessaire pour tant d'usages; l'aluminium, indispensable également dans la construction des aéroplanes, des dirigeables, pour les projectiles et bien d'autres matières.

Ce qui semble manquer le plus et ce que toute la science des chimistes allemands semble impuissante à remplacer, c'est le cuivre; tout ce qui existe en fait de cuivre sous toutes les formes est réquisitionné, mais ce n'est pas là une ressource inépuisable. Le professeur Félix Auerbach, de l'Université d'Iéna, vient d'écrire dans la *Vossische Zeitung* un article sur l' « indispensable métal ». En voici un passage :

Les autorités réquisitionnent le cuivre de toute nature, le cuivre qui se trouve dans la possession de chacun et, directement ou indirectement, ce cuivre est employé pour les pressants besoins de la guerre. Nous ne pouvons en obtenir aucune quantité du marché mondial qui réellement compte et nous n'en produisons vraiment pas dans notre propre pays, car la Compagnie de cuivre de Mansfeld, quelque soit l'énergie avec laquelle elle travaille, bien qu'elle pût fournir aux besoins d'un Etat comme la Serbie, n'est pas plus utile à l'Allemagne que la goutte d'eau familière sur la pierre brûlante. La vérité est que, en ce qui concerne le cuivre, l'Amérique est le seul pays qui compte et là, une fois encore, les Etats-Unis sont suprêmes. La mine si connue d'Anakonda fournit à elle seule une énorme quantité de métal rouge et Mr Wilson, le théoricien politique et l'homme d'affaires pratique, déclare avec une solennelle gravité, derrière laquelle il dissimule une grimace rusée, qu'il voudrait bien nous en envoyer une jolie quantité pourvu que nous venions la chercher à sa boutique.

Le professeur Auerbach fait remarquer, pour rassurer ses lecteurs, qu'il y a de grandes quantités de cuivre en Allemagne dans les installations électriques, et il dit son espoir qu'il ne sera pas nécessaire de priver les vignerons de la solution de cuivre qu'ils emploient pour protéger leurs vignes. Il n'en demeure pas moins que, si l'on peut essayer de trouver un substitut au coton, il est impossible d'en trouver un au cuivre. Malgré sa résistance, l'Allemagne, en attendant le jour prochain, espérons-le, où elle va être vaincue sur les champs de bataille de France, est déjà vaincue économiquement et sa défaite ne peut plus que s'accentuer jusqu'au moment suprême.

★★★.

LES PETITES MAINS PARISIENNES

A quoi s'emploient-elles maintenant, les petites mains parisiennes, ces innombrables petites mains industrieuses et spirituelles, qui gagnaient à la France des millions, et qui, aussi vaillantes que délicates, surent asservir le monde au prestige de Paris? Petites mains de la couture et de la mode, de la fleur et de la plume, de la paillette et du bibelot, qu'êtes-vous devenues depuis une année que le luxe chôme? Par quels ouvrages nouveaux, et peut-être pénibles, avez-vous remplacé les métiers aristocratiques qui ne laissaient que des traces légères à vos doigts souples? Et il y en a d'autres, qui n'étaient pas, comme celles-ci, entraînées au travail et habiles : elles durent cependant travailler; des mains blanches et douces d'oisiveté, hier peut-être ornées de bagues précieuses, aujourd'hui vides et nues! Misère d'ouvrières sans ouvrage; misère de femmes du monde dépossédées de leurs affections protectrices et de leurs ressources : voilà bien un des effets navrants de cette année de guerre. Ces souffrances sans gloire et sans prestige restent souvent inaperçues. Elles ne se rehaussent point par la grandeur du sacrifice volontaire. Leur humilité mérite pourtant autant de respect que de compassion.

A l'honneur des « civils », il faut reconnaître que dès la première heure on les a prévues, et que l'un des gestes spontanés de la charité fut d'aller vers elles. On pourvut d'abord au plus urgent : sauver de la faim des femmes à qui tout manquait subitement. Mais on comprit bientôt la nécessité de mobiliser toutes ces mains sans emploi, et que la charité la meilleure et la plus sûre serait de les organiser et de les utiliser.

Au mois d'août 1914, on comptait à Paris 400 000 chômeurs, dont les femmes représentaient bien la moitié. Des industries nouvelles, nées des circonstances, ont amélioré depuis cette situation lamentable. Mais les métiers de luxe demeurent paralysés. Les ouvrières qu'ils faisaient vivre formaient comme une

élite du travail féminin. Une enquête, publiée il y a quelques années par M. du Maroussem, évaluait à 50 000 les ouvrières employées rien que dans ce qu'on appelle « la couture » [1], c'est-à-dire qui travaillent chez des patrons couturiers, petits et grands. N'oublions pas les modistes, les brodeuses, ni les 25 à 30 000 artistes qui fabriquent pour le monde entier la fleur artificielle. C'est là une industrie essentiellement française, dont les étrangers, malgré tous leurs efforts, n'ont point réussi à égaler la perfection.

Afin d'occuper toutes ces mains, on pensa d'abord à créer des ouvroirs de charité. Un grand nombre s'ouvrirent en août et en septembre 1914. Ce fut à qui offrirait un local : magasin, atelier, appartement ou garage. On avait alors quelques illusions sur la durée de la guerre, et l'on dépensait, sans compter, efforts et argent.

Mais aussitôt se posa le problème des matières premières : comment faire travailler les chômeuses sans employer en achat d'étoffe les sommes destinées à les mettre à l'abri de la faim? Certains ouvroirs réalisèrent des miracles d'ingéniosité avec les rognures des maisons de couture et avec les échantillons dont les commerçants se débarrassaient. On en confectionna des vêtements d'enfants, des couvertures, des plastrons de soldats. D'autres ouvroirs travaillèrent pour la Croix-Rouge qui leur fournissait les matériaux.

Les semaines passèrent; les fonds s'épuisaient; et il fallut fermer un grand nombre de ces bienfaisants ateliers. Au plein de l'hiver, on ne comptait pas plus de 500 ouvroirs qui vivotaient péniblement, malgré la subvention que leur accordait le Secours National. Les travailleuses recevaient 1 franc ou 1 fr. 25 par jour pour quatre heures de présence. De semaine en semaine, on se demandait si on n'allait pas être obligé de renvoyer du monde. La charge était trop lourde. Un ouvroir de 100 femmes, payées 1 fr. 25 et recevant 0 fr. 50 par tête du Secours National, représentait un déficit de 1900 francs par mois, sans parler des frais d'éclairage et de chauffage, rarement compris dans le local prêté.

Quelques ateliers, plus particulièrement composés d'ouvrières de la couture et de la mode, auraient peut-être pu se suffire en travaillant pour le public à des *prix de guerre*. Mais cette ressource leur était interdite par le Secours National, sous peine de perdre la subvention qu'il leur accordait. Il ne fallait pas que les ouvroirs fissent concurrence au commerce déjà trop éprouvé.

On se mit alors à rechercher et à solliciter les entrepreneurs

[1] On dit *la couture* par opposition à *la confection* qui se fait à domicile et occupe un nombre beaucoup plus considérable de femmes.

qui avaient reçu des commandes du Service de santé, du Ministère et de l'Intendance. Ces travaux, obtenus de seconde, de troisième main, étaient misérablement payés : 0 fr. 25 un caleçon ou une chemise, et 0 fr. 35 ou 0 fr. 40 en pièces, c'est-à-dire que l'ouvroir devait alors appointer un coupeur. J'ai vu accepter une commande de 20 000 musettes non coupées, qui étaient payées 0 fr. 20. Les frais de coupe et le fil déduits, elles rapportaient *trois sous*. Des ouvroirs plus besogneux les prenaient même à *deux sous*.

Avec des ouvrières habiles et consciencieuses, la dépense de la journée eût été sensiblement allégée. Mais les professionnelles de l'aiguille ne figuraient qu'en minorité dans ces refuges de la première heure. On y avait accueilli d'abord les plus malheureuses, non les plus capables; et, devant la cruelle nécessité de limiter leur nombre, on choisissait celles qui, n'ayant pas de métier, n'avaient droit à aucun secours de chômage. Une bonne ouvrière, dans ses quatre heures, aurait fait deux musettes. La moyenne de ces ouvrières improvisées n'en achevaient qu'une. On voit par là quelles sommes énormes la charité parisienne a mise au service des femmes sans travail.

Cet effort fut surtout admirable dans les ouvroirs particuliers qui ne s'appuyaient pas sur une organisation préexistante. Il en est dont le sort dépend d'une seule et même personne. J'ai suivi de près, depuis un an, la vie d'une de ces petites ruches. Je sais combien elle est précaire, et comme on a de la peine à se procurer les fonds et l'ouvrage qui lui sont nécessaires pour vivre. Il en faut tant! Ce petit groupement compte de 40 à 50 ouvrières, qu'une femme du monde, Mme de Candamo, a réunies dans une salle prêtée par le Lyceum : elle en a assumé la charge; elle en est à la fois la directrice et l'administrateur. Avec l'aide de quelques amies, elle est parvenue à durer. On y a fait toutes les besognes imaginables : des chapeaux, des robes, de la lingerie et des vêtements de soldats payés à des prix de famine. Ce petit atelier a coûté en un an *vingt-quatre mille francs*, sur lesquels les dons ne figurent que pour 9000 francs : ce qui est un résultat merveilleux en comparaison d'autres ouvroirs où la proportion est renversée.

Une pareille situation ne pouvait guère se prolonger, car, vers la fin de l'hiver, les grandes bourses, d'abord largement ouvertes, commençaient à resserrer leurs cordons. Il fallut songer à une organisation plus normale et plus stable. Ce fut alors que Mlle Quintin eut l'idée de grouper les ouvroirs dans une association qui prit le nom de *Fédération d'organismes de travail*. On visait un double but : relever les salaires par la suppression

des intermédiaires, — et c'est ainsi qu'on obtint de l'Intendance des commandes directes et bien rémunérées, — et alléger les charges trop lourdes de la charité, en formant des ateliers capables de se maintenir par eux-mêmes.

On y est en partie parvenu en faisant une sélection parmi les ouvrières. A côté de l'ouvroir purement charitable, on a créé l'atelier professionnel composé d'ouvrières de métier, capables de fournir un travail normal et payées aux pièces, d'après un tarif minimum affiché dans la salle.

Quant aux femmes recueillies à l'ouvroir proprement dit et qui, pour la plupart, ne sont guère habituées à coudre, elles reçoivent, selon les ressources de l'œuvre, 1 fr. 25, 1 franc ou 0 fr. 75 par après-midi. En tout cas, leur gain doit rester toujours inférieur à celui des professionnelles. Là où une véritable ouvrière pourra gagner 0 fr. 40 par heure, l'ouvroir de charité ne donnera aux femmes qu'il reçoit que 0 fr. 25 ou 0 fr. 30.

Cette différence qui, d'abord, nous étonne, et, j'oserais dire, nous choque, — car ces salaires sont si minimes et les besoins si grands! — est établie dans une excellente intention : celle d'exciter les femmes à travailler le mieux qu'elles peuvent, à se perfectionner si elles ne sont pas encore très habiles, et, si elles le sont, à ne pas perdre leurs qualités professionnelles de célérité. Il faut qu'elles aient intérêt à demander le « travail aux pièces ». Les directrices d'ouvroirs ont constaté trop souvent un certain manque de conscience professionnelle des ouvrières. Le salaire fixe les incline à l'indolence. Je sais un ouvroir dont la directrice avait accepté une forte commande de chemises qu'elle devait livrer à un jour déterminé. Les femmes, payées à la journée, en confectionnaient chacune six par semaine. Elle offrit de payer à part les pièces que l'on ferait en plus. Au lieu de six chemises, on lui en apporta quinze!

La nouvelle organisation tend à réduire le plus possible le nombre des femmes qui travaillent à l'ouvroir de charité, en les mettant en état de passer à l'atelier professionnel. C'est aussi l'intérêt des ouvrières. Il en résultera un grand bien, car nombre de femmes entrées à l'ouvroir, et qui ne savaient presque pas coudre, y acquerront un métier qu'elles pourront exercer ensuite à leur foyer. L'assistance par le travail à domicile est le but idéal vers lequel s'acheminent les organisatrices de la *Fédération*. A l'heure actuelle, 300 ouvroirs sont fédérés, dont chacun, du reste, garde son autonomie. Ils représentent environ 22 000 femmes qui gagnent de *un* à *quatre* francs par jour suivant leur habileté. Et plus de la moitié sont occupées à domicile.

La manutention de cette vaste entreprise, c'est-à-dire le centre de coupe, de réception et de distribution du travail, est établie 186, boulevard Saint-Germain, dans les bâtiments de l'ancienne Ecole de médecine. Là, des montagnes de ballots d'étoffes sont chaque jour transformées en chemises, en caleçons, en cottes bleues. Sur de longues tables, les maîtres tailleurs découpent au sabre 100 caleçons d'un coup, en suivant le dessin tracé sur la première pièce. L'Intendance fait bien les choses, car les tissus employés sont certes plus beaux qu'il ne serait nécessaire, les soldats, en général, ne pouvant pas conserver leur linge lorsqu'ils ont l'occasion d'en changer. On coupe et on distribue en moyenne 3000 pièces par jour. L'Intendance paie à la Fédération 0 fr. 60 par chemise ou par caleçon. L'ouvrage est remis coupé aux ouvroirs et payé à l'ouvrière 0 fr. 40, plus le fil, les boutons, cordons, etc. Les 0 fr. 20 de différence sont destinés à couvrir les frais de tailleurs, de transport et de fournitures. Une très bonne ouvrière peut gagner 4 francs dans sa journée. Mais il lui est indispensable de posséder une machine à coudre.

* * *

Cependant, on aura beau faire, l'ouvroir apparaîtra toujours comme une forme de la charité. Or l'ouvrière de Paris est fière; elle n'a qu'une idée : rentrer au plus vite dans le travail régulier, fût-il plus pénible et à peine plus profitable que l'autre. A plusieurs reprises, au cours de cette dure année, le bruit se répandit à travers les ouvroirs que *ça allait reprendre*. Les ouvrières de la couture se hâtaient alors de se présenter chez leurs anciens patrons.

La pensée d'abord nous révolte qu'en des heures aussi tragiques des femmes puissent s'occuper sérieusement de toilette. Mais quand on a vu de près le petit monde du travail de luxe, on comprend qu'il y ait presque un devoir patriotique à ne pas laisser péricliter des industries qui font vivre tant de familles françaises et où respire un peu de notre génie national. Il faut voir de quel air et entendre de quel ton une fille de Paris proclame la supériorité mondiale de l'aiguille parisienne! L'hiver dernier, un visiteur que je guidais à travers mon ouvroir s'avisa de dire que, vu les circonstances, il n'y aurait pas de mode cette année. La « Première » de l'atelier, — qui venait d'une grande maison, — était en train de couper une culotte destinée à un enfant pauvre. Elle se retourna les ciseaux en l'air, ses yeux brillants d'indignation et son petit bec rose pincé : « Pas de « collection » pour 1915? Non, mais des fois! Vous allez voir ce qu'on va leur sortir! »

Cette petite Parisienne qui combat à sa façon, avec son aiguille alerte, ses doigts déliés, son imagination fraîche et vive, a le sens commercial autant que le cœur français. Durant ces jours sombres du commencement de l'hiver, les Américaines se demandaient avec anxiété s'il y aurait une *collection 1915*. Et comme la question était d'importance, — l'Amérique étant le principal marché de notre commerce de luxe, — couturières et modistes, « premières » et « petites mains » furent invitées à composer des modèles de robes et de chapeaux et à en habiller des centaines de poupées. Et ce fut un grand personnage, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Herrick, qui se chargea de présenter au monde américain ces gracieuses messagères de Paris. La bataille sur ce terrain vaut la peine d'être livrée, et elle est gagnée déjà, de l'aveu de nos ennemis, et chez eux-mêmes. Au début de la guerre, une ligue de proscription s'était formée en Allemagne contre les modes françaises. Une « mode germanique » allait surgir, qui, de pair avec la *kultur*, s'imposerait au monde. Mais voici que du Danemark la nouvelle nous arrive que les tailleurs et les couturières ont échoué dans leurs essais de création d'une mode allemande, et que les sujettes de Guillaume II réclament les nouveautés anglaises et françaises [1]. Une nuée de couturières affolées s'est abattue sur Copenhague pour tâcher de se renseigner sur ce qui se porte à Paris.

Malgré tout, le courant normal du travail ne s'est point rétabli. Leurs collections préparées, leurs modèles composés, les ateliers, après avoir travaillé pendant quelques semaines, au moment du lancement des modes d'été et du passage des commissionnaires étrangers, se sont vus obligés de fermer à nouveau. On est loin, aujourd'hui, chez les rois de la mode, des 300 et des 500 ouvrières que d'ordinaire ils emploient.

Mais d'autres ateliers d'un genre inattendu et nouveau se sont ouverts aux femmes : les usines où l'on fabrique les munitions et qui occupent chacune 5 à 600 ouvrières. Celles-ci sont, à l'heure présente, les privilégiées du travail féminin, car la journée leur rapporte de 5 à 7 francs. On ne saurait trop admirer la souplesse des Françaises à se plier aux besognes qui leur sont les plus étrangères. Les voici qui fabriquent, ajustent, vérifient des fusées. On les a mises au soudage, au taraudage, au tournage des obus. Elles ont appris à manœuvrer d'imposantes et redoutables machines. Ces derniers travaux exigent des femmes vigoureuses et entraînées aux ouvrages rudes. Mais la vérification des pièces

[1] Le *Journal*, mardi 3 août. Le *Daily Telegraph*, 2 août

isolées, dont la réunion composera un fusil, un obus, une fusée, convient mieux aux doigts délicats qui maniaient hier des outils de fleuriste ou l'aiguille à broder. Ce contrôle est d'une grande importance. Un obus, par exemple, est formé d'au moins 20 pièces détachées qui, avant d'être ajustées, sont soumises chacune à une douzaine de transformations, suivies d'autant de calibrages. Une erreur de moins d'un millimètre rendrait l'obus inutilisable ou causerait même l'éclatement du canon. Les femmes accomplissent ce travail minutieux plus rapidement et mieux que les hommes. Mais le directeur qui m'a fourni ces détails ajoutait que c'est là leur seule supériorité et que les ouvrières sont plus difficiles à gouverner que le personnel masculin. « J'aime mieux commander à deux cents hommes qu'à dix femmes », dit-il, en terminant, d'un ton convaincu, et les contremaîtres qui l'écoutaient opinaient de la tête. « Des femmes, il en faut, ajouta l'un d'eux, mais il n'en faut pas trop. » Aussi les usines ne dépassent-elles guère ce chiffre de 600.

*
* *

D'une façon générale, les ouvrières des métiers de luxe trouvent à s'employer plus malaisément que les autres, et il n'y en a pas beaucoup dans les fabriques de munitions. La perfection du travail qu'exige la concurrence ne s'obtient que par la spécialisation. Dès qu'elles en sortent, elles ont tout à apprendre et, artistes dans leur spécialité, elles tombent au rang d'apprenties pour tout le reste. Puis les doigts qui, des années durant, ont roulé des corolles de fleurs, chiffonné la mousseline de soie, tracé des petits plis, soutaché du tulle ou pailleté des éventails, risquent de perdre en de rudes besognes la délicatesse et le délié qui font leur fortune. Le difficile était de découvrir, pour ces chômeuses-là, un gagne-pain qui ne compromît pas leur avenir. L'initiative privée a créé des œuvres isolées dont quelques-unes survivront sans doute à la guerre, à cause de leur caractère artistique, ou parce qu'elles répondent à des besoins permanents.

Je connais une dame qui fait vivre, depuis un an, un groupe de brodeuses qu'elle a spécialisées dans le style russe. Mme de Manziarly, née et élevée en Russie, possède la tradition du dessin et des couleurs de ces dentelles et de ces broderies au point de croix si caractéristiques. Elle les a choisies autant pour leur charme exotique et original qu'à cause du bon marché de la matière première : le coton. Mme de Manziarly les dessine et les échantillonne, puis elle en confie l'exécution à des femmes qu'elle paie à raison de 0 fr. 30 l'heure, et qui travaillent *chez elles*. Quand

elles apportent l'ouvrage, les ouvrières déclarent le nombre d'heures qu'elles y ont employées, et il est bien rare qu'elles aient abusé de la confiance qu'on leur témoigne. A 0 fr. 30 l'heure, une femme peut gagner deux francs par jour, sans quitter son ménage, ce qui est plus avantageux pour elle que d'aller en gagner trois dans un atelier. Ces dentelles et ces broderies ne sont grevées d'aucun frais et peuvent être vendues au prix de revient. Il y en a pour toutes les bourses, et qui conviennent à tous les usages. Une bande pour robe d'enfant, large de 3 à 4 centimètres, coûte environ 3 francs le mètre. J'ai vu une nappe fort belle, composée de carrés brodés coupés d'entre-deux de dentelle, qui représentait *cinq cents heures* de travail, soit 150 francs de main-d'œuvre. En y ajoutant la valeur des matériaux, coton et fil, on arrive à 200 francs. Elle n'en eût pas coûté moins de 400 dans un magasin. L'acheteuse de cette pièce remarquable, digne de figurer dans une exposition, avait la satisfaction de savoir que les trois quarts de la somme payée par elle étaient allés directement et intégralement à l'ouvrière. Le travail de ce petit groupement a été présenté au public parisien à l'occasion d'une vente de charité. Mme de Manziarly avait fait exécuter 500 objets dont les prix variaient entre 3 et 25 francs. La vente devait durer trois jours; mais les visiteuses, séduites par cet art russe qui était, pour beaucoup d'entre elles, une nouveauté, enlevèrent les 500 objets dès la première journée.

Il existe d'autres groupements analogues et conçus d'après le même principe : le travail à domicile. Par les temps que nous traversons il faudrait les multiplier. Dans une vaste organisation, les relations entre travailleuses et dirigeantes ne sont, ne peuvent être, que des relations d'affaires. L'ouvrière apporte son ouvrage : on le contrôle, et on passe rapidement à la suivante. Mais lorsque ses brodeuses viennent isolément avec leur travail de la semaine, mon amie, elle, a le loisir, tout en vérifiant la régularité des points, de remarquer la pâleur de l'ouvrière et ses yeux rougis. La confiance qu'ont fait naître, durant cette année d'épreuve, des services rendus et reçus autorise les questions et les conseils. Plus d'un cœur douloureux, plus d'une âme révoltée a retrouvé la sérénité au sortir de ces confidences affectueusement écoutées. L'état d'esprit des femmes de ceux qui combattent n'est pas indifférent. A leurs raisons légitimes de tristesse s'ajoutent, pour les pauvres créatures, l'ignorance des questions générales et l'insuffisante compréhension des grands intérêts en conflit avec leur intérêt personnel et immédiat. Ces causeries intimes fréquentes sont un excellent moyen d'éducation morale et patriotique.



Une des œuvres d'initiative privée les plus intéressantes et dont le développement a été le plus rapide, c'est la *Ligue du jouet français*, que nous devons aux efforts de Mme la baronne de Laumont. Elle songea d'abord à faire habiller des poupées, pour occuper quelques fines mains de sa connaissance. Cela semblait fort simple. Mais on se trouva en présence d'une difficulté inattendue : il n'y avait pas ou plutôt il n'y avait plus de poupées françaises. On découvrit que les enfants en carton de nos fillettes étaient, pour le moins, aux trois quarts allemands. Car s'ils n'entraient pas tous dans les 8 à 9 millions de francs payés annuellement en moyenne par les Français aux fabricants de jouets allemands [1], les têtes, les membres et les yeux venaient d'Allemagne. On ne faisait que les ajuster à Paris. La poupée française était à créer. Mme de Laumont s'y appliqua. Rien n'était plus facile, semblait-il; mais lorsqu'on se mit à la besogne, il fallut déchanter. Après de longs tâtonnements et d'ingénieux essais, Mme de Laumont et sa mère, la marquise de Sassenay, arrivèrent à façonner, — j'allais dire à modeler, — de petites personnes d'une silhouette bien française. Mais ce n'étaient encore que de petites personnes sans tête. Le plus difficile consistait à composer une pâte résistante et plastique, d'où l'on tirerait les visages, les bras et les jambes de ces Parisiennes de 1915.

On y est parvenu grâce à la collaboration de M. Gautier, président de la Chambre syndicale du jouet. Les poupées obtenues sont sveltes et fines, et leurs figures ont la charmante délicatesse des anciens pastels. Cependant ces petites frimousses espiègles ou pensives, parfois gentiment boudeuses, sont extrêmement modernes et bien de *chez nous*. Elles m'ont frappée par la diversité de leurs physionomies étrangement expressives, et dont la variété vient de ce que ces visages en pâte sont peints à la main. Quant au *bébé*, il est d'une fabrication plus compliquée, et c'est la maison Darneval qui l'a entreprise, d'accord avec la *Ligue du Jouet français*.

Les poupées-modèles de la baronne de Laumont forment déjà une importante collection. Je les admirais, alignées en ordre de bataille, — c'est bien le cas de le dire, — sur une longue table, et si pimpantes dans leurs costumes régionaux, nationaux ou fantaisistes. Les filles de nos provinces, alertes et mutines sous l'envolée blanche de leurs coiffes, le cou bien dégagé entre les plis du fichu breton ou arlésien, y voisinaient avec les brunes

[1] En 1912, il est entré en France 20 000 quintaux de jouets allemands.

paysannes serbes ou italiennes, dont les jupes et les tabliers éclatants évoquent les étés ardents et la lumière dorée. On voyait aussi une grande dame de l'ancienne et sainte Russie, en robe rose brodée de perles, à côté d'une infirmière toute blanche, et notre légendaire Chaperon rouge à côté des fillettes à la mode de 1915.

Les corps et les costumes sont payés aux pièces à des femmes qui travaillent chez elles et sont rémunérées à raison de 0 fr. 50 l'heure. Elles peuvent gagner ainsi 3 fr. 50 ou 4 francs par jour.

Ces figurines élégantes ne ressemblent guère au *bébé* que pouponnaient avec amour les petites filles de mon enfance et même celles que j'ai connues depuis. Mais les goûts des enfants ont évolué, m'a expliqué M[me] de Laumont, qu'une année de travail et de contact avec le public a documentée sur la psychologie de ce petit monde. Les enfants d'aujourd'hui ont plus de curiosité dans l'esprit que ceux des générations précédentes; et ils naissent collectionneurs. Les poupées costumées flattent et satisfont leur imagination. En quelque mois la Ligue a vendu 11 000 poupées tant en province qu'à l'étranger. Ce résultat est d'autant plus significatif que les marchands de détail n'y sont pour rien. M[me] de Laumont a constaté à plusieurs reprises que certaines maisons, hier abondamment pourvues de camelote allemande, insistaient pour que la Ligue leur fournît le même type de poupées; sans doute afin que leur clientèle ne s'en désaccoutumât point... Que la commande vînt d'Amérique, d'Angleterre, et même hélas! de France, la raison donnée était toujours le *goût des enfants*. Mais on finissait par découvrir derrière cette mauvaise raison le profil d'un Allemand, commissionnaire ou commanditaire.

Un autre groupement féminin affilié à la Ligue fabrique un genre différent de poupées et de jouets. Nous avons tous vu, dans ces dernières années, une poupée en étoffe, d'une laideur voulue, à la fois grotesque et impressionnante, envahir les grands magasins et les bazars, et de là se glisser à nos foyers. Inutile de signaler l'origine germanique de cette horreur qui semblait imaginée tout exprès pour fausser le sens esthétique de nos enfants, et pour leur apprendre à faire des grimaces. Son succès près des parents tenait à sa solidité : elle était réellement incassable, puisqu'il n'y avait rien en elle à casser. C'est ce laideron malfaisant que des artistes, Polonaises pour la plupart, et groupées par M[me] Lazarska, ont entrepris de bouter hors de France, et de remplacer par une poupée aussi résistante, mais jolie.

Cette nouvelle industrie sort d'un modeste atelier de peintre, dans un de ces quartiers tranquilles qui donnent à Paris l'illu-

sion de la province. Elle a fait vivre, depuis un an, une soixantaine de femmes. Mme Lazarska et ses amies ont composé un assortiment de modèles qui leur a valu des commandes de plusieurs grandes maisons de jouets.

Le caractère étranger des types nous saisit tout d'abord. Si les poupées de Mme de Laumont sont françaises du bout de leurs petits pieds jusqu'au ruban qui noue leurs cheveux, celles-ci n'appartiennent point à notre race, avec leurs yeux un peu tartares, étroits et allongés. Mais quelle intensité de vie sur ces visages où le nez marque à peine une saillie, et où les reliefs ne sont indiqués que par un peu de couleur et d'ombre et par quelques brins de soie! Chaque créatrice tâche de donner à son œuvre un cachet personnel et s'efforce de découvrir quelque procédé nouveau. C'est une petite perle formant la pupille de l'œil, et qui lui communique le scintillement et la lumière; ou bien une chevelure en laine à tricoter, en chanvre, en soie floche, voire en fourrure, dont l'effet accentue le type particulier qu'on a voulu représenter. Ces poupées portent toutes des costumes polonais, très fidèles et très beaux, depuis ceux des seigneurs du vieux temps, jusqu'à l'habillement de fête ou de labour des paysans que chasse aujourd'hui l'invasion allemande. Les physionomies sont aussi parlantes que les moyens qui les obtiennent sont simples. Il y a une fillette de Locwicz, village de la Pologne envahie, que l'on ne saurait regarder sans pitié, tant cette tête enfantine et ronde, chargée de nattes d'un blond pâle, et penchée tristement sur un petit cou souple, exprime l'abandon d'une créature trop faible à un destin trop rude. Près d'elle, au contraire, un marié de village, hilare et coloré, fait songer aux longues ripailles. Une bien curieuse poupée aussi, c'est une dame juive qu'une artiste israélite a fabriquée en pensant, a-t-elle dit, à sa propre tante. Elle l'a rendue, peut-être sans le vouloir, bien représentative de sa race et du rôle qu'elle a joué en Pologne. De grands yeux, d'un noir verdâtre, se posent sur vous, scrutateurs et autoritaires. Rien ne doit échapper à ces yeux-là de ce qu'il est profitable qu'ils voient. L'embonpoint, qui chez les juives succède rapidement à la première jeunesse, a déjà empâté la silhouette de cette belle personne. Sa robe, plus riche qu'élégante, en damas grenat, garnie de dentelle, contraste bizarrement, par sa modernité, avec une charge presque barbare de bijoux. Elle ruisselle de chaînes d'or et de châtelaines; elle est luisante de broches, de bracelets, de boucles d'oreille et d'anneaux. Un diadème de filigrane et de pierres précieuses couronne son opulent chignon. Cette Sara éveille l'idée d'une banque de prêts ambulante.

D'autres artistes ont découpé et peint en bois des silhouettes de soldats articulées. Ce sont réellement de belles choses. Il y a un cosaque sur un cheval qui se cabre magnifiquement; un pioupiou français chargeant à la baïonnette et superbe d'élan. Mais le plus frappant est un paysan polonais, un de ceux qui formèrent jadis le régiment des *Faucheurs de la Mort*. Il s'avance grave, lourd, lent; il va droit devant lui, d'un pas inexorable, la faux levée, les yeux fixés sur un point invisible de l'espace où brille pour lui la lumière de la liberté. Ainsi compris, le jouet devient un moyen d'éducation morale et artistique.

Les poupées que modèle et habille Mme Martet, en style Empire, Restauration et 1830, sont, elles, des amusements pour grandes personnes. Ces œuvres d'art en cire ont ceci de particulier que leur auteur s'est attachée à rendre la vérité de la nature et de l'époque, plutôt qu'à reproduire un type de beauté conventionnelle. Ses figures, généralement copiées d'après des portraits, sont rarement de jolies figures. Mais elles sont mieux que jolies : elles ont ce je ne sais quoi d'inimitable qui est *l'air du temps*. Les costumes, d'une minutieuse exactitude, sont aussi de la plus scrupuleuse authenticité : soie, dentelles, ornements divers, découverts chez des marchands d'antiquité, ou bien au fond de tiroirs depuis longtemps fermés. Avec toutes ces reliques anciennes Mme Martet a créé une galerie étonnante de personnages balzaciens. Mais il faut être de chez nous pour goûter la saveur de ces curieuses figurines. Je revois les regards de surprise dédaigneuse qu'une Américaine laissait tomber sur ces images d'un monde qui n'est plus. Rien dans ses souvenirs de famille ni dans ses traditions ne leur ressemblait. Ces visages ridés de vieilles gens, ces organdis, ces gazes, ces soies fanées déconcertaient toutes ses idées du beau. Ce ne sont pas des articles d'exportation.

On trouve les jouets français dans la plupart des grands magasins et bazars. Tous portent la marque de la *Ligue*, car il est prudent de prévoir et de prévenir toutes les contrefaçons. Il y en a déjà un choix assez grand, et de tous les prix. Car l'œuvre s'est étendue depuis le jour où Mme de Laumont s'est proposé de faire habiller des poupées par de pauvres femmes sans travail[1].

Le manque de fonds, en paralysant l'inventeur et le petit fabri-

[1] On ne saurait parler du *jouet français* sans mentionner les jouets en bois, fabriqués dans la Lozère, et qui, grâce aux efforts de Mme de Las-Cases, ont transformé la vie de plusieurs villages. Cette industrie rurale n'entre pas dans le cadre de cette étude; mais il est juste de signaler le bien qu'elle a déjà réalisé et ses succès.

cant, est le principal obstacle au développement de cette industrie. Dieu sait que ce ne sont pas les idées qui font défaut à l'ouvrier parisien! Mais il a besoin qu'on l'aide à les réaliser. La Ligue et le Secours National ont consenti à quelques petits patrons inventeurs des avances qui leur ont permis de prendre des commandes directes. Mais la création s'impose de banques de prêts, semblables à celles qui fonctionnaient en Allemagne. M. Boutteville, ancien président de la Chambre syndicale du jouet, vient d'en fonder une, au capital de 125 000 francs. Lorsqu'un industriel a obtenu une commande, la banque s'offre à lui en avancer le montant. Le premier tiers, affecté à l'achat des matériaux, est directement payé aux fournisseurs. Le second tiers, destiné aux frais de main-d'œuvre, est versé un peu plus tard; et le dernier tiers, à la livraison de la marchandise qui, elle, n'est ordinairement payée qu'à 30, 60 ou même 90 jours. Cette ingénieuse combinaison libère les petits fabricants des intermédiaires, et c'est un service inestimable. On m'a cité comme exemple l'inventeur d'un joli canon de 75 qui, accompagné de son caisson garni d'obus, se vend actuellement 3 francs dans les magasins. Sans la Ligue, qui lui fit l'avance des fonds nécessaires à l'achat du bois, il eût été contraint de subir les conditions d'un entrepreneur qui lui offrait 1 fr. 60 pour ce canon, revendu par lui 2 fr. 90.

La *Ligue du jouet français* ne peut atteindre son but, qui est de remplacer les jouets allemands en vendant les jouets français aussi bon marché, que par la suppression des intermédiaires et par le concours du public. Espérons que celui-ci ne lui marchandera pas son appui.

*
* *

Certaines victimes de la guerre sont plus à plaindre que les autres, parce qu'il est plus difficile de leur porter secours. Ce sont les femmes du monde que l'invasion a ruinées, ou que la mort a privées de leurs soutiens. On a déjà songé à leur venir en aide, et plusieurs œuvres se sont organisées à leur intention [1]. Mais ces œuvres doivent commencer par être des écoles d'apprentissage. On ne sait pas assez à quel point l'éducation des femmes du monde les laisse désemparées devant la vie. Notre instruction, nos talents d'agrément, notre gentil baragouin de langues étrangères, tout ce qui fait la mondaine et l' « incomparable maîtresse de maison » n'a point de valeur marchande. Telle femme, dont la conversation

[1] Rappelons que l'Office central des Œuvres de bienfaisance, 175, boulevard Saint-Germain, a ouvert un bureau de renseignements spécial sur les œuvres et les carrières qui les intéressent.

enchante dans un salon, dont on admire la souplesse d'esprit, est incapable de préparer une élève au brevet élémentaire. Du reste, elle ne trouverait pas d'élève à préparer. Les familles lui préféreront toujours la plus simple institutrice. Il en va de même des talents et des langues, et jusque de cet art inné du chiffon dont on dit couramment que les Françaises l'ont au bout des doigts : en concurrence avec le métier, il ne vaut, commercialement, *rien*.

Est-ce à dire que l'éducation du goût et la délicatesse des sentiments ne puissent servir dans ce qu'on a coutume d'appeler la lutte pour la vie? Loin de nous une pareille pensée! Elles ajoutent singulièrement à l'habileté professionnelle. Mais encore faut-il acquérir cette habileté. On ne s'improvise point ouvrière. On ne brûle pas les étapes de l'apprentissage : on les abrège, tout simplement. Et c'est ce qu'ont bien compris ceux et celles qui ont dirigé vers un travail manuel intelligent et artistique les femmes du monde obligées à l'avenir de gagner leur vie, ou de suppléer à des ressources devenues insuffisantes.

L'*Union des veuves de la guerre*, fondée par M. Frédéric Masson, comporte une *section du travail*, dont il est permis, je crois, de beaucoup espérer. On a eu l'heureuse pensée de *reparisianiser* l'article dit « de Paris », que l'industrie allemande avait accaparé ou qu'elle avait submergé sous ses contrefaçons.

La comtesse de Ribes, très artiste, et qu'une longue expérience des ventes de charité a familiarisée avec l'exécution des bibelots qu'on y vend, a fondé un atelier-école où l'on se propose de recréer et de répandre le véritable « article de Paris », tel qu'on ne le rencontre même plus dans nos grands magasins de France. Les dames et les jeunes filles apprennent à broder, à peindre, à pailleter, à monter les charmants objets dont Mme de Ribes a déjà composé les modèles, et qu'elles exécuteront chez elles, dès que leur apprentissage sera terminé. Ce sont, en général, des copies de l'ancien style français : bonbonnières, boîtes, écrans, éventails, fleurs genre Saxe pour surtouts ou pour garniture d'appareils à lumière électrique, buvards, cartons à musique, bourses, sacs, coffres et petits meubles divers. C'est là qu'une instruction générale, la connaissance des musées, des notions de l'histoire de l'art ont leur importance; et que les « mondaines » ouvrières l'emportent sur l'ouvrière dont l'esprit n'a pas été aussi cultivé. Quel rajeunissement imprévu de notre marché! Mais, pour que les travailleuses puissent réaliser un gain suffisamment rémunérateur, il est indispensable d'atteindre directement la clientèle. Le commerce de détail, vu ses frais, serait obligé de revendre trop cher.

De son côté, et dans le même genre de travail, la baronne de Laumont a créé une spécialité de roses qui sont de merveilleuses imitations de la nature. Rosiériste passionnée, Mme de Laumont connaît la physionomie de ses fleurs préférées à toutes les heures de leur courte vie. Elle enseigne à reproduire, avec des rubans de satin, dans leurs nuances infinies, et pétale par pétale, leur fraîcheur matinale, leur splendeur de midi, et leur épanouissement pâli de la « vesprée »; elle a rendu l'émouvante beauté de la rose pourpre qui, en perdant son premier éclat, a gagné une richesse de ton aussi tendre que fragile. Art délicat qui fut à la mode au dix-huitième siècle, et que pratiqua plus d'une grande dame réduite par l'émigration à chercher un gagne-pain dans ce qui n'avait été pour elle qu'un agréable passe-temps. Le prix de ces fleurs est assez élevé : 15 francs la rose. Mais c'est une fleur de luxe. Les riches Américaines ont commencé à l'adopter, et nous les verrons fleurir nos toilettes au soleil des jours meilleurs.

Autre nouveauté : des figurines de modes, qu'une amie de Mme de Laumont a imaginées. Ce sont des silhouettes habillées. Figurez-vous une élégante coupée en deux dans le sens de la longueur et appliquée sur une feuille de carton. La toilette est en étoffe. Les plis et les garnitures rendent l'effet exact du mouvement. Les attitudes sont animées, vivantes et spirituelles. Comment s'en étonner? La créatrice de cette chronique parlante de la mode parisienne est une arrière-petite-fille de Mme de Sévigné. Elle a mis dans le relief de ces costumes trotteurs le même esprit que son aïeule du dix-septième siècle dans la description de la fameuse robe « brochée d'or et rebrodée d'or ».

*
* *

Les Françaises ont une merveilleuse faculté d'adaptation, et si on croit qu'elles ne sont pas des femmes d'affaires, on se trompe. Le caractère pratique de leurs œuvres n'est pas moins remarquable que le souci qu'elles ont de l'art et de la beauté. Elles ne sollicitent ni la charité ni l'indulgence des acheteurs : les produits qu'elles leur présentent sont, non pas égaux, mais supérieurs à ceux qu'ils ont coutume de payer le même prix. Elles peuvent le faire puisqu'elles ont supprimé les frais inutiles. C'est là la première raison de leur succès, et d'un succès durable; et il y en a une seconde : leur idéal et leur souci de beauté correspondent au réveil de l'âme nationale.

L'année qui vient de s'écouler, si dure, mais si fertile en ensei-

gnements, nous a montré une France envahie et presque entièrement recouverte par l'inondation silencieuse de la camelote allemande; et non seulement nous étions envahis, mais la détestable influence germanique pervertissait et avilissait notre goût.

Enfin, ce charme stupide est rompu. Une ligue vient de se former, dont le rôle est de coordonner nos efforts et de nous aider à rejeter définitivement hors de chez nous l'ennemi qui s'y était frauduleusement introduit. Pendant que les hommes font de bonne besogne sur nos frontières, *Patria* invite les femmes à s'unir dans la défense des intérêts français. Elles sont d'ailleurs les maîtresses de la situation. Les millions qui circulent dans le commerce sont dépensés par les femmes. Si elles ne produisent pas la richesse de la famille ou de la nation, elles en disposent. Il importe donc qu'elles prennent conscience de la force qu'elles représentent, et qu'elles sachent comment en user.

Les adhérents à « Patria » sont des commerçants ou des acheteurs. Les premiers s'engagent à ne pas vendre de produits manufacturés en Allemagne ou en Autriche. Les seconds, à ne donner leur clientèle qu'à des maisons nettement françaises, alliées ou neutres, et à exiger sur leurs factures la déclaration que les objets achetés par eux ne sont pas, directement ou indirectement, de provenance allemande.

On ne saurait trop insister sur le caractère désintéressé de l'*Union française d'acheteuses*. Au contraire des autres ligues commerciales antigermaniques, *Patria* ne reçoit aucune cotisation des commerçants qui figurent sur ses *listes de maisons françaises*. Mais les acheteuses membres de l'Union versent une annuité de *cinquante centimes* ou de *deux francs*, qui sert à couvrir les frais de bureau.

C'est à Mme Leroy-Liberge que revient l'honneur d'avoir pris l'initiative de ce mouvement patriotique. Les témoignages de sympathie et les encouragements qu'elle a reçus de tous les points de la France, des colonies et même du *front*, nous font bien augurer de l'avenir d'une œuvre qui assure aux petites mains de France qu'elles ne travailleront pas en vain.

Nous aussi, quand il le faut, nous savons organiser : et, en ce moment, les femmes de France organisent tout bonnement la victoire de l'industrie et de l'ingéniosité françaises.

M. Hélys.

NOTES ET APERÇUS

LES INSCRIPTIONS DES TRAINS MILITAIRES ALLEMANDS ET AUTRICHIENS

Les soldats allemands ont toutes les qualités, non pas seulement celles qu'on leur reconnaît sans peine à l'étranger, comme la discipline, mais encore celles que des ennemis menteurs et perfides s'acharnent en vain à leur dénier. Et de plus le soldat allemand est aussi doué de l'esprit le plus fin et le plus subtil.

Les inscriptions des trains de mobilisation ont été dans la guerre d'aujourd'hui la première manifestation de cet esprit et l'une des plus admirables! Mais cette manifestation par sa forme même aurait pu être éphémère. La craie, même allemande, n'offre pas contre le temps de garantie sérieuse. Des chefs-d'œuvre épigraphiques couraient ainsi le risque de disparaître sans laisser de traces. La science d'outre-Rhin a heureusement paré à ce danger.

M. Karl Wehrhan a relevé avec soin les inscriptions et leurs variantes [1]. Il les a classées dans un ordre logique [2]. Il les a accompagnées d'un docte commentaire à la fois philologique et littéraire. Il les a fait précéder d'une préface qui est une étude sur « le genre », et suivre d'une note où il a tiré de sa publication les pronostics les plus rassurants. Et il a donné à sa compilation le titre modeste qu'elle méritait : *Gloria, viktoria*! Enfin il n'a pas négligé d'indiquer son adresse à ses lecteurs, afin qu'ils puissent lui envoyer des inscriptions nouvelles pour sa prochaine édition. Le procédé ne risque de favoriser que des faux patriotiques.

« Dans ces inscriptions, s'écrie M. Karl Wehrhan, parlait le génie de l'heure... Vraiment, l'esprit du soldat allemand montrait des traits surprenants dans ces inscriptions les plus dissemblables, parmi lesquelles quelques-unes peuvent être franchement nommées des perles d'une fantaisie purement enjouée... *unter denen einige geradezu Perlen echt heiterer Laune genannt werden koennen.* » De rapides citations vont justifier sans peine la forme un peu vive de cette admiration. Ces soldats sont des poètes, de grands poètes populaires. Et leurs œuvres anonymes méritaient bien les honneurs de l'édition critique qu'a préparée M. Karl Wehrhan. Pourquoi cependant ce savant n'a-t-il pas reproduit aussi les dessins qui accompagnaient les inscriptions et dont il loue les rares qualités artistiques?... *durch nicht wenig künstlerische Fertigkeit verratende Zeichnungen*... Il y a là

[1] *Gloria, viktoria! Volkspoesie an Militaerzügen, zweihundert Wagenaufschriften gesammelt mit Einleitung und Anmerkungen, herausgegeben von* Karl Wehrhan, Leipzig, W. Heims.

[2] Allemagne, notre patrie. — Confiance en Dieu. — Courage. — Direction du train. — Chefs d'armée. — Zeppelins. — Les ennemis en général. — Belgique. — France. — Angleterre. — Russie. — Serbie. — Japon. — Programmes. — Cartes de restaurant, etc.

dans sa brochure une lacune fâcheuse, — la seule d'ailleurs, — que l'on souhaite de voir bientôt comblée pour la gloire de l'art allemand.

Les auteurs des inscriptions ont célébré les victoires rapides et colossales de l'Allemagne et injurié leurs ennemis. Ce sont les seuls thèmes que développent brièvement les deux cents chefs-d'œuvre recueillis par les soins dévots et minutieux de M. Karl Wehrhan. Quelque lecteur s'inquiéterait peut-être de la monotonie apparente des idées exprimées. Il aurait tort. Il ferait ainsi preuve d'une critique toute superficielle. Les grands poètes n'ont guère développé dans leurs œuvres que des idées simples et peu nombreuses. Leur génie fut souvent de savoir donner à des lieux communs une orchestration magnifique. Les écrivains des wagons sont eux aussi soumis à cette loi. Il ne convient d'être sensible qu'à la beauté et à la splendeur de la forme, à sa variété, à la profondeur de ces raccourcis prodigieux et vraiment dantesques, où l'on entend par exemple en deux petits vers, en deux tout petits vers, l'immense empire des tsars s'écrouler avec fracas :

Zarismus
Geht kaputus.

La compilation de M. Karl Wehrhan s'ouvre naturellement par un salut à l'empereur :

Hoch lebe Wilhelm II., Kaiser von Europa.

Empereur d'Europe! Les États-Unis seront satisfaits. Les prétentions exprimées les laissent provisoirement vivre. La formule est modeste. Quand on fait de la *Weltpolitik*, pourquoi ne pas parler tout de suite de l'empereur du monde? On soupçonne toutefois que cette inscription doit être antérieure à la déclaration de guerre du Japon.

Les moyens à employer pour élever ainsi Guillaume sur le pavois sont connus : des triomphes rapides remportés sur tous ses ennemis. Les auteurs insistent fréquemment sur cette idée de la rapidité de la victoire. Ils descendent déjà les Champs-Elysées au pas de parade, devant quelques centaines de cinématographes enregistreurs :

Hier werden Kriegserklaerungen angenommen und prompt erledigt [1].

Lieb Vaterland, magst ruhig sein,
Wir schlagen alles kurz und klein [2].

Uebermorgen in Paris [3] *!*

... Weiber, werd't nicht bang,
Es dauert ja nicht lang [4].

Les soldats allemands promènent par toute l'Europe leurs drapeaux victorieux : *Nach Paris! Nach Petersburg!* C'est encore trop peu pour de pareilles armées. Voici un programme de voyage circulaire plus attrayant; il y manque cependant les étapes de Bruxelles et de... Tokio :

Rundreise Berlin — Paris — London — Montenegro — Belgrad — St-Petersburg — Berlin.

[1] Ici on reçoit les déclarations de guerre et on les vide promptement.
[2] Chère patrie, tu peux être rassurée, — nous réduirons tout en miettes.
[3] Après-demain à Paris!
[4] ... Femmes, n'ayez pas peur, — ça ne va pas durer longtemps.

Mais pourquoi donc l'auteur n'a-t-il pas voulu indiquer la capitale du Monténégro? De la part d'un Allemand, il est impossible d'admettre que ce soit par ignorance.

La glorieuse épopée est à peine commencée, et déjà l'Europe tremble tout entière. Paris est affamé :

In Paris herrscht grosse Hungersnot,
Daher ist dies der erste Speisewagen,
Wir werden sie mit blauen Bohnen füttern[1].

Les Zeppelins ont répandu la terreur en France et en Angleterre :

Ein Puppchen kam geflogen
Mit einer Flasch' Benzin,
Da meinten die Franzosen,
Es sei der Zeppelin[2].

Der Georg sitzt auf seinem Thron
Und denkt : « Kommt schon die Invasion[3]*?* »

Paris est pris et la France enterrée : c'est « le second acte de la comédie jouée en 1870 ».

Es braust ein Ruf von Frankreich her :
Paris gehoert uns bald nicht mehr[4].

Frankreichs Begraebnis : 2 September 1914[5].

Les maisons allemandes n'auront désormais qu'à transporter leurs firmes « à la tour Eiffel ». M. Karl Wehrhan ne se tient plus de joie : *recht drollig*, s'écrie-t-il, secoué d'un rire inextinguible qui agite ses lunettes d'or.

L'ennemi convenablement battu sur toutes les frontières, il ne reste plus qu'à l'injurier. C'est une besogne qui, pour des Allemands, ne saurait présenter aucune difficulté. Le répertoire est abondant et varié. Et cela malgré les difficultés de la rime et de la mesure, auxquelles les auteurs ne dédaignent généralement pas de s'astreindre... à leur fantaisie.

Il y a d'abord l'injure simple : gredins, voleurs, cochons. Ces épithètes ne semblent pas différer très sensiblement de celles que certaines personnes qui passent pour mal élevées échangent, en temps de paix, sous l'œil bienveillant de la police.

Der Franz is a Lump,
Der Russ' is a Schwein,
Der Englaender a Gauner...

[1] A Paris règne une grande famine, — voici le premier wagon-restaurant, — nous les nourrirons avec des haricots bleus. — *Füttern* ne s'emploie que dans le sens de donner à manger à des bêtes.

[2] Une petite poupée volait, — avec un flacon de benzine, — les Français pensèrent — que c'était le zeppelin.

[3] George est assis sur son trône — et pense : « L'invasion vient-elle déjà? »

[4] On perçoit déjà ce cri venant de France : — Bientôt Paris ne nous appartiendra plus.

[5] L'enterrement de la France, 2 septembre 1914.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que ces injures s'appliquent au hasard à l'un ou à l'autre des ennemis de l'Allemagne. Chacun d'eux a ses qualificatifs particuliers qui sont en rapport direct avec les plus récentes découvertes de la psychologie des peuples.

Les Serbes sont tous des criminels et leur pays est un sinistre bouge :

Die Serben sind alle Verbrecher,
Ihr Land ist ein finsteres Loch...

Ceci est d'autant plus remarquable que nous savons, grâce à l'érudition de M. Karl Wehrhan, que ces vers sont une variante d'un lied populaire

Die Maenner sind alle Verbrecher

que l'ingéniosité du soldat allemand a su appliquer exactement à ce repaire de meurtriers et d'assassins qu'est la Serbie : *Maenner* se remplace d'ailleurs sans difficulté par n'importe quel nom de peuple ennemi.

L'Angleterre apparaît comme une vieille femme. Elle n'a plus de dents, mais elle sait encore mentir. Aux Anglais, maîtres de mensonges, un porte-monnaie tient lieu de cœur. En vers :

Ihr Herz ist ein Portemonnaie...

Les Japonais et les Russes ne sont que des singes. Ceux-là, il faut les dresser au cirque ; et ceux-ci les civiliser en leur apprenant l'usage de la poudre insecticide. Ce sont des brutes.

Die Russen und die Affen
Hat Gott zuletzt erschaffen [1].

Es trinkt der Mensch, es saeuft das Pferd,
In Russland ist es umgekehrt [2].

Quant aux Français, ils bavardent trop. Et sur les menus qu'a dressés la gastronomie des soldats allemands, la portion de *Siegeskohl* [3] français figure à des prix très abordables à côté de la soupe anglaise de perfidie :

Eingebrockte englische Perfidiesuppe, *25 Pf.*
Gedaempfter franzoesischer Siegeskohl, *20 Pf.*

Les auteurs ont oublié de dire que le tout fut arrosé de champagne dans des conditions qui ne furent pas toujours exclusivement glorieuses.

L'injure personnelle prend dans ces inscriptions la forme la plus délicate. Voilà qui n'a rien d'étonnant. Le soldat allemand, par une heureuse tournure d'esprit, rêve naturellement de *Delikatessen.*

Auf zu dem Zar, dem Friedensfürst,
Aus ihm macht Blut- und Leberwürst'
à *Portion 10 Pfg* [4].

Nicolas est un gredin, Grey — on le devine — un menteur, Pierre de Serbie un truand [5], et Poincaré un blaireau effronté. Napoléon nettoie

[1] Dieu a créé en dernier lieu — les Russes et les singes.
[2] L'homme boit, le cheval lampe, — en Russie c'est le contraire.
[3] *Kohl* signifie à la fois chou et bavardage.
[4] Grossièreté intraduisible en français... et même en latin.
[5] Cette inscription est autrichienne, quoiqu'elle soit publiée dans le recueil de M. K. Wehrhan.

une étable de cochons et le « généralissime » Pau saute comme une puce :

Generalissimus Pau
Muss hüpfen wie ein Floh.

Tels sont quelques-uns des traits les plus charmants de l'esprit teuton, les *Perlen* dont parle sans doute M. Karl Wehrhan dans son *Einleitung* savante.

Tous ces gens, ennemis de l'Allemagne, chefs et soldats, doivent heureusement mourir. La victoire de la *Germania* est assurée. Et sur leurs cadavres entassés, dans la splendeur des apothéoses et la pure lumière de la Walhalla, parmi les Walkyries et près du vieux dieu, le rire de Bismarck éclate, célébrant les triomphes du *Deutschland* et les destins inéluctables :

Bismarck lacht im Himmel.

Ainsi l'épigraphe allemande descend tantôt, sans s'abaisser, jusqu'aux plus modestes formes de l'injure populaire, et tantôt d'un large coup d'aile elle se hausse sans peine jusqu'au sublime de l'épopée. Elle sait faire vibrer tour à tour toutes les cordes de la lyre.

*
* *

Pendant que M. Karl Wehrhan préparait en Allemagne son édition philologique des inscriptions militaires, un de ses collègues se livrait en Autriche, pour le plus grand honneur des belles-lettres, à une besogne analogue [1]. Ce savant n'a pas cru toutefois devoir livrer son nom à l'admiration de la postérité. Son œuvre est demeurée modestement anonyme. L'auteur a, sans doute, craint une comparaison défavorable faite entre son édition et celle de M. Karl Wehrhan. Il a eu raison. Rien n'est plus resté dans la compilation autrichienne de la rigoureuse méthode qui avait présidé au travail allemand : pas de savante introduction, pas de commentaires, aucun classement. Les inscriptions sont alignées au petit bonheur, au hasard du crayon et des gares de chemins de fer. Cela est d'un effet déplorable. Dans les plus petites choses comme dans les plus grandes, l'Autriche ne sera-t-elle donc jamais qu'un second?

Il n'y a pas de différence bien appréciable entre les inscriptions allemandes et les inscriptions autrichiennes. Çà et là cependant un souvenir ému à la beauté des rives de l'Inn ou du Danube, le regret de Vienne, la ville charmante, jettent parfois sur quelque wagon comme une note touchante de poésie mélancolique. De l'edelweiss, la fleur neigeuse des Alpes, des chasseurs du Tyrol sans doute veulent faire un emblème de victoire, et d'autres rêvent de l'aigle de leurs montagnes, empourpré de la splendeur du soleil et du sang rouge de l'ennemi :

Adler, Tiroler Adler,
Warum bist du so rot ?

Ces traits sont rares, cinq ou six à peine dans tout le recueil. L'Autrichien ou le Hongrois va, lui aussi, insulter tout comme l'Allemand. A ce

[1] *Kriegspoesie und Soldatenwitz, gesammelt bei den Mobilisierungszügen 1914*, *Anschriften an den Wagen der Militaerzüge*, Linz, *Druck und Verlag der k. u. k. Hofbuchdruckerei und Verlagsanstalt* Jos. Feichtingers *Erben*.

point, son infériorité coutumière disparaî tra omplètement. Le comique n'y perdra rien.

Les Monténégrins sont des ennemis méprisables. Sous une cloche de vache on lit cette inscription :

Die Schlossglocke von Cettinje!

Les Allemands, qui ignorent ou qui affectent d'ignorer Cettinje, auraient même pu écrire plus simplement : la cloche du château du Monténégro.

Les Serbes sont des lâches. La seule vue de l'ennemi produit chez eux des phénomènes physiologiques qu'il est impossible de préciser en français :

Ietzt kommen die Schützen von Tirol
Und die Serben haben schon die Hosen voll.

D'ailleurs ils meurent de faim :

Verhungerte Serben.

Et ceci a d'autant plus de saveur que, dans un communiqué célèbre, les Autrichiens ont essayé de pallier l'effet de leur terrible défaite de Belgrade, au mois de décembre 1914, en affirmant que leurs propres troupes n'avaient pas pu être ravitaillées.

Quant aux Russes, ils vont tomber entre les mains de leurs vainqueurs comme des oisillons dans des filets, et on les mettra en vente à très bon marché :

Russen, solange der Vorrat reicht, das Stück 2 Heller [1].

Au besoin une compagnie suffirait à exterminer l'armée du tsar tout entière :

14. Komp.
frisst alle Russen allein [2].

Que les Gascons les plus authentiques et les plus purs Marseillais s'avouent immédiatement vaincus : la 14e compagnie donnerait des leçons de hâblerie au monde entier. Mais les voisins d'ailleurs ne sont guère plus modestes :

Das 40. Regiment
Macht den Russen und Serben ein End! [3]

Et le 3e régiment des *Landesschützen* prépare à l'ennemi une tombe toute fraîche :

Will der Feind ein kühles Grab,
Wir werden ihm's verschaffen.

D'autres soldats écrivent encore que leurs ennemis doivent mourir, ce qui, présenté sous cette forme

Die Russen und die Serben
Alle müssen sterben!

n'est qu'une vérité du répertoire de M. de la Palice.

[1] Russes, tant que la provision dure, à 2 heller la pièce. (Le heller vaut environ un centime).
[2] La 14e compagnie — à elle seule dévore tous les Russes.
[3] Le 40e régiment extermine les Russes et les Serbes.

Et ceux-là voient l'Autriche qui se dresse pour défier le monde entier :

Hier werden noch weitere Kriegserklaerungen
mit Vergnügen entgegengenommen [1].

Les armées de François-Joseph forment une société pour la rectification des frontières :

Gesellschaft zur Richtigstellung der Landesgrenzen.

Quant au répertoire des injures, il n'est peut-être pas très original. On peut le constater sans manquer aux devoirs de l'impartialité. Le tsar doit aller à l'hôpital des fous, le roi Pierre y est déjà :

Der Herr Zar muss ins Narrenhaus,
Koenig Peter ist schon drinn!

On pend le roi Pierre en effigie en attendant de le pendre en réalité :

Peter, Peter,
Es nahen die Raecher.
Aus ist's mit deinen Siegestaumeln,
Bald wirst du wie diese Puppe baumeln [2].

Les Serbes sont des bandits; et pour imiter les camarades d'Allemagne, on dit que les Anglais sont des fourbes. Les Français ne sont guère nommés que par acquit de conscience dans de rapides énumérations :

Serbische Banditen,
Russen, falsche Briten,
Franzosen usw.
Hier sind für euch die rechten Kraeuter [3] *!*

Tous ces peuples et le monde entier, les deux aigles de l'Allemagne et de l'Autriche sont assez forts pour les mettre en pièces :

... Zwei Adler und der Schnaebel drei,
Die hau'n die ganze Welt entzwei [4].

Les deux aigles ont d'ailleurs reçu pour atteindre ce but l'aide puissante de la *mezzaluna*, comme disent nos alliés les Italiens. Les Turcs, sur leurs wagons, ont dû eux aussi écrire des épigraphes triomphales. Il ne semble pas qu'elles aient encore été réunies en brochure. Un nouveau travail s'impose de ce chef à l'activité de M. Karl Wehrhan ou de son collaborateur anonyme. Qu'ils ne laissent pas s'effacer les inscriptions des trains militaires turcs : la perte qui en résulterait pour la civilisation serait irréparable.

Alexandre Masseron.

[1] Ici d'autres déclarations de guerre encore sont — reçues avec plaisir.
[2] Pierre, Pierre, — les vengeurs s'approchent, — c'en est fini de ton délire de victoire, — bientôt tu seras pendu comme cette poupée.
[3] Bandits Serbes, — Russes, Anglais fourbes, — Français, etc., — voici pour vous les vrais remèdes!
[4] Nos deux aigles avec leurs trois becs, — qui mettent en pièces le monde entier.

POÉSIE

DANS L'ÉGLISE DE B...

Par sa voûte rompue et ses vitraux brisés
La lumière pénètre à grands flots dans l'église,
Mettant une auréole au front de nos Croisés
Dont le chœur émouvant déferle et s'égalise

Ils jettent leurs *credos* à la gloire du jour,
De ce jour que plus d'un ne verra pas renaître :
Et leurs corps sont ployés sous la vague d'amour
Qui fait trembler l'hostie aux mains de ce vieux prêtre.

Ayez pitié, mon Dieu, de nos cœurs séparés;
En votre paradis donnez-leur une place;
Et si la mort, ce soir, prend quelques égarés,
Qu'un rayon de vos cieux descende sur leurs faces!

Peut-être ont-ils manqué des mots consolateurs,
De ces mots effleurés par des lèvres humaines
Mais si doux et si purs qu'ils sont pour nous, Seigneur,
Comme l'eau que puisait votre Samaritaine.

Combien sont ignorés, de ces pauvres martyrs!
Combien ont succombé dans la rencontre obscure,
Agonisants cachés, qui se sont vu mourir
Sans le dernier adieu d'une chère écriture!

D'autres ont la louange et d'autres un tombeau,
Mais les rares vivants que la grâce visite
Gardent leur souvenir comme un divin joyau.
Tant la parole est vaine et la pierre s'effrite!

Seuls vos yeux sans erreur discernent les héros
Parmi les morts perdus dans la masse anonyme,
Et vainement le sol aura dissous leurs os
Si vous les élevez, Seigneur! à votre cime.

Car Vous êtes l'Amour, Vous, le grand Négligé.
A la droite du Père en la suprême attente
Vous savez arrêter le geste de rejet,
Vous l'Eternel Pasteur des âmes négligentes!

Jean-Marie Chailleuse.

REVUE DES SCIENCES

MALADIES ET BLESSURES SPÉCIALES AUX TRANCHÉES

Grâce à un extraordinaire effort de résistance physique et grâce à une énergie morale plus merveilleuse encore, devant laquelle on ne saurait s'incliner avec trop de respect, l'armée de France arrête le flot des envahisseurs et, lentement, reconquiert par lambeaux le territoire national. Jamais, dans aucun pays et à aucune époque de l'histoire militaire, le monde n'a vu de spectacle comparable à celui que donne cette foule frémissante et disciplinée, éperdûment désireuse de se ruer au clair soleil des batailles ardentes, mais que, depuis une année tout entière, la sagesse temporisatrice du Généralissime maintient dans les tranchées du front, — l'arme prête, l'œil aux aguets, la volonté tendue. Cette armée patiente et calme mène, dans nos lignes avancées, une vie rude dont sa vaillance s'accommode et qu'elle supporte parce que le salut de la Patrie l'exige impérieusement, mais qui l'expose à des maladies parfois graves, tandis que les conditions spéciales de la lutte sans trêve qu'il lui faut soutenir modifient pour elle la nature habituelle des blessures qui sont, en quelque sorte, la monnaie courante du combat.

Si, dès le lendemain de la déclaration de guerre, quelqu'un avait pu prévoir le caractère que les opérations ont pris dès le troisième mois de la campagne, tous les médecins auraient été unanimes à déclarer que sa prédiction était irréalisable. Des arguments péremptoires leur auraient servi à démontrer l'impossibilité, pour des hommes de vivre, durant de longs mois d'hiver, immobiles et baignant jusqu'à mi-jambe dans la boue glacée : bronchites, pneumonies, rhumatismes, néphrites auraient, d'après eux, décimés les infortunés soumis à cette. épouvantable torture. Ils n'auraient eu non plus aucune peine à prouver scientifiquement que la typhoïde, les paratyphoïdes, les entérites de toute sorte, voire le typhus et le choléra, exerceraient d'effroyables ravages dans les rangs des troupes, parfois peu obéissantes aux lois imprescrip-

tibles de l'hygiène. Les psychiatres auraient affirmé que le manque de sommeil, le vacarme ininterrompu, l'incessante tension d'esprit conduiraient vite à des délires incurables les soldats condamnés à vivre pendant des mois et des mois la vie anormale des tranchées. Enfin, les chirurgiens n'auraient pas hésité à déclarer que la perfection des armes et la puissance des explosifs modernes permettraient aux belligérants de se faire les uns aux autres de si atroces blessures que le combat ne tarderait pas à finir, faute de combattants.

Médecins, psychiatres et hygiénistes se seraient lourdement trompés. Jamais une armée n'a été moins éprouvée que la nôtre au point de vue purement médical; jamais des troupes rassemblées n'ont présenté moins de cas d'affections intestinales diverses; quant au moral de « nos poilus », il nargue la neurasthénie et demeure inébranlable. Courage, confiance, espoir, bonne humeur, calme, intrépidité sont les qualités primordiales de nos soldats : elles les gardent à la fois de toutes les maladies et de toutes les névroses.

Cependant, comme il faut bien que la science ne perde pas ses droits, certaines des assertions formulées *a priori* par les théoriciens de la médecine se sont trouvées vérifiées et les constatations qui ont été faites de divers côtés établissent qu'il existe toute une série d'affections particulières à la guerre des tranchées, affections dont la gravité n'est, du reste, pas extrême et qui ne sauraient, en aucune manière, effrayer l'opinion publique.

Névroses.

Les statistiques du service de santé attestent que les maladies mentales sont rares parmi les hommes qui se battent tous les jours; toutefois il a fallu évacuer vers l'arrière quelques soldats dont les nerfs avaient été violemment ébranlés par le bruit incessant des explosions d'obus et par le sifflement ininterrompu des balles. Un repos de quelque durée dans les hôpitaux du territoire a presque toujours suffi à les guérir. Les plus sérieusement atteints sont ceux qui, se sentant seuls, sans famille, sans affection, sans nouvelles, se sont laissé peu à peu gagner par un ennui profond. Il faut féliciter le Commandement d'avoir pris aussitôt la seule mesure qui s'imposait, en provoquant dans le pays entier ce magnifique élan de délicate solidarité qui a donné aux déshérités du sort des « marraines », des correspondantes bénévoles dont la sympathie agissante est venue leur apporter le réconfort nécessaire. Les chefs d'unités ont fait acte de bonne et saine psychologie en recherchant, parmi les troupiers sous leurs ordres, ceux

dont le vaguemestre n'appelait jamais le nom, lors de la distribution quotidienne du courrier; ils les ont signalés aux douces amies inconnues qui, non contentes de leur dire par des lettres fréquentes qu'ils n'étaient plus seuls au monde, leur prodiguent les gâteries et leur donnent l'illusion bienfaisante de la famille. Depuis qu'il n'y a plus, au front, d'hommes privés de toute correspondance, la névrose a cessé de sévir parmi les combattants : sur ce point, tous les témoignages sont unanimes.

Affections intestinales.

Pendant les premiers mois de la campagne d'hiver, on a constaté des cas assez nombreux d'une affection intestinale à forme inaccoutumée, qui n'a pas tardé à être considérée comme une véritable maladie nouvelle et à laquelle on a donné le nom de « diarrhée des tranchées ». Une nourriture trop riche en principes carnés, une alimentation trop abondante en étaient les causes déterminantes auxquelles venaient s'ajouter un affaiblissement organique consécutif au défaut de sommeil, aux atteintes du froid humide et à l'insuffisance des exercices physiques. Le corps médical de l'armée a immédiatement indiqué toute une série de mesures préventives grâce auxquelles la maladie fut rapidement enrayée. La ration quotidienne fut modifiée : des légumes frais furent donnés en abondance tandis que les allocations réglementaires de viande étaient convenablement diminuées. Un roulement établi parmi les bataillons et les compagnies en service aux lignes avancées permit aux hommes de prendre, en temps utile, un repos réparateur et de se livrer, dans les cantonnements abrités, à des exercices convenables; en même temps, l'installation d'appareils de bains et de douches fournit les moyens de satisfaire aux exigences de la propreté corporelle. Aussi, dès le mois de février, la diarrhée des tranchées a-t-elle complètement disparu et, malgré les chaleurs de l'été, son apparition n'a plus été signalée nulle part.

Quant aux affections typhoïdes et paratyphoïdes, la pratique généralisée des vaccinations préventives les ont à peu près complètement supprimées, si bien que, sur cent cas de maladies diverses survenant chez les hommes en campagne, elles fournissent aujourd'hui deux ou trois cas au maximum : c'est là une proportion notablement inférieure à celle du temps de paix.

Les blessures aux tranchées.

Par contre, la proportion des blessures infectées par rapport aux blessures non suppurantes est beaucoup plus considérable

parmi les troupes vivant dans les tranchées du front qu'elle ne l'a jamais été, dans aucune guerre, parmi les troupes combattant en rase campagne. Les Allemands, qui avaient préparé leur agression avec une étonnante minutie, avaient constitué, non seulement une puissante artillerie lourde destinée à réduire au silence nos canons de campagne et une artillerie à tir courbe capable de détruire les fortifications permanentes ou passagères les plus solides, mais encore toute une réserve de mortiers à faible portée, pouvant lancer à quelques centaines de mètres des bombes ou des mines aériennes. Cette artillerie spécialement adaptée à la guerre de tranchées n'avait, au début des hostilités, pas d'équivalent chez nous : aussi a-t-elle fait aux nôtres beaucoup de mal. D'autre part, en raison de ce fait que nos lignes avancées et celles de l'ennemi sont rapprochées, en certains points, jusqu'à n'être séparées que par quelques mètres, les vieux procédés de la guerre de siège ont dû être repris, et les grenades lancées à la main ou avec des engins variés ont joué et jouent encore sur le front un rôle des plus importants.

Le docteur Devraigne, accoucheur des hôpitaux de Paris, et médecin aide-major dans une ambulance de l'avant depuis le début des hostilités, a fait des divers projectiles qui sont ainsi lancés une étude extrêmement curieuse, au point de vue chirurgical; il a constaté qu'ils produisent des blessures pouvant être rapportées à plusieurs types.

Tantôt, l'explosion arrache un membre ou une fraction de membre : l'hémorrhagie est alors intense, en même temps que le traumatisme considérable. Tantôt, il se produit de vastes délabrements des membres. Sur une jambe, par exemple, le tibia et le péroné sont fracturés en plusieurs endroits, avec de nombreuses grandes esquilles libres; les parties molles sont perforées, meurtries, comme hachées. Parfois, le blessé présente sur toute une moitié ou toute une face du corps, du haut en bas, un nombre infini de plaies superficielles ou peu profondes, et plus ou moins anfractueuses, dont plusieurs renferment à fleur de peau, soit des débris de vêtements calcinés en partie, soit des débris de projectiles, soit même de la terre ou des fragments de cailloux. Quant aux plaies de tête, ce sont presque toutes des fractures, avec ou sans lésions des méninges.

La façon dont surviennent ces blessures précise le pronostic qu'il faut porter sur elles et éclaire le traitement à leur appliquer.

Tous les projectiles de tranchées, tous les crapouillots, quelle que soit leur taille, éclatent, dit M. Devraigne, avec un bruit énorme qui impressionne les plus courageux : leurs effets désas-

treux sont immédiatement constatés par ceux qui ont été épargnés. Il en résulte pour tous les soldats du front une véritable hantise, à laquelle les plus braves n'échappent pas : tous, même les plus intrépides, s'accordent à dire qu'ils craignent moins les balles et les gros obus que les crapouillots.

Ces projectiles sont, pour la plupart, percutants et produisent leur maximum d'effet quand ils tombent dans une tranchée ou sur un abri. Ils frappent donc toujours de près et possèdent une force d'expansion considérable, ce qui explique les arrachements et les grands délabrements des membres, les éventrations, les fractures étendues du crâne avec pénétration de l'éclat projeté. Tout ce qui est susceptible d'être transformé en projectile entre dans la composition des crapouillots : aussi les plaies produites par eux sont-elles infiniment variées de forme et presque toujours souillées de corps étrangers. En raison même de leur éclatement par percussion, les crapouillots font des blessures presque toujours souillées de terre et, par suite, à peu près infailliblement vouées à la suppuration.

C'est là une notion qui, à l'heure actuelle, domine tout le traitement des lésions chirurgicales survenues aux tranchées : toutes sont infectées, toutes peuvent renfermer des germes septiques. Aussi ne saurait-il être question de les traiter par les méthodes purement aseptiques, qui donnent d'admirables résultats dans la chirurgie hospitalière du temps de paix, mais conduisent, dans la chirurgie de guerre actuelle, aux plus terribles mécomptes. C'est pour ne s'en être pas convaincus à temps que tant de chirurgiens ont eu des cas d'infection mortelle dans leurs salles, et c'est une des critiques les plus fondées qui puissent être faites aux méthodes en honneur au début de la guerre, que leur reprocher leur inefficacité trop fréquente. A cet égard ce que la censure a permis d'écrire ici-même, sous ce titre : *La Chirurgie rétrograde*, reste exact de tous points : les conditions particulières de la guerre actuelle ont provoqué des blessures septiques; la vieille antiseptie s'imposait donc logiquement pour traiter ces lésions infectées et suppurantes.

C'est à quoi trop de chirurgiens n'ont pas voulu consentir tout d'abord, pour le malheur de leurs malades ; ils considéraient que, les méthodes aseptiques constituant un énorme progrès sur les méthodes antiseptiques, recourir à celles-ci, c'était accomplir un progrès en arrière. Tous, cependant, ont dû s'y résoudre.

M. le médecin aide-major Devraigne qui, dès les premiers jours, a employé systématiquement les antiseptiques pour traiter « les plaies de tranchées », toujours souillées de terre et de

germes microbiens, n'hésite pas, dans une étude récente, à insister sur l'excellence des résultats qu'il a obtenus. Ses conclusions apportent aux chirurgiens de l'avant des directives impérieuses et précises qui leur dictent la conduite à tenir dans tous les cas où ils se trouvent en présence de blessures par crapouillots. Si l'antisepsie, écrit-il, doit régner en maîtresse dans les ambulances chirurgicales du front, à titre prophylactique et curatif pour les plaies de guerre en général, à plus forte raison doit-elle être la règle dans le traitement des plaies par crapouillots qui, toutes, sont infectées et septiques. Il convient donc d'employer couramment la teinture d'iode à 1/20[e], l'eau oxygénée, le formol phéniqué (2 de formol et 10 d'acide phénique pour 1000 d'eau bouillie stérile), le phénol à 25 et 50 pour 1000, le permanganate de potasse, l'alcool et la liqueur de Labarraque, ainsi que l'iodoforme en poudre ou en pommade, le dermatol et la poudre de Lucas-Championnière.

Cette méthode une fois bien précisée, le traitement local des plaies spéciales aux tranchées, c'est-à-dire des plaies « par crapouillots », obéit, lui aussi, à des règles très nettes.

Pour les blessés arrivant à l'ambulance avec une amputation faite par le projectile, la régularisation s'impose, après que l'opérateur a pris, le cas échéant, le soin de « remonter » convenablement l'état général par une médication appropriée. Les blessés ayant de vastes délabrements d'un membre ne sont jamais amputés hâtivement, sauf le cas d'indication absolue. Les plaies sont nettoyées avec un soin rigoureux, pansées, drainées et lavées tous les jours avec une solution antiseptique, le membre atteint étant immobilisé en gouttière. Grâce à ces pansements fréquents et à l'emploi d'antiseptiques énergiques, les plaies ne tardent pas à se modifier; toute odeur disparaît, et la température redevient normale. Si cependant, en dépit des soins, la température monte, si l'odeur putride s'affirme, si la plaie prend une teinte jaune, puis d'un vert foncé, c'est que les délabrements sont trop grands, et que les vaisseaux principaux ont été sectionnés. L'amputation devient nécessaire, mais le blessé, qui la refusait d'abord, la réclame de lui-même, convaincu que, le nécessaire ayant été fait pour l'éviter, elle seule peut désormais sauver sa vie. Elle donne alors les meilleurs résultats. Si, dans des cas en apparence moins graves, malgré le débridement de la plaie et sa désinfection antiseptique, la gangrène gazeuse apparaît, on pratique de larges incisions au thermocautère, on multiplie les drains et les mèches de gaze imbibées de liqueurs antiseptiques; on fait un pansement microbicide humide, fréquemment renouvelé. Dans ces

cas où les traitements rigoureusement aseptiques échouent presque toujours, on obtient ainsi une énorme majorité de guérisons.

Tous les hommes atteints de plaies superficielles multiples et plus ou moins anfractueuses sont l'objet de soins minutieux. Chaque plaie est débridée, lavée et longuement détergée, puis pansée avec des compresses humectées de liqueurs antiseptiques : après injection antitétanique préventive, ces blessés sont évacués vers l'arrière où ils guérissent dans la proportion de 80 pour 100. Au début de la guerre, quand les pansements à l'eau stérile étaient la règle, ils mouraient dans la proportion de 80 à 85 pour 100.

Les blessés du thorax sont, après désinfection et occlusion de leurs plaies, immobilisés dans la position presque assise; ils reçoivent des injections de sérum artificiel et on leur donne à boire. Presque toujours le repos amène une amélioration rapide et l'évacuation devient possible au bout de 10 à 15 jours. Les blessés de l'abdomen, au contraire, sont soumis à une immobilisation complète et à une diète absolue.

Quant aux blessés de la face, du cuir chevelu et du crâne, ils sont pourvus de pansements antiseptiques après que leurs plaies ont été minutieusement nettoyées. Les premiers sont envoyés d'urgence aux hôpitaux spécialisés de l'arrière où ils subissent les interventions qui sont indispensables pour assurer ce qu'on appelle, en termes techniques, leur restauration esthétique. Certains opérateurs réalisent, à ce point de vue, des merveilles, et tel malheureux dont le visage n'était qu'une plaie informe se guérit avec peu de déformations, en reprenant figure humaine.

Les blessures du crâne.

Les blessures du crâne sont devenues très fréquentes dès le jour où a commencé la guerre de tranchées. Les hommes, entendant et souvent voyant venir le projectile, se jettent à terre et se courbent pour l'éviter : cette attitude instinctive explique la fréquence des plaies intéressant la partie postérieure de la tête. On a relevé en huit jours, dans un seul secteur, 105 soldats tués ou blessés, parmi lesquels 14 (soit 13,33 pour 100) avaient été atteints à la tête. A la suite des constatations faites de divers côtés et d'une communication faite à l'Académie de Médecine par M. le professeur Le Dentu, au nom de M. Devraigne, le ministre de la Guerre a prescrit une enquête qui a conduit à l'adoption d'une calotte métallique d'abord, d'un casque en acier ensuite pour tous les hommes qui combattent en première ligne. Les résultats de cette

mesure sont extrêmement significatifs : sur 14 blessés à la tête dans une tranchée, 12 avaient négligé de mettre la calotte réglementaire; 3 ont eu des fractures du crâne sans complication, 9 des fractures graves avec issue de matière cérébrale et ont succombé dans un délai de un à six jours. Au contraire, des deux hommes qui avaient mis la calotte métallique, l'un avait reçu sur la tête un choc formidable et resta dans le coma pendant deux jours, mais les téguments n'avaient pas la plus petite égratignure et il put être évacué au bout de quatorze jours. L'autre eut sa calotte brisée; les téguments du front furent fendus, sans doute par un éclat de métal, mais le crâne demeura intact et le blessé put être évacué le onzième jour.

Dans un autre secteur, sur 9 blessés, dont 5 n'avaient pas de calotte, 2 eurent des fractures du crâne, 3 des plaies simples ou compliquées; parmi les 4 qui s'étaient protégés, aucun n'eut de fracture ni de blessure grave.

Dans un autre secteur encore, sur 25 hommes n'ayant pas de casque, 9 ont eu des fractures du crâne, 16 des plaies graves du cuir chevelu; sur 7 hommes porteurs d'une calotte ou d'un casque de tranchée, pas un seul n'eut une blessure sérieuse.

Ces faits saisissants viennent d'être communiqués à l'Académie de Médecine, et le professeur Le Dentu n'hésite pas à conclure, à leur sujet, que « les hommes dont le crâne est protégé sont étourdis par le choc, mais se remettent rapidement et qu'ils restent dans le rang, sans que leur valeur de combattants soit diminuée ».

Il est donc permis de dire qu'à l'heure actuelle, le casque dont nos hommes ont été pourvus les met à peu près complètement à l'abri du danger des blessures au crâne.

*
* *

En somme, après onze mois de la guerre de taupes que les Allemands nous imposent, les observations des médecins qui servent au front sont, de tous points, rassurantes.

Peu ou pas de maladies mentales; peu ou pas d'affections intestinales; une méthode chirurgicale fondée sur l'emploi raisonné des antiseptiques aussitôt après la blessure, mettant à l'abri des complications graves; enfin une protection très efficace contre les blessures du crâne. C'est là un bilan qu'il faut connaître et qui permet d'avoir confiance, puisqu'il démontre que « les poilus des tranchées » sont, au point de vue de l'hygiène et de la santé, en état de *tenir*.

Tenir! C'est tout le secret de la victoire qui nous est promise.

Francis Marre.

CHRONIQUE POLITIQUE

On a déjà remarqué, j'aime à le croire, que les « déclarations » sont en rapport exactement contraires avec « l'action ». Et voilà pourquoi nous avons tant de « déclarations ». Jamais, je crois bien, nous n'en fûmes inondés comme nous le sommes depuis quelques semaines. Amis, alliés et les autres parlent sans arrêt. Et nous n'y voyons pas plus clair, naturellement! De tout ce fatras de paroles, d'explications, de justifications, rien de nouveau ne ressort. Et la situation en Orient est restée telle que j'essayais de la caractériser il y a quinze jours. Ah! que n'a-t-on pas, — au moment opportun, car il est trop tard désormais, — que n'a-t-on pas créé un royaume de Macédoine, au lieu d'une principauté d'Albanie! C'eût été le seul moyen, et nous l'avons préconisé, d'absorber en une nationalité nouvelle toutes les nationalités dispersées. Elle eût fondu en une seule fierté toutes les tendances divergentes et, en enrôlant tout le monde sous un nouveau et unique drapeau, elle eût créé, dans un nouveau cadre, une émulation pour une nouvelle existence, au lieu de laisser à l'état endémique l'antinomie ethnique sans cesse fomentée par le mélange indébrouillable des populations. Mais cela c'est le rêve périmé et nous n'avons qu'à souhaiter bonne chance à la nouvelle réalité qui se constitue!

La Serbie a cédé. La Grèce va le faire. La Roumanie l'a fait, mais conditionnellement en ce qui concerne l'époque de sa collaboration dont malgré vents et marées elle s'est réservé la fixation. La Bulgarie reste mystérieuse, et donne aux diplomates amateurs, et même à ceux de la carrière, une considérable tablature. Tout est possible, certes, et nous sommes bien placés pour le savoir; tout de même il semblerait « inintelligent » pour elle de marcher avec nos ennemis. S'il ne s'agissait que de céder à un mouvement de sympathie ou d'antipathie, l'affaire me paraîtrait trop claire, et je vois parfaitement la Bulgarie, en la personne de son chef, prenant deux ou trois revanches d'un seul coup — qui serait

pour les Alliés un mauvais coup. Mais il s'agit de ce que le « lendemain » peut lui assurer efficacement. Et là il est difficile de saisir le fil du raisonnement qui pourrait la porter à favoriser nos ennemis. Supposez les Alliés vaincus, que pourrait-elle espérer des empires vainqueurs? Certainement pas Salonique, pour laquelle, en réalité, l'Autriche fait campagne! Certainement pas Constantinople qu'elle ne pourrait prendre à un allié? Alors quoi : une antenne sur l'Adriatique? Mais ce serait couper la route de Salonique! Supposez, au contraire, les Alliés vainqueurs. La Bulgarie se voit confirmer toutes les acquisitions dont elle a formulé le souhait encore tout récemment.

Pourquoi donc ne marche-t-elle pas encore aujourd'hui 6 septembre? Et l'on pense bien que, si je me laisse entraîner à ces considérations, c'est uniquement pour essayer, non de prévoir, ce qui est hors de ma portée, mais de « comprendre », car, au point où nous en sommes, nous avons bien le droit de considérer toutes choses avec quelque sang-froid. Il peut y avoir deux motifs à cette attitude énigmatique, et même trois. Le premier c'est, tout bonnement, que se voyant ou se croyant indispensable, le tzar Ferdinand veuille faire monter les enchères. Dans ce cas le passé ne lui aurait pas apporté une suffisante expérience. Le second c'est que, plus il aurait décidé, à part lui, de marcher avec les Alliés, plus il laisserait et même ferait dire le contraire jusqu'au dernier moment. Le cas de l'Italie nous a offert un exemple analogue. Jamais les émissaires confidentiels et même officieux de presse ne furent plus affirmatifs dans le sens de la neutralité que très peu de jours avant que leur pays n'en sortît. Le troisième motif découlerait, pour ainsi dire, du second : et ce serait que, voulant agir comme l'Italie, la Bulgarie estimât, à part elle, que celle-ci est partie trop tôt. Dans ce raisonnement, la retraite russe aurait apporté un argument décisif pour l'ajournement. D'où nécessité du jeu mystérieux à contrastes, à éclipses et parfois à contradictions, auquel nous assistons. Le soupçonner et le dire, ce n'est faire à la Bulgarie ni un excès d'honneur, ni une indignité. C'est essayer, très simplement, de clarifier les données d'un problème peut être moins compliqué qu'il ne le paraît.

Il y a longtemps, bien longtemps, trop longtemps, que nous avons redit et constaté combien maintenant, en ce prodigieux conflit, les sentiments comptent peu. Tout, exclusivement tout n'y est, — désormais, — qu'intérêt, immédiat ou prochain ou futur, mais « intérêt ». Et cela n'est certes pas rabaisser la valeur de l'effort, c'est le situer, le localiser, afin que, s'il est possible, il n'y ait pas d'erreur commise dans l'évaluation des probabi-

lités et des résolutions. J'imagine, par exemple, que, à notre point de vue national, il n'est pas un Français qui, — prenons des cas irréalisables pour n'être pas suspects d'être tendancieux, — pût consentir, par emballement « idéaliste », à la ruine totale de son pays en hommes, en finances et en ressources de toute sorte. Pourquoi? Parce que nous serions alors tombés de Charybde en Scylla, et qu'en dehors même de la vie que nous avons le droit de vivre, nous ne pourrions plus servir efficacement les idées mêmes où nous trouvons notre raison d'être et dont nous entendons garantir la perpétuité. Il est très vrai que la nation vit d'idées, mais il est non moins vrai que, pour défendre, propager et promouvoir ces idées, il faut que la nation vive. La science, ou si l'on veut l'art, de coordonner ces deux existences, l'une et l'autre indispensables, c'est précisément la politique, et cette politique-là est aussi une politique d'intérêt, d'intérêt supérieur, mais d'intérêt.

Partant de ce point de vue, me sera-t-il permis de dire que, sur l'échiquier public international, nous sommes peut-être plus modestes qu'il ne conviendrait à cet intérêt même? J'envisage la situation au treizième mois de la guerre et je me demande si les hommes qui parlent et qui écrivent ne cèdent pas inconsciemment avec excès à la tendance nationale du « compliment ». Je ne parle pas de ceux qui agissent sur le front. Ceux-là savent ce qu'ils valent et sont moins enclins aux exagérations. Mais, ailleurs, garde-t-on assez un équilibre nécessaire? Et ne perd-t-on pas un peu trop de vue que, si nous oublions volontiers, en étant si prodigues, nos formules d'amabilité traditionnellement excessives, nous sommes les seuls à en faire de telles largesses, et que ces formules viendront un jour en ligne de compte pour une valeur infiniment supérieure à celle que nous leur donnions nous-mêmes. J'espère que notre monde politique surveille et dose plus exactement son langage.

Dieu sait, — et nos lecteurs aussi, — que si, par exemple, jusqu'au dernier moment, nous avons dit ici, sur le concours de nos amis anglais, la vérité que nous savions vraie et que les événements ont surabondamment démontrée, nul n'a rendu d'hommages plus empressés à ce concours quand l'envahissement de la Belgique nous l'eût assuré, quelques jours après la lettre pathétique écrite par le président Poincaré au roi George. Sur la décision, la volonté, la ténacité, l'organisation tardive mais exemplaire du Royaume-Uni et de ses colonies pour la grande guerre, nous avons multiplié les témoignages. Nous ne sommes donc pas suspects, je ne dis même pas d'un parti pris qui serait odieux, mais d'indifférence, à plus forte raison de froideur! Et nous estimons

demeurer ainsi dans les limites du vrai, du juste et de l'utile; car personne, au fond, ne goûte moins les « compliments » que l'Anglais et ne glisse plus facilement, de ce que j'appellerai le sourire intérieur au sentiment de supériorité protectrice. Ils ont le *shake hand* aussi brusque et aussi net au moral qu'au physique. Gens d'affaire, que l'éloquence ennuie et que les flatteries rebutent. Le mieux qu'ils aient trouvé d'en faire, c'est, ataviquement, d'en dresser le bilan « à toutes fins utiles ».

Aussi, quand je lis certains articles de tel ou tel journal important où le dithyrambe s'exalte à s'entendre lui-même, je crains, — très sérieusement, — qu'en les lisant de l'autre côté du canal, on ait trop l'impression que nous nous estimons « le petit garçon qui s'appuie sur le grand frère ». Pour rien au monde, il ne faudrait, même par des imprudences spontanées, contribuer à fortifier cette conception que, par naturelle tendance, le peuple anglais adopterait très vite. Or elle est fausse, radicalement fausse, et nous croyons qu'on peut et qu'on doit le dire, avec un sourire, sans forcer la voix et sans « sombrer » l'intonation. Nous avons porté, depuis un an, le plus lourd poids « du jour et de la chaleur », et si nous n'avons jamais marchandé notre gratitude à aucun de nos auxiliaires, nous ne gagnerions rien à céder un pouce de notre juste place par tradition de courtoisie ou affectation de politesse. Quand on totalise les résultats d'une guerre, il ne faut jamais dire : « Après vous ». Sans aucune jactance, ni présomption, nous avons le droit de ne marcher après personne : nous n'avons pour cela qu'à rester à notre place. Il n'y a pas à trouver là-dedans de la grincherie, et personne, — les Anglais moins que quiconque! — ne s'étonnera que, nous donnant comme nous nous donnons à l'œuvre commune, nous ajoutions à notre voix le coefficient de notre valeur. Non seulement on ne s'en étonnera pas; mais on nous en estimera encore davantage. Ah! quelle admirable partie ont à jouer nos hommes d'Etat!...

Veut-on voir de près la différence qu'il y a entre les deux tempéraments. Un article tout récent pris au hasard nous le permettra. Un général anglais répond au salut cordial d'un de nos députés : « Ne nous remerciez pas de notre concours, nous nous battons pour l'Angleterre. » Et la réplique est admirablement anglaise, de pied en cap peut-on dire. De Kitchener au dernier tommy tous les combattants anglais feraient la même réponse. C'est concret, c'est tangible, c'est vrai. Mais l'habitude invétérée du « compliment » empêche le journaliste français de prendre ces mots au comptant. Tout de suite, et le plus naturellement du monde, il les transpose dans sa propre mentalité, et il ajoute :

« J'ai entendu cela avec sympathie, et j'ai bien compris que c'était une idée claire et vraie, une certaine manière courtoise de dire : « Ne prenez pas la peine de nous être reconnaissants ! » — Mais non, cent fois non, le général anglais, pensant en anglais, n'a jamais eu l'idée que nous pouvions leur devoir de la « reconnaissance »! Il a dit : « Ne me remerciez pas », parce qu'on ne remercie pas un partner au cours d'une partie, et qu'il ne lui serait jamais venu à l'idée qu'on lui doive de la reconnaissance pour bien jouer le rôle qui lui est échu dans l'équipe où nous menons côte à côte le terrible jeu de guerre. J'aurais voulu, par cette citation, rendre manifeste, même aux yeux distraits, l'importance que peut prendre, dans l'esprit et le jugement d'un peuple différent de nous, l'application persévérante à tarabiscoter les sentiments les plus élémentaires! Ils se battent, très noblement, pour eux, pour leur patrie, pour l'Angleterre, comme nous nous battons pour la nôtre, pour la France; et ils sont d'autant plus étonnés de s'entendre parler de reconnaissance qu'à coup sûr ils ne nourrissent, vis-à-vis de nous, pas l'ombre d'un sentiment pareil! Compagnons, camarades, alliés : oui; mais pour l'Angleterre, pas pour nous! Et si nous leur chantons notre reconnaissance sur le mode ionien, ils finiront par se demander si cette reconnaissance, dont, à partie égale, ils n'ont pas la première idée, n'est pas la conscience de notre infériorité. Et voici bien où je voulais en venir, où j'ai confiance qu'un peu d'attention aura conduit mes lecteurs et en même temps que moi. Si donc, insistant encore davantage, le journaliste ajoute : « Mais cette phrase, accueillie dans mon cœur, en prenait la forme, et je la leur renvoyais élargie à la mesure des sentiments que nous inspirent nos vaillants et loyaux alliés », le général anglais qui lira cette phrase en fumant sa pipe la montrera à son aide de camp sans une observation. Peut-être leur regard aura-t-il eu une petite lueur d'étonnement, mais ils se seront compris sans se dire un mot. Et cela vaudra encore mieux parce qu'il ne serait pas flatteur.

Sait-on à quoi aboutit ce genre d'opérations? A des propos comme celui-ci que je retrouve dans une coupure du *Daily Sketch*, où l'on parlait de la possibilité de l'arrivée de renforts allemands sur le front ouest? L'article conclut : « Mais ils y trouveront French et la ligne britannique pour les recevoir... »

Je sais bien qu'à la suite d'un incident juridique, dont je n'ai pas voulu parler, le *Times* a publié une série d'articles très louangeurs pour nous et que, tout récemment, Rudyard Kipling, étant venu sur le front français, écrivait à un ami des lettres dont le *Temps* a publié des extraits et où nous cueillons ces mots : « ... Je

croyais que mon admiration pour la France ne pouvait grandir. Je me trompais. Je commence seulement à comprendre un peu ce qu'elle est... » Et encore ceci : « ... Ce fut une révélation, une expérience qui dépasse ce que les mots peuvent dire et dont je suis extrêmement fier, et qui, en même temps, me donne envie de me prosterner devant chaque Français que je rencontre! Mais ce geste risquerait de n'être pas compris... » « ... Mais je soutiens que la France elle-même ne savait pas, il y a un an, ce qu'elle était. » Nous sommes, nous aussi, charmés de ces éloges donnés à notre pays : il était d'une élémentaire justice de citer cette preuve caractéristique de l'échange de « bons procédés » qui semble s'instituer, depuis quelques semaines, entre écrivains des deux pays.

Il nous reste à souhaiter que les impressions du poète et romancier Kipling « déteignent » sur les rédacteurs des nombreuses « histoires » publiées, en ce moment, en Angleterre, sur la guerre; celle du *Times*, celle de Wilson, celle de J. Buchan, etc.; et qui sont l'apothéose des troupes de French, tandis que nos armées n'y paraissent généralement qu'au fond du tableau. Nous voudrions qu'on ne se méprît pas sur le but de ces réflexions qui nous paraissent bonnes à formuler. Nous n'avons pas à émettre une récrimination quelconque. Nous souhaiterions seulement que, par des amplifications inutiles de sentiments légitimes, nous n'ajoutions pas de nouveaux combustibles à un foyer qui n'en a pas besoin. Car nous ne songeons pas à faire quelque reproche que ce soit aux Anglais. On ne saurait trop répéter qu'ils sont dans leur rôle, et qu'au point de vue anglais, il faut que cette guerre soit la *Guerre anglaise* où l'Anglais, étant le grand combattant, doit être le grand vainqueur. Il en a *toujours* été ainsi pour toutes les guerres faites en collaboration. Cela crée un état d'esprit, une *opinion nationale*, qui sont une force *énorme* dans les discussions d'affaires qui suivent les batailles. Et c'est un corollaire à la constatation que je faisais déjà il y a quinze jours. Ce doit être plus qu'une constatation, ce doit être un exemple; car on peut tenir nos alliés pour les meilleurs hommes d'affaires du vieux monde!

Si même, avec le sourire, toujours, on pouvait leur faire remarquer que le papier français perd vraiment de façon exagérée en Angleterre et qu'il est tout de même un peu exorbitant, entre alliés, de faire de semblables différences... Je vois bien que les Alliés se sont entendus pour une démarche à faire aux Etats-Unis afin d'y diminuer le change. Certes, c'est une grosse et importante question. Mais n'est-il pas un peu inattendu que, envoyant

500 francs en Angleterre, un de nos amis s'y soit vu retenir 42 fr. 15? Ceci, je précise, dans la première quinzaine de juillet dernier; quand le change était au pair avec Madrid! Et depuis... On me répondra en anglais : *Business is business*. Mais pour ne pas rester court, je répondrai en latin : *Est modus*.

Puisque j'en suis à l'Angleterre et qu'aussi bien je n'ai rien de nouveau ni de sûr à dire de la Russie, je voudrais faire remarquer, au sujet de la conscription, ou service obligatoire, dont on parle de plus en plus, que la question financière semble être un obstacle dont on ne tient pas assez compte sur le continent. Le soldat anglais n'est pas, tant s'en faut, notre légendaire « pioupiou d'un sou »; il touche par jour vingt-cinq sous : un shilling. « C'est un chiffre! » comme disait Baron. Vingt-cinq sous, en dehors, bien entendu, des autres allocations pour vivres, habillement, etc. Je parle du soldat « anglais », car pour les coloniaux c'est une bien autre affaire : ils sont appointés à cinq et six shillings par jour! Mais, même à vingt-cinq sous, le service obligatoire va coûter à l'Angleterre un « prix fou », à un moment où elle doit tout de même commencer à compter, payant partout, de toutes mains. Il y aurait sans doute un moyen : ce serait de tarifer le conscrit anglais au taux des armées continentales. Mais alors cela fera une armée bien payée, et l'autre mal? Je ne vois pas très bien cela en Angleterre... Cette raison financière explique l'opposition de M. Mac Kenna qui tient les cordons de la bourse. M. Asquith se résignerait difficilement à marcher encore sur un point du programme libéral depuis un siècle...

Pour Sir E. Grey, la politique le coupe en deux : le vieux libéral qu'il se vante d'être est contre le projet; mais, en qualité de ministre des affaires étrangères, il lui est favorable pour la facilité des tractations avec les Alliés. Et je ne parle pas aujourd'hui des diverses fractions du peuple, me tenant aux conclusions de l'étude publiée naguère ici même : un seul homme obtiendra du pays la conscription, s'il lui affirme qu'elle est indispensable : Kitchener. Il ne l'a pas encore dit, mais cela peut venir.

En attendant, on assure que le front anglais va s'étendre en France; et peut-être, quand paraîtront ces lignes, d'utiles fruits de ce renforcement mutuel seront-ils déjà connus. Le souhait ne saurait sans doute nous en être interdit, ni le ferme espoir. Laissons à nos soldats de nous donner la liberté d'en dire davantage, ce sera la meilleure conclusion aux deux remarquables discours de M. Millerand et de M. Viviani qui ont heureusement mis fin au petit mouvement de fièvre parlementaire dont j'ai déjà parlé. J'ai dit pourquoi nous ne devions pas grossir cet incident, fatale

manifestation de l'attente générale. Je vois avec regret qu'on l'a fort exagéré à l'étranger, et que même le *Times* écrit que « la situation parut dangereuse à un certain moment ». Même cela est trop. Je répète, en y insistant, que nous n'avons *rien* eu qui approchât des violences anglaises et russes en d'analogues circonstances, et si tel trust de journaux que connaît bien le *Times* ne mène pas contre Kitchener une plus violente campagne que celle qui fut menée ici contre Millerand, l'ancien Sirdar peut dormir tranquille. En somme, on a rendu justice aux Commissions parlementaires et à l'efficacité de leurs efforts, combinés avec ceux du ministre. M. Millerand, par des rafales à bout portant, M. Viviani, avec plus d'habileté et, si je puis dire, d'onction éloquente, eurent raison des velléités séparatistes, et le mot juste et spirituel de l'affaire fut prononcé par M. Denys Cochin : « Nous ne pouvons faire preuve de moins d'union que le ministère. » Ce fut dit sans éclat, avec une raillerie très discrète, et tout le monde comprit : les ministres, le Parlement et le pays.

Les deux discours ministériels s'accordèrent dans un éloge du général Joffre qui trouva dans l'auditoire l'unanimité la plus chaleureuse. Je ne pense pas troubler l'Union Sacrée en redisant ce que j'ai déjà dit quand M. Viviani décora le maire de Reims il y a plusieurs mois, — puisqu'il a récidivé ! Il s'agit de la dernière phrase du télégramme du généralissime envoyé à Bordeaux et publié à Paris après la bataille de la Marne. Nous aurons, plus tard, une distinction à faire, non pour récriminer, mais pour être justes. En attendant, nous espérons de l'armée, du ministre et du général, le nouveau bulletin de victoire qui, bien plus aisément encore qu'une habile manœuvre à la Chambre, exaltera les cœurs déjà pacifiés.

INTÉRIM.

6 septembre 1915.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La Belgique et l'Allemagne, par H. Davignon. 1 vol. in-4°, 120 illustr. (Messageries Hachette.)

Ce volume, d'ailleurs très facile et très agréable à consulter, est un excellent instrument de propagande. Après une courte introduction, l'auteur y groupe d'une façon très heureuse des textes et des documents qui montrent d'abord comment l'Allemagne a violé la Belgique au mépris du droit et de la parole donnée, et qui ensuite nous font voir la façon dont elle a conduit la guerre. Reproduits par l'image, les divers documents, proclamations, traités, affiches, ruines de monuments, victimes humaines, etc., nous font assister à tous les actes de la tragédie, et ces preuves visibles entraînent la conviction.

La guerre, par E. Bourgeois, L. Renault, général Malleterre, R.-G. Lévy, D. Bellet. 1 vol. in-12. (Alcan.)

Le recueil des conférences de l'Ecole des sciences politiques s'augmente cette année d'un volume dont l'actualité est plus immédiate encore que dans les précédents. Mais les mêmes méthodes d'investigation scientifique et d'exposition exacte et documentée ont présidé à la composition de ces diverses études, dont chacune est due à un spécialiste, M. Louis Renault, par exemple, parlant du droit des gens et M. R.-G. Lévy de la situation financière. C'est un ensemble d'une valeur remarquable et qu'on consultera avec profit.

Le pangermanisme, par Ch. Andler. 1 broch. in-8°. Coll. « Et. et doc. sur la guerre ». (Colin.)

Dans cette étude strictement historique et conduite selon d'excellentes méthodes, — comme l'entendent les promoteurs de ces utiles publications, — on trouvera exposé le développement du pangermanisme depuis le règne de Guillaume II et ses plans d'expansion. Sobrement et clairement écrit, il donne de nombreux textes et révèle une très importante documentation.

1914-1915. De Valmy à la Marne, par A. Chuquet, de l'Institut 1 vol. in-12. (Fontemoing.)

Collection d'articles et d'essais extrêmement variés et de longueur très diverse traitant tantôt directement des événements actuels, tantôt des événements passés qui nous font mieux comprendre la guerre présente. Il n'est pas besoin d'ajouter que l'excellent historien a su tirer en ce volume le meilleur parti de sa vaste et précieuse érudition.

Les leçons de la guerre, par le chanoine Beaupin. 1 v. in-12. (Bloud et Gay.)

Ces allocutions, courtes et bien venues, ont été prononcées à la cathédrale de Rouen et méritaient d'être offertes à un public plus étendu. L'auteur est un excellent orateur, un écrivain alerte, dont les ouvrages, très répandus, ont eu souvent la plus heureuse influence. On retrouvera ici ces qualités et de nobles pensées exprimées en une forme à la fois éloquente et sobre qui en rend la lecture très agréable.

Quelques idées américaines modernes sur la formation des ingénieurs, d'après le recueil de Waddell et Harrington, par André Babut. Préf. de H. Lechatelier. 1 in-8°. (Public. du Comité centr. des Houillères de France.)

Le jeune ingénieur d'avenir, qui avait fait ce choix dans le gros recueil des discours aux ingénieurs des Etats-Unis et qui l'avait adapté en vue du public français, est tombé cet hiver en faisant vaillamment son devoir. Son œuvre, inspirée par sa haute préoccupation nationale, mérite d'avoir une utile influence. On remarquera surtout combien les ingénieurs américains les plus qualifiés insistent sur la nécessité d'une culture générale étendue et même d'une culture proprement classique.

La Germania vaincue, par Lya Berger. 1 vol. in-12. (Jouve.)

C'est un roman et il s'agit ici d'une défaite morale, précédant celle que nous attendons... Le héros, teinté d'internationalisme, va en Allemagne éprouver ses théories; elles ne résistent ni à l'épreuve de ce qu'il voit, ni à l'influence de sa fiancée française qui achève l'évolution commencée. Ces pages renferment d'intéressantes observations sur l'Allemagne et des croquis pris là-bas sur le vif.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

L'ENCAISSE D'OR

ET

LE PROBLÈME DES PAIEMENTS

A L'ÉTRANGER

En douze mois de guerre, — du 1er août 1914 au 31 juillet 1915, — la France a importé de l'étranger pour 5 649 000 000 de francs de marchandises. Pendant le même laps de temps, la valeur de ses exportations ne s'est élevée qu'à la somme de 2 654 000 000 de francs. Elle a donc dû solder une différence de 2 995 000 000 de francs. Avec quoi et comment a-t-elle pu payer une dette aussi énorme ? Avec quoi et comment, pendant les mois à venir, où le recours aux fournitures étrangères sera au moins aussi important, et peut-être plus intense encore, pourra-t-elle payer ?

Ce problème économique des vastes paiements à faire à l'étranger n'est pas nouveau. Pour les financiers et pour les hommes d'Etat, il est classique. Le grand public, en revanche, ne le connaît guère. Mais il s'y intéresse vivement aujourd'hui. Sa solution le passionne même depuis qu'on s'est adressé directement à lui pour la faciliter, depuis que par sa lettre si mesurée du 2 juillet dernier, M. Ribot a fait savoir au public que la France a besoin d'or pour payer ses achats à l'étranger, et qu'il a demandé à tous de porter au Trésor national de la Banque les pièces d'or inutilement thésaurisées. On sait comment on a répondu à cet appel. Tout de suite on a compris qu'il y avait là un devoir patriotique et l'on s'est mis à échanger contre des billets les beaux louis des bas de laine, des coffres-forts et des tirelires. En trois mois, plus d'un demi-milliard a déjà été versé; et la France a donné ainsi un nouveau témoignage de sa volonté de vaincre et de sa confiance.

Mais on aimerait peut-être maintenant savoir au juste ce qu'il adviendra de cet or et comment la Banque s'en servira. Faut-il

croire, comme on le pense en général, que nos milliards du précieux métal vont s'écouler fatalement vers les pays qui nous ravitaillent? Faudra-t-il donc voir la France vidée de cette belle monnaie d'or qui était son orgueil, dont le tintement joyeux dans les banques et sur les comptoirs lui donnait figure de nation opulente, et nos poches sont-elles condamnées à donner longtemps asile aux petits papiers crasseux que la guerre nous a valus?

Cette croyance au sacrifice inéluctable de notre or est, fort heureusement, une vue trop simple. Le principe en est très exact : je veux dire que c'est bien l'or seul qui est admis entre nations comme instrument du paiement des dettes. Hors des frontières, la monnaie de papier n'a pas cours. Et c'est de ce fait, bien certain, que paraît résulter, pour un pays qui achète aux autres beaucoup plus qu'il ne leur vend, l'amère nécessité de se dépouiller de son or pour s'acquitter. Cependant les choses ne se passent pas tout à fait ainsi. Notre actuelle situation monétaire suffit à en donner la certitude. Un observateur attentif verra, en effet, ceci : En une année de guerre, notre stock d'or n'a pour ainsi dire pas été touché. Durant le premier semestre, il a même augmenté, passant de 3 900 000 000 de francs environ à 4 158 500 000 francs. Et, dans le second semestre, de janvier à juillet 1915, la diminution de ce stock n'a été que de 55 828 000 francs.

D'où sont venues alors les ressources avec lesquelles la France a payé ses dettes? Que veut-on faire de l'or qu'on nous demande et quel besoin en a-t-on? Qu'adviendra-t-il enfin de notre bel or pendant et après la guerre? Autant de questions que je voudrais, dans cet article, essayer d'éclaircir.

*
* *

Une observation capitale doit être faite tout d'abord : c'est que le montant des dettes et des créances d'une nation vis-à-vis de l'étranger ne résulte pas de la simple comparaison entre les valeurs de ses importations et de ses exportations. Bien d'autres causes que la vente ou l'achat de marchandises à l'étranger engendrent pour un pays l'obligation de faire à l'extérieur un paiement ou le droit d'en recevoir un. Les intérêts des sommes prêtées aux autres Etats ou aux sociétés qui y fonctionnent, les dividendes payés par ces sociétés étrangères, les économies que les émigrants expédient dans leur mère-patrie, constituent pour certaines nations des éléments de créances formidables et pèsent sur d'autres comme une charge passive bien lourde. Il faut aussi tenir compte du prix des services rendus, tels que les commissions des banquiers, ou surtout les paiements des prêts maritimes à des arma-

teurs étrangers. Enfin, on ne peut pas oublier non plus, à notre époque d'universelle mobilité, les dépenses des voyageurs hors de leurs pays qui agissent tout à fait comme une vente faite au profit du pays visité et au détriment de la patrie du touriste.

Par ces moyens, et par d'autres encore, de grosses dettes ou de grosses créances naissent entre les nations sans que les statistiques de douanes en portent trace. Aucune autre statistique, d'ailleurs, ne peut les saisir bien exactement. On connaît l'existence de ces éléments. On est sûr qu'ils agissent dans un sens ou dans l'autre. On en supporte l'importance et on les évalue *grosso modo*. On sait, que chaque année, des milliards doivent ainsi être payés par les pays emprunteurs, c'est-à-dire surtout par ceux que l'on est convenu d'appeler les pays neufs aux vieux et riches pays qui les ont commandités. Chaque année on sait que l'Angleterre draîne des centaines de millions dans le monde en y faisant le roulier des mers pour le compte d'autrui. Et chaque année aussi on calcule que les opulents Yankees qui visitent notre vieille Europe y doivent dépenser au moins un milliard de francs, qui figure ainsi au passif des Etats-Unis.

Ce ne sera donc pas au moyen d'une addition ni d'une soustraction, dont les termes sont inconnus, que l'on pourra savoir si la balance générale d'une nation est active ou passive. On est cependant renseigné d'une façon très exacte, et cela précisément grâce à ce fameux « cours du change » dont il est si constamment question aujourd'hui. Je voudrais donc expliquer en quelques mots en quoi il consiste et comment il peut nous fournir cette précieuse indication.

C'est en somme très simple.

Il faut songer que, par tous pays, sans paix ni trêve, il y a une multitude d'opérations faites par les créanciers qui veulent faire rentrer ce qui leur est dû à l'étranger, et par les débiteurs qui veulent s'acquitter. Commerçants qui ont acheté ou vendu au delà des frontières, gouvernements ou sociétés qui ont à payer des coupons au loin, capitalistes qui ont à en toucher, touristes qui font venir de l'argent de chez eux, armateurs qui touchent leurs prêts, hommes d'affaires qui réclament leurs honoraires et commissions, et clients qui les leur paient, tout ce monde cherche à résoudre au mieux de ses intérêts le problème des remises ou des rentrées qui lui incombe. Il en résulte la mise en œuvre d'une foule de procédés ingénieux de la part de ceux qui doivent assurer ces recouvrements de créances ou ces paiements de dettes extérieures, pour arriver à leurs fins aux moindres frais.

En pratique, le soin d'assurer le fonctionnement de ce méca-

nisme échoit aux banquiers. Et voici à peu près comment les choses se passent :

Un Français, qui doit payer 100 000 francs à un fournisseur des Etats-Unis, devrait, s'il n'y avait pas de banquiers, envoyer cette somme en or, seule monnaie internationale. Cela n'irait pas sans de gros frais de transport et d'assurance, qu'il peut, en partie, éviter, grâce au banquier. Celui-ci, en effet, moyennant une faible commission, lui fournit sur un collègue américain un chèque qui s'expédie sous simple pli postal. La question du paiement est ainsi très facilement résolue pour notre débiteur. Mais elle commence à se poser pour le banquier, qui devra, à son tour, « couvrir » son correspondant de la valeur du chèque.

C'est alors qu'entrent en jeu les procédés ingénieux dont je parlais. Cet art de payer ou d'encaisser à l'étranger est toute une science dont s'enorgueillissent non sans raison les spécialistes que sont les banquiers « cambistes ». Si haute, si capitale et si subtile est cette fonction, entre toutes celles qu'assurent nos modernes manieurs d'argent et de crédit, qu'en Angleterre, où les affaires de banque sont poussées à leur plus haut degré de perfection et de spécialisation, ces opérations ne sont pratiquées que par certaines maisons nommées « Foreigns Bankers » ou « Merchants ». Les autres ne s'y risquent pas. Et Bagehot, dans son célèbre ouvrage sur *Lombard Street*, déclare tout net que « la plupart des banquiers anglais ne sauraient pas faire une opération de change et ne sauraient comment s'y prendre pour faire revenir l'argent ».

Il me suffira de dire, pour le moment, que le plus ordinairement employé des moyens de cet art est celui qui consiste, pour payer un correspondant étranger, à lui envoyer des lettres de change, des traites, payables dans son pays, qu'il y encaisse alors directement. Et ceci me permettra, du même coup, de faire comprendre, je l'espère, en peu de mots, ce qu'on appelle « change » et « cours du change », en même temps que la signification des mouvements de ce cours.

Je reviens à mon exemple :

S'il y a, en France, des débiteurs des Etats-Unis, il y a aussi des créanciers de ce pays. Ceux-ci peuvent donc, suivant les usages du commerce, s'ils ne veulent attendre l'échéance, tirer sur leurs débiteurs américains des lettres de change, qu'il leur est loisible de faire escompter. Or, justement, les banquiers cambistes recherchent ces traites; car, en les envoyant à leurs correspondants américains, ils leur délèguent ainsi une créance payable sur place et ils s'acquittent envers eux de leurs propres dettes sans avoir à leur envoyer de l'or. Ces traites deviennent donc une véritable marchandise, — nommée « change », — que l'on achète et que

l'on vend, et elles obéissent à la loi des prix de toutes choses. Leur cours, qui n'est autre que le fameux « cours du change », est influencé par la proportion de leurs quantités offertes et demandées. Leur valeur normale est, naturellement, celle de la somme de monnaies étrangères auxquelles elles donnent droit, exprimée en monnaie française. Une lettre de change de 1000 dollars, le dollar valant 5 fr. 18, vaudra 5180 francs. Cette valeur est dite « au pair ». Mais, selon l'état de l'offre et de la demande, les cambistes achèteront cette traite un peu plus ou un peu moins de 5180 francs. Sont-elles très offertes, leur valeur baissera; elle montera dans le cas contraire. Or, l'on conçoit bien évidemment que, si elles sont très offertes, cela vient de ce que, à ce moment-là, il y a en France plus de créanciers que de débiteurs des Etats-Unis, et inversement, dans le cas contraire.

Voilà comment, quand le cours des changes hausse, comme maintenant dans notre pays, cela signifie que la France a, vis-à-vis de l'étranger, des dettes plus nombreuses que ses créances.

C'est ainsi que se résoud sur un marché, qui est le marché du change, le problème que ne peuvent résoudre directement les statistiques douanières, ni aucune autre, d'indiquer quel est l'état de la balance des comptes d'un pays avec l'étranger. Le cours des changes est, suivant une comparaison maintes fois employée, le baromètre économique des engagements internationaux; et c'est à ce titre que ce baromètre économique est, par les financiers et par les hommes d'affaires, aussi anxieusement consulté que l'autre l'est par le marin; car tous les deux annoncent des tempêtes qui nécessitent des manœuvres et des précautions sans lesquelles la barque que l'on conduit risque d'être mise en perdition.

Donc, grâce au cours du change, on sait si, au total, un pays est débiteur ou créancier. C'est ici le point précis où commence à se poser le problème qui préoccupe aujourd'hui non seulement la France, mais tous les belligérants.

En effet, quand une nation doit plus qu'il ne lui est dû, que va-t il se passer?

Il faut payer en or. Mais pourra-t-on payer en or? Le solde des dettes peut être énorme. Sans doute, le cours des changes ne donne pas d'indications directes sur son montant. Il ne fournit qu'un indice qualitatif. On peut cependant évaluer tant bien que mal le chiffre de ce solde.

Voyons, par exemple, quelle peut être, à ce point de vue, la situation actuelle de la France :

D'après les statistiques douanières, pour les sept premiers mois de 1915, les importations sont de 4 264 millions de francs et les exportations de 1 696 millions de francs. De ce chef, déjà, le solde

débiteur de notre pays est, pour ces sept mois, de 2 568 millions. Il sera, pour l'année entière, si la proportion reste la même, de 4 400 millions. Nous pouvons même penser que ce chiffre sera dépassé, car l'écart augmente de mois en mois, et il est probable que nos achats de munitions, de matériel et de matières premières ne feront que grandir. Disons donc que, au bas mot, par l'excédent de nos importations, nous devrons 4 milliards et demi de plus qu'il ne nous sera dû.

Mais il y a d'autres éléments de dettes que le prix des importations, on le sait. Il y en a un qui joue certainement à notre détriment : ce sont les frêts que nous payons aux marines étrangères pour le transport de nos marchandises. En temps normal, on estime que nous payons ainsi 3 à 400 millions par an. Il est naturel de penser qu'une plus grande insuffisance de notre marine, partiellement mobilisée, et que l'énorme hausse des frêts, sont venus plus que compenser la diminution de l'activité de nos échanges et que, de ce chef, nous ne devons pas payer moins d'un demi-milliard qu'il faut ajouter à notre passif. Celui-ci s'élèverait alors, pour la seule année 1915, à 5 milliards!

N'oublions pas, toutefois, qu'il y a, fort heureusement, des sources d'actif cachées qui vont pouvoir réduire un aussi terrifiant total.

Certaines de ces sources sont, il est vrai, presque taries. Il en est ainsi pour les dépenses des touristes étrangers. Elles sont d'ordinaires très importantes pour la France où, non seulement l'on vient et l'on séjourne beaucoup, mais d'où l'on emporte aussi en bijoux ou en objets de toilette et de luxe d'énormes valeurs de marchandises peu encombrantes, qui sortent dans les bagages des voyageurs et qui échappent ainsi aux statistiques de la douane. Que reste-t-il aujourd'hui des 5 à 600 millions que des évaluations — certes bien aléatoires — proposaient naguère pour ce chapitre de nos créances ? A coup sûr pas grand'chose, en un temps où Paris a cessé d'être une ville de plaisir, où les palaces de nos villes d'eaux sont transformés en hôpitaux et où les nécessités de la défense nationale ont fait apporter tant d'entraves aux déplacements et aux séjours des étrangers. Ne comptons donc pas sur cette ressource pour rétablir aujourd'hui notre balance et portons-la seulement pour mémoire au bilan que nous essayons de dresser.

Mais en voici d'autres qui nous restent ou que la guerre même a fait naître :

Au premier rang de celles-ci, il nous faut faire état de nos immenses créances en intérêts et dividendes de nos placements extérieurs. En cette matière, nous n'avons pas de statistique

directe qui nous fixe avec certitude sur l'importance de ces revenus. Il existe cependant plusieurs procédés d'évaluation qui permettent aux statisticiens de risquer des chiffres. Le plus raisonnable paraît être celui qui estime à 2 milliards ou 2 milliards et demi le montant de nos rentrées annuelles de ce chef. La guerre a diminué du quart, et peut-être du tiers, ces revenus. Reste donc à notre avantage une créance de 1500 à 1800 millions de francs que nous pouvons porter net à notre actif parce que nos capitalistes ont cessé de remployer tout ou partie de ces sommes en nouveaux placements à l'étranger, comme avant la guerre.

Enfin, la guerre elle-même est venue nous apporter un élément d'actif national qui est très loin d'être négligeable et auquel on n'a généralement pas songé. Il s'agit des dépenses de l'armée anglaise sur notre propre territoire. D'après les renseignements que la censure a laissé passer, il semble que, depuis le début de l'année, cette armée n'a pas dû être inférieure à 500 000 hommes, et que, en ce moment, elle tende à approcher du million. Or, tous ces hommes dépensent en France, non seulement parce que l'administration militaire anglaise fait chez nous certains achats (viande, fourrages, etc.), mais aussi parce que, individuellement, les « Tommies » améliorent l'ordinaire à leurs frais. Il paraît très raisonnable d'estimer que ces troupes, dont la solde est très supérieure à celle des nôtres, dépensent en moyenne 2 shillings — soit 2 fr. 50 — par homme et par jour. L'intendance britannique, de son côté, doit bien dépenser environ 2 francs par jour en moyenne. En comptant sur un effectif moyen, pour l'année entière, de 800 000 hommes présents sur notre territoire, cela ferait une somme de 3 200 000 francs par jour, soit 1300 millions de francs pour l'année, à inscrire à notre crédit, puisque ces millions, payés par l'Angleterre, seront entrés chez nous et y seront restés.

Ajoutons ces 1300 millions aux 1500 à 1800 millions de nos revenus étrangers et nous arrivons à un actif de 2800 à 3100 millions à défalquer des 5 milliards d'excédent de nos dettes. Notre passif se réduit ainsi à 2 milliards ou 2 milliards et un quart environ.

Voilà, à peu près, la somme qu'il s'agit de payer. Elle est, certes, encore énorme. S'il fallait vraiment la payer tout entière en or, on pourrait concevoir les plus graves inquiétudes. Notre encaisse d'or est de 4 milliards. L'élan patriotique qui pousse les Français à verser leur or à la Banque de France l'augmentera sans doute d'un bon milliard. Un an de guerre lui ferait cependant une énorme brèche de près de la moitié de son total; et si la lutte devait, comme on peut s'y attendre, se prolonger encore en 1916, on pourrait craindre de la voir disparaître en entier dans le gouffre de nos changes défavorables.

Nous savons cependant déjà que ce danger doit être énergiquement contrebalancé par de puissantes influences contraires puisque, malgré douze mois de guerre et la persistance d'un immense solde passif, notre Trésor national n'a, pour ainsi dire, pas subi d'atteintes, et que le chiffre absolu de nos sorties d'or du 1er janvier au 31 juillet 1915 n'a pas excédé 55 millions de francs.

Quels sont donc les moyens qui sont utilisés pour briser cet apparent cercle vicieux, pour résoudre ce dilemme embarrassant qui consiste à payer l'étranger qui ne veut ni ne peut recevoir notre papier-monnaie, sans toucher cependant à notre or? Ces moyens pourront-ils toujours suffire? Et quelle est alors l'utilité du renforcement de notre encaisse d'or auquel M. Ribot a convié la France?

*
* *

« Il n'y a que trois procédés pour ramener le change au taux normal, déclarait le 6 août dernier le ministre des finances dans un discours au Sénat, c'est exporter, si on le peut, des marchandises, ou envoyer de l'or, ou se procurer du crédit. »

Le premier de ces procédés n'est, en ce moment, très certainement, guère susceptible d'extension. La reprise des affaires s'est bien produite en une certaine mesure; mais c'est plutôt dans les affaires intérieures que dans celles qui visent l'exportation. Celles-ci se sont sans doute améliorées depuis la guerre. C'est ainsi que nos ventes, en juillet dernier, ont, par rapport au mois correspondant de l'année précédente, diminué de 229 millions, alors que la moyenne du fléchissement à la sortie était, en moyenne, de 320 millions pour les six premiers mois de 1915, et que, en juin, la moins-value avait encore atteint 273 millions et demi. Mais on ne peut guère compter faire beaucoup mieux. Les capacités productives du pays sont trop réduites; et ce qui lui reste de force économique est trop exclusivement tendu vers la fabrication des armes, des munitions et des équipements, pour qu'on puisse attendre un développement notable de nos ventes à l'étranger.

Le deuxième procédé — l'envoi de l'or — est justement celui qu'on veut le plus possible éviter.

Des mesures ont été prises du reste pour l'éviter dans toute la mesure de ce possible. La première de ces mesures a été, on le sait, l'établissement du cours forcé, qui n'a pas seulement la vertu de permettre à la Banque nationale d'augmenter l'émission de ses billets, mais qui a aussi celle d'empêcher les particuliers de puiser, par l'échange de ces billets, dans l'encaisse d'or de la Banque, dont les mouvements sont ainsi exclusivement dans les mains de

la direction centrale. Cela ne suffirait pas, il est vrai, à protéger l'or du pays, puisqu'il reste aux débiteurs de l'étranger la possibilité de se procurer de l'or auprès des particuliers qui en ont conservé, et que ce moyen, s'il est employé sur une large échelle, aboutit, tout en laissant intacte l'encaisse de la Banque, à affaiblir la puissance monétaire du pays. Puiser dans cet or des particuliers n'est sans doute pas commode, puisqu'il ne circule plus, puisque chacun se croit obligé,

, à conserver, à cacher, à thésauriser les pièces d'or qu'il avait en mains au moment où le conflit s'est déchaîné. Ce n'est cependant pas impossible parce qu'il s'établit tout un trafic public ou secret sur cet or que certains recherchent et que d'autres vendent moyennant une certaine prime. C'est pourquoi on en est venu, non sans raison, à interdire l'exportation de l'or. La mesure ne sera probablement pas tout à fait efficace. Il est possible de dissimuler de petites sommes d'or et les douaniers ne peuvent guère appliquer avec rigueur la fouille individuelle. Mais les grosses saignées, par expédition déclarée, seront impossible désormais, et, au total, la sortie de notre métal jaune sera très sérieusement entravée.

Cela ne nous dit pas, il est vrai, par quoi on la remplace. Et nous allons trouver la clef du mystère dans le troisième procédé, dont la mise en œuvre peut être, d'ailleurs assez variée.

Comment un pays qui n'a pas d'or ou qui ne veut pas en exporter, peut-il payer un solde de dettes par le moyen du crédit?

Remarquons tout de suite qu'il ne s'agit pas, comme on pourrait le penser, de reporter les dettes exigibles à une échéance plus lointaine. Le solde passif d'une nation dont les changes sont défavorables est constitué par une infinité d'engagements commerciaux soit pour le compte des particuliers, soit pour le compte de l'Etat, et ces engagements doivent être tenus sous peine de faillite. Ils ne peuvent pas être reportés. D'ailleurs, en ce moment, comme l'a dit le ministre des finances, « tous les achats se font au comptant. Comme on se dispute les matières dont on a besoin, il n'est pas question de payements à long terme; on exige le paiement immédiat. Il faut payer. »

Le problème de crédit qui se pose consiste donc à créer de toutes pièces, dans le pays débiteur, des instruments libératoires valables dans le pays créancier et qui puissent y être envoyés par ceux qui ont des dépenses à y payer.

Et voici quels sont les procédés utilisés :

Il y a d'abord ce que l'on pourrait appeler « le grand jeu ». L'Etat intervient. Il prend la chose en mains et, publiquement, ostensiblement, il crée du change en faisant un emprunt à

l'étranger. Le mécanisme est extrêmement simple : L'Etat en question aura une souscription publique aux rentes qu'il veut émettre, soit dans le pays même vis-à-vis duquel il est plus particulièrement endetté, soit sur une grande place financière internationale comme Londres ou Paris. Si l'emprunt réussit, les souscriptions obtenues lui donnent droit à de l'or qu'il peut laisser venir chez lui, mais qui, plus commodément encore, peut être laissé sur place pour y être affecté au règlement des dettes nationales. Par cet emprunt, en effet, l'étranger est devenu son débiteur. L'Etat peut donc tirer des traites sur lui. Il a ainsi créé du change qu'il peut utiliser lui-même pour ses propres dépenses ou vendre à ses propres nationaux pour leurs besoins privés.

Certes, la solution est loin d'être définitive. L'excédent des dettes du pays n'est pas éteint. Il est seulement réglé d'une façon provisoire. Le gros chiffre passif immédiatement exigible du bilan national est remplacé par le chiffre beaucoup plus petit des intérêts de l'emprunt à payer. Sans doute il y aura ensuite le capital à rembourser. Mais ce ne sera que plus tard; et, d'ici là, on espère un retour à meilleure fortune. On gagne du temps; et jamais plus que pour un pays en état de crise il ne fut vrai de dire que le temps c'est de l'argent.

Aussi voit-on les Etats en proie aux difficultés de change, que crée presque toujours l'état de guerre, recourir en général à ce moyen si puissant. Notre pays y eut recours en 1870 : le fameux emprunt Morgan, émis à la fois en France et en Angleterre, donna à notre gouvernement 100 millions de crédit sur la place de Londres. C'était peu, quoique le chiffre fût plus gros en ce temps qu'il ne nous paraît maintenant où coule le flot des milliards. Et si l'on s'en tint là, c'est qu'il y avait à cette époque, un autre moyen plus puissant et plus commode que la France eut le bonheur de pouvoir employer.

Plus récemment, le système des emprunts à l'étranger a été appliqué avec une grande énergie par la Russie, pendant la guerre de Mandchourie. Pour faire face à ses achats nombreux d'armes et d'approvisionnements, ainsi qu'au service considérable des intérêts de ses rentes extérieures, le gouvernement moscovite émit des emprunts étrangers, étant entendu que le montant des souscriptions resterait dans les pays d'origine afin d'y acquitter les dettes de la Russie au fur et à mesure de ses besoins. C'est ainsi que fut lancé d'abord, en mai 1904, sur le marché français, un emprunt de 800 millions en bons du trésor 5 pour 100, remboursables en cinq ans; puis, le 12 janvier 1905, un nouvel emprunt de 500 millions de marks, à la fois sur les marchés de Berlin et d'Amsterdam.

De son côté, le Japon, pressé par les mêmes nécessités, imitait son adversaire. Au début du mois de mai, il émit un emprunt de 250 millions de francs à New-York et à Londres, à des conditions d'ailleurs draconiennes, puisque l'opération lui coûta, tout compte fait, 8 pour 100 d'intérêts ! En septembre 1904, le gouvernement du Mikado dut avoir recours aux mêmes marchés pour 300 millions de francs ; et, chose extraordinaire, malgré ses retentissantes victoires, il dut les payer un peu plus cher que la première fois, tant était faible encore et mal assuré le crédit du jeune empire.

La constante utilisation du système des emprunts d'Etat à l'étranger ne doit pas faire oublier cependant que le crédit privé peut travailler utilement à résoudre le problème du change.

Ceci est alors l'œuvre des banquiers. Vendeurs de change, et trouvant dans la vente de cette marchandise des bénéfices d'autant plus élevés qu'elle est plus rare, ils s'ingénient à en créer quand il n'en vient pas spontanément sur le marché ; et c'est toujours de la manière que nous avons vue tout à l'heure : grâce à leurs relations personnelles avec des collègues étrangers, grâce à leur solvabilité propre, ils se font ouvrir des crédits sur les places extérieures. Sur ces crédits, ils tirent des chèques qu'ils vendent à leurs clients, et ceux-ci se libèrent de leurs propres dettes en envoyant ces chèques à leurs créanciers qui en touchent le montant chez eux.

Sans bruit, mais inlassablement, les banquiers cambistes rendent ainsi à tous moments d'immenses services aux affaires internationales qui, sans eux, seraient souvent fort difficiles, sinon même impossibles. Même en temps de paix, en effet, le change n'est pas toujours égal à lui-même : tantôt il abonde et tantôt il est insuffisant. Il y a même des pays où l'on a coutume de passer brusquement, chaque année, de l'extrême abondance à la pénurie la plus extrême du change. Ce sont ceux, comme la République Argentine ou l'Egypte dont les créances sur l'étranger sont surtout constituées par une énorme récolte de céréales ou de coton qui est réalisée en peu de temps. Pendant six mois, les traites sur l'étranger abondent ; elles manqueraient ensuite complètement, et les importateurs qui font, eux, des affaires toute l'année, ne sauraient alors comment payer leurs achats. Mais les banquiers sont là qui créent du change quand il manque et qui en absorbent ensuite le trop plein pour rembourser leurs correspondants. Ainsi sont évitées, grâce à eux, les grosses et onéreuses oscillations du change. La masse du public ne se doute pas de cet obscur et subtil travail auquel la machine économique doit de pouvoir marcher sans trop de heurts. Les banquiers cambistes en sont les grands amortisseurs.

Il est donc naturel qu'ils s'efforcent d'utiliser leur dextérité en vue d'atténuer l'énorme secousse qui résulte de l'état de guerre. Avec plus d'acuité, ce sont en somme les mêmes difficultés. Les banquiers cherchent donc à les résoudre de la même façon. La chose est seulement bien moins aisée ; car la solvabilité des banquiers à qui les crédits doivent être ouverts est suspendue à celle de leur pays qui peut, en ce cas, être gravement compromise. Et il faudra alors renforcer parfois le crédit par des gages difficiles à fournir, dont j'aurai tout à l'heure l'occasion de parler.

Voilà donc comment le crédit peut donner le troisième moyen de règlement des changes dont parlait naguère M. Ribot.

Cependant, il en existe encore un quatrième qui ne se confond ni avec celui-ci, ni avec les autres ; et son importance est immense. Mais elle est malheureusement très réduite en ce moment pour la France, et c'est pour cela sans doute que notre ministre des finances, qui l'avait indiqué dans un précédent discours, n'en a plus fait état.

Ce procédé est celui qui consiste à utiliser en payement les valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières, — les titres, — jouent en effet de nos jours un rôle capital dans le règlement des dettes entre nations. Cela se fait surtout au moyen de ce que l'on appelle, en langage de bourse, les « valeurs internationales ». On entend par là certaines catégories de valeurs qui, au lieu de ne pouvoir être négociées que dans un seul pays, sont cotées à la fois dans les bourses de plusieurs Etats. Il y a beaucoup de ces titres-là aujourd'hui, et ils sont au nombre des plus connus et des plus recherchés, justement parce que leur marché est très large de ce fait, et que l'on peut opérer sur eux avec beaucoup plus de facilités que sur les autres. On trouve parmi eux beaucoup de fonds d'Etat comme les rentes argentines, italiennes, espagnoles, ottomanes, égyptiennes, américaines, etc. ; on y rencontre aussi un grand nombre d'actions et d'obligations de sociétés industrielles, comme les chemins de fer espagnols, américains, lombards ; des mines, comme le fameux Rio-Tinto ou les mines d'or du Transvaal ; des banques, etc., etc.

Le fait que ces valeurs sont internationales ne veut pas dire, du reste, qu'elles sont meilleures que les autres. La cause unique en est dans leurs origines. Pour faciliter leur émission, on les a lancées à la fois sur plusieurs marchés, et voilà tout. Beaucoup de valeurs de premier ordre sont strictement nationales : les actions de nos grandes compagnies de chemins de fer, par exemple. Il en résulte simplement qu'on ne peut pas aisément les négocier hors de chez nous. Les valeurs dites internationales, au contraire, ont une clientèle régulière sur la plupart des grandes

places financières du monde et on peut, par suite, les vendre ou les acheter en bourse partout avec la plus grande facilité.

Et voici maintenant comment ces valeurs fournissent un procédé de règlement des dettes extérieures : ces valeurs peuvent d'abord servir directement de papier de change. On conçoit aisément, en effet, que, pour faire des paiements à New-York, par exemple, un banquier anglais peut acheter à Londres des actions du Trust de l'acier ou de quelque chemin de fer de l'Union, les vendre à New-York et en faire toucher le prix à son créancier : il le désintéresse ainsi sans avoir besoin de faire un envoi d'espèces : il a donc créé par là du change.

Il y a encore un autre mécanisme, un peu plus compliqué, qui est celui de l'arbitrage : lorsque, dans un pays, le change sur un autre pays s'élève, il en résulte automatiquement un transport de valeurs internationales du pays dans lequel le change est cher vers celui où le change est bas. En effet, si le change sur Madrid, coté à Paris le 1er avril 500 francs pour 500 pesetas, s'élève le 15 avril à 550 francs, cela veut dire que le franc a perdu, par rapport à la peseta, 10 pour 100, et que, réciproquement, la peseta a gagné, par rapport au franc, la même valeur. En d'autres termes, le Français qui envoie des francs en Espagne perd 10 pour 100 et l'Espagnol qui envoie des pesetas en France gagne 10 pour 100. Si donc les cours d'une valeur cotée à la fois à Paris et à Madrid sont équivalents, l'Espagnol qui les achète à Paris et qui les revend à Madrid fait donc un gain assuré de 10 pour 100. Ce trafic est donc, par là même, encouragé. Il est fait en grand par des spéculateurs qu'on nomme les « arbitragistes », et le résultat en est bien que, par l'achat de ces titres internationaux, les dettes de l'Espagne à l'égard de la France vont tendre à augmenter, donc le cours des changes à se rapprocher du pair.

D'ailleurs, dans les temps de crise, les arbitrages sur valeurs internationales sont encore facilités par une autre cause que l'action du cours des changes. Si l'Etat procède à de grands emprunts intérieurs, ses nationaux désireux de souscrire à ces émissions en général très avantageuses réalisent en grandes quantités d'autres titres parmi lesquels se trouvent des valeurs internationales. Leurs cours s'affaissent un peu sous le poids de ses réalisations sur le marché national, et les arbitragistes sont donc poussés à y en acheter pour les revendre sur les autres bourses, et l'opération aboutit donc à fournir ainsi de grandes quantités de change sur l'étranger. Il existe un mémorable exemple, bien souvent cité, de l'intensité merveilleuse avec laquelle peut agir ce mécanisme : c'est celui qu'a fourni notre pays lui-même au lendemain de la guerre de 1870. Lorsque notre gouvernement lança

les grands emprunts de 2 et de 3 milliards pour payer l'indemnité de guerre, les Français, pour y souscrire, vendirent en masse les fonds étrangers accumulés dans leurs portefeuilles. Deux milliards de francs, suivant l'estimation de Léon Say, furent ainsi réalisés sur l'étranger, nous donnant droit à autant de papier de change qui fut acheté par le gouvernement français et transmis à Berlin pour acquitter ainsi, sans aucun déplacement d'or, une grosse partie de l'indemnité.

Il convient d'ajouter enfin que les valeurs mobilières ordinaires aussi peuvent servir à créer du change. Aujourd'hui où les capitalistes n'hésitent pas à opérer sur les bourses étrangères pour y acquérir des valeurs qui ne sont pas cotées chez eux, ces capitalistes peuvent, en cas de besoin, revendre ces valeurs à l'étranger et faire ainsi rentrer de l'or, ou, ce qui revient au même, vendre sur place le change ainsi créé.

Quels que soient les procédés par lesquels sont négociées ces valeurs de pays à pays, on voit, dans tous les cas, comment la diffusion de cette richesse si merveilleusement mobile qu'est le titre est venu fournir un très puissant moyen de redressement des changes et de règlement des dettes internationales, qu'il convenait d'analyser pour qu'on eût un tableau complet des instruments dont les financiers disposent pour porter remède à l'espèce de crise nationale dont nous nous occupons. Ces explications étaient, je crois, nécessaires pour permettre à ceux qui ne sont pas familiarisés avec ces opérations, de comprendre exactement en quels termes se pose le problème que les belligérants, en général, et la France en particulier, ont à résoudre, et pour apprécier la valeur et le sens des mesures prises ou en voie d'exécution, à l'examen desquelles j'arrive maintenant.

*
* *

Qu'a-t-on fait jusqu'à ce jour, en France, pour parer à la crise des changes? Quels ont été et quels devront être les procédés mis en œuvre pour payer les immenses dettes de notre pays vis-à-vis de l'étranger? Et que peut-on espérer ou craindre des mesures qu'on sera amené à prendre?

On doit reconnaître qu'il y a eu d'abord une période de désorganisation, — d'anarchie du marché des changes peut-on même dire, tout à fait extraordinaire. Pendant les premiers mois de la guerre, non seulement les changes étrangers n'ont pas haussé en France, mais ils ont même baissé. Qu'ils n'aient pas monté, cela n'a rien de très étonnant, parce que, à ce moment-là, notre pays qui, en temps normal, a toujours un gros excédent de

créances à son actif sur tous les pays du monde sans exception, bénéficiait de cet arriéré de crédits en sa faveur. Le papier sur l'étranger était donc très abondant et le problème du change, qui nous préoccupe aujourd'hui, ne se posait pas. C'est ainsi qu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de France du 28 janvier dernier, M. Pallain, gouverneur pouvait encore dire : « La France... malgré les modifications passagères survenues, depuis le début des hostilités, dans l'état de son commerce extérieur, reste partout créancière. Loin d'avoir à exporter de l'or, elle a déjà été en mesure d'en acquérir. »

Mais la chose extraordinaire fut que ces papiers de change sur l'étranger, sur les pays neutres ou alliés, comme les Etats-Unis ou l'Angleterre, subirent même une grosse dépréciation. Les gens qui avaient sur New-York ou sur Londres des coupons à encaisser, des chèques ou d'autres effets leur donnant droit à des dollars ou à des livres sterling, ne pouvaient arriver qu'avec la plus grande difficulté à négocier ces dollars ou ces livres. On n'en voulait pas; et ceux qui consentaient à les acheter ne les prenaient qu'à perte.

Avec sa clairvoyance habituelle, M. Paul Leroy-Beaulieu fut à peu près seul à ce moment-là à signaler ce paradoxe et à élever sa voix autorisée pour le faire cesser :

Les mines d'or du Transvaal, écrivait-il le 12 septembre 1914 dans l'*Economiste français*, viennent, dans la première quinzaine du mois d'août, de répartir à leurs actionnaires pour une centaine de millions de francs de dividende; sur ces 100 millions, il y en a bien 25 à 30 qui échoient à des Français. Les grandes compagnies américaines et canadiennes envoient de leur côté, des millions de dollars à leurs actionnaires. Tout cela, par la déplorable inertie des banques, est ou était innégociable. Ces jours derniers, les chèques sur Londres, de tout premier ordre, ont pû se négocier à 2 1/2 ou 3 pour 100 de perte; puis, depuis un jour ou deux, la perte s'est accrue. Quant aux chèques les meilleurs sur les Etats-Unis, ils sont toujours innégociables. Et, cependant, cela vaut de l'or, cela est de l'or au sens strict du mot!... Ces chèques vous devriez les acheter avec prime; qu'attendez-vous?

La raison de ce fait, qui semble inexplicable, est tout entière imputable, en effet, à la déplorable courte-vue dont ont fait preuve les banques. Selon la doctrine qui s'était trop accréditée, tout le monde prévoyait une guerre courte. Ce qui dominait dans les esprits, ce n'était donc pas la préoccupation des difficultés des changes à venir. C'était le souci de ne pas engager d'affaires, de ne pas se démunir de numéraire en un moment où le moratorium général rendait toutes les rentrées problématiques. Et voilà comment les banques renoncèrent à mettre en portefeuille, à des conditions raisonnables, ces chèques anglais ou américains que l'on

allait, quelques mois après, se disputer et voir monter bien au-dessus du pair de leur valeur nominale.

La force des choses n'allait d'ailleurs pas tarder à inspirer une plus juste appréciation des nécessités. Bientôt, en effet, il fallut s'occuper non plus seulement de ne pas dédaigner le change existant et offert, mais de résoudre le problème de sa création qui se posait de jour en jour avec une intensité croissante.

Il s'est trouvé, malheureusement, que le procédé sur lequel il semblait que la France devait pouvoir le plus sûrement compter, a été pour elle presque impraticable, ou du moins très fortement réduit. Je veux parler de la vente des titres à l'étranger. L'immense portefeuille de valeurs étrangères que possèdent les Français, et qui a au moins quadruplé depuis 1870, aurait dû, semble-t-il, permettre plus aisément encore que pendant la dernière guerre, de se procurer en abondance du change sur l'étranger. Seulement, les circonstances sont bien différentes. La guerre actuelle, par son ampleur inouïe, a ébranlé à la fois presque toutes les bourses du monde. Et ce sont justement les titres que les Français possèdent en plus grande quantité, dont la réalisation est devenue tout à coup impossible.

Ce que nos capitalistes ont en portefeuille, comme titres étrangers, ce sont, avant tout, des valeurs russes, puis des valeurs de l'Amérique du Sud ; ils ont aussi beaucoup de valeurs autrichiennes, ottomanes et balkaniques ; ils ont encore en assez grande quantité des valeurs espagnoles, italiennes et égyptiennes ; ils ont enfin, mais en plus faible quantité, des titres de l'Amérique du Nord, des Etats-Unis et du Canada.

Or, bien entendu, il n'a pu être question de trouver des débouchés ni pour les valeurs russes, ni pour les valeurs austro-hongroises, ni pour les ottomanes, ni même enfin pour les balkaniques, ni pour les italiennes.

Quant aux autres espèces de valeurs, le plus grand marché sur lequel elles auraient pu être négociées, Londres, se trouvait fermé. Londres, en effet, a dû prendre les plus sévères précautions pour se défendre contre les sollicitations excessives dont son marché risquait d'être l'objet de la part des belligérants ou des neutres. Non seulement on pouvait craindre de voir la bourse anglaise submergée par une offre trop abondante de valeurs et de trop larges saignées d'or faites à la circulation monétaire britannique, mais on pouvait surtout aussi redouter de voir l'Allemagne arriver à négocier, par des intermédiaires complaisants, une partie de son portefeuille étranger, et à soutirer ainsi un or précieux à l'Angleterre. Le gouvernement anglais a donc été amené à prendre certaines mesures indispensables. Il a défendu de négocier en

bourse des valeurs qui n'étaient pas déjà en Angleterre au moment de la déclaration de guerre. Et cela est venu de ce chef réduire encore beaucoup nos disponibilités de change.

Voilà déjà une des raisons principales de la déception qu'il faut enregistrer du côté de cette ressource capitale de change. Mais il y en a une autre qui achèvera de faire comprendre nos embarras actuels.

La source principale de nos engagements extérieurs est, en ce moment, aux Etats-Unis. Il y a aussi l'Espagne et l'Argentine, où nous achetons beaucoup. Mais ce sont, en somme, des changes secondaires, et ce ne sont pas eux qui nous préoccupent. Il n'en est pas de même des Etats-Unis. Ceux-ci sont devenus le grand marché où tout le monde s'approvisionne. Non seulement ils fournissent le coton indispensable pour la fabrication des explosifs, mais ils vendent des munitions, des armes, des équipements, des approvisionnements, des locomotives, des wagons, des machines et des outils de toutes sortes. Leurs statistiques nous apprennent que, dans les premiers mois de cette année, leurs exportations se sont élevées à 1 500 millions environ par mois, soit 600 millions de plus par mois qu'en temps ordinaire. La plus grande partie de ces achats, malgré la contrebande, est faite par les Alliés. Pour notre part, on évaluait, au mois de mai déjà, nos seuls achats à l'Amérique du Nord, à plus de 2 millions et demi. Et, non seulement nos achats ont ainsi augmenté dans d'énormes proportions, mais, en même temps, nos ventes aux Etats-Unis ont beaucoup baissé; leurs touristes nous manquent et ne viennent plus acheter nos produits de luxe. Ce résultat est donc un énorme besoin de change sur les Etats-Unis.

Pour se procurer aisément tout ce change nécessaire, il aurait fallu avoir des titres américains en grande quantité à offrir à New-York. Mais il se trouve, par malheur, que les valeurs des Etats-Unis ont relativement peu tenté les capitalistes français. L'introduction de ces valeurs à la bourse de Paris est de date toute récente. Ce n'est qu'en 1907 qu'a été faite sur notre marché la première grande émission américaine, celle des obligations de la Compagnie des chemins de fer Pennsylvania. Quelques autres ont eu lieu depuis. Mais notre législation fiscale, qui depuis quelques années est à trop courte vue, trop préoccupée par le problème de l'impôt sur le revenu et trop étroitement attachée à la décevante chimère de l'astreinte totale, a pesé sur la constitution de ces titres dont beaucoup se trouvent invendables en Amérique, du moins sans grosses pertes.

Toutes ces raisons font qu'il y a fort peu à attendre des arbitrages de valeurs américains pour influer favorablement sur nos

changes d'outre mer. L'Etat français a cependant essayé de réaliser une opération intéressante pour se procurer, pour ses propres besoins, un peu de change en titres américains. Il a, dans le courant du mois de juin, fait des offres d'achat avantageuses aux porteurs français d'obligations Chicago-Milwaukee 4 pour 100 et de Pennsylvania 3 3/4 pour 100. Il était acheteur de ces titres aux prix respectifs de 475 et de 485 francs, sensiblement supérieurs aux cours pratiqués. Mais cette ressource a été faible, beaucoup de porteurs hésitant d'ailleurs à se débarasser de ces titres qui sont dans 5 ou 6 ans remboursables à 500 francs; et les changes n'en ont pas moins continué leur inquiètant mouvement de hausse.

Il y a donc peu à compter, pour le moment, sur l'aide que les ventes de titres peuvent donner à la solution du problème des paiements à l'étranger. Ce sera seulement, sans doute, à la fin de la guerre, au moment des emprunts de liquidation, que le procédé des arbitrages de valeurs mobilières pourra de nouveau jouer avec efficacité. Encore même y aura-t-il peut-être à prévoir quelques difficultés, parce que, à ce moment-là, tous les belligérants ayant à la fois besoin de vendre leurs titres étrangers, il se peut que les marchés aient peine à fournir des contre-parties suffisantes à ces offres simultanées.

Quant aux procédés privés de création du papier de change, ils ont été certainement utilisés par les banquiers, mais dans une mesure qu'il est impossible d'évaluer puisque les banques ne nous donnent aucun renseignement sur ces opérations. Nous savons cependant à de certains indices et à de certains bruits, que l'on n'est pas, dans ce domaine, resté inactif. Ainsi, on a parlé, il y a quelques mois, de négociations qui auraient été engagées par la maison Rothschild, de Paris, en vue de se faire ouvrir 100 millions de crédits auprès des banquiers américains. D'autre part, la Banque de France paraît s'être attachée également à se ménager de gros crédits à l'étranger. On trouve, en effet, dans son bilan hebdomadaire depuis le 28 janvier 1915, date à partir de laquelle elle a recommencé à publier régulièrement sa « situation », un poste dénommé « Disponibilités et avoir à l'étranger ». Ces disponibilités qui s'élevaient à cette date au chiffre de 186 938 292 francs, se sont accrues très rapidement. En chiffres ronds, elles atteignaient 297 millions de francs au 4 mars, 583 millions au 25 mars, 838 millions au 20 mai, 911 millions au 22 juillet et plus d'un milliard au 26 août.

A la vérité, il n'est pas très commode de savoir exactement d'où proviennent ces disponibilités, ni surtout dans quelles proportions. Toutefois, et sans aucun doute, une partie très considérable de ces sommes est le produit d'une opération conclue par

M. Ribot avec la trésorerie anglaise sur laquelle je fournirai tout à l'heure les explications qu'elle mérite. Il suffit, pour le moment, de dire que c'est une opération d'Etat et qu'elle sort, par conséquent, du cadre des opérations de banque proprement dite. La Banque de France n'a été ici qu'un agent d'exécution pour le compte du gouvernement.

Une autre partie de ces disponibilités — peut-être la plus considérable — pourrait bien provenir par voie indirecte des opérations d'escompte des bons du Trésor français pour compte de gouvernements étrangers. Il y a surtout des raisons de penser qu'elles sont en majeure partie la conséquence de l'opération de règlement par la Russie des dettes qu'elle avait contractées sur le marché français. La Banque de France a payé pour la Russie, contre l'ouverture d'un crédit correspondant en Russie. Mais il est bien évident qu'il s'agit là beaucoup moins de disponibilités que d'un avoir immobilisé et qui, au surplus, n'est pour la question actuelle des changes d'aucune utilité pour nous, puisque nous n'avons nul besoin de change sur la Russie.

Ce n'est donc, très certainement, qu'une très faible partie de ces disponibilités de la Banque de France qui se trouve constituée par du change provenant d'opérations privées rentrant dans la catégorie que nous examinons. Il est seulement impossible d'en connaître la valeur ni la consistance. Tout ce que je puis dire, c'est que la Banque de France, généralement si avisée, paraît, en cette matière, avoir fait complètement fausse route. Elle se serait, en effet, procuré ce change, non pas par l'ouverture de crédits d'acceptation à l'étranger, mais simplement par l'achat d'effets sur l'étranger mis en portefeuille dans le dessein de peser ensuite favorablement sur le change par leur revente au fur et à mesure des besoins du marché. C'est un procédé classique, employé souvent par les banques centrales modernes et connu sous le nom de « politique des devises » (du nom donné en langage de banque aux papiers de change). Mais pour que cette politique donne de bons effets il faut que soient remplies deux conditions indispensables : la première, c'est que les achats du papier sur l'étranger soient faits au moment où le cours du change est favorable, la revente devant, au contraire, être faite au moment où les changes montent pour enrayer leur hausse. Et la seconde condition, non moins essentielle, c'est que le pays où cette politique est pratiquée ait alternativement une balance des comptes favorable et défavorable. Or, aucune de ces conditions ne se trouve réalisée : quand la Banque de France a procédé à la constitution de ce portefeuille étranger, les changes allaient hausser ou étaient déjà en hausse et, d'autre part, notre situation de change n'est pas caractérisée

par des alternances de hausse ou de baisse, mais bien par un mouvement de hausse continue dont on ne peut, de longtemps, entrevoir le renversement spontané. Il semble d'ailleurs que la Banque de France, dont les pronostics sur la durée des causes de la crise de nos changes ont été en défaut, ait renoncé à poursuivre cette expérience inutile et que ses disponibilités ne soient plus alimentées que par les autres catégories d'opérations.

La conclusion de cet examen, jusqu'ici, c'est donc que les procédés automatiques d'arbitrages des valeurs mobilières, ou que les opérations particulières des banques qui, en temps normal ou en période de crise moins extraordinaire, peuvent servir, dans un pays débiteur, à diminuer la tension des changes, ont été ou mis en défaut grâce à des circonstances exceptionnelles, ou débordées par l'énormité et par la continuité de la crise. Il a donc bien fallu en venir au « grand jeu » dont je parlais tout à l'heure, c'est-à-dire aux procédés d'Etat, et c'est d'eux que je vais m'occuper maintenant.

Le gouvernement français a eu d'abord recours au procédé ordinaire, c'est-à-dire à l'emprunt émis sur les marchés étrangers où l'on a besoin d'avoir des remises. C'est ainsi que, au 31 janvier dernier, il était placé en Angleterre pour 302 640 000 fr. (12 millions de livres sterling) de bons du Trésor à 5 pour 100. A la même date, était fait à New-York un emprunt de 51 800 000 francs (10 millions de dollars) à 5 pour 100, également en bons du Trésor. Enfin, à New-York encore, était lancé au mois d'avril un second emprunt de la même nature, mais cette fois pour la somme de 50 millions de dollars, c'est-à-dire de 260 000 000 de francs.

Il y a eu ensuite une opération beaucoup plus vaste, plus originale et plus méritoire, du moins en son principe. Au mois de mai, M. Ribot annonçait à la Chambre des députés qu'il avait conclu avec M. Lloyd George un accord financier sur les bases suivantes :

Pour opérer le règlement de ses engagements extérieurs, la France avait besoin de grosses disponibilités sur la place de Londres. D'autre part, le gouvernement britannique, soucieux de ménager pour ses propres besoins les forces de la bourse de Londres, n'aurait pas vu avec plaisir la France recourir pour des sommes trop considérables à l'émission en Angleterre de ses bons du Trésor. Il fut convenu dès lors, entre les deux ministres des finances, que le gouvernement anglais ouvrirait lui-même directement des crédits au gouvernement français pour une somme de 1 milliard et demi, à condition que nous ferions des envois d'or dans la proportion d'environ un tiers des crédits totaux. « En d'autres termes, disait M. Ribot, si nous envoyons à

Londres, aux époques que nous voudrons, 500 millions d'or, — c'est là un maximum, — nous aurons en contre-partie, non pas 500 millions, mais 1550 millions, c'est-à-dire trois fois plus ». Et l'honorable ministre des finances ajoutait : « Il est parfaitement équitable qu'on nous demande un envoi d'or, parce que l'Angleterre ne pourra maintenir son change avec les Etats-Unis, avec cette surcharge nouvelle que nous lui imposons qu'à la condition de faire elle-même des envois d'or aux Etats-Unis. »

Quant au mécanisme de l'opération, il était simplement celui-ci. Pour couvrir la partie des crédits ouverts dépassant chaque envoi d'or, le gouvernement français devait remettre à la trésorerie anglaise des bons du Trésor qui ne seraient pas négociés, et qui seraient renouvelables tous les trois mois ou tous les six mois, en portant intérêt au taux même où le gouvernement anglais place ses propres bons. Ces bons seraient enfin définitivement remboursés un an après la conclusion de la paix.

Cet accord s'exécute peu à peu. On n'a pas donné sur sa réalisation des renseignements directs au public. On peut cependant en saisir quelques traces. Par deux fois au moins, le bilan de la Banque de France laisse apercevoir des mouvements qui se réfèrent très certainement à cette opération. La première fois, c'est au lendemain même de la conclusion de l'accord autorisé par le Parlement. Le discours de M. Ribot est du 7 mai. Or, voici les changements que l'on remarque dans les bilans hebdomadaires de la Banque de France des 6 et 14 mai. Le 6 mai, l'encaisse d'or de la Banque s'élevait à 4 127 009 598 francs; elle s'abaisse à 3 915 653 715 francs au 14 mai. En même temps, les disponibilités à l'étranger qui étaient, le 6 mai, de 634 513 233 francs, montent la semaine suivante à 833 095 648 francs. Ainsi, à une diminution de notre encaisse d'environ 200 millions, correspond une augmentation des disponibilités extérieures à peu près d'égale somme. Si cette augmentation n'est pas triple de la somme d'or exporté, comme le veut l'accord, c'est sans doute parce que des payements ont été immédiatement faits sur ces disponibilités, et que le chiffre porté au bilan du 14 mai ne représente plus que le reliquat des crédits. Mais il paraît raisonnable d'attribuer ces mouvements à une première exécution partielle de la convention Ribot-Lloyd George.

De même une deuxième exécution partielle importante semble révélée par les bilans des 19 et 26 août dernier de la Banque de France. Entre ces deux dates, l'encaisse d'or est en diminution de 126 641 993 francs, puisqu'elle passe de 4 392 961 472 francs au 19 août, à 4 266 319 479 francs au 26 août, et les disponibilités à l'étranger accusent une augmentation de 175 266 143 francs,

en s'élevant de 833 463 552 francs à 1 008 729 695 francs. Comme, d'autre part, nous savons que les versements d'or du public à la Banque ont atteint pendant la même semaine la somme d'environ 75 millions, la sortie réelle de l'or a été donc d'environ 200 millions de francs, comme dans la deuxième semaine de mai, et c'est encore, par conséquent une tranche très importante de l'opération qui vient d'être effectuée. Peut-être y a-t-il eu, en dehors de ces deux gros mouvements, quelques autres fragments de réalisation plus minimes. Mais ils sont insaisissables pour nous, parce que les bilans de la Banque de France ne sont pas assez explicites : ils n'indiquent pas, en effet, les chiffres des exportations et importations d'or. Ils ne donnent que les mouvements globaux de l'encaisse, en plus ou en moins ; et comme des rentrées d'or ont pu venir compenser des sorties, celles-ci n'apparaissent que quand elles sont très importantes.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que nous ne devons plus être éloignés du moment où ces crédits seront complètement épuisés. A supposer qu'il n'y ait eu que les deux mouvements que nous avons cru pouvoir saisir, les 400 millions d'or exportés nous ont valu 1200 millions de crédits. Il resterait donc au maximum 100 millions d'or à envoyer en Angleterre pour 300 millions de crédits. M. Ribot avait d'ailleurs, le 7 mai, annoncé que l'opération en question était faite en prévision de six mois de paiements. « J'ai dit à M. Lloyd George, déclarait-il, que nous avions de grands paiements à faire aux Etats-Unis, au Canada, à Londres, et qu'il pouvait nous aider en nous faisant ouvrir des crédits en Angleterre. Nous avons ensemble fait le compte des sommes que la France aurait à payer d'ici six mois. Six mois, c'est une longue période en temps de guerre pour un ministre des finances ; je ne veux pas regarder plus loin pour le moment... Enfin nous sommes arrivés à un total d'un peu plus d'un milliard et demi pour les paiements à faire dans ces six mois soit aux Etats-Unis, soit au Canada, soit en Angleterre. »

De ces six mois, plus de quatre sont écoulés. Nous touchons donc au terme. Et il paraît bien certain que l'opération ne pourra pas être recommencée, sauf toutefois en ce qui concerne des crédits pour les paiements à l'Angleterre elle-même.

La raison en est simple : c'est que cette opération nous fournit des crédits, c'est-à-dire du change sur Londres. Cela est très bien en temps normal ou à peu près normal, parce que Londres étant le plus grand marché financier du monde et la grande place universelle de change, tous les règlements du monde peuvent se faire par l'envoi de change sur Londres, qui est toujours et partout accepté comme argent comptant. La combinaison a donc pu par-

faitement réussir au début de nos difficultés de change. L'Angleterre, que la guerre n'a pour ainsi dire pas touchée au point de vue économique, et qui n'avait pas eu, jusqu'à ces derniers mois, la notion exacte de l'effort à faire en vue de l'outillage, de l'armement et du ravitaillement en munitions de son armée, n'avait ni diminué l'activité de ses industries d'exportation, ni développé ses achats à l'étranger comme elle l'a fait maintenant. Elle conservait sa position de créancière vis-à-vis de tous les pays, y compris les Etats-Unis, et la livre sterling maintenait encore au mois de mai sa valeur vis-à-vis du dollar.

Mais, lorsque l'intensité des commandes britanniques en Amérique a augmenté, et lorsque, par suite, la livre sterling a commencé à fléchir à New-York, il est devenu visible que, pour régler nos achats aux Etats-Unis, il était de plus en plus difficile d'offrir du change sur l'Angleterre, déjà surabondant sur le marché de New-York. Non seulement nos crédits sur Londres, qui peuvent toujours nous servir pour le paiement de nos achats dans d'autres pays, sont de moins en moins avantageux pour régler ceux que nous faisons aux Etats-Unis (puisque les livres sterling y ont une valeur de moins en moins grande), mais encore en offrant des livres à New-York, nous contribuons à alourdir fâcheusement le cours du change anglais en Amérique. On avait bien envisagé cette répercussion au moment de la conclusion de l'accord Ribot-Lloyd George. Notre ministre des finances avait expliqué que nos envois d'or à Londres étaient nécessaires « parce que l'Angleterre ne pourra maintenir son change avec les Etats-Unis, avec cette surcharge nouvelle que nous lui imposons, qu'à la condition de faire elle-même des envois d'or aux Etats-Unis ». Mais on n'avait pas prévu que, du fait des achats de l'Angleterre, son change sur l'Amérique s'alourdirait tellement que ses envois d'or seraient impuissants à le rétablir, ni même à le soutenir.

En d'autres termes, la situation est maintenant celle-ci : nous ne pouvons plus nous adresser à Londres pour régler nos dettes américaines. Le marché anglais est lui-même trop embarrassé pour trouver des remises sur les Etats-Unis. Nous sommes donc obligés de nous occuper directement du change américain. C'est lui qu'il nous faut directement nous procurer. Et l'heure est venue d'aborder la question de front et de chercher à la résoudre autrement que par des moyens indirects ou par des demi-mesures.

*
* *

Nous ne l'avons pas fait assez tôt. L'erreur générale de notre conduite, dans cette question des changes, a été de nous attarder

à des demi-mesures. Les quelque 2 ou 300 millions qu'a pu fournir peut-être le rachat des obligations Chicago-Milwaukee et Pennsylvania, les 310 millions de francs qu'ont procuré les deux emprunts en bons du Trésor émis sur le marché américain, ne pouvaient pas suffire à subvenir aux besoins d'un change que l'énormité et la continuité de nos achats presque sans contre-partie, devaient fatalement amener à un état de tension redoutable.

On le comprend enfin aujourd'hui et l'on va se décider à faire ce qui, dès le début, aurait dû être fait, et aurait pu l'être à de bien meilleures conditions.

Depuis la fin du mois d'août en effet, les journaux anglais et français se sont fait les échos de la très grande activité qui règne dans les milieux financiers et gouvernementaux en vue de porter remède à la crise du change américain. On a su d'autre part et d'une façon officielle, le 26 août, que M. Ribot s'était rendu à Boulogne-sur-mer pour conférer avec MM. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier, venu exprès de Londres. Le but de la conférence était de rechercher les moyens de paiement aux Etats-Unis, et d'enrayer ainsi la hausse du change. On nous disait aussi qu'une mission de financiers anglais et français allait partir pour les Etats-Unis, afin de rechercher sur place dans quelles conditions les deux gouvernements pourront obtenir aux Etats-Unis les crédits nécessaires. On ajoutait enfin que, ces mesures devant être prises collectivement par la France, par l'Angleterre et par la Russie, il y aurait à Londres, dans la première quinzaine de septembre, de nouveaux entretiens des ministres des finances de France et d'Angleterre auxquels se joindrait, cette fois, le ministre des finances de Russie.

Que va-t-il être fait?

Les journaux anglais ont parlé de grosses exportations d'or en perspective. Selon le *Daily Telegraph*, en particulier, le plan par lequel on se propose d'amener la hausse du change en Amérique comporterait l'envoi, par les alliés, d'une quantité d'or « si considérable qu'elle étonnera les banquiers américains ».

Sans aucun doute, de l'or sera exporté nécessairement. Mais il faut comprendre comment et dans quel but. Le simple envoi d'or destiné à payer directement les achats faits en Amérique doit être considéré comme absolument impuissant à améliorer le change. Ce mode de paiement n'aurait pu se justifier que dans deux hypothèses : celle d'une guerre courte pour les dépenses extérieures de laquelle nos réserves d'or auraient été largement suffisantes sans trop grosse brèche; ou celle d'une balance contraire purement temporaire et dont le sens aurait pu être très rapidement modifié. Mais nous sommes fort loin de ces deux hypothèses. Dès lors

les exportations d'or considérées en elles-mêmes sont un non-sens : elles sont inefficaces à cause de l'immensité de nos dettes, et si on voulait s'en tenir à ce procédé beaucoup trop primitif et simpliste, on aboutirait seulement à vider les encaisses des banques des pays alliés sans résoudre le problème du change américain.

On n'a déjà que trop eu recours à ces exportations décevantes du métal jaune. L'Angleterre en a envoyé à plusieurs reprises d'assez grosses quantités en Amérique; et l'on signalait encore dans la dernière semaine d'août que la banque Pierpont Morgan avait reçu à elle seule 100 millions de francs d'or de Londres. Les banquiers américains eux-mêmes ne sont pas en faveur de cette solution. Ils n'ont pas besoin d'or. Les Etats-Unis regorgent en ce moment d'un métal jaune surabondant et sans emploi. Ils ne tiennent donc pas à accroître encore ce stock excessif.

Ce qu'il faut donc, pour la France comme pour ses alliés, ce sont des crédits aux Etats-Unis, de larges crédits, seuls capables de faire face aux sommes énormes qu'il nous faut. Seulement, pour les obtenir on a aussi d'abord eu recours à un procédé défectueux. Nous avons, comme on l'a déjà vu, essayé de nous procurer ces crédits par l'émission de bons du Trésor sur le marché américain. Les bons du Trésor sont certainement un moyen très commode de se procurer de l'argent, et qui a remarquablement réussi, jusqu'ici, chez nous. Mais, dans le cas qui nous occupe, c'est un moyen insuffisant. Le grand défaut de ces bons, en effet, c'est d'être payables en « francs », intérêts et capital. Or, comme la valeur du franc aux Etats-Unis est en baisse, il en résulte une perte pour les détenteurs de ces bons dont la menace est peu faite pour permettre d'élargir avec succès ce mode d'emprunt. Il en serait d'ailleurs de même pour des bons du Trésor anglais payables en livres sterling, puisque le change anglais est maintenant, lui aussi, avarié.

Il faudra donc en venir à contracter des emprunts réglables en dollars. C'est sans doute ce que l'on va faire. Seulement, toute erreur se paie. Celle que nous avons commise en attendant, pour nous occuper de la question du change avec les Etats-Unis, que ce change eut trop haussé, se traduira par des conditions plus onéreuses à notre charge. De plus, les Américains ayant vu maintenant que le change est renversé pour longtemps à leur profit, vont être plus exigeants pour les couvertures qu'il faudra leur donner, c'est-à-dire, notamment, pour la masse d'or qui devra servir de garantie à l'ouverture des crédits qui nous seront consentis.

Souhaitons, en tous cas, qu'on ne lésine pas. Il faut, cette fois, que l'opération soit d'assez vaste envergure pour régler cette

obsédante question du change américain, jusqu'au temps où les forces économiques naturelles, enfin libérées par la paix, permettront à nos vieilles nations de retrouver l'équilibre, sinon l'avantage, de leurs balances des comptes.

Quelle que soit cependant la solution adoptée, de toutes façons, l'or va sortir en masses importantes des caisses des alliés, donc de chez nous, comme d'Angleterre et de Russie. Nous sommes arrivés à un moment où la pression est devenue trop forte dans la machine du change. Il faut ouvrir la soupape, c'est-à-dire donner de l'or, et c'est en prévision justement de cette inéluctable nécessité que M. Ribot a été amené à lancer l'appel au public en vue du versement de l'or thésaurisé à la Banque de France.

Cela doit-il nous alarmer?

Pas le moins du monde. Forte en ce moment de plus de 4 milliards, malgré les saignées de plusieurs centaines de millions qui lui ont déjà été faites, capable de s'élever par les versements que les Français patriotes lui continueront encore, jusqu'à 4 milliards et demi au moins, notre encaisse d'or peut aisément supporter l'exportation de 1 milliard ou de 1 milliard et demi de francs de métal jaune. Le gage de notre circulation de billets n'en sera pas pour cela compromis. Il y a une idée trop répandue : c'est celle qu'on ne peut, en toute sécurité, faire circuler des billets de banque que pour une valeur triple de l'encaisse d'or. Cela a été redit encore au cours de la séance du 7 août, à la Chambre des députés pendant la discussion du projet de loi sur la réquisition des blés. C'est là cependant une erreur, accréditée simplement par les statuts de certaines banques d'émission étrangères. En réalité il n'y a pas de règle stricte fixant un rapport minimum immuable entre l'encaisse d'une banque nationale et le montant de son émission de papier. Il ne faudrait pas oublier, par exemple que, au mois de novembre 1870, au moment cependant où nous étions déjà accablés par nos désastres, la Banque de France avait une circulation de 3 071 000 000 de francs de billets, couverts par une encaisse d'or *et d'argent* de 700 millions à peine, et que le billet français est cependant resté sensiblement au pair. C'est que, dans ces périodes de crise nationale, la valeur du billet n'est pas seulement appuyée sur l'or de l'encaisse, mais sur l'ensemble des forces financières mobilisables de la nation. Le billet de banque français a derrière lui toute la richesse accumulée de la France. On n'a donc pas à redouter de voir s'amincir en partie l'épaisseur du gage métallique qui ne lui sert que de dossier immédiat.

En second lieu, enfin, il faut bien se dire encore que la disparition de notre or, même si elle devait être poussée très loin par

une durée excessive du conflit actuel, ne serait pas durable, parce que les causes qui nous donnaient, avant la guerre, une balance des comptes favorable, tendront à jouer tout de suite après avec une grande énergie. Ce qui a toujours prolongé, pour les pays qui en ont longuement souffert, la crise des changes, c'est leur impuissance à balancer leurs engagements extérieurs par leurs créances extérieures. Et cela venait de ce qu'il s'agissait de pays ayant fait d'énormes emprunts à l'étranger, écrasés par le service des intérêts de ces emprunts et ne trouvant dans leur situation économique aucune autre contre-partie favorable à ces engagements. Mais nous, dont les emprunts sont et resteront, pour leur immense majorité, nationaux et intérieurs, malgré tous les crédits que nous nous ferons ouvrir au loin, nous qui ne cesserons pas de percevoir sur l'étranger les coupons de notre gros portefeuille de valeurs étrangères, nous qui pourrons presque tout de suite retendre toute la puissance d'exportation de nos industries, nous, enfin, que l'Amérique enrichie s'empresssra de revenir visiter en vidant sa bourse dans nos hôtels et dans nos magasins de luxe, en vérité, nous pouvons avec confiance envisager l'avenir et attendre la fin de l'épreuve financière qui nous est, en ce moment, imposée.

Léon POLIER,
Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.

P. S. — Au moment où je corrige les épreuves de cet article, quelques renseignements commencent à filtrer sur les négociations de la mission financière anglo-française aux États-Unis. L'impression générale a été, dès les premières conversations, que l'on aboutirait à une heureuse solution. Les banquiers et financiers américains paraissent disposés à user de toute leur influence et de tout leur crédit pour assurer le succès de l'opération si nécessaire à la fois pour les affaires des alliés et pour celles des Etats-Unis eux-mêmes.

Mais comment l'emprunt des alliés paraît-il destiné à être fait? Rien n'est encore arrêté. Le 15 septembre, on affirmait qu'il y avait quatre modalités envisagées comme possibles et qui seraient les suivantes : — 1° L'émission d'un emprunt basé sur la garantie de valeurs américaines; — 2° Un emprunt direct avec couverture en or de 25 pour 100; — 3° Des crédits d'acceptation qui seraient escomptés par les banquiers américains au fur et à mesure des besoins de paiement des Alliés en Amérique; — 4° Un emprunt garanti par des obligations nationales des pays participants.

De ces quatre modalités, il semble bien qu'il y en ait une, — celle des crédits d'acceptation, — qui soit destinée à être délaissée. Le procédé ne paraît guère être possible pour une opération de l'envergure de celle qui doit être faite. Il paraît douteux que même la puissance

d'un syndicat des plus grands banquiers américains puisse l'assumer sans inconvénient. Ce qui a pu porter à envisager cette solution, c'est sans doute la difficulté relative au placement, dans le public américain, d'un grand emprunt européen. Les capitalistes de l'Union n'ont pas l'habitude de ces placements extérieurs et, d'autre part, la structure très morcelée du système des banques américaines augmente les difficultés du lancement d'une grande masse de titres qui seront une nouveauté pour la clientèle. Mais l'entente, qui paraît certaine, des chefs de file de la finance américaine aplanira certainement les obstacles qu'on aurait, en d'autres temps, jugés peut-être infranchissables.

Ce qui paraît d'ailleurs surtout de nature à assurer le succès et ce qui est, à mon sens, la meilleure des nouvelles qui nous parviennent de la Conférence financière, c'est la décision que l'on aurait prise, en tout cas, de se rallier à un type d'emprunt payable en dollars. C'est là le point essentiel sur lequel j'ai insisté plus haut, et c'est la solution qu'il aurait fallu d'emblée adopter pour assurer les porteurs de nos obligations contre toute fluctuation du change. Mieux vaut tard que jamais.

Quant au montant même de l'emprunt, il paraît être encore l'objet de grosses discussions. La mission anglo-française demande 200 millions sterling — soit 5 milliards de francs environ. On dit que les banquiers américains ne seraient d'avis que de consentir, pour le moment, un prêt de 500 millions de dollars — soit moitié moins. La somme risque d'être insuffisante assez rapidement et il serait, à notre avis, regrettable de voir fixer nos crédits à ce chiffre. Il semble, aux dernières nouvelles, que l'on aboutira peut-être à la somme transactionnelle de 750 millions de dollars.

Enfin, on ne sait encore rien de précis en ce qui concerne les caractères accessoires de l'emprunt futur : tels que le taux, les garanties, les procédés d'émission. On parle de 5 pour 100, ce qui est, à coup sûr, un minimum. On paraît écarter, sur le désir des américains eux-mêmes, l'idée d'une garantie en or qui augmenterait inutilement le stock déjà surabondant de Wall-Street, et on semble envisager la division de l'emprunt en plusieurs tranches ou séries d'émission.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons, je crois, envisager avec satisfaction la tournure que prend le règlement de cette très grave question du change avec les Etats-Unis. — L. P.

SILHOUETTES DE GUERRE

LA DUCHESSE D'AOSTE

Le peuple l'appelle familièrement la « généralissime »... Dans les journaux italiens, presque tous les jours, à côté du communiqué du général Cadorna, relatant les progrès lents, mais tenaces de l'armée italienne, on trouve une rubrique marquant les déplacements de la duchesse d'Aoste. Ce sont parfois de véritables raids : le même jour, en l'espace de quelques heures, les correspondants signalent : « Soudainement, la duchesse d'Aoste, inspectrice générale des services de la Croix-Rouge, est arrivée ce matin à X..., d'où elle est passée à Z... » La semaine dernière, elle était à Tarente, le même jour qu'à Brindisi et à Lecce. Un matin, elle est à Rome, le soir, à Naples. C'est ainsi que, depuis le commencement de la guerre, Hélène de France exerce sa mission.

Dans le travail de préparation intense de l'Italie pour son intervention dans le conflit mondial, l'organisation des services de santé n'était pas la plus avancée. Le sentiment de l'imminence des décisions suprêmes, qui animait les chefs de l'armée, n'avait pas mis en mouvement les directions de certains services subsidiaires. Il fallut recourir, en partie, à ce génie de l'improvisation qui est, — on l'a répété assez souvent, — le privilège des Latins. Il fallut établir, entre les services militaires et ceux de la Croix-Rouge, une concordance rigoureuse qui, pendant la guerre de Tripoli, avait été à peine ébauchée. Il fallut, surtout, de l'esprit de décision, de l'énergie : ce sont les qualités que S. A. R. la duchesse d'Aoste montra avec éclat le jour où, les armées italiennes avançant au delà de la frontière orientale, elle prit

sa place à la tête des services de la Croix-Rouge italienne. L'admiration qui entoure aujourd'hui, en Italie, l'activité incessante de cette fille de France dit suffisamment ce qu'elle a été.

Elle trouvait devant elle une organisation qui avait montré son efficacité à la suite des malheurs provoqués par les tremblements de terre de la Calabre, de la Sicile et des Abruzzes. Mais le matériel était usé, les trains avaient beaucoup servi. Les trésors de dévouement, qui s'étaient montrés autrefois, existaient toujours. La Croix-Rouge italienne pouvait se vanter de posséder un corps sanitaire, composé de tout ce que la science compte de plus illustre dans la péninsule, des administrateurs actifs et intelligents, mais devant l'immensité de l'épreuve nouvelle, on peut dire que tout restait à faire pour unir et coordonner ces forces, pour en tirer le maximum de profit, pour éveiller les énergies nouvelles sans décourager les anciennes. La tâche était formidable et à cette tâche une femme a suffi.

Un fait montrera avec quel esprit et quelle résolution elle a accompli son rôle. Un mois après avoir pris ses fonctions, elle adressait aux membres de la Croix-Rouge italienne une circulaire, dont le moins que l'on puisse dire c'est que le ton sévère répondait à la gravité de la situation. En voici le texte :

Juin 1915. — En acceptant la tâche délicate qui m'a été confiée, j'ai senti combien grave et important était l'engagement que j'allais prendre. Aujourd'hui, un mois après avoir commencé mes tournées d'inspection et vu chaque jour à l'œuvre les infirmières de la Croix-Rouge, je sens qu'il est fortement nécessaire de fixer des règles fondamentales auxquelles toutes devront se soumettre pour atteindre le but supérieur que nous nous sommes proposé, tout en prenant la devise de pitié fraternelle qui nous honore.

Avant tout, je désire que la discipline soit parfaite, de façon que les infirmières, en entrant dans la famille sanitaire, dans les différentes unités hospitalières, puissent inspirer aussitôt du respect et de l'estime : deux choses qu'elles ne peuvent pas obtenir sans une attitude irréprochable, sans l'habitude du silence, sans une discrétion scrupuleuse, sans l'obéissance indiscutée à tout ordre, sans l'exercice d'une charité bien entendue à l'égard du malade.

Sauf dans le cas où tout autre personnel ferait absolument défaut, les infirmières s'abstiendront d'exercer leurs fonctions dans les sections des officiers.

Pendant leur service, les infirmières n'auront pas d'autres différences entre elles que celles qui sont établies par la hiérarchie. En conséquence, toute distinction, toute appellation nobiliaire doivent être supprimées.

Les directrices des groupes sont responsables, au point de vue technique et disciplinaire, des infirmières qui dépendent d'elles. Elles devront rédiger un rapport par écrit, tous les quinze jours, et l'adresser à l'ins-

pectrice, qui se basera sur ce rapport même pour noter, dans un registre spécial, les notes personnelles de chaque infirmière.

Quand les besoins l'exigeront, la directrice du groupe choisira des directrices de salle qui auront envers elle la responsabilité du service dans le local qui leur aura été attribué.

Les directrices de groupe ou les directrices de salle ont seules le droit de recevoir les ordres des médecins : elles les transmettront aux infirmières qui, seulement par leur intermédiaire, pourront formuler des demandes ou donner des renseignements.

Les infirmières qui, pendant les dernières trois années, n'ont pas exercé leurs fonctions, sont invitées à les reprendre dans le délai d'un mois. Si elles n'obéissent pas à cet ordre, sans motif suffisant, elles seront rayées des cadres et invitées à rendre la médaille distinctive qu'elles ne pourront plus arborer sans tomber sous le coup des pénalités prévues par la loi.

Les infirmières qui donneraient occasion à des plaintes pour leur attitude et qui, après avoir été admonestées à deux reprises, n'auraient pas tenu compte de l'observation seront également rayées des cadres et devront rendre leur médaille.

Je vous confie, Mesdames les Inspectrices, la responsabilité de la mise en pratique, scrupuleuse et immédiate, de ces ordres. Je suis sûre que tout acte de sévérité bien entendue sera accueilli avec satisfaction par toutes les infirmières, qui ont conscience de la noblesse de notre mission et qu'elles applaudiront aux épurations qui en seront la conséquence.

J'ai pleine confiance en vous, ainsi que dans toutes autres personnes, animées de véritable zèle, qui, par leur esprit de sacrifice et par leur abnégation, concourront à sauver nos braves. J'ose espérer, qu'à la fin des hostilités vous aurez montré que, si la Croix-Rouge italienne eut, en temps de paix, des lacunes, elle a su les combler et racheter ses erreurs passées au moment même qui marquera dans l'histoire le commencement d'une grande époque nouvelle.

L'Inspectrice générale :
HÉLÈNE DE FRANCE, DUCHESSE D'AOSTE.

Etonnement d'un côté, petits frissons de réaction vite étouffés de l'autre, adhésion chaleureuse du grand public, tels furent les effets de la circulaire de l'Inspectrice générale.

Que cette circulaire, comme tant d'autres, restât lettre morte, la chose était impossible pour qui sait avec quelle ténacité l'auteur même s'est depuis lors dépensée, d'un bout à l'autre de la Péninsule, afin de s'assurer par elle-même de l'exécution de ses ordres. Les résultats acquis à l'heure actuelle ont récompensé ses efforts. Autour de l'œuvre patriotique et humanitaire à laquelle elle s'est attachée, elle a su rallier aujourd'hui tous les concours. Elle est allée jusqu'aux premières lignes des armées, elle a visité tous les hôpitaux, toutes les ambulances, jusqu'aux moindres installations de gare. Pendant un mois, elle a suivi les convois de blessés, elle a tout vu, tout disposé, tout remis en ordre.

Elle semble réaliser l'image du poète, qui lui adressait au moment de la guerre de Tripoli un de ses chants les plus beaux :

« O Hélène, qui au front de nos morts
voyez empreinte la vertu de Rome,
pour le grand pacte latin aujourd'hui vous portez
la verveine augurale dans vos cheveux [1]. »

*
* *

S. A. R. Hélène de France, duchesse d'Aoste, est née le 22 juin 1871. On peut dire qu'elle a été, dans la maison royale, l'enfant de l'année terrible. Toute sa première jeunesse s'est écoulée parmi nous. Le Comte de Paris, son père, n'était plus proscrit, et il ne l'était pas encore redevenu. Elle avait quinze ans quand elle partit pour l'exil avec toute sa famille. Sa sœur aînée était déjà Duchesse de Bragance. Précocement sérieuse et réfléchie, elle fut, à partir du moment où la famille royale aborda sur la terre anglaise, la consolation de son père, le sourire parmi les tristesses qui enveloppaient la maison. Passionnée pour l'étude, instruite au delà de ce que permet généralement son âge, elle fut la compagne constante, la confidente même du Comte. Jamais jeune princesse n'eut une vie plus volontairement austère. Elle passait chaque jour des heures entières à lire, et se tenait soigneusement au courant du mouvement intellectuel. Même lorsque d'autres soins plus graves vinrent compliquer son existence, elle n'abandonna jamais ses habitudes intellectuelles. A un certain moment, elle dut s'improviser institutrice de ses sœurs plus jeunes et de son frère le prince Ferdinand. Elle se plaisait à leur faire réciter chaque matin leurs leçons et à corriger tous les jours leurs devoirs.

A Stowe House, sa pièce favorite était la bibliothèque. Quelqu'un, qui alla la visiter un jour et qui n'a pas perdu le souvenir de l'accueil simple qui lui fut fait, l'y surprit près d'une fenêtre, devant une petite table qui lui servait de bureau, et qu'éclairaient les rayons d'un soleil mourant à travers les hautes futaies du

[1] *O Elena, che in fronte ai nostri morti*
impressa vedi la virtù di Roma,
pel gran patto latino oggi tu porti
la verbena augurale entro la chioma.

G. d'Annunzio,
Le canzoni della gesta d'Oltremare. (Trèves, éd. 1913.)

parc : elle lisait son auteur préféré, Pascal. Ce sont surtout les *Pensées* qui ont trempé son âme.

Souvent, dans les allées de Stowe House, elle s'entraînait à côté de son père aux plaisirs virils de l'équitation et, dans les longues soirées solitaires, elle jouait avec lui à l'*alma* ou aux échecs.

Une beauté réelle, une noble prestance contribuaient à mettre plus en valeur ses qualités morales. Aussi bien des légendes se répandirent autour d'elle de bonne heure. Le tsar Alexandre, affirmait-on, la demanda un jour pour son fils l'empereur actuel. Et le duc de Clarence, frêle figure prématurément évanouie sous le ciel anglais, rêvait de l'avoir pour compagne. Mais la religion les séparait.

Un autre prince, Emmanuel-Philibert, duc d'Aoste, qui était alors héritier présomptif du trône d'Italie, étant venu à Stowe House pour les funérailles du Comte de Paris, fut saisi par la vision d'une figure à laquelle le deuil et les larmes ajoutaient un charme de plus. Il était de deux ans plus âgé qu'elle. Les négociations du mariage furent entamées avec le duc d'Aumale qui aimait profondément la princesse, dont il était le parrain.

Les fiançailles eurent lieu au château de Chantilly. Mais pour écarter les soupçons politiques répandus autour de l'événement, le prince italien rendit, le lendemain, visite au Président de la République, à l'Elysée, ce qui n'empêcha pas chroniqueurs et politiciens de jaser longtemps.

Le mariage eut lieu en Angleterre et le jeune couple alla résider à Turin. La nouvelle duchesse s'installa dans le palais de la Cisterna, où la princesse de la Cisterna, mère du duc d'Aoste avait vécu, en quittant le trône d'Espagne, des heures plus calmes que celles de sa courte et amère royauté.

Il n'est pas indiscret de dire que les débuts de l'existence turinoise de la princesse française ne furent pas exemptes de petits ennuis. L'aristocratie piémontaise, qui a conquis, par son patriotisme et ses vertus civiques, le droit de primauté parmi les aristocraties des provinces italiennes, parut choquée au premier abord par les manières sans apprêts, par la simplicité « anglaise », que la jeune duchesse apportait dans la vieille maison.

Un détail parut scandaliser les descendants des anciens compagnons d'armes des ducs de Savoie : ce fut la transformation complète de l'intérieur du palais; les vieilles tapisseries lourdes, des meubles vénérables cédèrent la place à toute une installation de décor moderne inspiré du *home* anglais. Ajoutons, en passant, que les réceptions luxueuses pour lesquelles on s'attendait à voir s'ouvrir tout de suite les antiques salons furent rares.

Mais, par contre, la duchesse d'Aoste avait organisé sa vie, dès les premiers jours, de façon à ne pas se laisser immobiliser par un protocole suranné. Tous les matins, à six heures et demie l'hiver, à cinq heures l'été, elle quittait sa demeure, et allait, à pied, faire sa visite aux pauvres. Ses devoirs religieux occupaient une partie de la journée.

Elle ne craignait pas, du reste, de se montrer l'après-midi, sur son cheval dans les magnifiques allées du Valentino. Les manifestations artistiques de toute sorte l'attiraient également.

L'été elle s'éloignait de Turin pour habiter la Mandria, un ancien domaine des ducs d'Aoste, aujourd'hui passé en d'autres mains. Les bienfaits qu'elle y répandait étaient nombreux : il y a encore à la Mandria une école qu'ell a fondée, organisée sur un programme par elle-même rédigé : c'est la première des écoles ménagères érigées sur le type anglais en Italie. A côté des cours d'écriture et de lecture, il y a un cours d'oviculture, d'horticulture, de cuisine, etc. La duchesse y enseignait parfois en personne.

A Turin, elle ne tarda pas à gagner tous les cœurs par sa bonté et sa charité. On le vit bien lorsqu'elle tomba gravement malade, en 1904. La population entière se rendit en masse suivre un triduum de prières organisé au temple de la Consolata; trente mille personnes par jour se pressaient dans le sanctuaire. Elle avait donné aux Turinois l'exemple d'une vie supérieure : s'humiliant comme une simple sœur de charité, le matin, dans les coins les plus pauvres de l'ancienne capitale, elle redevenait princesse en rentrant dans son palais, et, par son éclat, elle faisait sentir sa dignité royale. Que de fois les tribuns rouges du quartier socialiste de Vanchiglia se sont arrêtés à épier, devant les jardins de la villa de la Cisterna, la princesse française, assise sur un banc, feuilletant une revue et surveillant, d'un œil maternel, ses petits enfants jouant autour d'elle.

*
* *

A la fin de juillet 1904, la duchesse d'Aoste transféra sa résidence à Naples, où son mari venait d'être nommé commandant de corps d'armée. Quelques jours après son installation à Capodimonte, la villa magnifique qui domine la ville, elle reprenait ses habitudes de Turin. Accompagnée par une religieuse, elle commençait ses courses charitables. Depuis lors, elle n'a cessé d'être l'ange consolateur de cette plèbe napolitaine qui est l'une des plus abandonnées de l'Italie. Le cercle de ses bonnes œuvres s'élargissait toutes les fois qu'une catastrophe venait affliger le Midi. Voici d'ailleurs des souvenirs qui ont le mérite d'être vécus et que

nous avons eu la bonne chance d'arracher à la modestie d'un témoin :

« La visite des pauvres et des hôpitaux est, à Naples, l'œuvre de prédilection de Son Altesse Royale. Les réduits les plus malpropres et obscurs ne l'arrêtent pas; souvent, dans d'étroits et raides escaliers où le soleil ne pénètre jamais, la « sœur » ayant le bonheur de l'accompagner a dû, au moyen d'une allumette, faire un peu de lumière pour éviter un accident... Mais la duchesse s'amuse de ces inconvénients. Arrivée dans les mansardes, avec quel esprit de foi, quelle bonté, elle s'approche du malade gisant sur le maigre matelas ou sur l'amas de chiffons qui forment sa couchette! Plus d'une fois, la sœur l'a vu s'agenouiller devant des pauvres dont elle pansait et bandait les jambes. Ils en pleuraient... Une exhortation de confiance en Dieu accompagne toujours les soins prodigués avec autant de dextérité que de bonne grâce.

« Les pauvres traduisent souvent leurs sentiments de reconnaissance en expressions naïves dont la princesse rit de bon cœur : *Quanto siete bellella! — Siete figliuola o siete maritata?* Et à la réponse affirmative : *Che fa vostro marito?* etc. (« Que vous êtes belle! — Etes-vous demoiselle ou mariée? — Que fait votre mari? ») Et la conversation se prolongerait indéfiniment, pour distraire le pauvre, si Son Altesse Royale, ménagère de son temps, ne coupait court par une parole affectueuse.

« Ces petits faits se répétaient souvent au commencement de son séjour à Naples, car la duchesse aime à faire le bien incognito; mais après deux ou trois tournées ce ne fut plus possible. A peine sa voiture s'arrêtait-elle, fût-ce même à l'entrée de petits « vicoli » (ruelles), qu'elle était entourée par une foule empressée répandant ensuite bien vite l'arrivée « della bella Signora » dans le quartier. « Je suis malheureuse, disait-elle un jour avec une « grâce charmante; ma haute taille m'empêche de passer deux fois « inaperçue dans le même endroit. »

« Dans ces quartiers pauvres, lorsque la duchesse n'a pas à craindre d'être suivie, elle ne manque pas de visiter aussi le Divin Pauvre du tabernacle, dans les églises se ressentant de la misère et de la solitude qui les entourent, et où elle vient puiser à la vraie source de toute charité. Sa foi et sa piété se manifestent d'ailleurs en toute circonstance; lorsque passe le saint Viatique porté à un malade, elle descend toujours de voiture et s'agenouille humblement par terre. Un jour, un prêtre l'ayant reconnue s'arrêta avec le Saint-Sacrement et la bénit avec ceux et celles que son exemple avait entraînés et qui s'étaient aussi proternés. Du reste, une pensée pieuse préside à toutes ses œuvres. Ayant un jour

ordonné la confection de cent petites layettes, elle voulut qu'à chacune fût attachée la médaille miraculeuse de la Sainte Vierge.

« En s'intéressant à la santé des malades pauvres, elle n'oublie pas leurs âmes. Visitant, il y a quelques années, un hôpital où étaient réunis d'assez nombreux cholériques, elle remarqua l'absence du Crucifix dans les salles et en fit l'observation au directeur, lui disant que les malades étaient ainsi privés d'une bien légitime consolation : « C'est pour éviter les microbes répondit le médecin. — Mais les lampes alors? — Elles n'offrent pas le même inconvénient, étant en métal. — Qu'à cela ne tienne, fit-elle, je vous enverrai huit crucifix en métal. » Et ils furent immédiatement commandés, puis envoyés et posés.

« Aucune maladie contagieuse n'arrête sa charité : typhus, choléra, elle brave tout, pourvu qu'elle console le pauvre et s'assure des soins qui lui sont donnés. Pendant la dernière épidémie de choléra, visitant une salle de désinfection, la duchesse vit deux enfants de dix-huit mois et trois ans, un petit garçon et une petite fille, dont les parents venaient de mourir victimes de la terrible épidémie : ils restaient seuls au monde. Sans hésiter, elle prit le plus petit dans ses bras, chargea de l'autre la sœur, et séance tenante, regagnant sa voiture et gardant toujours son précieux fardeau sur ses genoux, elle alla confier les enfants à deux orphelinats.

« L'éruption du Vésuve en 1906 lui donna l'occasion de manifester sa charité dans toute son étendue. Alors que la pluie de cendres tombait encore au point de plonger le pays dans une impressionnante obscurité, et que les routes étaient rendues impraticables par les « lapilli » (pierres) lancées en colonnes compactes par le cratère démesurément élargi, les voitures ne circulant pas, la duchesse se dirigea vers les lieux les plus exposés de la campagne vésuvienne, assise sur des tonneaux de vin que transportait une charrette. Elle s'était pourvue de grandes corbeilles largement remplies de secours de toutes sortes.

« Lorsque les pauvres réfugiés arrivèrent à Naples, elle alla les visiter dans les nombreux asiles où ils étaient recueillis, distribuant elle-même, aidée par les Sœurs, le linge et les vêtements apportés dans un omnibus. C'était par un millier de francs que la duchesse faisait ses achats, et ils se renouvelaient souvent...

« En 1908, lors de la terrible catastrophe de Sicile et de Calabre, l'assidue bienfaitrice des pauvres renouvela en grand ce qu'elle avait fait en 1906. Le 30 décembre, à sept heures du matin, à l'arrivée du premier bateau amenant les malheureuses victimes du tremblement de terre, la princesse fut aussi la première au

port pour dire la parole de consolation et d'espérance, en même temps que pour se rendre compte des besoins. A partir de ce moment, hôpitaux, asiles de réfugiés, cuisines gratuites furent quotidiennement visités par elle; et, plus d'une fois, à la cuisine ouverte dans le quartier le plus peuplé de réfugiés, se sentant faible, mais ne voulant pas partir avant que la distribution fut finie, notre Hélène de France prit un peu du pain et du vin de la petite collation qu'apportait la Sœur.

« A cette époque, Son Altesse compta si peu avec ses forces, que sa santé donna de vives inquiétudes et fut longtemps ébranlée. Dès que tout fut un peu rentré dans le calme, les médecins lui ordonnèrent d'aller passer plusieurs hivers en Afrique. Là aussi, elle fit le bien. »

*
* *

« Le bien qu'elle fit en Afrique » sur le souvenir duquel s'achève a précieuse note qu'on vient de lire, n'a pas eu d'historien. Mais les peuplades nègres, à travers lesquelles elle passa, en ont gardé la trace : les missionnaires l'ont constaté. Elle n'a conservé de ses voyages que des notes pittoresques, d'où sa personnalité est presque absente et dont l'ensemble forme un ouvrage qui n'est pas inférieur, en originalité, à ceux que le mystère africain inspira aux explorateurs qui la précédèrent.

Ecrit dans les campements, sous la tente, ou à bord des navires, au cours de ses trois voyages, son journal n'était pas destiné à la publicité. Elle n'était allé là-bas que pour chercher la santé dans les zones chaudes et dans l'atmosphère de la forêt tropicale; aussi bien c'est sans prétentions littéraires qu'elle fixait tous les jours ses impressions sur des grandes feuilles de papier blanc qui n'étaient destinées qu'à elle-même. Ses enfants l'ont décidée à les livrer au public. Elle l'avoue dans une préface vibrante de tendresse maternelle :

Ils ont vu mes notes et m'ont dit : « Maman, fais-nous un livre avec beaucoup d'images, que nous puissions contempler, lire et relire, nous le garderons comme un objet cher à nos cœurs.

Voici mon livre, mes enfants, je vous en fais cadeau. Je voudrais que l'amour pour les choses aimées par votre maman vous inspire : la passion des grandes forêts, où seulement les arbres les plus forts et les plus hauts conquièrent la lumière et où les plus frêles périssent; le respect des grands fauves encore libres qui imposent leur loi aux tribus de la savane, et de l'aigle qui, seul, plane en volant plus haut que les nuages. Je voudrais qu'il pût vous apprendre le culte de la beauté, du courage, de l'audace et la religion de la nature, simple et sauvage, qui élève l'âme et la dirige dans un hymne d'adoration infinie, dédaigneuse de tout objet vul-

gaire, vers Dieu créateur de toutes les choses. Mes enfants, voici le livre que vous m'aviez demandé. Lorsque l'heure de partir, pour vous aussi aura sonné, n'hésitez pas : prenez votre fardeau, choisissez votre chemin et marchez toujours droit.

Le premier voyage de la duchesse d'Aoste eut lieu pendant l'hiver et le printemps 1907-1908. Ayant remonté le Nil de son delta, elle commença une lente odyssée dans le pays de Shilluks, traversa une partie du Congo, arriva jusqu'à l'Ouganda, passa par le lac Victoria-Nyanza, visita l'Afrique orientale anglaise, Mombaza, Zanzibar et une partie de l'Erithrée.

Pendant le second voyage, elle visita presque toute l'Afrique australienne, la région du Cap, le Mozambique et la Rhodésia, le pays des Busis et le lac Tanganyka. Le troisième voyage fut le plus riche d'aventures. La duchesse et ses compagnons — une miss anglaise et un vaillant africaniste italien — visitèrent les pays des Massai, du Guasso Nyros, les terres de Ramaka où elle réussit à tuer un lion, Sherely, le Bénadir.

Au cours de ce troisième voyage, elle parcourut les régions les plus arides du continent noir. Elle fut obligée de marcher à la façon militaire pendant trente-cinq jours, et pendant dix-huit jours elle resta sans eau. Au cours de ses traversées, quarante-huit chameaux, sur soixante-dix qui accompagnaient la caravane, moururent de fatigue, de soif ou de faim.

Il n'est pas possible de résumer ici le livre de la duchesse d'Aoste. Elle y montre des facultés d'observation aiguë; elle nous fournit non pas des détails banals, mais des informations originales, variées, curieuses. La forme est élégante, discrète, gardant presque le ton de la conversation. Quelques citations permettront de l'apprécier.

Un jour de février 1908, la caravane est en marche vers le lac Albert-Nyanza; on monte jusqu'à mille mètres, jusqu'à Bengasi :

Nous avons marché, écrit l'exploratrice, dans la direction du mont Korogai, dont nous avions découvert un versant escarpé comme un rocher. Le camp des tribus était établi près du lac de Bengasi. Je salue les chefs; on échange les cadeaux rituels. Défilé de femmes. Quelles formes bizarres elles présentent dans certaines parties de leur corps! Je me demande ce que seraient nos mondaines si elles devaient se présenter dans un costume si simple. Véritablement, que de désillusions!

Nous nous sommes lancés à la poursuite d'un grand singe noir, un *Kolobus*, dont la longue queue se terminait par un superbe panache blanc. Il avait aussi la barbe et le cou tout blancs. Un magnifique manteau blanc lui descendait des deux côtés. Les arbres sur lesquels il avait établi sa demeure, en compagnie d'autres singes de couleur grise, avaient une hauteur de 40 à 45 mètres. Blessé par un premier coup de fusil, il conti-

nuait sa course aérienne en bondissant d'un arbre à l'autre, — c'était, parfois, des bonds d'une dizaine de mètres. Il se laissait tomber en s'accrochant et en montant avec une force et une souplesse prodigieuses...

Voici l'entrevue avec le chef indigène Bangali, roi de Barras :

Nous avons reçu la visite du grand et puissant chef Bangali, venu avec quelques-unes de ses femmes. Il nous a donné un petit veau gras en échange de quelques brins d'étoffes et de quatre boîtes de capsules. Puis, notre hôte nous a offert le spectacle de la danse du pays ; une danse sans grâce, sans variété! Des hommes et des femmes, restant debout ou formant un cercle, qui se bornent, sans changer de place, à un simple mouvement du dos. Trois femmes courent vers le groupe en tenant une lance à la main. Les femmes frappent leurs jambes dans un mouvement sec et cadencé, en faisant ainsi retenir les anneaux qu'elles ont aux chevilles. Ce bruit de cymbales, uni à celui du tam-tam, forme le fond de l'orchestre, auquel on ajoute une courgasse, contenant des petits cailloux qui font le bruit d'une petite clochette. Il y a en outre une flûte, c'est-à-dire un simple bois vidé, dans lequel un homme souffle de toutes ses forces. Le chef préside la danse et il donne des encouragements. Nous remercions en distribuant aux danseurs des cuillerées de perles. Mais comment faire? Les perles ne sont pas toutes de la même couleur et des jalousies soudaines éclatent parmi les femmes...

La caravane traverse l'Ouganda et pénètre dans le royaume de Bagnoros, dont le souverain fait un accueil solennel à la princesse italienne, qu'il connaissait comme descendante des rois de France :

Le Kabaka me présenta son héritier présomptif : ce n'était pas son fils, car il n'en a pas. C'est un enfant âgé de cinq ans. Il est habillé d'une robe en velours et porte un manteau royal, une peau d'animal, bordée de pendentifs en perles de Venise; il est chaussé de bottines en toile couleur bleu ciel, avec des semelles tissées de ficelles. Dans cette pièce se déroule tous les jours la cérémonie du lait du roi, qui constitue le premier déjeuner du monarque. Le lait est apporté dans une sorte de grande tasse de terre noire, placée dans un réticule, suspendu à une canne. Une femme reçoit la tasse sur le seuil de la porte en tournant la tête car personne ne peut regarder les vivres destinés au roi. Elle la place sur la table, toujours en tournant les yeux, finalement elle l'entoure d'un petit paravent formé de roseaux. La femme agenouillée aux pieds du roi, lui présente, tout d'abord, un petit pinceau de papirus trempé, avec lequel le souverain se lave les mains puis, toujours en tenant sa tête tournée, elle prend la tasse et la soulève vers le monarque. Et celui-ci boit.

Ça et là, le journal offre des réflexions mystiques, ascétiques. La rencontre de religieuses ou de missionnaires dans les interminables solitudes met toujours une note de joie dans ses pages. Parfois, ce sont des types comiques qui les égaient, comme ces deux lords préhistoriques rencontrés dans un petit hôtel européen,

perdus dans un oasis qui font campagne contre la législation protectrice des noirs, pour l'amour de ces derniers...

En février 1911, la caravane princière traversa, dans la dernière partie de son fatigant voyage, la région la plus ravagée par l'ardeur du soleil. Elle avançait avec une peine extrême : toujours sans eau. Les hommes et les femmes étaient lassés, avec la gorge en feu. La duchesse s'en cache, mais elle a dû être le soutien du groupe prêt à se démoraliser, soutenu seulement par l'espoir d'arriver au Juba. Un jour, trois chameaux tombent morts. Peu après, l'on rencontre un pauvre indigène abandonné par les siens : il est devenu fou de soif. Le malheureux semble mourant. La duchesse se penche sur lui, elle lui fait des frictions sur le corps. L'autre reprend lentement ses sens. On le hisse sur un chameau, mais il faut un homme pour le soutenir tellement il est faible. Dans les tanks, il n'y a presque plus d'eau. Les conserves de viande, un chameau fumé, tout a disparu. « Il n'y a plus d'eau pour faire cuire nos pâtes, ni même pour une tasse de thé ou de café... » On sent que le frisson des grandes heures est passé par là, mais elle ne le dit pas. « Enfin, voilà le Juba ! Enfin, nous voilà au bout de nos peines ! » Elle écrit à Serenly. Elle avait marché avec ses compagnons sans s'arrêter pendant trente-cinq jours.

Bornons ici ces extraits, quoique rien ne puisse mieux achever ce portrait que la lecture de ces notes vivantes qui gardent le parfum de l'Afrique sauvage et où l'esprit de l'auteur se révèle tout entier.

La duchesse ne rentra d'Afrique que pour prendre sa part dans les fatigues de la guerre de Tripolitaine, en s'embarquant à bord d'un navire-hôpital qui l'attendait à Naples et qui, pendant de longs mois, fit la navette pour le transport des blessés entre la côte de Lybie et celles d'Italie. Elle étonna, elle édifia tout le monde par son activité intelligente et lumineuse, par son sens pratique et ses idées organisatrices. Elle y gagna ses premiers galons dans cette armée de la charité qui suit les masses destructrices des combattants et dans laquelle une guerre plus vaste, plus pénible devait lui permettre de déployer plus largement encore son ardeur et sa générosité.

MILES.

UN PAYS NEUTRE AU MILIEU DES BELLIGÉRANTS

LA SUISSE DEPUIS UN AN

I. — LE RESPECT DE LA NEUTRALITÉ, LE CONTRASTE DES SYMPATHIES ET L'AFFIRMATION DE L'UNITÉ SUISSE

Il y aura bientôt un an [1], nous exposions, dans le *Correspondant*, quels étaient l'esprit public et la situation, en Suisse, au moment où se produisait la conflagration européenne. Nous rendions hommage à l'attitude ferme et loyale des autorités fédérales et cantonales; nous notions impartialement vers quels camps allaient les sympathies des populations helvétiques, suivant les affinités de langue et de race; enfin, nous tracions un tableau des principales mesures militaires, économiques et sociales qui furent prises en vue d'assurer le respect de la neutralité et la vie économique du pays.

Nous référant à ces pages, nous voudrions rechercher aujourd'hui si, depuis un an, il s'est produit des modifications dans l'attitude des pouvoirs publics ainsi que dans l'orientation de l'opinion. Pour le faire, nous relèverons les principaux actes du gouvernement fédéral ou des gouvernements cantonaux, ainsi que les plus significatives d'entre les très nombreuses et très diverses manifestations publiques.

*
* *

Dans l'« appel » du 4 août 1914, le président Hoffmann déclarait, au nom du Conseil fédéral, que le peuple suisse, se conformant aux traités internationaux, observerait *une complète neutralité*

[1] Cf. *L'esprit public et la situation en Suisse* (25 octobre et 10 novembre 1914).

et que, le cas échéant, il *repousserait l'agresseur*, *quel qu'il fût*. Un an plus tard, à Bellinzona, lors de la fête nationale du 1er août, s'adressant à ses compatriotes du Tessin, M. Motta, président actuel de la Confédération, tenait, — et avait certes le droit de tenir après douze mois, — le même langage énergique : « La politique de notre pays, disait-il, ne peut être que celle de la neutralité franchement déclarée et loyalement observée. Pour la maintenir, nous nous sommes imposé de durs sacrifices... » Mais cette neutralité, si stricte qu'elle soit, n'est pas égoïstement indifférente aux immenses souffrances des victimes de la guerre européenne. Sans vouloir revenir sur ce qui a été écrit ici en détail[1], nous rapporterons seulement cette phrase de M. Motta, dans ce même discours du 1er août, où se trouvent noblement exprimées les hautes pensées qui inspirent la politique et l'attitude de la Confédération : « La Suisse personnifie aujourd'hui l'idéal de la charité et de la fraternité. Qu'elle flotte haut sa bannière, qu'elle flotte haut la croix blanche sur fond rouge, afin qu'elle redevienne, si Dieu le veut, le signe de l'entente et de l'amour! » Aux applaudissements des auditeurs tessinois du président Motta, se joindront ceux des Français reconnaissants du chaleureux accueil fait, de Zurich ou Schaffouse à Genève, à nos glorieux blessés ou à nos malheureux compatriotes évacués des régions envahis.

Mais pour assurer le respect des frontières, l'esprit de charité internationale ne saurait remplacer une solide armée, bien encadrée et exercée. Le gouvernement fédéral en avait jugé ainsi le premier jour et n'avait pas hésité à mobiliser toutes les forces militaires de la nation[2]. Toutefois, la présence sous les drapeaux

[1] Cf. *La guerre et l'organisation de la charité internationale en Suisse*, par M. Max Turmann, 25 mars, 10 et 25 avril, 25 juin, 25 juillet 1915.

[2] M. l'abbé Hubert Savoy, capitaine-aumônier du 7e régiment d'infanterie, a retracé, en des pages très vivantes, les principaux faits qui ont marqué la mobilisation des bataillons 14, 15 et 16. (Cf. Hubert Savoy, capitaine-aumônier, R. I. 7. *Mobilisation 1914*, *7e régiment d'infanterie* (4 août-4 décembre), Bulle, imprimerie J. Perrond, 1915). — Cette brochure est inspirée par le plus pur patriotisme suisse, et en même temps par un souci élevé de la justice. Entre beaucoup d'autres passages très alertes, nous ne pouvons résister au plaisir de citer les lignes suivantes, si dignes et si nettes : « ... A l'armée, il n'y a pas la Suisse allemande et la Suisse romande, mais la Suisse tout court. C'est faire injure à nos soldats que de leur demander s'ils sont pour l'un ou l'autre belligérant. Certes, nous n'avons pas fait quatre mois de service actif pour avoir dans nos cœurs une autre patrie que celle que Dieu même a enchâssée entre les Alpes superbes et la barrière du Jura, celle que nos pères ont conquise au prix de leur sang, qu'ils ont fécondée de leurs sueurs et qui est toute pétrie de leurs cendres vénérables. Nos sentiments sur la justice, sur le droit à

de troupes aussi nombreuses, entraînait de très grosses charges pour le budget de la Confédération. Aussi, lorsque les fortes poussées sur le front franco-allemand eurent à peu près cessé, on estima superflu le maintien sous les armes de la totalité des soldats suisses et l'on procéda à une démobilisation partielle, renvoyant dans leurs foyers, pour deux ou trois mois, les hommes de tels ou tels régiments, remplacés momentanément par les camarades d'autres divisions : on diminue ainsi les dépenses publiques et l'on répartit, aussi également que possible, entre tous les citoyens mobilisables, les charges militaires. Ajoutons qu'on est unanime à reconnaître, dans l'ensemble, l'excellent entraînement de l'armée : lors des revues qui ont été passées par le général Wille dans la plupart des capitales cantonales, le public a été agréablement frappé par la bonne tenue des hommes. Parfois, dans les villes de la Suisse romande, on a vivement regretté l'emprunt fait au règlement militaire allemand du « pas de parade » dont on ne veut pas discuter ici les avantages pour l'assouplissement du soldat, mais qu'on déplore de voir pratiquer dans les défilés :

Un seul détail, dont on conçoit toute l'importance pour notre sensibilité romande, a gâté pour les spectateurs la splendide cérémonie de ce matin, écrivait la *Suisse libérale*[1], rendant compte de la revue des troupes neuchâteloises par le général Wille. Nos soldats ont dû défiler au pas de parade, qui les faisait ressembler à de grotesques pantins mécaniques : jambes projetées en avant et bras déjetés dans les deux sens.

Aussi, quand approcha le bataillon 18, qui ouvrait la marche, la foule n'a-t-elle pas pu se contenir, et de partout on a entendu des exclamations de surprise indignée. Les autorités militaires supérieures de la Confédération voudront bien nous laisser leur dire, avec une respectueuse fermeté, que le peuple neuchâtelois n'acceptera jamais sans protester avec énergie, dans un défilé solennel, cette ridicule importation. Involontairement, on a comparé le défilé de ce matin, si artificiel, avec la belle descente des bataillons neuchâtelois en novembre, où nos soldats avaient un pas si souple et si viril.

---

l'existence des petits Etats, ne sont pas ceux de l'Allemagne. C'est assez d'avoir injustement et brutalement écrasé la Belgique; comment ose-t-on nous demander d'excuser le crime et même d'ajouter la diffamation à l'injustice? Nous ne sommes avec personne, nous ne sommes contre personne; mais *nous avons le droit, nous avons le devoir d'être avec la justice.* » Ceci nous rappelle la fière réponse que faisait récemment à un prêtre de langue allemande l'éminent directeur d'un important établissement ecclésiastique de la Suisse romande : « Vous devez être bien divisés entre vous par cette guerre, comme on l'est un peu partout?... — Oh! rassurez-vous, Monsieur le Curé, répartit froidement le supérieur, ici, nous sommes tous pour la justice. »

[1] Cf. *Suisse libérale*, 22 juin 1915.

Et, pour notre part, nous avons entendu plus d'un Suisse romand, qui n'était pas neuchâtelais, critiquer non moins fortement ce qu'il considérait comme une inopportune imitation étrangère. Mais, sauf sur ce point, tout le monde est d'accord pour louer le commandement qui, en cette année écoulée, a su entraîner l'armée, la préparer efficacement à son rôle occasionnel défensif et, en même temps, organiser, surtout dans les régions-frontières, ces tranchées et ces ouvrages dont la guerre actuelle a démontré la haute utilité.

En ces temps derniers, la presse socialiste a réclamé une plus grande réduction des effectifs maintenus. Mais il ne semble pas que les autorités fédérales soient disposées à faire droit à cette demande : elles se disent assurément pleines de confiance dans les déclarations des Etats voisins qui, tous, sont des belligérants, mais la douloureuse expérience de la Belgique leur a montré que la force matérielle est seule capable d'inspirer à certaines puissances le respect de la parole jurée. De plus, on peut toujours craindre les mouvements de recul de l'une ou de l'autre des armées en présence, et il faut que, dès leur arrivée possible sur le territoire helvétique par suite des opérations de retraite, les soldats étrangers soient désarmés et conduits en des camps de concentration. Enfin, des gouvernants prévoyants doivent envisager les incidents qui surgiraient inopinément et risqueraient d'être perfidement exploités.

De ces incidents, il s'en est produit, depuis un an, un certain nombre. Nous ne relaterons que les plus caractéristiques et les plus importants.

Il y eut d'abord l'affaire des avions de Friedrichshafen. Le lundi 23 novembre, les journaux suisses publièrent, — quelques-uns en gros caractères, — le communiqué suivant du Département politique fédéral :

Samedi dernier, 21 novembre, plusieurs avions anglais, — peut être y avait-il, parmi eux, des avions français, — survolèrent le territoire suisse et allèrent attaquer les ateliers Zeppelin, à Friedrichshafen. En conséquence de cette violation évidente de la neutralité suisse, le Conseil fédéral a chargé ses ministres à Londres et à Bordeaux de protester énergiquement auprès des gouvernements britannique et français et de demander satisfaction pour la violation de notre neutralité.

Les germanophiles étaient radieux; leurs journaux félicitèrent le Conseil fédéral de l'énergie de sa protestation. Les Allemands d'Allemagne, spéculant sur la grosse impression produite dans la Suisse orientale et centrale, espérèrent même, un moment,

envenimer sérieusement les choses en mêlant à l'incident des avions de Friedrichshafen la personnalité du ministre de la Grande-Bretagne, qu'ils accusèrent d'être allé à Romanshorn, quelque temps avant le raid des aéroplanes, et là, du haut d'un clocher, d'avoir inspecté la rive allemande du lac de Constance pour fournir aux aviateurs alliés les renseignements utiles à la réussite de leur entreprise. Sur ce, plusieurs feuilles d'outre-Rhin, — et, après elles, nombre d'organes de la Suisse allemande, — annoncèrent le rappel du représentant du gouvernement britannique.

En vérité, c'était aller un peu vite, et une fois de plus leur maladroite exagération amena l'échec de nos ennemis. Le département politique fédéral publia, en effet, le 2 décembre, un nouveau communiqué qui mettait en cause, cette fois, la presse allemande et dégageait pleinement le ministre de Grande-Bretagne.

Dans ses commentaires au sujet de la violation de la neutralité suisse par des officiers aviateurs anglais, lisait-on dans le texte officiel, une partie de la presse a reproduit la nouvelle, *publiée par des journaux de l'Allemagne du Sud* [1], d'une prétendue violation de la neutralité, commise par le ministre de Grande-Bretagne à Berne, M. E. Grant Duff. [Suit un exposé détaillé des faits qui réduit à néant toutes les accusations formulées contre ce très distingué diplomate.]

Les allusions à une demande de rappel du ministre de Grande-Bretagne que le Conseil fédéral aurait faite ou songé à faire sont également dénuées de fondement. Il est également faux, contrairement à ce qu'ont rapporté également certains journaux, *surtout allemands* [1] : 1° Que le Parquet général de la Confédération ait été chargé d'une enquête approfondie; ... 3° Qu'une sévère enquête ait été ordonnée envers les commandants des troupes chargées de garder la frontière et, enfin, *qu'une note explicative ait été adressée par le Conseil fédéral au gouvernement impérial allemand* [1].

Le « coup » était manqué; il était d'autant plus impossible d'exploiter l'erreur des aviateurs alliés que, le 7 décembre, les déclarations des gouvernements français et anglais donnaient satisfaction aux autorités fédérales. Bien plus, à leur tour, des taubes « violaient la neutralité suisse » et essuyaient la fusillade de l'armée helvétique. Peu à peu, on ne prêta plus grande attention à ces incidents qui se réglaient facilement avec les gouvernements [2], et surtout on se garda d'en exagérer l'importance.

[1] C'est nous qui soulignons les passages du Communiqué du Département politique fédéral où les Allemands sont mis en cause.

[2] Dans un Communiqué du 6 juillet, le Département politique fédéral déclare que, dans tous les cas de violation de la neutralité suisse par des avions étrangers, il a observé *la même attitude à l'égard des divers Etats :*
« ... Si, lors de la tentative de Friedrichshafen, nos communiqués à la

Dans cette même catégorie, il faut placer des faits d'ordre militaire qui se produisent fréquemment sur la frontière d'Alsace. En eux-mêmes, ils sont assez menus, mais, si l'opinion publique suisse était excitée par la presse, ils pourraient être l'origine d'une situation quelque peu dangereuse. Nous n'en citerons qu'un seul, dont tous les autres, d'ailleurs, se rapprochent sensiblement. A plusieurs reprises, des obus allemands, destinés évidemment aux batteries françaises, sont tombés sur le territoire suisse, à la ferme du Largin, près de Beurnevesin, y faisant pas mal de dégâts matériels, mais n'y blessant personne :

Pour la troisième fois, depuis le début des hostilités, écrit *le Démocrate* de Delemont, des obus allemands sont tombés mardi matin (13 avril) sur notre territoire, près de Beurnevesin. Il paraît que les Allemands cherchaient à détruire un poste d'observation français. Mais, avec leur adresse habituelle, ils ont pointé leurs canons, — des grosses pièces, — de telle façon qu'ils ont envoyé en Suisse les projectiles qu'ils destinaient à leurs ennemis.

Or il s'est trouvé des journaux de la Suisse allemande pour incriminer... les Français qui se seraient postés trop près de la frontière helvétique. Ce fut la thèse soutenue notamment par la *Zuricher Post*, comme deux mois auparavant, ç'avait été, pour un cas semblable, celle des *Basler Nachrichten*. A quoi le *Démocrate* répondait sur un ton quelque peu incisif :

... Nous avons fait bonne justice, croyons-nous, de cette théorie. En tout cas, on est surpris que notre confrère ne se soit pas encore ému des fortifications allemandes importantes élevées aux portes de Bâle. Il y a là un danger autrement important, quoique plus lointain, que celui qu'un poste d'observation français peut faire courir à notre frontière, à la lisière de la forêt de Beurnevesin, où l'armée suisse a elle-même un poste fort apprécié de nos autorités militaires.

---

presse ont été plus détaillés et plus explicites que par la suite, cela provient uniquement du fait que c'était la première fois que notre domaine aérien était violé.

« Depuis lors, un avion allemand a survolé notre territoire, le 2 février, près de Beurnevésin, et nous avons fait à ce sujet des communiqués à la presse. Le 13 avril, un aéroplane français a survolé une partie du canton de Schaffouse... Ensuite, quelques autres vols ont eu lieu au-dessus de notre territoire, et chaque fois, nous répétons *chaque fois*, ces incidents ont fait, de notre part, l'objet d'une réclamation qui a été liquidée par la présentation d'excuses.

« Il n'y a, dans toute notre manière d'agir, aucun « silence surprenant », et nous ne sommes guidés que par notre devoir, qui est d'*observer la même attitude vis-à-vis de tous les belligérants.* »

On comprend que des petits faits de ce genre, se répétant, — et nous pourrions en citer plusieurs, — risqueraient de créer, à la longue, un fâcheux état d'esprit. Heureusement l'opinion réagit, et d'autant mieux que les autorités françaises ont fait preuve des dispositions les plus conciliantes en acceptant les excuses et les explications données sur la fusillade nocturne qui fut dirigée sur la gare de Delle, par suite de la regrettable erreur d'un officier suisse.

La presse d'outre-Rhin ne perd aucune occasion d'éveiller et de surexciter les défiances helvétiques. Un exemple, entre beaucoup d'autres, suffira à montrer que nos ennemis ne reculent devant aucune invention, si grossière soit-elle :

La presse allemande, lisait-on dans la *Gazette de Lausanne* du 7 juin, est préoccupée depuis quelque temps déjà de susciter des difficultés entre la Suisse et la France ou tout au moins de créer entre les deux pays des suspicions destinées à troubler les excellentes relations qui existent entre Berne et Paris. Elle trouve, malheureusement, de l'écho dans un ou deux journaux suisses et chez quelques malheureux qui ne demanderaient pas mieux que de voir la Suisse entraînée dans quelque aventure.

C'est ainsi que la *Vossische Zeitung*, le journal pangermaniste et conservateur de Berlin, à propos de l'intervention de l'Italie dans la guerre, prévoit un mouvement de troupes françaises à destination de Milan et soulève la question de l'occupation de la Haute-Savoie neutralisée par les troupes suisses. Le journal berlinois insiste pour que le Conseil fédéral fasse à ce sujet des représentations à Paris.

La *Gazette* établit sans peine que si l'état-major français voulait acheminer des troupes en Piémont et en Lombardie, il disposerait de voies ferrées et de routes qui lui permettraient d'exécuter cette opération sans emprunter le territoire neutralisé de Savoie, et elle ajoute :

La *Vossische Zeitung* en sera pour sa petite perfidie. On sait en Suisse que nous pouvons compter fermement sur les franches et nettes déclarations des gouvernements de France et d'Italie dont la parfaite loyauté à notre égard s'est déjà tant de fois manifestée au cours de la guerre.

Les échecs ne rebutent pas la ténacité allemande. Une dernière preuve. Tandis que nous écrivons ces pages, les journaux de la Suisse romande dénoncent les intrigues incessantes et les affirmations mensongères de l'officieuse et célèbre Agence Wolff :

L'Agence Wolff et ses servants, remarque la *Gazette de Lausanne* du 10 septembre 1915, continuent en Suisse, avec une inlassable patience, leur œuvre perfide de désagrégation. Il s'agit de convaincre nos confédérés de langue allemande de la mauvaise foi des Alliés, en particulier de la France, et du péril que les plans inavoués de l'état-major français font courir à la Suisse. Comme contre-partie, les mêmes imposteurs proclament

que la Suisse n'a pas de meilleur ami et de plus loyal protecteur que la puissance qui viola la neutralité de la Belgique.

L'Agence Wolff a commencé ce travail dès le début de la guerre et s'y applique sans cesse avec une ténacité qui serait admirable si elle n'était odieuse. Elle fait, en Suisse, le même travail que ses agents poursuivent dans tous les pays neutres avec, dans le choix des moyens, une ingéniosité qui ferait la joie de Basile. On la dément, mais il lui importe peu. Elle continue, avec le sentiment qu'il en restera toujours quelque chose.

Le dernier produit de ce méprisable travail est la dépêche adressée de Berne, 7 septembre, aux *Münchner Neueste Nachrichten* dénonçant une prétendue concentration de forces italiennes importantes sur le front suisse, « en vue de détourner l'attention de la Suisse de la région du Jura et de faciliter ainsi une violation de la frontière dans cette région... »

Comme invention, c'est tout simplement absurde : le démenti officiel ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Ne sera trompé par les mensonges de Wolff que celui qui le voudra bien : « Le gouvernement, les autorités militaires, les esprits sérieux en Suisse ne se laissent plus prendre aux intrigues des agents de propagande et d'espionnage allemands », mais, ajoute l'important journal vaudois, « il faut les surveiller tout de même dans leurs cheminements souterrains et opposer à leur ténacité une vigilance continue. »

Ces « cheminements » sont assurément devenus plus dangereux depuis l'entrée de l'Italie dans la mêlée européenne. De tous les côtés, désormais, la Suisse est entourée de belligérants : cette situation géographique gêne singulièrement son ravitaillement et, par là même, pose des problèmes délicats, que nous examinerons dans un prochain article consacré aux questions économiques. Toutefois, l'échange de notes entre les gouvernements italien et suisse, dès la déclaration de guerre à l'Autriche, confirmant l'attitude réciproquement adoptée dès le mois d'août 1914, a produit la meilleure impression de ce côté-ci des Alpes. D'autre part, les autorités fédérales ont été sensibles au choix que l'Allemagne et l'Italie ont fait de la Suisse pour représenter les intérêts allemands en Italie et inversement les intérêts italiens en Allemagne.

Sans doute, cette double représentation n'est pas allée sans augmenter sensiblement le travail des légations suisses à Rome et à Berlin; mais il semble, si je suis bien renseigné, que le Conseil fédéral ne redoute pas ce redoublement d'activité diplomatique. Bien au contraire. Ainsi, il a concerté ses efforts avec ceux de Mgr Marchetti, délégué du Saint-Siège, pour amener l'internement, en ce pays, de plusieurs milliers de soldats blessés ou gravement malades. Plus récemment encore, on l'a vu accepter volontiers, — après l'avoir peut-être en partie provoquée, — la création, à Berne, d'une mission diplomatique suédoise. Cette

création a été expliquée de plusieurs façons. Il en est une que l'on doit écarter *a priori*, c'est celle qui consisterait à ne voir dans ce fait que le désir de développer les relations commerciales entre les deux Etats : si ces relations ont toujours été assez restreintes, elles se sont réduites à zéro depuis la guerre. Il est vraisemblable que l'institution de la légation suédoise est liée, plus ou moins étroitement, aux futures négociations de paix : on voudrait, à l'avance, établir une certaine union entre les pays neutres pour mieux assurer la défense de leurs communs intérêts. Sur ce point, la *Liberté* de Fribourg a reçu de Berne l'information suivante, d'allure quelque peu officieuse :

On se souvient que, peu avant la guerre, on s'agitait, dans certains milieux, en faveur de l'établissement de relations plus étroites entre les petits Etats neutres de l'Europe : Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède et Suisse. On prétendit même que la visite du roi Albert à Berne, en juillet 1914, avait trait à ce projet. Et voici qu'on y revient aujourd'hui, à propos de la création, à Berne, d'une mission diplomatique de la Suède. La *Nouvelle Gazette de Zurich* croit pouvoir affirmer à ce sujet que le Conseil fédéral avait décidé, en octobre dernier, de tenter une action dans le but de rapprocher les Etats neutres de l'Europe et de les unir sur certaines questions touchant leur situation internationale. Le journal zurichois ajoute que cette tentative n'a pas abouti.

D'après nos renseignements, l'affirmation de la *Nouvelle Gazette de Zurich* dépasse de beaucoup la réalité des faits. Le Conseil fédéral ne s'est jamais occupé de la démarche qu'on lui prête et aucune décision n'est intervenue. Quelques sondages ont été entrepris, de divers côtés, sur le terrain indiqué, mais sans qu'il en soit résulté un succès pratique et sans que le gouvernement suisse ait eu l'occasion de s'en occuper officiellement.

Toutefois, la création d'une légation suédoise à Berne n'est pas sans rapport avec la situation internationale actuelle.

Et l'envoi, dans la capitale fédérale, de l'un des meilleurs diplomates de Suède indique bien que, dans les milieux renseignés, on se rend compte de l'importance diplomatique de ce petit îlot pacifique qu'est la Suisse, battu de toutes parts par les flots des belligérants et où, peut-être, seront accrochées les premières négociations de paix...

*
* *

Si le gouvernement helvétique s'est appliqué, depuis le début des hostilités, à pratiquer, dans ses rapports avec toutes les nations en guerre, une politique de stricte neutralité, — et cela malgré les inévitables incidents dus à la situation géographique, — il est bien évident que les autorités fédérales durent veiller, à l'intérieur même du pays, à faire respecter, par tous les habitants, cette stricte neutralité. On n'a point sérieusement mis en doute

cette ferme volonté; mais parfois — et souvent même — on a critiqué quelques-unes des mesures prises à cet effet, en vertu des pleins pouvoirs conférés au Conseil fédéral, le 3 août 1914. Et, tout naturellement, en Suisse comme dans les autres pays, c'est de la censure que l'on s'est plaint le plus amèrement.

La censure militaire devait logiquement s'appliquer aux seules questions d'ordre militaire. Dans ce domaine, tout le monde devait s'incliner — et s'est incliné — devant ses ordres quels qu'ils fussent. Mais elle étendit très vite ses attributions et, en fait, elle ne tarda pas à se prononcer sur des matières et des publications d'un caractère essentiellement politique : ainsi elle sévit contre la seconde brochure de M. Bédier. Parfois, ses interventions prêtèrent quelque peu à rire : tel fut le cas de l'interdiction, restée célèbre, de l'expression de « poilu ». Pourqu'on ne nous accuse pas d'exagération, nous citons le texte officiel, publié dans la *Tribune de Lausanne* du 6 juin :

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE
Bureau de la Presse
Nr 5219

A la rédaction de la *Tribune de Lausanne*,
Lausanne.

Messieurs,

Nous vous renvoyons ci-joint la maquette de votre supplément illustré, n° 31.

Nous n'en autorisons la publication qu'aux conditions suivantes :

1° Pages 6 et 7 : supprimer le titre « Poilus... de tout poil » qui n'est pas une expression suisse;...

Signé : Fisch.

Evidemment, il y avait là un excès de zèle, que l'on s'accorde à trouver maladroit [1]. Il était d'ailleurs sans importance et nous ne

[1] La *Gazette de Lausanne* fait remarquer (9 août) « que de nombreux journaux de la Suisse allemande publient des suppléments du dimanche entièrement imprimés et édités en Allemagne par des maisons de Munich et de Berlin, qui les livrent à bas prix et sans en-tête à leurs clients. Ces feuilles d'inspiration entièrement étrangère ont exercé une influence déplorable sur l'esprit public d'une partie de la population suisse allemande. Le dernier « supplément » d'un journal bâlois aura procuré une certaine surprise à ses fidèles lecteurs. La légende de certaines illustrations et des lignes entières du texte des feuilletons étaient passées au caviar ! C'était le censeur allemand qui avait sévi aux dépens de la feuille suisse, et ses abonnés ont dû supporter sans broncher cette intervention intempestive. »

La *Neue Zürcher Zeitung* qui signale ce fait, ajoute : « Peut-être toutes ces particularités dont on s'est aperçu à la faveur de la guerre, contribueront-elles à rappeler qu'il y a aussi en Suisse des imprimeries et que des lecteurs suisses peuvent prétendre recevoir pour le prix de leur abonnement des suppléments du dimanche dont le contenu et l'esprit soient suisses. »

l'avons rapporté que parce qu'il est devenu justement fameux.

Mais il est une autre décision émanant de l'autorité militaire — et de la plus haute, puisqu'elle fut prise par le généralissime ou, comme l'on dit ici, par le général — qui mérite, par là même, de retenir un peu plus l'attention. Il s'agit du livre *J'accuse* dont, si je ne me trompe, le *Correspondant* a été le premier à parler dans la presse française :

Le livre *J'accuse*, dont on peut penser tout ce qu'on voudra (nous persistons, quant à nous, à y voir une manœuvre; nous ne sommes donc pas suspects), le livre *J'accuse*, écrivait le *Genevois* du 16 juillet, vient d'être saisi dans les bibliothèques des gares.

Sur l'ordre de qui?

Du général commandant en chef l'armée fédérale [1].

Sommes-nous en guerre?

L'état de siège est-il proclamé?

L'autorité militaire a-t-elle la suprême puissance?

Pas le moins du monde.

Le livre *J'accuse* est-il une critique de nos institutions militaires?

Non; c'est un exposé des conditions dans lesquelles la guerre a été préparée, a été voulue.

Par nous?

Faut-il enfoncer à ce point une porte ouverte qu'on fera observer que nul, jusqu'ici, ne s'est avisé de rechercher si la Suisse avait la moindre responsabilité dans le déchaînement de la tempête européenne?

Par conséquent, le livre *J'accuse* ne touche en rien la Suisse; *a fortiori* l'armée fédérale n'a rien à y voir. Cependant, c'est le général commandant l'armée fédérale qui estime le livre *J'accuse* déplacé dans les bibliothèques des gares et qui en interdit la vente......

...... Pourquoi, conclut le *Genevois*, le général a-t-il fait empêcher la vente dans les bibliothèques des gares du livre *J'accuse?*

Lorsque nous nous le demandons, nous tombons dans un grand trouble. Ce grand trouble, c'est le Conseil fédéral qui nous y jette en permettant, par la singulière répartition qu'il a faite des pleins pouvoirs dont il est lui-même revêtu, qu'une mesure semblable ait pu jamais être prise.

Mesure déplorable puisqu'il arrivera que d'aucuns pourront se demander si, de la sorte, ne disons pas une préférence, ni même une inclination, disons une sympathie ne se marque pas, qui serait de nature à éveiller, à entretenir en nous une inquiétude. Cela n'est pas, nous le savons bien et nous ne le proclamerons jamais assez haut. Mais n'est-ce pas le cas de rappeler que la femme de César ne doit pas être soupçonnée?

Nous le répétons : que fait-on de l'unité suisse dans tout cela?

Nous n'aurons pas, bien entendu, la naïveté de rechercher ce qu'on fait, par-dessus le marché, de la liberté démocratique : c'est la belle au bois dormant.

---

[1] Cette décision a été prise par le général Wille, agissant comme chef suprême des entreprises de transport, qui sont militarisées depuis le début de la guerre. La *Revue* de Lausanne, en annonçant ce fait, ajoutait qu'une plainte avait été adressée au Conseil fédéral contre cette mesure.

Et le *Genevois* ne fut pas le seul journal suisse à regretter et à critiquer la mesure prise par l'autorité. Et l'interdiction de *J'accuse* ne fut pas, non plus, la seule décision de la censure militaire dont on se plaignit[1]. Dans chaque canton, au début de la guerre, on avait institué un bureau spécial de la censure militaire : de là, quelque diversité ou, pour parler plus exactement, une certaine contradiction dans les solutions adoptées. En mai, on reconnut la nécessité d'unifier ces services et l'on supprima les bureaux éparpillés sur le territoire de la Confédération. Première réforme, mais bien insuffisante au gré de beaucoup.

A côté de la censure militaire, fonctionne la censure administrative. Celle-là non plus n'a point satisfait tout le monde. A cela, rien d'étonnant, dira-t-on sans doute. D'accord. Toutefois, il semble bien que, de ci, de là, elle eut la main un peu lourde : ne serait-ce pas notamment le cas lorsque la chancellerie fédérale crut devoir censurer — et, en cas de récidive, menacer de mesures plus graves — plusieurs journaux de Neuchâtel et de Genève qui avaient estimé pouvoir se permettre de reproduire un sonnet du poète vaudois Albert Richard, dédié à l'empereur d'Allemagne et déjà publié lors... de la guerre de 1870! En feuilletant la collection des organes de la Suisse française, il ne serait pas impossible de découvrir quelques autres exemples de cette même sévérité. Si bien qu'en pays romand, vers la mi-juin, au moment où la session des Chambres fédérales allait s'ouvrir, les esprits étaient assez montés : les associations de la presse vaudoise, de la presse genevoise et de la presse neuchâteloise avaient protesté, à l'unanimité, contre ce qu'elles considéraient comme d'injustes atteintes à la liberté et à la Constitution.

Bref, le 15 juin, au Conseil national, ceux des confédérés qui trouvaient à redire au fonctionnement de la censure, eurent la satisfaction d'entendre formuler, à haute et intelligible voix, leurs tacites doléances. C'est au début de la discussion du rapport de gestion que l'incident se produisit. Le président de la commission, M. le colonel Secrétan, après avoir rapproché en excellents termes le double vote populaire du 3 novembre 1907 en faveur de la nouvelle organisation militaire, et du 6 juin dernier pour l'impôt de guerre, constata que le peuple suisse avait ainsi prouvé sa ferme volonté de défendre jusqu'au bout l'indépendance du pays. Il remercia le Conseil fédéral d'avoir pris les mesures

[1] Il est arrivé plusieurs fois que M. Decoppet, chef du Département militaire fédéral, dut casser les décisions des sous-ordres et autoriser ce que ceux-ci avaient cru devoir interdire.

nécessaires à cet effet et l'engagea à tenir l'armée prête à toute éventualité. En retour de cette confiance qu'il leur avait témoignée, continua M. le colonel Secrétan, le peuple a le droit de demander aux autorités civiles et militaires d'avoir, elles aussi, confiance en lui. Les autorités militaires doivent exercer leur commandement avec fermeté, mais avec tact : il leur faut respecter les autorités civiles et se concerter avec elles toutes les fois qu'elles croient devoir prendre des mesures restrictives. Puis, le président de la commission en arriva à la question de la censure : la majorité de ses collègues l'avait chargé de protester contre « la manière, trop souvent arbitraire et tracassière » dont les autorités ont exercé leur surveillance depuis le mois d'août 1914. Il fit remarquer que cette institution de la censure n'avait aucune base constitutionnelle, que son fonctionnement dérivait des pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral, que ces pleins pouvoirs autorisaient le Conseil fédéral à prendre les mesures nécessaires au maintien de la sécurité intérieure et extérieure du pays, à la défense de l'intégrité et de la neutralité de la Suisse, à la sauvegarde du crédit national et des besoins économiques du peuple : ce sont les propres termes de l'arrêté fédéral du mois d'août.

Or, ajouta M. le colonel Secrétan, il est certain qu'en mainte occasion, la censure a dépassé ces limites : la censure militaire surtout, lorsqu'elle intervient au delà des territoires occupés par les troupes et dans un domaine qui n'est pas le sien, le sien étant strictement limité par les intérêts militaires proprement dits. Le peuple suisse veut très volontiers sacrifier même ses libertés les plus chères quand il sait et sent que cela est nécessaire au salut public. Mais les vexations inutiles et inopportunes l'irritent, en sorte que la censure, dont le but est la sécurité de l'Etat, tend au contraire à la troubler en exaspérant les esprits et en semant la désunion entre les citoyens lorsqu'elle s'attaque à de prétendus délits d'opinion.

En terminant, le président de la Commission, faisant allusion à des intentions de sévérité accrue que certains journaux avaient prêtées au Conseil fédéral, attira l'attention du gouvernement « sur le sérieux danger qu'il peut y avoir en poussant plus loin dans une voie, déclara M. Secrétan, si contraire à l'esprit général de nos institutions démocratiques et libérales, à nos mœurs et aux traditions de notre vie publique ». Et il conclut avec une fine ironie : « L'exagération dans un domaine qui nous est si étranger et dans lequel, l'expérience le prouve, nous sommes si particulièrement malhabiles, pourrait facilement aller à fins contraires de celles qu'on se propose. »

Le chef du département politique, M. le conseiller fédéral Hoffmann n'accepta point ces suggestions. Il rappela tout d'abord les

origines de « la censure de neutralité », instituée « pour éviter une scission intérieure » :

Nous avons fait un usage extrêmement prudent et discret de ces prérogatives, poursuivit-il; s'il y a une critique justifiée à nous adresser, c'est de nous reprocher d'avoir procédé avec trop de modération.

Dès le début de la guerre, nous avons dû lutter contre une fausse conception de la neutralité, qui tend à représenter l'Etat comme neutre politiquement, mais le citoyen comme libre d'exprimer ses opinions, même si elles sont en contradiction avec cette neutralité. L'Etat est formé de l'ensemble des citoyens et les devoirs de l'Etat sont ceux de chaque citoyen. Nous avons donc le droit d'exiger que chacun réprime ses sympathies dans la mesure qui importe à l'Etat, car celui-ci ne saurait souffrir que les citoyens mettent en danger sa politique de neutralité. Toute tentative dans ce sens doit être énergiquement réprimée.

Les paroles du chef du Département politique furent écoutées dans un profond silence; les discours de MM. Graber, Sigg et Willemin montrèrent qu'elles étaient loin d'avoir convaincu et satisfait tous les membres du Conseil National :

Lorsqu'on se trouve en présence de crimes de lèse-humanité, interrogea le député socialiste neuchâtelois, peut-on demander à une nation républicaine de se taire?

Mais c'est M. Ador, président du Comité International de la Croix-Rouge, qui par l'autorité, la dignité calme et la grave fermeté de ses déclarations, produisit la plus forte impression sur ses collègues :

... Un article fondamental de notre Constitution, dit-il, est celui qui garantit la liberté de la presse : or, la censure administrative et politique qui a été introduite est une mesure restrictive, qui porte une atteinte directe aux droits garantis par la Constitution.

Il faut rendre hommage à la dignité de la presse suisse. En signalant à tous les belligérants certains abus, qui seraient peut-être restés inconnus, elle a largement contribué à amener une amélioration. En agissant comme elle l'a fait, la presse des pays neutres a rendu un service inappréciable à l'humanité. J'ai pu m'en rendre compte dans le domaine où je me suis spécialement occupé depuis le début de la guerre.

C'est avec un profond regret, poursuit M. Ador, que j'ai entendu les déclarations de M. Hoffmann. Il y a dans ses propos la notion germanique de la subordination absolue de l'individu à l'Etat, notion qui n'entrera jamais dans la tête d'un Latin. Cette théorie est absolument contraire à notre manière de penser : nous demandons qu'on nous laisse le droit de discuter librement les faits contemporains.

Et dominant les interruptions, l'éminent député de Genève affirma noblement :

Le jour où il faudra courber la tête devant tout ce qui se passe, nous ne serons plus un peuple libre nous ne mériterons plus d'être estimés comme tel. Sur le terrain de la liberté, vous trouverez le peuple suisse toujours uni; jamais lorsque vous quitterez ce terrain pour prendre des mesures contraires à l'esprit de la Constitution.

Le débat, momentanément interrompu, fut repris le lendemain 16 juin : il fut moins vif, bien qu'on y fit entendre à peu près les mêmes critiques. Notons seulement que plusieurs députés se plaignirent de ce que « la censure aurait les mains plus lourdes dans la Suisse française que dans la Suisse allemande »[1]. A l'appui de ses récriminations, le représentant du Jura bernois, M. Ryser, cita un certain nombre de faits : « Par exemple, l'Association romande de Berne avait demandé à la direction de police du canton de Berne, l'autorisation d'appeler M. Vachon pour une conférence sur les monuments d'art de la Belgique, n'ayant aucun rapport avec la guerre; le gouvernement interdit néanmoins la conférence. Par contre, le 28 octobre, un Allemand, M. Muller, donnait une conférence assez nettement germanophile, intitulée : « Souvenirs « de guerre »; en outre, en mars, M. Landauer, Allemand, donnait à la salle du Grand Conseil de Berne des conseils à la Suisse sur la façon de concevoir la neutralité. » M. le conseiller fédéral Hoffmann et M. le président de la Confédération Motta se défendirent de traiter inégalement les différentes parties du pays et de vouloir porter atteinte à la liberté de la presse; aussi, tout en invoquant la nécessité de combattre certains abus, firent-ils entendre une note conciliante : ils déclarèrent que l'union de tous était plus que jamais indispensable pour permettre à la Suisse de remplir sa tâche au milieu des nations en guerre.

[1] On donne parfois l'explication suivante : les Allemands d'Allemagne se montrent beaucoup plus susceptibles que les Français et, pour une vétille, portent plainte auprès des autorités suisses. A ce propos, citons un petit fait tipique qui s'est passé à Bâle, tout récemment.

Les correspondances provenant des soldats des diverses armées belligérantes peuvent être envoyées, en franchise, en Suisse, aux très proches parents. Or il arrive fréquemment que ces lettres et ces cartes sont adressées à d'autres personnes qui ont alors à payer le timbre de surtaxe collé sur la carte. C'est ce qui est advenu à un Allemand résidant à Bâle. L'employé postal était-il pressé ou la place manquait-elle de l'autre côté? Bref, le timbre fut collé sur le portrait de l'empereur Guillaume qui ornait la carte : c'était évidemment là un crime qui exigeait un châtiment exemplaire... « Le destinataire de la carte, raconte le socialiste *Basler Vorwaerts*, mit en mouvement le consulat d'Allemagne, et les démarches faites par ce dernier auprès de la direction des postes ont abouti à la sévère punition de l'employé postal. L'affaire devient encore plus intéressante lorsqu'on apprend que l'employé puni nourrit des sympathies allemandes... » Ce minuscule incident n'est-il pas révélateur de toute une mentalité?

Le débat du Conseil National ne se termina par aucun vote, néanmoins il fut loin d'être inutile : en offrant aux critiques l'occasion de se formuler d'une façon précise, il dissipa les malentendus qui auraient nui à la bonne entente entre confédérés et d'autre part, il révéla aux autorités fédérales le danger politique qu'il y aurait pour elles à s'engager dans une voie de trop sévère restriction et d'étroite coercition.

A vrai dire, si l'on considère en elles-mêmes les dispositions contenues dans l'ordonnance du Conseil fédéral qui fut publiée une quinzaine de jours après la discussion du Conseil National, il ne semblera peut-être pas que l'on ait tenu un bien grand compte des desiderata exprimés. Et ce fut l'impression première d'une partie de la presse de la Suisse romande. Ne lit-on pas, en effet, dans cette ordonnance, ces interdictions extrêmement étendues :

Celui qui, publiquement, avilit dans l'opinion ou expose à la haine ou au mépris, par la parole ou l'écriture, par l'image ou la représentation, une nation étrangère, son chef ou son gouvernement,

Celui qui, dans le dessein d'outrager, livre à la publicité une manifestation du genre ci-dessus non publique,

Sont punis d'emprisonnement jusqu'à six mois ou d'amende jusqu'à 5000 francs; les deux peines peuvent être cumulées.

Celui qui expose, met en circulation ou offre en vente des imprimés, images ou autres objets comportant de tels outrages, est puni de l'emprisonnement jusqu'à trois mois ou d'amende jusqu'à 1000 francs; les deux peines peuvent être cumulées.

Evidemment, en théorie, avec ce texte, on ne laisse guère de liberté à un citoyen suisse pour exprimer sa désapprobation à l'égard de la violation de la Belgique, du torpillage du *Lusitania*, de l'emploi des gaz axphyxiants et d'autres manquements analogues à la parole solennellement donnée. Et l'on comprend qu'un juriste averti, comme M. Mercier, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne, en ait fait une critique serrée, tant au point de vue du droit public qu'à celui du droit pénal.

Mais, à côté du texte, il faut considérer la « manière » dont celui-ci sera appliqué. Or l'on nous laisse entendre que cette « manière » ne sera pas trop rigide. La poursuite pénale n'aura lieu que sur décision du Conseil fédéral. D'ailleurs, une preuve de ces intentions conciliantes se trouve assurément dans la solution nouvelle et, en somme, conforme aux désirs exprimés, qui vient d'être donnée à la question de la censure. L'ordonnance du 27 juillet décide, en effet, que le contrôle de presse militaire porte exclusivement sur les nouvelles militaires. Le contrôle de presse politique concerne tous les imprimés et images

destinés à la publicité. Pour l'exercice uniforme et égal du contrôle politique, le Conseil fédéral a constitué une commission fédérale, composée de cinq membres, dont deux ont été nommés sur la proposition de l'Association de la presse suisse : on ne peut d'ailleurs que se féliciter des choix excellents qui ont été faits pour les cinq titulaires. Pour les avertissements à adresser aux journaux ou pour la suspension de ceux-ci, cette commission n'a pas compétence pour prendre des décisions : elle présente seulement des propositions au Conseil fédéral. Dans tous les autres cas, c'est la commission qui arrête les mesures, notamment en ce qui concerne les imprimés de nature à porter atteinte à la neutralité. Ainsi donc, d'une part, le domaine de la censure militaire est strictement limité et, d'autre part, en matière de censure politique, on ne verra plus quantité d'organes intervenir avec plus ou moins d'à propos [1] : une seule commission, comprenant des hommes compétents et indépendants, a pouvoir de se prononcer. On s'est plu généralement à reconnaître les avantages de cette organisation et à lui faire confiance. Est-ce à dire qu'il ne se produira ni difficulté ni critiques ? Tant qu'il y aura une censure et des hommes qui pensent, parlent et écrivent, il n'en saurait être ainsi...

*
* *

En Suisse, les deux groupes de belligérants comptent des sympathies ardentes, militantes, pourrait-on dire, et c'est cela même qui rend parfois si délicate la tâche des autorités tenues à demeurer dans une stricte neutralité. Il y a un an, nous avons indiqué la répartition géographique et sociale de ces sympathies et nous en avons recherché les causes principales [2]. Il nous a paru qu'il pourrait y avoir quelque intérêt à examiner aujourd'hui s'il s'est produit des changements dans les sentiments de la population helvétique.

Sans doute, d'une façon générale, actuellement comme au début de la guerre, la Suisse allemande se tourne plus volontiers vers le Kaiser, tandis que la Suisse romande fait des vœux pour le succès des Alliés. Mais, dans l'intensité de ces sympathies, il s'est produit d'importantes modifications que nous allons relever.

[1] Ainsi, à plusieurs reprises, des membres de l'Administration postale ont cru devoir exercer la censure. Entre autres exemples, les *Basler Nachrichten* ont annoncé que les autorités postales de Coire avaient retenu provisoirement une brochure de M. le chanoine Gaudeau intitulée : *Le danger est du côté de l'Allemagne* et adressée à Mgr l'Evêque de Coire. Mais M. le conseiller fédéral Decoppet agissant en sa qualité de remplaçant du chef du département des postes, a repoussé la proposition de la direction des postes d'interdire l'envoi sous pli ouvert de cette brochure.

[2] Cf. *Correspondant*, 25 octobre 1914, p. 180 et suiv.

Premier fait : Dans la Suisse orientale, centrale et septentrionale, les sympathies germanophiles, tout en restant dominantes, sont cependant devenues moins fortes, surtout dans les masses populaires, et, d'autre part, la gallophobie a beaucoup diminué. A Zurich, à Berne ou à Bâle même, on constate une évolution dans ce sens. Je n'ai point voulu me fier à ma seule expérience qui aurait pu prendre ses désirs pour des réalités, et j'ai interrogé bien des confédérés appartenant à des milieux très divers : tous ils ont conclu de façon identique, citant à l'appui de leur opinion quantité de propos ou de remarques que je ne puis répéter. D'où provient cette évolution?

Les causes nous en paraissent nombreuses et d'efficacité très diverse suivant les régions, les circonstances de temps et de personnes.

La première de toutes paraît être une connaissance plus générale, plus exacte des origines de la guerre et de la conduite des Allemands en Belgique. Le livre si précis et si digne de M. Waxweiler, traduit en allemand, a produit grande impression sur les esprits instruits, sérieux et calmes. Peu à peu, leur conviction s'est faite. D'autre part, lui aussi, l'homme du peuple, le paysan tout comme l'ouvrier, a lentement, mais fortement, saisi l'odieuse injustice de la violation du territoire belge. Il en a compris tout le danger pour l'indépendance de son propre pays. Son bon sens et son profond sentiment de la justice se sont trouvés d'accord pour condamner ce mépris de la parole donnée : les plaidoyers et les arguties de la chancellerie impériale ne sont point parvenus à mettre en déroute la rude droiture du montagnard suisse. Le *J'accuse*, les brochures de M. Bédier, le *Bulletin* de l'Alliance française et de la Chambre de commerce de Paris, quelques autres publications du même genre, de ton modéré, sans déclamation et de réelle force démonstrative, ont fait rayonner la vérité progressivement. D'ordinaire, le Suisse allemand réfléchit sans hâte, posément, mais il tient d'autant plus à ses convictions qu'il se les est faites avec plus de travail : aussi pouvons-nous espérer que les sympathies ainsi conquises à notre cause nous resteront fidèles.

Dans l'œuvre de la diffusion de la vérité, la parole indépendante d'un Suisse illustre, comme le poète Spitteler, ou d'un écrivain justement réputé comme M. Paul Seippel, professeur au Polytechnicum de Zurich, a été d'un puissant secours[1]. La confé-

[1] Cf. Carl Spitteler, *Unser Schweizer Standpunkt* (Rascher et Cie, édit., Zurich); Paul Seippel, *Les événements actuels vus de la Suisse romande* (Rascher et Cie, Zurich, édit., 1915.)

rence que le célèbre auteur du *Printemps olympique* fit à Zurich, le 14 décembre, eut dans toute la Suisse un retentissement considérable : c'était un libre citoyen de la Confédération, appartenant à la branche alémanique, jouissant d'une énorme renommée dans tous les pays de langue allemande et, d'abord, dans l'empire allemand, qui, spontanément, en présence de confédérés, également de langue allemande, venait libérer sa conscience en condamnant le crime dont la Belgique avait été l'innocente victime :

...Que la Belgique, déclare-t-il, ait été frappée d'une injustice, cela a été à l'origine volontairement reconnu par l'agresseur. Après coup, pour apparaître plus blanc, Caïn a noirci Abel. Je considère la pêche aux documents dans les poches de la victime encore pantelante comme une grossière erreur morale. C'était largement suffisant d'avoir égorgé la victime. La diffamer ensuite, c'est trop. Un Suisse qui s'associerait à la diffamation des malheureux Belges se rendrait coupable tout à la fois d'une infamie et d'une légèreté. Car, à l'heure où l'on en voudra à notre existence, on saura mettre au jour des accusations du même genre. La bave, hélas ! est aussi une arme de guerre.

Je ne sache rien de plus cinglant à l'égard de la campagne diffamatrice menée depuis des mois par les agents du kaiser contre le gouvernement belge dont le seul tort fut d'avoir confiance dans la parole impériale. Ce discours vibrant, admirable comme forme, dont on voudrait pouvoir reproduire des pages entières, ce cri indigné de l'honnête homme retentit au plus intime des consciences suisses, éprises de justice et ennemies de l'hypocrisie. La répercussion en fut lointaine et elle se montre durable : on l'a bien vu, aux fêtes de son soixante-dixième anniversaire, lorsque le grand poète reçut les publics témoignages de sympathie des autorités fédérales, des universités, d'innombrables sociétés et citoyens auxquels l'Académie française joignit sa voix reconnaissante. Rien ne manqua à la gloire de Carl Spitteler, — pas même l'explosion haineuse des colères d'outre-Rhin !

Quelques incidents sont venus souligner l'opportunité de la parole libératrice prononcée à Zurich. Le plus significatif peut-être, et à coup sûr le plus retentissant [1], fut l'affaire Sauerbruch.

On raconte l'historiette que voici. Lorsqu'en 1912 Guillaume II vint inspecter les troupes fédérales, il éprouva le besoin de se montrer aimable à l'égard du président de la Confédération :

— Que pourrais-je faire qui vous fît plaisir ? aurait-il demandé à M. Forrer.

[1] Il s'est également produit d'autres incidents universitaires, à Bâle et à Genève, qui ont fait quelque bruit, mais moins que l'affaire Sauerbruch.

— Sire, rendez-nous Zurich, lui aurait répondu le président.

L'anecdote est très probablement inventée, mais le mot est bien trouvé : il traduit, de façon piquante, les préoccupations des patriotes confédérés à la veille de la guerre, en présence de la pacifique conquête de la Suisse par le germanisme. L'incident Sauerbruch est une manifestation tout à la fois de ces préoccupations et de cette victorieuse invasion.

Résumons les faits. Un Suisse de Winterthour, le docteur Freisz, assistant à Zurich d'un professeur allemand d'Allemagne, le docteur Sauerbruch, chef de la clinique chirurgicale de l'hospice cantonal, fut appelé, sur la recommandation de son chef, à prendre la direction d'un important lazaret militaire à Strasbourg. Il s'y trouvait de nombreux blessés français, ainsi que des médecins et des infirmiers également français. Un soir, en traversant un couloir où s'ouvraient des salles de malades des deux nationalités, le docteur Freisz dit, à haute voix : « Bonsoir, Messieurs ! » L'administration s'en indigna ; un rapport fut adressé au docteur Sauerbruch et celui-ci cita devant lui son assistant dès qu'il fut rentré en Suisse. Une explication, quelque peu vive, eut lieu dans le cabinet directorial, au cours de laquelle le chirurgien allemand demanda à son aide de ce qu'il pensait de la conférence de Spitteler. « J'y souscris mot pour mot », fut la réponse. « Réfléchissez bien à ce que vous dites, reprit le docteur Sauerbruch, et, si vous ne changez pas d'avis, il y aura un abîme entre nous. » Tant et si bien que le docteur d'outre-Rhin exigea du gouvernement zurichois la destitution de son assistant suisse, auquel il ne pouvait cependant reprocher aucune faute professionnelle, — et les autorités finirent par s'incliner devant les prétentions allemandes. L'affaire fit grand bruit. Elle donna lieu à une interpellation au grand conseil zurichois qui, par 98 voix contre 66, se refusa à désapprouver le gouvernement qui avait plaidé les circonstances atténuantes : l'emprise germanique apparut désormais à beaucoup de confédérés comme indiscutable, menaçante et insupportable.

De plus, l'arrivée, sur le territoire helvétique, des malheureux évacués français révéla aux yeux des plus inattentifs ou des plus prévenus, l'atroce façon dont se comporte le gouvernement impérial vis-à-vis des faibles. Le douloureux défilé de ces vieillards dont plusieurs avaient dépassé les quatre-vingts ans, de ces enfants orphelins, de ces femmes dont quelques-unes étaient mères depuis une semaine à peine, en un mot de tous ces pauvres êtres humains, sans force, sans défense, arrachés à leurs foyers, cruelle-

ment séparés des autres membres de leur famille, — ce spectacle poignant troubla l'âme suisse. « Ça fait penser! » me disait un homme du peuple, — mot profond qui explique la lente évolution de l'opinion dans les régions de langue allemande à travers lesquelles passèrent les misérables théories d'expulsés.

Telles sont, nous a-t-il semblé, les principales d'entre les causes qui, peu à peu, ont agi sur beaucoup de cœurs et d'esprits, dans la Suisse alémanique, et les ont inclinés à une appréciation plus favorable à l'égard de la France et de ses alliés.

Malheureusement, ces causes n'ont pas encore été assez puissantes pour triompher pleinement des influences nombreuses et actives qui entraînent beaucoup de confédérés, de langue et de culture allemandes, du côté des Empires du Centre : militaires séduits par le prestige des armes, commerçants ou financiers en étroites relations d'affaires avec les maisons d'Allemagne ou d'Autriche, ecclésiastiques et catholiques laïques mal informés sur la vie religieuse en France, tous, pour des raisons diverses, se sentent attirés vers les Austro-Allemands.

Ces influences germanophiles sont répandues, défendues, multipliées par plusieurs journaux [1]. Mais aucun d'eux ne dépense, au service de ces influences, plus de persévérante activité que les *Neue Zürcher Nachrichten*. En les censurant, le Conseil fédéral dut même mettre un frein à leur zèle excessif pour les intérêts du Kaiser et, sans s'attirer un immédiat et vigoureux démenti, la *Gazette de Lausanne* (8 mars) put, avec mépris, traiter l'organe catholique de « journal hautement officieux du gouvernement impérial ».

Certains milieux religieux de la Suisse orientale ou centrale sont gagnés aux idées d'outre-Rhin à un degré tel que, dans leur ardeur, ils en arrivent parfois à oublier les enseignements essentiels de l'Eglise ou les principes sur lesquels est fondée l'unité helvétique. Mon affirmation pourra sembler exagérée, et cependant j'ai entendu — de mes oreilles entendu — un curé d'une importante paroisse de langue allemande, soutenir, dans la chaleur d'une discussion sur la violation de la Belgique, que les Etats n'étaient pas soumis à la même morale que les simples particuliers! Et, pour l'oubli du point de vue suisse, je me contenterai de citer quelques lignes du catholique *Echo Vaudois* qui jettent d'ailleurs un jour curieux sur les opinions et les procédés de quelques-uns de nos coreligionnaires de la Suisse allemande :

[1] Il est à peine besoin de dire que les Allemands continuent à inonder la Suisse de leurs brochures et publications de propagande.

Le *Schweizer Katholik*, du 12 mars 1915, publie dans un article de tête des considérations générales sur la guerre. S'inspirant d'une brochure de M. le professeur Schrörs, de Bonn, il développe la thèse suivante : « Sans « approuver tout ce que les Allemands et les Autrichiens font au cours « de la présente guerre, néanmoins, dans l'intérêt de la religion et de « l'Eglise catholique (ces mots sont soulignés dans le texte), il faut désirer « que ces deux peuples ne soient pas vaincus. Même en tant que neutres, « nous espérons, au nom de l'ordre et de la religion, la victoire des deux « empires [1]. » Ce n'est pas, d'ailleurs, la première fois que ce journal parle de la sorte.

Or, poursuit l'*Echo Vaudois*, le *Schweizer Katholik* se dit lui-même : *Organe de l'Association populaire catholique suisse et des sociétés et institutions affiliées* [2].

Il se présente donc comme le porte-voix officiel des catholiques suisses. Nous avons le devoir, pour ce qui nous concerne, de protester contre l'article en question et de dégager notre responsabilité.

Le très distingué directeur de l'*Echo Vaudois*, M. l'abbé Besson, professeur à l'Université et au Séminaire de Fribourg, déclare ne pas vouloir « discuter la valeur de cette affirmation qu'une victoire des Austro-Allemands — et, par ricochet, de leurs amis les Turcs — doit être souhaitée au nom des intérêts religieux de l'Europe », et, après avoir critiqué à divers points de vue, l'article du *Schweizer Katholik*, il ajoute :

...Nous déplorons surtout, et c'est la raison même de ces lignes, nous déplorons le manque de tact d'un journal qui, par sa situation et par son titre, prétend être le porte-parole de tous les catholiques suisses, et prend néanmoins parti pour l'un des belligérants. Non seulement il déclare, « même comme neutre », espérer la victoire des Allemands et des Autrichiens, mais il ose affirmer que cette attitude est un devoir.

Quiconque a le souci de l'unité nationale de notre peuple et de l'union véritable entre les catholiques suisses regrettera cette maladresse. Nous sommes de ceux qui veulent pour tous les confédérés la liberté pleine et entière; nous laissons aux autres le droit de manifester leurs sympathies comme nous exigeons qu'on nous laisse celui d'exprimer les nôtres, en tant que particuliers. Mais nous déplorons que des hommes qui parlent au nom d'un groupe considérable compromettent ce groupe tout entier, sans avoir le moins du monde mission pour cela... Précisément parce que nous voulons que tous les citoyens suisses demeurent étroitement unis, nous exigeons que l'organe officiel de l'Association catholique suisse respecte la neutralité, ne prenne parti ni pour l'un ni pour l'autre des belligérants,

---

[1] L'*Echo Vaudois* donne le texte allemand pour permettre au lecteur de constater qu'en « traduisant », il n'a point « trahi ».

[2] Nous aimons à penser que le Comité directeur de l'*Association populaire catholique suisse* aura rappelé à l'ordre la rédaction du *Schweizer Katholik*, mais son blâme a été si discret qu'à notre connaissance, du moins, il n'a reçu aucune expression publique : les catholiques de France ne seront pas les seuls à le regretter.

exprime enfin les sentiments de tous les catholiques suisses, au lieu de se prêter à des élucubrations discutables, maladroites et compromettantes pour notre dignité nationale.

Voilà qui est net, logique et vraiment suisse. Cette citation, que nous n'avons pas voulu écourter, est révélatrice non seulement de l'état d'esprit d'un assez grand nombre de catholiques de la Suisse alémanique, mais aussi celui de la majorité, croyons-nous, des catholiques de la Suisse romande.

Et, par cette constatation, nous en arrivons au *second fait* caractéristique de l'évolution des sympathies : dans la Suisse de langue française, depuis un an, les tendances francophiles se sont nettement accrues. Il ne sera pas sans intérêt d'en rechercher les causes essentielles.

*
* *

On se rappelle peut-être que, dans une étude antérieure [1], nous avions noté que, dans les milieux religieux des pays romands, la politique, trop souvent sectaire, de nos gouvernants avait refroidi plus d'une sympathie à notre égard. Mais nous sommes heureux de constater que de nombreux journaux de la Suisse française se sont plu et se plaisent à réfuter une spécieuse argumentation qui, en ayant l'air d'attaquer seulement nos violents anticléricaux, vise et atteint, en réalité, la France elle-même. C'est notamment le *Fribourgeois*, — pour ne citer qu'un exemple, — qui écrivait :

... Pour le motif que la France est dirigée par un gouvernement anti-religieux et que les Russes exercent des abus sur les populations catholiques de la Pologne, de bonnes âmes nous reprochent nos sympathies pour la Triple-Entente, et particulièrement pour la Belgique, la France et l'Angleterre.

Nous répondrons à ces bonnes âmes que nous condamnons les abus et l'injustice partout où ils se produisent et que, avant l'explosion de la guerre, nos sympathies n'étaient pas acquises aux uns plus qu'aux autres des belligérants actuels. Mais quand nous avons vu de quelle façon injuste et brutale la guerre a été déchaînée et menée par l'un des belligérants, nous nous sommes d'instinct tournés vers ceux qui, dans le formidable conflit, représentent la cause de la justice, de l'honneur et de l'humanité... Quand cette cause sera gagnée, nous reviendrons, s'il le faut, à la discussion de la question religieuse. Mais vouloir, d'ores et déjà, détourner l'attention des atrocités commises par les uns, en introduisant dans le débat des considérations religieuses qui y sont étrangères, c'est tomber dans une confusion abusive que nous réprouvons, c'est rendre un mauvais service à la religion.

---

[1] Cf. *Correspondant* 25 octobre 1914, p. 186.

Cette note, avec des variantes, avec des atténuations ou bien, au contraire, avec des renforcements, nous la retrouvons dans presque tous les organes catholiques de la Suisse romande. A l'appui de leur attitude, ceux-ci ont largement cité les lettres pastorales de S. E. le Cardinal Mercier et de Mgr l'Evêque de Namur[1], ainsi que les documents publiés par le ministère de la Justice belge. Ajoutons que les convaincantes publications du « Comité catholique de Propagande française à l'étranger » ont contribué à faire connaître la vérité : la meilleure preuve de l'efficacité de cette action, c'est la colère qu'elle a suscitée chez nos ennemis.

D'ailleurs, la « manière forte » ne réussit pas avec le caractère romand, foncièrement indépendant. Nous en avons eu deux ou trois exemples très caractéristiques. Ainsi, on a voulu un moment empêcher un citoyen suisse de Neuchâtel, M. Füglister, de dire, dans des réunions publiques, ce dont il avait été témoin à Louvain et de reproduire, en projections, les photographies qu'il avait prises dans la malheureuse cité. Cette volonté d'étouffer la diffusion de la vérité causa une profonde émotion. Ce n'était point d'ailleurs le français bizarre dans lequel était rédigé la défense émanant du service territorial de Berne qui était de nature à calmer les esprits. Voici, en effet, d'après la *Gazette de Lausanne*, l'ordre qui parvint à Neuchâtel, au commandant territorial, le colonel Bourquin :

> En considération que les conférences de M. Füglister, *La vérité sur Louvain*, sont propres à exciter le public, il faut l'avertir qu'il en finisse. Avec cela, il doit aussi s'abstenir de la publier en forme de brochure.

Suivant le titre même de l'énergique article que publiait, à cette occasion, la *Suisse libérale*, « la coupe était pleine », et les citoyens de Neuchâtel, sans distinction de partis, constituèrent, sous la direction de M. Otto de Dardel, un comité « pour la défense des droits constitutionnels ». On annonça aussitôt une grande réunion de protestation, mais celle-ci n'avait pas encore eu lieu que déjà M. le conseiller fédéral Decoppet, chef du département militaire, révoquait la maladroite décision de son sous-ordre. M. Füglister n'aurait pu souhaiter meilleure réclame pour sa parole indépendante : celle-ci fit grand effet dans les principales villes romandes qui, naturellement, voulurent toutes entendre le *témoin* que l'on aurait voulu réduire au silence.

Désirer écouter un orateur que certains voudraient faire taire,

[1] Ainsi, sous le titre *Démenti solennel de l'Evêque de Namur, aux calomnies allemandes*, le *Courrier de Genève* a publié *in extenso* la lettre énergique et précise de Mgr Heylen.

c'est dans la logique de la nature humaine. Il ne l'est pas moins d'aspirer à contempler un spectacle que d'aucuns auraient tenu à dérober aux yeux du public. Pour le nier, il ne faudrait rien connaître à la psychologie du populaire. On l'a bien vu à Fribourg lors des « incidents » que quelques journaux, en Suisse et à l'étranger, ont exagérés et dénaturés. De quoi s'est-il agi en l'espèce et qu'est-ce qui a produit une vive effervescence? Une simple interdiction malencontreuse. Depuis plusieurs jours, les trains d'évacués français s'arrêtaient chaque après-midi quelques minutes, et le public, éminemment charitable de la ville, apportait à nos malheureux compatriotes nourriture, boissons et vêtements chauds : spectacle touchant que celui de tous ces gens de cœur, prenant parfois sur leur nécessaire pour secourir la misère française qui passait, grelottante et affamée, et séjournait quelques instants parmi eux, réchauffée et réconfortée par cet affectueux accueil... Un beau matin, sans la moindre explication, les Fribourgeois apprennent la suppression de l'arrêt quotidien des rapatriés français. D'abord étonnement général, puis sourde irritation... On ne saurait admettre que le convoi brûle l'étape. Sur le quai de la gare, lorsque le train continue sa marche à toute vapeur, on acclame, — au vol, — les malheureux auxquels il eût été doux de donner quelque chose et, lorsque le dernier wagon eut disparu, on proteste vigoureusement contre les personnes que l'on accuse d'être les auteurs, directs ou indirects, de la mesure [1]. Puis, le second ou le troisième jour, ces protestations pacifiques n'obtenant aucun succès auprès des autorités fédérales qui persistaient dans leur refus, quelques manifestants en arrivent aux violences : bris de carreaux et bousculades... Enfin, le calme se rétablit et, à la demande du gouvernement cantonal, Berne autorisa de nouveau l'arrêt à Fribourg des pauvres émigrants. Mais

[1] Sur ces incidents, nous nous contenterons de rapporter le jugement d'un témoin autorisé, M. le colonel J. Monnier, qui commandait les troupes assurant le service d'ordre lors des manifestations. Voici la déclaration qu'il a communiqué à la presse :

« Après avoir pris connaissance des récits faits par divers journaux des événements qui se sont passés à Fribourg, ces derniers temps, je me fais un devoir, en ma qualité de commandant du dépôt de troupes 2, de donner mon opinion sur ces incidents.

« J'étais à la gare lorsque la foule manifesta et il ne m'est pas venu à l'idée que cette manifestation était dirigée contre la troupe, mais bien contre les personnes qu'à tort ou à raison on accusait d'être les auteurs du non-arrêt des trains d'internés. »

M. le lieutenant-colonel Beutter, qui commandait le groupe d'artillerie à pied 1, alors caserné à Fribourg, a fait une déclaration identique.

cette interdiction rapportée dans sa partie essentielle eut pour résultat le plus net, — tout comme celle qui aurait voulu supprimer les conférences Füglister, — d'accroître encore, si possible, le nombre des gens qui, quotidiennement, pendant plus de deux mois, allèrent, le long des voies ferrées, saluer et combler de dons les Français qui passaient.

La vue de ces populations entières, qui étaient déportées en masse de leur terre natale, rendit plus chaleureuses encore les sympathies, déjà très vives, de la Suisse romande à l'égard de notre patrie : on en eut l'éclatante démonstration lorsqu'au mois de juillet « nos grands blessés » et nos sanitaires reçurent, à Fribourg, à Lausanne et à Genève, un accueil fraternellement triomphal dont l'écho s'est répercuté à travers toute la France. On peut bien dire que, des bords la Sarine aux rives du lac Léman, nos soldats furent salués par une longue acclamation.

Mais il était bon que la Belgique, ayant souffert avant nous, fût la première à l'honneur. Les Romands l'y mirent avec une généreuse délicatesse et un sentiment élevé de la justice : au Conseil national, le président d'âge, M. Fazy; au Grand Conseil de Neuchâtel, M. le conseiller d'Etat Calame; à Notre-Dame de Genève, M. le curé Dusseiller; dans l'assemblée des Sociétés agricoles, M. de Vuilleret; à la réunion générale de l'Ordre des avocats de Genève, le président, Me Frédéric Raisin; le Sénat de l'Université de Neuchâtel; les comités de la presse vaudoise et génevoise, et beaucoup d'autres que nous nous excusons de ne pouvoir nommer, furent unanimes, soutenus d'ailleurs par l'opinion publique, à exprimer leur profonde admiration au roi Albert et aux héroïques défenseurs de la parole jurée.

La persistance des Allemands à calomnier leurs victimes irrite chaque jour davantage la droiture des Suisses romands. Tout récemment, bon nombre de ceux-ci recevaient, sans indication d'imprimeur, ni de pays, ni d'auteur, une brochure, d'aspect inoffensif, intitulée : *La neutralité belge*, *ses origines et sa violation*. Si ceux qui inondent le pays de pareils papiers veulent savoir l'effet qu'ils produisent, je leur conseille de lire l'article indigné que l'*Action sociale* (4 septembre 1915) leur a consacré : « Décidément, y disait-on en débutant, la violation de la neutralité belge pèse de plus en plus à l'Allemagne. » Et toute la page, fort bien venue, est à l'avenant.

Dans cette rapide analyse des causes qui, depuis un an, ont accru les sympathies pour les alliés dans toute la Suisse occidentale, nous ne pouvons pas ne point mentionner le dégoût provoqué par la conduite de M. Zimmerli, — cet étrange pasteur,

d'origine allemande, qui, après s'être fait officiellement déléguer en France pour la *Seelesorge*, profita de son séjour chez nous pour prendre des notes en vue d'un livre bassement diffamatoire! Il nous faut aussi signaler l'étonnement quelque peu douloureux, que l'on a éprouvé lorsqu'on connut, par les révélations du *Popolo d'Italia*, la conduite du chef socialiste Greulich à l'égard des « camarades » italiens auxquels il présenta un donateur, un tantinet mystérieux, qui désirait seulement les voir soutenir activement la politique neutraliste. Enfin, on a été désagréablement surpris d'apprendre que, dans la fameuse question du « trust d'importation » — dont nous parlerons en un prochain article — les autorités fédérales semblaient avoir accordé aux gouvernements austro-allemands ce qu'elles refusaient aux alliés. Tout cela (et beaucoup d'autres choses [1], moins importantes en elles-mêmes, mais qui agissent par leur multiplicité et qu'il est impossible de signaler en une étude forcément brève) explique le maintien et le progrès continu du mouvement qui porte les populations romandes à former des vœux ardents pour la Quadruple-Entente.

*
* *

Est-ce à dire pour cela que les sympathies pour l'un ou l'autre groupe de belligérants ont scindé la Suisse en deux fractions hostiles ?

Certains le craignirent un moment. Et, pour parer à ce péril, ils développèrent la *Nouvelle Société helvétique* qui, fondée peu de temps avant la guerre, se propose d'étudier à un point de vue national toutes les questions intéressant l'existence du pays [2] :

... Les divergences et les oppositions de sympathies qui semblent partager en deux camps les citoyens suisses, disait une circulaire de cette société en octobre 1914, peuvent devenir un danger très sérieux... Le moment est venu de proclamer, non ce qui nous divise, mais ce qui nous unit... Notre neutralité, librement consentie, nous place au-dessus des nationalismes qui nous environnent et parfois nous menacent. Elle est notre nationalisme à nous... Comprenons que nous avons envers tous les belligérants

---

[1] Par exemple, le geste amical du gouvernement français donnant à la Suisse l'avion qui, par erreur, avait atterri sur le territoire helvétique, ou bien encore la loyale décision du ministre de la guerre faisant revenir l'aviateur Gilbert au poste d'où il s'était évadé.

[2] La Société organisa des conférences dans différentes villes, tant de la Suisse allemande que de la Suisse française. Un de ses membres les plus actifs, M. Gonzalve de Reynold, fut chargé par l'autorité militaire du service des conférences aux soldats.

des devoirs : l'impartialité dans nos jugements, la charité dans nos actes. Il faut que la Suisse ne sorte point affaiblie de cette crise, mais grandie et fortifiée. Il faut qu'elle justifie son existence et qu'elle démontre comment un petit peuple peut être une grande nation.

S'inspirant des mêmes idées directrices, un groupe d'universitaires rédigea et fit signer, sous le titre : « la Mission des universités suisses », un appel qui reçut la signature d'environ trois cents professeurs et privat-docents suisses. Mais il y eut beaucoup d'abstentionnistes : les uns, le petit nombre, estimèrent que leur germanophilie ne pouvait accepter ce texte; les autres regrettèrent que, pour faire l'union, on eût supprimé toute condamnation de la violation de la Belgique et du Luxembourg :

Persuadés, déclaraient notamment les abstentionnistes formant la majorité des maîtres de l'Université de Lausanne, que c'est la cause même de la liberté et de l'indépendance qui se joue actuellement sur les champs de bataille de l'Europe, et guidés avant tout par le souci de l'unité nationale, qui ne saurait subsister que par le respect scrupuleux des traités internationaux, les soussignés entendent conserver expressément le droit de juger dès maintenant la violation de la neutralité belge et luxembourgeoise et de condamner sans appel une pareille forfaiture.

Une déclaration collective de la grande majorité des professeurs de l'Université de Neuchâtel n'était pas moins énergique, et, dans un vigoureux article de la *Gazette de Lausanne*, l'un de ses signataires, M. le professeur Philippe Godet, s'éleva contre le neutralisme du manifeste des « trois cents ». Il s'ensuivit même une polémique de presse un peu vive.

Mais, à la réflexion, il fallut bien reconnaître qu'au fond, s'il y avait divergence d'opinion sur certaines questions, il y avait, du moins, accord sur la nécessité de développer, dans les esprits, l'attachement à l'unité nationale. Il n'est pas un Suisse, vraiment Suisse, qui hésite sur ce point. Aussi, dans un récent discours très remarqué au Conseil des Etats, M. de Montenach a-t-il pu à bon droit nier l'existence d'une « fissure » profonde dans le bloc helvétique. Et, hier encore, à Genève, le président Motta était unanimement et chaleureusement applaudi lorsqu'il proclamait l'union de tous les confédérés dans la variété des langues, des races et des tendances. *Un pour tous, tous pour un*. Jamais, nous en avons la conviction, la devise de la Confédération n'a mieux correspondu à la vivante réalité.

★★★.

La fin prochainement.

NOTES D'UN EXILÉ [1]

LES ENGINS MODERNES DE LA GUERRE NAVALE

LES NAVIRES DE COMBAT

Au temps des Suffren ou des Nelson, quand un amiral commandait une escadre, quand un capitaine de vaisseau conduisait un trois-ponts, ils maniaient les mêmes outils qu'avaient connus leur jeunesse d'aspirant ou d'enseigne. Leurs navires pouvaient être plus armés, plus gros, plus chargés de voilure que trente ou cinquante années auparavant, mais c'étaient les mêmes canons avec des affûts semblables, les mêmes mâtures aux gréements identiques et la manœuvre n'avait point changé entre le moment où ils grimpaient dans la hune et celui où ils lançaient, de la passerelle, les ordres d'évolutions.

Bien plus, tous les bâtiments d'une flotte se ressemblaient entre eux. De la flûte à l'aviso, de l'aviso à la frégate, de la frégate au vaisseau, il y avait la même analogie qu'entre les enfants d'une seule famille. Les diversités ne portaient que sur la taille, la vitesse ou l'armement; on ne voyait aucune différence essentielle d'extérieur, de but et d'usage. La tactique employée pour ceux-ci servait aussi bien pour ceux-là. Un amiral dirigeait des ensembles homogènes; le vent favorisait ou empêchait la manœuvre de tous les navires; on ne connaissait de bataille que celle du canon ou de l'abordage; le savoir de chaque officier était composé des mêmes éléments que celui de son voisin et il n'y avait de degrés que dans le courage, le sang-froid et l'habileté manœuvrière.

[1] Voir le *Correspondant* des 10 juillet et 25 août 1915.

Dans leur carrière maritime, tous les amiraux, tous les chefs avaient usé les interminables années de navigation à maîtriser les mystères de la voile, du vent et de la mer. A partir d'un certain âge, ils ne faisaient plus de découvertes sur aucun des bâtiments nouveaux où ils embarquaient. C'étaient de vieilles connaissances. Ils en possédaient d'emblée les ressources et les faiblesses. Ils se jouaient de leurs outils comme un écuyer d'expérience se joue de toute monture, fût-elle rétive et ombrageuse. Si, devant ses yeux, un Nelson ou un Suffren observait une erreur vénielle des aspirants, des canonniers, des gabiers, il pouvait, séance tenante, les semoncer, les instruire en connaissance de cause. Jadis, il avait commis les mêmes erreurs, avait appris à les éviter, et ses remontrances trouvaient du poids non dans son grade, mais dans la certitude profonde de chacun de ses subordonnés que le chef en savait plus qu'eux.

Pour tout dire, pendant les grandes époques de la marine à voiles, — deux cents ans, — les marins n'eurent à apprendre qu'une fois, et une fois seulement, les lois de leur métier pénible. Ils ne rencontraient jamais d'imprévu. Leurs instruments ne variaient point. Après dix années de service à terre, un amiral retrouvait la même marine qu'il avait laissée au port.

Cet âge est définitivement clos. L'invasion de la vapeur n'est point seule cause de la rupture d'harmonie dans la carrière des marins, chaque progrès nouveau de la science y a concouru. Les navires de guerre sont des usines pour le mécanisme, des monstres pour la puissance, des horloges pour la précision. Jadis, la construction des bâtiments et leur usage constituaient des arts spéciaux, isolés de toute autre industrie humaine. Ils prospéraient dans une sorte de tour d'ivoire et n'empruntaient pas grand chose aux divers métiers terrestres. Aujourd'hui la plus minime invention du laboratoire, de l'atelier, du chantier ou de la fabrique est revendiquée par l'art naval, afin d'augmenter la puissance et l'efficacité de ces engins. En quarante années, il n'est pas de branche de l'esprit humain qui n'ait progressé à pas de géants. L'ingénieur, l'ouvrier, dans leur besogne personnelle, s'essouflent pour se tenir au courant des perfectionnements journaliers. Que dire du marin, à qui chaque industrie apporte, sans relâche, l'appoint de ses inventions les plus récentes? C'est une irruption perpétuelle. On fait les plans d'un grand navire, destiné à rester deux ans sur chantiers, une année en achèvement. De semaine en semaine, par quelque chemin du savoir, arrivent des nouveautés utiles, des améliorations fondamentales. Si l'on ne les adopte point, ce

navire sera démodé, affaibli par rapport aux autres, avant même que d'avoir servi. On les ajuste tant bien que mal au plan primitif; on modifie les machines, on place d'autres canons, on aménage d'autres torpilles; chaque détail subit les modifications imposées par la science de la dernière heure, et il n'y a parfois rien de commun entre le bâtiment prévu et le bâtiment vivant.

Telle est la genèse des navires de guerre, telle est la carrière des marins d'aujourd'hui. Ils galopent à la poursuite d'un matériel qui ne veut point se fixer. Les amiraux qui commandent les flottes de guerre ont commencé leur contact avec l'onde sur des navires à voiles, ou bien sur des navires à voile et vapeur. Successivement, sous leurs pieds pour ainsi dire, ils ont vu se dérober, se transformer l'engin de leur jeunesse. Et il n'y a pas plus de ressemblance entre le cuirassé actuel et le bateau de leurs premières croisières qu'entre une automobile de 40 chevaux et la voiture d'un roulier. Entrés dans la marine aux environs de 1870, 1880 au plus tard, ils ont connu tour à tour l'avènement de la cuirasse en acier, des canons à tir rapide et de calibres croissants, des poudres lentes de plus en plus puissantes, de la torpille, de l'électricité, des mines, des turbines, des chaudières à pétrole, de la télégraphie sans fil, des méthodes modernes de tir, des sous-marins, des moteurs à explosion, des aéroplanes et des dirigeables. L'avalanche des nouveautés n'a cessé de modifier leurs connaissances. Pas un mot de ce qu'ils avaient appris lors de leurs premières armes n'a de valeur dans l'utilisation des engins actuels.

Les officiers plus jeunes, entrés plus tard dans cette marine en pleine évolution, subissent au même titre le contre-coup de tant de progrès rapides. D'un navire à l'autre, ils ont tout à apprendre. Un cuirassé, un contre-torpilleur, un sous-marin, sont trois êtres radicalement dissemblables, qui vivent, se meuvent et se battent par des procédés différents : leur seul point commun, c'est leur support, la mer; leurs organes sont aussi divers que ceux d'animaux de races différentes. Ces races elles-mêmes se modifient sans répit. Qu'un officier, canonnier par exemple, aille faire en Chine une campagne de deux années sur un croiseur un peu démodé, qu'il revienne ensuite en France où le hasard le fasse rembarquer deux autres années sur un torpilleur, qu'il retourne ensuite sur un grand dreadnought moderne, et l'artillerie ne sera plus la même, au bout de ces quatre ans, que celle qu'on lui aura enseignée à l'école de canonnage. Avant de s'y reconnaître, il devra perdre de longs mois. Dans tous les autres domaines de l'activité navale, on observe le même déclassement perpétuel. Du haut en bas de l'échelle, le savoir le plus encyclopédique, le tra-

vail le plus infatigable, sont toujours en retard sur quelque point de l'immense matériel. Il y a loin de nos marins actuels, écoliers depuis leur grade d'aspirant jusqu'à leurs étoiles, aux marins de jadis, qui acquerraient une fois pour toutes le bagage nécessaire. Les conducteurs des navires modernes doivent, à tout instant, s'adapter à des engins, dont la principale caractéristique est l'évolution.

Mais l'esprit humain évolue moins vite que les choses. Après deux cents ans de marine, où se sont pour ainsi dire cristallisées les conceptions de la guerre navale, il demeure dans l'esprit des marins des traditions extrêmement tenaces. Les grands noms, les grandes doctrines ont un prestige incomparable. On sait, par leurs résultats certains, les avantages des dogmes établis lentement par les siècles passés. On ignore tout, ou à peu près, des principes d'une guerre menée avec des engins jaillis en cinquante ans du cerveau de l'homme. Ceux-ci n'ont pas servi dans des guerres décisives. L'expérience n'a pas encore consacré leurs ressources, leurs faiblesses, leur emploi. Nous verrons que la guerre russo-japonaise n'a pas pu donner d'enseignements, — sauf en des points de détails, — pour les opérations navales de celle-ci. Le conflit de 1914 a pris les marins du monde entier en pleine période constructive; ils avaient dans les mains des outils à peine éclos de l'usine, et dans l'esprit les préceptes d'un catéchisme ancien. Il n'est pas surprenant que leur science, leur courage, leur désir de vaincre, n'aient pas imaginé du premier coup les méthodes d'utiliser ces outils pour l'écrasement de l'adversaire. Depuis le mois d'août 1914, nous assistons à des tâtonnements dans toutes les marines. Les plus fortes sont tenues en respect, les plus faibles ne sont pas contraintes à la bataille. C'est la conséquence naturelle de l'évolution des flottes de combat et de leur situation respective au début des hostilités.

Notre dessein, aujourd'hui, est de donner, sans être trop technique, un aperçu général des flottes de combat. Ce simple exposé fera comprendre, nous l'espérons, l'allure générale des opérations maritimes. Le lecteur voudra bien se souvenir, de son côté, de notre étude antérieure sur « la mer, champ de bataille »; il ne devra pas oublier non plus que nos observations s'appliquent à toutes les marines du monde, sauf exemples bien définis.

Jusqu'à l'aube du vingtième siècle, le caractère distinctif de la guerre navale était sa nature ouverte, franche, exempte de tout élément secret. On s'y battait à ciel ouvert. On voyait son ennemi de même qu'il nous voyait. On n'avait pas à craindre les coups de Jarnac, les attaques inattendues, les blessures invisibles et mor-

telles. Sur terre, le moindre accident de terrain, colline, vallon, forêt ou carrière peut dissimuler des masses imposantes qui, soudain, jettent dans la bataille des forces décisives. L'industrie des hommes augmente ces possibilités de surprise : tranchées, mines, boyaux, fortifications, redoutes, renchérissent sur les sculptures naturelles du terrain, favorisent celui qui s'en sert avec art, déçoivent celui qui s'avance à la légère. La science topographique, l'art d'utiliser, de modifier l'aspect des lieux, entrent pour moitié dans l'excellence des généraux.

Telle n'était point la condition des affaires maritimes. A l'intérieur du cercle de l'horizon, la mer est plane. Nul obstacle n'y sert d'abri; aucune subtilité de tactique n'y est permise. Quand un amiral voyait contre lui s'avancer 30 vaisseaux, il était bien sûr que 30 nouveaux vaisseaux ne surgiraient point tout à coup des entrailles de la mer. Si, d'aventure, des renforts arrivaient à son ennemi, provenant des régions cachées de l'Océan, il les voyait gravir un à un la courbe de l'horizon et avait toujours le temps de manœuvrer en conséquence. Tout engagement constituait une lutte loyale, où chacun savait contre quoi il se battait et, une fois posées les conditions du problème, ne comptait que sur la supériorité de sa manœuvre et de ses canons pour le résoudre en faveur de la victoire. Les préliminaires de l'action, l'approche, la disposition des forces, se faisaient à loisir; l'échiquier tout entier était accessible aux deux amiraux adverses aussi bien qu'au dernier des matelots. Quand on en venait aux coups, les uns et les autres se pourfendaient comme des lutteurs dans une arène circonscrite et plane : ils avaient mêmes moyens, mêmes armes, ne pouvaient pas user d'engins dissimulés, et le triomphe appartenait au meilleur.

Pour apprécier la distance des luttes navales de jadis à celles de la guerre actuelle, il est nécessaire de bien comprendre ce caractère des opérations maritimes. Pendant de nombreux siècles, elles ne se sont point écarté de l'allure que nous venons de décrire, et l'on a vu de grandes rencontres de flottes ou d'escadre, en haute mer ou près des côtes, dont l'issue dépendait seulement du courage, de la science, des ressources instantanées de quelques grands chefs. Une tradition est née de ces âges glorieux. Elle s'est empreinte dans les esprits de tous ceux qui faisaient métier de se battre sur mer. Habitués, par l'enseignement de l'histoire et par l'apparence des eaux, à se mesurer avec l'ennemi visible à leur surface, et non point avec celui qui se dissimule dans leur profondeur, ils ont abordé cette guerre dans les mêmes idées qui avaient conduit leurs grands ancêtres. Et ils se sont aperçu que les engins nouveaux, derniers venus, suffisaient à rendre vaines

toutes les théories de jadis. L'amiral d'aujourd'hui n'a plus à vaincre le même ennemi qu'autrefois ; sa lutte n'est plus la même, et ses angoisses ont changé de plan.

Le navire de guerre à voiles, perfectionné pendant des siècles, parvenu vers 1830 à son plus haut degré d'efficacité, constituait le mécanisme idéal pour cette lutte de surface, sincère, honnête. Une carène de bois fortement liée abritait à la fois le personnel combattant et ses vivres ; elle servait de support aux canons multiples qui faisaient du navire un fort mouvant. Une mâture et des voiles, établies et consacrées par de longues expériences, empruntaient au vent les forces motrices. Quelles que fussent la nation, la marine, la politique navale, on ne voyait sur mer que des bâtiments semblables, plus ou moins armés, plus ou moins rapides, plus ou moins gros. Ils se fuyaient ou se rencontraient. Toute bataille était un jeu suprême de la toile et du chanvre, du canon contre le bois. A qui détruisait son adversaire, revenait une victoire effective, tangible, dont le premier et plus sûr résultat était de se mouvoir en maître sur l'étendue des eaux.

La vapeur survint. Elle fit descendre de l'atmosphère la puissance motrice. Les voiles, point d'appui, cédèrent la place aux roues et à l'hélice. De ce moment, les conducteurs de navires, libérés de l'esclavage des vents, purent sillonner les mers en droite ligne, traçant leurs routes comme un trait de crayon sur le papier. Sans qu'il y ait paru de prime abord, cet avènement de la vapeur introduisait dans la guerre navale les modifications profondes qu'elle a créés dans toute industrie humaine. Mille problèmes, mille habiletés nautiques disparaissaient du coup. Une flotte en poursuivant une autre, la traquant, l'approchant, n'était plus sûre que sa proie, obligée d'obéir aux impulsions d'un vent donné, serait contrainte de suivre des routes impératives. La mer n'était plus une étendue où se suivaient des chemins obligatoires, mais une immensité où chacun, suivant sa tactique ou son salut, était aussi libre que l'oiseau dans l'air. Jadis, une force que le hasard ou la maladresse plaçaient sous le vent d'un assaillant était plus ou moins à la merci de celui-ci ; il suffisait que l'adversaire bien placé se laissât porter par la brise s'il voulait venir au choc, ou serrât le vent s'il jugeait bon de l'éviter, pour que l'autre fût dans l'impuissance de lui imposer sa volonté. La vapeur supprime cette certitude. Avec ou contre le vent, au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest, tout navire put se mouvoir à sa guise. Et il n'y eut plus qu'un moyen de fuir pour le plus faible, d'assurer le contact pour le plus fort : la vitesse. Donner la chasse, couper la route, se concentrer en un

point ne devinrent plus des manœuvres subordonnées au caprice du vent, mais bien au nombre de milles que la machine et l'hélice pouvaient faire couvrir en une heure à un bâtiment, à une escadre, à une flotte. Par cette servitude toute nouvelle, la guerre navale prenait un caractère sans précédent : elle exigait que l'on mît dans les carènes des navires des puissances de plus en plus considérables. Elle empruntait à la guerre terrestre un de ses moyens immémoriaux : la rapidité, et, pour y parvenir, le matériel maritime commença de suivre l'évolution dont les engins modernes sont une étape périssable.

Le poids des machines, l'encombrement des chaudières, les vibrations et les trépidations de cet ensemble mû par la vapeur, eurent vite raison des carènes de bois. Tandis qu'auparavant l'énergie propulsive, gratuite et inépuisable, errait avec les courants atmosphériques, tandis qu'au-dessus des cales, des ponts et des batteries dégagées se dressait une mâture aérienne, point d'appui des efforts, et une voilure légère dont le simple déploiement créait la vitesse, on vit descendre dans les flancs des navires les mastodontes de fer, les chaudières pesantes et les monceaux de charbon nécessaires à leur avidité. La lutte commença entre la construction de bois et ces engins turbulents, accapareurs, tremblant sans arrêt. Et peu à peu l'ingénieur, incapable d'unir les poutres de façon assez solide pour contenir et maintenir ces démons de la vapeur et de la houille, lança sur l'eau les carènes de fer, puis d'acier, que l'on peut rendre rigides et inébranlables.

Les bâtiments de guerre suivirent la loi commune. Mais cette royauté du métal, qui s'étendit en moins de cinquante ans, introduisit dans leur essence des changements plus radicaux. Parallèlement aux navires de commerce, ils subirent sans doute l'allongement continu des coques, l'augmentation de leur capacité et la complexité progressive de tous les mécanismes, mais ils se séparèrent d'eux par un nouvel élément, la cuirasse, dont les anciens navires de guerre n'avaient pas eu besoin.

Par nature, en effet, le bois, surtout quand il est humide, demeure spongieux et rétif à toute blessure. Enfoncez un clou dans une planche, retirez-le ensuite, et avant quelques heures la matière ligneuse se sera refermée sur le trou. Aucun projectile ne découpe dans le bois un rond à l'emporte-pièce; le pourtour de la blessure reste accroché aux parties non perforées; le lent travail moléculaire redresse les lèvres de la cicatrice; pour peu qu'elles soient humectées, elles se boursouflent, foisonnent et guérissent automatiquement le mal fait par le projectile. Les boulets de naguère perçaient rarement les madriers élastiques

des carènes; quand d'aventure ils passaient outre, l'orifice qu'ils avaient créé n'avait qu'un bien petit diamètre, rapidement réduit à rien par la seule activité du bois qui se contractait. Ces navires à voiles étaient d'une substance semblable à la chair humaine, où les blessures ne créent jamais de trou béant, de tunnel entre l'extérieur et l'intérieur du corps. Les trois-ponts de Suffren ou de Nelson coulaient rarement pour avoir été transformés en écumoire à coups de boulets : leur mâture pouvait être détruite, leur membrure, soumise aux chocs des projectiles, pouvait se délier, se disjoindre comme une porte que l'on bouscule à coups d'épaules, et l'eau, se précipitant dans les interstices, les remplissait rapidement, les transformait en épaves..., mais c'était l'œuvre et le résultat d'une longue bataille. Le nombre des atteintes réussissait à devenir mortel; chaque atteinte, en particulier, était de peu de conséquence.

Avec le métal, tout change. Une tôle, une plaque de fer traversées ne se referment plus. Le trou, net ou déchiqueté, demeure tel quel. Que le projectile crève une carène à proximité de la flottaison, et l'eau entre à torrents, tout de suite, sans que le métal se donne la peine que prenait le bois de lui rendre l'irruption malaisée. Devenus plus solides, plus rigides, plus vastes, les navires de guerre couraient le risque, pour un projectile bien placé, de sombrer en quelques minutes sous l'inondation intérieure. A une telle faiblesse, il fallait répondre par une défense efficace. Le premier résultat de l'emploi des navires métalliques fut d'adjoindre une cuirasse aux bâtiments de combat.

On conçoit qu'à l'origine, cette cuirasse fut simplement posée sur les parties de la carène où sa présence empêchait des blessures mortelles. Il ne fallait point songer à en barder toute la coque, immergée ou non; sous ce poids prodigieux, le navire se fût enfoncé comme une pierre. Il importait simplement d'assurer, le plus longtemps possible, la flottabilité du support des canons, de la maison des marins, de l'enveloppe des machines. Comme, à cette époque, il n'existait pas encore d'engin susceptible de cheminer sous l'eau, on ne cuirassa point les régions de la carène habituellement immergées. Comme on vivait encore sur les vieux errements du passé, où les hommes ne songeaient point à se protéger des projectiles, on ne cuirassa pas non plus les parties supérieures du navire. La cuirasse forma donc une bande répartie de part et d'autre de la flottaison, sur une hauteur moyenne de trois mètres. De la sorte, les coups arrivant dans les parages dangereux se heurtaient aux multiples épaisseurs de métal qui constituaient la ceinture du navire, et l'on espéra que cette

défense empêcherait la blessure malheureuse, le trou béant par où la mer se fût précipitée dans les profondeurs du bâtiment.

Ces épaisseurs de métal étaient calculées pour résister à la force pénétrante des projectiles existants. Selon l'époque, selon le métal, elles furent plus ou moins grandes. Il s'établit entre la cuirasse et le canon une rivalité dont le dernier mot n'est pas dit et qui constitue la principale des préoccupations des ingénieurs maritimes. Le poids de la cuirasse, haute de 3 mètres, longue de 2 à 300 mètres, — en comptant les deux côtés du navire, — épaisse de 20 à 30 centimètres, est si considérable qu'on rogne le moindre millimètre superflu. L'intérêt de transpercer cette protection vitale est si grande que les constructeurs de canons ont épuisé les ressources de la science pour donner à leur obus, au point d'impact, une force pénétrante de plus en plus formidable.

La lutte de la cuirasse et du canon est circonscrite dans cette opposition de la résistance à l'attaque. Pas à pas, suivant les progrès du métallurgiste ou du canonnier, l'avantage a été perdu, reconquis, reperdu d'un côté ou de l'autre. Il serait oiseux de conduire le lecteur à travers les stades de cette lutte passionnante, où les découvertes scientifiques ont alternativement fait pencher la balance. Nous indiquerons seulement les degrés qui conduisirent au cuirassé moderne.

Le canon rayé porta la première atteinte à la ceinture métallique. Il tendait la trajectoire, vissait le projectile dans l'air, lui permettait d'aborder l'obstacle presque normalement et non point sous des incidences obliques. Son avènement eut un autre résultat : il augmenta les distances du combat. Plus tard, une étude approfondie des poudres qui chassent l'obus créa les poudres lentes et progressives, qui tendirent encore la trajectoire, accélérèrent la vitesse du projectile, lui donnèrent une grande force à l'arrivée et, comme conséquence, augmentèrent encore les distances utiles du combat. En même temps, les métallurgistes perfectionnaient la matière des obus, leur forme; ils obtenaient des résultats sûrs avec des calibres croissants, qui passaient de 16 à 24 centimètres, de 24 à 30, de 30 à 34, de 34 à 38. La distance de combat s'accroissait à chaque étape.

Contre ces progrès réguliers, la cuirasse ne demeurait point inerte. Quand on eut épuisé avec le fer toutes les capacités de résistance, on emprunta à l'acier sa dureté à la fois élastique et brisante. Semaine par semaine, les grandes usines du monde apportaient des plaques plus minces et plus résistantes, des blindages qui tenaient sous les projectiles les plus brutaux. Chaque navire mis sur chantier possédait les canons du dernier modèle et

les cuirasses les plus indestructibles. Si bien qu'à l'aube de cette guerre, une sorte d'équilibre se trouvait atteint. A bout de perfectionnements, la cuirasse et le canon s'arrêtaient l'une devant l'autre et convenaient, pour ainsi dire, d'une entente réciproque. Un navire portant des canons de 30 centimètres pouvait résister à un navire portant des canons de 30 et non à un navire portant des 34. Celui-là cédait le pas à des 38. De même pour tous les calibres. Tandis qu'au temps de la voile, la puissance d'un trois-ponts se mesurait au nombre de ses pièces, celle d'un cuirassé moderne se mesurait à leur calibre : sans doute, leur nombre n'était pas indifférent ; mais, par la même loi d'équilibre, les navires comparables avaient le même nombre de pièces.

On aurait donc pu se croire revenu, — manœuvre et tactique à part, — aux conditions existantes sous l'empire de la voile : des bâtiments également armés, également rapides, et certains, unité contre unité, de ne pas couler bas d'un seul coup malencontreux. La bataille revenait à ces longs engagements, où aucune atteinte n'était mortelle, mais où l'accumulation des coups au but rendait à merci l'un des deux adversaires... Telle n'était point la situation. Un nouvel élément de bataille contribuait à modifier encore l'allure des combats maritimes : les explosifs.

Par leurs effets sur les défenses terrestres les plus résistantes, on peut imaginer les ravages des explosifs dans l'organisme clos, infiniment compliqué d'un navire. Aucune fortification ne résiste à des obus de gros calibre, et ceux-ci, cependant, gaspillent à ciel ouvert la majeure partie de leur force utile : leur action destructive est confinée aux jets de gaz qui secouent, labourent et bouleversent l'objectif; tout le reste s'évapore et n'a pas d'autre effet que d'ébranler l'atmosphère. Explosant dans le sein d'un navire d'acier, le projectile ne perd pas une parcelle de son énergie; les ressorts brisants contenus dans les poudres modernes se détendent dans toutes les directions, y rencontrent partout des obstacles, les fléchissent, les tordent, les éventrent, car il faut qu'ils trouvent le passage. Le boulet de jadis ne détruisait que ce qui se trouvait sur sa trajectoire; l'obus d'aujourd'hui, tout autour du point où il éclate, et à très grande distance, fait de la charpie, de la ferraille ou de l'incendie. Hommes et matériel succombent à son invincible souffle. Et comme l'organisme d'un navire est un enche-vêtrement de tubes, de fils, de canaux et de transmissions aussi délicat et fragile que les systèmes nerveux, musculaire et sanguin d'un corps de chair et d'os, on conçoit que l'intrusion d'un obus en des parties dont chacune est essentielle puisse le mettre hors d'état de se défendre, ou d'attaquer, ou de se mouvoir, en un mot de combattre.

Il devint donc nécessaire de mettre à l'abri d'un tel destin les organes vitaux du navire et de les protéger contre l'explosion d'un seul obus. On eut encore recours à la cuirasse. Tous les organes de propulsion, de manœuvre, de génération de vapeur ou d'électricité, relégués dans les fonds, furent recouverts d'un pont formant carapace, se raccordant de bout en bout à la cuirasse externe, et constituant un toit solide, épais, invulnérable au déchirement par les gaz. Les obus du plus gros calibre peuvent éclater au-dessus de ce pont cuirassé, on peut espérer que ni leur vent, ni leurs éclats n'iront anéantir au travers de cette épaisseur d'acier les centres nerveux et musculaires du bâtiment.

De même pour les canons, instruments de bataille. Au centre des tourelles ou dans des casemates, selon leur disposition ou leur calibre, on les abrita derrière un mur de l'acier le plus résistant, dont l'épaisseur se réglait d'après les principes que j'ai exposés pour la cuirasse externe. De la sorte, les explosions peuvent faire rage sur les ponts et les entreponts, tout peut être réduit en lambeaux, arraché, pulvérisé, les canonniers et leurs pièces, dans une sécurité relative, continuent à faire œuvre de combat. Je dis : sécurité relative, car il ne faut point croire que par les échancrures nécessaires au passage des volées de canons et aux regards des pointeurs ne réussissent à entrer souvent des bouffées ou des fragments mortels. Mais c'est là, pour ainsi dire, une mort de hasard. Sans cuirasse, elle eût été immédiate et certaine.

Enfin, il a fallu protéger le poste où se trouvent les conducteurs du navire : commandant, officiers de tir et de manœuvre, ainsi que leurs aides. C'est le blockhaus, cerveau du bâtiment, où aboutissent toutes les canalisations d'ordres et de manœuvre : par des claviers, des tableaux, des séries de téléphones, les instructions brèves et précises, d'où dépendent le salut du cuirassé et l'issue de la bataille, vont animer les plus lointains organes d'action ou d'attaque. Dans les engagements terrestres, les chefs d'une unité aussi formidable qu'un navire de guerre ont le loisir et le devoir de se placer en des postes distants, défilés, d'où ils peuvent avec liberté d'esprit conduire et modifier les actes de leur élément. Leur sécurité dépend du bon choix de leur abri. Mais les chefs navals sont emportés par leur propre engin ; ils sont assourdis par le tumulte, exposés aux mêmes dangers que le moindre de leurs matelots, et l'importance de leur destruction est si grand que tous les coups de l'ennemi sont dirigés vers leur blockhaus. Il est primordial de le protéger de la façon la plus sérieuse, et la cuirasse du blockhaus est constituée par une cuirasse de même épaisseur, et du même acier que la ceinture qui entoure le navire. Un cré-

neau horizontal, semblable aux œillères percées dans le haume d'un chevalier, permet au commandant, à ses officiers, de prendre du champ de bataille une vue quelquefois fragmentaire. Par ce créneau peuvent entrer les éclats destructeurs. On ne sait pas quel eût été le destin des flottes russes, dans la guerre russo-japonaise, si lors de la bataille du 10 août devant Port-Arthur l'un des premiers projectiles nippons n'avait pénétré par cette embrasure du blockhaus, et tué, avec tout son état-major, le meilleur des amiraux slaves. La suite de la guerre, le destin du monde en eussent peut-être changé, et ce seul exemple montre combien, malgré la puissance de sa protection, est fragile la sécurité d'un navire ou d'une flotte. S'il est hors de doute, dans une guerre continentale, qu'un généralissime campé à 20 lieues du front ne disparaîtra jamais sous les coups des adversaires, il est possible qu'un amiralissime, après une minute de combat, ait succombé : tous les navires ennemis, de toute leur artillerie, lanceront sur son blockhaus une avalanche de fer. Et il n'y a pas d'exemple qu'un grand désarroi, précurseur de la déroute, ne survienne quand le chef suprême meurt au milieu de la tourmente.

Il serait fastidieux d'énumérer les autres modifications par lesquelles le trois-mâts à voiles s'est insensiblement mué en dreadnought moderne. Au reste, le lecteur est en possession de tous les éléments qui constituent le navire de combat; l'accessoire importe peu et entre dans le domaine purement technique. A dessein, je n'ai pas fait de distinction entre le cuirassé et le croiseur du moment présent. Les ingénieurs et les marins avaient voulu donner au croiseur beaucoup plus de vitesse et beaucoup moins d'armement. Mais celui-ci, sous peine de destruction, a dû subir la loi de surenchère établie entre la cuirasse et le canon. Le nombre et le calibre de ses pièces a augmenté; il est devenu protégé et puis cuirassé et enfin croiseur de bataille. Les amiraux le comptent parmi les unités qui prendront part au combat de haute mer, soit dans les rangs des cuirassés, soit pour des opérations d'avant-garde ou de chasse. Si bien qu'un croiseur de combat d'aujourd'hui est à la fois plus puissant et plus rapide qu'un cuirassé d'il y a cinq ans. Il n'était pas nécessaire d'établir une différence entre deux classes de navires composés des mêmes organes et sensiblement destinés aux mêmes fonctions.

Les flottes de combat du monde entier se composent donc des bâtiments dont on vient d'exposer les caractéristiques. A âge égal, ils contiennent à peu près les mêmes quantités de force et de vitesse; la puissance d'une marine se mesure seulement au nombre

et à la jeunesse de ses cuirassés. Tous sont pourvus des derniers perfectionnements de l'heure où ils sont nés. Les navires d'une même promotion, français, anglais, italiens, allemands, autrichiens ou russes ont vitesse comparable, calibres comparables, approvisionnement comparable, distance de combat comparable. Sur chacun, le personnel et les organes vitaux sont protégés par des cuirassements égaux. La bataille et les chances de victoire sont revenues aux conditions anciennes de la marine à voiles. Sauf le coup heureux, exceptionnel, conduit par le destin, un navire ou une flotte ne sont pas à la merci d'une atteinte. Dans les combats où l'on n'a à redouter que l'ennemi visible, au-dessus de l'eau, — les seuls combats que je veuille envisager aujourd'hui, — les escadres qui se heurteraient pourraient revivre Trafalgar et la Hougue. La science manœuvrière, l'audace, l'accumulation des coups au but donneraient seules le triomphe; de différence, il n'en existe qu'entre les vitesses et les distances de combat, augmentées toutes deux depuis Tourville et Nelson. Bref, le grand combat naval semble, à première vue, logique et possible.

Pourquoi donc n'en avons-nous point vu? Pourquoi est-il peu vraisemblable qu'il y en ait en cette guerre? C'est à cette question, que tant d'esprits se posent, que je veux essayer de répondre ici. On s'est étonné, on s'étonne encore. Les marins eux-mêmes ne croyaient certes pas, au mois d'août 1914, que plus d'un an de guerre pût s'écouler sans qu'ils eussent pris part à quelque grand tournoi naval. Depuis bien des années, ils avaient préparé sans répit cette aventure splendide. La plupart d'entre eux acceptaient d'y mourir, à condition que leurs derniers regards eussent contemplé la merveilleuse, la farouche grandeur de la passe d'armes des mastodontes. Ils ont été déçus, plus profondément que leurs compatriotes ne le supposent, car il n'y a pas de blessure plus cuisante pour des âmes généreuses que de tenir une arme parfaite sans pouvoir s'en servir. Puisque leur attente n'a pas été remplie, il faut que des raisons supérieures, issues des circonstances plus que de la volonté des hommes, aient conduit l'activité navale sur des chemins qu'on ne prévoyait pas. Au-dessus du désir passionné d'en découdre, les chefs de mer, les marins des nations belligérantes, ont vu que les mêmes progrès qui leur avaient fourni des instruments incomparables rendaient cet usage extrêmement délicat.

L'énonciation précédente serait beaucoup trop absolue, si on l'étendait à tout le matériel naval : croiseurs légers, destroyers, sous-marins et bâtiments de toute espèce qui concourent aux opérations maritimes. Ceux-là, au contraire, de semaine en

semaine, ont donné des preuves croissantes de leur activité, que j'étudierai ultérieurement. Je veux aujourd'hui m'en tenir aux grandes unités de combat définies ci-dessus et au but final pour lequel on les avait construites : le grand combat décisif entre escadres ou flottes.

Pour qu'il y ait combat, il faut qu'il existe deux adversaires. Ou bien ces deux adversaires, par un accord tacite, vont à la rencontre l'un de l'autre, ou bien l'un d'eux cherche l'autre, le chasse, l'oblige à l'action. Ces axiomes prennent toute leur importance sur le champ de bataille maritime, qui n'est qu'un chemin, et où la présence d'une force armée n'assure à la nation qui la possède aucun des avantages que la même présence assurerait sur terre. En mer, plus que partout ailleurs, la bataille implique le mouvement antérieur, la volonté de découvrir l'adversaire. On ne peut lui imposer l'engagement qu'en parcourant en même temps que lui des espaces parfois très grands. A terre, on se bat pour ainsi dire sur place, avec les forces qui sont en face de soi; sur mer, c'est une grande chasse à courre, pour la poursuite de laquelle il faut qu'il y ait au moins un gibier.

Or, le gibier, dans cette guerre, n'est autre que la marine plus faible vis-à-vis de la marine plus forte : l'allemande devant l'anglaise, la russe devant l'allemande, l'autrichienne devant la française. La proportion des puissances est rigoureusement connue; au lieu que dans un combat terrestre, un général en chef ne sait jamais si, en face de lui, se trouvent dix ou vingt corps d'armée, cinquante ou cent batteries, un amiral sait sans erreur le nombre de cuirassés, de croiseurs cuirassés, dont dispose son adversaire. Les recueils techniques, les renseignements officiels, donnent au jour le jour, en temps de paix, le calibre des canons et leur disposition à bord des navires; la vitesse, l'approvisionnement en charbon ne sont des secrets pour personne; tout au plus y a-t-il incertitude sur la quantité de projectiles destinés à chaque canon, mais les bâtiments semblables sont sensiblement pourvus de munitions semblables.

Il entre donc ici, dans les calculs des amiraux, un élément qui n'existait point lors des grandes actions de la marines à voiles. Le secret des arsenaux était jalousement gardé; la rareté des informations, la difficulté des communications laissaient planer le mystère sur les forces disponibles, et, tel qui s'apprêtait à combattre dix navires, en rencontrait cinq ou bien en rencontrait vingt.

Les amiraux de jadis, en outre, étaient à la merci du vent. Une flotte nombreuse pouvait être disloquée par la tempête; une escadre distante pouvait être empêchée de prendre part à l'action

à cause des brises contraires; une saute de vent, au milieu de la bataille pouvait éloigner soudain telle division mal engagée. En un mot, l'amiral n'était jamais sûr de faire exactement ce qu'il escomptait. Cette circonstance donnait un gros avantage aux flottes inférieures, plus concentrées, plus maniables, qui profitaient souvent de la dispersion de l'ennemi pour affaiblir ou écraser séparément ses différents groupes.

L'indifférence des cuirassés et croiseurs modernes à toute considération de vent ou de mer a supprimé ces alternatives. Pendant les préliminaires de la bataille, au cours de la bataille, tous les grands bâtiments agissent à leur guise, adoptent toutes formations ordonnées, battent l'objectif indiqué, et leur grande vitesse permet des concentrations ou des retraites pour ainsi dire instantanées. La flotte la plus faible, et qui sait qu'elle est la plus faible, sait donc qu'aucune circonstance fortuite ne lui donnera la chance d'affronter un adversaire amoindri.

Peut-elle espérer, tout au moins, qu'un raid secret et audacieux, une sortie rapide, lui permettent de fondre sur une portion isolée de l'ennemi, de l'anéantir grâce à une supériorité temporaire, et de rentrer au port avant que le gros de l'autre flotte ne la prenne à revers? Cet espoir, possible et réalisé souvent lors de la marine à voiles, n'est plus permis maintenant. Cela pour deux raisons. La première réside dans l'accumulation de toutes les forces d'une même marine dans des parages où, en quelques heures au plus, tous les grands bâtiments peuvent avoir rallié le pavillon du commandant en chef. Que ce soit dans le Midi ou dans le Nord, il n'est aucun amiral qui ne conserve sous la main, à tout instant, la totalité de ses forces de combat. Elles sont maintenues au degré d'efficacité maximum : les consommations de charbon sont réparées tous les huit jours, tous les cinq jours, tous les jours s'il le faut, de manière qu'à la moindre alerte chaque bâtiment, quittant sa base ou sa croisière, puisse donner toute sa vitesse pendant le temps le plus long. Ce sont là des pratiques générales dans toutes les marines belligérantes, et l'amiral le plus faible sait fort bien qu'il ne prendra pas en faute le plus fort.

Mais si, par un hasard, l'éparpillement momentané de la flotte supérieure faisait entrevoir à l'inférieure une occasion de succès local, pourrait-elle risquer sur cette hypothèse une poursuite et un engagement? Un deuxième obstacle s'y oppose, qui est la télégraphie sans fil. Par la télégraphie sans fil, tous les navires au mouillage ou naviguant sont tenus à la seconde en contact l'un avec l'autre. Jadis, une escadre perdue loin de la flotte courait le risque d'être écrasée sans que le commandant en chef en sût rien.

Actuellement une force, quelle qu'elle soit, où qu'elle soit, éclairée à distance par des navires de petit tonnage, prévient sur le champ l'amiral des approches de l'ennemi. La distance n'existe plus pour les appels maritimes. Entre les avant-postes extrêmes et la cabine de l'amiral, entre la cabine de l'amiral et tous les navires qui, à quelques dizaines de milles, ou tout près, accomplissent des tâches diverses, passent sans répit les informations et les ordres. Nul ne peut traverser ce rideau électrique sans être décelé tôt ou tard. Les puissants navires invisibles se mettront en marche au delà de l'horizon, se concentreront au point mathématique fixé par le chef, et opposeront à l'imprudent la masse complète de forces supérieures.

Telles sont, depuis l'origine de la guerre, les certitudes formelles des amiraux des marines moins puissantes. Ils ne surprendront jamais leurs ennemis en somnolence et ne le trouveront jamais dans le cas d'accepter une mauvaise bataille. Or, s'il est un principe bien établi de l'art militaire, c'est bien celui de ne risquer une action qu'avec des probabilités de succès. Dans les marines modernes, entraînées à outrance, dotées d'engins égaux, l'élément de succès le plus manifeste réside dans le nombre. J'ai dit précédemment qu'un chef de mer ne pouvait pas escompter les surprises du terrain, les avantages de position, l'aléa d'une manœuvre. Il se bat dans une arène ouverte. Homme à homme, canon à canon, navire à navire, il est tenu de supposer à son adversaire l'égalité de puissance. Le gain ou la perte d'une bataille appartient au plus ou moins grand nombre de coups heureux, aux impondérables, à tout ce qu'on ne peut prévoir. Il ne possède qu'une vérité brutale, qu'il peut matérialiser sur un tableau comparatif : la proportion des forces à mettre en présence. A moins de raisons fondamentales, qui n'appartiennent plus au domaine de la marine, mais à celui de la politique supérieure, un amiral qui commande à vingt cuirassés doit-il risquer la bataille contre celui qui en mène quarante? Le bon sens le plus élémentaire répond : non.

Les dispositions géographiques de l'échiquier naval donnent à cette prudence des plus faibles un caractère impératif. L'Allemagne et l'Autriche sont absolument dépourvues de bases extérieures à leurs côtes. En dehors des rades nationales, enfouies au fond de mers étranglées, les flottes austro-allemandes ne possèdent nul abri, nul dépôt de charbon, nul port d'où elles puissent tenter quelque opération de grande envergure. Si elles en avaient, il leur serait permis, à la rigueur, de chercher à les joindre sans vouloir

le combat, de transporter loin de leurs rivages le centre de l'intérêt naval, de libérer ces mêmes rivages par l'attraction des forces adverses vers des champs océaniques. Ce n'est point au hasard que l'Angleterre, soucieuse de sa suprématie maritime, a choisi dans tous les quartiers du globe des points fortifiés où ses flottes trouvent charbon, vivres et abri. Ce n'est point par pure gourmandise que les Allemands, depuis qu'ils s'appliquent à la politique mondiale, ont cherché désespérément à acquérir des bases semblables. Les problèmes de la navigation moderne exigent qu'une nation qui veut triompher sur mer possède, en tous lieux et en toutes circonstances, des ports protégés et d'accès facile.

Nous ne sommes plus, en effet, aux époques héroïques où des escadres et des flottes tenaient la mer pour ainsi dire indéfiniment, se reposaient en des coins perdus, prenaient de l'eau à des sources de plages, réparaient leur mâture en coupant quelques arbres de telle forêt côtière et voguaient aussi longtemps qu'il y avait des souffles dans l'atmosphère. On pouvait assister ainsi à ces longues croisières où chaque amiral recherchait ou évitait l'autre, selon ses forces momentanées, à travers la surface des eaux méditerranéennes ou océaniques. Les mouvements étaient dirigés par de rares informations; les vents favorisaient celui-ci ou retardaient celui-là, mais, de toutes façons, les escadres circulaient sur mer, *hors de portée* de toute base, sans redouter d'être forcées de s'arrêter, et tôt ou tard, entre deux adversaires qui circulaient sur l'eau, le choc finissait par se produire.

De telles croisières ne sont plus permises qu'aux flottes qui disposent de bases multiples. La française et l'anglaise sont seules dans ce cas. Les côtes britanniques, les rivages atlantiques, Gibraltar, l'Afrique du Nord, Toulon et la Corse, Malte, Chypre et Rhodes, l'Egypte, d'autres positions acquises depuis le début de la guerre forment tout autour de l'Europe un réseau d'abris et de dépôts de charbon, où les flottes alliées se ravitaillent à loisir. Elles peuvent tenir la mer ou non, suivant les nécessités de l'heure; il ne leur adviendra jamais de se trouver à court de combustible.

Mais les Allemands, les Autrichiens ne jouissent pas d'un tel privilège. Qu'ils tentent hors de leurs bases une sortie de longue haleine, destinée à je ne sais quel but, et ils risquent après peu de jours de s'arrêter faute de charbon. En admettant que leurs soutes contiennent de quoi tenir la mer pendant quatorze jours à petite allure et six jours à grande vitesse, ils ne peuvent pas mettre entre leurs côtes et eux-mêmes une distance supérieure à sept jours de navigation dans le premier cas, à trois dans le second. Il ne suffit pas seulement de voguer à la légère, il faut

encore pouvoir revenir en un point où l'on puisse charbonner, et ne s'éloigner de ce point que de la distance égale à la moitié d'un aller et retour. Si cette prudence n'est point observée, la flotte se trouvera contrainte de demeurer au large, immobile, à bout de souffle, à la merci de l'adversaire, ou bien de se réfugier en un port neutre, ce qui est la pire des solutions, préliminaire du désarmement.

La flotte allemande à Kiel, la flotte autrichienne à Pola ou Cattaro se trouvent dans cette situation créée par les progrès et les servitudes modernes. Qu'elles essayent de sortir, elles sont retenues à leurs côtes par des fils invisibles et doivent mesurer sans cesse la quantité de charbon restant en soute; les flottes françaises et anglaises sont entièrement dégagées de ce souci, on peut dire que la maîtrise de la mer leur appartient sans bataille, car elles s'y meuvent sans arrière-pensée.

Il n'apparaît plus surprenant, désormais, que des rencontres de flottes de combat soient improbables, du moment qu'en cette guerre nos ennemis sont à la fois inférieurs en nombre et géographiquement désavantagés. Je disais pourtant, tout à l'heure, que des raisons de politique générale pouvaient provoquer ce que la prudence maritime déconseillait : une tentative de désespoir vis-à-vis d'un adversaire supérieur. L'histoire maritime est pleine de faits d'armes semblables. Tourville à la Hougue ne se battit que sur l'ordre formel de Louis XIV. Villeneuve à Trafalgar accepta une bataille souhaitée par Napoléon et dont il ne pouvait certes pas deviner l'intérêt naval. La flotte espagnole, partie au secours de Cuba, tomba dans les filets américains et y périt glorieusement. L'armada russe, appareillée de Cronstadt pour joindre la base de Wladivostock d'où elle pût harceler les forces japonaises, dut subir avant de toucher le but le choc de ces mêmes forces embusquées dans les détroits nippons. Je passe les multiples exemples, moins illustres, de rencontres navales où les pouvoirs centraux, mus par des raisons générales, ordonnaient des mouvements déconseillées par le bon sens maritime. Sans vouloir développer les divers raisonnements et critiquer les erreurs qui précédèrent ces combats retentissants, on peut dire que le dessein des flottes était de protéger, d'aider ou de secourir une portion proche ou lointaine des côtes nationales. Ce caractère constant se retrouve dans toutes les entreprises que je viens d'énumérer et dans bien d'autres. Pour que la guerre présente engendrât des événements comparables, il faudrait que les mêmes nécessités se fissent sentir. Tel n'est point le cas.

Il faut bien comprendre, en effet, que pendant très longtemps

la seule défense des rivages résidait dans les flottes. Au cours des trois derniers siècles, chaque nation maritime a subi quantité de débarquements, coups de mains, bombardements par les forces armées hostiles. Les côtes n'y pouvaient, pour ainsi dire, pas répondre. Pour chasser l'escadre qui insultait le rivage, il n'y avait d'autre ressource que de dépêcher contre elle une escadre plus puissante qui l'obligeât à déguerpir. C'était là une autre approche du grand combat naval. L'amiral qui se lançait ainsi au secours d'un point du territoire savait fort bien que sans lui ce point demeurait en danger.

Aujourd'hui, les côtes sont devenues autonomes et n'ont guère à craindre de l'ennemi flottant. J'entends, cela va sans dire, les côtes des nations puissamment organisées pour la guerre. Je développerai plus tard comment les batteries, les mines fixes ou flottantes, les sous-marins et les torpilleurs, assurent à tout rivage, sinon la sécurité totale, du moins une défense assez parfaite pour qu'aucun ennemi n'ose l'affronter de gaîté de cœur. Les côtes allemandes et autrichiennes forment un guêpier où les risques certains de l'attaque sont incomparablement supérieurs à ses gains problématiques. L'escadre germaine qui voulut forcer le golfe de Riga apprit à ses dépens combien il est dangereux d'affronter un littoral défendu. Les opérations des Dardanelles en sont un autre exemple. Il n'est pas nécessaire d'entrer encore dans le vif de ce sujet pour comprendre que nos ennemis n'ont pas besoin de faire sortir leurs flottes de bataille. Ce n'est plus à ces éléments qu'appartient, comme jadis, le rôle primordial de protéger efficacement les côtes, mais bien aux unités plus petites, plus maniables, qui circulent sans arrêt au voisinage des littoraux et en empêchent l'approche.

On ne voit donc point pourquoi, sauf raisons de sentiment, d'orgueil ou de désespoir, nos ennemis engageraient de propos délibéré leurs forces de combat. Au large, elles seraient dans tous les cas en infériorité numérique. Près des côtes, elles n'ajouteraient à peu près rien à la défense du territoire. Les Austro-Allemands ne nous ont point accoutumés à des gaspillages de force quand ils n'en escomptaient pas un bénéfice certain. N'attendons pas qu'ils nous offrent le régal de rencontres maritimes où ils seraient battus d'avance. Peut-être, au moment où, vaincus sur terre, ils chercheront sur les flots une dernière aventure glorieuse, tenteront-ils je ne sais quelle manœuvre prédestinée à la défaite. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne faut guère y compter.

Deux fois, au cours de cette guerre, on a vu des rencontres

qui, sans être de très grandes batailles, ressemblèrent cependant à ces combats de navires puissants dont j'ai tenté l'esquisse. Ces deux engagements illustrent les conclusions de cette étude.

Le premier eut lieu aux Falkland. Toutes les bases allemandes du Pacifique, Tsing-Tao, Les Mariannes, l'archipel Bismarck, étaient tombées successivement aux mains des Japonais ou des Anglais. Quelques croiseurs allemands, concentrés en escadre, erraient à la surface des flots. Ils n'avaient plus qu'un espoir, rejoindre les ports lointains d'Allemagne, unir leur puissance à celle de la flotte de Kiel. Grâce à des complicités de neutres, à des arrangements préalables à la guerre, à des prises de bâtiments pourvus de combustible, ils trouvèrent le moyen de traverser tout le Pacifique, de doubler le cap Horn. Comme ces croiseurs sont morts en braves, nous ne connaîtrons sans doute jamais les étapes de leur extraordinaire odyssée : les charbonnages en pleine mer, les mouillages anxieux dans des îles et des rades perdues, les alertes incessantes d'un personnel surmené. Car ils savaient que l'Angleterre ne permettrait pas qu'une si belle proie lui échappât. Des ports de la Manche, des croisières méditerranéennes, était partie une escadre puissante, destinée à donner la chasse sans merci. Ménagers de leur matériel, nos alliés avaient choisi des navires plus puissants et en plus grand nombre que ceux qu'ils voulaient détruire. Aisément, à toutes les haltes britanniques, ils refaisaient leur plein de charbon, recevaient les nouvelles issues de tous les postes de l'Atlantique et du Pacifique. Ils descendirent jusqu'aux Falkland, parce qu'ils avaient appris que les Allemands remontaient la mer australe.

Ceux-ci ne croyaient point que le chasseur fût si près. Isolés du monde, privés de renseignements sûrs, ils allaient dans le grand mystère des océans. Leurs étraves étaient enfin pointées vers la mère-patrie, mais leurs soutes se vidaient d'heure en heure. L'amiral von Spee décida de reprendre des forces dans ces mêmes îles Falkland, où la prévoyance britannique avait accumulé des réserves de charbon. Il comptait saisir par un coup de main cet archipel égaré au large de l'Amérique, y rafler le combustible plus précieux que l'or, et, ranimé pour quinze jours, vingt jours peut-être, remonter encore plus près du territoire natal. Mais quand il approcha du butin convoité, ses ennemis depuis vingt-quatre heures à peine y faisaient ce qu'il comptait faire. Trop tard il connut son erreur et voulut s'éloigner des îles inaccessibles. Les lévriers britanniques sortirent d'un bond, commencèrent le grand galop de chasse et, avant la fin de la journée, l'amiral von Spee et ses croiseurs avaient disparu de la surface des flots. Dès le premier

instant, il avait connu son destin, car il n'était pas de taille. Pendant la fuite éperdue où il se sentait gagné, il avait dit aux officiers, aux hommes de son navire : « C'est notre dernière journée. Je vous donne dix minutes pour songer à l'avenir. Après, nous nous battrons. »

Moins admirable, mais aussi pleine d'enseignements, fut la rencontre de la mer du Nord où le *Blücher* trouva sa fin. Au cours d'une nuit sombre, des croiseurs allemands avaient quitté leurs côtes vers les rives anglaises, où leurs canons espéraient détruire quelque havre de pêche, une station balnéaire, des vies innocentes. Dans l'ombre et la brume, ils allaient très vite, afin de faire leur mauvais coup aux premières lueurs de l'aube, et retourner comme des assassins vers leurs repaires. Mais au loin des côtes britanniques, rôdaient les sentinelles vigilantes : contre-torpilleurs en pleine mer, croiseurs plus près des côtes. Depuis des semaines, des mois, elles attendaient, silencieuses, comme leurs camarades français en Méditerranée, l'apparition, dans le noir, des fantômes qui se cachent. Cette nuit-là, l'un des veilleurs aux yeux grands ouverts aperçut enfin les spectres attendus. Une minute plus tard, la télégraphie sans fil chanta des chiffres brefs : un appel de lutin sur la lande infinie. Presque aussitôt d'autres chiffres, rapides, traversèrent l'espace. L'amiral des croiseurs anglais commandait à ses navires de rallier. Dans l'ombre, les hélices portèrent les grands coursiers vers le point désigné, et à l'aube, grimpant sur l'horizon, l'Allemand vit les mâtures, les fumées et les cheminées de ceux qu'il n'attendait pas. Lui aussi compta ses adversaires et étudia leurs formes. Lui aussi devina que la bataille serait un engloutissement, et il tourna le dos, abandonnant son mauvais dessein pour retrouver les abris germaniques. Là encore, le grand galop commença. Mais les Allemands, moins nombreux, avaient les jambes presque aussi longues, et ils purent atteindre, en une seule journée, les parages où des sous-marins, des torpilleurs, des mines allemandes, empêchèrent les chasseurs de poursuivre plus outre. Un seul, le *Blücher*, succomba sous ses blessures. Si les autres avaient eu besoin de courir plus longtemps pour trouver un refuge, ils auraient sans doute connu tous le même destin.

Ces épisodes dramatiques représentent, sur une petite échelle, le sort qui attend une force composée uniquement de navires de combat, lorsqu'elle est mise en face d'une force supérieure. Elle disparaît, ou est obligée de fuir : solutions désavantageuses. Pour qu'une flotte inférieure en nombre et en puissance risquât de se

rencontrer avec l'ennemi, en conservant quelques chances que sa tentative ne fût pas inutile, il faudrait qu'elle pût être accompagnée d'engins différents, sous marins ou autres, qui détruisissent son désavantage en combat ouvert. Nous verrons que dans l'état actuel de la construction navale et du matériel flottant, une telle éventualité peut être considérée comme tout à fait exceptionnelle.

Pour l'instant, nous pouvons accepter trois conclusions certaines, que les amiraux des marines allemande ou autrichienne sont obligés de retenir avant de tenter toute grande affaire. Ils savent qu'ils ne réuniront point, quel que soit le cas, des forces supérieures à celles de leurs adversaires. Ils savent que toutes les forces de leurs adversaires seraient disponibles contre les leurs. Ils savent que leur victoire — pratiquement impossible — n'avancerait pas les affaires de leur pays, et que leur défaite ne ferait presque rien gagner à leur ennemi, puisque celui-ci aurait les plus grandes difficultés à s'approcher de leurs côtes.

La grande bataille navale entre flottes de combat paraît donc tout à fait improbable, puisque l'un des deux partis, le plus faible, se dérobera toujours. Ce n'est pas à dire que l'activité des flottes et des marines ait été nulle et doive l'être : bien au contraire. La guerre, surtout maritime, comporte un grand nombre d'opérations moins retentissantes que la grande bataille, mais pleines d'intérêts, de résultats et de risques. Journellement, pour ainsi dire, sur tel ou tel point du champ naval, des engagements ou des affaires ont eu lieu. De grands navires, des destroyers, des bâtiments légers, des sous-marins y ont pris part. On y a dépensé autant de courage, de patience et d'audace qu'on l'eût fait dans la brève et glorieuse action entre grandes flottes. Elles permettent d'espérer, pour l'avenir, une moisson de lauriers et de bénéfices importants. Pour en connaître l'utilité et les méthodes, il faut comprendre avec clarté le rôle des sous-marins, les pratiques modernes de la police des mers, les rapports entre les côtes armées et les forces maritimes. Nous examinerons ces différents problèmes.

René Milan.

La suite prochainement.

D'ORAN A ARRAS

FEUILLES DÉTACHÉES D'UN CARNET DE GUERRE[1]

III. — Un coin de la bataille de la Marne.

6 septembre 1914. — La division fait maintenant partie de la 6e armée (Maunoury). Dirigés sur le Mesnil-Amelot, à deux lieues au sud-ouest de Dammartin-en-Goële, nos régiments ont quitté les Lilas le 5 à la première heure et ont traversé la vaste plaine Saint-Denis. A partir de Roissy en France, le pays semble désert, les villages sont évacués et rien n'est plus triste que l'impression de solitude qui se dégage du départ des habitants. Au Mesnil où notre quartier général s'installe dans l'après-midi, seules quelques rares familles sont demeurées; en revanche de nombreux chiens abandonnés errent dans les rues de ce bourg jadis riant.

Dans la villa, où je prépare l'installation des chefs et camarades que je précède, car je fais aujourd'hui le fourrier, les Anglais ont passé avant nous, nous laissant de nombreuses traces de leur séjour. L'état-major d'un de leurs régiments y a oublié un panier de popote merveilleusement aménagé et qui nous donnera une haute idée des aises dont nos luxueux et vaillants alliés, savent s'entourer à la guerre. Rien ne manque dans cet indispensable du parfait pique-nique et tout y est admirablement compris. Il y a là, très bien arrimés, couverts, verres, assiettes, boîtes diverses, prévues pour tous les condiments et tout cela en aluminium; enfin, divers accessoires de nature à agrémenter une heureuse digestion, dont des cure-dents, un jeu de poker accompagné de ses jetons et enfin... suprême confort! un gros cahier de feuilles d'un papier

[1] Voir le *Correspondant* du 25 août et 10 septembre 1915.

réservé à l'usage intime. Comme le reste, il est marqué au chiffre du « Royal... » On ne peut être plus prévoyant!

Durant toute la journée, nos troupes, se dirigeant vers l'est, défilent dans la localité. Zouaves et tirailleurs ont superbe mine, notre artillerie divisionnaire nous rejoint et nos divers services achèvent de se constituer. Dans la soirée, je suis envoyé au Raincy, où fonctionne le quartier général de l'armée et j'en rapporte les ordres pour la journée du lendemain. Il s'en dégage une grande impression de confiance. Sur l'ordre de Joffre, l'ensemble de l'armée française va prendre une vigoureuse offensive.

Dimanche, 6 septembre. — Chargé, comme suivant de jour, d'assurer la permanence du quartier général, j'ai vu partir à 6 heures mes chefs et camarades qui allaient à l'ennemi. Durant toute la matinée j'ai été suspendu au téléphone...

Vers trois heures, une auto vient me chercher qui doit me conduire à Monthyon, à une lieue au nord-ouest de Meaux et où fonctionne le poste de commandement de la division. L'encombrement causé par des charrois de tous ordres, sections de munitions allant et revenant du ravitaillement, trains de combat et trains régimentaires, convois de l'intendance, fourgons des postes, voitures de blessés, oblige mon chauffeur à une marche lente favorable aux observations et le contraint à de fréquents arrêts. C'est à Charny, village à peu près désert, comme tous ceux que j'ai traversés, que se manifestent les premières traces de la lutte engagée depuis hier. Déjà, avant d'atteindre la localité, nous avons rencontré de nombreux cadavres de chevaux.

Mais nous voici à l'entrée de Charny; sur la première ferme, à gauche, est déployé le pavillon de la Croix-Rouge. C'est un dépôt de blessés français, et un infirmier qui nous voit venir nous fait signe de stopper. Je réponds bien cordialement à la demande qu'il m'adresse de quelque boisson pour ses blessés, demeurés provisoirement ici et qu'il garde en attendant que des voitures les transportent vers l'arrière. Chauffeur et secrétaires, chargés de bouteilles de vin, dont nous sommes heureusement pourvus, franchissent avec moi le seuil. Dans la cour sont mélancoliquement accroupis quelques Marocains plus ou moins touchés, frileusement enveloppés dans leurs djelabas, comme des gens qui ont la fièvre. L'infirmier qui me guide me fait pénétrer dans une remise où sont étendus sur la paille des soldats français, tombés la veille et assez grièvement atteints. Je distribue à ces braves gens quelques paroles de réconfort et remets à l'infirmier les bouteilles apportées pour eux, puis je vais jeter un coup d'œil dans une

grande pièce du bâtiment voisin, où gisent d'autres blessés, allemands ceux-là, dont le corps auquel ils appartenaient a marqué hier, près d'ici, un premier mouvement de recul. L'attitude de ces hommes a quelque chose de farouche et même d'insolent. C'est moins celle de blessés tombés entre nos mains que d'orgueilleux ennemis, auxquels des succès ininterrompus donnent le ferme espoir d'un prompt retour de la fortune et d'une prochaine délivrance. Ils participent tout de même à la distribution. A boire! voilà la grande plainte des champs de bataille, et surtout celle des postes de secours et des ambulances. Pour mes débuts, je l'entendrai ici en trois langues, traduisant, avec le même accent plaintif et quémandeur, la même demande : de l'eau!...

Remonté dans l'auto, je gagne, non sans difficultés, Villeroy encombré d'ambulances et de voitures d'artillerie. Sur la place principale, stationne un taxi-auto dont le voyageur, un capitaine d'artillerie coloniale jeune, blond et distingué, me hèle au passage. Je m'arrête, et il m'explique en deux mots sa situation. Lui arrive du Soudan et vient précisément servir à l'état-major de l'artillerie de ma division, d'où congratulations et poignées de mains avec cet excellent C. de L... Pour rejoindre plus vite, il a frété, non sans peine, ce véhicule à Paris après avoir traité à forfait pour être conduit jusqu'à son point de destination, en l'espèce le front. Mais l'automédon, un vieux chauffeur à barbiche blanche, qui entend la canonnade se rapprocher, trouve qu'il est suffisamment près. Il ne veut plus avancer, soi-disant à cause de la sécurité de la voiture dont il est responsable envers la Compagnie. La promesse des plus généreux pourboires le laisse indifférent, et le vieux mâchonne dans sa barbe un sempiternel : « Vous comprenez, c'est par rapport à la voiture. » Je règle la question en proposant au camarade de le prendre avec moi dans ma torpedo, proposition qu'il accepte avec joie. En un clin d'œil, son chauffeur effectue le transbordement de la cantine de son passager, tant il a hâte d'en être débarrassé.

Nous voilà roulant derechef. Le canon gronde de plus en plus, et, sur les hauteurs qui ferment l'horizon à l'est, le ciel se tachète de ces volutes de fumée caractéristiques de l'éclatement des obus fusant; ce spectacle nous donne au cœur une chaleur singulière. C..., qui a fait près de mille lieues pour figurer dans cette danse, a comme moi hâte d'arriver, et nous projetons de faire avec notre auto une entrée en beauté sur le champ de bataille. Mais, à 1 kilomètre de Villeroy, et comme nous atteignons le carrefour d'Iverny, voici qu'à notre grand désespoir le moteur grince, s'arrête, et le chauffeur vient m'annoncer que sa machine

a une panne. J'envoie à tous les diables le malencontreux G..., un négociant algérien qui a roulé sur toutes les pistes du Maroc, et en qui la suite des événements révèlera un conducteur de premier ordre et remarquablement brave, Puis, comme il nous déclare que c'est l'affaire d'une petite demi-heure, nous formons le projet de continuer à pied vers Monthyon, la voiture devant nous rejoindre en route. Nous descendons.

Sur la chaussée, une colonne de munitions stationne, dont le chef, le commandant P..., que je connais car sa formation appartient à notre division, est dans un champ voisin à quelques cents mètres de nous, penché près d'une tache rouge qui se remarque parmi les cultures. Nous nous approchons intrigués et apercevons alors non plus une, mais huit, dix, vingt taches rangées sur une seule ligne et régulièrement espacées. Ce sont des fantassins français du 276[e]. La mort les a surpris sur ce glacis absolument dénudé qui dévale en pentes douces vers le ruisseau de la Sorcière, dont le fossé sépare la croupe Iverny-Villeroy des hauteurs Monthyon-Neufmontiers que tenait l'ennemi. Sans doute furent-ils fauchés par les mitrailleuses qui firent rage sur cette crête qu'ils ne purent dépasser. De loin, on eut dit des coquelicots se détachant sur la verdure, de près il semble qu'on ait sous les yeux des soldats profondément endormis, tant les attitudes sont naturelles. De toute évidence, ces braves frappés face à l'ennemi passèrent sans souffrance dans le grand au delà. Un troupier aux formes athlétiques tient encore sa pelle-bêche avec laquelle il avait commencé à gratter le sol pour s'abriter. Près de ce colosse, son lieutenant, homme d'une quarantaine d'années, paraît tout petit. Il repose la tête appuyé sur le bras gauche replié, le droit étendu. Son visage, que je vois de profil, est très calme, et encadré par une barbe broussailleuse que la poussière a teinte d'un blond grisâtre. Sur ses traits nulle trace de souffrance. A son annulaire je remarque une alliance [1]. Combien ce spectacle, que je contemplerai tant de fois par la suite et qui me causera presque toujours la même impression, porte peu aux idées funè-

[1] A un an de là, le 5 de ce mois, jour anniversaire de la mort de Charles Péguy, l'auteur de ces pages, parcourant un journal qui relatait la fin glorieuse du poète, acquit la conviction que c'était bien son corps qu'il avait eu, le 6 septembre 1914, sous les yeux. Ce spectacle, alors nouveau pour lui, s'était profondément gravé dans sa mémoire. Sa conviction devint certitude, le jour suivant, à la vue d'un portrait où l'écrivain est représenté en lieutenant. Il croit, à ce titre, devoir fixer l'endroit exact où est tombé Charles Péguy. C'est à environ 1 kilomètre à l'est du clocher de Villeroy, vers la cote 107, et sensiblement à l'emplacement marqué, sur la carte d'état-major, par l'y du mot Villeroy.

bres! Sans doute l'illusion est-elle due au décor environnant. Ici, rien que la pleine campagne sous le grand ciel; rien de ce triste appareil de la mort dont nous entourons celui qui trépasse dans son lit, dans une chambre close, où l'on entre sur la pointe des pieds. Cette première rencontre de nos camarades tombés au champ d'honneur ne nous inspire donc aucun mélancolie particulière, mais plutôt le furieux désir de les venger. Ils firent d'ailleurs payer cher leur mort glorieuse car, à 500 mètres de là, à mi-pente, et à hauteur d'un grand bâtiment situé juste au-dessous de Monthyon, nous apercevons d'autres taches, grises cette fois et certes infiniment moins visibles. La jumelle nous révèle que ce sont des cadavres allemands et parmi eux circulent des gens occupés à les enterrer.

Continuant notre route, nous atteignons la bâtisse; un poste de secours allemand y fonctionne, pendant de celui que j'ai trouvé installé dans la ferme de Charny. Non loin de là une vingtaine d'hommes, paysans, territoriaux français et infirmiers allemands, procèdent, sous la surveillance de quelques-uns de nos gendarmes, à l'inhumation de deux ou trois douzaines de soldats du kaiser. Ceux-ci dormiront dans une grande et profonde fosse d'environ huit mètres de long sur deux de large et à peu près trois de profondeur, déjà préparée pour eux. Ce furent, pour la plupart, de beaux et solides gars, des Allemands du Nord, Poméraniens et Brandebourgeois bien en chair et sans doute hauts en couleur, avant que la mort les eût revêtus de son masque de cire.

Pendant que nous regardons ce spectacle, l'auto nous a rejoints et nous voilà grimpant la côte assez raide qui conduit à Monthyon. Le village est encombré de troupes, si bien que dans l'impossibilité de continuer en voiture je la fais garer à l'entrée même du bourg, auprès d'une mare où les Allemands, dans leur retraite, ont noyé une demi-douzaine de caissons d'artillerie. C'est pour nous le premier signe de la victoire. Après avoir pris le contact de mes chefs, je laisse C... rejoindre les siens et m'occupe d'interroger quelques prisonniers allemands du IIIe corps qu'on a enfermés provisoirement dans l'église.

Même jour. En reconnaissance. — Vers huit heures du soir, le chef d'état-major m'envoie vers Chambry, à une petite lieue à l'est de Monthyon, pour le renseigner sur l'action de notre première brigade qui s'est engagée de ce côté. Nous sommes en fin de combat et les deux adversaires échangent leurs derniers coups de canon. Comme la mission dont on m'a chargé peut me conduire dans le voisinage immédiat de l'ennemi, j'amène avec

moi le maréchal des logis-estafette Lafont, des chasseurs d'Afrique, mon ordonnance et deux spahis, un Français et un indigène; le sous-officier me servira d'agent de liaison s'il est nécessaire; quant aux trois cavaliers, l'un gardera les chevaux et les deux autres m'escorteront au cas où je sois obligé de cheminer à pied. J'ai voulu prendre un Arabe avec moi dans l'éventualité d'un palabre possible avec ses coreligionnaires; la suite justifiera l'utilité de cette précaution.

Il est nuit complète quand j'atteins, au bas de la côte, la route de Meaux à Dammartin-en-Goële. Je la suis tout d'abord pour gagner Penchard que je dois traverser, devant me porter ensuite sur Chambry. Là, j'arrête mes hommes et fais mettre pied à terre pour inspecter rapidement le paquetage et la ferrure, mesure indispensable, car bien souvent la réussite ou l'insuccès d'une mission à cheval, dépendent d'un détail insignifiant, tel un fer qui se détache, une arme qui résonne intempestivement. La nuit est superbe, les étoiles scintillent et le clair de lune donne une clarté suffisante pour permettre de reconnaître les grandes lignes du terrain.

J'ai à ma gauche, à l'Est, une crête moyennement découverte derrière laquelle se dissimule Chambry. Sur ces pentes, nos troupes qui forment l'extrême-droite de la 6e armée, ont combattu toute l'après-midi en union étroite avec le groupe de divisions de réserve que commande le général de L... Ayant placé leurs avant-postes de combat, elles s'installent maintenant au cantonnement-bivouac. Des meules de paille que les obus ont allumées, éclairent par place la campagne; de temps en temps, une fusée s'élève dans le ciel, illuminant un instant l'horizon, qui s'efface ensuite dans la grisaille d'une demi-obscurité. Çà et là, quelques bouquets de grands arbres et des boqueteaux plus ou moins étendus, dont les contours se dessinent en taches sombres ou s'éclairent parfois à la lueur des incendies. On perçoit alors, sous leurs futaies, la présence de formes humaines, sans doute des nids de blessés qui se sont abrités là et autour desquels s'agitent des brancardiers. Au loin, du côté de Penchard, une ferme brûle et achève de se consumer.

Nous avançons, en nous défilant, tant bien que mal, à l'ombre des arbres qui bordent la route. Chemin faisant, nous rencontrons des groupes qui gagnent les emplacements qu'on leur a fixé dans l'ordre de fin de journée. Je prends langue au passage avec les chefs des différentes unités, escadrons et bataillons, les uns de ma division, les autres du groupe de D. R. avec lequel nous sommes un peu mêlés. Ces contacts me permettront plus tard de renseigner mon chef.

Nous voici à Penchard, que je trouve occupé par un bataillon de thabors[1]. Je traverse rapidement le village et en gagne la sortie qui donne sur Chambry, après m'être renseigné auprès de quelques officiers marocains que j'ai trouvés en train de dîner sur le pouce. Ces camarades, qui ont donné l'assaut ici et en ont chassé les Allemands, appartiennent à la brigade D... [qui sera rattachée demain à notre division]. Ils sont aux avant-postes, m'expliquent-ils; à quelques cent mètres au delà de la lisière nord-est commence pour eux l'inconnu. Ils ignorent notamment si Chambry est à nous ou aux Allemands, fait que je vais m'efforcer d'élucider en tâchant de gagner cette localité si possible.

Je sors donc de Penchard après m'être fait reconnaître du poste qui en garde les issues de ce côté, ainsi que de ses sentinelles avancées, deux Marocains qui ignorent notre langue et ne connaissent que leurs officiers. Le spahis indigène que j'ai amené avec moi me sert d'interprète et il leur explique que tout à l'heure, au retour de Chambry, nous reviendrons probablement par là, précaution utile à l'égard de ces auxiliaires qui ne sont pas toujours très bien initiés aux subtilités du « mot ». La distance qui me sépare de Chambry est de 3 kilomètres environ par le chemin sur lequel nous sommes et qui m'y mènerait tout droit en quinze minutes de trot. Mais je ne peux songer à le suivre puisque je ne sais pas en quelles mains est la localité que je vais reconnaître. Espaçant mes hommes pour ne pas faire bloc et fournir éventuellement aux sentinelles ennemies une cible trop facile, je prends à droite à travers champs et gagne ainsi à peu près 2 kilomètres dans la direction de Chambry dont le clocher, qui émerge du creux où est situé le village, me sert de point de direction.

Des arbres, des meules de paille, un champ de maïs dérobent tant bien que mal notre marche. L'ennuyeux est, que trois de mes chevaux sur cinq, dont le mien, sont blancs et par suite très faciles à distinguer; de plus, Boulet, qui a l'odorat très sensible, hennit invariablement toutes les fois que nous passons près du cadavre d'une bête. Or, nous en rencontrons plusieurs en route, car de l'artillerie allemande, retraitant sous notre feu, s'est déplacée ici. En vain, pour empêcher ces hennissements, qui disent au loin notre passage, j'imprime chaque fois à ma bride cette vigoureuse secousse qualifiée coup de sonnette et que les chevaux redoutent tant. Je ne peux l'empêcher de manifester bruyamment son humeur inquiète. Elle se traduit d'une façon d'autant plus intempestive qu'au loin j'entends le tac-tac-tac caractéristique des mitrail-

[1] Dénomination arabe de nos auxiliaires marocains.

leuses ennemies, battant les routes de leurs épaisses gerbes de balles. N'en est-il point dans ces parages et n'allons-nous pas tomber dans leur trajectoire? Comme j'arrive près d'une haie assez élevée qui forme la limite d'un champ, je rassemble ma petite troupe près de cet abri et je continue à pied avec Lafont et le spahis indigène. Son ouïe subtile, comme celle de tous les Arabes, pourra m'être de grande utilité en cette circonstance. La nuit, en effet, une bonne paire d'oreilles valent les meilleurs yeux et on écoute plus qu'on ne cherche à voir.

Nous voici donc cheminant à travers champs vers Chambry, dont cinq à six cents mètres nous séparent encore. Mais un bruit nous arrive de la route, quelque chose comme une vague rumeur de conversation à mi-voix. Evidemment, une troupe est là qui stationne, car sans cela nous entendrions le bruit de ses pas. Mais est-elle française ou allemande? Nous sommes à plus de deux mille mètres de Penchard et il est possible qu'un poste allemand soit là-bas sur le chemin, gardant l'issue de notre côté. Je tends l'oreille et invite mon compagnon à en faire autant. Lui, qui est un vieux cavalier, s'étend sur le sol où il demeure quelques minutes, une joue appliquée contre terre, puis, se relevant, il murmure : « Ci, des Français, mon cap'taine. » J'écoute à mon tour et saisis au passage... le mot de Cambronne, lancé d'une voix irritée. Sa résonnance ne me laisse aucun doute. Ce sont bien nos zouzous qui sont là...

Rassurés, nous regagnons rapidement la haie où j'ai laissé chevaux et cavaliers. Quelques minutes plus tard, j'ai rejoint, à l'entrée même de Chambry, le colonel F..., commandant le Nᵉ zouaves qui, à la tête d'un bataillon, vient d'en faire effectuer la reconnaissance par ses patrouilles. Je pénètre dans le village avec cet officier supérieur, et nous nous installons dans une maison abandonnée, comme toutes les autres d'ailleurs. Là, ayant déployé sa carte, il me renseigne sur la situation de son régiment. Après un quart d'heure passé ensemble, je quitte le colonel pour regagner Monthyon. Ayant rencontré en cours de route, à l'aller, les unités de l'autre régiment de la brigade, je possède tous les renseignements désirables et je n'ai plus rien à faire ici. Le retour s'accomplit par le même chemin et sans incident.

7 septembre. — J'ai passé la nuit près de Monthyon, dans un immense hangar à foin, ouvert à tous les vents et où régnait une demi-obscurité. Je me suis étendu au petit bonheur entre d'autres dormeurs dont la respiration bruyante m'empêcha tout d'abord de goûter le repos. Heureusement, mon voisin le plus proche, dont

je sentais tout près de moi le grand corps qui me frôlait, était très sage et fort tranquille; c'était bien parmi ces mauvais coucheurs, dont certains ronflaient comme des tuyaux d'orgue, le type du parfait camarade de lit, celui qu'on n'entend même pas respirer.

Au matin, vers quatre heures, le jour naissant et le froid, très vif alors sur ce plateau, m'ont réveillé. Je me suis étiré, dressé sur mon séant et frotté les yeux. Autour de moi, mes compagnons de la veille, et aussi des Marocains qui étaient venus gîter là après s'être bien battus toute la journée, étaient déjà levés. Dans le pré voisin, un sous-officier procédait à l'appel de ces thabors qui, docilement, s'alignaient sur deux rangs devant leur gradé. Seul, mon voisin continuait à dormir d'un sommeil très profond. C'était un indigène de haute taille, enveloppé dans sa djelaba dont le capuchon rabattu sur la figure cachait tout le visage, ne laissant voir qu'un menton olivâtre garni d'une barbiche brune. Ses jambes apparaissaient sous le foin; comme j'étais debout, j'allais le toucher du pied pour le réveiller afin qu'il rejoignit les siens, quand je fus distrait par la vue d'un camarade de promotion, F... que je n'avais plus rencontré depuis ma sortie de Saint-Cyr. Je suis allé à lui. Il arrive du Maroc avec ses hommes; son bataillon a été engagé hier à l'ouest de Penchard, et c'est sa compagnie, du moins ce qui en reste, que le sous-officier rassemble en ce moment, cinquante survivants à peine de deux cents. Ce sont des soldats très vaillants que ces Marocains qui, pour dix sous par jour, viennent se faire tuer à notre service. Mon ami, que j'accompagne, en passe rapidement l'inspection; mais l'un d'eux ne répond pas à l'appel. « C'est El-Maleck, assure le sergent. Sans doute dort-il encore, le fainéant! Mais oui! le voilà là-bas dans le foin qui « roupille » comme un loir. Va le secouer, Kadour! » Et Kadour, un tout jeune gars au teint cuivré, avec des yeux noirs fendus en amande, se dirige vers le coin où j'étais tout à l'heure et d'où émergent toujours les longues jambes de mon ex-voisin, qu'il secoue en vain : « Ya! Kharbi! crie-t-il en tournant la tête de notre côté, El-Malech y a morto »; et il revient tranquillement dans le rang, pendant que le gradé va vérifier le fait. Effectivement le tirailleur est mort; blessé à la poitrine, il a dû expirer peu après s'être couché là... C'est donc pour cela qu'il se tenait si tranquille, le camarade! Un petit frisson me secoue l'épiderme; mais je le réprime bien vite. Après tout, c'est la guerre.

Même jour, 3 heures. — La division à laquelle on a rattaché la brigade marocaine est engagée depuis le matin. Le général D... forme notre droite avec ses thabors qui, à cheval, sur la route de

Meaux à Villers-Cotterets, vont attaquer la cote 107 au sud-ouest de Varreddes; le général T... est au centre, à Chambry, avec ses zouaves, enfin, à gauche, le général Q..., avec ses tirailleurs et ses zouzous, tient Barcy. A notre extrême-droite, du côté de Varreddes, le régiment de chasseurs d'Afrique surveille la vallée de la Marne et nous relie à l'armée anglaise. Derrière chaque brigade un groupe d'artillerie appuie l'action de l'infanterie qui attaque face au nord-est. « De la bataille qui est engagée dépend le salut du pays », a dit Joffre. Il faut vaincre ou mourir. Aussi toutes les volontés sont tendues, braquées, vers ce but suprême, la victoire! Il faut, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer!

Notre poste de commandement fonctionne à la sortie nord-est de Penchard, au centre de l'action et toute la journée les officiers d'état-major et les agents de liaison vont, viennent, portant à cheval les ordres, parfois sous le feu le plus violent. La grosse artillerie allemande nous canonne et sur nos têtes les taubes volent sans cesse, repérant nos positions et les indiquant par signaux à leurs observateurs qui, là-bas, nous surveillent avec leurs « Zeiss ». L'instant d'après, la marmite arrive, éclate avec un bruit infernal ou parfois se fiche en terre sans percuter, car il s'en faut de beaucoup que les obus allemands soient parfaits.

J'ai reçu ce matin le baptême du feu en allant porter un ordre au colonel F..., le même que j'ai vu hier à Chambry. J'étais monté sur Boulet, dont la robe blanche est trop visible sur le tapis vert des prés, et suivi par le fidèle Buratti, garçon doux et timide qui, pensais-je, craignait les coups, tel Panurge. Absorbé par ma mission je n'ai guère eu le temps d'avoir peur; de ce fait, mes impressions furent modestes. J'en aurais été peut-être fier, si je n'avais constaté que l'attitude de mon ordonnance, un novice comme moi qui n'avait pas les mêmes raisons d'être distrait, était celle d'une totale indifférence. Il me suivait sous la mitraille comme à la promenade. Impossible de l'obliger à se défiler. C'est un colon de race française, qui achevait ses deux ans quand la guerre a éclaté. Il est né et a grandi dans le bled oranais, parmi des Arabes qui lui ont passé leur beau fatalisme. Aussi, quand je veux le faire garer, il chantonne de sa voix nasillarde : « C'est pas la peine, mon capitaine, car si on doit être tué on l'est quand même ».

L'après-midi, le chef d'état-major m'a renvoyé à nouveau placer sur la ligne de feu la compagnie B... jusqu'alors en réserve. Toujours accompagné de Buratti, j'ai été l'installer en soutien d'artillerie dans un champ de betteraves face à Chambry. Au retour et comme je longeais un boqueteau, nous nous sommes

arrêtés à sa lisière pour suivre le tir des 77 allemands qui s'acharnaient en vain à démolir une de nos batteries de 75. J'ai pu constater, à cette occasion, combien les canons de nos ennemis sont peu susceptibles de déplacer leur tir latéralement, ce que les nôtres font si facilement avec leur terrible fauchage. Quand d'aventure on est sous leur feu et qu'on a sa liberté de manœuvre, il est relativement facile de se garer en se déplaçant rapidement à droite ou à gauche.

C'est ce qu'avait fait pour ses canonniers le capitaine D... dont la batterie, prise sous la rafale adverse, n'en souffrait guère. Abandonnant momentanément sa batterie de tir, il avait fait terrer à quelque cent pas à gauche son personnel, du côté opposé au boqueteau où je me tenais et seul sous les obus, la jumelle à la main, il suivait comme s'il eût été au polygone le tir des Allemands, prêt à riposter à la première occasion. Autour de lui les marmites volaient; elles arrivaient avec un bruit de train rapide, puis éclataient ou s'enfonçaient dans le carré, d'environ 100 mètres de côté, où s'inscrivaient les pièces. En face de moi, les canonniers suivaient des yeux le spectacle en attendant de se remettre à l'ouvrage. Comme 250 mètres à peine nous séparaient, je voyais très distinctement leurs visages à la lorgnette. Nulle trace de peur, pas même d'émotion et pourtant, c'étaient des débutants de la guerre.

Même jour, soir de bataille à Penchàrd. — Neuf heures sonnent à l'église du village. Nos troupes se sont battues toute la journée, forçant partout l'ennemi à reculer, mais non sans subir elles-mêmes des pertes sanglantes. Les débris d'un bataillon marocain, qui a donné l'assaut vers la cote 107, entre Varreddes et Chambry, et qui viennent d'être relevés, rentrent joyeusement; ils suivent la grande rue pour gagner la place de la mairie où ils vont s'installer en cantonnement-bivouac. Les hommes, dont beaucoup ont la tête bandée et dont certains, atteints aux jambes, marchent clopin-clopant, sont tout heureux à la pensée de la diffa[1] qu'ils vont faire, après avoir combattu quatorze heures de suite. Ils brandissent au passage des casques, des couteaux-baïonnettes, des fusils allemands conquis durant le corps à corps; car l'action fut chaude. Certains mêmes ont chargé leurs épaules d'un havresac boche, dont le dessus en peau de vache, portant poils dehors, les réjouit tout particulièrement. Les lourdes pertes subies au cours de la journée les laissent indifférents, bien qu'il

[1] Festin arabe.

soit peu d'entre eux qui n'aient à regretter un camarade, un ami, parfois un parent. Mais qu'importe! Ce serait péché que de s'inquiéter du sort de ces braves, tombés sous les balles de l'infidèle, alors qu'ils combattaient sous le fanion de la main vénérée de Fatma[1]. L'ange ne les a-t-il déjà saisis par leur toupet pour les transporter dans l'éternel séjour des élus!

Voilà maintenant les survivants installés sur la place et dans les ruelles avoisinantes. En un clin d'œil les faisceaux sont formés et comme la nuit est chaude et qu'ils sont tout en sueur, ils enlèvent, pour les faire sécher, tuniques, chemises et chéchias. Les torses nus, qui semblent de cuivre ou de bronze, reluisent tels des chaudrons, à la lueur des feux de bivouac allumés partout comme par enchantement et au-dessus desquels sont tendus des toiles ou des branchages, pour qu'aucune buée lumineuse ne monte vers le ciel. Les têtes rasées avec, au sommet, le toupet des sectateurs du prophète, rient de leurs trente-deux dents blanches à l'aspect des marmites où l'eau chantonne déjà.

Près d'une lessiveuse de la contenance de cinquante litres au moins, que de jeunes hommes ont été quérir dans une ferme voisine, un vieux cuisinier a entassé, outre d'énormes morceaux de bœuf, une quantité fantastique de volatiles, poulets, canards, pigeons, même une oie, qui, plumés en un clin d'œil, mijotent ensemble avec la viande et les légumes de l'ordinaire. Tout autour de cette marmite, digne de Gargantua, les convives de ce pantagruélique repas sont accroupis en cercle, écoutant la mélopée criarde d'une flûte arabe qui charme leur attente. Quelle diffa va-t-on faire tout à l'heure! De temps en temps ils surveillent de l'œil le cuisinier qui, lentement, écume le pot à l'aide d'une immense écumoire trouvée je ne sais où. Ainsi que ses compagnons, il suit le rythme de la flûte en dodelinant de la tête et comme, m'étant approché, je lui demande où il s'est procuré toute cette basse-cour, il se dresse au garde à vous, la cuiller à la main et me dit en souriant : « Ti comprends, cap'taine, macach z'abitants, alors les poules y va crever, si ji mange pas. »

8 septembre. L'assaut d'Etrépilly. — L'action de notre aile gauche que commande le général Q... s'est poursuivie avec plein succès hier dans la direction du Nord-Est et les détails nous en sont parvenus ce matin. Bien que je n'y ai pas assisté et que je me sois imposé ici de ne raconter que des choses vues, je ne peux

[1] Les fanions de nos troupes indigènes sont ornés de cet insigne qui est, avec le croissant, un des emblèmes religieux de l'Islam. Fatma ou Fatima est, comme on le sait, la fille de Mahomet.

résister à la tentation de narrer l'héroïque assaut d'Etrépilly par le Nᵉ zouaves.

Le régiment s'est engagé dès l'aube et a traversé dans la matinée Barcy qui, durant deux jours (7 et 8), s'est littéralement trouvé sous une pluie de feu. Aussitôt après en avoir débouché, deux bataillons se déploient face à la ligne Etrépilly-Varreddes. Le bataillon de gauche est de direction, son chef, le commandant D... qui conduira toute la ligne, marche sur le clocher d'Etrépilly qui seul apparait de ce bourg sis dans le thalweg du ruisseau de Thérouane. A sa droite, le bataillon Henry d'Urbal [1], dont le commandant, un colosse de près de six pieds, large à proportion, dirige la canne à la main, superbe de calme et de courage, la marche héroïque de ses zouaves. Derrière le centre de la ligne suit en soutien le 3ᵉ bataillon... C'est dans cet ordre que le régiment combattra tout le jour, gagnant de l'avant et serrant sur sa gauche, à mesure que le canon, la fusillade et surtout les mitrailleuses ennemies éclairciront ses lignes et combien! D'Urbal, que sa haute taille désignait aux coups, tomba l'un des premiers, tué raide par une balle, que lui décocha sans doute un de ces tireurs d'élite, dont la mission était de dégringoler nos officiers.

Durant toute l'après-midi, les deux bataillons qui forment la ligne de bataille restent face à l'objectif, couchés dans les cultures qui ne leur procurent qu'un couvert illusoire. Sur ce glacis, ils ne peuvent plus avancer, mais Joffre a dit qu'il fallait tenir coûte que coûte et aucun ne reculera. Puis, la nuit venue, le général de brigade qui, de la lisière de Barcy, a surveillé tout le jour, la lorgnette à la main, le mouvement de ces braves dont les rangs s'éclaircissent de minute en minute, les lance sur Etrépilly, but de leur mouvement. Rapidement, ayant à leur tête leur chef, le lieutenant-colonel Dubujadoux, les zouaves s'avancent vers la lisière du village; ils progressent sous un ouragan de fer, au milieu du bruit effarant des schrapnells, des obus de 105, du crépitement de la fusillade et du tac-tac-tac énervant des mitrailleuses dont les gerbes rasantes fauchent tout sur leur passage. Ainsi réduit de moitié le régiment atteint Etrépilly. Alors Dubujadoux commande : « En avant; à la baïonnette! » et pénètre l'un des premiers dans le bourg que ses zouaves traversent en trombe massacrant tout sur leur passage et se jetant, l'arme haute, dans les maisons où l'ennemi s'est barricadé. Etrépilly est enlevé tout d'une traite. En dépit des pertes subies, les assaillants courent ensuite sur le cimetière que les Allemands tiennent encore. Le lieutenant-colo-

[1] Nous donnons ici en toutes lettres les noms glorieux, et qui ont déjà figurés au bulletin officiel, de nos camarades morts au champ d'honneur.

nel Dubujadoux trouva, devant ces murs crénelés, une mort glorieuse. Il tomba la cuisse broyée par une balle (une balle dumdum, comme on le constata plus tard). Plus de la moitié de l'effectif et les trois quarts des officiers étaient tombés au cours de cette charge mémorable.

Le lendemain, le chef de bataillon D..., le seul officier supérieur survivant, qui avait pris à ce titre le commandement du N^e zouaves, qu'il devait conduire glorieusement sur l'Aisne, la Scarpe et l'Yser, ramena dans nos lignes et sous une grêle de balles, le corps du commandant d'Urbal demeuré dans les luzernes. Il alla le chercher, escorté de deux chasseurs d'Afrique, mais le colosse était si lourd, qu'il fallu le placer en travers du cheval d'un cavalier qui, ayant mis pied à terre, le soutenait pour l'empêcher de glisser. C'est dans cet appareil, et sous l'accompagnement imposant du canon ennemi qui ne cessait de tonner, que le corps du valeureux d'Urbal défila devant ses zouaves. Postés alors dans les tranchées de Barcy, ils lui rendirent les derniers honneurs. Ainsi fut-il amené au cimetière, où précisément un obus de gros calibre venait de creuser une fosse. Ce fut la digne sépulture de ce beau soldat.

Même jour, 18 heures. — Le fusillé. — J'ai assisté tout à l'heure à son exécution et il ne mourut certes pas en beauté. Il fut brûlé à bout portant, dans un fossé, comme il convenait à un misérable qui, indigne de son uniforme de soldat, et masqué du brassard de la croix de Genève, tirait les nôtres tels des lapins, après s'être embusqué au préalable derrière une haie, à l'abri de laquelle il croyait certes pouvoir assassiner sans risque aucun.

Comment il fut découvert et condamné, le voici : toute la journée nous étions restés au poste de commandement, sis sur la route à un carrefour près de la sortie nord-est du village, à l'intérieur duquel fonctionnait une ambulance. De là, devant l'emplacement que nous occupions, un va et vient continuel d'officiers, d'estafettes, de brancardiers et de blessés plus ou moins ingambes. L'endroit était à portée extrême du canon ennemi et en tout cas hors de celle des balles, se trouvant à une bonne lieue de la ligne de feu. Bref, il semblait choisi à souhait pour la calme rédaction des ordres, car tout au plus y explosait-il, de temps en temps, une rare marmite qui, éclatant invariablement à quelque cent pas de nous trop court ou trop long, nous donnait sans très grands risques l'émotion du champ de bataille.

Or voilà tout à coup que certains de nos zouaves, qui, légèrement atteints, passaient près de nous, prétendirent entendre siffler des balles à leurs oreilles. Comme ils en étaient à leur

second engagement, le cas parut douteux. Mais un projectile étant venu s'écraser sur le mur même d'une maison voisine, il fallut bien se rendre à l'évidence et en conclure d'après la nature du point d'impact, que le coup avait été tiré de l'arrière. Il provenait vraisemblablement des hauteurs boisées, qui, dominant le village à l'ouest, se trouvaient précisément dans la direction opposée à l'ennemi. On supposa que des traînards allemands s'y trouvaient peut-être embusqués; et une patrouille de spahis et de chasseurs d'Afrique reçut mission d'aller fouiller le bois.

Nos hommes, montés sur leurs petits chevaux arabes, heureux comme leurs maîtres de cette randonnée, galopent vers les futaies sous lesquelles nous les voyons s'enfoncer. Ils en reviennent, moins d'une heure après, poussant devant eux un grand gaillard à barbe fleurie, vêtu en fantassin allemand et le bras orné d'un large brassard de la Croix-Rouge. Nos gens l'ont pincé alors que, couché au revers touffu d'un fossé qui borde la lisière du bois, il tirait avec une carabine de cavalerie française sur nos blessés entrant au village. Outre cette arme et de nombreux chargeurs, l'homme avait sur lui une jumelle et deux revolvers que leurs marques indiquaient clairement avoir appartenu aux nôtres.

Chez nos adversaires, le sort de ce singulier infirmier ou soi-disant tel n'eût pas été douteux et on l'eût fusillé sur-le-champ. Avant de le condamner, nous crûmes néanmoins devoir le soumettre à une rapide information. Elle révéla qu'outre ses armes et son brassard, l'Allemand portait sur lui, entre poil et chemise, des fanions de couleurs variées. Sans doute lui avaient-ils servi à faire des signaux aux taubes qui, tout le jour durant, avaient survolé nos positions, indiquant, par des fusées, les emplacements de nos canons et de nos réserves. Ordre est donc donné de fusiller l'homme qui couvrait ses actes de guerre du signe de la neutralité.

Des Marocains le saisissent et veulent l'entraîner hors du village. Mais lui, qui a deviné où on va le conduire, se laisse traîner et clame d'une voix déchirante : « Franzosen, guten Kameraden. » Cette déclaration achève d'exaspérer nos soldats. Ils le poussent hors du village et je les suis machinalement.

La chose s'est passée au crépuscule et le misérable a ainsi fini entre chien et loup, comme un malfaiteur pincé en flagrant délit et tiré sur place...

Henry D'ESTRE.

La suite prochainement.

L'ESPRIT PUBLIC ET LA SITUATION

DANS DEUX RÉPUBLIQUES

DE L'AMÉRIQUE LATINE

— URUGUAY — ARGENTINE —

Dans l'enquête menée ici sur l'esprit public et la situation chez les principales nations du monde, il paraît opportun de donner place à deux des républiques sud-américaines, l'Uruguay et l'Argentine, qui, en plein développement, sont en très actives relations d'affaires avec l'Europe et dont les populations appartiennent, pour l'immense majorité, à la grande famille latine.

En ces quelques pages, nous voudrions rapidement noter, pour ces deux pays, les traits caractéristiques de la vie politique, des sympathies à l'égard de l'un ou l'autre groupe des belligérants, de la propagande entreprise par nos ennemis ou par les alliés, enfin des conséquences économiques et sociales que la guerre européenne engendre déjà pour les peuples qui habitent les terres qui s'étendent du versant oriental des Andes jusqu'à l'océan Atlantique. Nous demanderons au lecteur de nous suivre d'abord dans la région de Montevideo, dans ce que les indigènes appellent la « Republica oriental del Uruguay » et ce que nous nommons plus brièvement l'Uruguay.

I

L'Uruguay est habité, tout comme l'Argentine, par une population qui est latine dans sa presque totalité : sur 1 200 000 habitants[1], il y en a 800 000 d'origine espagnole, 200 000 d'origine

[1] D'après le *Boletin del Ministerio de Hacienda* du 20 janvier 1915, la population urugayenne, le 31 décembre 1914, était estimée à 1 314 000 âmes.

italienne, 80 000 d'origine française et le reste appartient aux différentes nationalités, en y ajoutant quelques milliers de descendants de noirs et d'Indiens. Dans l'Uruguay, l'élément espagnol est proportionnellement beaucoup plus fort qu'en Argentine; aussi les idées y sont-elles plus tranchées, les passions politiques plus ardentes, le catholicisme plus militant et l'anticléricalisme plus belliqueux.

Notons une seconde différence qui présente une grande importance pour la vie publique : la « République orientale » est une république unitaire tandis que l'Argentine est une république fédérative dont la constitution rappelle celle des Etats-Unis.

Dès que l'indépendance de l'Uruguay eut été proclamée en 1827, à la suite d'une guerre entre Brésiliens et Argentins, les factions divisèrent le pays. Il y eut deux partis, les *blancos* ou « conservateurs », les *colorados* ou « rouges » que l'on qualifie parfois de « libéraux »; mais, à dire vrai, les blancs et les rouges ne présentent pas, entre eux, au point de vue du programme doctrinal, de grandes différences, car les uns et les autres ne font que suivre les traditions des grands chefs militaires entre lesquels, brouillés, il n'y eut que des rivalités de personnes et non point des antagonismes d'idées.

Les rouges détiennent le pouvoir depuis 1865. En 1903, un journaliste de carrière, le directeur du *Dia*, M. Battle y Ordoñez, fut nommé Président de la République[1] : apportant dans l'exercice de la première magistrature ses préoccupations et ses rancunes anticléricales, il voulut que le parti « colorado » prît une attitude antireligieuse, ce qui était contraire à ses traditions. Dès lors, copiant certains regrettables modèles d'outre-océan, le gouvernement urugayen supprima l'enseignement religieux dans les écoles publiques, le crucifix disparut des hôpitaux tandis que le divorce, — même le divorce sur la simple demande de la

[1] Le 1er mars 1915, le Congrès urugayen a élu comme président de la République orientale, M. le Dr Féliciano Viera, à la place de M. Battle, dont les pouvoirs étaient expirés, après avoir été renouvelés déjà deux fois. A l'occasion de la transmission des pouvoirs, le gouvernement français, désireux de témoigner ses sympathies pour l'Uruguay et de reconnaître l'attitude amicale adoptée envers la France par ce pays depuis le commencement de la guerre, avait eu l'attention de déléguer en mission extraordinaire pour le représenter au cours des cérémonies M. J. Lefaivre, le très distingué ministre de France à Montevideo. Cette mesure fut hautement appréciée par l'opinion urugayenne et les discours échangés, à cette occasion, furent inspirés par une franche cordialité. Le Brésil et l'Argentine sont les deux seuls gouvernements qui, avec la France, envoyèrent à cette occasion une mission spéciale.

femme, — était introduit dans la législation; enfin le représentant diplomatique de l'Uruguay quitta le Vatican et, depuis sept ans, Montevideo n'a plus d'archevêque, étant gouverné par un administrateur apostolique. M. Battle jouit d'une grande influence dans son parti dont il est vraiment le maître; il a été, en quelque sorte, un dictateur civil, imposant sa volonté aux Chambres : il y a grandement lieu de le regretter au point de vue de la paix et de la liberté religieuses.

Le parti blanc a fait, dans ces dernières années, de vigoureux efforts pour s'organiser sérieusement autour de son organe principal, *la Democratia*. En grande majorité, les catholiques comptaient parmi les « blancos », bien qu'on en rencontrât chez les « colorados » qui, jusqu'à la présidence de M. Battle, n'avaient aucune préoccupation dominante d'hostilité religieuse. Sur un total de 84 sièges de députés, les blancs en détiennent actuellement une douzaine seulement; mais, en de précédentes élections, ils avaient fait élire une trentaine des leurs et l'on peut dire que le parti blanc n'est pas très éloigné de grouper la moitié des électeurs, car la plupart des « colorados » élus n'ont obtenu qu'une très faible majorité. Les députés « blancos » forment un groupe d'opposition, très actif, qui est principalement constitué par MM. le Dr Carlos Berro (catholique), le Dr Vasquez Acevedo, le Dr Hipolito Gallinal (ancien directeur du journal catholique *El Bien*), le Dr Alejandro Gallinal (ancien président des Cercles catholiques d'ouvriers), Martin Martinez, etc.

Il y a environ six ans, un certain nombre de catholiques des deux partis éprouvèrent le besoin de mettre fin aux misérables querelles qui ont fait couler tant de sang dans les guerres civiles et ils décidèrent de s'unir entre eux pour former un nouveau groupement, exclusivement catholique, auquel on donna le nom d'*Union Civica del Uruguay*. Cette nouvelle organisation rencontra une forte résistance chez beaucoup de « blancos » catholiques : ils l'estimaient nuisible parce qu'elle serait toujours trop faible pour prendre part efficacement aux luttes politiques; ils étaient d'avis, en outre, que c'était une erreur grave que de retirer les catholiques du parti blanc où ils étaient en mesure de mieux servir la cause religieuse en agissant sur leurs amis politiques. Parmi les membres du clergé, tant séculier que régulier, extrêmement nombreux furent ceux qui pensaient ainsi. Néanmoins les promoteurs de l'*Union Civica* ne se laissèrent pas arrêter par ces oppositions plus ou moins déclarées; ils ne furent pas découragés par leurs deux premiers échecs électoraux et, avec plus d'entrain que jamais, ils continuèrent leur propagande, dirigés

par le Dr Secco Illa, jeune et brillant avocat, professeur à la Faculté de droit, le Dr Luis P. Lenguas, un des fondateurs des cercles catholiques d'ouvriers, le Dr Miguel Perea, co-directeur, avec M. Lenguas, du vaillant organe catholique social *El Amigo del Obrero*, le Dr Hugo-Antuña, directeur de l'important journal *El Bien*, le Dr Ebbio Fernandez, le Dr Dardo-Regules, etc. Ils caressent le ferme espoir que le jour où la loi électorale assurera une équitable représentation des minorités, ils recueilleront le fruit du pénible travail accompli jusqu'à maintenant.

Il y a également un parti socialiste qui a débuté, dans la vie politique, en même temps que l'*Union civica*. Il a pour chef un avocat, le Dr Frugoni, qui, ayant l'indépendance de la fortune, s'est consacré à la diffusion des doctrines révolutionnaires. Les socialistes uruguayens s'inspirent beaucoup de nos socialistes français qu'ils ont pris pour modèles ; Jaurès, notamment, qui avait donné plusieurs conférences publiques à Montevideo, a fait école.

*
* *

A ces divisions politiques ne correspond guère la diversité des sympathies à l'égard des belligérants pour l'excellente raison que celles-ci s'adressent, en immense majorité, à un seul des deux groupes, celui des Alliés.

A la veille de la déclaration de la guerre, l'opinion publique, en Uruguay, se montrait particulièrement bien disposée à l'égard de notre pays : elle estimait généralement que le génie latin s'était incarné avec une grande perfection dans notre nation dont elle se plaisait à louer la noblesse et la clarté des idées, la langue merveilleuse pour la diffusion de ces mêmes idées, ainsi que la générosité dans les relations avec les autres peuples ; enfin les brillantes qualités sociales des fils de France font d'eux, me déclarait récemment un Uruguayen, des éducateurs hors pair. La meilleure preuve de l'exactitude de ce que j'avance, c'est que la classe instruite et dirigeante de la République Orientale s'inspire, la plupart du temps, de ce qui se fait en France. Ainsi — fait topique — la presque totalité des livres qui sont entre les mains des étudiants de l'Université — qu'il s'agisse de droit, de médecine, d'agronomie, de technique industrielle, d'art militaire ou de littérature — sont français. Les revues parisiennes y possèdent beaucoup d'abonnés et *le Correspondant* y compte bon nombre de lecteurs.

Il se passe même en Uruguay quelque chose d'assez paradoxal : bien que ce soit une ancienne colonie espagnole, parlant la langue de Cervantès, pratiquant la même religion que l'Espagne, ayan

conservé beaucoup de coutumes et de traditions de la mère-patrie, néanmoins la formation intellectuelle est française dans son essence : si l'on interroge un jeune homme sur l'histoire et la littérature espagnoles, on constatera qu'en général, il les possède moins à fond que l'histoire et surtout la littérature françaises. Ceci explique qu'à Montevideo, on ne parle pas l'espagnol dans toute sa pureté, mais que l'on y introduit des gallicismes, tant pour les expressions que pour les tournures de phrases.

Le fait des sympathies francophiles est indéniable et personne ne saurait le contester. Ces sympathies, d'ailleurs, datent de loin, tout au moins de l'époque (1840-1850) où le gouvernement français, d'accord avec l'Angleterre, prêta son appui à l'Uruguay contre le tyran argentin Juan Manuel Rozas, qui est resté, dans le pays, de sinistre mémoire. Et même on pourrait peut-être remonter plus haut encore : dans la République orientale, on éprouve toujours un secret penchant pour la Révolution française qui attire avec son grand fracas de batailles et ses orateurs au verbe sonore... L'*Histoire du Consulat et de l'Empire* est dans quantité de bibliothèques et on ne cesse de la lire [1].

Avant la guerre, la population urugayenne avait à l'égard de tous les belligérants des sentiments plutôt cordiaux : elle se plaisait à reconnaître dans ces grandes nations industrielles et commerçantes la puissance et la savante organisation du travail. Nous venons de dire les liens, surtout intellectuels, qui l'unissaient intimement à la France. Dans l'Allemagne, elle admirait la ténacité dans l'effort économique pour la conquête successive des marchés du monde, l'esprit de discipline militaire se manifestant dans tous les rangs de la société, enfin le développement méthodique de l'enseignement scientifique. Avec l'Angleterre, les rapports financiers étaient des plus importants, car le Royaume-Uni est, pour la République orientale, le principal fournisseur de capitaux : emprunts du gouvernement, grandes entreprises industrielles, chemins de fer, tramways électriques, etc., quantité de choses se font avec de l'argent anglais. La Belgique envoyait à Montevideo beaucoup de ses produits industriels. Avec l'Autriche, peu de relations d'affaires. Il n'en était pas de même avec l'Italie qui compte, en Uruguay, bon nombre de ses fils demeurés attachés à la mère-patrie et expédiant à leurs familles,

[1] Voir sur cette admiration pour la Révolution française l'ouvrage de M. L. Alberto de Herrera, *la Révolution française et l'Amérique du Sud*, excellemment traduit en français par M. Sébastien Etchebaru. (Paris, Grasset, éditeur, 1912.)

restées au « pays », le plus clair de leurs économies. En somme, à la veille de la conflagration européenne, les Urugayens n'étaient animés d'aucune animosité à l'égard de l'un ou l'autre groupe des belligérants : avec quelques-uns de ceux-ci, notamment avec la France et l'Angleterre, et, à un moindre degré, avec l'Allemagne, ils étaient même en constantes et amicales relations d'idées et d'affaires.

* * *

Lorsque les hostilités eurent commencé, le gouvernement urugayen, d'accord avec le Parlement, fit, le 4 août, une déclaration de stricte neutralité et rappela que les navires de guerre, appartenant à l'un des belligérants, ne pourraient séjourner dans la rade que vingt-quatre heures pour y faire du charbon et y embarquer des provisions.

Mais si les pouvoirs publics étaient officiellement neutres, avec, il est vrai, plutôt de la bienveillance pour les Alliés, il n'en fut pas tout à fait de même pour l'ensemble de la nation qui, dès les premiers jours, manifesta, en général, ses sympathies pour la cause de la France et de ses amis : on se rendit vite compte que cette guerre avait été voulue non point par notre pays, mais bien par l'Allemagne, forte de ses longs et immenses préparatifs. On craignait seulement qu'en raison de nos divisions politiques, nous ne fussions pas en état de résister au choc formidable que nous devions subir. L'invasion de la Belgique au mépris de la parole donnée, les brutales déclarations du Chancelier allemand sur la valeur des traités, l'incendie de Louvain, de Dinant et de Senlis, l'odieux attentat contre la cathédrale de Reims ne firent qu'accroître la chaleur des sympathies pour les alliés en indignant la générosité et l'honnêteté urugayennes. Autant qu'il est possible de donner une évaluation numérique en une matière aussi délicate, on peut dire qu'environ 85 pour 100 de la population se prononça nettement pour nous tandis que 15 pour 100 tint pour les Allemands. Cette proportion s'est maintenue en notre faveur, si même elle ne s'est augmentée. On l'a bien vu, le 14 juillet dernier, qui fut célébré non seulement par la colonie française, mais aussi par le peuple urugayen, le gouvernement venant de la décréter fête nationale. A Montevideo, de très nombreuses maisons étaient décorées de drapeaux aux couleurs des Alliés et, n'eût été le mauvais temps, la joie aurait été complète.

La minorité germanophile se recruta d'abord, tout naturellement, parmi ceux qui étaient d'origine germanique. Une seconde catégorie de germanophiles comprit nombre d'Espagnols, carlistes

pour la plupart, ainsi que des prêtres et des catholiques urugayens — bien que l'on en puisse citer aussi dans les rangs des francophiles. Quand on recherche les causes de ce penchant, quelque peu extraordinaire à première vue, des membres du clergé pour la protestante Allemagne, on constate que la principale d'entre elles réside dans l'attitude anticléricale des pouvoirs publics français, à la veille de la guerre, et, aussi, dans l'obligation qui a été imposée aux prêtres de servir comme soldats. Inutile de faire remarquer que les propagandistes allemands ont su exploiter ces faits en prenant hypocritement le masque de fidèles enfants de l'Eglise, soucieux avant tout des intérêts de la religion! Voilà pourquoi il se trouve des catholiques urugayens pour déclarer que la France « a besoin d'une leçon », oubliant d'ailleurs que, pour donner cette « leçon », l'armée du Kaiser a commencé par ruiner des centres de vie catholique comme Louvain et combattre le gouvernement catholique de la catholique Belgique...

Les germanophiles objectent aussi contre nous la légèreté regrettable de notre théâtre et de notre littérature modernes, comme si les opérettes et les romans allemands étaient à l'abri du reproche d'immoralité : en fait, remarquent-ils, lorsqu'une troupe parisienne vient jouer à Montevideo, c'est un problème malaisé à résoudre pour des familles chrétiennes que de découvrir, dans le répertoire, deux ou trois pièces convenables... Dans leur réquisitoire, ils n'ont garde naturellement de passer sous silence l'immodestie des modes féminines, lancées de Paris, mais dues, bien souvent, à l'imagination pervertie d'un sujet de Guillaume II... N'importe, toutes ces critiques, habilement formulées, dosées et colportées par la propagande germanique, font impression sur un trop grand nombre de catholiques urugayens; ceux-ci méconnaissent d'ordinaire les trésors de vertu et de dévouement qui se dépensent généreusement en France; ils ne savent pas davantage que, de notre patrie, partent, chaque année, des centaines de missionnaires et de religieuses qui vont évangéliser le monde; enfin ils oublient que c'est chez la Fille aînée de l'Eglise qu'une foule d'œuvres internationales d'apostolat, de charité ou d'instruction chrétienne ont pris naissance et trouvent encore leur principal appui. Tout ce bien immense réalisé par les enfants de la France disparaît, en quelque sorte, aux yeux de trop nombreux catholiques étrangers qui veulent se souvenir uniquement de nos lois antireligieuses, ignorant d'ailleurs que l'Allemagne ne connaît ni la liberté d'association pour les congrégations religieuses comme les jésuites, ni la pleine liberté d'enseignement... Ceci suffirait à prouver — on nous permettra cette parenthèse — à quelle pres-

sante nécessité correspond l'activité du *Comité catholique de propagande française* et combien il est urgent que nous lui donnions un concours de plus en plus efficace [1].

Ainsi donc, au début de la guerre, l'opinion publique uruguayenne était, pour plus des quatre cinquièmes, nettement favorable à la cause des alliés. Aucun journal de Montevideo, tant soit peu important, n'était et n'est devenu germanophile [2]. Un citoyen allemand publie une petite revue tri-mensuelle, *Lux*, qui n'a guère de valeur et que l'on distribue gratis, — seule façon de lui procurer quelques lecteurs. Par contre, il arrive de Buenos-Ayres, par volumineux ballots, un quotidien argentin, la *Union*, rédigé en espagnol, mais imprimé et dirigé par des sujets du kaiser. Ceux-ci déploient en Uruguay une grande activité, lançant dans le public quantité de brochures et d'imprimés de toute sorte; les maisons de commerce germaniques se sont converties en autant d'agences de propagande... Malgré cela, les austro-allemands n'oseraient pas braver l'opinion générale en tenant des réunions publiques, tandis que, le 7 avril, un journaliste français, M. André Melchissédec, revenu assez grièvement blessé du front et cité à l'ordre du jour de l'armée, a pu donner, devant une fort belle salle, une patriotique conférence qui a obtenu le plus grand succès [3].

La réussite des efforts du prosélytisme germanique est assez maigre en Uruguay, parce qu'ils heurtent trop violemment le sentiment général. De leur côté, nos amis ont fait de la propagande, mais ils ont trouvé le terrain si bien préparé qu'ils n'ont pas eu besoin de déverser sur la population des tonnes de papier. Ils ont surtout fait circuler le *Livre jaune*, ainsi que les *Livres* analogues des pays alliés, la lettre pastorale du cardinal Mercier, les Rapports officiels des Commissions d'enquête sur les atrocités commises par les Allemands en Belgique et en France. Le « Comité patriotique français » de Montevideo a publié une vigoureuse

[1] Il nous est particulièrement agréable de noter que la populaire et catholique *Amigo del Obrero*, de Montevideo, a publié (30 juin et 3 juillet) une analyse détaillée du livre : *la Guerre allemande et le catholicisme*.

[2] Quelques articles ont fait accuser le journal catholique quotidien, *El Bien*, de tendances germanophiles. Mais cet organe proteste contre cette accusation, affirmant qu'il veut rester neutre.

[3] Signalons également quelques belles cérémonies religieuses françaises. Ce fut le cas, notamment, pour la fête du Sacré-Cœur, qui a été célébrée dans l'église de l'Immaculée-Conception : d'éloquentes allocutions furent prononcées par le R. P. Viron et par M. l'abbé Gary, curé de la paroisse de San-Francisco, qui, à cette occasion, tint à manifester ses sympathies françaises.

réplique aux intellectuels allemands de M. Victor Perez Petit, sous le titre expressif : *Civilizacion y Barbarie*[1]. D'autre part, le « Comité franco-anglo-belga-uruguayo » fait paraître, sous la rubrique *Por la Civilizacion* d'excellentes brochures qui réfutent, par des faits, les calomnies d'outre-Rhin. Enfin, le Comité de défense belge a répondu au pamphlet allemand *la Verdad sobre la Guerra*[2], et il a édité l'admirable discours de l'éminent écrivain urugayen, J.-E. Rodo, sur la Belgique.

Les sympathies urugayennes pour notre cause ne sont pas restées platoniques : elles se sont traduites en de nombreuses organisations de charité qui ont recueilli des sommes importantes pour les victimes de la guerre tant en France qu'en Belgique. En ce moment, les femmes de Montevideo réunissent des fonds et des vêtements pour les orphelins belges et pour les malheureux de nos régions envahies. L' « Union Jeanne d'Arc », dont la création est due, en grande partie, à l'heureuse initiative du R. P. David de Gislain, inspecteur des Oblats de Saint-François de Sales pour l'Amérique du Sud, a groupé toutes ces générosités et bonnes volontés féminines. Un fait, entre plusieurs autres, montrera l'importance des secours ainsi procurés : une Basquaise, devenue espagnole par son mariage, s'est mise à quêter pour venir en aide à ses compatriotes et a pu envoyer plus de 25 000 francs aux maires des arrondissements de Bayonne et de Mauléon.

*
* *

La générosité urugayenne est d'autant plus méritoire que le pays, du fait de la guerre européenne, traverse, au point de vue économique, une période difficile.

Dès le début du mois d'août 1914, le gouvernement prit des mesures énergiques pour limiter les dangers financiers et commerciaux. Il ordonna la fermeture de toutes les banques pendant huit jours pour empêcher, si possible, la ruée du public dans les établissements de crédit; il établit le régime d'inconversion pour le papier-monnaie, afin de sauvegarder la provision d'or de toutes les banques, en particulier de la Banque de la République, qui a le privilège de l'émission, et ce régime ne sera supprimé que trois mois après la paix; il imposa également un moratorium pour les effets de commerce et pour le paiement des loyers; le premier a pris fin le 8 février dernier, tandis que le second a duré deux

[1] Montevideo, « Gutenberg » Tipografia... Rondeau 1468.
[2] *Una Contestacion belga*. (Pena impressores, Montevideo, 1915.)

mois à peine. Etant donné le régime de cours forcé, la Banque de la République invita les autres banques à lui apporter leur or, qu'elle garderait en un dépôt spécial; elle leur remettrait une somme égale de papier-monnaie, leur laissant d'ailleurs toute liberté pour retirer leur métal jaune quand cela leur conviendrait. Cette mesure, destinée à concentrer momentanément le plus d'or possible dans l'établissement d'Etat, fut acceptée en général et les banques privées, tout en conservant leur stock d'or pour plus tard, purent disposer, pour leurs opérations quotidiennes, d'une quantité égale de papier qui ne souffrît pas de dépréciation.

Très heureusement, il n'y eut pas de panique; au bout de huit jours, les établissements financiers rouvrirent leurs guichets, prêts à tout événement, mais les choses se passèrent en tranquillité et les opérations recommencèrent normalement. Il faut ajouter que la Banque de la République s'offrit pour escompter une partie du portefeuille commercial des autres banques, mesure qui fut très favorablement accueillie; en somme, ces dispositions, sages dans leur ensemble, eurent de bons résultats : « Au milieu du malaise qui résulte de la crise actuelle, lisons-nous dans le très intéressant *Bulletin de la Chambre de commerce française* de Montevideo[1], on doit reconnaître que, dans le fond, la situation s'assainit et que bon nombre de commerçants, d'éleveurs, d'industriels, commencent à s'habituer à compter sur leurs propres ressources et non pas exclusivement sur le crédit. »

Toutefois, les événements actuels privent l'Uruguay d'une grande partie des articles qui y étaient importés de France, d'Allemagne, d'Angleterre, etc. En revanche, la République orientale, aujourd'hui que l'Atlantique est délivré des navires de guerre allemands, exporte en Europe, à des prix élevés, les produits de son agriculture et de son élevage (céréales, laines, peaux, viandes frigorifiées, chevaux) : de la sorte, la balance du commerce penche fortement en sa faveur.

Néanmoins, il y a beaucoup de chômage et de misère; l'industrie du bâtiment est presque arrêtée; pas mal de maisons de commerce font des concordats avec leurs créanciers. Bref, l'Uruguay traverse une période de gêne, et le gouvernement, qui tire ses principales ressources des droits de douane, a vu ceux-ci diminuer très sensiblement du fait de la baisse des importations. Sans doute, la situation est bien loin d'être désespérée, mais elle exige, de la part des autorités et des hommes d'affaires, des efforts

[1] Cf. n° du 27 février 1915, p. 5321.

incessants et désintéressés. Nous voulons espérer que ceux-ci seront couronnés d'un prompt et complet succès[1].

II

Nous arrivons à l'Argentine, plus étendue et plus peuplée[2] que

[1] Voici pour la dernière année (1912), dont on possède les chiffres détaillés, le mouvement du commerce extérieur de l'Uruguay :

Commerce spécial (en milliers de *pesos*, le peso valant 5 fr. 44).

	Importation.	Exportation.
République Argentine	4 013	7 068
Brésil	1 992	3 660
Etats-Unis	5 453	2 568
Royaume-Uni	12 162	6 294
Allemagne	7 591	7 602
Belgique	3 206	7 596
France	3 800	8 463
Espagne	2 061	620
Italie	3 219	1 255
Autres pays	1 301	3 675
Total	44 798	48 801

En 1913, les chiffres d'ensemble ont été respectivement de 52 600 000 et 67 600 000 pesos.

Dans une lettre récente à l'*Office national du commerce extérieur*, la Chambre de commerce française de Montevideo insiste pour que nos industriels et nos commerçants fassent, dans les circonstances présentes, tous leurs efforts en vue de développer leurs relations d'affaires avec l'Uruguay : il y aurait lieu, notamment, d'envoyer des agents actifs, sérieux, parlant l'espagnol autant que possible et représentant, au besoin, plusieurs fabricants de produits connexes, ce qui diminuerait les frais supportés par chaque maison. En raison des sympathies françaises en Uruguay, nous pourrions souvent nous substituer, dans ce pays, aux fournisseurs allemands.

[2] La population totale était évaluée, en 1910, à 7 091 822 individus, dont un grand nombre sont d'origine étrangère. Chaque année, en effet, l'Argentine reçoit un afflux d'immigrants européens dont le nombre varie de 260 000 à 350 000 (en 1908, 303 112; en 1912, 379 117; en 1913, 364 271). Par contre, chaque année, un nombre assez considérable de ces anciens immigrants quittent la république américaine pour revenir dans la mère-patrie (en 1908, 127 032; en 1912, 172 996; en 1913, 191 643). Malgré ces exodes, on voit que l'afflux constant des immigrants accroît sensiblement la population totale : de 1868 à 1913, il y a eu 5 734 600 immigrants et, durant cette même période, 2 501 376 émigrants ont quitté l'Argentine.

Il n'est pas sans intérêt de voir comment se décomposent, au point de vue de la nationalité, ces 5 734 000 immigrants. Il y a eu : 2 139 704 Italiens; 1 393 793 Espagnols; 155 285 Russes; 84 612 Austro-Hongrois; 58 315 Allemands; 50 479 Anglais; 30 710 Suisses et 23 526 Français. La nationalité des immigrants et de leurs descendants a tout naturellement influé sur leurs sympathies instinctives pour l'un ou l'autre groupe des belligérants.

l'Uruguay, avec une énorme capitale de plus d'un million d'habitants[1].

Disons tout de suite que, dès le début de la guerre, comme en Uruguay, les sympathies s'y déclarèrent franchement pour les Alliés. On peut affirmer que les 90 pour 100 de la population (soit que l'on considère uniquement les Argentins, soit que l'on prenne tous les habitants sans distinction) se montrèrent favorables à notre cause.

Les 10 pour 100 de germanophiles se recrutent, en tout premier lieu, naturellement parmi les Allemands et les descendants de colons allemands. Puis, parmi les catholiques espagnols, les uns parce que espagnols, disent-ils, se souvenant encore de l'invasion de Napoléon Ier, les autres parce que carlistes, d'autres enfin parce que simplement catholiques (pour les raisons que nous avons déjà exposées à propos des Urugayens). Avant le mois de mai, on rencontrait quelques germanophiles parmi les Italiens qui donnaient comme prétexte la conduite du gouvernement français au temps de la guerre italo-turque et parlaient encore avec irritation de l'affaire du *Manouba!* Les citoyens argentins qui manifestent des sympathies pour l'Allemagne sont principalement des ecclésiastiques qui connaissent surtout de notre pays l'anticléricalisme de ses gouvernants, des médecins qui ont achevé leurs études dans les universités allemandes et des militaires qui ont fait un stage de deux ou trois années dans les régiments germaniques; n'ayant vu que les soldats de nos ennemis, ils sont convaincus de la supériorité des armées du Kaiser : la bataille de la Marne a cependant ébranlé cette conviction, — tout au moins chez quelques-uns. Notons qu'il est heureusement des officiers de valeur nettement francophiles : tel est le cas du général Pablo Richieri, ancien ministre de la guerre, et considéré à Buenos-Ayres comme la première autorité dans les questions militaires.

Les citoyens argentins sont divisés en un certain nombre de partis politiques : démocrates-progressistes, radicaux, « union civique », constitutionnels et socialistes. Mais à ces divisions ne correspond aucun groupement des sympathies à l'égard des belligérants. D'ailleurs, il est incontestable, ainsi que nous venons de le dire, que ces sympathies vont en immense majorité aux alliés. On peut s'en convaincre en parcourant la presse de Buenos-Ayres :

[1] Buenos-Ayres voit sa population augmenter sans cesse : en 1910, elle était évaluée à 1 339 000; en 1913, on l'estimait à 1 449 000. Les autres villes argentines, les plus peuplées après Buenos-Ayres, ne sauraient être comparées à celle-ci : Rosario compte 220 000 habitants; Cordoba, 105 000 et La Plata, 95 000.

sauf deux exceptions, — la *Prensa* et le *Pueblo*[1] — (et encore ceux-ci se défendent-ils d'être germanophiles), tous les journaux importants de la capitale et des principales villes sont plus ou moins nettement favorables à la Quadruple-Entente.

En première ligne, nous devons citer le grand organe conservateur libéral, la *Nacion*, qui publie intégralement les communiqués envoyés par les diverses légations des pays alliés; il a reproduit *in extenso* les rapports de la commission officielle sur les atrocités commises en Belgique par les Allemands. Deux ou trois fois par semaine, et parfois plus fréquemment, il donne des cartes des différents théâtres de la guerre avec des commentaires fort intéressants d'un membre de l'état-major, le commandant Jaurégui. Un extrait de l'article d'Annibal Latino, paru le 27 mai, à l'occasion de l'entrée en guerre de l'Italie, permettra aux lecteurs du *Correspondant* de se faire une idée des tendances de ce très grand journal argentin :

... Les nations de l'Amérique latine ont trop de liens avec la civilisation française et ont trop de sympathies à l'égard de la France pour que l'immense majorité de leurs membres ne soient pas, durant la guerre, contre l'Allemagne. D'autre part, les méthodes de guerre employées par les Allemands ont produit sur les peuples américains le même effet que sur les Italiens... Les sommes formidables que les Allemands ont consacrées à défendre leur propre cause dans les pays neutres n'ont guère eu de

---

[1] Sous la rubrique *Dans le camp ennemi*, le très alerte *Bulletin du cercle français Saint-Louis*, de Buenos-Ayres (n° du 15 mai 1915) critique la « neutralité » du *Pueblo*. Il écrit entre autres choses : « ... Avons-nous à nous défendre d'avoir eu la pensée de nous attaquer au *Pueblo* en tant que journal? Personne, pas même les gens du *Pueblo*, ne s'est mépris sur nos intentions. Ce que nous ne supportons pas, c'est que certains anonymes, embusqués derrière une feuille qui se présente comme catholique, compromettent la cause de notre foi dans un flirt étrange et odieux avec l'âme germanique et protestante. » Entre autres preuves de la germanophilie du *Pueblo*, le *Bulletin du cercle français Saint-Louis* du 15 juin observe que le journal catholique de Buenos-Ayres n'avait pas encore jugé à propos de publier la lettre de S. Em. le cardinal Gasparri à S. Em. le Cardinal-Archevêque de Paris, alors que les grands journaux argentins l'avaient généralement reproduite et avaient fait connaître la généreuse offrande du Saint-Siège. Il est d'ailleurs à remarquer que, dans les pays où la très grande majorité de la population s'est déclarée pour les Alliés, certains journaux (et parmi eux malheureusement des organes catholiques) cachent leurs tendances germanophiles sous des affirmations réitérées de stricte neutralité.

Il semble bien que tel soit le cas de la *Prensa* de Buenos-Ayres qui, sous prétexte qu'elle a déjà donné des nouvelles télégraphiques, ne publie généralement pas les communiqués des légations des Alliés ou bien les résume en quatre lignes.

résultat parce qu'aucune propagande, si habile soit-elle, ne peut justifier certains faits et neutraliser la déplorable impression qu'ils produisent.

Une petite anecdote achèvera de faire connaître la *Nacion*. Son correspondant à Bruxelles, M. Roberto J. Payro, avait envoyé de longues lettres détaillées et douloureusement intéressantes, sur l'invasion allemande en Belgique et les atrocités de toute sorte commises par les soldats de Guillaume II. Le grand journal les publia sans hésitation. Mais le « Banco Aleman-Transatlantico », qui est une filiale de la « Deutsche Bank » de Berlin, crut devoir menacer, en retirant son abonnement, de retirer aussi celui de ses succursales, ainsi que ses annonces. La *Nacion* publia malicieusement la lettre des financiers germains et protesta de son impartialité, déclarant qu'elle donnerait les épîtres de ses trois correspondants d'Allemagne dont elle n'avait encore rien reçu et se portant garante de la parfaite bonne foi de son collaborateur de Bruxelles. Le « coup » des Allemands avait fait long feu et, à Buenos-Ayres, les rieurs ne furent précisément pas de leur côté.

Un autre journal très francophile est le *Diario* [1], le très important organe de M. Manuel Lainez qui fut chargé de venir en France remercier le gouvernement d'avoir envoyé, en 1910, une délégation aux fêtes du Centenaire. Un de ses brillants collaborateurs, le Dr Francisco A. Barroetavena, y a publié une série d'articles où, d'une plume acérée, il combat l'hégémonie et le militarisme prussiens. La première série de ces pages vient d'être réunie en volume sous le titre *Alemania contra el Mundo* [2]; elle a obtenu un gros succès. Nos ennemis sont naturellement furieux de cette campagne et ont envoyé à M. Barroetavena quantité de lettres insultantes dont plusieurs ont été reproduites... dans *El Diario* lui même. Par contre, l'auteur a reçu de hautes félicitations; il nous suffira de citer celles de M. le Dr Luis Maria Drago, député et ancien délégué de la République Argentine à la Conférence de La Haye, dont le nom fait autorité en matière de droit international : il n'est pas indifférent de constater que le

[1] A l'occasion du 14 juillet 1915, *El Diario* a publié un numéro, élégamment illustré, dont huit pages sur vingt sont rédigées en français et consacrées à « l'héroïsme français », à la guerre, aux hommes et aux choses de France. On ne pouvait témoigner ses sympathies avec plus de délicatesse.

[2] *Alemania contra el Mundo*, por el Dr Francisco A. Barroetavena (Buenos-Ayres, Libreria Nacional, I. Lajouane, édit. 1915). Nous regrettons l'anticléricalisme de l'auteur, mais ces regrets ne nous empêcheront pas de louer un écrivain qui lutte vaillamment contre la tyrannie et l'injustice allemandes. Son livre en est déjà à la 4e édition.

Dr Drago, dans une lettre, rendue publique[1], à l'auteur de *Alemania contra el Mundo* déclare que « la cause des alliés est la cause du droit, de la liberté, de la justice, et, très sûrement aussi, celle du développement futur de l'Argentine comme nation indépendante. »

Parmi les journaux de Buenos-Ayres, favorables aux alliés, nous citerons encore la *Argentina*, grande feuille populaire, et la *Razon*, de fondation récente, dont les correspondances sont fort goûtées du public. Puis des organes qui s'adressent plus spécialement aux diverses colonies étrangères, comme *El Diario Español*, la *Patria degli Italiani*, le *Giornale d'Italia*, le *Courrier de la Plata*, *The Standard* et *Buenos Aires Herald*.

*
* *

En face de cette presse, qui leur était plus ou moins hostile, les Allemands ont organisé une très active propagande par la publication et la distribution, soit de livres ou de brochures, soit de journaux ou de revues.

Dans le premier groupe, nous signalerons un ouvrage, *Alemania ante la opinion de Sud America*[2], ainsi que les feuilles volantes hebdomadaires du *Servicio de Informes para los paises de idioma español y portugues* dont les bureaux sont situés à Francfort-sur-le-Mein et qui reproduisent des articles et des documents favorables à la cause germanique : ainsi un numéro spécial contient le fameux discours du leader carliste Vasquez de Mella que le *Correspondant* a récemment commenté. Mentionnons encore l'édition espagnole des *Hamburger Nachrichten* qui, par ses images et son texte, chante *Deutschland über alles* et s'attaque tout spécialement à l'Angleterre.

Mais tout cela n'a point paru suffisant. Nos ennemis ont jugé indispensable de faire paraître à Buenos-Ayres des publications qui auraient un caractère sud-américain plus accentué[3]. Sans doute, depuis l'ouverture des hostilités, ils avaient bien le *Boletin Germanico*. Néanmoins, au commencement de décembre, ils lancèrent à Buenos-Ayres, un grand quotidien, dont le titre, la *Union*, n'avait rien de germanique; le public argentin ne s'y trompa point et tint à l'écart ce « journal allemand écrit en

[1] La lettre de M. le Dr Drago a été publiée dans *El Diario* du 18 mai 1915.

[2] Empresa editorial « Fenix », Bolivar 292, Buenos-Ayres.

[3] Nous devons citer deux journaux, rédigés en allemand et qui sont antérieurs à la guerre. Ce sont : la *Deutsche La Plata Zeitung* (conservateur) et l'*Argentinische Tageblatt* (de tendances socialistes).

espagnol », fondé pour lutter contre la presse nationale; il sourit en entendant, rue Florida et sur les principales avenues, de solides gaillards, dont la voix gutturale trahissait l'origine tudesque, crier *Lanion* pour l'espagnole la *Union*! Naturellement les membres de la colonie allemande et les germanophiles les plus ardents achètent cette feuille et l'étalent ostensiblement dans la rue, en tramway, en chemin de fer. De plus, *elle est envoyée gratuitement à tous les ecclésiastiques, députés, sénateurs et personnalités plus ou moins marquantes de l'Argentine, de l'Uuruguay et du Paraguay.* Ce simple fait donne une idée de l'activité intense de la propagande teutonne.

Enfin, celle-ci a voulu disposer de revues entièrement sous sa dépendance : tout d'abord, on avait fait paraître un petit journal à gravures, *El Reflector*, dont le texte était rédigé en espagnol. Mais, le 1er juin, un magazine abondamment et richement illustré, imprimé sur beau papier, était répandu dans le public sud-américain : *Germania* ne dissimule guère le but de prosélytisme pour lequel elle a été créée, mais, par son bon marché et le soin avec lequel elle est composée, elle espère gagner tous les amateurs, jeunes et vieux, de curieuses images... Par un raffinement d'habileté, elle annonce que « tous les bénéfices réalisés par elle seront destinés à secourir les soldats des armées impériales blessés sur les champs de bataille ». Ainsi, déclare le prospectus de lancement, en souscrivant un abonnement, « on contribue à alléger beaucoup de malheurs! » C'est donc presque faire œuvre pie que de travailler à la diflusion de *Germania*. Qui aurait le cœur de résister à si charitable invite?...

Malgré leurs démarches incessantes et quelquefois menaçantes, les Allemands de Buenos-Aires ont connu plus d'un insuccès. Le plus amusant de leurs déboires est peut-être celui qui leur est survenu avec l'émir Emin Arsland, consul général de Turquie, au début de la guerre européenne. Celui-ci était nettement francophile et ne l'avait point caché dans les colonnes de la *Nacion*. Or, un beau matin, il reçoit une lettre du consul d'Allemagne à Buenos-Aires, l'informant qu'il devait immédiatement lui remettre la représentation et la défense des intérêts ottomans en Argentine. Grande surprise de l'émir Emin Arsland qui se refuse net à obtempérer aux ordres d'un collègue n'ayant sur lui aucune espèce d'autorité. Puis, pour être tout à fait en règle, il se rend au Ministère des affaires étrangères où il explique son cas, remarquant qu'il doit seulement obéissance au gouvernement turc et nullement à un fonctionnaire de Guillaume II. Sur ce, on ne parle

plus de rien. Mais, entre temps, les Allemands agissent et, un jour, le ministère des affaires étrangères argentin reçoit une communication de son ministre à Washington, aux termes de laquelle le représentant de la Turquie aux Etats-Unis déclarait que le Consulat turc devait être remis au consul allemand de Buenos-Aires. Informé officiellement, l'émir Emin-Arsland publia dans la *Nacion* un long et intéressant mémoire; ceci fait, appuyé par la nombreuse colonie arménienne, syrienne et, en partie, par la colonie turque proprement dite, il emporta les documents et papiers intéressants ou simplement utiles, et, de la sorte, laissa en panne le consul d'Allemagne dans une situation quelque peu ridicule.

*
* *

En opposition aux menées tenaces des sujets du kaiser, les alliés, sauf peut-être l'Angleterre, n'ont pas fait une intense propagande. Confiants dans la presse argentine pour défendre leur cause, qui se confond avec celle du droit et de la liberté, ils ont observé, là comme ailleurs, une réserve que plus d'un de nos amis, — à Buenos-Ayres, comme ailleurs également — estiment excessive en face des tenaces efforts germaniques. Il est juste d'ajouter que, sur ce point, les avis sont divisés — j'ai recueilli les échos de ces divergences — et que l'on rencontre des francophiles louant fort notre attitude discrète, plus habile dans sa parfaite correction, affirment-ils, que la pression importune et parfois maladroitement arrogante des agents allemands. Quoi qu'il en soit, il est certain que nos ennemis, par la déloyauté de leurs procédés de guerre — torpillage du *Lusitania* ou emploi de gaz asphyxiants — se sont chargés de faire, à notre profit, la plus efficace des campagnes. En outre, l'intervention de l'Italie a produit une forte impression dans un pays dont un grand nombre d'habitants sont originaires de la Péninsule et le départ des paquebots, emportant les réservistes italiens, donna lieu à de magnifiques manifestations de sympathie pour les alliés.

Il est à peine besoin de remarquer qu'en Argentine, comme en Uruguay, la colonie française a constitué un « Comité patriotique » pour venir en aide aux familles des mobilisés [1] et qu'avec le géné-

[1] Le « Comité patriotique français » a été institué, le 4 août 1914, sur l'initiative de la Société « Patrie », appuyée par le Comité des Sociétés françaises de Buenos-Ayres. Le but premier était d'aider simplement les familles des Français mobilisés; mais on créa ensuite une section « d'aide et de protection aux soldats », et, enfin, on décida de contribuer, par tous les moyens possibles, à rehausser le prestige français en Argentine.

reux concours de la population argentine elle a pu envoyer dans la mère-patrie des dons importants, tant en nature qu'en argent[1].

Parmi les manifestations françaises, nous nous reprocherions de ne point citer le pèlerinage de deux mille de nos compatriotes, le 18 avril dernier, à l'illustre sanctuaire de Notre-Dame de Lugan et le très éloquent discours qui y fut prononcé par le R. P. Bettembourg, visiteur des R. P. Lazaristes[2]. Un mois plus tard, la fête de Jeanne d'Arc était solennellement célébrée en l'église Saint-Jean en présense d'une foule recueillie et profondément émue par la vibrante parole de M. l'abbé Gustave Franceschi[3].

*
* *

Malgré les fortes sympathies du pays pour les Alliés, le gouvernement argentin fit, dès le début, une déclaration de stricte neutralité, — et il s'y tint toujours. Mû par un haut sentiment de charité, le Parlement vota des sommes importantes pour venir en aide aux familles belges. Conformément aux règles internationales, le pouvoir exécutif autorisa les navires allemands à prendre du charbon et des vivres : parmi ces navires, il en fut un bon nombre qui allèrent ravitailler les croiseurs allemands, qui écumaient l'Atlantique ou le Pacifique. Mais, depuis le combat des îles Falkland ou Malvinas, les Océans sont délivrés des vaisseaux du Kaiser et la navigation maritime est redevenue libre : cette liberté reconquise, en accentuant la reprise des échanges commerciaux, a eu d'heureuses conséquences économiques pour la République Argentine, et pour l'Europe en général.

L'Argentine joue un rôle important dans l'économie mondiale. Bien qu'elle soit sensiblement moins peuplée que le Brésil, elle occupe le premier rang parmi les républiques sud-américaines par

M. Jullemier, ministre de France, reçut la présidence d'honneur et M. Charles Thays, la présidence effective.

[1] La Croix-Rouge française rencontra en Argentine un actif concours financier : ce fut le rédacteur en chef du *Courrier de la Plata* qui reçut la mission de centraliser tous les dons. Parmi les offrandes les plus généreuses, signalons, tout au moins, la somme de 100 000 francs apportée par MM. Saint, frères.

[2] Ce fier et patriotique discours a été publié dans le *Bulletin du Cercle français Saint-Louis* (n° du 15 mai 1915) ; nous avons précédemment signalé cette très vivante revue mensuelle qui, avec l'excellent *Bulletin de la Chambre de commerce française*, expose et défend, à Buenos-Ayres, le point de vue français.

[3] Le *Bulletin du Cercle français Saint-Louis* (n° du 15 juin 1915) a publié le beau discours de M. l'abbé Franceschi.

son commerce extérieur, le chiffre de ses immigrés, la longueur de ses voies ferrées et par le montant des capitaux européens qui y sont investis. Son importance s'est accrue peu à peu; il y a une trentaine d'années, ce pays, aujourd'hui l'un des premiers exportateurs de céréales, de lin, de matières animales, etc., avait encore recours à l'étranger pour sa propre alimentation. Progressivement, grâce au flot continu de l'immigration européenne, grâce à la fertilité de son sol et à l'esprit d'initiative de ses habitants, il a pu affermir sa position et il tend à prendre comme exportateur de denrées alimentaires la place jusqu'ici occupée par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord qui, d'année en année, s'industrialisent davantage : ainsi, dès 1913-1914, l'Argentine se plaçait au deuxième rang des exportateurs de blé et au premier rang des exportateurs de maïs et de lin.

L'Argentine eut à supporter tous les fléaux qui peuvent frapper un pays agricole : les sauterelles, la fièvre aphteuse, les périodes alternatives de pluie et de sécheresse prolongées; mais tous ces malheurs n'ont pas ébranlé les bases solides sur lesquelles repose l'avenir de cette contrée. Toutefois, il s'est produit, de temps à autre, des arrêts dans le développement du pays, arrêts qui menacèrent même de rompre l'équilibre : en 1890-1891, par exemple, lorsqu'on abusa du crédit national, provincial, municipal ou privé.

Il en a été de nouveau ainsi en 1913-1914. Après une série de très belles années, on assista à une crise aiguë, dont il ne sera pas sans intérêt de préciser les causes.

L'Europe n'a pas seulement fourni à l'Argentine des immigrants; elle a été sa grande pourvoyeuse de capitaux; l'épargne anglaise, française, allemande, belge, suisse, italienne, attirée par des revenus rémunérateurs, a envoyé une grande partie de ses excédents dans les régions sud-américaines. Les capitaux européens y fondèrent de nombreuses banques commerciales et des institutions de crédit foncier; ils y alimentèrent les compagnies de chemins de fer, les entreprises électriques, les exploitations industrielles et agricoles. Comme toujours, il y eut des exagérations; cet apport d'argent, s'accroissant d'année en année, détermina un mouvement d'affaires plus ou moins factice et une spéculation foncière qui finit par ne plus connaître de bornes. D'autre part, les gouvernements provinciaux se mirent à emprunter largement sans tenir compte des possibilités fiscales.

Ce mouvement put se soutenir tant que continua l'apport des capitaux d'Europe. Mais le moment vint où cet apport se ralentit brusquement et cessa presque complètement. Ce fut lors des

guerres balkaniques, alors que l'épargne européenne fut drainée vers d'autres pays et d'autres buts; et, pour comble de malchance, les récoltes furent médiocres ou mauvaises, de telle sorte que l'exportation des denrées agricoles ne put amener les rentrées d'or sur lesquelles on avait l'habitude de compter. Plus d'arrivée de capitaux étrangers; déficit d'exportation; réduction de la puissance de consommation intérieure; difficultés croissantes pour faire face aux charges des divers emprunts; forte dépréciation de la valeur spéculative donnée aux immeubles et aux terrains. C'était la crise!

On en était là, au mois d'août 1914, lorsque la guerre européenne éclata et vint aggraver une situation déjà fort grave.

Le gouvernement argentin dut, en conséquence, intervenir avec énergie[1]. Comme en Uruguay, on ferma pendant une dizaine de jours les banques afin de prendre les mesures nécessaires. Il fallait tout d'abord préserver l'or de la Caisse de conversion : aussi décréta-t-on la suppression momentanée du remboursement en espèces du papier-monnaie; d'autre part, les Légations argentines à l'étranger furent autorisées à accepter en dépôt de l'or monnayé, de la part du commerce et des banques (sur l'avis télégraphique qu'il reçoit des Légations, le Ministre des Finances à Buenos-Ayres délivre un bon sur la Caisse de Conversion pour le montant de l'or déposé; la Caisse verse à la Banque de la Nation, contre remise de ce bon, pour être crédité au compte de qui il appartiendra, l'équivalent en papier-monnaie au taux de la loi[2]). Naturellement, on a prohibé l'exportation de l'or. En même temps, on instituait un moratoire pour « toutes les obligations comportant le paiement d'une somme d'argent » et les banques purent ne rembourser que 20 pour 100 de leurs dépôts.

Grâce à ces mesures et à quelques autres moins importantes, on évita la catastrophe. Mais il fallut trouver d'autres remèdes, d'autant plus que la situation financière de l'Etat devenait sérieuse par suite de la très forte diminution du produit des droits de douane. On s'efforça de réaliser des économies budgétaires et l'on releva un certain nombre d'impôts et de taxes.

Mais, heureusement, peu à peu les relations commerciales reprirent de l'activité. Les importations remontèrent. C'est en

[1] On trouvera la traduction des diverses lois financières et commerciales, votées par le parlement argentin, dans le *Bulletin de la Chambre de commerce française* du 31 août 1914 (Cf. p. 260 et suivantes).

[2] Dans son Message au Congrès National (10 mai 1915), le Président de la République, M. le D[r] de la Plaza, dit qu'à cette date les Légations argentines avaient déjà reçu 68 millions de piastres or.

octobre que l'on atteignit le point le plus bas pour les recettes douanières constituées, pour la plus grande partie, par les droits à l'entrée des marchandises. Depuis lors, on constate un relèvement sensible et graduel des recettes correspondant à la reprise de l'activité générale du pays. Ainsi de 13 548 310 francs en novembre 1914, la recette douanière passe à 14 123 285 francs en décembre, puis à 16 685 713 francs en avril 1915. D'autre part, la valeur des marchandises importées en Argentine et soumises aux droits pendant le dernier trimestre de 1914 était descendue à 126 814 000 francs; elle s'est relevée, pour le premier trimestre de 1915, à 156 549 000 francs, soit une augmentation de plus de 29 millions de francs [1].

Mais c'est surtout pour l'exportation qu'il s'est produit un relèvement important — et cela, du fait même de la guerre : les blés et les avoines se sont vendus, pour l'Europe, en immenses quantités et à des prix excellents; d'énormes chargements de viande frigorifiée et de nombreux embarquements de chevaux ont été faits à destination principalement des pays « alliés » et pour les besoins des armées [2]. Toutes ces ventes ont fait rentrer beaucoup

[1] Tous les pays (sauf la Bolivie, le Chili, le Danemark et quelques possessions anglaises) ont vu diminuer très sensiblement leurs importations en Argentine. Du tableau établi par la Direction de la statistique de la République argentine, nous extrayons les chiffres suivants, en piastres or, qui marquent la diminution du 1er trimestre 1915 sur le trimestre correspondant de 1914 :

IMPORTATIONS

	1er trimestre 1915	Différence avec le 1er trimestre 1914
	Piastres or	
Allemagne.	2 772 283	— 14 171 923
Autriche-Hongrie . .	93 154	— 920 700
Belgique	417 908	— 4 766 873
Brésil	2 344 331	— 171 097
Espagne.	2 739 734	— 72 982
France.	2 566 359	— 6 323 326
Italie.	5 826 450	— 2 730 617
Pays-Bas.	418 410	— 431 195
Royaume-Uni . . .	18 296 533	— 12 756 387
Suisse	267 019	— 220 551

On remarquera que l'Allemagne a subi la plus forte réduction : plus de 14 millions de piastres or. Il est probable que les 2 millions et demi de marchandises qu'elle est péniblement parvenue à expédier sont arrivées par l'intermédiaire de l'Italie (qui n'était pas encore en guerre) et des Pays-Bas.

[2] Un chiffre montrera le récent et grand développement des exportations argentines : durant le 1er trimestre de 1915, l'ensemble des exporta-

d'argent en Argentine et l'on envisage maintenant la situation économique sous un jour assez optimiste. Voici notamment ce qu'un des hommes d'affaires les plus en vue de Buenos-Ayres, délégué de l'Argentine à la Conférence financière panaméricaine au mois de mai dernier, M. Samuel Hale Pearson, déclarait au *New-York Times* [1] et que reproduisait la *Nacion* du 30 mai :

Actuellement, la situation de l'Argentine est bonne. Au commencement de la guerre, on a un peu souffert à cause du désarroi général : on ne savait pas quelle serait la situation des marchés européens. Mais l'on prit vite le dessus. L'Argentine a fait face à tous ses engagements à l'extérieur : tous les intérêts ont été payés, toutes les obligations ont été tenues. *La guerre a fait du bien au pays en ce qu'elle a permis de vendre toute la production*... Le sucre de l'Argentine, qui n'avait jamais pu être exporté sans le secours de primes, a commencé à paraître sur les marchés de la France et de l'Angleterre; au 1er mai, l'exportation du sucre dépassait 100 millions de tonnes et l'on pensait en exporter encore au moins autant...

... Le stock de bétail est estimé en Argentine à 32 millions de têtes, en augmentation de 5 millions sur le dernier recensement. La demande européenne est considérable et incessante. . Il n'y a jamais eu en Argentine autant d'argent qu'actuellement et nos récoltes, cette année, ont été splendides. .

L'année 1915 marquera donc, pour l'Argentine, la reprise brillante de ses exportations, et partant de son développement économique. Nul pays, en Europe, ne s'en réjouira plus sincèrement que la France qui, en ce temps d'épreuve, a senti, ardentes, les sympathies de l'immense majorité de la population argentine. Nous souhaitons que, dès maintenant, si possible, ou, au plus tard, dès le lendemain de la conclusion de la paix, nos industriels et nos commerçants, mettant à profit les opportunes enquêtes de la Mission Baudin dans le Sud-Amérique, s'efforcent d'accroître leurs relations d'affaires avec nos amis d'Outre-Océan : à Buenos-Ayres, comme à Montevideo, comme en beaucoup d'autres villes, nous devons et nous pouvons nous susbtituer aux Allemands [1]. A la guerre des tranchées devra succéder, tenace et intelligemment menée, la guerre économique.

★★★.

tions s'est élevé à 157 265 000 piastres or, dépassant de 35 316 000 piastres les exportations du trimestre correspondant de 1914.

[1] Le *Bulletin de la Chambre de commerce française* de Buenos-Ayres (octobre 1914) donne d'intéressants détails sur les moyens de lutte que pourrait employer l'industrie française pour triompher de la concurrence allemande en Argentine.

NOTES DE PROVINCE[1]

APRÈS UN AN DE GUERRE

Les jours, les semaines, les mois ont passé, et me voici revenu dans mon Périgord. La calme et verte vallée m'a reçu comme à l'ordinaire, et rien n'y paraît changé. Ce sont les mêmes coteaux ondulés et couverts de bois, les mêmes vignes, les mêmes champs, les mêmes prairies, les mêmes lignes sinueuses de feuillages et d'arbres verts suivant le cours des ruisseaux, les mêmes peupliers élancés et souples qui frémissent au moindre vent. Les maisons du village sont toujours là, portes ouvertes et accueillantes, fleuries de roses, de dahlias, de glycines et de géraniums; et ce sont les mêmes visages qui s'éclairent d'un sourire de bienvenue. La mairie, l'école, la forge, le bureau de tabac, l'épicerie, l'église, le plat à barbe en cuivre qui sert d'enseigne au « coiffeur », tout est en place comme à l'ordinaire. Et voici ma vieille maison, un peu plus tassée peut-être, aux tuiles un peu plus moussues, mais toute prête comme toujours à sortir de son silence. Je sais quelle âme nous portons dans ses vieux murs; mais j'ignore celle que les événements, durant ces dix mois, ont faite à tous nos voisins. Je les avais laissés en octobre dernier confiants dans une heureuse issue de la guerre, mais aussi bien convaincus que peu de mois suffiraient à la finir. Presque aucun d'eux ne voulait penser à une campagne qui durerait tout l'hiver; les moins impatients mettaient la paix au printemps, au plus tard vers le mois de juin. Et voilà que cette guerre dure encore, quand ils l'espéraient courte. Il n'y a pas eu sans doute que ces espérances qui aient dû changer. Le départ des hommes appelés à l'armée a dû rendre plus difficiles les travaux des champs. Cette diminution de main-d'œuvre n'a-t-elle pas eu sur la culture, et surtout sur son rendement, une influence mauvaise? N'y a-t-il pas eu par suite beaucoup de souffrances? Et les

[1] Voir le *Correspondant* des 10, 25 septembre, 10, 25 octobre 1914.

morts, les prisonniers, les blessés?... Les deuils, les tristesses de quelques-uns n'ont-ils pas rejailli sur tous? Familles décapitées, jeunes ménages désorganisés, n'y a-t-il pas là des germes de désordre et des sources d'inquiétudes? Dans quelles dispositions peuvent être les esprits? Ils doivent tous être las, mais de quelle lassitude? Celle qui s'efface sous la poussée du courage ou bien celle qui suscite les révoltes, ou celle encore qui s'atténue par l'accoutumance et se perd dans la résignation?...

Pour ceux qui ont vécu tout près de l'âme paysanne, si différente de l'âme de l'ouvrier d'usine, il y a là un problème qui ne laisse pas que d'être inquiétant. Dans ce coin de terre de 12 à 15 kilomètres carrés, peuplé de 612 habitants[1], tous propriétaires métayers ou artisans attachés à la terre, je vais dire ce que j'ai vu et entendu. Je crois Saint-Julien assez représentatif. Cependant mes observations ne valent que pour Saint-Julien — et il sera prudent de les confronter avec celles qui peuvent être faites ailleurs.

*
* *

En octobre, j'avais regagné Paris par l'Ouest et la large plaine. Je suis revenu par l'Est à travers les causses et les méandres de la Vézère et de la Dordogne. Contrée étrange, à la fois dure et riante, collines abruptes couronnées parfois de rochers semblables à des fortifications, falaises énormes des Eysies où s'abritèrent les premiers de nos ancêtres, pentes escarpées dont le sol maigre ne porte qu'une herbe fine et rare au milieu des buis et des genévriers et laisse paraître la roche noirâtre, rivières aux eaux transparentes qui baisent le pied des coteaux épousant tous leurs contours, vallées vertes, fertiles, dont la richesse fait contraste avec la pauvreté des hauteurs qui les surplombent. A mesure qu'on descend vers Bergerac, les collines deviennent moins pierreuses, la vallée s'élargit et, tout à coup, après Lalinde, sur la rive gauche de la Dordogne, la plaine s'ouvre, plantureuse, le cours de la rivière devient plus lent bien qu'elle demeure encore encaissée dans ses hautes rives embroussaillées de verdure.

Tous les champs sont cultivés comme les précédentes années : aucune terre n'est vide, rien ne témoigne que la main-d'œuvre ait manqué. Jusqu'en avril les récoltes ont donné les plus belles espérances. Les semailles s'étaient faites, on avait pu donner à la terre les « façons » qu'elle demande; activés par la température exceptionnelle du mois de février, les blés, la vigne poussaient

[1] En 1911. La population était de 998 habitants en 1851, de 793 en 1892.

à ravir. En mai encore les pampres, les bourgeons annonçaient une récolte de vin aussi abondante que celle de l'année dernière. Mais les pluies sont venues, les herbes folles ont poussé à travers les blés trop grands déjà pour qu'on pût même essayer de les sarcler, le mildiou, l'oïdium ont atteint la vigne; depuis, le mal n'a fait que s'accroître.

Cependant, au premier aspect, le pays est resté le même. Ce n'est qu'au bout de quelques jours que l'on s'aperçoit qu'il y a moins de monde dans les champs. Il y a moins de monde aussi sur les routes. Il passait jadis dans le bourg jusqu'à vingt voitures par jour, cinq ou six automobiles, il ne passe plus guère que quelques charrettes, à peine par semaine une ou deux autos. Le silence de la campagne s'est accru. On n'entend plus chaque matin le cordonnier battant le cuir à coups de marteau sur son caillou. Les auberges sont vides et le dimanche même tout est clos dès que la nuit est tombée. On n'entend plus chanter le soir.

A l'église, le dimanche, les rangs, du côté des hommes, se sont encore éclaircis. Les femmes ne sont ni plus ni moins nombreuses que toutes les autres années. Des cierges brûlent, comme l'an passé après la déclaration de guerre, devant l'autel de la Vierge. Depuis le mois de janvier on a cessé l'exercice quotidien du soir. Il n'y a plus qu'un Salut tous les jeudis soirs. L'assistance est moins nombreuse que l'an dernier. Les fidèles du bourg sont les mêmes, ceux des villages se sont raréfiés. A la fin de septembre il y avait chaque soir de quarante à soixante personnes. Il n'y en a aujourd'hui guère plus d'une trentaine. Le jeudi matin, durant toute l'année, on a continué à dire la messe pour les soldats. Les frais mensuels en ont été faits spontanément par diverses familles. Et cela a même fourni l'occasion à quelques-unes de reprendre l'habitude, qu'elles voulaient perdre, de contribuer au denier du culte. Cependant l'assistance a ici encore diminué. Il faut remarquer aussi que les travaux des champs sont durs et pressants. Cependant, il y a chaque jeudi une trentaine de communions.

M. le Curé nous dit qu'il a distribué cette année trois fois plus d'hosties que les années précédentes. Mais à Pâques, il n'y a pas eu une seule conversion. Le nombre des fidèles est resté le même. La ferveur seule s'est donc accrue. Il n'y a pas eu augmentation de la quantité, mais amélioration de la qualité. Nous sommes ici loin de la rénovation qu'on nous dit exister ailleurs. Les hostiles sont restés hostiles, les indifférents indifférents, quelques tièdes sont devenus fervents. C'est un gain qui, certes, n'est point méprisable, qui vaut sans doute plus qu'un changement brusque et peut-être sans lendemain. La longueur de l'épreuve empêchera

ce gain de se perdre et créera des habitudes. La vie chrétienne des familles s'en ressentira. Ces germes, soigneusement cultivés, permettent d'espérer des moissons futures. Il faudrait s'attacher à les cultiver. Et toutes les péripéties de la guerre pourraient en fournir des moyens faciles aux jardiniers ou, pour emprunter la métaphore de l'Evangile, aux vignerons attentifs.

*
* *

Il y a à cette heure 100 hommes de la commune sous les drapeaux. Sur 600 habitants, cela fait donc un sixième, et le plus valide, le plus vigoureux, de la population qui manque. Ce qui, entre parenthèses, ne confirme pas les calculs ordinaires des statisticiens qui comptent un soldat par 10 habitants, c'est-à-dire pour les 48 millions de Français, 4 800 000 soldats et confirme au contraire les calculs de ceux qui disent que la France comptant un peu plus de 10 millions d'électeurs, c'est-à-dire d'hommes au-dessus de 21 ans, le nombre des soldats au-dessus de 20 ans, à plus forte raison au-dessus de 19, doit être sensiblement supérieur à la moitié du nombre des électeurs et par suite qu'il n'est probablement pas exagéré de le fixer à plus de 6 millions d'hommes. Il est évident qu'il faudrait opérer pour les autres pays ennemis ou alliés les mêmes rectifications, ce qui, en définitive, ne changerait rien aux proportions respectives des combattants, mais permettrait cependant de mieux prévoir le nombre des hommes dont dispose l'ennemi.

La commune a été relativement épargnée : un mort, trois blessés, huit prisonniers. En revanche, une médaille militaire, deux citations à l'ordre du jour de l'armée.

Quand les deux classes les plus anciennes, 1888 et 1887, auront été appelées, il manquera cinq hommes de plus, ce qui portera à 105 le contingent de la commune. Dans trois ou quatre familles il n'y a plus d'homme. Cependant, en automne dernier, les vendanges se sont faites, puis, au cours de l'année, toutes les semailles, celles du blé d'abord, ensuite celles du maïs, celles de pommes de terre, de haricots, de ce que l'on appelle ici « la petite récolte ». A défaut d'hommes, les femmes ont pris le manche de la charrue et peut-être le soc fut-il moins profondément enfoncé, peut-être quelques sillons furent-ils moins droits, la terre n'en reçut pas moins sa préparation. Et la vigne de même a été taillée, les blés sarclés au printemps, le tabac planté, les foins ont été coupés, séchés, engrangés. Dans ce pays de toute petite culture, seuls quatre propriétaires qui ne cultivent pas eux-mêmes ont fait appel à la main d'œuvre militaire ou à des bras étrangers,

trois Belges et deux Espagnols. Les voisins se sont entr'aidés, les propriétaires de faucheuses les ont prêtées. Les moissons, en dépit du mauvais temps, se sont faites normalement. Dès la dernière semaine de juillet, les blés étaient engrangés et les battages déjà commencés. En somme, grâce surtout à l'énergie, à la vaillance des femmes, la culture n'a guère souffert.

Il n'en est pas moins vrai que les espérances ont été trompées : la récolte de vin donnera à peine la moitié d'une année moyenne, et les épis de blé avortés rendent au battage les deux tiers à peine.

A quoi attribuer les mécomptes que donne la récolte en blé, que donnera la récolte en vin? Aux intempéries ou au manque de main-d'œuvre, c'est-à-dire en somme à la guerre? La plupart des paysans, simplistes, répondent : « C'est la guerre. Nous sommes en état de guerre, la guerre est un mal, donc tous les maux doivent venir de la guerre. » Mais d'autres, plus réfléchis, mieux éclairés, aussi expérimentés, me font observer que quelque abondante qu'eût pu être la main-d'œuvre elle aurait été impuissante contre la verse des blés et l'atrophie des épis, causes véritables de tout le mal, et que les maladies de la vigne se sont développées de façon si imprévue, si soudaine, qu'il était absolument impossible de les prévenir. En sorte que, selon eux, la piètre récolte de Saint-Julien ne doit pas être mise à la charge de l'état de guerre.

L'an dernier la récolte en blé et surtout en vin avait été surabondante : le vin avait baissé à 45 francs la barrique de 225 litres, le blé se payait 23 francs l'hectolitre (80 kilos); le vin est remonté à 60, 80 francs et, au 13 septembre, à 100 et 110 francs; le blé à 28 francs. Le tabac, cet hiver, fut très bien payé; les bêtes, en étable, bœufs, veaux, moutons et porcs ont considérablement augmenté de prix. C'est un cri universel. Le paysan est bien plus sensible aux pertes qu'aux gains. Il gémit d'avoir à dépenser de 1000 à 1400 francs pour une paire de bœufs qu'avant la guerre il aurait payée de 600 à 1000 francs, il ne veut pas mettre en compte que le jeune attelage qu'il avait acheté 5 ou 600 francs il l'a revendu 1000 francs. Le crû des moutons est aussi très important, mais le mouton n'est que du petit bétail, ça ne compte pas. Les œufs valent 1 fr. 30 la douzaine, au lieu de 1 franc les années précédentes à la même époque. La viande de veau a passé de 1 fr. 20, année moyenne, à 1 fr. 40 le demi-kilo; les autres viandes ont augmenté dans les mêmes proportions, beaucoup moins sensibles ici qu'à Paris. Les poulets, au lieu de 1 franc valent de 1 fr. à 1 fr. 25 le demi-kilo vivants. Le lapin, qui se vendait 0 fr. 40 le demi-kilo vivant, passe à 0 fr. 50. Le lait reste à 0 fr. 20 le litre. En revanche, les journées d'hommes ont augmenté de 1 franc par

jour : 2 fr. 50 nourris; les femmes restent à 0 fr. 75 avec tendance à monter à 1 franc par jour, nourriture en plus.

Ce qui a le plus renchéri c'est le bois à brûler. Déjà depuis quelques années, à cause de la maladie du chêne, il tendait à augmenter : la brasse (quatre stères) avait passé de 25 francs à 26 puis à 28 francs. Cette année, au mois de mars, on l'a vendue 38 francs; aujourd'hui 13 septembre on la paie 60 et on parle de prix bien plus forts. Les coupes de bois sont aussi abondantes que jadis. Il ne faut ici accuser que le manque de main-d'œuvre. On est allé d'abord aux cultures, on a renvoyé de jour en jour le travail du bois. Aussi, même les propriétaires de bois sont-ils inquiets pour leur provision d'hiver. Les marchands éprouvent des difficultés à remplir leurs engagements. Pour la campagne prochaine il conviendra d'aviser. Il semble que des équipes de prisonniers de guerre devraient ici rendre des services. Il y aurait cependant des précautions à prendre pour qu'ils fussent traités convenablement et je craindrais plutôt qu'ils le fussent trop bien que trop mal. Il faudrait réduire le plus possible leur contact avec la population.

Dans toutes les transactions, surtout pour les plus petites, on est gêné par le manque de monnaie. Le billon se raréfie, l'argent ne paraît presque plus et l'or a complètement disparu. En octobre dernier, pour remédier à la pénurie de pièces d'argent, les Chambres de commerce de Périgueux et de Bergerac ont émis un certain nombre de coupures de 2 francs, de 1 franc et de 0 fr. 50. Cet expédient n'a amélioré la situation qu'un moment. Il a contribué à faire durer le mal et peut-être à l'aggraver. Sans doute toutes ces monnaies se valent puisque le papier bien gagé vaut l'or. Le papier bien gagé n'est donc pas en soi une mauvaise monnaie. Mais on n'empêchera pas le paysan de préférer le métal au papier. Le papier à ses yeux est une mauvaise ou, si l'on aime mieux, une moins bonne monnaie. Or, chacun sait que toujours la mauvaise ou la moins bonne monnaie a chassé la bonne. De là vient que nos ruraux ne font, tant qu'ils peuvent, circuler que du papier. Toute pièce d'argent tombée dans leurs mains n'en sort plus. Ils entassent même le billon. Dès que les statisticiens officiels seront assurés que la quantité de monnaie d'appoint nécessaire existe, on fera bien de retirer les petites coupures. Cette circulation unique de petits papiers crasseux, déchirés n'est pas faite pour donner confiance. Nos paysans les raillent eux-mêmes. Ils savent cependant mieux que personne qu'il y a autre chose dans le pays. Chacun d'eux a sa réserve. Chacun d'eux conserve par devers soi au moins quelques pièces d'or. Le maire,

l'instituteur, l'institutrice, la propagande des journaux en ont décidé quelques-uns à changer leur or. La commune en a ainsi déposé environ pour 6.000 francs à la Banque de France de Bergerac. Ce n'est certainement pas la moitié de celui qui existe encore.

*
* *

Nous avons ici un monde tout particulier. Etrangement sensitif. Les nerfs sont à fleur de peau. Exaspérés encore par l'état de guerre. En même temps très résistants, endurcis à toutes les tâches journalières et prêts à tous les efforts, même aux plus longs et aux plus durables. Mais aussi bien pour tout ce qui n'est pas habitude et qui touche un sentiment, capables de prendre tout de suite feu. Ils supportent sans se plaindre les plus durs labeurs; ils acceptent patiemment la maladie, mais le moindre sang qui coule, s'il ne leur fait pas chavirer le cœur, du moins excite leurs cris. Les hommes sont presque aussi nerveux que les femmes. La durée de la guerre les a tous fort éprouvés.
Ils sont à la fois très crédules et très défiants, très crédules à tout ce qui s'accorde avec le fond de leurs sentiments, très défiants, à peu près imperméables vis-à-vis de tout ce qui pourrait contrarier leurs partis pris. Chacun d'eux a les siens, chacun, comme ils disent, s'est fait « sa petite idée ». Et à peu près rien ne peut mordre là-dessus. C'est du silex dur. Quelles sont les principales de ces « petites idées » d'après lesquelles ils apprécient tout? De toutes les conversations qu'on peut avoir avec eux, voici celles qui se dégagent. Ils se gardent bien d'ailleurs de les exprimer clairement, parfois parce qu'ils n'en ont pas en effet la claire notion, souvent parce qu'ils s'efforcent de cacher les arrière-fonds de leur pensée.

Sont-ils patriotes? Sont-ils chrétiens? Il est difficile d'entendre de leur bouche une parole qui exprime une profession de foi. Ils ne veulent pas qu'on détruise leur église, ni qu'on supprime les cérémonies du culte, les sonneries de leur clocher; ils ne veulent pas non plus être Allemands, mais ils regimbent à l'idée d'être régentés par leur curé, ils rognent chaque année sur leur part contributive aux frais du culte et tant qu'ils peuvent ils se dérobent à l'impôt, au service militaire. Tout sacrifice leur est dur qui les atteint dans leurs intérêts.

Ils se défient de quiconque n'est pas tout à fait comme eux. On en voit ici même un curieux exemple. Les gens des villages, qu'on appelle les « villageois », sont jaloux des gens du bourg, qu'ils appellent les « bourguignons ». Le bourg n'a pas un seul conseiller

municipal, aussi le conseil a-t-il refusé obstinément de voter les 36 francs nécessaires à l'entretien de deux lampes électriques pour l'éclairage de la grand'route dans la traversée du bourg. Il s'oppose à l'installation d'un bureau de poste parce qu'il serait plus à la portée des « bourguignons » que des « villageois ». Les plus simples considérations de l'intérêt général dépassent l'entendement dès qu'elles paraissent profiter à ceux que l'on n'aime pas. Cette défiance que les laboureurs ont pour les artisans du bourg, ils l'ont aussi pour les ouvriers de la ville, mais incomparablement plus forte encore pour quiconque paraît s'élever au dessus d'eux, avoir un genre de vie différent pour ceux qu'ils appellent « les riches » et par-dessus tout les nobles. J'ai cité l'année dernière, ici même, une conversation instructive[1]. Nous sommes une contrée féodale où abondent les châteaux. C'est sous les espèces du noble que le paysan se représente l'ennemi social, l'oppresseur toujours possible, et son animadversion générale vis-à-vis du riche et du prêtre n'est que l'expression de celle qu'il nourrit vis-à-vis du noble. Le riche, par ses opinions, par ses relations, forme clan avec la noblesse, si même, comme il advient si souvent en nos pays, il ne parvient pas, à l'aide de quelque modification de nom, à en faire tout à fait partie.

Si parmi nos « mauvais bergers » quelques-uns par leur fortune ou même par leur naissance faisaient partie de la classe suspectée, ils n'ont conquis la faveur du peuple qu'en se séparant très nettement de leurs pairs ou même de leur famille. Ils ont rompu les amarres, ce qui explique leurs extravagances. Et comme ils n'ont agi d'ordinaire que par faiblesse ou par ambition, sans aucun idéal d'ordre supérieur, on les a vus soumis à tous les caprices, dociles esclaves des partis extrêmes, toujours prêts à l'injustice et à la persécution.

Ainsi nous voyons le sentiment de la classe sociale à laquelle ils appartiennent constituer ce qu'il y a de plus profond dans le sens social de nos paysans. Ce n'est là qu'un ensemble de tendances, d'attractions, de répulsions, de défiances, tout près de se traduire en doctrines. La « conscience de classe », au sens où l'entend le socialisme, n'existe pas encore très nette, elle est sur le seuil.

*
* *

Ceci va nous aider à comprendre les sentiments de nos paysans sur la guerre. Et d'abord, tout ce qu'on a pu leur dire de la pré-

[1] *Correspondant*, 25 septembre 1914, p. 968.

paration de l'Allemagne, de l'évidente agression de Guillaume II n'a rien changé à ces idées folles que M. X. s'efforçait de combattre l'an dernier. M. X. et tous les autres ont perdu leur peine. La plupart ici restent convaincus qu'il y avait en France un parti qui voulait la guerre et qui, s'il ne l'a pas déclenchée lui-même, a eu du moins une part au déclenchement. Chaque fois que j'ai voulu dire ces jours-ci, en réponse aux lamentations sur la durée de la guerre : « Sans doute c'est un malheur, mais qu'y faire? C'est Guillaume le coupable. Il faut donc lui résister et le punir. Aucun Français n'a voulu cette guerre »; chaque fois je n'ai eu d'autre réponse que le silence. Un exalté est allé même jusqu'à dire : « Après cette guerre il faudra en faire une autre. » Il faut reconnaître qu'il n'a guère éveillé d'échos.

On comprend cependant que nous avions eu tort de ne pas nous préparer. On reconnaît qu'il fallait le service de trois ans. Mais on ne consent pas à condamner ceux qui se sont opposés au rétablissement des trois ans. Le tort avait été de voter le service de deux ans. On fait, par un glissement habile, remonter la faute plus haut, assez haut pour qu'on ait oublié les noms.

De même nous manquions d'artillerie lourde. Et tous ici conviennent que si nous en avions été pourvus nos départements n'auraient pas été envahis. Mais qui pensez-vous que l'on considère comme responsable? — L'état-major qui, selon eux et selon les journaux qu'ils lisent, n'aurait pas réclamé l'artillerie lourde. Ainsi les militaires se trouvent chargés et les autres innocentés.

Il y a eu des généraux mis en non-activité. Des fautes ont été commises, l'explication la plus populaire est la trahison. Je me suis efforcé, l'autre jour, pendant près d'une heure, de faire entendre à un maçon, qui pourtant n'est pas un sot, qu'aucun général ne peut avoir un intérêt quelconque à servir nos ennemis, que partout il peut y avoir des erreurs et des malfaçons, que l'âge, la fatigue et enfin une défaillance intellectuelle suffisent à expliquer bien des fautes, il n'a pas cessé de répondre :

— Tout ce que vous voudrez, mais rien ne me tirera de la tête qu'il y en a qui voulaient servir l'Allemagne.

— Pourquoi?

— Je ne sais pas, mais ça doit être.

Une des questions qui leur tiennent le plus à cœur est celle des « embusqués ». Ils comprennent très bien que ni les ouvriers qui travaillent dans les usines où se fabriquent les munitions, ni les automobilistes ne sont pas des embusqués. Mais ils soutiennent qu'à Bergerac et à Périgueux, il y a des jeunes gens qu'ils connaissent, qui viennent en permission et qui, depuis le 2 août 1914,

n'ont pas quitté le dépôt. J'ai reçu moi-même une lettre, — anonyme, hélas! — me demandant de combattre les embusqués. Ils accusent les capitaines des compagnies. On leur fait observer que les sous-officiers seraient aussi puissants, mieux outillés même que les capitaines, on leur cite des exemples. Ils paraissent accepter ce qu'on leur dit. Cinq minutes après, les seuls responsables redeviennent les capitaines.

Pour ce qui est de la guerre proprement dite, inutile de dire que tous ici la trouvent longue. Ils se demandent avec anxiété s'il y aura une campagne d'hiver. Ils ne paraissent cependant accuser de la longueur des opérations personne autre que nos ennemis. Ils approuvent qu'on temporise pour ménager leurs enfants. Mais ils redoutent les forces adverses. Tous les hommes qui restent encore ont dépassé quarante-six ans, tous ont donc vu nos défaites de 1870, ont respiré l'atmosphère humiliante. Ils ont gardé comme dans leur chair l'impression de la puissance victorieuse. Joignez-y l'habitude du paysan de ne paraître jamais content, de toujours se plaindre. Ils seraient donc plutôt pessimistes. On a dit tant de mal de l'orgueil français que cet orgueil a fini par disparaître, et non seulement en ce qu'il avait d'exagéré, mais même dans ce qu'il avait de raisonnable et de justifié. Le peuple de nos campagnes n'a jamais été très fier. Il était pour cela trop près de la glèbe et des antiques servages. Mais il l'est moins que jamais. Je ne sais s'il a été jadis très sensible à tout ce qui touche l'honneur national. Aujourd'hui, il ne l'est guère. Il est infiniment plus sensible à ce qui menace ses intérêts, son bien-être. « Ah! Monsieur, me disait l'un d'eux, quand même nous serions vainqueurs, ce ne sera plus jamais comme avant. Tout sera plus difficile. »

*
* *

Il ne faudrait pas tirer de ces observations une conclusion découragée. Quelles que soient leurs timidités, leurs appréhensions, aucun d'eux ne voudrait délibérément rompre le combat. Peut-être tout au fond d'eux-mêmes, n'osant imaginer la victoire, ont-ils l'obscur désir de la paix, mais ils éprouvent contre la défaite, contre la soumission au vainqueur une révolte plus forte encore. Ils acceptent donc sans enthousiasme, avec résignation la continuation, la longue durée de la guerre, comme, il y a un an, ils ont accepté la guerre même. Ils redoutent toutes les souffrances inhérentes à l'état de guerre : l'absence des fils, des maris se fait durement sentir et on tremble pour leur vie, il faut se donner beaucoup de mal pour n'arriver pas tout à fait à les

remplacer ; à l'aisance presque générale la gêne succède. Pourtant cette gêne n'est pas famine, pas même disette. Le train de vie, la nourriture, l'habillement n'ont pas eu sensiblement à se modifier. On n'a dû jusqu'ici retrancher que du superflu. Rien n'est changé dans la vie ordinaire, sauf que la plupart des choses ont renchéri, mais ce renchérissement n'est pas tel qu'il supprime la possibilité d'achat. A ceux qui s'en plaignent il suffit, pour les réconforter et faire cesser leurs plaintes, de leur exposer l'état économique de nos ennemis, le blé, la farine, le pain rationnés chez eux et la viande même chez les Autrichiens. Tout pesé et en fin de compte, à aucun prix ils ne veulent être ni les sujets ni les vassaux du Kaiser. Aucun d'eux ne consent à être Prussien.

On pouvait redouter que la venue des permissionnaires n'excitât la sensibilité des femmes, épouses ou mères, ne donnât lieu à quelques manifestations de mauvais esprit, et, du moins à l'heure des nouvelles séparations, à quelques scènes pénibles. Il n'en a rien été. Ceux qui, encore dans les dépôts, obtiennent sous divers prétextes d'assez fréquentes permissions, demeurent dans leurs familles et ne circulent pas beaucoup ; assurés de revenir bientôt, leur départ n'a rien de très dramatique. Tout au plus leurs allées et venues peuvent-elles exciter la jalousie des familles dont les fils combattent. Quant à ceux qui reviennent du front, qui ont connu les fatigues et les dangers, ils ont apporté dans le pays tout un courant de vaillance et de bonne humeur. Plus ils ont peiné, plus ils ont été exposés, plus ils ont d'entrain. Ceux qui sont venus se sont battus à Charleroi ; ils ont suivi, après, la retraite ; ils ont participé à la victoire de la Marne, ils ont passé l'hiver dans les tranchées. Ils racontent tout cela simplement sans une plainte, sans une exclamation, comme ils raconteraient une excursion, une promenade, un voyage, une aventure quelconque. On ne dirait même pas que notre ruisseau, le Caudou, se jette dans la Dordogne, laquelle, comme chacun sait, va mêler ses flots à la Garonne. Pas la moindre exagération gasconne. Les parents qui s'apprêtaient à les plaindre sont ébahis. D'autant que leurs uniformes sont propres et à peu près neufs, leur mine réjouissante. Ils sont et paraissent en très bon point. « *Soun pa gourlos*, — ils ne sont pas grêles, maigres », disent les mères. Et cette bonne mine, autant que la bonne humeur, rassérène les cœurs. Aussi les départs n'ont ils présenté rien d'attristant. Il y a eu certes des pleurs dans les yeux, mais ces jeunes gens ont apporté, ont exigé le sourire. Oh ! la vaillante jeunesse ! Et qu'ils valent mieux que leurs aînés, que tous ceux que l'âge retient au pays ! Ceux-ci, je le disais

tout à l'heure, sont déjetés comme des vaincus. Ces jeunes gens ont déjà l'attitude de vainqueurs.

*
* *

A ces raisons d'ordre élevé, il faut ajouter les autres. Les allocations accordées à presque toutes les familles des mobilisés, 80 sur 100, aident à supporter le mal en patience. Aux femmes qui étaient pauvres elles apportent la certitude du pain quotidien, la sécurité du lendemain qu'elles connaissent peut-être pour la première fois de leur vie : 1 fr. 25 par jour, ici, sans dimanches et sans chômage, c'est plus qu'aucune femme n'a jamais gagné. Ajoutez-y 0 fr. 50 par enfant au-dessous de 16 ans, cela fait des mois respectables. Mais il n'y a pas que les pauvres gens qui aient obtenu l'allocation. Des familles où le père est resté et travaille comme autrefois, d'où les jeunes gens étaient partis, la reçoivent; d'autres qui ont des terres au soleil, voire même un métayer. Ici l'allocation apporte l'aisance. Et à la campagne on sait trop bien calculer d'avance pour ne pas prévoir que lorsque les mobilisés rentreront dans leurs foyers, avec l'allocation disparaîtra une source fort appréciable de revenus. Tout cela senti, inexprimé, plus que nettement conçu. Mais sous-jacent néanmoins et s'ajoutant aux forces de résistance.

Et enfin on résiste d'autant mieux que, par l'habitude, l'épreuve est devenue moins sensible. Durant les premiers temps, ça été fort dur. Il y avait des places vides au foyer et dans les champs. Le cœur souffrait au foyer, et devant les champs l'esprit devenait inquiet. Comment les travaux se feraient-ils? Une année a passé, et les travaux se sont faits à peu près comme à l'ordinaire. Les femmes ont coupé la bruyère dans les bois pour la litière des animaux; elles ont labouré à la place des hommes. Elles ont acquis ainsi plus d'initiative. Peut-être même vont-elles au marché de la ville plus souvent qu'autrefois. Leur labeur plus grand leur a valu plus de liberté. Elles n'en abusent pas, d'ailleurs. Mais les choses se compensent. Dans les voitures encombrées du tramway, le samedi, jour de marché à Bergerac, on entend à peine parler de la guerre. L'an dernier c'était le sujet de toutes les conversations. Il y a eu accommodation, adaptation, accoutumance. Et l'accoutumance rend plus aisée l'endurance. L'habitude est conservatrice.

Dans plusieurs communes voisines, il y a eu des cantonnements. Les casernes regorgeant de troupes, on a dû en disséminer dans les campagnes. En général, ces hommes, presque tous territoriaux, ont gêné quelques habitants, mais ont enrichi les autres. Il y a eu

aussi quelques aventures morales, — ou le contraire plutôt — regrettables. Mais, dans leur ensemble, les communes où des soldats ont cantonné sont loin de s'en plaindre. Ici il y a eu à peine quelques passages de troupes en marches d'épreuves. Ni blessés d'ailleurs, ni réfugiés, ni prisonniers. C'est une chose curieuse : cette vallée parallèle à la plaine de la Dordogne, dont elle n'est séparée que par une ligne de coteaux large de 2 ou 3 kilomètres, paraît être à l'abri de tous les mouvements sociaux qui remontent la plaine. A la Révolution, aucun des châteaux qui dominent les coteaux de la vallée ne fut assailli, tandis que tous ceux de la plaine furent brûlés; en 1848, la plaine connut plus d'une journée de trouble, de panique; dans notre vallée, tout resta tranquille. Il faut laisser aux disciples de Tourville et de Demolins le soin de l'explication.

*
* *

J'ai retrouvé ici les mêmes voisins. Les X... sont là comme chaque année. Mais M. X... ne croit pas pouvoir reprendre ses causeries de l'an passé. Probablement personne n'y songe plus. Le curé n'est pas parti. Mais le chantre de l'église est mort. Comme il était en même temps menuisier, vitrier, peintre, colleur de papiers de tentures, son absence se fait vivement sentir. C'était, d'ailleurs, un homme d'une conscience et d'une élévation de sentiments rares en tous pays et dans tous les rangs sociaux. Son beau-père était un vieux royaliste, parmi les ouvriers le seul du pays, peu religieux d'ailleurs et ne fréquentant pas l'église. Mais pour tout le reste ayant conservé toutes les meilleures traditions. D'une politesse presque raffinée, il gardait en même temps une forte dignité. Avec lui, il était inutile de marchander, il disait le juste prix et il fallait s'y tenir. Car il n'acceptait pas le moindre rabais et plutôt que d'y consentir, sans éclat, très doucement, mais très fermement, il refusait ses services. Lui aussi cumulait divers métiers. Habitants de vieilles maisons, garnies de vieux meubles, nous avions tous, chaque jour, besoin de lui. Il avait appris à son gendre tout ce qu'il savait, il lui avait aussi transmis la politesse de ses manières. D'opinions politiques conservatrices, mais beaucoup plus vagues, le gendre était, en revanche, bon chrétien. Ce qui nous a valu pendant vingt ans d'avoir un chantre dont la vie n'était pas en contradiction avec son office. A l'église, le curé, l'harmonium, le chant des jeunes filles bien dirigé par une dame pieuse, suppléent assez bien à son absence, mais dans nos maisons, quand il y a un clou à planter, un carreau de vitre à remettre, ou un meuble à recoller, nous sommes assez en peine.

Pas de cordonniers non plus. Pour le moindre point à donner à une chaussure, et Dieu sait, quand il y a des enfants, si le cas revient souvent, il faut aller à Bergerac. Ce qui n'est pas non plus très commode. Car le tramway à vapeur, après avoir complètement cessé son service, ne l'a repris qu'en partie. Il ne passe qu'une fois par jour dans chaque sens. Le samedi seulement, on peut le même jour y aller et en revenir. Le charron est aussi mobilisé. Le charpentier le remplace tant bien que mal, comme il s'efforce de remplacer le menuisier.

Durant trois mois, cet hiver, la commune a manqué de boulanger. La boulangerie est ici tenue par trois frères. Deux sont partis dès les premiers jours. Le maire a obtenu tout d'abord pour l'un d'eux des sursis consécutifs. Enfin, en novembre le sursis fut refusé, la boulangerie fermée en même temps qu'un des deux moulins qu'exploite ce boulanger. Il fallut avoir recours aux communes avoisinantes : à des jours fixes, les charrettes de pain venaient au bourg sur la place et les femmes descendaient des villages chercher leur provision pour la semaine. On perdit ainsi force après-midi à des attentes, à des allées et venues. En février on obtint de l'autorité militaire un mobilisé boulanger, cependant notre boulanger était mis lui-même à la disposition d'une boulangerie civile. On s'aperçut enfin qu'il était assez convenable de désigner le propriétaire de la boulangerie à la place d'un étranger. Nous nous réjouissons de n'avoir pas à calculer minutieusement plusieurs jours d'avance quelle quantité de pain on pourra manger.

Nous avons avec les X. de grandes conversations. Nous échangeons nos renseignements et nous prêtons mutuellement nos journaux. Ils ont à cette heure deux fils et un gendre sur le front. Leur autre gendre, le capitaine, blessé deux fois, est encore en traitement. Les blessures de leur fils reçues l'an dernier, le 28 août, ne sont pas complètement guéries. Il a cependant repris du service. Eux comme moi sont frappés de l'incohérence de tous les détails que nous fournissent les lettres et les journaux. A Paris, même dans les milieux qui auraient pu être les mieux informés, cette incohérence m'avait déjà étonné. J'ai entendu des académiciens, voire même des militaires haut gradés, parler comme des portières. A la réflexion, cela n'est pas surprenant. Car chacun, taisant par discrétion professionnelle ce qu'il sait directement, personne n'a plus sur tout le reste que des renseignements fragmentaires et indirects. Un général de division ou même commandant de corps n'en sait pas plus, sur ce qui s'est passé hors de son secteur, que le moins militaire de nous tous. D'où il suit que le scepticisme s'impose. Autant les grandes lignes

de l'histoire de la guerre durant cette année sont claires, autant les détails sont vagues. Ceux que l'on connaît avec précision, par des relations officielles, on ne sait trop comment les relier les uns aux autres. Nous acceptons donc les communiqués, même les petites anecdotes racontées par des témoins immédiats, et en qui nous avons confiance, mais rien de plus. Dans le bavardage des journaux, à peu près tout est vain. Et il n'y a à peu près rien dans les reportages que nous lisons que nous n'eussions tout aussi bien pu écrire. Nous saurons, quand elles seront entrées en campagne, si elles y entrent, les intentions de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Grèce. Nous saurons de même, quand nous les verrons par terre, que tel ministre ou tel général était menacé. Nous consentons bien volontiers à ne rien savoir. Et nous avons confiance quand même. Confiance bien moins dans les hommes que dans notre étoile.

Cette guerre s'est déclarée en un tel concours de circonstances favorables que la sagesse la plus prévoyante aurait eu grand'peine à les réunir. Et ces circonstances sont précisément celles sur lesquelles nous ne pouvions rien. Ce qui était contre nous : insuffisance de préparation, insuffisance d'artillerie lourde, de mitrailleuses, de munitions, était précisément ce qui ressortit à la prévoyance des chefs du peuple ; ce qui a été pour nous : neutralité de l'Italie, résistance de la Belgique, alliance de l'Angleterre, erreurs de l'Allemagne, ne dépendait d'aucun homme. C'est une force qui a passé, cette force qui gouverne l'histoire et mène les hommes vers des buts qu'ils ne peuvent soupçonner, ce que nous, chrétiens, nous appelons Providence. Nous ne savons pas les desseins de Dieu, mais il semble bien qu'il ait encore des desseins sur nous et qu'il ne veuille pas la destruction de la France. Tout se passe au rebours des calculs humains. Non que je croie à un miracle subit, il n'y a pas un seul de ces grands événements historiques qui ne puisse s'expliquer naturellement, mais leur concours, leur arrangement, la réussite unique qui en résulte ne sont pas moins quelque chose de merveilleux. Je ne m'étonne ni de l'union de tous les Français, ni de la patience de nos soldats dans une lutte qui semble répugner à leur caractère, il n'y a pas là le moindre miracle : contre la menace évidente de l'agresseur, la réaction unanime était infaillible et ceux qui s'étonnent de notre adaptation à la guerre des tranchées paraissent n'avoir jamais observé la patiente ténacité de nos paysans. Et ce sont les paysans qui forment la majorité de nos soldats. Remuer la terre, ça les connaît; se terrer, pour l'affût, que de fois, durant de longues heures, ne l'ont-ils

pas fait? Ajoutez à cela l'excitation du risque, la saveur du triomphe, ce goût du péril et de la bataille que chaque Français porte dans le sang et vous comprendrez mieux que les heures passent rapides pour nos combattants, et qu'ils ne trouvent pas le temps long. Il n'y a pas de miracle français.

Il n'y a pas non plus de miracle belge, de miracle anglais, de miracle italien. Les Belges ont très bien compris que, s'ils se soumettaient aux volontés allemandes, ils devenaient à tout jamais des vassaux. Ils ont préféré risquer la ruine, la mort, plutôt que de perdre leur indépendance. Ce sont là des sentiments nobles mais qui n'ont rien d'incompréhensible ni rien de surnaturel. Les Anglais ont vu clairement que la vassalité de la Belgique, la ruine de la France menaçaient non seulement leur empire, mais leur existence nationale. Dès lors, ils ont oublié, pour sauver leur maison des flammes, leurs querelles intestines. Tout de même, les Italiens, avertis par les incidents intimes d'une alliance déjà longue, ne pouvaient pas se faire illusion : la France écrasée, l'Allemagne installée à Tunis ou à Alger, ils devenaient des vassaux et ils avaient, dans la Méditerranée, les plus dangereux voisins.

Il n'en reste pas moins que la clairvoyance simultanée et immédiate de ces trois peuples — et il ne fallait rien moins que cela pour nous éviter l'écrasement — se présente comme une réussite extraordinaire. Il est si rare que les volontés humaines s'accordent dans leur clairvoyance ! Telles sont les considérations qui, à travers toutes les fluctuations, toutes les lenteurs, entretiennent notre confiance. Elles sont confirmées d'ailleurs par toutes les données positives que nous avons et que le *Correspondant*, mieux qu'aucun autre recueil, je crois, a su réunir pour ses lecteurs.

*
* *

Nous n'usons avec nos voisins d'aucune de ces raisons. Les données positives sont trop complexes pour ne pas leur échapper et les considérations d'un ordre plus haut ne les touchent guère. Il suffit avec eux d'insister sur deux ou trois points, surtout sur la supériorité des Alliés en nombre d'hommes, en ressources financières. Ils ne saisissent pas toujours bien la portée des chiffres, mais ils comprennent que notre confiance s'appuie sur de solides réalités. Et enfin, vient le grand, le définitif argument qui emporte tout. N'aurions-nous pas toutes les chances pour nous, il faut encore aller jusqu'au bout, tenir jusqu'à la victoire, parce que si nous étions écrasés, nous serions Prussiens, et si nous traitions sans les avoir vaincus nous resterions toujours exposés à de nouvelles attaques. Aucun ne résiste à ces simples raisonne-

ments. Ils les entendent répéter sans cesse et par des bouches qui rendent d'ordinaire des oracles fort différents. L'instituteur, le curé, le maire sont ici d'accord. Et il faut reconnaître que tous ceux qui peuvent avoir quelque autorité s'emploient de leur mieux à maintenir la solidité de l'esprit public.

Cet esprit est, sans doute, comme nous venons de l'exposer, formé d'éléments divers et même contraires. La patience est faite d'une sorte d'équilibre qui pourrait devenir instable. Nos paysans s'aperçoivent qu'on les a souvent trompés. Je ne crois pas qu'ils aient dorénavant grande confiance en personne. Ceux mêmes à qui avant la guerre ils donnaient leurs votes, à qui ils ont encore volontiers recours dans l'espoir d'obtenir quelque faveur, ne sont pas crus aveuglément. Une immense défiance règne. C'est l'unanimité des journaux, la répétition constante des mêmes fermes résolutions qui empêchent l'équilibre de se renverser. Rien donc ne serait plus désastreux que de rendre toute leur liberté aux journaux. Ici, tant que la *Liberté du Sud-Ouest*, la *Petite Gironde*, la *France du Sud-Ouest* diront constamment la même chose, quelle que soit la diversité de ton et d'accent, tant qu'ils répèteront tous les jours qu'il faut tenir, on tiendra. En dépit de toutes les angoisses, de toutes les craintes, de la fatigue, de la gêne et même des privations, un sentiment obscur persiste, très puissant bien que très voilé, bien que tout à fait inhabile à se formuler, c'est qu'on ne veut pas devenir Prussien, subir la violence de l'étranger. Tous comprennent qu'une paix prématurée ne finirait rien, que tout serait dans très peu d'années à recommencer et probablement dans de pires conditions. Il faut donc persévérer et durer. Personne ne se refuse à ces conclusions. Je n'ai ni chez les hommes, ni chez les femmes rencontré aucune objection. Les plus loquaces disent : « Il faut bien ! » Les autres se contentent de baisser silencieusement la tête, par où ils marquent leur assentiment.

Mettez au clair ce sentiment et vous arrivez à ces formules : « Nous ne cherchons pas à opprimer les autres, mais nous ne voulons pas être opprimés ; nous ne nous battons pas pour conquérir, mais pour rester libres ; nous voulons la victoire non pour acquérir la gloire mais seulement pour garder l'honneur. » C'est de cette trame solide et ferme qu'est faite l'endurance de nos paysans et c'est la même qui, sur le front, transforme leurs fils en héros.

George Fonsegrive.

UNE RÉVOLUTION DANS LA GUERRE MARITIME

LES FLOTTES MILITAIRES DE DEMAIN

Les sous-marins et les aéroplanes ont entièrement révolutionné la guerre navale; aucune flotte ne peut se soustraire à l'œil de l'aéroplane et le sous-marin peut faire une attaque mortelle, même en plein jour. Ce qu'il nous faut, c'est une énorme flotte de sous-marins, d'aéroplanes et quelques croiseurs rapides.

Ainsi s'exprimait Sir Percy Scott dans sa lettre[1] qu'on doit toujours citer, dès qu'on veut parler de la marine moderne et de la guerre navale au vingtième siècle. Mais cet esprit si clairvoyant est allé plus loin encore : *L'introduction des sous-marins a, à mon avis, détruit l'utilité des navires naviguant à la surface.* L'auteur a souligné lui-même ces passages. Il ne s'agit donc pas d'une boutade, mais d'une proposition réfléchie, et énoncé aussi clairement qu'elle est conçue.

Quand le *Times* du 5 juin 1914 publia ce manifeste, qui porte la date du 15 décembre 1913, l'éditeur du grand journal anglais crut devoir, tant ces prophéties lui semblaient fantastiques, les faire précéder d'une sorte d'introduction où sont rappelés les services absolument exceptionnels rendus à la marine britannique, surtout pour l'utilisation de l'artillerie, par le vice-amiral Sir Percy Scott. Ainsi ce marin savant et pratique, cet homme qui a travaillé vingt ans de sa vie à faire produire aux canons de gros calibre embarqués sur les cuirassés, l'efficacité *(efficiency)* maximum, est le même qui, ce but atteint, nous déclare que le cuirassé a vécu.

Ces citations n'étaient pas inutiles avant d'exposer une doctrine

[1] Traduite en français et publiée par *le Yacht* du 1er août 1914.

nouvelle et qui peut paraître paradoxale, encore que ses principes remontent aux essais des premiers cuirassés. Nous différons, toutefois, de beaucoup de nos devanciers par les deux propositions suivantes dont nous comptons prouver l'exactitude dans ces pages :

1° Contrairement à ce qu'ont écrit les inventeurs de sous-marins, nous ne nous berçons pas de cette illusion que cet engin supprimera la guerre maritime, ou même qu'il va rendre impossible certaines de ces opérations. *Toutes les opérations de la guerre sur mer seront exécutées, mais elles le seront au moyen d'instruments nouveaux appropriés à chaque objectif.*

2° *Ces engins ne seront autres que le submersible en toutes ses variétés.* Ce n'est pas seulement le cuirassé qu'il chassera de la mer, c'est tout bâtiment de surface, même le contre-torpilleur, même le cuirassé rapide, qu'il contraindra de vider les océans les plus lointains.

La faculté de s'immerger, qui assure la rapidité de l'attaque et la soudaineté de la fuite, donnera au bâtiment de guerre qui en sera pourvu une supériorité sur le navire de surface encore plus écrasante que celle du vaisseau à vapeur sur le vaisseau à voiles, de la frégate cuirassée sur le vaisseau à vapeur en bois.

Cette vérité est en marche. Pour que la marine française se replace à l'avant-garde du progrès, il est souhaitable que nous lui fassions bon accueil et ne lui montrions pas le poing comme ont fait aux cuirassés de Napoléon III les loups de mer goudronnés entrés dans la marine sous Louis-Philippe.

I. — Opérations de la guerre maritime qui ont pu être exécutées par les sous-marins actuels.

Si nous reprenons, une à une, les opérations de guerre dont la nomenclature est donnée par Sir Percy Scott, nous trouvons qu'au cours du conflit de 1914-1915 *toutes* ont été exécutées ou tout au moins ébauchées par des sous-marins, avec assez de succès.

A. — Défensive.

1° *Attaquer les navires venant pour bombarder nos ports.* — C'est devant les sous-marins anglais que se retirent les cuirassés rapides allemands venus, le 3 novembre, bombarder la côte Est de l'Angleterre; l'escadre italienne paye, à deux reprises différentes, en juin et en juillet 1915, de la perte de l'*Amalfi* et du *Garibaldi*, ses tentatives audacieuses contre le littoral autrichien.

2° *Attaquer les navires qui viennent pour nous bloquer.* — Ici,

les exemples abondent : le 22 septembre 1914, le *U-9* coule toute une division de croiseurs-cuirassés anglais dans la mer du Nord, les *Aboukir*, *Hogue* et *Cressy*; le 28 du même mois, un de ses congénères torpille le *Pallada* dans la Baltique; le 2 janvier, le *Formidable* est coulé dans la mer du Nord ; le 28 avril, le *Léon Gambetta* est torpillé dans le canal d'Otrante... Malheureusement pour les Alliés, les sous-marins ont ici encore tenu leurs promesses, en rendant impossible tout blocus rapproché, et le blocus à distance est bien moins efficace.

3° *Attaquer les navires convoyant un corps de débarquement et les transports de l'ennemi.* — On a souvent proclamé qu'aucun transport de troupes alliées n'a encore été détruit. M. Laubeuf a fait, à ce propos, cette observation judicieuse, à laquelle doit souscrire tout esprit sans parti pris : « Si nous avons pu rapatrier nos troupes d'Afrique, c'est qu'au début des hostilités et pendant assez longtemps, les Autrichiens ne possédaient que quatre sous-marins, sans vitesse ni rayon d'action, qui ne pouvaient guère sortir de l'Adriatique. »

Nous apprenons, avec une satisfaction très vive, les exploits des sous-marins anglais qui coulent des transports turcs jusque dans la mer de Marmara (voir les journaux de la deuxième quinzaine de mai, notamment) et même jusque dans la Baltique (journaux des 16 et 27 mai).

On n'a pas oublié la perte du *Carthage*, sous les coups d'une torpille lancée par un sous-marin allemand (6 juillet); heureusement le *Carthage* était vide de troupes. Mais le 18 août on annonçait officiellement la destruction de l'affrété anglais *Royal Edward*, torpillé le 14 du même mois dans la mer Egée et qui transportait, outre son équipage de 220 officiers et matelots, un corps de troupes anglaises de 32 officiers et 1350 hommes.

Enfin, les cuirassés d'escorte n'échappent pas aux coups des sous-marins et c'est dans la Baltique encore que ceux de nos alliés ont envoyé par le fond le 4 juillet le *Pommern*, le 18 août, le cuirassé rapide *Moltke*, celui qui de tous les croiseurs de bataille allemands avait atteint la plus belle vitesse.

Les Russes eux-mêmes ont signalé la part considérable, pour ne pas dire prépondérante, prise par les sous-marins anglais à cette affaire si sérieuse qu'on a nommée la bataille de Riga. Outre le *Moltke* et le *Pommern*, nombre de bâtiments allemands de moindre importance ont sombré sous les coups de leurs torpilles.

4° *Attaquer les navires de la flotte de l'ennemi.* — Bien peu de *flottes*, à l'exception de la nôtre et celle-ci pendant les six pre-

miers mois de la guerre seulement, se sont promenées sur les mers depuis le début des hostilités.

Malgré sa vigueur et sa hardiesse, le vice-amiral Sir David Beatty a dû battre deux fois en retraite avec ses cuirassés rapides devant la menace des sous-marins allemands : le 21 août 1914, au soir de la bataille d'Heligoland et le 24 janvier 1915, à celle du Dogger Bank.

Avons-nous besoin de rappeler le torpillage de notre *Jean-Bart* le 21 décembre? celui du *Triumph*, puis la destructrion du *Majestic* les 23 et 27 mai 1915?

5° *Attaquer les navires qui gênent notre commerce.* — Il ne s'agit plus de croiseurs, puisque les derniers croiseurs-corsaires allemands ont été détruits par des bâtiments de surface. Les navires qui gênent le commerce des alliés sont des sous-marins allemands. Nous avons dit, dans notre article du 10 août dernier, comment on leur fait la chasse. Mais ces sous-marins ne semblent pas avoir renoncé à s'attaquer aux bâtiments de haut bord alliés qui maîtrisent le commerce allemand jusque dans les eaux les plus lointaines. Une dépêche au *Times*, datée du 7 juillet, a précisé l'intention des Allemands de disputer aux croiseurs anglais et français, par delà l'Atlantique, ce fameux « Empire de la Mer », jusqu'aux rivages de la patrie de l'illustre Mahan, son grand-prêtre. Les sous-marins allemands devaient, à cet effet, installer des bases aux îles d'Anticosti et de Belle-Ile, opération nullement irréalisable pour les bateaux dont la distance franchissable atteint 4 000 milles, même sans escompter les complaisances des « frères de la côte » soi-disant neutres.

B. — Offensive.

1° *Bombarder les ports ennemis.* — Ceci semblait jadis impossible, et M. l'amiral Fournier disait récemment devant nous que les sous-marins français n'avaient pas reçu d'artillerie parce qu'ils avaient été conçus, non pour attaquer à coups de canon les navires de commerce, mais pour détruire à coups de torpilles les bâtiments de combat. L'amiral ajoutait que, du jour où les sous-marins allemands s'étaient attaqués aux navires de commerce, ils avaient dû se montrer pour les reconnaître, et que dès lors le nombre de submersibles perdus s'était rapidement élevé.

Un sous-marin, du moins tel qu'on le concevait encore l'an dernier, semblait ne pouvoir porter qu'un petit nombre de pièces légères : des 65, des 75 ou des 76 enfin efficaces contre les cargos et les petits torpilleurs seulement. Cependant les derniers sous-

marins allemands ont au moins du 88 m/m, d'après les fragments d'obus ramassés sur la *Ville-de-Mostaganem* et sur l'*Aude*, coulés *à coups de canon* près d'Alger et d'Oran les 13 et 12 septembre, ce dernier en *sept* obus seulement (*Dépêche algérienne* du 13 septembre 1914). C'est, du reste, avec des 76 que, au commencement d'août dernier, les sous-marins anglais ont bombardé les quais de Constantinople, coupé une voie ferrée et fait sauter un wagon de munitions destinées à l'armée turque.

Le 16 août, entre 4 h. 30 et 5 h. 20 du matin, un sous-marin allemand lançait plusieurs obus sur les ports de pêche de Parton, Harrington et Whitehaven, situés sur la côte anglaise (ouest, par conséquent) de la mer d'Irlande, dans le comté de Cumberland, en face de l'île Le Man. Il n'y eut pas de victimes, mais des dégâts matériels appréciables, surtout ceux causés par les incendies allumés par les obus à Harrington et à Whitehaven.

2° *Bloquer les forces ennemies.* — C'est surtout à cela qu'on occupe, depuis l'ouverture des hostilités, les sous-marins des deux partis. Dans toutes les mers où se trouvent des sous-marins *en nombre suffisant*, les bâtiments de guerre ennemis sont obligés de se tenir enfermés dans les ports.

Les belligérants ne risquent tout au plus que leurs cuirassés prédreadnoughts (anglais et français aux Dardanelles, allemands dans la Baltique, italiens dans l'Adriatique), qu'ils considèrent, avec raison, comme à peu près sans valeur dans la ligne de bataille, au jour où celle-ci serait formée des dreadnoughts, enfin sortis de leurs abris impénétrables.

3° *Escorter les convois de débarquement.* — Cet objectif ne semble avoir été visé que par les sous-marins allemands dans la Baltique. Les sous-marins alliés ont été employés, de préférence, au barrage des détroits, ainsi que l'avait d'ailleurs prévu l'amiral Sir Percy Scott. Les convois de débarquement exigent de nombreuses escortes, et aucun des belligérants ne possède assez de sous-marins pour fournir celles-ci. En outre, les submersibles employés de part et d'autre au début de la guerre manquaient, presque tous, et de champ de vision et de vitesse, qualités nécessaires dans la guerre maritime, et surtout pour faire escorter un convoi, ce qui revient à faire le métier de chien de berger.

4° *Attaquer la flotte de l'ennemi.* — Les Austro-Allemands ne se sont pas acharnés à détruire dans les ports celles de leurs adversaires. Par contre, les sous-marins français, notamment le *Curie*, puis les italiens, ont été chercher les cuirassés autrichiens jusqu'à Pola et les ont torpillés avec plus ou moins de succès; les sous-marins anglais ont détruit dans la mer de

Marmara deux cuirassés turcs : *Messudieh* et *Barbaross-Haireddin*.

Ce chapitre de la tactique de Sir Percy Scott est, de beaucoup, celui qui a donné les moins bons résultats. Les obstructions et les défenses des ports semblent bien plus efficaces qu'il ne l'avait prévu. Nous devons ajouter aussi que les moyens d'attaque de ces défenses par des sous-marins ne paraissent pas avoir été sérieusement étudiés par aucun des belligérants.

5° *Attaquer le commerce de l'ennemi.* — Nous constatons que les Allemands n'ont pas hésité à se servir de leurs sous-marins pour cet usage. L'amiral Sir Percy Scott avait d'ailleurs prévu qu'ils franchiraient aisément la fragile barrière opposée par le droit des gens et les usages maritimes à des exploits qui ont été très justement, en certains cas, qualifiés de piraterie.

Au point de vue militaire, le blocus allemand des Iles britanniques pouvait et devait réussir s'il était exécuté par un nombre de sous-marins adéquat au nombre des ports à bloquer. Tel qu'il a été entrepris avec des engins insuffisants, comme nombre d'abord, comme qualité ensuite (ceci surtout l'hiver dernier), il ne pouvait donner que des résultats partiels et il en a donné, ainsi que les statistiques publiées par l'amirauté en fournissent la preuve. Rien ne serait plus facile, si j'en avais la place, que de faire la récapitulation de ces communiqués. Je conseille vivement cet exercice à ceux qui nient l'aptitude des sous-marins à tenir un blocus en pleines tempêtes d'équinoxe.

Ce qui sauve l'Angleterre et la France par contre-coup, ce n'est pas l'inefficacité des sous-marins allemands, c'est leur nombre insuffisant, étant donné la multiplicité des services qu'on exige d'eux.

Sir Percy Scott, lorsqu'il parle de blocus, ne semble pas avoir prévu le sous-marin mouilleur de mines. Celui-ci existait, cependant, en 1913, puisque les Russes ont commencé dès 1912, au chantier Nikolaïeff, le sous-marin mouilleur de mines *Krab* dont nous parlerons tout à l'heure. Sous le titre « Sous-marins allemands dans l'Atlantique », le *Journal* du 19 août 1915 raconte qu'un transatlantique espagnol, le *Fernando-Po*, allant de Liverpool à Cadix, a failli heurter une torpille de blocus dans le canal Saint-George. A son entrée dans l'Océan, il voit surgir un sous-marin allemand qui reconnaît la nationalité du paquebot, salue et disparaît.

Il y a un an, tous les journaux parlaient de sous-marins allemands mouilleurs de mines (août 1914). On trouvait de leurs produits dangereux jusque dans la mer d'Irlande sans pouvoir saisir le bateau qui les semait. L'une de ces mines faillit même couler

un des plus beaux superdreadnoughts, l'*Audacious*, dont l'aventure a été racontée tout au long par la *Rivista Marittima*, la *Vida Maritima* (espagnole) et le *Scientific American*, ce dernier recueil avec photographies à l'appui de ses dires. Ces champs de mines apparaissant inopinément sur tel ou tel point des eaux des alliés ne peuvent avoir été ensemencés que par des sous-marins spéciaux ou par des vapeurs neutres. Nous pensons, pour notre part, que les Allemands ont employé ces deux procédés.

Mais si rien n'était moins imprévu des techniciens que le sous-marin mouilleur de mines, par contre l'emploi d'un brave submersible Laubeuf comme dragueur de ces « saletés » était au moins inattendu. Et cependant, c'est ce qu'a fait le *Papin*, ainsi que nous l'apprend le récit suivant, daté de Toulon 13 août, et publié par les journaux du 16 du même mois : « Le *Papin*, étant en mission dans l'Adriatique, rencontra un champ de mines autrichiennes dont quelques-unes émergeaient. Après avoir détruit celles-ci, le *Papin* continua son exploration à travers le champ de mines, où ses hommes, plongeant avec une rare audace, parvinrent à couper les attaches d'une centaine de mines qui furent détruites. En outre, voulant conserver un témoignage de l'exploit du sous-marin, le commandant prit à la remorque deux mines, et alla au port italien faire constater sa capture. Après quoi il coula au large les dangereux engins. » Le lieutenant de vaisseau Cochin, commandant, et l'équipage du *Papin* ont été cités à l'ordre du jour de l'armée navale.

Cet exploit, qui pourrait être renouvelé à l'entrée des ports, montre que les barrages de mines ne suffiront plus à fermer ceux-ci aux submersibles. Il faudrait doter ces derniers de *sas*, système Lake ou autre, pour la sortie des scaphandriers, étudier un modèle d'appareil plongeur spécial, et pourvoir les sous-marins de cisailles à main, pour couper d'un seul coup les orins d'acier des mines sous-marines.

II. — Les flottilles de l'avenir.

Nous venons de rappeler que tous les genres d'opérations militaires peuvent être exécutés par des sous-marins et la preuve en est qu'ils l'ont été au cours du conflit actuel. Il s'agit de mettre le sous-marin en état de les accomplir dans les meilleures conditions possibles ; pour cela, il faut lui donner les armes convenant à chacune d'entre elles, et surtout augmenter sa vitesse tant en surface qu'en plongée. Ce double résultat ne peut être acquis, comme pour les bâtiments de surface, par un accroissement de

déplacement. On trouvera très vite la limite de celui-ci pour le submersible. Il faut donc : 1° le spécialiser; 2° perfectionner son moteur.

Tout bâtiment de guerre est un compromis, et le sous-marin l'est plus que tout autre, justement parce qu'il ne peut croître indéfiniment sans présenter des inconvénients très graves, ainsi énumérés par M. Laubeuf[1] :

a) Danger plus grand des inclinaisons longitudinales des bateaux lorsqu'ils sont en immersion, à cause de leur grande longueur. [C'est ainsi que plus une bascule de jardin est longue, plus les sièges placés à ses extrémités montent haut et descendent bas alternativement. Ainsi le sous-marin oscille autour de son centre de gravité, dans un plan longitudinal.] Le *Gustave-Zédé* ayant 74 mètres de longueur, une inclinaison de 8 degrés qui n'est pas rare, mettra son avant à 10 mètres plus bas que son arrière.

b) Tirant d'eau trop grand, aussi bien dans la position de navigation à la surface que dans la position de plongée. Le grand tirant d'eau à la surface ne permet plus de passer dans les petites profondeurs et expose le bateau à être attaqué même par les torpilles. Le grand tirant d'eau en plongée empêche (par fonds moyens) de passer sous la quille des navires ennemis, manœuvre nécessaire si le sous-marin, dans son attaque, se trouve trop près du navire qu'il vise.

c) Rayon de giration trop grand, ce qui peut être gênant et même dangereux pour les manœuvres d'attaque [ajoutons : et dans les combats entre sous-marins ou avec des destroyers].

d) Prix trop élevé qui empêche d'avoir un grand nombre de bateaux.

La question du tirant d'eau est, peut-être, la plus importante de toutes. Si un bâtiment de surface n'a besoin, pour se mouvoir, que de quelques centimètres de plus que la hauteur dont il plonge dans la mer, un sous-marin immergé réclame : 1° Une douzaine de mètres pour passer en sécurité sous les bâtiments de surface calant 9 mètres environ; 2° Sa hauteur totale, depuis la quille jusqu'au sommet du kiosque soit 8 ou 9 mètres pour un submersible de grandes dimensions. 3° Enfin, comme la ligne que décrit un sous-marin dans sa marche en immersion n'est pas une ligne droite, mais un sinusoïde, il n'est que prudent de se réserver 5 mètres de marge pour un grand sous-marin, total 25 mètres environ.

Si l'on abandonne la condition de pouvoir passer sous la coque de l'ennemi, on réduit à 15 ou 16 mètres la profondeur nécessaire à un *Gustave-Zédé*. N'oublions pas, en effet qu'une épaisseur de 3 mètres d'eau est indispensable pour protéger le submersible, avec certitude, contre les obus ordinaires. Pour un sous-marin

[1] *Sous-marins et submersibles*, p. 51.

de 10 mètres de hauteur totale et 100 mètres de long, c'est-à-dire déplaçant plus de 2000 tonnes, la profondeur sera d'au moins 30 mètres si l'on veut pouvoir passer sous un bâtiment ennemi et de 20 mètres, ou un peu plus, si l'on renonce à cette faculté, etc...

En augmentant ses dimensions le grand submersible devra renoncer à opérer près des côtes, son *aptitude géographique* sera singulièrement diminuée; bien des refuges, bien des passages lui demeureront interdits. D'ailleurs, s'il y a un grand intérêt à augmenter le déplacement des bâtiments de surface, pour améliorer leurs qualités nautiques et leur conserver leur bonne marche par grosse mer, cette condition n'existerait pas pour le submersible qui serait doué d'une grande vitesse en plongée. En effet, à 12 mètres de profondeur les vagues ne sont plus du tout sensibles, même par gros temps, et le bateau se meut dans un milieu presque tranquille.

En somme, il y a de très sérieux inconvénients à augmenter le déplacement des sous-marins au delà de ce qu'il est déjà (1250 à 1500 tonnes), et l'un des avantages principaux des grands bâtiments de surface, la bonne vitesse et la bonne tenue à la mer par gros temps, n'existerait pas pour le parfait submersible, même de petite taille. Dans ces conditions, il serait désirable de ne pas excéder les déplacements actuels, les plus élevés, soit 1100/1500 tonnes des *G* anglais et des nouveaux américains, et, en tous cas, de ne pas dépasser 2000 tonnes en plongée.

Les Allemands ont montré qu'avec de la volonté on peut faire de longues croisières sur des bateaux de 640/890 tonnes; l'habitabilité de nos grands submersibles classe *Fulton*, *Dupuy-de-Lôme*, de 840/1250 tonnes, etc., est encore meilleure. Mais même avec ces tonnages, comme la part réservée à la puissance militaire est très faible, (5 pour 100 environ du déplacement total en immersion), cela ne fait guère que 62 tonnes et demie pour un *Fulton*, 75 tonnes pour un sous-marin anglais classe *G*. Avec ce poids de 62 à 75 tonnes, on peut avoir une arme très puissante, *mais d'une seule espèce*, canon ou torpille. De même les autres éléments du bateau doivent être appropriés à la besogne qu'on compte exiger de lui. C'est un principe industriel qu'il faut spécialiser et l'outil et l'ouvrier.

M. l'ingénieur de première classe Mercier[1] a tracé un clair diagramme qui met bien en évidence la répartition du déplacement d'un submersible. En voici la traduction typographique :

[1] Six conférences sur le sous-marin faites en 1913 aux élèves de l'Ecole polytechnique. Paris, Paul Dupont, 1914, page 84.

Coque avec plomb et accessoires		40 pour 100
Eau des ballasts		30 pour 100
Armement militaire		5 pour 100
Propulsion	Plongée	16 pour 100
	Surface	9 pour 100

On voit tout de suite qu'un élément, le poids de la coque, ne peut être réduit. Celle-ci doit être robuste pour supporter sans fléchir des pressions de 4 et 5 atmosphères, car dans cette guerre les sous-marins alliés ont été obligés de descendre à 40 et 45 mètres de profondeur pour franchir certains obstacles défendant les passes des Dardanelles.

Par contre, le poids d'eau des ballasts, c'est-à-dire la *flottabilité*, pourra être ramené, dans certains cas, de 30 à 25 ou même 20 pour 100. En 1894, en effet, M. Bertin, alors directeur à Toulon, chargea M. l'ingénieur Leflaive de prendre le *film cinématographique*, comme nous dirions aujourd'hui, d'un torpilleur lancé en vitesse par grosse mer[1]. Les épreuves permirent de calculer des variations de déplacement de 10 à 20 pour 100 dans le tangage, soit des surimmersions de 1 à 10 pour 100, et de constater que le rapport entre les œuvres mortes (la partie du bateau hors de l'eau) et la carène immergée n'est pas descendu au-dessous de 20 pour 100.

Nous n'admettons pas qu'on puisse rogner quoi que ce soit du 25 pour 100 consacré aux deux moteurs. La vitesse à laquelle cet exposant correspond est trop faible pour être réduite. *La vitesse est la qualité primordiale de tout bâtiment de guerre.* Le submersible, bâtiment de combat par excellence, doit tendre vers la vitesse maximum tant en surface qu'en immersion.

Nous venons de voir que nous ne disposons que de 5 pour 100 du déplacement total pour l'armement militaire, et que ce faible disponible oblige à spécialiser cet armement. Faut-il suivre à l'extrême le principe posé par Gabriel Charmes et n'installer, sur chacun de nos bateaux, ou que des torpilles ou que des canons ? Ne soyons pas plus royaliste que le roi. Gabriel Charmes, lui-même, mettait une hampe à torpille portée sur ses torpilleurs armés de mitrailleuses, et deux tubes lance-torpilles sur ses canonnières de 14 centimètres. Nous nous bornerons à faire largement prédominer une arme sur une autre en lui consacrant 4 ou 4 1/2 de notre 5 pour cent attribué à l'armement. Cela suffira pour l'adapter dans d'excellentes conditions au travail qu'on attend de cette arme principale.

[1] La *Marine Moderne*, page 147.

Le surplus nous sera d'ailleurs nécessaire : conçoit-on aujourd'hui un bâtiment de flottille, sous-marin ou autre, dépourvu de canon léger pour se défendre contre un aéroplane ? pas plus, ce me semble, qu'un cavalier, un canonnier servant, un sapeur ou un aérostier sans carabine. Nos submersibles auront donc tous une carabine, c'est-à-dire au moins une pièce légère de 47, 65 ou 75 à tir vertical. De même nos submersibles armés de bouches à feu de gros calibre auront un ou deux tubes lance-torpilles de faible diamètre (381 millimètres) pour se débarasser d'un destroyer, d'un petit croiseur ou même d'un *submersible ennemi*.

Voyons maintenant comment les types seront spécialisés. Il existe déjà :

1° *Des submersibles torpilleurs gardes-côtes.* — Ce sont tous les submersibles de moins de 600 tonneaux en immersion. Les types nouveaux, à grande vitesse, qu'on pourra construire, ne devront pas dépasser ce tonnage. Leur ennemi étant le bâtiment de surface maximum, le superdreadnought, ils devront recevoir la super-torpille, celle de 55 ou 60 centimètres, dût-on diminuer le nombre des tubes de lancement et même celui des torpilles en réserve.

2° *Des submersibles torpilleurs autonomes.* — Nos *Dupuy-de-Lôme* de 830/1250 tonnes, les *G* anglais de 1500 tonnes, etc... Eux aussi sont des torpilleurs. Ils peuvent recevoir la mission d'aller forcer l'entrée des ports ennemis. Ne les agrandissons plus pour qu'ils puissent passer sur les fauts fonds de la Baltique. Leur arme doit être aussi la torpille maximum. Mais, comme leur excellente stabilité à la surface leur permet de tirer avec précision, laissons-leur de petits canons en attendant les pièces de 15 centimètres courtes du commandant Geynet avec lesquelles ils combattront avantageusement les grands contre-torpilleurs de surface, n'eussent-ils qu'un de ces canons.

3° *Des submersibles mouilleurs de mines*[1]. — Le type russe

[1] Un bon mouilleur de mines, dit le commandant Geynet, doit être un bâtiment très rapide, ayant le moyen d'opérer *vite et discrètement*. Or, sur mer, comme il n'y a pas d'obstacles, de couverts permettant de s'approcher en rampant, nous sommes obligés de rechercher une invisibilité relative dans les petits tonnages. Si, cependant, il y a en mer un moyen bien supérieur que sur terre de dérober ses mouvements, c'est de naviguer sous l'eau. Le mouilleur de mines idéal est donc le sous-marin. Il faut donc construire des sous-marins mouilleurs de mines; ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité vitale. Il ne faut pas essayer de placer des mines sur des sous-marins lance-torpilles, la spécialisation de l'outil est seule capable de donner des instruments parfaits. (« Le contre-torpilleur », *Revue maritime* de juin 1912, p. 153.)

Krab nous semble à recommander. En tous cas, il ne faudra pas dépasser 1000 tonnes, dût-on, pour embarquer plus de mines, réduire à 20 pour 100 la flottabilité. Ce ne sont d'ailleurs pas les mines qui pèsent bien lourd, mais leur *crapaud*, puisque les mines elles-mêmes ont une flottabilité positive.

Nous aurons demain :

5° Le *submersible monitor* ou *submersible de bombardement*, armé d'un obusier de gros calibre. Il serait à désirer qu'il ne dépassât pas, lui aussi, 1500 tonnes en immersion, mais il est probable qu'il atteindra 2000 tonneaux. Il portera une pièce courte, à tir courbe de gros calibre du modèle de la guerre, et un ou deux lance-torpilles de 381 millimètres.

8° Le *submersible-croiseur*. — A la fois éclaireur, destructeur de commerce, bâtiment léger chargé de missions spéciales, telles que destructions de sémaphores, de lignes de chemin de fer longeant le littoral, etc., etc. Il atteindra, lui aussi, un déplacement de 1500 tonnes en plongée, amplement suffisant pour porter deux obusiers légers de 105 ou de 155 (guerre), ou encore mieux, une pièce à trajectoire tendue, pour arrêter les bâtiments de commerce, et un obusier de 155 pour bombarder les postes isolés. On pourra, comme suprême ressource, lui attribuer aussi deux tubes lançant des torpilles de 381 millimètres[1] qui sont suffisantes pour désemparer un cuirassé et couler un cargo armé récalcitrant, ou même un petit croiseur.

7° Enfin le *submersible-transport*, apportant à ses congénères du pétrole, des vivres, des rechanges, jusque sur le lieu des opérations. Peut-être pourra-t-on économiser, non seulement les 10 pour 100 de sa flottabilité, et les 5 pour 100 de son armement, mais encore 5 pour 100 sur son moteur de surface. Le 20 pour 100 disponible appliqué à un déplacement de 2000 tonnes attribue au submersible une capacité de transport de 400 tonneaux, qui est déjà très appréciable.

Mais les praticiens, ceux qui, en France et à l'étranger construisent le « sous-marin de type courant », ne manqueront pas de nous faire les objections suivantes. Les plus grands sous-marins en chantiers ne dépassent pas 1500 tonnes. Or les vitesses maxima sont pour notre *Gustave-Zédé*, comme pour les sous-marins allemands des derniers types (*U-52* par exemple) de 20 nœuds *au*

[1] Nous avons un énorme approvisionnement de torpilles de 381. Il provient de nos torpilleurs antérieurs au 295 et de nos vieux contre-torpilleurs de 300 tonneaux. Il nous reste même des 35,6.

plus en émersion et 10 à 12 nœuds en plongée, pour un déplacement d'environ 1100 tonnes en immersion.

Il est vrai. Mais tous ces bateaux ont deux moteurs, l'un thermique, Diesels ou vapeur pour la marche en surface, l'autre électrique pour la plongée. Il résulte de ce compromis que le bâtiment traîne toujours un moteur débrayé, *c'est-à-dire un poids mort;* quelle que soit la position où il navigue il n'utilise jamais qu'une fraction du poids consacré à sa puissance motrice, soit 9 pour 100, soit 15 pour 100.

Le moteur électrique, dont les qualités militaires (marche silencieuse, absence d'échappement sous l'eau) sont indéniables et l'ont fait adopter, est, sous tous les rapports, le plus incommode, le plus dangereux peut-être, en tous cas le plus lourd des moteurs pour l'effort donné. Il pèse 80 kilos par cheval développé au frein, alors qu'on construit des moteurs à vapeur alternatifs, pour sous-marins, qui ne pèsent que 10 kilos par cheval. Ses accumulateurs au plomb, ou même alcalins, dégagent des vapeurs incommodes, voire des gaz toxiques (oxyde de carbone); ils produisent parfois des projections d'acide sulfurique, sont lourds, encombrants, développent par leurs gros induits une chaleur intenable, et tous ces inconvénients sont acceptés pour pouvoir filer 8 à 10 nœuds sous l'eau pendant moins de deux heures ou 5 nœuds pendant une journée.

Les moteurs à air comprimé, excellents pour les torpilles, ne permettent pas un long rayon d'action et marquent la route du sous-marin par un sillage à la surface tracé par les bulles du gaz détendu. Tous les moteurs à combustion interne ont le même inconvénient et de plus consomment beaucoup d'air. On leur reproche, en outre, d'exhaler de l'oxyde de carbone. Les moteurs à explosion ont les mêmes défauts. Ils sont, de plus, assez bruyants et les vapeurs de benzine, gazoline, etc., sous-tendues dans l'air ont intoxiqué des équipages et, en d'autres cas, produit des explosions.

Ajoutons que, dans l'état actuel de la science française, il ne semble pas qu'on puisse dépasser 1200 à 1500 chevaux avec un seul groupe Diesel, donc 3000 chevaux avec deux groupes et il faut 4000 chevaux à un *Zédé* pour donner 19 nœuds. Peut-être la *Néréïde* résoudra-t-elle le problème... En tout cas, pour donner 1200 à 1500 chevaux, le moteur doit multiplier ses cylindres (six sont nécessaires pour 1200 chevaux), donc les chances d'avaries, et par conséquent encore augmenter de volume et de poids, bien plus que la machine à vapeur qui ferait cette puissance aisément, et même 2000 chevaux, avec 3 cylindres seulement.

Il semble bien qu'il n'y ait, pour le submersible de 1000 tonnes et plus, qu'une solution pratique : le *moteur à vapeur*. Nos ingénieurs, à défaut de Diesel marchant *sûrement* l'ont adopté, d'abord pour le nouveau *Gustave-Zédé* de 800/1070 tonnes, puis pour les grands bateaux de 840/1250 tonnes *Dupuy-de-Lôme*, *Sané*, *Fulton*, *Lagrange*, *Laplace*, *Regnault*, *Joessel*, qui venaient d'être mis sur cales quand la guerre a éclaté.

Ce moteur de surface devait être à turbines, avec engrenages réducteurs de vitesse (on fait maintenant des engrenages silencieux n'absorbant que 2 pour 100 de la puissance qu'ils doivent transmettre) et permettant ainsi l'emploi d'hélices de grand diamètre, donc de bon rendement. Mais le moteur électrique doit être conservé pour la plongée et l'on n'en attend que 11 à 12 nœuds de vitesse.

Or il existe une solution du *moteur unique à vapeur* utilisant pour la propulsion soit à la surface, soit en plongée, tout le poids consacré aux appareils moteurs dans l'équation du déplacement. Il en résultera forcément une plus grande vitesse et sous l'eau et à la surface. La vapeur serait fournie au moteur (turbines de préférence) par la chaudière accumulatrice Maurice, inventée en 1898 et expérimentée en 1912 et 1913 sur le bâtiment d'expérience de 358/450 tonnes *Charles-Brun*, conçu dès 1906.

Les dispositions de cette chaudière sont, bien entendu, tenues secrètes. Voici ce qu'a publié, à son sujet, M. l'ingénieur de 1re classe Poincet dans une conférence faite le 5 juin 1913 aux élèves de l'Ecole polytechnique (ouvrage cité) :

> [La chaudière Maurice] est une chaudière tubulaire dont les tubes seraient à double enveloppe : dans l'espace annulaire desdits tubes, on a logé une matière *accumulatrice*, mélange dûment dosé de produits faciles à trouver dans le commerce. Cette matière emmagasine des calories, grâce à sa chaleur spécifique, d'une part, et aussi, un peu, grâce à sa chaleur de fusion, d'autre part. Elle restitue ensuite ses calories à la demande du régime de marche du bâtiment immergé.
>
> La charge s'effectue automatiquement en surface pendant que le bâtiment navigue. Au bout d'un temps relativement fort court, les échanges entre les gaz de la combustion et l'eau à vaporiser se font, pour ainsi dire, comme si la matière arrivée à un équilibre de chaleur maximum n'existait plus, et l'on peut marcher en surface aussi longtemps qu'on le désire en traitant l'appareil identiquement comme un appareil à vapeur ordinaire ; inversement, sitôt les feux éteints, les cheminées rentrées et les panneaux fermés, la vapeur produite par l'accumulation va travailler dans les machines exactement de la même façon que dans le régime de propulsion en surface.

Le *Charles-Brun* a, d'après M. Poincet, réalisé près de 14 nœuds en émersion (le *Yacht* lui a même attribué 15,8 nœuds), il a fait

plusieurs plongées de plus de quatre heures, au cours desquelles la chaleur a été très supportable, plus même que dans un sous-marin électrique, dont les gros induits développent beaucoup de chaleur rayonnante. Non seulement, en effet, les chaudières du *Charles-Brun* sont soigneusement isolées, mais encore tous les appareils de manœuvre de la machine sont munis de commandes à distance. Le moteur peut donc être conduit d'un compartiment autre que celui où il est installé.

Nous ignorons la vitesse en immersion du *Charles-Brun*, mais nous sommes fondés à penser qu'elle a dû atteindre plus des deux tiers de celle obtenue à la surface, c'est-à-dire au moins 10 nœuds. Si notre hypothèse est exacte, un submersible type *Dupuy-de-Lôme*, de 1 250 tonnes et 21 nœuds, doté du moteur unique avec chaudière Maurice filerait au moins 15 nœuds en immersion, vitesse qu'aucun sous-marin n'a jamais atteinte.

Mais, nous dira-t-on, le moteur à vapeur a bien des inconvénients : il est bruyant — sa fumée dénonce au loin le bateau qui le porte — enfin il ne part pas à commandement, et ne donne donc pas en quelques instants toute la puissance dont il est capable.

Nous avons réponse à presque toutes ces objections.

Si les machines alternatives sont quelque peu bruyantes, la turbine à vapeur ne l'est pas beaucoup plus que le moteur électrique. En outre elle tient peu de place. Une turbine de contre-torpilleur de 10 000 chevaux et 700 tours n'a guère que 2 mètres de diamètre et 6 mètres de longueur, dimensions qui permettent aisément de la loger sur un submersible de 1 200 tonnes. Or, on ne peut donner à ce même sous-marin un moteur électrique de 3 000 chevaux, parce que son rotor aurait un tel rayon qu'on ne pourrait l'inscrire dans le diamètre de la coque, et en raison, d'autre part, du poids excessif de la source d'énergie qui est constituée par les accumulateurs.

Au sujet de la fumée, nous avons demandé l'avis d'un ancien capitaine de sous-marins, et cet officier, qui commanda notamment le *Narval* pendant dix-huit mois, nous a fait cette réponse : « Quand je voyais de la fumée, j'appelais mon second-maître mécanicien, et je lui montrais la cheminée : « Il y a quelque chose qui ne va pas, lui disais je, tâchez donc d'arranger cela. » Mon brave homme redescendait, tripotait ses registres et parvenait par tâtonnement à régler la chauffe. Une chaudière à pétrole qui fume, c'est une lampe qui file. Il faut monter ou baisser la mèche, augmenter ou réduire l'admission de l'air... Et puis, dans la Manche et la mer du Nord, la fumée se confond souvent avec le brouillard et ne peut être aperçue de loin... »

La chaudière accumulatrice Maurice conserve-t-elle de la chaleur, et par conséquent de la vapeur, pendant vingt-quatre heures après l'extinction des brûleurs? Son isolement est-il assez parfait pour obtenir ce résultat, qui permettrait au submersible à moteur unique de démarrer à commandement et d'augmenter instantanément sa vitesse comme peut le faire le submersible pourvu de Diesels?

Nous devons avouer notre ignorance de ce détail important.

A priori, nous n'apercevons pas la raison qui empêcherait la chaudière Maurice de fonctionner comme accumulatrice dans la marche à la surface, soit pour permettre d'appareiller les feux éteints, soit, en cours de route pour réaliser une rapide augmentation de vitesse, avant même que la combustion ait pu être activée.

Les ingénieurs du Génie Maritime ne sont pas les seuls à se prononcer en faveur du moteur à vapeur. Des techniciens civils, tant français qu'étrangers, des plus réputés ont émis des opinions identiques, ainsi que nous l'apprend M. Léo Robida dans un article intitulé : « l'Avenir de la vapeur » et publié dans le *Yacht* du 11 juillet 1914, en rapportant l'avis de MM. Emmet, Ferranti et Maurice Leblanc. Pour ne citer que la conception de notre compatriote, nous dirons que les préférences de M. Maurice Leblanc vont à une machine à vapeur surchauffée à 600 degrés, fonctionnant à la tension de 100 kilogrammes. La vapeur serait produite par une chaudière à vaporisation instantanée Renard ou Serpollet, alimentée à l'eau distillée et chauffée au charbon pulvérisé ou au gaz d'éclairage. Le fluide serait immédiatement dirigé de la chaudière à la tuyère d'une turbine simple, tournant à 3000 tours, et le réglage serait obtenu du côté de l'arrivée d'eau et du combustible, sans interposition de robinetterie sur la vapeur. Ce moteur de l'avenir pourrait rivaliser comme puissance *massique* et *volumique* (c'est-à-dire comme légèreté et faible encombrement pour une grande puissance réalisée) avec les meilleurs moteurs à essence.

Mais pour que le moteur Maurice Leblanc pût devenir le moteur unique d'un submersible, il serait indispensable qu'un chimiste de génie vint compléter l'œuvre du mécanicien en trouvant le combustible qui contient lui-même son oxygène et brûle en ne laissant que des gaz solubles, puisque la chaudière à vaporisation instantanée implique la chauffe en plongée. Telle sera peut-être la solution de l'avenir.

Le présent, c'est le Diesel avec moteur électrique de plongée pour les sous-marins de moins de 800 tonnes; — et le moteur à

vapeur unique, à chaudière Maurice, qui convient également bien aux petits et aux gros tonnages assurant des vitesses en immersion inconnues des bateaux actuels. « Aucun bateau à moteur unique n'a résolu le problème du reste, fort difficile qui est posé, a écrit M. Laubeuf (*Yacht* du 24 janvier 1914). Le champ reste donc ouvert aux inventeurs. *Lorsqu'ils nous auront donné le moteur unique*, *puissant et sûr*, *tant désiré par les constructeurs de sous-marins*, le programme du sous-marin d'escadre pourra être réalisé intégralement et le destroyer disparaîtra des flottes modernes.

Et M. l'ingénieur Poincet, après avoir fait la même prédiction, déclare que « la grande vitesse sous l'eau doit être l'objectif essentiel » puis conclut : « La grande vitesse sous l'eau est-elle un rêve? Non, la grande vitesse sous l'eau n'est pas un rêve; si elle n'est pas la réalité d'aujourd'hui, elle sera celle de demain. Dans tous les cas, il résulte de l'exposé que je vous ai fait que, comme pour la surface, et plus encore que pour elle, la solution doit être recherchée du côté de la turbine à vapeur. »

Cette conférence était faite en juin 1913, c'est-à-dire hier. Nous sommes au lendemain, et la France qui a construit le premier sous-marin militaire, le premier sous-marin offensif, c'est-à-dire le submersible, se doit à elle-même de produire, en même temps que le submersible spécialisé, le bâtiment plongeur à grande vitesse tactique, car la vitesse sous l'eau est la véritable vitesse de combat du sous-marin, dont la vitesse stratégique est la marche à la surface.

La chaudière Maurice alimentant une turbine semble nous donner, dès aujourd'hui, une solution satisfaisante. Il convient donc de l'adopter. Mais il n'en faudra pas moins travailler à la perfectionner sans trêve, et même chercher à côté pour trouver mieux encore, si nous le pouvons. Nous devons, en effet, marcher résolument vers le sous-marin à vitesse maximum.

De la vitesse, *encore de la vitesse*, *toujours plus de vitesse*, *sous l'eau comme à la surface*, doit être la devise de la flottille de submersibles spécialisés, que nous préconisons avec la certitude qu'elle doit mettre la marine française au premier rang des marines de guerre du monde entier.

Olivier Guihéneuc.

PARMI LES AVEUGLES

I. — Aux Quinze-Vingts.

Il y a quelques jours, une jeune femme, infirmière bénévole aux Quinze-Vingts, depuis le début de la guerre, m'a dit, avec une bonne grâce parfaite : « Venez donc voir nos aveugles. Ils sont si heureux de la moindre visite! »

Dans l'îlot de paix et de silence relatifs que forment, au milieu du quartier bruyant de la Bastille, l'ancien hôtel des mousquetaires noirs et ses jardins, trois grands pavillons étaient en construction, au mois de juillet dernier. Dès les hostilités, prévoyant que les blessures à la face et, spécialement aux yeux, pourraient être nombreuses, on se hâta de terminer les bâtisses, de les aménager. N'attendons point de trouver le moindre luxe, ici. Qu'en aurait-on à faire? Plus tard, à la paix, les murs seront revêtus de peinture, les portes seront menuisées ; aujourd'hui, on est allé au plus pressé : un crépi de chaux fait les pièces claires et saines ; l'air entre à flots par les larges fenêtres ; quant aux portes, quelques planches de sapin, encore rugueuses et fleurant la résine, en tiennent lieu : à la guerre, comme à la guerre!

L'essentiel est qu'on ait pu tout de suite héberger et soigner les blessés qui arrivaient du front.

Pénétrons dans la maison dolente. Dans un des escaliers, deux soldats me croisent ; un bandeau placé sur un œil, ils descendent à fond de train, gais, alertes, se bousculant comme des enfants. Ils ne sont pas trop à plaindre ; leur vue est limitée, c'est vrai, mais ils voient.

Sur le palier, une jeune femme me rejoint, arrête une infirmière :

— Comment va-t-il, aujourd'hui?

« Il », c'est son mari, on le devine tout de suite ; il y a une angoisse si sincère dans la voix.

— Toujours de même.

Une ombre passe sur le jeune visage qu'auréole une mousse de cheveux blonds.

— Il ne voit pas mieux? un peu mieux?...

— Pas encore... Mais il ne faut pas vous décourager. Les affections des yeux sont très longues. Les améliorations se produisent presque insensiblement. Il faut avoir beaucoup de patience.

Et comme la jeune femme a un geste las et soupire :

— Voilà déjà quatre mois qu'il est ici!

— Qu'est-ce que cela? s'exclame M[lle] X... Pygmal, vous savez bien, Pygmal, celui que nous avons depuis le mois d'août et qui, depuis lors, était « dans la nuit », eh bien! ce matin, il a vu.

Au ton triomphant dont la nouvelle est annoncée, je comprends qu'elle constitue le grand événement de la journée, celui dont chacun doit se réjouir. Allons voir Pygmal.

Dans une chambrée où, au long des fenêtres, pendent des rideaux qui laissent pénétrer une lumière verdâtre, une douzaine d'aveugles se tiennent, assis près de leur lit. Pygmal, dans le fond de la pièce, a la chance d'avoir, avec lui, sa femme, arrivée ces jours-ci, du fond de l'Auvergne. De grosses lunettes noires assombrissent le haut de son visage; mais un bon rire de joie parfaite égaye la bouche. Pour la centième fois, sans doute, depuis le matin, il raconte ce qui lui est arrivé : « Un vrai miracle »... Une balle, au mois d'août, lui est entrée par l'oreille droite, a filé vers les sinus, est sortie sous l'orbite gauche, atteignant les deux yeux. Une intervention adroite, en élargissant l'iris, lui a rendu la vue.

— « Imaginez-vous, ce matin, moi qu'étais « dans la nuit » depuis 314 jours, v'là que j'vois, que j'vois... La première personne que j'aperçois, c'est Justine, la femme de service. Elle était là qui balayait : « Justine, que j'crie, Justine, venez ici; j'vous vois; faut que j'vous embrasse... » J' l'ai embrassée.

Se tournant vers sa femme :

— T'es pas jalouse, au moins?

La jeune épousée a un sourire délicieux d'indulgence :

— Tu peux bien embrasser toutes celles que tu veux, va... Du moment qu'tu vois...

Nous les laissons, comptant les jours qu'il faudra encore rester à l'hôpital et formant des projets pour quand l'heureux Pygmal retournera chez soi :

— C'qui me tarde le plus, c'est d'aller voir ma p'tiote. La voir!... Elle est née tout de suite après mon départ. V'là qu'elle va avoir un an et j'ai tant cru qu'je ne la verrais jamais...

A la joie un peu bavarde du brave garçon, on devine de quels abîmes il remonte. Un bonheur analogue au sien, bien peu en jouiront. Dans un lit proche, un jeune homme est assis. Ses

paupières closes, son expression grave lui donnent la mine d'un philosophe en méditation. Quand je m'approche, ses traits prennent cet air d'inquiétude particulier aux aveugles, dont les oreilles si fines recueillent les moindres sons :

— Vous êtes seul, demande Mlle X., votre fiancée n'a pu venir?

— Non, sans doute on ne le lui aura pas permis, à son magasin. Je m'ennuie bien.

Je m'assieds près de lui :

— Eh bien, puisque vous n'avez pas de visite, je vais vous en faire une... Vous êtes fiancé? Vous l'étiez avant la guerre? Racontez-moi cela.

Le visage triste s'éclaire :

— Eh! oui... Nous nous marierons quand j'irai mieux.

En face de moi, d'un léger mouvement de tête, Mlle X... me fait comprendre combien cet espoir de guérison est chimérique. L'infortuné, dont les nerfs optiques sont sectionnés, est à jamais enlisé dans les ténèbres. Sa fiancée le sait; on l'en a informée. Sans hésiter, elle a répondu :

— Ça ne change rien à mes projets.

— Je ne suis pas exigeant, continua-t-il. Je ne demande qu'à voir assez pour distinguer le jour de la nuit; assez seulement pour me conduire : ça n'est pas beaucoup.

Mlle X... l'interrompt. Elle prononce des paroles raisonnables. Elle essaye d'incliner l'esprit du malheureux vers la dure réalité :

— Il faut se rendre compte : ce que vous avez eu est très grave.

Mais lui se refuse à comprendre :

— J'aurai de la patience; j'en aurai, beaucoup... Pygmal a bien été plus de dix mois, « dans la nuit »... Moi...

Mlle X... l'interrompt à nouveau et, doucement :

— Pygmal n'avait pas la même chose que vous.

Mais l'aveugle relève la tête. Toute son attitude proteste :

— Pourquoi ce qui lui est arrivé ne m'arriverait-il pas, à moi aussi? Pourquoi voulez-vous que je ne voie plus?...

Il se cramponne à l'espérance. Il répète :

— J'aurai de la patience.

Mais on sent très bien que lui-même commence à ne plus croire complètement à ce qu'il dit; ses dernières paroles lui tombent des lèvres comme une plainte. Pour distraire son esprit, le fixer sur des pensées plaisantes, je dis :

— Quand vous serez marié, quelles bonnes soirées vous passerez! Votre femme vous fera la lecture...

Il ne me laisse pas poursuivre :

— Oh! quand je me marierai, c'est que j'y reverrai et alors je

ne serai pas embarrassé d'employer mon temps. Mais quand est-ce que je reverrai?

— Allons, ne vous lamentez pas, fait Mlle X... D'autres sont plus malheureux que vous. Tenez, Laurent...

La même détonation l'a rendu aveugle et sourd. Quand j'arrive près de lui, rien ne l'en avertit. J'ai tout loisir pour l'examiner. Il a une figure fruste de paysan; on dirait une glaise qu'un sculpteur a commencé de modeler, puis a abandonnée parce que « ça ne venait pas »... Je lui prends la main. Un sourire éclaire son visage ingrat. D'une voix qui n'est plus modulée, il prononce quelques mots. Il ne se plaint pas; pourtant, jamais personne ne vient le visiter. Sa famille habite la Charente. Il n'a pas un ami à Paris. Quand je le quitte et cherche sa main pour la serrer, il a le même bon sourire résigné et reconnaissant. La sœur qui le soigne vante sa douceur inaltérable :

— Ses camarades peuvent le taquiner, il ne se fâche jamais. Dès qu'on lui donne la moindre chose, qu'on s'occupe de lui, il est comme vous le voyez : il sourit...

Aux pauvres aveugles, les journées sont longues. Elles ont des semelles de plomb :

— C'est pas vingt-quatre heures qu'elles ont, c'est au moins quarante-huit, me dit l'un d'eux.

Pour les occuper, leurs infirmières leur enseignent le filet, le macramé. Elles leur apprennent à lire, selon la méthode Braille, à jouer aux cartes. Quelques-uns y parviennent très vite; surtout ceux qui, depuis quelques semaines, « sont dans la nuit », selon leur expression à tous, et dont le toucher s'est affiné. Mais, pour la plupart, les jeux auxquels on les convie ne sont pas jeux. La contention d'esprit qu'ils exigent, le travail qui doit se faire dans leur cervelle, dans leur mémoire, sont trop grands :

« — Une manille, ça ne m'amuse plus, ai-je entendu dire à plusieurs, ça me donne mal à la tête...

Les dominos leur plaisent davantage. D'ailleurs, le plus grand nombre d'entre eux, au début surtout, refusent net de rien apprendre. On ne leur a pas dit qu'à jamais ils resteraient aveugles. Pourquoi les attrister? Ils le sauront toujours assez tôt et, parce que d'eux-mêmes, et doucement, ils s'achemineront vers la vérité, elle leur sera moins dure. Ceux-là se révoltent quand on leur propose de les initier à la méthode Braille; elle leur apparaît comme la marque de leur déchéance :

— A quoi bon! pour quoi faire? puisque bientôt, je reverrai.

Jamais leur infirmière ne les contredit et, au bout de quelques jours, les plus récalcitrants viennent, d'eux-mêmes, réclamer

leur première leçon. Ils ont subi l'influence des camarades; parfois, aussi, d'un indice, ils tirent une conséquence. La certitude de leur destinée les étreint. On m'a cité le mot désolé de l'un d'eux :

— Je vois bien que je resterai aveugle; j'ai maintenant le toucher si délicat...

Tout est fait, d'ailleurs, pour améliorer le sort des pauvres infirmes. Les douceurs qu'on peut leur accorder, on s'empresse de les leur donner. Ils s'en rendent compte :

— On a de bons médecins, ici, des spécialistes... Si on ne guérit pas, c'est que ça n'est pas possible... On a aussi des infirmières épatantes..., elles sont toujours de bonne humeur, elles se donnent de la peine, elles nous soignent comme une maman soigne ses enfants...

Mlle X..., à qui j'ai rapporté ces propos, en a été très émue :

— Je ne sais pas comment cela se fait, mais ces pauvres garçons, qu'on s'imagine rudes et même un peu grossiers, trouvent, parfois, des mots si touchants, qu'on est, d'un seul coup, payé de ses fatigues.

Aussi bien, leur reconnaissance ne se manifeste-t-elle pas uniquement en paroles. L'un est originaire du Périgord : c'est la région des foies gras au goût excellent. Que fait-il? Il commande deux pâtés. L'un est destiné à Mlle X..., qui le soigne; l'autre, — et c'est là, à mon avis, que se montre vraiment, d'une manière délicate, la gentillesse de nos soldats, — l'autre, au frère de Mlle X..., un jeune lieutenant, qui se bat sous Verdun. Jamais le blessé ne l'a vu, il en a seulement entendu parler. Il a senti que faire plaisir au frère de son infirmière, c'était être doublement agréable à celle-ci...

Il ne faudrait pas s'imaginer nos aveugles sombrant dans la mélancolie. La plupart sont si jeunes! Leur gaîté parfois reprend le dessus. On m'a présenté un jeune Basque, au corps souple et nerveux. De ce compatriote de Henri IV, ses camarades disaient :

— C'est un courageux!

Sa valeur, au Labyrinthe, lui avait valu la médaille militaire. Pas l'ombre d'une ombre de moustache sur sa lèvre. Le bandeau qui couvrait ses yeux donnait à son visage espiègle l'apparence, non d'un blessé, mais d'un gamin qui joue à colin-maillard. Quand je lui ai demandé son âge, il m'a répondu :

— J'suis de la classe « 15 ».

Avec une joie puérile, il m'a conté les bons tours qu'on se joue ici, l'un à l'autre, dans les dortoirs : les lits en portefeuille, le pot d'eau placé au-dessus d'une porte et dont le contenu se déverse sur la tête du premier qui pousse le vantail...

Tandis qu'il me racontait ces farces, classiques dans les casernes, son voisin, étendu tout habillé sur son lit, ne montrait, de son visage, qu'une longue moustache blonde de guerrier celtique et un menton carré. Le reste de la face était embobeliné d'ouate et de mousseline. La chaleur était orageuse. Les mouches s'acharnaient sur le malheureux qui, patiemment, les chassait. Quand j'ai posé ma main sur la sienne, il a tressailli :

— Qu'est-ce que c'est?

Un sourire a relevé l'arc de ses lèvres en m'entendant répondre.

— Je ne vous vois pas, a-t-il fait, mais je devine qui vous êtes : vous avez la voix douce, vous êtes une dame... Depuis un mois que j'suis « dans la nuit », je fais des progrès; au début, je n'savais jamais à qui j'avais affaire et je faisais rire tous les autres en appelant : « Ma Sœur » une infirmière mariée ou « Mademoiselle » une des Sœurs...

Content d'avoir quelqu'un avec qui causer, ce brave garçon a vite fait de se livrer. Au bout de dix minutes, je connais le village breton où il est né, la maisonnette encombrée de mioches : onze en treize ans de mariage; la mère restée veuve et les petits gars devant se débrouiller, gardant les troupeaux dans la lande, se louant comme aides, rapportant leur paye au logis...

— On commençait à être moins malheureux et v'là qu'la guerre est arrivée!...

Je connais son opinion sur l'art de la guerre. Un stratège ne la désavouerait pas :

— Faire la guerre, c'est pas difficile : y a qu'à courir où qu'c'est qu'on a besoin de vous...

J'apprends, naturellement, comment il a été blessé :

— C'est le jour où l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche... Les Boches rageaient. Ils hurlaient : « A bas l'Italie!... » Ils nous injuriaient : « Tas d'assassins, qu'ils criaient, tas d'assassins... » Et comme notre artillerie les cognait dur, nous, ça nous faisait rire... J'ai été désigné pour aller poser une mine sous un de leurs postes d'écoute. Je travaillais à la baïonnette pour ne pas faire de bruit et j'enlevais la terre avec la main, la mettant à mesure dans un sac. Jugez voir si on avance vite... A trois bons travailleurs, quand on a creusé un mètre par jour, c'est le bout du monde... Dans le boyau, on étouffait. Une bougie éclairait et fumait terriblement. Tout à coup, on a entendu du bruit au-dessus de nous... Un camarade a dit : « Faut s'tirer des pattes ou nous sommes frits... » Tout a sauté, moi comme un bouchon de cidre et, avec moi, de la terre, des éclats de bois, de la mitraille... On m'a déjà retiré plus de vingt morceaux de la tête...

Le jour commençait à décliner quand je m'en suis allée. Dans la grande cour, la cour d'honneur, quelques aveugles se promenaient d'un pas tâtonnant et frappant la terre de leur bâton. Les oiseaux, faisant leur petit ménage quotidien, s'appelaient d'un arbre à l'autre; des abeilles voletaient : les généreuses ouvrières, joyeusement, recueillaient leur butin; des enfants jouaient devant les plates-bandes; sur les pelouses flottait une lumière adoucie; des roses, au couchant, fleurissaient le ciel. Seuls, dans la félicité de ce soir charmant, les aveugles cheminaient sans joie. L'un m'a entendu venir. Il s'est arrêté d'un mouvement brusque d'automate. Un instant, j'ai causé avec lui. Inconsciemment, pour parler, il levait la tête vers le ciel, comme s'il pouvait encore jouir de sa beauté. Ses yeux, aux prunelles pâles, étaient grands ouverts comme ceux d'un « voyant ». L'infortuné n'était pas encore entré dans la certitude de son infirmité, et, me parlant de son espoir de sortir bientôt « de la nuit », il me dit, tout d'un coup :

— S'il fallait que je ne voie plus jamais, j'en aurais trop de chagrin...

Il s'arrêta un instant, cherchant par quels mots exprimer ce que serait sa désolation et les ayant trouvés, il eut ce cri :

— J'en aurais du chagrin, profond comme un puits!

II. — A Reuilly.

Non loin de l'hospice des Quinze-Vingts, s'élève le couvent des sœurs de... Son vaste jardin, ses frais ombrages, dans ce quartier aride, font l'effet d'un prodige. Depuis plusieurs mois, les religieuses ont abandonné la plus grande partie de leurs bâtiments aux convalescents aveugles. Là, ils sont près de cent cinquante, libres de la disposition de leur temps, du choix des cours créés pour eux : On peut apprendre à travailler, on peut ne rien faire, personne n'y trouve à reprendre :

Un des infirmes m'a dit : « Je vais vous expliquer comment se passent nos journées : On se lève à l'heure qui plaît. Il y en a qui, dès cinq heures, vont prendre le frais dans les jardins; d'autres se dorlotent... A sept heures, c'est le café; on nous le sert au lit. De neuf à midi, ont lieu les cours. Des professeurs aveugles enseignent la brosserie, la vannerie, le cannage, le filet, le macramé, le massage, l'accordage des pianos, la musique, la dactylographie... Les débutants fréquentent d'abord l'atelier de brosserie. La vannerie a peu d'amateurs; en ce moment, nous n'y sommes que trois, trois sur cent cinquante! C'est très difficile de faire un panier qui se tienne d'aplomb et dont les côtés

soient symétriques... Pour nous y intéresser, on nous paye nos travaux : 0 fr. 70 la douzaine de brosses à évier... Nous pouvons nous faire, par mois, une dizaine de francs, pour notre tabac. Les professeurs qui ont le plus d'élèves sont ceux qui enseignent le massage et l'accordage des pianos; mais, pour l'accordage, il faut avoir l'oreille très juste et sur vingt qui essaient, il n'y en a guère que quatre à qui l'on conseille de continuer... A midi sonne le déjeuner. De une heure à quatre heures les cours reprennent; puis à six heures, c'est le dîner et parfois, le soir, il y a un concert... »

Des artistes de nos plus grands théâtres ont la généreuse pensée de venir se faire entendre à ces déshérités. Je voudrais qu'ils puissent savoir quels souvenirs laisse leur passage : ce serait le meilleur des remerciements.

Les blessés, qui sont ici, n'ignorent plus qu'ils sont condamnés aux ténèbres éternelles... Au premier abord, ils ne semblent pas tristes. Ils vont, viennent, se dirigent seuls à l'aide d'une canne, grimpent dans leur chambre, y cherchent ce dont ils ont besoin. J'ai entendu l'un descendre l'escalier et venir vers nous avec des chants. Le visage de la plupart sourit. Parce qu'ils sont entourés de camarades aussi affligés qu'eux, ils supportent, d'un cœur plus ferme, leur infirmité. Leur vraie souffrance commencera quand ils seront revenus dans leur famille, parmi les « voyants ».

Avec virilité, ils rejettent la douceur d'être plaints. Je me souviens de l'un. Le même obus qui l'avait privé de la vue lui avait emporté le bras droit. Patiemment, de la main gauche, il suivait dans une brochure, écrite selon la méthode Braille, les aventures mirifiques d'un pauvre diable qu'un billet de loterie avait rendu millionnaire. Il était très loin de la réalité. Quand je passai près de lui, il leva le nez comme si, au lieu de voir les choses il les flairait. Il pouvait avoir vingt-deux ans. Les traits réguliers, les « joues avalées », selon la forte expression de Saint-Simon, il était ce qu'on appelle communément, un beau garçon; mais ses yeux étaient semblables à des eaux mortes; aucune lueur n'y courait plus.

Il se souleva du rocking où il était étendu et, s'excusant de ne pouvoir me saluer, faisant allusion à sa double infirmité :

— On peut le dire, j'ai eu ma part...

Pas une récrimination, pas une lamentation, pas même cette simple constatation : « Si on ne m'avait pas envoyé me battre, j'y verrais encore, j'aurais mon bras... » Au contraire :

— Quand je pense que tant d'autres n'en reviennent pas, je m'estime encore heureux. L'essentiel, après tout, est d'abord de vivre. On me donnerait à choisir d'être tué ou d'être comme je suis, je n'hésiterais pas...

Etait-il sincère? Ne parlait-il ainsi que pour m'épargner le témoignage d'une compassion qui lui aurait été pénible?... Les morts de la grande guerre ne veulent pas être pleurés; les infirmes ne veulent pas être objets de pitié. Un de ses camarades, dans un moment d'expansion, dans une de ces heures où le cœur se penche sur un autre cœur, m'a dit plus simplement :

— Voyez-vous, on est résigné à son sort presque tous, c'est sûr. Mais tous, aussi, on passe par des heures terribles. On a beau se raisonner : on se rappelle ce que l'on faisait avant, quand on y voyait, et qu'on ne pourra plus faire, jamais, jamais... A ces moments-là, on voudrait presque se tuer... On maudit ceux qui vous ont trop bien soigné et qui vous ont guéri. On se sauve dans sa chambre comme une pauvre bête malade qui se cache dans son trou; on fuit les autres qui plaisantent, qui rient... On se jette sur son lit, on y reste, hébété, pendant des heures et si un ami entre, vous trouvant ainsi, vous demande : « Eh bien! vieux, qu'est-ce qu'il y a? » brutalement, on lui crie : « Fiche-moi la paix! »... Et lui, qui a passé par les mêmes moments et qui y repassera, sait qu'il n'y a rien à dire, rien à répondre, qu'aucune parole humaine ne peut consoler. Il s'en va doucement et soi tout seul on cuve son chagrin.

Ce n'est pas tant d'être privé de la vue qui désespère la plupart, c'est de se dire : « Pour moi, l'avenir est fermé. » Le vrai bonheur de l'homme consiste dans la recherche de la tendresse, dans sa possession. Presque tous les malheureux qui sont ici ont de vingt à trente ans. Quelques-uns sont mariés; c'est le petit nombre. Leurs camarades célibataires les envient : « Ils ont une femme, des enfants... Ils ne les verront plus, mais ils ont leurs caresses. Nous, quelle jeune fille voudra jamais de nous? Un aveugle! On n'épouse pas un aveugle... »

Pour rendre courage à celui qui formulait cette phrase poignante, je citais le cas d'une jeune fille qui vient de se fiancer avec un mutilé, amputé d'une jambe :

— Je l'ai choisi, a-t-elle dit, non seulement parce qu'il me plaît, non seulement parce que son éducation, ses sentiments s'accordent avec les miens, mais, parce qu'à cause de son infirmité, une autre hésiterait peut-être à l'épouser...

L'infortuné m'écoutait avidement. Mes paroles tombant sur sa détresse, c'étaient l'eau fraîche qu'on verse à la plante qui souffre. Alors, mis en confiance, il m'avoua :

— Je puis bien vous le dire : cette idée-là nous hante tous. Quand on en est entre camarades, cinq ou six, à causer, on commence par parler de n'importe quoi; mais, d'un sujet à l'autre,

toujours, toujours, on en revient à cette idée; on a beau faire, on ne peut s'en détacher : aucune femme ne voudra de nous...

Avec quelle mélancolie il ajoutait :

— J'avais une amie, avant la guerre. Elle était grande, mince, blonde, la peau très blanche et des yeux bleus. C'est curieux, mais toutes les femmes qui viennent ici et que je ne connais pas, je me les représente comme était mon amie. Elles sont blondes, avec une jupe étroite comme celle qu'elle portait, quand nous nous sommes promenés ensemble pour la dernière fois.

Pauvre garçon! Son aveu sincère pourrait être celui de nombre de ses compagnons. Pour presque tous, jusqu'à la fin de leur vie, les femmes qui passeront, ils les imagineront semblables à celle qui, dans ses petites mains, avait pris leur cœur et vêtues de jupes étriquées et coiffées de chapeaux à la mode de 1914...

« C'est être bien malheureux que d'être dans une tristesse insupportable, aussitôt qu'on est réduit à se considérer et à n'en être point divertis », dit Pascal. Cette pensée, chacun de ceux qui s'occupent des aveugles, semble la connaître, s'en être pénétré. Ne pas les laisser se replier sur eux-mêmes, tel est le but poursuivi. Outre l'enseignement pratique qui pourra leur permettre de gagner leur vie, on leur apprend le chant, la musique. Beaucoup sont bien doués. Après quelques leçons, ils arrivent à reproduire un air. Un blessé me parle d'un de ses camarades avec une admiration non dissimulée :

— Il n'y a pas quinze jours qu'il est ici, et déjà, sur son violon, il joue *la Marseillaise*.

Bien souvent, le dimanche, quelques dames invitent des aveugles, les emmènent se promener.

— On a été en taxi, au bois; il faisait joliment bon sur le lac; on a eu un « chic » goûter dans un restaurant de l'île.

Avec une vanité naïve, qui prouve que le plaisir trouvé aux choses vient surtout de l'idée que l'on s'en fait, celui-ci ajoutait :

— J'avais un veston neuf, avec un col officier. Il était bleu : c'est une jolie couleur, c'est celle que je préfère.

Le jeudi et le dimanche, des visiteuses viennent. Semblables à de bonnes fées, elles ont les mains pleines de douceurs : tabac, gâteaux, bonbons. Elles en sortent de leurs sacs; si elles avaient des poches, elles en extrairaient des paquets de cigarettes; toutefois, il faut en prendre son parti : les fées ne sont point mortes, mais elles s'habillent au goût du jour : c'est d'ailleurs la meilleure preuve de leur vitalité.

La plupart des visiteuses sont des parentes ou des amies des blessés; pourtant, beaucoup ne sont que des amies d'amies, des

cousines de cousins; quelques-unes sont tout à fait des étrangères. Elles sont entrées, émues par la misère morale de ceux qui vivent ici. Dans la cour, sur les pelouses, elles ont vite fait d'aviser, parmi les aveugles, celui qui demeure solitaire, que personne n'a demandé. Elles vont à lui; fraternelles, elles passent leurs bras sous le sien, et, le guidant sous les charmilles :

— Je reviendrai vous voir. Dites-moi ce qui vous ferait plaisir, ce dont vous avez envie..., je vous l'apporterai.

Volontiers, à ceux qui travaillent, les visiteuses commandent quelque babiole : un abat-jour en macramé, une bande de filet; ou, plus pratiques, un balai, une brosse, un panier. Je revois la fierté d'un des aveugles apportant ainsi la première mallette qu'il avait pu confectionner à lui seul :

— Elle a une serrure, insistait-il, c'est moi qui l'ai posée.

Un autre, montrant un entre-deux de macramé et, d'un geste adroit, suivant le dessin avec son index, disait enthousiaste :

— N'est-ce pas, c'est magnifique! Ça représente une branche de marronnier : voici les feuilles et voici les marrons...

Quelques visiteuses ont l'excellente idée d'apporter des brochures qu'elles ont imprimées, selon la méthode Braille. La lecture, pour beaucoup d'aveugles, est la grande distraction. Quelques-uns sont affamés de prose :

— Quand on a l'habitude, on arrive à lire presque aussi vite qu'avec les yeux. Un roman de deux cents pages, je le finis en trois heures..., me disait l'un qui, avec une sorte d'exaltation, se mit à me narrer l'histoire d'une marquise dont les aventures étaient si palpitantes qu'il lui semblait les avoir vécues avec elle.

Pourtant qu'étaient ces pauvres inventions d'un cerveau de romancier en comparaison des épisodes réels dont les scènes, indélébiles, s'étaient gravées en lui :

— La dernière chose que j'ai vue, me raconta-t-il, ça a été si touchant que je vivrais mille ans, je ne l'oublierais pas : c'était à Nomény, au début de la guerre, le jour où nous y sommes entrés après avoir chassé les Allemands. Dans la rue du village, les femmes, les vieux, les enfants, étaient si contents de nous revoir, qu'ils s'étaient mis à genoux, comme à la Fête-Dieu, sur le passage de la procession; ils tendaient leurs mains jointes vers nous; ils répétaient : « Eux! ce sont eux!... » Nous, vous savez, ça nous arrachait les larmes des yeux... C'est drôle, n'est-ce pas, le soir même j'ai été blessé. Cette chose-là, c'est « quasi » la dernière que j'ai vue et je ne peux pas y penser sans que ça me donne à nouveau envie de pleurer...

A. Celarié.

PRIÈRE

POUR LES DISPARUS

Aussi grands que celui qui dans le rang succombe
Les pauvres disparus sont les plus malheureux :
Personne à leur chevet, pas de croix sur leur tombe;
Les lauriers ne sont pas pour eux!

Plus rien depuis des mois n'a gardé leur sillage :
Nul ne sait derrière eux leur chemin parcouru.
Les lettres des parents reviennent au village
Avec ce seul mot : « Disparu!... »

Pourtant on les attend toujours, par habitude;
On croirait les trahir en soupçonnant leur mort
Et leur veuve et leurs sœurs ont gardé l'attitude
Des femmes guettant sur le port...

Les larmes des mamans ont terni leurs prunelles :
A force d'y songer se ridera leur front;
Et chaque jour de plus augmente encore en elles
L'angoisse dont elles mourront.

Dans cette unique attente où leur vie est usée,
A leur foyer sans joie et dans leur cœur en sang,
Elles entasseront comme un poignant musée
Fait des reliques de l'absent.

Elles lui parleront dans l'ombre, toutes seules,
Et comme l'être aimé ne leur répondra plus,
Elles diront, très bas, comme font les aïeules,
La prière des disparus :

« Dieu des astres, Dieu des fourmis,
« Qui savez leur place et leur nombre,
« Dont pas un ne naît ou ne sombre
« Sans que vous ne l'ayez permis,

« Dieu de la brebis qui s'égare,
« Main puissante dont le flambeau
« Plongeant au gouffre du tombeau
« En a fait remonter Lazare!

« Vous qui les guidiez au combat,
« Qui savez à quelle minute
« Et dans quel remous de la lutte
« Notre fils, notre époux tomba,

« Seigneur, qui cherchiez vos apôtres
« Dans le Jardin des Oliviers,
« Dans cette ombre où vous les trouviez,
« Ramenez-nous aussi les nôtres!

« Captifs ou blessés, dites-leur,
« S'ils peuvent encor vous entendre,
« Que nous vivons pour les attendre,
« Que nous saignons de leur douleur.

« Comme la colombe de l'Arche,
« Ouvrez l'azur à leur sommeil
« Et, dans un rayon de soleil,
« Montrez-leur la victoire en marche!

« Qu'ils aillent sans se réveiller
« Sous leur toit où la table est mise,
« Où travaille, au devoir soumise,
« L'humble vestale du foyer.

« Mais cachez-leur, je vous en prie,
« Pour ne pas les apitoyer,
« Les tout petits sur l'oreiller,
« La mère à la face meurtrie!

« Dites-leur, pour sécher leurs pleurs
« Ou pour endormir leur fatigue,
« Qu'au retour de l'enfant prodigue
« La maison rira sous les fleurs!...

« Sois douce à leur mort, ô Nature!
« Mets leur clairon dans tes échos;
« Vous, bleuets, lys, coquelicots,
« Un drapeau sur leur sépulture!

« Pour les reconnaître en passant,
« Dieu puissant des métempsychoses,
« Fais de leur cœur jaillir des roses,
« Dont la pourpre sera leur sang!

« Couchés sous leur tertre anonyme,
« Que nos martyrs sachent du moins,
« Vainqueurs sans en être témoins,
« Que leur foi toujours nous anime,

« Qu'ils n'ont pas semé dans les vents,
« Qu'aux heures de lutte pénibles
« Les âmes des morts disponibles
« Doubleront celles des vivants!

« Où qu'ils soient, devant vous j'espère :
« La mort même n'est qu'un exil!
« O Notre-Dame du Péril,
« Rendez-les nous! Au nom du Père!
« Au nom du Fils! Ainsi soit-il!... »

Ainsi toutes, en deuil comme leur destinée,
Verront passer les jours et leurs cheveux blanchir,
L'angoisse pèsera sur leur âme obstinée
Sans jamais pouvoir la fléchir!

A l'heure du courrier qu'il appelle et redoute,
Leur pauvre cœur ira mendier désormais
La lettre que toujours elles croiront en route
Et qui n'arrivera jamais.

Et leur geste inquiet que chaque instant répète
Aura l'air d'écouter, au moment de mourir,
Des pas sur le chemin, « sa » voix dans la tempête
Et la porte qui va s'ouvrir!...

Lieutenant Georges Rollin.

En campagne.

NOTES ET APERÇUS

PARIS IN HERRICK DAYS [1]

Paris aux jours d'Herrick... Ce n'est pas un roman de l'époque mérovingienne, ni l'extrait d'une chronique des invasions normandes: c'est un nouveau récit de ce que fut la vie parisienne, ou, pour parler plus juste, la vie de Paris, durant les premiers mois de la guerre actuelle. Et le nom qu'il évoque dans le titre est celui d'un personnage on ne peut plus moderne, on ne peut plus vivant, M. Myron T. Herrick, cet ambassadeur des Etats-Unis qui, lorsqu'approcha la menace allemande, ne voulut pas suivre ses collègues de Paris à Bordeaux, et qui, ayant vu tomber un jour une bombe de *taube* non loin de sa maison, répondait en souriant aux amis quelque peu émus : « Il y a des cas où un ambassadeur mort rendrait plus de services qu'un vivant. »

Quant à l'auteur, Miss Elizabeth Dryden, c'est une correspondante, parfaitement éveillée, de journaux américains. Voilà neuf ans qu'elle habite Paris. Elle a appris à le comprendre et à l'aimer. Elle veut le montrer tel qu'il est à ces cosmopolites si empressés à le fuir aux heures du péril et qui ne voyaient en lui, nous dit-elle fort bien, que la marionnette de leurs illusions.

On a souvent exprimé le regret que nous n'ayons pas, dès le début de la guerre, organisé notre propagande chez les nations neutres. Nous comptions trop sur l'évidence de notre bon droit, sur l'évidence des torts ennemis. Nous oubliions que, pour apprécier équitablement les faits, même les plus simples, encore doit-on les connaître dans leur réalité et non pas à travers les faux témoignages d'un adversaire dénué de scrupules. Il faut, en haut lieu, des ambassadeurs. Il faut, auprès de l'opinion, des lettres privées, des publications, des conférences, des articles de journaux. Nous l'avons compris, mais un peu bien tard. Il est heureux qu'avant de nous mettre à l'œuvre nous-mêmes, nous ayons eu pour nous, deux sortes d'agents efficaces : nos ennemis d'abord, rendons-leur justice, dont le langage et les procédés plaidaient splendidement notre cause; ensuite les amis fidèles que comptait la France dans la colonie étrangère de Paris. Et, pour ne parler que du peuple qu'il m'a été plus facile de suivre, je ne sais qui a le mieux, par des voies contraires, servi la cause des Alliés aux Etats-Unis, ou les Dernburg, par leurs calomnies et leurs vantardises, leurs flatteries et menaces alternées; ou les Américains, les Américaines, restés avec nous et racontant avec exactitude, soit dans leurs lettres, soit dans leurs écrits publiés, les événements qui se passaient sous leurs yeux.

Imaginez l'impression que devaient produire, sur les lecteurs américains de Miss Elizabeth Dryden, des récits comme celui qu'elle intitule : « Place de l'Opéra » et où elle narre sa rencontre d'un cavalier anglais

[1] *Paris in Herrick Days*, par Elizabeth Dryden, 1 vol. petit in-4° avec portrait. Publié en anglais à Paris, chez Dorbon aîné, 19, boulevard Haussmann.

que la foule entoure. Sans doute un éclaireur dit-elle. Son uniforme khaki disparaissait sous la poussière et son cheval semblait épuisé :

— Ils ne viendront pas! Ils ne viendront pas! répète-t-il comme machinalement.

— Est-ce vrai qu'ils sont à Chantilly? demande le groupe qui l'entoure.

— Oui, c'est vrai; ils ne sont pas loin, mais ils ne viendront pas; les Allemands ne viendront pas à Paris!

— Vous les avez vus? interroge quelqu'un en anglais.

— Si je les ai vus? Les monstres! Si je les ai vus? Je vais vous le dire, ce que j'ai vu. Là-haut, dans le Nord, je les ai vus, de mes yeux vus, couper la langue à des officiers et leur dire de donner des ordres; je les ai vus couper les doigts de pied aux soldats et leur dire de marcher; je les ai vus couper les mains à des bébés pour qu'ils ne soient pas soldats, couper les seins à des femmes pour qu'elles ne nourrissent pas de futurs soldats. Voilà ce que j'ai vu dans le Nord. »

« Et ses yeux demeuraient fixes, ajoute Miss Dryden, comme s'ils regardaient encore le massacre. » Puis elle continue, avec une précision qui mérite d'être notée : « Nous sommes des correspondants de journaux américains, dit au soldat M. Bertelli, représentant de Hearst. Pouvons-nous vous citer? — Citez-moi partout où vous le pourrez, si c'est utile au droit et à l'honnêteté. Mon nom est Benham. » Et il nous le montre inscrit dans sa casquette. « Voulez-vous entrer prendre quelque chose avec nous? demande M. Bertelli. — Oui, si je peux revenir quand j'aurai fait boire et manger mon cheval. » Comme il n'y a pas d'écurie aux abords du café de la Paix, nos journalistes ne le revirent point.

Bien que tout ne fût pas de ce ton dans la correspondance de notre journaliste, ses lecteurs ne devaient pas rester insensibles non plus à d'autres traits comme ceux-ci :

« Marie, ma bonne, plante là son déjeuner et me mène en coup de vent à la fenêtre de la cour : « Un aéroplane! » Sa forme nous paraît étrange. Une minute après : « Boum! Boum! » sur le quai de la Seine. La bombe a tué une pauvre vieille femme. Pas n'était besoin du message lancé en même temps : « Les Allemands arrivent. »

« *Paris, 21 septembre.* — La cathédrale de Reims est en feu et la France est en larmes. Un cri d'horreur s'élève de toutes parts. Au jour de la mobilisation, quand de chaque famille partait à la frontière un père, un mari ou un fils, chacun, magnifiquement, contenait son émotion et la censure avait raison de supprimer l'article destiné à une revue américaine, sous ce titre à effet : « Paris qui pleure. » Aujourd'hui vraiment Paris est en larmes et la censure n'essaie pas de le cacher. La France, où l'on a fait la Séparation, est horrifiée du sacrilège. » Miss Dryden aurait pu rappeler le dessin de la *Guerre sociale* qui reproduisait la basilique avec cette légende : Ce qu'ils ont osé détruire. Sa dernière réflexion, à elle-même, n'est guère moins frappante : « Tout le monde sait que les aéroplanes allemands indiquent, au moyen de signaux convenus, où il faut frapper. Quand le Taube, comme un oiseau de proie, a choisi sa victime, il lâche une bombe qui en tombant émet un nuage de fumée, visible de fort loin. Le nuage a dit aux batteries allemandes : « Ici est la cathédrale de Reims, c'est le plus sacré des monuments! Frappez! »

A ses lecteurs d'outre-mer, Miss Dryden racontait, un autre jour, le défilé lamentable des réfugiés du Nord et de l'Est. Une autre fois elle

décrivait la rencontre qu'elle avait faite, en portant son courrier à la gare du Nord, du premier convoi des réfugiés Belges : « Les plus fortunés d'entre eux portaient quelques objets de première nécessité dans des taies d'oreiller; bien qu'il y en eût de toutes les classes sociales, personne n'avait seulement un sac de voyage. La plupart avaient fui de chez eux avec ce qu'ils avaient sur le dos, les femmes sans chapeaux, les cheveux en désordre, les traits épuisés par le long et chaud voyage. Tout un groupe se ralliait autour d'une petite Visitandine, à moitié décoiffée de son voile, et qui soutenait les autres de son courage. Sœur Geneviève, — ainsi l'appelaient-ils, — me dit qu'elle avait vu tuer sous ses yeux deux religieuses de son couvent. »

La vaillante journaliste partage les inquiétudes et les espérances de ce Paris qu'elle non plus ne veut pas quitter.

Une de ses correspondances porte la date du samedi 5 septembre :

« Les gens s'attardent dans les rues, autant que la police le permet, commentant les rares nouvelles, attendant contre toute vraisemblance un communiqué meilleur, se faisant part des bruits qui naissent çà et là. D'après quelques-uns, les Allemands auraient atteint Meaux. Si c'est vrai, ajoute-t-on, ils seront devant les fortifications lundi au plus tard, peut-être demain. La remise des pouvoirs aux mains de Gallieni rend confiance à beaucoup : il est homme à retarder l'investissement d'une dizaine de jours. Et après? C'est l'opinion générale, qu'il ne capitulera qu'à toute extrémité. Alors, le bombardement? Non, ce n'est pas possible; on exagère, ils ne viendront pas. Seul, un miracle peut les arrêter, disent les pessimistes. »

Et Miss Dryden, qui ne se cache pas d'être une croyante, raconte avec émotion la grande prière qui se fit à Notre-Dame, le dimanche 13 septembre, où les saints patrons de notre France, statue de Jeanne d'Arc, reliques insignes de saint Denis, de sainte Geneviève, de saint Remy, de sainte Clotilde, de saint Louis, de saint Vincent de Paul, s'offrirent, sur les épaules de soldats de toutes armes, à la vénération d'une foule innombrable, trop à l'étroit dans les vastes nefs, trop à l'étroit sur le parvis et sur la grande place, débordant jusqu'à perte de vue dans les rues voisines, à genoux, chantant ses hymnes hors de la cathédrale comme à l'intérieur : un spectacle de foi comme le moyen âge lui-même n'en a peut-être jamais vu. Il n'y a qu'en France, a raison de s'écrier notre Américaine, il n'y a qu'en France que se peuvent improviser de pareilles démonstrations.

D'autres tableaux encore nous sont tracés par elle, qu'on ne pourrait voir qu'en France. Et quelle autre nation, par exemple, susciterait de telles sympathies chez les peuples étrangers, verrait sous son drapeau accourir tant de libres combattants? Miss Dryden nous fait assister, il fallait s'y attendre, au départ des volontaires Américains. Elle déjeune avec eux au café de la Régence. Il y a « le régulier » qui sort de sa poche un paquet de cartes et un de poudre insecticide, les deux principales nécessités, suivant lui, de la vie du soldat. Il y a « le millionnaire » à qui l'on demande pourquoi il s'engage, et qui répond que « le motif doit bien être le même pour tout le monde ». Il y a les deux étudiants auxquels un officier sorti de West-Point a confié le fanion et qui sont venus, disent-ils, parce que « leur père les envoie se battre pour le pays de La Fayette ». Et, du café de la

Régence, la petite troupe se dirige, par l'avenue de l'Opéra, vers la gare Saint-Lazare, acclamée par les gens du consulat américain, chantant *Star Spangled Banner* et *Yankee Doodle*. Des femmes, à la gare, attachent des bouquets avec des rubans tricolores aux drapeaux étoilés de l'Union. Vive la France et vive l'Amérique!

Dans la description de la vie nouvelle que suscite à Paris la guerre, il n'était pas possible que vînt à manquer le tableau de l'ambulance, alors surtout que cette description est l'œuvre d'une femme. Y eut-il jamais dans l'histoire, demande Miss Dryden, un rôle mieux fait pour la femme que de soigner les blessés? Et elle raconte les origines de l'Ambulance américaine; elle décrit la vie d'infirmière; elle salue, avec Richepin, des Sœurs de charité sous l'uniforme de la Croix-Rouge, bien loin de railler, comme tel ou tel, leur admirable dévouement. Il se trouve encore, paraît-il, de ces fins sceptiques, après treize mois de guerre! Si l'on veut mêler un sourire à l'attendrissement, qu'on le fasse, tout au plus, sur le même ton que notre auteur et qu'on se borne à des traits comme celui de son Américaine de Biarritz, qui a, pour la première fois, au lit des blessés, compris le sens des mots simplicité, courage, grandeur d'âme, décence même, et qui promet de ne jamais dépenser pour elle plus qu'elle n'a fait cet hiver, où elle a réduit son personnel de huit domestiques à trois et n'a acheté qu'une robe de deux cents francs, au lieu de plusieurs robes de mille.

On voit que sans égaler en profondeur les *Pensées sur la guerre* d'un homme comme Clutton Brock (l'écrivain du *Times* qui nous a donné de si belles études sur la France, sur le Kaiser, sur la Guerre et la Religion [1]...), on voit que notre journaliste Américaine mérite l'attention de ceux qui vécurent comme elle les jours émouvants « d'Herrick ». Disons plus : tous ceux-là lui seront reconnaissants, qui apprécient à sa valeur la sympathie réelle d'un étranger bien informé. Avant la guerre, ainsi que beaucoup d'autres, Elizabeth Dryden aimait Paris, aimait la France, mais d'un amour superficiel, comme était l'idée qu'elle pouvait s'en faire. Maintenant, elle nous connaît mieux. La veille de la mobilisation, causant avec un soldat, elle refusait de croire à la guerre, pour cette raison, nous confie-t-elle, que, si la situation eût été à ce point sérieuse, « ces Latins n'auraient pas gardé un tel calme ». Et le soldat lui répondait : « Bien au contraire, Madame, nous sommes calmes parce que c'est si grave, et parce qu'il y a une France nouvelle que vous ne connaissez pas, une France qui sera la plus grande de toutes. Je ne serai peut-être pas là pour la voir se manifester; mais vous, Madame, vous la verrez et vous vous souviendrez de ma prédiction. » Dès le lendemain, comme, sous ses yeux, une compagnie de l'armée active se rendait à la gare de l'Est sans un cri, sans un chant, ne répondant que d'un sourire et d'une inclination de tête aux applaudissements, aux adieux de la foule, elle sut retrouver au fond de leur silence l'annonce, entendue la veille, « d'une nouvelle France qui serait la plus grande de toutes ».

Félix Klein.

[1] *Thoughts on the War* et *More Thoughts on the War*, 2 vol. à 1 shilling, chez Methuen et Cie.

CHRONIQUE POLITIQUE

Au risque de paraître avoir l'esprit de contradiction, je dois me tenir sur la défensive... Et rien n'est plus gênant quand on a la plume en main que d'être contraint de la brider par conviction et par devoir. On court alors le danger, pour ne pas en dire trop, de n'en pas dire assez. Tâchons de passer, comme d'habitude, entre ces deux écueils.

Je crois tout de même qu'on peut aujourd'hui parler sans scandale du fait de la retraite russe. Elle a été stratégique : il est presque inutile d'y insister. Et d'une rapidité qui serait déconcertante, si quelque chose pouvait encore déconcerter quelqu'un depuis quatorze mois bientôt qu'il y a la guerre et qu'on se bat. De la ligne convexe qui passait par Varsovie à la ligne presque perpendiculaire qui passe par Wilna, il y a un bout de chemin appréciable qui fut franchi à peu près en un mois. On peut espérer, si l'on en croit les informateurs brevetés, — brevetés malheureusement sans garantie, — que désormais on ira moins vite. Et il y aurait une collection bien caractéristique à faire : celle des dépêches et explications motivées qui démontrèrent imperturbablement que chaque place forte qui devait être évacuée quelques jours après était, celle-là, imprenable et le dernier bastion de la résistance. Si les lecteurs de certains journaux gardent encore une confiance, même atténuée, dans les informateurs les plus réputés, c'est qu'ils auront « l'estomac » plus résistant qu'une citadelle. Et, malgré le paradoxe, ils sont nombreux. Et, malgré la tentation d'agacement, il faut s'en féliciter.

Pourquoi ce recul « stratégique »? Nos alliés n'en font pas mystère. Par défaut de munitions ou d'armement. La dépense en fut telle, depuis le début de la campagne, que les fournitures venues des Etats-Unis, du Japon et d'ailleurs, ajoutées à celles des manufactures nationales, furent impuissantes à combler les vides faits au jour le jour ou les lacunes subitement révélées à l'origine du conflit. Car ce n'est pas le soldat qui « manque », ni les équipements de vestiaire : ce sont les armes et leur provende. Le soldat, issu du peuple, en a les qualités de ténacité,

d'abnégation et l'âme mystique. Il est vraiment digne de sa mission. Parmi les conducteurs généraux de cette immense troupe sont des hommes de haute valeur dont les succès ne se changèrent en revers que parce que leur zèle dépassa quelquefois celui de leurs voisins, dans cette rivalité de l'offensive qui nous donnait, il y a quelques mois, tant d'espoirs, et suggérait à certains neutres tant de velléités!

Pourquoi — il y aurait tout un chapelet de questions à égrener ainsi — pourquoi le grand-duc Nicolas a-t-il quitté le commandement général de l'armée, pour être affecté au commandement spécial de l'armée du Caucase? Lorsque se produisit ce changement, on s'attendait à une offensive plus rapide vers le Sud. C'était un indice. Mais ce n'était pas une raison. Il vaut mieux, pour le moment, ne pas insister davantage. Il n'y aurait du profit à le faire que pour la chronique indiscrète ou pour l'établissement de l'histoire vraie : ni l'une, ni l'autre ne serait opportune. Donc passons et contentons-nous de saluer l'arrivée du tsar à la tête de ses armées. Cette démarche, coïncidant avec l'entrée de l'ennemi sur le sol de la Russie proprement dite, revêt une importance considérable soit au point de vue militaire, soit au point de vue national. Dans l'un et l'autre cas, l'empereur Nicolas dirigeant les troupes, et gouvernant son pays, est le symbole aux yeux de l'étranger — comme il en est l'incarnation aux yeux de son peuple — de l'unité russe, et, dans l'unité russe, de l'union, renouvelée sous son égide et sous son inspiration, de toutes les forces, de toutes les tendances et de toutes les volontés. Quand je parle de son inspiration, nul de ceux qui le connaissent ne peut douter que, en ce qui le concerne, elle ne s'alimente aux sources les plus délibérément mystiques. C'est aujourd'hui, dans toute l'extension des mots, le populaire « Petit Père », à la tête de la « Sainte-Russie ». Et il paraît incontestable que ce geste décisif, comme il a une signification traditionnelle, a foncièrement une portée nationale d'une suprême importance. L'avenir seul peut dire l'influence qu'il aura sur les destinées de la nation et sur l'issue de la campagne. En attendant, ce qui s'impose à la réflexion, c'est que cette décision n'est pas un acte de parade, mais, venant après plus d'un an de guerre, la marque d'une situation nouvelle dont il ne sied ni d'exagérer ni de méconnaître la gravité.

C'est le moment de se souvenir des nombreuses déclarations faites par le tsar et par son gouvernement contre la conclusion d'une « paix séparée ». La plus récente à ma connaissance est de la fin d'août et a paru dans le *Times*. Le ministre des affaires étrangères, M. Sazonow y disait : « Le gouvernement russe ne

fera jamais une paix séparée tant qu'il y aura un soldat ennemi en Russie. » Je n'ajouterai rien à ces précisions.

Tout au plus, remarquerai-je l'application évidente qu'on met depuis quelques semaines à multiplier les assurances et confirmations analogues. Et je conviens que ce refrain pourrait, s'il continuait à sévir, produire l'effet contraire à celui que, sans doute, on en attend. C'est Talleyrand qui formulait ainsi sa pensée : « Cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant. » Il n'y a pas : « en le redisant. » Et je n'aime guère les redondances en pareille matière.

Mais je dois bien, puisque c'est ici ma tâche, relever les indices qui marquent le plus nettement l'évolution des faits et des opinions. Et il devient difficile d'accorder la sincérité et la feinte ignorance. D'autant plus que, dans l'universelle prudence, la pensée caractéristique se tapit, la plupart du temps, au détour d'une phrase, au penchant d'un alinéa, où le lecteur distrait ne la découvre guère qu'à la seconde lecture ; — et qui relit aujourd'hui? Il est pourtant d'un élémentaire devoir de conscience virile de tenir à jour le bilan des tendances. Cela ne change rien aux sentiments profonds et, quelquefois, au contraire, ils y trouvent, par réaction, une nouvelle force. Il y a trois mois, il eût été impossible de lire les considérations que publiait la *Tribuna*, aux premiers jours de septembre : « Si, demain, par suite de l'équilibre des forces en présence, la guerre se réduisait à un arrêt total sur les fronts actuels ; si, par conséquent, l'Allemagne conservait ses avantages territoriaux et si, dans ces conditions, les deux parties se rencontraient à un congrès pour la paix, l'avantage des gages ne serait, certes, pas en faveur de l'Allemagne.

« En effet, pour l'Allemagne, la nécessité de reconquérir la liberté de son commerce et de son trafic, afin de pouvoir conjurer la paralysie économique dont elle est frappée et s'épargner la décadence qui en serait la conséquence inévitable, s'imposerait impérieusement, beaucoup plus même que la libération du territoire de la Pologne pour la Russie ou celle de la Belgique et du nord de la France pour la France et l'Angleterre. »

A ces considérations, il n'est pas sans intérêt d'ajouter, en bref, la répartition des projets annexionistes dans la presse allemande. Tout le parti agrarien et conservateur n'admet que la nécessité absolue de « garder par l'épée tout ce qu'a conquis l'épée » : c'est le mot de tous ses journaux : *Kreuz Zeitung*, *Hamburger Nachrichten*, *Deutsche Tages Zeitung*, *Post*, *Fremdenblatt*. La note est sensiblement la même à l'aile droite du parti national : elle est donnée par les journaux de la nuance de la *Magdeburg Zeitung*. L'ensemble du parti national et l'aile

droite des radicaux sont moins exigeants et se prononcent même contre les annexions. L'occupation des territoires étrangers devra cesser au fur et à mesure du paiement des indemnités imposées, ainsi que le professent leurs journaux : *Lokal Anzeiger*, *Germania*, *Vossische Zeitung*, *Kölnische Volkszeitung*, *Kölnische Zeitung*, etc. Viennent enfin les socialistes qui refusent toute annexion ou occupation, mais réclament, d'accord en cela avec tous les autres partis, la « liberté des mers » et l'affranchissement de la tutelle britannique. J'ajouterai ici un exemple de la façon dont un journal socialiste l'*Arbeiter Zeitung* « arrange » les journalistes dont la plume seule est belliqueuse et qu'il appelle Schmock, du nom d'un journaliste véreux que Gustave Freytag exhibe dans dans une de ses comédies. Ce sera en même temps un exemple de ce qu'on peut écrire librement en Allemagne, car je ne pense pas que la censure y soit exercée par des socialistes.

Combien ravie est la pauvre créature quand elle peut annoncer la destruction d'un régiment entier. Elle tue toujours des régiments entiers. Elle déteste n'avoir à rendre compte que de la perte de quelques soldats. Schmock ne se contente pas de cela. Il lui faut des massacres, et pourquoi? Schmock n'est pas au front. Il est à son bureau et c'est là-dessus qu'il écrit ces grandes choses et qu'il pontifie guerrièrement avec toute son exagération. Le soldat à la guerre fait ce qu'il doit faire, ce qu'il a l'ordre de faire : il tue, il brûle villes et villages. Mais Schmock pense qu'il doit faire tout cela par goût, par plaisir s'il veut être regardé comme un véritable héros. Et Schmock invente des lettres dans ce sens où tous les soldats de son imagination se réjouissent de leur terrible besogne. Siegfried, le plus grand de tous les héros, riait quand il tuait les dragons, Les héros de la presse conservatrice ne descendent pas de Siegfried, mais ils sourient quand ils parlent de sang, ils badinent avec les batailles, ils ont mis la peau du lion sur leurs sottes têtes et le monde ne voit pas leurs oreilles d'ânes et ne sait pas que dans leur poitrine bat un cœur de lièvre.

Tel est l'état d'esprit chez nos ennemis, où il paraît évident que les classes inférieures souffrent vraiment, mais — au témoignage des neutres qui nous sont sympathiques, et qui l'ont constaté — sont capables de supporter de grandes privations. La force de « résistance » y est encore grande et il serait imprudent de se faire, à ce sujet, des idées fausses. Les femmes mêmes, sauf exceptions en de rares grandes villes, déclarent qu'elles se battraient pour le *Vaterland*. Il est inexact de dire qu'il n'y a plus de réserves pour l'armée, mais elles sont très limitées et ce sont les dernières; elles comptent beaucoup d'hommes peu en état de faire campagne. Le kaiser a vieilli de vingt ans, mais le pays a toujours pour lui le même culte. L'idée qu'on peut « écraser » l'Allemagne fait rire et ils affectent d'en attribuer la paternité aux

Anglais « qui en ont intoxiqué les Français ». Dans son ensemble, le pays ne *veut* pas croire qu'il soit possible de le vaincre. Et si l'on parle aux officiers du concours probable des Japonais, ils se targuent de les battre et font remarquer qu'il a fallu, disent-ils, 50 000 Japonais pour avoir raison des 4000 Allemands de Kiao-Tchéou! Un officier ajoutait avec mépris : « Quand il y aura 300 000 Allemands contre 400 000 Japonais, nous leur montrerons que nous ne sommes pas commandés par des Kouropatkine. » Malgré toutes ces hautaines déclarations, le neutre de qui viennent ces détails ajoutait que c'était là attitude de soldats décidés à mourir debout, mais qui ne pourraient tenir au delà de leurs forces déjà limitées. Or ce neutre, d'âme essentiellement militaire, ne leur est pas hostile de parti-pris. C'est pourquoi il m'a paru bon de faire état de son impression.

J'ai eu l'occasion de connaître aussi le sentiment d'un Suédois dont le frère est un homme politique influent. Très nettement il déclara que la Suède était en très grande majorité germanophile et encore plus russophobe. On n'y comprend pas, assure-t-il, que l'Allemagne ne paraisse pas la barrière indispensable contre l'invasion slave avant-garde de l'invasion jaune. Mais plus mon Suédois était ancré dans de tels sentiments, plus acquérait de poids son appréciation sur l'état réel de l'Allemagne que les relations économiques entre les deux pays lui permettent de bien connaître. Or les Suédois jugent cet état déplorable et sont stupéfaits qu'elle puisse encore tenir. C'est la vraie raison qui a modifié les projets des plus fougueux partisans de l'intervention antirusse, car ceux-là mêmes sont convaincus que l'Allemagne est au bout de ses efforts et de ses ressources.

Ces deux appréciations, en somme concordantes, de deux hommes de pays différents et qui sont inconnus l'un à l'autre, m'ont paru utiles à résumer ici. Il faut se garder d'en tirer des conclusions exagérées, parce qu'on ne doit pas juger un autre peuple d'un autre point de vue que du sien propre. Or le peuple allemand, surtout le prussien, par atavisme et par entraînement, par orgueil et par discipline, possède une faculté de résistance sur laquelle on aurait tort de se faire des illusions. On a vu telle compagnie de la garde, pour racheter une faiblesse de la veille, marcher vers nos mitrailleuses au pas de parade, sans armes et fifres en tête. L'armée qui est capable de ce suicide expiatoire — quelque opinion qu'on en conçoive — tombera tout d'un coup sans doute, mais résistera jusqu'au dernier commandement de ses chefs.

Aussi serai-je porté à faire créance à tel article de l'*United Service Magazine* (journal de la marine et de l'armée) où il est

expliqué que pour vaincre l'ennemi il faut lui tuer 7000 hommes par jour, soit sept bataillons sur le pied de guerre. Cette conception de la guerre effarerait peut-être les dilettantes de la tactique et de la stratégie, et je me garderais bien de dire ce que j'en pourrais penser. En tout cas elle simplifie l'une et l'autre au degré suprême. Je ne me rappelle pas avoir trouvé, dans cet article cité par la *Review of Reviews*, le calcul du nombre d'alliés qu'on estimerait nécessaires pour tuer 7000 Allemands par jour, ni quelle durée on assigne à cette opération. Je cite seulement ce trait pour marquer à quel degré de résolutions mathématiques en sont arrivés les militaires anglais. Et j'ajoute que si l'on a des motifs, — que je ne discute pas, — de ne pas publier nos listes de pertes, il est, à ce point de vue, fâcheux de ne pouvoir les comparer à celles des Anglais dans cette « liquidation » d'humanité; j'entends parler des pertes « anglaises » proprement dites, défalcation faite des troupes d'autres origines. Toujours est-il que le *Russkoe Slowo* verrait volontiers un million de Japonais venir encore à la rescousse. A quoi, du reste, Menschikoff réplique dans la *Novoye Wremia* que les alliés ont assez de millions d'hommes. Du reste, les desiderata des Japonais semblent grandir avec les souhaits qu'on leur exprime. Et, de plus en plus, la contrepartie de cette collaboration paraît devoir être « les mains libres en Chine ». Or c'est un prix que les Etats-Unis estiment un prix fort.

On ne tient peut-être pas assez de compte de cette antinomie dans l'appréciation de la conduite de la grande Républiqne américaine parmi les complications de l'heure. J'ai sous les yeux un article du *New-York World* dont les tendances étaient jusqu'ici très anti-allemandes. A propos des discussions sur les torpillages reprochés à von Tirpitz, il s'écrie d'un ton évidemment agacé : « Sommes-nous les gardiens de l'Angleterre? » Et c'est le titre même de l'article. Le texte n'est pas moins caractéristique. En voici un extrait qu'il est bon de connaître, car le moment est moins que jamais de marcher à l'aveuglette.

Le gouvernement des Etats-Unis a fait ce qu'il avait entrepris de faire, il a maintenu le droit international, non pas seulement pour son propre bénéfice, mais pour le bénéfice de la civilisation. Si la Grande-Bretagne n'est pas satisfaite, elle est libre de pousser la victoire jusqu'à sa conclusion dernière : c'est pour arriver à ce but que la marine britannique est supposée être faite.

L'idée des journalistes londoniens que la diplomatie américaine aurait dû sauver la marine marchande britannique de tout danger d'attaques allemandes est caractéristique de l'état d'esprit actuel britannique. Toutes les fois qu'un Anglais reçoit un renfoncement sur la

tête, d'un étranger d'une puissance belligérante en un coin quelconque de la terre [textuellement : « Wenever an Englishman' head is punched by a belligerant foreigner in any part of the earth. »], la presse britannique se dresse avec une dignité solennelle et s'écrie dramatiquement : « Qu'est-ce que les Etats-Unis se proposent de faire à propos de cette infamie? »

Si les Etats-Unis doivent agir comme protecteurs de la Grande-Bretagne dans cette guerre et combattre les batailles de l'Angleterre, nous insisterons d'abord pour que le gouvernement britannique soit confié au président Wilson, afin d'avoir une administration compétente...

Sans outrer l'importance de cet accès d'humeur, il me semble utile de le citer, pour éviter la cristallisation dans nos cerveaux d'une idée fausse, à savoir que les Etats-Unis sont moralement « avec nous » de façon définitive et quoi qu'il arrive. Cet agacement est d'autant plus symptomatique, je le répète, que les tendances du journal étaient plus connues. Je ne reviendrai pas sur la délicatesse de tractations simultanées avec le Japon et avec les Etats-Unis. On peut tout arranger, à condition de s'y prendre à temps et d'y mettre la « manière ». Elle n'est pas indigne du traditionnel « tour de main » de la diplomatie anglaise, mais il est évident que la manière dictatoriale ne serait pas, en l'espèce, la bonne.

Si je parle de dictature, c'est que le mot est depuis quelque temps courant en Angleterre. Il y a plus de deux mois que le *Daily Mail* l'employa tout net pour appuyer la candidature, si l'on peut ainsi dire, de Lloyd George à cette dictature. Et, ces temps-ci, le colonel Repington a publié, dans le *Times*, une série d'articles sur Chatam qui rallient les mêmes conclusions. Il veut démontrer que si la grande guerre contre la France a abouti au traité de Paris et au triomphe anglais, on le dut avant tout à la dictature de Pitt de 1757 à 1763. L'adversaire a changé, le moyen reste bon et le seul bon : il faut aujourd'hui, en pratique, un dictateur. Le meilleur qu'on puisse trouver pour la manœuvre, c'est évidemment Lloyd George, parce qu'il a évolué en évitant soigneusement de rompre ses amarres. Il est aujourd'hui grand favori des maîtres de l'industrie et du commerce, de la finance et de l'aristocratie terrienne, qui ne trouveraient pas facilement une intelligence aussi déliée, une volonté aussi prompte et une poigne aussi ferme. Mais il fut très démocrate et, antérieurement encore, on le jugeait démagogue : et si les ouvriers tentaient de l'oublier, on le leur rappellerait. Ainsi arc-bouté, il est incontestablement très fort et il l'a prouvé par une série d'habiles mesures prises en faveur du monde ouvrier quand il le sentit prêt à bouder et à gronder.

Les ouvriers ont maintenant de bons salaires. Il n'y a plus d' « inemployés », et les allocations payées aux femmes, mères,

« compagnes » (avec enfants) et parents à la charge des enrôlés, donnent à tout ce monde des ressources très convenables. Joignez à cela les bénéfices qu'apportent à ces mêmes personnes le logement des soldats (*billeting*) : et le total atteint des « revenus » comme elles n'en ont jamais connus. Je n'irai pas jusqu'à dire que ce système de logement chez l'habitant soit sans inconvénients avec des hommes qui n'ont jamais servi : les grands chefs n'ignorent pas que c'est, trop souvent, un insuffisant entraînement à la discipline et même à la moralité, mais le système « se tient » ainsi et on n'y touche pas pour permettre aux familles d'ouvriers le cumul pacificateur. De plus, Lloyd George a promis qu'on taxerait les bénéfices des industries et négoces... après la guerre. Les trade-unions ont bien quelque anxiété soupçonneuse; mais la masse est généralement satisfaite.

De la sorte, le ministre des munitions est à la fois l'homme du populaire et de l'aristocratie terrienne, financière et industrielle. Il ne reste plus que la classe moyenne. Mais celle-là, en Angleterre pas plus qu'ailleurs, n'a ni la puissance des grosses fortunes, ni celle de l'association : c'est donc elle qui souffrira le plus. Elle ne voit pas ses revenus, ni ses gains, ni ses traitements s'accroître, mais elle s'effare devant les taxes nouvelles et les augmentations des anciennes. C'est elle qui sera, là aussi, la plus atteinte. Mais ses doléances s'évanouiront dans le vent de la guerre, à moins qu'une vague de fond ne surgisse, et il y a des pessimistes qui la prévoient. Ai-je besoin de dire qu'ils sont dans la classe moyenne? Et cela suffit à diminuer la portée de la prévision.

Ainsi la crise actuelle aura modifié singulièrement la constitution essentielle du « pays de toutes les libertés ». Reprendra-t-elle, à la paix, son étiage normal? C'est possible. J'avoue que je ne le crois pas probable. Les peuples, tous les peuples vont passer par une ère où le goût de l'autorité fera taire le plus souvent les vieilles aspirations vers la liberté. Les excès de la licence, dont nous pâtimes depuis plus de vingt ans, devaient amener cette réaction, même sans la guerre. Et il y a beau temps que je m'étais permis de le dire. On n'aime vraiment la liberté qu'après en avoir été privé — à moins qu'on ne s'habitue au joug, même quand il est trop lourd. Cela s'est vu, et cela se voit. Aucun domaine ne restera sauf. Et je serais fort étonné si le libre-échange britannique survivait longtemps à la guerre. Je vois poindre partout le régime de la protection. Il ne nous restera qu'à bien choisir le protecteur.

INTÉRIM.

21 septembre 1915.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La marche à la victoire, par Maurice GANDOLPHE. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Ces croquis, ou mieux ces tableaux, car ils ont souvent une ampleur magnifique, méritent d'être signalés parmi les meilleures et les plus vivantes impressions des combattants. Nos lecteurs aimeront à les comparer avec les souvenirs de Marcel Dupont publiés ici même. C'est un autre art, moins minutieux peut être, et où l'analyse patiente des détails familiers ne tient pas la même place, mais c'est un art d'une couleur et d'un mouvement remarquables, et le livre se lit à la lettre, comme un roman, et avec plus d'intérêt que certains romans.

Notre artillerie, par Francis MARRE. 1 vol. in-12, avec 58 figures. (Boivin.)

Nos lecteurs retrouveront dans ce volume une étude publiée ici même. Elle a été soigneusement remise au point par l'auteur qui l'a augmentée de nouvelles précisions Il est superflu de louer ici le talent, la science et la clarté d'expression de notre collaborateur. Ce volume, où l'on trouve tout ce qu'il faut savoir du matériel, des poudres, des explosifs et des projectiles, répond à une curiosité justifiée par les événements et sera vite populaire.

Le Martyre du Clergé français, par l'abbé Eugène GRISELLE, ancien maître de conférences aux Facultés catholiques de Lille, secrétaire général du Comité catholique de propagande française à l'étranger. — 74 pages in-18. (Bloud.)

En quelques pages, notre érudit collaborateur a groupé tous les renseignements déjà acquis sur les indignes traitements appliqués à nombre de prêtres français par l'envahisseur allemand. C'est un opuscule à lire, à conserver et à propager.

Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux de 1789, par Armand BRETTE. T. IV. 1 fort vol. in-4°. (Imprimerie nationale. Libr. Leroux.)

L'auteur de cette importante publication, — entreprise par ordre du Ministère de l'Instruction publique, — est mort il y a trois ans, ayant rédigé, mais n'ayant pu faire imprimer complètement le tome IV du recueil. M Aulard le publie aujourd'hui d'après le manuscrit original. On sait quelle somme de travail représentent et quels services peuvent rendre à ceux qui savent les utiliser ces pages en petit texte, utilisant des milliers de documents, complétées par des notes abondantes et des bibliographies précieuses. Ce tome comprend les généralités de Montauban, Auch, Bordeaux, La Rochelle, Poitiers et Tours.

La Grande Serbie, par E. DENIS, professeur à la Sorbonne. — XIII-336 pages in-18 avec 2 cartes. (Delagrave.)

Ce volume inaugure une *Bibliothèque d'histoire et de politique*, destinée à promouvoir la connaissance des questions diplomatiques. Quel que doive être le succès de la tentative, il convient de louer l'œuvre très distinguée et captivante par laquelle elle débute. Après un résumé du glorieux passé et des longues épreuves de la Serbie, l'auteur retrace la résurrection de la nationalité serbe au dix-neuvième siècle, raconte les derniers événements, si pathétiques, puis indique les perspectives de l'avenir. Sur ce dernier point, ses conclusions n'obtiendront sans doute pas un assentiment unanime; surtout, beaucoup de lecteurs regretteront les préventions systématiquement anticatholiques que M. Denis doit sans doute à sa vieille et longue fréquentation avec Jean Huss.

Pieces of the game, by Countess DE CHAMBRUN. 1 vol. in-12. (Putnam, New-York and London.)

L'auteur, une Américaine devenue Française, dont M. Henri Bremond a étudié ici même les curieux travaux sur les sonnets de Shakespeare, nous donne aujourd'hui un joli roman de mœurs mondaines et diplomatiques. Elle y montre un remarquable talent de l'observation et les dons du romancier : l'intrigue, qui se passe à Washington, est habilement menée et on a plaisir à voir une main experte avancer les pièces sur l'*échiquier* symbolique, ironiquement rappelé en épigraphe. Ajoutons que les bénéfices du volume sont consacrés à des réfugiés de l'Est.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard TROGAN, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME DEUX CENT SOIXANTIÈME

(DEUX CENT VINGT-QUATRIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE)

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME DEUX CENT SOIXANTIÈME

TABLE

DU TOME DEUX CENT VINGT-QUATRIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE
(DEUX CENT SOIXANTIÈME DE LA COLLECTION)

1re LIVRAISON. — 10 JUILLET 1915.

2e LIVRAISON. — 25 JUILLET 1915.

3e LIVRAISON. — 10 AOUT 1915.

4e LIVRAISON. — 25 AOUT 1915.

5e LIVRAISON. — 10 SEPTEMBRE 1915.

6e LIVRAISON. — 25 SEPTEMBRE 1915.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

